



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

1,058,205



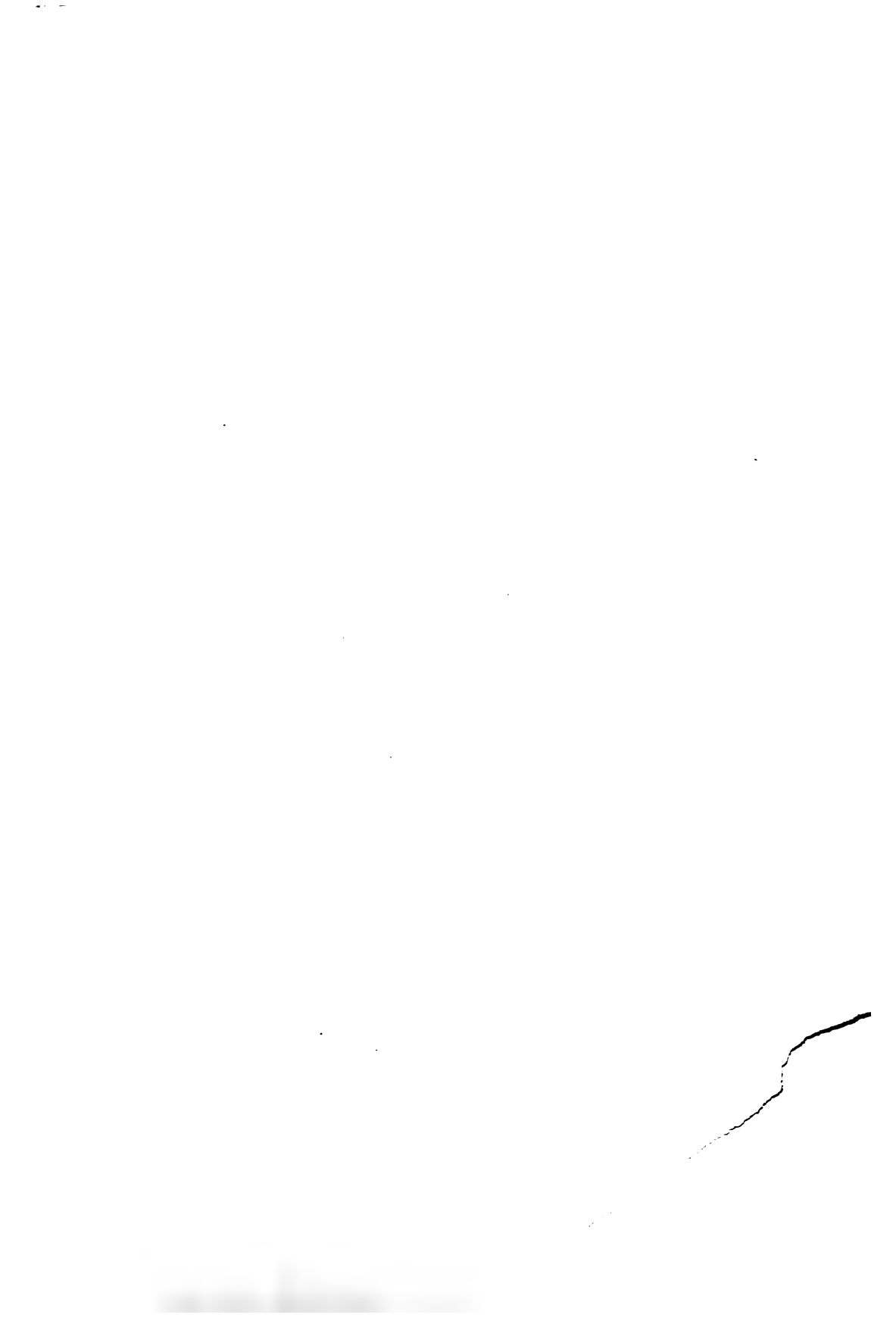
Library of the University of Michigan
Bought with the income
of the
Ford-Messer
Bequest



G. F. FORD







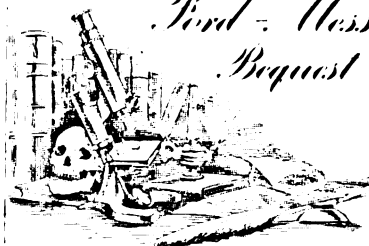


- Vatican (Bibliothèque et Archives du), 671.
 Vaudouis (les) de la Vallouise, 464.
 Venise (République de) : Jacques Galiéor, 590; Mission de Péron de Baschi, 285; Pacte avec l'Empire de Milet, 422.
 Vienne (le Royaume d'Arles et de), 461, 660.
 Vienne (saint Avit, évêque de), Œuvres complètes, 305.
 * Viollet (Paul). — Comptes rendus : les Communaux et le Domaine rural à l'époque franque, 437; Etudes d'histoire du droit, 436.
 * Virey (Jean). — Comptes rendus : Etude sur les comptes de Macé Darne, 147; Monographie et Histoire de la commanderie de Saint-Jean-des-Près à Montbrison-en-Forez, 635.
 Visconti (Gian Galeazzo) e gli eredi di Bernabò, 638.
 Visites des monastères de l'ordre de Cluny de la province d'Auvergne, 64.
 Voyages en Asie, au XIV^e siècle, du bienheureux frère Odoric de Pordenone, 452.
 Wineland (Frisling of), 323.
- Tours (l'Ecole de calligraphie et de miniature de), 316.
 Traités de commerce entre les rois d'Angleterre et les ducs de Bourgogne, 356.
 * Tranchant (Charles), officier de l'instruction publique, 352.
 Trésor (le) de la cathédrale de Chartres, 318.
 * Tueley (Alexandre), archiviste-trésorier de la Société de l'Ecole des chartes, 174.
 * Universitäts-Pforten (Chartularium), 152.
 Université de Louvain : Recueil de travaux, 322.
 Vallouise (les) Vaudouis de la, 464.
 * Valois (Noël), memoires supplémentaires de la Société de l'Ecole des chartes, 174. — Discours prononcé en présence de Charles V par Martin, évêque de Lisbonne, ambassadeur du roi de Portugal, 485. — Honoré Bonet, prieur de Salou, 265, 481.
 — Comptes rendus : Giovanni Acuto (sur John Hawkwood), 468; le Royaume d'Arles et de Vienne, 461.

- des inscriptions et belles-lettres, 351, 661.
- * Rocquain (Félix), membre de la commission de comparabilité de la Société de l'École des chartes, 174; membre de l'Académie des sciences morales et politiques, 663.
- Röhrich (R.), *Bibliotheca geographica Palaestina*, 451.
- Rôles gascons, 480.
- Romains (les Institutions juridiques des), 453.
- Romano (G.), *Gian Galeazzo Visconti gli eredi di Bernabò*, 638.
- Rouleau (Cartulaire en forme de), 418.
- * Roux (Henri de), archiviste paléographe, 175.
- * Roy (Jules), officier de l'Instruction publique, 352. — Compte rendu : Choix de lettres d'Eugène Burnouf, 325.
- * Saige (G.), chevalier de la Légion d'honneur, 664.
- Saint-Jacques de Compostelle (Pèlerinage d'un paysan picard à), 320.
- Saint-Jean-des-Prés (Monographie et Histoire de la commune de) à Montbriçon-en-Forez, 635.
- Saint-Malo (les Dogues de) en 1466, 483.
- Saint-Momelin (le Village de), 634.
- Saint-Remi de Reims (Ancien Registre de), 355.
- Salon (Honoré Bonet, prieur de), 265, 481.
- Sarrames (Francois de), Lettres, 150.
- Sauve-Majeure (Cartulaire en forme de rouleau provenant de l'abbaye de la), 418.
- * Sculfort, officier d'académie, 664.
- * Sepet (Marius), officier de l'Instruction publique, 664.
- * Servois (G.). — Projet d'un enseignement historique et diplomatique à la Bibliothèque nationale sous la Convention, 353.
- Sforza (Francois) : documents
- relatifs à ses rapports avec François Philippe, 426.
- Signes des anciens notaires de Larn-et-Caronne, 180.
- Société archéologique et historique de l'Orléanais : séance solennelle sous la présidence de M. Léopold Delisle, 329.
- Société de l'École des chartes, 174.
- Société de secours des anciens élèves de l'École des chartes, 348, 349.
- Société libre d'agriculture, etc., de l'Eure, 353.
- * Soehnle (Frédéric), archiviste paléographe, 175; membre de l'École française de Rome, 477.
- Song (the) of Lewes, 142.
- Blount (L.), *De formulis secundum legem Romanam a VII^o saeculo ad XIII^{um} saeculum*, 454.
- Tarbé : chartes données à la ville de Reims, 670.
- * Tardieu (Amédée) : médaille d'or décernée par la Société de géographie de Paris, 176.
- * Tausserat, officier d'académie, 664.
- * Teilhard de Chardin (Emmanuel). — Registre de Barthélemy de Noces, officier du duc de Berry (1374-1377), 220, 517.
- Temple-Leader (G.), *Giovanni Acuto (sir John Hawkwood), storia d'un condottiere*, 468.
- Testament d'Erkanfrida, veuve du comte Nithadus de Trèves, 573.
- * Teulet, secrétaire adjoint de la Société de l'École des chartes, 174.
- * Thomas (Antoine), officier de l'Instruction publique, 478; Annales du Midi, 635.
- * Tierney (Paul). — Compte rendu : Compte rendu des séances de l'administration provinciale d'Auch, 318.
- Toison d'or (Armorial équestre de la), 466.
- Totiracus in pago Quamiliacense*, 671.
- * Tournouer, officier d'académie, 664.



Library of the University of Michigan
Bought with the income
of the
Ford - Messer
Bequest



R. B. F. 1872

BIBLIOTHÈQUE
DE L'ÉCOLE
DES CHARTES

LII.



BIBLIOTHÈQUE
DE L'ÉCOLE
DES CHARTES
123678
REVUE D'ÉRUDITION

CONSACRÉE SPÉCIALEMENT A L'ÉTUDE DU MOYEN AGE.

LII.

ANNÉE 1891.

PARIS
LIBRAIRIE D'ALPHONSE PICARD
RUE BONAPARTE, 82
1891

LE

LIBER DIURNUS

ET LES ÉLECTIONS PONTIFICALES AU VII^e SIÈCLE.



Dans la préface de sa belle édition du *Liber Diurnus*, M. de Sickel a exposé comment il entend la formation de ce célèbre recueil. Selon lui, la partie primitive comprend les formules 1-63 ; c'est la *Collection I*. On y joignit d'abord un premier groupe de pièces : l'*Appendice I* (form. 64-81), puis un second, *Collection II* (form. 82-99), subdivisé lui-même en deux parties, les formules relatives à l'élection du pape (82-85) et les concessions de privilèges (86-99). Dans cette dernière partie, il y a une pièce (form. 93), incomplètement démarquée, où se lit le nom de la reine anglo-saxonne Cynedrida, ce qui, eu égard à certaines données historiques, en reporte l'origine à l'année 786. Il est donc sûr que le *Diurnus*, tel que nous le présente son plus ancien exemplaire, ne peut remonter au delà du pape Hadrien (772-795).

M. de Sickel étend cette attribution chronologique à l'ensemble des formules 86-99. Quelques-unes de ces formules conservent encore la trace des originaux sur lesquels elles ont été relevées ; rien, dans ce que l'on peut conjecturer sur l'âge de ces originaux, ne dément la date assignée par le savant éditeur¹, pourvu qu'on

1. La formule 87 me paraît être sûrement de Grégoire II (cf. *Liber pontif.*, t. I, p. 397 ; t. II, p. 44, note 82) ; la formule 86 est relative au monastère de Sainte-Marie *in Plumbartolo*, la form. 96 au monastère de Saint-Martin *ad s. Petrum* (et non de Saint-Martin de Tours comme le pense M. de Sickel) ; mais l'histoire de ces monastères n'est pas assez connue pour que l'on puisse en déduire ici des dates.

l'entende du groupement des pièces et non de chacune des pièces en particulier.

En ce qui regarde la partie antérieure, la distribution proposée par l'éminent diplomate me paraît soulever des objections sérieuses. J'ai déjà eu l'occasion de m'en expliquer dans le *Bulletin critique*¹, en rendant compte de la nouvelle édition du *Liber Diurnus*; mais alors je ne connaissais des arguments de M. de Sickel que ce qu'il en avait exposé dans la préface de l'édition elle-même. Depuis, il a traité le même sujet, avec beaucoup plus d'étendue, dans les comptes-rendus de l'Académie de Vienne. Il y a donc lieu de reprendre la question et d'apprécier les nouveaux éléments de preuve.

Selon M. de Sickel, la *Collection I* (1-63) est antérieure à l'année 680, et très vraisemblablement de peu postérieure à l'année 625 (aller Wahrscheinlichkeit nach bald nach dem Jahre 625 angelegt); l'*Appendice I* est des environs de l'an 700; la *Collection II*, comme les privilèges de la fin, ne remonte qu'au temps du pape Hadrien. L'opinion communément reçue, notamment depuis la publication de M. de Rozière, était que l'ensemble du *Diurnus* devait se placer entre le sixième concile œcuménique et la fin de l'exarchat de Ravenne (681-751).

Cette opinion comporte, M. de Sickel l'a établi définitivement, au moins un amendement. La formule 93 étant au plus tôt de l'année 786, il y a lieu de reculer jusque vers la fin du VIII^e siècle l'achèvement de la collection telle que nous la présente le plus ancien manuscrit. Mais la formule 93 est une des dernières; sa date n'atteint sûrement pas toutes les formules du groupe final auquel elle appartient. Au-dessus de ce numéro et surtout au-dessus du groupe des privilèges (86-99), le *Liber Diurnus* me paraît devoir conserver très sensiblement la même situation chronologique qui lui était précédemment assignée. La distribution en trois sections d'âge différent, 1-63, 64-81, 82-85, ne me paraît nullement démontrée; je la crois même inconciliable avec ce que nous savons sur l'histoire des élections pontificales au VII^e siècle.

C'est sur ce point, en particulier, que je désire attirer l'attention. La première section (*Collection I* de M. de Sickel) se termine par cinq formules (59-63), relatives aux démarches que

1. Tome X (1889), p. 201 et suiv.

les Romains devaient faire auprès de l'exarque pour en obtenir la ratification de l'élection pontificale; la troisième section comprend le décret ou procès-verbal de cette élection (82), les professions de foi du pape élu (84) et du pape consacré (84), enfin l'homélie prononcée par celui-ci dans la basilique de Saint-Pierre, le jour de son ordination (85). Parmi les formules de la deuxième section (64-81) figurent quatre pièces (73-76) que les évêques du diocèse suburbicain devaient signer à Rome, lors de leur consécration. C'est de ces documents, les plus importants, et de beaucoup, de tout le recueil, les plus faciles, en tout cas, à classer historiquement, que je vais m'occuper ici. Je vais essayer de montrer qu'ils correspondent tous à une même situation historique, que cette situation ne saurait être cherchée à une époque antérieure à l'année 682, et qu'elle est de peu postérieure à cette année.

Au VII^e siècle, les formes suivies pour le remplacement du pape défunt différaient notablement de celles qui avaient été autrefois en usage. Tout d'abord, on pourvoyait au gouvernement ecclésiastique pendant la vacance. Aussitôt le pape mort, un triumvirat s'installait, composé de l'archiprêtre, de l'archidiaque et du primicier des notaires. Ces trois dignitaires étaient considérés comme *servantes locum sanctae sedis apostolicae*¹. Leur premier soin était de notifier à qui de droit la mort du pape. Dans le délai voulu, qui était de trois jours au moins, on se réunissait pour l'élection, ordinairement dans la basilique de Latran. Tout le clergé était présent; il en était de même de l'aristocratie laïque, composée alors des fonctionnaires byzantins et des chefs de la milice locale; le peuple était admis dans l'église. Nous ne savons pas très bien comment on s'y prenait pour indiquer les candidatures et constater les adhésions. En général, quand les esprits étaient gravement partagés, au lieu d'une réunion il y en avait deux, dans deux églises différentes, comme aux anciens temps, au temps de Damase, de Boniface et de Symmaque. Alors toute la difficulté était de procurer la fusion de ces corps électoraux et de les amener, soit à accepter tous deux l'un des candidats d'abord

1. La même commission fonctionnait de plein droit pendant les absences du pape (Jaffé, 2079; Hardouin, *Concil.*, t. III, p. 677; cf. *Lib. pontif.*, t. I, p. 341, note 1).

mis en avant, soit à en choisir un troisième qui agréât à tout le monde. Pour l'ordinaire, les choses se passaient plus régulièrement. Il n'y avait qu'une seule assemblée, et, de quelques passions qu'elle fût agitée, il n'en sortait qu'un seul élu. Le plus souvent il n'y avait pas même lieu de compter les suffrages; la majorité, *sententia plurimorum*, se dessinait nettement, les deux aristocraties, cléricale et laïque, indiquaient leurs préférences pour un candidat; on le présentait au peuple qui l'acclamait; ceux qui n'étaient pas satisfaits du choix se ralliaient extérieurement, et, de cette façon, on obtenait l'unanimité, le *consensus*, qui est toujours supposé dans les élections ecclésiastiques de l'antiquité.

L'élection faite, on en dressait l'acte, le décret (*decretum*), auquel les clercs de haut rang, prêtres et diacres cardinaux, et des représentants des autres ordres, puis les principaux membres de l'aristocratie laïque, avec des représentants du menu peuple, civil et militaire, apposaient leurs signatures.

A partir de ce moment, l'élu avait un titre; mais on ne pouvait l'installer sans que le gouvernement impérial eût été informé de l'élection et qu'il eût accordé sa ratification. Cette ratification devait être demandée à Constantinople, à l'empereur lui-même. Tel était l'usage au temps de saint Grégoire; un siècle plus tard, l'exarque de Ravenne était qualifié pour l'accorder, ce qui abrégait notablement les délais. Dans le courant du VII^e siècle, il y eut à cet égard quelques fluctuations, dont l'étude a une grande importance dans la question que j'ai abordée ici. Je vais y revenir.

On peut se demander ce que devenait l'élu pendant les longs mois qui souvent s'écoulaient avant son ordination. Était-il, *de plano* et par le fait même de son élection, mis en possession de la maison pontificale de Latran, de la caisse, de l'administration temporelle? Ceci n'a pas été, je crois, étudié d'assez près. Il est sûr que le triumvirat préposé à la vacance conservait ses pouvoirs dans le domaine spirituel, qu'il gérait les affaires ecclésiastiques, répondait aux consultations sur le rite et la discipline, exerçait, en un mot, tous les pouvoirs du pape vivant¹. On n'a pas

1. Jaffé, 2040. — Toutefois on doit noter que, dans l'intitulé de cette lettre, l'élu figure au nombre des membres du triumvirat. En 590, saint Grégoire exerce,

d'actes de lui dans les choses de l'administration temporelle. Mais la généralité de son titre, *servans locum sedis apostolicæ*, ne permet guère de douter que ses pouvoirs ne comprissent aussi ce domaine, qui comportait moins encore que l'autre un arrêt de l'administration. On doit donc considérer comme certain que l'archiprêtre, l'archidiaque et le primicier avaient le dépôt de la caisse, qu'ils pourvoyaient au fonctionnement des services temporels, que les recteurs de patrimoines et autres gérants de la fortune ecclésiastique étaient comptables envers eux.

S'installaient-ils de leurs personnes au palais de Latran ? Nous n'en savons rien. Quant à l'élu, il semble bien qu'il y ait eu, sur ce point, quelque diversité suivant les temps. Séverin, élu en 638, après la mort du pape Honorius, habitait le Latran quand le chef de la garnison romaine, le chartulaire Maurice, vint en faire le siège. L'auteur de la vie de Séverin, dans le *Liber pontificalis*, dénonce comme un odieux attentat cette entreprise de l'autorité militaire ; mais on peut se demander s'il n'exagère pas. Entré dans le palais après quelque résistance, Maurice se borna à mettre les scellés sur le trésor dit *vestiarium*, puis il prévint l'exarque Isaacius. Celui-ci vint à Rome, envoya en exil tous les hauts dignitaires du clergé, *omnes primates ecclesiae*, s'installa pendant huit jours au Latran, saisit le trésor en question et en fit passer une partie à l'empereur. Cette façon de procéder a quelque chose de régulier, qui ne ressemble nullement à un acte de pillage. Toutes les autorités sont d'accord, le commandant militaire de Rome, l'exarque, l'empereur. A leurs yeux, le haut clergé de Rome s'est mis en état de révolte ; il a mérité des peines sévères. Que peut-il bien y avoir là-dessous ? Comment qualifier les prétentions du gouvernement sur le trésor pontifical ? A s'en tenir au *Liber pontificalis*, elles n'auraient eu aucun fondement ; il a sans doute raison, mais il n'en est pas moins vrai qu'il nous peint là une situation troublée, violente. Séverin, que le chartulaire Maurice trouva au palais de Latran, n'y était peut-être que temporairement, attiré par le danger présent, et non en vertu d'une mise en possession régulière. Je ne vois pas que de cet évé-

comme pape élu, une autorité effective très évidente. En 683, l'élu agit seul dans l'expédition d'une affaire pressée (Jaffé, 2125). Ici encore il a pu se produire quelques modifications.

nement, ou plutôt du récit que nous en fait le *Liber pontificalis*, il y ait lieu de conclure sûrement à un usage établi.

Un autre passage du *Liber pontificalis*, dans la vie de Jean V (685-686), permet de croire qu'à une certaine époque, déjà éloignée, l'élu était introduit dans le palais aussitôt après son élection, puis que cette installation lui fut interdite et qu'enfin, en 685, elle fut de nouveau permise, de sorte que Jean V eut le bénéfice du retour à l'ancienne coutume : *Hic post multorum pontificum tempora vel annorum, iuxta priscam consuetudinem, a generalitate in ecclesia Salvatoris quae appellatur Constantiniana electus est atque exinde in episcopio introductus*¹. Ainsi, avant Jean V, l'élu n'était pas mis en possession de la maison épiscopale aussitôt l'élection faite. Il fallait attendre, sans doute, jusqu'à l'arrivée de la ratification impériale. Cependant, on avait le souvenir d'un temps (*prisca consuetudo*) où les choses se passaient déjà comme elles se passèrent depuis Jean V. A quel moment s'était produite la dérogation à l'usage? Je ne saurais en indiquer de plus convenable que la crise de 638. Ceci, toutefois, n'est qu'une conjecture.

Une fois reçue l'approbation officielle, on procédait à l'ordination de l'élu. Autrefois, cette cérémonie avait ordinairement lieu dans la basilique de Latran². Aux temps byzantins, elle se faisait à Saint-Pierre, ce qui fournissait l'occasion d'une procession solennelle. Mais je n'ai pas à entrer ici dans le détail et je reviens au point spécial que j'ai à traiter, à savoir la ratification impériale.

Les anciens empereurs romains n'avaient jamais élevé la prétention de soumettre les élections du pape à leur ratification.

1. Dans mon commentaire à ce passage, tout en indiquant le sens que je lui donne ici, j'avais cru que la coutume remise en vigueur concernait plutôt l'ordination. Cette seconde explication doit être écartée. Le biographe ne parle pas ici de l'ordination; il ne mentionne que deux actes, l'élection et l'introduction au Latran (*possession*). La nouveauté signalée ne peut évidemment convenir à l'élection, qui s'est toujours faite *a generalitate in ecclesia Salvatoris*; elle ne porte donc que sur l'introduction au Latran. Il faut mettre l'accent sur les mots *atque exinde*, etc.

2. Damase, Eulalius, Symmaque, Dioscore. Dans la lettre d'Honorius au préfet Symmaque, à propos de l'ordination d'Eulalius (Baronius, *Ann.*, 419, 2), il est question de *loci qualitas*. C'était, en cas de doute, une marque de légitimité que d'avoir été ordonné au Latran.

Quand il y avait conflit entre deux prétendants, ils s'employaient de leur mieux pour assurer le maintien de l'ordre et faire cesser le conflit. Les rois de Ravenne n'agirent pas autrement, bien que, vers les derniers temps, ils se soient vus obligés d'intervenir par voie législative dans ces affaires étrangères au domaine ordinaire de l'État, de prendre des mesures contre les manœuvres électorales et les marchés simoniaques qu'elles comportaient; bien que deux d'entre eux, Théodoric et Théodat, aient, dans des moments de crise, imposé des candidats au choix des Romains. Mais tout ceci concerne l'élection elle-même, non la ratification de l'élection. Quand les choses se passaient régulièrement, on ordonnait le pape le dimanche qui suivait son élection, sans avoir aucune autorisation à demander à Ravenne.

Justinien commença par imposer des candidats : Vigile et Pélage représentèrent cette forme d'intervention. Mais une fois le régime byzantin bien établi à Rome, on adopta le système que nous voyons fonctionner jusqu'aux derniers temps de l'exarchat. Les premières lettres de saint Grégoire le Grand et le début du X^e livre de l'Histoire des Francs de Grégoire de Tours constatent cet usage de la façon la plus éclatante, pour l'année 590. Le *Liber pontificalis* en témoigne, pour l'année 579, par la mention qu'il fait d'une dérogation imposée par les circonstances. Il dit que Pélage II *ordinatur absque iussione principis eo quod Langobardi obsiderent civitatem Romanam*. Du reste, les longues vacances qu'il marque pour ces temps-là, après chaque pape, contrastent singulièrement avec les courts intervalles d'autrefois et nous avertissent par elles-mêmes que les élections pontificales sont désormais soumises à des conditions nouvelles. Plus de quatre mois après Pélage I^{er}, dix mois et demi après Jean III, quatre mois après Benoît¹, sept mois après Pélage II, six mois après saint Grégoire, un an après Sabinien, neuf mois et demi après Boniface III, plus de cinq mois après Boniface IV, treize mois et demi après Deusdedit, telle est la durée des interpontificats dans les soixante premières années du régime byzantin. La moyenne² dépasse huit mois.

Si l'on se transporte maintenant à l'autre extrémité de la série,

1. Encore cette fois le pape fut-il ordonné sans attendre la ratification.

2. Il faut ici négliger la vacance entre Benoît et Pélage II.

et que l'on considère les vacances après Jean V et ses successeurs, jusqu'à Grégoire II inclusivement, la moyenne, calculée également pour huit cas et pour un espace de soixante ans, donne à peu près deux mois ; aucun des intervalles n'atteint la durée de trois mois, aucun n'est moindre de cinq semaines.

C'est que, vers la fin du VII^e siècle et le commencement du VIII^e, le régime avait été modifié. Au lieu d'être obligés d'envoyer à Constantinople, les Romains pouvaient s'adresser à Ravenne, à l'exarque, désormais qualifié pour leur délivrer l'autorisation nécessaire. Sur ceci nous sommes amplement édifiés, tant par le *Liber pontificalis*, qui nous montre l'exarque ratifiant les élections de Conon (686) et Serge I^{er} (687), que par le *Liber Diurnus*, dont les formules sont rédigées pour être présentées à l'exarque et non pour être portées à l'empereur.

Jusqu'où remontait ce changement ? Depuis quand avait-on cessé de s'adresser à Constantinople et se bornait-on au voyage de Ravenne ? Le pape Agathon (678-681) reçut de l'empereur Constantin Pogonat une *divalis iussio*¹, expédiée sur sa demande, *secundum postulationem suam, ut suggessit*, par laquelle était supprimé le droit que l'église romaine avait à payer pour obtenir la ratification. En octroyant cette concession, l'empereur stipulait que, *selon la coutume antique*, l'ordination ne serait pas célébrée avant que le décret n'eût été porté à Constantinople et que la permission d'ordonner n'eût été accordée. En effet, à la mort d'Agathon (681), il y eut une vacance fort longue, qui dura un an et sept mois ; après Léon II, son successeur († 683), on attendit près d'un an.

On conçoit que de tels délais aient paru fort onéreux. L'église romaine profita des bonnes relations où elle se trouvait avec le gouvernement impérial, depuis l'heureuse issue du sixième concile, pour obtenir que l'on expédiât ces affaires avec plus de célérité. Sous Benoît II (684-685) elle obtint un nouveau rescrit, concédant *ut persona qui electus fuerit in sedem apostolicam e*

1. Hic suscepit divalem iussionem secundum suam postulationem, ut suggessit, per quam relevata est quantitas que solita erat dari pro ordinatione pontificis facienda; sic tamen ut, si contigerit post eius transitum electionem fieri, non debeat ordinari qui electus fuerit, nisi prius decretus generalis introducatur in regia urbe secundum antiquam consuetudinem, et cum eorum scientiam et iussionem debeat ordinatio provenire. (*Lib. pontif.*, t. I, p. 354.)

*vestigio absque tarditate pontifex ordinetur*¹. En effet, Benoît étant mort le 8 mai 685, son successeur, Jean V, fut ordonné deux mois et demi après. C'est à peu près la moyenne de l'intervalle pendant la période de Ravenne. Il y a donc tout lieu de croire que c'est à Jean V que commence la série des ratifications par l'exarque et l'application du rescrit de 684-5. Sans doute l'expression *e vestigio absque tarditate* ne cadre pas aussi bien que possible avec un délai de deux mois et demi. Mais, si on le compare aux vacances d'un an ou dix-huit mois dont on avait, en 685, le souvenir très présent, ce délai se raccourcit notablement. D'autre part, les expressions *e vestigio absque tarditate*, dans la notice de Benoît II, visent, non pas la durée spéciale de la vacance après ce pape, mais en général une grande diminution des délais. Dans certains cas, il a suffi de cinq semaines ; au début, on pouvait espérer une célérité aussi grande ou même plus grande. Ceci justifierait l'exagération assez légère de l'expression employée ici. Joignez à cela le fait, constaté plus haut, que, depuis Jean V, la prise de possession du Latran paraît avoir suivi l'élection sans autre délai. Le biographe de Benoît II aura pu, par une légère confusion, dire de l'ordination elle-même ce qui ne s'appliquait à la rigueur qu'à l'installation au Latran.

M. de Sickel se donne beaucoup de mal pour échapper à cette exégèse, bien qu'elle semble tout d'abord assez naturelle. Il veut que l'empereur Constantin Pogonat ait imposé en 680 l'obligation d'envoyer à Constantinople ; qu'en 684, il ait supprimé toute ratification et permis l'ordination immédiate ; puis qu'en 685, il ait une troisième fois remanié le système et soumis l'élection à la ratification de l'exarque.

C'est bien compliqué, et l'on ne voit pas la raison de tant d'à-coups. On nous dit que Justinien II, monté sur le trône en septembre 685, se laissa plusieurs fois, au commencement de son règne, déterminer, dans ses rapports avec Rome, par l'esprit jaloux des Byzantins². C'est ainsi que l'on explique l'empressement peu gracieux avec lequel ce prince aurait retiré aux Romains, dès les premiers mois de son règne, la liberté de leurs élections, soi-disant accordée, un an auparavant, par son père.

1. *Ibid.*, p. 363.

2. *Prolegom.* n° 2, p. 60.

Malheureusement, je suis obligé de le constater, la vraie situation historique n'est pas d'accord avec ce que l'on nous en dit ici. Il y avait un lien tout spécial entre les Romains et Justinien II. Par un acte solennel, son père, Constantin Pogonat, l'avait recommandé à leur fidélité; ils l'avaient en quelque sorte adopté, et ils ne furent que trop portés à le soutenir. A partir de 692, Justinien II se brouilla, moins avec l'ensemble des Romains qu'avec le pape et le clergé, parce qu'il voulut imposer à ceux-ci la ratification du concile *in Trullo*. Mais avant 692 il n'y eut pas l'ombre d'un nuage. Le *Liber pontificalis* parle de l'empereur avec avantage dans la vie de Jean V (685-6); dans celle de Conon (686-7), il enregistre trois lettres adressées par lui au pontife; l'une d'elles témoigne de son zèle pour l'œuvre du sixième concile œcuménique; la deuxième annonce une réduction d'impôts sur des patrimoines de l'église romaine; la troisième ordonne de rendre des colons que les fonctionnaires avaient saisis sur ces patrimoines. Je cherche en vain dans ces relations, les seules que l'on connaisse, la moindre trace de mauvais vouloir.

Mais il y a quelque chose de plus extraordinaire. Dans la notice du pape Conon, le *Liber pontificalis* dit que les Romains, après l'avoir élu, députèrent à l'exarque, selon l'usage, *ut mos est*. Suivant l'exégèse que j'ai proposée, l'élection de Jean V, prédécesseur de Conon, aurait été déjà ratifiée à Ravenne. Il y avait donc ici coutume établie, *mos*, non sans doute depuis bien longtemps; mais on sait qu'à Rome les traditions se forment vite. M. de Sickel est très embarrassé de ce *mos est*. D'après lui, l'élection de Conon est la première qui ait été soumise à l'exarque. Dans ces conditions, la coutume est encore moins longue; on peut même dire qu'elle n'existe pas: le *mos est* constitue un non-sens. Pour sortir de là, M. de Sickel invoque une coutume de beaucoup antérieure, celle qui, d'après lui, réglait la matière avant le rescrit de 680. Alors, suivant lui, on allait à Ravenne et non à Constantinople. Je montrerai bientôt que cette coutume est contestable. Mais, même en l'admettant, on n'arrive pas à se tirer d'affaire. Dans toutes les langues du monde, quand on invoque la coutume, sans autre qualification ou détermination, c'est la coutume présente et non pas une coutume ancienne, abrogée par un usage différent; *ut mos est* ne signifie pas « comme on a fait

autrefois, » mais « comme on fait maintenant. » C'est forcer le sens des textes que de les interpréter ainsi.

Je considère donc comme non avenues les explications proposées par M. de Sickel pour rendre compte des faits et des textes relatifs aux conditions de la ratification, depuis Agathon jusqu'à Conon, inclusivement. Suivant moi, tout s'est passé de la sorte. Constantin Pogonat, pour faire plaisir au pape, renonça aux droits pécuniaires que le trésor impérial percevait à chaque élection ; quelques années après, toujours pour faire plaisir au pape, il alla plus loin et consentit à ce que les élections fussent vérifiées à Ravenne, ce qui réduisait singulièrement les vacances à la mort de chaque pape. Ces concessions successives s'inspirent du même esprit bienveillant ; elles n'ont été retirées ni en tout ni en partie, ni par Constantin, ni par Justinien II, ni par leurs successeurs.

Mais auparavant, avant le rescrit de 680, avant le rétablissement des rapports ecclésiastiques entre Rome et Constantinople, quelle était la situation ? C'est ici le nœud de la question. Nous avons déjà vu que, jusqu'à celle de 619, les élections pontificales avaient été soumises à la ratification de l'empereur en personne et que, par suite, on devait envoyer de Rome à Constantinople, à chaque changement de pape, pour demander l'autorisation nécessaire. Entre Boniface V, ordonné en 619, et Léon II, ordonné en 682, il y eut dix élections pontificales, celles de :

Honorius, en 625,
Séverin, en 638,
Jean IV, en 640,
Théodore, en 642,
Martin, en 649,
Eugène, en 654,
Vitalien, en 657,
Adéodat, en 672,
Donus, en 676,
Agathon, en 678.

Sauf la première, toutes ces élections eurent lieu en un temps où la crise monothélite avait introduit et maintenait une tension plus ou moins grande entre l'église romaine et la cour impériale. Cependant tous les successeurs d'Honorius, à la seule exception de Martin, furent reconnus par le gouvernement byzantin. Il ne

faut pas croire que les dissidences dogmatiques entre le pape et les patriarches grecs entraînaient nécessairement la rupture des rapports entre l'église romaine et la cour de Constantinople. L'empereur pouvait souhaiter que l'entente la plus parfaite régnât entre l'église grecque et le pape ; mais, si ce résultat ne pouvait être atteint, ce n'était pas une raison pour que l'on se passât de pape ; un pape dévoué à l'empire et à ses intérêts en Italie était, pour la politique impériale, un instrument de telle nécessité que l'on fermait volontiers les yeux sur ce qui pouvait lui manquer au point de vue de la correction théologique, conçue à la mode byzantine. Martin avait été installé contre la volonté de l'empereur : on affecta de le considérer comme illégitime ; on l'impliqua dans une aventure politique ; finalement on l'enleva de Rome, et, à la suite d'un procès politique, il fut exilé à Cherson. Par les soins des officiers impériaux, un successeur lui fut donné, de son vivant et contrairement aux règles ecclésiastiques. Après la mort de celui-ci, l'empereur Constant II, qui avait persécuté Martin, vint de sa personne à Rome. Le pape Vitalien l'accueillit avec les plus grands honneurs, sans paraître se souvenir d'un passé bien récent et bien extraordinaire. Les relations ecclésiastiques furent même reprises sous ce pontificat ; le pape et le patriarche échangèrent des lettres officielles ; le nom de Vitalien fut inscrit sur les diptyques de l'église de Constantinople, à la demande de l'empereur lui-même. Après Vitalien, qui survécut à Constant II, les rapports devinrent plus réservés.

Que devenait au milieu de tout cela l'obligation de la ratification ? On peut être sûr qu'elle n'avait pas été abandonnée par le gouvernement et que, quoi qu'il en fût de l'état des diptyques et de l'échange des lettres synodiques, un pape n'était pape, aux yeux de la cour impériale, que si son élection avait été visée officiellement. Mais qui délivrait ce visa ? L'exarque ? L'empereur ? Où se traitait l'affaire ? A Ravenne ? A Constantinople ?

Il y a là-dessus peu de renseignements directs. On sait cependant que l'ordination de Séverin fut différée pendant près de vingt mois, parce que l'empereur Héraclius espérait lui faire accepter l'*Ecthèse*, le plus ancien des formulaires officiels relatifs au monothélisme. Il y a donc tout lieu de croire que l'autorisation fut délivrée cette fois à Constantinople, et par l'empereur lui-même. Pour ce qui regarde les autres cas, il faut d'abord éliminer ceux

de Martin et d'Eugène, qui offrent des anomalies tellement grandes que l'on ne peut être tenté d'y chercher l'application d'un système régulier. Restent six vacances, dont les durées sont indiquées dans le tableau suivant :

Après Séverin,	4	mois et 22	jours ;
— Jean IV,	1	— 12	—
— Eugène,	1	— 28	—
— Vitalien,	2	— 15	—
— Adéodat,	4	— 15	—
— Donus,	2	— 16	—

Dans deux cas au moins, après Séverin et Adéodat, l'intervalle est suffisant pour qu'un messenger puisse aller à Constantinople et en revenir ; dans trois autres, après Eugène, Vitalien et Donus, l'intervalle est un peu court ; après Jean IV, et c'est la seule fois, il y a impossibilité morale⁴.

Avant d'apprécier ces chiffres, examinons deux faits allégués par M. de Sickel. Le pape Vitalien, dit le *Liber pontificalis*, envoya *responsales suos cum synodicam, iuxta consuetudinem, in regiam urbem, apud piissimos principes, significans de ordinatione sua*. M. de Sickel en conclut que l'ordination de Vitalien s'était accomplie sans l'autorisation de l'empereur, car il est sûr que les synodiques étaient envoyées, non avant, mais après l'ordination. Cette dernière observation est juste ; mais

1. M. de Sickel se fonde (p. 61), pour apprécier ces délais, sur un texte d'Agnellus de Ravenne où il est dit que personne ne pourrait, en trois mois, aller de Ravenne à Constantinople et en revenir. Je ne saurais accepter cette appréciation d'Agnellus, qui est contredite par des faits nombreux. Le pape Jean I^{er} célébra les fêtes de Pâques à Constantinople, en 526 ; il officia le dimanche 19 avril à Sainte-Sophie ; le 18 mai suivant il mourait à Ravenne, après quelques jours de prison. Son voyage de retour avait donc duré moins d'un mois. En étudiant les dates de la correspondance du pape Hornisdas avec les légats qu'il envoya depuis 518 à Constantinople, on constate les faits suivants. Un *defensor* du pape, Paulinus, emporte de Rome une lettre datée du 29 avril ; il la remet à destination, à Constantinople, revient à Rome et en repart pour Constantinople le 9 juillet (Thiel, *Epp. R. P.*, t. I, p. 867, 879, 886) ; une lettre datée de Constantinople le 15 octobre 519 est reçue à Rome le 17 novembre suivant (*ibid.*, p. 896) ; une autre, expédiée de Constantinople, le 31 août, est reçue à Rome le 1^{er} octobre. En somme, quand on voulait se presser, le voyage durait un mois à l'aller, autant au retour ; la voie de mer, dans des conditions favorables, devait donner des trajets encore plus courts.

n'avons-nous pas une synodique de saint Grégoire, expédiée indubitablement après son ordination ? Cet envoi ne fut-il pas, non moins indubitablement, précédé d'autres lettres écrites par lui à Constantinople ? Avant cette première correspondance, les Romains n'avaient-ils pas député à Constantinople pour annoncer l'élection et en obtenir la ratification, pendant que l'élu écrivait en sens contraire ? Si la synodique de saint Grégoire n'exclut pas la demande d'autorisation, pourquoi celle de Vitalien l'exclurait-elle ?

Voilà donc un fait à écarter du débat. En voici un autre.

Le pape Agathon fut ordonné le 27 juin 678 ; or, le 12 août de la même année, on adressait de Constantinople une lettre officielle au pape Donus, son prédécesseur, mort le 11 avril. Donc on n'avait pas, à Constantinople, le moindre vent de la mort de Donus, et par suite on n'avait nullement coopéré à son remplacement par Agathon.

Cette ignorance est bien extraordinaire : je croirai difficilement qu'elle ait été réelle. Nous sommes dans la plus belle saison de l'année, la plus favorable à la navigation ; l'exarque, le stratège de Sicile, à supposer qu'ils écrivent quelquefois à Constantinople, n'ont pu manquer de le faire ; on peut se demander ce qu'ils mettent dans leurs lettres, s'ils négligent d'y consigner des événements comme la mort du pape. Du reste, à qui fera-t-on croire qu'en 678 aucun navire n'est parti des côtes d'Italie pour la ville impériale, ou que tous les passagers ont oublié en route un fait aussi considérable ?

Cette énigme se résout aisément en faisant intervenir le style de la chancellerie. Pour la chancellerie impériale, le pape continuait quelquefois à vivre fort longtemps après sa mort. Nous en avons une preuve remarquable dans les protocoles du sixième concile œcuménique.

Le pape Agathon, qui avait envoyé ses légats au concile, mourut le 10 janvier 681, entre la cinquième et la sixième session de cette assemblée. Celle-ci continua à tenir ses séances, au nombre de treize, du 12 février au 16 septembre, mentionnant en tête de chaque procès-verbal les légats d'Agathon, très saint archevêque de l'ancienne Rome, sans la moindre allusion à son décès. A la dernière séance, les légats signent le concile, en se qualifiant toujours de légats d'Agathon. Enfin, le concile écrit une lettre à

Agathon lui-même, toujours censé vivant, pour lui notifier ses décisions. Ce n'est qu'au mois de décembre 681 que la correspondance est adressée à Léon II. Encore faut-il noter : 1^o que cette lettre a été rédigée dans un style qui suppose son destinataire déjà ordonné; 2^o qu'elle ne parvint qu'au mois de juillet 682¹.

Ordonné le 17 août suivant, Léon II s'occupa de répondre à l'empereur et de faire parvenir aux églises de l'Occident les documents du concile œcuménique. Nous avons encore les pièces expédiées par lui en Espagne; elles sont adressées au comte Simplicius, commandant du territoire byzantin, au roi visigoth Ervige, aux évêques d'Espagne, enfin à l'évêque de Tolède, Quiricus. Or, cet évêque était mort en 679, et, depuis le commencement de 680, on lui avait donné un successeur, le célèbre Julien²; on lui écrivait ainsi trois ans après sa mort. Mais ce n'est pas tout. Le messenger chargé de porter ces lettres, Pierre, notaire régional, était à peine en route que le pape mourut (3 juillet 683). Le prêtre Benoît, élu pour le remplacer, écrivit au notaire, qui avait apparemment interrompu son voyage, pour l'engager à le continuer. Pierre ne parvint à Tolède que dans le courant de l'année 684. Il apportait des lettres d'un pape mort depuis un an; l'une d'elles était adressée à un évêque mort depuis cinq ans. Il n'y a donc pas beaucoup de fond à faire sur des phénomènes comme celui de la lettre à Donus.

J'ajouterai, en ce qui concerne cette lettre, que l'empereur Constantin lui-même, c'est-à-dire son propre auteur, la présente comme ayant été expédiée par lui, non à Donus, mais à Agathon³, et que le pape Léon II en parle de la même façon dans sa lettre au roi Ervige⁴. En somme, il résulte, je crois, de tous ces faits, que dans les chancelleries de ce temps-là on n'annulait pas volon-

1. Régulièrement, bien qu'elle ait été préparée dès le mois de décembre 681, elle n'aurait dû être remise à Léon II qu'après son ordination. Celle-ci n'eut lieu que le 17 août 682. On ignore la cause de ce retard, comme aussi du délai apporté à l'envoi de la lettre impériale.

2. Ceci est d'autant plus remarquable que la lettre au roi visigoth ne porte pas le nom de Wamba, dont le règne se continua encore près d'un an après la mort de Quiricus et son remplacement par Julien, mais celui d'Ervige, son successeur depuis le 15 octobre 680.

3. Hardouin, t. III, p. 1160 (lettre de l'empereur au pape Léon II).

4. Ibid., p. 1734.

tiers des lettres officielles une fois qu'elles avaient été préparées et revêtues de toutes les solennités. Si le destinataire, ou même l'expéditeur, venait à mourir avant qu'elles n'eussent été portées à leur adresse, on les envoyait tout de même, sans y rien changer, la diversité des titulaires étant peu importante auprès de la permanence des fonctions.

De cette façon, la valeur probative de la lettre à Donus-Agathon diminue singulièrement; elle peut même être considérée comme nulle. L'empereur Constantin pouvait très bien connaître, et connaissait même très probablement, l'élection d'Agathon au moment où la chancellerie de Constantinople expédiait la lettre à Donus.

Il n'y a donc à tenir compte, dans cette question, que de la durée des vacances, qui est en général beaucoup moins grande depuis Honorius que pendant la période précédente, de Pélage I^{er} à Boniface V. Reprenons la série établie ci-dessus.

L'élection de Jean IV (640) a fort bien pu être vérifiée à Constantinople, comme celle de son prédécesseur Séverin; l'intervalle de près de cinq mois est plus que suffisant. Après Jean IV, mort le 12 octobre 642, Théodore est ordonné le 24 novembre suivant. Évidemment il n'y a pas assez de temps pour que l'on ait pu aller à Constantinople chercher la ratification; mais cette dérogation à l'usage ne s'expliquerait-elle pas par des circonstances spéciales? C'est juste au temps de l'avènement de Théodore que nous voyons éclater à Rome une insurrection militaire contre l'exarque; le chartulaire Maurice, dont il a été question plus haut, est à la tête du mouvement, qui se propage rapidement dans les garnisons byzantines. Mais l'exarque Isaacius parvient à s'en rendre maître; il fait arrêter les chefs; Maurice est exécuté, et ses complices auraient eu le même sort si l'exarque n'était venu à mourir. On ne connaît pas la chronologie précise de ces événements, mais il est sûr¹ qu'ils se sont passés au commencement du pontificat de Théodore. Quoi de plus naturel qu'en de telles circonstances les Romains, ou peut-être l'exarque lui-même, aient jugé dangereuse une vacance prolongée? D'ailleurs, Héraclius était mort; le nouvel empereur, Constant II, était un enfant de treize ans, dont les débuts

1. *Lib. pontif.*, t. I, p. 333, note 5.

venaient d'être traversés par des crises fort graves. Il y avait peu de danger à se permettre un empiétement si facile à excuser.

Il n'y a que le premier pas qui coûte. Ce que l'on avait fait en 642, on le fit encore en 649, d'autant plus qu'au moment où mourut le pape Théodore, l'exarchat paraît avoir été vacant¹. Mais cette fois le gouvernement ne se montra pas disposé à fermer les yeux ; il déclara l'installation de Martin irrégulière et illégale², et la situation de celui-ci fut bientôt compromise, tant par son opposition au nouveau formulaire appelé *Type*, que par l'attitude séditeuse de l'exarque Olympius, avec lequel le pape, dit-on, entretenait de bons rapports.

Entre l'enlèvement de Martin, le 17 juin 653, et l'ordination d'Eugène, le 10 août 654, il s'écoula assez de temps pour que la ratification impériale ait pu être sollicitée dans toutes les formes. Du reste, les circonstances étaient propres à provoquer une rigueur spéciale dans l'application des anciennes règles.

Après Eugène commence une série de vacances dont la durée concorde beaucoup plus avec la moyenne du temps où l'on s'adressait à Ravenne (+ 700) qu'avec celle du temps où l'on s'adressait à Constantinople. Bien que nous n'ayons aucune autre raison de croire que la ratification fût alors sollicitée auprès de l'exarque et non auprès de l'empereur, on pourrait accorder qu'il en était peut-être ainsi, et placer dans cet intervalle (657-678) la composition des formules en litige. Si M. de Sickel ne demandait que cela, on s'entendrait peut-être ; mais il réclame bien davantage.

Suivant lui, les formules sont du temps d'Honorius ; elles ont servi pour ce pape en 625.

Voyons ce qu'il en est. Aussi bien avons-nous laissé le pape Honorius entre deux séries, l'une qui s'arrête à Boniface V, l'autre qui commence à Séverin.

Honorius offre, en effet, un cas très particulier ; il fut ordonné trois jours après la mort de son prédécesseur³. Boniface V mourut

1. Théodore mourut le 14 mai ; Martin fut ordonné en juillet ; un nouvel exarque arriva à Rome en octobre (cf. *Lib. pontif.*, t. I, p. 339, note 6).

2. *Quod irregulariter et sine lege episcopatum subripiissem* (c'est Martin qui parle, *loc. cit.*).

3. Il ne faut pas discuter la légitimité de ce compte ; trois jours après, c'est le surlendemain, c'est l'intervalle du vendredi au dimanche : *surrexit tertia die*.

le 25 octobre 625; Honorius fut consacré le 27. On n'alla cette fois ni à Constantinople ni même à Ravenne. Pagi avait expliqué cette anomalie par les circonstances politiques. L'empereur Héraclius était, depuis quelques années, engagé dans la guerre contre les Perses. Il ne pouvait, des frontières orientales de l'empire, s'occuper des affaires romaines autant qu'il le faisait quand il résidait à Constantinople. Il aura, sans doute, délégué à l'exarque Isaacius, tout récemment envoyé en Italie, le droit de ratification. Ceci, M. de Sickel le reconnaît, est très vraisemblable. Pagi continue en conjecturant qu'Isaacius se sera trouvé de séjour à Rome vers la fin d'octobre 625, et qu'ainsi il n'y aura pas eu besoin d'aller le chercher à Ravenne.

Mais cette conjecture ne fait pas l'affaire de M. de Sickel, qui a besoin que l'exarque se soit trouvé à Ravenne, et que les députés de Rome y soient allés le solliciter avec tout un portefeuille de lettres officielles pour l'exarque lui-même, pour l'archevêque de Ravenne, pour les magistrats de cette ville, pour l'apocrisiaire romain. Il faut même trouver un espace assez grand pour placer deux ambassades, dont l'une aurait été chargée d'annoncer officiellement la mort du pape précédent, l'autre d'obtenir l'approbation du choix fait pour le remplacer. Trois jours pour tout cela, c'est évidemment trop peu. Dès lors, si l'on veut absolument placer les formules en 625, il faut élargir l'intervalle.

M. de Sickel respecte le *terminus ad quem*, la date de l'ordination d'Honorius, 27 octobre 625. C'est l'autre borne, le *terminus a quo*, qu'il s'efforce de déplacer. Comment savons-nous que Boniface V est mort le 25 octobre 625?

Nous le savons de deux façons : 1° par le *Liber pontificalis*, qui marque cette date; 2° par la chronologie des pontificats antérieurs, et de celui de Boniface V lui-même, chronologie qui s'appuie, non seulement sur le *Liber pontificalis*, mais sur des catalogues indépendants de lui, sur les épitaphes des papes et sur les dates de leurs lettres. Sans entrer ici dans le détail, il me suffit de dire que cette date du 25 octobre a été déterminée, après les anciens chronologistes, par Ph. Jaffé, acceptée après Jaffé par P. Ewald, et qu'elle est marquée ainsi dans les deux éditions des *Regesta pontificum*. Vérification faite, je l'ai acceptée à mon tour, et M. de Sickel n'aurait sans doute pas songé à la discuter, si elle n'avait gêné son système.

J'ai dit que je n'entrerais pas dans le détail¹; je le ferais certainement si, au lieu d'une hypothèse subtile et fragile, j'avais devant moi un solide argument de fait. Ce n'est pas le cas, et M. de Sickel a trop de critique pour en disconvenir. De ce qu'il dit, p. 72, en terminant son argumentation chronologique, on peut conclure que tant vaut l'hypothèse sur le *Liber Diurnus* de 625, tant vaut l'objection opposée aux dates communément admises.

Dans ces conditions, il devient très difficile de trouver, pour la période comprise entre Honorius et Eugène (625-657), un état de relations qui corresponde à ce que suppose le groupe de formules que nous considérons. S'il y a eu intervention de l'exarque, en 625 et en 642, pour Honorius et pour Théodore, cette intervention s'est produite d'une manière exceptionnelle; elle a été ou suggérée ou légitimée par des circonstances passagères. Ce n'est pas pour des cas de ce genre que l'on constitue des formules, surtout des formules comme celles-ci, où il n'y a pas le moindre indice d'une situation extraordinaire. Après Eugène, pour les élections de Vitalien (657), d'Adéodat (672), de Donus (676), d'Agathon (678), la brièveté des interpontificats donnerait lieu de soupçonner qu'on s'est adressé à Ravenne plutôt qu'à Constantinople. Est-ce bien sûr? Et, si on l'a fait, était-ce avec l'agrément de l'empereur? L'insistance de Constantin Pogonat, en 680, pour que la ratification soit demandée au souverain lui-même, donne lieu de croire que l'autre système, dans quelque mesure qu'on l'eût appliqué, lui déplaisait. Quoi qu'il en soit, je dois laisser ouverte la possi-

1. Quelques mots seulement. M. de Sickel croit que les dates reçues sont incompatibles avec le décret de Boniface III, connu par le *Lib. pontif.* (p. 316), d'après lequel l'élection ne devait avoir lieu que *tertio die depositionis (pontificis defuncti)*. Mais le 27 octobre n'est-il pas précisément, dans le cas considéré, le *tertius dies depositionis*? Comme il tombait un dimanche, on célébra l'ordination séance tenante. Il y a d'autres exemples, Ursinus (antipape) en 366, Zacharie en 741. — On élève des soupçons sur l'autorité, en matière de dates, des épitaphes pontificales : renvoyé à M. de Rossi. — On argumente contre les dates obituelles du VII^e siècle en s'autorisant des erreurs qui se rencontrent dans celles du V^e siècle, recueillies dans des conditions bien différentes. — On m'oppose ce que j'ai dit (*Lib. pont.*, t. I, p. cclvi) des difficultés spéciales que présente la chronologie de Boniface V; mais ici il s'agit, non de la date obituelle de ce pape, mais de la durée de la vacance avant lui, durée dont l'expression paléographique a été mutilée, si bien qu'il faut y rétablir une année entière, *an. I*. C'est une tout autre affaire.

bilité qu'on l'ait appliqué en réalité. Ainsi, la période où nos formules (59-63) *ont pu naître* s'étendra de 657 à 741. Elle est notablement plus longue que la période assignable aux formules 73, 83, 84, 85, lesquelles sont sûrement postérieures à l'année 682.

Maintenant, entre les deux intervalles 657-680 et 682-741, quel est le plus probable? Je n'hésite pas à répondre : le dernier. Et voici pourquoi.

Au nombre des formules relatives à la ratification par l'exarque (59-63), il y en a une pour la lettre que les Romains adressaient à l'archevêque de Ravenne. Elle suppose que les relations sont aussi bonnes que possible entre Ravenne et Rome, au point de vue ecclésiastique. Les démarches que l'archevêque pourra faire sont représentées comme un juste retour des faveurs dont il a été lui-même l'objet de la part du saint-siège, et un titre à en obtenir de nouvelles¹.

Or, quelle était, dans l'intervalle de 657 à 678, l'attitude des archevêques de Ravenne envers le saint-siège? L'archevêque Maur (642-671) fut, on le sait, le champion décidé de l'autocéphalie de son église, c'est-à-dire de son indépendance à l'égard de la métropole romaine. Après de longues négociations, il parvint à obtenir de l'empereur Constant II un privilège en ce sens : nous avons encore cet acte, daté du 1^{er} mars 666. Quand il mourut, on grava sur sa tombe, comme un titre de gloire, la phrase suivante : *Liberravit ecclesiam suam de iugo Romanorum servitutis*². Son successeur, Reparatus, fut ordonné à Ravenne, par ses suffragants, au mépris des droits du saint-siège. Il renoua pourtant ses relations avec le pape Donus, et renonça à l'autocéphalie. Mais son clergé ne le suivit pas dans sa soumission; Théodore (677-691), qui lui succéda, fut aussi ordonné à Ravenne. Cependant, il se soumit peu après et même il se présenta personnel-

1. Elabora itaque, quæsumus, sanctissime ac beatissime pater, et cum harum portitoribus, veneratoribus, et filiis vestris, apud sæpéfatum domnum exarchum inpigrius interveni, *vicem gratiæ propriæ* beato Petro fautori tuo reddens, totisque nisibus immine, ut optatæ ordinationis, Deo iubente, adceleretur negotium; quatenus de præsularibus paternæ vestræ beatitudinis amminiculis et hæc apostolica lætetur ac exultet ecclesia, et nos gratiarum actiones agamus, et caritas denominati domni nostri electi futurique apostolici pontificis opulentius erga vestram præsularem sanctitatem dilatetur.

2. Agnellus, c. 114 (*Lib. pontif.*, t. I, p. 349).

lement au pape Agathon¹. Sous le pape Léon II, la mémoire de l'archevêque Maur fut condamnée, le privilège d'autocéphalie fut cassé par l'empereur Pogonat et remis aux mains du pape². Depuis lors, malgré des velléités d'indépendance qui se faisaient jour de temps en temps, les choses se passèrent à peu près bien; les archevêques Damien (692) et Félix (708) furent consacrés à Rome, par les papes Serge et Constantin³.

Ainsi, de 657 à 678, les rapports entre le saint-siège et l'église de Ravenne sont extraordinairement tendus. Le *Liber pontificalis* parle de ségrégation; l'archevêque Maur, responsable de cet état de choses, est considéré à Rome comme tellement coupable que, dix ans après sa mort, on le flétrit dans sa tombe en défendant de célébrer son anniversaire. Est-ce bien en un tel temps que l'on a pu concevoir la formule citée plus haut? A partir de 679, et surtout de 682-683, la situation changea complètement, et les rapports devinrent, sinon très affectueux, au moins corrects. Je ne crois pas que l'on puisse hésiter; et, pour mon compte, je n'hésite pas à rapprocher les formules 59-63 des formules 73, 83, 84, 85, de peu postérieures à l'année 682.

Venons maintenant à cet autre groupe. Les dates assignées par M. de Sickel m'ont paru soulever aussi quelques objections. Mais ici notre dissentiment sera de sens inverse. Tout à l'heure, c'était lui qui plaidait pour la date la plus ancienne; maintenant, c'est le contraire. C'est moi qui suis conservateur, et non seulement parce que je défends, comme je l'ai fait jusqu'ici, l'opinion précédemment admise, mais encore parce que je vais m'efforcer de retenir aux environs de l'année 685 des pièces que M. de Sickel rajeunit, dans leur teneur actuelle, de cent ans environ.

La formule 82, ou décret d'élection, est rapportée par M. de Sickel à l'année 772; c'est pour le pape Hadrien qu'elle a d'abord servi; voici ce qui le prouve. En 769, à la suite de la compétition de l'antipape Constantin II, un concile tenu à Rome régla les conditions dans lesquelles les élections devaient se passer à l'avenir. Une de ces décisions fut que les laïques, militaires ou civils,

1. *Lib. pontif.*, t. I, p. 350.

2. *Ibid.*, p. 360.

3. P. 348.

seraient exclus de l'assemblée électorale; que le clergé seul y interviendrait, et que, le pape étant élu et conduit au palais de Latran, alors seulement les laïques viendraient le saluer comme leur maître. Dans ce décret, les divers ordres de clercs et de laïques sont énumérés ainsi qu'il suit : *sacerdotes, procures ecclesiae, cunctus clerus; optimates militiae, cunctus exercitus; cives honesti, universa generalitas populi huius Romanae urbis*. La même énumération, en termes à peu près identiques, se retrouve dans la formule 82; donc, selon M. de Sickel, elle est postérieure au concile de 769; donc elle se rapporte à l'élection d'Hadrien.

J'objecte d'abord que le libellé du canon conciliaire a été évidemment emprunté, pour des détails de ce genre, aux formules de la chancellerie pontificale; entre ces formules, celles de l'élection étaient le plus naturellement indiquées à l'attention, à l'imitation, et à l'imitation servile qui était alors en usage. Dans ces conditions, on peut se demander si c'est la formule du concile qui est l'original, ou si elle n'est pas plutôt la copie. Le doute est d'autant plus fondé que tous ces termes, *procures ecclesiae, optimates militiae, generalitas populi*, appartiennent à la langue officielle du VII^e siècle avancé et du VIII^e, et qu'on les rencontre à chaque instant dans les textes, par exemple dans le *Liber pontificalis*.

D'autre part, ce qui est important, nouveau, caractéristique, dans le décret du concile, ce n'est pas cette distribution du personnel, c'est l'exclusion des laïques, non seulement de l'assemblée électorale et de l'élection proprement dite, mais encore de l'installation de l'élu dans le palais de Latran. C'est cela qu'il faudrait retrouver dans la formule 82, si elle représentait l'application du décret de 769; mais c'est aussi ce qu'on n'y trouve pas. Les sept catégories de personnes y sont bien énumérées, et dans le même ordre, mais comme s'étant réunies au même lieu, et comme ayant pris part ensemble à l'acte électoral : *in uno convenientibus nobis, ut moris est... concurrunt atque consensit electio*.

Je conclus de là que l'attribution de cette pièce à l'année 772 est dépourvue de fondement.

Une seconde proposition est ainsi conçue :

« La formule 83 remonte à Benoît II (ist unter Benedict II « entstanden); la formule 73 avait été rédigée sous son prédéces-

« seur, Léon II. Aussi anciennes peuvent être certaines parties des
« formules 84 et 85, mais, dans l'ensemble, elles nous viennent
« toutes les deux d'Hadrien I^{er}. »

Contre la première assertion, si on la veut prendre au pied de la lettre, je ferais valoir deux faits : 1^o c'est que la formule 83^a a été rédigée pour un diacre élu pape, tandis que Benoît II était sûrement prêtre quand il fut élu; cette qualité lui est reconnue formellement par le *Liber pontificalis*; il la prend lui-même dans une lettre expédiée entre son élection et son ordination : *Benedictus presbyter et in Dei nomine electus s. sedis apostolicae*¹; 2^o le second fait à noter, c'est que la formule parle de Constantin Pogonat comme d'un mort (*piae memoriae*); or il mourut en 685, et Benoît II fut ordonné en 684. Il faut donc, et c'est, je crois, ce que fait M. de Sickel, entendre largement la proposition considérée.

La formule 73, qui est une profession de foi à l'usage des évêques du diocèse suburbicaine, contient une reconnaissance du sixième concile œcuménique, *magna sexta synodus quae in regia Constantinopolitana urbe convenit, in qua et apostolicae sedis legati domni Agathonis pape presidere manifestum est*. M. de Sickel prend l'infinifit présent *presidere* au pied de la lettre; il croit que cette expression n'a pu être introduite dans le formulaire que du vivant du pape Agathon² et pendant la durée effective du concile que ses légats présidaient. Je n'irai pas aussi loin. J'ai peine à croire que l'église romaine ait admis à l'avance, escompté en quelque sorte, les décisions d'un concile grec, même œcuménique, même présidé par ses légats, avant d'en avoir reçu et vérifié les actes³. Toute pièce officielle d'origine romaine, où

1. C'est la profession du pape élu, prononcée *avant* l'ordination.

2. Jaffé, 2125.

3. M. de Sickel note aussi que dans la form. 73 le pape Agathon est nommé sans aucune mention de sa mort. Je ferai remarquer qu'il est appelé *domnus Agatho*, façon de parler qui s'emploie couramment pour le pape mort et non pour le pape vivant, dans le *Lib. pontif.* de ce temps-là. Voy. t. I, p. 374, 385, 396, 440, 444, 463, 468, 475, 486, 487, 488, 489, 499.

4. Dans l'espèce, cela eût été d'autant plus imprudent que, au moment où Agathon mourut (10 janvier 681), il n'avait encore été tenu que cinq sessions, les 7, 10, 13, 15 novembre et 7 décembre, et que, dans ces sessions, aucune décision n'avait été prise. Il est du reste peu probable, vu la saison, que le pape ait pu être informé de l'ouverture du concile.

se trouve exprimée l'adhésion au sixième concile, me fait l'effet d'être postérieure, non seulement à la clôture de cette assemblée, mais à la vérification de ses procès-verbaux et de ses décrets par un pape dûment installé et en pleine possession de son autorité. Du reste, M. de Sickel se décide, pour d'autres raisons, il est vrai, à accepter ici la date de 682 ou 683.

Quant aux formules 84 et 85, je me suis donné beaucoup de peine pour découvrir quel rapport spécial elles pouvaient avoir avec le pape Hadrien I^{er} et son temps. Ce rapport ne me paraît pas résulter de leur texte. J'ai lu attentivement le commentaire de M. de Sickel ; mais je ne me suis pas trouvé plus édifié.

Ses raisons sont plutôt insinuées qu'exposées ; il faut les saisir dans une suite de considérations quelque peu vagues. On a peur de leur communiquer, en les tirant de là, plus de consistance que l'auteur n'a entendu leur en donner lui-même. Essayons cependant. Il semble d'abord que, pour M. de Sickel, la formule 84 soit une *synodique*¹, la formule 85 une homélie, prononcée le jour de l'ordination du pape. Sur ce dernier point, pas de difficulté : la formule 85 est bien une homélie, prononcée dans les circonstances indiquées. Mais l'autre n'est sûrement pas une synodique. Il est trois fois évident que c'est une profession de foi rédigée pour être lue à Saint-Pierre, devant les *reverentissimi fratres* (évêques et prêtres), les *dilectissimi filii* (clergé inférieur) et l'*universa plebs Dei* (fidèles). Elle se désigne elle-même par l'expression *professionis pagina* ; il est marqué à la fin que le nouveau pape l'a fait écrire par un notaire, qu'il l'a signée, qu'il la fait lire devant tout le monde et qu'on la déposera ensuite dans la confession de saint Pierre, comme un témoignage de la foi de son dernier successeur. Tout ceci est le contraire d'une formule de lettre destinée à être envoyée au loin.

Mais j'ajoute que, quand même notre formule se prêterait à cette adaptation, elle ne saurait encore être attribuée au pape Hadrien. Il est, en effet, plus que douteux que celui-ci ait pu envoyer une synodique. On sait quelle tension la querelle des images avait introduite dans les rapports ecclésiastiques entre

1. On appelle synodique la lettre officielle que les papes et autres patriarches s'expédiaient les uns aux autres peu après leur installation pour se la notifier et aussi pour témoigner de leur enseignement doctrinal.

Rome et Constantinople. Cela n'avait pas empêché, il est vrai, le pape Zacharie d'envoyer sa synodique; mais, après cette démarche conciliante d'un pontife d'esprit pacifique, il se produisit un événement important, qui accentua nettement la rupture entre l'église grecque et la papauté; je veux parler du concile iconoclaste de 754. Si l'on joint à cela la séparation politique du duché de Rome d'avec l'empire byzantin, on aura bien lieu de croire qu'en 772 le pape Hadrien s'abstint d'envoyer une synodique. Au cas invraisemblable où il l'eût fait, comment croire que ce document n'eût pas contenu la plus légère allusion au culte des images, aux démonstrations que les papes, depuis Grégoire II, n'avaient cessé de faire en leur faveur, au concile romain de 769, où l'on venait de protester une fois de plus et dans la forme la plus solennelle contre le mouvement iconoclaste de Constantinople?

Ainsi la formule 84 n'est pas la synodique du pape Hadrien. Il est du reste impossible que cette formule, et l'on peut en dire autant de ses deux voisines, aient été employées telles quelles et sans compléments par les papes successeurs de Grégoire II. En un temps où la question des images était si vivement agitée, alors qu'elle passionnait, non seulement les théologiens, les clercs, les moines, mais le populaire lui-même, et cela au plus haut degré, un pape qui eût gardé le silence sur ce point dans les professions de foi de son installation n'eût sûrement pas été d'accord avec le sentiment public; il eût paru trahir la bonne cause et renier l'attitude de ses prédécesseurs.

Quant à l'homélie (form. 85), je crois que ce qu'on lui oppose surtout, c'est qu'un tel document est trop personnel pour qu'on puisse en faire une formule, et que, par suite, il doit appartenir au pape le plus rapproché de l'origine du manuscrit, soit à Hadrien I^{er}. — A cela je réponds par l'axiome *Ab actu ad posse valet consecutio*. L'homélie est bel et bien donnée dans le *Liber Diurnus* comme une formule. On lit en tête : *Ille episcopus*, etc. Du reste, dans ces bas temps de la littérature, le style était si rare que tout devenait formule. Les biographes des papes ont des formules pour décrire leur carrière ecclésiastique et même leur caractère, pour raconter les inondations du Tibre, même les constructions d'églises. Rédiger un sermon était une grosse affaire. Que l'on se soit aidé de modèles, surtout pour des discours de circonstance, d'inauguration, c'est tout ce qu'il y a de plus naturel.

Je sais bien qu'en raisonnant ainsi je risque d'augmenter la difficulté que l'on peut avoir à expliquer l'introduction et le maintien de certaines pièces dans le *Diurnus*, et en général la constitution de ce formulaire. Mais ceci n'est pas mon affaire, c'est celle des diplomatistes. Je prends les pièces une à une et je les apprécie en historien. Les quatre formules 73, 83, 84, 85 sont nécessairement postérieures à 682, puisqu'elles supposent la réception du sixième concile; la première remonte peut-être à Léon II lui-même; la quatrième (n° 85) a été rédigée pour Léon II, Benoît II ou Jean V; certaines circonstances feraient penser plutôt à Benoît II qu'aux deux autres¹. En tout cas, les formules 73 et 85 remontent à un temps antérieur à la mort de Constantin Pogonat (sept. 685). Quant aux deux autres, où il est qualifié de *piae memoriae princeps*, elles sont postérieures à sa mort. Le premier pape pour qui l'on ait pu en faire usage est Conon. Mais Conon avait été prêtre et la formule 83 suppose que le pape élu est un diacre. Il faut donc descendre plus bas. Sergius († 701), successeur de Conon, fut prêtre lui aussi. On ne sait à quel degré de la hiérarchie se trouvaient, lors de leur élection, les papes qui viennent après, Jean VI, Jean VII, Sisinnius, Constantin; Grégoire II, élu en 714, était diacre. L'exemplaire qui a fourni le texte de cette formule est donc au plus tôt des premières années du VIII^e siècle. Quant à sa rédaction originale, il n'y a pas lieu de la séparer des autres. Tout ce groupe de pièces est postérieur, mais de peu d'années, à 682.

L. DUCHESNE.

1. Sur ceci voy. *Lib. pontif.*, t. I, p. 361, note 1.

UNE CHARTE FAUSSE D'ADALBÉRON

ARCHEVÊQUE DE REIMS.

Au mois de mai de l'année 972, l'archevêque de Reims, Adalbéron, réunit au Mont-Notre-Dame en Tardenois¹ un concile provincial qui comprenait tous les évêques de la province de Reims, ses suffragants. Cette réunion avait principalement pour objet de mettre fin au relâchement de la discipline monastique. La présence des abbés de la province métropolitaine parut nécessaire à la discussion et le concile fut renvoyé à une date ultérieure. Dans ce deuxième concile, les réformes proposées par Adalbéron et Raoul, abbé de Saint-Remi de Reims, furent adoptées, tant par les abbés que par les évêques². L'archevêque profita de la présence de ces grands personnages pour leur faire souscrire : 1° un privilège du pape Jean XIII en faveur du monastère de Saint-Remi de Reims³; 2° une charte où le prélat rapportait les réformes qu'il venait d'accomplir au monastère de Mouzon. Je reviendrai plus loin sur le premier acte ; c'est sur le second que je désire présentement appeler l'attention. Cet acte, généralement désigné sous le titre de *Decretum Adalberonis*, a été, jusqu'à la découverte du manuscrit de Richer, la seule source qui nous fit connaître l'existence de ce concile du Mont-Notre-Dame. Il nous est parvenu par deux voies différentes : 1° par le *Chroni-*

1. Aisne, arrondissement de Château-Thierry, canton de Braisne, près de Bazoches.

2. Richer, III, 30-42.

3. Ibid., III, 26-30.

con ou *Historia monasterii Mosomensis*, rédigé entre 1033 et 1046, et publié par D'Achery dans son *Spicilegium*¹; 2° par l'Appendice à l'*Historia ecclesiae Remensis* de Flodoard, édité par Sirmond²; l'auteur, chanoine de l'église de Reims, vécut sous l'archevêque Samson (1140-1161)³; malheureusement cet Appendice ne reproduit pas les souscriptions des évêques et abbés, et donne la date fautive de 983. Dans son édition des *Concilia Galliae* (III, 598), Sirmond reproduisit ce texte tronqué et la date de 983. Il retrouva ensuite un texte complet et communiqua sa copie à Labbe et Cossart⁴. Elle paraît faite d'après l'*Historia monasterii Mosomensis*, mais de légères variantes avec le texte imprimé du *Spicilegium* me portent à croire que Sirmond avait consulté un manuscrit différent de ceux dont s'est servi D'Achery pour établir son édition⁵. Le contrôle est malheureusement impossible : les manuscrits qui contenaient l'*Historia monasterii Mosomensis* ont disparu, et pour son édition des *Monumenta Germaniae* M. Wattenbach s'est vu obligé de reproduire le texte du *Spicilegium*.

A la Bibliothèque nationale, la collection de Champagne renferme, au tome CL, n° 1, une charte en parchemin qui, au premier abord, me parut être l'original même du *Decretum Adalberonis*. Un examen plus attentif et la comparaison avec les textes imprimés me fit bien vite soupçonner que j'étais en présence d'un acte apocryphe, fabriqué à une époque ancienne et présentant, par suite, un certain intérêt diplomatique et historique. Pour justifier cette opinion et rendre possible la discussion, je donne en appendice ce texte inédit et je reproduis en regard l'acte correspondant de l'*Historia monasterii Mosomensis*, avec les

1. VII, 656-658; édition in-fol., II, 570-571; cf. Wattenbach, dans les *Monumenta Germaniae, Script.*, XIV, 600.

2. Paris, 1611, fol. 403 v°; reproduit par Colvener. Douai, 1617, p. 178.

3. Éd. Sirmond, fol. 400 v°.

4. *Concilia*, XI, 947. Dom Bouquet (*Recueil des historiens de France*, IX, 325 et 732) et Mansi (*Sacr. concil.*, XIX, 33-34) se bornent à reproduire le texte et les observations de Labbe.

5. Marlot (*Metropolis historia Remensis*, II, 8 et 11) reproduit également le *Decretum Adalberonis* d'après le *Chronicon monasterii Mosomensis*. Il s'est servi de deux manuscrits, dont l'un se trouvait à Saint-Remi de Reims et l'autre à Mouzon. Il a d'ailleurs fort mal lu les souscriptions et dans son édition on trouve autant de fautes que de mots.

variantes de l'Appendice à l'*Historia ecclesiae Remensis* de Flodoard¹.

Dans l'acte inédit, on peut faire les remarques suivantes. Au point de vue diplomatique, la forme des souscriptions des évêques, *subscripsi et firmavi ut interfui*, est assez insolite². Dans la teneur, l'expression *villas cum comitatu, banno et districtione*, admissible à partir du XII^e siècle, peut-être même du XI^e, serait tout à fait singulière au X^e siècle. Mais c'est surtout au point de vue paléographique, où l'on ne peut malheureusement contrôler mes assertions, que les objections me paraissent graves. L'écriture, quoique fort bien imitée de celle du X^e siècle, trahit cependant une époque postérieure dans la forme des abréviations et dans l'aspect, déjà plus anguleux, des caractères. Elle me semblait pouvoir dénoncer la seconde moitié du XI^e siècle. Des observations très fines et minutieuses de M. Omont me portent à faire descendre la composition de cet acte au XII^e siècle.

On pourrait objecter que l'auteur de cet acte n'a pas commis sciemment un faux, et a voulu simplement prendre copie d'un acte authentique en faveur de son monastère; mais l'imitation de l'écriture du X^e siècle et l'apposition d'un sceau prouvent clairement qu'il voulait faire passer son œuvre pour un original³.

1. On remarquera que la version imprimée par Sirmond se rapproche davantage du texte inédit.

2. L'ordre et le nombre des souscriptions diffèrent dans notre acte et dans les textes imprimés. On remarquera des deux côtés des formules telles que *Hadulfus Noviomensis episcopus*, alors qu'il faudrait *H. Noviomensis ecclesiae episcopus* ou *H. Noviomensium episcopus*. On sait, en effet, que jusqu'à la fin du XII^e siècle les évêques ajoutent à leur titre, quand ils souscrivent, le mot *ecclesiae* ou le nom du peuple qu'ils régissent. Mais cette règle n'a peut-être pas la rigueur que l'on croit. Dans une charte de Roricon, évêque de Laon, datée de 961, mais confirmée en 972 précisément par les évêques de ce concile du Mont-Notre-Dame, on retrouve ces souscriptions sous la même forme. A côté de : *Adalbero sanctae Remensis ecclesiae archiepiscopus*, et de *Guido Suessionensis ecclesiae episcopus*..., on voit *Hadulfus Noviomensis episcopus*..., *Hildegarius Belvacensis episcopus*..., etc. La transition entre les deux formules de souscriptions épiscopales aurait donc commencé deux siècles plus tôt qu'on ne s'imagine. La disparition des originaux ne permet malheureusement pas des conclusions précises. Voy. *Gallia christiana*, IX, *Instrum.*, 187; *Recueil des historiens de France*, IX, 730.

3. MM. Giry et Julien Havet, qui ont bien voulu examiner cet acte au point de vue diplomatique, sont portés à croire qu'il ne peut constituer un original.

Il reste à déterminer maintenant les éléments utilisés pour la fabrication de cette charte. Tout d'abord, le premier tiers de l'acte, jusqu'aux mots *ego autem videns*, reproduit textuellement¹ le *Decretum Adalberonis* authentique, tel qu'il nous est connu par l'*Historia monasterii Mosomensis* et l'Appendice à Flooard. Par contre, la liste des biens donnés par Adalbéron à l'abbaye de Mouzon fait totalement défaut dans ces deux derniers textes. Les noms de ces villages se retrouvent bien, pour la plupart, dans l'*Historia monasterii Mosomensis*, mais dans un discours que le rédacteur de cette chronique met dans la bouche de l'archevêque².

Il me paraît évident que ce prétendu discours n'est que la paraphrase d'une charte de donation d'Adalbéron. La véracité de ce récit n'est pas, d'ailleurs, discutable. Tous les noms de lieux énumérés se retrouvent dans un diplôme confirmatif de l'empereur Otton III, daté du 6 avril 997³. Ce diplôme est rendu à la prière du comte Godefroi, frère d'Adalbéron ; or, dans le discours cité plus haut, l'archevêque réserve le consentement de son frère. Sur ce point encore l'autorité du chroniqueur se trouve confirmée. Voici donc quel a été, à mon avis, le procédé de composition de notre document. Un moine de Mouzon a jugé bon, au xii^e siècle, de fondre en un seul deux actes authentiques en faveur de son abbaye ; l'un était une donation en termes détaillés de l'archevêque Adalbéron et de son frère le comte Godefroi ; l'autre, un vague énoncé de ses réformes, que le prélat avait fait souscrire par ses suffragants au concile du Mont-Notre-Dame. Le faussaire, ou plutôt le compilateur, ne connaissait ces deux actes que par la copie ou la paraphrase qu'en donne l'*Historia monasterii Mosomensis*. Il a copié la première moitié du dernier acte, ainsi que les souscriptions, mais il a omis quelques-unes de celles-ci et il en a interverti l'ordre. Il a emprunté à la paraphrase de la première charte la liste des biens donnés à l'abbaye et il l'a intercalée entre la copie du second acte et la liste des souscriptions, en

1. Excepté, bien entendu, des variantes purement orthographiques.

2. Voy. Appendice, I, 2^e.

3. Ce diplôme vient d'être publié avec fac-similé partiel par M. Paul Laurent, archiviste des Ardennes : *les Deux plus anciens Documents conservés aux archives des Ardennes* (Paris, Alph. Picard, 1890).

y ajoutant la formule, admissible à son époque, *cum comitatu et banno et districtione*.

Nous avons dit plus haut que le concile provincial du Mont-Notre-Dame nous était également connu par l'ouvrage de Richer. Le moine de Saint-Remi de Reims s'étend longuement sur ce concile et nous en donne un récit fort intéressant. Malheureusement il se trouve en complet désaccord avec l'*Historia monasterii Mosomensis* sur les circonstances qui ont précédé cette réunion. Richer prétend qu'Adalbéron se rendit à Rome pour obtenir du pape Jean XIII une bulle en faveur du monastère de Saint-Remi. Le pape fit le meilleur accueil à l'archevêque de Reims, et, le jour de Noël, lui permit de célébrer la messe en présence de douze évêques. Il fit ensuite droit à sa requête, apposa son sceau à l'acte confirmant les privilèges de Saint-Remi et le fit souscrire par les douze évêques. De retour en France, l'archevêque de Reims déposa cet acte dans les archives de Saint-Remi. Six mois après, il convoqua le concile du Mont-Notre-Dame, donna lecture du privilège pontifical et le fit souscrire par les évêques présents. Les moines de Saint-Remi reprirent alors cet acte et le replacèrent dans les archives de l'abbaye¹.

Ce récit ne présente rien d'in vraisemblable. Richer était moine de Saint-Remi; nous savons qu'il a consulté les archives de son monastère pour la composition de son ouvrage; il a donc vu le privilège pontifical, il l'a même reproduit; malheureusement le feuillet de parchemin qui, dans le manuscrit autographe, contenait cet acte a disparu².

Tout autre est la version de l'*Historia monasterii Mosomensis*. Après avoir introduit des moines à Mouzon, le 7 novembre 971, l'archevêque envoya à Rome, après Noël, des messagers demander au pape Jean XIII une bulle en faveur de l'abbaye de Mouzon. Adalbéron informait le pontife qu'il devait tenir au mois de mai suivant un concile provincial, et le pria de faire parvenir la bulle par un de ses officiers pour qu'il pût en donner lecture au concile. Jean XIII, selon la coutume romaine, fit écrire la bulle sur papyrus, et la transmit à Adalbéron par ses apocri-

1. Richer, III, 25-30.

2. Voy. la note de Pertz au chapitre xxviii du livre III.

siaires. C'est seulement après leur arrivée que l'archevêque convoqua, en mai, le synode du Mont-Notre-Dame et y donna lecture de la bulle et de sa propre charte en faveur du monastère de Mouzon¹.

Les deux bulles en faveur de Saint-Remi et de Mouzon, loin d'éclaircir la question, la compliquent. Elles sont datées des 23 et 24 avril 972², et le *Decretum Adalberonis* porte la date de mai 973; de plus, dans les différentes copies de la bulle en faveur de Saint-Remi (l'original a disparu), il n'y a pas trace des douze évêques romains, non plus que des évêques qui prirent part au concile du Mont-Notre-Dame. La difficulté chronologique peut être facilement résolue; la date de 973 est certainement fautive: 1° parce que la date des bulles (972), qui nous donne celle du concile, est inattaquable; 2° parce que l'*Historia monasterii Mosomensis* rapporte que le concile était arrêté pour le mois de mai de l'année qui suivit la réforme de l'abbaye de Mouzon, et que cette réforme eut lieu certainement en novembre 971. Il est donc évident que le concile eut lieu en mai 972. Mais alors on ne s'explique pas, vu la distance, que les bulles écrites à Rome les 23 et 24 avril 972 aient pu être lues au Mont-Notre-Dame dès le mois suivant.

Pour triompher de ces contradictions, je pense qu'il faut combiner les récits de Richer et de l'auteur de la Chronique de Mouzon, chacun n'ayant vu qu'une partie de la vérité, et accorder plus d'autorité au premier, plus près des événements et plus en état d'être bien informé. A mon avis, Adalbéron se rendit effectivement à Rome³ à la fin de l'année 971 et partit peu après Noël. Pressé sans doute de retourner en France, il ne put attendre, vu les lenteurs de la chancellerie pontificale, que les actes fussent rédigés en forme. Il obtint en faveur de l'abbaye de Saint-Remi un acte provisoire, scellé du sceau pontifical⁴ et souscrit par les

1. *Mon. Germ., Script.*, XIV, 614.

2. *Regesta pontif. rom.*, 2^e éd., n° 3761-3762.

3. Il déclare dans le *Decretum* présider le synode par autorité du pape: « Ego Adalbero jam præscriptus archipresul eidem concilio, Deo auctore, pontificali auctoritate præsidens, » et il qualifie cet acte de « pontificale statutum. » Pour tenir une pareille autorité du pape, il me semble nécessaire qu'il fût allé la solliciter à Rome.

4. Richer déclare que le pape y apposa son sceau (*sigillum*); il n'emploie pas

évêques romains. Peut-être envoya-t-il ensuite des messagers à Rome¹ pour presser l'expédition des bulles ; mais celles-ci n'étant pas arrivées à temps, c'est l'acte provisoire qu'Adalbéron lut au concile du Mont-Notre-Dame, c'est cet acte que vit et copia Richer. De même, pour Mouzon, il y a un double privilège : 1° le *Decretum Adalberonis*, exposé vague et diffus des réformes accomplies par l'archevêque, document rédigé sans doute pour tenir lieu de la bulle pontificale² et pour obtenir les souscriptions confirmatives des membres du concile pendant qu'ils se trouvaient encore réunis ; 2° la bulle pontificale, qui arriva en France après la tenue du concile.

Ferdinand Lot.

le mot *bulle*, peut-être parce que l'acte qu'il a eu sous les yeux n'était pas rédigé en forme solennelle.

1. C'est ce que prétend l'*Historia monasterii Mosomensis*.

2. L'acte est qualifié par Adalbéron de « pontificale statutum. »

APPENDICE I.

EXTRAITS DE L'HISTORIA MONASTERII MOSOMENSIS.

1° *Decretum Adalberonis*¹.

Adalbero divina propitiante clementia Sanctae Remensis ecclesiae archiepiscopus. Notum fiat universis tam presentibus quam¹ etiam futuris fidelibus, quondam nobis episcopo gratia et² benignitate regia contradito, sanctorum quoque loca quædam in honore³ integro reperisse plurimum valentia, quaedam vero pristinae dignitatis statu deficiente prorsus neglecta. Inter quæ ille etiam⁴ Mosomi coenobialis locus, antiquitatis studio certatim constructus, ab exordio scilicet sanctimonialium vitae aptatus, postmodum vero canonicali⁵ ordine ab Herveo⁶ praedecessore nostro melius informatus, atque in honore sanctae Dei genitricis Mariae digne consecratus, sed nefandis usibus utrobique negligenter incultus, rebus quidem partim subtractis, partim vero currentibus⁷ malis, sinistram cessit fortunae. Quo igitur comperto, mens⁸ nostra, adhibito fidelium nostrorum diligenti consilio, liquido perpendens eundem locum pro mundi infelicitate in canonicali ordine utiliter⁹ stare non posse, æternorum¹⁰ spe, prout opportunum extitit, ibidem monasticæ¹¹ religionis vitam, ordinato abbate Leotaldo, constituit¹², ut ejusdem loci cultores religiosi¹³ tam rebus delegatis quam etiam forte delegandis utentes, continua vota Deo solventes sint, et¹⁴ pro nobis et pro posteris nostris ceterisque¹⁵

1. Les notes suivantes indiquent les variantes de l'Appendice à Flodoard, suivi par Sirmond dans ses *Concilia Galliae*.

1. Cum presentibus cum.
2. Gratia Dei ac.
3. Quædam honore.
4. Quæ etiam ille.
5. Canonicorum.
6. Heriveo.
7. Intercurrentibus.
8. Manus.
9. Utiliter *omis*.
10. Æternorum.
11. Monasticæ.
12. Ledaldo constitui.
13. Religiosi cultores.
14. Et *omis*.
15. Cæterisque.

APPENDICE II.

CHARTRE FAUSSE ATTRIBUÉE A L'ARCHEVÊQUE ADALBÉRON¹.

✠ Adalbero divina propiciante clementia sanctae Remensis aecclisiae archiepiscopus. Notum fiat universis tum praesentibus, tum | ² etiam futuris fidelibus, quondam nobis episcopo gratia Dei ac benignitate regia contradito, sanctorum quoque loca quaedam honore integro repperisse plurimum valentia, quaedam vero pristinae dignita | ³ tis statu deficiente prorsus neglecta. Inter quae etiam ille Mosomi coenobialis locus antiquitatis studio certatim constructus, ab exordio scilicet sanctimonialium vitae aptatus, postmodum vero | ⁴ canonicali ordine a Heriveo, predecessore nostro, melius informatus atque in honore sanctae Dei genitricis Marie digne consecratus, sed nefandis usibus utrobique neglegenter incultus, rebus quidem | ⁵ partim subtractis, partim vero intercurrentibus malis, sinistrae cessit fortune. Quo igitur comperto, manus² nostra, adhibito fidelium nostrorum diligenti consilio liquido perpendens eundem locum pro | ⁶ mundi infelicitate in canonicali ordine utiliter stare non posse, aeternorum spe, prout oportunum extitit, ibidem monasticae religionis vitam, ordinato abbate Letoldo, constituit, ut | ⁷ ejusdem loci religiosi cultores, tam rebus delegatis quam etiam delegandis utentes, continua vota Deo solventes sint et pro nobis et pro posteris nostris

1. Bibliothèque nationale, collection de Champagne, tome CL, n° 1.

2. Faute évidente pour *mens*. Le scribe a confondu l'a et l'e et pris un s suscrit pour l'abréviation *us*.

ordinibus jugiter exorantes¹⁶. Quocirca paternitatem loco nostri vestri¹⁷ subrogandorum in illa caritate Dei enixius imploramus, quo sub divini amoris respectu, hujus rei gestae conducibili negotio consentaneae pietatis faveant zelo, idque liberalis auxilii indeficienti base dignentur temporum¹⁸ curriculis consolari atque fulcire, ut ex eo gratiam Dei feliciter adipiscentes, hujus praestantioris emolumenti mereantur fore consortes. Sed et hoc ex decretis sanctorum patrum sub auctoritate pastoralis omnimodis inhibemus, immo etiam cum divini nominis obtestatione omnino interdicimus, ne unquam hujusmodi¹⁹ statutum qualibet temeritate ab ullo nostri ordinis violetur; quin potius in reliquum stabile et inconcussum jure perpetuo id ipsum venerabiliter conservetur; nam²⁰ si per laicos in rem hanc injuria invehatur, in eos procul dubio excommunicationis jaculum cum anathemate intorqueatur.

2° *Discours d'Adalbéron.*

« Ecce jam in presenti coram Deo et testibus ad vestrum servitium pro animae meae remedio proque predecessorum atque successorum meorum beatae remunerationis commercio de mea mensula unam villam, Oduntem¹ nomine, cum omni banno suo subtraho, et alteram villulam Seciam, quantum inibi in jure meo venit, itemque apud Romeliacum et Alleicurtem quicquid mihi, parum quidem, ibidem competit, in promerendo jugi suffragio dominae meae sanctae Dei genitricis Mariae usibus sibi fideliter servantium monachorum libens perpetuo habenda offero et auctoritate qua debeo vel possim legaliter trado. De patrimonio autem meo, quod in partem mihi cedit, si fratrem meum Godefridum super hoc sancto negotio, Christi adminiculante gratia, persuadendo evincere potuero, quicquid in Metensi episcopio habeo, in villis videlicet Bretenaco², Rothila³, Madren-gias⁴, ad mansos viginti octo; itemque de terra quam dicunt Sulcos

16. Orantes.

17. Loco nostri subrogandorum.

18. Temporum *omis*.

19. Hujuscemodi.

20. Nam *omis*.

1. Voy. ci-contre.

2. Brettnach, Alsace-Lorraine, canton de Bouzonville.

3. Rettel, Alsace-Lorraine, canton de Sierck.

4. Il y a deux Marange : 1° Marange-Silvange, Alsace-Lorraine, cant. de Metz ; 2° Marange-Zondrange, Alsace-Lorraine, cant. de Faulquemont. L'existence d'un prieuré de l'abbaye de Mouzon à Marange-Silvange décide en faveur de cette

caeterisque ordinibus jugiter | ⁸ orantes. Quocirca paternitatem loco nostri subrogandorum in illa caritate Dei imploramus, quo sub divini amoris respectu hujus rei gestae conducibili negotio consentaneae | ⁹ pietatis faveant zelo, idque liberalis auxilii indeficienti base dignentur temporum curriculis consolari atque fulcire, ut ex eo gratiam Dei feliciter adipiscentes huius prestantioris emolumen | ¹⁰ ti mereantur fore consortes.

Ego autem videns exiguitatem paupertatemque loci, motus misericordia ne victus penuriam ultra modum paterentur fratres ibidem Deo et sanctis ejus beatisque in ipso loco qui | ¹¹ escensibus Victori atque Arnulpho martyribus servientes, pro remedio anime mee et omnium successorum meorum, dedi ad illum locum ¹¹¹^r villas cum comitatu et banno et districtio | ¹² ne et integritate, hoc est Seciam ¹ cum appenditiis suis, Odunt² cum Poirumno et omnibus appenditiis suis, et terciam partem silve quę dicitur Doe-loz, et piscationem aque Odunt², et decursum ejus | ¹³ usque in Mosam, et Breveleiacum³ cum appenditiis suis, Romeliacum minorem⁴ et Alleicurt⁵ et piscationem Mosę et laci qui vocatur Sorges cum suis pertinentiis, super Mosellam in villa quae | ¹⁴ dicitur Roserolis⁶ x mansos, et in Castello⁷ ii mansos cum comitatu, banno et districtione. Qua traditione sollempniter facta, ne aliquis homo hoc infringere presumeret aliquando, etiam ¹⁵ ad futurorum memoriam et ecclesiae libertatem conservandam, auctoritatis nostrae scriptum imposui et signari feci, ammonens ex parte Dei successores nostros ut, sicut sua statuta ecclesia | ¹⁶ stice facta volunt inviolata manere, sic hujus nostrę donationem et statutum elemosinę nullo

1. Cesse, Meuse, cant. de Stenay.

2. Yoncq, sur le Yoncq, Ardennes, arr. de Sedan, cant. de Mouzon (6 kil.).

3. Brevilly, près de la rive gauche de la Chiers, à 6 kil. nord de Mouzon.

4. Le Petit-Remilly, au confluent de la Chiers et de la Meuse.

5. Aillicourt, sur la rive gauche de la Meuse, en face de Bazailles.

6. Rozerieulles, sur un affluent de la Moselle, Alsace-Lorraine, cant. de Gorze.

7. Soit Châtel, à 2 kil. nord de Rozerieulles, soit Chazel, à 2 kil. est de Rozerieulles.

Sancti Remigii in duobus locis Roseolis et Castello, ad mansos duodecim, ne indigentia vini satis optimi vos coangustet, sublevare curabo. Bervelliacum vero ad tria millia hinc positam¹, ad faciendam saginam in pastione porcorum vestrorum cum omnibus appendiciis, ut de manibus illis quae nunc in beneficio tenent aut precario aut concambio aut cujuscumque ingenii effectum eripere quivero, usibus vestris, tantum peccatorum meorum maculas assiduus precibus extergite, libens acquirere instabo. »

Hanc villam tunc Richardus comes Metensis ex antiquo in beneficio de episcopo tanquam jure proprio possidebat; quam bonus ille presul sicut promisit multo sibi adnisi attrahens, antequam vita decederet, huic Mosomensi ecclesiae jure proprio in reliquo possidendam legaliter contradidit. Sic episcopus coram multorum frequentia ipsum abbatem et fratres alloquens, et ut sui jugiter sancte et pie vivendi memores essent exorans, in pace demisit benedicens.

3° Suite du *Decretum Adalberonis*.

Anno igitur ab incarnatione Domini Jesu Christi DCCCCLXXXIII²¹, provinciali synodo mense maio constituta²², generaliter congregata apud Montem sanctae Mariae in pago Tardanensi, hoc decretum solemniter recitatum est coram venerandis episcopis, abbatibus, ceterisque fidelibus²³ huic nostrae institutioni pio²⁴ assensu faventibus, immo etiam collaudantibus atque confirmantibus. Quorum videlicet primus ego Adalbero, jam praescriptus archipraesul, eidem concilio, Deo auctore, pontificali auctoritate praesidens, manu nostra subscribens idem roboravi²⁵; sed et ceteri haud secus²⁶ censue-

localité. Voy. de Bouteiller, *Dictionnaire topographique de l'ancien département de la Moselle*, p. 159.

1. *Hinc* se rapporte à l'abbaye de Mouzon. Brevilly est situé à 6 kil. au nord de Mouzon. Pour s'expliquer que le comte de Metz, Richard, vassal de l'Empire, pût tenir en fief de l'archevêque de Reims un village situé près de Mouzon, il faut se rappeler que le *pagus Mosomensis*, tout en appartenant au diocèse de Reims, était compris dans le territoire de l'Empire. Voy. Longnon, *Atlas historique*, p. 84, note 1; Julien Havet, *Lettres de Gerbert*, p. 54, note 2, et p. 80, note 5; et charte d'Otton, citée ci-dessus, p. 34, note 3.

21. Domini nostri D CCG LXXXIII.

22. Constituta *omni*s.

23. Cæterisque nonnullis fidelibus.

24. Pro.

25. Corroboravi.

26. Non secus.

ingenio paciantur rescindi vel violari aliqua ratione, omnibus vero quos nostrae auctori | ¹⁷ tati vinculum Christi subjugare debet, comitibus, iudicibus, prepositis, diversis etiam potestatibus sub anathemae Christi et totius ecclesiae interdictum facientes ammonemus, | ¹⁸ ut nullo ingenio, nulla ratione, nulla cupiditate subripiente, hoc decretum presumant infringere vel remove. Quod si facere presumpserint, cum Juda traditore Domini | ¹⁹ subjaceant aeternae maledictioni, fiat, fiat.

Anno igitur incarnationis Jhesu Christi Domini nostri DCCCC^{mo} LXX^{mo} III^o, provinciali synodo mense maio generaliter | ²⁰ congregata apud Montem sanctae Marię in pago Tardanensi, hoc decretum sollempniter recitatum est coram venerandis episcopis, abbatibus, caeterisque nonnullis fidelibus | ²¹ huic nostrae institutioni pio assensu faventibus, immo etiam collaudantibus atque confirmantibus. Quorum videlicet primus ego Adalbero, jam praescriptus archipraesul eidem | ²² concilio, Deo auctore, pontificali auctoritate praesidens, manu nostra subscribens idem roboravi; sed et ceteri

runt manibus impositis solidari²⁷ hoc ipsum pontificale statutum apostolicae auctoritatis privilegio petitionis nostrae obtentu undecumque subnixum, ac per hoc summo honori omnibus reverenter habendum.

Ego Adalbero sanctae Remensis ecclesiae archipraesul subscripsi et corroboravi.

Ego Wido Suessionensis ecclesiae episcopus.

Ego Hildricus Belvacensis ecclesiae episcopus.

Ego Thebaldus Ambianensis episcopus.

Ego Haidulfus Noviomensis episcopus.

Ego Theudo Cameracensis episcopus.

Ego Adalbero Laudunensis episcopus¹.

Ego Gipuinus Catalaunensis episcopus.

Ego Constantius Silvanectensis episcopus.

Ego Liudulfus Tarvanensis episcopus¹.

Signum Adalberti Remensis archidiaconi.

Signum Leudonis archidiaconi.

Thebaldi archidiaconi.

Erluini archidiaconi.

Hugonis archidiaconi.

Geranni archidiaconi.

Rogeri archidiaconi.

Emmonis archidiaconi.

Signum Rodulfi abbatis sancti Remigii.

Odelei abbatis sancti Medardi.

Ratoldi abbatis Corbeiensis.

Berlandi abbatis sancti Vincentii.

Adzonis abbatis sancti Basoli.

27. Le texte de l'Appendice à Flodoard, suivi par Sirmond, s'arrête à ce mot.

1. Les souscriptions d'Adalbéron et de Liudulfe, qui ne furent nommés évêques qu'en 977 et qu'en 978, ont été évidemment ajoutées après coup.

haud secus censuerunt manibus impositis solida | ²³ri hoc ipsum pontificale statutum apostolice auctoritatis, privilegio petitionis nostrae obtentu undecumque subnixum, ac per hoc summo honori omnibus reverenter habendum. |

- | | |
|---|--|
| ²⁴ † Ego Adalbero sanctae Remensis aecclesiae archipresul subscripsi et corroboraui. | S. Alberti Remensis archidiaconi. |
| ²⁵ † Ego Wido Suessionensis aecclesiae episcopus subscripsi et firmavi sicut interfui. | S. Leudonis archidiaconi. |
| ²⁶ † Ego Hildierus Belvacensis episcopus subscripsi et firmavi ut interfui. | S. Hugonis Suessionensis archidiaconi. |
| ²⁷ † Ego Teboldus Ambianensis episcopus subscripsi et firmavi ut interfui. | S. Gerramni archidiaconi. |
| ²⁸ † Ego Hadulfus Noviomensis episcopus subscripsi et firmavi ut interfui. | S. Rodulfi abbatis sancti Remigii. |
| ²⁹ † Ego Thiedo Camaracensis episcopus subscripsi. | S. Odelei abbatis sancti Medardi. |
| ³⁰ † Ego David. | |
| ³¹ † Ego Adalbero Laudunensis episcopus. | |
| ³² † Ego Constantius Silvanectensis episcopus. | |
| ³³ † Ego Gibuinus Catalaunensis aecclesiae episcopus. | |

Au bas et à droite de l'acte était plaqué un sceau rond qui a disparu. La trace de ce sceau laissée sur le parchemin a 0^m08 de diamètre. Au dos de la charte, de même écriture que le corps de l'acte : *Privilegium Adalberonis archiepiscopi*; puis en écriture de la seconde moitié du xiii^e siècle : *De institutione monachorum et donatione quarundem (sic) villarum et piscatoriarum et domus de Rozerellis*; d'une troisième écriture : *Privilegium domni Adalberonis archiepiscopi de institutione monachorum Mosomensium et de donatione villarum quatuor, scilicet de Unco, de Puiron, de Remilli, de Alycourt, et de piscationibus et aliis.*

LETTRÉS INÉDITES

CONCERNANT LES CROISADES

(1275-1307)

Les lettres que nous publions plus loin se rattachent toutes à l'histoire des états chrétiens du Levant pendant la deuxième moitié du xiii^e siècle et les premières années du xiv^e. Elles ont été copiées au Record Office de Londres et au British Museum par l'un des signataires de la présente notice qui recherchait dans ces dépôts des documents d'un autre ordre. Le mauvais état de conservation où elles se trouvent en a rendu la lecture très difficile. Dans quelques-unes, la moisissure a fait disparaître l'encre, et même rongé le papier en maints endroits. Cette circonstance, jointe à l'intérêt exceptionnel de la plupart d'entre elles, en commandait la publication. Aucune ne porte de date d'année, mais les noms, les récits ou les mentions d'événements qu'elles contiennent fournissent généralement des indications chronologiques assez précises. Nous allons donc essayer de les dater, et nous donnerons en note du texte quelques éclaircissements sur les personnages cités et les faits racontés.

Celle que nous inscrivons sous le n° I est une lettre de Hugues Revel, grand maître de l'Hôpital, à Édouard I^{er}, roi d'Angleterre (20 nov. 1272 à 7 juill. 1307), écrite à Acre le 30 septembre. La dernière mention que nous possédions de Hugues Revel est du 25 septembre 1276; la première qui nous soit parvenue de son successeur dans la maîtrise, Nicole le Lorgne, est du 18 septembre 1278¹. Il est donc certain que la présente lettre a été

1. Delaville Le Roulx, *Archives, bibliothèque et trésor de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem à Malte*, p. 211; cf. Röhricht, *Zusätze und Verbesserungen zu Du Cange, Les familles d'outre-mer*, éd. E. Rey. Berlin, 1886, in-4^e, p. 5.

rédigée entre les derniers jours de 1272 ou les premiers de 1273, époque où la nouvelle de l'avènement d'Édouard I^{er} au trône d'Angleterre dut arriver en Palestine, et le 18 septembre 1278, époque où la maîtrise de Hugues Revel avait pris fin. Le grand maître y rapporte que les Tartares, marchant sur la Syrie, ont atteint les Aigues-Froides, très vraisemblablement un affluent de l'Euphrate¹; que le soudan se trouve à Damas et qu'il vient de faire une incursion en Arménie, d'où il a remporté un grand butin. Or, entre 1272 et 1278, la seule année qui nous paraisse répondre à ces quelques données historiques est 1275. Nous savons qu'en mars 1275 El Malek ed-Daher Bibars, soudan d'Égypte, envahit la petite Arménie, la mit au pillage, puis se retira à Damas²; qu'en la 674^e année de l'hégire (27 juin 1275-14 juin 1276) les Tartares ou Mongols de Perse s'avancèrent du côté de la Syrie, jusqu'à El-Birâ sur l'Euphrate, et que Bibars, sortant de Damas, en novembre 1275, se porta contre eux et les força à s'éloigner³. Ces rapprochements ne nous apportent assurément pas une certitude absolue, mais on ne peut douter, je crois, que le soudan dont il est fait mention dans notre document ne soit Bibars. Comme ce prince mourut le 30 juin 1277⁴, la lettre de Hugues Revel, datée du 30 octobre, ne serait en tous cas pas postérieure à 1276.

Notre n° II est une lettre de Guillaume de Beaujeu, grand maître du Temple, au même roi d'Angleterre, datée d'Acre, le 2 octobre. G. de Beaujeu ayant occupé les fonctions de grand maître du 13 mai 1273 au 18 mai 1291⁵, l'intervalle de temps pendant lequel cette lettre a pu être écrite est bien plus considé-

1. *Les Gestes des Chiprois*, publ. par G. Reynaud pour la Société de l'Orient latin, pp. 208, 210, 296.

2. Makrizi, *Hist. des sultans Mamlouks*, éd. Quatremère, t. I, p. 123; Aboulfeda, *Annales (Hist. orient. des crois.)*, t. I, p. 154-5; Bedr-Eddyn Alaïny, *Le Collier de Perles (ibid.)*, t. II, 1^{re} part., p. 248-9; *Annales de T. S.* (dans *Arch. de l'Orient latin*, II, II, p. 456); *Gestes des Chiprois*, p. 202; Éracles, l. XXXIV, ch. 20 (*Hist. occid. des crois.*, t. II, p. 467); M. Sanudo, *Secreta fidel. crucis*, l. III, part. XII, ch. 14 (*Gesta Dei per Francos*, p. 226); cf. Röhricht, *Études sur les derniers temps du royaume de Jérusalem* (*Arch. de l'Orient latin*, II, I, 405).

3. Makrizi, ouvr. cité, p. 127, et Aboulfeda, ouvr. cité, p. 155.

4. Sur cette date voy. R. Röhricht, *Études sur les derniers temps du royaume de Jérusalem. Les combats du sultan Bibars* (*Arch. de l'Orient latin*, t. II, I, p. 406, n. 169).

5. Voy. Röhricht, *Zusätze.....*, p. 17.

nable que pour la précédente. Comme, d'ailleurs, en fait d'événements historiques, elle n'en mentionne aucun qu'il soit possible d'identifier d'une façon certaine, la date que nous lui assignerons ne devra pas être acceptée sans réserve. Voici, parmi les circonstances qu'elle relate, celles qui peuvent servir à formuler une hypothèse sur ce point : G. de Beaujeu vient d'arriver par mer à Acre, le 15 septembre. Il a fait sans doute une traversée de plusieurs jours, puisqu'il dit avoir essuyé plusieurs tempêtes. Son absence de Terre-Sainte a dû être assez longue, car l'objet de sa lettre est de faire connaître au roi l'état dans lequel il a retrouvé ce pays. Le sultan est aux environs de Damas avec une grosse armée. Le bruit court que les Tartares approchent [de la Syrie]. Un passage général aura lieu prochainement. — De ces divers renseignements on peut conclure, avec quelque vraisemblance, que la lettre a été, comme celle de Hugues Revel, écrite en 1275. En 1274, Guillaume de Beaujeu avait assisté au concile de Lyon, où l'on s'était occupé des affaires de la Terre-Sainte¹, et, suivant l'Éracles, il était rentré à Acre le 29 septembre 1275². Cette dernière date ne s'accorde pas exactement avec celle que donne la lettre, mais l'écart est minime, et il ne serait pas bien téméraire de supposer que le chroniqueur ait commis une erreur aussi légère. J'ajoute que Guillaume de Beaujeu, après son voyage de 1274-1275, ne paraît pas avoir quitté de nouveau la Terre-Sainte, et je rappelle qu'en 1275 les Tartares et le soudan d'Égypte se trouvaient bien dans les conditions indiquées par la lettre³.

Notre n° III est une lettre de Jean et de Jacques Vassal, ambassadeurs d'Abaga, roi des Tartares, et de Léon III, roi d'Arménie, à Édouard I^{er}, roi d'Angleterre. L'ambassade de ces deux personnages en Occident est rapportée par d'autres témoignages⁴. On sait qu'avant de se rendre en Angleterre, ils passèrent par l'Italie, où ils se trouvaient à la fin de 1276. Leur

1. *Sacrosancta concilia*, éd. Labbe, t. XI, p. 938 et suiv. — Éracles, liv. XXXIV, ch. XIX, XXV, XXVI (*Hist. occid. des crois.*, t. II, p. 465, 471, 472); M. Sanudo, *Secreta fidelium crucis*, l. III, part. XII, ch. XIII (*Gesta Dei per Francos*, p. 225).

2. Liv. XXXIV, ch. XXI, p. 468.

3. Voy. plus haut, p. 47.

4. Rémusat, *Relations des rois de France avec les empereurs mongols* (dans les *Mém. de l'Acad. des inscriptions*, t. VII, p. 245 et s.), où sont cités ces témoignages. — Cf. Röhrich, *Études... Les batailles de Hims*, 1281 et 1299 (*Arch. de l'Orient latin*, I, p. 650, n. 81).

lettre à Édouard I^{er}, datée de Viterbe, le 25 novembre, est donc vraisemblablement de cette année. Elle fournit sur l'ambassade de Jean et Jacques Vassal des détails nouveaux et curieux.

Les n^{os} IV et V sont des lettres de Nicole le Lorgne, grand maître de l'Hôpital, à Édouard I^{er}. Comme elles paraissent se rapporter au même événement, nous les examinerons ensemble. Le n^o V, écrit à Acre le 5 mars, contient un récit, assez succinct d'ailleurs, de la bataille de Hims, livrée en 1281 par les Tartares au sultan Kelaoun¹. Nicole le Lorgne indiquant que cette bataille eut lieu « a 30 jors doctovre prochain passé, » sa lettre doit être datée du 5 mars 1282. — Le n^o IV, écrit à Acre le 25 septembre, est relatif à une marche des Tartares vers la Syrie, et nous avons tout lieu de croire que l'expédition en question fut celle qui se termina par la bataille de Hims. La date en serait donc 1281.

Le n^o VI est une lettre de créance de Léon, roi d'Arménie, pour Théodore, chantre de l'abbaye de Trazargue, Baudouin de Negrino et Léon, chevaliers, ses conseillers et ambassadeurs, qu'il envoie au roi d'Angleterre, Édouard, pour lui faire connaître les périls auxquels est exposée l'Arménie, et lui demander des secours. Elle est datée d'Incisium (Sis), le 28 mars. Trois documents, émanés d'une même source et relatifs au même objet, permettent de fixer approximativement l'époque où cette lettre fut écrite. Les deux plus anciens, de teneur presque identique et de même date, sont des lettres du roi d'Angleterre Édouard II à Léon IV d'Arménie, et à Jean, de l'ordre des Frères mineurs, fils aîné de Léon III d'Arménie, datées de Westminster, le 3 mars 1308. Édouard y accuse réception de lettres de créance, données par l'un et par l'autre de ces personnages à Théodore, chantre de l'abbaye de Trazargue, Baudouin de Negrino et Léon, chevaliers. Il a entendu les récits de ces ambassadeurs, touchant les périls que court l'Arménie, et il en exprime toute sa douleur. Il ajoute que, monté récemment sur le trône, il a trop d'affaires sur les bras pour pouvoir, à l'heure présente, s'occuper de celles de l'Orient. Le troisième document est une lettre d'Édouard II au châtelain de Douvres, du 14 mars 1308, lui donnant l'ordre de laisser passer librement Baudouin de Negrino et Léon, cheva-

1. Sur cette bataille, voy. R. Röhricht, *Études... Les batailles de Hims*, 1281 et 1299 (*Arch. de l'Orient latin*, I, p. 633).

liers, qui doivent s'embarquer dans le port pour retourner en Orient¹. On ne peut douter, je crois, que l'ambassade arménienne, dont il est question dans les trois pièces citées ci-dessus, ne soit celle que mentionne notre lettre de créance. Les noms des ambassadeurs, l'objet de l'ambassade sont les mêmes, et les termes dont se sert Édouard dans sa réponse reproduisent en partie ceux du message de Léon. Donc ce message, daté de Sis, le 28 mars, serait du roi Léon IV; il ne pourrait être postérieur à l'année 1307, puisqu'il était certainement parvenu en Angleterre dès avant le 3 mars 1308, ni antérieur à l'année 1305, où Léon IV, encore mineur, ceignit la couronne sous la tutelle de son oncle Haythoum II, qui, descendu volontairement du trône d'Arménie, avait pris l'habit de frère Mineur et le nom de frère Jean². Selon toute vraisemblance, c'est de l'année 1307 qu'on doit le dater. Du moins ne pourrait-on le faire remonter d'un ou deux ans plus haut sans donner une raison plausible du retard qu'aurait eu la réponse du roi d'Angleterre, et cette raison, aucun document, à notre connaissance, ne la fournit.

D'ailleurs, l'envoi d'une ambassade en 1307 pour réclamer le secours de l'Europe s'explique parfaitement par les événements qui venaient de se passer dans le royaume d'Arménie³. Ce royaume, surtout depuis la chute de Saint-Jean-d'Acre, n'avait cessé d'être en butte aux attaques des Sarrasins. Incapable d'y résister avec ses seules ressources, et subissant, plutôt qu'il ne le demandait, l'appui du khan des Tartares, il désirait plus que jamais intéresser à sa cause l'Occident chrétien. Mais une difficulté se présentait. De tous temps, les Arméniens avaient cherché à maintenir l'indépendance temporelle et spirituelle de leur église vis-à-vis de celle de Rome. Dans ces conditions pouvaient-ils espérer que les puissances occidentales montrassent un grand zèle à les secourir? S'ils faisaient cesser le schisme ou consentaient

1. Rymer, *Fœdera*, 2^e éd., t. III, p. 65, 68. Théodore, abbé de Trazargue, n'est pas mentionné dans la dernière pièce; peut-être ne repartit-il pas pour l'Orient en même temps que Baudouin de Negrino et Léon.

2. *Rec. des hist. des crois. Hist. arméniens*, t. I, p. cxiv.

3. Nous devons la plupart des renseignements qui vont suivre et de ceux que nous donnerons en note de la pièce à l'obligeance de M. A. Carrière, professeur à l'École des langues orientales, qui a bien voulu traduire pour nous divers passages de l'*Histoire du Sissoudn*, du P. Alishan, et dépouiller les notes qu'il a réunies sur l'histoire de l'Arménie.

tout au moins à un rapprochement, ils se créeraient des droits sérieux à leur protection. Aussi un parti nombreux, dirigé par le patriarche Grégoire, s'était-il formé pour cimenter l'union des deux églises. Au mois de mars 1307, sous l'influence de ce parti, un concile se réunit à Sis, capitale du royaume. Vingt-six évêques orientaux, dont plusieurs orthodoxes, dix-huit abbés et docteurs arméniens et quatorze grands barons du royaume y assistèrent¹.

Les actes de l'assemblée, datés du 19 mars, stipulèrent de nombreuses et importantes concessions de l'église arménienne à l'église romaine². Si donc les suppositions que nous avons émises plus haut sur la date de la lettre sont exactes, le roi d'Arménie et son tuteur auraient, presque immédiatement après la clôture du concile, dépêché une ambassade en Europe pour y faire valoir les concessions de leur église et réclamer, en retour, des subsides devenus de jour en jour plus nécessaires. Les trois ambassadeurs³ arrivèrent-ils en Angleterre à temps pour remettre leurs lettres en mains du destinataire, Édouard I^{er}, mort le 7 juillet 1307? On ne le sait. En tout cas, ce fut son fils et successeur, Édouard II, qui y répondit. Mais, à l'époque où celui-ci écrivit ses deux lettres, Léon IV et frère Jean n'existaient plus. Le 17 novembre 1307, ils avaient été assassinés sous un prétexte futile par le général tartare Pilarghou.

Nous publions enfin sous le n° VII une lettre sans adresse ni signature, qui fait partie d'un recueil de formules épistolaires copié au xiv^e siècle. Il y est question d'une victoire remportée par les chrétiens sur le soudan d'Égypte, près du Caire. Ce récit, écrit en français d'Angleterre, doit être purement imaginaire, et nous ne voyons aucun événement auquel on pourrait le rattacher, même de loin. A-t-il été composé spécialement pour le formulaire où nous l'avons trouvé ou bien transcrit d'un autre recueil du même genre? Il est difficile de se prononcer là-dessus.

La riche collection des « Royal letters », conservée au Public Record Office de Londres, avait déjà fourni à différents éditeurs⁴

1. *Hist. armén. des crois.*, t. I, p. lxx.

2. *Ibid.*, p. 465, 548.

3. Nous formulerons en note de la pièce (voy. plus loin, p. 62, n. 1, 2) quelques hypothèses sur l'identité de deux d'entre eux.

4. Rymer, *Fœdera*, I, 506 : Lettre de Geoffroy, évêque d'Hébron (Royal letters, n° 2246); Champollion-Figeac, *Lettres de rois, reines*, etc., I, 288, 338 (*Coll. des Documents inédits*) : Lettres de Nicole le Lorgne (Royal letters,

des documents intéressants pour l'histoire de l'Orient latin, et nous sommes loin d'affirmer que l'on ne trouvera pas encore à

n° 2247; cf. *Bull. de la Soc. de l'hist. de France*, 1834) et de Joseph de Cancy (Royal letters, n° 3913). Voici, d'après l'original, le texte correct de la lettre de Nicole le Lorgne, que l'on pourra comparer avec l'édition de M. Champollion :

« Au tres haut et puissant seingnor et plus especial bienfaitor outre los autres princes et seingnors de terre mon seingnor Eddouart, par la grace de Dieu tres noble roy d'Engleterre, dus d'Aquitaine et seingnor d'Irlande, li siens en toutes chozes, frere Nycole Le Lorgne, humble maistre de la sainte maison de l'hospital de Saint Johan de Jerusalem et gardien des povres de Crist, en tout hennor et toute reverence salus et preste volanté a toz ses roiaus comandemens et plaizirs. Cher mie seingnor, toutes foes que nos trovons messages qui voissant à la vostre roial maisté, je vos faisons volantiers assavoir l'estat de la terre sainte. Par quoy faisons assavoir a la vostre puissance que la dicte terre est emmot feble point et weide plus de gens d'armes que ne fu onques; mais et d'autre part il y a corru ceste année si grant pestilence de sechirece, qui toz les blez de ce país et de la palenisme, par toute Soirie, Hermenie et l'isle de Chippre, a gastés, que le mine deu forment estoit montez, quant ces lettres furent faites, à iij bezans et plus, et ne se pooit encore trover; pourquoi il nos a covenu a mander en diverses parties d'outre la mer por querre forment por maintenir noz seingnors malades et nos freres. D'endroit, sire, de vostre estat, loquel Nostre Sire multiplie en boenne prosperité, proions a la vostre roial maisté que nos en doies faire certain, loquel nos desirons a oir sur toutes chosses. Et se deu nostre, encore soit il petis, savoir volés la certaineté, sains somes par la grace Nostre Seignor presentement, toz jors appareillés de dire et de faire toutes celles chosses que porriens conoistre que fussiant a vostre hennor et l'essaucement de la vostre haute puissance. Vosz hanz comandemens et plaizirs nos faites assavoir, s'il vos plait, lesquels somes prest de l'acomplir en tot et par tot, comme por le roy deu monde loquel nos avons a plus bienfaitor et cher. Et Diex accroisse vostre hennor pur loac tens.

Escrites a Acre, a xxvj jor de juingnet. »

La lettre de Joseph de Cancy est trop longue pour être reproduite ici, mais voici les principales variantes qu'une collation attentive nous a permis de relever : éd., p. 288, l. 6, au lieu de « nostre haut excel... » lire « vostre hautesce; » l. 10, au lieu de « ly mie dou mes d'octobre, » lire « l'ysse; » — p. 289, l. 24, au lieu de « prone, » lire « prous; » l. 27, au lieu de « seu, » lire « sen; » — p. 290, l. 3, au lieu de « naguearres pour, » lire « nagueaires por; » l. 18, au lieu de « poudrère, » lire « poudrete; » — p. 291, l. 12, au lieu de « reposquant, » lire « neporquant; » l. 15, au lieu de « piexe, » lire « piece; » l. 18, au lieu de « morussent, » lire « morurent; » — p. 272, l. 21, au lieu de « veri, » lire « verité; » — p. 293, l. 25, au lieu de « samar, » lire « semer; » — p. 294, l. 1, au lieu de « soigne, » lire « secours; » l. 12, au lieu de « moin, » lire « main. » — La date a été omise par l'éditeur; elle est ainsi conçue : « Escrites au derrain jor de mars. » Donc cette lettre est, non pas de la fin de l'année 1281, comme le suppose Champollion, mais du 31 mars 1282.

y glaner après nous. On est présentement en train d'y fondre une grande quantité de pièces qui, depuis leur transfert de la Tour de Londres au Record Office, n'ont jamais été communiquées ni utilisées. C'est un nouveau champ, très fertile, qui sera prochainement ouvert aux investigations des érudits¹.

Ch. KOHLER et Ch. V. LANGLOIS.

I.

Lettre de Hugues Revel, grand maître de l'Hôpital, à Édouard I^{er}, roi d'Angleterre.

Acre, 30 septembre [1275].

A tres haut et puissant monseignor Edoart, por la grace Deu tres noble roi d'Engleterre, seingnor d'Yrlande, dux d'Aquitaine, frere Hugue Revel, por cele meisme grace² humble [maistre] de la maison de l'ospital Saint Jehan de Jerusalem et garde des povres Jesucrist, recomend[e] soy meismes en sa bone grace, avecques tote maniere de servize et de honor.

Sire, por ce que n[os] tenons por] certain que voz oiez volantiers noveles de la terre sainte, nos les vos faisons
 Encore sache la vostre hautesce que de cele trive³ que vos plot que fust [en]-
 core se maintient, car le sodans en tient ce qu'il veaut et non plus
 veaut et ensi nos coment a vivre
 et a passer tant que vos autres seingnors. le
 sodans, sire, ... encore a Damas et assemble tans de gens cum il

1. Les formulaires conservés dans les bibliothèques de la Grande-Bretagne sont aussi une source importante, qui a été trop peu utilisée jusqu'ici. Voyez notamment un recueil, sur lequel nous nous réservons de revenir, dont il existe au moins deux exemplaires : Lambeth Palace Library, ms. n° 221, fol. 224-246, et Br. Mus., Old regius mss., n° 12 D XI, fol. 12-69.

2. Successeur de Guillaume de Châteauneuf dans la maîtrise. Il apparait pour la première fois le 9 octobre 1258 (voy. les ouvrages cités ci-dessus, p. 46, n. 1).

3. Le 22 avril 1272, pendant le séjour du prince Édouard en Palestine, une trêve de dix ans, dix mois, dix semaines, dix jours et dix heures avait été conclue à Césarée entre les chrétiens et le sultan Bibars. On croyait que le prince Édouard n'avait pas consenti à cette paix. La lettre de Hugues Revel semble prouver le contraire.

puet. Des Tatars se aprochent des Aigues-Froides et sont pres d'Ermenie et hont mandé querre le rey d'Ermenie¹. a ceo que il porra aver de gens, et il s'apareille de l'aler. Et sachiés que nos creions ores la venue des Tatars por trois raisons : l'une que Abaga² deveit aler au grant Cham³ qui l'aveit mandé querre et qui voleit avoir conte de ce que Alahaou⁴, son pere d'Abaga, aveit gahagnié en Perse et a Baudac et au Cayre et a Halape; ce qu'il aveit mot grant paor est une des raisons; l'autre que quant li sodans fu issu de Babiloine et ot fait ce que il deveit faire en Hermenie, il s'entornerent arriers en Babiloine a l'orbage (*sic*) et refreichia o ses gens, car li sodans avoit fait mot grant guahan en Hermenie; d'autre part grant maladie vint en son ost, dont il perdit mot de gens et de bestes grant quantité, et que mot es apovrie sa ost et nul ne fait semlan de retournier de riens, et ce est l'autre raisons que nos y veons; la tierce si est que il est mot enguoysans et mot eschars qu'il done sous⁵ as gensz a cheval et a pié a tant cum trover en puet, et por ce nos semle il qu'il ait a faire ou qu'il beie a grever la cretienté en aucune [maniere]; Dex ne le voille ne le doint poeir! Autres noveles, sire, non ha de sa que nos puissons [mander a] la vostre hautesce. Hier, sire, por la grant cortiesie que nos veismes en la vostre hautesce. mes nos en arsit a faire vos autimes prieres. Verités est, sire, que nos au de benefices d'eglise viennent a la vostre main et vos en faites grace a qui vos plaist, por quoi nos mandons un nostre neve a la vostre seignorie que de ce que vos doneriez a un autre, que, s'il plaisoit a la vostre hautesce, que vos le deveies porvoir d'aucune chose. que senleroit a la vostre

1. Léon III, roi d'Arménie (1270 à 1289, 6 févr.) avait prié le khan des Tartares de se joindre à lui contre Bibars, après l'invasion de son royaume par le sultan, en mars 1275 (Haythou, *Fleur des hist. d'Orient*, ch. 34, éd. L. de Backer).

2. Abaga, khan des Tartares occidentaux ou Mongols Gingiskhanides de Perse, 1265 à 1282, 30 mars.

3. Khoubilaï, khan des Tartares orientaux, devenu plus tard (1280) empereur de Chine.

4. Houlagou (1259 à 1265, 8 févr.), frère de Mangou-Khan, avait mis fin en 1258 au califat d'Orient, après avoir conquis Bagdad (Baudac). Il occupa ensuite Harrân (Carrae, le Cayre) et Alep (Halape), en janv.-févr. 1260. C'est sans doute à ces événements qu'il est fait allusion ici. Nous rappelons qu'à la suite de la conquête de Bagdad, Mangou avait abandonné toute la partie occidentale de son empire à Houlagou, qui devint ainsi la souche des Gingiskhanides de Perse.

5. « Sous » est probablement mis pour soue, c.-à-d. solde.

seignorie. Ne ce, sire, ne requérons vos mie por servise que nos vos aions fait, mes que por vostre grant cortoisie vos le . . . deveies faire, s'il vos plaist, et que vos nos doiez comander servise, car nos somes apereillé de faire come por seignor et nostre especial bienfaitor. Nostre Sire gart vostre puissance et la accresche en toz biens, et li doint bone vie et longue.

Escrit a Acre, le dernier jor de setembre.

(Royal letters, n° 2249.)

II.

*Lettre de Guillaume de Beaujeu, grand maître du Temple,
à Édouard I^{er}, roi d'Angleterre.*

Acre, 2 octobre [1275].

Serenissimo et excellentissimo domino, domino Edwardo, Dei gratia illustri regi Anglie, domino Ybernien et duci Aquitanie, frater Guillelmus de Bellojoco¹, pauperis militie Templi magister humilis, cum Terre Sancte recommendatione se ipsum et prosperos ad regia vota successus. — Si majestati regie super statu Terre Sancte, cujus negotium cordi regis specialiter insidet, ut speramus, aliquid audire placuerit, licet nichil boni lingua proferre valeat, aliqua de ipso sub compendio duximus conscribenda. Sane aura flante prospera post aliquas turbationes maris et ventorum contrarietates in crastinum exaltationis sancte Crucis portum Accon prospere applicantes, terram ipsam et habitantes in ea fere comperimus omni solatio destitutos, tam propter tribulationes continuas, quas actenus passa est dicta terra, quam ex vicinio nequissimi Christianorum hostis soldani Babilonensis, qui, cum ingenti suo exercitu, circa fines Damasci moratur, per quem cismarini Christicole cernunt sibi pericula majora prioribus denuo apparere. Nam licet de adventu Tartarorum alias invaluit crebrus rumor, nunc actore, ut dicitur, soldano predicto, major viget rumor ille non tamen ut adventum eorum desideret dictus hostis, sed ut forte ex precogitata malicia in locis que remanserunt dampnum aliquod inferat christianis, maxime cum ad presens super eorum adventu a multis credatur haberi grandior certitudo. Inter que statum domus Templi adeo repperimus debilem et exilem

1. Voy., pour l'époque de sa maîtrise, ci-dessus, p. 48, où nous avons également donné les éclaircissements nécessaires sur les faits auxquels il semble être fait allusion dans cette lettre.

quod debilior inventus non extitit temporibus retroactis; victualia enim deficient, expense sunt multe et redditus quasi nulli, fratrum enim bonis omnibus vel majori parte ipsorum in ipsis partibus per soldani potentiam spoliati[s], sicut majestas regia non ignorat. Et cum nobis ultramarini redditus non sufficiant ad vivendum, et nos sump-tus innumerabiles oporteat facere in Terre Sancte defensione et castrorum municionibus que cismarinis Christicolis remanserunt, timemus ne nos oporteat deficere, et Terram Sanctam relinquere desolatam; et idcirco in excusationem nostram defectum hujusmodi majestati regie referimus ut per ipsam aliquod salubre remedium apponatur, ne, si quod propter hujusmodi defectum sinistrum con-tingeret evenire, nobis non possit in posterum imputari. Ad vos igitur sermones nostri cum cismarinorum christianorum gemitibus deferuntur, humiliter supplicantes quatenus, attento considerationis oculo in quanto discrimine Terra Sancta et nos in quantis miseriis subjacemus, sic potestas regia evigilet ut eidem terre contra persecu-tionem instantem usque ad generale passagium de competenti suf-fragetur subsidio, et quod, mediante regali vestro patrocinio, defectus quem patimur in aliquo sublevetur. Scriptum Acon, 1^a die octobris.

(Royal letters, n° 2250.)

III.

Lettre de Jean et Jacques Vassal au roi d'Angleterre Édouard 1^{er}.

Viterbe, 25 novembre [1276].

Au tres haut et puissant et son cherisme signor, mon signor Ed[douart], par la grace de Dieu tresdigne roy coronés d'Engleterre, Johan Vassal, vostre redevable chevalier, et Jaques Vassal, messages dou puissant Abaga¹, roy des Tatars, dehue reverence come a signor. Sache, mon signor, la vostre hautesse que nos somes mandés messages a nostre pere le pape et a mon signor le roy de Cesile² et a vostre haute signorie de par nostre signor le roy des Tatars Abaga, et avons ausi propres lettres a vostre signorie de par vostre bien voillant le roy de Hermenie³. Donc nos somes a Viterbe, aten-

1. Sur Abaga, voy. ci-dessus, p. 54, n. 2.

2. Charles d'Anjou.

3. Léon III. Voy. ci-dessus, p. 54, n. 1.

dans responcion de nostre pere le pape¹ et de nostre signor le roy de Cesile sur nostre messagerie, et nos loons moult, quar moult nos ont fait grand honor et receus honoreement. Et si Dieu plaist, nos verrons prochainement vostre gracieuse signorie, en essaucement et grandesse de estat de vostre signorie, quar ensi le desirons nos tos dis. Et sachés, monsignor, que nos parlames a messire ly abes de Guest Mostier de Londres², li procuror de vostre haute signorie, et li mostrames nos lettres qui aloient a vostre signorie de par nostre signor vostre frere le roy des Tatars et les lettres ausi dou roy de Hermenie, vostre bien voillant, et le garnimes, quar yl y a Catalans³ et un Nestorin⁴ qu'il lor a este doné monoye de par nostre signor a aler a Noroaigne⁵ por acheter gerfaus, si que les susdis Catalans et Nestorin se sunt fait messages a mon signor le roy de Cesile, et li donerent lettres qui non aloient a lui, de quoi il furent trovés messongiers, porquoi nos le fassons assavoir a vostre haute signorie, quar nos avons entendu qu'il doivent aler hastivement et doner lettres et demander gerfaus a vostre signorie et guiler, ensi coment il voloient faire de mon signor le roy de Cesile, s'il eussent pouhu, quar la table de lor qui est signalée as gerfaus ne lor fu donée por autre sinon por a[c]heter gerfaus avec la monoye que nostre signor le roy des Tatatars (*sic*), Abaga, lor dona porce. Donc, sachés, monsignor, que yaus n'en n'ont nulles letres ne paroles ne messagerie a vostre signorie, quar nostre signor lor encharja acheter gerfaus seulement et a nos la messagerie, si come messire ly abes, procuror de vostre haute signorie, puet aver entendu, et ensi come nos prochainement, se Dieu plaist, certeffierons a vostre signorie, qui covoitons a aquerre la grace et favor de vostre haute signorie. Escrites a Viterbe en xxv jors de novembre.

(*Au dos on lit :*) Au tres haut et puissant monsignor Ed[douart], par la grace de Dieu tres digne roy dou royaume d'Engleterre, et[c.].

(Royal letters, n° 3874.)

1. Jean XXI.

2. Richard de Ware, abbé de Westminster (1258-1283).

3. Les Catalans, à cette époque, étaient, avec les Génois, les Pisans et les Vénitiens, les principaux agents du commerce entre l'Orient et l'Occident. Ceux dont il est fait mention ici étaient peut-être, non des hommes au service d'Abaga, mais simplement des marchands revenant de Perse et devant y retourner.

4. Nestorien.

5. En Norwège (?).

IV.

*Lettre de Nicole le Lorgne, grand maître de l'Hôpital,
à Édouard I^{er}, roi d'Angleterre.*

Acre, 25 septembre [1284].

A tres haut et puissant seingnor e plus especial bienfaitor outre toz autres princes mon[seignor Ed]douart, por la grace de Dieu tres noble roy d'Engleterre, frere Nycole le Lorgne¹, por la meisme grace humble maistre de la sainte maison de l'hospital de Saint Jehan de Jerusalem et gardien des povres de Crist, salus ou toute hennor et toute reverence et preste volenté en toutes chozes a ses roiaus comandamens et plaizirs.

Chers sires, les hennorables letres de la vostre hautezce reçues mot liement, esquex se contenoit en quel maniere frere Joseph de Cancy² deussiens ranvoier a vostre presence, et, entendue diligement la tenor d'elles, de vostre bone santé fumes liez et joies, et en merciames Nostre Seignor, et li priames humblement et deveutement que vos y deust maintenir par lonc temps; et por ce, sire, que sur le fait deudit frere Joseph avons fait respons a la vostre haute seingnorie pur vostre . . . , por ce, sire, n'en a besoing de faire vos ent respons. qil. et. besoing du remanant. que de repos. Sire, de nos vos faisons assavoir que sains somes et [hai]tiés, Diex merci, tozjors desirans ce meisme a oir de vostre persone et . . . devoir a Dieu plaira. L'estat de ceste terre, por ce que vos, sire, l'oiés volantiers, faisons assavoir [a la vostre haute] seingnorie. Sachés, sire, por verité, que la terre sainte ne fu onques en plus grant tribol qu'elle [est ores], quar les Tartas s'en viennent sens nulle dopte, et Mogodonor³, frere de Abaga, prince des Tartas, se estoit au jor que ces letres furent faites a ii journées pres d'Ermenie ou bien c mil Tartas a cheval⁴, et

1. La première mention qu'on ait de Nicole le Lorgne comme maître de l'Hôpital est du 18 sept. 1278. Il mourut le 12 mars 1284 (voy. les ouvr. cités ci-dessus, p. 46, n. 1).

2. Trésorier de l'Hôpital, apparaît pour la première fois en 1248. En 1273 et en 1278, on le trouve en Angleterre. Voy. R. Röhrich, *Les batailles de Hims* (*Arch. de l'Orient latin*, t. I, p. 639, n. 24) et les ouvrages cités p. 46, n. 1.

3. Mangou-Timour.

4. C'est aussi le chiffre donné par Marino Sanuto, *Secreta fidel. crucis* (Bon-

det corre la terre de Sarraizins et antrer en la Surie por tout le mois d'octovre prochein venant. D'autre part li sodans de Babiloine ou tout son ost s[apareille] a Damas et les atent por batailler encontre eaus. Ce que venra de lor fait nos ne savons, mes les Tartas si coveient mot a aver l'acointance des crestiens encontre les paiens; et partie d'eaus, sans nulle dopte, si ira avecques, que qu'en doie avenir. Nostre chastel, sire, de Margat¹, nos tenons aussi bien garni de freres et d'autres gens d'armes com nos feismes juques avant la trive, por la grant desloiauté que nos savons ou le soudan, de la quele est pleins sur toz les paiens deu monde. Comandez nos, sire, vos hauz comandamens et plaisirs, lesques somes prest de l'acomplir en tot et par tot com por le seingnor eu monde le quel nos avons plus cher, et Diex acroisse vostre haute corone par lonc tens.

Escrites à Acre, a xxv jors de septembre.

Encore, sire, vos faisons assavoir que nos aurons volantiers recommandé ffrere J. de Alfeld por vos proieires, les quex tenons a commentement et li ferons volantiers apl...

(Royal letters, n° 3895.)

V.

Lettre de Nicole le Lorgne, grand maître de l'Hôpital, à Édouard I^{er}, roi d'Angleterre.

Acre, 5 mars [1282].

A tres haut et puissant seingnor, ami et bienfaitor outre touz autres princes de terre, monseingnor Eddouart, por la grace de Dieu tres noble et victorieus roys d'Engleterre, dus d'Aquitaine et seingnor d'Yrlande, li siens en totes chozes ffrere Nycole le Lorgne², por la meisme grace humble maistre de la sainte maison del hospital de Saint Johan de Jerusalem et gardien des povres de Crist, ou toute hennor salus et appareillée volanté a touz ses roiauz comandamens et plaisirs.

Porce, sire, que vos estes le prince de crestienté qui plus aves a

gars, p. 229). — La plupart des autres sources donnent le chiffre plus vraisemblable de 50,000 cavaliers. Voy. en particulier la lettre de J. de Cancy citée ci-dessus, p. 51, n. 4.

1. Sur un promontoire entre Tripoli et Laodicée.

2. Voy. ci-dessus, p. 58, n. 1.

cuer le fait de la terre sainte et qui l'aves plus demostré par euvre¹, se faisons assavoir plus volantiers a la vostre hautezce les procès et les erramens qui y sont entervenues novellement. Sire, il est voirs que les Tartas se entrarent en cest iver mot efforceement en la terre de Sar-raizins et feirent mot grant damage a la terre de paenisme, si que avint choze que li soudans de Babiloine², seue la novele, se vint ou tout un grant ost a pié et a cheval encontre eaus as parties de Haman³, se que le jeudi a xxx jors d'outovre prochein passé, les 11 osz s'encontrarent devant la Chamelle⁴, et fu la bataille mot aspre et y ot espandu tres grant sanc d'une partie et d'autre, et li soudans fu mot au dessos et laidament menez et perdi bien morz en celle batalle xxx^m homes et plus, et demora si escheriement, que de toutes ses gens ne li demorarent se non v^e homes a cheval que tuit ne fussiant morz ou fois de ça et de la por la paor de celle grant bataille qui dura des la seconde heure deu jor tant que a soleil couchant. Et les Tartas corrurent de grant covoitise au gaain et pristrent toute la hasape dou soudan et toz ses beaus chevaus et toutes les richeces del ost, de quoi il y avoit a mot grant planté, et en cel maniere chargé de toutes celles chozes s'en alarent arieire et laissarent le champ par lor male aventure, quar, si fussiant demorés en champ celle nuit, toute la paienisme heussiant destruit, porce que li soudans estoit demorez a si grant meichief que celle meisme nuit s'en fust fôis en Egipte. Mes Diex ne le vost pas. Et aussi tost com les Tartas s'en furent retourner, li soudans qui estoit encores demorez en champ se fist celle nuit soner ses naquaires⁵, auquel son mot de ses gens se reliarent a lui qui estoient espandues de ça et de la, et cuidoiient que fust morz. Et ces sont les erramens des paiens et des Tartas; desquex Tartas se disoit quant ces lettres furent faites que devoient retourner en cest iver, et que Abaga estoit es parties de Baudac, et son frere Mongodomor⁶, qui fist ceste

1. En 1270-1272, le prince Édouard avait fait une croisade en Terre-Sainte. De retour en Europe et devenu roi, il prit toujours grand intérêt aux affaires des chrétiens d'Orient, auxquels il songeait sans cesse à porter secours.

2. Seïf ed-din Kelawoun, 27 nov. 1279 à 10 nov. 1285.

3. Hamah, en Syrie, sur l'Oronte, un peu au sud d'Apamée, siège d'un émir.

4. Hims, Émèse, la Chamelle sont les noms d'une même localité située un peu au sud de Hamah, sur l'Oronte.

5. Sorte de timbale. Voy. la lettre de J. de Cancy, mentionnée plus haut, p. 51, n. 4, où ce détail se trouve aussi.

6. Voy. ci-dessus, p. 58, n. 3.

bone besoingne, se estoit as parties de Meredin¹; mes la certaineté nos n'en savons. Mes tant volons bien que la vostre roial maisté sache que la paienisme est mot affeblie par ceste venue des Tartas, por les ques a plus recut grant damage que ne fist puis que ceste terre fu en mains de crestiens; et la condicion de la crestienté se en est ameillorée de tant que, se nos aviens presentement aucun secors de gens d'armes d'outre la mer, nos porriens grever en tant la paienisme que seroit constrainde de faire grant partie de nos volentez, come celle qui est au dessus de grant maniere, et qui seroit plus legerement gaaigné que ne fu onques mais, si Nostre Sires qui espandi son benoit sanc en la terre sainte meist en cuer a vos, sire, et as autres princes d'outrelamer de secorre la. Et Dieix por sa pitié vos en doingt si la volanté, com vos en aves le pooir.

Vos hanz comandemens et plaizirs nos faites assavoir, s'il vos plait, les ques somes prest de l'aconplir en tot et par tot come por le prince deu siegle le quel nos amons meaus et tenons plus cher. Et Diex maingteingne vostre haute corone par lonc tens.

Escries a Acre, a v jors de mars.

(*Au dos :*) Au tres haut et puissant roi d'Engleterre.

(Royal letters, n° 2248.)

VI.

Lettre de Léon IV, roi d'Arménie, à Édouard I^{er}, roi d'Angleterre.

Sis, 28 mars [1307.]

Illustrissimo ac serenissimo principi domino Odoardo, Dei gratia Anglorum regi, amico nostro karissimo, Leo eadem gratia Armeniorum rex, salutem utriusque hominis in illo qui est omnis vera salus. Novis succrescentibus magis ac magis de novo periculis nobis et regno nostro ac cunctis ejusdem regni christicolis emergentibus, vergentibus in grave dispendium fidei et in intollerabile excidium terre nostre, majestati vestre regie duximus destinare discretos viros

1. Mardin, dans l'ancienne Mésopotamie, entre Amida et Nisibe. — En réalité, la bataille n'avait pas été aussi favorable aux Tartares que veut le faire croire Nicole le Lorgne. Mais on comprend que, pour décider Édouard I^{er} à entreprendre une nouvelle croisade, il lui représentât le sultan d'Égypte comme très affaibli.

Theodorum, cantorem abbacie de Tresarco¹, dominum Bauduinum de Negrino², consobrinum nostrum dilectum, et dominum Leonem³, milites, familiares et consiliarios nostros et fideles ac nuncios speciales, exposituros serenitati vestre regie lacius vive vocis oraculo nostram magnam necessitatem et indigentiam et eminens grande periculum in quo sumus. Quorum relationi velitis, si placet, firmiter credere et ex parte nostra fidem credulam adhibere.

Datum apud Incisium in regno predicto Armenie, die xxviii marcii.

(Royal letters, n° 3285.)

VII.

*Lettre imaginaire rapportant une victoire des chrétiens
sur le soudan d'Égypte, près du Caire.*

Sans date.

De comite ad ducem.

Mon tres honeurée et tres gracieus seigneur et oncle, je me recomande a vous en tant comme je puis, desirant de tres bon cuer continuellement estre enformée de vostre bon estat et santée que Dieux vueille maintenir et accroistre a sa louange et a vostre consolacion comme vous le vouldriez et je le desire tres parfaitement. Et, tres chier oncle, moult sui je lée et retraitée de les bons et ameables nou-

1. Le site de l'abbaye arménienne de Trazargue (en latin Tres Arcus) n'est pas exactement connu (Alishan, *Sissoudn*, p. 230). Le seul auteur qui en ait parlé est le P. Indjidjian, dans sa *Géographie de l'Arménie moderne*, imprimée en 1806. D'après cet auteur Trazargue aurait été situé à une journée de marche environ à l'ouest de Sis, à deux journées d'Anazarbe, dans une vallée boisée près d'un ruisseau. Le P. Indjidjian ajoute que les ruines de l'abbaye sont encore visibles. Cf. sur Trazargue le P. Alishan, *Léon le Magnifique, premier roi de Sissoudn*, trad. par le P. George Bayan; Venise, impr. Mekhitariste, 1888, in-8°, à la *Table des noms*. — Quant à Théodore ou Thoros, chantre de cette abbaye, le P. Alishan pense que c'est le même que Thoros Thaproutz, archiprêtre ou premier chapelain de la cour, dont la mort est mentionnée dans une chronique arménienne au 27 déc. 791 (21 déc. 1342). Voy. aussi sur ce Thoros, chapelain du roi : *Hist. armén. des crois.*, t. I, p. lxxix et lxxxi.

2. En 1295, on trouve un Baudouin de Negrino, maréchal d'Arménie; peut-être faut-il l'identifier avec notre ambassadeur (*Hist. armén. des crois.*, t. I, p. xc).

3. Ce personnage est trop incomplètement désigné pour qu'on puisse formuler sur son identité aucune hypothèse.

velles quelz la vostre chiere mercy m'avez mandée par voz gracieuses lettres. Et s'il vous plaist veuillez entendre que monseigneur vostre frere a esté en les parties de Babiloigne avecque moult belle compaignie et a fait espoiller et mettre au feu toute la pais environ bien pres jusques a la citée d'Alisandre, et ou plains champs, pres de la foreste de Cayre, avoit il une grant bataille que se dura bien deux heures, ou vint milles de mescreans, que des Sarrazins et des Juis, ... furent tueez et dousze cenz pris ou prisoners, et encores la Dieu mercy y ne furent que trente personnes occiz de nostre part, et le souldain de Babiloigne pour paour qu'il en avoit si en fuy, et noz gens lui poursuivrent si fort que au derraniers il lui atteindrent ou mylieu de la dicte foreste et la luy pristrent an prisoner, au grant honeur et joye de nostre seigneur le roi Liege (*sic*) vostre frere et de toute la chivalerie d'Engleterre. Tres honorée seigneur, je ne vous sai plus que mander au present fors que ma compaignie, la vostre en toutes choses, se recomande a vostre tres honorable seigneurie. Tres honeurée et tres gracieus seigneur et oncle, je pri a Dieu qu'il vous donne santée et paix, honeur et joye en tous voz fais, et vous ottroit, s'il lui plaist, d'avoir la victoire de vos anemys.

(British Museum, Harl. 3988, fol. 41, manuel épistolaire du xv^e siècle.)

VISITES DES MONASTÈRES

DE L'ORDRE DE CLUNY

DE LA PROVINCE D'Auvergne

AUX XIII^e ET XIV^e SIÈCLES.

(NOUVELLE SÉRIE.)

En publiant il y a quelques années, dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*¹, deux visites de l'Auvergne en 1286 et en 1310, d'après les originaux alors conservés dans la bibliothèque municipale de Cluny, nous exprimions le regret de n'en avoir retrouvé que deux, sur neuf qui étaient indiquées dans un ancien inventaire.

Depuis lors, l'acquisition du fonds de Cluny par la Bibliothèque nationale et son classement par M. L. Delisle ont fait reparaître les documents que nous avions en vain cherchés, et même quelques-uns de plus. Ce n'est pas seulement sept, c'est onze visites nouvelles que nous avons eu la bonne fortune de réunir². Le fonds de Cluny nous a offert, en effet, deux visites non signalées encore, celle de l'abbaye de Mozac, en 1264, et une visite de l'Auvergne, de 1285. Les chapitres généraux qui se trouvent dans le même fonds mêlés aux originaux des visites nous ont fourni des extraits intéressants pour les années 1280 et 1293. Enfin, pour déterminer les dates, lorsqu'elles manquaient, ou éclaircir quelques pas-

1. *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. XXXVIII, année 1877, p. 114-127.

2. Parmi les neuf visites inventoriées par M. Chavot en 1843, nous n'avons pas retrouvé celle de 1338, mais nous en avons une de 1331-1332, qu'il n'avait pas indiquée.

sages obscurs des visites, nous avons fait quelques emprunts à un recueil de Définitions des chapitres généraux que nous avons déjà eu l'occasion de faire connaître¹. En rapprochant ces documents de ceux que nous avons déjà publiés, il est possible de se faire une idée d'ensemble de l'état des monastères clunisiens en Auvergne, pendant les ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles. Nous allons essayer d'en donner un aperçu en relevant dans les visites que nous imprimons aujourd'hui les faits les plus curieux qui y sont consignés, soit au point de vue du spirituel, soit au point de vue du temporel.

Nous faisons suivre le texte de ces documents d'un relevé de toutes les visites de la province d'Auvergne qui se trouvaient conservées dans le trésor des chartes de l'abbaye de Cluny au ^{xvi}^e siècle. Elles étaient alors au nombre de soixante-deux, de l'année 1279 à l'année 1483, dont dix-sept pour le ^{xiii}^e siècle, quarante-deux pour le ^{xiv}^e, et trois seulement pour le ^{xv}^e, sans compter les visites non datées, et celles qui étaient communes à l'Auvergne et à d'autres provinces.

Etat des prieurés en général. Si nous considérons d'abord le nombre des moines d'un siècle à l'autre, nous remarquons que ce nombre est stationnaire dans la plupart des prieurés, qu'il semble diminuer dans quelques-uns, comme Sauxillanges, où il passe de quarante-cinq à la fin du ^{xiii}^e siècle à quarante en 1353, et qu'enfin il augmente dans d'autres, comme à Mozac, où l'on comptait trente moines en 1285 et quarante en 1353. Mais souvent les visiteurs signalent des moines en sus du nombre habituel (Ris, Souvigny, la Voûte, 1294, 1318 et 1331), soit qu'ils aient été créés à la demande de l'abbé de Cluny, et au grand dommage des finances du prieuré, soit que le prieur leur ait donné l'habit à prix d'argent, comme le prieur de Bort l'avait fait pour deux moines en 1353. La pauvreté de certains prieurés était telle que les moines les abandonnaient (Saint-Alyre, 1343; Viverols, Saint-Jean-Lachalm, 1353).

Les moines n'étaient pas toujours prêtres, ce qui gênait les offices, et obligeait parfois à appeler des prêtres séculiers pour les confessions (Laveine, 1294). A Ris, sur quatorze moines, six

1. Voyez notre article sur les Chapitres généraux de l'ordre de Cluny, *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. XXXIV, année 1873, p. 542. Le recueil dont nous parlons est conservé à la Chambre des députés. Nous devons à la parfaite obligeance de M. Laurent, bibliothécaire, d'avoir pu consulter de nouveau ces précieux volumes.

VISITES DES MONASTÈRES

DE L'ORDRE DE CLUNY

DE LA PROVINCE D'Auvergne

AUX XIII^e ET XIV^e SIÈCLES.

(NOUVELLE SÉRIE.)

En publiant il y a quelques années, dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*¹, deux visites de l'Auvergne de 1310, d'après les originaux alors conservés dans la bibliothèque municipale de Cluny, nous exprimions le regret de n'avoir retrouvé que deux, sur neuf qui étaient indiquées dans l'inventaire.

Depuis lors, l'acquisition du fonds de Cluny par la Bibliothèque nationale et son classement par M. L. Delisle ont fait retrouver des documents que nous avions en vain cherchés, et même un de plus. Ce n'est pas seulement sept, c'est onze visites que nous avons eu la bonne fortune de retrouver. La bibliothèque de Cluny nous a offert, en effet, deux visites non signalées : celle de l'abbaye de Mozac, en 1264, et une visite de 1285. Les chapitres généraux qui se trouvent dans ce fonds mêlés aux originaux des visites nous ont fourni deux autres intéressants pour les années 1280 et 1293. Enfin, pour compléter les dates, lorsqu'elles manquaient, ou éclaircir

1. *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. XXVIII, année 1897.

2. Parmi les neuf visites inventoriées par M. Chevet en 1840, nous n'avons retrouvé que celle de 1338, mais nous en avons une de 1331-1332, non indiquée.

tre le
 53).
 et à
 le
 été
 avait
 qu'il
 visi-
 e, il
 gné
 s, il
 ètre
 il, le
 aux
 eur.
 ron!
 Tous
 quête
 nom-
 us les
 re que
 présen-
 Étienne
 uit depuis
 tous de
 oute cette
 macales du
 essaient leur
 zac, nommé
 d'homicide.
 Cluny, qui
 céder contre
 e, sur l'ordre
 er de prison le
 de l'enceinte

en pratiquées
 laissait quel-
 à ferme, à son
 de Bort avait

ne sont pas prêtres; à Souvigny, la proportion est d'un tiers, soit seize sur quarante-huit (1331); à Bort, à Tauves, elle est de la moitié, deux sur quatre moines (1353).

Les prieurs sont souvent absents, soit parce qu'ils sont étudiants (Sauxillanges, 1281; Grazac, 1318; Noirétable, 1353), soit pour tout autre motif (Ris, 1281 et 1318; Arronnes, 1293 et 1318; Souvigny, Bort, 1318; Augerolles, 1331); il en était de même de l'abbé de Mozac en 1281. Des moines étaient aussi parfois autorisés à faire leurs études hors de leur couvent (la Voûte, 1294; Ventadour, 1318).

Spirituel. Le premier document que nous publions concerne surtout le spirituel de l'abbaye de Mozac. L'abbé de Cluny, Yves II, ayant visité cette abbaye, fait connaître au chapitre général tous les défauts de l'administration de l'abbé, et trace le plan des réformes à opérer (1264).

Offices. Les offices n'étaient pas célébrés régulièrement dans quelques prieurés. A Bort, on ne chantait plus les heures (1282, 1353). A Augerolles, les moines ne disaient la messe qu'à leur volonté; les visiteurs prescrivent qu'ils feront chacun une semaine (1294). A Ris, on ne disait pas la messe matutinale, faute de prêtre, en 1353; les trente psaumes dits familiers n'étaient récités ni à Laveine, ni à Augerolles, ni à Rosiers (1294); le chapitre quotidien n'était tenu ni à Thiers, ni à Ris (1318). La pauvreté de certaines maisons se faisait sentir sur les objets du culte. A Augerolles, les moines n'avaient ni calice, ni bréviaire, ni aubes (1318); à Noirétable, les moines n'avaient qu'un calice d'emprunt, le leur ayant été volé, et pas de vêtements sacerdotaux; à Sauxillanges, les ornements de l'église étaient en médiocre état (1353).

Conduite. La conduite de quelques moines donne lieu à des reproches sévères de la part des visiteurs, qui nous font connaître d'assez graves abus et quelques scandales, qui atteignirent certains prieurés surtout au xiv^e siècle. On en trouvera le détail dans les documents; nous nous contenterons de les indiquer brièvement. Plusieurs moines sont signalés pour leur incontinence: à Noirétable, un nommé Guy de Montberthoud sortait la nuit et a été pris dans une maison mal famée (1281), un autre s'est battu avec un chapelain (1282); à Rosiers, un moine, nommé Guichard des Chesaux, tient une taverne avec une femme de mauvaise vie (1343); à Bort, un moine débauché, Étienne Bonnefont, parcourt la ville la nuit (1353); à Montaigu, les moines se

disputent au lieu de dire les heures, ils sont en révolte contre le prieur et sortent la nuit avec des vêtements inconvenants (1353).

Des faits encore plus graves s'étaient passés à Souvigny et à Mozac. Dans le premier prieuré, il s'agit d'un attentat contre le prieur. Un certain Étienne Dalmais, *Dalmacius*, qui avait été moine au prieuré du Broc, dépendant de celui de Souvigny, avait été condamné pour son inconduite à se rendre à Cluny, ce qu'il avait refusé de faire, et s'était mis en rébellion contre les visiteurs. Attribuant au prieur du Broc la perte de sa résidence, il imagine un complot afin de le perdre de réputation. Accompagné d'un nommé Renaud du Buisson et de quelques complices, il envahit dans la nuit du 24 juin 1331 le prieuré de Broc, pénètre dans la chambre du prieur, alors dans son premier sommeil, le tire hors de son lit et le frappe jusqu'au sang ; puis il montre aux assistants une femme qui, dit-il, se trouvait dans le lit du prieur. Mais celui-ci ayant réussi à s'échapper et ayant crié : au larron ! les assaillants s'enfuirent emmenant avec eux ladite femme. Tous ces détails nous sont révélés par une longue et minutieuse enquête que firent les visiteurs et dans laquelle ils interrogèrent de nombreux témoins, tant à Souvigny qu'au Broc et dans tous les endroits où le prieur pouvait habiter. Hâtons-nous de dire que cette information lui fut complètement favorable en le représentant comme un homme bon, juste et religieux, tandis qu'Étienne Dalmais, homme diffamé, adultère, excommunié, qui vivait depuis longtemps avec la femme en question, fut accusé par tous de l'avoir introduite dans le prieuré, en haine du prieur. Toute cette enquête est pleine de faits curieux sur les mœurs monacales du temps et montre avec quel soin les visiteurs remplissaient leur office. Dans le second cas, il s'agit d'un moine de Mozac, nommé Amèle Gardele, diffamé pour ses excès et accusé d'homicide. L'abbé de Mozac était en désaccord avec l'abbé de Cluny, qui lui avait fermé la main, c'est-à-dire défendu de procéder contre le moine. L'information des visiteurs nous apprend que, sur l'ordre de l'abbé de Cluny, l'abbé de Thiers avait fait tirer de prison le moine coupable, en lui défendant toutefois de sortir de l'enceinte du couvent.

Temporel. L'hospitalité et l'aumône étaient bien pratiquées presque partout, mais l'administration des prieurs laissait quelquefois à désirer. Le prieur de Laveine avait donné à ferme, à son profit, le petit prieuré de Châtel-Montagne ; celui de Bort avait

vendu pour une grosse somme au seigneur de Saigne le manse de la Bonétie et la moitié de la pêche d'un étang à un autre seigneur (1353). Les charges des prieurés n'étaient pas toujours acquittées. Un écolier que le prieur de Souvigny devait entretenir à Paris ne recevait rien et perdait son temps à vagabonder (1331); un prieur n'ayant pas payé la dîme au roi depuis trois ans, l'église était interdite (Noirétable, 1353). La pauvreté des prieurés était la cause principale de ces manquements.

Dettes. Elles doivent figurer parmi les charges des prieurés, car elles étaient souvent contractées pour fournir des vivres aux moines ou pour faire réparer les bâtiments; les prieurs, qui assumaient souvent les dettes de leurs prédécesseurs, cherchaient, en général, à s'acquitter le plus tôt qu'ils pouvaient et malgré cela le chiffre des dettes était quelquefois assez élevé. En 1294, elles étaient de 400 liv. à Saint-Flour, de 468 liv. à Sauxillanges; en 1318, de 300 liv. à Noirétable et à la Voûte, de 1,000 liv. à Souvigny; en 1331, de 900 liv. à Mozac, de 600 liv. et 600 charges de blé à Grazac; enfin, en 1353, le prieuré de Laveine devait 50 florins et celui de la Voûte 100 florins à la chambre du pape.

Discipline. Nous avons eu occasion de noter dans notre premier travail quelques abus dans le prieuré de femmes de Laveine, dès 1286, notamment la possession de biens particuliers par les religieuses. Les visiteurs en signalent plusieurs autres, dont la responsabilité remonterait plus haut que le prieur. En effet, l'abbé de Cluny, Bertrand I^{er} de Colombiers (1295-1308) ayant accordé à Douce de Chaumont la permission de recevoir à sa table quelques convives respectables, depuis lors les autres religieuses s'étaient crues autorisées à manger et à boire avec des hommes, quelquefois même la nuit. Quand les religieuses étaient réprimandées, elles s'adressaient à leurs amis du siècle pour menacer leur supérieur; elles les invoquaient quand elles avaient des procès avec le prieur (1331). Quand celui-ci refusait de payer le pain, le vin ou la pitance, les religieuses cessaient le chant, les matines et les heures, et refusaient même d'assister à la messe et de sonner les cloches. Ajoutez à cela que la clôture était en mauvais état et que tout le monde pouvait entrer dans le couvent, tandis que les religieuses en sortaient, même avec la permission du supérieur; elles portaient des robes de couleur et de forme inconvenante. Dans l'intérieur du couvent, elles ne respectaient ni la règle, ni le silence (1353).

Dortoir. Dans beaucoup de prieurés les moines n'avaient pas de lits, les prieurs promettent d'en procurer (Châtel-Montagne, Arronnes, Thiers, Augerolles, Rosiers, Grazac, la Voûte, Saint-Flour, Ventadour, Bort, Sauxillanges même pour quelques moines, etc., 1294). A Laveine, les religieuses ne couchaient pas au dortoir à cause de son exigüité (1294-1353); il en était de même à Ris et pour le même motif.

Nourriture et vêtement. Quant à la nourriture, elle était souvent insuffisante; quelquefois les prieurs la payaient en argent, ce que les visiteurs défendent expressément. A Laveine, les religieuses se plaignaient de n'avoir qu'une obole par jour (1318). Quelques années plus tard, les visiteurs constatent que les religieuses devaient percevoir, chaque jour, une certaine quantité de vin et, chaque semaine, une certaine quantité de sel, et une obole, mais le prieur était fort en retard avec elles (1353). A Saint-Flour, les moines vendaient leur nourriture et jusqu'au repas, dit *generale*, qui était donné à tous les moines (1294). Les maisons étaient souvent trop pauvres pour payer les vêtements (Ris, 1281; Sauxillanges, 1353). Comme pour la nourriture, on les donnait quelquefois en argent, ce qui fut défendu (Augerolles, Rosiers; à la Voûte les moines recevaient cinq sous pour chaussures, et cent sous pour l'habillement de tout le couvent, 1294). A la Voûte, les religieux manquaient de vêtements, parce que le dernier prieur, en s'en allant, en avait emporté pour une valeur de 50 liv. et, malgré la reconnaissance qu'il en avait laissée, il refusait de les rendre (1318).

Rapports avec les seigneurs, procès. Les couvents avaient souvent des difficultés avec les seigneurs voisins, les visiteurs les exhortaient à défendre les droits et les prérogatives de leurs maisons. Le prieur de Rosiers était en procès avec le seigneur de Saint-Bonnet-le-Château, 1281; celui de Ventadour défendait ses revenus contre le vicomte (1293); les gens du seigneur de Mercœur (*de Merculio*), qui la menaçaient depuis longtemps (visite de 1286), avaient réussi à s'emparer de la garde de la ville et des portes à la Voûte-Chilhac (1318). L'abbé de Mozac avait un procès contre la communauté de Riom; et le prieur de Laveine, contre la communauté et la paroisse de Pont-du-Château, au sujet des sépultures et des anniversaires (1331). La jouissance d'un bac sur l'Allier donnait lieu à des procès entre le prieur de Ris, le comte de Dreux et Gilles-Aycelin de Montaigu, ainsi

qu'entre le prieur de Laveine et le comte de Montfort (1353). Enfin, les prieurs avaient souvent des débats avec les officiers du roi, au sujet de la justice et du ressort (Gensac, 1281 ; Rosiers, 1282 ; Saint-Flour, 1294 ; Augerolles, 1318).

Etat des bâtiments et réparations. Les bâtiments claustraux, par suite du peu de ressources des prieurés, étaient souvent en mauvais état, les toits étaient découverts et les murs menaçaient ruine. Il en était ainsi à Saint-Alyre, 1281 ; à Souvigny, 1331 ; à Rosiers, 1294 ; à Arronnes, 1318 ; à Gensac, 1343. Les visiteurs signalent de nombreux bâtiments en ruine à Laveine et dans les prieurés qui en dépendent¹ (1353). A Noirétable, les paroissiens demandent que le prieur répare le toit de l'église et la *Galilée*, ou cloître qui servait de lieu de sépulture. A Bort, il y a contestation entre le prieur et les habitants, pour savoir à qui incombent les réparations (1353). Mais, d'autre part, nous pouvons noter quelques restaurations qui ne sont pas sans intérêt au point de vue archéologique. C'est ainsi qu'en 1343, les visiteurs constatent avec satisfaction que le prieur a fait démolir un vieux cloître et qu'il en édifie un nouveau, très beau, très grand et qu'il est élevé en grande partie. Les bâtiments du prieuré du Broc sont augmentés, 1331. A Ris, le prieur fait construire un pont sur l'Allier et en tire bon profit (1343). L'église de Thiers est relevée et réparée, 1331. Il s'agit sans doute d'une réédification partielle de l'église de Saint-Symphorien, dite aussi le Moutier de Thiers. Car, dans ses *Notes d'un voyage en Auvergne*, p. 351, Mérimée ne parle que d'une grande restauration de Saint-Symphorien au ^{xiii}^e siècle. Il y aurait lieu d'examiner en quoi a pu consister la nouvelle construction ou restauration du ^{xiv}^e siècle, que notre texte indique formellement (1331). A la Voûte, le prieur a réédifié les bâtiments et fait construire deux vastes salles (1343). A Sauxillanges, le prieur a fait réparer les vitraux de l'église (1353).

Que faut-il conclure de ce long examen ? On voudra bien remarquer que nous avons fait ressortir jusqu'à présent les défauts et les abus révélés par les visiteurs, afin qu'ils fussent redressés et corrigés par les définiteurs du chapitre général. Les notes de

1. Les biens ruraux n'étaient pas moins négligés que les bâtiments. Les vignes du prieuré n'étaient ni liées ni labourées, mais seulement taillées, *chapolatae*.

blâme portent sur des détails, sur un ou deux moines indignes par maison, et encore y a-t-il des prieurés dans lesquels les visiteurs n'ont rien trouvé de répréhensible, comme Saint-Flour, Souvigny, Thiers, d'autres n'ont qu'une note de blâme sur sept ou huit visites, comme Mozac, Noirétable, la Voûte. A Laveine, prieuré de femmes, les reproches sont plus sérieux et plus généraux, mais ce n'est qu'une exception, et le soin que mettent les visiteurs à examiner l'état de ce prieuré et à le signaler prouve que les chefs de l'ordre n'entendaient pas laisser le désordre se continuer. Si, d'une part, le jugement des visiteurs de 1294 est sévère : « Il n'y a pas, disent-ils, dans toute la chambrerie d'Auvergne une seule maison dans laquelle soient pleinement observés les statuts des papes et les définitions des définiteurs¹; » cependant les mêmes visiteurs et ceux des années suivantes jusqu'en 1353 proclament que les prieurés sont en bon état au spirituel et au temporel, que les offices s'y font régulièrement et que l'hospitalité et les aumônes y sont bien pratiquées². Il convient de tenir compte de ces attestations répétées, et d'imputer sans doute aux malheurs du temps, et aux terribles événements de la guerre de Cent ans, qui rendait la surveillance des prieurés plus difficile, les symptômes de relâchement et de laisser aller que l'on remarque dans les prieurés vers le milieu du xiv^e siècle.

A. BRUEL.

1. « Non invenimus in tota kameraria Alvernie aliquem locum in quo statuta pappalia et diffinitiones diffinitorum plenarie servarentur. »

2. « Fiunt ibi divinum officium, hospitalitas et elemosina competenter. 1294. — Omnia sunt in bono statu spiritualiter et temporaliter. Divinum officium laudabiliter fit ibi. 1331, 1343. — Abbatia est in bono statu; divinum officium bene faciunt, etc. 1353. »

I.

VISITE DE L'ABBAYE DE MOZAC VERS 1264¹.

Cum domnus Yvo, abbas Cluniacensis, Mauziacense² monasterium tanquam pater abbas ipsius monasterii hoc anno visitaverit³ et ad reformationem ordinis statuerit in dicto Mauziacensi monasterio ea que sunt inferius annotata, scilicet quod silentium in claustro, monasterio, dormitorio et refectorio cum summa diligentia custodiatur, sicut moris est apud Cluniacum, et qui in dicto silentio in dictis locis offenderit, regulariter in capitulo puniatur.

Item, quod extra refectorium nullus preter infirmos manducare

1. M. Delisle désigne ainsi cette pièce : « Statuts publiés par Yves, abbé de Cluni, pour le monastère de Mauzac, vers 1260. » (Fonds de Cluni, p. 272, n° 337.) Mais ce n'est, à proprement parler, ni un recueil de statuts ni une visite; c'est un rapport présenté au chapitre général de Cluny, par l'abbé Yves I^{er} de Poiseu ou de Vergy (1257-1275), dans lequel il raconte la visite qu'il a faite à Mozac dans l'année. Or, on apprend par le chapitre général de 1264 que toute la province fut visitée cette année-là par l'abbé de Cluny. Les réformes qu'il avait prescrites n'ayant pas été accomplies, il demanda au chapitre général de prendre une décision à l'égard de l'abbé rebelle. D'après la chronique de l'abbaye de Mozac, l'abbé, qui se nommait Pierre V d'Ysserpens, aurait refusé l'entrée du couvent à l'abbé de Cluny et aurait été pour ce fait excommunié en 1266. (*Gallia christiana*, t. II, p. 354. D. Branche, *L'Auvergne au moyen âge. Les Monastères*, p. 341.) Cette excommunication suivit sans doute une tentative de l'abbé de Cluny pour faire une seconde visite, qui ne put avoir lieu. C'est pourquoi nous croyons pouvoir dater l'acte que nous publions, de 1264 environ. On connaît en effet, à la Bibliothèque nationale, ms. lat., nouv. acq. 2278, n° 27, des statuts pour la réforme de l'abbaye de Mozac, en date du xii des calendes de décembre (20 novembre) 1264. Cet acte, rédigé en forme de cyrographe, a été passé au chapitre de Mozac et est conçu en forme de monitoire adressé à l'abbé. Il paraît rédigé d'après le rapport que nous publions. On trouve aussi dans le même manuscrit beaucoup de pièces relatives aux différends qui existèrent entre les abbés de Cluny et de Mozac de 1266 à 1269 (n° 28 à 40).

2. On trouvera, à la fin de ce travail, avec la table des monastères visités, la traduction et l'identification des noms de lieu, que l'on n'a pas voulu répéter à chaque visite.

3. En général, les monastères étaient visités par les prieurs d'autres provinces; cependant l'abbé de Cluny visitait souvent lui-même quelques maisons, comme il le fit, en 1282, pour Souvigny, Ris, Arronne et Châtel-Montagne. Voyez ci-après, n° IV, 11.

presumat, nisi ex manifesta causa et de prioris vel illius qui pro ipso tenebit ordinem, licentia speciali.

Item, quod infirmarie que consueverunt fieri ante Adventum Domini et ante Quadragesimam regulariter fiant, sicut moris est apud Cluniacum, ita quod una pars conventus sit in infirmaria et alia pars remaneat in conventu.

Item, quod priori Mauziacensi addatur tercius socius in ordine ad custodiendum ordinem.

Item, quod constituatur hostaliarius qui habeat et custodiat frocos pro hospitibus et de ipsis hospitibus curam habeat specialiter.

Item, quod provideatur in infirmaria fratribus de serviente ydoneo ac etiam competenti.

Item, quod prioratus de Marchiaco, ubi sunt moniales, visitetur per priorem cum aliquo vel cum aliquibus bonis viris et corrigatur in eodem prioratu quod fuerit corrigendum.

Item, quod abbas Mauziacensis habeat moderatam familiam et moderatas faciat expensas, ita quod monasterium super hoc non gravetur.

Item, quod dictus abbas Mauziacensis secundum statuta regule Beati Benedicti et ecclesie Cluniacensis et ordinis caritative se habeat erga debiles et egrotos.

Item, quod quolibet anno semel veniant, si qui sunt exteriores, in capitulo Mauziacensi et ibi significant quilibet statum prioratus sui et abbas statum monasterii sui significet conventui et prioribus supradictis.

Item, quod abbas Mauziacensis instituat priores in illis prioratibus quos predecessores sui non consueverunt retinere ad mensam suam, nisi ipsos prioratus ex causa evidenti et rationabili duxerit retinendos. Sciatis, domni diffinitores capituli generalis, quod ista statuta in dicto Mauziacensi monasterio minime observantur.

Item, cum predictus domnus abbas Cluniacensis inter dictum abbatem Mauziacensem et quosdam monachos suos qui cum ipso discordiam habebant pacem reformasset, dictus abbas Mauziacensis dictam pacem noluit observare, licet hoc in presentia dicti domni abbatis Cluniacensis promississet, et contra inhibitionem dicti domni abbatis Cluniacensis dictos monachos postea plurimum molestavit.

Unde consilium in hoc apponatis quod videritis apponendum et corrigatis in predictis que videritis corrigenda.

(*Au dos :*) Visite par l'abbé de Cluny de l'abbaye de Mauzac; environ 1264¹.

(Bibl. nat., Coll. de Bourgogne, t. 82, n° 337.)

1. Nous joignons ici, comme se rapportant au second tiers du XIII^e siècle, un

II.

VISITE DE 1280¹.

Diffinitiones capituli generalis facte per Figiacensem et Mauziacensem abbates, Sancti Martini de Campis Parisiensis et Montis Desiderii priores, anno Domini M^o CC^o LXXX^o.

Visitatio Alvernie facta per de Paredo et de Borbonio² priores.

1. Apud Augerolles mittatur unus monachus moraturus.

2. Quoniam domus Sancti Hylarii, que subest prioratui Celsiniarum, patitur detrimentum in juribus et redditibus suis propter defectum senescalli Lugdunensis qui tenet eandem, scribant domnus abbas et diffinitores eidem, quod apponat consilium in predictis. Cetera sunt in bono statu.

(Bibl. nat., ms. lat., nouv. acq. 2270, n^o 16.)

III.

VISITE DE LA CHAMBRERIE D'Auvergne, 1284.

Visitatio facta per priorem Sancti Stephani Nivernensis in cameraria³ Alvernie, anno Domini millesimo CC^o LXXX^o I^o.

extrait des « Décisions prises à la suite du rapport fait par les visiteurs de l'Auvergne..., » et commençant ainsi :

« Visitatores Francie. [De] priore de Valencenis...

« Visitaciones Alvernie. Amotio Gaymardi, quondam prioris de Silviniaco, per diffinitores secundum causas propositas, approbatur. »

« Amotio Nicholai, prioris Sancti Salvatoris Nivernensis, per diffinitores secundum causas propositas approbatur. »

« Amotio Guillelmi de Lomont, quondam prioris de Rivis, per diffinitores secundum causas propositas approbatur. »

« Amotio Landrici, quondam prioris de Caritate, secundum causas propositas per diffinitores approbatur. »

(Bibl. nat., lat., nouv. acq. 2270, n^o 1, petite bande de parchemin.

Cf. Delisle, *Inventaire du fonds de Cluni*, p. 325.)

1. L'extrait suivant est tiré des définitions du chapitre général de 1280 et remplace en partie la visite qui nous manque pour cette même année.

2. Paray-le-Monial et Bourbon-Lancy, Saône-et-Loire, arr. de Charolles.

3. Chaque province de l'ordre avait un ou deux administrateurs que l'on nommait *chambriers*; de là le nom de *Chambrière* donné à la province. Cf. Statuts de Hugues V, *Bibliotheca Cluniacensis*, col. 1469, *De Camerariis provincialibus*. Le terme de *Province* a prévalu dans la suite.

4. Abbacia Mauziacensis est in bono statu spiritualiter et temporaliter, prout a priore et monachis dicti loci asseritur, abbas non erat presens.

2. Decanatus de Castro Pontis est in bono statu. Debet tamen XII libras tur., et est unus monachus cum priore vel decano.

3. Prioratus Sancti Ylarii moventis (sic) de Salsiniis est in edificiis in malo statu. Duo monachi debent ibi morari, sed quando fuit ibi visitator, non invenit eos nec aliquem qui vellet ipsum recipere, verum oportuit ipsum ad expensas suas proprias alibi declinare; prioratum predictum tenet frater episcopi Claromontensis.

4. Prioratus de Brolio est in spiritualibus et temporalibus in bono statu et movet de Sancto Floro et est unus monachus cum priore.

5. Prioratus de Volta est in spiritualibus et temporalibus in bono statu et est ibi monachorum numerus consuetus.

6. Prioratus de Roseriis est satis in bono statu quantum ad spiritualia, sed temporalia non bene reguntur per priorem dicti loci, quamvis quantum in ipso est faciat posse suum ut bene regantur. Habet enim contra se adversarios dominum de Sancto Bonito¹ et homines dicte ecclesie; morantur ibi duo monachi cum priore.

7. Prioratus de Grazac satis est in bono statu spiritualiter et temporaliter; nichil debet quin possit solvere, ut dicit prior dicti loci.

8. Prioratus de Genssac est in bono statu quantum ad spiritualia, set jurisdictionem prioratus usurpat gardierius² dicti loci.

9. Prioratus de Sancto Floro est in spiritualibus et temporalibus in bono statu et est ibi monachorum numerus consuetus.

40. Prioratus Salsiniarum est in spiritualibus in bono statu et temporalibus, ut dicunt procuratores et supprior dicti loci. Prior est scolasticus Tholose.

44. Prioratus de Venna est in bono statu spiritualiter et temporaliter.

42. Abbacia de Thierno est in bono statu spiritualiter et temporaliter.

43. Prioratus de Ravis patitur defectum in suppriori, qui non est ibi. Item monachi ibi morantes nichil habent et percipiunt pro vestibus, prout dicunt, unde communiter conqueruntur; cetera sunt ibi in bono statu.

44. Prioratus de Nigro Stabulo est in tali statu, videlicet quod quidam monachus, qui vocatur Guido de Monte Berthodi, qui sole-

1. Saint-Bonnet-le-Château, Loire, arr. de Montbrison, chef-lieu de canton.

2. Le mot *Gardierius* a le même sens que *Gardianus* ou *Advocatus*.

bat ibi morari, set de novo ivit apud Polliacum, antequam recederet, exivit de nocte, ut dicit prior dicti loci, extra domum predictam, et intravit illa hora domum cujusdam mulieris suspecte et male fame et fuit ibi captus a gentibus comitis Forensis et redemit se antequam evaderet magno precio pecunie et fuit pluribus notorium et publicum et sic fuit scandalizatus et ordo noster scandalizatur per ipsum, unde super hoc, etc. Item dicta domus debet ~~iiii~~ lib. et non habet satis victualia usque ad nova. Item bonum esset quod precipiatur priori dicti loci quod non permittat ut mulieres suspecte nec juvenes morentur in domo, quare quedam pediseca que servivit ibi recessit pregnans et inponitur hoc factum monachis dicti loci, unde scandalum est exortum.

45. Domus de Arumpna est in bono statu in spiritualibus et temporalibus.

46. Domus de Castro in Montanis est in bono statu spiritualiter et temporaliter.

(*Au dos :*) Durannus Rechent, factum est CC LXXXI.

(Original en parchemin. Le sceau a été enlevé.)

(Bibl. nat., lat., nouv. acq. 2270, n° 20.)

IV.

VISITE DE 1282.

(*Extrait¹.*)

Visitatio Arvernien facta per de Amberta et Ponticastri priores.

1. Domus de Nigro Stabulo est in bono statu in temporalibus, ut referunt visitatores, tamen ecclesia est violata propter rixam factam per quendam monachum contra capellanum dicti loci; diffiniunt diffinitores ut propter rixam monachus puniatur et prior dicti loci agat contra dictum cappellanum de injuria facta monacho, si culpabilis reperiatur et faciat ecclesiam reconciliari. Sunt ibi duo monachi cum priore.

2. Abbatia Tierni est in bono statu in spiritualibus et temporalibus, ut referunt visitatores. Sunt ibi ~~xiii~~ⁱⁱⁱⁱ monachi.

1. Ce rôle comprend les rapports des visiteurs d'Auvergne, de Poitou et de Provence. Nous ne donnons que la partie qui concerne notre sujet. L'original contient des ratures comme une minute d'acte.

3. Prioratus Celsiniarum est in bono statu in spiritualibus, ut referunt visitatores et in temporalibus, ut asserit prior presens, ita quod nichil debet. Sunt ibi **xlv** monachi.

4. Prioratus de Volta est in bono statu in spiritualibus et temporalibus, ut referunt visitatores; nichil debet. Est ibi consuetus numerus monachorum.

5. Prioratus Sancti Flori est in bono statu in spiritualibus et temporalibus. Sunt ibi **xxv** monachi.

6. Prioratus de Venna est in bono statu in spiritualibus et temporalibus, ut referunt visitatores.

7. Ad prioratum de Bort mittantur duo monachi et scribat dominus abbas domino episcopo Claromontensi, ut faciat ibi melius officium divinum celebrari quam usque nunc fuerit celebratum, ob negligenciam familie sue.

8. Ad prioratum de Gensac ponatur unus monachus sacerdos et quidam alius qui est ibi, qui non est sacerdos, ad locum alium transmittatur; et nichil debet.

9. Item, in prioratu de Grasac, statuitur illud idem et nichil debet.

10. Ad prioratum de Roseriis mittatur unus monachus et dictus Champanois, monachus ejusdem loci, qui notarie diffamatus est de incontinentia, mittatur per priorem infra quindenam Pentecostes apud Cluniacum pro meritis puniendus. Et si vagans discurrat per prioratus, prior loci ad quem declinaverit mittat eum. Item prior provideat ne dominus abbas amittat ressortum hominum dicti loci propter culpam suam, ita quod propter defectum justicie cogantur dicti homines alium dominum advocare; et prior debet **l** libras.

11. Prioratus Silviniacensem, de Rivis, de Arona, de Castro in Montanis visitavit dominus abbas.

(Rôle en parchemin.)

(Bibl. nat., lat., nouv. acq. 2270, n° 22.)

V.

VISITE DE 1285.

Anno Domini M° CC° LXXX° quinto, in Alvernia (en marge : Anno V°).

Visitatio facta per Theobaldum de Rivis et per Philippum de Tupiniaco, priores¹.

1. Tupigny, Aisne, arr. de Vervins, cant. de Wassigny.

1. Die veneris post Pascha, visitavimus apud Vennam; invenimus locum spiritualiter et temporaliter in bono statu, hoc excepto, quod prioratus predictus est obligatus in sexaginta libris vel circa, quia prior multos habuit defectus in vino et in pluribus aliis in hoc anno.

2. Item die sabbati sequenti visitavimus apud Mauziacum. Erant ibi xxx monachi cum abbate satis devote divinum officium facientes; locus erat in bono statu in spiritualibus et temporalibus, Dei gratia mediante.

3. Item die lune post *Quasimodo* visitavimus apud Celsinias. Erant ibi triginta et sex monachi vel circa cum priore; locus erat in bono statu spiritualiter et temporaliter¹.

4. Item die mercurii sequenti visitavimus apud Voltam. Erant ibi xxii monachi, locus erat in bono statu spiritualiter, temporaliter erat obligatus in centum libris, quia prior habuit multos defectus in hoc anno in vino et in aliis, et habet multas contentiones contra plures magnates pro quibus multa expendere oportuit et adhuc oportebit, nisi aliud remedium apponatur.

5. Item die jovis subsequenti visitavimus apud Sanctum Florum. Erant ibi xxv monachi vel circa devote Deo servientes, locus erat in bono statu in spiritualibus et temporalibus.

6. Item die dominica qua cantatur *Misericordia Domini*² visitavimus apud Pontem Castri. Erat ibi unus monachus cum priore; locus erat in bono statu.

7. Item die lune sequenti visitavimus apud Tyernum. Erant ibi xii monachi cum abbate divinum officium devote celebrantes; locus erat in bono statu spiritualiter et temporaliter, Dei gratia mediante.

8. Item die martis subsequenti visitavimus apud Nigrum Stabulum. Locus erat in bono statu spiritualiter et temporaliter³.

(Le lac de parchemin a été arraché et l'acte troué en cet endroit.)

(Original en parchemin.)

(Bibl. nat., lat., nouv. acq. 2270, n° 18⁴.)

1. Un mot effacé.

2. Introït et nom du second dimanche après Pâques.

3. Nous complétons cette visite à l'aide du chapitre général de 1285, qui nous donne l'état du prieuré de Bort :

« Visitatio Arvernie facta per de Rivis et de Tupiniaco priores.

« Domus de Boort, quam tenet reverendus in Christo episcopus Claromontensis patitur detrimentum in spiritualibus et temporalibus; minus sufficienter ministratur monachis ibidem morantibus, depereunt jura et jurisdictiones dictæ domus. Edificia etiam generaliter minantur ruinam; imo jam in casum et ruinam miserabilem devenerunt; ordinet domnus abbas, ut viderit expedire. »

(Bibl. de la Chambre des députés, Bⁿ 89, t. 22, fol. 179-180.)

4. L'inventaire du fonds de Cluni date cet acte de 1280; c'est qu'il n'a pas

VI.

VISITE DE L'Auvergne, 1293.

(Extrait¹.)

Diffinitiones capituli generalis facte per de Silviniaco, de Marci-gniaco, de Rivis, de Vandopera, de Sancta Margareta in Helincuria, de Vota, de Tornaco, de Berbezillo, de Podio Ganagobie, de Gravi-longua, de Nigro Stabulo, de Alta Petra, de Borto, de Urmatis² et de Ryons priores, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo tertio.

Visitatio Alvernie.

4. Quia prior de Arona domum suam anno isto, ut refferunt visitatores, obligavit in centum libras, sciat dominus abbas causam debiti sic contracti, quia visitatores scire non potuerunt propter absenciam prioris supradicti.

2. Quia vicecomes de Vantadoro occupavit et occupat aliquos reditus et jura prioratus de Vantadoro, super quibus revocandis prior actenus fuit negligens et remissus, precipiunt diffinitores quod prior

été tenu compte du mot *quinto*, qui se trouve en toutes lettres au-dessous de la date en chiffres M^e CC^e LXXX^e. La comparaison de la visite avec le chapitre général de 1285 nous a montré que telle était la véritable date.

En consultant dans le même inventaire, p. 273, la description du tome 82 de la collection de Bourgogne (chartes originales de Cluny), nous avons été tenté de placer ici l'acte n^o 364, relatif à des droits du doyenné d'Escurolles (juin 1290), puisque Escurolles (Allier, arr. de Gannat, chef-lieu de canton) faisait partie de l'archiprêtré de la Limagne et du diocèse de Clermont. Mais, à y regarder de près, le texte porte : « Escocoles. » Or, ce mot nous paraît devoir être identifié avec Ecussoles, h. de Saint-Pierre-le-Vieux (Saône-et-Loire), qui est nommé dans les chartes de Cluny *Escozolas* (n^o 446), *Escutiola* (n^o 479), même *Escurolas* pour *Escuzolas* (n^o 562) et *Escustolis* en 1215, d'où *Escocoles* en langue vulgaire. Ce qui le prouve surabondamment, c'est que l'acte en question est une donation de la moitié de la prévôté de Montmélard (Saône-et-Loire, arr. de Mâcon, canton de Matour), qui dépendait de la directe d'Ecussoles.

1. Nous imprimons un extrait des Définitions du chapitre général de 1293 en ce qui concerne l'Auvergne, parce qu'elles renferment le procès-verbal de la visite de l'année.

2. *Urmatis* *alias* *Ulmatis*. Cassini le nomme prieuré de Notre-Dame des Ulmates, près de Cazeneuve, aujourd'hui Caseneuve, Vaucluse, arr. et cant. d'Apt. Cf. *Bibl. Clun.*, c. 1729 C.

dicti loci in revocandis predictis apponat tale consilium quod non possit ulterius de negligencia reprehendi.

3. Quia diffinitores audiverunt de priore Saxeniarum¹ competenter non posse in prioratu de Saxeniis commorari, ordinaverunt diffinitores quod dominus abbas super hoc meliori modo quo poterit et videbit secundum Deum et justiciam et regularia ordinis instituta apponat remedium opportunum; cetera sunt in bono statu etc.

Visitatio Pictavie, etc.

(Original en parchemin.)

(Bibl. nat., lat., nouv. acq. 2270, n° 30.)

VII.

VISITE DE 1294.

Visitatio Alvernien facta per de Marcigniaco et de Thisiaco² priores. Anno Domini M CC nonagesimo quarto³.

1. Apud Castrum in Montanis sunt quatuor monachi sacerdotes, preter priorem, nec unquam fuerunt plures. Fiunt ibi divinum officium, hospitalitas et elemosina competenter, domus nichil debet, habet victualia usque ad fructus novos. Monachi non habebant strata, precepimus ut haberent. Prior multa bona fecit in locis que tenet.

2. Apud Haronam sunt duo monachi preter priorem, non consueverunt, ut dicunt prior et monachi, plures esse. Fiunt ibi divinum officium, hospitalitas et elemosina competenter, domus debet lx libras turonenses, et habet victualia usque ad fructus novos, multa bona temporalia fecit prior in dicto loco; dixerunt nobis prior et monachi predicti quod dictus locus multum gravatur, quia multi priores ordinis et maxime conventuales sepe et indifferenter ibidem veniunt causa hospitandi, licet loci quantum ad hoc non sufficiant facultates. Monachi non habebant strata, precepimus dicto priori quod eis procuraret infra capitulum generale.

3. Apud Selvigniacum sunt quadraginta septem monachi preter

1. Pour *Salstinarum*, *Celsiniarum*? Sauxillanges.

2. Marcigny, Saône-et-Loire, arr. de Charolles; Thizy, Rhône, arr. de Villefranche-sur-Saône.

3. Le résumé de cette visite se trouve dans le chapitre général de 1295. Les jours des visites n'étant pas indiqués, nous ne pouvons savoir si le rapport a été prêt assez tôt pour 1294. Lorsque le rapport des visiteurs arrivait après la clôture du chapitre général d'une année, il était renvoyé à l'année suivante. Voyez la visite de 1318.

priorem, de quibus fecit tres prior citra capitulum generale per litteras domini abbatis, ut nobis retulit idem prior. Nec debent esse nisi quadraginta, ut referunt seniores. Fiunt ibi divinum officium, hospitalitas, et elemosina competenter. Prior debet IIII centum libras sine usura. Non minuit debitum anni preteriti propter decimam regis, et alias exactiones. Habet victualia usque ad fructus novos. Prior multa bona fecit in dicto loco.

4. Apud Ris sunt XX monachi preter priorem, de quibus prior recepit duos citra capitulum generale, de mandato domini abbatis, ut nobis retulit supprior dicti loci. Est antiquus numerus de tresdecim, prout antiqui monachi nobis dixerunt et quidam antiqui jurati presbyteri et burgenses. Fiunt ibi divinum officium, hospitalitas et elemosina competenter. Habet domus victualia usque ad fructus novos. Debet VIII^{xx} libras turonenses circa.

5. Apud Veynam sunt octoginta moniales et duo monachi preter priorem, quorum unus est supprior, et alter moratur pro majori parte apud Castrum in Montanis, ubi solebat esse monachus cum priore; non solebant tot esse moniales ibidem. Fiunt ibi divinum officium, hospitalitas et elemosina competenter, excepto quod non dicunt triginta psalmos familiares¹ nisi in quadragesima et adventu, nec jacent omnes in dormitorio, nec comedunt in refectorio, sed in cameris suis propter parvitatem, ut dicunt, refectorii et dormitorii predictorum. Quando prior est absens et supprior infirmatus, moniales propter defectum confessorum cum secularibus sacerdotibus confitentur. Non habent dicte moniales victum nec vestitum sufficientes, licet habeant ut consueverunt. Domus nichil debet. Habet victualia usque ad fructus novos.

6. Apud Tyernum sunt XIII monachi preter abbatem, non consueverunt plures esse, ut dicunt abbas et monachi dicti loci. Fiunt ibi divinum officium, hospitalitas et elemosina competenter. Quidam de monachis non habebant strata, precepimus ut haberent et promisit abbas quod eis procuraret infra capitulum generale. Abbatia debet quinquaginta libras turonenses. Habet victualia usque ad fructus novos. Abbas multa bona fecit in dicto loco.

7. Apud Augeroles sunt duo monachi preter priorem, quorum uni dabatur pecunia pro vestiario; inhibuimus de cetero ne daretur.

1. « Psalmi familiares dicuntur ii, qui in omnibus 12 lectionibus horas sequuntur. Familiares vero nuncupabantur, quod pro familiaribus seu monasterii amicis et benefactoribus recitabantur. » Du Cange, v^o *Psalmus*.

Non celebrabant missam, nisi quando volebant nec dicebant triginta psalmos; precepimus quod facerent ebdomadas suas unus post alterum et dicerent triginta psalmos, maxime in Quadragesima et Adventu. Non habebant strata, precepimus quod prior provideret eisdem. In aliis vero fiunt divinum officium, hospitalitas et elemosina competenter. Domus nichil debet. Habet victualia usque ad fructus novos.

8. Apud Rosers sunt duo monachi preter priorem, quorum uni dabatur pecunia pro vestiario. Inhibuimus de cetero dari. Fiunt divinum officium, hospitalitas et elemosina competenter, excepto quod non dicebant dicti monachi triginta psalmos, nec psalmos familiares; precepimus ut de cetero dicerent dictos psalmos et maxime in Quadragesima et Adventu. Quedam turris corrui et quedam pars murorum clausure dicte domus, hoc idem visitatores anni preteriti retulerunt. Domus habet victualia usque ad fructus novos. Domus debet octoginta libras et triginta quatuor solidos. Monachi non habebant strata, precepimus ut haberent.

9. Apud Gresac sunt tres monachi preter priorem, non consueverunt ibidem esse nisi duo, prout prior et monachi et quidam antiquus secularis nobis dixerunt. Fiunt ibi divinum officium, hospitalitas et elemosina competenter. Domus nichil debet. Habet victualia usque ad fructus novos. Monachi non habebant strata; precepimus ut haberent.

10. Apud Chaçac est unus monachus cum priore nec consueverunt ibidem plures esse. Fiunt ibi, ut dicunt prior et monachi, divinum officium, hospitalitas et elemosina competenter. Monachus non habebat strata; precepimus ut haberet. Multa bona fecit prior in dicto loco. Domus nichil debet, habet victualia usque ad fructus novos.

11. Apud Voltam sunt xxvi monachi preter priorem, quorum duo sunt scolares et duo sunt in Lonbardia et habent litteras domini abbatis quod possint reverti quandoque voluerint. Et unus est fugitivus, jam sunt duo anni elapsi, ut nobis prior et monachi retulerunt. Prior recepit tres monachos per litteras domini abbatis citra capitulum generale et unum ad instantiam conventus de Volta, de quo dictus prior cum domino abbate locutus fuit, qui ei super hoc respondit quod suam faceret voluntatem, ut aperit idem prior. Non consueverunt esse ibidem nisi xxiiii monachi, computato priore. Monachi non habebant omnes strata, precepimus ut haberent; nec dabatur eis nisi quinque solidi pro calciatura et omnibus c solidi turonenses pro vestiario annuatim, quos dividebant inter se. Inhibuimus priori ne de cetero pro vestiario pecuniam eis daret, sed de

stratis et vestiario regulari eis secundum statuta regularia provide-
ret. Conventus non habebat domum pro infirmaria deputatam. Prior
promisit nobis domum aliquam ad hoc sufficientem deputare et infir-
mis famulum, et alia necessaria ministrare. Fiunt ibi divinum offi-
cium, hospitalitas et elemosina competenter. Domus nichil debet;
habet victualia usque ad fructus novos. Quia quidam monachus in
presentia prioris dixit nobis quod prior tenebat quinque prioratus
ad manum suam, in quibus consueverant esse monachi cum priori-
bus residentes, nos vocatis priore, suppriori, et senioribus dicti loci
in presentia monachi supradicti, eis precepimus in virtute sancte
obedientie et sub pena excommunicationis, quod super premissis
nobis dicerent veritatem; qui omnes insimul et singulariter respon-
derunt quod nunquam viderunt in dictis prioratibus monachos cum
prioribus mansionem habentes nec in eisdem sufficiunt facultates,
preterquam in domo de Belac, in qua duo monachi commorantur.

42. Apud Sanctum Florum sunt xxvii monachi preter priorem,
non debent esse nisi xxv computato priore. Fiunt ibi divinum offi-
cium, hospitalitas et elemosina competenter. Plures de monachis non
jacebant in stratis; precepimus ut jacerent. Quidam de monachis
recepta porcione panis et vini et generalis¹ seu pictancie vendebant
et illicite detrahebant seu dabant elemosinas defraudando, prout fuit
nobis dictum in prioris presentia et conventus. Inhibuimus ne de
cetero istud fiat. Domus debet iii^e libras turonenses. Aumentavit
prior debitum anni preteriti propter multas acquisitiones utiles et
necessarias, et expensas quas fecit, tabelliones regis et officiales ac
curiam episcopi Claromontensis de villa Sancti Flori et ejusdem jus-
ticia expellendo. Habet victualia usque ad fructus novos.

43. Apud Vantadorum sunt quinque monachi preter priorem, non
consueverunt esse, nisi tres, ut dicunt prior et monachi. Fiunt ibi
divinum officium, hospitalitas et elemosina competenter. Domus debet
quadraginta quinque libras turonenses. Aumentavit prior debitum
anni preteriti de xx libris turonensium propter tempestatem et def-
fectum vini. Habet victualia usque ad fructus novos. Prior non habet
coadjutorem secundum diffinitionem, quamvis bene indigeret pro-
pter debilitatem corporis ac etiam senectutem, ut nobis monachi in
sua presentia retulerunt. Monachi non habebant strata, et recipie-
bant pecuniam pro vestiario. Precepimus dicto priori ut tam in ves-
tiario quam in stratis dictis monachis necessaria ministraret, et ne

1. Du Cange, v° *Generale*.

de cetero pro vestiario pecuniam eis daret. Quidam serviens, Egidius nomine, tenens claves et administrationem dicti loci, concubinam suam habebat in villa, a qua plures pueros habet quos nutrieat de bonis dicti prioratus, ut in presentia dicti prioris nobis dixerunt monachi supradicti. Inhibuimus dicto priori ne de cetero dictum servientem in officio retineret.

14. Apud Bortum sunt quatuor monachi preter priorem nec conueverunt ibidem plures esse. Fiunt ibi divinum officium, hospitalitas et elemosina competenter. Domus nichil debet. Habet victualia usque ad fructus novos. Monachi non habebant strata; precepimus ut haberent. Prior multa bona fecit in dicto loco.

15. Apud Celsigniacum sunt XLIII monachi, computato priore. Dixit nobis prior quod recepit litteras domini abbatis de tribus monachis noviter faciendis, non debent esse nisi xxxv monachi, computato priore, prout referunt seniores. Fiunt ibi divinum officium, hospitalitas et elemosina competenter. Quidam de monachis non habebant strata; precepimus priori et camerario, quod de his non habentibus providerent. Debet domus III^e LXVIII libras turonenses. Habet victualia usque ad fructus novos.

16. Apud Mauziacum sunt XLV monachi, dixerunt nobis quidam de antiquis quod non debent esse nisi xxxv vel circa, et cum nos peteremus instanter, ut super antiquo numero nobis dicerent veritatem, responderunt nobis quo[d] ad presens non erant de predicto numero bene certi, quare precepimus priori, decano et celarario quod mitterent ad capitulum ad certificandum diffinitores de antiquo et certo numero monachorum. Fiunt ibi divinum officium, hospitalitas et elemosina competenter. Debet abbatia IX^e libras turonenses, tam pro debitibus quam pro victualibus usque ad fructus novos emendis, prout nobis prior et monachi retulerunt.

17. Apud Nigrum Stabulum sunt quatuor monachi computato priore, nec unquam fuerunt plures. Quidam non habebant strata; precepimus ut haberent. Fiunt ibi divinum officium, hospitalitas et elemosina competenter. Domus debet xxx libras turonenses. Habet victualia usque ad fructus novos. Non invenimus in tota kameraria Alvernii aliquem locum in quo statuta pappalia et diffinitiones diffinitorum plenarie servarentur.

(Original en parchemin. Les sceaux n'existent plus.)

(Bibl. nat., lat., nouv. acq., 2270, n° 33.)

VIII.

VISITE DE 1318.

Visitatio Arvernien annis Domini M CCC XVIII^o pro capitulo anni Domini M CCC XIX facta per priores de Caroloco et de Genzaco¹.

Memoria de prioratu de Bredon et de decanatu de Caranaco, in quibus locis hospitalitas fuit denegata visitoribus².

1. Primo in prioratu de Venna sunt quaterviginti moniales satis honeste se habentes, nec habent sufficiens dormitorium et ideo jacent quamplures in cameris et manducant; multum conqueruntur de picantia, cum non habeant in die nisi solum obolum et supplicant multum quod augmentetur. In domo Pontis Castri, quam tenet prior de Venna, est quidam monachus, Guillelmus nomine, qui non potest ibi morari ex causa.

2. In prioratu de Augerolis sunt duo monachi cum priore honeste se habentes sine odda³ tamen; prior meliorat domum pro posse, tamen jurisdictio est ad manum regis propter debitum. Socii non habent calicem neque breviarium, neque albas; precepimus priori ut calicem procuret et albas et quam cito poterit breviarium, quod promisit nobis se facturum in brevi dictus prior.

3. In Nigro Stabulo sunt tres monachi honeste se habentes cum priore, qui bene se habet in administratione; debet circa trecentas libras et solvit circa mille libras, ut dicit.

4. In abbazia de Tyerno non est certus numerus monachorum, tamen sunt circa xviii honeste se habentes, abbas bene regit. Non tenetur ibi capitulum omni die propter debilitatem prioris; precepimus abbati ut unum socium tradat priori, qui ipsum juvet et maxime quatinus dictus prior non jaceat in dormitorio et quatinus capitulum omni die teneatur ibidem, quod promisit se facturum.

5. In prioratu de Ravis sunt viginti monachi honeste se habentes, tamen non debent esse secundum quod dicitur nisi xviii et sunt ultra numerum de tempore predecessoris prioris qui nunc est. Non tenetur ibi capitulum omni die, quia non est consuetudo et supprior non habet socium et aliquando est absens. Non jacent in dormitorio

1. Au sujet de la date, voyez la note en tête de la visite de 1294.

2. Cette note se trouve en marge, au-dessous du titre.

3. « Odda » pour « oda ? », Canticum. Cf. Du Cange, *hoc verbo*.

pro eo quia parvum est et non possent omnes insimul jacere et lecti non sunt regulares et excusant se monachi de impotentia.

6. In prioratu de Arona non moratur prior neque monachus; helemosina et hospitalitas non sunt. Ibi domus indigent multum coopertura. Precepimus priori ut circa predicta opponat remedium, quod facturum se promisit; et in brevi attenuavit debitum, ut asserit, de quatercentis libris et adhuc debet circa lx libras et non ultra, ut dicit, et quindecim sextarios bladi.

7. In prioratu de Silvigniaco sunt quinquaginta monachi honeste se habentes. Prior attenuavit debitum, ut dicit procurator, priore absente, de quingentis libris et adhuc debet circa mille.

8. In prioratu de Volta sunt xxix monachi, tamen non debent esse nisi xxv; illi qui sunt ultra numerum sunt de mandato domini abbatis, ut dicit prior qui nunc est; recepit domum obligatam in mille et ducentas libras, licet non dictum fuerit sibi, nisi de quatercentis libris; non debet ad presens trescentas libras, quia residuum solvit. Sacrista et conventus conqueruntur et pluries conquesti sunt super eo quod abbas Figiacensis, qui nunc est, quando recessit de loco, tempore sue promotionis, secum portavit quedam vestimenta dicti loci, que valent l libras et ultra, et de restituendo suas litteras dedit, quod facere recusavit pluries requisitus. Gentes domini de Merculio custodiunt villam et portas, prior se excusat quod non faciunt de ejus voluntate et debet sibi dare litteras dominus quod non prejudicabit in futurum. Item memoria de quodam monacho, vocato Johanne de Chasagnis, qui male se habuit in loco et est ei assignata manssio apud Falifocum. Non est ibi celerarius monachus; precepimus priori ut per monachum conventui faciat ministrari, quod facturum se promisit.

9. In prioratu de Gensaco est unus monachus cum priore; prior bene vellet habere secum unum magis maturum, licet iste sit nepos suus, prior est nimis senex et monachus nimis juvenis: adponendum est remedium.

10. In prioratu de Greysaco sunt duo monachi satis honeste se habentes. Prior est scholaris in Montepessellano (*sic*). Aliquot debentur de tempore sui predecessoris, qui bene se habuit in ordine et bene habebat, de quo possent solvi et conqueruntur creditores.

11. In prioratu de Roseriis sunt duo monachi cum priore, quorum unus propter infirmitatem supervenientem est minus ydoneus ad celebrandum et divinum officium faciendum, licet in aliis honeste conversetur.

42. In prioratu de Vantadoro sunt quinque monachi, quorum unus est scolaris de licentia domini abbatis, ut dicit prior dicti loci et alii honeste se habent. Prior debet circa quaterviginti libras, ut dicit. In villa de Vantadoro et in domo cujusdam layci moratur quidam monachus, Johannes de Vantadoro nomine, sive manssione, in habitu se gerens inhoneste.

43. In prioratu de Borto prior non moratur et habet unum de quatuor monachis qui ibi esse debent secum et sic non sunt nisi tres, nimis honorati de divino officio; statum scire non potuimus propter absentiam prioris.

(Original en parchemin. Pièce autrefois scellée; le sceau manque.)

(Bibl. nat., lat., nouv. acq. 2271, n° 60.)

IX.

VISITE DE 1334 (1332).

Anno Domini millesimo trecentesimo tricesimo primo¹, visitatio Arvernie per religiosos viros, priores de Venna et de Campivoto² visitatores ordinis Cluniacensis in cameraria Arvernie predicta.

1. Die mercurii cinerum visitaverunt apud Nigrum [S]tabulum³. Divinum officium et hospitalitas et elemosina bene fiunt ibidem. Domus est obligata in 11^e libris, diu est, absque usuris, debentur priori plusquam debeat et habet blada ad vendendum usque ad summam predictam et promisit visitatoribus dictum debitum persolvere et in brevi.

2. Item die veneris sequenti apud Thiernum. Omnia sunt in bono statu spiritualiter et temporaliter. Abbas dicti loci ecclesiam dicti loci corruptam obtime reedificavit et reparavit et adhuc decorat et reparat ipsam ecclesiam quantum potest.

3. Item die dominica qua cantatur *Invocabo*⁴, visitaverunt apud Celsinias. Divinum officium laudabiliter fit ibi, elemosina, hospita-

1. Cet acte est daté, au dos, de 1332; d'ailleurs, il renferme une enquête du mois de juin 1331 et a dû être présenté au chapitre général de 1332, comme le prouve le procès-verbal de ce chapitre, dont il y a une copie dans le manuscrit Bⁿ 89, t. XXIII, fol. 288. Biblioth. de la Chambre des députés.

2. Champvoux, Nièvre, arrondissement de Cosne, canton de la Charité.

3. Le rédacteur de cet acte supprime les s initiales; c'est ainsi que, plus loin, on trouve *tamine* pour *stamine*, *tupefacti* pour *stupefacti*.

4. Introît et nom du premier dimanche de Carême.

litas bene fiunt, ut est fieri consuetum. Domus est obligata in ⁱⁱⁱ libris, tam pro fructibus unius anni quos emit a gentibus domini nostri pape, quam propter celeritatem et asperitatem temporis que anno preterito currerunt (*sic*).

4. Item die mercurii, apud Moziacum. Abbas debet ⁱⁱ libras, tam creditorum, quam pro defectu vini sibi necessariis isto anno presenti. Item abbas habet arduam questionem et sumptuosam contra gentes regias et communitatem ville Riomi, quam viriliter prosequitur quantum potest; cetera sunt in bono statu.

5. Item die sabbati ante *Reminiscere*, apud Rivos. Spiritualiter et temporaliter bene regitur quantum ad presens. Visitatores non potuerunt scire debita, quia prior de Crispeyo¹ de ipsis tenetur respondere, prout gentes prioris de Rivis visitoribus dixerunt.

6. Item apud Vennam die martis ante dominicam in Passione. Divinum officium, hospitalitas, helemosina bene fiunt ibidem; domus non est alicui obligata. Prior habet questionem cum communitate ville Pontis Castri, super facto sepulchrorum et cum presbiteris et clericis parochie dicti loci, super anniversariis olim legatis prioribus et servitoribus dicte ecclesie et litigavit per ^{xii} annos non sine magnis sumptibus et periculis et adhuc litigat et prosequitur jus ecclesie quantum potest².

Item cum de tempore bone memorie domini Bertrandi, quondam abbatis Cluniacensis³, fuerit per ipsum concessum sorori Dulci de Calvo Monte, moniali de Venna, ut homines honesti possent sociari et societate sua et ipse cum ipsis bibere et comedere locis et horis congruis, cum licencia superioris sui, quod antea in dicto loco non fiebat, propter quod indifferenter ab illo tempore usque nunc alie moniales dicti loci comedunt cum hominibus et de nocte aliquociens, ex quo multa scandala et mala exempla poterunt evenire, nisi consuetudo antiqua ibidem observetur et ad statum consuetum reducatur.

Item, quando moniales corriguntur pro excessibus predictis, nisi fiat ad ipsarum arbitrium, recurrunt ad seculares amicos et parentes et alios nobiles de hiis que per personas ordinis et superiores suos deberent corrigi et minas inferre procurant.

Item, cum sint ibi alique domus super quibus aliquociens inter se

1. Sans doute le prieur de Saint-Arnoul de Crépy-en-Valois, qui avait occupé auparavant le prieuré de Ris.

2. Une ligne grattée avec soin.

3. Bertrand I^{er} de Colombiers, abbé de Cluny, de 1295 à 1308.

moventur questiones, dicte moniales procurent quod amici seculares de questionibus se intromittant, nec permittunt quod superiores faciant justicie complementum, ex quo expansse fiunt in dicto loco et odium nobilium contra ecclesiam generatur et inter amicos ipsarum brige et rancores seminantur. Cetera sunt in bono statu.

7. Item dominica in Passione, apud Voltam fuerunt visitatores. Omnia spiritualiter et temporaliter sunt in bono statu. Obedienciarum, qui habent ministrare necessario conventui, conqueruntur quod domnus abbas fecit ibi creare duos monachos ultra numerum consuetum et petunt quod de dictis monachis exonerentur.

8. Item apud Genciacum domus est obligata, cumputatis necessariis usque ad fructus novos, in LXX libris turonensium. Cetera sunt in bono statu.

9. Item apud Gresacum prior modernus invenit domum obligatam quando fuit prior nominatus in mille III^e libris et in mille et centum sarcinis bladi, nunc per ejus industriam domus non remanet obligata nisi in II^e libris de quibus stant VIII^{xx} adeterminate ad quatuor annos solvende et alie XL libre pluribus creditoribus absque usuris debentur et de summa bladi supradicti solvit V^e asinatas bladi; restant adhuc ad solvendum VI^e adeterminate ad sex annos solvende absque usuris. Cetera sunt in bono statu.

10. Domus de Roseriis erat obligata pluribus creditoribus in magna summa quando prior qui nunc est venit ibi, modo attenuavit debitum usque ad XL libras. Cetera sunt in bono statu.

11. Apud Augerolias visitatores non fuerunt per gentes domini cardinalis¹ amisi, nec in aliquo fuit eisdem provisum, nec erat ibi aliquis cum quo possent dicti visitatores de statu dicte domus inquirere.

12. Domus de Borto et de Ventadoro spiritualiter et temporaliter sunt in bono statu.

13. Domus de Arona spiritualiter et temporaliter est in bono statu.

14. Apud Silviniacum fuerunt visitatores die jovi post *Reminiscere*². Sunt ibi XLVIII monachi Domino servientes, de quibus sunt XXXII sacerdotes. Divinum officium bene fit ibidem. Domus bene reparatur et manutenentur, quamvis sint aliquae discooperte et reparatione indigentes. Gentes domini cardinalis³ apponunt diligenciam

1. Dominis cardinalis Avenionensis. Chapitre général de 1332.

2. Introït et nom du second dimanche de Carême.

3. Il s'agit du cardinal de Chartres (cardinalis Carnotensis), comme on lit dans le chapitre général de 1332. B" 89, t. XXIII, fol. 288.

quantum possunt; elemosina, hospitalitas et alia caritatis opera fiunt ibidem competenter; pensio scolaris Parisiensis debetur de duobus annis, propter quod oportet quod scolaris tempus suum amittat et vadat vagabundus propter defectum pensionis sibi debite. Est ibi quidam monachus, nomine Stephanus Dalmais, mansionarius Cluniacensis, qui in partibus illis de incontinentia multipliciter est diffamatus et est inobediens et sicut girovagus incedit et est excommunicatus propter injectionem manus factam in priorem de Broco.

Item dicti visitatores preceperunt ei ut ad mansionem suam sibi assignatam apud Cluniacum loco donni Theobaldi de Firmitate et per ipsum acceptatam iret, qui dictis visitoribus in omnibus fuit rebellus.

Item dictus Stephanus et donnus Regnaudus de Buyson, mansionarius de Paredo, quadam nocte, prout in quadam informatione que sequitur continetur, intraverunt in prioratum de Broco et ibidem multa maleficia perpetraverunt prout inferius continetur.

« Informatio facta ex officio per nos visitatores ordinis Clunhiacensis in Arvernia, pro dominis diffinitoribus capituli Clunhiacensis super eo videlicet, quod cum ad aures nostras pervenerit, quod quadam nocte circa festum Nativitatis beati Johannis Baptiste, anno Domini M^o CCC^o tricesimo primo, prior de Broco, Claromontensis dyocesis, dicti Cluniacensis ordinis, priori Silvigniaci immediate subjectus, inventus fuerat, ut dicebatur, in adulterio cum quadam muliere per fratrem Stephanum Dalmacii, tunc monachum Silvigniaci, qui frater Stephanus coram nobis hoc factum asseruit, propter cujus assertionem nos visitatores predicti dictum priorem de Broco coram nobis vocavimus super hoc responsurum. Qui prior, facta prius protestatione, quod per aliqua que dicet coram nobis, de appellatione sua facta per ipsum ab audientia vicarii reverendi patris in Christo ac domini domini P. Dei paciencia titulo Sancti Martini in Montibus presbiteri cardinalis, priorisque Silvignaci¹, ad sedem apostolicam non intendebat se in aliquo recedere, ymo potius semper in eadem existendo, dixit tamen, sua protestatione semper salva, quod ipse loco et tempore competenti se de predicto maleficio intendere brevi deffendere ac legitime relevare et suas bonas rationes, deffensas et innocentias veras ac legitimas dicere, ostendere et manifestare, ita quod, Deo dante, cuilibet apparebit manifeste, seu apparere poterit ipsum

1. Sans doute Pierre de Chappes, évêque de Chartres, et cardinal en 1327. V. *Gallia christ.*, VIII, 172.

de predicto facinore esse penitus innocentem et quod ea que dixit et fecit dictus Stephanus Dalmacii, ipse dixit et fecit praviter, prodicio-
naliter ac fraudulenter et ex sua prava malicia et cordis rancore,
iratus quod pro suo villi peccato ac pravitate sua approbatus¹ seu con-
fessatus coram subpriori Silvigniaci de prioratu de Broco suam ami-
serat mansionem; et cum ipse dictum priorem aliter non potuisset
diffamaasse nec se ab ipso vindicasse, ut ipsemet pluries se jactaverat,
ipse Stephanus et plures alii sui complices, clerici monachi et layci
inter se contra dictum priorem dictum maleflicium machinaverunt et
conspiraverunt et ad dictum prioratum de Broco de nocte cum armis
et gladiis acutis ac faciebus suis fictis denigratis suisque vestibus
mutatis, ne ab aliquo cognoscerentur, venerunt ac dictum prioratum
fregerunt et cameram dicti prioris fraudulenter intraverunt et dictum
priorem in lecto suo dormientem ceperunt et verberaverunt et manus
suas in eundem injexerunt temere, violenter usque ad sanguinis effu-
sionem necnon et secum adduxerunt quandam villem mulierem, quam
in lecto dicti prioris posuerunt, cum qua dictum priorem de cordis
ligari voluerunt; sed cum hoc vidisset dictus prior fugit se in quadam
latrina prope cameram suam, clamans alta voce : « Al about, A
larons » et quod tunc dicti malefactores, audito clamore, timentes de
gentibus dicti prioris, ut citius potuerunt, se fugerunt, sed tamen
ipsum priorem de bonis suis, loco et cetera usque ad magnam sum-
mam derobaverunt et dictam mulierem quam in dictum prioratum
conducerant secum reduxerunt; sed tamen dictus prior de Broco super
premissis aliquod noluit proponere vel defendere coram nobis,
dicens et asserens super aliquibus de predictis dependentibus, se a
vicario domini cardinalis predicti ad sedem apostolicam appellasse,
de qua appellatione se non intendebat in aliquo recedere, ymo de
existendo in eadem semper faciebat protestacionem. Unde nos prefati
visitatores, hiis auditis, cupientes ac veritatem super premissis scire
multum desiderantes, ad nos informandum tam de et super fama
dicti prioris et de dicto maleficio, si dictus frater Stephanus cum suis
complicibus dictam mulierem ad dictum prioratum adduxerat, aut de
dicto priore si ipsam mulierem venire fecerat aut non, quam etiam
de fama Stephani monachi supradicti, testes infrascriptos jurare feci-
mus ad sancta Dei Euvangelia de veritate dicenda et eos exhaminavi-
mus diligenter.

Primo apud Silvigniacum.

Hi sunt testes exhaminati super premissis de fama dicti prioris de

1. Lisez *probatas, convictus*.

Broco apud Silvigniacum die mercurii post dominicam qua cantatur *Reminiscere*¹. Anno Domini M° CCC° tricesimo primo, videlicet religiosi viri et honesti frater Guillelmus de Firmitate, subprior Silvigniaci, frater Robertus de Buxeriis, socius in ordine, frater Stephanus de Mota, sacrista Silvigniaci, frater Jacobus de Viriseto, elemosynarius Silvigniaci, frater Petrus de Tolosain, preceptor Silvigniaci, frater Johannes de Paredo, frater Guillelmus de Verneyo, et frater Erauldus Labise, monachi claustrales Silvigniaci et alii de conventu dicti loci; item apud Firmitatem religiosus vir frater Philipus de Mota monachus Silvigniaci ac sacrista Firmitatis et frater Johannes Torun socius dicti loci. Omnes isti predicti religiosi disposuerunt per juramenta sua, quod nunquam de dicto priore de Broco audiverunt aliquam malam suppositionem, ymo ipsum semper fuisse et adhuc esse bonum, probum, legitimum religiosum et honestum et de bona vita, laudabili et honesta et quod semper stetit legitimus et fervens in ordine et bonus administrator, bonamque continue tenuit hospitalitatem. Asserentes eciam predictum maleficcium inique et ex malicia factum et perpetratum fuisse et hoc credunt et intendunt in veritate.

Item interrogavimus et exhaminavimus dictos testes super fama predicti Stephani Dalmacii monachi, per quorum testium attestaciones invenitur quod dictus Stephanus fuit apud Silvigniacum regulari correctione punitus pro facto criminali adulterii perpetrati cum quadam nobili sive domicella. Item et alias cum illa muliere quam dicitur duxisse in prioratum de Broco, pro qua eciam muliere amisit suam de Broco mansionem; quare credunt ex pura malicia dictum maleficcium contra priorem de Broco per dictum Stephanum perpetrasse².

Item invenimus nos informando de fama predicti Stephani apud Silvigniacum, quod ipse dictam mulierem, quam dicitur ad prioratum de Broco duxisse, tenuit apud Silvigniacum et ante fores ecclesie a tempore dicti facinoris perpetrati vel a festo Natalis beati Johannis Baptiste usque nunc continuo ac de pane, vino, et sustantia prebende sue ac de bonis ecclesie continuo dictam mulierem sustentavit et hoc probatur per religiosos viros, fratres Johannem de Paredo et Guillelmum de Verneyo, monachos et socios tunc dicti Stephani in camera infirmarie Silvigniaci et per quemdam monachum, vocatum Taxun, qui eos serviebat in dicta camera et per Guillelmum Manusset et ejus uxorem de Silvigniaco, hospites dicte mulieris et per uxorem Guilhemeti de Silvigniaco, qui predicta deposuerunt per sua juramenta esse

1. Introït et nom du second dimanche de Carême.

2. Il faudrait *perpetratum fuisse*.

vera et quod dictum maleflicium fuit ex pura malicia contra priorem de Broco perpetratum.

Item testes examinati super premissis apud Sanctum Porcianum die sabbati ante festum Adnuntiacionis Dominice, anno ut supra. Primo religiosi viri et honesti frater Hugo de Monte Perosio, subprior Sancti Portiani, Claromontensis diocesis, ordinis Trenorchiensis, frater Petrus de Javardon sacrista dicti loci, frater Guillelmus de Martilhiaco et alii seniores conventus dicti loci et religiosus vir frater Johannes de Thori, gardianus fratrum minorum Sancti Portiani, frater Guillelmus de Escuroliis, frater Guillelmus Bardonis, et alii seniores conventus dictorum fratrum minorum et eciam major et sanior pars burgensium ville Sancti Portiani, videlicet discretus et sapiens vir magister Bernardus Blancheti, cancellarius pro domino rege in prepositura Palluelli, magister Johannes Andree, iudex Sancti Portiani, Stephanus Lamberti, Jordanetus Lamberti, Arnaudus de Puynaut, Petrus de Bar, Petronnius Mustonis, Robertus de Chanona, Stephanus Frison, Stephanus de Turre aliter dictus Rossetz, Stephanus Constancii, Guillelmus Boniamici et Johannes Vacherii, burgenses ville predictae Sancti Portiani, omnes superius nominati religiosi et burgenses iuraverunt ad sancta Dei euvangelia, quod nunquam sciverunt seu audiverunt aliquam pravam suppositionem de prefato priore de Broco, ymo quod ipse est valde bonus, religiosus et honestus, de bona fama, de bona vita, conversationis laudabilis et honeste et semper fuit bonus administrator et tenuit bonam hospitalitatem et in Deo karitatem et quod ipsi credunt firmiter et intendunt, quod dictum maleflicium ex pura malicia et fraudulenter fuit contra dictum priorem perpetratum per dictum Stephanum Dalmacii monachum, qui sibi malivolebat, ut communiter dicitur, et quod de hoc est fama publica.

Item illud invenimus per discretos et honestos viros, videlicet per decanum Vernolii et plures alios canonicos et per castellanum dicti loci, in quo loco dictus prior de Broco habet redditus et domum et facit in anno multociens mansionem.

Item invenimus apud Brocum per testes qui sequuntur, dictum priorem esse bonum religiosum ac bone fame, vite laudabilis ac conversationis honeste, videlicet per dominum Guillelmum Costelleti rectorem ecclesie de Verneto, per religiosum virum et honestum priorem Sancti Germani de Salis, priorem de Vendat ordinis Vazeliarum, dominum Gerauldum socium de Vendat, monachum dicti ordinis Verzeliarum, fratrem Johannem de Fay dicti ordinis monachi, reli-

giosum virum priorem de Genziaco, fratrem Stephanum de Cuiffie, dicti loci monachum, per nobilem virum dominum Johannem de Genziaco militem, per priorem de Cappella et fratrem Geraldum, ejus socium, canonicos Sancti Girberti, ordinis Premonstratensis, per rectorem ecclesie Genziaci fratrem Johannem de Vareins sacristam Sancti Germani de Fossatis, per Petrum Meric, Rogerium de Bosco domicellos, Gausfridum Meric, Brunetum Corder, notarios regis, propinquiores vicinos dicti prioris, qui per juramenta sua de dicto priore de Broco dixerunt ut supra et quod ipsi credunt quod predictum maleflicium factum fuit contra dictum priorem ex pura malicia et quod de hoc est fama.

Item illud iddem dixit major et sanior pars ac multitudo omnium parrochianorum dicte parrochie de Broco et circumvicini, quasi una voce dicentes quod maximum peccatum est de hoc quod fraudulenter fuit contra dictum priorem inique et in prodicione factum et perpetratum et quod majus credunt in veritate quod dictus Stephanus Dalmacii et ejus complices dictam mulierem in prioratum de Broco et cameram prioris aduxissent, quam quod dictus prior ipsam venire fecisset, pro eo videlicet quia dictus Stephanus ab eadem jam fuerat, diu est, diffamatus et per ipsam de prioratu de Broco suam amisit mansionem et ex tunc fuit malivollens dicti prioris et super hoc est fama publica quod ipse cum suis complicibus dictum maleflicium fecit ex pura malicia.

Item Petrus Meritz procurator domini Scole¹ et Rogerius de Bosco domicellus dixerunt per sua juramenta, quod ipsi credunt firmiter et intendunt quod dictus Stephanus Dalmacii et sui complices dictam mulierem ad prioratum et cameram prioris predicti aduxerunt et pro eo videlicet quia die precedente ante dictum maleflicium perpetratum dicta mulier deportavit panem, vinum et alia cibaria et victualia ad domum vocatam domum de Brocia, in qua erat asconditus idem Stephanus Dalmacii, que domus distat a Broco prope leuquam² et in nocte sequente dictum maleflicium fuit perpetratum et perpetrato facinore dictus Stephanus et dicta mulier se insimul recesserunt et dictus Stephanus ipsam mulierem ex tunc continue penes se tenuit et ad expensas suas, ut dicitur, et adhuc tenet et diu est ante dictum maleflicium, est ab eadem diffamatus et per ipsam amisit de Broco mansionem, quare dicunt ut supra.

1. École, Allier, commune de Brout-Vernet.

2. Leucom.

Item invenimus per totam familiam de Broco, quod ipsa nocte in qua dictum malefficiū fuit factum, quod quidam serviens regis (?) et plures alii hospites jacuerunt prope lectum et cameram dicti prioris, quadam pariete intermedia, unde non est credibile, quod ipse prior tale fecisset malefficiū; quod si facere voluisset, saltim hostium¹ sue camere appertum non dimisisset, quare ut supra.

Item Bonitus Patella clericus et Guillelma tunc temporis dicti prioris ancilla dixerunt per sua juramenta, quod in illa nocte in qua dictum malefficiū fuit factum et ante dictum malefficiū, ipsi decalciaverant dictum priorem dominum suum et sibi frecaverant pedes et postmodum ipsum priorem dimiserunt in lecto suo solum et nudum cum camisia sua tamine², ut facere consuevit et sic eum dimiserunt dormientem et simpliciter hostium³ camere ad se traxerunt, in qua camera nec in toto prioratu nulla mulier tunc existebat et cum fuerunt cubati circa primum sompnum audiverunt gentes versus cameram dicti prioris dicentes : « Bene fecimus negotium nostrum » et hiis auditis tupeffati sunt⁴ valde et postmodum audiverunt dictum dominum suum priorem alta voce clamantem : « Al abost, A larrons, » et tunc audito clamore maleffatores fugierunt, ne gentes prioratus ipsos acciperent et tamen illam mulierem quam ad dictam cameram aduxerant, reduxerunt secum. Interrogati, si dicti maleffatores dictam mulierem ad cameram prioris duxerunt, aut non, dicunt quod in veritate credunt quod dicti maleffatores ipsam aduxerunt et pro eo quod ante dictum tumultum nulla erat mulier in dicta camera nec in toto prioratu. Item dixit plus dicta ancilla quod ab illo tempore quo dictus S[tephanus] Dalmacii fuerat de illa villi muliere diffamatus, ab illo tunc quameito quod dictus dominus prior audivit dici quod illa non erat proba mulier, quod ipse dominus prior sibi ancille, qui loquitur et aliis famulis suis inhibuit, ne illam villem mulierem in domo prioratus dimitterent habitare nullo modo, quia ante dictam infamiam aliquociens juvabat dicte ancille ad faciendum aliquod et lavandum pannos hospicii et lucrabatur panem, ut faciunt bone et probe mulieres; sed postquam dictus prior scivit ipsam diffamatam, bene per annum vel circa ante dicti facinoris perpetrationem, fuit sibi, ut dictum est, inhibutum ne in dicto prioratu habitaret quoquomodo : quare dicunt quod dictus Stephanus predictam mulierem ex pura

1. Lisez *ostium*.

2. Pour *stamine*. Voyez ci-dessus.

3. Lisez *ostium*.

4. Lisez *stupefacti*.

malitia et pravitare, et sui complices ad cameram dicti prioris aduxerunt et quod de hoc est fama publica in parrochia de Broco et locis circumvicinis.

Item religiosi viri et honesti, frater Raymondus de Tuelhes, prior de Mainciaco¹, frater Guillelmus Dontezac et frater Johannes de Bosco, monachi socii de Broco, dixerunt per sua juramenta prefatum priorem de Broco bonum religiosum esse et honestum ac de bona vita, conversatione laudabili et honesta, et quod in ipsum nunquam aliquam pravam suppositionem sciverunt; ymo quod est bonus religiosus et serviens in ordine et bonus administrator et ipse semper tenuit bonam hospitalitatem et in Deo karitatem, secundum quod se extendunt sui redditus prioratus et quod ipsi credunt in veritate quod dictus Stephanus Dalmacii et sui complices dictam mulierem ad cameram dicti prioris aduxerunt.

Item dicti religiosi, prior de Mainciaco et frater Guillelmus Dontezac, dixerunt per sua juramenta, quod ipsi quadam die post modicum tempus quod dictus Stephanus amisit suam de Broco mansionem et ante dicti facinoris perpetrationem, loquebantur cum dicto Stephano, quum Stephanus inter cetera dixit talia verba: « Prior de Broco mihi fecit amittere meam mansionem, sed promito sibi, quod in brevi tempore et non tardabit, quod sibi faciam tantum pudorem et magnum dedecus, quod ipse imperpetuum remanebit diffamatus et quod ejus omnes amici erunt tupeffacti, » et post dictas minas et jactationem, paucis diebus interpositis, dictum maleficium fuit factum; quare dicunt dicti religiosi ut supra.

Item Johannes Pinoti clericus licet de complicitibus predicti Stephani Dalmacii, etc., dixit per suum juramentum, quod dictus Stephanus Dalmacius, ejus cognatus, ipsum Johannem misit quesitum ut veniret secum loquutus de aliquibus et fuit ipsa die quod dictum maleficium fuit factum in sero, ita quod ipse Johannes venit ad dictum Stephanum circa vespas et erant cum dicto Stephano alii socii et quidam alter monachus, qui vocabatur Raynaudus Busson et steterunt in quadam domo, vocata de Brocia, usque fuit tarde in nocte circa primum somnum et tunc venerunt ad prioratum de Broco, sed tamen dictus Stephanus yebat primus et de longe et tunc faciebat multum oscurum, ita quod alter alterum non videbat, et dictus Stephanus

1. Moissat-Bas, jadis Moyssat-le-Moustier, Puy-de-Dôme, arrondissement de Clermont-Ferrand, canton de Vertaizon; prieuré dépendant de l'abbaye de Saint-Lomer, de Blois.

asserebat se esse procuratorem et sacristam de Broco et intravit primus dictum prioratum et stetit aliquantulum et postmodum venit et iterum intravit primus per quamdam falsam posterlam¹ existentem retro ecclesiam dicti prioratus et tunc omnes intraverunt cum quadam lanterna et dictus Stephanus intravit ecclesiam et detulit quamdam torchiam ceream acenssam et ardentem et intravit cameram prioris et dictus Johannes etiam dictam cameram intravit et vidit priorem in lecto suo dormientem qui ronfabat et dictus Stephanus monachus tunc dixit : « Videte vos » et ostendit quamdam mulierem in lecto dicti prioris, sed etiam dixit per suum juramentum quod nescit si dictus Stephanus eam duxerat, quia primus intraverat aut non, sed potius credit quod ipse Stephanus eam mulierem adussisset, quod quam dictus prior ipsam venire fecisset, eo videlicet quia perante irati fuerant inter se dictus Stephanus et prior et dictus Stephanus dicebat quod prior sibi fecerat amittere suam mansionem indebite et sine causa et quia dicta mulier cum dicto Stephano se recessit. »

Item invenimus quod dictus prior de Broco locum suum augmentavit in redditibus et edi[fi]cationibus multum et ipse prior presentavit nobis quod informaret bene nos se dictum locum suum in tempore suo de sexaginta libris anno quolibet de emolumentis emendasse et aumentasse, quod est purcherrimum, quod et adhuc in predictis et bonis aliis facere non cessavit, sed a tempore quod dictum impedimentum contra ipsum fuit perpatratum, quod sibi multum ad prosequendum deconstavit, tam in diversis curiis secularibus, videlicet coram ballivo Arvernie et ballivo Borbonensi et pluribus aliis, quam in curia officialis Claromontensis, quam in curia Romana pro appellatione sua prosequenda.

Item quod pro spiritali administratione, ad finem quod haberet in ecclesia sui prioratus edomadam², illum impetraverat monachum qui contra ipsum dictum malefficiū perpatravat.

(*Au dos :*) Visitatio Arvernie anno Domini M^o CCC^o XXXII (*sic*).

(*Et plus bas :*) Factum est.

(Le parchemin porte la trace de la fente où passait la bandelette du sceau. Le rouleau est aujourd'hui en huit morceaux.)

(Bibl. nat., coll. de Bourgogne, t. LXXXII, n^o 391.)

1. *Posterla* comme *posterula*, posterior porta, alias *posterna*, poterne. Du Cange, v^o *Posterula*.

2. On appelait hebdomadier, *hebdomadarius*, le moine qui remplissait certaines fonctions du monastère pendant une semaine.

X.

VISITE DE 1343 (1344).

Anno Domini Millesimo CCC^o quadragesimo tertio, fuit facta visitatio Arvernie per nos Johannem de Venna et Archembaudum de Broco prioratum priores, humiles visitatores ordinis Cluniacensis in cameraria Arvernie.

1. Primo visitavimus prioratum de Ravis die dominica ante festum cathedre Sancti Petri¹. Divinum officium, hospitalitas, helemosina fiunt ibi competenter, licet prior modernus. In novitate sua invenit domum obligatam pro quadam emenda domino Regi Francie in quingentis libris, per Dei gratiam debitum solvit.

Item, cum diu fuit contentio inter habitatores ville, homines dicti prioratus super sepultura et quibusdam intragiis seu mudagiis consuetis habere per mortem decedentium ab heredibus defunctorum seu per vendicionem hereditagiorum aut matrimoniorum, nunc medientibus (*sic*²) sapientibus religiosis de ordine et aliis amicis, concordia amicabile et ad honorem et commodum loci extitit proloquuta et de concensu partium, retenta voluntate reverendi patris Domini Cluniacensis.

Item, cum dudum prioratus tenet portum super fluvium Aligeris et de novo dominus comes Drocensis³ et dominus Egidius Attellini⁴ quilibet portum creaverant, super quo contentiones et litigia movebantur et expensas multiplices oportebat priorem sustinere ad evitendum predicta litigia, prior predictus procuravit et ordinavit et fieri fecit unum pontem super fluvium predictum, pro quo prior annis singulis augmentavit forum suum de Ravis, ut fuit repertum coram nobis visitoribus, usque ad valorem quadraginta librarum turonensium ratione lede mercati predicti. Prior nihil debet, habet necessaria usque ad fructus novos.

1. Le 22 février.

2. Le copiste de ce rôle a mis partout *e* pour *a* et quelquefois *æ* pour *e* devant deux consonnes, autrement dit pour *a* et *e* en position.

3. Pierre, seigneur de Montpensier, d'Aigueperse, etc., comte de Dreux en 1331, mort le 3 novembre 1345. (*Art de vérifier les dates*, t. II, p. 673.)

4. Gilles-Aycelin, seigneur de Montaigu-sur-Billom et de Châteldon (1344-1356). (*Dictionn. hist. du Puy-de-Dôme*.)

2. Die veneris post festum beati Mathie¹ visitavimus prioratum Silvigniacy. Divinum officium laudabiliter fit ibi, sicut est ibidem consuetum; helemosina, hospitalitas bene fiunt ibidem. Prior dicti loci edificia coplassa (*sic*) ante adventum suum reedificavit et adhuc non cessat; et inter cetera claustrum dicti loci minabatur ruinam et periculose conventus et alii habitabant et ibant per dictum claustrum. Prior vero totaliter opus antiquum et ruynosum totum destruxit. Claustrum novum ibidem optimum et magni operis et fortis purcherimum (*sic*) facit et jam pro majori parte quasi factum.

Idem prior habet questiones multas contra homines suos ville Silvigniacy, quam viriliter et personaliter in curia Francie prosequitur cum maxima diligentia. Prior vero invenit domum oneratam debittis usque ad sommam quingentorum (*sic*) librarum, quas solvit omnino. Cetera sunt in bono statu. Nichil debet et habet victualia usque ad fructus novos.

3. Die mercurii post diem dominicam qua cantatur in sancta ecclesia *Remiscere*², visitavimus abbatiam Moziacy. Divinum officium, helemosina, hospitalitas bene fiunt ibidem. Edificia, jura et jurisdictiones competenter ibi conserventur et manutinentur. Est ibi quedam questio ardua inter gentes regias et abbatiam super quibusdam limitationibus, super quibus abbas in quantum potest laborat ad conservationem ecclesie sue.

Item est ibi quidam monachus, nomine dicte (*sic*) Amellii Gardele, super quodam omicidio accusatus, quod dicitur per ipsum perpetratum et super incontinencia multipliciter diffamatus, super quibus abbas dicti loci ut ordinarius processit secundum quod jura et regulares ordinantie Cluniacy requirunt. Et fecit informationes secundum quod per publica instrumenta nobis apparuit et alia documenta super dictis factis criminalibus. Et nichilominus per dominum nostrum Cluniacensem fuit sibi clausa manus ne procederet contra ipsum. Quapropter in abbatis audientia (?) conquerendo monstraverunt procuratores dicti abbatis, qualinus super hoc dominis diffinitoribus Cluniacensis capituli ista referre dignaremur. Et inter cetera monstraverunt nobis quod dominus abbas Tiherni dictum monachum de abbacia traxit in prejudicium abbatis Mauziacy. Quapropter vobis dominis diffinitoribus tradimus supplicationem factam per ipsos et informacionem factam per nos in isto presenti rotulo ennexas (*sic*).

1. La fête de S. Mathias, apôtre, se célèbre le 24 février aux années communes.

2. Introït et nom du second dimanche de Carême.



Au rouleau est annexé l'acte suivant, sur papier :

« Supplicat procurator domini abbatis Mauziaci dominis diffinitoribus Cluniacensis ordinis in isto generali capitulo proximo venienti, quod cum causam appellationis factam per dominum abbatem Mauziacensem ab audientia abbatis Tyherni contra Amelhium Gardelle, monachum Mauziaci, reverendus pater in Christo dominus Cluniacensis abbas venerabili et religioso viro domino priori de Amberta dictam causam appellationis duxerit committendam et sine debito terminandam et postea dictus dominus abbas Cluniacensis mandaverit priori de Laudoso¹ ut inhiberet ex parte sua dicto priori de Amberta quod de dicta causa amplius non se intromitteret et quod citaret dictas partes ad instans proximum generale Cluniacense capitulum, ad procedendum in causa appellationis hujusmodi prout foret rationis et in casu in quo aliqua partium male contemptaretur de dicto termino, quod assignaret dictis partibus diem Jovis post mediam proximam quadragesimam, ut tunc dicte partes venirent coram dicto domino abbate Cluniacensi in dicta causa appellationis coram eo processure; in magnum predicti domini abbatis Mauziaci et grave prejudicium, qui de jure et terre consuetudine, extra provinciam in qua ressidet cogi non debuit litigare, honore et prerogativa loci Cluniacensis sive capitis in omnibus semper salvis, quatinus dicto domino abbati Mauziaci super hoc provideatur de remedio oportuno per vos dominos diffinitores et quod dictus dominus abbas Mauziaci non compellatur litigare de causa hujusmodi in civitate Avinione, sed in Cluniaco vel in alio loco ordinis in quibus dicte cause appellationis consueverunt concertari vel etiam agitari. »

Informatio².

Sequitur informatio facta per nos visitatores Arvernie, videlicet super modo et forma qualiter abbas Tyherni elargavit seu ampliavit prisonem dicti Amelhii Gardelle, monachi Mauziaci, capti super facto ejusdam omicidii et adulterii.

Et primo super hoc interrogatus per suum juramentum dominus Radulphus de Bulli, prior claustralis Mauziaci, dixit quod ipse fuit presens die martis post pascha proxime transacta, quod abbas Tyherni dixit talia verba dicto testi loquenti et pluribus aliis monachis et laycis astantibus : « Domini, ego non tanquam commissarius domini

1. Lezoux, Puy-de-Dôme, arrondissement de Thiers, chef-lieu de canton. Il y avait dans l'église Notre-Dame un prieuré dépendant des Bénédictins de Thiers.

2. Ce deuxième acte est également sur papier.

Cluniacensis, sed tanquam amicus specialis domini abbatis Mauziaci volo elargare seu ampliare et de voluntate dicti domini Mauziaci, prisonem dicti Amelhii Gardelle. » Et tunc dictus abbas Tyherni misit dominum Guillelmum de Barreys quesitum dictum Amelhium, qui dictus Guillelmus eundem Amelhium ibidem aduxit et tunc dictus abbas dixit talia verba : « O Amelhi, de voluntate domini abbatis Mauziaci amplio tibi prisonem infra septa monasterii et inhibeo tibi ne dicta septa egrediaris sub pena facti cogniti » et tunc dictus abbas recepit fidejussores super dictam ampliationem, Perrotum Gardelle, fratrem dicti Amelhii, Petrum Torchet.

Item, dominus Petrus de Grifer interrogatus per suum juramentum super premissis, dixit idem per omnia sicut primus testis.

Item, dominus Petrus de Viplex et dominus Guillelmus de Barreys, dominus Bleynus de Tyneria, dominus Bartolomeus de Podio, dominus Guido Rollandi, dominus Durannus Picoros, monachi dicti monasterii dixerunt per suum juramentum super premissis idem per omnia sicut primus testis.

Item Petrus de Savinho, Durannus Giler, layci, dixerunt per suum juramentum in omnibus et per omnia sicut primus testis.

4. Die sabbati sequenti visitavimus prioratum Selsiniarum. Divinum officium, helemosina, hospitalitas ibidem bene fiunt. Prior modernus est novus, et dominus noster Papa recepit fructus anni presentis et nichilominus conservat jura dicti loci idem prior bene; attamen visitavimus domum suam Sancti Hylarii, in qua idem prior non tenet monacos, nec eciam aliquos qui ibidem faciant divinum officium. Cetera sunt in bono statu.

5. Die martis post *Occuli mei*¹, visitavimus prioratum de Vota. Divinum officium, helemosina, hospitalitas ibidem bene servantur et fiunt. Ecclesia non est obligata alicui. Prior edificia ruynosa in dicto loco de Volta et aliis maneriis de mensa repparavit competenter et reedificavit colassa² in dicto loco principali de Volta, eddificavit de novo duas domos sive aulas, unam super alias multum neccessariam et purcherrimam. Et in alio loco de Gresac omnino coplassum (*sic*) edificavit domos quamplurimas dicto loco neccessarias. Et multa alia bona acquisivit ad commodum ecclesie.

Item habet causam litigiosam contra dominum episcopum Mima-

1. Introït et nom du troisième dimanche de Carême.

2. Lisez *collapsa*.

tensem, pro domo Sancti Pauli Frigidis¹, inceptam temporibus predecessorum suorum, quam viriliter prosequitur et speratur quod, Deo mediente (*sic*), et ejus pena, veniet ad optatum suum et commodum ecclesie.

Item, licet donnus Johannes Desquarel Oblim pro demeritis suis in Cluniacum fuit transmissus per camerarium Arvernien et de gratia speciali dominus Cluniacensis, qui nunc ad requestam proborum ordinis eidem assignavit mentionem ad quam non venit, ymo ut canis ad vomitum ad consueta malificia est reversus, et per Arverniam incontinentem se gerendo et cum malefactoribus, omicidis, latronibus se associavit, et inter cetera quemdam presbiterum donatum prioratus Ruppefortis, subditum prioratui de Volta, letaliter vulneravit; et ita quod de cetero non poterit celebrare nec etiam bono modo ire. Et propter ista prior Ruppefortis fecit eum capere in hospicio cujusdam meretricis et eum tenet captum in carcere suo et precepimus sibi ut ipsum custodiat, taliter quod de ipso reddere valeat rationem.

Quedam supplicatio fuit nobis tradita per quosdam homines de Volta, quam vobis tradimus, in hoc presenti rotulo ennexa, ut super hoc ordinetis quod vobis fuerit ordinendum.

Au rouleau est joint l'acte suivant, sur papier :

[Supplicatio quorundam hominum de Volta.]

« Supplicant humilitati vestre nobilis et honeste religionis viris, dominis priori de Avena et de Broco, visitatoribus in Arvernia pro domino abbate Cluniacensi, videlicet domini Chantaloba et Petrus Claromontis et Johannes Berbezis et Guillelmus Arditz de Volta, Sancti Flori dyocesis, quod cum tempore quo dominus Johannes Donati erat prior de Volta et nunc est prior de la Salvetat, dicti homines conquerentes et suplicantes extiterint fidejussores pro dicto domino Johanne Donati penes Petrum Bernardi Brivatensem et penes Johannem Rotlandi, pro qua fidejussione dicti conquerentes dampnum paci (*sic*) sunt usque ad valorem quilibet quinquaginta librarum turonensium et ultra et oportuit de predicta fidejussione vendere dictis hominibus de proprietate eorundem; quare supplicant dicti conquerentes vobis dominis visitatoribus prelibatis, ut requiratis et supplicetis dominis diffinitoribus Cluniaci ut requirant dominum abbatem de Moyssaco², de quo dictus dominus Johannes Donati, prior de

1. S.-Paul-le-Froid, Lozère, arrondissement de Mende, canton de Grandrieu.

2. Moissac, Tarn-et-Garonne, chef-lieu d'arrondissement. La Salvetat, même département, commune de Belmontet. Cf. Longnon, *Pouillé de Cahors*, n° 101.

la Salvetat, est submissus, ut dictus dominus abbas compellat dictum dominum Johannem Donati ad solvendum dictis fidejussoribus et restituendum dictas summas peccunie et provideri de tali remedio ut dicti fidejussores sint soluti de predictis summis peccunie et ista supplicant amore Dei et pietatis intuitu. »

6. Die veneris sequenti visitavimus apud Genciacum. Secundum relationem prioris et ejus socii omnia erant in bono statu, preter hoc quia ibidem erat quedam domus ruinosae que indigebat reparacione; precepimus etiam ipsi priori ut in ipsa domo apponeret remedium opportunum et in brevi. Domus est obligata in viginti quinque libris, ut refferunt dicti prior et monachus, de tempore predecessorum suorum.

7. Die sabbati sequenti visitavimus apud Gresacum. Domus spiritualiter bene regitur. Item domus est obligata in ccc sarcinis sive bestiis oneratis siliginis. Gentes domini cardinalis Montis Sallini, qui tenet dictam domum, asseruerunt coram nobis visitatoribus, quod de jure nullum est debitum; propter quod nos injunximus ut si dictum debittum debeatur quod solvatur, alioquin quod proseguatur viriliter et breviter ad illum finem, quod domus non remaneat onerata.

8. Die dominica qua cantatur *Lettare Jerusalem*¹ visitavimus apud Roserios. Domus spiritualiter et temporaliter est in bono statu, excepto quod est ibi quidam monachus, nomine Guichardus Deschesaux, qui publice concubinam in villa et etiam in prioratu de Rose-riis tenuit per longum tempus, ospitium et tabernam in villa cum ipso (*sic*) tenendo et specialiter mense augusti in quo non debet vendi vinum nisi de mandato prioris, quia illo mense bannum est. Et quia gentes prioris mensuras cappare voluerunt, ipse monachus violenter mansuras² (*sic*) ipsas detinuit cum minis et verbis maliciosis, et hoc non obstante de latrocinio, furando bladum dicti prioris. Deprehensus. Item, quod priorem dicti loci prosequutus (*sic*) fuit, ut ipsum occidere posset, hiis sic actis coram populo sine habitu per villam exivit et se transtulit apud Alpaye, ubi cum muliere moram trait in opprobrium ordinis et scandalum populi. Et omnibus nobis relatis et per informationes per nos factas, injunximus priori de Roseriis quatinus procuraret qualiter caperetur et ipsum captum ducere faceret Cluniacum sine mora³.

(Ici s'arrête le rôle.)

1. Introit et nom du quatrième dimanche de Carême.

2. Pour *mensuras*.

3. D'après les définitions du chapitre général de 1347, cette maison avait alors

(*Au dos .*) Hec est visitatio facta in cameraria Arvernien per Johannem de Venna et Archembaudum de Broco prioratum priores, humiles visitatores.

M CCC XLIII.

(Bibl. nat., lat., nouv. acq. 2271, n° 75.)

XI.

VISITE DE 1353-1354¹.

4. [De Venna]. predictus male eis animis
. eisdem ministrari consuevit.
. quia de anno quo dicebatur
. in tenetur eidem
conventui in et usque ad valorem centum asinatarum bladi.

Item consueverunt percipere dicte moniales cum dicto priore singulis diebus certam quantitatem vini et qualibet septimana certam quantitatem salis et unum obolum, quas cessavit dictus prior solvere, videlicet dictum vinum per decem septimanas et sal a festo beati Johannis ante Portam Latinam² citra.

Item consuevit percipere anno quolibet quolibet monialis unam gallinam, quam cessavit eis solvere per duos annos.

Plures etiam alias consuetudines per dictas moniales percipere consuetas dictus prior eisdem recusat solvere, propter quod dicte moniales aliquociens cessaverunt officium ecclesie facere et est verum quod totiens quotiens idem prior defecit eisdem monialibus solvere panem aut vinum aut pictanciam suam, quod invenitur pluries, dicte moniales cessant et auctoritate sua ponunt cessum in ecclesia dicti loci matutinis et aliis horis cothidianis atque missis minime dicentibus et

pour prieur le cardinal d'Arras. Celui qui gouvernait la maison au nom du cardinal refusa de recevoir les visiteurs, « qui dictum prioratum regit nomine cardinalis predicti visitatores recipere recusavit. » Nous ne savons si ce cardinal était déjà prieur en 1344 ; mais nous lisons dans *l'Étude sur le prieuré de Rosiers*, par MM. Vincent Durand et A. Vachez (p. 29), que cette maison avait pour prieur, en 1357, Pierre du Colombier, dit le cardinal d'Ostie, évêque d'Arras en 1339 et cardinal le 26 février 1344, évêque d'Ostie en 1353. Le chapitre général de 1347 nous permet de faire remonter son titre de prieur de Rosiers dix ans plus tôt.

1. Le commencement du rouleau, attribué aux années 1353-1354, manque par suite de déchirure. Nous donnons tout ce qui reste des cinq premières lignes.

2. Cette fête tombe le 6 mai.

campanis pulsantibus, de et super quibus est in patria et locis circumvicinis magnum murmur et loquutio.

Clausure dicti loci omnino sunt dissipate et corrupte, ita quod quicumque vult potest intrare claustrum et domos monialium, pro parte propter defectum prioris et pro parte propter defectum monialium, quia dicte moniales tenentur claudere juxta ortos et domos suas quas possident et prior residuum.

Clastrum et dormitorium, reffectorium et alia ediftia dicti prioratus indigent reparatione, moniales dicti loci non jacent in dormitorio.

Item vinee dicti loci non sunt culte et sunt tres anni elapsi, quod non fuerunt fosse, nec ligate, set tantum chapolate¹, quod cedit in magnum et grave da[m]pnum.

Item ibidem est quedam grangia cum stabulis et domibus eidem grangie contiguis, cum clausura fossatorum unaque cum quodam columbario quod totum minatur ruinam et est disipatum vel quasi.

Domus dicti prioris major pars cecidit, tamen pro parte de tempore predecessoris sui. Residuum minatur ruinam, taliter quod est periculum ibidem morari.

Item solebat habere prior dicti loci unam navem seu portum², supra fluvium Aligeris prope dictum prioratum de Venna, que valebat anno quolibet circa decem libras, prout per relacionem dicti conventus invenimus, modo non est, ymmo dominus comes Montisfortis³ auctoritate sua propria posuit unam in loco ubi prior consueverat suam tenere, modo dictus prior non est ausus ibidem navem tenere, quare dictus portus admittetur, nisi remedium apponatur.

Item habet dictus prior unum locum vocatum Sanctum Bonitum Latronem⁴, qui locus per relationem subprioris et monialium dicti loci penitus cecidit, sed quia distat a loco de Venna per quinque leucas, predictum locum non potuimus visitare.

Item habet dictus prior alium locum, vocatum Lo Chavalet, qui distat a dicto loco de Venna per tres leucas, qui etiam cecidit pro parte tamen predecessoris sui, item cum sit parvi valoris non est ibi-

1. Du Cange, v° *Capulare*, unde *Chapouler*, tailler.

2. « Navigium ad transvehendos itinerantes, » Du Cange, v° *Portus*, 3. C'est ce que nous nommons bac.

3. Il s'agit de Jean de Boulogne, s' de Montgacon, qui porta le titre de comte de Montfort de 1351 à 1361. (Baluze, *Maison d'Auvergne*, I, 138.)

4. Peut-être Saint-Bonnet-sous-Montpensier, lieu détruit, qui était à peu près à cinq lieues de Laveine, et se trouvait à peu de distance de la grande route de Moulins à Clermont.

dem necesse edificare, prout per relationem dictorum suprioris et monialium invenimus.

Item habebat dictus prior quemdam prioratum, vocatum Castrum in Montanis, eidem priori subjectum, quem tradidit ad firmam ad vitam sagriste dicti loci minori precio, propter quod patitur locus de Venna maximum defectum. Item in dicto loco non est provisio vini solum ad unam diem, nec de alno nec de blado et de his paribus.

Prior predictus asserit se nichil debere, quamvis per plures dicatur contrarium, videlicet quod debet camere domini pape quinquaginta florenos ex una parte et ultra unam vacantem integram¹.

Verum est quod Stephanus Seralherii, germanus dicti prioris, dixit nobis in presentia plurimorum testium protestando quod ipse erat paratus ostendere ordini quod locus de Venna est in meliori statu quod non erat tempore quod frater suus fuit novus prior.

Item moniales dicti loci solebant esse incluse, modo vadunt tociens quociens ad hospitium amicorum suorum, una cum licentia superioris, de quo fit grande murmur inter laycos et in patria.

Item sunt ibidem plures moniales que portant raubas inhonestas, tam in colore quam facturis, ut invenimus per relationem aliquorum de dicto conventu. Ordo et regula non tenentur ibidem, de die in diem litigantur inter se, silentium non tenetur in clauistro, nec in locis principalibus dicti loci, nec elemosina consueta fit ibidem.

Item est in dicto loco de Venna quedam monialis de incontinentia diffamata, secundum relationem quarundam monialium dicti loci, que dicuntur esse per maiorem partem dicti conventus malivolentes predictæ monialis, de qua fuit facta informatio per commissionem majoris prioris Cluniacensis directam elemosynario et sagriste de Rivis; item per dictam monialem fuerunt tradite innocentie, quam informationem et innocentias dicti commissarii miserunt, non est diu, sub sigillis suis et sub signo cujusdam notarii publici apud Cluniam dicto domino majori priori, et inde dictus dominus major prior, visis et inspectis processibus et innocentis predictis, per suas litteras patentes mandavit dictis commissariis ut dictam monialem redirent² (*sic*) ad statum pristinum in quo erat tempore proclamationis facte per dictas moniales malivolentes, quousque idem dominus major prior habuerit de premissis cum probis ordinis consilium. A quibus

1. Le revenu d'une année d'un bénéfice vacant. Du Cange, v° *Vacans* et *Vacantia*, 2.

2. Lisez *redderent*.

per quasdam moniales fuit apellatum, desuper quibus petit conventus per ordinem provideri de remedio oportuno.

2. Item abbatia Tyhernensis est in bono statu; sunt ibidem abbas et xii^m monachi qui ibidem divinum officium bene faciunt, eisdemque monachis bene administratur et ecclesia et edificia sunt in bono statu; non sunt cause; abbas nichil debet, sunt ibidem provisiones per annum et ultra in immensum.

3. Item in prioratu de Niero Stabulo sunt tres monachi, prior est scolarius in Montepessullano. Ecclesia dicti prioratus fuit posita interdicto propter defectum solutionis decimarum regis de tribus annis. Pignaculum ecclesie corruit, taliter quod nisi in brevi apponatur remedium, cadet ad terram cum tota ecclesia que non restauraretur per mille florenos, et si in brevi apponatur remedium, creditur quod fieret per sexaginta.

Item edificia dicti prioratus, columbarium et clausura dicti prioratus indigent reparacione, quia minantur ruinam; monachis bene administratur; hospitalitas ibidem bene tenetur.

Item calix dicte ecclesie, diu est, furatus fuit et non habent dicti monachi, cum quo celebrent nisi mutuo; ibidem etiam non sunt vestimenta sacerdotalia.

Item conqueruntur parrochiani dicti loci de dicto priore ex eo quia priores dicti loci consueverunt ecclesiam parrochiam ville et gallineriam¹ cimiterii que est separata a monasterio, reparare; tecta et propter defectum prioris moderni minantur ruinam, ut asserunt dicti parrochiani. Verum est quod anno proximo preterito fuit data commissio super premissis camerario Arvernien per diffinitores et quia non continebatur in dicta commissione de gallineria, non potuit idem camerarius discernere de predictis; unde supplicant dicti parrochiani quod committatur iterato eidem camerario vel alteri ut sciatur veritas an dictus prior teneatur reparare tecta ecclesie et gallinerie et reperta veritate, compellatur ad faciendum premissa.

Item fuit etiam data commissio dicto camerario quod de bonis dicti prioratus faceret reparare pignaculum et domos dicti prioratus, calicem et ornamenta ecclesie facere; que injunxit dicto priori, qui prior nichil de predictis fecit, sed quidquid potuit recolligere de bonis ipsius prioratus, totidem secum deportavit, exceptis necessariis monachorum et postea dictus camerarius non invenit de quo potuisset pre-

1. Du Cange, v° *Galilæa*. Ce mot semble désigner le portique du cloître, qui servait de lieu de sépulture. On le trouve nommé en français : la Galilée. Cf. Littré, v° *Galerie*.

missa adimplere. Super quibus nobis scripserunt gentes domini comitis Forensis, ut provideatur de remedio oportuno; alioquin providetur per ipsos et non sine expensis.

4. Item in prioratu de Augeroliis sunt prior et duo monachi; divinum officium bene fit ibidem, edificia in bono sunt statu et non sunt cause; nichil debet prior, provisiones satis sunt.

Item per relacionem prioris et proborum patere invenimus quod dominus Montisbusserii¹ tenet de feodo ecclesie Cluniacensis quandam decimam et certam quantitatem reddituum, quod feodum non fecit, diu est, licet dictus prior ipsum requisiverit; quod facere recusavit, tamen respondit quod ostendatur sibi si predecessores sui dictum feodum fecerunt et dicitur quod littera inveniatur in Cluniaco, quare provideatur super premissis.

5. Item in prioratu de Selsiniis sunt quadraginta monachi, divinum officium bene fit ibidem, cerimonie et bone consuetudines omnimodis ibidem tenentur, excepto quod dormitorium non est regulare propter paupertatem conventus ad quem spectat; ornamenta ecclesie sunt in debili statu propter paupertatem sagristanie, tamen vitree que erant anno proximo preterito corrupte sunt, per dictum sagristam reparate.

Item in vestiario monachorum est defectus propter paupertatem officii camerarie; cetera omnia sunt in bono statu.

6. Item est quidam prioratus, vocatus Vivayrols, subjectus dicto priori de Celsiniis, in quo consueverunt morari prior cum duobus monachis et est propter mortalitatem et guerpitionem reddituum et defectus decimarum et subvenciones episcoporum Claromontis et Anniciensis, archidiaconorum et archipresbiterorum in tanta paupertate, quod prior dicti loci dictum prioratum priori de Celsiniis guerpivit et dicti duo monachi propter defectum victualium ad claustrum de Celsiniis redierunt; quapropter gentes regine² quia divinum officium non fit ibidem dictum prioratum ceperunt et redditus ad manum suam posuerunt, taliter quod prior de Celsiniis non gaudet de bonis ipsius prioratus in aliquo, nec potest invenire aliquem qui recipiat dictum prioratum ad regendum; quare provideatur in premissis.

7. In prioratu de Volta sunt xxiiii^{or} monachi, prior est scolaris,

1. Louis, baron de Montboissier, seigneur d'Aubusson, Boissonnelle, le Montel, etc. (1343-1414).

2. Jeanne, comtesse d'Anvergne et de Boulogne, hérita de son père en 1332 et épousa, le 19 février 1350, le roi Jean II.

divinum officium, edificia in bono statu sunt, nichil debet, nisi centum florenos camere domini pape. Habet quendam prioratum vocatum Sanctum Johannem de Calma¹ eidem subjectum, in quo solebant morari prior cum uno monacho; modo prior non facit ibidem residentiam, nec tenet monachum, quare divinum officium non fit ibidem; edificia minantur, taliter quod nisi apponatur in brevi remedium erit locus penitus dissipatus.

8. In prioratu de Borto est prior cum quatuor monachis, quorum duo non sunt presbyteri, de quibus unus moratur in prioratu Portus Dei² pro addiscendo servitium suum. Divinum officium male fit ibidem et erat consuetum ab antiquo quod se dicebant horæ diei cantando, modo non fit. Edificia tenentur in statu, excepto pignaculo ecclesie quod minatur ruinam, quod pro parte cecidit; tamen prior asserit quod parrochiani debent reparare et facere; qui dicunt contrarium, sed informaverunt nos per decem testes et ultra, quod dictus prior et sagrista dicti loci tenentur maxime, quia habent sepulturas ad voluntates et omnia emolumenta provenientia in dicta ecclesia et etiam quia consueverunt iidem prior et sagrista reparare tecta dicti pignaculi et chori et capellarum et dicti parrochiani consueverunt magnam navem ecclesie restaurare. Unde nisi apponatur breve remedium, sequetur damnum maximum. Verum est quod a decem annis citra fuit data quedam commissio per diffinitores que dirigebatur priori de Ventodoro super reparatione dicti pignaculi; qui super hoc se informavit, sed informatio non fuit reducta ad actum; de quo dicti parrochiani conqueruntur.

Item dicitur vulgariter, et prior non negat, quod duos monachos de dictis quatuor induit habitum monachalem, symoniam committendo, de quibus recepit summas peccunie numeratas.

Item temporalitas et iuridictio in pluribus mansis in quibus prior aut gentes sue solebant tenere assizias et de iuridictione uti, admittitur; ymmo alii iusticiarii pace utuntur et hoc propter defectum dicti prioris, quia non prosequitur.

Item dictus prior, non est diu, habebat unum mansum vocatum la Bonetia³, quem quidam donatus donaverat ecclesie de Borto, qui

1. Saint-Jean-la-Chalm, Haute-Loire, arrondissement du Puy, canton de Cayres.

2. Port-Dieu, Corrèze, arrondissement d'Ussel, canton de Bort. Ce prieuré dépendait de la Chaise-Dieu.

3. La Bonnetie(?), canton de Champs-de-Bort, Cantal, arrondissement de Mauriac.

valet anno quolibet decem sextarios bladi reddituales et ultra ; modo dominus contorss de Senhas¹ tenet et possidet dictum mansum et est fama quod prior vendidit dictum mansum domino predicto ; de quo habuit dictus prior magnam pecunie summam.

Item est etiam quidam lacus in quo solebat prior piscare et non alter, modo fecit prior quandam compositionem cum domino de Poheto, per quam idem dominus habet medietatem piscis dicti laci (*sic*), quod est magnum prejudicium dicti loci.

Item est etiam in dicto loco quidam monachus, vocatus dompnus St[ephanus] Bonafos, qui est de incontinentia diffamatus, de quo gentes ville conquesti fuerunt, quia pluries de nocte per villam vadit cum armis, una cum pluribus aliis complicitibus suis, dissimulando personam suam, ne per gentes ville agnoscatur.

9. In prioratu de Talvis, qui est subditus priori de Celsiniis, est prior cum quatuor monachis, tamen prior est juvenis et non est presbiter, nec duo monachi de dictis quatuor : quare divinum officium non bene fit ibidem, prior predictus cum uno monacho juniore de predictis quatuor moratur in domo prioris sui longe a dicto prioratu, ubi nichil adicit. *Ædificia* minantur ruinam.

10. Item in prioratu Montisacuti, qui est subditus dicti prioris de Celsiniis, solebant esse sex monachi cum priore ; modo non sunt nisi quatuor cum priore ; tamen locus propter mortalitatem et persecutiones tempestatum est pauper et multum oneratus de dictis tribus monachis ; et quamvis prior bene se habeat in persona sua, dicti tres monachi, quorum unus non est presbiter, non tenent vitam honestam, ymo cothidie habent inter se seditiones. Solebant enim horas diei dicere cantando, modo non fit, nec pluries legendo ; dicto priori non obediunt, ymo quando ipsos corrigit, contra se insurgunt ; locum de nocte exeunt, robas inhonestas portant, et tot et tanta faciunt, quod nisi apponatur remedium, locus patietur detrimentum.

11. In abbazia Mauziaci sunt *xl* monachi. Abbas de novo est electus ; divinum officium bene fit ibidem ; *edificia* et temporalitas sunt in bono statu, quamvis sint plures cause cum magnalis patrie, quas pro viribus prosequuntur, tamen abbas qui mortuus est debebat circa *viii* florenos.

12. In prioratu de Silvigniaco est completus numerus monachorum ; prior dicti loci in spiritualibus et temporalibus bene se habet.

1. Saignes, Cantal, arrondissement de Mauriac, chef-lieu de canton. Les seigneurs de Saignes avaient titre de Comptours.

43. In prioratu de Castro in Montanis, qui est de mensa prioris de Venna, sunt quatuor monachi; domus dicti prioratus corruunt et pro parte ceciderunt.

44. Prioratus de Dreturers, qui est subditus abbati Mauziaci, quem tenet camerarius dicti loci. Edificia minantur ruinam et pro parte ceciderunt.

45. Item in prioratu de Rivis, quem tenet dominus cardinalis Bologne, solebant esse per numerum xx monachi, cum priore, modo non sunt ultra quatuordecim, de quibus non sunt sex presbiteri et etiam de illis xiiii^{tim} morantur extra sex, qui sunt apprehendati, propter quorum defectum amittitur una missa in conventu, videlicet missa matitunalis (*sic*).

Item fuit editus de novo in villa Castri Odonis⁴ prope villam de Rivis mercatus in grande prejudicium prioratus et habitantium ville de Rivis, de quo vertitur causa in parlamento Parisius inter procuratorem regium et dominum cardinalem priorem de Rivis et habitantes dicte ville actores ex una parte et dominum Egidium Esselini reum, dominum Castri Odonis ex parte altera, de qua lite gentes dicti domini cardinalis nichil volunt solvere ad proseguendum dictam causam, ymo oportet quod habitantes predicti solvant totales expensas, quamvis sit dicta causa plus dampnosa dicto prioratui quam habitatoribus.

46. Item in prioratu de Gumeriis, qui movet et est subditus priori de Rivis, prior trahit ibidem moram et etiam debet ibidem morari unus monachus; modo non est, quare divinum officium non fit.

(Original sur papier. Bibl. nat., lat., nouv. acq. 2271, n° 78.)

XII.

RELEVÉ GÉNÉRAL DES VISITES DE L'Auvergne DES XIII^e, XIV^e, XV^e ET XVI^e SIÈCLES.

Ce relevé des visites de l'Auvergne qui existaient autrefois aux

1. Chateldon, Puy-de-Dôme, arrondissement de Thiers, chef-lieu de canton. Gilles Aycelin, seigneur de Montaigu-sur-Billom et de Chateldon, obtint du roi, au mois de septembre 1344, la création d'un marché à Chateldon, le samedi de chaque semaine. Voyez Registres du Parlement, X^{1a} 8735, fol. 254. La ville de Ris obtint du roi Louis XI l'établissement d'une foire en 1482 et le changement du jour du marché pour le fixer au mercredi de chaque semaine. Cf. *Dict. hist. du Puy-de-Dôme*.

archives de l'abbaye de Cluny est extrait d'un manuscrit intitulé : « Privilegia abbatiae et ordinis Cluniacensis¹ » et renfermant l'inventaire de tous les privilèges et exemptions donnés à l'abbaye de Cluny par les papes, les empereurs et les rois. Il fut rédigé par Jean de Dompierre (*de Donna Petra*), prieur de Saint-Étienne de Nevers et de Froidefontaine, et vérifié par lui le 16 mars 1511 (1512). A cet inventaire est jointe la liste des visites ainsi que la pancarte ou description des abbayes (dite Poullier), vue et collationnée par Jean Mauré, trésorier de la Chambre, et Claude Budet, notaire, le 16 avril 1580.

Au folio *vi^{xx} x^o*, on lit ce qui suit :

« In camera Alvernie et provincia Provincie²;
Visitatores Alvernie anno Domini Millesimo II^o.

Anno Domini Millesimo II^o LXXVIII.

M ^o	II ^o LXXXI.
M ^o	II ^o LXXXII.
M ^o	II ^o LXXXVI.
M ^o	II ^o LXXXVII.
M ^o	II ^o LXXXVIII.
M ^o	II ^o LXXXIX.
M ^o	II ^o LXXXX (<i>bis</i>).
M ^o	II ^o LXXXXI.
M ^o	II ^o LXXXXII.
M ^o	II ^o LXXXXIII.
M ^o	II ^o LXXXXV.
M ^o	II ^o LXXXXVII (<i>bis</i>).
M ^o	II ^o LXXXXVIII.
M ^o	II ^o LXXXXIX.

M^o III^o.

Anno	M ^o	III ^o II ^o .
	M ^o	III ^o V ^o (<i>bis</i>).
	M ^o	III ^o VI ^o .
	M ^o	III ^o VIII ^o .
	M ^o	III ^o X ^o (<i>ter</i>).
	M ^o	III ^o XI ^o .
	M ^o	III ^o XIII ^o (<i>bis</i>).

1. Bibl. nat., ms. lat. 13873.

2. On voit au fol. *vi^{xx} vii^o* v^o que les Visites d'Auvergne remplissaient un petit coffre : [Visitationes] *Alvernie in uno coffreto*. Elles sont divisées par siècles, nous les avons classées par années pour faciliter les recherches.

M°	III° XIV°.
M°	III° XVI° (<i>bis</i>).
M°	III° XVIII°.
M°	III° XIX°.
M°	III° XX°.
M°	III° XXI°.
M°	III° XXII°.
M°	III° XXIV°.
M°	III° XXVIII°.
M°	III° XXX°.
M°	III° XXXI° (<i>ter</i>).
M°	III° XXXIII° (<i>ter</i>).
M°	III° XXXIV° (<i>bis</i>).
M°	III° XXXVII°.
M°	III° XXXVIII°.
M°	III° XXXIX°.
M°	III° XL°.
M°	III° XLIII°.
M°	III° XLIV°.
M°	III° XLVI°.
M°	III° XLVII°.
M°	III° LIII°.
M°	III° LVII°.
M°	III° LXXXIV°.
M°	III° LXXXVII°.
	M° IIII°.
Anno	M° IIII° III°.
	M° IIII° LXXXIX°.
	M° IIII° LXXXIII°.

On remarquera que plusieurs de ces visites étaient en doubles et même en triples exemplaires. On lit à la suite :

« Tresdecim alie visitationes sine data. Millesimo IIII° nonagesimo quarto; vide Libello de Bothone in coffro Lugdunensis provincie in quo visitatur (*sic*) aliqua monasteria in Alvernia¹. »

1. Au xvi^e siècle, et peut-être dès la fin du xv^e, la province d'Auvergne était jointe à celle de Lyon. Voy. A. Bruel, *les Chapitres généraux de l'ordre de Cluny*, p. 15 du tirage à part.

« Alie plures visitationes Alvernie in rotulis visitationum communium in turri privilegiorum. »

« In coffro provincie Provincie que continet a Vienna descendendo usque per totam provinciam et totum Delphinatum et de Sabaudia usque ad Gebennes. »

« Fuerunt plures visitationes per diversos annos in singulis rotulis (?). »

« Nam de anno Domini M^o II^c usque ad M^o III^c et ab anno M^o III^c usque ad M^o IIII^c et ad M^o V^c plures. »

« De annis M^o II^c et cetera usque ad M. III^c. »

« Sunt xxviii^o visitationes per xxviii rotulos. »

« Item alie in turri privilegiorum sunt cum aliis de eodem (?). »

M. III^c.

« M. III^c usque ad M. IIII^c sunt xliiii visitationes.

« Item alie plures sunt cum aliis provinciis in armario turris privilegiorum a dextris. »

M. IIII^c.

« M. IIII^c sunt xviii et alia. »

« Aliam nota ampla[m] visitationem in parvo libro M. IIII^c LXII, Quia bonum est. »

M. V^c.

« Est una M. V^c VII.

« Item alie plures antique sine data.

« Hec omnia inscripta sunt in uno libro papiri in coffro reperto¹. »

1. En résumant les données qui nous sont fournies par le ms. 13873, à la suite du relevé des visites année par année, que nous avons donné ci-dessus, on voit qu'il y avait encore à Cluny, dans la Tour des privilèges, un assez grand nombre de visites relatives à l'Auvergne. Qu'il ne faille pas les confondre avec celles que nous avons énumérées, cela nous semble résulter de ce que parmi celles-ci ne se trouvent pas quatre de celles que nous publions, savoir celles de 1264, 1280, 1285 et 1294. Ainsi, sans compter les visites communes à plusieurs provinces (*rotuli visitationum communium*), on conservait encore en rôles séparés (*in singulis rotulis*) 28 visites pour le xiii^e siècle, 43 pour le xiv^e, 18 pour le xv^e, une pour le xvi^e, et enfin une de 1462, une de 1494 et 13 visites sans aucune date, soit 105, qui, ajoutées aux 62 relevées déjà, forment un total de 167 procès-verbaux de la province d'Auvergne. Ce chiffre n'a rien d'exorbitant pour une période de 229 ans, de 1279 à 1507.

TABLE DES MONASTÈRES VISITÉS.

(Les chiffres romains désignent les visites publiées dans le présent travail. Les lettres A et B se rapportent aux visites de 1286 et de 1310 imprimées dans ce recueil en 1877. Elles se trouvent maintenant à la Bibliothèque nationale, fonds lat., nouv. acq. 2270, n° 23, et 2271, n° 55.)

Arona, Arumpna. Arronnes, Allier, arrond. de la Palisse, canton et commune de Mayet-de-Montagne¹. B, 14; IV, 11; VI, 1; VII, 2; VIII, 6; IX, 13.

Augerolæ, Augeroliæ, Augeroles. Augerolles, Puy-de-Dôme, arrond. de Thiers, cant. de Courpière. A, 16; B, 10; II, 1; VII, 7; VIII, 2; IX, 11; XI, 4.

Belac. Benac (?), m. is., Haute-Loire, arrond. de Brioude, cant. de Langeac, comm. de Chanteuges. VII, 11.

Bonnac. Bonnac, Cantal, arrond. de Saint-Flour, cant. de Massiac, et non Bonnat, Puy-de-Dôme. A, 7.

Bortum. Bort, Corrèze, arrond. d'Ussel, chef-lieu de canton. B, 6; IV, 7; V, 8, note; VII, 14; VIII, 13; IX, 12; XI, 8.

Bredon. Bredon, Cantal, arrond. et cant. de Murat.

Le prieuré de Bredon dépendait immédiatement de l'abbaye de Moissac et médiatement de Cluny. VIII, en note au-dessous du titre.

Brenac. Brenat, Puy-de-Dôme, arrond. d'Issoire, cant. de Sauxillanges. A, 9.

Brollum. Le Breuil, Puy-de-Dôme, arrond. d'Issoire, cant. de Saint-Germain-Lembron. III, 4. Il ne faut pas confondre le prieuré de Saint-Barthélemy du Breuil avec le prieuré dit Saint-André du Pont-du-Breuil, qui dépendait de l'abbaye de Saint-André de Clermont. Voyez notre Pouillé de Clermont, nos 620 et 621.

Caranaco (Decanatus de). Carennac, Lot, arrond. de Gourdon, cant. de Vayrac. VIII, note au-dessous du titre.

Castrum de Montanis, in Montanis. Châtel-Montagne, Allier, arrond. de la Palisse, cant. de Mayet-de-Montagne. B, 15; IV, 11; VII, 1; XI, 13.

Celsiniæ, Celsigniacus, vel Salsiniæ. Sauxillanges, Puy-de-Dôme, arrond. d'Issoire, chef-lieu de canton. A, 5; B, 8; II, 3; IV, 5; V, 3; VI, 3; VII, 15; IX, 3; X, 4; XI, 5.

1. Voir dans notre premier travail les extraits du *Catalogus abbatiarum* relatifs à chaque prieuré. Lorsque le nom de lieu se présente sous plusieurs formes, nous les classons par ordre d'importance ou d'ancienneté.

Chaçac. Sanssac-l'Église, Haute-Loire, arrond. du Puy, cant. de Loudes. Cette localité est nommée quelquefois Chatzac. Cf. *Recueil des chartes de Cluny*, nos 3029 et 3895.

Colaminæ. Saint-Pierre-Colamine, Puy-de-Dôme, arrond. d'Issoire, cant. de Besse-en-Chandesse. B, 1.

Dréturiers. Droiturier, uni à la chambrerie de Mozat. Allier, arrond. et cant. de la Palisse. XI, 14.

Gensac, Genssac. Saint-Blaise, dit, autrefois, Saint-Blaise de Gensac, Haute-Loire, arrond. du Puy, cant. de Solignac-sur-Loire, comm. de Cussac; et non Genzac, cant. de Chomette. B, 3.

Grasac, Gresac, Gresacus, Greysac. Grazac, Haute-Loire, arrond. et cant. d'Yssingeaux. B, 2; IV, 9; VII, 9; VIII, 10; IX, 9; X, 7.

Gumeriæ. Gumières, Loire, arrond. de Montbrison, cant. de Saint-Jean-Soleymieux. IX, 16.

Harona. Vide **Arona**.

Joriat. Chauriat, Puy-de-Dôme, arrond. de Clermont-Ferrand, cant. de Vertaizon. A, 10.

Lende. Lempdes, Haute-Loire, arrond. de Brioude, cant. d'Auzon. A, 8.

Mallac. Mailhat, Puy-de-Dôme, arrond. d'Issoire, cant. de Jumeaux, comm. de Lamontgie. A, 13.

Marchiacum, Marsac. Marsat, Puy-de-Dôme, arrond. et cant. de Riom. A, 2; I, 2.

Manziacum, Moziacum. Mozac, Puy-de-Dôme, arrond. et cant. de Riom. A, 1; B, 17; I, 1; II, 2; III, 1; V, 2; VII, 16; IX, 4; X, 3; XI, 11.

Mons Acutus. Montaigut ou Montaigut-le-Blanc, jadis Montaigut-sur-Champeix, Puy-de-Dôme, arrond. d'Issoire, cant. de Champeix. XI, 10. Cf. notre *Pouillé de Clermont*, n° 707.

Nigrum Stabulum, Nigrum Stabulum. Noirétable, Loire, arrond. de Montbrison, chef-lieu de canton. A, 17; B, 11; II, 8; IV, 1; V, 8; VII, 17; VIII, 3; IX, 1; XI, 3.

Pons Castri. Pont-du-Château, Puy-de-Dôme, arrond. de Clermont-Ferrand, chef-lieu de canton. II, 6; V, 6; VIII, 1.

Rivi. Ris, Puy-de-Dôme, arrond. de Thiers, cant. de Châteldon. B, 13; IV, 11; VII, 4; VIII, 5; IX, 5; X, 1; XI, 15.

Roseriæ, Roseril, Rosers. Rozier-Côtes-d'Aurec, Loire, arrond. de Montbrison, cant. de Saint-Bonnet-le-Château, autrefois Roziers (Casini); et non pas Rosières, Haute-Loire, comme nous l'avions indiqué par erreur dans notre premier travail. Voy. la brochure de MM. Vincent Durand et A. Vachez, *Étude historique et archéologique sur le prieuré de Rosiers*, 1880, in-8°, 47 pages. B, 1; III, 6; IV, 10; VII, 8; VIII, 11; IX, 10; X, 8.

is. Rochefort, Cantal, arrond. de Saint-Flour, cant. de
m. de Saint-Poncey. C'était une dépendance de la Voûte.

vide **Celsiniæ**.

Ferreolus. Saint-Ferréol-des-Côtes, Puy-de-Dôme, arrond.
nbert. A, 12.

Florus. Saint-Flour, Cantal, chef-lieu d'arrondissement.
II, 5; IV, 5; V, 5; VII, 12.

Hylarius, Ylarius. Saint-Alyre, domaine, comm. de
n, Puy-de-Dôme, arrond. de Clermont-Ferrand. Ce prieuré
celui de Sauxillanges. II, 2; III, 3; X, 4.

Johannes de Calma. Saint-Jean-la-Chalm, Haute-Loire,
uy, cant. de Cayres. XI, 7.

Marcellus. Saint-Marcel, Puy-de-Dôme, arrond. de Cler-
d, cant. et comm. de Vertaizon. A, 11. Il y avait aussi en
glise dédiée à Sainte-Marcelle (*Dictionn. histor. du Puy-de-*
ot).

Selsiniæ, vide **Celsiniæ**. VI, 3.

us, vide **Silviniacus**.

8. Corr. et vide **Lende**.

is. Souvigny, Allier, arrond. de Moulins, chef-lieu de can-
V, 11; VII, 3; VIII, 7; IX, 14; X, 2; XI, 12. Cette loca-
tinement du diocèse de Clermont et non pas du diocèse
me le porte par erreur le *Catalogus abbatiarum* imprimé
theca Cluniacensis, col. 1736 E. Souvigny était le chef-lieu
étré. Voy. notre *Pouillé de Clermont*, p. 90 du tirage à part.
auves, Puy-de-Dôme, arrond. d'Issoire, chef-lieu de can-
I, 9.

sis abbatia, Tiernum, Tyerium, Tyernum. Thiers,
e, chef-lieu d'arrondissement. A, 15; B, 12; II, 7; IV, 2;
; VIII, 4; IX, 2; XI, 2.

um, Ventodorum. Moustier-Ventadour, Corrèze, arrond.
t. d'Égletons. B, 7; VI, 2; VII, 13; VIII, 12; IX, 12.

eyna. Laveine, Puy-de-Dôme, arrond. de Thiers, cant. de
m. de Crevant. A, 14; B, 9; II, 4; IV, 6; V, 4; VII, 5;
6; XI, 1.

s. Viverols, Puy-de-Dôme, arrond. d'Ambert; chef-lieu de
6. Ce prieuré se nommait Sainte-Marie-Madeleine de

quelquefois **Vota.** La Voûte-Chilhac, Haute-Loire, arrond.
chef-lieu de canton. A, 4; B, 4; II, 4; III, 5; IV, 4; V, 4;
VII, 11; VIII, 8; IX, 7; X, 5; XI, 7.

LES

MONNAIES DE BEAUFREMONT

MM. Plantet et Jeannez ont parlé, les premiers, du monnayage des seigneurs de Beaufremont et attribué à Gautier I^{er}, mort en 1430, un demi-gros, frappé à Vauvillers¹, dont voici la description :

+ IBI FIDES · IBI · AMOR. Main étendue, posée en pal, supportant une fleur de lis; le tout dans un trèfle formé de quatre quarts de cercle.

R/. MO AR SVP VVSIS. Croix à branches égales coupant la légende².



Poey d'Avant a accepté cette attribution tout en faisant remarquer que, s'il était hors de doute que les Beaufremont aient possédé Vauvillers, il ne devinait pas comment ils avaient pu y frapper monnaie³.

Que ce demi-gros ait été frappé à Vauvillers, le fait est indiscutable. La légende qu'il porte se lit à peu près identique sur les pièces émises dans cette localité par Nicolas du Chastelet : SVP · VVLIS, ou VVLIS, ou VVSIS. Son type n'est pas étranger à

1. Vauvillers, Haute-Saône, arrondissement de Lure.

2. L. Plantet et L. Jeannez, *Essai sur les monnaies du comté de Bourgogne*, p. 240, pl. II, n° 13.

3. F. Poey d'Avant, *les Monnaies féodales de France*, t. III, p. 166, pl. CXXVII, n° 4.

la famille du Chastelet ; en effet, la dextre supportant une fleur de lis fait penser à son blason : *d'or à la bande de gueules chargée de trois fleurs de lis d'azur*.

Jusques à ce jour, on a signalé des monnaies de Nicolas II du Chastelet qui, au milieu du ^{xv}^e siècle, fabriqua à profusion des pièces en or et en argent d'assez mauvais aloi ; lui-même, ou son maître monnayeur, cherchait par une habile imitation à les faire confondre avec les monnaies de ses voisins. Le 17 avril 1553, le Parlement de Dôle décriait ces pièces et en interdisait la fabrication. Le roi Henri II en faisait autant quatre mois plus tard ; nouveaux arrêts du Parlement de Dôle le 18 juillet et le 13 août ; nouvelle prohibition du roi de France le 11 juillet 1556.

Le demi-gros attribué à Gautier II de Beaufremont semble, par son style et sa fabrique, destiné à courir avec des monnaies contemporaines de la première moitié du ^{xvi}^e siècle émises à Thann, à Vieux-Brisach, à Colmar, à Ferrette, etc. Je donne deux demi-gros des deux premières villes ci-dessus énumérées, et on peut constater que leurs revers sont semblables à celui de la pièce en question.



Je suis très porté à penser que la pièce qui nous occupe est le produit d'une timide tentative faite par Nicolas I^{er}, aïeul, ou Erard, père de Nicolas II du Chastelet, l'un mort en 1519, l'autre en 1525, alors que devenus seigneurs de Vauvillers, fief divisé avant eux entre plusieurs propriétaires, ils voulurent profiter de ce qu'ils tenaient une terre de surséance.

A cette époque, et pendant un laps de temps assez long, quelques terres de cette région restèrent, au point de vue féodal, en litige entre le duc de Lorraine et le comte de Bourgogne. Leurs détenteurs, tels que les du Chastelet, les Montjoie, les Gilley, se trouvant, par le fait, sans seigneurs supérieurs, s'attribuèrent, comme souverains, le droit de faire de la mauvaise monnaie pour affirmer une indépendance qui était factice et conditionnelle.

Voici un autre demi-gros, toujours avec le même revers et qui

porte les armes du Chastelet; c'est encore une tentative, mais plus hardie : le blason y est, mais le nom n'y figure pas :

+ MO ARG SVP VVSIS, *moneta argentea suprematatis Vauvilarensis*. Ecu parti du Chastelet et d'or à la fasce de sable qui est Cicon dont était la femme de Nicolas I^{er}. Si cette pièce appartient à Nicolas II, il faut croire qu'il prit le blason de ses aïeux pour former un type imitant quelque pièce de son voisinage.

R/. QVI EST MIC LAB, *qui est michi labor*. Croix partageant la légende en quatre.



Cette rectification que je propose m'amène tout naturellement à signaler un fait assez curieux au double point de vue numismatique et diplomatique. Je veux parler d'un diplôme de Frédéric I^{er} confirmant le droit de frapper monnaie, en 1168, au seigneur de Beaufremont. En abordant ce sujet, je n'entends, en aucune manière, contester l'antiquité et l'illustration de la maison de Beaufremont. Seulement il est arrivé, comme dans d'autres familles historiques, qu'un Beaufremont a été victime de la supercherie d'un fabricant de titres apocryphes comme il y en eut plusieurs au siècle dernier. Et cependant il n'avait pas besoin de recourir à cet industriel pour augmenter le prestige du nom qu'il tenait de ses ancêtres.

Généralement les titres apocryphes composés au siècle dernier et au commencement du xix^e sont très imparfaits dans leur rédaction et déplorables dans la forme; de nos jours, les fabricants de ces sortes de documents sont plus habiles; quelques-uns sont arrivés à une perfection qui exerce la sagacité des paléographes. Nous avons vu, il y a quelques années, des spécimens nombreux de leur art lorsque sévissait le désir de figurer à Versailles, dans les salles des croisades. Là, au moins, la maison de Beaufremont présentait un titre d'une authenticité indiscutable.

Dernièrement, M. Delisle¹ a parlé de titres fabriqués par un

1. L. Delisle, *Instructions adressées par le Comité des travaux historiques*

certain abbé Guillaume, au milieu du siècle dernier, pour se concilier la bienveillance du prince de Beaufremont.

« L'abbé Guillaume, » dit mon savant confrère, « déposait les copies légalisées des documents composés par lui dans les chartriers d'abbayes, dans les archives publiques. Les intéressés se faisaient délivrer des expéditions authentiques de ces pièces, par exemple par la Chambre des comptes de Bar et Nancy en 1761. Du reste ce mode de se procurer des copies authentiques de documents suspects était plus ancien. Au *xiv^e* siècle, on trouve des *vidimus* dont les originaux étaient supposés ou d'invention moderne. »

C'est justement ce qui arriva à Pierre de Beaufremont, lieutenant général des armées, gouverneur de Seyssel, qui se procura, à cette date, entre autres copies, le texte du diplôme de 1168 par lequel Frédéric I^{er} confirmait à Hugues de Beaufremont le droit de frapper monnaie dans son château, en vertu d'un privilège obtenu par ses ancêtres. Cette copie est faite sur un *vidimus* donné par l'official de Toul, aux calendes de juillet 1360.

Il faut remarquer que c'est un *vidimus* de la même date et du même official qui fournit le texte d'une charte fausse de 1218, publiée par M. Delisle; même observation pour des diplômes et chartes de 1152, 1202, 1206 et 1236 que j'ai eu occasion de voir au Cabinet des titres de la Bibliothèque nationale; toutes ces pièces ont évidemment l'abbé Guillaume pour auteur.

Si l'on étudie le texte du document de 1168 que je donne à la fin de cette étude, on constate que la date ne concorde pas avec la présence, parmi les témoins, de Eberard de la Tour-Saint-Quentin, qui devint archevêque de Besançon dans le second semestre de 1171, ni avec celle de Henri, comte de Bar, qui succéda à Renaud II, son père, en 1170, ni avec la mention du titre de vicomte de Besançon, donné à Gislebert de Faucogney, qui, en réalité, était vicomte de Vesoul; ni enfin avec l'indiction qui devrait être la *i^{re}* et non la *xi^e*.

La plupart de ces anachronismes disparaîtraient si, au lieu de 1168, la date était 1178; mais les faussaires ne pensent pas à tout. D'ailleurs il y a un fait auquel il est impossible de répondre. C'est qu'il existe un autre diplôme de Frédéric I^{er}, de la même

date, avec les mêmes erreurs, rédigé évidemment par la même main et qui n'intéresse en rien la maison de Beaufremont.

Ce diplôme, jusqu'à ce jour, n'a pas été soupçonné. Il est reproduit dans maints ouvrages spéciaux depuis D. Calmet¹. Il s'agit de la concession du droit de battre monnaie conféré à l'évêque de Toul. J'avoue ne pouvoir deviner quel mobile a pu pousser l'abbé Guillaume à inventer cet acte, au milieu du siècle dernier, alors que, depuis trois cents ans, les évêques de Toul avaient cessé de battre monnaie. On en est réduit à se demander s'il a voulu satisfaire la curiosité de quelque collectionneur lorrain qui tenait à avoir une histoire du monnayage épiscopal de Toul.

Un fait est venu à ma connaissance, grâce à l'obligeance de M. Delisle, qui m'a signalé un document inédit, cette fois très authentique, des Archives de Meurthe-et-Moselle; ce fait a pu laisser, dans le pays, un souvenir de monnaies en or et en argent frappées à Beaufremont.

En 1444, le roi René était informé que Pierre, seigneur de Beaufremont et de Ruppess², avait « forgé monnaie » dans un de ses châteaux. Il saisit ses terres et ordonna à Pierre du Mayel, lieutenant du bailli de Bassigny, de se transporter dans toutes les places appartenant à Pierre et de faire, en personne, une enquête. Sans tarder, Pierre du Mayel, accompagné d'un tabelion, se rendit au château de Ruppess, et là il recueillit, au sujet du fait incriminé, des indications que le document signalé par M. Delisle nous fait connaître en détail.

Peu de temps après « la bataille de Buligniville³, où le roi de Secille fut prins, » — cette bataille fut livrée le 2 juillet 1431, — un monnayeur, nommé Girard Navut, accompagné de quelques aides, parmi lesquels était un graveur du nom de Johannin, fabriquait des monnaies en argent dans une forge établie dans les fossés du château de Beaufremont. Le témoin qui révéla le fait en eut connaissance par hasard. Passant dans le voisinage et entendant travailler dans cette forge, il avait pensé y trouver des maréchaux, — lui-même était maréchal à Brancourt⁴, — occu-

1. D. Calmet, *Histoire de Lorraine*, 2^e édit., t. VI, pr., p. 16.

2. Vosges, arrondissement de Neufchâteau, canton de Coussey.

3. Bulgneville, Vosges, arrondissement de Neufchâteau.

4. Brancourt, Vosges, arrondissement de Neufchâteau, canton de Coussey.

pés à forger quelque ouvrage en fer, comme auparavant il y avait vu fabriquer « un veuglaire en fer, en la compagnie de Huet de Bar, bonbardier. » Mais, au lieu d'un maréchal, il trouva un monnayeur qui faisait des monnaies en argent, à deux écussons, au coin du roi d'Angleterre et que, dans le pays, on désignait sous le nom de « monnoie de Bourgonne. » Il s'agit ici de ces *blancs aux écus* frappés de 1422 à 1453 par Henri VI d'Angleterre¹.

Pierre de Beaufremont se tira de ce mauvais pas en établissant qu'il était complètement étranger à cette fabrication frauduleuse. Nous trouvons dans Dufourny une analyse de lettres ducales qui nous met au courant de la suite de ce procès²:

« Lettres de René, roy de Sicile, duc de Bar, portant qu'au mois de septembre 1444, à la requête de son procureur général du duché de Bar, qui disoit estre informé que son amé et féal chevalier Pierre, seigneur de Beffroyfont et de Ruppes, avoit esté agent et consentant avec autres personnes de faire battre et forger monnoye fausse audit Beffroyfont et autres lieux en ses pays, iceluy chevalier ait esté adjourné à comparaître en personne devant luy, ou les gens de son grand conseil en la ville de Bar pour répondre sur ledit cas, sur peine de bannissement; et, pour ce qu'il n'a comparu et que le cas étoit criminel capital, fut mis en deffault et, à sa poursuite, les chasteaux, villes et seigneuries de Beffroyfont et de Ruppes, mouvans des fiefs du duché, eussent été mis en la main du Roy et depuis venus en celle dudit chevalier sans que ladite inquisition ait été décidée.

« Et pour ce qu'il s'est tiré vers le Roy, le suppliant de donner fin à ladite cause, affirmant n'avoir jamais esté consentant ni coupable en aucune manière dudit cas. Sur ce, considéré ses noblesse, prerogatives et de ses prédécesseurs, seigneurs dudit lieu, les grands secours qu'ils ont fait à ses prédécesseurs ducs de Bar et même à ceux qui lui a fait en des guerres, affaires et autrement et espère qu'il fera à l'avenir, il déclare iceluy chevalier estre en cause d'absolution dudit cas d'avoir battu et forgé, ou fait battre et forger, ou avoir esté consentant à battre

1. Voici la description de ces blancs : FRANCORVM : ET : ANGLIE : REX. Les écussons accolés de France et d'Angleterre; au-dessus HERICVS. M SIT : NOMEN : DNI : BENEDICTV. Croix entre une fleur de lis et un léopard; au-dessus HENRICVS. — Des blancs anglo-bourguignons frappés à Dijon portaient comme différent une véronique ou saint suaire, et à Mâcon un trèfle.

2. Cabinet des titres, dossiers bleus, Beaufremont, liasses 953-973. — Dufourny, t. L, p. 3236, n° 39.

et forger la fausse monnaie par faute de preuve ou cas satisfaisante, l'absout des demandes de son procureur ; lui remet toutes peines, amende corporelle, criminelle et civile du passé jusqu'à présent ; lève la main mise de la moitié de la ville d'Angerville¹ et vingt livres sur les tailles de Parcy² et Saint Ouain³. Donné en la cité de Marseille, le 23 juin 1453. *Signé* : René ; *sur le reply* : par le Roy en son conseil, auquel estoient le duc de Calabre et de Lorraine, son fils, Ferry, m. de Lorraine, l'évêque de Marseille, le sire de Beauvau, sénéchal d'Anjou, le sire de Fenestrangle, maréchal de Lorraine, le chancelier de Provence Daniel Arrige et autres. »

I.

Nos officialis curie Tullensis notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod nos vidimus et de verbo ad verbum legimus et transcribi fecimus quasdam litteras sanas et integras non vitiatas, non cancellatas et omni suspicione carentes quarum tenor sequitur et est talis :

Federicus Dei gratia imperator Romanorum et semper augustus, omnibus fidelibus salutem. Cum ad nostre pertineat celsitudinis altitudinem fideles imperii in suis justis petitionibus exaudire ad congruum ipsis prebere attentum, dignum fuit ut petitionem fidelis nostri Hugonis domini de Bafrimont benigne recipereamus et congrue suspiceremus. Noveritis itaque quod cum predictus Hugo jus habeat libere faciendi monetam in castro suo de Bafrimont et in terra que sui juris est, nobis humiliter supplicavit qualiter jus suum auctoritate imperiali confirmareamus et sigilli nostri munimento attestareamus ; cujus precibus salubriter annuentes petitiones predicti Hugonis inclinati supradictum jus monete sicut a predecessoribus suis pacifice et quiete transmissum est ipsi et successoribus suis pacifice in perpetuum confirmamus et futuris temporibus valituum decernimus. Si quis autem et successores suos super hoc inquietare presumpserit centum marcas reus nostre majestati exsolvet medietatem in fiscum regium et aliam medietatem predicto Hugoni et insuper iram nostram imperialem se noverit incursum. Hoc autem supradictum jus confirmamus, salva per omnia imperiali justitia. Facta est hec nostra confirmatio in presentia fidelium nostrorum, Evardi Visun-

1. Aingeville, Vosges, arrondissement de Neufchâteau, canton de Bulgniville.

2. Parcy-Saint-Ouen, canton de Saint-Ouen-les-Parcy.

3. Saint-Ouen-les-Parcy, Vosges, arrond. de Neufchâteau, cant. de Bulgniville.

episcopi, Balduini Traiectensis, Henrici comitis Barrensis, vicecomitis Vesuntinensis, Theobaldi de Novo Castro, Nuefviler. Datum Besuntii, xviii kalendas octobris anno desimo C LXVIII, indictione xi.

Officialis predictus huic presenti transcripto ab originali preces et ad requisitionem nobilis viri Huonis de Befrois in testimonium visionis nostre sigillum predictae curie mus apponendum. Datum xiii kalendas julii anno Domini CCC sexagesimo.

t., nouv. acq. lat. 2085, fol. 21 v°; 2^e copie identique, fol. 24 v°.)

II.

s, Dei gratia Romanorum imperator augustus. Cum ad rtineat celsitudinem fideles imperii in suis justis petitione et in his precipue quod ad ecclesiarum Dei spectat dignum fuit ut petitionem fidelis nostri Petri Leuchorum nigne susceperemus et ad effectum perduceremus. Nove-fideles et amici imperii quod cum praedictus episcopus rum ecclesiae suae quondam dirutum reedificavit, quod n dicitur, laude et assensu nostro hoc fecit, et nos libere dem monetam suam et etiam successoribus suis assenimus, et ut castrum sicut et cetera quae sui juris sunt, utores sui episcopi decreto in pace possideant, et preci-ritate imperiali et sigilli nostri attestatione confirmamus. utem eum et successores suos super hoc molestare pre-reum lesae majestatis se esse cognoscat et condignam ire vindictam. Facta est haec nostra confirmatio in prae-dium nostrorum, Everardi Bisuntinensis archiepiscopi, bennensis episcopi, Theodorici Metensis electi, Balderini s, et Ugonis ducis Divionensis, Henrici comitis Barrensis, omitis de Ferettes, Odonis Campaniensis, Brocardi bor-iburgensis, Gisleberti vicecomitis Vesuntinensis. Datum i kal. octob., anno Domini M. C. LXVIII, ind. xi.

(Benoît, *Hist. eccl. et politique de Toul*, Preuves, 30.)

III.

ion faite par moy Pierre du Mayel, lieutenant de mons' Bassigny, commissaire ordonné de par le roy de Secille indement patant duquel la teneur s'ensuit : Regné, par la eu, roy de Jherusalem et de Secille, duc d'Anjou, de Bar

et de Lorraine et marchis, marquis du Pont, conte de Provence, de Forcalquier et de Piemont, à nostre chier et bien amé Pierre du Mayel, lieutenant de nostre bailly de Bassigny, salut. Comme il ne loise à aucun de nos subgiés entreprendre de forgier ou faire forgier monnaie d'or ou d'argent en nos pais et seignoriez de Bar et de Lorraine, sy non ceulx qui de par nous y sont commis ou deputés, et s'aucuns ont fait le contraire en ont esté reprins et pugniz par nous et nos prédecesseurs; ce non obstant pulx aucun temps ença Pierre de Beffromont, chevalier, a forgié ou fait forgier monnaie d'or ou d'argent au lieu de Beffromont ou autre part et lesdites monnaies desduites ou fait desduire à son profit; pour occasion duquel délit nous avons fait prendre et metre en nostre main les seignories de Beffromont et de Rupes, ensemble tout ce qu'il peult competer et appartenir audit chevalier estant soubz nostre seignorie. Et affin que lesdiz cas ne demeurent impugnis et pour emplement estre informés d'iceulx, vous mandons et expressement enjoignons que, sur les cas dessusdiz et les despens d'icelles appallacions, ung de nos tabellions avec vous vous informés bien et dehuement en vous transportans en tous les lieux de nosdictes seignoriez de Bar et de Lorraine et autrepart ou que saueres que gens sont qui de ceste matiere saueront à parler ou averont aucune cognoissance, et lesdictes informations par vous faictes et ledit tabellion renvoyez clouse et seellée soubz vostre seel devers nous où que soyons en nosdicts pais de Bar et de Lorraine pour, sur ladicte information et autres que avons, proceder selon raison. Et ou cas que aucuns feront difficulté, de déposer de ceste matiere par devers vous et ledit tabellion, nous voulons et expressement vous commendons que à iceulx assigner jour à estre et comparoir par devant vous et les gens de nostre conseil, où que soyons en nosdicts pais de Bar et de Lorraine, à painne de cent mars d'argent ou cas quilz seroient deffaillans de ce faire, vous donnons povoir, auctorité et mandement especial; mandons à tous nos bailiffs, prevosts, seneschaulx, maires et tous autres nos justiciers, officiers et subgiez, prions tous autres que à vous en ce faisant obeissent et entendent diligemment et vous prestant, baillent et delivrent conseil, confort et ayde se mestier en avez. Donné en nostre ville de Nancey, le deixyesme jour de janvier l'an mil IIII^e quarente et quatre. Ainsin signé : par le Roy à la relacion de mons^r le gouverneur ou le bailli de Chaumont, mess^{rs} Jehan le Cilleur et plusieurs autres estoient. Warri. Par vertu desquelles lectres, je, Pierre du Mayel commissaire dessus dit, appellé et mené avec moy Jehan Thomassin, tabellion juré et establi de par le roy de Secille en la seneschaussée

de la Mouthe et de Bourmont, me suix transporté ou chastel de Ruppes et a requis à Jehan de Gorsy, chastellain et ayans la garde de ladictie maison et le gouvernement de la terre dudict Ruppes, qu'il mandât quérir Guiot Mousan, demorant à Brancourt, pour icellui examiner sur le contenu oudict mandement ce que je montray audict chastellain, et incontinant envoya querir ledit Guiot, qui vint audict Ruppes le venredi xv^e jour de janvier, l'an mil III^e quarente et quatre, et en ma presence et es presences dudict tabellion, dudict chastellain et de Collin Duc et aubelestier commis à la garde dudict Ruppes, dit et depose ledict Guiot Mousan en la maniere qui s'ensuit :

Guiot Mousan, demorant à Brancourt, mareschal, et agié de soixante ans ou environ, tesmoing juré aux saintes euvengiles de Dieu et diligemment examiné sur le contenu ou mandement dessusdict, dit que ung poul apres la bataille faicte pres de Buligneville, où que le roy de Secille fut prins, il fut au lieu de Beffromont, ouquel lieu estoit Girart Navel, monnoier, et autres ses aydes quilz forgoient monnoie d'argent au coing du roy d'Angletaire et la nommoit on monnoie de Bourgoinne. Requis en quel lieu ilz forgoient icelle monnoie, dit que c'estoit es foussez dudict Beffromont, en une forge qui y est, en laquelle ledict Guiot, ung pou devant ladictie bataille, avoit adié à fere ung veuglaire de fer en la copaignie de Huet de Bar, bombardier. Encores requis comment il savoit quilz forgoient en icelle forge ladictie monnoie, dit que le scet par ce qu'il se transporta en ladictie forge, cuidant que se feussent mareschaulx quilz forgaissent aucun ouvraige de fer, et ledict déposant vit et cognut que cestoit monnoie d'argent à deux escus que lon appale ou pais environ Beffromont monnoie de Bourgoinne; de lui requis qui estoient ceulx qui estoient avec ledict Girart Navet, monnoier, qui luy adoient à forger ladictie monnoie, dict que ung nommé Jehan Grisel y estoit, et les amena maistre Jehan d'Orliens, et si y estoit ung nommé Jehannin le graveur, lequel Jehannin, comme pence ledict déposant, fut pour ceste cause prisonnier au lieu de Nancey, et par la justice de Nancey fut marqué ung poul apres l'exécution dudict maistre Jehan d'Orliens. A luy requis s'il n'a point veu distribuer de ladictie monnoie faicte audict Beffromont, dit qu'environ la Saint Remi ensuivant après ladictie bataille, ledit déposant vendit un cheval à mons^r de Beffromont la somme de douze frans audict lieu de Beffromont et commenda mondiet s^r de Beffromont à messire Didier, prestre, filz Perrin Mouroy de Marcey sous Bricey, qu'il baillait de l'argent audict déposant, lequel messire Didier mena ledict déposant en la chambre de retrait près de la chambre de mons^r de Beffromont et lui bailla

cinq frans de monnoie neufve faicte au coing dessusdict. Requis quil fit d'iceulx cinq frans, dit qu'il devoit de l'argent à Regnault de Nouroy, clerc juré apresent du Neufchastel, auquel il bailla iceulx cinq frans, lequel Regnault les renvoya audict déposant en lui mandant quil les avoit monstrés à Perresson le Louche, du Neufchastel, qui lui avoit dit que c'estoit mauvaise monnoie, et que lui renvoyat de la monnoie de Lorraine. A lui requis quil fit depuis de ladicte monnoie, dit que ung nommé Le Nou Parmentier, qui portoit les armes de feu messire Jehan de Tinteville, seigneur Deschasnelz, vint à Brancourt, auquel ledit deposant bailla lesdicts cinq frans de monnoie dessus dicte à eschange de monnoie de Lorraine. Ancores requis se il vit point forgier ne qui saiche que len ait forgé audict Beffromont escus, salus, florins ou autre monnoie que celle dessusdicte, ne que mons^r de Beffromont ait fait desduire grant nombre de monnoie, dit qu'il n'en scet riens fors ce que dessus est dit. Requis s'il scet point que la Taillarde de Beffromont aidat à forgier ladicte monnoie ou quil en sceut aucune chose, dit qu'il ne scet point que ladicte Taillarde aidoit à forgier ladicte monnoie, mais bien scet y que y fut quantoit cotidiennement avec les dessus dicts monnoiers, et tient ledict déposant quil savoit tout le faict de ladicte monnoie. A lui requis se le prevost de Beffromont et Nicolas, chastellain de Ruppes, aidoint à desduire lesdictes monnoies comme la déposition de feu maistre Jehan d'Orliens le dit, respont que n'en scet riens. Requis s'ilz sont ancor en vie et où qui demourent, dit quil ne scet, mais on le pourra savoir à Aingeville, Medouville ou Joindreville, qui sont des villes de la terre de Beffromont, et plus nen scet ledit Guiot sur tout diligemment interrogué.

Du Mayel.

Et je, Jehan Thomassin, tabellion juré au Roy de Secille en la seneschaucié de la Mouthe et de Bourmont, certiffie à tous que en ma presence et presence des dessusdiz, Guiot Mousan dessusdict a deposé les choses cy dessus escriptes en sa deposition et chacune d'icelles ainsin et par la forme et maniere que ladicte deposition le contient, ledit jour de venredi xv^e jour de janvier mil III^e quarante et quatre, tesmoing mon signet manuel cy mis l'an et jour dessus dicts ¹.

Thomassin.

1. M. Duvernoy, archiviste de Meurthe-et-Moselle, a eu l'obligeance de collationner la copie de ce document sur l'original.

QUEL EST LE VÉRITABLE AUTEUR

DE LA

CHRONIQUE ANONYME DE LOUIS XI

DITE LA SCANDALEUSE ?

Cette recherche est vieille de trois siècles. En 1584, Lacroix du Maine, reproduisant, en ses *Bibliothèques françoises*, une indication sommaire fournie l'année précédente par le *Trésor des histoires de France* de Gilles Corrozet, n'hésitait pas à attribuer la paternité de la précieuse et déjà célèbre chronique à un « historien français, du temps de Louis XI, nommé Jean de Troyes. » Où Corrozet avait-il puisé ce renseignement ? On l'a ignoré jusqu'à ce jour, mais son assertion a fait fortune, et c'est à peine si, actuellement, les érudits mieux renseignés ont fini par abandonner le personnage fabuleux qu'il a créé pour reporter leurs préférences sur des candidats d'existence moins contestée¹.

C'est M. Aug. Vitu qui, le dernier, a traité la question des origines de la Chronique de Louis XI². Il l'a reprise, *ab ovo*, en s'appuyant sur les données fournies par la *Bibliothèque historique* du P. Lelong, qui rapporte que cet ouvrage a été attribué à un greffier de l'hôtel de ville de Paris, à Jean de Troyes ou à Denis Hesselin. Partant de là, M. Vitu a montré, pièces en main, qu'aucun de Troyes n'a pu, dans la seconde moitié du xv^e siècle,

1. Une discussion complète de l'origine et de la valeur historique de la Scandaleuse est réservée pour l'édition critique que vient d'en entreprendre la Société de l'Histoire de France. Il ne s'agit ici que de jeter quelque lumière sur un des problèmes, non le moindre, que soulève cette chronique.

2. *La Chronique de Louis XI, dite la Chronique scandaleuse, faussement attribuée à Jean de Troyes, restituée à son véritable auteur*. Paris, Jouaust, 1873, in-8° de 92 pages.

tenir le greffe de la ville. Mieux encore, il a découvert que ce poste avait été occupé de longues années, de 1477 à 1500, précisément par Denis Hesselin, élu de Paris et prévôt des marchands. La conclusion s'imposait : toutes les chances semblaient être pour que le greffier Hesselin et le « faitiste » de la chronique ne fussent qu'une seule et même personne, d'autant que, ainsi que l'a si spirituellement noté M. Vitu, ce fonctionnaire paraît intervenir dans le récit « un peu plus souvent qu'à son tour » et n'est jamais mentionné qu'avec toute révérence.

La démonstration est nette. L'auteur l'a présentée avec un réel talent. Elle a satisfait nombre de gens, et j'avoue que, jusqu'à présent, elle me paraissait fort acceptable. Mais voici qu'il en faut rabattre, et, pour cette fois, le vraisemblable ne doit pas être le vrai. En m'attachant, après tant d'autres, à l'examen du problème, je crois avoir découvert, du même coup, pourquoi le *Tre-sor des histoires* a attribué la Chronique de Louis XI à un pseudo de Troyes, et le nom véritable et tant cherché du chroniqueur.

En dehors de l'édition princeps imprimée à Lyon, probablement pendant le règne de Charles VIII, la Bibliothèque nationale possède de la Scandaleuse deux manuscrits, écrits sur papier au ^{xv}^e siècle, et qui portent respectivement les numéros 2889 et 5062 du fonds français. Le premier est désigné au catalogue sous le nom vulgaire : *la Chronique scandaleuse*. L'autre porte un titre plus vague, qui lui a été attribué à une date déjà ancienne : *Histoire de France de 1461 à 1479*. Ces deux volumes ont été cités (sinon consultés) par M. Buchon dans la médiocre édition qu'il a donnée de notre chronique¹. Le manuscrit français 2889, très correct dans le fond, bien que d'une exécution commune, a été lacéré en plusieurs endroits, et pourrait bien avoir perdu une cinquantaine de feuillets, dont une dizaine au commencement, car il débute au milieu du récit de l'entrée solennelle de Louis XI à Paris, le 31 août 1461. Il s'arrête brusquement, après d'autres lacunes qui le déparent, à la fin de la bataille de Guinegate, au mois d'août 1479, sans qu'il soit possible de dire, vu la disparition des dernières pages, si la narration était, comme dans l'édition imprimée, continuée jusqu'à la mort de Louis XI. Au reste, ce manuscrit ne fournit aucun renseignement sur l'origine controversée de la Chronique scandaleuse.

1. Collection du *Panthéon littéraire*.

à tout autrement du fr. 5062, auquel son titre peu précis passer plus inaperçu, bien qu'il soit de tous points supérieur à son confrère. Ce n'est pas que le texte même en soit beau-correct, car on jurerait qu'une même personne s'est attaquée à porter aux deux manuscrits des corrections identiques; mais que le fr. 5062 ne présente que les faibles lacunes que l'éditeur a voulu combler, il est tracé avec infiniment de soin, d'une écriture courante du xv^e siècle, et divisé en paragraphes méthodiquement distribués. De fait, il n'y manque probablement que deux feuillets, le premier et l'avant-dernier. Le récit s'arrête, il est daté au mois de mars 1479 (n. s.), c'est-à-dire à la fin de l'année 1478, suivant l'ancien comput, mais ce n'est point à l'insu de l'auteur. Dirai-je maintenant qui a écrit, au moins, la dernière partie du manuscrit? C'est celui qui l'a terminée par ces mots : *ce present petit volume qui parle seulement depuis l'année MCCCC LX jusques en MCCCC LXXIX*, et qui est signé : *J. de Roye*, non sans accompagner son nom d'un titre de notaire.

On se trompe fort, ou voilà l'origine du trop célèbre Jean de Roye, né de quelque faute de lecture de Gilles Corrozet, ou d'une erreur typographique d'un prote du xvi^e siècle¹.

Il faut éclaircir le point le plus intéressant. Ce J. de Roye est-il le rédacteur de la Scandaleuse? On accordera que d'en avoir écrit au moins une page (je ne me prononce pas pour le contraire) d'avoir signé le volume, constitue au moins un commencement de preuve en sa faveur. Mais il y a mieux : tournons à la fin du manuscrit et reportons-nous au mois de mars 1478, après la mort de Louis XI. Le cardinal-archevêque de Lyon, Charles de Bourbon, se retire à l'hôtel de Bourbon M^{me} d'Orléans, son fils le duc de Bourbon, et d'autres grands personnages. Un souper magnifiquement servi réunit la noble compagnie dans la fameuse *galerie dorée* ; on y dîne de Narbonne (Marie d'Orléans), alors « fort grosse, » son père le duc de Foix, et six de leurs intimes, pour être plus à l'aise, dans une chambre basse, *au logis de Jehan de Roye, secrétaire de Mgr le duc de Bourbon* (Jean II) *et garde du trésor de Bourbon*. C'est bien là notre auteur, et j'ajoute que son nom et ses fonctions une fois connus, la Chronique s'éclaire.

¹ Corrozet était mort depuis près d'un demi-siècle lorsque son fils publia son *Trésor des histoires de France*.

d'un jour nouveau. Depuis longtemps, on avait remarqué que les Bourbons, jeunes et vieux, y jouaient un rôle considérable, à tel point que les auteurs de la *Bibliothèque historique de la France* ont émis la supposition (très fondée) que le chroniqueur anonyme devait être un serviteur de la maison de Bourbon. M. Vitu lui-même, qui naturellement repousse cette hypothèse, sous le prétexte que l'auteur de la Scandaleuse est certainement Parisien et qu'il ne quitte pas Paris, M. Vitu, dis-je, ne disconvient pas que la Chronique se montre invariablement respectueuse et attentive envers les membres de la maison de Bourbon¹. Il serait plus exact de dire que l'attachement de l'auteur pour les membres de l'illustre famille, et plus spécialement pour le cardinal, éclate en maint endroit et que les scènes qui sont décrites avec le plus de complaisance sont celles qui se déroulent à l'hôtel de Bourbon ou dans ses environs. Je ne citerai qu'un exemple entre plusieurs. Pourquoi, si le rédacteur de la Chronique n'est pas le garde de cette belle demeure, déplore-t-il si fort le temps « pluvieux et mal venant » qui, le jour où le cardinal fêta les ambassadeurs flamands, en janvier 1483 (n. s.), endommagea « la belle tapisserie et le grand appareil fait en la cour dudit hostel » ?

Un mot encore. Jean de Roye nous a lui-même appris que son manuscrit a été arrêté à la fin de 1478 ; mais tout lecteur attentif reconnaîtra facilement, en parcourant les dernières années du règne de Louis XI, dans un des exemplaires imprimés de la Chronique, que c'est la même main qui a complété le récit. Le manuscrit français 2889, tout mutilé qu'il est, n'est-il pas là, d'ailleurs, pour prouver que son rédacteur avait franchi l'époque où finit le fr. 5062 ? L'explication est aisée. On sait que, en 1477, à la suite des révélations plus ou moins sincères du duc de Nemours (il les rétracta en partie avant de monter sur l'échafaud), Louis XI conçut de terribles soupçons contre le duc de Bourbon, et que le cardinal, son frère, jusque-là le favori et l'un des plus employés des serviteurs du trône, dut quitter Paris pour un temps, complètement disgracié, tandis que les officiers de Jean II, poursuivis devant le Parlement, étaient emprisonnés, soumis à de sévères interrogatoires, et finalement relâchés. Quoi d'étonnant si dans de pareilles circonstances le fidèle Jean de Roye jugea bon de remettre à des temps meilleurs l'achèvement de son œuvre ? Il

1. P. 74.

la reprit plus tard et la compléta, mais ce fut après la mort de Louis XI. De là, la rapidité avec laquelle notre Chronique, remplie auparavant de détails sur les événements parisiens, résume les quatre dernières années du règne ; de là aussi le changement de ton de l'auteur et ses appréciations sur certains actes du roi. Je n'insiste pas. Tout cela est aisé à vérifier, et si on veut une preuve certaine que nos deux manuscrits n'ont pas été écrits à la même époque, qu'on les ouvre aux journées qui suivirent la bataille de Montlhéry (août 1465). L'auteur flétrit la lâcheté des serviteurs du roi et vante le courage de Louis XI qui ne demandait qu'à se battre, « car il *est* », porte le fr. 5062, « assez et trop vaillant » : « car il *estoit* », reprend le fr. 2889, écrit après la mort du roi.

Je conclus. Le rédacteur de la Chronique scandaleuse est Jean de Roye, secrétaire du duc Jean II, et j'ajoute serviteur probablement plus intime du cardinal-archevêque de Lyon que de son frère. Sa Chronique, toute parisienne, a été écrite à Paris, et, au moins jusqu'à la fin de 1478, à l'hôtel de Bourbon, dont il était le garde. Après la mort de Louis XI, Charles de Bourbon, affaibli par la maladie, se retira à Lyon, où il passa les dernières années de sa vie à protéger les sciences, les arts et tout particulièrement les imprimeurs. Est-il surprenant qu'un manuscrit de la Chronique de Louis XI ait été transporté à Lyon et imprimé dans cette ville peu de temps après la mort du prélat, survenue en 1488 ?

B. DE MANDROT.

BIBLIOGRAPHIE.

Historia bibliothecæ Romanorum pontificum tum Bonifatianæ tum Avenionensis, enarrata et antiquis earum indicibus aliisque documentis illustrata a FRANCISCO EHRLÉ, S. J. Tomus I. Romæ, typis Vaticanis, 1890. In-8°, xvi-787 pages, 8 planches. (*Biblioteca dell' Accademia storico-giuridica*, vol. VII.)

Antérieurement à la constitution de la bibliothèque du Vatican telle qu'elle existe aujourd'hui et dont les origines ne datent que du xv^e siècle, le saint-siège a possédé deux bibliothèques dont les livres ont été dispersés au xiv^e et au xv^e siècle. La première, dont les vicissitudes peuvent être suivies pendant un demi-siècle, depuis 1295 jusqu'en 1345, doit être appelée *Bonifaciana*, du nom de Boniface VIII, sous le pontificat duquel elle fut organisée. La seconde, fondée à Avignon par le pape Jean XXII, a duré jusqu'au pontificat de Martin V, en 1417. C'est de ces deux bibliothèques que le R. P. Ehrle a entrepris d'écrire l'histoire, dans un ouvrage monumental, dont le premier volume, le seul qui ait encore paru, contient la partie du travail qui concerne le xiv^e siècle.

La bibliothèque de Boniface contenait environ sept cents livres, qui furent portés de Rome à Pérouse en 1304, et, un peu plus tard, avant l'année 1319, de Pérouse dans le couvent des Cordeliers d'Assise, où ils devaient être encore en 1345. Après cette date on en perd la trace. Le R. P. Ehrle a retracé l'histoire de cette première bibliothèque, en mettant surtout à contribution les quatre inventaires qui nous en sont parvenus, savoir : l'inventaire dressé à Rome en 1295, l'inventaire dressé à Pérouse en 1311 et les deux inventaires dressés à Assise en 1327 et 1339. Le premier et le dernier de ces inventaires ont été publiés en 1885 dans l'*Archiv für Literatur und Kirchengeschichte* (t. I, p. 21, 307 et 324). L'inventaire de l'année 1311 (*Recensio Perusina*) est donné tout au long dans le volume que nous annonçons (p. 24-102).

La seconde bibliothèque pontificale, celle des papes d'Avignon, était beaucoup plus considérable que la précédente. Des débris importants en sont aujourd'hui conservés à la Bibliothèque nationale de Paris, au Vatican et dans la bibliothèque Borghese. Le P. Ehrle en a reconstitué l'histoire avec un luxe de détails qu'on ne saurait assez admirer, et dans un ordre si parfait que, avec un peu d'attention, le lecteur n'est jamais

embarrassé par la longueur des développements. Pour cette partie du travail, les éléments d'information ont été puisés à des sources très variées, mais également sûres : les livres mêmes qui sont conservés à Paris et à Rome; — les lettres des papes contenues dans les registres pontificaux du xiv^e siècle; — les comptes de la chambre apostolique; — les inventaires des biens dévolus au saint-siège en vertu du droit de dépouille; — les inventaires des livres conservés au palais d'Avignon en 1369 et en 1375.

Aux textes des documents, qui sont reproduits avec la plus scrupuleuse exactitude, l'auteur a joint des résumés qui seront lus avec le plus grand profit par tous ceux qui s'intéressent à l'histoire des livres au xiv^e siècle. Rien n'a été épargné pour faciliter l'usage de cette riche collection de textes. Outre les explications dont beaucoup de textes ont été l'objet, on appréciera les tables de noms d'auteurs et des titres d'ouvrages anonymes qui accompagnent l'inventaire de l'année 1311 (p. 109), les extraits des registres pontificaux, des comptes et des inventaires des dépouilles (p. 251), de l'inventaire de 1360 (p. 438) et de l'inventaire de 1375 (p. 561). Ces tables seront d'un usage très commode pour aider à retrouver l'origine d'un assez grand nombre de manuscrits des papes d'Avignon que la Bibliothèque nationale a recueillis dans le fonds de Colbert. Je viens d'en faire l'expérience sur le ms. latin 7293. La première pièce de ce manuscrit (fol. 1-18) est un traité astronomique qui se termine par cette souscription : « Explicit tractatus instrumenti astronomie magistri Leonis judei de Balneolis, habitatoris Aurayce, ad summum pontificem dominum Clementem VI, translatus de hebreo in latinum, anno incarnationis Christi 1342, et pontificatus dicti domini Clementis anno primo. » Elle formait jadis un petit volume distinct, dont le feuillet initial a disparu, et dans lequel on lit au haut du second *dacione*, et au bas de l'avant-dernier *in puncto enim*. Si nous nous reportons à l'article LEO de la table dont le P. Ehrle a fait suivre l'inventaire de la bibliothèque d'Avignon dressé en 1369, nous serons renvoyés à l'article 880 de cet inventaire, qui est ainsi conçu : « Item liber magistri Leonis de astrologia, coopertus samito livido, qui incipit in secundo folio *dacione*, et finit in penultimo folio *in puncto enim*. » Il suffit de rapprocher de cet article la première pièce de notre ms. 7293 pour avoir la certitude que cette copie du traité de Léon de Bagnoles était dans la bibliothèque pontificale dès l'année 1369, et que c'est très vraisemblablement l'exemplaire offert en 1342 au pape Clément VI.

Mais ce n'est pas seulement pour l'histoire des livres qu'il faudra souvent recourir à l'ouvrage du R. P. Ehrle. Sans parler d'un travail très étendu et très neuf sur les constructions du palais des papes, qui n'occupe pas moins de 114 pages (p. 586-700) et auxquelles sont jointes huit planches, on trouve, d'un bout à l'autre du gros volume, une foule de renseignements très variés sur différents points d'histoire littéraire.

J'espère en avoir assez dit pour faire entrevoir l'importance du travail dont les anciennes collections de livres du saint-siège ont fourni le sujet au R. P. Ehrle, et qui ont pour nous un intérêt tout particulier, puisque la bibliothèque des papes d'Avignon est une institution essentiellement française.

L. DELISLE.

Études d'histoire du droit, par Rodolphe DARESTE, membre de l'Institut, conseiller à la Cour de cassation. Paris, Larose et Forcel, 1889. In-8°, 447 pages.

Tous les lecteurs du *Journal des Savants* connaissent et estiment à sa valeur cette série d'articles sobres, précis et attrayants que M. Dareste a consacrés en ces dernières années au droit égyptien, au droit hébraïque et au droit musulman, au droit hindou, au droit persan, au droit slave, au droit germanique et au droit scandinave.

Ces études, si remarquées et si remarquables, ont été réunies en un volume que nous recommandons à toute l'attention de nos lecteurs. M. Dareste ne nous offre pas une reproduction pure et simple des essais publiés dans le *Journal des Savants*. Notre éminent confrère a revu ces articles avec soin : il a entièrement refait l'article *Bohême* et l'article *Pologne*. Toutes les qualités qui distinguent à un si haut degré les travaux de M. Dareste, netteté et simplicité du style, étendue et sûreté des informations, se retrouvent ici. Ce livre, toujours mesuré et prudent, me semble fait pour gagner au droit comparé les esprits difficiles que ces belles études effrayent encore.

Je tiens pour vraie telle solution que M. Dareste adopte dans cet ouvrage, et que, moins bien inspiré, il a depuis lors abandonnée, ou, si l'on veut, enrichie d'un commentaire inexact à mon sens : je fais allusion au rôle des rachimbours dans le prononcé du jugement pendant la période franque. Dans le *Journal des Savants*, M. Dareste a accepté sur ce point les explications de M. Fustel de Coulanges ; elles ne m'ont jamais satisfait. Les rachimbours sont tout simplement des juges, comme l'avait fort bien dit M. Dareste dans les *Études d'histoire du droit*¹. La distinction du droit et du fait, introduite ici par M. Fustel de Coulanges, est, à mes yeux, forcée et arbitraire. En revanche, il me paraît difficile de parler encore (p. 389) des quatre bancs de pierre, placés en carré, sur lesquels les juges francs auraient pris place. M. Fustel de Coulanges a définitivement renversé ces vieux bancs de pierre².

Il manque à cet important ouvrage une table alphabétique des matières.

1. P. 389. Comparez *Journal des Savants*, 1889, p. 330.

2. Fustel de Coulanges, *Recherches sur quelques problèmes d'histoire*. Paris, 1885, p. 385, avec la note 5.

Quelques lecteurs trouveront qu'il y manque aussi, non pas des indications bibliographiques, — elles sont très complètes et très précieuses, — mais des renvois continus aux divers textes de lois utilisés.

Paul VIOLLET.

Les communaux et le domaine rural à l'époque franque, réponse à M. Fustel de Coulanges, par E. GLASSON, membre de l'Institut, professeur à la Faculté de droit de Paris. Paris, Pichon, 1890. In-42, 183 pages.

Cet essai est vrai au fond (je ne me permettrais de contester que certains détails), piquant en la forme. L'auteur y développe contre M. Fustel de Coulanges les conclusions que j'exposais ici même en 1872. Ce sont aussi celles de M. E. de Laveleye, celles de M. Aucoc, celles de M. Rod. Dareste, celles de M. Paul Fournier, celles de M. Maxime Kovalevsky¹. M. Fustel de Coulanges les a, comme on sait, contestées à diverses reprises, de son vivant. Il les a même combattues, après sa mort, dans des ouvrages posthumes où M. Glasson a été attaqué avec une vivacité extraordinaire². M. Glasson n'a pas cru devoir laisser passer sans réplique ces publications insolites. Attaqué énergiquement par M. Fustel de Coulanges mort, il a répondu énergiquement. En le lisant après M. Fustel de Coulanges, on se procurera un supplément d'information qui, vraiment, est nécessaire. Il n'est plus possible d'étudier la période franque sans recourir au livre de M. Glasson.

Pris à partie moi-même par M. Fustel de Coulanges³, malade, mourant, je gardai le silence, ayant déjà suffisamment polémisé avec le savant auteur en santé. Je me contentai d'inviter les lecteurs de M. Fustel de Coulanges à se reporter à mes articles sur ce sujet⁴. Ils suffisent. Mais je ne saurais blâmer la décision contraire prise par M. Glasson. Placé dans les mêmes conditions que lui, j'aurais probablement agi comme lui.

L'essai que j'ai publié en 1872 dans la *Bibliothèque de l'École des chartes* ayant été, avec le beau livre de M. E. de Laveleye, le point de départ de ces discussions, quelques-uns de nos lecteurs me demanderont peut-être de les aider, au moins, à suivre cette polémique, aujourd'hui très dispersée. Voici l'indication de quelques publications récentes qu'il sera bon de joindre au très remarquable volume de M. Glasson, ainsi qu'aux ouvrages et aux articles de M. Fustel de Coulanges :

Paul FOURNIER, *Le dernier livre de M. Fustel de Coulanges*, Paris, Palmé,

1. Sans parler des savants qui nous ont précédés.

2. Fustel de Coulanges, *L'alleu et le domaine rural*, 1889, 1 vol. in-8°.

3. *Revue des questions historiques*, avril 1889.

4. Paul Viollet, *Droit public, Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, t. 1^{er}, 1890, p. 313, note 1.

1886 (extrait de la *Revue des questions historiques*, juillet 1886). — E. DE LAVELEYE, *La propriété collective du sol en différents pays*, Bruxelles, Librairie européenne, 1886 (extrait de la *Revue de Belgique*, 15 nov. 1885). — E. DE LAVELEYE, *La propriété primitive dans les townships écossais*, dans *Séances et travaux de l'Académie des sciences morales*, nouvelle série, t. XXIV, p. 364 et suiv. — E. DE LAVELEYE, *De la propriété et de ses formes primitives*, 4^e éd. Paris, 1891. — THÉVENIN, *Études sur la propriété au moyen âge. Les communia* (1886). — LÉCRIVAIN, *La propriété foncière chez les Gaulois*, dans *Annales de la faculté des lettres de Bordeaux*, 1889, n^o 2, p. 182 et suiv. — LAMPRECHT, *Fustel de Coulanges économiste*, dans *Le moyen âge*, juin 1889, pp. 129-132. — Th. REINACH, *Le collectivisme des Grecs de Lipari*, dans *Revue des études grecques*, 1890, pp. 86-96. — D'ARBOIS DE JUBAINVILLE, *Réponse à M. Fustel de Coulanges*, dans *Recherches sur l'origine de la propriété foncière et des noms de lieux habités en France*, Paris, 1890, pp. xxiii-xxxi. — Maxime KOVALEVSKY, *Tableau des origines et de l'évolution de la famille et de la propriété*, Stockholm, Samson et Wallin (*Skrifter utgifna af Lörénska Stiftelsen*, n^o 2, 1890). — R. DARESTE, dans *Journal des Savants*, année 1890, pp. 74-77. — ESMEIN, *La propriété foncière dans les poèmes homériques*, dans *Nouvelle revue historique de droit*, 1890, pp. 821-845. J'omets, avec intention, pour ne pas grossir cette liste, les publications indiquées par M. Glasson p. 11, note 1; p. 96, note 1.

Paul VIOLLET.

Reginonis abbatís Prumiensis Chronicon cum continuatione Treverensi. Recognovit Fridericus KURZE. Hannoverae, 1889. In-8^o, xx-496 p. (*Scriptores rerum Germanicarum in usum scholarum ex Monumentis Germaniae historicis recus.*)

A en croire les *Annales Prumienses*, la famille de Reginon était noble et habitait le village d'Altrip, sur le Rhin, en aval de Spire. Le témoignage de ces Annales paraît tout à fait digne de foi : Altrip était un prieuré de l'abbaye de Prüm, et on comprend que Reginon fut tout naturellement amené à faire partie de ce dernier monastère. Il en fut élu abbé en 892, lors d'une invasion normande qui pénétra jusqu'à Bonn et effraya tellement l'abbé Farabert qu'il se démit de ses fonctions. Reginon ne gouverna pas longtemps l'abbaye de Prüm. En 899, il fut déposé, à l'instigation de ses ennemis, qui firent nommer à sa place Richer, frère de Gerhard et de Mahtfried, comte de Metz. M. Hartung, s'appuyant sur un passage du *Chronicon Hirsaugiense* de Trithème, a soutenu que Reginon fut chassé à l'instigation de Charles le Simple, qui s'était arrêté à Prüm en 898, dans une expédition contre Zwendibolc, roi de Lorraine¹; l'éditeur de Reginon, M. F. Kurze, s'est rangé à cette

1. *Forschungen zur Deutschen Geschichte*, XVIII, 362-368.

BIBLIOGRAPHIE.

qu'elle me parait peu fondée? L'autorité de Trithème, Chronique au ^{xv}^e siècle, est très faible; si Reginon, observer les savants allemands, ne dit pas de bien de lui, il n'en dit non plus aucun mal. Que Richer, le rival de Reginon, n'ait été nommé évêque de Liège par Charles le Simple en 915, n'est en aucune manière qu'il fût son partisan vingt-cinq ans auparavant; aux ^{ix}^e et ^x^e siècles, les hommes changeaient de parti tous les jours. Chassé de Prüm, Reginon se réfugia à Hildesheim, où Ratbod lui confia l'administration de l'abbaye de Corvey, ruinée par les Normands¹. Les dernières années de sa vie s'écoulèrent à Saint-Maximin de Trèves, car c'est là qu'il mourut en l'an 915, et fut enterré, comme l'atteste l'inscription suivante, retrouvée en 1581.

ombale, retrouvée en 1581.
 et l'auteur des trois ouvrages suivants : 1^o une dissertation
 ue, *Epistola de harmonica institutione*, dédiée à son protec-
 que Ratbod²; 2^o *Libellus de synodalibus causis ecclesiasti-*
quis, curieux manuel de l'évêque en tournée pastorale,
 l'instigation de Ratbod, et dédié à Hathon, archevêque de
 3^o enfin, une Chronique, son ouvrage le plus précieux de
 qui doit particulièrement nous occuper.

qui doit particulièrement nous occuper.
 onique s'étend de la naissance de Jésus-Christ à l'année 906
 en deux livres. Le premier, terminé à l'année 741 et inti-
 de *temporibus dominicæ incarnationis*, n'offre rien d'origi-
 r s'est borné à copier, abrégé ou paraphraser Bède, le mar-
 Adon, les *Gesta pontificum Romanorum*, les *Gesta regum*
 , les *Gesta Dagoberti*, Paul Diacre, les *Annales S. Amandi*
 différentes Vies de Saints, etc. Le second livre, intitulé *Liber*
regum Francorum, va de 741 à 906, et peut se diviser, à son
 eux parties : 1^o de 741 à 843, rien d'original; c'est la copie
 es *Laurissenses majores* dont Réginon semble mépriser l'incor-
 qu'il se vante d'avoir remis en bon latin 4; 2^o depuis la mort
 magne, Réginon n'a eu d'autres sources que des *Annales brèves*

S. Magnerici, dans les *Monumenta Germaniæ, Scriptores*, VIII, 208.
Édité par Coussemaker, *Scriptores de Musica mediæ ævi*, Paris, 1867, II,

e, *Patrologia*, série latine, CXXXI; édition de Wasserscheben, Leipzig, 1905. Tædij. *Histoire des sources du droit canon*, p. 162-164.

Cf. Tardif, *Histoire des sources du droit canon*, p. 162-164.
 le à l'année 813 : « Hæc quæ supra expressa sunt, in quodam libello
 ebo et rusticano sermone composita; quæ ex parte ad latinam regu-
 exi. quædam etiam addidi quæ ex narratione seniorum audiui. » Cette
 affirmation ne laisse pas que de surprendre, car nous ne voyons pas
 leur ajoute rien aux *Annales Laurissenses*. A la date de 755, il a encore
 a *Revelatio facta sancto papæ Stephano* (*Monumenta Germaniæ*,
 es, XV, 2).

de Prüm, un recueil de lettres relatives surtout au divorce de Lothaire et de Theutberge, enfin, pour les dernières années, ses propres notes et souvenirs. L'auteur avoue du reste (à l'année 813) que, pour le règne de Louis le Pieux, les livres et les récits des vieillards ne lui ont fourni que fort peu de choses. Quant aux Annales brèves de Prüm, si elles ont disparu, elles semblent bien avoir été également la source des Annales de Stavelot¹ et d'une copie latine faite à Prüm en 922².

Dans cette dernière partie, la Chronique de Reginon, par la richesse et la variété de ses informations, constitue un document des plus précieux pour l'histoire, non seulement de l'Allemagne et de la Lorraine, mais de la France et de l'Italie, dans la seconde moitié du ix^e siècle et les premières années du x^e siècle. Reginon s'intéresse à tout ce qui se passe dans l'empire d'Occident, aussi bien dans l'Armorique et la Provence que dans la Franconie ou la Lorraine. Pour la France, il sert à contrôler et à compléter les Annales d'Hincmar et de Saint-Vaast; de 900 à 906, il est la source, à peu près unique, pour cette période du règne de Charles le Simple. La chronologie est malheureusement incertaine, cela tient au mode de composition de l'ouvrage. Reginon n'a pas rédigé ses Annales année par année, au fur et à mesure des événements, comme ont fait par exemple Hincmar au ix^e siècle, Flodoard au x^e siècle. Il composa sa Chronique d'un seul coup, de 907 à 908, et la dédia, en cette dernière année, à Adalbéron, évêque d'Augsbourg (887-910). Aussi les erreurs de date abondent, même pour les dernières années. Qu'il fasse mourir, par exemple, en 862, Noménoé, roi des Bretons, qui en réalité périt en 851, cela n'a rien de bien étonnant; il s'agit du souverain d'un pays lointain, et d'une époque déjà reculée; mais, à une époque très rapprochée, il met en 896 l'arrivée de Louis l'Aveugle en Italie, qui eut lieu en 898; il le fait couronner empereur en 898, au lieu de 901; il place en 901 une invasion hongroise en Italie qui se produisit deux ans auparavant, etc. Cette incertitude chronologique fût-elle le seul reproche qu'on dût adresser à Reginon, il faut avouer qu'il est grave.

La Chronique de Reginon a été continuée, de 907 à 967, par un moine de Saint-Maximin de Trèves, en qui les érudits allemands, depuis Pertz, et surtout depuis Giesebrecht³, s'accordent à reconnaître Adalbert, moine de cette abbaye, plus tard archevêque de Magdebourg. Cet auteur ne semble vraiment original que pour les dix dernières années; jusqu'à 940, ses sources sont les *Annales Laubacenses*, *Sangallenses majores*, *Augienses* (Reichenau). Il semble avoir aussi utilisé des Annales brèves de Fulda et autres documents aujourd'hui disparus; c'est ce dernier point qui fait la valeur de cette continuation, qui contient un certain

1. *Monumenta Germaniæ, Scriptores*, XIII, 39.

2. *Monumenta Germaniæ, Scriptores*, XV, 1289.

3. *Geschichte der Kaiserzeit*, I, 778.

nombre de faits intéressants pour l'histoire de France, notamment aux années 939, 948, 965. Adalbert commençait l'année à Noël, comme on peut s'en assurer en lisant au hasard un paragraphe quelconque de ses *Annales* (voyez, par exemple, les débuts des années 960-967).

La Chronique de Reginon, avec la continuation d'Adalbert, a été insérée dans les *Annales Nienburgenses* (ouvrage qui a péri, mais dont la copie nous a été conservée par les *Annales Magdeburgenses* et l'*Annalista Saxo*), et reproduite par les *Annales Hersfeldenses*, Hermann de Reichenau, Otton de Freisingen, etc. La Chronique de Reginon, sans la continuation, a été interpolée, à la fin du x^e siècle, dans les *Annales Mettenses*, et mise à profit par Marianus Scottus, Hugues de Flavigny, les *Gesta Trevirorum*, etc.

La Chronique de Reginon est contenue dans plus de trente manuscrits, qui se divisent tout naturellement en deux classes, A et B, selon qu'ils renferment ou non la continuation. Tous les manuscrits ont pour type deux autographes aujourd'hui disparus. A (Reginon, avec la continuation d'Adalbert), selon M. F. Kurze, est représenté par trois manuscrits dont tous les autres de cette classe sont des dérivés : 1^o A¹, manuscrit 6388 de Munich, x^e siècle (dont dérivent dix manuscrits); 2^o A², lat. 5018 de la Bibl. nat., xi^e siècle; 3^o A³, lat. 11851 de la Bibl. nat. (manuscrit autographe de l'*Annalista Saxo*, qui a interpolé l'œuvre de Reginon dans sa Chronique). De même B est représenté par trois manuscrits, sources de tous les autres : 1^o B¹, n^o 359 de la bibl. d'Einsiedeln, fin du x^e siècle; 2^o B², n^o 109 de la bibl. de Schaffhouse, fin du x^e siècle (onze manuscrits en dérivent); 3^o B³, lat. 5017 de la Bibl. nat., xi^e siècle.

La direction des *Monumenta Germaniæ* a eu une excellente idée en faisant rééditer en un format commode une chronique qui intéresse presque autant l'histoire de France que l'histoire d'Allemagne. Le savant chargé de ce soin, M. Frédéric Kurze, déjà connu par une bonne édition de Thietmar publiée récemment¹, nous paraît s'être chargé de cette tâche avec tout le soin et l'érudition désirables. Ses notes historiques sont sobres, mais précises et exactes. Elles sont d'ailleurs empruntées, pour la plupart, aux excellents travaux de M. Dümmler. Suivant un procédé général en Allemagne, qu'on ne saurait trop recommander, l'auteur a fait imprimer en petit texte les parties de la Chronique de Reginon qui sont dépourvues d'originalité, en indiquant, en marge, la source dont ces passages sont tirés. Mais la partie qui nous semble la plus neuve et la plus louable du travail de M. Kurze, c'est la classification des manuscrits; c'est ce qui rend son édition supérieure à celle que Pertz publia en 1826, dans le tome I^{er} des *Monumenta Germaniæ*. M. Kurze a étudié tous les manuscrits qui contiennent la Chronique de Reginon et

1. Voyez *Bibliothèque de l'École des chartes*, LI, 1890, p. 156.

la continuation d'Adalbert, et s'est occupé d'en établir la filiation. Pertz n'a connu qu'une douzaine de manuscrits qu'il n'a pu ou voulu classer; aussi, son édition ne donne pas toujours les leçons les plus anciennes et les plus correctes. Celle de M. Kurze la remplace donc très avantageusement.

Ferdinand Lot.

The Song of Lewes. Edited, with introduction and notes, by C. L. KINGSFORD. Oxford, at the Clarendon press, 1890. In-46, xxxvi-468 pages.

Le *Carmen de bello Lewensi*, qui forme l'objet de la présente publication, a été publié pour la première fois, mais avec peu de soin, par Th. Wright, dans les *Political Songs of England* (Camden Society, 1839). Il existe dans un seul manuscrit ancien, le manuscrit Harl. 978 du Musée britannique, qui paraît avoir été écrit à l'abbaye de Reading par divers moines du XIII^e siècle. M. Kingsford en a donné la description minutieuse dans l'introduction (p. xi-xvii); il contient des antiennes, des préceptes de médecine, des poésies goliardiques, des lais de Marie de France, etc. Quant au poème sur la bataille de Lewes, il compte 968 vers de treize syllabes, rimant deux à deux.

Ce poème paraît avoir été composé peu après la victoire remportée par Simon de Montfort et les barons révoltés sur les troupes du roi d'Angleterre Henri III, qui, on le sait, fut pris après le combat avec son fils aîné, son frère et son neveu (14 mai 1264). M. Kingsford suppose qu'il a été composé par un frère mineur, chaud partisan du comte de Leicester; que ce moine faisait même partie de la maison (*household*) du comte et qu'il assistait à la bataille de Lewes. Tout cela est possible, mais, en réalité, nous n'en savons rien et l'on pourrait tout aussi bien émettre l'opinion que c'était un clerc attaché à la personne de l'évêque de Chichester (Étienne de Berkstead), un des rares partisans du comte que l'auteur du poème désigne par son nom. D'ailleurs l'intérêt de l'ouvrage ne réside pas dans ce qu'il dit de la bataille, mais bien dans les réflexions morales et dans les théories politiques dont il est rempli. A cet égard, M. Prothero l'avait déjà mis à profit et utilement commenté dans sa biographie de Simon de Montfort¹.

M. Kingsford a publié le texte avec un soin méticuleux : toutes les lettres qui, dans le manuscrit, étaient représentées par des abréviations, sont imprimées en italiques; les particularités orthographiques du manuscrit sont conservées, ce qui n'est pas toujours le cas pour les publications de textes du moyen âge en Angleterre; mais la ponctua-

1. *The Life of Simon de Montfort, earl of Leicester, with special reference to the parliamentary history of his time* (1877), p. 178 et 375. Cf. Bémont, *Simon de Montfort, comte de Leicester* (1884), p. 219.

tion est moderne, ce qui est indispensable. Suit une traduction anglaise qui est très fidèle.

L'importance du volume réside dans les notes et dans l'appendice. Ces notes sont très abondantes (p. 55-122); elles commentent par le menu les détails que le poème fournit sur Simon de Montfort et sur sa victoire, à l'aide des récits assez nombreux et variés que les contemporains nous en ont laissés. L'auteur cite même fréquemment des extraits de chroniques inédites, comme celles de Douvres, de Rochester et de Lewes. Il traite aussi tout au long certains faits importants, par exemple la situation des étrangers en Angleterre sous Henri III (p. 72-78), le caractère de Simon de Montfort (p. 79-83), la nomination des *sheriffs*, des gouverneurs des châteaux-forts et des ministres (p. 91-98), la nature du pouvoir royal (p. 101-122). Je ne sais si cet étalage d'une érudition, d'ailleurs étendue et précise, ajoute beaucoup à ce que nous savions déjà, par exemple par MM. Gneist et Stubbs, Prothero et Ch. Plummer¹; mais, s'il y a un peu d'excès en tout cela, on n'ose pas trop le blâmer.

Dans l'appendice, M. Kingsford reprend ce qu'il avait déjà dit en partie dans ses notes des théories qui avaient cours, au moyen âge, sur la nature du pouvoir royal; il analyse les principales de ces théories, celles de Jonas d'Orléans², d'Hincmar, de Hugues de Fleury, de Jean de Salisbury (qui mourut, non en 1183, mais le 25 octobre 1180), de Giraud de Barry, de Vincent de Beauvais, de Guillaume Pérault, d'Alexandre de Hales, de Bracton, de saint Thomas, de saint Bonaventure, de Jean de Galles (qu'il appelle John Walleys), de Gilles de Rome, etc. Là encore, on ne trouve rien de bien neuf, mais le chapitre se lit avec intérêt.

L'appendice n° II est une sorte de calendrier des événements politiques de l'année 1264. Enfin, dans le III^e appendice, M. Kingsford a publié un poème comique en français d'un certain Richard, intitulé « la Besturné »; il a eu doublement tort, car le poème ne se rapporte en rien à la bataille de Lewes et il n'est même pas, comme le croit l'auteur, inédit. L'index est très complet; on appréciera au mot *Bible* la liste des citations empruntées aux livres saints qui se trouvent dans le poème latin. En résumé, si ce travail n'est pas très original, s'il n'ajoute pas beaucoup à nos connaissances, il est l'œuvre d'un bon ouvrier et peut servir de modèle pour commenter un texte à la fois historique et littéraire du moyen âge.

Ch. BÉMONT.

1. John Fortescue, *the Government of England, otherwise called the Difference between an absolute and a limited monarchy*, éd. Ch. Plummer. Oxford, Clarendon press, 1885.

2. Le *De institutione regia* de Jonas a été publié au tome CVI de Migne, p. 118 et suiv. L'indication donnée par M. Kingsford n'est pas tout à fait exacte.

Études sur les biens ecclésiastiques avant la Révolution, par L. BOURGAIN, professeur à la Faculté catholique des lettres d'Angers. Paris, L. Vivès, 1890. In-8°, 402 pages.

C'est une entreprise très dangereuse que celle d'écrire un livre d'histoire avec l'idée préconçue de soutenir tel ou tel système particulier, surtout lorsque le sujet que l'on aborde a d'étroites connexités avec des questions qui passionnent ou irritent les hommes de nos jours. On s'expose à ne pas avoir la liberté d'esprit nécessaire pour juger impartialement les choses; on laisse de côté une multitude de faits qui embarrassent la thèse; on groupe des chiffres choisis intentionnellement d'une manière spécieuse et habile pour amener à une conclusion nécessaire et prévue; en un mot on fait un plaidoyer: on ne fait pas une œuvre purement et simplement scientifique.

Ce sont là les réflexions qu'inspire la lecture de l'ouvrage que vient de faire paraître M. L. Bourgain sur les biens ecclésiastiques avant la Révolution. M. Bourgain s'est proposé de démontrer dans son travail (nous citons les titres de ses chapitres) que l'Église était propriétaire sous l'ancien régime, et non les pauvres, et non l'État; que personne n'a pu démontrer que l'Église n'était pas propriétaire; que l'Église payait des droits de mutation considérables; qu'elle a payé des *impôts considérables* sous Philippe le Bel, François I^{er}, Henri II, Louis XV, Louis XVI; que, sous l'Assemblée constituante, elle a fait tous les sacrifices pécuniaires possibles, et qu'enfin la régale n'a été qu'une longue suite d'empiétements sur les droits de l'Église.

La simple énumération de ces titres indique la méthode qu'a suivie nécessairement l'auteur. Il faut dire qu'il s'est occupé des propriétés ecclésiastiques depuis Constantin jusqu'à Louis XVI, ce qui est un sujet un peu vaste, dans lequel on soulève une foule de questions très délicates et dont la plus grande partie sont loin d'être définitivement résolues. Nous ne pouvons suivre M. Bourgain dans ses discussions, qui sont plus du domaine des polémiques de presse que des comptes rendus d'une revue d'érudition. Nous ne disons pas que toutes ses assertions soient contestables. Il y a dans son travail des faits intéressants que nul ne songera à révoquer en doute et des passages curieux, comme ceux qui ont trait aux sommes données par l'Église aux rois, ou la partie consacrée à la régale, qui renferme quelques idées personnelles et originales. Mais nous ne pouvons nous arrêter à un livre qui n'a pas un caractère plus nettement scientifique.

Ajoutons, en terminant, qu'il était deux questions que, d'après le titre de l'ouvrage, nous nous attendions à voir traitées dans cette étude: l'état exact des biens de l'Église avant la Révolution et la manière dont étaient perçues dans le détail les impositions du clergé aux xvii^e et xviii^e siècles, seconde question peu éclaircie et qui demanderait de

nouvelles recherches. Mais notre espérance a été déçue; M. Bourgain a laissé de côté ces deux séries de faits.

L. MANCET-BATIFFOL.

Histoire d'Abbeville. Abbeville avant la guerre de Cent ans, par E. PRAROND. Paris, Alph. Picard, 1894. In-8°, xxxv-402 pages.

On serait heureux de posséder aujourd'hui une histoire définitive d'Abbeville. Les documents intéressants publiés par MM. Aug. Thierry et Ch. Louandre, dans le tome IV du *Recueil des monuments inédits de l'histoire du tiers état* (Collection de Documents inédits), suffisent pour montrer que ce ne sont pas les éléments à mettre en œuvre qui feront défaut. Cette histoire raconterait les origines de la ville, mettrait en lumière les commencements de la commune, la juridiction des échevins, etc. Sur ce dernier point, deux manuscrits conservés dans les archives communales d'Abbeville, le *Livre blanc* et le *Livre rouge*, donneraient une grande quantité de renseignements, tant pour le civil que pour le criminel¹. Ce qui intéresserait vivement, ce serait encore l'exposé de la lutte, qui commença vers la fin du xiii^e siècle, entre le roi de France et le roi d'Angleterre, comte de Ponthieu, pour la possession de cette ville. Cette lutte fortifia la commune, en ce sens que, pour s'attacher exclusivement les bourgeois, chacun des deux rivaux les comblait de privilèges et de franchises. Abbeville présentait, en outre, cette particularité curieuse, que les trois juridictions communales d'Amiens, de Corbie et de Saint-Quentin intervenaient souvent dans les affaires municipales, soit pour établir des points de droit, soit pour confirmer ou casser les sentences des échevins, soit enfin pour mettre un terme aux discordes civiles. Il y a donc là matière à un travail intéressant, portant sur bien des points neufs.

M. Prarond a-t-il réussi à nous satisfaire dans son *Histoire d'Abbeville*? Je ne le pense pas. Son travail n'est ni suffisamment complet ni suffisamment critique. Il néglige d'abord tout ce qui concerne les origines et les premiers temps d'Abbeville et commence son histoire en 1133, avec un personnage qu'il croit avoir été le premier maire connu².

1. Voir les quelques documents publiés dans le t. IV des *Monuments inédits de l'histoire du tiers état*, p. 28, 29, 52, 53, 55, 56, 62, 65, 66, 67, 69, 70, 71, etc., etc.

2. Est-il encore bien sûr que le Guillaume ou Willerme que M. Prarond donne comme maire d'Abbeville en 1133 l'ait été effectivement? M. Prarond s'appuie sur le P. Ignace, qui indique ce nom d'après le *Cartulaire de Saint-Pierre*, p. 316. Ce *Willermus major* était témoin dans une charte de confirmation de l'abbaye de Saint-Pierre. Mais doit-on traduire par Guillaume *maître*, ou par Guillaume *l'aîné*? Même observation pour le Guillaume de 1144, le Pierre de 1152, etc.

Depuis cette époque jusqu'en 1337, il donne le texte, l'analyse ou l'indication des principaux documents qui concernent la ville et le comté. Mais ces documents ne commencent guère qu'en 1184, date à laquelle la charte de commune fut octroyée aux bourgeois par Jean I^{er}, comte de Ponthieu. Ils sont empruntés principalement au *Livre blanc*, au *Livre rouge*, au *Terrier du Ponthieu* (Bibl. nat., ms. latin 10,112), à dom Grenier, à Waignart, au P. Ignace, à MM. Aug. Thierry et Charles Louandre, et aux notes que le marquis Le Ver a ramassées dans les archives de l'Hôtel-Dieu. Malheureusement, le dépouillement de ces collections est loin d'avoir été fait d'une façon complète. J'ai remarqué, dans la seule collection Grenier, plus de documents sur l'histoire d'Abbeville que M. Prarond n'en a recueilli. Il n'a pas vu les pièces indiquées par Cocheris, dans son *Catalogue des manuscrits sur la Picardie* (2^e série, tome II des *Mémoires de la Société des Antiquaires de Picardie*, in-8°), comme se trouvant à la Bibliothèque nationale ou aux Archives nationales; il s'est contenté d'en reproduire l'analyse. Même chose pour les notes du marquis Le Ver.

En outre, M. Prarond s'est à peu près dispensé de tout travail de rédaction originale. Il aligne les documents bout à bout; pour les uns, il donne le texte complet; pour d'autres (ce sont souvent les plus importants), il se borne à l'analyse ou à l'indication, en renvoyant à la source. Il y mêle des dissertations historiques sur les événements d'Abbeville, dues à un certain Formentin, qui, de son aveu même, est un auteur dénué de toute valeur. Quand il se présente des difficultés de textes, l'auteur ne fait que les signaler et en laisse la solution à d'autres écrivains plus heureux. Ce n'est pas là ce qu'on peut appeler écrire l'histoire d'une ville.

Deux questions de chronologie, importantes pour le sujet spécial que traitait M. Prarond, n'ont été résolues ni l'une ni l'autre d'une manière satisfaisante. D'une part, il admet que les maires et les échevins ont été installés en charge, chaque année, le 24 août : mais ce système l'embarrasse souvent; il lui arrive de trouver jusqu'à deux et trois maires différents pour une même année échevinale. A mon avis, cette date du 24 août est absolument imaginaire et ne peut se justifier, au moins pendant les premiers siècles de la commune¹. D'autre part, il pense que l'année de l'incarnation, dans l'usage d'Abbeville, commen-

1. Pour prouver que le renouvellement des maires avait lieu le 24 août dans les premières années du xiv^e siècle, M. Prarond (p. 353) donne deux textes qui ne me semblent pas bien convaincants. Ils sont rapportés dans les *Monuments inédits de l'histoire du tiers état*, p. 85 et 95. Ils prouvent seulement que les comptes de la ville étaient rendus le 24 août, mais ils ne parlent pas du renouvellement de l'échevinage. M. Prarond dit lui-même (p. xiii et p. 259) qu'il a beaucoup de doute sur la date d'élection des maires au xii^e et au xiii^e siècle.

çait à Pâques : là encore, il rencontre des difficultés insurmontables (p. 194, 250, 266, 275). Contrairement à son opinion, je suis fort porté à croire que le premier jour de l'année était le 1^{er} janvier. M. Prarond donne lui-même un texte assez précis (p. 266) : « *Le nuit de l'an, en l'an de grace mil CCC et sept, feri Jehanés Haymars d'Espaignete « Maroie, femme Jehan de Pardieu... dont ele morut de chu caup, et « en sonna on les trois clokes, le jour del invencion saint Fremin »* (13 janvier). Il cite aussi (p. 192 et 348) une vente qui eut lieu le mercredi après l'Annonciation de 1284. Or, si l'on avait suivi le style de Pâques, l'année 1284 aurait commencé le 9 avril pour finir le 25 mars, et il n'y aurait pas eu, cette année-là, de « mercredi après l'Annonciation ».

La lecture de ce livre ne peut que faire désirer encore plus vivement une bonne histoire d'Abbeville. Il ne faut pas désespérer que, dans un avenir plus ou moins prochain, un bon historien éclaircisse un peu l'obscurité que M. Prarond, pas plus que ses devanciers, n'a réussi à dissiper.

H. LABANDE.

Les Travaux des ports, les marins et la pêche au pays de Caux pendant le moyen âge. Notions inédites, publiées par A. HELLOT, notaire honoraire. Rouen, Lestringant; Paris, E. Dumont. Mars 1894. In-16, 32 pages.

Cet opuscule, malgré son peu d'étendue, doit être recommandé à l'attention de nos lecteurs. Il renferme de très curieuses et très nouvelles informations sur plusieurs points de l'histoire de la marine normande, du XIII^e au XVI^e siècle. L'auteur, à l'aide des archives de l'abbaye de Fécamp, nous fait connaître l'origine et les vicissitudes des ports de Saint-Valery-en-Caux et de Veulettes. Le paragraphe relatif à la pêche du hareng est particulièrement intéressant.

L. D.

Étude sur les comptes de Macé Darne, maître des œuvres de Louis I^{er}, duc d'Anjou et comte du Maine (1367-1376), d'après un manuscrit inédit du British Museum, par André JOUBERT. Angers, 1890. In-8°, 93 pages.

M. André Joubert donne dans ce volume d'intéressants extraits du manuscrit des comptes de Macé Darne, qui fut maître des œuvres de Louis I^{er}, duc d'Anjou et comte du Maine. Ces comptes embrassent une période de neuf années et vont du 1^{er} mai 1367 (date de l'entrée en fonctions) au 7 mai 1376 (date de la mort de maître Macé).

M. A. Joubert a divisé son livre en quatre chapitres. Le premier comprend les recettes, dont le « Trépas de Loire » est une des sources

les plus abondantes; les trois autres chapitres sont consacrés aux dépenses et donnent les renseignements les plus précis sur les différents travaux de construction ou de réparation entrepris par Macé Darne aux halles d'Angers, au château de la Roche-aux-Moines, à la Chambre des comptes d'Anjou, au château d'Angers et au château de Saumur; on trouve en particulier d'intéressants détails sur la construction de la chapelle neuve du château de Saumur (1367-1376).

Usages et salaires des ouvriers, prix des denrées, valeur et nature des matériaux, modes et procédés usités à cette époque dans les divers travaux par les différents corps de métiers, noms de quelques sculpteurs habiles à « ouvrier en bestes et en felaiges, » voilà ce que nous découvrent les comptes de Macé Darne. M. A. Joubert a fait suivre son étude d'une table des noms de lieux et de personnes.

Jean VIREY.

Archives historiques de la Marche et du Limousin, publiées sous la direction de MM. Alfred LEROUX et René FAGE. Tome II. *Chroniques ecclésiastiques du Limousin*, publiées et annotées par l'abbé A. LECLER, curé-doyen de Compreignac. Tulle, imprimerie de Jean Mezeyrie, 1890. In-8°, 493 p.

A part quelques courts extraits empruntés aux annales du couvent des Dominicains de Limoges, les textes qui figurent dans les *Chroniques ecclésiastiques du Limousin* se rapportent uniquement au XVII^e ou au XVIII^e siècle. On peut se demander si tous étaient de nature à prendre place dans une collection de documents historiques. La « Chronique des Ursulines d'Eymoutiers », par exemple, qui occupe près de cent pages du volume, était, dans l'esprit de son auteur, un ouvrage destiné exclusivement à l'édification des religieuses du monastère; en dehors d'un court passage relatif à l'éducation que les Ursulines donnaient aux jeunes filles, nous ne voyons pas quel parti l'historien pourrait en tirer.

La « Relation de ce qui s'est passé à l'établissement de l'Hôpital général de Limoges, de la maison de la Mission, du Séminaire et du petit couvent de Sainte-Claire, par Monsieur de Savignac et la Révérende Mère du Calvaire », offre aussi les caractères d'un ouvrage de piété, mais au moins y trouve-t-on quelques renseignements sur la fondation de ces différents établissements et sur l'organisation de la Congrégation des sœurs de Saint-Alexis, destinée à desservir l'hôpital.

La « Chronique des Ursulines de Limoges » est plus vivante et fournit d'assez abondants détails sur les relations du couvent avec la société civile, sur les travaux artistiques qui y furent exécutés, etc.; quant à celle des Ursulines de Tulle, elle ne consiste guère que dans l'énumération des sœurs qui furent reçues comme novices et de celles

qui firent profession. Ces deux longues listes peuvent être utiles pour l'histoire des familles du pays; mais, comme naturellement ce sont presque toujours les mêmes personnes qui figurent dans les deux catégories, on aurait évité d'inutiles répétitions en fondant ces deux répertoires en un seul.

Le document le plus intéressant de ce recueil est, en réalité, le « Tableau ecclésiastique et religieux de la ville de Limoges ». Son auteur, François Bullat, mort en 1836, était vicaire dans cette ville en 1789. Pendant toute sa jeunesse, il avait eu sous les yeux les édifices dont il fait la description et avait vécu de la vie qu'il dépeint. Il est facile de comprendre que, si ses dissertations historiques ont peu de valeur, ses souvenirs personnels sont très précieux au contraire pour faire connaître dans tous leurs détails les usages locaux, les cérémonies du culte, l'organisation des confréries. Ils fournissent également d'utiles matériaux pour l'histoire du clergé pendant les premières années de la Révolution.

LÉON LE GRAND.

Une Famille de grands prévôts d'Anjou aux XVII^e et XVIII^e siècles.

Les Constantin, seigneurs de Varennes et de la Lorie, par André JOUBERT. In-8°, xi-363 pages.

Le travail de M. Joubert retrace à grands traits l'histoire d'une famille importante de l'Anjou, et comprend une assez longue période (1652-1799). Les archives des Constantin de la Lorie ont fourni à l'auteur bon nombre de documents inédits qui, analysés et classés, forment le fond de l'ouvrage. L'histoire de la famille se trouve en quelque sorte reléguée au second plan, la première place restant occupée par le récit des incidents nombreux de la vie des grands prévôts. Les détails abondent, souvent curieux, mais on aurait aimé trouver en eux les bases d'une étude plus générale sur les fonctions mêmes de grand prévôt.

Le volume est complété par une série d'héliogravures, dont quelques-unes fort remarquables; le portrait d'Anne Pelletier, dame de la Lorie, peint en 1652, est l'œuvre d'un maître, bien qu'il n'ait été prisé que 41 livres dans l'inventaire de 1683. A signaler également deux très belles statues ornant le grand escalier intérieur du château de la Lorie.

Dans les pièces justificatives, les plus intéressantes sont des inventaires après décès, datés de 1683. Dans l'un d'eux, on remarque cette mention : « Un petit tableau à quadre doré, représentant ledit deffunt s^r de Varennes, ledit tableau marqué fait par le s^r Nanteuil, en l'an 1662, prisé 6 louis d'or. » Plusieurs de ces inventaires contiennent des indications intéressantes relatives au prix des bestiaux et des grains en 1683 et en 1700.

Lettres d'un cadet de Gascogne sous Louis XIV. François de Sarraméa, capitaine au régiment de Languedoc. Publié pour la Société historique de Gascogne par François ABBADIE, ancien magistrat. Paris et Auch, 1890. In-8°, xix-90 pages.

François de Sarraméa naquit, le 21 juillet 1677, à Bonrepaux, aujourd'hui Bourrepeaux (Hautes-Pyrénées). Sous-lieutenant, à l'âge de seize ans, dans le régiment de Languedoc, il y servit près de cinquante ans. Le 4 juillet 1703, il devint capitaine. En janvier 1735, il fut nommé major. Il avait épousé, le 9 février 1724, Catherine-Josèphe d'Asson d'Argelès. On ne sait quand il mourut.

Un de ses descendants, M. François Abbadie, ancien magistrat, a jugé utile de publier les lettres de Sarraméa, qui étaient restées aux mains de la famille. Elles embrassent une période de vingt-huit années, passées presque sans interruption à l'armée, aux avant-postes de Flandre ou d'Allemagne, et fournissent, par suite, plus d'un renseignement sur la vie d'un officier au xvii^e et au xviii^e siècle.

Le recrutement et l'habillement étaient, on le sait, à la charge des capitaines; l'État ne fournissait que la solde et la subsistance. L'hiver, quand les troupes prenaient leurs quartiers, chaque capitaine levait quelques soldats pour réparer les pertes de la campagne précédente. Sarraméa parle plus d'une fois dans ses lettres des « hommes » qu'il fait à grands frais, des recrues qu'il conduit au régiment, recrues qui s'échappent souvent ou désertent et qu'il rattrape parfois, au galop de son cheval, le pistolet au poing.

Les valets d'un officier lui appartenaient personnellement. Ils étaient, par suite, en dehors de l'effectif, ne portaient pas l'habit du soldat et n'avaient pas droit « au pain du Roi. » Sarraméa n'était pas exigeant pour son service, à en juger par une lettre à son père, du 15 décembre 1701 : « Si vous pouviez trouver, » lui dit-il, « un garçon de ma taille « pour me servir, qui sceut raser ou seulement *qui fût de bonne volonté* « pour valoir quelque chose, envoyez-le moi pour me servir. Je pourrais « peut-estre luy faire plaisir un jour, surtout s'il sçavoit lire et escrire. »

Sarraméa a constamment besoin d'argent et chacune de ses lettres à son père débute ou se termine par une demande de fonds. Il est « sans « un sol, ny tente, ny bast, ny coffres, ny lit, ny habit, ny marmite, « ny plat, ny assiette. » (Lettre du 19 mai 1695.) « Il me faut un che- « val, une tente, un lit, un valet, de la vaisselle, du linge, » écrit-il ailleurs à son père, « sans compter que, pendant la campagne, je n'au- « ray que 4 sols par jour. Tout le monde s'efforce à paroistre riche « dans la conjoncture présente pour estre capitaine. » (Lettre du 22 avril 1701.) Renouvelant, dans une autre épître, ses appels de fonds, « vous « ayez assez mon avancement, » mande-t-il à son père, « pour m'ay- « der à y contribuer par une honeste despence. » (Lettre du 18 juillet 1701.)

in perpétuel d'argent a son bon côté : il ne permet pas à Sarramée d'oublier sa famille. Notre officier, d'ailleurs, a bon cœur. Il sollicite les projets de mariage dont il est question pour lui. Il s'intéresse sincèrement à la santé de son oncle, de ses sœurs et de ses cousines, et même au sort de la mule de sa mère. Quand il est au pays, il rapporte toujours quelques souvenirs pour les offrir à ses respectueux pour ses parents, comme on l'était alors, il n'a jamais son père que « Monsieur mon très honoré père, » et son oncle ordinaire, les lettres qu'il lui adresse : « Moy, qui suis, avec tout mon respect, votre très humble et très obéissant serviteur. » Sarramée a l'esprit pratique; à vrai dire, il n'en a pas d'autre. Il sait attirer à l'attention des personnes influentes capables de l'appuyer. Il n'a jamais une critique pour aucun de ses supérieurs. Mais, avec ces bonnes dispositions pour arriver, il n'est empêché ni par les circonstances et ne rencontre pas de ces occasions qui mettent un officier hors de pair.

Les détails instructifs, d'un intérêt général, se rencontrent de plus en plus dans ces lettres. Ce sont des indications sur la valeur des terres. Sarramée en vend un douze écus, un autre quatorze écus; il en perd un qu'il estime valoir deux cents livres. Ce sont des renseignements sur les moyens de communication. En quatorze jours, les valets de notre officier se rendent de Paris dans les Pyrénées et Sarramée s'étonne d'une marche aussi rapide. Une lettre du 1706 parle de la misère à faire trembler qui sévit à Paris, etc. Ces lettres seraient-elles plus intéressantes si l'éditeur les avait reliées intégralement. Une note de l'introduction dit que l'on ne peut rien ou *presque rien* retrancher des lettres de Sarramée. Mais rien nous inquiète. Il fallait, croyons-nous, en cette circonstance, ou bien publier ou bien ne rien publier tout.

Notre éditeur nous permette encore une critique. Pourquoi donc a-t-il intitulé ces lettres : *Lettres d'un cadet de Gascogne*? Ce titre, à première vue, ce semble, quelque chose de vif, de piquant, un style tour original, et Sarramée apparaît malheureusement dans la correspondance comme le moins Gascon des Gascons, comme le plus dénué de verve et d'esprit qui se puisse imaginer.

Les réserves admises, il nous reste à féliciter M. Abbadie de la diligence et consciencieuse dont il a compris son rôle d'éditeur. Son court mais substantiel récit unit les lettres les unes aux autres, les renseignements qu'elles présentent (trop rarement) sur les faits historiques auxquels Sarramée se voit parfois mêlé. Des pages écrites avec soin, au prix de recherches souvent originales, éclairent çà et là les points obscurs de la correspondance. Pourquoi le texte répond-il si peu à tant de soins et que la mise en œuvre importe autant sur la matière?

P. BONNASSIEUX.

Chartularium Universitatis Parisiensis. Sub auspiciis Consilii generalis facultatum Parisiensium, ex diversis bibliothecis tabularisque collegit et cum authenticis chartis contulit H. DENIFLE, O. P., in archivo apostolicæ sedis Romanæ vicarius, auxiliante Æ. CHATELAIN, bibliothecæ Universitatis in Sorbona conservatore adjuncto. Tom. I, ab anno MCC usque ad annum MCCLXXXVI. Parisiis, ex typis fratrum Delalain, anno MDCCCLXXXIX. In-4°, xxxvi-743 pages.

L'Université de Paris attend encore son historien. Ni Du Boulay, ni Crevier, ni le continuateur de Du Boulay, l'érudit Ch. Jourdain, ne suffisent aujourd'hui aux exigences de la science. L'ouvrage du premier, rédigé en latin, est peu accessible à la majorité des lecteurs; ceux des autres sont ou trop abrégés ou restreints à une époque. Une collection essentiellement parisienne, celle de l'*Histoire générale de Paris*, publiée sous les auspices de l'administration, ne renferme encore aucun travail d'ensemble sur l'instruction publique à Paris. Un volume sur les Petites-Écoles, par M. Gréard, est annoncé depuis longtemps, mais non publié. Il est donc nécessaire de reprendre cette histoire, mais il fallait auparavant en rechercher les sources lointaines, les épurer, les recueillir complètement et les mettre à la disposition d'un futur historien. C'est ce travail que le P. Denifle, auteur d'un savant livre sur les Universités du moyen âge, avait entrepris en recueillant, aux archives du Vatican et ailleurs, tous les actes depuis le xiii^e siècle relatifs à l'Université de Paris. Lorsque l'éminent recteur de notre académie, qui, avant de diriger l'instruction publique à Paris, a été l'un de ses plus brillants et plus solides professeurs, en eut été informé, il s'empressa de réclamer pour la France et pour Paris l'honneur de faire, aux frais de l'État, la publication projetée, et voilà comment, sur la proposition du Conseil général des Facultés, l'œuvre du P. Denifle est devenue officielle et a trouvé, pour la révision des textes et l'établissement des notes, la collaboration de M. E. Chatelain, conservateur-adjoint de la bibliothèque de la Sorbonne.

Le cartulaire débute par une Introduction, dans laquelle les éditeurs font connaître en quoi leur publication doit modifier les idées reçues au sujet de l'Université. Après avoir montré l'insuffisance des travaux de leurs devanciers et la nécessité de recueillir à nouveau tous les textes relatifs à l'Université de Paris, ils abordent, dans le chapitre II, un exposé clair et succinct de ses commencements; il ne sera peut-être pas inutile de les résumer brièvement ici d'après le P. Denifle. C'est seulement à partir de 1200 que l'on trouve les écoles réunies et les maîtres groupés avec leurs élèves en corps d'université (*Universitas magistrorum et scholarium*). C'est en 1208-1209 que ce mot Université des maîtres apparaît pour la première fois dans une bulle d'Innocent III.

On la voit figurer comme personne contractante dans une donation faite, en 1221, aux Frères Prêcheurs : « Nous, Université des maîtres et écoliers parisiens, » et cette formule subsiste jusqu'à ce que le recteur des Artiens soit regardé comme le recteur de l'Université. C'est aussi la formule placée sur le sceau de l'Université, qui date à peu près de cette époque.

Les facultés sont nées du groupement des maîtres de chaque enseignement ou *disciplina*. Le mot faculté apparaît pour la première fois dans des lettres d'Honorius III de 1219 avec le sens d'enseignement; c'est seulement en 1255, dans le statut des Artiens, qu'il signifie l'ensemble des maîtres; leur état avait été consolidé par la bulle de Grégoire IX, de 1231, *Parens scientiarum*, etc., qui est comme la constitution de toute l'Université. La première mention d'une faculté est celle de la faculté de théologie; l'existence des doyens était déjà ancienne, en 1264, pour la théologie, le décret et la médecine. Les Artiens seuls n'avaient pas de doyen, mais ils étaient présidés par le recteur.

En retraçant la longue lutte qui se produisit entre l'Université naissante et le chancelier, et de laquelle celui-ci sortit amoindri tandis que l'Université devint plus forte qu'au commencement du xiii^e siècle, les éditeurs ont trouvé occasion de rectifier certaines idées erronées ou peu exactes sur la formation de l'Université. C'est un grand tort, suivant eux, de croire que l'Université s'est formée en luttant contre le chancelier; cela est vrai pour les Quatre-Nations et non point pour l'Université. Au contraire, le chancelier vit son autorité augmentée parce qu'il était à la tête de l'Université; ce que les maîtres attaquaient, ce n'était pas le pouvoir du chancelier, mais seulement l'excès de ce pouvoir. En effet, les maîtres et écoliers soustraits à l'autorité du prévôt de Paris furent soumis à l'official. Après diverses péripéties, dans lesquelles le chancelier voulut agir en vertu d'un prétendu statut fait par Octavien, légat du pape, et par Eudes, évêque de Paris, les droits respectifs des écoliers et du chancelier furent réglés par la constitution de Grégoire IX de 1231, déjà citée ci-dessus (*Parens scientiarum*, etc.), le pouvoir du chancelier fut limité; il promet, quand il est institué, de ne donner la licence en théologie qu'à des sujets dignes de ce grade, et de même dans les autres facultés; il se voit enlever le droit d'avoir une prison. Mais il perdit bien davantage : jusque-là, il avait siégé dans l'Île, entre les deux ponts; à partir de 1231, quelques maîtres et écoliers quittent la Cité et vont se placer sous la juridiction de l'abbé de Sainte-Geneviève; ce qui fit bientôt surgir un autre chancelier, celui de Sainte-Geneviève. Ce fait donne occasion aux éditeurs d'étudier cette question : où s'est formée l'Université? Dans l'Île, entre les deux ponts, ou bien est-elle née de la réunion des maîtres et écoliers de l'Île, de Sainte-Geneviève et de Saint-Victor, comme le dit Du Boulay et d'autres d'après lui? Les éditeurs rappellent que la plupart des maîtres et des

écoliers habitaient dans l'Île au moment de la naissance de l'Université. Que trouve-t-on à Sainte-Geneviève? L'école d'Abélard, qui enseignait avant la formation de l'Université. La substitution des moines de Saint-Victor aux chanoines séculiers de Sainte-Geneviève fit prédominer l'enseignement de la théologie dans les écoles claustrales de Saint-Victor et de Sainte-Geneviève. Aucun maître ès arts n'habitait alors la montagne. Leurs écoles n'étaient pas davantage dans la rue Galande, qui n'avait pas encore de maisons à la fin du ^{xii}^e siècle. La rue du Fouarre ne fut construite que de 1202 à 1225. L'accord de ces faits avec les titres de l'Université, qui montrent les maîtres et écoliers en difficulté seulement avec le chancelier de Notre-Dame, autorise les éditeurs à conclure que l'Université a été formée des maîtres habitant dans l'île de la Cité entre les deux ponts, et que là, sous l'ombre de Notre-Dame, il faut reconnaître le berceau de l'Université.

Les procès fréquents avec le chancelier de Paris d'une part, la multitude des chaires d'autre part décidèrent les écoliers à quitter l'Île et à monter sur la montagne Sainte-Geneviève, où les Artiens s'établirent de 1219 à 1222, les théologiens et les décrétistes ne vinrent qu'après 1227. Ces écoliers n'eurent un chancelier spécial qu'à partir de 1255; ce fut celui de Sainte-Geneviève, qui était surtout le chancelier des Artiens. Le chancelier de Paris perdit donc beaucoup par ses procès avec les élèves, par la concurrence que lui fit l'abbé et ensuite le chancelier de Sainte-Geneviève, et enfin par l'autorité naissante du recteur. Mais, au ^{xiii}^e siècle, c'était encore, de l'aveu du pape, la plus haute autorité dans l'Université. Sa puissance venait de ce qu'il était le chancelier de l'église de Paris; aussi, tandis que les chanceliers de Sainte-Geneviève sont à peine connus, nous trouvons dans le Cartulaire la liste complète des chanceliers de Notre-Dame de 1164 à 1284 (page xix, note 3).

Quelle est l'origine des Quatre-Nations? Du Boulay pensait qu'elles étaient nées avant la constitution des quatre facultés, et que l'ancienne Université était composée de nations différentes; il en concluait qu'il y avait en 1206 un statut des Quatre-Nations pour l'élection du recteur, mais ce statut est supposé. Il est certain qu'au ^{xiii}^e siècle il y avait à Paris des écoliers de diverses nations, mais ils vivaient sans liens entre eux. Suivant les éditeurs, les Quatre-Nations ou leurs procureurs furent établis entre 1215 (où Robert de Courçon, légat apostolique, leur accorda certains privilèges) et 1222. La première mention des Quatre-Nations, dans le Cartulaire, est de 1249. Il faut en conclure que les Nations ont été établies après les facultés. Dans l'origine, la faculté des Arts n'était pas la même chose que les Quatre-Nations. En effet, les Quatre-Nations étaient composées des maîtres ès arts et des écoliers des autres facultés, pourvu qu'ils fussent Artiens. Les maîtres ès arts avaient donc alors un double caractère : ils formaient entre eux une faculté, et, réunis aux écoliers de toutes les facultés, ils formaient les Quatre-Nations (anglaise,

française, normande, picarde). Bientôt la faculté des Arts et les Quatre-Nations furent confondues; la faculté se servit du sceau des Quatre-Nations, dont la première mention se trouve dans le document déjà cité de 1249 (p. xxi).

Ceci nous conduit à parler du recteur, qui domine bientôt toute la hiérarchie universitaire. Le recteur procède du procureur qui devait être élu chaque année pour chaque nation. Mais, à la tête des Quatre-Nations, était un recteur; on le trouve pour la première fois en 1245, au sens propre de ce mot. Le recteur cependant, quoiqu'il ne figure en tête dans aucun statut des Artiens avant 1274, fut créé certainement aussitôt après l'établissement des Quatre-Nations (p. xxiii); il ne présidait pas encore à toute l'Université, mais seulement aux Quatre-Nations, et bientôt il fut recteur de la faculté des Arts, les autres étant gouvernées par des doyens. Les éditeurs exposent ensuite les fonctions du recteur et comment il est devenu le chef de l'Université, en s'appuyant sur de nombreux textes de 1249 à 1275. Dans l'origine, le recteur faisait les affaires des autres facultés, il avait plus d'importance que les doyens, il était nommé *rector universitatis magistrorum et scoliarum Parisiensium*; le recteur se plaça peu à peu au-dessus des doyens des Décrets et de la Médecine. Il eut plus de peine à surpasser celui de la Théologie, qui occupa pendant longtemps le premier rang, avant le recteur, dans les assemblées générales de l'Université. C'est seulement au siècle suivant, en 1344, que fut réglé définitivement l'ordre de convoquer le doyen et les maîtres de théologie, en sorte que satisfaction fut donnée au recteur contre le doyen. Dans leur serment, les Artiens juraient d'observer le statut relatif à la place du recteur. De là la formule : *rector et universitas magistrorum et scoliarum Parisiensium*. Les causes de la fortune du recteur des Artiens se trouvent dans ces circonstances : qu'il faisait les affaires des autres facultés; que les écoliers des autres facultés, quand ils étaient Artiens, appartenaient à la réunion des Quatre-Nations présidée par le recteur; que les maîtres des facultés supérieures étaient liés par leur serment envers le recteur, quand ils avaient été Artiens, enfin que les Artiens étaient plus nombreux que les autres. En 1249 on décida de n'élire qu'un seul recteur, qui dut l'être par les procureurs des Quatre-Nations. En 1279, le légat prescrivit qu'il ne serait plus élu que quatre fois par an, et la seule condition requise du candidat était qu'il fût régent ès arts.

Ayant ainsi retracé les origines de l'Université, les éditeurs nous entretiennent de l'enseignement des sciences dans les écoles de Paris, des méthodes et des professeurs célèbres. Les facultés de droit et des arts avaient reçu une vive impulsion d'Abélard, dont la méthode y était suivie. Cet illustre philosophe donna une nouvelle force à la méthode d'Aristote, dont il observait les règles sans les connaître. Sa doctrine se résume dans la célèbre formule du *sic* et *non*, qui présentait en chaque question les arguments pour et contre. Les cours de théologie se fai-

saient à Paris avant la fondation de l'Université; la théologie se développa beaucoup au *xiii^e* siècle, et c'est à cause de cet enseignement que les ordres religieux affluèrent à Paris. Ce fut là l'origine de la maison de Sorbonne, qui fut fondée pour les pauvres Artiens qui étudiaient en théologie. Les écoles des Arts, qui étaient regardés comme le fondement de toutes les sciences, eurent une grande célébrité aux *xii^e* et *xiii^e* siècles. Le Cartulaire montre l'établissement, la discipline et le régime de cette faculté. Nous arrivons à la troisième des facultés. Avant 1219, non seulement le droit canon, mais les lois civiles étaient enseignées à Paris. Après l'interdiction des cours de lois portée par Honorius III en 1219, on nomme encore à Paris des bacheliers apprenant le droit en 1251. La culture du droit civil n'était pas entièrement abolie, puisque vers la fin du *xiii^e* siècle, pour arriver au Décret, il fallait d'abord avoir appris les lois pendant trois ans. La moins renommée de toutes était la faculté de médecine, pourtant elle est mentionnée dans les premiers actes du Cartulaire. Gilles de Corbeil ou de Paris a conservé les noms des maîtres en médecine de Paris au *xiii^e* siècle.

On trouve dans l'Index du Cartulaire les origines et les premières destinées des collèges séculiers et réguliers, en commençant par le premier, établi en 1180, celui des Dix-Huit, et en continuant par ceux de Saint-Thomas du Louvre, de la Sorbonne, du Trésorier, des Bons-Enfants, de Saint-Nicolas du Louvre, etc.

Les éditeurs ont passé sous silence les vicissitudes de la longue lutte de l'Université avec les ordres mendiants, principalement avec les Frères Prêcheurs, à l'instigation de Guillaume de Saint-Amour, quoiqu'ils aient réuni plus de textes que qui que ce soit pour écrire cette histoire; celui qui voudra le faire n'aura qu'à puiser dans le Cartulaire.

Les éditeurs terminent leur savante Introduction par quelques considérations sur le mouvement des esprits au *xiii^e* siècle, mouvement qui se révèle dans certains textes qui montrent les erreurs auxquelles quelques maîtres s'étaient laissé entraîner. (Cf. n^o 486, 543, 556.) Le grand aliment des discussions se trouvait dans les œuvres d'Aristote, qui furent alors traduites en latin, et dans ses commentateurs, Avicenne et Averroès. Les théologiens eux-mêmes employèrent la méthode d'Aristote pour débrouiller les questions théologiques. L'ancienne école, représentée par Guillaume d'Auxerre, Geoffroi de Poitiers et Philippe de Grève, ne ressemble plus à la nouvelle qui se trouve dans la Somme d'Alexandre de Hales et dans l'ouvrage de Guillaume d'Auvergne. Les ordres religieux eux-mêmes se divisent entre les deux écoles. Les lettres de Jean Peckham, archevêque de Cantorbéry, publiées dans le Cartulaire, renferment les traces de ces dissentiments. Enfin la conclusion du travail des éditeurs est celle-ci : au *xiii^e* siècle, ce sont les théologiens qui furent les commentateurs des œuvres d'Aristote, preuve manifeste de la suprématie qu'exerçait alors la théologie sur les arts!

Après la partie historique de l'Introduction, nous trouvons le plan et le système de l'édition. Ce premier volume s'étend depuis l'origine de l'Université jusqu'au grand schisme d'Occident. Une partie introductive sur les temps qui ont précédé la formation de l'Université comprend cinquante-cinq pièces, depuis une bulle du pape Alexandre III, en date du 19 mai 1163, jusqu'à l'an 1200. Comme il s'agit, dans ce volume, du premier siècle de l'Université, les documents sont donnés *in extenso*; pour les autres volumes, que les éditeurs nous promettent, en nombre indéterminé, à cause du grand nombre des documents, les actes de moindre importance ne seront que mentionnés. Le P. Denifle nous annonce une autre série, qui comprendra les actes de la nation anglaise au *xiv^e* siècle avec les rôles conservés au Vatican et qui sont déjà préparés pour l'impression. On n'a pas inséré les actes relatifs à des maîtres parisiens, mais dans lesquels il s'agit de faits étrangers à l'Université; on n'a pas donné non plus, sauf de rares exceptions, les chroniques et les écrits du même genre, qui n'ont pas le caractère de documents. Quant aux ordres religieux, les éditeurs ont dû se borner à insérer les actes relatifs à leur fondation, à Paris, et des extraits des actes qui se rapportent à l'Université et aux facultés; il a été fait de même au sujet des collèges séculiers, dont quelques-uns, comme la Sorbonne, par exemple, pourraient remplir à eux seuls plusieurs volumes. En ce qui concerne les *Studia generalia*, ou universités, les éditeurs ont suivi pour règle de ne donner que les documents qui intéressent celle de Paris.

Pour le texte, les documents originaux, quand ils ont été trouvés, ont été imprimés tels quels, sans aucune variante, sauf celles des registres du Vatican. En l'absence de l'original, les éditeurs ont recouru à d'autres manuscrits et alors ils ont donné les variantes. L'orthographe des documents a été conservée. Lorsque les chartes que donnent les éditeurs sont déjà dans Du Boulay, ils ne manquent jamais d'y renvoyer; quant à celles qui sont inconnues à cet auteur et se trouvent dans d'autres, ils renvoient aux auteurs les plus sérieux, mais sans relever les variantes. Les documents tirés seulement d'imprimés sont rares. On ne peut citer que les nos 380, 381, 384, 480, 524 et 525.

Les notes renferment beaucoup d'explications du texte, des identifications des personnages et les variantes; on y a accumulé de nombreuses sources; mais, en général, elles se renferment dans de justes limites, sauf quelques-unes de longueur exceptionnelle (n° 473 sur Siger de Brabant et ses 219 propositions erronées).

Nous n'essayerons pas de faire connaître tous les manuscrits consultés par les éditeurs pour former leur Cartulaire; l'énumération seule ou la description sommaire n'occupe pas moins de six grandes pages de l'Introduction. On peut dire qu'ils ont exploré toutes les bibliothèques de l'Europe et qu'ils n'ont négligé aucune source d'informations sur l'Université, ses collèges et les ordres religieux. Nous ne pouvons en donner ici qu'un très court aperçu. Les éditeurs classent ainsi, par

ordre d'importance, les établissements qui leur ont fourni des manuscrits. D'abord les Archives nationales, qui en ont la plus grande partie, les archives de l'Université (à la Sorbonne), celles de Dijon, de Troyes, de Marseille, pour les ordres religieux; les archives du Vatican, pour les registres du Vatican, remplis de documents dont il n'y a pas trace ailleurs; ils ont consulté ensuite les registres de Philippe-Auguste, à la Bibliothèque nationale, et aux Archives nationales les cartulaires de l'église de Paris, si bien publiés par Guérard que la collation avec les originaux encore existants n'a, pour ainsi dire, pas fourni de variantes; quelques cartulaires des maisons religieuses; pour les collèges séculiers, le Cartulaire et les Statuts de la Sorbonne; les manuscrits comprenant les privilèges des ordres mendiants et les chapitres généraux de ces ordres, etc.

Les éditeurs mentionnent, avec le plus grand détail, les cartulaires de l'Université, car chaque faculté, au *xiii^e* siècle, avait le sien; mais, on n'a que ceux du *xiv^e* siècle, savoir : un Codex Vatic. Reg. 406 et le Codex de Cheltenham, moins complet; mais ces manuscrits, surtout celui de la reine Christine, renferment des documents du *xiii^e* siècle. Les éditeurs signalent encore quelques manuscrits précieux pour le *xiv^e* siècle, tels que le manuscrit des archives de l'Université qui a appartenu à la nation d'Angleterre; le manuscrit de Chartres 662, dit d'Harcourt, parce qu'il a été rétabli par un élève d'Harcourt en 1698; le livre du Recteur, aujourd'hui au British Museum, etc.; enfin de nombreux manuscrits qui se rapportent à un âge postérieur, sauf les serments des Suppôts qui remontent au premier siècle de l'Université, sans compter, à l'occasion, beaucoup d'autres manuscrits des diverses bibliothèques, surtout de celles de Paris.

On voit par ce qui précède avec quel soin, au prix de quel long travail, la présente publication a été faite, et l'on trouvera naturel que nous n'ayons que des éloges à décerner aux éditeurs, principalement à celui qui a conçu l'idée et le plan de l'ouvrage, et qui a eu la plus large part du labeur, nous voulons parler du P. Denifle, qui a acquis ainsi de nouveaux titres à l'estime du monde savant. Les documents importants sont nombreux, tous sont publiés d'après des sources manuscrites, sauf quelques-uns indiqués ci-dessus; beaucoup sont inédits, un tiers environ, d'après le relevé que nous en avons fait, la plupart provenant du Vatican. Ne pouvant tout faire connaître, nous citerons, parmi les documents qui nous ont paru les plus curieux, soit au point de vue de l'Université, soit au point de vue parisien, les chartes sur les origines de l'Université (5, 8, 29, etc.), sur les rues de Paris où il y avait des écoles, comme la rue du Fouarre (n° 2), les statuts des Artiens de la nation anglaise (1252, n° 201 et 202), plusieurs actes relatifs à la Sorbonne, notamment celui qui passe pour être l'acte de fondation du collège en février 1257 (n° 302), un autre de 1259 (n° 329), un autre sur la chapelle de la Sorbonne qu'Urbain IV permit de construire en 1263, et

qui existait en 1281, tandis que Cocheris l'a confondue avec une seconde chapelle construite seulement en 1326 et dédiée en 1347 (n° 388, p. 430-431, note), puis les statuts primitifs inédits de la Sorbonne, antérieurs à 1274, et qui ont échappé à Du Boulay (n° 448); enfin, pour terminer, la réunion de 219 propositions erronées de Siger de Brabant et autres, condamnées par l'évêque de Paris en 1277 (p. 543-558). Tous les actes sont en latin, sauf le serment du prévôt de Paris (n° 67) et deux autres pièces fort courtes (n° 153 et 464, de 1246 et 1275).

Nous n'aurons que quelques légères observations à présenter. D'abord, à propos du classement des pièces. Dans la partie introductive, les actes ne sont pas classés chronologiquement, mais on trouve dans l'ordre suivant : les bulles des papes, les chartes des souverains, les lettres des théologiens et des évêques, celles des particuliers, puis des prieurs, etc.

Dans le Cartulaire lui-même, où l'ordre des dates est régulièrement suivi d'ordinaire, on pourrait relever quelques inexactitudes. Ainsi, en général, lorsque la date est comprise entre deux chiffres, l'acte est placé à la date la plus moderne, 1215, 1208-1216, 1210-1216, 1217, etc. Au contraire, nous trouvons plus loin : 1235-1238, 1236, 1237; le premier acte aurait dû passer après les autres. Page 349, n° 302, l'acte daté 1257, *mense february*, l'aurait dû être ainsi : 1256 (1257 n. s.).

Nous signalerons quelques omissions dans les tables. On n'y trouve pas le nom latin de certaines localités, de *Playlliaco*, p. 561, de *Fonte mortuo*, p. 562, qui figurent seulement sous les noms français Plailly et Mortefontaine. Était-il bien nécessaire de donner sous des numéros distincts (405 et 466) les formules de *vidimus* de pièces qui sont imprimées *in extenso*, d'après des originaux, aux n° 20 et 66?

L'ouvrage est complété par une *Tabula cartarum*, p. 651-681, qui reproduit l'analyse latine des chartes et renvoie aux pages du volume, puis par un *Index generalis* par noms et prénoms de personnes, avec les matières importantes, p. 683-713; enfin par les *Corrigenda* et *Addenda*.

Ainsi se termine ce très beau volume, correctement et luxueusement imprimé par les frères Delalain, qui travaillaient *pro domo sua*. Nous avons dit sous quels auspices l'ouvrage a vu le jour; outre M. Gréard, il a eu pour parrains MM. Himly et Lavis, et ce patronage lui portera bonheur. Il vient d'ailleurs à un moment où la vie renaît dans l'Université parisienne enfin installée dans un palais digne de ses destinées. Le P. Denifle met à la disposition des hommes d'étude des matériaux, sinon tous nouveaux, du moins choisis avec soin aux meilleures sources; lorsque cette œuvre sera achevée, il sera possible au savant éditeur de reprendre le plan d'une histoire de l'Université de Paris; il aura du moins l'honneur d'avoir préparé tous les éléments de ce monument nécessaire et depuis si longtemps attendu.

A. BRUEL.

LIVRES NOUVEAUX.

SOMMAIRE DES MATIÈRES.

GÉNÉRALITÉS, 11.

SCIENCES AUXILIAIRES. — Épigraphie, 44, 89. — Paléographie, 45, 111.
— Bibliographie, 23; manuscrits, 34, 102, 117; imprimées, 43.

SOURCES. — Chroniques, 73, 108, 124, 148. — Archives, 5, 26, 38, 65, 72, 81, 123, 129. — Recueils d'actes, 29, 98, 107. — Lois, 30, 97.

BIOGRAPHIE ET GÉNÉALOGIE, 2, 43, 115, 146. — Saint Adrien, 132; Béatrix, 32; Calixte II, 29; Charles VII, 13; Clément V, 74; Dante, 78; Du Guesclin, 8; Farcy, 59; saint Gilbert, 150; Got, 74; Grégoire VII, 131; Hohenstaufen, 103; Innocent V, 22; Jeanne d'Arc, 53; Joinville, 53; La Trémoille, 90; saint Léger, 54; sainte Livrade, 33; Louis XII, 101; Parler, 113; Richemont, 73; Salis, 139; Savoie, 60; saint Servais, 124; Tonnoy, 70.

DROIT, 7, 15, 30, 43, 63, 97, 127.

INSTITUTIONS, 1, 9, 16, 28, 62, 66, 91, 100, 126, 128, 143, 144, 151.

MŒURS, USAGES, 64, 84, 94.

RELIGIONS. — Judaïsme, 133, 138. — Catholicisme, 155; hagiographie, 2, 34; papauté, 22, 29, 74, 93, 131, 133; évêchés, 48, 60, 77, 116, 118; chapitres, 106; paroisses, 76, 92, 136; ordres, monastères, 14, 21, 117, 153. — Croisades, 6, 105.

ARCHÉOLOGIE, 17, 71, 125, 140. — Architecture, 69; édifices civils et militaires, 18, 24, 40, 52, 75; édifices religieux, 12, 14, 46, 57, 89, 113. — Sculpture, 36. — Mobilier, 121. — Costume, 105. — Blason, 4, 27, 82, 146. — Numismatique, 56. — Musique, 114.

LANGUES ET LITTÉRATURES. — Grec, 45. — Latin, 115, 142, 155. — Langues romanes : italien, 78; français et provençal, 68, 86, 87, 154, 157. — Langues germaniques : allemand, 142; néerlandais, 80.

SOMMAIRE GÉOGRAPHIQUE.

ALLEMAGNE, 20, 25, 93, 143. — Alsace-Lorraine, 103. — Bavière, 107, 147. — Brunswick, 112, 145, 151. — Prusse, 46, 49, 158.

AUTRICHE-HONGRIE, 83, 95, 108, 113, 138, 142, 159.

BELGIQUE ET PAYS-BAS, 48, 51, 81, 123, 129, 149, 156.

ESPAGNE, 109, 111, 152.

FRANCE. — Bretagne, 85; Gâtinais, 9; Lorraine, 10; Sud-Est, 62. — Ain, 19; Allier, 99, 146; Charente-Inférieure, 8, 130; Côte-d'Or, 40; Drôme, 121; Eure, 24, 27, 39; Garonne (Haute-), 88; Gironde, 7; Indre-et-Loire, 110; Loire (Haute-), 89; Lot-et-Garonne, 127; Maine-et-Loire, 9; Meuse, 58; Nord, 50; Orne, 55; Pyrénées-Orientales, 136; Saône (Haute-), 14; Sarthe, 91, 92, 120, 135; Savoie et Haute-Savoie, 60, 106; Seine, 44, 52, 63, 65, 122, 141; Seine-et-Marne, 72; Seine-et-Oise, 41, 128; Sèvres (Deux-), 18; Tarn, 31; Vendée, 79; Vienne, 53, 57; Vosges, 17, 61; Yonne, 125.

GRANDE-BRETAGNE. — Angleterre, 3, 75, 153. — Irlande, 2.

ITALIE, 102. — Piémont et Ligurie, 26, 36, 67, 117; Lombardie, 21, 35, 96, 98, 137; Vénétie, 5, 12, 38; Rome et Italie centrale, 10, 42, 118, 119, 133; provinces napolitaines, 132. — Sicile, 16, 28.

SUÈDE, 100.

SUISSE, 37, 38, 94, 104, 106.

ORIENT, 6, 105, 134.

1. ARDY (J.-T.). Feudalism : its rise, progress, and consequences. Lectures delivered at Gresham college. London, Bell. In-8°, 470 p. 7 s. 6 d.

2. Acta sanctorum Hiberniæ ex codice Salmanticensi, nunc primum integre edita opera Caroli de Smedt et Josephi de Backer, auctore et sumptus largiente Joanne Patricio marchione Bothæ. Lille, Société de Saint-Augustin. In-4°, rv-979 p.

3. AMPHLETT (J.). A Short History of Clent. London, Parker. In-8°, 186 p. 5 s.

4. Ancien Armorial équestre de la Toison d'or et de l'Europe au xv^e siècle. Fac-similé contenant 942 écus, 74 figures équestres, en 114 planches chromotypographiées, reproduites et publiées pour la première fois, d'après le manuscrit 4790 de la bibliothèque de l'Arsenal, par Lorédan Larchey. Nancy et Paris, Berger-Levrault. In-fol., xxvi-292 p.

5. Antichi Testamenti tratti dagli archivi della congregazione di carità di Venezia. Serie IX. Venezia, 1890. In-8°, 45 p. (Publié par J. Bernardi, « per la dispensa dalle visite [di capo d'anno], 1891 ».)

6. Apografo veronese-vaticano (l') sull' impresa di Saladino contro Terra Santa, pubblicato da Carlo Cipolla. Casale, Carlo Cassone, 1890. In-8°, 22 p.

7. Archives municipales de Bordeaux. Livre des coutumes, publié, avec des variantes et des notes, par Henri Barckhausen. Bordeaux, Gounouilhon. In-4°, Lm-800 p., planche.

8. AUSSY (D. n^e). Campagnes de Du Guesclin dans le Poitou, l'Aunis et la Saintonge (1372-1375). La Rochelle, Texier. In-8°, 16 p. (Publication de la Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis.)

9. BALLU (C.). De la suzeraineté des comtes d'Anjou sur le Gâtinais. Fontainebleau, impr. Bourges. In-8°, 30 p. (Extrait des *Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais*, 1890.)

10. BARBIER DE MONTAULT (X.). Les Souvenirs lorrains de l'église Saint-Grégoire, sur le Cœlius, à Rome. Nancy, impr. Crépin-Leblond. In-8°, 16 p. (Extrait du *Journal de la Société d'archéologie lorraine*, 1890.)

11. BARDOT, POUZET et BREYTON. Mélanges carolingiens. Préface par Ch. Bayet. Paris, Leroux. In-8°, viii-165 p. (Bibliothèque de la Faculté des lettres de Lyon, t. VII.)

12. Basilique (la) de Saint-Marc à Venise, étudiée au double point de vue de l'art et de l'histoire. Sous la direction du professeur Camille Boito. Traduction d'Alfred Cruvellié. 1^{re} partie. Venise, Ferdinand Ongania, 1890. In-8°, 226 p.

13. BEAUCOURT (G. DU FRESNE DE). Histoire de Charles VII. Tome V : le roi victorieux (1449-1453). Paris, Picard. In-8°, 480 p.

14. BEAUSÉJOUR (le chanoine DE). Le Monastère de Luxeuil. L'église abbatiale, étude historique et archéologique. Besançon, impr. Jacquin. In-8°, 106 p., 23 gravures.

15. Beiträge zur mittelalterlichen Rechtsgeschichte. Herausgegeben von G. Pescatore. III. Thomae Diplovatati opus de praestantia doctorum. 1^o Abth. : Prooemium, Justinianus, Isidorus Hispalensis-Accursius. Berlin, R. L. Prager. In-8°, 48-CLXXXIV p. 7 m.

16. BENEDICTIS (Emmanuele DE). Della camera delle regine siciliane. Memoria storica. Siracusa, Andrea Norcia, 1890. In-8°, 84-xx p. (Extrait des *Memorie storiche intorno alla città di Siracusa dall' anno 734 a. C. al 1860.*)

17. BERNHARDT (C.). Un Cimetière mérovingien à Nossoncourt. Nancy, impr. Crépin-Leblond. In-8°, 6 p.

18. BERTHELÉ (Jos.). Le Donjon de Niort et son origine anglaise. Niort, 57, rue Gambetta. In-8°, 20 p. et plan.

19. BERTHET (Pierre). Recueil historique sur Chalamont et les communes de son canton. Lyon, imprimerie nouvelle. In-8°, 109 p.

20. BLUME (E.). Quellsätze zur Geschichte unseres Volkes. III. Von der Zeit Rudolfs von Habsburg bis zum Schlusse des Mittelalters. Cöthen, Schulze. In-8°, iv-365 p. 6 m. 50 pf.

21. BONARI (Valdemiro). I Conventi ed i Capuccini bresciani. Memorie storiche. Milano, Cesare Crespi, 1891. In-8°, xxviii-667 p. 4 l.

22. BORREL (l'abbé J.-E.). Notice biographique sur Pierre de Tarentaise, devenu pape sous le nom d'Innocent V. Communication faite au congrès de Chambéry en 1890. Chambéry, impr. Drivet. In-8°, 20 p.

23. BOUCHOT (Henri). Les Ex-Libris et les marques de possession des livres. Paris, Rouveyre. In-8°, 108 p., grav.

24. BOUILLET (l'abbé). Le Château de Beaumesnil (Eure), histoire et description. Caen, Delesques. In-8°, 29 p. et gravures. (Extrait de l'*Annuaire normand*, 1890.)

25. BRÖCKER (L.-O.). Geschichte des deutschen Volkes und des deutschen Reiches von 843-1024. II : die Zeit von 882-1024. Braunschweig, Bruhn. In-8°, xi-217 p. 2 m. 40 pf.

26. BRUNO (Ag.). Gli Antichi Archivi del comune di Savona. Savona, D. Bertolotto, 1890. In-8°, 87 p. 3 l.

27. BUREY (le vicomte de). Les Archives héraldiques d'Évreux, contenant par ordre alphabétique la nomenclature détaillée et les armoiries des comtes, évêques, seigneurs, maisons nobles, familles de haute bourgeoisie et corporations de ladite ville depuis le commencement du moyen âge jusqu'à la fin du second empire. Ouvrage orné de plus de 200 blasons dessinés par l'auteur. Évreux, Hérissay. In-4°, xii-380 p.

28. CADIER (Léon). Essai sur l'administration du royaume de Sicile sous Charles I^{er} et Charles II d'Anjou. Paris, Thorin. In-8°, viii-310 p. (Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome, fasc. 59.)

29. CALIXTE II, pape. Bullaire (1119-1124). Essai de restitution, par Ulysse Robert. Paris, Picard ; Besançon, Jacquin. In-8°, c-403, 539 p.

30. Capitularia regum Francorum. Denuo ediderunt A. Boretius et V. Krause. Tomi II pars I. Hannoverae, Hahn. In-4°, ix-192 p. (Monumenta Germaniae historica. Legum sectio II.) 7 m.

31. CARAVEN-CACHIN (Alfred). Les Origines de Gaillac. Le cimetière mérovingien du Gravas. Gaillac, Dugourc. In-8°, 60 p.

32. CASTETS (Ferdinand). Le Sixième Centenaire de Béatrix (1290-1890). Leçon faite à la faculté des lettres de Montpellier. Montpellier, Coulet. In-12, 55 p.

33. CASTEX (l'abbé R.). Sainte Livrade, étude historique et critique ; sa vie, son martyre, ses reliques et son culte. Lille, Desclée. In-8°, 265 p.

34. Catalogus codicum hagiographicorum Latinorum antiquiorum saeculo XVI qui asservantur in Bibliotheca nationali Parisiensi. Ediderunt hagiographi Bollandiani. Tomus II. Bruxellis, 1890. In-8°, xv-646 p. 15 fr.

35. CAVAGNA SANGIULIANI (Antonio). L'Agro vogherese. Memorie sparse di storia patria. Vol. II. Casorate Primo, tip. fr. Rossi, 1890. In-8°, 703-30 p.

36. CERADINI (Mario). Un Poème sur marbre du XII^e siècle. Relief du cloître de la collégiale de Saint-Ours à Aoste. Aoste, L. Mensio, 1890. In-16, 12 p.

37. CÉRÉSOLE (A.). Notes historiques sur la ville de Vevey, depuis les temps anciens jusqu'à nos jours. Avec un plan et une vue de Vevey au moyen âge. Vevey, Lörtscher. In-8°, 194 p. 3 fr.; relié, 4 fr. 50 c.

38. CÉRÉSOLE (Victor). La République de Venise et les Suisses. Relevé des manuscrits des archives de Venise se rapportant à la Suisse et aux trois ligues grises. Nouvelle édition, imprimée d'ordre du conseil fédéral, aux frais de la Confédération suisse. Venise, impr. Naratovich, 1890. In-8°, XIII-286 p.

39. CHANOINE-DAVRANCHES (L.). Le Fief d'Avrilly et ses seigneurs. Rouen, impr. Cagniard. In-8°, 367 p., planches. (Non mis dans le commerce.)

40. CLÉMENT-JANIN (N.). Les Vieilles maisons de Dijon. Dijon, Dami-dot. In-8°, VIII-216 p.

41. CLERCQ (H. DE). Notice historique sur Cerny (Seine-et-Oise). Paris, Lechevalier. Gr. in-8°, 116 p. (Extrait des *Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais*, 1890.)

42. COLINI (Fr.). Memorie storiche jesine. Fasc. I. Jesi, Ruzzini, 1890. In-4°, 87 p. 2 l.

43. CORDA (A.). Bibliothèque nationale. Département des imprimés. Catalogue des factums et d'autres documents judiciaires antérieurs à 1790. Tome I^{er} : Abadie-Cyvadat. Paris, Plon. In-8°, XI-568 p.

44. COYECQUE (Ernest). Les Inscriptions de l'hôpital de la Charité. Paris. In-8°, 23 p. (Extrait du *Bulletin de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France*.)

45. CUCUEL (Charles). Éléments de paléographie grecque, d'après la *Griechische Palaeographie* de V. Gardthausen. Paris, Klincksieck. In-12, 224 p., 2 planches. (Nouvelle Collection à l'usage des classes. XVIII.)

46. CUNO (H.). Der Dom zu Hildesheim, seine Geschichte, architektur und Wiederherstellung. Hildesheim, Lax. In-8°, 16 p., 7 fig. 60 pf.

47. DALVY (Étienne). Les Seigneurs de Montferrier, ou un traité de paix au XIV^e siècle (1380). Paris, impr. Baudoin.

48. DARIS (Joseph). Histoire du diocèse et de la principauté de Liège depuis leur origine jusqu'au XIII^e siècle. Liège, Demarteau, 1890. In-8°, XXXIV-761 p., carte. 5 fr.

49. DEHNING (H.). Die Geschichte der Stadt Celle von den ältesten Zeiten bis auf die Gegenwart. Ein Festbuch zur Feier des 600jährigen Bestehens der Stadt. Celle, Schulze. In-8°, XI-280 p., 5 fig. 4 m. 40 pf.

50. DEWEZ (l'abbé Jules). Histoire de l'abbaye de Saint-Pierre d'Has-

de, impr. de l'orphelinat de dom Bosco. Gr. in-8°, xvi-583 p., 40 fr.

ERICKX DE TEN HAMME (Joë). Souvenirs du vieux Bruxelles. Bruxelles, Ém. Rossel, 1890. In-16, 283 p. 3 fr.

Documents des XIII^e et XIV^e siècles relatifs à l'hôtel de Bourgogne (hôtel d'Artois), tirés du trésor des chartes d'Artois, publiés par Marie Richard. Paris. In-8°, 27 p. (Extrait du *Bulletin de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France*, 1890.)

ONIZEAU (l'abbé). Jeanne d'Arc à Poitiers. Poitiers, tous les Saints-Sauvants (Vienne), l'auteur. In-16, 75 p.

MOULIN-ECKART (Graf R.). Leudegar, Bischof von Autun. Ein zur fränkischen Geschichte des VII. Jahrhunderts. Breslau, In-8°, v-108 p. 2 m. 80 pf.

VAL (Louis). État de la généralité d'Alençon sous Louis XIV. Loyer-Fontaine. In-4°, xcvi-433 p.

GEL (Arthur) et SERRURE (Raymond). Traité de numismatique. Tome I^{er} : depuis la chute de l'empire romain d'Occident jusqu'à la fin de l'époque carolingienne. Paris, Leroux. Gr. in-8°, 52 p., 645 fig. 15 fr.

ÉRANDIEU (Émile). Notice du baptistère Saint-Jean de Poitiers. Bruinaud. In-8°, 39 p., gravures. 60 c.

at et Compte de l'échange fait entre le roy Philippe et messire de Joinville, seigneur de Vaucouleurs (1341). Bar-le-Duc, tantant-Laguerre. In-8°, 24 p. (Extrait de l'*Annuaire de la Meuse* 1891.)

ACY (Paul de). Généalogie de la famille de Farcy. Laval, impr. In-4°, xviii-567 p.

AS (le comte Amédée de). Amédée III (de Savoie), évêque de Genève (1235-1255). Communication faite au congrès des sociétés de la Savoie (Chambéry, août 1890). Chambéry, impr. Drivet. p.

URNIER (A.). Sur la manière dont on a écrit les noms de lieux depuis leur origine jusqu'à nos jours. Nancy, impr. Berger. In-8°, 22 p. (Extrait du *Bulletin de la Société de géographie de France* 1890.)

URNIER (Paul). Le Royaume d'Arles et de Vienne (1138-1378). Sur la formation territoriale de la France dans l'est et le sud-est. card. In-8°, xxii-554 p. 12 fr.

gment d'un répertoire de jurisprudence parisienne au XV^e siècle, par G. Fagniez. Paris. In-8°, 98 p. (Extrait des *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France*, t. XVII, 1890.)

64. FRANKLIN (Alfred). *La Vie privée d'autrefois. Arts et métiers, modes, mœurs, usages des Parisiens du XII^e au XVIII^e siècle, d'après des documents originaux ou inédits. Variétés gastronomiques ; les Médicaments.* Paris, Plon. In-8°, m-288, iv-275 p. Chaque vol., 3 fr. 50 c.

65. FUNCK-BRENTANO (Frantz). *Les Archives de la Bastille. La formation du dépôt.* Dôle, impr. Blind. In-8°, 14 p. (Extrait des *Archives historiques.*)

66. FUSTEL DE COULANGES. *Histoire des institutions politiques de l'ancienne France. La Gaule romaine.* Ouvrage revu et complété sur le manuscrit et d'après les notes de l'auteur par Camille Jullian. Paris, Hachette. In-8°, xiv-333 p. 7 fr. 50 c.

67. GALLO (Ipp.-Ricci.). *Storia della città di Alasio dalle origini al 1815, cronaca dal 1815 a noi, documenti, appunti, note e dissertazioni.* Chiavari, G. Esposito, 1890. In-8°, xii-150-128-259 p.

68. GAUTIER D'ARRAS. *Œuvres.* Publiées par E. Løseth. Tome II : *Ille et Galeron.* Paris, Bouillon. In-8°, 249 p. (Bibliothèque française du moyen âge. Tome VII.)

69. GÉLIS-DIDOT (P.) et LAMBERT (Th.). *L'Architecture française civile et domestique du XI^e au XVI^e siècle (moyen âge et Renaissance).* Recueil de documents classés méthodiquement, avec tous détails servant à la restitution complète de l'architecture civile et domestique du moyen âge et de la Renaissance. Paris, Dujardin. Sera publié en 5 vol. de 3 fasc. chacun ; chaque vol., 60 fr. ; chaque fasc. de 40 planches, 20 fr.

70. GERMAIN (Léon). *La Maison de Tonnoy, de l'ancienne chevalerie lorraine (XIII^e-XV^e siècles).* Nancy, Sidot. In-8°, 16 p.

71. GONSE (Louis). *L'Art gothique. L'architecture, la peinture, la sculpture, le décor.* Paris, May et Motteroz. Gr. in-4°, iv-481 p., 28 pl. 100 fr.

72. GROUCHY (le vicomte de). *Extraits des registres paroissiaux d'Avon (Seine-et-Marne).* Fontainebleau, impr. Bourges. In-8°, 15 p. (Extrait des *Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais*, 1890.)

73. GRAUEL (Guillaume). *Chronique d'Arthur de Richemont, connétable de France, duc de Bretagne (1393-1458),* Publiée pour la Société de l'histoire de France par Achille Le Vavasseur. Paris, Laurens. In-8°, xc-322 p. 9 fr.

74. GUÉRARD (Louis). *La Succession de Clément V et le procès de Bertrand de Got, vicomte de Lomagne (1318-1321).* Auch, impr. Foix. In-8°, 20 p. (Extrait de la *Revue de Gascogne*, janvier 1891.)

75. HARRISON (W.). *Memorable London Houses : a handy guide, with illustrated anecdotes and a reference plan.* Third edition. London, Low. In-8°. 2 s. 6 d.

76. IMBART DE LA TOUR (P.). *De ecclesiis rusticis ætate Carolingica*. Bordeaux, Gounouilhon. In-8°, xiii-140 p. (Thèse pour le doctorat ès lettres.)

77. IMBART DE LA TOUR (P.). *Les Élections épiscopales dans l'Église de France du ix^e au xii^e siècle. (Étude sur la décadence du principe électif.)* Paris, Hachette. Gr. in-8°, xxxi-554 p.

78. IMBRIANI (V.). *Studi danteschi, con prefazione di Felice Tocco*. Firenze, G. C. Sansoni, 1891. In-16, xv-538 p. 5 l.

79. INGOLD (A.-M.-P.) et BOUTIN (l'abbé H^{te}). *Saint-Gilles-sur-Vie et Palluau (Vendée)*. Paris, impr. Motteroz. (Paysages et Monuments du Poitou, photographiés par Jules Robuchon. Livraisons 175-182.)

80. JACOB VAN MAERLANT. *Dit is die Istory van Troyen. Naar het vijftiendeuwsche handschrift van Wessel van de Loe, met al de middelednederlandsche fragmenten, diplomatisch uitgegeven door jhr. M. Napoleon de Pauw en Edward Gailliard. II; IV, II.* Gent, A. Siffer, 1890. In-8°, 397, 65-216 p. 9 fr. 50 c.

81. JACOBS (H.). *Inventaris der archieven van het provincial bestuur van Antwerpen. I: oude archieven*. Antwerpen, Cl. Thibaut, 1890. In-8°, 216-XL p. 4 fr. 50 c.

82. JOUFFROY D'ESCHAVANNES. *Traité complet de la science du blason, à l'usage des bibliophiles, archéologues, amateurs d'objets d'art et de curiosité, numismates, archivistes*. Paris, Marpon et Flammarion. In-16, 284 p., figures. 5 fr.

83. KIRALY (Johann von). *Geschichte des Donau-Mauth- und Urfahr-Rechtes der königlichen Freistadt Pressburg. Als Festschrift zur feierlichen Eröffnung der stehenden « König Franz Joseph » Brücke herausgegeben durch die Stadt Pressburg*. Pressburg, Rud. Drottloff. In-8°, 252 p. 2 fl. 50 kr.

84. KOTELMANN (L.). *Gesundheitspflege im Mittelalter. Kulturgeschichtliche Studien nach Predigten des xiii., xiv. und xv. Jahrhunderts*. Hamburg, Voss. In-8°, viii-276 p. 6 m.

85. LA BORDERIE (Arthur de). *La Bretagne et son histoire. Leçon d'ouverture du cours d'histoire de Bretagne à la Faculté des lettres de Rennes*. Rennes, Plihon et Hervé. In-8°, 20 p.

86. LANGLOIS (Ernest). *De artibus rhetoricae rhythmicæ, sive de artibus poeticis in Francia ante litterarum renovationem editis, quibus versificationis nostræ leges explicantur*. Paris, Bouillon. In-8°, 125 p. (Thèse de doctorat ès lettres.)

87. LANGLOIS (Ernest). *Origines et Sources du Roman de la Rose. Thèse pour le doctorat présentée à la Faculté des lettres de Paris*. Paris, Thorin. In-8°, viii-209 p.

88. LARRONDO (l'abbé). *Une Commune rurale avant la Révolution, ou*

Histoire de la baronnie de Merville, pays de Guyenne, sénéchaussée et diocèse de Toulouse. Toulouse, Privat; Paris, Picard. In-8°, 552 p. 7 fr.

89. LASTEYRIE (Robert DE). Inscription énigmatique sur un chapiteau de Saint-Julien de Brioude. Paris, imprimerie nationale. In-8°, 15 p. et planche. (Extrait des *Comptes rendus* de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, 1890.)

90. [LA TRÉMOILLE (le duc DE).] Les La Trémoille pendant cinq siècles. Tome I^{er} : Guy VI et Georges (1343-1446). Nantes, Grimaud. In-4°, xxiii-318 p.

91. LÉDRU (l'abbé Ambroise). Asile de la cathédrale du Mans sous l'épiscopat de Guy de Laval (1335-1336). Notes sur l'asile religieux au moyen âge. Mamers, Fleury et Dangin. In-8°, 48 p.

92. LEGRAY (F.). Notes historiques sur Saint-Gilles-des-Guérets, ancienne paroisse du Mans. Le Mans, Leguicheux. In-8°, 52 p.

93. Libelli de lite imperatorum et pontificum saeculis xi et xii conscripti. Tomus I. Hannoverae, Hahn. In-4°, viii-666 p., 2 planches. (Monumenta Germaniae historica.) 24 m.

94. LIEBENAU (Th. von). Das Gasthof- und Wirthshauswesen der Schweiz in älterer Zeit. Zürich, Preuss. In-8°, x-347 p., 61 illustrations.

95. LINDE (Franz-Xaver). Chronik des Marktes Melk, umfassend den Zeitraum von 890 bis 1890, mit besonderer Berücksichtigung der letzten fünf und zwanzig Jahre zusammengestellt. Wien, Alfred Hölder. In-8°, 315 p., 4 planches. 2 fl. 50 kr. ou 5 m.

96. LONDI (Filippo). Sommario della storia di Voghera dalle sue origini fino al 1814, con cenni biografici intorno ai vogheresi che si resero chiari nelle scienze, nelle arti, nelle lettere, ecc., fino ai giorni nostri. Voghera, G. Gatti, 1891. In-8°, vii-303 p. 3 l.

97. LOI (la) Gombette. Reproduction intégrale de tous les manuscrits connus, recueillis, publiés et annotés par J.-E. Valentin-Smith. Paris, Picard. In-8°, 14 fasc.

98. Lombardische Urkunden des xi. Jahrhunderts aus der Sammlung Morbio auf der königlichen Universitätsbibliothek zu Halle herausgegeben von A. Hortschansky und M. Perlbach. Halle, Niemeyer. In-8°, x-98 p. 2 m. 80 pf.

99. MALLAT (A.). Vichy à travers les siècles. Recherches historiques et bibliographiques. Tome I^{er} : de l'époque celtique au xviii^e siècle. Orné de 40 portraits, gravures ou reproductions. Vichy, Bougarel. In-8°, vii-350 p., planches. 20 fr.

100. MANKELL (J.). Öfersigt af svenska krigens och krigsinrättningarnas historia. I. Hednatiden och medeltiden. Stockholm, Militär-lit-

teraturföreningen. In-8°, xiv-578 p., 1 carte, 8 pl. (Militärlitteraturföreningens förlag, 61, 1.)

101. MAULDE LA CLAVIÈRE (R. DE). Histoire de Louis XII. 1^{re} partie : Louis d'Orléans. Tome III. Paris, Leroux. Gr. in-8°, 426 p.

102. MAZZATINTI (Giuseppe). Inventari dei manoscritti delle biblioteche d'Italia. Pubblicazione bimestrale. Anno I, n° 1 (gennaio 1891). Forlì, Luigi Bordini. In-8°, 48 p. 1 l. 50 c.; par an, 9 l.

103. MEISTER (A.). Die Hohenstaufen im Elsass. Mit besonderer Berücksichtigung des Reichsbesitzes und des Familiengutes derselben im Elsass 1079-1255. Strassburg, Trübner. In-8°, vii-159 p. 3 m. 50 pf.

104. MEISTERHANS (K.). Älteste Geschichte des Kantons Solothurn bis zum Jahre 687. Festschrift des solothurn. historischen Vereines bei Anlass der Versammlung der schweizerischen geschichtsforschenden Gesellschaft in Solothurn. Solothurn, Theod. Petri. In-8°, xii-171 p. 2 fr. 40 c.

105. MÉLY (F. DE). La Croix des premiers croisés. Lille, Société de Saint-Augustin. In-4°, 12 p., gravures. (Extrait de la *Revue de l'art chrétien*.)

106. MERCIER (le chanoine J.). Le Chapitre de Saint-Pierre de Genève, suivi d'un appendice sur le chapitre de Saint-Pierre d'Annecy. Annecy, impr. Nierat. Gr. in-8°, vii-398 p.

107. Monumenta Castellana. Urkundenbuch zur Geschichte des fränkischen Dynastengeschlechtes der Grafen und Herren zu Castell, 1057-1546. Im Auftrage des gräflichen Hauses herausgegeben von P. Wittmann. München, Verlagsanstalt für Kunst und Wissenschaft. In-4°, viii-471 p., 7 pl. de sceaux, 1 carte. Cartonné, 60 m.

108. Monumenta Germaniae historica. Scriptorum qui vernacula lingua usi sunt tomi V pars 1 : Ottokar's österreichische Reimchronik. Nach den Abschriften F. Lichtensteins herausgegeben von J. Seemüller. I. Hannoverae, Hahn. In-4°, vii-120 p. 24 m.

109. MORET (José DE). Anales del reino de Navarra. Tomo IV. Tolosa, Eusebio López, 1890. In-8°, 414 p. 5 pesetas.

110. MOUETTE (Ariel). Dix Ans à Tours sous Louis XI, d'après les registres municipaux. Tours, impr. Mazereau. In-8°, 78 p.

111. MUÑOZ Y RIVERO (Jesús). Chrestomathia palaeographica. Scripturae Hispanae veteris specimina. Pars prior : scriptura chartarum. Matriti, apud viduam Gregorii Hernando, 1890. In-8°, 192 p. 5 pesetas.

112. NEUMANN (W.-A.). Der Reliquienschatz des Hauses Braunschweig-Lüneburg. Wien, Hölder. In-fol., x-368 p. 90 m.

113. NEUWIRTH (Josef). Peter Parler von Gmünd, Dombaumeister in

Prag, und seine Familie. Ein Beitrag zur deutsch-österreichischen Künstler-Geschichte. Prag, J. G. Calve. Gr. in-8°, 146 p. 3 fl.

114. NISARD (Théodore). L'Archéologie musicale et le vrai Chant grégorien. Ouvrage posthume. Publié par les soins de M. Aloys Kunc. Paris, Lethielleux. Gr. in-8°, xxii-429 p.

115. NOLHAC (Pierre DE). *Le De viris illustribus* de Pétrarque. Notice sur les manuscrits originaux, suivie de fragments inédits. Paris, Imprimerie nationale. In-4°, 92 p. (Extrait des *Notices et Extraits des manuscrits*, t. XXXIV, 1^{re} partie.)

116. Notes pour servir à l'histoire ecclésiastique du diocèse d'Amiens, par le vidame de Picquigny. I. Amiens, Hecquet. In-18, 36 p.

117. OTTINO (Giuseppe). I Codici bobbienzi della biblioteca nazionale di Torino, indicati e descritti. Torino, Carlo Clausen. In-8°, viii-72 p.

118. PALMA (Nic.). Catalogo dei vescovi aprutini e de' camplesi. Con note ed aggiunte di Giacinto Pannella. Teramo, Giovanni Fabbri, 1890. In-16, 83 p.

119. PALMA (Nic.). Storia ecclesiastica e civile della regione più settentrionale del regno di Napoli, detta dagli antichi Praetutium, ne' bassi tempi Aprutium, oggi città di Teramo e diocesi aprutina. Seconda edizione curata dal prof. Vittorio Savorini, con la collaborazione del prof. G. Cherubini, F. Savini, prof. B. Mezucelli, prof. G. Pannella. Teramo, Giovanni Fabbri. In-8°. Parait par livraisons de 8 p. à 10 c.

120. PASSE (Maurice). Notice historique sur Beaumont-le-Vicomte et ses seigneurs. Mamers, Fleury et Danguin. In-8°, vi-98 p.

121. PERROSSIER (l'abbé Cyprien). Les Tapisseries de l'église Saint-Bernard de Romans, notice historique et descriptive. Valence, imprimerie valentinoise. In-8°, 22 p.

122. PRON (C.). Histoire de Paris, topographie, mœurs, usages, origines de la haute bourgeoisie parisienne : le Quartier des Halles. Paris, Rothschild. In-8°, xvi-639 p.

123. PROOST (J.). Inventaires ou Table alphabétique et analytique des noms de personnes contenus dans les registres aux gages et pensions des chambres des comptes. Bruxelles, Hayez. In-fol., vi-114 p. (Inventaires des archives de la Belgique, publiés par ordre du gouvernement.)

124. PROST (Aug.). Saint Servais. Examen d'une correction introduite à son sujet dans les dernières éditions de Grégoire de Tours. Paris. In-8°, 114 p. (Extrait des *Mémoires de la Société nationale des antiquaires de France*, t. L.)

125. PROU (Maurice). Le Musée de Sens. Versailles, impr. Cerf. In-8°, 6 p.

126. PROU (Maurice). De la nature du service militaire dû par les

roturiers aux ^x^e et ^{xiii}^e siècles. Paris. In-8°, 15 p. (Extrait de la *Revue historique*, 1890.)

127. RÉBOUIS (H.-Émile). Les Coutumes de l'Agenais : Nomdieu, Sauvagnas. Paris, Larose. In-8°, 40 p. (Extrait de la *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, 1890.)

128. Règle (la) de l'Hôtel-Dieu de Pontoise, publiée par Léon Legrand. Paris. In-8°, 54 p. (Extrait des *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris et de l'Île-de-France*, t. XVII, 1890.)

129. Rekeningen (de) der stad Gent. Tijdvak van Philips van Artevelde 1376-1389. Uitgegeven door de Maatschappij van Nederlandsche letterkunde en geschiedenis « de Taal is gansch het volk », te Gent. 1^e aflevering (verzorgd door den h. Julius Vuylsteke). Gent, Ad. Hoste, 1891. In-8°, 256 p. 6 fr.

130. RICHEMOND (DE). La Rochelle et ses environs. Précis historique par A. de Quatrefages. Guide illustré. La Rochelle, Charier. In-18, 412 p., plan, gravures.

131. RIGAL (Ulysse). Grégoire VII et ses réformes ecclésiastiques. Le Vigan, Société de l'imprimerie viganaise. In-8°, 92 p. (Thèse.)

132. ROGGHIA (Ang.-Maria). Cronistoria di Gugliesoni e delle tre gloriose traslazioni di S. Adriano abate, suo protettore. Napoli, Luigi Gargiulo, 1890. In-8°, 252 p.

133. RODOGANACHI (Emmanuel). Le Saint-Siège et les Juifs. Le Ghetto à Rome. Paris, Firmin-Didot. Gr. in-8°, xvi-339 p., planches.

134. RÖHRICHT (R.). Bibliotheca geographica Palaestinae. Chronologisches Verzeichniss der auf die Geographie des heiligen Landes bezüglichen Literatur von 333 bis 1878 und Versuch einer Cartographie. Berlin, Reuther. In-8°, xx-744 p. 24 m.

135. ROQUET (Henri). Recherches historiques sur Laigné-en-Belin et le comté de Belin et Vaux. 2^e partie. Le Mans, impr. Monnoyer. In-8°, 76 p. (Extrait du *Bulletin de la Société d'agriculture, etc., de la Sarthe*, t. XXXII.)

136. ROUS (l'abbé Émile). Histoire de Notre-Dame-de-Font-Romeu (diocèse de Perpignan). Lille, Société de Saint-Augustin. In-8°, vi-304 p. et gravures.

137. SAGLIO (Pietro). Notizie storiche di Broni dai primi tempi ai giorni nostri, con cenni relativi ai dintorni e particolarmente ai comuni di Stradella e di Barbianello, vol. I. Broni, Giovanni Borghi, 1890. In-8°, 265 p.

138. SARTSCHIK (R.). Beiträge zur Geschichte der rechtlichen Stellung der Juden namentlich im Gebiet des heutigen Oesterreich-Ungarn vom

10.-16. Jahrhundert. Frankfurt am Main, Kauffmann. In-8°, III-59 p. 2 m.

139. SALIS-SOGLIO (N. von). Die Familie von Salis. Gedenkblätter aus der Geschichte des ehemaligen Freistaates der drei Bünde in Hohenrhätien (Graubünden). Lindau, Joh. Thom. Stettner. In-8°, XIII-368 p. 5 m. 60 pf.

140. SALMON (l'abbé F.-R.). Histoire de l'art chrétien aux dix premiers siècles. Lille et Bruges, Desclée, de Brouwer et C^{ie}, 1891. In-8°, 609 p., 9 planches. 12 fr.

141. SCHMIDT (Adolphe). Paris pendant la Révolution, d'après les rapports de la police secrète, 1789-1800. Traduction française, accompagnée d'une préface par Paul Viollet. III : affaires sociales. Paris, Champion, 1890. In-8°, VIII-352 pages.

142. SCHÖNBACH (A.-E.). Ueber eine Grazer Handschrift lateinisch-deutscher Predigten. Graz, Leuschner und Lubensky. In-8°, 143 p. 3 m. 20 pf.

143. SCHWIND (E. Freiherr von). Zur Entstehungsgeschichte der freien Erbleihen in den Rheingegenden und den Gebieten der nördlichen deutschen Colonisation des Mittelalters. Eine rechtsgeschichtliche Studie. Breslau, Koebner. In-8°, XVIII-183 p. (Untersuchungen zur deutschen Staats- und Rechtsgeschichte, herausgegeben von O. Gierke. 35.) 5 m.

144. SÉE (Henri). De judiciariis inquestis praesertim coram regiis iudicibus XIII^o seculo agente. Chartres, impr. Durand. In-8°, 115 p. (Thèse de doctorat ès lettres.)

145. SIEINHOF (R.). Geschichte der Grafschaft, beziehungsweise des Fürstentums Blankenburg, der Grafschaft Legenstein und Klosters Michaelstein. Quedlinburg, Vieweg. In-8°, VIII-192 p., pl. 4 m.

146. SOULTRAIT (le comte de). Armorial du Bourbonnais. 2^e édition, publiée sous la direction de M. Roger de Quirielle. Moulins, André. In-4°, XXXI-302, 307 p. 80 fr.

147. THODE (H.). Die Malerschule von Nürnberg im XIV. und XV. Jahrhundert in ihrer Entwicklung bis auf Dürer. Frankfurt, Keller. In-8°, XVI-332 p. 12 m.

148. TUMMULILLIS (Ang. de). Notabilia temporum, a cura di Costantino Corvisieri. Roma, 1890. In-8°, XV-309 p., fac-similé. (Fonti per la storia d'Italia, pubblicate dall'Istituto storico italiano. Scrittori, secolo XV, n° 7.)

149. VANDERKINDERE (Léon). Introduction à l'histoire des institutions de la Belgique au moyen âge (jusqu'au traité de Verdun, 843). Bruxelles, J. Lebègue, 1890. In-8°, 303 p. 6 fr.

150. [VAN SPILBEEK (I.).] La Famille d'un noble croisé. Vie de saint

Gilbert, fondateur de l'abbaye de Neufontaine, en Auvergne, de l'ordre de Prémontré, par I. V. S., O. P. Bruxelles, librairie générale; Namur, V. Delvaux; Paris, Retaux-Bray, 1890. In-24, 56 p. 50 c.

151. VARGES (W.). Die Gerichtsverfassung der Stadt Braunschweig bis zum Jahre 1374. Eine verfassungsgeschichtliche Studie. Marburg, Elwert. In-8°, VIII-66 p.

152. VILARDAGA Y CANELLAS (Jacinto). Historia de Berga y breves noticias de su comarca desde los tiempos primitivos hasta nuestros dias. Barcelona, Luis Tasso, 1890. In-8°, 376 p. 5 pes. 50 c.

153. Visitations of English Cluniac foundations. Translated, from the original records in the National Library of France, by sir G. F. Duckett. London, Paul. In-8°. 7 s. 6 d.

154. WAITZ (H.). Die Fortsetzungen von Chrestien's Perceval le Gallois nach den Pariser Handschriften. Strassburg, Trübner. In-8°, VI-87 p. 2 m.

155. WALAFRIDI STRABONIS Liber de exordiis et incrementis quarundam in observationibus ecclesiasticis rerum. Textum recensuit, adnotationibus historicis et exegeticis illustravit, introductionem et indicem addidit A. Knoepfler. Monaci, Stahl. In-8°, XVIII-114 p. 2 m. 40 pf.

156. WELVAARTS (Th.-Ign.). De Huizing der frankische vorsten te Netersel onder Bladel. Gent, A. Siffer, 1890. In-8°, 16 p., carte, figures. 75 c.

157. WITTHOEFT (F.). « Sirventes joglaresc. » Ein Blick auf das altfranzösische Spielmannsleben. Marburg, Elwert. In-8°, 73 p. (Ausgaben und Abhandlungen aus dem Gebiete der romanischen Philologie, veröffentlicht von E. Stengel. 88.) 2 m. 40 pf.

158. WOLTER (F.-A.). Geschichte der Stadt Magdeburg von ihrem Ursprung bis auf die Gegenwart. 2^e Auflage. Magdeburg, Faber. Gr. in-8°, x-375 p., 15 planches, 6 plans. 7 m. 50 pf.

159. ZILLNER (F.-V.). Geschichte der Stadt Salzburg. II^{tes} Buch. Salzburg, Heinrich Dieter. Gr. in-8°, xxv-796 p. 5 flor.



CHRONIQUE ET MÉLANGES.

Dans sa séance du 30 avril 1891, la Société de l'École des chartes a procédé au renouvellement annuel de son conseil, qui se trouve constitué de la façon suivante pour l'année 1891-1892 :

Président : M. Deprez.

Vice-président : M. Courajod.

Secrétaire : M. Guilhiermoz.

Secrétaire-adjoint : M. Teulet.

Commission de publication : membres ordinaires, MM. Delisle, de Lasteyrie, Omont; membres suppléants, MM. J. Havet, Valois.

Commission de comptabilité : MM. Bruel, Morel-Fatio, Rocquain.

Archiviste-trésorier : M. Tuetey.

— Les élèves de l'École des chartes ont soutenu leurs thèses le 26 et le 27 janvier 1891. Leur travail portait sur les sujets suivants :

Max BRUCHET. Essai sur le Bourbonnais sous le duc Louis II (1356-1410).

Léon DOREZ. Donat : étude sur ses ouvrages, ses commentateurs, ses imitateurs et ses traducteurs.

Henri DUCHEMIN. Les sources du Livre des faits et bonnes mœurs du sage roi Charles V, de Christine de Pisan.

Philippe FEUGÈRE DES FORTS. Notice biographique sur Pierre d'Oriole, chancelier de France (1407 ?-1485).

Paul MARICHAL. René II, duc de Lorraine, et l'héritage de la maison d'Anjou.

René MERLET. Essai sur les comtes de Chartres, de Châteaudun, de Blois et de Troyes au ix^e siècle.

Henri DE ROUX. La chancellerie du roi René en Anjou et en Provence.

Frédéric SOHNÉE. Étude sur la vie et le règne de Henri I^{er}, roi de France (1008-1060).

Par arrêté du 2 février 1891, ont été nommés archivistes-paléographes, dans l'ordre de mérite suivant :

MM. MERLET.

MARICHAL.

BRUCHET.

DOREZ.

FEUGÈRE DES FORTS.

DUCHEMIN.

Ont été nommés archivistes-paléographes hors rang, comme appartenant à des promotions antérieures :

MM. DE ROUX.

SOENÉE.

— Notre confrère M. Léon Aubineau vient de mourir en sa soixante-seizième année, emporté avec cette rapidité qui a été le caractère de tant de morts en ce terrible hiver.

Léon Aubineau était né à Paris, le 3 octobre 1815, et fit partie, à l'École des chartes, de la promotion de 1840, où il eut pour camarades M. Audren de Kerdrel, qui a tant de fois témoigné de son amour pour l'École et l'a arrachée à plus d'un péril, Duchalais, l'éminent numismate, A.-E. Dareste de la Chavanne, Deloye, Gabriel Demante et Ludovic Lalanne.

Il fut un des premiers archivistes départementaux qui sortirent de l'École et fut placé à la tête de l'important dépôt de Tours ; mais ses goûts très vifs pour le journalisme militant ne tardèrent pas à triompher de sa vocation de chartiste, et il entra résolument à l'*Univers*, près des deux Veuillot et de Dulac. Il ne nous appartient pas de raconter ici les campagnes qu'il y fit, et encore moins de les juger.

Malgré des occupations aussi passionnantes, l'ancien élève de l'École des chartes eut le loisir de se recueillir plus d'une fois pour composer de véritables livres d'histoire : une réfutation d'Augustin Thierry dans la *Bibliothèque nouvelle* et une étude sur la révocation de l'édit de Nantes. Quant aux articles de tous les jours, il avait eu la joie, avant de mourir, de les réunir en un certain nombre de volumes auxquels il avait su donner des titres charmants : *Parmi les lis et les épines* ; *Au soir* ; *Épaves*. Le dernier parut quelques jours seulement avant sa mort.

Il est deux domaines où Léon Aubineau était passé maître, et personne ne connaissait mieux que lui la littérature du xvii^e siècle, les œuvres charitables du xix^e. Ses deux meilleurs livres sont incontestablement ses *Notices littéraires sur le XVII^e siècle* et ses *Serviteurs de Dieu* qui ont eu plusieurs éditions.

Léon Aubineau était parfois d'allures un peu brusques ; mais tous ceux qui l'ont connu savent quel brave cœur se cachait sous cette apparence rudesse. Dans toute la force de ces deux mots (je n'en connais pas de plus beaux), c'était un honnête homme et un chrétien.

LÉON GAUTIER.

— Par arrêté préfectoral, notre confrère M. Coyecque a été nommé paléographe attaché à la préfecture de la Seine.

— Notre confrère M. l'abbé Paradis a été nommé chanoine honoraire de Paris.

— Par arrêté du 31 janvier 1891, notre confrère M. Coville a été chargé, jusqu'à la fin de l'année scolaire 1890-1891, d'un cours d'histoire et d'antiquités du moyen âge à la Faculté des lettres de Caen.

— Le premier prix de la fondation Théroutanne a été décerné par l'Académie française à l'ouvrage de notre confrère M. Jules Lair : *Nicolas Fouquet, procureur général, surintendant des finances, ministre d'État de Louis XIV* (Paris, 1890, 2 vol. in-8°).

— Le 6 février 1891, la Société de géographie de Paris a décerné une médaille d'or à notre confrère M. Tardieu pour la traduction de Strabon dont il vient d'achever la publication.

FAC-SIMILÉS DES MANUSCRITS GRECS DATÉS

DE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE.

Les *Fac-similés des manuscrits grecs datés de la Bibliothèque nationale, du IX^e au XIV^e siècle* (Paris, E. Leroux), que vient de publier notre confrère M. H. Omont, forment un album de cent planches grand in-folio, offrant cent vingt et un fac-similés de manuscrits grecs à date certaine, tirés exclusivement des collections de la Bibliothèque nationale. Tous les manuscrits datés du IX^e au XIII^e siècle, conservés à la Bibliothèque nationale, et un choix de ceux du XIV^e siècle, portant sur plus de la moitié d'entre eux, sont représentés dans ce recueil. L'introduction, qui précède la notice des planches, contient une bibliographie des différents travaux relatifs à la paléographie grecque, parus depuis le livre fondamental de Montfaucon jusqu'à nos jours. A la suite, se trouve un tableau chronologique de fac-similés de manuscrits grecs datés, du VIII^e au XVI^e siècle, publiés dans différents recueils et pouvant servir à l'étude de la paléographie grecque. Nous reproduisons la table des planches, qui permettra de juger de la composition du recueil.

IX^e-X^e SIÈCLES.

- Planche I, ms. grec 1470. Vies de saints, de l'an 890.
 Pl. II, ms. grec 451. *S. Clément d'Alexandrie*, etc., 914.
 Pl. III, ms. grec 781. *S. Jean Chrysostome*, Homélie diverses, 939.
 Pl. IV, ms. grec 492. *S. Basile*, sur Isaïe, etc., 942.
 Pl. V, ms. grec 668. *S. Jean Chrysostome*, sur S. Matthieu, 954.
 Pl. VI, ms. grec 497. *S. Basile*, Homélie diverses, 966.
 Pl. VII, ms. grec 724. *S. Jean Chrysostome*, sur S. Jean, etc., 974.
 Pl. VIII, 1, Suppl. 469 A. Commentaire sur S. Grégoire de Nazianze, 986.
 Pl. VIII, 2, ms. grec 1089. *Dorothee*, Doctrines ascétiques, 990.
 Pl. IX, ms. grec 438. *S. Denys l'Aréopagite*, Œuvres, 992.
 Pl. X, ms. grec 1085. *S. Anastase le Sinaïte*, Questions théologiques, 1000.

XI^e SIÈCLE.

- Pl. XI, ms. grec 784. *S. Jean Chrysostome*, Homélie diverses, 1003.

- ms. grec 519. *S. Grégoire de Nazianze*, Homélies diverses, 1007.
 I, ms. grec 529. *S. Grégoire de Nazianze*, Homélies diverses,
 V, I, ms. grec 375. Lectionnaire, 1021.
 V, II, Coislin 213. Euchologe, 1027.
 I, ms. grec 990. *S. Grégoire de Nazianze*, Poèmes, 1029.
 II, ms. grec 675. *S. Jean Chrysostome*, sur S. Matthieu, 1033.
 I, Coislin 265. *S. Jean Climaque*, Échelle du paradis, 1037.
 II, ms. grec 698. *S. Jean Chrysostome*, sur S. Matthieu, 1042.
 III, I, Suppl. 911. Évangile selon S. Luc (grec-arabe), 1043.
 III, II, ms. grec 1068. *S. Jean Climaque*, Échelle du paradis, 1044.
 III, III, ms. grec 973. Sermons extraits de S. Basile, 1045.
 K, ms. grec 223. Épîtres de S. Paul, avec chaîne, 1045.
 I, ms. grec 662. *S. Jean Chrysostome*, sur S. Matthieu, 1047.
 I, ms. grec 598. *S. Ephrem*, Opuscules ascétiques, 1049.
 II, Suppl. 905. Lectionnaire, 1055.
 III, ms. grec 1499. Vies de saints, 1055-1056.
 IV, Coislin 28. Épîtres de S. Paul, avec chaîne, 1056.
 V, ms. grec 637. *S. Jean Chrysostome*, sur la Genèse, 1057.
 VI, I, ms. grec 1097. *S. Maxime*, Opuscules et Lettres, 1055.
 VI, II, Coislin 263. *S. Jean Climaque*, Échelle du paradis, 1059.
 VI, III, ms. grec 40. Psautier, 1059.
 VII, ms. grec 1477. *S. Jean Climaque*, Échelle du paradis, 1060.
 VIII, ms. grec 1590. Canonarium, 1063.
 IX, ms. grec 805. *S. Jean Chrysostome*, Homélies diverses, 1064.
 X, Coislin 248. *S. Cyrille d'Alexandrie*, Trésor, 1065.
 XI, ms. grec 710. *S. Basile*, Exhortation au baptême, 1065.
 XII, ms. grec 289. Lectionnaire, 1066.
 XIII, Coislin 91. *S. Jean Damascène*, de la foi orthodoxe, 1069.
 XIV, Suppl. 1096. Lectionnaire, 1070.
 XV, ms. grec 164. Psautier, 1070.
 XVI, ms. grec 1617. Ménologe, 1071.
 XVII, ms. grec 1598. Opuscules et apophtegmes ascétiques,
 XVIII, I, ms. grec 1078. *Antiochus de S.-Sabas*, Pandecte, 1072.
 XVIII, II, ms. grec 1215. Homélies en l'honneur de la Vierge,
 XIX, I, ms. grec 81. Évangiles, 1092.
 XIX, II, Suppl. 482. Prochiron des empereurs Basile, etc., 1105.

XII^e SIÈCLE.

- ms. grec 1324. Nomocanon, 1104.
 I, Coislin 212. Constitutions apostoliques, 1111.
 I-XLIII, ms. grec 1531. Vies de saints, 1112.

- Pl. XLIV, I, ms. grec 2659. Lexiques, 1116.
 Pl. XLIV, II, ms. grec 1116. *S. Jean Damascène*, de la foi orthodoxe, 1124.
 Pl. XLV, ms. grec 1570. *Ménée*, 1127.
 Pl. XLVI, ms. grec 243. *Lectionnaire*, 1133.
 Pl. XLVII, ms. grec 891. *S. Théodore Studite*, Sermons, 1136.
 Pl. XLVIII, ms. grec 83. Évangiles, 1167.
 Pl. XLIX, I, ms. grec 90. Évangiles, 1176.
 Pl. XLIX, II, ms. grec 11. *Job*, Livres Sapientiaux, etc., 1186.
 Pl. L, ms. grec 633. *S. Jean Chrysostome*, sur la Genèse, 1186.

XIII^e SIÈCLE.

- Pl. LI, ms. grec 301. *Lectionnaire*, 1204.
 Pl. LII, I, ms. grec 2089. *Porphyre*, Introduction sur *Aristote*, 1223.
 Pl. LII, II, ms. grec 997. *Nicétas d'Héraclée*, sur S. Grégoire de Nazianze, 1231.
 Pl. LIII, ms. grec 1139. Collection ascétique, 1236.
 Pl. LIV, ms. grec 1571. *Ménée*, 1253.
 Pl. LV, ms. grec 194 A. *Théophylacte*, sur les Évangiles, 1255.
 Pl. LVI, I, ms. grec 857. *Paul*, Collection ascétique, livre IV, 1261.
 Pl. LVI, II, ms. grec 117. Évangiles, 1262.
 Pl. LVII, Coislin 5. Commentaires sur l'Octateuque, 1264.
 Pl. LVIII, I, ms. grec 1023. *S. Jean Chrysostome*, Homélies diverses, 1265.
 Pl. LVIII, II, ms. grec 999. *S. Grégoire de Nysse*, sur le Cantique, etc., 1272.
 Pl. LIX, ms. grec 443. *S. Denys l'Aréopagite*, Œuvres, 1272.
 Pl. LX, ms. grec 734. *S. Jean Chrysostome*, sur l'Épître aux Romains, 1273.
 Pl. LXI, ms. grec 2654. *Etymologicum magnum*, 1273.
 Pl. LXII, ms. grec 1115. Collection théologique, 1276.
 Pl. LXIII, ms. grec 2723. *Lycophron*, Cassandre, 1282.
 Pl. LXIV, I, ms. grec 1547. Vies de saints, 1286.
 Pl. LXIV, II, ms. grec 2572. *Manuel Moschopoulos*, Schédographie, 1296.
 Pl. LXV, ms. grec 1715. *Zonaras*, Annales, 1289.
 Pl. LXVI, I, ms. grec 118. Évangiles, 1291.
 Pl. LXVI, II, Coislin 364. Collection canonique, 1295.
 Pl. LXVII-LXVIII, ms. grec 1671. *Plutarque*, Œuvres, 1296.
 Pl. LXIX, ms. grec 708. *S. Jean Chrysostome*, sur S. Jean, 1296.
 Pl. LXX, ms. grec 856. *Paul*, Collection ascétique, livres III-IV, 1296.
 Pl. LXXI, I, Suppl. 681. Opuscules et fragments divers, 1298.
 Pl. LXXI, II, ms. grec 448. *S. Denys l'Aréopagite*, Œuvres, 1299.
 Pl. LXXII, ms. grec 2207. *Paul d'Égine*, Collection médicale, 1299.

XIV^e SIÈCLE.

- Pl. LXXXIII, ms. grec 2707. *S. Grégoire de Nazianze*, Passion de J.-C., 1301.
- Pl. LXXXIV, Coislin 223. *Synaxaire*, 1301.
- Pl. LXXXV, Coislin 13. *Psautier*, 1304.
- Pl. LXXXVI, ms. grec 1186. *Vies de saints*, 1306.
- Pl. LXXXVII, I, ms. grec 2210. *Paul d'Égine*, Collection médicale, 1312.
- Pl. LXXXVII, II, ms. grec 214. *Jean de Chalcédoine*, sur les Évangiles, 1316.
- Pl. LXXXVIII, I, ms. grec 1131. *Jean de S.-Sabas*, Barlaam et Joasaph, 1321.
- Pl. LXXXVIII, II, ms. grec 1601. *Josèphe*, Antiquités des Juifs, 1323.
- Pl. LXXXIX, I, ms. grec 341. *Ménée*, 1325.
- Pl. LXXXIX, II, ms. grec 2133. *Nicéphore Blemmide*, Physique, 1332.
- Pl. LXXX, Coislin 112. *Opuscules des SS. Pères*, 1329.
- Pl. LXXXI, Coislin 73. *S. Jean Chrysostome*, sur les Actes, 1333.
- Pl. LXXXII, ms. grec 311. *Lectionnaire*, 1336.
- Pl. LXXXIII, ms. grec 2243. *Nicolas Myrepsus*, Recettes médicales, 1339.
- Pl. LXXXIV, I, ms. grec 1163. *Jean de S.-Sabas*, Barlaam et Joasaph, 1348.
- Pl. LXXXIV, II, ms. grec 1129. *Jean de S.-Sabas*, Barlaam et Joasaph, 1353.
- Pl. LXXXV, ms. grec 1360. *Constantin Harmenopulus*, Manuel de jurisprudence, 1351.
- Pl. LXXXVI, Coislin 215. Règle du monastère de S.-Sabas de Jérusalem, 1360.
- Pl. LXXXVII-LXXXVIII, ms. grec 135. *Commentaire sur Job*, 1362.
- Pl. LXXXIX, ms. grec 450. *S. Justin et Athénagore*, Opuscules, 1363.
- Pl. XC, I, ms. grec 2915. *Eumathe*, Hysmines et Hysminias, 1364.
- Pl. XC, II, Suppl. 1034. *Constantin Manasses*, Chronique, 1364.
- Pl. XCI, ms. grec 2661. *S. Cyrille d'Alexandrie*, Lexique, 1366.
- Pl. XCII, ms. grec 723. *S. Jean Chrysostome*, sur S. Jean, 1368.
- Pl. XCIII, ms. grec 1241. *Joasaph [Jean Cantacuzène]*, Opuscules, 1369.
- Pl. XCIV, ms. grec 1585. *Nicéphore Calliste*, Synaxaire, 1369.
- Pl. XCV, ms. grec 1242. *Joasaph [Jean Cantacuzène]*, Opuscules, 1370-1375.
- Pl. XCVI, ms. grec 1634. *Hérodote*, Histoire, 1372.
- Pl. XCVII, I, ms. grec 1081. *Antiochus de S. Sabas*, Pandecte, 1374.
- Pl. XCVII, II, ms. grec 967. *Opuscules des SS. Pères*, 1377.
- Pl. XCVIII, ms. grec 2632. *S. Cyrille d'Alexandrie*, Lexique, 1380.
- Pl. XCIX, I, ms. grec 2607. *Manuel Moschopulus*, Schédographie, 1385.
- Pl. XCIX, II, ms. grec 351. *Opuscules ascétiques*, 1389.
- Pl. C, ms. grec 348. *Horologion*, 1390.

SIGNETS DES ANCIENS NOTAIRES DE TARN-ET-GARONNE.

M. le capitaine Poussy a publié dans le *Bulletin de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne*, t. XVIII (Montauban, 1890, p. 177-188), un très intéressant relevé, accompagné de sept planches lithographiées comprenant quatre-vingt-neuf fac-similés des signets des notaires des localités formant actuellement le département de Tarn-et-Garonne. Les actes étudiés par M. Poussy s'étendent de 1260 à 1540. D'abord très simples aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, les signets publiés deviennent de plus en plus compliqués; formés d'abord de croix et d'étoiles, de comètes et de fers de lance, on y voit, en 1299, apparaître la fleur de lis, que, pendant la domination anglaise, Jean Fournier, notaire à Saint-Antonin, remplace, depuis 1356, par une croix pattée. En 1316 et 1320 figurent les premiers écussons sur les signets de notaires de Moissac et de Montauban. En 1387, Pierre de Calmont place sa signature *P. de Calomonte* au milieu de son signet. Sans être très fréquent, cet usage se retrouve, à diverses reprises, dans les actes suivants. En 1449 apparaît, sur le signet d'Arnulphe Le Guy, notaire apostolique de Moissac, le premier exemple des clefs de saint Pierre en sautoir, qui ne tarderont pas à devenir la marque caractéristique de ces officiers. Au ^{xv}^e siècle, les noms occupent la place principale dans le signet et, comme le fait remarquer M. Poussy, la marque illustrée n'est plus que l'accessoire de la signature, en attendant le moment où ces dessins feront place aux paraphes compliqués des notaires.

M. Poussy rappelle dans son travail la publication analogue, faite sur les signets des notaires de Toulouse dans la *Revue archéologique du midi de la France*, en 1866, et fait remarquer que, bien que Montauban et une partie de sa région aient appartenu au comté de Toulouse jusqu'en 1271, on n'y rencontre jamais la croix de Toulouse si employée dans les signets des notaires toulousains. Comte DE MARSY.

ÉCUSSON SCULPTÉ

DANS LA COUR DE L'ÉCOLE DES CHARTES.

Depuis les observations de M. Roman, dont nous avons rendu compte dans notre précédent volume (p. 380), cet écusson a été examiné par M. Palustre, qui ne croit pas pouvoir l'attribuer à Marie Le Fuselier, veuve d'Engelbert Clausse, procureur du roi à Paris, mort le 12 août 1545. Il n'en paraît pas moins établi que les armoiries placées en haut à gauche de cet écusson appartiennent bien à la famille Clausse. Les observations de M. Palustre sont dans le *Bulletin de la Société nationale des Antiquaires de France*, année 1890, p. 114.

GAIGNIÈRES

SES CORRESPONDANTS

ET

SES COLLECTIONS DE PORTRAITS¹

(Suite.)

Ces lettres de Fénelon, où l'estime la mieux sentie se joint à un véritable attachement, font grand honneur à Gaignières, dont les liaisons avec les membres du clergé les plus distingués par leurs vertus et leurs talents, sont prouvées surabondamment dans d'autres parties de sa correspondance.

Fléchier, qu'il avait félicité lors de sa promotion à l'évêché de Lavaur, lui écrit de Rennes, le 15 décembre 1685 :

Je n'en ay pas douté, Monsieur, que vous n'ayiez pris part à la grâce que le roy m'a faite, j'ay éprouvé en d'autre occasion l'amitié que vous avez pour moy et j'ay bien cru que vous n'auriez pas moins de bonté en celle-cy. Je vous prie aussy d'estre persuadé, Monsieur, que j'en ay toute la reconnoissance que je dois, et que je suis très véritablement

Votre très humble et très obéissant serviteur

L'abbé FLÉCHIER, nommé à l'évêché de Lavaur².

Le 7 décembre 1697, Bourdaloue lui adresse un billet d'une bonne grâce et d'une politesse achevées :

Ce samedi 7 déc.

Je vous envoie, Monsieur, ce que je vous ai promis, et je me fais

1. Voyez le volume précédent, p. 573.

2. Bibl. nat., ms. fr. 24987, fol. 99.

un très sensible plaisir de trouver cette petite occasion pour vous marquer, non seulement l'estime particulière que je fais de votre personne, dont j'honore parfaitement le mérite, mais l'extrême envie que j'aurois d'avoir un peu de part à l'honneur de votre amitié. Je vous la demande, Monsieur, et vous supplie de croire que l'homme du monde qui vous est le plus acquis est sans exception

Votre très humble et très obéissant serviteur,

BOURDALOUE, S. J.¹.

Au dos est écrit : « Pour Monsieur de Gagnières, à l'hostel de Guise. »

Voici un billet plein d'urbanité du Père de la Chaise, confesseur de Louis XIV et, lui aussi, collectionneur distingué :

A Fontainebleau, le 41 9^{bre} 1682.

Monsieur,

De quelque manière que vous me témoigniez prendre part à ce qui me regarde, je vous en suis toujours également obligé, et vous avez si bien sceu me faire sentir vos bontés par la letre obligeante que vous avez eu la bonté de m'escire sur mon affliction, que vostre présence n'eust pu rien ajouster à mon extrême reconnoissance que le plaisir de vous assurer de vive voix que je suis très parfaitement,

Monsieur,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

DE LA CHAISE, S. J.

M^r de Gagnières².

Moreau, dont il est question dans la lettre de Fénelon du 7 mars 1697, fut longtemps, comme on le sait par Saint-Simon, premier valet de chambre du duc de Bourgogne. C'était un des grands amis de Gagnières, qui lui dut le beau manuscrit de la *Guirlande de Julie* ; ses lettres, très nombreuses, forment presque tout un volume³. Elles présentent un réel intérêt et répondent à l'idée avantageuse que Saint-Simon donne de ce personnage.

Il partageait le goût des portraits, et Gagnières lui prête souvent les siens pour les faire copier. En parlant d'un M. de Florensac qui avait un cabinet rempli de portraits de famille, Moreau

1. Bibl. nat., ms. fr. 24985, fol. 371.

2. Id., 24986, fol. 33.

3. Id., 24989, fol. 1 à 202.

ajoute : Il en est « plus passionné que vous et moi¹. » Ailleurs il dira : « M^{me} de Longueville est en place et le petit peintre n'y a « pas trop mal réussi. Il travaille présentement au portrait de « M^{me} de Montbason ; lors que M^{me} de Chevreuse aura pris son « rang, on vaira d'un coup d'œil toute la guerre de la Régence, « et cela par vous². »

Le 12 janvier 1696, il écrit : « Mes petits portraits, Monsieur, « sont faits et mis en place, et, si je ne me trompe, vous en serés « content, surtout du connestable de Luines, que mon pintre « a habillé par merveilles ; il luy a donné un pourpoint de satin « blanc à fleurs d'or, avec une petite dentelle à sa fraise qui en « font un très agréable portrait³. » Il est évident que, dans ces copies de portraits, prêtés entre amateurs, on ne se piquait guère d'exactitude, au moins quant au costume.

Entre autres fantaisies de collectionneur, Moreau avait celle de réunir les portraits des maîtresses des rois de France : « J'espère « que vous ne m'abandonnerez pas, » écrit-il à Gaignières, « sur « le projet des maitresses que je prétends assembler ; vous ne « devez pas en faire scrupule, » ajoute-t-il agréablement, « puisque « je ne les cherche que pour les faire pendre⁴. »

Moreau donne fréquemment des nouvelles du duc de Bourgogne, qu'il suivait partout. On apprend notamment que le prince et son gouverneur, le duc de Beauvilliers, visitent les collections de Gaignières⁵, qui leur donne les explications que son expérience, ses voyages et son instruction lui suggèrent. L'élève de Fénelon paraît désireux de tout voir, de tout connaître, et c'est avec quelque impatience qu'il attend l'explication des belles verrières que Gaignières vient de découvrir à Chartres⁶. Il s'agit sans doute des magnifiques vitraux de la cathédrale que nous admirons aujourd'hui, mais qui étaient moins appréciés au xvii^e siècle.

Le duc de Bourgogne contribua personnellement à embellir le cabinet de Gaignières. Rigaud venait de faire un magnifique portrait du prince lorsque Moreau écrivait à son ami, le 13 mars 1703 : « Dans le moment que je recevois vostre lettre, Monsieur, j'avois

1. Bibl. nat., ms. fr. 24989, fol. 25.

2. Id., 24989, fol. 126.

3. Id., 24989, fol. 151.

4. Id., 24989, fol. 183.

5. Id., 24989, fol. 5.

6. Id., 24989, fol. 132 et 138 v^e.

« la plume à la main pour vous dire que j'avois l'hordre de Monseigneur de vous faire faire une copie de son portrait, qui est le plus beau que Rigaud ait jamais fait¹. »

Ce portrait étant à Versailles dans l'appartement du duc de Bourgogne, l'on ne pouvoit travailler à la copie que pendant les voyages de la Cour à Marly. Une autre lettre de Moreau, du 16 mai 1703, nous informe de cette particularité, en même temps qu'elle fait connaître le nom du copiste, qui était Hellart² : « Entre tous les chagrins que l'accident qui est arrivé à Madame la duchesse de Bourgogne (a causés), il y en a un qui n'est que pour moy tout seul, qui est que, sans ce funeste malheur, vous auriez il y a longtemps votre portrait, mais, comme il a fallu garder neuf jours le lit, on n'a pu achever ce qui restoit à faire. Nous partons demain pour Marli, et la première chose que Hellart fera sera de le finir et de vous le porter ; il est païé et ne vous demande que la permission de luy laisser voir vostre cabinet³. »

Dangeau note une fausse couche de M^{me} la duchesse de Bourgogne au mois de mai 1703⁴ ; cette circonstance nous permet de dater la lettre, qui, comme presque toutes celles de Moreau, ne porte que la date du mois.

Quant à Hellart, dont les œuvres sont peu connues, il fut de l'Académie de peinture, et, dans un acte de 1725, mentionné par Jal, il est qualifié, par sa veuve, peintre de Monseigneur le duc de Bourgogne. Il mourut à Paris, en juin 1719. Jal lui a consacré, dans son *Dictionnaire critique*, un article où il ne cite de lui que le portrait qui nous occupe.

La copie était terminée au mois de juin, car, le 20, Moreau, qui avait accompagné le duc de Bourgogne à l'armée du Rhin, écrit à Gaignières : « Vous ne m'avez point mandé si M^r Hellard vous avoit porté le portrait de Mgr le duc de Bourgogne, comme je le luy avois prèsisément ordonné, en le luy païent, et comme il me l'avoit promis⁵. »

1. Bibl. nat., ms. fr. 24989, fol. 33. — Le catalogue de l'œuvre gravé de Rigaud, publié dans les *Mém. sur les membres de l'Académie de peinture* (Paris, Dumoulin, 1854), mentionne en effet, t. II, p. 183, un portrait du duc de Bourgogne, en 1703. Il a été gravé, en 1707, par Suzanne Sylvestre, femme de Lemoine.

2. Moreau écrit ce nom Hellar ou Hellard ; Jal a montré, dans son *Dictionnaire critique*, qu'il faut mettre un *t* à la fin.

3. Bibl. nat., ms. fr. 24989, fol. 57.

4. *Mémoires de Dangeau*, t. IX, p. 187 et 193.

5. Bibl. nat., ms. fr. 24989, fol. 55.

avons été surpris, après des indications aussi précises, de ne pas retrouver la copie faite par Hellart dans la liste des portraits peints possédés par Gaignières que nous donnons à la fin de l'étude. Nous y voyons bien, sous le n° 37, un portrait du duc de Bourgogne; mais il est qualifié d'original et attribué à Jacques Van Schupen, fils de l'architecte Pierre-Louis, qui, laissant le burin pour le pinceau, fut élève distingué du célèbre portraitiste Largillière. Ce portrait du duc de Bourgogne a donné lieu à une note de Fénelon assez trop curieuse pour ne pas être reproduite.

« Je serois, Monsieur, le dessein du numéro quatre, mais j'ôte-
rois l'aron; je ferois commencer l'architecture plus bas, en sorte
qu'il seroit en haut un ordre corinthien, marqué avec une corniche.
Derrière tant soit peu sur la droite ce bastiment qui serviroit de
parterre à tout le reste. Je mettrois derrière le prince un parterre
de gazon et de fleurs, au-dessus duquel je représenterois un
fontaine, sur la croupe d'une colline d'où tomberoit une cascade
dans un petit canal derrière le parterre. Au-dessus, ou à costé
gauche, je ferois un petit bocage frais et tendre; sur la gauche,
une palissade et les statues pour n'y mettre qu'un lointain
paysage voilà ma pensée; je puis me tromper, mais vous estes assez
sage, Monsieur, pour souffrir que je me trompe. Vous savez à quel
point vous honore sans compliment ».

L'abbé DE FÉNELON².

La lettre de Fénelon était accompagnée de la lettre suivante
de Moreau à Gaignières :

« Monsieur, vous m'avez mandé son sentiment sur les dessins
que nous avez envoyés à examiner, il est conforme au jugement
de M. l'abbé de l'Angeron (*sic*, pour de Langeron), M^r de Niert
et nous avons fait avant que de les lui montrer; il est approuvé
par le seigneur le duc de Bourgogne qui me demande souvent des
avis sur son portrait et témoigne bien de l'impatience de le voir;
il a mérité considérable pour M^r Van Sculpe (*sic*) de la satis-
faction que vous savez que le plaisir diminue chez les princes avec
l'âge. On s'attent à voir quelque chose de très beau. Je
suis, Monsieur, plus à vous que je ne scaurez vous l'exprimer ».

Le verso est écrit de la main de Gaignières : « M^r l'abbé de Fénelon et
le 21 janvier 1695. » Et au-dessous : « Portr. de Mgr le D. de Bg^e. »
Paris, ms. fr. 24987, fol. 78.
Paris, ms. fr. 24989, fol. 165.

Cette lettre, dans laquelle Fénelon est évidemment désigné par les mots : *M. l'abbé*, ne porte ni signature, ni date autre que celle du 21 ; mais elle est écrite de la main de Moreau et la date du 21 répond à celle du 21 janvier 1695 mise par Gaignières au dos de la note de Fénelon.

Le portrait fait par Van Schupen nous paraît avoir été mentionné, bien que le peintre ne soit pas nommé, dans la relation de la visite du duc de Bourgogne à Gaignières, donnée par le *Mercur*, au mois d'avril 1702. En effet, nous y lisons : « Il (le prince) y vit le sien (son portrait), mais tel qu'il l'avoit donné à M. de Gaignières lorsqu'il lui fit l'honneur d'aller chez lui à l'hôtel de Guise il y a dix ans. »

De 1695, date de la note de Fénelon, à 1702, il y a sept ans et non dix ; mais nous pensons que cette dernière indication ne doit pas être prise à la lettre et signifie simplement plusieurs années.

Quant à savoir ce qu'est devenu ce portrait et s'il existe encore dans quelque collection publique ou privée, nous avouons notre complète ignorance. Nous pouvons dire seulement qu'il fut, en juillet 1717, vendu à vil prix comme presque toutes les peintures si laborieusement recueillies et si amoureusement conservées par le grand collectionneur.

Le duc de Bourgogne ne se contentait pas de donner à Gaignières une copie de son portrait par Rigaud, il lui faisait aussi cadeau de ses propres essais artistiques, comme en témoignent plusieurs desins paraphés de sa main que l'on conserve au département des Estampes ¹.

Voici, à ce sujet, un passage d'une lettre de Moreau à Gaignières sans autre date que celle du 16 mai :

.... La nouvelle que j'ay à vous mander est que Monseigneur acheva hier le dessein qu'il vous avoit promis, qu'il est tout des plus beaux qui soient sortis de ses mains ; il est revêtu de toutes ses formes, c'est-à-dire qu'il est adressé, datté et paraffé. Je puis ajouter qu'on l'a fait de bon cœur par raport à vous ²...

Ces dessins ne sont que des œuvres d'écolier fort médiocres, mais ils sont paraphés et adressés à Gaignières. Cette circonstance, jointe à la lettre de Moreau, confirme l'opinion que Gaignières avait été attaché à l'éducation du duc de Bourgogne et de ses

1. Sous la cote : Ad2, Réserve.

2. Bibl. nat., ms. fr. 24989, fol. 147.



frères, car il existe dans le même portefeuille des dessins de ces princes.

Les visites du duc de Bourgogne auraient suffi pour mettre en réputation le cabinet de Gaignières, si nous ne savions combien le goût de la haute curiosité était répandu dans le grand monde. Les dames de la Cour font le voyage de la rue de Sèvres, surtout, peut-être, pour y feuilleter ces curieux portefeuilles de modes anciennes qui devaient plus tard faire à Marly, comme on le verra, la distraction du grand roi, devenu vieux et malheureux.

Au nombre des amateurs et visiteurs du cabinet de Gaignières, nous trouvons une personne que l'on ne s'attend pas à rencontrer ici. C'est M^{me} de Montespan, dont les relations, déjà anciennes, avec l'aimable collectionneur avaient peut-être pris naissance chez les Noailles, qui étaient fort de ses amis, comme le montre sa correspondance avec le duc et la duchesse, publiée par M. Pierre Clément. Dans une lettre en date du 7 juillet 1699, elle parle ainsi de Gaignières à la duchesse : « Ganière (*sic*) est toujours incommodé de la jambe ; il ne laisse pas de travailler tout le jour ; il est ravi de ce qu'il trouve ici (à Fontevault), et ceux qui le voye sont ravis de ce qu'il fait. Vous croiés bien que je lui montrerai l'article de votre lettre. Il étoit déjà très convaincu de vos bontés, mais ce que vous me mandés n'y gastera rien et me fait beaucoup espérer que vous luy procurerés quelque chose. Ce n'est pas purement pour luy que je le souhaite, c'est par ce désir général de voir toujours faire le mieux qui ce peut¹. »

On voit que les deux grandes dames honoraient Gaignières d'une bienveillance qui, chez M^{me} de Montespan, remontait à plus de dix ans. Il paraît, en effet, par une lettre de l'abbé Testu, du mois de juillet 1689, qu'elle avait parlé au roi des soins que Gaignières avait « pris pour l'exécution de l'ouvrage qu'elle veut « entreprendre². » Quel pouvait être cet ouvrage dont le principal

1. Cette lettre était à la bibliothèque du Louvre, incendiée par la Commune en 1871. Elle a été publiée par M. P. Clément dans *Madame de Montespan et Louis XIV*. 1 vol. in-8°. Paris, Didier, 1868.

2. Bibl. nat., ms. fr. 24901, fol. 434. — L'abbé Testu, membre de l'Académie française, mort en 1705, était un abbé spirituel et mondain qui, malgré ses hautes amitiés, ne parvint pas à un évêché, Louis XIV ne le trouvant pas *assez dévot*. Selon M^{me} de Sévigné, il gouvernait fort M^{me} de Fontevault, mais la malicieuse marquise n'aimait guère M^{me} de Montespan, ni tout ce qui lui touchait de près. Voir Cousin, *Madame de Sablé*, p. 200.

et gracieux auteur n'est pas sans nous causer quelque surprise ? On a peine à se représenter la belle marquise entourée de paperasses et tachant d'encre ses jolis doigts. Il est permis de supposer qu'il s'agissait de la publication d'un choix de ces vieilles modes dont Gaignières avait réuni une remarquable collection, depuis le ^{xiv}^e siècle jusqu'au temps de Louis XIV, et dont plusieurs avaient été copiées par le peintre Boudan pour M^{me} de Montespan.

Une lettre de l'abbé Girard, plus tard évêque de Boulogne, dénote de singulières intermittences dans les idées de M^{me} de Montespan et fait pressentir que la publication restera à l'état de projet. Il écrit à Gaignières de Versailles le 9 février 1690 :

Je suis chargé, Monsieur, de vous faire des excuses que vous n'aurez pas grand peine à recevoir. C'est de Madame de Montespan qui, après une si longue interruption du commerce sur les petites figures, ne veut pas vous donner la peine de luy en aller reparler et montrer à Saint-Joseph, que je ne vous aye dit, de sa part, qu'elle est bien fâchée d'avoir esté si longtemps à vous les demander. Elle m'ordonne donc, Monsieur, après ce compliment qu'elle ne manquera pas sans doute de vous faire elle-mesme et assurément mieux que moy, de vous prier, de sa part, de l'aller trouver samedy, à une heure après midy, à Saint-Joseph¹, et d'y porter ce que vous avez de fait, avec ce bon esprit et ce bon goust qui vous suivent partout².

Ce projet de publication explique pourquoi les modes étaient, dans les portefeuilles de Gaignières, classées avec plus de soin que les autres collections, ainsi que l'a remarqué M. Delisle. Quoique non réalisé par la suite, ce travail devait multiplier les rapports entre les deux collaborateurs.

M^{me} de Montespan, désireuse peut-être de reconnaître les soins qu'avait pris Gaignières pour satisfaire un caprice, lui avait fait cadeau de deux belles miniatures. C'est ce que nous apprend une lettre de Moreau à Gaignières, du 15 juin 1702, où nous lisons le passage suivant : « Je viens de dire à Monseigneur que la joye « vous avoit tellement transporté au récit de l'action de Nimègue

1. Maison religieuse à Paris, rue Saint-Dominique, où a été établi le ministère de la guerre pendant la plus grande partie de notre siècle. M^{me} de Montespan y faisait élever des jeunes filles, qu'elle mariait et dotait. Elle y avait un appartement avec un seul fauteuil dans le salon.

2. Bibl. nat., ms. fr. 24987, fol. 243.

« que vous estiez allé sur-le-champ à Nostre-Dame, où vous aviez
 « chanté un *Te Deum*, vous tout seul, à basse notte ; il m'a ordonné
 « de vous remercier. Vous ne croiriez pas que j'ay pensé à vous
 « dans le temps de cette action, et que je souhaite le pintre en
 « miniature qui a peint les deux que M^{me} de Montespan vous a
 « donné, lorsque je vis d'un coup d'œil deux grandes armées en
 « bataille dans une belle plaine terminée par la ville de Nimègue.
 « Avouez que cela bien représenté feroit un tableau qui ne vous
 « dépleroit pas¹. »

Les miniatures données à Gaignières par M^{me} de Montespan représentaient donc des événements militaires, probablement du temps de Louis XIV. Or, nous savons par Dangeau que, le dernier jour de 1684, M^{me} de Montespan offrit à Louis XIV un livre relié d'or, contenant les vues en miniature de toutes les villes de Hollande qu'il avait prises pendant la campagne de 1672. Ce merveilleux cadeau, qui avait coûté dix mille pistoles, environ deux cent mille francs d'aujourd'hui, était comme un souvenir des triomphes du prince et du règne de la belle marquise. Il est permis de supposer que les miniatures auxquelles Moreau fait allusion avaient été faites pour le précieux livre destiné au roi, et qu'une circonstance inconnue les empêcha d'y figurer. On ignore ce qu'est devenu ce riche *album*, et il est à regretter que Moreau n'ait pas nommé le peintre, qui était certainement connu de lui et de Gaignières. En l'absence des œuvres elles-mêmes, il est impossible de risquer une attribution. On peut cependant penser à Van der Meulen, ou à quelqu'un de ses élèves. Il ne faudrait pas croire, d'ailleurs, qu'il y eût là de véritables chefs-d'œuvre. Dans la seconde moitié du xvii^e siècle, l'art de la miniature était bien déchu de ce qu'il avait été au xv^e et au xvi^e siècle. L'*Entrée du roi à Lille*, que l'on trouve dans l'inventaire des tableaux de Gaignières avec la mention *grande miniature*, et qui est citée comme une des beautés de son cabinet dans le récit fait par le *Mercur*e de la visite du duc de Bourgogne, était sans doute une de ces deux miniatures ; l'autre était probablement l'*entrée du roi à Dunkerque*, qui porte la même mention à l'inventaire.

M^{me} de Montespan n'avait point affaire à un ingrat ; Gaignières, qui lui a survécu, fut jusqu'à la fin de ses fidèles. Le 14 juin 1703,

1. Bibl. nat., ms. fr. 24989, fol. 41.

écrivait à M^{me} de Marsay¹, alors aux eaux de Bourbon avec M^{me} de Montespan, il dit, à propos de ses obligations envers la marquise : « J'ose vous assurer aussy, Madame, que je les ressens « comme je le dois. Vous m'en pouvez croire, puisqu'il n'y a pas « de jour que je n'y pense, je dis même ceux que je n'entre pas « dans mon appartement, car, pour ceux que j'y habite, croiriez- « vous que j'y puisse voir aussy souvent ce qu'elle y a mis sans « penser combien je le mérite peu et combien par là je le ressens « davantage? Est-ce le mériter que de n'avoir pas oublié les obli- « gations que je luy ay il y a si longtemps! Non, assurément, je « n'ay fait en cela que ce que je me dois à moy-mesme². »

Dans une autre lettre du 9 septembre 1703, il écrit encore : « Je vous supplie, Madame, de continuer à faire toujours bien ma « cour à Madame de Montespan. L'on ne mettra jamais au nombre « de mes défauts l'ingratitude³. »

Gaignières a donc eu avec M^{me} de Montespan de longs et excellents rapports ; au ton de sa reconnaissance, on pressent qu'il ne lui fut pas seulement redevable des deux miniatures dont parle Moreau. Mais nous n'avons à cet égard aucune indication précise, les portefeuilles de Gaignières ne contenant qu'une seule lettre de M^{me} de Montespan. Probablement, la belle marquise, dont l'écriture et l'orthographe étaient fort défectueuses, aimait peu à écrire ; avec les sentiments que Gaignières avait pour elle, il n'eût pas manqué de garder ses moindres billets. Voici cette lettre, qui est une réponse aux condoléances que Gaignières lui avait adressées à l'occasion de la mort de sa sœur, M^{me} de Thianges :

A Fontevrauld, ce 27^e septembre 1693.

An quelque temps que m'arrive les marque de vostre amitié, Monsieur, g'i suis toujours fort sansible. Cette occasion ycy est bien

1. Denise-Hyppolite Catar, gouvernante du duc de Penthievre, femme de Jean-Charles Acton, seigneur de Marsay. (Filleau, *Familles du Poitou*, v^e Acton.)

2. Bibl. nat., ms. fr. 24987, fol. 167 v^e. Minute.

3. Bibl. nat., ms. fr. 24987, fol. 168 v^e. Minute. — La reconnaissance de Gaignières paraît avoir survécu à M^{me} de Montespan, morte le 27 mai 1707. Nous croyons, en effet, qu'on doit lui attribuer un article sans signature du *Mercur* de juin 1707, dans lequel, après avoir fait l'éloge de la charité de la marquise, l'écrivain ajoute : « Elle aimoit les beaux-arts et protégeoit ceux qui y excel- « loient. Elle a donné de l'occupation à quelques-uns jusqu'à son dernier « moment. Les grands et les petits, les riches et les pauvres, les savants et les « habiles artistes ne manqueront pas de lui donner les louanges qu'elle mérite. »

faicte pour moy, elle m'est mesme arivée dans le temps que je m'i atandées le moins. La mort surprans toutjours pour soy ou pour les austres, et an ogmente encore par là le déplésir. Je vous rans mille grasse de la part que vous prenés au mien. Croiés, je vous suplie, que je vous conserve la reconnessance que je dois avoir de toute vos honnestetés dont je vous demande la continuation; nous en avons mesme de grans besoins, mais je suis trop triste pour pouveoir entrer an matierre sur des sujet qui ne regarde que la vanité et le plésir.

La signature manque, mais le cachet noir encore intact porte les armes des Rochechouart et, en haut, on lit de la main de Gaignières : *Madame de Montespan*¹.

Cette lettre indique des relations habituelles. On remarquera les mots : *nous en avons mesme de grans besoins*, qui dénotent une sorte d'intimité et semblent annoncer des confidences auxquelles coupe court la phrase suivante.

Gaignières entretenait aussi des relations avec la sœur de M^{me} de Montespan, la célèbre abbesse de Fontevrauld, dont Saint-Simon a dit : « Elle avoit encore plus de beauté que M^{me} de Montespan et, ce qui n'est pas moins dire, plus d'esprit qu'eux tous, « avec ce même tour que nul autre n'a attrappé qu'eux, ou avec « une fréquentation continuelle, et qui se sent si promptement et « avec tant de plaisir. Avec cela très savante, bonne théologienne, « esprit supérieur pour le gouvernement. Ses moindres lettres « étoient des pièces à garder². »

Celles que Gaignières nous a conservées et qui vont du 10 février 1700 au 9 janvier 1704 confirment l'appréciation de Saint-Simon. Nous les aurions reproduites si elles n'avaient été publiées par M. Pierre Clément dans l'ouvrage qu'il a consacré à cette femme supérieure³. Nous ne résistons pas au désir de donner ici une lettre que la belle abbesse écrivait à Gaignières au sujet de son propre portrait, qui venait d'être placé dans la galerie de la rue de Sévres :

A Fontevrauld, 29 40^{bre} 1702.

Ce n'est pas à vous, Monsieur, à me faire des remerciements sur

1. Bibl. nat., ms. fr. 24988, fol. 288. — Cette lettre a été publiée par M. P. Clément dans l'ouvrage cité plus haut, mais en corrigeant l'orthographe, ce que nous n'avons pas cru devoir faire.

2. *Mémoires de Saint-Simon*, t. III, p. 83. Édit. Hachette. Paris, 1856, in-12.

3. *Une abbesse de Fontevrauld au XVII^e siècle*. Paris, Didier, 1869, in-8°.

mon portrait, c'est à moi à vous remercier d'avoir eu la bonté de le souhaiter et de le recevoir si favorablement. Il m'est bien honorable qu'il soit placé dans un cabinet aussi précieux que le vostre, mais je suis encore moins touchée de cet honneur que du droit où il me met de compter sur vostre amitié, beaucoup plus précieuse que toutes les raretés que vous avés rassemblées chés vous. Je vous supplie, Monsieur, de me la vouloir bien continuer et d'estre persuadé que personne ne connoît mieux que moi le prix de cette grâce et ne désire plus sincèrement de s'en rendre digne. M^r de Larroque¹ peut vous répondre qu'il n'entre point de compliement dans les assurances que je vous donne là-dessus ; j'avois souvent le plaisir de parler de vous avec lui, Monsieur, dans le temps qu'il a bien voulu me donner et qui m'a paru bien court, par rapport à l'utilité et à l'agrément qu'on trouve dans une société comme la sienne. Il n'y a rien à vous apprendre sur son mérite, non plus que sur ses sentiments pour vous, qui répondent bien en vérité à toute l'estime qui vous est due et aux obligations essentielles qu'il vous a. Il est triste que sa fortune se trouve disproportionnée à son mérite, et je suis bien certaine que vous ressentés ce malheur encore plus que lui. Vous n'avés point d'amis malheureux qui ne doivent se promettre de trouver ce sentiment là en vous et d'en recevoir toutes les preuves qu'une amitié vive et ingénieuse peut fournir. Je ne finirois pas sitost si je me laissois aller à vous donner toutes les louanges que vous mérités là-dessus. Comptez seulement, Monsieur, que personne ne vous les donne de meilleur cœur que moi et n'est avec plus d'estime et de considération que je le suis, votre très humble servante,

MM. Gabrielle DE ROCHECHOUART, abbesse de Fontevraud².

M^{me} de Fontevraud n'avait pas contribué uniquement par l'envoi de son portrait à enrichir le cabinet de Gaignières, ainsi que le prouve le passage suivant d'une lettre de ce dernier en date du 13 décembre 1702 :

1. Larroque, protestant converti, fort apprécié par M^{me} de Fontevraud, était un homme instruit et lettré, qui, avant sa conversion, paraît avoir collaboré à Londres avec Bayle. — Voir sur lui une note biographique de M. P. Clément, dans *Une abbesse de Fontevraud au XVII^e siècle*, p. 205, note 3. — Diverses pièces du ms. fr. 24988, fol. 84 et *passim*, nous apprennent que Gaignières contribua, avec le maréchal de Noailles, à faire rendre à de Larroque une pension de 800 l. qui avait été supprimée.

2. Bibl. nat., ms. fr. 24991, fol. 249. — Publiée par M. P. Clément, ouvrage cité, p. 233.

M^r de Larroque ne me pouvoit, Madame, procurer un plus sensible plaisir que celui que vous m'avez fait de m'honorer de votre portrait, si magnifiquement accompagné. Je voudrois bien qu'il m'aidast aussy à vous en faire mes très humbles remerciemens. J'ay reçu tant de marques de vostre bonté que j'espère, Madame, que vous aurez encore celle d'estre persuadée que je suis très sensiblement touché de tout ce que je reçois de votre part.

Vous avez encore augmenté mon cabinet par les deux livres que M^r de Larroque m'a apportés. En vérité, Madame, cette attention pour tout ce qui me regarde me met hors d'estat de vous en pouvoir assez tesmoigner ma reconnoissance par mes services. Ils vous sont si véritablement acquis que je n'ajousteray rien aux protestations que j'ay eu l'honneur de vous en faire, que les assurances que je vous supplie de recevoir de la continuation de mon respect et de mon attachement très sincère, et que je suis, Madame, etc.¹.

Le 25 mai 1703, il écrit encore : « Vous ne perdez point
« d'occasion, Madame, de me donner des marques de vos bontez.
« Je crois mesme leur devoir les tableaux que M. le chevalier
« du Bellay vient de m'envoyer. C'est tout au moins sa considé-
« ration pour vous qui m'a attiré ce présent. Je ne scaurois me
« flater assez pour penser autrement sans dessein de luy en estre
« moins obligé. Souferez donc, Madame, que je vous en fasse de
« nouveau mes très humbles remerciemens, aussi bien que des
« miniatures que le P. prieur avoit données à M^r de Larroque
« pour metre dans mon cabinet². »

Gaignières ne craignait pas de mettre à profit l'obligeance de ses amis. La riche bibliothèque du savant Chevreau, mort à Loudun, sa patrie, en février 1701, contenait un volume qu'il convoitait, et il avait prié M^{me} de Fontevrault, dont l'abbaye était voisine de Loudun, de le prendre pour lui. L'affaire n'aboutit pas, malgré la bonne volonté de l'abbesse. Nous lisons, en effet, dans une lettre de celle-ci, du 2 septembre 1701 : « On me dit hier par
« hasard que Boudot³ s'en estoit retourné, qu'il avoit passé à
« Saumur sans emporter la bibliothèque de M^r Chevreau, qu'il
« avoit pourtant achetée huit mille frans, mais qu'il avoit vendue
« aussitost pour dix mille aux bénédictins de Saint-Jouin. Me voilà

1. Bibl. nat., ms. fr. 24987, fol. 160. Minute de lettre.

2. Id., 24987, fol. 164. Minute de lettre.

3. Fameux libraire du temps.

« par là privée du plaisir de vous procurer le livre que vous dési-
« riés, et j'y ai beaucoup plus de regret, Monsieur, qu'à ceux que
« je m'estois promis d'acheter pour moi-mesme¹. »

Par réciprocité de bons offices sans doute, Gaignières avait
indiqué à M^{me} de Fontevrault des portraits de Santeul, qu'il pen-
sait lui être agréables; celle-ci répond : « Je ne profiterai point
« de l'avis que vous avés la bonté de me donner touchant les por-
« traits de Santeuil. J'aime fort les estampes, mais en tableaux
« seulement et non pas en portraits. » Après cette franche déclara-
tion, elle ajoute poliment : « Vous avés raison d'avouer hardi-
« ment vostre goust pour les curiosités, qui font vostre principale
« occupation; c'est une passion, non seulement innocente, mais
« encore louable et utile². »

On voit quels étaient les rapports de Gaignières avec la savante
et spirituelle abbesse. M. P. Clément ne les fait remonter qu'à
1700, époque à laquelle commence la partie de la correspondance
qui nous a été conservée. Mais ils étaient positivement antérieurs,
puisque une lettre de M^{me} de Montespan du 9 juillet 1699, citée plus
haut et publiée par M. P. Clément, montre Gaignières installé à
Fontevrault et y copiant sans doute le volumineux cartulaire de
cette abbaye, aujourd'hui à la Bibliothèque nationale³. La liaison
doit donc remonter au moins à l'avant-dernier voyage de l'abbesse
à Paris en 1695, peut-être même à l'un des deux précédents en
1679 ou 1675.

Une phrase finale de la lettre de l'abbesse du 23 février 1701,
dont nous avons déjà cité un passage, fait connaître l'époque à
laquelle Gaignières quitta l'hôtel de Guise pour s'installer avec
ses collections dans sa maison de la rue de Sèvres : « Vous faites
« bien, dit-elle, d'habiter une maison qui est à vous et qui est très
« belle. Si j'estois à Paris, je ne menquerois pas de vous rendre
« une visite dans cette nouvelle demeure⁴. » Le 2 septembre de
la même année, revenant sur ce sujet, elle ajoute : « Je m'imagine

1. Bibl. nat., ms. fr. 24991, fol. 245.

2. Id., 24991, fol. 244.

3. Ce cartulaire, qui porte à la Bibliothèque nationale le numéro 5480 du fonds
latin, contient à la page 14 du tome I la mention suivante de la main de Gai-
gnières : « Ces extraits ont esté commencés le 26 juin 1699, après dîné, et
« continnez pendant..... jours entiers, 3 heures le matin et 4 heures, et quel-
« quefois 4 heures et demie l'après-dinée, et finis le..... »

4. Bibl. nat., ms. fr. 24991, fol. 238.

« qu'il (M. de Larroque) va souvent vous voir dans votre belle « retraite, où je regrette bien que vous n'aïés pas esté établi pendant que j'estois à Paris ¹. » Le dernier voyage de M^{me} de Fontevrault à Paris eut lieu à la fin de l'année 1700. Elle dîna chez M^{me} de Maintenon le 2 décembre, nous apprend Dangeau ; c'est donc entre cette date et le 23 février suivant que Gaignières s'établit rue de Sèvres.

A une époque antérieure, paraît, parmi les spirituelles correspondantes de Gaignières, l'aimable M^{me} de la Sablière, si connue par sa bonté et son attachement pour La Fontaine. L'unique lettre d'elle que nous possédons est d'août 1685 ; elle indique une liaison ancienne :

Samedy matin.

Je vous envoie un billet que M^r de Noirmoutier m'a fait écrire, Monsieur ; il croit que je ne pars pas d'avec M^r l'abbé de Vertamont, parce qu'il fait bastir sur une de nos places. J'ay donc recours à vous, Monsieur, pour supplier votre amy de vouloir bien aller voir M^r de Noirmoutier qui, estant aveugle, ne fait guère de visittes. Je ne vous fais point d'excuses, Monsieur, de la liberté que je prends ; je crois estre avec vous au delà des sérémonies, puisque vous ne devés pas douter de l'estime que j'ay pour vous et de l'envie que j'ay de mériter votre amitié. Je suis, plus que personne, Monsieur, votre très humble et très obéissante servente,

M. SABLIÈRE².

La marquise d'Huxelles, mère du maréchal, dépeinte par Saint-Simon comme « une femme de beaucoup d'esprit, qui avoit de la « beauté et de la galanterie, qui savoit et avoit été du grand « monde toute sa vie, mais point de la Cour³, » tient une place importante dans la correspondance de 1705 à 1711, année qui précéda sa mort. Ses lettres la montrent très aimable et fort liée avec Gaignières.

Elle écrit, le 5 octobre 1708, au sujet de son portrait placé dans le cabinet de la rue de Sèvres :

C'est à moy de vous remercier, Monsieur, car vous me mettés dans le magasin de la gloire. N'ay-je pas leu dans une satyre de Boileau :

Et qui scauroit sans moi que Cottin a prêché?

1. Bibl. nat., ms. fr. 24991, fol. 246.

2. Id., 24991, fol. 303.

3. *Mémoires de Saint-Simon*, t. VI, p. 294. Édit. Hachette, in-12. Paris, 1856.

Qui scauroit aussy sans vous que je n'ay point esté dans l'obscurité, puisque ma bonne fortune, plus que mon mérite, m'a donné des amis du premier ordre, en naissance, valeur et esprit¹ ?

Une autre lettre du 10 avril 1709 contient un passage qui nous apprend que le fond de l'oraison funèbre du maréchal de Noailles appartient à Gaignières :

J'ai leu, Monsieur, avec admiration l'oraison funèbre de Monsieur le mareschal de Noailles, car, sy vous avez fourny une belle matière, elle est bien mise en œuvre selon mon petit jugement².

Il s'agit probablement ici de l'oraison funèbre du duc de Noailles prononcée le 27 février 1707, à Paris, dans l'église des Feuillants, par le P. de la Rue, jésuite, et qui fut imprimée en 1709.

Mais la correspondance roule principalement sur la réalisation d'une idée de la marquise, à laquelle Gaignières s'était prêté avec son obligeance habituelle. Il s'agissait de faire transcrire sur un livre blanc, un album, comme nous dirions, les lettres reçues par M^{me} d'Huxelles pendant sa longue carrière, celles, du moins, qu'elle avait gardées comme ayant un intérêt particulier. La copie ne comprend d'abord qu'un nombre de lettres assez restreint ; puis la marquise en retrouve d'autres et renvoie le livre pour que l'on continue le travail :

Vous avés mis, Monsieur, lui écrit-elle le 22 novembre 1708, le dernier sceau à nostre ancienne amitié, car je suis sensiblement touchée du présent que vous me refaites, aimant bien mieux les originaux chez vous que chez moy, où j'aurai, à ma main, un caractère moulé quand il me plaira repasser dans mon esprit des souvenirs qui ne laissent pas de réjouir. Cependant, j'ose vous renvoyer ce livre afin d'achever d'user le papier³.

Ce thème revient souvent, toujours pour la dernière fois, avec mille excuses du ton le plus charmant. Gaignières ne perdait pas, on le voit, à cet agréable commerce ; M^{me} d'Huxelles, tout heureuse d'avoir sous la main de belles copies bien écrites, lui abandonna les originaux. Ainsi s'explique la présence dans ses portefeuilles de plusieurs lettres adressées à la spirituelle marquise.

1. Bibl. nat., ms. fr. 24991, fol. 529.

2. Id., 24991, fol. 548.

3. Id., 24991, fol. 532.

de Barthélemy les a publiées pour la plupart, soit en entier, soit en extrait¹. C'est de cette dernière façon qu'il a donné une notice de M. de Jussac², qui, par certains détails, nous semble être reproduite dans son intégrité. Elle rappelle cette meurtrière bataille de Senef, dernier théâtre de la vaillance et de la gloire du grand Condé :

Du camp de Pieton, ce 12^e de juin.

Il faut voir hyer les champs de Pharsale, où Cæsar fit voir à son peuple qu'en fait de guerre il en savoit plus que luy. M^r le Maréchal de Miremont prit pour escorte la maison du Roy; beaucoup de soldats, qui avoient esté à la bataille de Senef, reconnurent le terrain et nous montrèrent les endroits où les grandes actions s'étoient passées. Ils ne tombèrent pas tous d'accord également des circonstances des faits; cela fait bien voir que les historiens manquent de précision à la vérité, puisque ceux qui ont combattu, eux-mêmes, sont souvent en ce qu'ils en disent; mais ils convinrent tous que feu M^r le Prince se trouva partout à toutes les attaques, et qu'il donna, pendant la journée, douze ou quinze combats, en cette journée, de Senef jusqu'au Fay, distant de deux lieues. Il fut question de faire passer les ennemys de poste en poste et de les en chasser; tantost on les fit aller, qui se deffendoit dans des champs de terre entourés de haies, et tantost infanterie accompagnée de canon, qui faisoit feu continuel dans ces haies, si bien qu'on les conduisit jusqu'à une profonde ravine, qui n'est rien qu'un chemin creux, de trois ou quatre toises au plus haut, sur les bords duquel se rencontrèrent deux escadrons et deux escadrons aux aigles noires de mauvais augure, et beaucoup de canon, qui désolèrent les gardes du corps et les cuirassiers. La plaine où cette dernière action se passa va en pente; elle étoit d'une portée de mousquet, entre deux petits bois, et longue d'une portée de canon, depuis le haut jusqu'en bas; les ennemys étoient à la hauteur où estoit la ravine, et M^r le Prince arrivoit par derrière avec deux ou trois bataillons, deux escadrons des gardes du corps et un de cuirassiers. Il fit mettre quatre pièces de canon en batterie, et de part et d'autre on se tiroit à cartouche; cela dura jusqu'à ce que la nuit fermée, et les gardes du corps et les cuirassiers, portant

¹ *Marquise d'Huxelles et ses amis*, 1 vol. in-8°. Paris, Firmin Didot, 1881.
² M. de Jussac, comte de Jussac, premier gentilhomme de M. le duc du Maine, à qui il fut tué en 1690. Sa femme, dont Saint-Simon fait l'éloge, étoit sœur de M^{lle} de Blois, fille de Louis XIV et de M^{me} de Montespan.

impatiemment le grand feu des Allemans, les chargèrent avec une extrême vigueur et leur tuèrent beaucoup de monde, mais enfin, ils furent contraints de revenir à leur poste, où ils souffrirent beaucoup. On nous monstra, le long de la haye, un chesne coupé, sous lequel Mgr le Prince se reposoit sur les genoux de Mgr son filz, à la gauche des troupes qu'il avoit postées pour combattre. Le champ est encore présentement semé d'ossemens d'hommes et de chevaux et inspire un je ne say quoy d'horreur et de pitoyable.

On assura hyer que les Hollandois estoient à Tilmont au nombre de quinze mille hommes.

Mille très respectueux complimens aux illustres personnes qui me font l'honneur de se souvenir que je les honore infiniment¹.

Le passage de cette lettre, où il est question « du chesne coupé » sous lequel Mgr le prince se reposoit sur les genoux de Mgr son « filz, » méritait assurément de n'être pas négligé. Il rappelle une circonstance qu'utilisera peut-être l'historien des Condés, lorsqu'il en sera venu à cette période de l'histoire de son héros.

Tout un côté aimable et mondain de notre collectionneur ressort de l'ensemble de cette correspondance, notamment des lettres de la duchesse douairière de Noailles et de celles de Rollinde, personnage attaché à la grande Mademoiselle, dont il est souvent parlé vers la fin des mémoires de cette princesse. Pendant les années 1689, 1690 et 1692, Rollinde écrit fréquemment à Gaignières pour le remercier, au nom de la princesse, des nouvelles qu'il envoie de la Cour et lui demander de continuer. Si passionné que fût Gaignières pour les choses du passé, il n'en avait pas moins l'œil et l'oreille ouverts sur la société brillante et animée de son temps. Il envoyait en province des nouvelles du monde parisien, de petites relations, des chansons qui étaient les gazettes de l'époque. On voit, par les réponses de ses nobles correspondantes, qu'il s'acquittait fort galamment de ce rôle de chroniqueur du grand monde, qui lui permettait de reconnaître d'une façon gracieuse et spirituelle la bienveillance dont on l'honorait. M^{lle} de

1. Bibl. nat., ms. fr. 24988, fol. 22. — L'adresse porte : « A Madame, Madame » la marquise d'Huxelles, près les Nouvelles-Catholiques, rue Sainte-Anne, à « Paris. » La lettre n'est pas signée, mais une main ancienne, probablement celle de Gaignières, a inscrit en tête le nom de M. de Jussac, et le cachet, en cire rouge, est à ses armes. La date, qui manque, doit être 1689, époque à laquelle le maréchal d'Humières commandait dans les Flandres.

Montpensier avait des titres tout particuliers aux attentions de Gaignières. Héritière d'une partie des grands biens de M^{lle} de Guise, notamment de la principauté de Joinville, elle avait conservé le gouvernement de cette ville à l'ancien écuyer de la duchesse.

La revue de la correspondance de Gaignières nous a entraîné au delà d'une époque où il avait été à la veille de voir se réaliser un projet qui eût comblé ses vœux et couronné dignement sa vie d'érudit et de chercheur.

En 1703, encouragé par la masse énorme de documents et de monuments figurés qu'il avait réunis, lui, simple particulier, disposant de médiocres ressources, il estima que, si le gouvernement entraînait avec sa toute-puissance dans la voie qu'il avait ouverte, on atteindrait à de bien autres résultats. Une note exposant ses vues et les moyens d'exécution fut remise par lui à M. de Pontchartrain, secrétaire d'État, qui fit bon accueil à cette ouverture. On dressa un projet destiné à être soumis à l'approbation du roi. Dans cette pièce, publiée par M. Duplessis¹, le ministre se propose tout d'abord de veiller à la conservation des monuments relatifs à la maison royale, qui semble avoir été jusqu'à présent la plus négligée.

On pourroit, ajoute-t-il, engager M^r de Gaignières dans l'exécution de ce dessein, ayant fait des recherches pour la maison royale, et pour tout ce qu'il y a de plus curieux dans le royaume pendant plus de quinze ans qu'il a voyagé dans les provinces avec des dessinateurs et des écrivains. On en peut voir un eschantillon dans les desseins qui seront joints à ce mémoire.

Il paroist nécessaire de luy donner un arrest du Conseil pour l'autoriser à certifier les desseins qu'il fera exécuter. Il s'en servira avec discrétion, crainte de faire soupçonner que l'on eut quelque autre veue que celle de conserver les monumens..... Pour oster tout soupçon, on pourroit le faire honoraire de l'Accadémie des Inscriptions, et, en cas que le Roy agrée ce projet, on pourroit commencer, au printemps prochain, par le Bourbonnois et la Bourgogne, où il y a plus de monumens de la maison de Bourbon².

1. *Gaignières et ses collections*, p. 13 du tirage à part. — Le texte de cette pièce se trouve dans le vol. 1032 de la collection Clairambault (anciennement Mélanges 436), p. 727-729.

2. Voir Delisle, *Cabinet des manuscrits*, t. I, p. 343.

Tout annonçait une heureuse solution; cependant, il n'en fut rien. On était, il est vrai, au plus fort de la guerre de la succession d'Espagne, les revers commençaient et allaient amener la France à deux doigts de sa ruine. Le roi, vieux et malheureux, avait d'autres soucis que ceux de songer aux origines de sa maison et aux tombeaux de ses ancêtres. Il avait à défendre son propre palais et le berceau de son arrière-petit-fils. On ne donna point suite à un projet qui eût rendu tant de services aux arts et à l'histoire. Il n'a été mis à exécution que dans notre siècle, trop tard, hélas! lorsqu'on a constitué, vers 1840, la commission des monuments historiques.

Libre de sa personne après la mort de M^{lle} de Guise, Gaignières serait sans doute allé habiter immédiatement la maison qu'il avait fait bâtir rue de Sèvres, si, dans cette construction, il n'eût dépassé sensiblement ses ressources pécuniaires. Pendant quelques années, il se vit obligé de louer cette habitation qu'il s'était préparée comme une agréable retraite. Située en face des Incurables, elle a disparu et a été remplacée par des édifices plus modernes. M. Duplessis a eu la bonne fortune d'en trouver, au département des Estampes, une vue à vol d'oiseau qu'il a reproduite dans les *Nouvelles Archives de l'Art français*¹. C'est, comme on peut le voir, un véritable hôtel, de dix fenêtres de façade, élevé de deux étages au-dessus du rez-de-chaussée, entre cour et jardin, avec une aile en retour d'équerre sur le jardin et de nombreuses servitudes dans la cour. Le jardin, qui s'étend jusqu'à la rue du Cherche-Midi, alors appelée du Chasse-Midy, est vaste et dessiné à la française. On s'explique parfaitement qu'une construction de cette importance ait été pour le propriétaire une lourde charge qui a pesé sur une partie de son existence. La portion du faubourg Saint-Germain choisie par Gaignières pour s'y installer était peu habitée vers la fin du xvi^e siècle; le terrain devait y être bon marché. La création de l'hospice des Incurables, situé à peu près au milieu de la rue de Sèvres, ou de Sève, sur le côté nord, avait, dès 1637, commencé à peupler ce quartier, jusqu'alors occupé par des cultures maraîchères. Les troubles de la Fronde avaient interrompu ce mouvement, qui ne reprit ensuite qu'avec lenteur. En effet, dans le plan de Nicolas de Fer, qui donne la situation en 1697, tout le côté méridional

1. Année 1874-1875. Nous la donnons, grâce à l'obligeance de M. Duplessis,

de Sèvres, en face les Incurables, entre les rues Saint-aujourd'hui de l'Abbé-Grégoire, et Saint-Romain, appa-qu'à la rue du Chasse-Midy, aujourd'hui du Cherche-Midi, aucune construction. Cependant, l'hôtel de Gaignières était justement en face des Incurables, mais il était probable-ment seul. Dans le plan de La Caille de 1714, il ne paraît pas que ce n'est que sur celui de l'abbé de Lagrive, en 1724, que se figurent, dans l'îlot compris entre les rues de Sèvres, de Maur, du Cherche-Midi et de Saint-Romain, deux hôtels dont les bâtiments donnent sur le côté méridional de la rue de Sèvres et dont les jardins vont jusqu'à celle du Cherche-Midi. De ces deux hôtels, celui dont le plan ressemble davantage à la vue que par Boudan est le plus voisin de la rue Saint-Romain. On y trouve l'entrée, la cour, les communs, le bâtiment principal sur le jardin et le jardin lui-même, de forme allongée, donnant sur la rue du Cherche-Midi. Cette maison était donc à l'origine sur le terrain occupé aujourd'hui par l'établissement des Incurables.

Gaignières dut se consoler un peu de l'insuccès de son projet de conservation des monuments, en continuant à enrichir ses collections et en disposant toutes ses richesses dans sa belle résidence de Sèvres. Germain Brice, dans sa *Description de Paris*, donne sur ce cabinet, tout en taisant le nom du propriétaire, une notice intéressante à reproduire :

Une grande maison de l'autre côté de la rue (de Sèvres, en face les Incurables) est fort remarquable par la distribution des appartemens et par le bas qu'elle contient, et par les agréments qu'elle reçoit de son jardin, un des plus réguliers et des plus agréables de Paris.

Le maître, à qui cette maison appartient, occupe le plus bel appartement qu'il a décoré de très beaux meubles, de drap d'or et de tapisseries rares. Il ramasse, depuis fort longtemps, un cabinet sans cesse croissant où l'on considère qu'il contient une infinité de choses concernant tous les siècles qui ne se trouvent point du tout ailleurs. Il est rempli d'une très grande quantité de portraits de toutes les personnes célèbres, laissant quelque nom, dont le nombre monte à 27,000, entre lesquels il y en a de très rares, plusieurs topographies enrichies des singularitez de chaque pais ; avec ces choses, un grand nombre de livres, d'estampes, de cartes, de plans de ville, de batailles,

de pompes funèbres, de carrousels, de tournois, de ballets et de fêtes galantes.

Le même cabinet fournit les dessins des plus considérables tombeaux, de même que des vitres des plus belles églises de France, copiées très fidèlement avec leurs couleurs, ce qui n'a pu se faire sans bien des peines et de la dépense, et dont personne, jusqu'ici, ne s'étoit encore avisé, quoique, d'ailleurs, cette recherche, à l'examiner de près, ait de grandes utilitez pour les généalogies et pour les fondations.

On verra dans le même lieu plusieurs volumes d'anciennes écritures originales de quantité de personnes illustres, Rois, Reines et Princes, qui ont signez de leur propre main à des traites, à des donations ou à des contrats de mariage; ce qui n'est pas inutile pour l'éclaircissement de l'histoire.

On estime, entre les autres raretez de ce cabinet, un portefeuille, rempli de portraits en miniature de tous les princes de l'auguste maison d'Autriche, peints par une très excellente main.

Mais une des choses les plus singulières et des plus rares, au sentiment de bien des gens, est un recueil de toutes les modes d'habit que l'on a portez en France, à la cour et à la ville, depuis le règne de saint Louis jusqu'à présent, pour toutes sortes de personnes, jusqu'à la livrée, tirées de diverses peintures anciennes avec un fort grand soin.

Comme rien ne manque icy de tout ce que la curiosité la plus avide peut désirer, on y verra une nombreuse suite de jettons et un amas de jeux de cartes dont on se servoit il y a au moins deux cents ans, fort différentes de celles d'à-présent.

Entre les portraits, on estime celui du roi Jean, peint sur bois, du temps de ce bon Roy qui fut fait prisonnier par les Anglois à la funeste bataille de Poitiers, et un petit tableau sur cuivre, de l'ouvrage de Porbus, qui représente un bal magnifique, où toute la cour d'Henri III danse devant le Roy, pour les noces d'un de ses favoris.

La galerie à l'extrémité de l'appartement est remplie, depuis le haut jusqu'en bas, de quantité de portraits des chevaliers de l'ordre du Saint-Esprit, depuis son institution.

Les personnes les plus illustres du royaume sont souvent venues voir ce grand amas de singularitez instructives.

Ce cabinet a été donné au Roy en l'année 1744¹.

1. Germain Brice, *Description de la ville de Paris*, 6^e édit. Paris, Fournier, 1713, in-12, t. III, p. 116 et suiv.

Voilà un tableau assez fidèle, quoique incomplet, du cabinet de Gaignières; nous en possédons un second de ces mêmes collections, alors qu'elles étaient à l'hôtel de Guise. Il est dû à un Anglais de passage à Paris en 1698, Martin Lister, qui écrit en parlant de Gaignières : *Ce gallant homme est la courtoisie même et une des plus curieuses et industrieuses personnes de Paris*. Ce dernier tableau est encore moins complet que le précédent, notre Anglais s'intéressant surtout aux choses d'Angleterre; il a d'ailleurs été publié par MM. Delisle et Duplessis¹.

Quoique émanées de contemporains, ces descriptions donnent une idée très imparfaite de l'abondance et de la richesse des collections réunies par Gaignières. Sa vaste demeure de la rue de Sèvres était remplie de livres, de manuscrits, de tableaux, de portraits peints, gravés et dessinés, de reproductions de verrières et de tombeaux, de médailles, de jetons et de curiosités de toute sorte. Ces objets, si divers, avaient un caractère commun. Ils étaient surtout français et concernaient toutes les branches de l'histoire de France. C'est là ce qui distinguait le cabinet de Gaignières de ceux de ses contemporains, principalement formés d'œuvres de l'antiquité ou même de l'extrême Orient.

Il serait superflu d'insister ici sur la valeur et l'intérêt des manuscrits et des pièces historiques, après ce qu'en a dit M. Léopold Delisle, dont l'autorité en ces matières est hors de pair². M. Duplessis a donné, de son côté, un aperçu suffisant des collections iconographiques entrées à la bibliothèque du Roi. Mais il ne parle des tableaux, qui furent vendus il est vrai, que pour dire qu'on n'en trouve pas l'inventaire³.

Plus heureux que notre savant devancier, nous avons découvert la liste complète des tableaux et portraits qui se trouvaient dans le cabinet de la rue de Sèvres, lors de la donation faite au roi par Gaignières en 1711⁴. Cet intéressant document énumère 1,096 peintures qui témoignent de l'étendue des recherches de Gaignières et du bonheur qui les a souvent couronnées.

1. Delisle, *Cabinet des manuscrits*, t. I, p. 341, d'après une ancienne traduction conservée dans le ms. fr. nouv. acq. 340. — Duplessis, p. 11 du tirage à part de *Gaignières et ses collections*.

2. *Cabinet des manuscrits*, t. I, p. 347 et 348.

3. *Gaignières et ses collections iconographiques*, p. 5 du tirage à part, en note.

4. Elle se trouve à la Bibl. nat., Clair. 1032, p. 645-673 et 705-718 (minute), et Clair. 1047, fol. 8-26 (copie). On en donnera le texte à l'appendice.

On n'y compte guère que des portraits, et ils n'étaient certainement pas tous originaux, surtout ceux des chevaliers du Saint-Esprit, au nombre de 345 ; mais ils sont indiqués trop succinctement pour qu'on puisse se faire une idée exacte de leur valeur artistique. Les mentions qui accompagnent quelques-uns d'entre eux suffisent à prouver que le goût si français de notre collectionneur n'avait point dédaigné nos vieux maîtres, alors tombés dans un injuste oubli. Comme ils portent tous au dos un cachet en cire rouge aux armes de Colbert de Torcy, ainsi que nous l'avons dit précédemment, à propos du portrait du roi Jean, il sera désormais facile de les reconnaître dans les collections publiques ou privées, et de rendre au cabinet de Gaignières tous ceux que l'on avait jusqu'ici attribués à celui du grand Colbert.

Le catalogue du musée de Versailles, rédigé avec tant de soin par M. Soulié, énumère une trentaine de portraits avec l'indication du cachet de Colbert, à la collection duquel ils sont attribués. A l'époque où écrivait M. Soulié, cette attribution était très plausible, et il a fallu la rencontre que nous avons faite du mémoire de Clairambault et de la note autographe de Colbert de Torcy pour en démontrer la fausseté.

Grâce à l'extrême obligeance de M. de Nolhac, conservateur au musée de Versailles, qui a bien voulu faire démonter, à notre demande, un panneau de petits portraits de la fin du xvr^e et du commencement du xviii^e siècle, nous avons constaté sur quelques-uns d'entre eux la présence du cachet révélateur. Nous citerons ceux de François de Lorraine, duc de Guise, n° 3211 du catalogue du Musée ; Anne d'Este-Ferrare, duchesse de Guise, n° 3212 ; Maximilien II, empereur d'Allemagne, n° 3215 ; Claude Gouffier, marquis de Boisy, grand écuyer, n° 3225. Il doit y en avoir trente-six, avec le cachet de Colbert au dos.

Au Louvre, M. Villot a négligé de mentionner cette particularité dans son catalogue ; mais, sur nos indications, M. Durrieu, conservateur des peintures, a eu l'obligeance de faire décrocher quelques petits portraits, au dos desquels nous avons retrouvé le cachet de Colbert, notamment à ceux d'Élisabeth d'Autriche, n° 108 du catalogue du Louvre ; de Henri II, n° 112 ; de Jacques Bertaut, n° 117 ; de Louis de Saint-Gelais, seigneur de Lansac, n° 118 ; de Diane de France, n° 119 ; de Jean Babou de la Bourdaisière, n° 121, etc.

Parfois le cachet est tombé, et il ne reste plus qu'une trace de

cire rouge, comme au portrait de Claude de Beaune, duchesse de Roannez, n° 125; mais l'identification ne paraît pas douteuse. Tout vestige de ce cachet a même dû parfois disparaître, surtout lorsque le tableau a été parqueté à neuf, ainsi qu'il est arrivé au portrait de Juvénal des Ursins, baron de Trainel, n° 652, que nous croyons provenir de Gaignières.

Il est moins facile d'arriver à connaître les portraits de même origine qui se trouvent dans les collections particulières. Nous signalerons cependant, chez M. le duc d'Aumale, celui du bâtard de Bourgogne, qui porte le cachet de Colbert et que nous trouvons sur notre liste au n° 19; il n'est vraisemblablement pas le seul à Chantilly. Citons encore, chez M. le marquis de Biencourt, au château d'Azay-le-Rideau en Touraine, le portrait du duc d'Alençon, n° 24 du catalogue de l'exposition de Tours en 1890.

Il devait s'en trouver également dans la curieuse collection, aujourd'hui malheureusement dispersée, du château de Chenonceau. Sans doute il en subsiste encore dans différentes mains un assez grand nombre que leur petite dimension aura fait conserver, malgré le discrédit où étaient tombées ces œuvres de notre vieille et charmante École française.

Comme on le verra plus loin, tous les tableaux et portraits furent vendus après la mort de Gaignières, au mois de juillet 1717, sauf le portrait du roi Jean, réservé pour la bibliothèque¹, et l'Assomption de l'Albane, remise, par une décision du Régent, à M. le duc de Noailles. Ceux qui se trouvent dans les musées publics ne peuvent donc y être entrés que par suite de rachats ou de donations. Cependant, deux au moins font exception : ce sont ceux de Charles IX et de sa femme Élisabeth d'Autriche, aujourd'hui au Louvre, que l'on sait avoir été rapportés de Vienne, en 1809. Leur présence dans la capitale de l'Autriche ne surprendra pas ceux qui n'ignorent pas que le prince Eugène de Savoie, grand amateur, faisait faire à Paris des acquisitions d'objets d'art, à l'époque où fut mis en vente le cabinet de Gaignières; peut-être ces deux peintures ne firent pas seules ce long voyage. Ces portraits, dans le catalogue dressé après la donation de Gaignières, sont simplement qualifiés d'originaux, sans indication de noms de peintre. Ils sont si beaux,

1. Ce portrait est aujourd'hui à la Bibliothèque nationale, exposition de la galerie Mazarine, armoire X, n° 1.

que d'excellents juges ont cru pouvoir les attribuer à François Janet.

Le rédacteur de ce catalogue qui fut, comme on verra, Clairambault, a été du reste assez sobre d'attributions pour qu'on puisse avoir quelque confiance dans celles qu'il a faites. Probablement même, il ne jugea pas digne d'une mention spéciale nombre de ces vieux petits portraits recueillis par Gaignières, qui nous seraient aujourd'hui si précieux. Il suivait en cela le goût de son temps, qui ne prisait guère les œuvres de notre vieille École, si l'on en juge par les prix plus que modestes auxquels furent adjugées des œuvres exquis, qu'aujourd'hui l'on couvrirait d'or. Nous avons eu la bonne fortune de rencontrer, non seulement le catalogue des portraits de Gaignières, mais encore les prix d'adjudication à la vente qui suivit son décès. On sait combien est rare, pour cette époque, un document de cette nature ; aussi le donnerons-nous dans l'appendice. Nous avons relevé sur le catalogue deux Janet, six Corneille (sans doute Claude), huit Porbus, trois Van Dick, deux Paul Brill, un Van Schupen et un Mignard. Ces deux derniers peintres sont les seuls contemporains de Gaignières, et l'on a vu que le Van Schupen, qui représentait le duc de Bourgogne, était un cadeau de ce prince. Les Janet, qui seraient de François, peuvent être considérés comme fort douteux ; les autres attributions paraissent mériter plus de confiance. Nombre de peintures sont simplement dites originales, sans aucune attribution. Parmi elles, plusieurs devaient être de ces maîtres du xvi^e siècle complètement oubliés au xviii^e, et dont les noms nous sont, de temps en temps, révélés par les chercheurs et les fouilleurs d'archives. On peut se faire une idée de la valeur de plusieurs de ces portraits anonymes par ceux que l'on connaît à Versailles, au Louvre et chez quelques particuliers. Leur nombre ira sans doute en augmentant, maintenant que l'on sait que les peintures portant au dos un cachet rouge, avec la coulèvre de Colbert, proviennent du cabinet de Gaignières. On se convaincra de plus en plus que, si les recherches et les acquisitions de notre collectionneur ont eu principalement un but historique et iconographique, le goût et le sentiment artistique ne lui faisaient pas défaut, et qu'il eut souvent la main singulièrement heureuse.

Outre des portraits peints, Gaignières possédait des portraits dessinés aux crayons de couleur, qu'on appelait au xvii^e siècle des pastels. Cette portion de ses collections étant la moins con-

nue, mais non la moins curieuse, il nous sera permis d'y insister un peu.

On sait quelle fut la vogue des crayons pendant le *xvi^e* siècle; il était alors d'usage d'en composer des albums analogues aux recueils de photographies qu'on rencontre si fréquemment aujourd'hui dans les familles. Cette vogue ne dépassa guère le premier tiers du *xvii^e* siècle, et l'on verra dans quelle piètre estime ils étaient tenus à la fin du règne de Louis XIV. Il n'y a guère plus de trente ans que le bel ouvrage de M. Niel a ravivé le goût de ces productions légères et charmantes. Actuellement on les recherche avec passion, mais le nombre des heureux qui parviennent à s'en procurer est fort restreint. Bien qu'il en ait été, au *xvi^e* siècle, immensément produit par les peintres et les dessinateurs de tout rang, depuis le premier jusqu'au dernier, on ne trouve plus guère aujourd'hui de ces anciens albums que dans quelques dépôts publics, et chez de très rares particuliers privilégiés, trois ou quatre environ.

Le département des Estampes de notre Bibliothèque nationale est incontestablement le cabinet le plus riche en productions de ce genre. Longtemps négligés, ces curieux recueils ont été récemment l'objet d'une étude complète et magistrale de la part de notre confrère M. Henri Bouchot¹. On trouve réunis dans ce précieux dépôt plus de 800 crayons, dont 150 sont des œuvres hors de pair, dit M. Bouchot qui s'y connaît bien. Plus de la moitié, il est vrai, provient d'acquisitions ou d'accessions assez récentes; à la fin du *xviii^e* siècle, la liste donnée dans la *Bibliothèque de France* par les continuateurs du père Lelong, en 1775, en compte à peine 300. Or, la plus grande partie de cet ancien fonds provient de Gaignières, comme nous allons le prouver. C'est encore là un des titres de notre collectionneur à la reconnaissance des *curieux*.

L'inventaire dressé par Clairambault, après la donation, constate la présence, parmi les collections de la rue de Sèvres, de cinq portefeuilles de crayons, ou plutôt de cinq albums, tous, sauf le dernier, étant désignés *livres en blanc reliés en veau*. Le premier contenait 135 portraits²; le second, 90; le troisième, 8;

1. *Les Portraits aux crayons des XVI^e et XVII^e siècles*. 1 vol. in-8°. Paris, Oudin, 1884.

2. L'inventaire n'en annonce que 133, mais il y en a bien 135.

le quatrième, 27, et le cinquième, 19¹, ce qui fait un total de 279 crayons, nombre qui approche sensiblement de celui de 300 possédés par la Bibliothèque vers 1775. Or, les cinq portefeuilles de Gaignières sont entrés dans ce dépôt. Il n'est point en effet question d'eux dans la vente; ils sont au contraire portés comme livrés à la Bibliothèque, et nous établirons, dans l'appendice, qu'ils s'y trouvent encore aujourd'hui à peu près au complet. Les crayons qui manquent auront été perdus par suite du peu de soin qu'on a pris de dessins, tombés alors dans un tel discrédit que l'estimation qui fut faite des objets donnés par Gaignières porte *cinq livres* pour les cinq portefeuilles²! Les listes données dans notre appendice et les constatations que l'on peut faire au département des Estampes édifieront complètement les connaisseurs sur le goût des estimateurs choisis par M. de Torcy, ou plutôt par Clairambault³.

Les portraits gravés, qui montaient à près de 26,000, renfermés dans 210 cartons, avaient été recueillis plus peut-être comme documents historiques et iconographiques que comme œuvres d'art; un grand nombre cependant se distinguaient par leur beauté ou leur rareté.

Gaignières, chez qui le poids de l'âge se fit sentir d'assez bonne heure, passa les dernières années de sa vie dans sa belle demeure de la rue de Sèvres, s'occupant à disposer et à mettre en œuvre à sa manière les trésors amassés avec tant de soins et une si louable ardeur. Non pas qu'il semble avoir jamais ambitionné la célébrité que peut donner l'érudition; son but principal étant d'amasser des matériaux pour les savants et les artistes. Mais, comme le dit M. Delisle : « Il ne faudrait pas s'imaginer « qu'il se soit contenté d'amasser et qu'il ait entièrement laissé à « d'autres le soin de choisir et de classer. Il avait entrepris la « rédaction de catalogues raisonnés, et toutes les pièces qu'il

1. Bibl. nat., Clair. 1040, fol. 265-273, n° 132-136 des grands portefeuilles.

2. Bibl. nat., Clair. 1032, p. 446-447, n° 1161-1162 de l'Inventaire. Au milieu du xvii^e siècle, les portraits aux crayons valaient encore cinq ou six livres la pièce, d'après M. Bouchot, ouvrage cité, p. 28. On voit combien ils avaient baissé, car ici on ne les estime pas deux sous chacun.

3. Dans le Clair. 1032, p. 248, M. de Torcy écrit le 27 mai 1715 à Clairambault : « L'intention du Roy n'estant pas de garder les tableaux, il faut les faire « estimer par des peintres habiles affin de les vendre ensuite. » — Nous voyons dans la même lettre que de Troy fut un de ces estimateurs. Espérons, pour son honneur, qu'il demeura étranger à l'estimation des crayons.

« avait rassemblées, soit en original, soit en copie, avaient une
 « place déterminée dans le cadre qu'il s'était tracé, et qui, s'il eût
 « été rempli, eût présenté, classés méthodiquement, les documents
 « biographiques et iconographiques se rapportant aux membres
 « de la maison royale et à tous les personnages qui jouent un rôle
 « important dans nos annales religieuses, civiles et militaires¹. »

C'est au milieu de ces agréables occupations que les infirmités, s'accroissant de plus en plus, vinrent avertir Gaignières qu'il lui faudrait bientôt quitter ses chères collections. Effrayé à la pensée qu'elles pourraient être dispersées après lui, désireux de les conserver à la postérité, il crut ne pouvoir mieux assurer leur intégrité qu'en les donnant à la France, c'est-à-dire au roi.

Comme il n'était pas dans les usages de l'ancienne monarchie que le roi acceptât un pur don de la part d'un de ses sujets, et que, d'ailleurs, Gaignières était loin d'être riche, dans l'acte de donation, qui est du 19 février 1711, M. de Torcy, ministre d'État, stipule, au nom de Sa Majesté, que, pour indemniser le donateur, il lui sera fourni un contrat de constitution de rente de 4,000 fr., plus, en argent comptant, 4,000 fr., et en outre, après son décès, « vingt mil livres à ceux en faveur desquels ledit
 « sieur de Gaignières en aura disposé, ou à ses héritiers ou ayans
 « causes². »

En cédant à de telles conditions toutes les richesses si laborieusement acquises, Gaignières faisait un acte incontestable de désintéressement et de patriotisme. Nous lisons en effet dans un mémoire adressé, peu de temps avant la mort de Gaignières, à M. de Torcy par le marquis de Puitsieux :

« Monsieur le marquis de Torcy n'ignore pas que le feu
 « roi Guillaume avoit offert cinquante mille écus du cabinet de
 « M. de Gainière, que M. le duc d'Orléans en a voulu donner
 « quatre-vingt mille livres; que M. de Gainière n'a voulu
 « entendre à aucune de ces propositions, mais qu'il n'a pu refu-
 « ser au désir que feu Monsieur le Dauphin a témoigné d'avoir le
 « cabinet en question³, malgré le tort que ce traité faisoit à son
 « unique héritier, M. le marquis de Blanchefort, petit-fils du

1. *Cabinet des manuscrits*, t. I, p. 351.

2. Bibl. nat., Clairambault 1032, p. 5-7. — Cet acte a été publié en entier par M. Duplessis, p. 14 du tirage à part.

3. Le duc de Bourgogne mourut le 18 février 1712, un an après la donation de Gaignières.

« marquis de Puyzieulx¹. » Suit une demande de réversion d'une partie de la pension sur M. de Blanchefort, demande qui ne paraît pas avoir été accueillie.

Comme il arrive trop souvent, la générosité de Gaignières mal récompensée. A dater de la donation faite, les tracasseries de toutes sortes ne lui furent pas épargnées, à l'insu du roi il est vrai. Plus d'une fois, elles durent faire regretter au donateur sa détermination qu'il avait prise. Le principal auteur de ces tracasseries, on pourrait dire de ces persécutions, fut un ami de Gaignières, Clairambault, généalogiste des ordres du roi, chargé par Torcy de dresser un inventaire des objets cédés, comme était le confident du donateur, qui n'avait communiqué le secret de cette convention qu'à deux de ses amis : Clairambault et un autre personnage que nous croyons bien être le fidèle Coulanges, d'après une lettre de celui-ci, où nous lisons ce passage :

Votre cabinet mérite bien l'immortalité, et pour y parvenir vous ne pouviez mieux faire que de le joindre à celui de Sa Majesté ; et je souhaite fort que, tant que vous vivrez, Elle vous donne largement des marques de la reconnaissance qu'Elle en doit avoir ; le président mérite bien. Je vous remercie par avance, Monsieur, de la grâce que vous voulez bien me faire de me dire comment tout cela s'est passé ; vous ne pouvez en faire confidence à personne qui prenne plus d'intérêt que je fais en tout ce qui vous regarde, qui vous estime et vous honore plus que je le fais aussi, ni qui soit plus sincèrement plus tendrement que je le suis votre très humble et plus obéissant serviteur².

Le brouillon de l'inventaire était terminé le 24 mars 1711 et reçut quelques additions postérieures, à mesure que l'on découvrait des objets oubliés. On voit, par les lettres de Clairambault à Torcy et par les réponses du ministre, qu'on se défiait de Gaignières qui, disait-on, voulait donner à des tiers des manuscrits compris dans la cession faite au roi. Il est même question, dans un mémoire de Clairambault, de faire interdire Gaignières³. On soupçonnait aussi ses domestiques, et l'on s'inquiétait si for-

1. Bibl. nat., Clair. 1032, p. 45.

2. *Lettres de M^{me} de Sévigné et de ses amis*, t. VIII, p. 168. Édition in-12. Paris, Hachette, 1865.

3. Bibl. nat., Clair. 1032, p. 57.

4. Id., 1032, p. 157.

ce qui pourrait arriver entre le moment de sa mort et l'apposition des scellés, qu'un agent, désigné par le lieutenant de police d'Argenson, fut chargé d'épier l'instant fatal et d'empêcher le pillage qu'on redoutait¹. Ces suspicions n'étaient pas faites pour adoucir la fin du vieillard, tourmenté par les agents du roi et, dans les derniers temps, par ses propres parents. M^{me} veuve de Chaugy-Mussigny, Barbe de Blanchefort, la plus proche parente de Gaignières, excluait les autres héritiers, mais elle devait céder ses droits à son petit-neveu, le jeune marquis de Blanchefort, dont la mère, fille du marquis de Puysieux, se rend auprès de Gaignières moribond, qu'elle croit pillé par ses valets. Elle est, à son tour, soupçonnée par Torcy, qui craint qu'elle ne détourne certains des objets donnés au roi, ce qui amène une lettre fort noble du marquis de Puysieux pour repousser cet injuste soupçon². Une note de Clairambault le laisse cependant subsister en partie; mais ce personnage semble avoir joué, en cette circonstance, un fort vilain rôle. A travers ses démonstrations de zèle pour le service du roi, on devine un homme mû par des sentiments personnels singulièrement égoïstes. Il convoitait depuis longtemps le magnifique cabinet de la rue de Sévres, et, lorsqu'après la mort de Gaignières il fut désigné par Torcy pour le mettre en ordre et choisir les pièces destinées à la Bibliothèque du Roi, Lancelot, un de ses amis, lui écrivait, dès le 7 mars 1715 : « Enfin, vous voilà le maistre, ou peu s'en faut, d'un des plus « grands dépôts qu'il y ait. Il me semble déjà, Monsieur, vous « voir nager en pleine eau, ou plutôt vous abandonner à ce travail assidu et opiniastre dont vous êtes si fort le maistre³. » On verra que Clairambault se regardait si bien comme le maître des collections de Gaignières qu'il crut pouvoir s'en attribuer une partie.

Poussé sans doute par Clairambault, M. de Torcy crut même devoir prendre des mesures extraordinaires pour la conservation des objets légués au roi. Sur un ordre de lui, M. d'Argouges de Fleury, lieutenant civil de la ville, prévôté et vicomté de Paris, se transportait, le 21 février 1715, rue de Sévres, où il trouvait Gaignières « au second étage, en robe de chambre, assis dans un « fauteuil, au coin de son feu, dans un très grand abattement et

1. Bibl. nat., Clair. 1032, p. 29.

2. Id., 1032, p. 53. Lettre du 22 février 1715.

3. Delisle, *Cabinet des manuscrits*, t. I, p. 354.

« foiblesse¹. » Après avoir donné connaissance de sa mission, il descendait avec le valet de chambre Rémy dans les galeries et cabinets, en faisait fermer les portes et remettait les clefs à Rémy, avec défense de s'en dessaisir et de laisser entrer personne dans lesdites galeries. Ces précautions ne paraissent même pas suffisantes; le surlendemain 23, toujours sur un ordre de M. de Torcy, remis par Clairambault, M. d'Argouges revient rue de Sèvres, cette fois accompagné du commissaire Le Trouy Deslandes, à qui il enjoint de se transporter dans lesdits lieux, le lundi suivant, de fermer exactement et sûrement les portes et fenêtres des appartements, et de faire placer à chaque porte d'entrée deux serrures à différentes clefs, dont l'une restera entre les mains du commissaire et l'autre entre celles de Rémy. Conformément à cette injonction, le commissaire Deslandes, escorté d'un serrurier et d'un maçon, procède, pendant trois journées entières, à cette opération bruyante, dans laquelle on mit en place des barres de bois et de fer, et qui dut péniblement impressionner le pauvre vieillard, si affaibli qu'on puisse le supposer². C'était, on en conviendra, une singulière récompense de sa générosité que cette sorte de *saisine* avant décès!

Ces tribulations allaient avoir une fin. Gaignières, qui ne pouvait plus marcher depuis le 25 décembre 1714, expirait le 27 mars 1715, à sept heures et demie du soir, comme nous l'apprend la lettre suivante, écrite le lendemain même à Clairambault par la maréchale de Noailles :

Ce jeudi matin.

(Une autre main a ajouté au-dessous : 28 mars 1715.)

J'apprens, dans le moment, Monsieur, que M^r de Gaignières est mort d'hier au soir à sept heure et demie; ces gens ne m'ont point avertie, je vous prie de me mander sy vous avés esté chés luy, ou sy vous avés commis quelqu'un pour faire les choses nécessaires pour que rien ne s'esgarast, et sy Monsieur le lieutenant civil y a esté. Je suis surprise qu'il ne m'ait rien fait dire, car il m'avoit promis qu'il me feroit savoir ce qui arriveroit. Je vous supplie, Monsieur, de m'instruire, je vous en seray très obligée. J'auray l'honneur de vous voir.

La Maréchalle DE NOAILLES³.

(Suscription :) A Monsieur, Monsieur de Clérambaut.

1. *Nouvelles Archives de l'Art français*, année 1874-1875, p. 267 et suiv.

2. Bibl. nat., Clair. 1032, p. 65 et suiv.

3. Id., 1032, p. 221.

La maréchale avait un intérêt particulier à être bien informée. Il se trouvait chez Gaignières un paquet à son adresse contenant des lettres de l'abbé de Vertot¹, qui semble avoir excité sa très vive sollicitude. Nous lisons en effet dans une lettre de Clairambault à Torcy, du 9 avril 1715 : « Madame la mareschalle de « Nouailles vous tombera sur les bras, si elle ne l'a desjà fait². » Elle assista à l'inventaire.

Gaignières avait fait, le 17 décembre 1714, un testament par lequel il légua à Barthélemy Rémy, son valet de chambre, le fidèle compagnon de ses travaux, 10,000 livres, outre ses gages à 200 livres par an; à Françoise Lécuse, sa cuisinière, 4,000 livres, outre ses gages à 120 livres par an; à Louis la Poule, dit Champagne, son laquais, 3,000 livres, outre ses gages également de 120 livres³. Ces legs absorbant presque les 20,000 livres données par le roi, son héritier n'avait à recueillir que sa fortune personnelle, évaluée par Clairambault à 5,000 ou 6,000 livres de rente. Comme les pensions viagères formaient plus du tiers de ce revenu, on voit que cette fortune était fort médiocre.

Dans les registres de la paroisse Saint-Sulpice, détruits par la Commune en 1871, nous avons pu examiner, autrefois, l'acte de décès de Gaignières dont Jal a donné l'analyse. Il y est dit âgé de soixante-dix-sept ans environ, ce qui est un peu exagéré, puisqu'il était né en 1642. Les témoins sont : messire Charles de Chal, seigneur de Conevaisnes, président en l'élection de Beaujolais, cousin du défunt, et François Dupin, intendant des affaires de M^{me} la princesse.

Une heure après la mort de Gaignières, les scellés étaient mis, lisons-nous dans un mémoire de Clairambault à Torcy⁴; l'agent aposté par d'Argenson avait scrupuleusement rempli sa mission. Toutes les collections furent transportées dans une maison de la place des Victoires, sous prétexte qu'elles seraient plus

1. L'abbé de Vertot doit être compté parmi les correspondants érudits et lettrés de Gaignières. Il était avec lui dans des termes tels qu'il lui écrit, à l'hôtel de Guise : « La semaine prochaine, j'yre m'enfermer un jour entier avec « vous, si vous l'avés agréable. » Bibl. nat., ms. fr. 24991, fol. 482.

2. Bibl. nat., Clair. 1032, p. 233.

3. Id., 1032, p. 39.

4. Id., 1032, p. 227. — Le procès-verbal de l'opération commencée par Le Trouy Deslandes le 27 mars 1715, sur les neuf heures du soir, se trouve dans le ms. 1032 de Clairambault, p. 167 et suiv.

à proximité de la Bibliothèque du Roi. Or, cette maison appartenait précisément à Clairambault, chargé du triage et des inventaires. Cette particularité, rapprochée du fait que le cabinet de ce dernier se trouva renfermer à sa mort plus de cent volumes évidemment sortis de celui de Gaignières¹, laisse planer de graves soupçons sur la probité du généalogiste des ordres du roi. Au cours même de l'opération du triage, les portefeuilles de modes furent portés à Marly, sans doute pour essayer d'amuser le vieux roi accablé de tristesse, et qu'à une époque plus prospère M^{me} de Maintenon, qui le connaissait bien, appelait déjà l'*inamusable*. Ce fait nous est attesté par divers passages des lettres de Torcy et de Clairambault, et par les articles suivants du *Mémoire de la recette et dépense pour le cabinet de M. de Gaignières* :

Du 8 juin 1715, au sieur Chastellain, pour une rame de papier au nom de Jésus, pour coller les modes envoyées en 12 grands volumes au Roi à Marly 40 l. 15 s.

Du 15 juin 1715, au sieur Boudan, pour aider à coller les modes portées à Marly 6 l.².

D'après une lettre de Torcy, du 27 mai 1715³, on devait faire deux lots des manuscrits : le premier, de toutes les affaires de négociations, lettres, mémoires, traités, depuis la paix de Ver vins, devait être porté au Louvre, à la secrétairerie d'État du ministère des affaires étrangères ; le second, contenant tous les autres manuscrits, de quelque nature qu'ils fussent, était réservé pour la Bibliothèque du Roi. Nous ne voyons pas que ce projet de division ait été réalisé ; tous les manuscrits paraissent avoir été déposés à la Bibliothèque.

Quant aux imprimés, une partie, la moindre sans doute, fut attribuée au cabinet des affaires étrangères ; une autre fut recueillie par la Bibliothèque royale. La troisième, comprenant les doubles et les livres déjà possédés par cet établissement, fut livrée aux enchères. Les tableaux, les porcelaines et celles des estampes et

1. Delisle, *Cabinet des manuscrits*, t. I, p. 355.

2. Bibl. nat., Clair. 1032, p. 308-309. — En marge d'une lettre de Clairambault à Torcy, du 19 juillet 1715 (*Ibidem*, p. 257), on lit, de la main de ce dernier : « Le Roy a parcouru plusieurs des portefeuilles que vous m'avez envoyés. » Il s'agit évidemment ici des modes portées à Marly.

3. Bibl. nat., Clair. 1032, p. 245.

médailles, qui ne pouvaient servir à combler les lacunes existantes dans les séries du Cabinet du Roi, eurent le même sort.

Cette dispersion des richesses recueillies par Gaignières était fâcheuse à tous égards. La vente surtout ne se comprend pas, malgré la pénurie du Trésor. Décrétée par arrêt du Conseil d'Etat du 6 mars 1717¹, elle eut lieu le mercredi 21 juillet de la même année et jours suivants, ainsi que nous l'apprend l'affiche placardée sur la porte de la maison habitée par Clairambault :

VENTE DE LIVRES, ESTAMPES ET TABLEAUX.

Le public est averti que le mercredi, 21 juillet 1717, depuis huit heures du matin jusqu'à midy, et depuis trois heures jusqu'à sept du soir, et jours suivants, il sera procédé à la vente des livres, portraits, estampes, porcelaines, médailles, jettons, tableaux et autres curiositez, provenant du cabinet de feu Monsieur de Gaignières, à la place des Victoires, dans la maison de Monsieur de Clairambault, où pareilles affiches seront sur la porte².

Faite par Denis, huissier du conseil, sous l'autorité de M. Tachereau de Baudry, maître des Requêtes, la vente produisit, avec quelques sommes accessoires, 16,761 livres 14 sous, qui servirent en grande partie à payer les frais nécessités par la rédaction des inventaires, le transport et l'installation des collections. Le reliquat, montant à 5,569 livres 8 sous 9 deniers, fut remis entre les mains du garde du Trésor royal. C'était un bien mince résultat pour cette déplorable opération³.

Dans la somme totale de la vente, les livres figurent pour 3,410 livres 18 sous; les estampes, pour 1,661 livres 14 sous; les jetons, médailles et curiosités, pour 1,581 livres 11 sous 3 deniers; les tableaux, pour 7,646 livres 17 sous, sans compter vingt-deux copies de grands portraits vendues à M. de Caumartin le 31 mai 1715, ayant produit 638 livres, et 720 livres 19 sous provenant de jetons d'argent vendus le 1^{er} juillet⁴.

Bien que les inventaires eussent été communiqués aux gardes de la Bibliothèque du Roi, il ne paraît pas que l'on ait pris la peine de confronter les éditions des livres, ni les épreuves des

1. Bibl. nat., Clair. 1032, p. 259. Placard imprimé chez J. F. Knapen.

2. Id., 1032, p. 288-289.

3. Id., 1032, p. 327-331.

4. Id., 1032, p. 329.

estampes, et il est très probable que plusieurs des objets vendus n'étaient pas des doubles.

Nous avons rencontré¹ un état abrégé de ce cabinet que nous reproduisons ici comme pouvant donner une idée de l'abondance et de la valeur des richesses de toute nature rassemblées par Gaignières.

On compte dans la section des manuscrits 2,407 volumes estimés 24,060 livres; vingt-quatre portefeuilles de modes coloriées, contenant 2,231 pièces, estimés 2,400 livres; trente et un portefeuilles de tombeaux dessinés, 3,100 livres; cent trente-trois portefeuilles de géographie et de topographie, et deux cent dix de portraits gravés, estimés ensemble 8,375 livres.

Tous les manuscrits et les portefeuilles de modes et de tombeaux furent gardés; mais on se contenta de choisir dans les deux articles suivants cent dix-sept portefeuilles de géographie et cent de portraits gravés ou dessinés; le reste fut vendu.

La seconde section comprenait deux mille neuf cent dix volumes imprimés, estimés 5,000 livres; deux globes de Coronelli, 100 livres; six médailles d'or, 55 livres; cent vingt-six monnaies d'argent, 300 livres; trois mille deux cent trois jetons d'argent, 2,040 livres; onze cent soixante-neuf jetons de cuivre, 85 livres; porcelaines, etc., 190 livres 10 sous; six cent quatre-vingt-treize tableaux et portraits, 4,807 livres; trois cent cinquante-cinq chevaliers du Saint-Esprit, 533 livres. Le total de l'estimation se monte à 51,046 livres; mais les évaluations sont évidemment très faibles, même pour le temps.

Les articles du cabinet de Gaignières, remis à la Bibliothèque royale, ont formé, avec la donation de d'Hozier, le premier fonds du cabinet des titres et généalogies. Ils y sont restés jusqu'en 1740 et ont été alors répartis trop arbitrairement entre les différents départements de la Bibliothèque, où ils se trouvent encore aujourd'hui. Il y manque cependant ceux qui ont été volés vers 1780. Quant aux seize portefeuilles de dessins actuellement à Oxford, et dont la Bibliothèque possède depuis peu des copies, nous doutons qu'ils aient disparu à cette époque, comme on le pense généralement. Ils sont probablement sortis beaucoup plus tôt de la collection. Ils ne paraissent pas avoir fait partie des dessins portés à Marly en juin 1715.

1. Bibl. nat., Clair. 1032, p. 263.

avance des legs faits par Gaignières à ses domestiques
 du à de longs et scandaleux débats. M^{me} Barbe de Blan-
 veuve de M. Auguste de Chaugy-Mussigny, seule et
 éritière sous bénéfice d'inventaire, qui n'avait pas encore
 droits au jeune marquis de Blanchefort, attaqua la vali-
 testament, comme fait à une époque où Gaignières ne
 pas de toutes ses facultés. A sa requête, une ordonnance
 nierry, lieutenant civil, en date du 11 janvier 1716,
 t une enquête pour constater l'état d'esprit du testateur
 la rédaction de l'acte. Des dépositions des témoins, qui
 de concorder, il résulte que, dès la seconde moitié
 les facultés du donateur étaient fort affaiblies. Cepen-
 ne parvint point à faire casser le testament, et ces tristes
 terminèrent par une transaction formulée dans un arrêt
 il d'État, du 23 octobre 1717, décidant que :

expédié et délivré des ordonnances de comptant de pareille
 40,000 l.) sur le garde du trésor royal, scavoir : une de
 au profit de ladite dame de Blanchefort¹, au nom et comme
 sieur François-Philippe de Blanchefort, son fils.....; audit
 ne autre somme de 40,000 l.; et auxdits La Poulle et
 chacun une de 4,500 liv., conformément à la transaction
 re eux et ladite dame de Blanchefort audit nom.....².

le valet de chambre et le copiste de Gaignières, eut donc
 entier; mais ceux du laquais et de la cuisinière furent
 e moitié; tous les trois, du reste, perdant leurs gages
 ne pareille transaction, imposée à d'humbles serviteurs,
 chez M^{me} de Blanchefort et chez le marquis de Puitsieux,
 peu de délicatesse ou une grande gêne.

l'abord, les gazettes du temps ne parlèrent ni de la mort
 ères, ni de sa donation au roi. Le Fèvre de Fontenay,
 du *Mercure*, s'étant adressé à ce sujet à M. de Torcy,
 réponse suivante :

A Versailles, le 43^e avril 1715.

eu, Monsieur, votre lettre du 42^e avril. Vous pouvez parler

rs de l'instance, M^{me} de Chaugy-Mussigny avait cédé ses droits suc-
 une marquis de Blanchefort, et celui-ci, étant mineur, est représenté
 et tutrice.

at., Clair. 1032, p. 322.

de la mort de feu M^r de Gaignières dans l'un de vos premiers *Mercur*es, et faire mention, si vous le jugez à propos, de sa naissance, de son mérite et de ses qualitez personnelles; mais il ne convient pas que vous parliez de la disposition qui a esté faite de son cabinet.

Je suis, Monsieur, tout à vous,

DE TORCY¹.

Le *Mercur*e garda le silence à cette époque; c'est plus de deux ans après qu'on lit dans le numéro de juillet 1717, le mois même de la vente, le passage suivant :

Monsieur le Chevalier de Gaignières, qui avoit ramassé avec beaucoup de soin et de dépense une suite très curieuse d'estampes et de portraits de tous les rois, princes et autres personnes illustres dans toute sorte de genre, a laissé, en mourant, son cabinet au Roi; entre les pièces les plus remarquables, on y voit le portrait du roi Jean, fait de son vivant. C'est le plus ancien tableau qui nous soit resté en France.

Sans doute la consigne avoit été levée. Le *Journal des Savants* et la *Gazette* de Renaudot furent encore plus discrets que le *Mercur*e; il n'y est pas question de Gaignières ni de sa donation.

Tel fut François-Roger de Gaignières, dont nous avons essayé de faire revivre la physionomie, en laissant la parole à ceux de ses contemporains qui l'ont pratiqué². Ce que nous savons de ses collections, malheureusement dispersées, surtout ce qui subsiste à la Bibliothèque nationale, permet de juger de ses goûts sérieux et variés, mais particulièrement tournés vers les choses et les monuments de la patrie. Ses hautes et précieuses amitiés, sa généreuse donation témoignent de l'élévation de son caractère, de la distinction et de la culture de son esprit, de la bonté de son cœur, de la sûreté et de la douceur de son commerce. Nous pouvons donc nous faire une idée de sa personne morale; elle est tout à son avantage.

Mais il nous est impossible de nous le représenter au physique.

1. Bibl. nat., Clair. 1032, p. 225.

2. Nos extraits de la correspondance de Gaignières sont loin de donner une idée complète de l'étendue et de l'importance de ses relations. Un choix, fait avec discernement parmi les trois ou quatre mille lettres qui la composent, pourrait donner lieu à une publication fort intéressante, analogue à celle de M. Tamizey de Larroque sur Peiresc, qui fut un précurseur de Gaignières.

Jusqu'à présent, on ne connaît aucun portrait de cet homme, qui a rassemblé une aussi étonnante quantité de portraits de tous les âges, et pour le cabinet duquel tant de personnages illustres s'étaient fait peindre. Le seul renseignement positif que nous possédions à cet égard est consigné dans une lettre de d'Hozier, qui, en lui recommandant un parent, ajoute : « Il est des mieux faits « du régiment, car il est aussi grand que vous¹. »

Gaignières était donc de haute taille, et il est vraisemblable que, dans sa jeunesse et pendant son âge mûr, il a dû faire honneur au bien que le bon abbé de Marolles disait de *ses grâces et de sa beauté*, alors qu'il sortait de l'enfance.

Ce sont là les traits caractéristiques que devra offrir tout portrait au bas duquel on pourra être tenté quelque jour de mettre le nom de Gaignières.

Charles DE GRANDMAISON.

(*La fin prochainement.*)

1. Bibl. nat., ms. fr. 24987, fol. 421.

REGISTRE

DE BARTHÉLEMI DE NOCES

OFFICIER DU DUC DE BERRI.

(1374-1377.)

Le registre publié ici fait partie des archives municipales de Clermont-Ferrand. Dès le commencement du ^{xvii}^e siècle, nous le voyons mentionné dans l' « Inventaire général des tiltres qui sont dans les archives de la maison commune de la ville et cité de Clermont, par Georges Bunyer... MM. François Savaron... Étienne Dalmas, s^r de Mondésir... et Jean Dufraisse... cloz le 8 juillet 1617¹. » Voici les lignes qui lui sont consacrées :

Dans le second banc des archifs au sac coté : Esleuz du Roy... Un petit livre faisant mention comme monseigneur le duc de Berry et d'Auvergne estoit à Nonnette, faisant bastir le chasteau, le 3 fevrier 1373, fist faire advis des finences de tous ses pays en la présence de son conseil, et en la recepte dudit advis au chef des assignations se recognoist que la cour des esleuz des aydes et le receveur se tenoient à Clermont, en ces mots : du receveur des aydes de Clermont pour reste d'une assignation de huit mil francs, 3,333 francs.

Audit livre est le vidimus d'unes lettres faisant mention comme le Roy avoit donné audit seigneur duc la rançon d'un Thomas de Parry, chevalier anglois qui estoit grand capiteyne, et le chasteau de Lexignen, que les Anglois avoient pris ; et pour les frays faits par ledit seigneur, le Roy lui donna la somme de quarente sept mille francs d'or à prendre sur le fait des aydes qui ont eu cours ès diocèses de Bourges, Clairmont et S^t Flour. (Fol. 27 v^e et 28.)

1. Archives municipales de Clermont-Ferrand.

Pour bien comprendre cette analyse, il faut se reporter à l'époque où vivaient les rédacteurs ; la rivalité entre Clermont, Riom et Montferrand était dans sa force, et chaque ville se disputait avec passion le siège des juridictions royales. Ces préoccupations ont laissé leurs traces dans cet inventaire. Georges Bunyer a vu surtout qu'il y avait à Clermont des élus du roi en 1374. De nos jours, le même document a été signalé par M. Mazure, l'un des auteurs des *Fors de Béarn*. Dans son *Auvergne au XIV^e siècle*¹, p. 322, il lui consacre les lignes suivantes : « Un petit registre in-4^o des lettres particulières du duc à divers princes de sa famille, plus particulièrement étrangères à la France. » C'est une allusion aux lettres ayant trait au mariage de Bonne de Berri et d'Amédée de Savoie.

Ce registre est un in-4^o de 0^m253 de hauteur sur 0^m190 de largeur. Il contient cinquante-trois feuillets de papier ; le filigrane est une sorte de gantelet avec une seule gaine pour les quatre doigts, sauf le feuillet 7, dont le filigrane est le train de devant d'un bouc issant, pour employer un terme de blason ; il est recouvert d'une feuille de parchemin, lequel porte diverses mentions, très probablement de la main de celui, quel qu'il soit, qui a écrit l'inventaire de 1617 : « Les esluz du Roy estoient à Clermont l'année 1373, vérifié » ; d'une écriture postérieure : « Six », et enfin d'une écriture moderne, celle de M. Mazure probablement : « A. a I. » En outre, sur une fiche autrefois collée à la première page avec un pain à cacheter, on lit ces mots en caractères du XVIII^e siècle ou de la fin du XVII^e : « Sac... cote... (les chiffres sont déchirés). Registre contenant recette, assignation, dépense, gages et pensions des officiers du Roy pour remercier le duc de Berry de ses exploits », et au-dessous, probablement de la même main : « Sac esleuz du Roy. » En copiant la note ci-dessus, nous ne nous chargeons point d'en expliquer le sens.

Les cinquante-trois feuillets ne sont pas tous remplis. Il existe de nombreux blancs. Les pièces ne sont point transcrites dans l'ordre chronologique, et le registre a certainement été commencé sur divers points au lieu d'être mené de la première page à la dernière. L'écriture est soignée, sauf en quelques courtes mentions, où la hâte est visible ; il est à noter que le latin est médiocrement rendu. Le nom du rédacteur nous est livré par un

1. Clermont, Auguste Veyasset, 1845.

passage du feuillet 31. On y lit ces mots : « Copie de la certification que j'ay donnée audit Jehan Regnaut de ce que Monseigneur lui doit. » Suit la teneur de la certification terminée par : « Ainssin signé : B. de Noces. » B. de Noces est donc le nom de celui qui vient de parler de lui à la première personne, par conséquent de celui qui tenait la plume. Sans pouvoir l'affirmer absolument, nous croyons que toute l'écriture est de la même main.

Ce Barthélemi de Noces fut un agent très employé du duc de Berri, dans les comptes duquel son nom reparait souvent. Il semble avoir été originaire de Saint-Pourçain, alors une des bonnes villes d'Auvergne, quoique profondément enfoncée dans le Bourbonnais. Il était donc du groupe nombreux des Auvergnats attachés à la fortune du duc de Berri, auprès duquel il occupa des postes divers. Notre registre (XXIX) nous le montre, le 15 novembre 1372, lieutenant du trésorier général du duc, Raymond Coustave¹, très probablement son compatriote, charge

1. Sur la vie de R. Coustave et sur beaucoup d'autres points, je dois à l'obligeance de mon confrère M. Gabriel Ledos de très nombreux renseignements, tous ceux notamment qui sont tirés des Archives nationales; qu'il me permette de lui en exprimer ici ma reconnaissance. — R. Coustave était d'une famille d'Auvergne. Audigier (extraits d'Audigier, bibliothèque de Clermont-Ferrand, manuscrits 587-9, tome I, fol. 159 v^o et suivants) donne d'assez longs détails sur ce personnage et sa descendance; les auteurs postérieurs n'ont fait que répéter ce qu'il a dit. D'après lui, R. Coustave fut receveur général du Languedoc et capitaine de Clermont. Il avait épousé une femme appartenant à la famille Fauchier et fut anobli par le duc de Berri, anoblissement confirmé par le roi en 1369. Dans les écrits restants d'Audigier, nous n'avons point les preuves des faits qu'il avance; il ne nous paraît cependant pas probable qu'il se soit trompé sur R. Coustave, puisque son récit est confirmé sur un point par les lettres de Charles V (septembre 1369, Sainte-Catherine, près Rouen), confirmant l'anoblissement de R. Coustave par le duc de Berri à Clermont en juin de la même année (JJ. 100, n^o 20). Raymond Costavol, « prudens vir, civis et burgensis Claromontensis, » arrêté comme coupable d'assassinat à la requête de Dalmas de la Garde, procureur de l'évêque de Clermont, fut renvoyé innocent et absous par Durand Boynert, lieutenant de Bertrand de Rochefort, gouverneur de la juridiction et justice temporelle de Clermont, le 1^{er} janvier 1375 (Arch. nat., JJ. 106, n^o 275). Mais s'agit-il du même personnage? Même sans tenir compte de la différence d'orthographe, il faut remarquer que plusieurs membres de la même famille ont pu porter le même prénom; le trésorier du duc de Berri n'était pas le seul Coustave existant à Clermont au XIV^e siècle. Durand Coustave y était drapier en 1371 (Arch. nat., KK. 251 *passim*). — Quoi qu'il en soit, notre Raymond Coustave était trésorier du duc de Berri

qu'il exerçait encore le 3 novembre 1373 (XXX). Mais il n'en était plus pourvu à partir au moins du 8 mai 1375 (XXVII); il prend alors le titre de secrétaire et clerc de la chambre sur le fait des finances du duc de Berri (XXXV). A moins de lui supposer un homonyme, il avait en outre la charge de chancelier et tenant le sceau de la baillie des montagnes d'Auvergne. Son nom paraît en cette qualité dès le samedi après la Saint-Jean 1374¹ et s'y retrouve en 1380, 1381 et 1385² et jusqu'au 30 avril 1395³. Mais en même temps il poursuivait sa carrière dans les finances. En janvier 1376, Charles V l'anoblit par lettres datées de Vincennes et à la prière du duc de Berri, à la personne duquel notre registre le montre attaché jusqu'à la fin de l'année suivante. Le 26 août 1381⁴, il était trésorier des guerres; il l'était également en 1382⁵. Enfin, d'après M. A. Tardieu, il était trésorier de la Basse-Auvergne en 1389⁶. On vient de

dès 1370 (Arch. nat., KK. 251, fol. 20 et *passim*). Il avait par jour deux francs de gages (KK. 252, fol. 79 v°). La famille Coustave se perpétua assez longtemps à Clermont (Audigier). M. A. Vernières m'a signalé un passage des épitaphes de Gaignières (Bibl. nat., ms. français n° 8230) sur un tableau de la cathédrale de Clermont, où Jean Coustave, chanoine de cette église, était représenté à genoux devant saint Michel; au bas était son épitaphe, portant qu'il était mort en 1447. D'après le même manuscrit, les armes des Coustave se trouvaient tant au bas de ce tableau qu'en plusieurs autres chapelles; elles portaient : au premier et au quatrième d'or au casque de sable, au deuxième et au troisième vairé d'or et de sable. Notons encore que Raymond Coustave est appelé Coustanc dans l'*Histoire du Languedoc*, édit. Privat, t. X, col. 1648.

1. *Archives généalogiques de la maison de Sartiges* (Clermont-Ferrand, Ferdinand Thibaut, 1865), p. 51. Par une erreur évidente, B. de Noces est là dénommé : « Ballivus Montanarum Arvernie, » au lieu de : « Tenens sigillum in ballivia... » erreur qui pourrait faire douter de l'exactitude du résumé et partant de la date.

2. Voici à l'appui quelques extraits des archives de Saint-Flour. Nous les devons à l'obligeance de M. le président M. Boudet : « Stephanus Chailada locum tenens boni et discreti viri Bartholomei de Nossis burgensis Sancti Portiani, cancellarii et tenentis sigillum in baillia Montanarum Arvernie pro excellentissimo principe, domino duce Biturie et Arvernie comiteque Pictavensi... die xviii maii, anno millesimo trecentesimo octuagesimo primo » (Arch. municip. de Saint-Flour, chap. ix, art. 2, n° 2). — « Bartholomeus de Nubciis burgensis Sancti Portiani cancellarius ac tenens sigillum in Montanis Arvernie » (acte du 12 septembre 1385, Arch. municip. de Saint-Flour, chap. iv, art. 6, n° 8).

3. *Archives généalogiques de la maison de Sartiges*, p. 53.

4. *Histoire du Languedoc*, édit. Privat, t. X, col. 1655.

5. Bibl. nat., pièces originales, dossier Duruif, n° 2.

6. *Histoire de Clermont-Ferrand*, t. 1, p. 479.

voir qu'il vécut au moins jusqu'en 1395, si le B. de Noces de la haute Auvergne et le nôtre ne font qu'une même personne. Il paraît avoir été l'artisan de sa fortune, car il avait un parent, peut-être un frère, qui exerçait les humbles fonctions de sergent de la ville de Montferrand. Nous trouvons en effet les mentions suivantes dans le livre de comptes des consuls de cette ville en charge de mai 1385 à mai 1386¹ : « Item par Nicholes Mercier, sirvent, par ce que Thomas de Noces estoit alés vers Barthelomi de Noces qui donat à diner à Monseigneur le Sénéchal... 11 s. » Ceci devait se passer peu après le 7 juillet. Il est vrai que, vers le 9 octobre, nous trouvons : « Item pour Steveni Rey, sergent de Messire de Berry, pour ce qu'il fesoit les exécutions, pour ce que Thomas ne voloit point servir. » Dans les diverses pièces que nous avons citées, le nom de Noces est écrit de plusieurs manières, mais toujours reconnaissable. Dans les titres des archives de Saint-Flour, c'est de *Nocis* et de *Nubciis* ; c'est sans doute cette dernière forme qui, par erreur de copiste ou d'imprimeur, est devenue *Nubiciis* chez M. de Sartiges. Le même auteur traduit en français ce nom par de Nuptes et l'*Histoire du Languedoc* par des Nottes. Il n'est pas douteux que de Noces soit la bonne forme, puisque c'est celle qui a été employée par le personnage lui-même ; à défaut même de cette preuve topique, la manière dont le nom est latinisé suffirait à le démontrer.

Nous allons voir que ce registre est une sorte de mémorial pour l'usage personnel de son auteur. Cependant sa présence dans les titres des élus du roi, et de là dans les archives de la ville de Clermont, s'explique sans peine. Il est facile de croire qu'il y aura été apporté avec d'autres pièces concernant la charge de trésorier de la Basse-Auvergne exercée par B. de Noces. Quoi qu'il en soit, notre document commence par un budget dressé à Nonette le 4 février 1374 (n. st.), et finit par une note du 29 décembre 1377 concernant des sommes dues à Alain de Garnapy, tailleur du duc de Berry. Tout le contenu tient entre ces deux dates. Il s'y trouve bien la reproduction de pièces antérieures, mais d'après des vidimus donnés pendant cette période. Il pourrait y avoir difficulté pour trois pièces, mais nous pensons qu'elles ne font point exception. L'une, du 16 décembre 1373, est la copie d'une certification de ce qui était dû à Hugues de Froideville,

1. Arch. municip. de Clermont-Ferrand, fonds de Montferrand, en classement.

maréchal d'Auvergne, pour ses services en Poitou; mais il est ajouté que c'est un duplicata, la pièce primitive étant perdue; l'autre est une certification de ce qui était dû à un certain Guillaume Esnier, alias Chaperoir, en novembre 1373; mais la pièce elle-même n'est point datée; la troisième enfin est encore une certification pour des sommes dues au maire de Poitiers, Jean Regnaut, en date du 16 décembre 1373; mais elle se trouve avec d'autres pièces et actes concernant le même personnage et aboutissant à un règlement en date du 8 mai 1375. Il serait inadmissible que l'on eût pris un registre neuf pour y inscrire à intervalles éloignés trois brèves mentions de comptes. Nous concluons donc que la note concernant Hugues de Froideville a été inscrite pendant un des séjours du duc en Auvergne, postérieurement au 4 février 1374; celle qui concerne Jean Esnier, pendant que le duc était en Poitou, après la même date et probablement en mai 1374, et celle qui concerne J. Regnaut, à la même époque, avec les autres pièces de son compte.

Nous croyons donc pouvoir admettre que notre registre a servi du 4 février 1374 au 29 décembre 1377, c'est-à-dire pendant quatre ans environ. Il contient des pièces de nature fort diverse, et il est très probable que, non la communauté de matière, mais la communauté d'origine, les a réunies. Nous avons là sans doute une sorte de mémorial à l'usage de B. de Noces, qui aura gardé la copie des actes expédiés par lui ou de ceux dont il lui importait de conserver le souvenir. En faveur de cette opinion, il est à peine besoin de faire remarquer que nous ne pouvons avoir ici qu'une partie infime des actes de la chancellerie du duc pendant quatre ans, et que le nom de B. de Noces revient presque à chaque page. Comme il était clerc de la Chambre aux deniers, il est naturel que presque tous ces actes aient rapport aux finances; mais, comme il était en même temps secrétaire, ce titre explique la présence dans ce registre d'actes ne portant point ce caractère, par exemple les lettres échangées avec la famille de Savoie au sujet du mariage de Bonne de Berri et celle de Charles V. On remarquera à l'appui de cette hypothèse que, dans sa réponse au roi, le duc s'excuse de ne pas lui écrire de sa main, à cause de sa santé; rien n'empêche donc que les lettres dont nous venons de parler aient été écrites par Barthélemi.

Avant d'aller plus loin et de donner une idée sommaire de ce qu'il contient, nous devons dire quelques mots de l'ordre adopté

en publiant ce registre. On sait déjà qu'il a été commencé sur plusieurs points; à certains endroits, on a profité d'un blanc au bas d'une page pour insérer une note tout à fait en dehors du sujet traité avant et après. Il eût donc été sans utilité de conserver l'ordre de la pagination. Nous avons préféré suivre l'ordre chronologique. Pour les vidimus, nous avons pris la date du vidimus, comme se rapprochant davantage du moment de leur transcription; nous avons même fait infraction à cette règle en rejetant un groupe de pièces un peu plus loin que la date ne le comporterait, pour ne point interrompre une série de même nature. Quant aux rares pièces non datées, nous les avons placées suivant la vraisemblance. En tête de chaque pièce, nous avons entre parenthèses indiqué la place réelle qu'elle occupe dans l'original.

Ainsi qu'il a été dit, le premier acte inscrit est un budget du duc de Berri pour l'année 1374 ou un « avis des finances » du duc de Berri pour l'année 1374, dressé à Nonette le 3 février de ladite année (I). Ce travail laisse voir la trace des efforts successifs faits pour l'établir. Il commence par les recettes, divisées en recettes et en assignations du roi; l'importance du second chapitre, si l'on peut employer ce terme, étant beaucoup plus considérable que celle du premier; vient ensuite un avis de la dépense, assez court : la dépense du duc et de son conseil est en un seul article; elle monte à la somme considérable de 30,000 fr., celle de la duchesse et de son fils à celle de 8,200 fr.; les autres articles comprennent quelques gages, 4,080 fr. pour la construction de Nonette, une subvention aux horloges de Bourges, pour leur établissement ou leur réparation sans doute; 1,500 fr. pour le château de Clavers, nous ignorons s'il s'agit d'un achat ou d'une rançon ou d'une construction; puis la somme nécessaire pour dégager deux chapeaux de pierreries en gage à Avignon, etc. Le total monte à 52,720 fr. Mais ce n'est là qu'un premier aperçu. Immédiatement après vient un « avis de gaiges et pensions », lequel est suivi d'un troisième. Après avoir ainsi peu à peu découvert de nouvelles dépenses, le duc ou les gens de son conseil ont sans doute éprouvé le besoin de se livrer à d'autres recherches sur les recettes, et nous en avons une nouvelle évaluation, suivie elle-même de quelques nouvelles dépenses omises. Bref, le total général est, pour les recettes, sans compter 1,396 septiers de blé, de 37,765 fr. $\frac{1}{3}$, et, pour les dépenses, de 78,036 fr. $\frac{1}{4}$; « ainsi monte plus la despense que la recette, 40,271 fr. »; mais,

avec un don de 300 fr. (pour 1,000?) fait par le roi sur les aides du Poitou, don évalué à 27,000 fr., le déficit réel restait à 13,200 fr. en nombre rond. On voit que, si ce budget ne se balançait pas selon les principes d'une bonne économie, il était du moins établi avec une entière franchise. Il ne contredit point en tous cas la réputation de prodigalité donnée au duc par l'opinion commune. Il ne faudra point s'étonner, après une pareille entrée en matière, du nombre des pièces suivantes se rapportant à des opérations de trésorerie, assignations, engagements, cotes mal taillées, etc.

Par ordre de date, après l'avis des finances dressé à Nonette, vient un acte de Clermont, 16 février 1374 (n. st.) (II), par lequel le duc engage à Philippon de la Châtre, et pour sa vie durant, les profits des moulins de Vierzon et quatre tonneaux de vin sur les six qu'il avait à Châteauneuf-sur-Cher; le tout est estimé 50 liv. par an et donné en paiement de 450 liv. dues audit P. de la Châtre. Notre registre ne contient rien depuis cette date du 16 février jusqu'à l'automne de la même année. La série recommence par un acte du 2 octobre (III) qui nous reporte au lendemain de la capitulation du célèbre château de Lusignan, sur laquelle il nous donne quelques renseignements. Il permet d'abord de fixer d'une manière certaine le jour de la capitulation : « heri facta fuit. » Ce fut donc le 1^{er} octobre qu'elle eut lieu. L'acte en question est un instrument notarié par lequel le duc de Berri reconnaît devoir au maréchal de Sancerre 15,000 fr. d'or pour la rançon de Jean Cressewell, capitaine anglais bien connu, l'un des chevaliers de la garnison de Lusignan, mais prisonnier dès le mois de juin de cette année¹; en d'autres termes, le duc se chargeait de payer la rançon due par ce dernier. Pour expliquer ceci, il faut se rappeler qu'alors la rançon des vaincus appartenait aux vainqueurs. Comme général et comme politique, le duc de Berri pouvait trouver préférable d'obtenir, en lui faisant des conditions avantageuses, que la garnison de Lusignan quittât la place plutôt que d'attendre qu'elle fût forcée de se rendre à merci; mais il ne devait point priver son armée du profit qui lui serait revenu dans ce dernier cas. Pour concilier ces intérêts opposés, les Anglais furent bien censés prisonniers des Français, mais ils n'y perdirent rien, car le duc paya leurs rançons, notre texte le dit formellement.

1. Froissart, éd. S. Luce, t. VII, p. LXIV, en note.

Telle était la situation assez singulière faite au duc par les mœurs militaires du *xiv*^e siècle ; il était obligé d'acheter à son armée le droit de terminer par une négociation une opération de guerre. Un détail qui a son prix, c'est que, par les conventions faites entre J. Cressewell et le maréchal de Sancerre, ce dernier devait recevoir 16,000 fr., et qu'il consentit à n'en recevoir du duc que 15,000. Mieux eût valu pour lui avoir pour créancier son ennemi que son-suzerain. Il est vrai que celui-ci avait pu se montrer large en fixant une rançon qu'il savait ne point devoir payer. Pour ne point quitter ce sujet, disons ici qu'une pièce postérieure (XIII) confirme le dire de Thomas Walshingham, que la liberté de Thomas de Percy, pris devant Soubise le 23 août 1372¹, fut une des conditions de la reddition de Lusignan. En effet, dans ses lettres du 3 mars 1375 (n. st.), Charles V rappelle qu'entre autres libéralités envers son frère il a donné la liberté à Thomas de Percy pour la délivrance de Lusignan, alors qu'il eût pu en tirer une grosse rançon.

Trois jours après, le 5 octobre (IV), le duc de Berri ordonnait de payer Guillaume Bonnet, chevalier, chargé de faire les montres et revues des garnisons de Poitou² ; sa commission du 8 avril 1374 est reproduite dans notre acte. Par un procédé dont nous retrouverons d'autres exemples, le duc compose avec lui. G. Bonnet consent à recevoir un mois de gages au lieu de deux qui lui seraient dus. L'acte suivant (V) est une obligation de 6,000 fr. d'or empruntés à Charles V par Guillaume l'Archevêque, seigneur de Parthenay, et Jean Regnaut, maire de Poitiers. Toute cette somme ou sa plus grande partie³ fut cédée par les emprunteurs au duc de Berri et employée à la reddition de Lusignan, comme nous l'apprend la pièce qui suit. Les deux chapeaux de pierreries dont il a été question dans le budget dressé à Nonette étaient revenus d'Avignon. Ascelin de Maches, secrétaire du duc, et Harpin, son valet de chambre, qui étaient allés les chercher, témoignèrent qu'on eût pu les vendre 12,000 liv. Le 5 novembre, ils furent mis en gage chez Denis Gillier, bourgeois de Poitiers, pour la sûreté des officiers du duc, de B. de Noces entre

1. *Hist. Angl.*, p. 317, dans Froissart, édit. S. Luce, t. VIII, p. lxxiv, en note.

2. Froissart, édit. S. Luce, t. VIII, p. xxxviii et 60.

3. L'acte du 5 novembre parle de 5,500 écus et le compte de Jean Regnaut, que nous trouverons plus loin, de 6,000.

autres, lesquels s'étaient faits cautions envers G. l'Archevêque et J. Regnaut. J. Regnaut était maire de Poitiers et chef du parti anglais lorsque la ville se rendit à Duguesclin et au duc de Berri le 7 août 1372¹. On voit que celui-ci ne lui en garda pas rancune. Le prêt fait par Charles V est du 16 septembre, mais nous avons cru devoir le placer à côté de l'engagement des chapeaux de pierreries à Denis Gillier, pour ne pas séparer deux pièces se rapportant au même objet. En outre, cet engagement dut suivre de près l'emprunt du duc de Berri au sire de Parthenay et au maire de Poitiers ; en rangeant donc là l'obligation de ceux-ci envers le roi de France, on la met vraisemblablement à sa place d'inscription dans le registre. L'ordre chronologique amène ici un *vidimus*, en date du 13 novembre 1374, des lettres de Charles V (Paris, novembre 1369), donnant ou plutôt redonnant le Poitou au duc de Berri. Avec les progrès que faisait à ce moment dans cette province la domination française, les occasions ne manquaient point au duc d'avoir besoin de ses titres de propriété, et peut-être est-ce à cause de Lusignan même que ce *vidimus* a été fait (VII).

C'est à ce séjour en Poitou que nous rapportons la mention des sommes dues à Guillaume Esnier, dit Chaperoir (VIII). Nous avons déjà dit les raisons pour lesquelles il nous paraît impossible qu'elle ait été inscrite avant le budget dressé à Nonette ; il est également impossible qu'elle date du séjour fait par le duc en cette province dans l'été suivant, car, lors de l'insertion de cette note, Barthélemi de Noces était lieutenant de Raymond Coustave, ce qu'il n'était plus au mois de mai 1375.

A partir de ce moment, aucune addition ne paraît avoir été faite à notre registre pendant un espace d'environ trois mois ; une nouvelle série de pièces se succédant régulièrement jusqu'au mois de juin recommence, le 11 mars 1375 (n. st.), par un acte notarié assez compliqué entre le duc de Berri, la comtesse d'Étampes et le vicomte d'Harcourt, celui-ci représenté par un écuyer nommé Jean de Bedon (IX). On sait que Louis d'Harcourt, vicomte de Châtellerault, vendit sa soumission au roi de France en novembre 1372². Notre acte se rapporte à l'accomplissement de quelques-unes des conditions de ce traité. La comtesse d'Étampes s'engage à payer à L. d'Harcourt 5,000 fr. d'or restant dus sur

1. Froissart, éd. S. Luce, t. VIII, p. 60.

2. Froissart, éd. S. Luce, t. VIII, p. LV, en note.

les 10,000 fr. que le duc de Berri lui avait promis en traitant de son retour sous l'obéissance royale, et dont 5,000 fr. lui avaient déjà été payés par Charles V. En revanche, L. d'Harcourt rend à la comtesse les terres et châteaux à elle appartenant qu'il détenait encore en Poitou. La part du duc de Berri dans cet acte consiste à donner son consentement à ce que M^{me} d'Étampes entre en possession des châteaux ainsi rendus, et à s'engager à la garder indemne si le roi lui réclamait les 5,000 fr. d'or déjà payés par lui roi au vicomte d'Harcourt. Il semble donc que le roi et, comme apanagiste, le duc de Berri pouvaient prétendre quelque chose sur les terres rendues à la comtesse d'Étampes, et, en y renonçant, le duc échappait à l'obligation, toujours difficile à remplir pour lui, de payer 5,000 fr. d'or. D'autres stipulations accessoires interdisent à la comtesse d'Étampes de déshériter sa fille, M^{me} de Sully, et accordent au duc un droit de préemption si la comtesse d'Étampes venait à vendre ses autres terres, celles qui ne devaient point revenir à sa fille.

Ensuite vient un groupe de pièces plus ou moins connexes qui pourraient s'analyser en deux mots : affectation des ressources obtenues de la générosité du roi au paiement d'une partie des dettes du duc de Berri. Le 26 mars 1375 (n. st.), Charles V accorda à son frère le droit de lever 12 deniers pour livre sur toutes les marchandises vendues en Poitou (X). Le consentement des états de la province est toutefois réservé. Le 3 mars 1375 (n. st.), Charles V avait déjà donné à son frère la somme de 47,000 fr. à prendre sur les aides des diocèses de Reims et de Châlons et sur les arrérages de celles des diocèses de Clermont et de Saint-Flour (XIII). Cet octroi était destiné à remplacer le tiers des aides des diocèses de Lyon, Mâcon, Autun et Chalon-sur-Saône, dont le duc n'avait pas joui, et qui lui avaient été d'abord accordées en compensation de l'Angoumois et de la Saintonge, dont la possession lui avait été donnée, puis retirée. La chronologie exigerait que cet acte fût placé avant les deux précédents; si nous le mettons ici, c'est qu'il nous apparaît entouré d'autres actes postérieurs et dont il est impossible de le séparer. Cette générosité royale fut sans doute pour quelque chose dans la remise au trésorier général du duc, le 14 mars 1375 (n. st.), d'un rôle de dépenses à payer (XI). On y remarque un bassinet et une couronne d'or du poids de deux marcs donnés à l'empereur Charles VI. Non compris cet objet, qui n'est pas évalué en francs, le total

dudit rôle s'élève à 32,800 fr.; mais aucune affectation spéciale de recette n'est jointe à cet état; aussi plusieurs des articles qui y sont contenus se retrouvent dans un autre rôle de dépenses que Barthélemi Spifame s'engagea à payer (XII); mais cette fois le duc lui assignait 34,000 fr. sur les aides que le roi venait de lui accorder (XII). Moyennant cette somme, B. Spifame devait payer 28,183 fr., ce qui laisse encore près de 6,000 fr. pour l'intérêt des avances d'argent. Ce Spifame était un Italien établi à Paris; le nom de sa famille est bien connu dans l'histoire de France. Il a été dit qu'une partie des articles portés sur le rôle donné à Raymond Coustave se retrouve dans celui de B. Spifame. Quant à la nature de ces dépenses, beaucoup sont des remboursements des sommes avancées par les officiers du duc, presque toutes les autres des dépenses de luxe. On trouvera donc là d'abondants renseignements sur les œuvres d'art commandées par le duc de Berri, qui, et à bon droit, intéressent tant aujourd'hui, d'autant plus que les sommes dues à l'orfèvre Symonnet de Dammartin, inscrites pour le total de 2,300 fr. dans le rôle de Barthélemi Spifame, sont détaillées dans un rôle spécial (XIV). Une note nous apprend que le Parlement ne voulut pas enregistrer les lettres contenant l'assignation faite à B. Spifame, parce que, selon l'usage du Poitou, où l'année commençait le 25 mars, le duc les avait datées de 1375, et que, selon l'usage de France, il eût dû les dater de 1374, et les lettres furent refaites à Poitiers le 24 avril. Le duc y était dès le 14, car, ce jour-là, il confirma deux lettres antérieures établissant une rente au profit de P. de la Châtre sur les revenus des eaux et forêts de Berri (XVI). Cet acte est daté : « Le xv^e jour d'avril l'an de grâce mil CCCCLXXIII, selon l'usage de France. » Selon l'usage de France, il y a eu deux 15 avril 1374. Mais le 15 avril 1374 de notre manière de compter n'amènerait point une discordance entre l'usage poitevin et l'usage français; il s'agit donc ici du 15 avril 1375, Pâques, cette année-là, tombant le 22 avril.

Quelques jours après, le duc, accomplissant un vœu fait l'année précédente, constitua une rente d'un marc d'or au profit de l'église de Saint-Germain-des-Près (XVII). Artiste jusque dans sa dévotion, le duc voulut que ce marc d'or fût employé à l'orfèvrerie de l'église. Le vœu ainsi acquitté avait été formé au moment même où se traitait la reddition de Lusignan, comme nous l'apprend la donation, dont les termes montrent l'impor-

tance attachée à cette place. Le préambule est un éloge de saint Germain et raconte une légende relative à son voyage en Angleterre. Tout un passage, depuis ces mots : « et sibi et sociis, » jusqu'à ceux-ci : « dominantur genti Brittorum » est tiré presque textuellement de la Légende dorée¹. On remarquera le curieux emploi que le rédacteur en a fait, et comment, en l'intercalant dans son texte, il arrive à faire descendre Édouard III d'un porcher, mû certes moins par le désir de rehausser la récompense de l'hôte généreux de saint Germain que par celui d'abaisser l'ennemi héréditaire des rois de France.

C'est ici que nous plaçons les lettres échangées entre le comte de Savoie Amédée VI, le comte Vert, et sa femme, d'une part, le duc, la duchesse de Berri et leur fille Bonne, d'autre (XX à XXV), touchant le mariage projeté entre le fils d'Amédée VI, plus tard Amédée VII, et Bonne de Berri, mariage qui s'accomplit en effet. On le fixait généralement au mois de décembre 1376, d'après l'*Art de vérifier les dates*. Il a été réellement célébré le 18 janvier 1377. Une quittance du fiancé, Amédée de Savoie, du 17 janvier 1377², apprend que Charles V avait voulu que le mariage eût lieu le « dimanche suivant. » En outre, dans les comptes du duc de Berri, on trouve cette mention : « ... A Raymont Coustave, trésorier général de monseigneur, pour argent... qu'il avoit baillé à Mad. Bonne le dimanche xvij^e jour de janvier, que elle espousa à Saint Pol, que elle offry à la messe, que luy bailla en sa main Marguerite de Cousy (Coucy) en iii frans lx s. t. »³. Les lettres du comte de Savoie et de sa femme sont respectivement du 6 et du 8 avril, les réponses du duc et de sa famille du 2 mai. Aucune ne porte la date de l'année. Nous les plaçons en 1375, parce que le duc de Berri y parle des guerres du roi qui peuvent retarder le mariage ; or, en mai 1376, il y avait une trêve convenue jusqu'au 1^{er} avril 1377, et il nous paraît que ce serait faire remonter trop haut ces négociations matrimoniales que de les reporter à 1374. En outre, notre registre montre qu'au mois de mai 1375 le duc était à Poitiers, d'où sont datées les lettres en question. Quant à leur texte, il se borne malheureusement aux compliments de style ; l'important fut sans doute dit de bouche par le messager Guillaume de

1. Fol. cvii, col. 4 de l'éd. de Claude Davost, Lyon, 1504.

2. J. 186, 89.

3. KK. 252, fol. 132 r.

Bourbon. Le duc de Berri resta environ deux mois et demi en Poitou, car notre registre contient des actes datés de cette province jusqu'au 29 juin. Ils se divisent naturellement en deux classes : comptes avec divers particuliers; comptes avec les capitaines de différents châteaux. A la première appartiennent plusieurs pièces du commencement de mai, concernant un règlement avec Jean Regnaut, le maire de Poitiers (de XXVI à XXX); d'après des objets fournis, il semble que Jean Regnaut était surtout marchand de draps; cependant on y trouve aussi du vin, un cheval et, à diverses reprises, de l'argent. Il n'est que juste de reconnaître qu'une partie de ces draps et de cet argent avaient été pris pour l'entretien des gens d'armes.

Ce compte est clos le 7 mai. Le même jour, le duc de Berri donna à son chambellan Hervé le Coch les droits appartenant à la charge de connétable et de portier de Cognac, c'est-à-dire les hôtages (XXXII). Ce don paraît avoir été fait pour remplacer un droit pareil dont le donataire avait joui sur la ville de Saint-Jean-d'Angély. Le lendemain, nous trouvons un mandement au receveur de Berri, Guillaume de Saint-Germain, pour qu'il paie les gages de 50 liv. dus à Philippe de la Châtre comme maître des eaux et forêts de Berri, quoique, par suite de l'absence du trésorier général et de ses lieutenants, l'exécutoire manque aux lettres de retenue (XXXII).

Viennent ensuite les comptes avec divers capitaines de châteaux du Poitou. Celui de Jean de Contes, capitaine de Chizé, est assez compliqué (XXXIII à XXXVI). On y voit qu'aucune montre et revue n'avaient été faites à Chizé depuis le 17 mars 1374. Le compte se règle par une cote mal taillée, et à l'avenir, à partir de la Saint-Jean prochaine, Jean de Contes se paiera avec les revenus de la châellenie de Villeneuve dont il est nommé châtelain. Dans son mandement, le duc prévoit le cas où le receveur de Poitou ne pourrait payer entièrement la somme due. Avec une dépense excédant la recette, un pareil état ne doit point surprendre. Aussi dans les mandements du duc, après l'ordre de payer, la restriction : « Ou faites tant qu'il s'en tiengne pour content » revient fréquemment. Cette affaire fut réglée le 10 mai.

Deux jours après avoir écrit au comte de Savoie, le duc de Berri comptait avec Huet Le Prevost, châtelain de Pons (XXXVII). Nous pensons qu'il s'agit ici du château dont Froissart a raconté la reddition (éd. S. Luce, t. VIII, p. 75) à l'armée

française, où se trouvait son seigneur Renaud de Pons. L'acte nous apprend que H. Le Prevost n'en était plus châtelain depuis le 27 avril et nous révèle l'existence d'une ordonnance faite à Niort le 16 octobre 1374, par laquelle plusieurs châtelains, celui de Pons en particulier, avaient été réduits à plus petits gages. Après le compte de Huet Le Prevost, un mois s'écoule sans nouvelle inscription. Ce temps fut employé par le duc à une chevauchée devant Cognac dont les historiens contemporains ont conservé le souvenir. Les Anglais, qui tenaient cette ville, avaient promis de la rendre si elle n'était point secourue avant le mois de juin. Ce fut pour l'occuper que le duc s'y rendit avec Duguesclin, qui venait de délivrer Montmor dans l'île de Ré¹. Dans la prévision sans doute d'une entrée triomphale dans Cognac, la duchesse fit à cette occasion présent d'un chapeau de perles à son mari². Ce fut le 1^{er} juin qu'eut lieu la reddition de cette place. Les comptes de la Chambre aux deniers du duc sont pleins de mentions ayant rapport à cette affaire. Comme concernant des personnages dont nous avons eu à parler, nous mentionnerons un prêt de 800 liv. fait par Denis Gillier, le 24 mai, pour la chevauchée de Cognac³, et un autre fait par Barthélemi Spifame pour la même cause⁴. Notre registre contient une lettre de félicitations de Charles V à son frère (XXXVIII) : après l'avoir complimenté sur sa belle conduite, il ajoute que : « les messages du pape sont venus aujourd'hui de Bruges, » où se trouvent encore les ducs de Bourgogne et de Lancastre, ce qui nous reporte aux négociations qui aboutirent à la trêve du 27 juin⁵. La réponse du duc fut portée par un chevalier du nom de Renaud de Montléon ; beaucoup plus longue, elle ne contient rien à noter, sinon que le duc s'excuse de ne pas écrire toute la lettre de sa main parce qu'il vient d'avoir la fièvre, mais il prévient le roi que son messenger est chargé de lui exposer diverses choses de sa part, « et aussi ledit messire Regnaut a à faire par devers vous pour son fait. » Il est possible que le duc de Berri l'ait chargé de traiter de quelque requête financière, car, le lendemain 13 juin, il envoyait aussi à Paris au chancelier de France et à son procureur le messenger Perrinet, « touchant le fait de

1. *Chronique des quatre premiers Valois*, p. 252.

2. KK. 252, fol. 62 v^o.

3. KK. 252, fol. 43 r^o.

4. KK. 252, fol. 84 r^o.

5. Froissart, t. VIII, p. CXXV, CXXXIV, CXXXV et CXLII.

l'imposition du Poitou¹. » Comme il existe un acte de Charles V confirmant à R. de Montléon des terres confisquées en Poitou sur Robert de Grantonne², il n'est guère douteux que nous ne connaissions l'objet des demandes personnelles qu'il avait à faire.

A Poitiers, le duc s'occupa encore du règlement des dépenses de ses garnisons. Le compte de Léonet de Pannevaire, châtelain de Lusignan (13 juin), est détaillé avec le soin que comporte l'importance de cette forteresse (XL à XLII). En 1374, L. de Pannevaire avait pour ses gages 25 fr. par mois; ses hommes d'armes étaient payés 12 fr. et ses arbalétriers 8 fr.; à la même époque, les arbalétriers de Pons n'étaient payés que 6 fr. On voit donc que leurs gages étaient dépendants en une certaine mesure du risque encouru. Aussi avons-nous déjà vu qu'en octobre 1374 le duc ramena plusieurs châtelains à plus petits gages. Le duc retint ensuite Léonet de Pannevaire à de nouvelles conditions (14 juin). Le nombre des hommes d'armes, en octobre 1374, était de vingt-neuf, et celui des arbalétriers de dix; il avait depuis peu à peu diminué; la nouvelle retenue prévoyait seulement neuf hommes d'armes, dont les uns sont payés 8 fr. et les trois autres 6 fr.; les arbalétriers ne sont plus que trois, payés 6 fr. Cette double diminution, dans le chiffre de la garnison et le chiffre des gages, en dit long sur la sécurité croissante du pays pendant le règne de Charles V.

Nous trouvons ensuite un compte avec un certain Philippon Jaques (XLIII à XLIV). Les dépenses consistent surtout en argent ou provisions avancées pour l'hôtel ou les frais de la guerre. Citons en outre la somme de 38 liv. 7 s. 6 d. pour avoir gardé un certain temps « deux beux, un cerf et les oiseaux » du duc; il s'agit là de quelques-unes de ces bêtes dont nous le savons si curieux. Les oiseaux sont sans doute des oiseaux de volière; la somme est trop petite pour se rapporter à la fauconnerie. En outre, le duc avait à Poitiers un jardinier, comme nous l'apprend le mandement pour payer J. de Montdorin (21 juin) (XLV).

La dernière pièce datant du séjour que fit le duc en Poitou au printemps 1375 est encore une cote mal taillée avec Perceval de Culoigne (XLVI). Le duc promet de lui payer en bloc la somme

1. KK. 252, fol. 72 r°.

2. JJ. 100, n° 117.

de 1,200 fr. Perceval de Culoigne avait rempli diverses missions militaires depuis le mois de novembre 1374, où il avait été engagé pour chevaucher par tout le pays du Poitou pour le défendre ; depuis il avait assisté à la journée de Cognac, toujours avec un certain nombre de chevaliers. Les gages de chevaliers sont comptés à 30 fr. et ceux d'écuyers à 15 fr. ; mais, en somme, P. de Culoigne reçut un paiement en bloc.

Ici finissent les pièces que nous fournit le séjour du duc en Poitou au printemps de 1375. Par ordre chronologique suivent des lettres de rémission accordées à un bouvier de Cebazat près de Clermont, qui, par imprudence, avait causé la mort d'une vieille femme. Cebazat étant en Auvergne, on pourrait, d'après le lieu, supposer que le duc à ce moment-là était dans cette province ; toutefois le nom de lieu est absent de la date. On sait que les lettres du 14 décembre 1357, instituant le duc de Berri lieutenant général en Languedoc, lui concédaient le droit de donner des lettres de grâce¹.

Au mois de mars de cette année avait été réglé un litige existant entre le roi et le duc de Berri au sujet des apanages de ce dernier. Lorsque celui-ci était otage en Angleterre, Charles V, alors régent, avait institué des baillis ou sénéchaux pour y juger des cas royaux. Par ses lettres du 3 mars 1375 (n. st.), il confirma son frère dans la possession de ses apanages, déclara à nouveau que les officiers qu'il y avait établis n'auraient juridiction que sur les cas royaux, et enfin qu'ils ne résideraient point sur les terres du duc (XLIX). Sauf ce dernier point, on ne voit pas trop en quoi cet acte innovait. Toutefois, comme il nous est présenté comme un accord ou une concession, il est probable, ou que les officiers royaux empiétaient sur leurs attributions, ou que leurs fonctions n'étaient pas aussi bien définies que le dit l'exposé des motifs. Dans notre registre, cette pièce est précédée de la donation de l'Auvergne au duc de Berri par le roi Jean, son père (XLVIII). On s'explique assez de voir ces deux pièces jointes à cause de leur connexité, mais nous ne voyons pas à quel moment ni à propos de quoi elles ont été insérées. Elles sont transcrites d'après des exemplaires revêtus de plusieurs formules de vidimus, dont la dernière porte le nom d'Ascelin de Maches, que nous connaissons déjà comme secrétaire du duc, et que nous

1. *Histoire du Languedoc*, édit. Privat, t. X, col. 1134-35.

retrouvons comme garde du sceau établi en Auvergne, c'est-à-dire à Riom, et est datée pour les deux actes du 16 mai 1375. Or, à cette époque, le duc et B. de Noces étaient à Poitiers. On ne pourrait donc la classer à cette date précise, car il faudrait tenir compte au moins du temps nécessaire pour aller de Riom à Poitiers. Devant cet élément d'incertitude, nous avons préféré placer ces pièces après les lettres de rémission de G. de Cerlède. Comme, d'après les formules de *vidimus*, elles ont été copiées pour quelque affaire d'Auvergne, cet ordre a l'avantage de réunir des pièces concernant le même pays, peut-être même de se rapprocher du moment réel de leur inscription dans notre registre, si le duc de Berri est venu dans cette province pendant l'été de 1375. Enfin l'ordre des pièces rédigées en Poitou n'est point coupé par une pièce d'ordre différent. C'est également ici, faute de mieux et par les mêmes considérations, que nous plaçons le duplicata de la quittance de Hugues de Froideville (L).

Ici le registre nous fait sauter brusquement plus d'une année, et nous transporte du mois d'août 1375 au mois de décembre 1376. Le 15 de ce mois, à Mehun-sur-Yèvre, le duc donnait un mandement pour faire payer 400 fr. à Jean de Lussan, gouverneur de Civray (LI). Le texte semble révéler un des expédients financiers dont le duc était coutumier. Les 400 fr. dont il est question étaient primitivement dus à Louis de Saint-Julien pour reste de plus grande somme pour laquelle le duc lui avait d'abord engagé la terre du Blanc. Or, Louis de Saint-Julien était lui-même débiteur de Jean de Lussan. Le duc de Berri se chargea de cette seconde dette, se substituant à Louis de Saint-Julien comme débiteur de Jean de Lussan, celui-ci donna quittance à L. de Saint-Julien, et le duc de Berri manda de payer Jean de Lussan. Ce changement de la personne du débiteur, suivi d'un ordre immédiat de payer le créancier, se comprendrait mal n'était la réserve habituelle : « ou d'icelle le assignez, si et par telle manière qu'il s'en tiengne pour content » ; en fait, le duc à un créancier pressé s'en substituait un plus patient. De la Sale, le 18 décembre 1376, le duc manda de payer 600 fr. à Jean de Bueil, reste de 1,000 fr. dus pour la rançon d'un prisonnier anglais (LII) ; il est probable qu'il s'agit encore là d'une des clauses de la reddition de Lusignan. Les lettres d'attache des gens des comptes du duc pour ce mandement sont seulement du 25 janvier 1377.

L'année 1377 n'est représentée dans notre registre que par deux groupes de pièces. Le premier concerne la donation faite

par Charles V de tous les profits à provenir pour deux ans de la recherche des biens acquis par les ecclésiastiques dans les domaines du duc. Il est à remarquer qu'en faisant ce don le roi pourvoit à la nomination des officiers chargés de faire les recherches et de percevoir les droits. Pierre Berieu ou Berieuf fut chargé à la fois de l'office de faire les recherches et d'être receveur, et il partagea ce dernier office avec Étienne Duchâtel. Comme P. Berieu était de Clermont, il semble bien qu'il était proposé par le duc de Berri, et qu'en retenant pour lui sa nomination le roi n'était point mû par un sentiment de méfiance contre son frère (LIII à LVI).

Avec les dernières pages, nous revenons aux engagements de bijoux que nous avons déjà vus au début. Le 29 janvier 1377, le duc, pour la somme de 6,200 fr., donnait en gage un certain nombre de bijoux soigneusement énumérés à un Florentin demeurant à Paris, nommé Bernard de Chinon. Chose curieuse, cet emprunt était lui-même destiné en partie au paiement de diverses pièces d'orfèvrerie commandées à Simon de Dammartin, et de vaisselle plate (LVII et LVIII). Le duc engageait des bijoux pour en acheter d'autres. Parmi ceux-ci on remarque un reliquaire pour les reliques de sainte Catherine donné à M^{me} d'Orléans; on y voit aussi un bijou donné à la belle-fille du valet de chambre du duc, Harpin, probablement à l'occasion de son mariage. Fidèle à ses habitudes, le duc avait d'abord pour cela engagé un rubis servant d'enseigne à Harpin lui-même. Bernard de Chinon était probablement un changeur; parmi les 6,200 liv. que lui devait le duc entrent en compte certaines pierres précieuses. Ensuite nous voyons le duc descendant purement et simplement chez les usuriers (LIX à LXII), ce qui nous vaut une nouvelle liste de somptueux bijoux. Les uns furent portés, le 8 mars 1377, chez une juive nommée Précieuse, puis, satisfait sans doute de la somme prêtée sur ce gage, le duc en envoya d'autres le lendemain; les uns et les autres devaient être retirés le 1^{er} mai. Mais ils y étaient encore à la fin d'octobre. En fait le duc empruntait à 68 %. Le nom de Précieuse la juive n'est point inconnu; il en est question dans les extraits des journaux du trésor publiés par M. H. Moraville¹.

Nous voici arrivés à la dernière pièce; c'est un compte de quelques sommes reçues par le tailleur du duc, Alain de Garnapy (LXIII). La dernière mention, commençant ainsi : « Item plus

1. *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. XLIX, p. 375.

que je Barthelemi lui baillé ce xxix décembre l'an dit », a le double mérite de fournir une nouvelle preuve que Barthélemi de Noces est bien l'auteur du registre, et une date précise pour le moment où il cessa d'être en usage.

Si, au bout de cette rapide analyse de ce registre, le lecteur désire en avoir une vue d'ensemble, il remarquera qu'il contient cinq groupes de pièces espacés entre le 3 février 1374 et le 29 décembre 1377. Le premier se compose des budgets dressés à Nonette et d'une ou deux pièces secondaires. Un intervalle de plusieurs mois le sépare du second. Celui-ci nous transporte en Poitou de septembre à novembre 1374 ; il est composé de pièces de compte relatives à la reddition de Lusignan. Le registre ne sert plus de nouveau pendant plusieurs mois, mais, à partir du 11 mars 1375, il reçoit de nombreuses pièces jusqu'au 29 juin. Ce troisième groupe forme, à proprement parler, le corps du volume. Pendant ce temps-là, le duc est à Paris, et les actes inscrits sont des libéralités royales, des assignations pour le paiement de diverses dettes, puis à Poitiers, et les actes sont alors des lettres relatives au projet de mariage de Bonne de Berri avec Amédée de Savoie, des comptes avec divers créanciers et aussi avec plusieurs capitaines des places de Poitou. Le quatrième groupe est un peu une dépendance du troisième ; il comprend des lettres de grâce, les vidimus de la donation de l'Auvergne au duc de Berri et d'un accord avec le roi sur les droits des baillis royaux dans ses apanages, pièces indiquant peut-être un séjour du duc en Auvergne. A partir de ce moment, les inscriptions deviennent plus rares, et un intervalle de plus d'un an se passe sans qu'il en soit fait de nouvelles. Le dernier groupe ne comprend que quelques pièces, et il s'étend du 15 décembre 1376 au 29 décembre 1377, on y trouve deux règlements avec des officiers du duc, Jean de Lussan et Jean de Bueil, quelques actes relatifs au don fait au duc de Berri par Charles V touchant les droits de franc-fief dans ses apanages, puis des engagements de joyaux, et enfin une mention touchant les sommes dues à Alain de Garnapy clôt à la fois le registre et sert sans doute de trait d'union avec quelque autre. Elle a été cancellée, et une note marque qu'elle est inscrite ailleurs. Comme elle porte la marque de l'intervention personnelle de B. de Noces, il y aura présomption que le registre où elle se trouvera sera aussi son œuvre.

E. TEILHARD DE CHARDIN.

I (FOL. 4 A 7).

C'est l'avis des finances de monseigneur le duc, de tous ses pais, tant des ordinaires comme extraordinaires, de tout un an, à commencer le premier jour de janvier l'an mil CCCLXXIII, fait de mondit seigneur à Nonnète, le iij^e jour de février ensuivant, en la présence de tout le conseil.

Recepte.

Premièrement, de l'ordinaire de Berry, ij^m frans.

Du tiers des aides de Berri, rabatu ce qui est dehu au receveur, environ viij^m v^e frans.

Des rentes dez blés, rabatues les charges, ij^e xvj septiers.

Du tiers dez aides d'Auvergne, environ viij^m frans.

De l'ordinaire d'Auvergne, environ xij^e frans.

Du grenetier de Riom, des blés, ix^e septiers.

Du grenier de Montferrant, despensé.

Du grenier de Nonnète, des blés, ij^e iiij^{xx} septiers.

De luy en argent, xl l.

Du tiers dez aides de Saint Flour, ij^m ix^e frans.

De l'ordinaire de Poitou, environ iiij^m frans.

Assignacions du Roy.

Du receveur dez aides de Clermont, pour reste d'une assignacion de viij^m frans, iiij^m iiij^e xxxij frans, j tiers.

De luy, pour une assignacion de messire Estienne Roucy, lieutenant de Jehan le Mercier, xij^e frans.

Du receveur des aides du diocèse de Bourges, pour assignacion dudit messire Estienne, viij^e iiij^{xx} xij frans.

Du receveur des aides du diocèse de S^t Flour, pour assignacion dudit messire Estienne, xij^e frans.

Du receveur de Mascon, pour le semblant, ij^m ij^e frans.

De maistre Jehan des Bordes, lesquieulx il doit apourter de Paris, xiiij^e frans.

De la viscontesse de Thoart, mil frans.

De l'aide nouvelle des Montaignes, xiiij^e frans.

De l'aide nouvelle d'Auvergne, ij^m frans.

Somme : xl^m c lxx frans j tiers, et de blés xiiij^e iiij^{xx} xvj septiers.

Avis de la despense dudit an.

Pour la despense de monseigneur ordinaire et extraordinaire et pour les couz et fraiz de son conseil, xxx^m frans.

Pour la despense de madame et de Charles monseigneur, en toutes chouses, environ viij^m ij^e frans.

Au viconte de Chastelleraut, ij^m c frans.

Pour les joyaux de monseigneur qui sont à Avignon, mil frans.

A messire Jaques Loup, pour le chastel de Clavers, m v^e frans.

A Jehan de Lusson, pour ses gaiges, lx frans.

Au sire de Nantoillet, sur ce qui lui est deu pour sa rente de Tous-sains derrenièrement passée, ccc frans.

A messire Pierre de Sémur, iiij^e frans.

Au sire de Bellenave, ij^e xx frans.

A messire Guillaume de Villebeuf, par messire Guischart de Marzé, ij^e frans.

A Guillemin de Nade, c frans.

A maistre Regnaut le fuzicien, v^e frans.

Aux reloges de Bourges, iiij^e iiij^{xx} frans.

Aux charges de l'église de Bourges, iiij^e frans.

Au bastiment de Nonnète, iiij^m ij^e lx frans.

Aux chappellains de monseigneur, ij^m v^e frans.

A eulz sur leurs restes, v^e frans.

lij^m vije xx frans.

Avis de gaiges et pensions pour an.

A monseigneur de Sanceurre, xij^e frans.

A monseigneur le chancelier, mil frans.

A monseigneur de Cousant, viij^e frans.

A monseigneur de Nantoillet, vje frans.

Au chastellain de Nonnète, ij^e frans.

Au trésorier de monseigneur, vje frans.

A Barthélomi de Noces, ij^e frans.

A Colas Mengin, cl frans.

Au paieur des euvres de Nonnète, c frans.

Aux ij clers de la Chambre des comptes, lxiiij frans.

A Jehan le Masle, contrerouleur, l frans.

A messire Guy de Montigny, c frans.

Au vicaire de Clermont, ij^e xl frans.

A messire Guischart de Marzé, vje frans.

Au cardinal de la Tour, v^e frans.

A Jehannin l'orfèvre, iij^c frans.

A Estienne Lanelier, iij^c frans.

A Pierre la Coste, c frans.

A maistre Guy de Domp martin, c frans.

Aux gens des comptes, iij^c frans.

Au chastellain de Vierzon, l frans.

Au chastellain de Mehun, l frans.

Au chastellain de Dun le Roy, l frans.

Au receveur de Berri, c frans.

Au conseil de Paris, viij^{xx} frans.

Aux grenetiers de Riom et Montferrant, xl frans.

Au chastellain de Crèvecueur, l frans.

Au receveur d'Auvergne, c frans.

A Maupas, l frans.

A maistre Jacques le Biccon, xl frans.

Aux trois contrerouleurs des aides de Berri, d'Auvergne et des Montaignes, cl frans.

A Madame Gile de Caumont, iiij^{xx} frans.

A Jehannet du Char, c frans.

vij^m + v^c xxiiij frans.

Somme toute despense : lxj^m ij^c xliij frans.

Ainsi monte la despense plus que la recepte, environ xxj^m iiij^{xx} frans, senz l'aide du Roy que monseigneur doit prendre, de vj^{xx} p. pour moys, et senz les blés, qui montent xij^c iiij^{xx} xvj septiers.

Autre avis d'autre despense de gaiges d'officiers pour l'an devant dit.

A monseigneur de Senceurre, pour ses gaiges, xij^c frans.

A messire le Chancelier, mil frans.

Au sire de Cousant, viij^c frans.

Au sire de Nantoillet, vj^c frans.

A messire Jaques Loup, ij^c frans.

Au trésorier, vj^c frans.

A Barthelomi de Noces, ij^c frans.

A Colas Mengin, cl frans.

A Guiot de la Forge et Thomas de la Chaux, lxiiij frans.

A Jehan Bouton, paieur des euvres de Nonnète, c l^a.

Jehannin le Masle, contreroleur, pour un an, l l^a.

A Jehannin l'orfèvre, pour an, iij^c frans.

1. Le texte porte viij^{xx}. L'addition donne 8564 au lieu de 8524.

A Estienne Lanelier, iij^c frans.
 A maistre Jaques le Breton, xl frans.
 Au vicaire de Clermont, ij^c xl frans.
 A messire Guy de Montigny, c frans.
 A Pierre la Coste, c frans.
 A Denis Gillier, c frans.
 A messire Guischart de Marzé, vj^c frans.
 Aux iij cardinaulz, mil frans.
 A maistre Guy de Dompmartin, c frans.
 Aux chappellains, ij^m v^c frans.
 Aux gens des comptes, iij^c frans.
 Au bastiment de Nonnete, iiij^m ij^c frans.
 Au vicaire de la tour de Bourges, l frans.
 Au chastellain de Vierzon, l frans.
 Au chastellain de Mehun, l frans.
 Au chastellain de Dun le Roy, l frans.
 Au receveur de Berri, l frans.
 Au conseil de Paris, viij^{xx} frans.
 Aux grenetiers de Riom et Montferrant, xl frans.
 Au chastellain de Crèvecœur, l frans.
 Au receveur d'Auvergne, l frans.
 A Maupas pour an, l frans.
 Aux chastellains de la Salle et de Concressaut, sur leurs huiifruicz.
 Aux seneschaux, baillifs, advocas, procureurs et chancelliers, sur les exploiz.

Aux secretaires, sur les émolumens de la chancellerie.

Couz et fraiz par journées¹.

A monseigneur de Sanceurre, pour jour, vj frans.
 A monseigneur le chancelier, pour jour, iij frans.
 A monseigneur de Cousant, pour jour, iij frans.
 A monseigneur de Nantoillet, pour jour, iij frans.
 A mestre Regnaut, pour jour, j franc et demi.
 Au vicaire de Clermont, pour jour, ij frans; pour demi an, iij^c lxx frans.
 Somme : xix^m viij^c lij frans xv s.
 Pour la despense monseigneur, ordinaire et extraordinaire, xxx^m frans.

1. En marge : « Et valant pour an vj^m iij^c liij^{xx} vij frans et demi, mes par avis l'un pour l'autre pourra servir demi an qui valent liij^m c liij^{xx} xij frans et xv s. »

Pour la despense de madame, viij^m frans.

Somme : lviiij^m ij frans xv s.

Pour madame, qu'elle devoit en Berri, environ viij^m frans.

Aux joiaux de monseigneur à paier à présent, mil frans.

Au visconte de Chastelleraut, ij^m c frans.

A Jehan de Lussan, lx frans.

A messire Jaque Loup, m v^c frans.

Pour les vj litz envoyez à Nonnette, iiij^{xx} viij frans demi.

A Jehannet de Brioude, vj^{xx} frans.

A Barthelomi, pour la despense monseigneur depuis qu'il vint en Auvergne, la somme de ij^m ix^c lxx frans.

A monseigneur de Nantoillet, que lui sont deuz pour le terme de Toussains derrenièrement passé, ij^c frans.

A messire Pierre de Sémur, iiij^c frans.

Au sire de Balenave, ij^c frans.

A messire Guillaume de Villebeuf, ij^c frans.

A Guillemain de Nade, c frans.

A Chauvigny, qu'il a surpaié, m v^c frans.

Somme : xviiij^m v^c xxxiiij frans et demi¹.

Recepte.

Le tiers des aides de Berri, valant environ x^m frans.

L'ordinaire de Berri, environ ij^m frans.

Les rentes des blés et des moulins, païés les charges, xviiij^m² froment.

Le tiers des aides d'Auvergne, environ viij^m frans.

Le domaine d'Auvergne, en argent, xij^c frans.

Les greniers de Riom et Montferrant, ix^c septiers de blés.

Froment et avoyne, car celui de Montferrant est despendu ceste année; le blez grenier à Nonnette, xiiij^{xx} septiers.

Item, en argent, environ xl l^s.

Item, plus le grenier de Riom, viij tonneaux de vin qui sont euz donnez à Jehan de Noval les vj.

Item, le tiers des aides du diocèse de Saint Flour, environ iiij^m frans.

Du domaine, nient.

Les exploiz nient, car les officiers s'en paient de leurs gaiges.

1. Le total est ramené au nombre rond, l'addition donnerait 48 frans de moins.

2. La lettre m est peut-être ici l'abréviation de *mu*id.

Assignacion du Roy.

Du receveur des aides de Clermont, de reste d'une assignacion de viij^m frans, iij^m iij^c xxxiij frans.

Dudit receveur, pour assignacion de Jehan le Mercier, xij^c frans.

De Chauvigny, pour assignacion de Jehan le Mercier, viij^c iiij^{xx} xij frans.

Du baille de Saint Flour, pour assignacion dudit Jehan le Mercier, xij^c frans.

Du receveur des aides de Mascon, par semblable assignacion, environ ij^m iij^c frans.

Du subside nouvel des Montaingnes, environ xij^c frans.

Du subside d'Auvergne, ij^m frans.

Somme : xxxvj^m iij^c lxx frans j tiers, et tous bléz xiiij^c iiij^{xx} xvj septiers.

Item, plus, que mestre Jehan des Bordes doit apourter de Paris, xiiij^c frans.

Somme toute : xxvij^m vij^c lxx frans j tiers.

A maistre Regnaut, v^c frans.

Au reloige de Bourges, v^c frans.

En toutes autres charges d'Églises et laiz, environ v^c frans.

Somme toute de despense : lxxvij^m xxxvj frans j quart.

Ainsi monte plus la despense que la recepte, xl^m iij^c lxx frans.

Dont monseigneur prendra sur le Roy, asséné au pais de Poictou, iij^c paiés pour vj mois, qui valent xxvij^m frans.

Et reste xiiij^m iij^c frans.

II (Fol. 23).

Jehan, filz de roy de France, duc de Berri et d'Auvergne, conte de Poitou, de Xantonge et de Engoulesme. A touz ceulz qui ces présentes lettres verront et orront, salut. Savoir faisons que, comme, pour les bons et agréables services que nostre amé Phelippon de la Chastre, mestre d'ostel de nostre très chière et très amée compaignie la duchesse et mestre de noz eaux et forestz en nostre sénéchaussée de Berri, nous a faiz du temps passé, fait encore senz cesser de jour en jour et espérons qu'il nous fera ou temps avenir, et aussi en récompensacion de la somme de quatre cens cinquante livres tournois, que nous lui devons et estions tenuz, et pour la cause contenue en certaines noz autres lettres, lesquelles il nous a aujourduy ren-

dues et mises par devers nous es mains de nostre chancelier, nous à ycellui Phelippon de la Chastre donnons et avons donné par la tenneur de noz présentes lettres pour le cours de sa vie et tant comme il vivra, cinquante livres de terre, à prandre et avoir en la manière qui s'ensuit : c'est assavoir que nous lui baillons et avons baillié noz moulins de Vierzon et les prouffs et émolumens d'iceulz pour la somme de quarente livres tournois, et sur les vj tonneaux de vin que nous prenons et avons acoustumé à pranre et que nous doivent les hommes et habitans de Chastelneuf sur Cher, deux tonneaux de vin chacun an pour dix livres tournois ; lesquieulx noz moulins de Vierzon ledit Phelippon de la Chastre nous a promis et juré et nous¹ en a obligié soy et ses biens et les biens de ses hoirs à les tenir et maintenir en bon estat à ses propres coux et despens, tant comme il vivra. Si mandons et commandons à Raymont Coustave, nostre trésorier général, etc. Donné à Clermont en Auvergne soubz nostre grant seel, le xvi^{me} jour de février l'an de grâce mil CCC LX et treze. Ainssi signé : par monseigneur le duc, présent son conseil, auquel monseigneur le conte de Sencerre, vous et monseigneur de Nantoillet estiés : B. DE NOCES.

III (FOL. XVII ET XVIII).

In nomine Domini, amen. Per hoc presens publicum instrumentum cunctis pateat evidenter, quod, anno ejusdem millesimo CCC^o septuagesimo quarto, indictione xii^a, die secunda mensis octobris, pontificatus sanctissimi in Christo patris et domini nostri domini Gregorii divina providencia pape undecimi anno quarto, regnante inclito principe et domino nostro domino Karolo, Dei gracia Francorum rege, anno sui regni xi^{mo}, cum per tractatum inter illustrem principem et dominum, dominum Johannem regis quondam Francorum filium et dicti domini nostri regis germanum, ducem Biturie et Alvernie et comitem Pictaviensem ex una parte, et dominum Thomam de Perci, militem, et Anglicos munitionis seu garnisionis castri Lesignaci ex altera, habitum et inhabitum super expedicione et liberacione, que heri facta fuit eidem domino duci de castro predicto, prefatus dominus dux, ut dicebat, redempciones omnium captivorum seu prisionariorum municionis seu garnisionis predictæ solvere teneatur, cumque Johannes Cressewaille anglicus, olim unus de garnisione predicta, prisionarius dilecti nostri Ludovici de Sacrocesare,

1. Le manuscrit porte « non. »

militis, marescalli Francie, eidem marescallo in summa sexcies mille francorum auri pro redempcione sua teneretur, hinc est quod, in mei notarii publici et testium subscriptorum presencia, personaliter constitutus prefatus dominus dux, sciens, prudens et sponte, non vi, non dolo, non metu ad hoc inductus confessavit et in veritate publice recognovit, se legitime debere prefato domino marescallo, licet absente, me notario publico predicto presente, stipulante et recipiente, nomine, vice et ad opus ipsius et omnium aliorum quorum interest, intererit seu interesse poterit in futurum, summam quinquies mille francorum ex causa redempcionis dicti Johannis Cressewaille, pro qua summa idem dominus marescallus vult prefatum dominum ducem, ut ipse dominus dux asserebat, esse quitum de dicta summa sexcies mille francorum auri : quam quidem summam quinquies mille francorum auri prefatus dominus dux et in defectum ipsius Raymondus Coustave, thesaurarius ipsius et Bartholomeus de Nuptiis, secretarius et clericus camere financiarum ejusdem domini ducis, et uterque eorum in solidum, qui se ad requestam ipsius domini fecerunt et constituerunt erga dictum dominum marescallum, licet absentem, principales debitores, redditores et pagatores pro dicta summa quinquies mille francorum auri, promiserunt bona fide sua, et quilibet in solidum, per fidem suam in manibus mei notarii predicti ut supra stipulantis prestitam, et sub obligatione omnium bonorum suorum, mobilium et immobilium, presencium et futurorum quorumcumque, reddere et solvere prefato domino marescallo seu ejus certo mandato ad terminos infrascriptos : videlicet in festo Ascensionis Domini proximo, mille francos auri; in festo Omnium Sanctorum postea immediate sequenti, alios mille francos et sic deinceps in quolibet festo Ascensionis immediate et Omnium Sanctorum mille francos, usque ad plenam et integram satisfaccionem summe quinquies mille francorum auri predictæ. Pro quibus omnibus firmiter attendendis et complendis prefati principales, et uterque eorum in solidum, promiserunt, quod in casu quo esset defectus in solutione predicta, quod absit, ipsi et uterque ipsorum personaliter se transferant ad tenendum hostagia suis propriis sumptibus in villas vel Sancti Agniani ¹, vel de Cellis ², seu in castrum de

1. Saint-Aignan-des-Noyers (?), Cher, arrondissement de Saint-Amand-Montrond, canton de Sancoins.

2. Selles-sur-Mahon (?), Indre, arrondissement de Châteauroux, canton d'Écueillé.

Sagona¹, in illum videlicet dictorum locorum quem dictus creditor duxerit eligendum, et abhinc non recedant, quousque de summa seu summis debita vel debitis, pro termino vel terminis jam elapsis, prefato domino creditori fuerit plenarie satisfactum, una cum dampnis, interesse, missionibus et expensis, quas dictum dominum creditorem ob defectum dicte solutionis facere contingeret. Super quibus voluerunt credi suo simplici verbo, etc. Acta fuerunt hec Pictavis in palacio dicti domini ducis, presentibus venerabili et nobilibus viris, dominis Stephano Loypeau, presbitero, primo cappellano, Petro de Semuro cambellario, et Regnaudo de Monteleonis, magistro hospicii, militibus, consiliariis dicti domini debitoris, testibus ad hoc vocatis et rogatis, anno, indicione, die, pontificatu et regno predictis, et pro majori securitate omnium predictorum prefatus dominus debitor promisit bona fide sua ut supra prestita servare dictos principales super predictis indampnes, volens et ex nutu expresse consenciens, quod ubicumque et quocienscumque prefati principales seu alter ipsorum reperient seu reperire poterunt financias ejusdem domini debitoris, usque ad summam pro quolibet termino debitam, ipsi, et uterque ipsorum, illas financias in solutione illius termini vel terminorum et non alibi convertendas recipere, capere et exigere valeant, sine difficultate quacumque, absque eo quod, per ipsum dominum debitorem seu gentes sui consilii, qui nunc sunt vel pro tempore fuerunt, in hac parte impedimentum aliquod apponatur. Quod quidem impedimentum reverendus et nobiles viri domini abbas² de Nobiliaco³, Petrus de Giaco cancellarius et Guichardus de Marziaco miles, consilarii dicti domini debitoris, bona fide sua in manibus meis dicti notarii prestita, non opponere promiserunt, sed illud pro viribus impedire. Et prefatus dominus debitor promisit sub fide predicta, quod si contingat ipsum alias gentes in suo consilio habere pro tempore, ipse faciet et procurabit, quod ipsi promittant capcionem, receptionem et exactionem predictas nullatenus impedire, sed ut ita fiat dabunt opem et operam quas poterunt efficaces.

1. Sagonne, Cher, arrondissement de Saint-Amand-Montrond, canton de Sancoins.

2. André de Montjean, *Gallia christiana*, t. II, col. 1243.

3. Nouaillé, Vienne, arrondissement de Poitiers, canton de Villedieu.

IV (Fol. 39 A 40).

(Copie.)

Jehan, filz de roy de France, duc de Berry et d'Auvergne, conte de Poitou, à nostre amé et féal général trésorier Raymon Coustave ou à son lieutenant, salut. Comme monseigneur le Roy par ses lettres ouvertes et pour les causes contenues en ycelles, lesquelles lettres furent exécutés par noz chiers et bien amés les généraulx esleuz de mondit seigneur, desquelles lettres de mondit seigneur et des exécutoires d'icelles les teneurs s'ensuivent :

« Charles, par la grâce de Dieu roy de France, à noz amez et féaulx les généraulx conseillers à Paris sur le fait des aides de noz guerres, salut et dileccion. Comme noz améz et féaulx chevaliers et conseillers les mareschaux de France, occupez d'autres noz besoingnes, aient ordené en lieu d'eulz et commis Guillaume Bonnet, chevalier, à aler veoir et recevoir les monstres et reveues des genz d'armes par nous ordenés demorer es pais de Poitou, Xantonge et Berry, soubz le gouvernement de nostre très chier et très amé frère le duc de Berry, nostre lieutenant esdiz pais, auquel chevalier, pour plus seurement faire son fait, nous avons ordenné avoir et tenir en sa compaignie dix hommes d'armes, sa personne comprise, ens et du nombre des genz d'armes que ordenez avons esdiz pais soubz ledit gouvernement ; dont pour et ou lieu d'un homme d'armes, nous voulons qu'il puist avoir et tenir un clerc pour faire les escriptures appartenant à son dit fait. Si vous mandons, que receu par vous dudit chevalier le serement de bien et loialment veoir et recevoir les monstres et reveues desdites genz d'armes, estans soubz le gouvernement de nostredit frère, selon noz instruccions et ordennances faites sur ce, lesquelles nous voulons que par vous lui soient leues et monstrées, afin que, par faute de ce, il ne puist prétendre ignorance, vous à ycellui pour lui et ses gens jusques audit nombre de dix, comprise ens sa personne, et dudit nombre, comme dit est, faites faire paiement, tant comme il vacquera et demourra oudit fait, par Jaque Regnart, trésorier de noz guerres ; c'est assavoir à ycellui chevalier de quarente frans d'or pour mois, jà soit ce que gaiges de chevalier ne montent que à trente frans pour mois, et aux autres genz de sa compaignie jusques audit nombre les gaiges ad ce ordenez. Et par rappourtant ces présentes, la monstre dudit chevalier pour lui et ses dites genz

et quittance sur ce de luy, nous voulons et mandons à noz amez et féaulx genz de noz comptes à Paris, que tout ce que ainssi païé aura esté par nostredit trésorier, ilz allouent en ses comptes et rabatent de sa recepte senz contredit. Donné à Paris, le viij^e jour d'avril après Pasques, l'an de grâce mil CCC LXXIII et de nostre règne le onziesme. »

« De par les généraulx conseillers à Paris sur le fait des aides de la guerre, Jaque Renart, trésorier des guerres du Roy nostre sire, accomplissez le contenu es lettres dudit seigneur, que nous vous envoions atachées à ces présentes soubz l'un de noz signez, par la manière que ledit seigneur le mande, en prenant de monseigneur Guillaume Bonnet, nommé esdites lettres, la monstre de luy et de ses genz, que ordenez lui sont par ycelles lettres, soubz son seel tant seulement. Donné à Paris soubz noz signez, le xj^e jour d'avril, l'an de grâce mil CCC LXXIII après Pasques. »

Eust retenu ledit messire Guillaume Bonnet à dix hommes d'armes, sa personne comprise ens et oudit nombre, des genz d'armes ordenez es pais de Poitou, Xantonge et Berry soubz nostre gouvernement, sur certaine forme contenue es lettres de mondit seigneur dessusdites, et ledit Guillaume Bonnet ait juré et affirmé devant nous que il a vacqué oudit office et tenu ledit nombre de genz d'armes à lui ordenez par touz les mois d'avril et de may derreniers passés, senz ce que d'iceulz ait eu compte ne paiement, et ait volu et consenti d'avoir compte et paiement pour l'un desdiz mois tant seulement, et pour tant à lui compté et païé sera content. Nous vous mandons que audit messire Guillaume Bonnet, ou à son certain commandement, vous faciez compte et paiement des gaiges de lui et des dessusdiz hommes d'armes, selon le contenu des lettres de mondit seigneur dessusdites, pour l'un des dessusdiz mois tant seulement, en la manière qu'il appartiendra, et par rappourtant ces présentes lettres de recognoissance dudit messire Guillaume, tout ce que ainssi aurez compté et païé vous sera rabatu de voz comptes et déduit de vostre recepte, ou de cellui à qui il appartiendra, par noz genz des comptes, senz aucun contredit, ordennences, mandemens ou déffenses non obstant au contraire. Donné à Nyort, le xvj^e jour d'octobre, l'an de grâce mil CCC LXXIII. Ainssi signé : Par monseigneur le duc à la relacion de son conseil : ASCELIN. Collacion est faite.

V (Fol. XIV v° ET XV).

Copie de l'obligacion de vij^m frans d'or, que le Roy presta à monseigneur Guillaume l'Arcevesque, seigneur de Partenay, et à Jehan Regnaut, maire de Poictiers, à paier à la Saint-Andrieu prouchain venant CCC LXXIIII au Roy ou à ses gens, ou au pourteur d'icelle.

A tous ceuls qui ces lettres verront, Hugues Aubriot, garde de la prévosté de Paris, salut. Savoir faisons que pardevant Giles Blanchart et Barthelomi Aignel, clers, notaires jurez du Roy nostre sire, de par lui establiz en son chastellet de Paris, furent personnellement establiz noble homme monseigneur Guillaume l'Arcevesque, chevalier, seigneur de Partenay, et Jehan Regnault, maire de la ville de Poictiers, en leurs propres et privéz noms, lesquieulx affîrmèrent en bonne vérité, que à leur supplicacion simple, prière et requeste, le Roy nostre sire de sa bénigne grace leur avoit et a presté la somme de six mille frans d'or du coing du Roy nostredit seigneur, comptans, pour leur propre fait et à leur très grant besoing et nécessité, laquelle somme de six mille frans d'or dudit coing yceulz chevalier et maire confessèrent devoir chascun pour le tout, sanz division, save l'un de l'autre, au Roy nostre sire pour la cause dessusdite, etc. En tesmoing de ce, nous, à la relacion desdiz notaires juréz, avons mis a ces lettres le sée de la prévosté de Paris, l'an de grâce mil CCC. LX. et quatorse, le samedi seize jours de septembre.

VI (Fol. 28 v°).

Mémoire de deux chapeaux que Denis Gilier ost de monseigneur de Berry.

Le v° jour de novembre, l'an mil CCC LXXIIII, en la ville de Poictiers, présens messeigneurs de Sanceurre, de Chastelleraut, le chancelier de monseigneur le duc de Berri et d'Auvergne, conte de Poitou, le trésorier, monseigneur Colas Mengin et plusieurs autres, mondit seigneur bailla à Denis Gilier, bourgeois de Poitiers, deux grans chapeaux d'or, garnis de grans rubis, esmeraudes, saffirs et perles, lesquielx ledit trésorier, maistre Ascelin de Masches, secrétaire de mondit seigneur, et Harpin, son varlet de chambre, avoient apourtés de Avignon, où monseigneur les avoit, et tesmoigne ledit trésorier que qui eust voulu vendre lesdiz chapeaux audit lieu d'Avi-

gnon, que l'en en eust eu xij^m frans; touteffoiz mondit seigneur les a bailliés audit Denis, comme prédit est, pour la cause que s'ensuit. C'est assavoir que monseigneur de Partenay et le maire de Poitiers avoient emprunsthé à Paris du Roy nostre sire la somme de vj^m frans d'or, de laquelle somme lesdiz monseigneur de Partenay et le maire de Poitiers prestèrent à mondit seigneur le duc la somme de cinq mille six cens frans d'or, pour convertir à la délivrance de Lésignan. Et pour ycelle somme paier et rendre ausdiz créanciers, furent plèges lesdiz monseigneur Chastelleraut, monseigneur le chancelier, le trésorier, ledit Denis et Barthelomi de Noces dedens le terme de la Saint-André prouchain venant; et pour ce que lesdiz plèges soient seurs de eulx acquitter pour mondit seigneur, mondit seigneur leur a baillié, c'est assavoir audit Denis, pour eulz touz ensemble, les chappeaux dessusdiz en gaigne pour ladite somme de v^m vj^m frans d'or, senz ce que en ne les puisse engager à aucune usure, fors tant seulement pour ladite somme, et touteffoiz mondit seigneur a ordonné comment la finance sera païée en France avant ledit terme, se faire se puet, en aucune manière senz y convertir lesdiz chapeaulx¹.

VII (FOL. 34 v° ET 35).

Copie des lettres du don, vidimus du don que le Roy a fait à monseigneur le duc de Berry et d'Auvergne, conte de Poitou, de la conté de Poitou.

A tous ceuls qui ces présentes lettres verront et orront, Guillaume Gabereau, garde du seel aux contraux establi à Poitiers pour monseigneur le duc de Berry et d'Auvergne, conte de Poitou, salut. Savoir faisons nous avoir veu unes lettres du Roy nostre sire, patentes, seellées en laz de soye et en cire vert, saines et entières, non cancellées, non viciées, ne en aucune manière corrompues, contenant la fourme que s'ensuit :

« Charles, par la grâce de Dieu roy de France, savoir faisons à tous présens et à venir, que, comme pour cause et occasion de la guerre que nous font Édouart d'Angleterre et Édouart son filz, en venant contre la fourme et teneur de la paix, laquelle ilz ont jurée sur le corps Nostre Seigneur sacré, les terres, pais, héritaiges et biens quelconques de noz ennemis, estans en nostre royaume, soient et doient

1. En marge : « Ledit Denis a rendu lesdiz joyaux à monseigneur. »

estre à nous appartenans et confisquéz, nous attendens le très grant desir et affection, que nostre très chier et très amé frère Jehan, duc de Berri et d'Auvergne, conte de Mascon, lequel est moult petitement héritié selon son estat, a à nous et aux biens et prouffiz de nostre royaume, considérans aussi que la cité, comté, terres et pais de Poitou, que tiennent et possident ad présent nozdiz ennemis en nostredit royaume, furent autrefois bailliés par nostre très chier seigneur et père, que Dieux absoille, à héritaige à nostredit frère, avecques la terre de Belleville¹, nous ladite cité, comté, terres et pais de Poitou, ainssi par la guerre et rebellion dessusdites ou autrement en quelque manière que ce soit à nous appartenans ou qu'elles nous puissent ou doivent appartenir ad présent ou en temps avenir, à nostredit frère en accroissement de son héritaige pour lui et ses hoirs mâles et légitimes perpetuellement, qui ystront de luy, avecques les noblesses, fiefz, avantfiefz, hommaiges et vassallaiges, droiz de patronages et collacions de bénéfices ecclésiastiques quelxconques, chasteaux, villes, lieux et forteresses et toute juridiccion haute, moyenne et basse et segnories, rentes et revenues, appartenances et deppendences quelxconques des cité, comté, terres et pais dessusdiz, touz droiz royaulx exceptez tant seulement, avons donné et donnons de nostre certaine science, grace espécial et royal puissance par ces présentes, à tenir, avoir et possider ycelles cité, comté, terres et pais de Poitou, avecques leurs appartenances et deppendences quelxconques dessusdites et ses hoirs mâles légitimes perpetuellement, comme dit est, et en pariage, exceptez touz droiz royaulx, tant seulement à une foy et hommaige en souverainneté et ressort de nous et de noz successeurs roys de France, par ainssi toutevois que, s'il c'est que nostredit frère ou ses hoirs masles dessusdiz auront paisiblement la possession et saisine de la cité, comté, chasteaux, terres, lieux et pais de Poitou avecques leurs appartenances et appendences quelxconques dessusdites, ou que il ne fausist ou restast que deux ou trois forteresses que nostredit frère n'eust paisiblement la comté et pais, terres et lieux dessusdiz, icellui nostre frère et ses hoirs masles dessusdiz seront tenuz de renoncier et desjà pour lors ou cas dessusdit nostredit frère de son consentement et par exprès renoncie es six mille livres de terre, que promises lui avons par noz autres lettres asseoir à héritaige, au plus prés de ses terres et pais de Berri et d'Auvergne dessusdiz et nous

1. Belleville, Deux-Sèvres, arrondissement de Niort, canton de Beauvoir.

rendre et restituer lesdites lettres. Si donnons en mandement par ces présentes à noz amez et féaulz les gens de noz comptes à Paris et à touz les justiciers, officiers et subgez desdites cité, comté, terres et chasteaux, villes et lieux et pais et autres quelxconques de nostredit royaume, présens et avenir, si comme à eulx et à chacun d'eulx appartiendra et pourra appartenir, que nostredit frère et ses hoirs masles légitimes descendens de son corps dessusdis et chacun d'eulx perpétuellement, comme dit est, facent et sueuffrent joir et user paisiblement de la cité, comté, terres et pais et appartenances dessusdites, selon la fourme et teneur de ces présentes, senz le molester ou souffrir estre molesté ou empescher aucunement au contraire, nonobstant quelxconques autres dons ou assignacions à nostredit frère, à héritaige, à vie ou autrement faites, ou pour quelxconques causes que ce soit, par nostre très chier seigneur et père, que Dieux absoille, ou par nous et que autrement exprimé et déclairées ne soient en ces présentes, ordennances, mandemens ou déffenses quelxconques ad ce contraire. Et adfin que ce soit ferme chouse et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre seel à ces présentes, sauf en autres chouses nostre droit et en toutes l'autrui. Donné à Paris, ou mois de novembre, l'an de grâce mil CCC soixante neuf et de nostre règne le sixiésme. Par le roy : P. Michiel. »

En tesmoing desquelles chouses, nousdit Guillaume Gabereau, garde dudit seel, ycellui à ces présentes par manière de vidite avons mis et apposé. Donné et fait le xiiij^e jour du mois de novembre, l'an mil CCC LX et quatorze. Ainssi signé : J. BRANJAREU (?). Par manière de vidisse et collacion faite.

VIII (Fol. 34).

(Copie.)

Monseigneur le duc de Berri et d'Auvergne, conte de Poitou, doit à Guillaume Esnier, alias Chaperoir, la somme de vint et quatre frans d'or, qui lui furent promis à paier par messire Guillaume Gaillaiel, chevalier et chambellain de mondit seigneur, en novembre l'an LXXIII et furent rabatus audit messire Guillaume sur ce que monseigneur lui povoit devoir à cause de ses gaiges. Et je, Barthelomi de Noces, clerc et lieutenant de sire Raymon Coustave, trésorier général de mondit seigneur, le certifie par ces lettres signées de ma main¹.

1. En marge : « Poitou. »

IX (FOL. 42 v° A 44).

Copie de lettres, pour monseigneur le duc de Berri et d'Auvergne, de certain traictié fait entre lui, d'une part, et madame d'Estampes, d'autre part.

A tous ceuls qui ces présentes lettres verront, Hugues Aubriot, garde de la prévosté de Paris, salut. Savoir faisons que, par devant Jehan Fourquant et Pierre de Saint Omer, clers, notaires juréz du Roy notre sire, de par lui establiz en son chastellet de Paris, pour ce furent personnellement establiz très noble et puissant prince monseigneur Jehan, duc de Berri et d'Auvergne, conte de Poitou, pour lui, d'une part, et noble et puissant dame madame Jehanne de Eu, contesse d'Estampes et duchesse d'Atheinnes, pour elle en son nom, d'autre part, aiant ycelle dame plain pouvoir, auctorité et licence de gouverner et administrer le sien, ses terres vendre, donner, obliger, se il lui plaist, et faire de soy plusieurs autres chouses, si comme plus plainnement puet apparoir par lettres de auctorité et licence, à elle données et octroyées de noble et puissant seigneur, monseigneur le conte d'Estampes, son seigneur et mary, seellées, si comme il apparoit, de son grant seel, desquelles la teneur s'ensuit.

« Nous, Loys, conte d'Estampes et de Eu, faisons savoir à touz, que nous avons donné congié, auctorité et licence et donnons par la teneur de ces présentes lettres à notre très chière et amée compaignie la contesse, que elle puist de son auctorité prendre et faire prendre touz les fruis, rentes et revenues quelconques de ses terres, etc. Donné à Paris soubz notre seel le xxj^e jour de septembre l'an mil CCC et soixante. Ainssi signé. Par monseigneur le conte : Tours, S.¹ Marne. »

Lesquelles parties, ès noms que dessus, de leurs bonnes volonteiz, propre mouvement et certaine science, par bon adviz et meure délibération eue sur ce, si comme elles disoient, recongurent et confèsèrent avoir fait traictié et accordé l'une partie avecques l'autre, et par devant lesdiz notaires de bonne foy traictèrent et accordèrent ce qui s'ensuit. C'est assavoir que ladite dame sera tenue et promet paier du sien et satisfaire plainnement noble homme monseigneur Loys de Harecourt, chevalier, viconte de Chastiauleraut², de la somme

1. S., dans le texte, porte un signe abrégatif.

2. Châtelleraut, Vienne, sous-préfecture. — Voir, sur les conditions aux-

de cinq mille frans d'or, qui deue lui est de reste de dix mille frans d'or, qui promis lui furent par ledit monseigneur de Berri, comme lieutenant du Roy nostredit seigneur es parties de Poitou, et par noble et puissant homme monseigneur Bertran du Guesclin, connestable de France, tant pour cause de retourner en l'obéissance du Roy nostre sire, comme pour certainnes causes plus à plain contenues en l'acort et traictié sur ce fait. Et ad ce que dit est, fu présent en sa propre personne par devant lesdiz notaires Jehan de Bedon, escuier, lequel en son propre et privé nom se fist, constitua, ordena et porta fort et plaiges dudit viconte, que parmi paient yceulz cinq mille frans d'or, comme dessus est dit, ledit viconte rendra, baillera et délivrera et fera rendre, baillier et délivrer à plain, royalment (*sic*) et de fait à ladite madame la contesse, ou à son certain commandement pour elle et ou nom de elle, touz les chastiaulz, forteresses, terres et revenues et autres chouses quelxconques, qui sont et appartiennent à ladite dame oudit pais de Poitou et que ledit viconte a tenuz, tient ou fait tenir. Et quant est aux autres questions, debaz et demandes, qui à cause et pour raison desdiz chasteaulx, terres, forteresses et revenues sont ou pourroient naistre ou mouvoir entre ladite dame et ledit viconte et qu'il (*sic*) pourroient faire ou demander l'un à l'autre pour cause de ce, ladite dame et viconte prandront et eslyront chascun de sa partie deux chevaliers, telx comme il leur plaira, ou autres souffisans hommes, qui sur ce pourront veoir, congnoistre, juger et déterminer à plain et en seront creux. Et, ou cas que les chevaliers ou autres personnes, qui seront esleuz et prins par ladite dame et viconte, ne seroient et pourroient estre d'acort et d'une volenté et ordennance à faire ce que dit est, ladite dame en tant comme a elle touche et ledit Jean de Bedon pour et ou nom dudit viconte, dont en son propre nom de tout ce que dit est, qui touche et regarde ledit visconte, se fist et pourta fort, vouldrent, consentirent et accourderent, que ledit monseigneur de Berri y puisse sur ce pourveoir; mesmement ladite dame, ou cas que ledit viconte se obligera et souzmettra sur lesdiz esleus et sur ledit monseigneur de Berri, en cas de descort, par la manière dessusdite et que ledit viconte, parmi lui paient les cinq mille frans dessusdiz, rendra et délivrera de fait à ladite dame ou à son certain mandement et commandement lesdiz chasteaulx, terres

quelles L. de Harcourt entra sous l'obéissance royale, Froissart, édit. S. Luce, t. VIII, p. LV, note.

et forteresses. Et ledit monseigneur de Berri, dès maintenant en la présence desdiz notaires, à tant comme à lui touche, vout, consenti et accorda que la possession et saisine des chasteaulx, forteresses, terres et revenues, dont ci dessus est faite mencion, que ledit viconte tient ou fait tenir, et qui sont et appartiennent à ladite dame oudit pais de Poitou et autres chouses à elle appartenant, soit bailliée et délivrée de fait à ladite dame ou à ses commiz et députez et de ce baillier et délivrer à ladite dame ses lettres et mandement adreçans audit viconte et aux cappitains et gardes desdiz chasteaulx et forteresses; et aussi ledit monseigneur de Berri aidera à pourchasser de son povoir lettres et mandement du Roy nostredit sire adreçans audit viconte sur ce. Et se il advenoit que le Roy nostredit sire ou autres feissent demande à ladite dame desdiz cinq mille frans, qui de par le Roy furent premièrement palez et bailliez audit viconte sur ladite somme de dix mille frans, ledit monseigneur de Berri en acquittera et promist acquiter, garentir et délivrer ladite dame envers tous. Et ladite madame d'Estampes, par vertu de ladite auctorité et licence, promist et convenança expressement es mains desdiz notaires, que elle ne vendra, transportera et alienera en quelque manière la part et porcion, qui après son deceps puet et doit venir escheoir et appartenir à noble dame madame de Sully et à mademoiselle sa fille, à cause de elle, desdites terres, chastiaux, forteresses et revenues, dont cy dessus est faite mencion, sauf retenu et réservé à ladite madame d'Estampes, que sur ycelle part et porcion elle puisse prandre et avoir et faire ordennance pour le salut et remède de l'âme de elle de cent livres de terre tant seulement, et que ou cas que ladite madame d'Estampes seurviroit ladite dame de Sully et mademoiselle sa fille, ladite madame d'Estampes pourra faire et ordener d'icelles terres à sa volenté; et sauf aussi retenu et réservé par ledit monseigneur de Berri que ou cas qu'il auroit paté devers le Roy ou autres lesdiz cinq mille frans, dont il doit acquitter ladite dame, comme dessus est dit, ycelle madame d'Estampes, oudit cas qu'elle seurviroit ladite dame de Sully et sa fille, sera tenue, promist et gaiga rendre et restituer audit monseigneur ladite somme de cinq mille frans ou ce qui païé en auroit esté par ledit seigneur. Et oultre ladite madame d'Estampes vout, consenty et expressément accourda par devant lesdiz notaires, que elle ne puisse mettre ou faire mettre esdiz chastiaux et forteresses capitainnes, se ilz ne sont du pais de Poitou ou de France, lesqueulx seront tenuz de faire serement à ladite madame d'Estampes

et audit monseigneur de Berri pour souveraineté, que bien et loyalement ilz garderont lesdiz chastiaulz et forteresses. Et s'il advenoit par aucune adventure que ladite madame d'Estampes voulsist vendre ou aliéner l'autre terre que elle a oudit pais, qui n'est pas du costé de ladite madame de Sully, en ce cas elle sera tenue et promist loyalement le faire savoir audit monseigneur de Berri, lequel pourra avoir et prendre ycelle terre devant touz autres, se il lui plaist, pour autel pris comme ladite dame en porra avoir d'autres personnes, senz fraude et senz ce qu'elle le puisse ou doie contredire ou débatre en aucune manière. Promettans lesdiz monseigneur de Berri, ladite madame d'Estampes et ledit Jehan de Bedon, chascun pour tant comme à lui touche et appartient, par leurs seremens pour ce faiz es mains desdiz notaires et par la foy de leurs corps, faire, tenir, garder, enteriner et acomplir les chouses dessusdites et chascunes d'icelles, etc. En tesmoing de ce, nous, à la relacion desdiz notaires, avons mis à ces lettres le seel de ladite prévosté de Paris, l'an de grâce mil CCC LX et quatorze, le dimenche, unse jours du mois de mars.

(A suivre.)

PONS D'AUMELAS

On lit dans l'*Histoire littéraire* (t. XXVII, p. 374) : « Un conseiller de Philippe le Bel, qui paraît avoir été non moins intelligent, non moins actif que Pierre du Bois, mais dans un sens tout opposé, est PONCE D'HOMELAS. Homelas est un village du département de l'Hérault, dans le voisinage immédiat des terres qui furent assignées à Nogaret¹. M. Boutaric doit nous faire connaître ce curieux personnage comme il nous a fait connaître Pierre du Bois. »

M. Ernest Renan, qui a signé ces lignes en 1877, a donné les renseignements qui précèdent sur la foi d'une communication orale de M. Boutaric. Il a bien voulu nous affirmer que M. Boutaric ne lui avait dit rien de plus. M. Boutaric est mort sans avoir rien publié sur le personnage en question, et aucun de ses confrères n'a entendu dire qu'il ait laissé des mémoires manuscrits ou des notes.

Avant que j'eusse remarqué la note de l'*Histoire littéraire* (qui a valu à « Pons d'Homelas » l'honneur d'une mention dans l'utile *Répertoire* de M. l'abbé Ulysse Chevalier), je connaissais à peine l'existence de ce mystérieux émule de Pierre Dubois. Son nom se trouve très rarement, en effet, dans les actes du temps de Philippe le Bel. Il n'est pas impossible, cependant, de restituer les grandes lignes de sa biographie, et j'ai réuni quelques textes à cet effet. Les voici :

Pons d'Aumelas (en latin *Poncius de Omelacio*), chevalier, docteur ès lois, exerçait, au commencement de l'année 1308, les fonctions de juge mage de la sénéchaussée de Rodez ; il était depuis longtemps déjà, à cette date, au service de la couronne de France. Une lettre de Bérenger, cardinal du titre des saints

1. Il n'y a de lieu dit Homelas que dans le département de la Sarthe (commune de Verneil-le-Chétif). Il faut écrire sans doute Pons d'Aumelas. Aumelas est une commune du département de l'Hérault, arr. de Lodève, cant. de Gignac.

Nérée et Achillée (Bérenger de Fredol, le célèbre canoniste), qui nous l'apprend, montre que ce personnage s'intéressait à notre homme et travaillait à l'introduire sur un plus vaste théâtre. Cette lettre, adressée à Philippe le Bel, est datée du 23 mars [1308]¹.

Excellentissimo principi domino suo carissimo domino Ph., Dei gratia regi Francorum illustri, Berengarius, miseracione divina tituli sanctorum Nerei et Achillei presbyter cardinalis, salutem, et votive felicitatis continuum incrementum.

Sapiens et nobilis vir dominus Poncius de Omelacio, miles, vester legum doctor, judex major senescallie Ruthenensis, ab olim regis mancipatus obsequiis, sic se, prout ab experto didici, in ipsorum obsequiorum prosecutione fidelem et ministeriosum exhibuit, continuatis devocionis ac sincere fidei affectibus sic ad regia servicia desideranter anhelat quod propterea ipsum apud regiam majestatem dignum fore conjiciens fiduciosius pro eo penes vestram celsitudinem intercedo. Porro cum idem miles a jam diu in officio judicature majoris senescallie Ruthenensis diligenter et fideliter serviverit, nec sibi exinde juxta suorum meritorum et probitatis decenciam fructus utilitatis condigne provenerint, magnificenciam vestram duxi presentibus affectuosius exorandam quatenus, attendentes prudenter quod tunc regalis solii culmen extollitur, cum regia munificencia illis in retributionibus primorum liberalem se exhibet quos fidei claritate conspicuos in serviciis regis fructuosos claris semper judiciis experitur, dicto militi, nostre intercessionis intuitu sueque bonitatis et serviciorum obtentu, de alio meliori officio sibi juxta merita sue probitatis ac comodo dignemini de solita munificentia providere. Datum Pictavis, xxiii die Marcii.

Pons d'Aumelas, pendant l'hiver de 1309-1310, était juge mage de la sénéchaussée de Toulouse². Ayant été chargé, par le sénéchal Alfonse de Rouvray, d'exécuter à sa place une sentence de la cour du roi contre le comte de Foix³, le procureur de celui-ci

1. Bibl. nat., lat. 10919, fol. 98. Ce document a été imprimé par Baluze, *Vitæ paparum Avenionensium*, II, c. 116.

2. « Nobili viro Poncio de Homelacio, militi domini nostri regis Francorum, judici majori et locum tenenti senescallie Tholose et Albiensis. » (Bibl. nat., coll. Doat, 179, fol. 116 v°.)

3. Pons d'Aumelas avait délégué lui-même ses pouvoirs, en cette circonstance, à « Henricus Daltor » (coll. Doat, 179, fol. 116), qu'il avait dû amener de Rouergue (*Notices et extraits des manuscrits*, XXXIV, 1^{re} partie, p. 351, note 2).

le refusa. S'il faut en croire ce procureur, le juge mage aurait été le familier et le commensal du comte d'Armagnac, ennemi capital de son client :

Senescallus Tholose predictam causam comittere nequivit dicto domino Poncio, ex causis legitimis dicto domino meo suspecto... Dicitur dominus Poncius, suspectus pro eo videlicet quia erat et est ante tempus dicte commissionis et post, socius, comensalis, familiaris, domesticus et de raubis dicti comitis Armaniaci, inimici capitalis dicti domini mei, fuit ex parte ejusdem domini mei legitime recusatus¹.

L'avancement de la dignité de juge mage dans les sénéchaussées du Midi à celle de conseiller intime de la couronne paraît avoir été presque régulier sous Philippe le Bel. La fortune de Guillaume de Nogaret suivit cette filière. Pons d'Aumelas imita en cela son célèbre compatriote ; mais, tard venu dans la compagnie des chevaliers palatins, il ne semble pas qu'il y ait joué un rôle très éclatant. On ne le trouve point mêlé aux grandes affaires politiques ou diplomatiques, je ne dis pas comme Nogaret ou Plaisian, mais même comme Guillaume de Marcilli, Hugues de la Celle, Jean d'Arreblay, ou vingt autres. On le voit pour la première fois chargé, en 1313, d'une mission en Aquitaine (*Olim*, éd. Beugnot, III, 909), d'enquêtes, d'actes d'exécution, et de juger en province, au nom du Parlement, certains appels en matière criminelle². En 1316, le nom de Pons d'Aumelas paraît sur le repli de quelques lettres royales³, et il siège « en la cour de parlement, » tantôt comme « jugeur des enquestes⁴, » tantôt

1. Coll. Doat, 179, fol. 130. Cf. *Histoire générale de Languedoc*, édit. Privat, IX, p. 320.

2. Boutaric, *Actes du Parlement de Paris*, n° 4173 ; cf. n° 4406 : « Commission à Pons d'Omélas, chevalier, et à Pierre Peitavi, juge de Villelongue, de connaître de l'appel porté par Michel de Nogaret, notaire commun de la cour du roi et du sire de Pronille à Castanet, d'un jugement prononcé contre lui par la cour du viguier de Toulouse pour avoir rédigé un acte d'assignation contrairement au style de la cour. » Voyez une commission analogue du 15 avril 1314, *ibid.*, n° 4279.

3. *Histoire de Languedoc* (édit. Privat), X, c. 557. Lettre royale du 27 mars 1316 ; sur le repli : « Per dominum episcopum Briocensem et Pontium de Omelacio. »

4. *Actes du Parlement*, n° 4482 a : en juillet 1316, « messire Ponz de Omelaz » est au nombre des « jugeurs des enquestes. »

comme membre laïc de la Chambre des requêtes de la langue d'oc¹.

En 1317, notre personnage reçut plusieurs commissions assez importantes : il fut chargé par ses collègues du Parlement d'informer sur les excès commis par les gens de la comtesse de Vendôme au préjudice du comte de Comminges ; il fut investi, en même temps que Bertrand de Roquenegade, du droit de juger en dernier ressort toutes les causes criminelles dans l'étendue de la sénéchaussée de Carcassonne ; et, envoyé comme enquêteur-réformateur dans la même sénéchaussée avec B. Gervais, juge de la sénéchaussée de Périgord, il reçut l'ordre de faire une enquête spéciale sur les articles criminels proposés au roi contre Aymeri de Cros, sénéchal de Carcassonne². Pendant toute l'année 1317, il parcourut le midi de la France en qualité d'enquêteur-réformateur ; on relève ses traces à Rodez le 31 mars³, à Carcassonne en avril, à Toulouse⁴. Cette année-là, il épousa Sibille de Vesins, veuve de Jourdain de Rabastens, sire de la Gardiole. Nous avons une lettre de Philippe V relative à leurs conventions matrimoniales⁵ :

Ph. Dei gratia Francorum et Navarre rex. Notum facimus, etc., quod, cum dilectus et fidelis Poncius de Omelacio, miles noster, et Sibilia de Vicinis, relicta Jordani de Rapistangno quondam domicelli, qui, sicut dicitur, non est annus quod ab hac luce migravit, matrimonium contrahere inter se intendant, nos eidem domino et Sibilie dictum inter se contrahendi matrimonium ac eciam consummandi, non obstante quod dicta Sibilia sit infra annum luctus a morte dicti Jordani, sine juris infamia, quodque pene legum super hoc constitute eidem Sibilia, tam super augmento dotis ipsi Sibilie constituto per eundem Jordanum quam super donatione facta eidem mulieri propter nuptias seu sponsaliciu tempore contracti matrimonii inter eos,

1. *Ibid.*, n° 4490 b : en décembre 1316, « monseigneur Ponces de Ourmelois » siège aux Requêtes de la langue d'oc.

2. *Ibid.*, n° 4565, 4582, 4702.

3. La sentence arbitrale de G. Durand, évêque de Mende, qui établit le pariage de Rodez entre l'évêque et le comte, fut rendue le 31 mars 1317 (n. st.) avec le concours du sénéchal de Rouergue, de Pons d'Aumelas et de Robert de Roye, « commis et députés par le roi à la réformation de son domaine de Rouergue » (Bonal, *Comte et comté de Rodez*, Rodez, 1885, in-16, p. 285).

4. Coll. Doat, 52, fol. 1-5. Cf. *Histoire générale de Languedoc*, IX, p. 377.

5. Arch. nat., JJ 53, n° 223, fol. 94 v°.

quam etiam super donatione facta eidem Sibille inter vivos per ipsum Jordanum de omnibus suis bonis mobilibus, nocere non valeant quomodolibet, non obstantibus quibuscumque juribus et legibus novis et antiquis in contrarium editis, specialem concedimus licentiam, ac cum eisdem super hoc de nostre potestatis plenitudine et speciali gratia ex certa sciencia dispensamus. In cujus, etc. Actum apud Livriacum in Alneto, anno Domini M^o CCC^o XVII, mense junii.

Cette union, contractée avec une veuve de si fraîche date, fut traversée. Les registres du Parlement parlent, dès le 25 août 1317, d'un certain Jean de Lentillac, sergent du roi à Puy-Laurrens, familier et domestique de la maison de la Gardiole, « soupçonné d'avoir empoisonné le puits de la maison qu'occupait noble femme Sibille de Vesins, veuve de Jourdain de Rabastens, actuellement épouse de Pons d'Aumelas, chevalier et conseiller du roi¹. »

Pons continua, en 1318, à s'acquitter de diverses besognes judiciaires. Il fit enquête, notamment, sur des malversations imputées à un ex-juge mage de la sénéchaussée de Beaucaire et au châtelain royal de Cabrières². Après 1319, son nom disparaît des archives parlementaires³.

On ne le retrouve plus dès lors qu'en 1336. A cette date, les gens du roi réclamèrent aux héritiers de Pons d'Aumelas, établis en Languedoc, certaines sommes non employées de l'argent à lui remis pour ses dépenses pendant qu'il était enquêteur dans la sénéchaussée de Carcassonne (sans doute en 1317)⁴. En 1343, le roi de Majorque vend à Guérin de Châteauneuf, seigneur d'Apchier, le village de Saint-Côme, qui avait appartenu au fils de feu Pons d'Aumelas, chevalier, pour la somme de douze cents écus d'or⁵.

Nous ne savons rien de plus sur Pons d'Aumelas. Jamais l'idée de relever le *cursus honorum* d'un personnage si médiocrement intéressant ne nous serait venue si M. Boutaric n'avait point dit

1. *Actes du Parlement*, n° 4995.

2. *Ibid.*, n° 5046, 5650. Cf. *Olim*, III, 1293.

3. Il vivait encore en 1321 : *Actes du Parlement*, n° 6368. Ordre au sénéchal de Toulouse d'ajourner Sibille de Vesins, femme de Pons d'Aumelas, chevalier, pour voir adjuger le profit du défaut prononcé contre Bernard de Castelnau.

4. Arch. nat., JJ 68, n° 99 ; cf. *Histoire générale de Languedoc*, X, c. 761.

5. *Histoire générale de Languedoc*, IX, p. 551.

en 1877 à M. Renan que ce Languedocien fut un écrivain de la race des Nogaret et des Pierre Dubois.

Trois hypothèses sont possibles :

Ou bien M. Boutaric s'est avancé imprudemment ; la précision singulière des renseignements consignés dans l'*Histoire littéraire* laisse bien peu de vraisemblance à cette première hypothèse¹.

Ou bien M. Boutaric a eu des raisons d'attribuer à Pons d'Aumelas un ou plusieurs traités anonymes. Lesquels ?

Ou bien M. Boutaric a eu entre les mains un manuscrit des œuvres de Pons d'Aumelas qui a jusqu'ici échappé à toutes nos recherches.

Nous proposons ce problème d'histoire littéraire aux lecteurs de la *Bibliothèque de l'École des chartes*, persuadé que, s'il est susceptible d'une solution, il sera résolu par eux.

Ch.-V. LANGLOIS.

1. Il est difficile de croire, cependant, que Pons d'Aumelas ait écrit « dans un sens opposé » à celui de Dubois. S'il avait polémique contre les vues du roi, soutenues par Dubois, dans l'affaire de Boniface ou dans celle des Templiers, il n'aurait point été employé dans les parlements de 1313. Peut-être n'écrivit-il qu'après la mort de Philippe le Bel.

HONORÉ BONET

PRIEUR DE SALON



Un des meilleurs ou des moins mauvais écrivains de la fin du xiv^e siècle, Honoré Bonet, auteur de l'*Arbre des batailles*, du *Somnium super materia Scismatis*¹ et de l'*Apparition maître Jean de Meung*, est constamment appelé par les contemporains, et s'intitule lui-même, dans ses ouvrages, dans ses harangues², dans ses lettres³, « le prieur de Salon. »

Que ce prieuré de Salon fût situé en Provence, il n'était guère possible d'en douter après avoir lu la dédicace au duc d'Orléans mise par Bonet lui-même en tête de l'*Apparition*⁴. Il semblait donc tout naturel de rattacher le bénéfice d'Honoré Bonet à la seule ville de Provence qui porte le nom de Salon. Salon au diocèse d'Arles, Salon chef-lieu de canton de l'arrondissement d'Aix, dans le département des Bouches-du-Rhône, était, à n'en point douter, le siège du prieuré illustré par l'auteur de l'*Arbre des batailles*. Les érudits, et notamment M. Paulin Paris⁵, se rangèrent à cet avis. « Salon, » comme l'expliqua M. le baron Pichon⁶,

1. Cf. l'article tout récent publié dans l'*Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France* (t. XXVII, p. 193) sous ce titre : *Un Ouvrage inédit d'Honoré Bonet, prieur de Salon*.

2. Discours adressé au roi des Romains Wenceslas (*Fontes rerum Austriacarum*, t. VI, 2^e partie, p. 174-187).

3. Quatre lettres d'Honoré Bonet ont été publiées à la suite de l'article déjà cité, etc., p. 216, 217.

4. Cependant, Casimir Oudin (*De scriptoribus Ecclesie antiquis*, t. III, col. 1271) transporte en Normandie et identifie avec Gaillon le prieuré d'Honoré Bonet.

5. *Les Manuscrits françois de la Bibliothèque du roi*, t. VI, p. 249.

6. *L'Apparition de Jehan de Meun ou le Songe du prieur de Salon*, par

« renfermait encore au XVIII^e siècle plusieurs établissements religieux dont quelques-uns existaient sans doute dès le XIV^e siècle et étaient susceptibles d'être dirigés par un prieur. » Bien que j'aie partagé sur ce point l'opinion ou, plutôt, l'erreur commune, il me restait un scrupule¹. Bonet appartenait à l'ordre de Saint-Benoît : or, j'avais consulté les plus anciennes descriptions de la Provence, compulsé les plus anciens états de décimes du diocèse d'Arles (ces états, il est vrai, ne remontent qu'au XVI^e siècle), sans trouver trace d'un prieuré bénédictin de Salon.

Toute hésitation doit disparaître en présence d'un document que je viens de trouver, dans un *Liber supplicationum*, aux Archives du Vatican. Il s'agit d'un très long rôle contenant les suppliques des ecclésiastiques de Provence, séculiers ou réguliers. Présenté par Louis I^{er}, duc d'Anjou, au pape d'Avignon Clément VII, ce rôle reçut, sous forme de « fiat, » l'approbation pontificale à la date du 14 mai 1382. Je transcris seulement le passage relatif à Honoré Bonet :

Item Honorato Boneti, licenciato in decretis, presbitero, monaco expresse professo monasterii Insule Barbare, Lugdunensis diocesis, ordinis Sancti Benedicti, priori prioratus de Sallono, Ebredunensis diocesis, de beneficio ecclesiastico, dignitate, administratione seu officio, etc., etiam si curata ecclesia aut conventualis existat, etiam electiva, ad collacionem, etc., communiter vel divide abbatis et conventus monasterii Sancti Victoris Massiliensis, ejusdem ordinis, cujus fructus, etc., secundum taxationem decime, ccc librarum valorem annum non excedant, eidem Honorato cum translatione dignemini misericorditer providere, non obstante predicto beneficio de Sallono, quod paratus est dimittere, dum, etc., cum ceteris non obstantibus et clausis ut supra².

Ce n'est donc pas au diocèse d'Arles, mais au diocèse d'Embrun, qu'il faut chercher le prieuré, peu considérable d'ailleurs, qu'Honoré Bonet désirait échanger dès 1382 et dont, en 1398, il déplorait encore la « petite value. » Aucun Salon ne figure dans

Honoré Bonet, publié pour la Société des Bibliophiles français (Paris, 1845, in-4°), préface, p. vi.

1. *Un Ouvrage inédit d'Honoré Bonet*, p. 207, note 4.

2. Arch. du Vatican, *Reg. Supplicationum Clementis VII antipapæ*, anni IV pars I, fol. 141 v°.

les nomenclatures de paroisses ou d'écarts du diocèse d'Embrun. Mais je trouve au canton de Seyne, dans une partie du département des Basses-Alpes qui appartenait à la circonscription du diocèse d'Embrun, un village de Selonnet. *Selonnet*, *Sellonnet*, *Sellonnette* ou *Salonnet*, telles sont les formes qui se rencontrent dans les imprimés et dans les manuscrits de notre époque ou du siècle dernier. Or, dans un texte latin de l'année 1516¹, la même localité est appelée *Salonum*, et je ne doute point que plus anciennement l'unique forme du nom fût Salon. Il a dû se passer ici le fait que M. Aug. Longnon me dit avoir souvent constaté particulièrement dans le midi de la France : la formation d'une sorte de diminutif par suite d'une comparaison établie entre deux localités de même nom et d'inégale importance. Pour mieux se distinguer de Salon, la ville de la plaine, Salon, le village de la montagne, est devenu Salonnet, comme Barcelone, dans la même région, est devenue Barcelonnette, Saint-Jean Saint-Jeannet (Basses-Alpes), Avignon Avignonnet (Haute-Garonne), Saint-Paul Saint-Paulet (Ariège), etc.

On sait d'ailleurs qu'il y avait anciennement à Selonnet un prieuré bénédictin. L'abbé Albert, auteur d'une *Histoire géographique, naturelle, ecclésiastique et civile du diocèse d'Embrun*², en a constaté l'existence en l'année 1306, et il résulte d'un document analysé par Bouche³ que ce prieuré dépendait alors de la grande abbaye de l'Isle-Barbe, au diocèse de Lyon⁴, à laquelle appartint également, jusqu'en 1518, la haute justice de Selonnet⁵. Ces renseignements concordent bien avec ce que nous savions du prieuré de Bonet. Notre écrivain passait déjà, au temps de Cl. Le Laboureur, pour avoir été moine de l'Isle-Barbe⁶, fait établi d'une manière positive par le document

1. Arch. nat., G⁸* 1, fol. 222 v°, et G⁸* 241, fol. 282 v°.

2. 1783, in-8°, t. I, p. 476.

3. *Chorographie ou Description de la Provence*, t. I, p. 938.

4. Le même fait serait établi par une bulle de Lucius III qu'a imprimée Cl. Le Laboureur (*les Mazures de l'abbaye royale de l'Isle-Barbe*, 1681, in-4°, t. I, p. 115), si l'on pouvait avoir quelque confiance dans un texte évidemment interpolé (voir *ibid.*, p. 122).

5. Abbé Albert, *loc. cit.* Abbé J.-J.-M. Féraud, *Histoire, géographie et statistique du département des Basses-Alpes* (Digne, 1861, in-8°), p. 251.

6. *Op. cit.*, t. II, p. 78.

que je viens d'extraire des Archives du Vatican. On s'explique aisément que Bonet ait possédé un prieuré dépendant de son monastère. Ce prieuré n'était autre que celui de Selonnet (Basses-Alpes).

A la biographie d'Honoré Bonet, le rôle du Vatican n'ajoute guère d'autres traits, si ce n'est qu'au mois de mai 1382 notre auteur était déjà prêtre et licencié en décret. On connaissait seulement jusqu'à présent la date de sa réception au grade de docteur (23 octobre 1386).

N. VALOIS.

LA PRÉVOTÉ

DES

MARCHANDS DE PARIS

A LA FIN DU XIV^e SIÈCLE ¹.

Le règne de Charles VI est pour l'histoire de la municipalité parisienne une période extrêmement troublée. Le défaut d'unité de vue et de direction dans les conseils de ce prince, les changements fréquents du personnel qui entoure le roi ont eu cette conséquence que la royauté, à ce moment, n'a aucun plan arrêté, aucun dessein nettement défini à l'égard du Corps de ville des Parisiens. Les droits et les privilèges de Paris sont au début du règne une première fois reconnus et confirmés, puis, à la suite de la révolte des Maillotins, on les supprime complètement, sans qu'il en reste la moindre trace. Quelques années après, le Conseil royal semble vouloir revenir sur cette mesure radicale, mais il se garde de rendre en une seule fois toutes leurs institutions municipales aux Parisiens. Ce n'est que peu à peu et comme par lambeaux que ceux-ci rentrent en possession de leurs droits. Toutes les fois que la royauté fait une concession, elle paraît, pour ainsi dire, le regretter, et de cette incertitude, de cette hésitation inquiète du roi résultent dans les faits une grande confusion et dans les institutions qui sont rétablies un manque absolu de précision et de netteté pour ce qui est des charges et des attributions des magistrats.

Nous n'avons pas l'intention de faire l'histoire détaillée de la municipalité de Paris pendant le gouvernement de Charles VI;

1. Lecture faite à l'Académie des inscriptions et belles-lettres dans la séance du 3 octobre 1890.

nous nous proposons seulement de rechercher, avec toute la précision que peut permettre l'état des sources dont nous disposons, de quelle manière fut administrée la ville de Paris pendant les dix dernières années du *xiv*^e siècle, et, en particulier, quel était le personnage que l'on désignait à ce moment sous le nom de « garde de la prévosté des marchands pour le roy », quels étaient ses droits et ses devoirs, en quoi il ressemblait au prévôt des marchands ordinaire, en quoi il en différait. On sait combien la solution de toutes les questions ayant trait à l'histoire municipale de Paris est devenue difficile depuis la perte de nos archives communales. C'est donc par des moyens indirects que nous parviendrons à établir le rôle et les fonctions de ce personnage, dans la mesure où il est possible de délimiter les attributions d'un magistrat dont les pouvoirs ont été laissés à dessein dans le vague et l'indécision.

A la suite de la répression qui avait marqué le retour des princes, oncles de Charles VI, après la révolte des Maillotins à Paris, avait paru une ordonnance, à la date du 27 janvier 1383 (n. st.), aux termes de laquelle tous les privilèges de la ville étaient rigoureusement supprimés pour punir les habitants des insurrections dont ils avaient été les auteurs, non seulement sous le règne présent, mais encore du vivant du roi Charles V. Le roi « mettoit dans sa main » la prévôté des marchands, l'échevinage et le greffe, ainsi que la juridiction, les biens et les revenus ; tout était transmis au prévôt de Paris, qui allait remplacer le prévôt des marchands dans ses droits et ses attributions. L'ordonnance abolissait également les maîtrises et les communautés de métiers, défendait aux gens de métiers « de faire des assemblées par manière de confrairie de mestier... » et prescrivait que le prévôt de Paris nommerait des prudhommes dans chaque corporation pour visiter les marchandises, avec le titre de « visitateurs ». Enfin, les quarteniers, cinquanteniers et dizainiers étaient supprimés ; le roi déclarait qu'il veillerait lui-même à la sécurité de la ville¹.

Le roi Charles VI faisait donc table rase de toutes les institutions municipales de Paris ; la commune parisienne n'existait plus ; elle devenait un simple domaine royal administré par le

1. Voy. le *Recueil des ordonnances des rois de France*, édit. Laurière, t. VI, p. 685.

fonctionnaire ordinaire de la royauté, celui qui remplissait dans la capitale les fonctions des baillis en province, le prévôt. Les bourgeois n'avaient aucune part au gouvernement de leur ville, soit directement, soit indirectement; on avait même pris la précaution de supprimer tout corps constitué qui pût prendre la parole au nom des habitants, défendre leurs intérêts et réclamer leurs privilèges. C'était la ruine de toute vie municipale et la fin de l'existence communale de la ville de Paris.

Tant que les oncles de Charles VI demeurèrent au pouvoir, les choses restèrent dans cet état sans aucune sorte de changement. Nous ignorons si les Parisiens firent un effort quelconque pour faire rapporter au roi tout ou partie des mesures rigoureuses qu'il avait prises; les chroniqueurs sont muets à cet égard et les documents ne nous donnent aucun renseignement formel sur ce point. Il est permis de penser que les bourgeois, n'ayant plus de représentants à aucun titre, se trouvèrent dans l'impossibilité de faire parvenir leurs doléances au trône royal.

L'arrivée à la direction des affaires de ceux que l'on désigne dans l'histoire du nom de « Marmousets » modifia l'attitude de la royauté vis-à-vis des Parisiens et apporta de notables changements à la situation politique de la ville. Nous n'avons pas à rappeler ici dans quelles circonstances Charles VI remercia ses oncles de leurs bons offices et les pria de ne plus s'occuper du gouvernement du royaume, comment il appela auprès de lui un certain nombre d'hommes nouveaux, quelques-uns anciens ministres de son père, presque tous personnages intelligents ayant le sens pratique des choses et une connaissance précieuse des affaires¹. Cette révolution dans le Conseil royal se place dans les derniers mois de l'année 1388.

Il semble que, suffisamment instruits des causes de l'impopularité du gouvernement auquel ils succédaient, les Marmousets aient cherché à prendre le contre-pied de la politique suivie par leurs prédécesseurs. Dans ces conditions, une des premières mesures à laquelle ils avaient à songer était de plaire aux Parisiens et de gagner leurs sympathies en leur rendant leurs libertés et les droits qui leur avaient été enlevés. C'était, d'une part, faire œuvre de prudence et de sagesse, étant donné le rôle, quelquefois important

1. Voy. la *Chronique du Religieux de Saint-Denis*, édit. Bellaguet, t. I, p. 556 et suiv. — Jean Juvénal des Ursins, *Histoire de Charles VI*, p. 69.

et souvent dangereux, que jouait le peuple de Paris en face de la royauté depuis un certain nombre d'années, et, d'autre part, il pouvait être conforme aux tendances particulières et aux vues politiques des nouveaux ministres de favoriser et d'étendre les droits des Corps municipaux.

Il paraît, cependant, que des raisons graves empêchèrent le Conseil royal de réaliser sur ce point les projets, au moins dans leur entier. Peut-être se défiait-il des habitants de Paris; peut-être, plus probablement, craignait-il d'exagérer, dès le début, l'œuvre de réaction contre la politique des ducs. Toujours est-il qu'on se borna tout d'abord à une demi-mesure, qui était de nature à satisfaire provisoirement les bourgeois, sinon dans leurs intérêts, au moins dans leur amour-propre; car, ainsi que nous allons le voir, la concession qui leur était faite se réduisait, dans le fond, à fort peu de chose.

On institua une charge communale nouvelle à laquelle on donna le nom de « garde de la prévosté des marchands pour le roy¹ ». Et encore on entoura cette nouvelle création d'un certain nombre de précautions, de façon qu'elle passât pour peu importante.

Nous avons vu que le prévôt de Paris avait hérité de toutes les attributions et fonctions de l'ancien prévôt des marchands. On profita, pour mettre à exécution les modifications projetées, de la mort d'Audoyne Chauveron, qui, depuis 1383, remplissait la charge de la prévôté de Paris. Celui-ci, en effet, mourut le 25 janvier 1389 (n. st.)², c'est-à-dire trois mois environ après l'arrivée au pouvoir des Marmousets. Or, le surlendemain, 27 janvier, le Conseil du roi nommait en son lieu et place deux magistrats : l'un, Jean de Folleville, comme prévôt de Paris; l'autre, Jean Jouvenel, comme « garde de la prévosté des marchands pour le roy³ ». C'était, jour pour jour, six ans après l'ordonnance de Charles VI qui supprimait l'échevinage de Paris.

1. Voy. Juvénal des Ursins, p. 70.

2. Voy. les *Antiquitez de la ville de Paris contenant... la chronologie... des prévosts, gardes de la prévosté de la ville et vicomté de Paris...* (par Malingre), Paris, 1611, in-fol., p. 679.

3. Arch. nat., PP 117, an 1388 (a. st.), 1052, 1056; Mémorial E, fol. 180. — Bibl. de Rouen, vol. VII, fol. 99 r°. — Le texte des Archives nationales nous donne la date de l'année, celui de la bibliothèque de Rouen la date du jour. Malingre (*loc. cit.*) confirme ces deux renseignements. M. Moranvillé (*Étude sur la vie de Jean le Mercier*, p. 101), qui cite le registre de la bibliothèque de

Juvénal des Ursins raconte, dans son *Histoire de Charles VI*, que le Conseil royal rétablit la prévôté des marchands parce que Jean de Folleville, prévôt de Paris, exposa aux ministres « les charges, peines et travaux qu'il avoit pour le gouvernement des deux prevostez de Paris et des marchands, et que bonnement les deux ensemble ne se pouvoient pas bien exercer¹. » Cette explication n'est pas rigoureusement exacte, s'il est vrai, comme nous le prouvent les textes, que Jean de Folleville fut nommé en même temps que Jean Jouvenel ou tout au plus deux jours auparavant. Il faudrait supposer que le nouveau prévôt de Paris eût pressenti, plutôt que jugé par expérience, la lourdeur des deux charges dont il assumait simultanément la responsabilité. Le Religieux de Saint-Denis est plus sûrement dans le vrai lorsqu'il dit que le Conseil du roi agit comme il le fit pour gagner la faveur du peuple de Paris².

Quoi qu'il en soit, les Parisiens avaient donc à leur tête un nouveau magistrat qui semblait annoncer par son titre un retour vers les anciennes libertés communales. Que valait au fond cette concession de la royauté? Qu'était le prévôt des marchands?

Il ne faut pas s'attendre à trouver, dans le recueil des ordonnances des rois de France, une lettre royale indiquant avec précision les attributions et les droits de cette magistrature. Il n'est pas de l'esprit du temps d'apporter une réglementation si minutieuse dans les institutions politiques, et, d'ailleurs, il paraît très vraisemblable que le Conseil royal se fût abstenu d'une pareille mesure, afin de laisser dans le vague et l'indécision un pouvoir

Rouen, infère de la fausse date de 1385 que porte ce document (c'est un extrait de la Chambre des comptes conservé par une copie de Ménant, dans la collection Leber, *Mémorial E*, fol. 180 : un double du registre conservé aux Archives nationales) que Jouvenel fut prévôt en 1385. Trop de textes et de faits s'opposent à cette assertion pour qu'elle puisse se justifier. Nous nous bornerons à observer que Jean de Folleville n'a sûrement été nommé prévôt qu'en 1389 (n. st.); l'*Histoire de Charles VI* de Juvénal des Ursins (p. 70), le Religieux de Saint-Denis (t. I. p. 571), le registre de la Chambre des comptes, des Archives nationales s'accordent à donner, pour l'institution de Jean Jouvenel comme prévôt des marchands, la date de 1389 (n. st.); il n'y a donc pas à hésiter. — Voy., pour les raisons qui nous font adopter les formes *Jouvenel* et *Juvénal des Ursins*, notre article sur le nom de la famille Juvénal des Ursins dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. L, 6^e livr., pp. 537 et suiv.

1. Juvénal des Ursins, p. 69.

2. « Ad favorem civium. » Religieux de Saint-Denis, t. I, p. 570.

qu'il rétablissait, à tout prendre, pour éviter un mal plus dangereux. La méthode la plus sûre et qui conduise à un résultat certain est tout d'abord de nous rendre compte des fonctions dont le prévôt des marchands n'était pas chargé; nous pourrons ensuite plus aisément faire le départ de ce qui lui était personnellement réservé.

Nous avons vu quelle était la portée de l'ordonnance du 27 janvier 1383 (n. st.). Le roi s'était attribué la juridiction et les revenus de la ville de Paris et il avait supprimé la prévôté, l'échevinage, le greffe, les quarteniers, les dizainiers, etc. Les conséquences de cet acte étaient simples : il ne restait plus rien de la commune de Paris.

Si nous nous reportons à la date du 20 janvier 1412 (n. st.), époque à laquelle le roi Charles VI rendit pleinement leurs droits communaux aux Parisiens et rétablit d'une manière complète tout ce qui avait été supprimé en 1383, nous trouvons, dans une ordonnance qui consacre la restauration de la municipalité, les déclarations qui suivent : « L'empeschement et mainmise, ainsi que dit est, par nous mis esdicte prevosté des marchans, eschevinage, clergie, maison de la ville, parlouer aux bourgeois, juridicion, cohercion, privilèges, rentes, revenues et droiz appartenans d'ancienneté à ycelle prevosté des marchans, eschevinage et clergie de nostre dicte bonne ville de Paris, avons levé et osté, levons et ostonz à plain de nostre certaine science et propre mouvement¹. »

La réflexion qui vient à l'esprit est que, si le roi « lève et oste » en 1412 sa mainmise sur les institutions dont il est ici parlé, c'est que cette main était mise à l'époque qui a précédé la date de l'ordonnance en question. Nous en devons déduire cette conséquence que le garde de la prévôté des marchands, qui a été magistrat municipal de 1389 à 1412, n'avait ni échevinage, ni clergie, ni parloir aux bourgeois, juridiction, droit de coercition, rentes, revenus ou droit. Nous ne devons donc trouver auprès de lui aucun échevin; nous ne devons le voir présider aucun tribunal; il ne doit jamais être question de son greffe. Et, en effet, dans les documents ou dans les chroniques, nous ne lisons rien qui contredise cette première constatation. Juvénal des Ursins rapporte dans son *Histoire* que son père, Jean Jouvenel, s'employa acti-

1. *Ordonnances des rois de France*, t. IX, p. 668.

vement à empêcher les hanses rouennaises d'accaparer, sur la navigation de la Seine, les droits des *marchands de l'eau* de Paris. Mais nous voyons bien que le procès auquel donna lieu cette affaire fut réglé par le Parlement de Paris et non par un tribunal municipal¹. Le registre criminel du Châtelet de Paris mentionne à cette époque la présence de Jean Jouvenel à certaines audiences comme juge². Mais nous savons qu'il était conseiller au Châtelet avant d'être prévôt des marchands³. Ses nouvelles fonctions ne l'ont pas empêché de continuer à remplir ses anciennes charges. Il n'y a aucun rapport entre son titre de garde de la prévôté et sa qualité de juge au Châtelet. Partout ailleurs nous ne rencontrons aucun fait précis et suffisamment formel qui aille à l'encontre de ces premières indications.

Une seconde ordonnance, datée du 1^{er} mars 1389 (n. st.), nous éclaire d'une manière plus nette sur les attributions administratives du garde de la prévôté. Cette ordonnance débute de la manière suivante : « Comme à nostre prevost de Paris⁴ seul et pour le tout appartienne par nous et doye appartenir à cause de son office principalement *et non à autre* la cure et le gouvernement de nostre bonne ville de Paris, pour ycelle tenir et garder en telle et si bonne justice, ordenance et police de toutes choses que ce soit à la louenge de Dieu, à notre honneur, au bien et decoration de ladite ville et à l'utilité de la chose publique... » Le ton de cette lettre royale nous autorise à penser que le garde de la prévôté avait cherché à exercer indûment des attributions d'un caractère administratif. Ce que nous savons, du reste, de l'activité que déploya Jean Jouvenel pendant toute la durée de ses fonctions, des efforts qu'il tenta pour accroître et étendre ses

1. Juvénal des Ursins, p. 70. Arch. nat., X^{1a} 8300⁶, fol. 64 v^o et 65 r^o.

2. Voy. Duplès-Agier, *Registre criminel du Châtelet de Paris*, t. I, p. 468. Samedi 10 septembre 1390 : « ... furent assemblez en jugement sur les quarreaux du dit Chastellet messeigneurs maistres... Jehan Jouvenel, advocat au Parlement... » *Ibid.*, t. II, p. 119 et sqq.

3. Il fut nommé le 8 janvier 1381 (n. st.) au lieu et place de maître Simon de la Fontaine. Voy. le P. Anselme, *Histoire généalogique*, t. VI, p. 403.

4. Il faut bien distinguer le prévôt de Paris du prévôt des marchands, ce que n'ont pas fait suffisamment certains historiens, qui s'exposent ainsi à des erreurs du genre de celle qu'a commise M. Leroux de Lincy, désignant à tort Jean de Folleville comme prévôt des marchands. Voy. Leroux de Lincy, *Histoire de l'Hôtel de ville de Paris*, p. 204. — *Ordonnances des rois de France*, t. VII, p. 243.

droits, de ses intentions non dissimulées de rendre à la prévôté des marchands son ancien éclat, explique et justifie cette déclaration royale. Mais nous apprenons en même temps que le prévôt des marchands n'avait pas à s'occuper de l'administration de la ville de Paris et de la police des voies publiques. Cet office appartenait exclusivement au prévôt de Paris, et c'était pour avoir tenté sur ce point d'outrepasser ses droits que Jean Jouvenel s'attirait cette décisive remontrance. Ce qui confirme l'indication que nous venons de donner, c'est que des lettres royales datées du 24 décembre 1398 informent le prévôt de Paris qu'on pourra renfermer à l'avenir les prisonniers dans le petit Châtelet lorsque le grand Châtelet sera trop encombré¹. Il n'est pas question du prévôt des marchands dans ce document que le roi adresse au prévôt de Paris. Jean Jouvenel n'avait donc pas à s'occuper de la direction des prisons, et M. Ét. Georges a par conséquent commis une erreur dans le travail qu'il a consacré à ce personnage lorsqu'il avance que Jouvenel veilla à ce que les prisonniers de la Tournelle et du Châtelet fussent bien nourris et chaudement vêtus².

Le garde de la prévôté n'avait pas davantage à veiller au pavage de la ville de Paris en général. Nous avons un certain nombre de règlements et de déclarations royales concernant cette question pendant la période qui s'étend de 1389 à 1412; tout est adressé au prévôt de Paris comme seul exécuter des volontés du roi sur ce point; le garde de la prévôté n'avait donc aucune attribution en cette matière; au prévôt de Paris incombait en entier la responsabilité de l'entretien des chaussées de la ville³.

L'examen des ordonnances que nous venons de faire nous a appris ce que le garde de la prévôté n'avait pas; on peut se demander quelles fonctions pouvaient bien rester à ce magistrat, étant donné que le prévôt de Paris avait seul qualité pour agir et administrer la ville.

Nous trouverons la réponse à cette question dans une ordonnance du 12 août 1405 adressée au successeur de Jouvenel, Charles Culdoë. C'est en 1400 que Jean Jouvenel a quitté la prévôté des marchands pour devenir bientôt après avocat général du

1. *Ibid.*, t. VIII, p. 309 et 311.

2. Ét. Georges, *Juvenal des Ursins*, dans l'*Annuaire de l'Aube*, 1860, p. 74.

3. *Ordonnances des rois de France*, t. VII, p. 243 (1^{er} mars 1389 [n. st.]); — t. VIII, p. 319 (5 avril 1399); — *Ibid.*, p. 381 (28 mai 1400)... etc.

roi au Parlement. Il ne paraît pas que rien ait été modifié à l'état des fonctions qu'il venait de remplir. En tous cas, nous n'avons rencontré aucun texte qui nous permette de supposer le contraire. Nous devons penser que Charles Culdoë est devenu garde de la prévôté des marchands dans les mêmes conditions que Jean Jouvenel et qu'il n'a eu ni plus ni moins de droits et d'attributions que son prédécesseur. Si donc nous rencontrons une lettre royale faisant mention des charges qu'avait à remplir le garde de la prévôté en 1405, nous pouvons présumer que ces charges étaient les mêmes pendant les années qui ont précédé cette date.

Le roi accorde, par une ordonnance de 1405, au garde de la prévôté la disposition provisoire de certains revenus qui appartenaient à la ville de Paris avant la suppression de la municipalité, pour les raisons suivantes qu'il expose au début de la lettre : « Receue avons l'umble supplicacion de nostre bien amé Charles Culdoe, garde de par nous de la prevosté des marchands de nostre bonne ville de Paris, contenant que comme à cause de son dit office il soit de par nous commis et lui appartiengne de visiter, faire soustenir et réparer toutes les choses qui sont de nécessité à faire en nostre dicte bonne ville pour la fortificacion, decoracion et bonne police d'icelle, tant es portes, pons, fontaines, tours, murs, bastides, esgouz, chaussié et fossez comme autrement en quelque manière que ce soit... », etc.¹.

Aux termes de cette déclaration, le garde de la prévôté aurait donc à veiller à l'entretien des monuments publics, des fortifications de la ville de Paris, des égouts que l'on venait de construire depuis très peu de temps, des ponts, des fontaines et, en général, de tout ce que l'on désignerait de nos jours du nom d'édifices publics. Il semblerait au premier abord que tout cela dût être l'office d'un sous-ordre du prévôt de Paris. Étant donné, en outre, les pouvoirs de celui-ci et son rôle dans l'administration de la ville, il y a apparence que ses attributions et celles du prévôt des marchands devaient s'enchevêtrer de manière à provoquer à tout moment des discussions et des conflits. Mais on sait qu'à cette époque c'est le cas de toutes les institutions de n'avoir point de limites précises et d'empiéter les unes sur les autres sans règles déterminées. On ne doit donc pas s'étonner de ce que les fonctions du garde de la prévôté pouvaient avoir de flottant.

1. *Ordonnances des rois de France*, t. IX, p. 703.

Il faut remarquer que dans le texte que nous venons de citer il est question de « chaussiez ». Cela semble en contradiction avec ce que nous avons affirmé plus haut. Si le prévôt de Paris a seul la charge de la surveillance et de l'entretien du pavage de la ville, on se demande pourquoi le roi indique dans son ordonnance que le garde de la prévôté doit veiller sur les « chaussiez ». Nous avons l'explication de ce fait dans l'ordonnance que nous avons déjà citée et qui est datée de Vernon du 1^{er} mars 1389 (n. st.). C'est la lettre royale par laquelle Charles VI donne pouvoir au prévôt de Paris de faire nettoyer les rues de la ville et d'y entretenir le pavé; il se plaint de l'état lamentable des chemins, qui sont effondrés en plusieurs lieux, et des ordures et boues que chacun laisse devant sa porte; « et sont les choses en tres grant esclandre, vitupere et deshonneur d'icelle ville... », sans compter que « l'infeccion et punaisies » des ordures ont occasionné des épidémies. Le prévôt est donc chargé de pourvoir à ce que la ville soit propre et bien pavée, à ce que chaque habitant nettoie le devant de sa maison et refasse « les pavements des chaucies de la dite ville... »

« Exceptez toutevoies », ajoute le texte, « ceuls de la croisiée d'icelle ville et d'aucunes rues et places qui y appendent et lesquelz doivent estre faiz et soustenuz par celui qui est establi de par nous au gouvernement de la prevosté des marchans...¹. »

Le garde de la prévôté aurait donc encore dans ses attributions à veiller sur l'entretien des rues dans un certain périmètre déterminé. Cela ne s'accorde guère avec les déclarations formelles du roi qu'on a vues plus haut et aux termes desquelles au prévôt seul « pour le tout » et « non à autre » appartient « la cure et le gouvernement de nostre bonne ville de Paris. » Le prévôt des marchands agira-t-il dans le cas présent comme subordonné du prévôt de Paris ou en pleine indépendance et liberté? Le fait n'est point mentionné.

Ce vague se retrouve encore dans le ressort qui est dévolu au garde de la prévôté. On sait ce qu'on entend par le mot de « croisiée de la ville ». C'était, comme le nom l'indique, une croix formée de deux grandes rues se coupant à angle droit et divisant Paris en quatre secteurs plus ou moins inégaux. Le centre de cette croix ou croisée était au grand Châtelet; de là partaient

1. *Ordonnances des rois de France*, t. VII, p. 243.

quatre artères dans quatre directions contraires. Vers l'ouest, la croisée allait par le Louvre jusqu'au bout des murs du clos des Quinze-Vingts, où elle atteignait l'enceinte de la ville; du côté de l'est, elle gagnait l'église Saint-Antoine-aux-Champs par la rue de la Tisseranderie; au sud, elle comprenait le pourtour du Châtelet, la rue de la Calandre, et aboutissait à la porte Saint-Jacques; enfin, au nord, elle gagnait la croix du Trahoir, par la rue Saint-Denis, la rue de la Causonnerie, la rue de la Charronnerie, et de là se prolongeait jusqu'à la bastille Saint-Honoré¹. Si le roi avait simplement déclaré dans son ordonnance que le garde de la prévôté n'avait à s'occuper que de la croisée, le texte eût été suffisamment précis, mais il ajoute : « et d'aucunes rues et places qui y appendent », ce qui, évidemment, par l'incertitude de l'expression et le sens très large ou très étroit que l'on pouvait y attacher, simplifiait ou compliquait extrêmement la charge du garde de la prévôté. Nous ignorons, du reste, ce qu'il en fut dans la réalité, faute de documents et de preuves.

Telles sont les fonctions d'un caractère déterminé que le prévôt avait à remplir. On voit qu'elles se réduisaient à l'entretien des édifices publics et d'un certain nombre de rues. Les ordonnances, sur ce point, nous ont permis d'arriver à un résultat suffisamment formel.

Ici se présente une question subsidiaire, qui est celle de savoir avec quels fonds le garde de la prévôté pouvait faire face aux dépenses qu'il devait engager de ce chef. Nous allons voir que Jean Jouvenel n'eut pas l'argent nécessaire pour s'acquitter convenablement de ses fonctions.

Il faut dire tout d'abord que chaque habitant était tenu de nettoyer le devant de sa maison et « de refaire le pavement des chaussées de la ville² ». Le devoir du garde de la prévôté était donc de veiller en premier lieu à ce que, sur ce point, les règlements royaux fussent strictement exécutés.

Mais cette ressource ne suffisait pas et la prévôté avait à sa charge un certain nombre de voies publiques dont elle devait, à ses frais, entretenir le pavage directement. De tout temps on avait destiné à cette dépense un fonds spécial que l'on désignait sous le

1. Voy. une description de la croisée en 1400 publiée par Delamare dans son *Traité de la police*, t. IV, p. 173.

2. *Ordonnances des rois de France*, t. VII, p. 243.

nom de « revenus de la ferme du Barrage¹ ». Seulement cette ferme était presque toujours entre les mains du « visiteur du pavé », et celui-ci, ayant intérêt à dépenser le moins possible, laissait les chaussées « en tres grant ruine et demolicion² ». A maintes reprises, le roi avait été obligé de donner des sommes d'argent à la municipalité parisienne, au temps de Charles V et au début du règne de Charles VI, pour lui permettre d'entretenir convenablement le pavé de Paris³.

A part cette source particulière bien précaire, comme on le voit, l'ancien prévôt des marchands, avant 1383, avait d'ordinaire pour payer les dépenses la moitié des amendes et des confiscations que prononçait le tribunal du parloir aux bourgeois, les revenus de la ferme du Criage, concédés par Philippe-Auguste en 1220, la ferme des Chaussées et un certain nombre de coutumes et de droits suffisants pour conserver les fortifications et les empêcher de tomber en ruine⁴. Nous avons vu que le parloir aux bourgeois était « dans la main » du roi et que Charles VI avait confisqué tous les revenus de la ville. Jean Jouvenel, ne pouvant disposer d'aucun fonds régulier, s'est donc trouvé dans l'impossibilité de gérer convenablement sa charge. A-t-il cherché à obtenir du roi une faveur quelconque pour pouvoir remettre les choses en état? Nous l'ignorons⁵. Peut-être a-t-il demandé et n'a-t-il rien obtenu; peut-être n'a-t-il pas osé, sa situation étant si peu sûre, présenter une requête qui aurait eu pour effet d'indisposer le Conseil royal à l'égard de l'unique magistrat municipal qu'on avait donné à la ville de Paris.

Nous avons la preuve de l'état d'abandon dans lequel furent

1. Voy. Delamare, *op. cit.*, t. IV, p. 173.

2. Ordonnance du 21 avril 1407 établissant une aide de trois ans. *Recueil des ordonnances*, t. IX, p. 708.

3. Voy. Fréd. Lecaron, *Essai sur les travaux publics de la ville de Paris au moyen âge*, dans les *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris*, t. III, p. 123.

4. Voy. Fréd. Lecaron, *op. et loc. cit.*

5. Cependant, le texte suivant, emprunté au journal du Trésor, semblerait devoir faire supposer le contraire. « De eodem [de Johanne Capella receptore denariorum ordinatorum per regem pro operibus et fortificacionibus ville Parisius...] 7c francos compt. per magistrum Johannem Jouvenel, custodem prepositure mercatorum ville Parisius in dictis francis, pro dono sibi facto per regem. » Lundi 6 mars 1390 (n. st.). Arch. nat., KK 13, fol. 105. — Il est vrai que nous ne pouvons faire qu'une hypothèse sur la destination exacte de la somme dont il est ici question.

laissés les édifices publics dans un fait que nous relevons quelques années après le départ de Jean Jouvenel.

En 1405, le garde de la prévôté, Charles Culdoë, dont nous avons déjà parlé, se décida à présenter au roi une « umble supplicacion », le priant de vouloir bien le mettre à même, en lui donnant des ressources suffisantes, de s'acquitter convenablement de ses fonctions. Les monuments publics étaient, à ce moment, dans un état lamentable de délabrement ; « et il soit ainsi, disait-il, que de present il soit tres grand necessité de y pourveoir et de y faire tres grans repparacions, soustenemens et emparemens... » Il déclarait au roi qu'il ne serait pas trop pour cela que « toutes les rentes, revenues, cens, admendes, forfaictures, criages et scellerages, hanses, coustumes, maisons, gardes de portes, tours, bastides, fossez, la clergie de la ville et les fermes des chaussées,... rabatues les charges,... soient reçues par le dict garde ou son commis pour tourner et convertir par l'ordonnance d'icelle garde es reparacons, soustenemens et autres choses necessaires de la dicte ville... » Le roi accorda au garde de la prévôté ce qu'il demandait¹. Nous savons, par l'ordonnance qui rend à la prévôté des marchands ses droits et revenus, que ceux-ci s'élevaient annuellement à la somme de huit cents livres. Le chiffre était relativement minime. Il faut croire, cependant, que la municipalité parisienne s'en contentait avant la date de 1383. Mais Culdoë ne le trouva pas suffisant. On avait à remettre en état tout ce qui avait été abandonné pendant une douzaine d'années ; il fallut chercher de nouvelles ressources ; et, le 21 avril 1407, sur la requête du garde de la prévôté, Charles VI établit pour trois ans une aide particulière dont le produit serait employé à la réparation des chaussées de la ville de Paris. Le texte de la lettre royale constate que « les chauciées de la croisiée [sont] cheues en tres grant ruine et demolicion » et ajoute que les revenus affectés à cette dépense sont complètement insuffisants².

Il résulte de ce que nous venons de voir que Jean Jouvenel a dû, faute d'argent, laisser sans soin les monuments dont l'entretien constituait pour lui l'occupation la plus précise de sa charge. Comme on le voit aussi, le Conseil royal, au moins dans l'état actuel de nos connaissances, n'a point cherché à régler cette con-

1. *Ordonnances des rois de France*, t. IX, p. 703. 12 août 1405.

2. *Voy. Delamare, op. cit.*, t. IV, p. 173.

tradition que pouvait offrir le fait d'un homme ayant certaines fonctions et ne pouvant pas les remplir.

A part ces attributions concernant les travaux publics de la ville, le garde de la prévôté ne nous paraît pas avoir d'autre rôle, dans les documents où il est encore question de lui, que celui d'agent d'exécution du roi. Nous voyons son nom figurer dans un certain nombre d'ordonnances au rang des officiers royaux chargés d'exécuter les décisions royales sur des sujets, du reste, variés et inégalement importants.

Ainsi, le 9 octobre 1392, Charles VI révoque par lettres royales toutes les permissions données jusque-là de percer les conduits qui mènent l'eau dans les fontaines des Innocents, de Maubué et des Halles pour embrancher des tuyaux particuliers qui donnent de l'eau aux hôtels voisins. Il excepte des effets de cette mesure prohibitive les hôtels du roi, ceux des ducs de Berry, de Bourgogne, d'Orléans ou de Bourbon. Or, il charge de l'exécution de son ordonnance le procureur général du Parlement, le prévôt de Paris et « le commiz à gouverner l'office de la prevosté des marchands de nostre dicte ville¹. » Le garde de la prévôté est bien ici assimilé à un fonctionnaire ordinaire qui reçoit mandement du roi d'agir de telle ou telle façon au même titre qu'un agent royal quelconque.

C'est à cette conclusion, en effet, que nous sommes amenés. Le garde de la prévôté n'est qu'un simple officier royal ; il est nommé par le roi, ce ne sont pas les bourgeois qui le choisissent². Il n'a que les attributions qu'a bien voulu lui donner le roi et qu'on a retirées au prévôt de Paris ; il est comme le second du prévôt de Paris, une sorte de *vice-prévôt*. D'indépendance personnelle, il n'en a point ; révocable à volonté, il est nommé sans doute pour un temps illimité, mais il doit scrupuleusement obéir à tous les ordres que lui donne le roi directement ou indirectement. Dans la situation indécise et incertaine où il se trouve, une seule chose est sûre, c'est qu'il ne peut rien et que tout a pouvoir sur lui. Voilà, au moins en théorie et pour le fond, l'état exact dans lequel se trouve le garde de la prévôté.

Pour la forme, il apparaît bien qu'il est à l'égard des bourgeois un véritable prévôt des marchands. On trouve dans les textes deux

1. *Ordonnances des rois de France*, t. VII, p. 510.

2. Juvénal des Ursins, p. 70. — *Le Religieux de Saint-Denis*, t. I, p. 570.

dénominations simultanément employées pour le désigner : tantôt le véritable titre, celui qu'emploie le roi : « Custos prepositure mercatorum ville Parisius¹... », et qui indique bien que notre personnage n'a pas la propriété de sa charge, mais qu'il n'en a que *la garde*, d'où son nom de « garde de la prévôté² » ; tantôt simplement aussi l'expression de « prévôt des marchands de Paris³. » Du reste, les Parisiens le considèrent comme un véritable prévôt des marchands ; il habite l'hôtel de ville de Paris⁴ ; il a le dépôt et le soin de trois livres contenant les antiques privilèges de la commune parisienne⁵. Dans toutes les cérémonies et les processions, il figure à la même place que l'ancien prévôt des marchands, il en a le costume, il en interprète le rôle ; il est le véritable chef des Parisiens.

Le Religieux de Saint-Denis raconte longuement l'entrée solennelle que fit à Paris la reine Isabeau de Bavière le dimanche 22 août 1389. Il nous dépeint tout le cortège princier magnifiquement paré, la reine revêtue d'une robe de soie semée de fleurs de lys d'or, les plus nobles dames du royaume suivant dans des chars peints et dorés, les officiers et serviteurs du roi faisant la haie entièrement vêtus de rose. Puis il nous décrit les notables bourgeois de Paris qui sont venus au-devant de leur souveraine, à cheval et recouverts de superbes costumes verts. Or, celui qui les conduit, qui marche à leur tête, parle en leur nom, et apparaît comme leur représentant, c'est le prévôt des marchands Jean Jouvenel, également à cheval et vêtu de vert comme les autres, mais plus brillamment⁶.

Froissart ajoute que les bourgeois voulurent profiter de cette

1. Arch. nat., KK 13, fol. 105.

2. Voy. Félibien, *Histoire de Paris*, t. I, p. 628.

3. Arch. nat., X1^a 8849, fol. 98 v°. « Maistre Jehan Jouvenel, prevost des marchans de Paris. » Accord avec Jehan l'Aloue et Jacques l'Alemant. — 1390.

4. Bibl. nat., ms. franç. 4752, p. 112. — Voy. Juvénal des Ursins, p. 70.

5. Arch. nat., PP 117, p. 1056, an 1388 (v. st.). « Inventaire de trois livres concernant la prevosté des marchands de Paris delivrez par ordre de la Chambre [des comptes] à Jehan Jouvenel, garde de la dite prevosté. » — Bibl. nat., ms. franç. 4752, p. 121. « Inventarium trium librorum traditorum magistro Johanni Jouveneli, *preposito mercatorum Parisiensi*, continentium antiqua privilegia et alia plura notabilia pro burgensibus ville Parisiensis. — Enregistré au registre des chartes du greffe de la Chambre des comptes à Paris, commenceant 1381 et finissant 1394 au feuillet ix^{xx} du dict registre. »

6. Le Religieux de Saint-Denis, t. I, p. 613.

circonstance pour chercher à se concilier la faveur royale par des présents magnifiques. Trois jours après l'entrée d'Isabeau, ils vinrent lui apporter une table recouverte d'un superbe tapis de drap d'or et toute chargée de vaisselle d'or ; ils offraient en même temps aux duchesses de Berry et de Lorraine des bijoux de grande valeur. Ce fut encore le prévôt des marchands qui prit la parole au nom des notables parisiens¹.

On trouverait, dans l'*Histoire de Charles VI* de Juvénal des Ursins ou dans la *Chronique du Religieux de Saint-Denis*, un certain nombre de faits attestant que Jean Jouvenel ou son successeur Charles Culdoë, bien que simples officiers royaux, surent à différentes reprises profiter du vague de leur situation pour agir avec indépendance, prendre en main les intérêts des Parisiens et les défendre avec autant d'ardeur et de zèle que s'ils étaient les mandataires élus des bourgeois, et qu'au lieu d'avoir la garde de leur prévôté ils fussent véritablement les prévôts des marchands de Paris.

L. MANCEST-BATIFFOL.

1. Voy. Froissart, édit. Kervyn de Lettenhove, t. XIV, p. 5-25. — Félibien, *Histoire de la ville de Paris*, t. II, p. 708. — Godefroy, *le Cérémonial français*, t. I, p. 637 et suiv.

LA MISSION DE PÉRON DE BASCHI

A VENISE

D'APRÈS DES DOCUMENTS VÉNITIENS

(1493).

Les registres des délibérations secrètes du Sénat vénitien renferment quatre documents relatifs à la mission de Péron de Baschi à Venise en 1493 ; quoique les deux premiers aient déjà été signalés par Romanin¹, Cherrier² et Rawdon Brown³, tous nous ont paru mériter d'être publiés ; ils offrent, en effet, prises sur le vif, les impressions de la Seigneurie quand Péron lui fit part des desseins de son maître sur le royaume de Naples ; ils révèlent la profonde émotion dont elle fut agitée en les apprenant ; enfin, au soin qu'il met à élaborer une réponse qui, sans le compromettre, pût satisfaire Charles VIII, on peut déjà pressentir les dispositions hostiles du gouvernement vénitien, dispositions qui devaient se manifester en 1495 quand, non content de se déclarer ouvertement contre la France, il prit l'initiative de la Sainte-Ligue.

Péron de Baschi, qui devait visiter Florence et Rome comme il avait déjà visité Milan, arriva à Venise, accompagné d'un secrétaire du duc de Milan, le 7 juillet⁴. Conformément à la pratique ordinaire, il fut reçu par la Seigneurie ou Collège⁵, qui, le 8 du

1. *Storia documentata di Venezia*, Venezia, 1856, t. V, pp. 26 et 27.

2. *Histoire de Charles VIII*, Paris, 1870, t. I, pp. 359 et 360.

3. *Calendar of state papers, Venetian*, London, 1864, n° 630 et 631.

4. Malipiero, *Annali Veneti*, dans *Archivio storico italiano*, 1^{re} série, t. VII, p. 315, Firenze, 1843.

5. Le Collège ou Seigneurie, qui représentait en quelque sorte le pouvoir exécutif à Venise et donnait en cette qualité audience aux ambassadeurs, com-

même mois, rendit compte au Sénat des communications que lui avait faites l'ambassadeur français.

Ce compte-rendu (le premier des documents que nous publions) est rédigé avec une attention extrême ; il a pour titre : *Summarium expositionis magnifici domini Peroni oratoris Christianissimi domini regis Francorum*. Après les compliments d'usage, Péron remercia la Seigneurie d'avoir inséré la réserve de l'alliance française dans la ligue qu'elle venait de conclure avec le pape et le duc de Milan¹ ; il notifia ensuite les différents traités que Charles VIII venait de signer avec les rois des Romains, d'Angleterre et d'Espagne. A ces notifications, le doge répondit comme il convient en pareille occurrence. Puis, ces préliminaires épuisés, on congédia les assistants qui n'étaient pas membres du Collège et les serviteurs de Péron ; il continua ensuite son exposé. Il expliqua que Charles VIII ne s'était accommodé avec tous ses voisins que pour être plus libre de revendiquer le royaume de Naples, qui lui appartenait de droit ; la prise de possession de ce royaume n'était, du reste, dans la pensée du roi que la préface d'une plus vaste et plus noble entreprise ; il entendait, en effet, imiter ses ancêtres et diriger ensuite ses armes contre les Turcs. Il espère que Venise ne lui refusera ni son appui, ni son concours, ni ses conseils. Le doge répliqua qu'on répondrait à cette triple demande après l'avoir soumise au Sénat. Péron reprit alors la parole ; il insista pour que cette réponse lui fût rendue dans le plus bref délai possible et par écrit, pour qu'il pût l'envoyer à Charles VIII, qui réglerait sa conduite d'après elle. Il ajouta que la République avait à la cour de France de nombreux ennemis, mais que, jusqu'à présent, ils n'avaient pas réussi à lui nuire dans l'esprit du roi. — Quand Péron se fut retiré, on introduisit l'ambassadeur milanais, qui parla dans le même sens que lui et lut une lettre par laquelle le duc de Milan priait la Seigneurie d'accueillir favorablement les ouvertures du roi de France.

Ce ne fut que quatre jours après, dans sa séance du 12 juillet, que le Sénat délibéra sur la réponse à faire à l'ambassadeur fran-

prenait 26 membres : le doge, ses 6 conseillers, les 3 chefs de la quarantie criminelle, les 6 sages du conseil, les 5 sages de terre ferme et les 5 sages aux ordres. (Bibl. nat., ms. fr. 5599, fol. 37 v°.)

1. Il s'agit de la ligue conclue le 22 avril 1493. Arch. de Venise, *Commemoriali*, t. XVII, fol. 49. Cf. Romanin, *op. cit.*, t. V, p. 11.

çais ; cette séance fut longue et mouvementée ; la tâche que s'imposait le Sénat était, en effet, assez ardue : il voulait à la fois ne pas mécontenter Charles VIII et cependant ne pas prendre d'engagements. Nicolas Mocenigo, Dominique Morosini, Paul Barbo, sages du conseil, et les sages de terre ferme présentèrent un premier projet, que nous analysons avec d'autant plus de précision que c'est sur ce projet que s'engagea la discussion. Après avoir chaleureusement félicité le roi d'avoir conclu la paix avec ses voisins et l'avoir remercié de la bonne amitié qu'il avait pour la République, on aborderait la question qui, dans les préoccupations de Charles VIII et de la Seigneurie, primait toutes les autres. En ce qui concerne les conseils sollicités par le roi, elle se récuserait d'en donner, sous le prétexte que conseiller un prince aussi sage et aussi expérimenté serait de la présomption. Quant à la demande de secours, le roi ne devait pas douter des sentiments affectueux et dévoués qui animent Venise envers lui, mais, obligée de tenir sur pied une armée considérable pour défendre ses possessions orientales contre les Turcs, la République est par là-même astreinte à de si énormes dépenses qu'elle ne pourrait en assumer d'autres sans déranger l'équilibre de son trésor ; elle attesterait enfin son désir de maintenir et conserver la bonne et sincère union et l'antique alliance qu'elle avait avec lui et promettrait de ne jamais la violer.

Au premier tour de scrutin, cette rédaction ne réunit que soixante-neuf voix. Alors Constantin Priuli, conseiller du doge, proposa un amendement : il acceptait tout le début du projet précédent, c'est-à-dire toutes les formules de courtoisie, mais il voulait qu'à la demande de secours la réponse fût encore plus évasive, plus dilatoire. Péron de Baschi se rendant à Rome, on lui dirait que la Seigneurie ne voulait s'arrêter à aucune résolution avant d'avoir consulté le pape, « le chef, non seulement de toute l'Italie, mais encore de la chrétienté. » — Cette motion n'obtint que trente-neuf voix.

Une troisième rédaction fut alors soumise au Sénat par Bernard Bembo, un autre conseiller du doge. Les modifications qu'il réclamait, comme celles du préopinant, portaient uniquement sur la demande de secours ; après lui avoir certifié que la République agirait de son mieux pour être agréable au roi, on ferait cependant remarquer à l'orateur que les dépenses considérables auxquelles

l'oblige le voisinage des Turcs de ses possessions orientales pourront peut-être l'empêcher de se comporter envers Charles VIII comme elle le désirerait, mais que, toutefois, il peut en être persuadé, elle observera le traité qu'elle a avec lui¹. Au premier tour, ce texte eut cinquante-neuf voix.

La majorité ne pouvant se fixer, Marc Bollani, sage du conseil, mit aux voix un quatrième projet ; comme les précédents, il faisait sien le premier projet jusqu'à la demande de secours exclusivement ; mais, par une étrange aberration, il s'imaginait que le Sénat avait accueilli si mal les trois autres déclarations parce qu'elles répondaient trop froidement aux ouvertures du roi de France. Il proposait en conséquence de donner à Péron l'assurance que la République respecterait avec une fidélité inébranlable la bonne et sincère union et alliance qui existait entre lui et elle et en remplirait strictement les obligations. L'échec fut complet : 17 sénateurs seulement admirèrent sa manière de voir.

Après ces quatre scrutins, l'incertitude était la même ; il importait cependant de prendre un parti sans plus tarder ; Péron attendait, pressé de partir, et on ne pouvait le laisser s'éloigner sans un message. Pour ne pas perdre de temps, on convint d'écarter les deux projets qui avaient réuni le moins de suffrages (par conséquent le deuxième et le quatrième), et le scrutin recommença sur le premier et le troisième. Ce fut ce dernier qui l'emporta à ce second tour avec quatre-vingt-seize voix, tandis que l'autre était rejeté avec quatre-vingt-six voix.

Il semble que la Seigneurie donna immédiatement connaissance de la décision des Pregadi à Péron ; celui-ci, qui, paraît-il, ignorait les termes du pacte qui existait entre Charles VIII et Venise, fut très surpris en les entendant énoncer ; aussi, le 13 juillet, les sages du conseil et Dominique Bollani, François Tron et Jean-François Pasqualigo, sages de terre ferme, conseillèrent-ils au Sénat de députer à Péron Jérôme Zorzi, ancien ambassadeur vénitien en France, avec un secrétaire qui lui lirait le traité en question. Trente-trois de leurs collègues seulement furent de cet avis, tandis que cent vingt acclamèrent François Foscarini, opinant pour

1. C'est le traité du 23 septembre 1484 ; nous l'avons publié ici même, t. LI (1890), p. 630 et suiv.

qu'on s'en tint purement et simplement à la résolution adoptée la veille¹.

La mission de Péron de Baschi eut un tardif et curieux épilogue qui prouve que la Seigneurie ne lui avait pas délivré un extrait de la déclaration qu'elle lui avait faite. Après que l'envoyé français eut rejoint son maître, celui-ci écrivit à la Seigneurie, le 4 octobre, une lettre² qui fut lue le 4 novembre au Sénat; elle provoqua un certain étonnement. Il ressortait de cette lettre qu'en passant par la bouche de Péron les explications de la Seigneurie avaient été dénaturées, soit qu'il les eût mal comprises, soit qu'il eût voulu flatter Charles VIII en ne lui rapportant rien qui pût lui déplaire; il semble, en effet, que le roi croyait pouvoir compter sur l'appui de Venise, et sa lettre avait sans doute pour but de savoir comment et dans quelle mesure cet appui lui serait accordé. Les sages du conseil et François Tron, Pierre Balbi et Laurent Priuli, sages de terre ferme, considérant qu'il était difficile de faire par écrit une réponse convenable au roi et que tous les états de l'Italie, sans en excepter Ferdinand de Naples, entretenaient des ambassadeurs à sa cour, invitèrent le Sénat à remettre au courrier français une lettre à Charles VIII lui annonçant le prochain départ pour la France d'un orateur vénitien qui l'instruirait des intentions de la Seigneurie; ils mettaient en même temps aux voix l'élection immédiate d'un orateur; mais soixante-seize sénateurs seulement se rangèrent de leur côté. Alors Dominique Bollani et Léonard Lorédan, sages du conseil, André Venier et Louis de Molin, sages de terre ferme, présentèrent une autre solution qui rallia cent dix voix, c'est-à-dire la majorité; au lieu d'expédier en France un ambassadeur, on adresserait à Charles VIII une lettre où seraient résumées les déclarations faites à Péron; le texte qu'ils avaient préparé ressemblait beaucoup à celui que le Sénat avait accepté le 12 juillet; la différence essentielle consistait dans la langue : la lettre était en latin, tandis que la délibération était en italien.

En somme, comme M. Delaborde l'a justement remarqué³, rien

1. Le même jour, le Sénat décrétait de donner dix-huit bras de velours noir à Péron. (Arch. de Venise, Senato, Terra, t. XII, fol. 13.)

2. Cette lettre a jusqu'ici échappé à nos recherches.

3. *L'Expédition de Charles VIII en Italie*, Paris, 1888, p. 276.

n'était plus vague que la réponse de la Seigneurie. Si Charles VIII l'eût examinée de sang-froid, il n'eût conservé aucune illusion sur le rôle que jouerait la République quand il envahirait l'Italie : pour quiconque connaissait les habitudes du gouvernement vénitien, sans avoir besoin de lire entre les lignes, il n'y avait pas de doute à garder : la Seigneurie entendait ne pas sortir d'une prudente neutralité tant que la fortune ne se serait pas prononcée.

P.-M. PERRET.

I.

Délibération du 8 juillet 1493¹.

M cccc LXXXIII, DIE VIII JULII.

Summarium expositionis magnifici domini Peroni, oratoris christianissimi domini Regis Francorum.

Primo, post generalia, gratias egit de reservatione facta per illustrissimum dominium in liga nuper inita cum Sanctissimo Pontifice et statu Mediolani confederationis quam habet cum majestate sua, prout prius egerat per literas regia majestas, et gratulatus fuit de conclusionem ipsius lige : notificavit pacificationem factam cum serenissimis regibus vicinis majestati sue, videlicet cum rege Anglie, rege Maximiliano et ejus illustrissimo filio archiduce, cui restituerat duos comitatus, in quibus est comitatus Burgundie, remanentibus tamen fortificiis in manus regie majestatis Francorum, quoad prefatus archiduca pervenerit ad etatem legitimam jurandi fidelitatem eidem majestati, et quod, si inter eos in futurum oriretur aliqua differentia, componi debeat medio judicum et concordii non autem armorum, et quod majestas sua restituerat etiam prefato archiduci sororem suam. Dixit etiam de serenissimo domino rege Hispanie, cum quo minima quedam restabant concordanda, et ad eum regia majestas miserat nuper nuntium suum pro accipiendo juramento et componendis omnibus, et quod illi decreverat restituere comitatum Roucigloni

1. Arch. de Venise. Senato, Deliberazioni segrete, t. XXXIV, fol. 179. On trouvera de cette pièce une copie exécutée sous la direction de Paul de Musset : Bibl. nat., ms. ital. 17.

(sic), et addidit quod in dictis tractationibus regia majestas non fuerat oblita illustrissimi domini.

Ad hec, per serenissimum principem responsum fuit cum verbis generalibus affectuosis et accomodatis pro rei exigentia.

Licentiatis deinde omnibus non existentibus ordinarie de Collegio et familia dicti oratoris, is continuatus dixit regiam majestatem devenisse ad pacem et concordiam cum omnibus suprascriptis, quia omnino deliberaverat per omnes modos et vias mundi adipisci regnum Neapolis sibi omni jure et justicia spectans, et quod his rationibus ad hoc inducebatur, videlicet ne videretur sibi deesse animum acquirendi id quod suum erat, ut faceret partem et accomodaret suos amicos et servitores, ut medio ipsius regni imitatus vestigia christianissimorum progenitorum suorum facere possit aliquid contra infideles qui tot terras et loca christiana occupaverant, et tot christianas animas in captivitatem delinebant; rogabat ideo illustrissimum dominium ad dandum super hoc regie majestati auxilium, consilium et favorem, ob quod regia majestas illi foret maxime obligata : et insuper promittebat eam facturam evidens signum benivolentie et gratitudinis erga illustrissimum dominium.

Responsum fuit ad hoc per serenissimum principem quod de more consuleretur senatus, ex cujus deliberatione fleret responsum ad dictam propositionem.

Dixit deinde orator et institit quod quamprimum expediretur, quia sic ei fuerat commissum a regia majestate, et quod ei daretur responsum in scriptis mittendum ad ipsam majestatem ut posset deliberare quae sibi viderentur necessaria.

Deinde subjunxit idem orator fuisse complures et magnos viros qui nixi fuerant suggerere malum et inducere odium regie majestati erga illustrissimum dominium, et quod regia majestas non potuit ab aliquo induci ad videndum aliquod malum, et quod perseverabat et perseverare intendebat in optima dispositione et proposito suo erga illustrissimum dominium.

Fuit ad omnia convenienter responsum a serenissimo principe, et postea discessit orator regius, ingressusque orator Mediolani presentavit literas domini sui commendantes negotia tractanda ab oratore regio prefato, locutusque est in consonantia ipsarum literarum, cui etiam similiter per serenissimum principem fuit accomodatissime responsum.

II.

Délibération du 12 juillet 1493¹.

M cccc Lxxxiii, die xii mensis julii.

Ser Nicolaus Mocenigo, procurator, ser Dominicus Mauroceno, procurator, ser Paulus Barbo, sapientes Consilii, sapientes terre firme.

Quod magnifico domino Perono, oratori christianissime majestatis Francorum, ad propositionem factam ab eo sub fide literarum credentialium ejusdem majestatis et nunc declaratam huic consilio per relationem serenissimi principis respondeatur in hec verba.

Magnifico ambador, si come nel primo congresso a vostra magnificentia dechiarissem, cussi al presente cum el senato nostro ve replicamo tanta esser la observantia nostra verso el serenissimo et christianissimo signor re vostro, principiata senza memoria de initio verso tutti li sui serenissimi progenitori et de tempo in tempo continuata, che ogni suo representante vedemo cum tale piacere et satisfactione del animo nostro quanta dir possamo, et molto piu la magnificentia vostra per le sue dignissime virtu et conditione a nui ben note. Risponderemo al presente ad le propositione factene per vostra magnificentia per nome de la prefata regia maesta. Et primo non e necessario la maesta sua ne rengratii che nuovamente nela liga per nui inita cum la Sanctita del Pontefice et lo illustrissimo stato de Milano habiamo reservata la bona amicitia, alianza et intelligentia nostra cum sua maesta conclusa cum la felice memoria del serenissimo suo padre et poi cum quella instaurata et confirmata, perche cusi e sta conveniente a la summa affectione et reverentia portamo ad la maesta sua : gratissimo et jucundissimo a nui e stato l'intender che quella se sii pacifiata cum li serenissimi signori re de Engelterra, Spagna et de Romani et cum lo suo illustrissimo fiol archiduca, perche de ogni quiete, gloria et felicitate de la prefata maesta tanto ne restamo aliegri et zojosi come de ogni honor et comodo del proprio stato nostro. Habiamo intexo quanto vostra magnificentia da poi

1. Arch. de Venise, Senato, Delib. secr., t. XXXIV, fol. 179 v°. On en trouvera une copie : Bibl. nat., ms. ital. 17.

comunicatane et dechiarita la deliberatione et proposito de la regia maesta ad la impresa del regno de Napoli ne ricerca per nome de quella, videlicet che nui vogliamo circa ciò prestargli l'adjuto, favor et consiglio nostro. Ad questa parte dicemo, comenzando primo dal consiglio la ne dimanda, che cognoscendo nui la maesta sua sapientissima et piena de ogni practica et experientia de le cosse, a nui pareria assumer tropo grande graveza quando se ponessamo ad voler consigliarla sicome la ne rechiede ☉. Circa veramente lo adjuto et favor nostro, credemo, anzi certissimamente tenimo ad essa maesta esser notiissime le condition nostre cum Turchi acerrimi et potentissimi inemici del nome christiano, che quantunque l'appari nui haver pace cum quel signor, nientedimeno non essendo sicuro consiglio de fidarsi et commetter le cosse sue a chi non ha fede a nui, e stato et e necessario ogni anno mandar fuori valida armada sul mar per defension dei luogi nostri et ulterius tenir continuamente tutti li luogi et terre nostre marittime, che sono molte et per grandissimo spacio confinano cum i luogi del dicto signor, ben in ordine et munite de zente d'arme, et el medesimo convenimo far de molti luogi nostri terrestri che sono espositi a le incursione de dicti Turchi, i quali molto piu che alcuna altra potentia hanno comodita de invader Italia et occuparla, adeo che in questo necessaria et assiduamente exponemo grandissima quantita de oro, che e non solum per defension del stado nostro ma etiam dei altri christiani, dei quali i luogi nostri sono propugnaculo et riparo, come ognuno intende et molto meglio la maesta sua, che per esser christianissima, non dubitamo habi molto grate simele operation nostre concernente, insieme cum la nostra, la salute etiam de molti christiani : per queste raxone la maesta predicta per la sua sapientia et bonta cognosce quanto a nui sia necessario esser riguardosi et cauti per non intrar in nuove graveze, che non seria senza pericolo de le cosse nostre; ma ben certificamo l'antedicta maesta cum ogni largeza, et per el simel la magnificencia vostra per nome de quella, che nui siamo per observar integra et inviolabilmente la bona et sincera unione, alianza et intelligentia habiamo cum la maesta sua, ne da la continentia et obligatione de quella siamo per alcun modo ne in alcun tempo per partirse, cusi convenendose a la observantia, culto et reverentia habiamo a la maesta prefata.

De parte — 69 — 86.

Ser Constantinus de Priulis, consiliarius.

Vult partem lectam usque ad ☉, et postea sequatur: Circa veramente lo adjuto et favor nostro, invero se persuademo a la regia maesta esser indubitata la singular observantia et affectuosissima dispositione nostra et de tutto el senato nostro verso de quella, ma lassando da canto i pericoli quali continuamente sono minazati al stato nostro da Turchi potentissimi inimici del nome christiano, che, quantunque cum quel signor l'appari nui haver pace, pur ne e necessario, non volendo star a sua discretione, cum incredibile spexe tignir continuamente tutti li luogi nostri muniti et potente armata fuori per defensione de quelli, consideramo et vedemo non esser conveniente che al presente nui esprimamo alcuna particolarita circa questa propositione, essendo vostra magnificentia destinata al Summo Pontefice, che e capo non solum de Italia, ma etiam de tutti christiani, a la cui Santita nui meritamente deferimo quello honore et reverentia che se li conviene da chadauno cattolico e christiano principe; ma ben certificamo l'antedicta regia celsitudine, etc., ut in fine partis sapientum.

De parte — 39.

Ser Bernardus Bembo, consiliarius.

Vult primam partem usque ad ☉, postea sic dicatur: Quanto veramente aparten a lo adjuto et favor quale ne rechiede la maesta antedicta, quella se po liberamente persuader et esser certissima che per la affection et observantia li portamo, siamo desiderosi de ogni bene, honor et prosperita sua, per la qual in ogni evento volamo far qualunque effectual demonstratione, et de questo se rendemo certissimi che sua regia maesta christianissima non recevi alcuna dubitatione: vero e, come a tuto el mondo e notissimo, nui siamo talmente conditionati cum el Turco signor potentissimo, inimico et sitibondo del sangue de christiani che necessario ne e star cauti et reguardosi, et, quantunque l'appari nui esser in pace cum el prefato Turcho, nientedemeno per non star a la discretion sua, siamo constrecti tignir cum grande presidio le terre nostre a lui vicine, quale sono molte et per longo spacio cum li soi luogi confinante, per mazor securita de le qual etiam convenimo tenir al continuo potente armata non senza excessiva et incredibil spexe.

Queste cosse, de la sorte et grandeza le sono, come vostra magnificentia puol per sua prudentia considerar, meritano esser bene et maturamente ponderate; tamen certificamo et assicuramo la maesta

sua che sempre et in ogni caxo, nui siamo per observar et exactamente exequir l'alianza et bona intelligentia habiamo cum quella per la summa observantia et affection li portamo.

De parte — 34 — 96.

Ser Marcus Bollani, sapiens consilii.

Vult partem primam usque ☉, et postea sequatur : Circa veramente lo adjuto et favor nostro invero se persuademo a la regia maesta esser indubitata la singular observantia et affectuosissima disposition nostra et de tutto el senato nostro verso de quella, et pero certificamo la maesta sua cum ogni largeza, et per el simile la magnificentia vostra per nome de quella, che nui siamo per observar integra et inviolabilmente la bona et sincera unione, alianza et intelligentia habiamo cum la maesta antedicta, ne da la continentia et obligatione de essa siamo per algun modo ne in algun tempo per partirse, cusi convenendole a la observantia, culto et reverentia portamo a la maesta prefata.

De parte 47 — De non 4 — Non sinceri 4 — 4.

III.

Délibération du 13 juillet 1493¹.

M cccc LXXXIII, DIE XIII JULII.

Sapientes consilii; ser Dominicus Bollani, ser Franciscus Trono, ser Joannes Franciscus Pasqualigo, doctor et miles, sapientes terre firme.

Ex relatione nunc facta intellexit hoc consilium successum responsionis facte magnifico oratori christianissime majestatis Francorum et quid ille responderit, et quoniam, ob ignorationem capitulorum lige nostre cum illa regia majestate, is orator confusus remansit; iccirco, ut bene contentus discedat intelligatque expressius sensum responsionis nostre juxta intentionem hujus consilii; — vadit pars quod, medio viri nobilis Hieronimi Georgio, equitis, cum quo vadat unus secretarius Collegii nostri, prefato oratori declaretur et legatur forma capitulorum colligationis et intelligentie nostre cum christianissima majestate Francorum.

De parte — 33.

1. Arch. de Venise, Senato, Delib. secr., t. XXXIV, fol. 180 v°. Bibl. nat., ms. ital. 17.

Ser Francis Fuscarenus, consiliarius.

Vult quod stetur super parte capta heri in hoc consilio nec aliud innovetur.

De parte — 420.

De non — 0.

Non synceri — 4.

III.

Délibération du 4 novembre 1493¹.

M cccc LXXXIII, DIE IIII NOVEMBRIS.

Ser Nicolaus Mocenigo, procurator, ser Federicus Cornario, procurator, ser Dominicus Mauroceno, procurator, ser Thomas Trivisano, procurator, ser Hieronimus Vendramino, ser Antonius Grimani, sapientes consilii; ser Franciscus Truno, ser Petrus Balbi, ser Laurentius de Priolis, sapientes terre firme.

Cupit et petit regia majestas Francie literis suis lectis huic consilio, ut in illa materia tanti momenti et ponderis, quanti unusquisque adjudicare potest, licet magnifico Perono abunde et copiose declarata fuerit intentio status nostri, illa tamen replicetur et in scriptis ad ipsam majestatem mittatur, que etiam in dictis suis literis narrat relationem ei factam a prefato Perono longe diversam a responsione nostra ipsi oratori facta et sepius eidem relecta dum hic reperiretur: ex quibus omnibus facile deprehenditur objectum majestatis prefate; cum igitur responsio nostra literis sufficienter fieri non possit ad propositiones in dictis literis regiis contentas, nec sine productione alicujus magni inconvenientis, et e converso oretenus satisfieri convenienter possit justificationi dominii nostri, et insuper presentia alicujus representantis dominium nostrum apud illam regiam maiestatem in tantis rebus quante nunc occurrunt, preterquam nos cum veritate certiores reddemus illorum successuum, esse quoque posset causa complurium honorum, apud quam quidem majestatem reperiuntur oratores omnium potentatuum italicorum, ac etiam regis Ferdinandi; — iccirco vadit pars quod antedictæ regie majestati per cursorem qui attulit literas suas respondeatur in hac forma.

Serenissimo regi Francie.

Reddite nobis sunt litere christianissime majestatis vestre proprio

1. Arch. de Venise, Senato, Delib. secr., t. XXXIV, fol. 197.

ipsius cursore allate, diei m^o preteriti mensis, a nobis accepte et perlecte eodem affectu animi quo ob nostram in vestram celsitudinem observantiam singularem omnes ipsius literas legere consuevimus. Non dubitamus vestre regie majestati plane innotescere propensissimum animum et optimam erga eandem et omnes res suas dispositionem et propositum nostrum, quod illi sepius literis nostris, et aliis pluribus mediis affatim declaravimus. Ut autem cumulatius adhuc majestati vestre id aperiamus et pariter illi convenientes gratiarum actiones agamus, quod in tractatu pacis, unionis et amicitie superiori hoc tempore inter majestatem vestram et serenissimos dominos Romanorum, Hispanie et Anglie reges inite et concludere, nos comprehendere et includi vestra regia majestas voluerit, prout tunc suis literis nobis significavit, elegimus ad eam oratorem nostrum, quem ilico expediemus et destinabimus ad christianissimam celsitudinem vestram.

Et ex nunc captum sit, quod de presenti per scrutinium hujus consilii eligatur unus solemnior orator noster ad prefatam regiam majestatem, cum omnibus modis, conditionibus, stricturis et penis cum quibus electus fuit vir nobilis Hieronimus Georgio, eques : discedat immediate cum ea commissione que ei dabitur per hoc consilium.

De parte — 76.

Ser Dominicus Bollani, ser Leonardus Lauredano, procurator, sapientes consilii; ser Andreas Venerio, ser Aloysius de Molino, sapientes terre firme.

Volunt quod serenissimo domino regi Francorum scribatur, et ad literas suas nunc lectas respondeatur in hac forma :

Serenissimo regi Francie.

Reddite nobis sunt litere christianissime majestatis vestre proprio ipsius cursore allate diei m^o mensis preteriti, a nobis accepte et perlecte eodem affectu animi quo ob nostram singularem in vestram regiam celsitudinem observantiam et cultum omnes ipsius literas legere consuevimus. Non dubitamus vestre majestati plane innotescere propensissimum animum et optimam erga eandem et omnes res suas dispositionem et propositum, erga omnes serenissimos ipsius progenitores, semper habitum et in majestatem vestram continuatam et diligentissime servatum. Quod autem attinet ad responsionem nos-

tram factam magnifico Perono, dum apud nos ageret oratorem majestatis vestre, qui post declaratam ipsius deliberationem veniendi ad recuperationem regni Neapolis, petiit ut in ea re prestaremus auxilium nostrum, ad hanc propositionem, predicto oratori respondimus et patefecimus urgentissimos respectus et importantissimos non solum statui nostro, sed et christiane religioni : ex quibus, licet cum domino Turco in pace reperiamur, nihilominus ne illius arbitrio statum nostrum dimittamus, maximas et assiduas impensas, et terra et mari, subire cogebamur, ideoque necessarium nobis erat cautissime incedere in cunctis rebus nostris : verum eidem oratori conclusimus, id quod (ut requisitioni regie sublimitatis vestre satisfaciamus) presentibus replicamus, esse nos ejusdem mentis cujus semper fuimus erga majestatem vestram observandi firmiter et inviolate amicitiam et alligationem nostram cum serenissimo vestre celsitudinis genitore initam et cum ea postea confirmatam et instauratam.

De parte — 110.

De non — 4.

Non sinceri — 5.



UNE

ASSOCIATION ENTRE PROFESSEURS

POUR L'ENSEIGNEMENT DES ARTS

A PERPIGNAN

*Association faite à Perpignan entre deux maîtres ès arts
et un bachelier en médecine pour l'enseignement des arts
à Perpignan.*

1458, 4 décembre.

In nomine Domini, amen. Capitula facta, inhita et concordata inter reverendos magistrum Johannem Andream, artium professorem, et Bernardum de Ecclesia, magistrum artium, et Johannem Ribes, baccallarium in medicina, super regimine scholarium.

1. Primo, fuit concordatum inter nos quod fecimus societatem indissolubilem, incipiendo die sancte Katerine xxv^a mensis Novembris anni mⁱ ccccⁱ lviiiⁱ, usque ad diem sancti Luce anni sequentis, anni cccc lviii.

2. Item, fuit pactatum quod facimus societatem pro dicto tempore solum de scholaribus futuris ab illa die advenientibus successive alicui nostrum, non includendo presentes scholares.

3. Item, concordamus quod omnia emolumenta, salaria et proventus que evenient a dictis scholaribus dividuntur inter nos per partes equales, secundum Deum et bonam conscientiam, bonum, fidele et legale computum largiendo.

4. Item, quod nullus habeat concurrere cum alio in actu vel lectione generali, nisi de consensu et voluntate alterius, pro qualicumque causa.

5. Item, quod nullus nostrum habeat sumere vel acceptare scolarem alterius aliquo modo vel forma, directe vel indirecte.

6. Item, quod in omnibus actibus alicujus nostrum omnes scolares, cujusvis sint, possint intervenire sine aliquo obstaculo.

Hec omnia predicta quilibet nostrum promittimus et juramus inviolabiliter observare, sub pena quindecim librarum.

Die Dominica, III^a mensis Decembris, anno a Nativitate Domini M^o CCCC^o LVIII^o.

Testes : Petrus Hostales, loci de Cocholibero¹, Jacobus Jalceu, ville Perpiniani, studentes in artibus.

(Archives des Pyrénées-Orientales, série D, orig. pap.)

Le document publié ci-dessus me paraît intéressant, mais l'interprétation n'en est pas aisée pour qui n'est pas versé dans la connaissance des choses universitaires du moyen âge. Les stipulations du traité sont malheureusement très brèves, et une simple lecture ne permet pas de voir les difficultés que soulève ce texte.

Ces difficultés, les voici :

- 1^o Quelle est la nature de cette association ?
- 2^o De quel enseignement s'agit-il dans l'acte ?
- 3^o Comment expliquer les §§ 5 et 6 du traité, qui sont en contradiction ?

1^o. — L'association contractée entre les trois professeurs est une association dont le but est le partage des bénéfices résultant d'un enseignement ; et je dis tout de suite de l'enseignement des arts. Si le but de la société se comprend à première lecture du document, il n'est pas aussi aisé d'en saisir l'objet. Le texte ne semble fournir que contradiction sur contradiction.

Ainsi, il semble bien qu'il n'y ait pas là une société pour l'enseignement, puisque chacun enseignera de son côté (§ 5). Et cependant chacun n'enseignera pas de son côté, puisque, si le § 5 défend à un des associés d'*acceptare scolarem alterius*, le § 6 lui prescrit, au contraire, de le recevoir : ... *omnes scolares, cujusvis sint, possint intervenire*... Bien plus, on peut se demander comment même il peut y avoir des bénéfices et un partage de bénéfices. Comment supposer un partage de bénéfices, si chaque maître conserve pour lui ses élèves ? Comment même trouver matière à bénéfices ? Car on ne peut guère admettre qu'un maître ayant beaucoup d'élèves s'associera avec d'autres

1. Collioure.

maîtres pour leur verser simplement une certaine part de ses profits, sans restreindre la charge de son enseignement, en diminuant le nombre de ses élèves. Dans ce cas, le maître gardera tout pour lui. Le contraire serait un non-sens juridique. Ce qui m'amène à dire que, dans notre acte, on ne voit pas du tout, à première vue, ni l'objet de l'association, ni la source des bénéfices à partager, ni surtout l'intérêt de chaque associé.

Pour comprendre ce texte, qui devient incompréhensible quand on l'analyse même avec soin, voici ce qu'il faut, je crois, admettre : les trois professeurs sont tous trois professeurs à l'Université de Perpignan¹; mais, à côté de leur enseignement à l'Université, ils organisent par ce traité ce qu'on appelait une *tutela*², sorte de

1. Cela résulte du § 4, dans lequel il est question de *lectio generalis* et de *concurrere in actu*, et des §§ 5 et 6.

2. Dans les statuts de l'Université de Perpignan, qui sont imprimés au n° 1485 du tome II de mon ouvrage : *les Statuts et les Privilèges des Universités françaises*, il n'est pas question de ces *tutelæ*; mais il en est question dans d'autres statuts d'Universités, bien que les textes sur cette matière soient assez rares avant le xvi^e siècle. Le sens du mot *tutelle* est indiqué dans Ducange au mot *tutela*, et j'ai publié, dans les statuts de la Faculté de droit d'Angers, un texte important sur ces *tutelæ*. Voy. *les Statuts*, I, n° 492, c. 30 : « Inhibemus pedagogis et tutelæ in dicta Universitate tenentibus, ne tempore lecturarum doctorum regentium aut substitutorum eorum in scholis, lecturas aliquas in suis pedagogiis faciant; sed scholares in suis tutelis manentes ad lecturas dictorum doctorum et eorum substitutorum diligenter audiendas accedere moneant et procurent, junioribus tamen justinianeis et majorum lecturarum incapacibus exceptis, quibus dicti pedagogi tutelam tenentes, etiam tempore lecturarum dictorum doctorum regentium, si eis bonum videatur, legere poterunt » (1494).

De même à Orléans, le § 25 de la grande ordonnance de réforme de 1447 s'occupe de ces *tutelæ*. Voy. le texte de cette ordonnance, qui était inconnue jusqu'à ma publication, dans les *Statuts*, I, n° 294 : « Et primo statuitur circa doctores, licenciatos et bachelarios et alios quoscumque scolares pensionem tenentes, quod eos moribus et doctrina diligenter instruant, et a vagatione per villam et inhonestis societatibus, rixis, contentionibus cohibeant; et de nocte presertim eos domum exire nullatenus permittant, ipsos sepius et eorum cameras visitando et inter cetera procurando quod scolares predicti arma non deferant, vel habeant, libros non vendant, vel impignorent, quodque tutores predicti scolares et pensionarios alterius tutoris non sollicitent, aut inducant tutorem dimittere preelectum. » Il est facile de voir que la fin du texte est conforme au § 5 de notre traité.

Enfin, le § 28 de la même ordonnance pour Orléans est également à peu près conforme au § 4 du traité : « ... statuitur quod nulli bachallarii vel alii legant in domibus vel scolis, tempore lectionum ordinarium... »

La conformité de ces différents textes sur les *tutelæ* prouve encore que notre traité avait pour but d'organiser une *tutela* ou *pensio*.

pensionnat dans lequel ils recevront des élèves qui pourront être des internes, et qui laisseront ou pourront laisser à l'association des bénéfices.

Cette interprétation lève toutes les difficultés. On voit tout de suite et l'objet de l'association, et la source des bénéfices, et l'intérêt de chaque associé. On peut aussi concilier les §§ 5 et 6 du traité, qui semblent se contredire. Le § 5 concerne les élèves de chaque professeur à l'Université¹, mais qui ne font pas partie de la *tutela*; ceux-là, chaque maître les conserve, et au besoin est prêt à les revendre². Le § 6 vise, au contraire, les élèves de la *tutela*, qui pourront sans empêchements suivre les cours et autres exercices des trois professeurs³. J'ajoute que cette interprétation permet seule d'expliquer le § 2 du traité qu'on ne peut pas comprendre sans cela. Chaque maître, avant de contracter l'association, avait sans doute déjà un certain nombre d'élèves qu'on appelait des *socii*. Les trois maîtres s'associent donc pour l'avenir, mais conservent chacun leurs *socii*⁴.

Il reste une difficulté. Étant admis que le traité a pour but d'organiser une *tutela*, on peut se demander si on enseignait dans cette *tutela*. On pourrait admettre que les étudiants étaient seulement logés et nourris. Je n'admets pas cette opinion. Notre traité est très bref et ne parle pas formellement des leçons faites par les trois associés; mais il faut l'interpréter en tenant compte de ce qu'on sait sur des institutions semblables. Je pense donc que ces trois maîtres faisaient dans la *tutela* des cours ou des répéti-

1. A l'égard de ces élèves, les usages universitaires s'appliquent, et le § 5 n'est que la constatation d'une règle certaine dans toutes les Universités.

2. Certains statuts d'Université sont très sévères à l'égard des professeurs qui cherchaient à enlever des étudiants à leurs collègues. Voy., par exemple, pour Orléans, le statut du 30 juin 1307, § 18, et le statut spécial du 11 septembre 1336 dans les *Statuts*, I, n° 23 et 116.

3. A l'égard de ces élèves, qui, selon moi, sont ceux qui faisaient partie de la *tutela*, les traditions ordinaires des Universités sont modifiées. C'est justement là l'effet du traité qui a bien une action sur l'enseignement.

4. Les renseignements sur ces *socii* sont très rares. Il y est fait allusion dans un arrêt du Parlement de Paris qui relate les détails d'une émeute contre l'Université d'Orléans : « ... alii frangebant portam domini Johannis de Matiscone legum doctoris et Petri de Saveysiaco insimul commorantium... qui cum eorum sociis... fugerunt... » Voy. les *Statuts*, I, n° 215. N'y avait-il pas entre Jean de Mâcon et son collègue *insimul commorantes* une association dans le genre de celle de Perpignan ? Je serais porté à le croire.

tions, comme à Orléans ou à Angers ; et j'ajoute que je trouve une singulière confirmation de mon opinion dans le § 4 du traité. Il y est dit que les trois associés ne pourront pas *concurrere cum alio in actu vel lectione generali*. Cela signifie, à mon avis, que, dans leur *tutela*, ils ne pourront pas donner en même temps le même enseignement qu'un *regens in actu*, ou qu'un *professor ordinarius*, qui faisait une *lectio generalis* ; mais cela signifie aussi qu'ils enseignaient. Ce sont là, d'ailleurs, exactement les mêmes prescriptions qu'à Orléans et à Angers¹.

L'interprétation que je propose me paraît expliquer toutes les difficultés d'un texte trop bref. Je conclus donc : 1° qu'il s'agit bien d'une association faite entre trois maîtres pour partager les profits d'un enseignement privé ; 2° et d'une association qui a un certain effet sur l'enseignement, soit privé, soit à l'Université, puisque chacun des trois maîtres ne peut *concurrere cum alio in actu vel lectione generali*, puisque chacun des trois maîtres doit recevoir à ses cours les élèves de ses coassociés, aux termes du § 6, et contrairement aux usages universitaires rappelés dans le § 5.

2°. — De quel enseignement s'agit-il ? — Le texte du traité est, pour ainsi dire, muet sur ce point et ne fournit aucune preuve directe. On pourrait donc soutenir que les trois associés recevaient dans leur *tutela* tous les étudiants. Ce n'est cependant pas mon opinion. Voici ce qui me fait penser qu'il s'agit dans le traité d'une *tutela* pour l'enseignement des arts.

On ne peut admettre que les associés recevaient les étudiants en droit, puisque aucun n'était gradué en droit. De même pour la théologie, dont l'enseignement ne fut d'ailleurs organisé qu'en 1459. Restent les arts et la médecine. Je ne crois pas qu'on puisse dès lors hésiter ; car l'enseignement de la médecine ne fut jamais très florissant à Perpignan, qui avait ici à lutter contre le renom de l'Université de Montpellier. Il s'agit donc dans le traité d'une *tutela* pour l'enseignement des arts ; ce qui est confirmé par ce fait : 1° que deux des associés sont *magistri in artibus*, et que le troisième, bien que *baccalarius in medecina*, était aussi gradué en arts ; 2° que les témoins du traité sont tous deux *studentes in artibus*².

1. Voy. les textes cités à la note 2, p. 301.

2. Une autre preuve très forte de mon opinion résulte des trois documents

3°. — Quant à la contradiction apparente entre les §§ 5 et 6 du traité, elle est levée à la suite des explications précédentes, sur lesquelles je n'ai pas à revenir.

Je termine en faisant observer que cette association est *faite* entre deux *magistri in artibus* et un *baccalarius in medicina* ; c'est un fait qui prouve l'unité de la science au moyen âge et la pénétration réciproque de tous les ordres d'enseignement. On parle aujourd'hui beaucoup de la pénétration des enseignements, alors que la chose n'est plus possible, parce que la division extrême du travail a brisé tous les anciens cadres. Mais, au moyen âge, c'était un fait réel et vivant. Toutes les sciences concouraient au même but et trouvaient leurs premiers principes et leur couronnement dans la théologie. C'était une conception peut-être factice, mais grandiose.

Marcel FOURNIER.

inédits que je publie dans mon recueil : *les Statuts*, II, n° 1486, 1487, 1488. Ce sont trois *rotuli* adressés par l'Université de Perpignan à Benoit XIII pour obtenir des bénéfices en 1394. Or, dans ces trois *rotuli*, il ne figure que des étudiants en droit (135) et des *scolares artiste* (206).



BIBLIOGRAPHIE.

CHEVALIER (le chanoine Ulysse). *Œuvres complètes de saint Avit, évêque de Vienne*. Nouvelle édition, publiée pour les Facultés catholiques de Lyon. Lyon, librairie générale catholique et classique, 1890. In-8°, LXXIX-363 pages.

Parmi les hommes les plus instruits et les plus considérables par leur rôle religieux et politique à la fin du v^e et au commencement du vi^e s., il faut certainement placer saint Avit, le plus illustre des évêques de Vienne. Au point de vue littéraire, il fut le représentant de l'antiquité classique devenue chrétienne, et, au point de vue politique, il se montre à nous comme le conseiller de Gondebaud et surtout de son fils Sigismond, qu'il avait converti au christianisme. Au point de vue religieux, il réunit le célèbre concile d'Epaone, auquel assistèrent vingt-cinq évêques. Quoique d'origine arverne, et parent de Sidoine Apollinaire, il était devenu bourguignon, et il prit en tout temps la défense des intérêts des Burgondes, mais il fut surtout le partisan de la paix et de la justice, qu'il s'efforça de faire régner autour de lui. Le nouvel éditeur place la mort d'Avit, non point en 523, comme le portent tous les dictionnaires biographiques, mais en 518, suivant l'opinion qui prévaut actuellement. C'est le seul point nouveau de cette partie biographique.

Il était bon de rappeler en quelques mots l'importance de saint Avit, pour justifier une nouvelle édition de ses œuvres; elle était devenue nécessaire depuis les travaux de déchiffrement et de critique de MM. L. Delisle et Rilliet sur les fameux papyrus qui renferment les homélies de notre auteur, car l'édition savante donnée dans les *Monumenta Germaniae historica* par M. R. Peiper est loin d'être sans reproche, et n'est pas d'un abord facile.

La seconde partie de l'Introduction concerne les écrits d'Avit. Les meilleurs manuscrits qui nous en sont parvenus sont les manuscrits français, que l'éditeur divise en trois classes, d'après les auteurs réunis à saint Avit dans le même volume; parmi ces manuscrits, celui qui a le plus de valeur est à Leyde. Les mss. allemands forment une seconde famille, dont les principaux sont à Munich. La renaissance négligea Avitus. L'édition princeps de ses poésies (qui est de 1507) passa si inaperçue que Jean de Gagny crut faire œuvre nouvelle en les publiant en 1536, avec une déformation du texte qui se continua jus-

qu'à Sirmond en 1643. Le travail du savant jésuite fut fait sur un ms. de la seconde famille, et il a été reproduit ainsi jusqu'à nos jours. Le nouvel éditeur, désirant faire une publication destinée à l'enseignement, l'a affranchie d'un appareil scientifique trop développé. Préparé à cette œuvre par ses travaux antérieurs, notamment par ses études concernant les fragments sur papyrus de saint Avit, il a pu légitimement exprimer l'espoir que « la classification et la collation attentive des meilleurs manuscrits lui a permis de reconstituer d'une manière à peu près parfaite le texte primitif de l'auteur. »

M. U. Chevalier a donc classé les œuvres de saint Avit dans l'ordre suivant : 1° les poésies en six livres, dont les trois premiers sont relatifs à la création, au péché originel et au jugement dernier ; 2° les lettres. Le recueil en avait été fait par Avit lui-même, mais la collection est incomplète, et le texte difficile à établir. L'éditeur fait ressortir l'importance de ces lettres qui jettent un grand jour sur la société du v^e et du vi^e siècle, et indique les correspondants d'Avit. Elles sont au nombre de 87 dans le ms. de Lyon que suit l'éditeur, plus 7 lettres dédoublées ; 3° les dernières sont des traités théologiques qui se trouvent mêlés aux commentaires sur les écrits de saint Paul par Florus, diacre d'Agen. Elles se trouvent dans deux mss., dont un de Vitry-le-François que l'éditeur est le premier à signaler ; 4° enfin les homélies. Avit avait publié lui-même un recueil de quelques-unes de ses homélies ; l'éditeur croit le reconnaître dans les fragments conservés par les célèbres papyrus de Saint-Jean de Lyon. Si ces homélies sont rares, c'est qu'au moyen âge on ne savait plus les lire et que personne ne les copiait. J. Bignon, le premier, en fit une transcription qui entra à la Bibliothèque Nationale en 1719. Sirmond les publia, mais d'une manière incomplète ; M. le chanoine Chevalier a eu la pensée de les joindre aux œuvres de saint Avit, mais il en fait remonter l'honneur à M. L. Delisle, qui en a retracé l'histoire et qui en a publié une partie en 1866, dans le volume intitulé : *Études paléographiques et historiques sur des papyrus du VI^e siècle*, etc.

Cette introduction est suivie de trois appendices. Le premier, à l'imitation de ce qu'ont fait les Bénédictins, et par exemple D. Marrier dans la *Bibliotheca Cluniacensis*, réunit, sous le titre de *Testimonia*, tous les témoignages rendus à saint Avit par la postérité, depuis son contemporain Ennodius de Pavie jusqu'au commencement du xvr^e siècle. Outre son épitaphe, des textes choisis dans Grégoire de Tours, Fortunat, saint Isidore de Séville, B. Alcuin, saint Agobart, etc., dans les bréviaires de Vienne, montrent en quelle estime il est tenu par les siècles passés, et ces textes sont suivis de la bibliographie de tous les auteurs qui ont parlé d'Avit depuis 1536 jusqu'à son dernier éditeur M. R. Peiper en 1883 (p. xv-xxvii).

L'appendice B (p. xxviii-lxiv) renferme la description savante et pré-

cise, comme sait les faire l'éditeur, de 63 mss. dont beaucoup (24) ont malheureusement disparu, mais que l'auteur a recherchés avec patience dans les catalogues des anciennes bibliothèques. Ils sont classés suivant l'ordre alphabétique des noms des villes où ils sont ou étaient conservés. Des notices succinctes nous donnent l'historique des mss., les vicissitudes qu'ils ont subies, avec l'indication des auteurs qui s'en sont servis. Nous citerons seulement ceux de Charleville, employé par Sirmond, de Cheltenham (provenant de la Grande-Chartreuse), quatre de Cluny, aujourd'hui perdus; mais le ms. de Vitry-le-François cité ci-dessus provenait de l'abbaye de Trois-Fontaines, qui était cluniste; enfin les huit mss. de Munich, et un nombre égal à Paris, parmi lesquels se trouve, sous le n° 44, le célèbre ms. lat. 8913, qui renferme les 15 feuillets sur papyrus, en cursive mérovingienne du vi^e siècle. On sait que Jacques de Thou se les procura à Lyon en 1582, et que le 15^e feuillet a été trouvé de nos jours à Paris, dans un manuscrit qui provenait également de Lyon.

L'appendice C (p. Lxv-Lxxix) énumère les éditions de saint Avit, entières ou par fragments; il ne comprend pas moins de 44 numéros, depuis 1507. L'édition princeps de Mülingen a été imprimée à Strasbourg par Grüniger. L'éditeur a soin d'indiquer, pour chaque édition, les mss. d'après lesquels elle a été faite, la manière dont elle a été exécutée, s'il y a des changements dans le texte, et si l'éditeur a su profiter des mss. qu'il avait à sa disposition. L'édition de Sirmond est de 1643; Baluze a donné en 1678 une édition plus correcte des lettres publiées par Ferrand en 1661. En 1717, les Sermons paraissent dans le *Thesaurus novus anecdotorum* de D. Martène. Quant aux vers, ils font partie de beaucoup de recueils des poètes latins du moyen âge. Un mot seulement de la dernière édition allemande, celle de M. R. Peiper : M. le chanoine Chevalier déclare « qu'il est trop redevable aux recherches de M. Peiper pour se permettre de faire ici la critique de son édition. »

On trouvera dans l'édition de M. Chevalier les ouvrages suivants de saint Avit : 1^o Les poèmes. Le texte en est établi sur onze manuscrits et deux éditions, celles de Sirmond et de R. Peiper; c'est de là que sont tirées les variantes qui accompagnent ces poésies. 2^o Les lettres, traités et homélies sont publiés d'après sept mss. et sept éditions. Cette partie de l'ouvrage est enrichie de notes historiques et bibliographiques, quelquefois très développées. Les poèmes comprennent six livres (p. 1-114). Les lettres sont au nombre de 87 (p. 115-269); l'éditeur y a joint la concordance des numéros qu'elles portent dans les éditions de Sirmond et de Peiper, et leurs dates (p. 360-361). Elles sont suivies des Traités, au nombre de trois, et de divers fragments (p. 270-286); en dernier lieu viennent les homélies, au nombre de 31 (p. 287-345). Le volume se termine par un Index des personnes, des lieux, choses et mots (p. 347-356).

Telle est la physionomie de cette édition qui nous paraît destinée à devenir classique dans le haut enseignement littéraire, et qui n'en est pas moins un travail digne de l'érudition française; elle met entre les mains de tous les œuvres, aussi complètes que l'on puisse espérer, d'un des hommes les plus illustres du haut moyen âge français; la forme de ce volume est en rapport avec le fond, car l'impression ne laisse rien à désirer comme netteté et comme élégance.

A. BRUEL.

Recherches sur l'origine de la propriété foncière et des noms de lieux habités en France (période celtique et période romaine), par H. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE, membre de l'Institut, avec la collaboration de G. DORTIN, secrétaire de la rédaction de la *Revue celtique*. Paris, Ernest Thorin, 1890. In-8°, xxxi-703 pages.

L'ouvrage de Jules Quicherat, *De la formation française des anciens noms de lieu*, a paru en 1867; pour traiter ce sujet à toutes les époques de l'histoire de France, notre regretté maître n'avait employé que 84 pages. M. d'Arbois de Jubainville a repris une partie étroitement limitée du même sujet: il a écarté d'abord les noms des fleuves, des montagnes, des bois, pour ne s'attacher qu'à ceux des lieux habités, ensuite tous les noms de formation postérieure à la conquête franque: son exposé, ainsi réduit aux lois de la formation des noms des lieux habités en France pendant la période celtique et la période romaine, occupe 410 pages. Ce chiffre montre les développements qu'ont pris et les progrès qu'ont faits, depuis vingt-cinq ans, les études d'onomastique géographique inaugurées chez nous par Jules Quicherat. Il permet aussi de juger du soin minutieux avec lequel M. d'Arbois de Jubainville et son zélé collaborateur se sont astreints à approfondir, dans le moindre détail, les questions que soulève le thème d'études choisi par eux.

Un labeur de ce genre ne se prête pas à l'analyse. Les savants auteurs ont fait le relevé de tous les radicaux, noms propres ou noms communs, de toutes les finales, suffixes ou désinences, qui entrent dans la composition des noms de lieu gaulois et des noms de lieu romains; à chacun de ces éléments, ils ont consacré un paragraphe, où ils ont rassemblé le plus grand nombre possible d'exemples de l'emploi du radical ou de la finale en question: exemples tirés à la fois des inscriptions antiques, des chartes du moyen âge, des dictionnaires géographiques modernes, de manière à faire toucher du doigt la filiation des formes et leurs transformations d'une époque à l'autre. Des tables détaillées et complètes facilitent l'usage de ce précieux répertoire, qui devra être entre les mains de tous ceux qui étudient les antiquités locales et la géographie historique. On ne devra plus se risquer à proposer, pour un nom de lieu français, une étymologie gauloise ou une étymologie romaine,

sans avoir vérifié chez M. d'Arbois de Jubainville si l'hypothèse qu'on avance se justifie par l'analogie des exemples comparables.

La majeure partie de ces noms de lieux ont leur origine dans des noms de personnes : on a donné, à chaque domaine rural, un nom composé ou dérivé de celui du propriétaire. Ceci suppose la propriété individuelle du sol. Depuis quand cette sorte de propriété existe-t-elle sur notre territoire? L'examen de cette question fait l'objet du livre I^{er}, qui précède les pages consacrées à l'histoire des noms de lieu. Ce sont deux sujets connexes, mais distincts : le titre du volume accuse nettement cette dualité. M. d'Arbois de Jubainville estime qu'avant la conquête romaine chaque peuple gaulois était propriétaire du sol qu'il occupait, sauf à concéder l'exploitation de certaines fractions à des tenanciers qui en jouissaient à titre précaire : les Romains, les premiers, auraient substitué à cette propriété collective et à ces tenures précaires la propriété individuelle du sol.

Je ne veux pas quitter ce livre sans citer deux pages de la préface, deux pages exquises, qui montrent en M. d'Arbois de Jubainville, en même temps qu'un de nos plus savants érudits, un causeur aussi aimable que délicat :

« J'espère qu'un jour les nombreux travaux entre lesquels M. Longnon se partage lui laisseront le loisir de reprendre le même sujet pour remplacer mon œuvre par un travail définitif, et qu'en se servant peut-être un peu d'elle il la fera oublier : c'est le sort ordinaire des leçons et des livres. Un écrivain qui, au moyen âge, avait fréquenté l'université de Paris le constatait déjà :

« Dis-moi où sont maintenant tous ces maîtres que tu as bien connus « quand ils vivaient et qu'ils brillaient par les études. Déjà d'autres « touchent leurs appointements, et je ne sais si ces docteurs nouveaux « pensent à leurs prédécesseurs. Ceux-ci, pendant leur vie, avaient l'air « d'être quelque chose et maintenant on ne parle plus d'eux¹. »

« Un grand nombre de ces vieux maîtres n'écrivaient point; mais à quoi sert un livre qui, remplacé par un meilleur, ne se lit plus? Il a pu être quelque temps utile, comme l'œuvre obscure du laboureur qui trace des sillons et qui ainsi, travaillant pour sa part à l'alimentation annuelle de ses concitoyens, collabore à la vie d'une grande nation, puis meurt oublié. Tel est le sort de la plupart des livres d'érudition : dans l'avenir, leur seule notoriété est celle qu'assurent les recueils bibliographiques; l'immortalité qu'ils confèrent à leurs auteurs peut être comparée à celle

1. « Dic mihi ubi sunt modo omnes illi domini et magistri, quos bene novisti, dum adhuc viverent et studiis florerent? Jam eorum præbendas alii possident et nescio utrum de eis recogitant. In vita sua aliquid esse videbantur, et modo de illis tacetur. » (*De Imitatione Christi*, liv. I, chap. III, § 5.)

que donnent aux potiers de l'empire romain les *Index du Corpus inscriptionum latinarum*.

« *Post-scriptum*. En corrigeant les épreuves de cette préface, j'apprends que M. Fustel de Coulanges a été enlevé par la mort aux lettres, à l'attachement et à l'admiration de ses élèves. Il est dans la vie un âge où c'est sur des tombeaux qu'ordinairement le regard s'arrête, quand la pensée se reporte aux maîtres, souvent même aux compagnons de travail et aux émules qu'on a entendus, qu'on a aimés, dont on a plaint les malheurs ou quelquefois peut-être envié les succès. Cet âge sérieux, c'est le mien.

« La bibliothèque d'un érudit est toujours une sorte de nécropole; les livres des morts y sont bien plus nombreux que ceux des vivants, et la plupart des titres ressemblent à des épitaphes; mais ce qui, dans ma bibliothèque, est surtout émouvant pour moi, c'est que presque sur chaque rayon il y a un livre écrit par un défunt que j'ai personnellement connu, qui a été pour moi soit un maître, soit un ami, quelquefois tous les deux : je ne puis jeter les yeux sur ses œuvres sans voir se dresser à côté de moi sa figure bienveillante et douce qui semble me sourire comme autrefois et m'encourager dans mes travaux, en attendant que j'aie le rejoindre dans une autre vie. Pardessus, B. Guérard, F. Guesard, Natalis de Wailly, Ad. Regnier, Ch. Jourdain, E. Benoist, E. Desjardins, P. Paris, Henri Martin, Pitra et combien d'autres dont, en ce moment, le nom m'échappe, mais qui font battre mon cœur chaque fois que des travaux analogues aux leurs me ramènent à leurs livres. Ils n'avaient ni les mêmes croyances, ni le même genre de vie, mais tous étaient dominés par le même amour pour la science et pour la vérité historique; et aujourd'hui leur carrière littéraire est terminée, comme va l'être bientôt la mienne..... »

Julien HAVET.

Histoire de l'Europe, et en particulier de la France, de 395 à 1270, rédigée conformément aux programmes officiels pour la classe de troisième, par C. BÉMONT et G. MONOD. Paris, chez F. Alcan, 1894. 4 vol. in-16 avec 63 gravures et 44 cartes.

Ceux qui ont le pénible honneur de faire, comme on dit, passer leur baccalauréat à cinq ou six cents jeunes gens, chaque année, savent seuls à quel point il est permis d'être ignorant sur les hommes et les choses du moyen âge. On ne constate point sans mélancolie que les meilleurs élèves, — ceux qui sont visiblement intelligents et appliqués¹,

1. Je ne parle pas de ceux (30 % environ des candidats admis à l'oral, d'après un calcul qui repose sur les observations de six années, faites dans

— n'ont pas la plus faible notion des résultats obtenus par l'activité scientifique qui s'est exercée depuis cinquante ans dans le champ de nos études. Les fables traditionnelles dont la critique moderne a fait justice ont encore en eux des fidèles; ils sont un bel exemple de l'incroyable vitalité de ces mauvaises herbes de l'histoire. Ces jeunes gens sont cependant l'élite du public de demain; pour qui donc travaillons-nous, si pas une goutte de nos conclusions ne filtre jusqu'à eux? Je n'en ai jamais vu un seul qui fût capable de répondre une phrase raisonnable à des questions sur les universités au moyen âge, sur l'art roman, sur l'art gothique, sur l'histoire des villes du nord de la France, sur les origines du Parlement d'Angleterre, sur la théorie du saint empire romain germanique, sur le caractère de la royauté capétienne. Ils semblent voir tous le moyen âge à travers je ne sais quel Anquetil abrégé et dépareillé. — Ce n'est pas leur faute: c'est celle de leurs livres classiques; car, à l'autopsie de l'examen, on ne retrouve guère dans leur estomac que des morceaux non digérés de ces livres. Si la nourriture avait été meilleure, l'assimilation s'en serait faite plus aisément; elle aurait été plus profitable. Il faudrait, par conséquent, que les élèves eussent entre les mains un « Manuel » de sage et solide vulgarisation où les résultats acquis par l'érudition et les « idées générales » seraient dosés par une main expérimentée, un Manuel où les savants ne trouveraient point d'erreurs graves à reprendre et qui serait approprié, cependant, à l'intelligence enfantine. Pour écrire un pareil ouvrage, si utile, de rares qualités seraient nécessaires: beaucoup de science, beaucoup d'expérience pédagogique, de l'exactitude, de la simplicité, de la conscience. La conscience des auteurs devrait s'affirmer jusque dans les détails d'exécution, d'ordinaire si négligés: les bibliographies jointes à chaque chapitre, sans être amples, seraient critiques; les gravures seraient choisies; on se garderait des illustrations de fantaisie ou entachées d'anachronisme.

A l'occasion de la mise en vigueur du nouveau programme de 1890, accompagné par M. Lavissee de considérations si élevées, notre confrère

trois académies) qui croient Godefroi de Bouillon contemporain de Charlemagne, ou qui, interrogés sur l'empereur Frédéric II, se répandent en discours sur sa correspondance avec Voltaire. L'ignorance totale du moyen âge n'est point considérée, du reste, comme un motif d'exclusion. Il n'y a pas bien longtemps qu'on reprochait aux examinateurs de « prendre en traître » les candidats s'ils les interrogeaient exclusivement sur le « cours de troisième », c'est-à-dire sur l'histoire du moyen âge, par exemple sur Clovis, Charlemagne, saint Louis et Jeanne d'Arc; le candidat avait quasiment le droit de compter sur une question du « cours de rhétorique, » c'est-à-dire relative à l'histoire des deux derniers siècles. — Ce droit est formellement reconnu par les programmes officiels depuis la session de juillet 1891: il nous est désormais interdit d'interroger sur les événements antérieurs à l'année 1610.

M. Ch. Bémont a voulu, sous la direction et avec la collaboration de M. G. Monod, doter l'enseignement secondaire du livre qui lui manquait. Il y a parfaitement réussi, bien qu'il n'ait pas (peut-être pas assez) visé à plaire par cette élégance de la forme qui a conservé tant de partisans au « Duruy ». Son « cours de troisième » est sans comparaison le meilleur qui ait été publié jusqu'ici. Espérons que, d'ici à quelques années, les effets bienfaisants s'en feront sentir sur les futures générations d'hommes cultivés. Certains chapitres (notamment celui qui est relatif à l'histoire d'Angleterre du ix^e au xiii^e siècle, pp. 452-477) pourraient être lus, du reste, avec profit ailleurs encore que dans les lycées.

Ch.-V. LANGLOIS.

Histoire de Charles VII, par G. DU FRESNE DE BEAUCOURT. Ouvrage honoré du grand prix Gobert par l'Académie des inscriptions et belles-lettres. Tome V : *le Roi victorieux, 1449-1453*. Paris, Alph. Picard, 1890. In-8°, 476 pages.

A l'époque où commence ce nouveau volume, Charles VII touche à l'apogée de sa puissance. La trêve avec l'Angleterre vient d'être rompue et le roi se prépare à la conquête de la Normandie et de la Guyenne. Son armée entre bientôt après en campagne, et une longue suite de victoires force les Anglais à abandonner les deux dernières provinces qu'ils possédaient encore en France. La Guyenne, anglaise de longue date, se donne encore à eux en 1452 ; mais la victoire de Castillon les oblige bientôt à se retirer pour toujours. L'histoire de ces opérations militaires, auxquelles M. de Beaucourt a consacré trois chapitres, est trop célèbre pour que nous nous y arrêtions ; d'autant plus que, pendant les cinq années dont ce volume contient l'histoire, il s'est passé une foule d'événements intéressants et peu connus sur lesquels M. de Beaucourt a recueilli des renseignements inédits qui lui ont permis de les présenter sous un nouveau jour.

Un mot d'abord sur la cour de Charles VII à cette époque. Agnès Sorel était morte à Jumièges pendant la campagne de Normandie et le roi n'avait pas tardé à la remplacer par une nouvelle favorite. Antoinette de Maignelais, cousine d'Agnès, n'avait ni l'esprit ni la capacité de celle-ci. Elle n'eut point sur le monarque l'influence plutôt heureuse qu'avait exercée la dame de Beauté, et son règne sur le cœur de Charles fut le prélude des hontes qui devaient déshonorer la fin du règne. En même temps qu'une nouvelle maîtresse, de nouveaux favoris, de nouveaux mignons paraissent à la cour : c'est André de Villequier, le com plaisant mari de la favorite, Jean de Lévis, Antoine d'Aubusson, Louis de la Rochette et d'autres. La cour de Charles VII est, à cette époque, extrêmement brillante. Le roi se promène de château en château, allant des Montils-lez-Tours à Montbazou, à Taillebourg, à Villedieu, à la

Guerche, emmenant avec lui une suite nombreuse de grands seigneurs, d'évêques et de conseillers.

Tandis que le monarque s'adonne aux plaisirs, ses capitaines expulsent les Anglais et de graves affaires s'accomplissent dans l'intérieur du royaume. Le Dauphin, toujours en hostilité contre son père, s'était établi en Dauphiné comme un souverain indépendant. Nourrissant des visées ambitieuses du côté de l'Italie, il résolut de s'allier au duc de Savoie et d'épouser sa fille Charlotte. Les premières conventions réglées avec le duc, il envoya demander le consentement du roi son père. Charles VII refusa : la princesse lui semblait trop jeune et l'alliance ne lui agréait pas ; il désirait pour l'héritier de la couronne une fille du roi de Portugal. Cela ne faisait point l'affaire du Dauphin, qui, passant outre, épousa sans tarder Charlotte de Savoie. Ce n'était qu'un grief de plus ajouté à tous ceux que le roi pouvait avoir contre son fils. Le duc de Savoie lui donnait en même temps lieu de se plaindre, et il résolut de profiter de ce que son allié François Sforza, duc de Milan, était en guerre presque ouverte contre le duc de Savoie pour entreprendre une expédition qui lui permettrait en même temps de châtier ce dernier et de secourir son allié. Mais le duc réussit à détourner l'orage ; il se rendit à Feurs auprès du roi et obtint de lui son pardon. De son côté, le Dauphin, craignant que son père ne songeât aussi à punir sa conduite, crut prudent de chercher à l'apaiser et employa à cette négociation l'influence du cardinal d'Estouteville, légat du saint-siège.

Il semble probable que la conduite et les menées du Dauphin contre son père eurent pour conséquence la disgrâce éclatante qui se produisit alors dans l'entourage de Charles VII. Jacques Cœur, le célèbre argentier du roi, que ses richesses, la faveur dont il jouissait et les services qu'il avait rendus à la couronne semblaient assurer contre les retours de la fortune, était arrêté soudainement par ordre du roi et emprisonné au château de Lusignan. Les détails du procès sont mal connus et les motifs apparents de cette arrestation ne semblent pas avoir été les motifs réels. Jacques Cœur fut condamné pour concussion et exaction, pour avoir vendu des armes aux infidèles et transporté dans leur pays de grandes quantités d'argent et d'or monnayés. Le roi lui fit grâce de la vie, mais il dut expier ses fautes par une détention perpétuelle. N'y eut-il pas à sa condamnation une cause secrète ? C'est ce qu'ont pensé la plupart des historiens, et il est facile de voir que M. de Beaucourt penche aussi de ce côté, quoiqu'il se défende de rien trancher dans un problème qui lui semble insoluble. Il laisse voir qu'au fond il est de l'avis de Michelet, qui a dit : « Jacques Cœur prêtait de l'argent au Dauphin ; l'argent prêté au Dauphin pour troubler le royaume fut peut-être son véritable crime. »

On a vu que le cardinal d'Estouteville avait négocié en 1452 un rapprochement entre Charles VII et son fils. Ce haut personnage se trou-

vait alors en France comme légat du saint-siège. Sa mission avait plusieurs objets. D'abord, Nicolas V l'avait chargé d'essayer de rétablir la paix entre la France et l'Angleterre, afin de détourner les forces de ces deux puissants royaumes contre les Turcs, qui menaçaient de plus en plus Constantinople. C'était le duc de Bourgogne qui, craignant pour la sûreté de son comté de Flandre si Charles VII, victorieux des Anglais, parvenait à reconquérir Calais, avait jugé prudent de détourner vers de lointains pays l'orage qu'il redoutait pour ses possessions, et avait engagé le pape à susciter une nouvelle croisade. Le cardinal d'Estouteville éprouva sur ce point un refus déguisé auprès de Charles VII, un refus formel auprès de Henri VI. Mais sa venue en France avait un but qui tenait encore plus à cœur au souverain pontife : c'était l'abolition de la Pragmatique Sanction de 1438. Des négociations s'engagèrent à ce sujet entre lui et Charles VII, et des assemblées du clergé de France furent convoquées, d'abord à Chartres, ensuite à Bourges, pour traiter cette importante question. L'épiscopat français se trouvait divisé à cette époque en partisans des libertés de l'Église gallicane et en défenseurs des droits du saint-siège. Le résultat de ces conférences fut la confirmation de la Pragmatique ; mais ce qu'il y eut de curieux, c'est que ce résultat ne fut obtenu que par la production devant l'assemblée d'une fausse Pragmatique attribuée à saint Louis et inventée de toutes pièces par un gallican peu scrupuleux. Le cardinal d'Estouteville retourna en Italie sans avoir atteint les deux principaux objets de sa légation.

Le duc de Bourgogne, avons-nous dit, craignait que Charles VII, victorieux des Anglais, ne tournât contre lui les forces de son royaume. Il n'avait pas tort. Charles VII pensait depuis longtemps à abattre ce vassal trop redoutable, et la lutte contre la maison de Bourgogne, dont on a fait tant d'honneur à Louis XI, avait été commencée par son père. Les projets de Charles VII se dévoilèrent clairement dans l'affaire des Gantois, bien que son intervention n'eût amené aucun résultat et que l'issue en eût été plutôt humiliante qu'honorable pour lui. Ceux-ci s'étaient révoltés contre Philippe le Bon et avaient imploré sa protection. Charles envoya à cet effet une ambassade au duc de Bourgogne pour apaiser le différend et pour tâcher d'obtenir en même temps la restitution des villes de la Somme cédées au duc par le traité d'Arras. Les négociations, mal conduites, tournèrent à l'avantage de Philippe. Une seconde ambassade n'eut pas un meilleur résultat, et le débarquement de Talbot en Guyenne força le roi à tourner ses regards d'un autre côté, au moment même où il allait se décider à une intervention armée du côté de la Flandre.

Ce n'était pas seulement vers le nord que Charles VII songeait à tourner ses armes : l'Italie l'occupait également. Le duc de Milan, son allié, soutenu des Florentins, était alors en guerre contre les Vénitiens

et contre le duc de Savoie. Il avait vu avec satisfaction le roi s'apprêter à passer les monts. Lorsque la soumission du duc de Savoie eut arrêté Charles VII, les ambassadeurs de Sforza, joints à ceux des Florentins, sollicitèrent vivement le roi d'envoyer en Italie un corps de troupes pour les soutenir contre les Vénitiens. Charles VII y était assez disposé sans cependant qu'il y eût pour lui un profit évident dans cette expédition, et, le 11 avril 1453, il signa un traité aux termes duquel le roi René devait aller secourir le duc de Milan. René d'Anjou s'y rendit, en effet, avec deux mille chevaux et aida Sforza à reconquérir le Bressan; puis, sentant le duc se refroidir à l'égard des Français, il rentra en France après une campagne de cinq mois. Le Dauphin n'avait garde de ne point profiter de cette occasion pour pêcher en eau trouble. M. de Beaucourt a raconté en détail son étrange conduite. D'abord, il menace le duc de Savoie pour le forcer à livrer passage au roi René; puis, quand ce dernier a obtenu de passer par le territoire de Gênes, le Dauphin marche sur cette ville dans l'intention de s'en emparer. Arrêté par les représentations du roi René, il cherche à s'allier secrètement aux Vénitiens contre Sforza, puis à Sforza contre les Vénitiens, s'exerçant ainsi à la politique tortueuse qu'il devait constamment pratiquer pendant son règne.

Tel est le résumé des principaux événements racontés dans le cinquième livre de *l'Histoire de Charles VII*. Suivant son habitude, M. de Beaucourt y a joint un chapitre, qui n'est pas le moins instructif de tous, sur l'administration de 1449 à 1453. Mais le volume que nous avons entre les mains contient encore les deux premiers chapitres du livre VI : Charles VII pendant ses dernières années (1454-1461). Le premier de ces chapitres a trait au procès de réhabilitation de Jeanne d'Arc. Nous ne savons pourquoi M. de Beaucourt ne l'a pas joint à son cinquième livre, puisque Charles VII s'occupa de cette réhabilitation dès le commencement de 1450, au lendemain de ses victoires en Normandie. Quoi qu'il en soit, l'auteur venge le roi des accusations formulées contre lui à propos de ce procès : puisque tout le monde reconnaît que la réhabilitation de Jeanne a été une bonne action de la part du roi, une œuvre de probité de la part des juges, pourquoi venir incriminer les intentions et prétendre que Charles n'aurait obéi qu'à une pensée toute personnelle, c'est-à-dire jeter un voile sur ce qu'on a appelé ses trahisons à l'égard de la Pucelle? — Le second chapitre du livre VI se rapporte aux projets de croisade de Charles VII et surtout du duc de Bourgogne après la prise de Constantinople, projets bien vagues et bien incertains de la part du roi. Le temps n'était plus où l'Europe tout entière se levait pour la défense du saint tombeau, et l'Angleterre inspirait encore trop de craintes au roi de France pour qu'il pût quitter son royaume et en diriger toutes les forces contre les infidèles. Ces craintes étaient exagérées, ainsi que le montra la suite des événements;

Charles VII passa en paix les dernières années de son règne. Mais il ne convient pas d'anticiper sur l'histoire de ces derniers temps, que M. de Beaucourt doit raconter dans son sixième volume, et nous attendrons ce moment pour savoir quel jugement il conviendra de porter sur Charles VII et sur son règne.

LÉON LECESTRE.

L'École de calligraphie et de miniature de Tours, des origines au X^e siècle, par M. l'abbé L.-A. BOSSEBŒUF. Tours, L. Péricat, 1894. In-8°. (Pages 303-434 du tome XXXVI des *Mémoires de la Société archéologique de Touraine*.)

L'an dernier, la Société archéologique de Touraine a, pour son cinquantenaire, ouvert une exposition qui a fait quelque bruit. Grâce au zèle de MM. Delaville Le Roulx et L. Palustre, les principaux organisateurs de cette exposition rétrospective, l'art ancien s'est vu, pendant plusieurs semaines, fêté dignement à Tours. Les manuscrits ne formaient certes pas la section la moins intéressante de l'exposition. Ils avaient été réunis par les soins de M. Delaville Le Roulx, et M. l'abbé Bossebœuf a très justement pensé qu'il y avait là une occasion unique de faire une étude comparée des fameux manuscrits de l'école de Tours. Tous ceux qui connaissent les beaux travaux que notre confrère M. L. Delisle a consacrés, à maintes reprises, à ces manuscrits tourangeaux qui ont dans notre siècle été si maltraités, par Libri notamment, applaudiront à la pensée qu'a eue M. l'abbé Bossebœuf. Cette pensée, il la formule en ces termes dans l'avant-propos de son livre. Après les travaux de M. L. Delisle, « il reste, dit-il, à réaliser un travail d'ensemble consistant à grouper dans un cadre plus large les divers éléments de l'école (de Tours), pour en mettre la physionomie en plein relief et en retracer l'histoire à ses différentes époques. » Tel est le double but que s'est proposé M. l'abbé Bossebœuf : faire l'histoire de l'école calligraphique tourangelles jusqu'au x^e siècle (car l'auteur s'arrête là), et dégager l'aspect des manuscrits de cette école. Voyons comment il a réalisé son projet.

Il n'est pas bien facile de s'en rendre compte, car M. l'abbé Bossebœuf a une façon d'écrire qui peut réjouir les amateurs de phrases, mais qui est vraiment inadmissible dans une dissertation. Les fleurs de rhétorique recouvrent si bien la pensée dans le livre dont nous parlons qu'il faut parfois se donner une peine réelle pour découvrir cette pensée. Imposons-nous cette peine, et voyons comment l'auteur a fait l'histoire de l'école de calligraphie de Tours avant Alcuin, sous Alcuin, après Alcuin, car ce sont là les grandes divisions de son livre. Antérieurement à Alcuin, M. l'abbé Bossebœuf ne peut guère que signaler l'existence de cette école. Mais, dès qu'apparaît Alcuin, il est permis de quitter le champ

des hypothèses. L'auteur n'y manque pas; et nous allons le voir prendre successivement le *Virgile* de Berne, la *Vie de saint Martin* du gymnase de Quedlinbourg, la *Bible de Charles le Chauve* et le *Pentateuque* de la Bibliothèque nationale, le *Sacramentaire* d'Autun, etc., etc., et nous décrire longuement ces monuments calligraphiques célèbres, ces chefs-d'œuvre si connus. On ne saurait blâmer M. l'abbé Bossebœuf d'avoir reproduit les descriptions qui existaient de ces manuscrits tourangeaux. Il n'en pouvait être autrement, puisque tous ces manuscrits ont été l'objet de dissertations nettes et précises de la part de l'administrateur de la Bibliothèque nationale. Mais s'il est une critique qui puisse être adressée à l'auteur, c'est celle d'avoir souvent assombri par ses phrases la lumière qui avait été répandue sur l'école de Tours.

On doit aussi regretter que l'auteur n'ait pas dit quelques mots de l'histoire des manuscrits qu'il a décrits. Certains lecteurs auraient cependant désiré savoir comment, par exemple, le *Virgile* était passé à Berne et la *Vie de saint Martin* à Quedlinbourg. Il y a là évidemment une lacune. N'y en a-t-il pas une autre dans le dernier chapitre du livre, celui où M. l'abbé Bossebœuf résume les caractères de l'école de Tours? Il nous semble, en effet, que l'auteur n'a pas insisté comme il l'aurait dû sur les couleurs employées pour la décoration des manuscrits de cette école. Les couleurs, cependant, aident à reconnaître les manuscrits sortis d'un même atelier calligraphique et en sont certainement un des principaux caractères.

Nous pourrions pousser plus loin la critique du livre de M. Bossebœuf et lui reprocher, par exemple, l'insuffisance de ses citations dans presque tous les cas : Nouv. acq. lat. n° ...? (p. 333, note 1); d'Achery, *Spicileg.*, t. V, p. ...? (p. 403, note), etc. Mais il nous tarde d'en arriver à reconnaître les mérites de ce livre. Il en a, suivant nous, deux indiscutables : 1° celui de rappeler et de résumer les savants travaux de M. L. Delisle; 2° de nous présenter, condensés dans un même opuscule, tous ces travaux si divers et jusqu'ici épars dans les *Mémoires* de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, dans la *Gazette archéologique* et ailleurs. Mais il ne faut pas chercher dans le livre de M. l'abbé Bossebœuf ce que son auteur nous avait annoncé. Car, s'il a à peu près esquissé l'histoire de l'école calligraphique de Tours, il est, croyons-nous, permis de trouver qu'il n'a pas réussi à mettre en plein relief la physionomie d'une école qui, « pareille à ces belles journées d'été dont le crépuscule demeure empourpré des reflets du soleil couchant même après la disparition de l'astre du jour, ayant atteint la splendeur de son midi à l'époque d'Alcuin et de ses premiers successeurs, gardait encore sur le soir quelque chose du rayonnement de ses heures de pleine et rutilante lumière dont elle dorait le firmament et les hautes cimes du x^e siècle » (p. 415).

Armand d'HERBOMEZ.

F. DE MÉLY. *Le Trésor de la cathédrale de Chartres.* Chartres, 1894. In-16, 29 pages.

Les lecteurs de la *Bibliothèque de l'École des chartes* connaissent le livre que M. de Mély a publié en 1886 sur le trésor de Chartres¹. Il nous en donne aujourd'hui une réduction ; il s'agit cette fois, non plus de retracer l'histoire de ce trésor célèbre, mais seulement d'en décrire sommairement les épaves, celles qui sont encore à la cathédrale de Chartres et celles qui sont conservées au Musée de Chartres et à la Bibliothèque nationale. M. de Mély a voulu faire œuvre de vulgarisation, mais de bonne vulgarisation ; il s'adresse non pas tant aux érudits qu'à ce qu'on appelle le grand public. Son petit livre est un guide du voyageur dans le trésor de Chartres. C'est donc un livre très utile et estimable. Car le seul moyen d'assurer la conservation de nos monuments, c'est d'y intéresser tout le monde. Ce guide est bien conçu, très court et très précis, d'un format commode, d'un prix accessible aux bourses les plus modestes, et, — ce n'est pas le moindre de ses mérites, — illustré de vignettes représentant tous les objets décrits. M. de Mély a reçu l'approbation de Mgr l'évêque de Chartres. Il serait à souhaiter que tous les prélats français se montrassent ainsi jaloux de répandre la connaissance des richesses qu'ils ont encore dans leurs églises.

M. PROU.

Compte rendu des séances de l'administration provinciale d'Auch, avec notes et documents par le marquis DE GALARD-MAGNAS. 1787. Agen, impr. veuve Lenthéric, 1887 [1890]. Grand in-8°, 630 pages.

Le titre adopté par M. le marquis de Galard-Magnas ne donne de son travail qu'une idée imparfaite et incomplète. Le compte rendu des séances tenues à Auch en 1787, même si l'on y joint les notes supplémentaires sur les membres qui y prirent part, comprend à peine le quart de l'ouvrage ; le reste se compose de documents sur l'histoire de la Révolution et n'a qu'un rapport très indirect avec l'administration provinciale.

Le sujet, d'ailleurs, même dégagé de cette partie étrangère, n'est pas traité complètement. L'auteur paraît avoir ignoré l'existence du *Procès-verbal officiel des séances de l'Assemblée provinciale de la généralité d'Auch* (à Auch, chez J.-P. Duprat, imprimeur du roi, 1788, gr. in-8° de viii-189 p.). Deux exemplaires de ce procès-verbal se trouvent aux Archives départementales du Gers ; l'un d'eux a sans doute appartenu à l'abbé

1. Voyez le compte rendu de notre confrère M. H. de Curzon dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. XLVII, p. 298.

de Faudoas, chanoine du chapitre de Pessan, à la famille duquel l'auteur a consacré une notice.

A défaut du compte rendu officiel, M. le marquis de Galard-Magnas nous donne un *Bulletin pour M. le chevalier de G... relatif à ce qui s'est passé dans les séances de l'administration provinciale d'Auch*. Comme on doit s'y attendre, ce bulletin, rédigé par divers membres de l'Assemblée, est moins complet que le texte officiel; mais, par contre, il n'a pas non plus la sécheresse d'un procès-verbal. Il est écrit avec verve, il nous présente nettement la physionomie de la séance, l'éclat qu'on voulait lui donner, l'indifférence du peuple : « Les valets de ville allaient dans « les boutiques, invitant les gens à accourir aux séances : personne ne « s'émut. Le peuple, qu'une longue expérience avait rendu défiant, « regardait toutes ces choses-là comme une belle représentation dont il « allait payer les frais » (p. 51). Cette opinion du peuple, on peut le dire, s'est trouvée justifiée par le peu de résultats qu'a donnés la création, sans doute trop tardive, des administrations provinciales.

Et pourtant la bonne volonté ne manquait pas, non plus que le talent, trop souvent rendu inutile par des compétitions personnelles. « L'Assemblée travaillait tous les jours, divisée en bureaux ou en séance « générale. » Elle était investie de pouvoirs étendus, surtout en ce qui concernait les ponts-et-chaussées; la vicinalité fut l'objet de ses préoccupations les plus constantes. On voit dans le procès-verbal officiel que le « bureau des grands chemins » ne déposa pas moins de huit rapports, qui forment un traité complet sur la matière. Le gouvernement croyait accorder un grand bienfait par la conversion de la corvée en une prestation en argent; mais le peuple ne vit que la charge de cinq cent mille livres, qui allait grever la province, pour les travaux publics des routes. Cédant au vœu général, l'Assemblée supplia le roi de donner aux communautés la liberté de faire des travaux en nature. Le *Bulletin* se fait l'écho du mécontentement populaire, et c'est sur la question vicinale que reviennent sans cesse les correspondants du chevalier de G...

Pour apprécier exactement les travaux de l'administration provinciale d'Auch, il faudrait lire aussi les rapports du bureau du bien public sur le haras, sur l'école d'agriculture, sur les messageries, et celui du bureau de la comptabilité sur les frais d'administration. Tous ces textes officiels donnent une idée assez nette de l'état matériel de la province, état, en somme, satisfaisant. Le *Bulletin pour le chevalier de G...* vient les compléter de la manière la plus heureuse en nous renseignant sur l'état des esprits en Gascogne à la veille de la Révolution.

M. le marquis de Galard-Magnas fait précéder le compte rendu d'une description géographique de la généralité d'Auch, description qui se trouve là on ne peut mieux placée. Il rappelle les bienfaits de l'administration de M. d'Étigny et son dévouement longtemps méconnu. D'ailleurs, « malgré tout ce que le régime des intendants avait excité

« de murmures, de haines et de mécontentements, l'administration « paternelle de l'Assemblée provinciale n'obtint pas grâce aux yeux du « peuple » (*Bulletin*, p. 54).

Les *Notes supplémentaires*, etc., seront utilement consultées par tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de la noblesse dans nos contrées. Les *Documents* qui suivent fournissent une foule de renseignements des plus variés sur différents points curieux de l'histoire révolutionnaire. Une table très complète, qui ne comprend pas moins de cinquante-six pages, vient faciliter l'usage de cette précieuse collection. On doit savoir gré à M. le marquis de Galard-Magnas d'avoir mis à la portée des érudits et des chercheurs les richesses contenues dans ses archives de famille.

P. TIERNY.

Le baron DE BONNAULT D'HOUE. *Pèlerinage d'un paysan picard à Saint-Jacques de Compostelle au commencement du XVIII^e siècle*. Montdidier, impr. A. Radenez, 1890. In-8°, xxxviii-218 pages et une carte.

Autant furent fréquents au moyen âge les pèlerinages, autant sont rares les documents écrits qui les concernent. Cela est particulièrement vrai pour le célèbre pèlerinage espagnol de Saint-Jacques de Compostelle. Aussi est-ce une bonne fortune que de rencontrer le journal d'un pèlerin, non pas certes du moyen âge, mais d'un siècle plus rapproché du nôtre, récit naïf, sincère, amusant même par endroits, d'un homme du peuple qui a su voir et décrire ce qu'il voyait. Il a trouvé dans M. de Bonnault un éditeur érudit et consciencieux qui a publié son journal avec autant de soin qu'il aurait pu le faire pour un document du XIII^e siècle.

Il l'a fait précéder d'une ample Introduction, dans laquelle il a retracé les origines du pèlerinage de Saint-Jacques, la fondation de la ville auprès de l'endroit où fut trouvé le corps du martyr, *Campus Stellae*, d'où Compostelle, énuméré les pèlerins célèbres, parmi lesquels la légende plaçait Charlemagne lui-même, montré le saint personnifiant la lutte contre les Maures, et désigné comme *Matamoras*, les routes romaines réparées pour les pèlerins, les hospices fondés pour eux en Espagne, en France et même en Belgique, de pieux chevaliers de Saint-Jacques établis dès 1161 pour protéger les pèlerins, le culte du saint se répandant en France, où se fondent de pieuses confréries, dont une des plus célèbres est celle de l'église de Saint-Jacques-de-la-Boucherie de Paris, enfin les pèlerinages survivant à la Réforme et se continuant aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles. C'est à ce dernier siècle qu'appartient le journal publié par M. de Bonnault, qui cite beaucoup de témoignages de pèlerinages pour la Picardie, où l'on trouve de nombreuses églises

dédiées à saint Jacques, mais presque aucun document relatif à ces pieux voyages.

L'éditeur nous donne une courte notice sur son voyageur. Guillaume Manier, né à Carlepont près Noyon en 1704, partit avec trois compagnons après s'être muni d'un laissez-passer du maire de Noyon et d'un passeport du gouverneur de Paris. Désirant échapper à des dettes qu'il avait contractées envers son capitaine de milice, ses sentiments religieux le portèrent à partir en pèlerinage. Son journal est, au rapport de l'éditeur, le meilleur guide qui existe pour le voyage de Saint-Jacques. Sans doute, Manier a copié des détails dans les guides antérieurs; mais il décrit la mer, les montagnes, le paysage; il note les monuments, sans oublier jamais les fontaines, si utiles au voyageur pédestre. Il nous fait connaître le genre de vie des pèlerins; les ressources qu'ils trouvent sur leur route, les gîtes bons ou mauvais. En France, ils voyagent isolément pour ne pas attirer l'attention sur eux; en Espagne, ils sont plus libres, mais ils ignorent la langue et la monnaie. La beauté des femmes espagnoles le frappe autant que la malpropreté des hommes le révolte. Un des mérites de ce journal, c'est que Manier raconte avec bonhomie tout ce qu'il voit; c'est, dit l'éditeur, un paysan honnête, religieux, pratiquant. Quoique son journal soit surtout celui d'un pèlerin, et qu'il parle principalement des églises, dont il décrit amplement l'architecture et les reliques, il se mêle quelquefois de politique et paraît au courant des événements: il sait, par exemple, que la reine, veuve de Charles II, est dans une sorte de prison. C'est seulement dix ans après son retour que Manier a rédigé son voyage; le ms. autographe se compose de deux volumes in-12, dont le voyage d'Espagne n'occupe que 131 pages. Le reste renferme un voyage en Italie. On doit la conservation de ce curieux récit à M. Victor de Bauvillé, qui l'a recueilli on ne sait où.

Un mot sur le travail de l'éditeur. M. de Bonnault a publié ce journal avec beaucoup de soin, il l'a enrichi de nombreuses notes, qui expliquent tous les passages obscurs; il a fait ressortir les détails intéressants au point de vue archéologique, comme cette description de l'église d'Aunay en Poitou, qui était restée presque ignorée jusqu'à ces derniers temps avant l'étude de notre confrère M. de Lasteyrie. L'éditeur a respecté l'orthographe des noms de lieu et des noms propres, mais il a mis l'orthographe actuelle partout ailleurs, et ce n'était pas toujours chose facile. L'identification des noms de lieu a dû exiger de longues recherches. Enfin, pour contrôler le tracé de Manier, il a réuni en appendice trois itinéraires: le premier, tracé d'après l'ouvrage d'Aimeri Picaud en l'honneur de saint Jacques de Compostelle, dont le quatrième livre forme le *Codex* qui donne la route suivie par les pèlerins du ^{xii}^e siècle; le second est extrait de la *Nouvelle Guide des chemins*, publiée par Nicolas Bonfons, 1583; enfin le troisième est tiré d'un petit livre fort rare intitulé: *les Chansons des pèlerins de Saint-Jacques*, qui

a été réimprimé en 1718 d'après un texte du XVIII^e siècle. Pour rendre plus saisissables ces itinéraires, l'éditeur a tracé une carte d'Espagne sur laquelle sont marquées toutes les localités visitées par Manier en 1726. En résumé, la lecture de ce journal de voyage est fort intéressante ; elle est devenue aussi facile que possible par le zèle que M. de Bonnault a mis à le publier, et fort agréable enfin par la netteté de l'impression, faite à petit nombre sur beau papier vergé.

A. BRUEL.

Université de Louvain. Recueil de travaux publiés par les membres de la conférence d'histoire, sous la direction de M. le professeur Ch. MOELLER. — 2^e fascicule¹ : *la Querelle des investitures dans les diocèses de Liège et de Cambrai*, par Alfred CAUCHIE. — 3^e fascicule : *les Droits de Charles-Quint au duché de Bourgogne*, par Alfred DE RIDDER. — Louvain et Paris, 1890. In-8°, xcii-424, 460 p.

Si l'histoire a toujours été cultivée en Belgique, jamais elle ne l'a été avec une méthode aussi scientifique que depuis la création des cours pratiques dans les universités. Sous la direction de maîtres tels que MM. Frédéricq, Kurth, Moeller et Pirenne, les étudiants belges sont entrés dans la bonne voie ; ils se montrent maintenant tout aussi soucieux de la précision que leurs voisins de France et d'Allemagne. Je n'en veux pour preuves que les dissertations historiques publiées par les universités belges depuis quelques années. Dès 1883, M. Frédéricq a fait paraître le premier fascicule des *Travaux du cours pratique d'histoire nationale* qu'il dirige à l'université de Liège. En 1888 a été publié par M. Kurth, professeur à la même université, un recueil de *Dissertations académiques*. En même temps, l'université de Gand inaugurait sa série de *Travaux de la Faculté de philosophie et lettres*, qui se compose déjà de trois volumes. L'année suivante, en 1889, l'université de Bruxelles entraînait dans l'arène avec ses *Annales de la Faculté de philosophie et lettres*. L'université de Louvain arrive la dernière, mais, à en juger par l'un des deux mémoires dont nous voulons dire quelques mots, elle ne tardera pas à se mettre au niveau de ses sœurs par l'excellence de ses publications historiques.

Malgré les études nombreuses et approfondies dont la querelle des investitures a été l'objet, M. Cauchie a pensé que la matière n'était pas épuisée et qu'on pouvait encore y revenir, à condition toutefois de n'en considérer qu'une partie. Souvent ainsi les monographies viennent après les ouvrages d'ensemble ; le contraire serait plus logique. Mais peut-être n'est-il pas mauvais de réviser dans les détails les questions sur lesquelles des conclusions générales ont été données. Il y faut une condition, c'est que l'auteur de pareilles monographies ne soit

1. Le 1^{er} fascicule, intitulé : *Aux archives Vaticanes*, est sous presse.

pas étranger à l'histoire générale, que son érudition ne soit pas limitée à la région qu'il étudie plus spécialement; c'est le cas de M. Cauchie.

Parfaitement instruit de tout ce qui a été écrit sur la querelle des investitures, il a pu relier l'histoire particulière des diocèses de Liège et de Cambrai à celle des autres diocèses de l'empire, marquer la place et le rôle des épisodes qu'il raconte, et des personnages dont il a fait le portrait, dans les péripéties de la lutte du sacerdoce et de l'empire. Dans une intéressante introduction, il insiste sur l'alliance étroite du pouvoir épiscopal et du pouvoir impérial. Les évêques au x^e siècle apparaissent comme les plus fidèles alliés des empereurs. Créatures du souverain, tenant de lui leur dignité, il était naturel qu'ils se montrassent les défenseurs énergiques des droits régaliens. Si, vers le milieu du x^e siècle, l'empire atteignit l'apogée de sa puissance, ce fut grâce surtout au dévouement du clergé. Malheureusement, ces préoccupations politiques des prélats n'allaient pas sans de graves inconvénients. Le caractère religieux de l'évêque finit par s'effacer devant son titre de seigneur temporel; il ne fut plus qu'un fonctionnaire impérial. Pareille situation parut intolérable aux réformateurs qui voulaient assurer à l'Eglise son indépendance. De là, la querelle des investitures. L'évêque de Liège, Wason, fut un des premiers à revendiquer, au x^e siècle, la liberté des élections épiscopales. M. Cauchie me paraît toutefois avoir exagéré son influence. Les pages qu'il a consacrées à la réforme des monastères dans les diocèses de Cambrai et de Liège sont instructives et fortement documentées. Un chapitre, qui serait peut-être mieux intitulé : appendice, est consacré à l'examen de deux opuscules de Sigebert de Gembloux, les *Dicta de discordia pape et regis*, et l'*Epistola adversus laicorum in presbyteros conjugatos calumniam*. M. Cauchie n'a encore publié que la première partie de son travail sur la querelle des investitures, car il s'arrête à l'année 1092. Une petite erreur à signaler : le légat Hugues n'était pas évêque de Dié, mais de Die.

Je ne m'arrêterai pas aussi longuement au mémoire de M. Alfred de Ridder sur les droits de Charles-Quint au duché de Bourgogne. C'est l'œuvre d'un juriste, disons le mot, d'un avocat, plutôt que d'un historien. M. A. de Ridder a puisé chez les meilleurs auteurs la connaissance qu'il a du droit féodal; Du Cange, Brussel, Henrion de Pansey, Fréminville ont été ses guides; mais il semble que ses relations avec eux soient bien récentes.

M. PROT.

The Finding of Wineland the good. The history of the Icelandic discovery of America, edited and translated from the earliest records by Arthur Middleton REEVES. Londres, Henry Frowde, 1890. In-4° avec planches.

Ce livre est destiné à résumer les faits concernant l'histoire de la

découverte de l'Amérique effectuée vers le ^{xr}e siècle par les Islandais. Il était depuis longtemps admis d'une manière certaine, quoique un peu vague, que les Islandais avaient, dès un temps fort reculé, dans leurs navigations vers l'ouest, atteint et exploré une partie des vastes pays qui ont reçu postérieurement le nom d'Amérique. Ces notions un peu vagues et confuses ont sérieusement attiré l'attention depuis la publication consacrée à ce sujet en 1837 par un savant danois, M. Charles-Christian Rafn. Malheureusement, le livre de M. Rafn n'est pas toujours exact; c'est un mélange de faits historiques, que l'on doit admettre comme certains, et d'assertions ou de théories plus ou moins hasardées. La nouvelle publication a pour objet de vérifier les faits avancés par M. Rafn, et de les compléter au moyen des *Sagas* historiques scandinaves. Afin de faciliter le contrôle du fond même de ces *Sagas*, l'éditeur a donné des fac-similés photographiques des manuscrits qui les conservent. La critique aura à en examiner plus tard la valeur historique, ce que nous ne nous hasarderions pas à entreprendre. Nous nous bornerons à signaler trois textes qui nous ont paru surtout remarquables. *L'Icelanders Book*, écrit par un prêtre nommé Ari, né en 1067, la *Saga* d'Eric le Roux, écrite, paraît-il, vers l'an 1334, et le texte du manuscrit que l'on appelle *Hatey Book*, du nom d'une terre ayant appartenu à l'un des anciens propriétaires du ms. C'est dans la *Saga* d'Eric le Roux qu'on trouve le récit le plus détaillé de la découverte des nouvelles terres reconnues au loin et à l'ouest de l'Islande. On y raconte que Leif, fils d'Eric Thorwaldsson, fut envoyé par le roi Olaf Iryggvason dans les pays qu'on appelait déjà le Groenland pour convertir les habitants au christianisme; il s'avança jusqu'au 49° degré de latitude et séjourna dans un pays qu'il appela *Vinland*, parce que des vignes y poussaient. Plus tard, un autre Islandais, Thorfum Thordassen, dit Karlsfui, poursuivit les explorations de Leif; il traversa un pays stérile qu'il appela *Helluland*, et s'arrêta dans une région boisée où il trouva du blé sauvage et des raisins. Le *Hatey Book* parle de l'évêque Eric, siégeant au Groenland en 1121, et des voyages qu'entreprit ce prélat vers le sud pour reconnaître et évangéliser de nouvelles régions. Les monuments ecclésiastiques constatent d'autre part qu'il y eut au Groenland jusqu'à la fin du ^{xii}e siècle une série d'évêques institués par les papes ou leurs délégués, qui occupèrent les sièges de Gardar et Hamiar (Gams, p. 334).

Des événements inconnus, des révolutions politiques ou purement physiques interrompirent plus tard les relations entre les deux hémisphères; mais tout autorise à penser, sans que ce fait amoindrisse en rien la gloire et le mérite de Christophe Colomb, que la connaissance de ces antiques relations détermina l'illustre navigateur à s'avancer résolument dans les mers occidentales jusqu'à ce qu'il eût atteint cette Atlantide dont l'existence était depuis si longtemps pressentie.

Choix de lettres d'Eugène Burnouf (1825-1852), suivi d'une bibliographie avec portrait et fac-similé. Paris, H. Champion, 1894.
4 vol. in-8°, xvii-585 pages.

Ce volume, que nous devons à un profond sentiment de reconnaissance, est avant tout un touchant hommage rendu par la fille aînée d'Eugène Burnouf à la mémoire de son père. Outre le mérite qu'il a de rappeler le souvenir d'un homme de grand cœur et de grand esprit, il offre un réel intérêt au monde savant, car tout ce qui est tombé de la plume d'Eug. Burnouf a droit au respect ou commande l'attention. Nos confrères en particulier seront heureux de retrouver dans ce livre l'image d'un homme de génie qui a appartenu à l'École des chartes. Eugène Burnouf est en effet l'un des glorieux représentants de notre deuxième promotion, qui comprit avec lui Pétigny, Guérard, Barbié du Bocage, etc. Il était entré à l'École en février 1822, ainsi que le fait est constaté par une lettre du baron Dacier, qui n'est pas sans intérêt pour l'histoire de l'École elle-même : en informant Eugène Burnouf que le ministre de l'intérieur, par une décision du 8 de ce mois et sur la présentation de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, l'a nommé élève de l'École des chartes pour le cours qui doit s'ouvrir aux Archives du royaume, M. Dacier l'invite à se présenter « à M. le Professeur de ce cours, » afin de se faire inscrire et de connaître les jours et heures des leçons (1^{re} pièce de l'Appendice au Choix de lettres, p. 477).

C'est surtout pour l'histoire des études orientales et des rapports littéraires de la France avec l'Allemagne que les lettres d'Eugène Burnouf fournissent des renseignements intéressants et variés. Ses correspondants étrangers sont principalement, de 1825 à 1839, Christian Lassen, François Bopp, Auguste-Guillaume de Schlegel; les lettres qu'il leur adresse traitent presque uniquement de questions de philologie indienne, et elles sont précieuses par les indications qu'elles nous donnent, soit sur l'origine et le plan de ses premiers travaux, soit sur sa manière de travailler, sa merveilleuse sagacité et sa puissance d'efforts pour arriver à ses découvertes. Il fut également en relations avec beaucoup d'orientalistes qui avaient suivi à Paris son cours de sanscrit, ainsi qu'avec un nombre considérable d'autres savants, tels que les frères de Humboldt, Frédéric Creuzer, des hommes illustres de l'Inde ou de l'Angleterre; malheureusement les tentatives faites pour retrouver cette partie de la correspondance sont restées jusqu'à ce jour sans résultat, et, aux noms que je viens de citer, le *Recueil* n'ajoute que ceux de Pott, Prinsep, Benfey, Bétant, Hodgson. Comme traitant des mêmes matières, nous signalerons aussi les lettres écrites par Eugène Burnouf à M. Jules Mohl, qui lui était si étroitement uni par le même genre d'esprit, les mêmes goûts et presque les mêmes études.

Les lettres de voyage, intimes et familières, forment un groupe de renseignements des plus piquants sur l'Allemagne et sur l'Angleterre. En 1834, Eugène Burnouf alla de Paris à Bonn en passant par Strasbourg, Bade, Heidelberg, Francfort, et il eut soin d'observer très attentivement la vie et le caractère des Allemands. Ceux qui connaissent l'Allemagne trouveront une saveur particulière aux lettres qu'il adresse à M^{me} Burnouf, et ils pourront y relever des réflexions aussi fines qu'exactes, des observations aussi justes de nos jours qu'à cette époque, des traits vifs et acérés à la façon de Heine, des descriptions d'un écrivain du meilleur goût. Les récits de ses voyages à Londres (1835) et à Vichy (1837) sont également de véritables documents sur les mœurs de son temps, les hommes qu'il fréquente, les pays qu'il visite. Du reste, il n'y a pas une lettre adressée à un membre de sa famille ou à un de ses amis qui n'offre quelque intérêt historique. Cet intérêt se complète par un Appendice qui comprend des lettres d'étrangers, et une bibliographie des travaux imprimés d'Eugène Burnouf, ainsi que par des notes qui accompagnent les lettres et qui donnent, fort à propos pour les lecteurs de notre temps, de sobres explications sur les sujets qu'elles traitent ou sur les personnages qui y sont nommés.

En résumé, ce recueil, qui sera du plus grand prix pour tous ceux qui étudient le mouvement historique et philologique de ce siècle, est un complément indispensable des biographies d'Eugène Burnouf. Si toutes celles qui lui ont été consacrées nous montrent bien comment il a, selon le mot de Naudet, ranimé la parole morte et opéré la résurrection de l'idiome des ancêtres de Zoroastre, la correspondance que nous avons sous les yeux permet seule de saisir le secret de ses découvertes, et, tout en peignant le savant, elle fait connaître le père de famille, l'ami, l'homme de bien, et elle apprend ce que valent dans la vie et pour la postérité la tendresse du cœur, l'aménité du caractère, la rectitude du jugement, la sûreté de l'amitié. C'est par tous ces côtés que ce livre nous semble destiné à sortir des limites que lui assigne la modestie de l'éditeur. Il rendra des services et fera du bien au delà de « ce cercle intime d'une famille où la mémoire des parents est l'objet d'un culte pieux. »

Jules Roy.

Correspondance du marquis de Croix, capitaine général des armées de S. M. C., vice-roi du Mexique, 1737-1786. Nantes, Émile Grimaud, 1894. In-4°, xi-336 pages.

Charles-François de Croix, marquis de Croix, né à Lille en 1702, et fils cadet d'Alexandre-François de Croix, marquis d'Heuchin, a fait une brillante carrière au service d'Espagne. Ayant débuté dans les gardes-wallones, puis passé de ce régiment dans la compagnie flamande des

gardes du corps, il prit part aux campagnes d'Italie de la première moitié du XVIII^e siècle, fut successivement nommé, après son retour en Espagne, gouverneur de diverses provinces de la péninsule, en dernier lieu de la Galice (1755), et, dix ans plus tard, pourvu de la vice-royauté du Mexique, qu'il quitta en 1774. Pour le récompenser de ses bons services, le roi Charles III le nomma, en 1777, vice-roi du royaume de Valence. Ce fut sa dernière charge. Il mourut à Valence le 28 octobre 1786. Au point de vue militaire, son avancement fut aussi très rapide et très honorable. Enseigne aux gardes-wallones vers 1720, il avait déjà atteint le grade de lieutenant général en 1745; puis, par une faveur insigne et rarement accordée, Charles III l'éleva, en 1770, au grade de capitaine général de ses armées.

La correspondance du marquis de Croix est adressée à son frère aîné, Alexandre-Maximilien-François, marquis d'Heuchin. Elle roule sur les incidents divers auxquels a été mêlé Charles-François de Croix pendant sa longue carrière militaire et civile. Les campagnes d'Italie, la campagne de Portugal en 1762 et le gouvernement du Mexique y occupent une place prépondérante. Il y est parlé aussi, incidemment, de deux neveux du marquis : Philippe-Charles-François, comte de Croix, qui servit dans les troupes wallones d'Espagne et mourut gouverneur de Zamora en 1775, et Théodore-François, chevalier de Croix, plus connu que son frère par les charges qu'il occupa, car il parvint au grade de lieutenant général, exerça, de 1784 à 1789, la vice-royauté du Pérou et fut nommé, à son retour, colonel des gardes-wallones. Il mourut à Madrid, non pas en 1792, comme il est dit dans la *Correspondance*, mais le 8 avril 1791.

Les lettres qui composent ce volume ne reproduisent pas intégralement les originaux; ce sont des extraits. Voici, au reste, comment M. le marquis de Croix, auteur de cette publication, explique qu'il a procédé en éditant la correspondance de son arrière-grand-père. « La « forme épistolaire a été maintenue; ce qui concernait des affaires personnelles ou de famille a seul été retranché, pour ne conserver que « ce qui était empreint d'un caractère historique. Quelques lettres des « neveux du marquis de Croix ou d'officiers ayant servi sous ses ordres « ont été intercalées par ordre de date; elles complètent sa correspondance et mettent mieux en lumière certains des faits qui y sont « racontés. »

Malgré le soin apporté par l'éditeur à sa publication, quelques erreurs se sont glissées dans ces pages si remplies de faits et de noms. Il peut paraître utile de signaler celles qu'une lecture rapide a révélées.

P. 150. « Le marquis d'*Anabate*. » Il s'agit du marquis d'*Añavete*. — Ibid. « Le Père Joseph *Bolano*s, franciscain, archevêque de Ninive et confesseur du Roi. » Le Père Joseph Calzado ou Casado (on trouve les deux noms), premier confesseur de Charles III, né à *Bolaños* (prov. de

Ciudad Real) et à cause de cela communément appelé le Père Bolaños, fut évêque de Nisibis. Ayant passé en Espagne avec Charles III, il mourut à Madrid le 7 avril 1761. — P. 53 et suiv. « Le marquis de *Castellar*. » Lire : marquis de (ou del) *Castelar*, c'est-à-dire D. Lucas Patiño, neveu du fameux ministre de Philippe V, D. José Patiño. — P. 151. « Don Ventura de *Cordona*. » D. Ventura de *Córdova* y Spinola, fils de D. Nicolas Fernández de Córdova, dixième duc de Medinaceli, nommé patriarche des Indes et cardinal en 1761, mort le 6 mai 1776. — P. 188 et suiv. « Le marquis de *Cruzillas*. » Cette forme fautive a été corrigée dans l'errata en *Cruillas*. On écrit aujourd'hui *Cruilles*. Voir, par exemple, la *Biografía del Excmo Sr. teniente general Don Joaquín Monserrat y Cruilles, marqués de Cruilles, virey de Nueva España de 1760 à 1766, por su biznieto el marqués del mismo título* (Valence, 1880, in-8°), où est racontée la vie du prédécesseur du marquis de Croix dans le gouvernement de la Nouvelle-Espagne. — P. 114. « Le fameux marquis de la *Ensenada*. » Lire *Ensenada*. — P. 172. « Le comte de *Fuendara*. » Lire *Fuencilara*. C'est le même nom que *Fonclara*; on trouve les deux formes. — P. 213 et 257. « Régiment d'*Iberia*. » Il n'y avait pas alors de régiment d'*Iberia* dans l'armée espagnole. Il s'agit du régiment d'*Ibernia* ou *Hibernia*, l'un des régiments irlandais créés en 1709. — P. 173. « M. de la *Ideaguez*. » Lire *Idiaquez*. — P. 152. « Marquis de los *Balbales*. » Lire *Balbases*. — P. 150 et suiv. « Duc de *Losada*. » Lire *Losada*. — P. 129 et 131. « M^{lle} de *Pont*. » Léopoldine de Lorraine, femme du duc de Béjar, était appelée, avant son mariage, M^{lle} de *Pons*, etc.

Ces légères inexactitudes ne diminuent en quoi que ce soit la valeur de cette correspondance très instructive, qui sera utilement consultée par les historiens du XVIII^e siècle.

Alfred MOREL-FATIO.

L'abbé F. MARCHAND. *Les monnaies de Confranchette*. Milan, 1894. In-8°, 63 pages. (Extrait de la *Rivista italiana di numismatica*, IV^e année.)

Les monnaies étudiées par M. l'abbé Marchand ont été trouvées en décembre 1888, près du village de Confranchette (Ain). Cette trouvaille comprenait environ dix-huit cents pièces, toutes de billon, la plupart savoisiennes et inédites. Charles II, Emmanuel-Philibert et Charles-Emmanuel sont les seuls ducs de Savoie dont le monnayage était représenté. Les autres pièces se répartissaient entre l'évêché de Sion, Genève, Henri III, roi de France, Besançon et Philippe II, roi d'Espagne. L'enfouissement avait eu lieu probablement en 1595.

M. P.

Société archéologique et historique de l'Orléanais. Cinquième concours quinquennal. Séance solennelle du 7 mai 1890, sous la présidence de M. Léopold Delisle. Orléans, impr. de G. Jacob, 1890. In-8°, 34 pages.

Le 7 mai 1890, la Société archéologique et historique de l'Orléanais décernait, en séance publique, les prix et médailles d'honneur de son cinquième concours quinquennal sur l'histoire et les antiquités de la province. Ce concours, au jugement des rapporteurs, fut très brillant; de nombreux et savants mémoires s'étaient disputé les récompenses proposées. Les mérites de ces divers travaux ont été exposés par MM. Guerrier et Vignat dans la brochure dont nous venons de transcrire le titre. Nous remarquons, parmi les noms des lauréats, celui de notre confrère M. Jules Doinel, archiviste du Loiret; son mémoire, intitulé : *Jeanne d'Arc telle qu'elle est*, a obtenu l'un des deux premiers prix.

Notre confrère M. Léopold Delisle, membre honoraire de la Société, avait accepté la présidence. L'allocution par laquelle il a clos la séance est reproduite à la suite des rapports.

Un sixième concours quinquennal, sur l'histoire et les antiquités de l'ancien Orléanais, est ouvert pour être jugé en 1895. Le délai de rigueur pour l'envoi des manuscrits est fixé au 30 septembre 1894.

LIVRES NOUVEAUX.

SOMMAIRE DES MATIÈRES.

GÉNÉRALITÉS, 249.

SCIENCES AUXILIAIRES. — Épigraphie, 222, 226. — Paléographie, 274. — Chronologie, 202. — Bibliographie : librairie, 200; bibliothèques, 172, 285; manuscrits, 260, 270, 276; xylographes, 235; imprimés, 290, 299.

SOURCES. — Chroniques, 168, 193, 220. — Lettres, 215. — Archives, 212, 216, 273, 289; chartes, 186, 190, 203, 204, 258, 287.

GÉOGRAPHIE ET TOPOGRAPHIE, 228.

BIOGRAPHIE, 165, 267. — Agobard, 203; Aigueblanche, 267; Albe, 204; saint Bernard, 191; Bonet, 303; Calixte II, 292; Colomb, 167; Geoffroi de Vendôme, 196; Gerbert, 295; Gonzague, 194; Hopyl, 299;

saint Hugues, 175; Hugues Capet, 230; Jeanne d'Arc, 250, 265; Louis XII, 168; Merle, 183; Odoric, 307; Orléans, 240; Peiresc, 270; Robert, 230; Sambin, 188; Vinci, 302.

SCIENCES, 189, 298.

DROIT, 164, 210, 211, 284. — Droit canon, 269.

INSTITUTIONS, 201, 209, 219, 230, 232, 252, 271, 298, 304, 308.

RELIGIONS. — Judaïsme, 162. — Catholicisme, 221; papauté, 279, 292, 305; diocèses, 190, 231; ordres, 215; monastères, 160, 174, 203, 207, 229, 262.

ARCHÉOLOGIE, 185, 223, 248, 294, 297. — Architecture, 165, 180, 188; édifices civils et militaires, 166, 169, 195; édifices religieux, 181, 199, 217, 222, 226, 246, 256, 280, 283. — Sculpture, 198. — Peinture, 224. — Luminaire, 163, 173. — Numismatique, 170, 177, 178.

LANGUES ET LITTÉRATURES. — Français, 179, 236, 241, 251, 260, 268, 300; provençal, 291, 300; italien, 194. — Langues germaniques, 243, 275.

SOMMAIRE GÉOGRAPHIQUE.

ALLEMAGNE, 286, 305. — Alsace-Lorraine, 173, 227, 233, 287. — Bade, 234. — Hambourg, 259. — Prusse, 232, 263, 281, 284. — Saxe, 237.

AUTRICHE-HONGRIE. — Galicie, 192, 264. — Hongrie, 174.

BELGIQUE, 220.

ESPAGNE, 161, 166.

FRANCE, 278. — Franche-Comté, 253; Gascogne, 176, 288; Normandie, 257; Picardie, 241. — Ain, 214, 296; Aisne, 181, 195; Ardèche, 256; Ardennes, 187; Ariège, 197; Aube, 248; Charente, 160; Charente-Inférieure, 201; Corrèze, 283; Côte-d'Or, 191; Doubs, 223, 261; Eure, 306; Hérault, 229; Indre-et-Loire, 186, 210, 258; Isère, 178, 190; Loir-et-Cher, 186, 258; Loire, 239; Loiret, 221; Lot-et-Garonne, 225, 231; Marne, 262; Marne (Haute-), 182; Mayenne, 242, 247; Meuse, 226, 282; Morbihan, 246; Nord, 216; Pas-de-Calais, 206, 213, 280, 297; Pyrénées (Hautes-), 217; Rhône, 266, 293; Saône (Haute-), 222; Sarthe, 244; Savoie, 267; Savoie (Haute-), 180, 214; Seine, 205, 211; Seine-et-Marne, 254, 285, 301; Seine-et-Oise, 171, 207; Sèvres (Deux-), 169; Tarn, 185; Vaucluse, 165, 178, 290; Vienne, 209, 245, 250, 289.

GRANDE-BRETAGNE-ET-IRLANDE. — Angleterre, 175, 260, 267. — Irlande, 164.

ITALIE, 162, 172, 208, 218, 273, 276, 277, 308. — Sicile, 177.

PAYS-BAS, 272.

POLOGNE, 264.

SCANDINAVES (ÉTATS), 238.

SUISSE, 184, 199, 255.

ORIENT, 238, 307.

160. ABBAYE (l') bénédictine de Nanteuil-en-Vallée (en Angoumois et au diocèse de Poitiers), par A. R. D. V. Angoulême, impr. Roussaud. In-8°, 33 p.

161. AGUILAR Y CANO (Antonio). Estepa. Nueva colección de documentos, datos históricos, noticias bibliográficas y biográficas, anécdotas, etc., referentes á la citada ciudad. Estepa, Antonio Hermoso Cordero, 1891. In-8°, 138 p. 1 pes. 50 c.

162. ALEANDRI (Vittorio-Emanuele). Gli Ebrei, le loro banche d'usura ed il monte di pietà di Sanseverino Marche : memorie dal secolo xiv al xvii. Sanseverino Marche, G. Bellabarba, 1891. In-8°, 40 p.

163. ALLEMAGNE (Henry-René d'). Histoire du luminaire depuis l'époque romaine jusqu'au xix^e siècle. Paris, Picard. In-4°, vi-710 p. 40 fr.

164. ARBOIS DE JUBAINVILLE (H. d'). Résumé d'un cours de droit irlandais. La saisie mobilière dans le Senchus mor (suite). Paris, Thorin. In-8°, 28 p. (Extrait de la *Revue générale du droit*.)

165. ARCHITECTES (les) d'Avignon au xiv^e siècle. Documents nouveaux publiés par M. E. Müntz. Paris. In-8°, 11 p. (Extrait du *Bulletin de la Société nationale des antiquaires de France*, séance du 14 mai 1890.)

166. ARRUE (Francisco-Martín), OLAVARRÍA Y HUARTE (Eugenio de). Historia del alcázar de Toledo. Madrid, Murillo, 1891. In-4°, 190 p., planches, 6 pesetas.

167. ASENSIO (José-María). Cristobal Colón. Su vida, sus viajes, sus descubrimientos. Espléndida edición ilustrada. Barcelona, Espasa, 1891. In-fol., 2 vol. 75 pesetas.

168. AUTON (Jean d'). Chroniques de Louis XII. Édition publiée pour la Société de l'histoire de France par R. de Maulde La Clavière. Tome II. Paris, Laurens. In-8°, 410 p. 9 fr.

169. BARBAUD (Raymond). Notice sur le château de Bressuire en Poitou. Précédée d'une lettre-préface par Maurice Du Seigneur. Paris, Gastinger. In-8°, 20 p., plan et vue.

170. BARTHÉLEMY (Anatole de). Numismatique de la France. 1^{re} partie : époques gauloise, gallo-romaine et mérovingienne. Paris, Leroux. In-8°, 52 p., fig. (Instructions adressées par le Comité des travaux historiques et scientifiques aux correspondants du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.)

171. BATICLE (l'abbé). Histoire de Delincourt. Pontoise, impr. Paris.

Gr. in-8°, 194 p. et planches. (Publications de la Société historique du Vexin.)

172. BATIFFOL (l'abbé Pierre). L'Abbaye de Rossano. Contribution à l'histoire de la Vaticane. Paris, Picard. In-8°, XLVIII-187 p. (Thèse.)

173. BEIGEL (R.). Entwicklungsgeschichte der öffentlichen Beleuchtung Strassburgs, aktengemäss dargestellt. Strassburg, J. H. E. Heitz. Gr. in-8°, IV-85 p., 5 planches. 3 m.

174. BÉKEFI (Remig.). A Zirczi, Pilisi, Pásztói és Szentgotthardi Csiszterczy apátságok története. I. A Pilisi apátság története 1184-1541. Budapest, F. Pfeifer, 1891. Pet. in-4°, 527 p., 1 planche.

175. BELLET (Charles). Saint Hugues d'Avalon, chartreux et évêque de Lincoln (1140-1200), d'après un récent biographe. Grenoble, Baratier et Dardelet. In-8°, 43 p.

176. BLADÉ (Jean-François). Les Vascons espagnols depuis les dernières années du VI^e siècle jusqu'à l'origine du royaume de Navarre. Agen, impr. veuve Lamy. In-8°, 100 p.

177. BLANCARD (Louis). Du rapport de l'or à l'argent en Sicile de 1278 à 1302. Marseille, impr. Barlatier et Barthelet. In-8°, 8 p.

178. BLANCARD (Louis). Sur les marcs de Grenoble et de la cour romaine d'Avignon. Marseille, impr. Barlatier et Barthelet. In-8°, 8 p.

179. BOS (le Dr A.). Glossaire de la langue d'oïl (XI^e-XIV^e siècle), contenant les mots vieux français hors d'usage, leur explication, leur étymologie et leur concordance avec le provençal et l'italien. Ouvrage à l'usage des classes d'humanité et des étudiants. Paris, Maisonneuve. In-8°, XX-466 p. 16 fr.

180. BOUCHAGE (F.). Les Ruines de Faucigny, près Bonneville (Haute-Savoie). Mémoire descriptif. Chambéry, impr. Drivet. In-12, 41 p.

181. BOUXIN (l'abbé Auguste). La Cathédrale Notre-Dame de Laon. Historique et description. Laon, Cortilliot. In-8°, VI-246 p., 5 phototypies, gravures. 3 fr. 50 c.

182. BROCARD (Henry). Sentence de 1323 conservée aux archives des hospices civils de Langres. Langres, Rallet-Bideaud. In-8°, 9 p. (Extrait du *Bulletin de la Société historique et archéologique de Langres*.)

183. BRUNEL (Louis). Étude historique sur Matthieu de Merle, baron de Lagore et de Salavas, et sa famille. Privas, impr. Roux. In-8°, 95 p.

184. Bundes-Briefe (die) der alten Eidgenossen. 1291-1513. Zusammengestellt und erläutert auf Veranlassung und nach Beschluss des historischen Vereins der fünf Orte von J. J. von Ah. Einsiedeln, Benziger. In-8°, 168 p., 20 fig., 3 planches de fac-similés. 3 fr. 50 c.

185. CARAVEN-CACHIN (Alfred). Les Origines de Gaillac. Le cimetière

mérovingien du Gravas. (Nouvelles découvertes d'objets antiques.) Gaillac, Dugourc. In-8°, 32 p.

186. CARTULAIRE de Marmoutier pour le Vendômois, par M. de Trémault. Publié par la Société archéologique du Vendômois. 1^{er} fascicule. Vendôme, impr. Lemercier. In-8°, 269 p.

187. CARUEL (J.-B.). Essai sur Rethel (745 à 1890). Documents extraits de l'Inventaire général des archives de la mairie, approuvé par le ministre le 18 septembre 1888. Rethel, Beauvarlet. Gr. in-8°, x-440 p., planches.

188. CASTAN (Auguste). L'« Architecteur » Hugues Sambin, créateur de l'école bourguignonne de menuiserie d'art au xvi^e siècle, auteur de la façade du palais de justice de Besançon. Notice biographique. Dijon, Lamarche. In-8°, 48 p., 6 planches.

189. CHAULIAC (Guy de). La Grande Chirurgie, composée en l'an 1363. Revue et collationnée sur les manuscrits et imprimés latins et français, ornée de gravures, avec des notes, une introduction sur le moyen âge, sur la vie et les œuvres de Guy de Chauliac, un glossaire et une table alphabétique, par E. Nicaise. Paris, Félix Alcan, 1890. Gr. in-8°, cxcv-753 p.

190. CHEVALIER (Ulysse). Description analytique du cartulaire du chapitre de Saint-Maurice de Vienne. Valence, impr. Céas. In-8°, 88 p.

191. CHOMTON (l'abbé). Saint Bernard et le château de Fontaines-lez-Dijon, étude historique et archéologique. Tome I^{er}. Dijon, impr. de l'évêché. In-8°, viii-204 p.

192. CHOTKOWSKI. Rzemiosla i cechy krakowskie w xv w. Krakow, G. Gebethner. In-8°, 83 p.

193. Chronica minora saec. iv, v, vi, vii. Edidit Th. Mommsen. Vol. I, fasc. 1. Berolini, Weidmann. In-4°, 339 p. (Monumenta Germaniae historica. Auctorum antiquissimorum t. IX, fasc. 1.) 11 m.; sur papier collé, 17 m.

194. CIPOLLA (Carlo). Le Fonti storiche della Genealogia di casa Gonzaga di Torquato Tasso. Bologna, Zanichelli, 1891. In-16, 22 p.

195. COMBIER (A.). Le Palais de l'évêché à Laon. Abbeville. In-8°, 31 p. (Extrait du *Cabinet historique de l'Artois et de la Picardie*, 1891.)

196. COMPAIN (L.). Étude sur Geoffroi de Vendôme. Paris, Bouillon. In-8°, xvi-296 p. (Bibliothèque de l'École des hautes études, fasc. 86.)

197. Contrat de mariage entre Bernard Amiel de Pailhès et Gauzion, fille de Roger d'Espièilh (23 novembre 1227), publié avec avant-propos et notes par F. Pasquier. Foix, impr. Gadrat. In-8°, 6 p.

198. COURAJOD (Louis). La Sculpture française avant la renaissance classique. Leçon d'ouverture du cours de l'histoire de la sculpture fran-

caise, professée à l'École du Louvre, le 11 décembre 1889. Paris, Champion. In-8°, 32 p., gravures.

199. CUCHOD (F.). Description historique et artistique des cathédrales de Lausanne et de Genève. Lausanne, impr. Ch. Viret-Genton. Gr. in-8°, 114-iv p. 2 fr. 50 c.

200. DELALAIN (Paul). Étude sur le libraire parisien du XIII^e au XV^e siècle, d'après les documents publiés dans le Cartulaire de l'université de Paris. Paris, Delalain. In-8°, XLII-77 p. 5 fr.

201. DELMAS (le Dr Louis). L'Hôpital militaire d'Auffrédy à la Rochelle. La Rochelle, Charier, Cailloux. Pet. in-4°, 191 p., illustrations.

202. DELOCHE (M.). Le Jour civil et les modes de computation des délais légaux en Gaule et en France depuis l'antiquité jusqu'à nos jours. Paris, Klincksieck. In-4°, 73 p. (Extrait des *Mémoires* de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, t. XXXII, 2^e partie.)

203. Diplômes de l'abbaye de Saint-Claude, publiés dans l'Histoire de l'abbaye et de la terre de Saint-Claude par dom P. Benoît, avec des notices critiques composées par M. P. Brune. Montreuil-sur-Mer, Duquat. Gr. in-8°, 36 p., planches.

204. Documentos escogidos del archivo de la casa de Alba. Los publica la duquesa de Berwick y de Alba, condesa de Siruela. Madrid, Murillo, 1891. In-8°, xxiii-611 p., 1 planche. 15 pesetas.

205. DUBOIS (Charles). En haut du donjon. Causerie familière, historique, artistique, militaire, etc., sur le bois de Vincennes et les communes environnantes. Paris, Jamati. In-4°, 162 p., planches et tableaux historiques.

206. DU TEIL (Joseph). Le Village de Saint-Momelin (Artois et Flandre) (640-1789). Notice historique. Paris, Picard. In-8°, 138 p.

207. DUTILLEUX (A.). Notice sur l'abbaye de Joyenval. Versailles, Cerf. In-8°, 36 p., grav.

208. ERMINI (F.). Storia della città di Foligno. Vol. I : dalle origini al secolo VIII. Foligno, tip. degli Artigianelli di S. Carlo, 1891. In-16, vi-160 p. 1 l. 25 c.

209. ESPINAY (G. D'). Le Bailliage de Loudun. Angers, Lachèse et Dolbeau. In-8°, 39 p., carte. (Extrait des *Mémoires de la Société nationale d'agriculture, sciences et arts d'Angers*.)

210. ESPINAY (G. D'). Les Réformes de la coutume de Touraine au XVI^e siècle. Tours, Péricat. In-8°, VIII-246 p.

211. ESPINAY (G. D'). Un Document inédit sur la coutume de Paris. Paris, Larose et Forcel. In-8°, 52 p. (Extrait de la *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, 1891.) 2 fr.

212. État au 28 février 1891 de la collection des Inventaires sommaires des archives départementales, communales et hospitalières antérieures à 1790. Dôle, impr. Blind. In-8°, 31 p. (Extrait des *Archives historiques, artistiques et littéraires*.)

213. FANTEN (l'abbé H.). Histoire de Douvrin, avec carte coloriée, d'après les Recherches historiques sur Douvrin. Arras, Laroche. In-16, 249 p.

214. FENOUILLET (F.). Histoire de la ville de Seyssel (Ain et Haute-Savoie), depuis son origine jusqu'à nos jours. Annemasse, Chambet; Seyssel, Martel. In-8°, 299 p.

215. FINKE (H.). Ungedruckte Dominikanerbrieife des dreizehnten Jahrhunderts. Paderborn, F. Schöningh. In-8°, iv-176 p. 5 m.

216. FINOT (Jules) et VERMAERE. Inventaire sommaire des archives communales antérieures à 1790 de la ville d'Houplines (département du Nord). Lille, impr. Danel. Gr. in-4°, xlv-54 p.

217. FOURCADE (l'abbé J.-F.). Adé : histoire civile, histoire religieuse, avec une description architectonique de l'église, accompagnée de figures. Tarbes, impr. Larrieu. In-8°, 472 p., fig.

218. FUMI (Luigi). Orvieto : note storiche e biografiche. Città di Castello, S. Lapi, 1891. In-8°, iii-229 p.

219. FUSTEL DE COULANGES. Histoire des institutions politiques de l'ancienne France. L'invasion germanique et la fin de l'empire. Ouvrage revu et complété sur le manuscrit et d'après les notes de l'auteur par Camille Jullian. Paris, Hachette. In-8°, xii-572 p. 7 fr. 50 c.

220. GALBERT DE BRUGES. Histoire du meurtre de Charles le Bon, comte de Flandre (1127-1128), suivie de poésies latines contemporaines, publiées d'après les manuscrits, avec une introduction et des notes, par Henri Pirenne. Paris, Picard. In-8°, xl-209 p. (Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire. N° 10.)

221. GASTINES (le vicomte de). Les Prédicateurs orléanais au XIII^e siècle. Orléans, Herluison. In-8°, 20 p. (Extrait des *Lectures et Mémoires de l'Académie de Sainte-Croix*, t. VI.)

222. GAUTHIER (Jules). L'Église et les inscriptions de l'abbaye de Corneux. Vesoul, impr. Suchaux. In-8°, 23 p., plans.

223. GAUTHIER (Jules). Répertoire archéologique du canton de Vercel (Doubs). Besançon, impr. Jacquin. In-8°, 15 p.

224. GÉLIS-DIDOT (P.). LAFFILLÉE (H.). La Peinture décorative en France du XI^e au XVI^e siècle. Paris, imprimeries réunies. In-fol., xiii-114 p., 50 planches. 200 fr.

225. GERBEAU (l'abbé J.-B.). Essai historique sur la baronie de Pujols

en Agenais. Agen, Roche; Villeneuve-sur-Lot, Glady. Gr. in-8°, VII-576 p.

226. GERMAIN (Léon). Excursions épigraphiques. L'église d'Arrancy. Bar-le-Duc, Sidot. In-8°, 58 p., plan. (Extrait des *Mémoires* de la Société des lettres, etc., de Bar-le-Duc, 2^e série, t. IX.)

227. GRIESSDORF (J.). Der Zug Kaiser Karls V. gegen Metz im Jahre 1552. Halle, Niemeyer. In-8°, 55 p. (Hallesche Abhandlungen zur neueren Geschichte.) 1 m. 20 pf.

228. GRISARD (J.-J.). Notice sur les plans et vues de la ville de Lyon, de la fin du xv^e au commencement du xviii^e siècle. Lyon, Mougin-Rusand. Gr. in-8°, 220 p. et gravures.

229. GUIBAUD (L.). Les Fondations du pape Urbain V à Montpellier. Le monastère Saint-Benoît et ses diverses transformations depuis son érection en cathédrale en 1536. Étude archéologique, accompagnée d'un plan du monastère au xvi^e siècle. Montpellier, impr. Martel. In-8°, v-274 p., planche.

230. HAVET (Julien). Les Couronnements des rois Hugues et Robert. Paris. In-8°, 8 p. (Extrait de la *Revue historique*, t. XLV, 1891.)

231. HÉBRARD (Mgr). Encore un évêque d'Agen inconnu jusqu'à nos jours. Note critique sur le premier concile de Clichy (628). Agen, veuve Lamy. In-8°, 40 p.

232. HENNING (A.). Steuergeschichte von Köln in den ersten Jahrhunderten städtischer Selbständigkeit bis zum Jahre 1370. Dessau, Bauermann. In-8°, 87 p.

233. HERRENSCHNEIDER (E. A.). Versuch einer Ortsgeschichte von Weier auf 'm Land. Colmar, Barth. In-8°, 85 p. 1 m. 20 pf.

234. HEYCK (Eduard). Geschichte der Herzöge von Zähringen. Herausgegeben von der badischen historischen Commission. Freiburg i. B., J. C. B. Mohr, 1891. In-8°, xv-607 p., 1 tableau. 16 m.

235. HOCHEGGER (R.). Ueber die Entstehung und Bedeutung der Blockbücher, mit besonderer Rücksicht auf den Liber regum seu Historia Davidis. Eine bibliographisch-kunstgeschichtliche Studie. Zugleich ein Beitrag zur Geschichte des Unterrichtswesens. Leipzig, Harrassowitz. In-8°, VIII-68 p., 1 pl. (Centralblatt für Bibliothekswesen. Beiheft VII.) 3 m. 60 pf.

236. HOEFFT (C.-Th.). France, Franceis und Franc im Rolandsliede. Strassburg, Trübner. In-8°, 74 p. 2 m.

237. HOFMANN (R.). Zur Geschichte der Stadt Pirna. Nach urkundlichen Quellen. Pirna, Glöckner. In-8°, 68 p. 1 m. 50 pf.

238. JACOB (G.). Welche Handelsartikel bezogen die Araber des Mit-

telalters aus den nordish-baltischen Ländern? Zweite Auflage. Berlin, Mayer und Müller. In-8°, 83 p. 2 m. 50 pf.

239. JANNESON (le lieutenant Victor). Les Anciennes Fortifications de Montbrison. Sièges et incursions auxquels elles eurent à résister du xiv^e au xvii^e siècle. Saint-Étienne, Le Hénaff. In-8°, 43 p., plan, 3 vues.

240. JARRY (L.). Jean, bâtard d'Orléans. Testaments, inventaire et compte des obsèques. Orléans, Herluison. Gr. in-8°, 131 p. et gravure. (Extrait des *Mémoires de la Société archéologique et historique de l'Orléanais*.)

241. JOUANGOUX (J.-B.) et DEVAUCHELLE (M.). Études pour servir à un glossaire étymologique du patois picard. 2^e partie : G.-M. Amiens, impr. Jeunet. In-4°, 228 p. 7 fr.

242. JOUBERT (André). Liste et analyse sommaire de vingt-six lettres de rémission accordées par les rois de France à des habitants des châtellenies de Château-Gontier et de Craon (xiv^e-xvi^e siècles). Laval, impr. Moreau. In-8°, 19 p.

243. Jüngere Glosse (die) zum Reinke de Vos, herausgegeben von H. Brandes. Halle, Niemeyer. In-8°, Lxi-314 p. 10 m.

244. LA BOUILLERIE (le baron Sébastien de). Cré-sur-Loir (canton de la Flèche). Mamers, Fleury et Dangin. Gr. in-8°, 55 p., 3 planches.

245. LA MARSONNIÈRE (J.-L. de). Ligugé et Saint-Benoît de Quinçay (Vienne). Paris, Motteroz. In-fol., 30 p., 7 pl. (Paysages et Monuments du Poitou photographiés par Jules Robuchon. Livraisons 183-186.)

246. LAVENOT (l'abbé P.-M.). Les Chapelles de Saint-Clément en Quiberon, étude archéologique. Vannes, impr. Galles. In-8°, 30 p.

247. LEBLANC (Edm.). Les Origines de la ville de Mayenne, son château, son église et la croisade mayennaise de 1158. Mayenne, Poirier-Bealu. In-18, 43 p.

248. LE CLERT (Louis). Catalogue du musée de Troyes, contenant la description méthodique des objets qui ont servi à la construction et à la décoration des anciens monuments religieux ou civils, publics ou privés. Archéologie monumentale. Troyes, au musée. In-8°, 194 p. 75 c.

249. LECOY DE LA MARGHE (A.). La Guerre aux erreurs historiques. Paris, Letouzey et Ané. In-8°, 360 p.

250. LEDAIN (Bélisaire). Jeanne d'Arc à Poitiers. Saint-Maixent, Reversé. In-8°, 15 p. (Extrait de la *Revue poitevine et saintongeaise*, mars 1891.)

251. LEDIEU (Alcius). Les Vilains dans les œuvres des trouvères. Paris, Maisonneuve. In-18, 116 p. (Collection internationale de la Tradition, vol. VIII.) 3 fr. 50 c.

252. LUCHAIRE (Achille). Histoire des institutions monarchiques de la France sous les premiers Capétiens (987-1180). 2^e édition, revue et augmentée. Paris, Picard. In-8°, xiv-342, 383 p. 15 fr. •

253. MAAG (R.). Die Freigrafschaft Burgund und ihre Beziehungen zu der schweizerischen Eidgenossenschaft vom Tode Karls des Kühnen bis zum Frieden von Nymwegen, 1477-1478. Zürich, S. Höhr. In-8°, 366 p. 5 fr.

254. MARGUS (l'abbé E.). Étude historique sur Saint-Barthélemy-en-Beaulieu (Seine-et-Marne). Coulommiers, impr. Brissot. In-8°, vi-131 p.

255. MAULDE LA CLAVIÈRE (René de). La Conquête du canton du Tessin par les Suisses (1500-1503). Laval, impr. Jamin. In-8°, 51 p. 2 fr.

256. MAZON (A.). Quelques Notes sur l'origine des églises du Vivarais. Tome I^{er}. Privas, imprimerie centrale. In-16, 331 p.

257. Mélanges. Documents publiés et annotés par MM. Ch. de Beau-repaire, A. Bligny, F. Bouquet, Ch. Bréard, P. Le Verdier, l'abbé Sauvage, V. Toussaint. 1^{re} série. Rouen, Lestringant. In-8°, 504 p. (Publication de la Société de l'histoire de Normandie.)

258. MÉTAIS (l'abbé Ch.). Marmoutier. Cartulaire blésois. Blois, impr. Moreau, 1889-1891. In-8°, cxxliii-540 p., planches.

259. MEYER (E.-L.), TESDORPF (O.-L.). Hamburgische Wappen und Genealogien. Hamburg, Boysen und Maasch. In-8°, xvi-xxvi-496-viii p., 74 planches. 25 m.

260. MEYER (Paul). Notice sur quelques manuscrits français de la bibliothèque Phillips à Cheltenham. Paris, imprimerie nationale. In-8°, 114 p. (Extrait des *Notices et Extraits des manuscrits*, t. XXXV, 1^{re} partie.)

261. MEYNIER (le Dr J.). Essai historique sur Ornans. 1^{er} fascicule : origine à 1566. Besançon, impr. Dodivers. In-8°, 100 p. (Extrait des *Mémoires de la Société d'émulation du Doubs*.)

262. MILLARD (l'abbé). Histoire de l'abbaye d'Andecy. Châlons-sur-Marne, impr. Martin et F. Thouille. In-8°, vii-284 p., plan.

263. MOHR (H.). Geschichte der Stadt Königshütte in Oberschlesien. Aus Urkunden und amtlichen Aktenstücken bearbeitet. Beuthen, Freund. In-8°, 372 p., 1 plan. 3 m.

264. Monumenta medii aevi historica res gestas Poloniae illustrantia. Tomus XII : Codicis epistolaris tomus II (1382-1445). Cracoviae. Gr. in-8°, lxxvii-531 p. 6 flor.

265. MOUROT (l'abbé V.). L'Authenticité de la maison de Jeanne d'Arc à Domrémy-la-Pucelle. Orléans, Herluison. In-8°, 50 p.

266. MOUTERDE (René). Un Épisode lyonnais de la fin de la guerre de

cent ans. L'affaire des quatre coursiers du prince d'Orange. Lyon, impr. Mougin-Rusand. In-8°, 69 p.

267. MUGNIER (François). Les Savoyards en Angleterre au XIII^e siècle et Pierre d'Aigueblanche, évêque d'Hereford. Paris, Champion. In-8°, 324 p., planches. 3 fr. 50 c.

268. NAETEBUS (G.). Die nicht-lyrischen Strophenformen des Altfranzösischen. Ein Verzeichnis, zusammengestellt und erläutert. Leipzig, Hirzel. In-8°, x-228 p., 1 tableau. 5 m.

269. NÜRNBERGER (A.). Ueber eine ungedruckte Kanonensammlung aus dem 8. Jahrhundert. Recensio collectionis canonum, quae continetur in codice Sangermanensi 938, unacum speciminibus integris. Maguntiae, Kupferberg. In-8°, v-80 p. 1 m. 20 pf.

270. OMONT (Henri). Les Manuscrits et les Livres annotés de Fabri de Peiresc. Toulouse, Privat. In-8°, 27 p. (Extrait des *Annales du Midi*, t. I^{er}, 1889.)

271. Ordonnance (l') cabochienne (26-27 mai 1413), publiée, avec une introduction et des notes, par Alfred Coville. Paris, Picard. In-8°, xii-207 p. (Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire.)

272. Oudste Stadsrekeningen (de) van Dordrecht 1284-1424. Uitgegeven door Ch. M. Dozy. S-Hage, Mart. Nijhoff. In-8°, ii-viii-180 p. (Werken uitgegeven door het Historisch Genootschap gevestigd te Utrecht. 3^e serie, n^o 2.) 2 flor. 50 cents.

273. Pansa (Giovanni), Piccirilli (Pietro). Elenco cronologico delle pergamene e carte bambagine pertinenti all'archivio della pia casa della SS. Annunziata di Sulmona, descritte e coordinate a cura dell'amministrazione. Lanciano, R. Carabba, 1891. In-8°, xxii-175 p. 10 l.

274. PAOLI (Cesare). Le Abbreviature nella paleografia latina del medio evo. Saggio metodico-pratico. Firenze, Le Monnier, 1891. In-8°, 41 p. (Pubblicazioni dell'Istituto di studi superiori, etc.)

275. PASSY (Paul). De Nordica lingua quantum in Islandia ab antiquissimis temporibus mutata sit. Paris, Firmin-Didot. In-8°, 64 p. (Thèse de doctorat ès lettres.)

276. PÉLISSIER (L.-G.). Notes sur quelques manuscrits d'Italie. Paris, Leclerc et Cornuau. In-8°, 42 p. (Extrait du *Bulletin du bibliophile*, 1890.)

277. PERRET (P.-M.). L'Ambassade de l'abbé de Saint-Antoine de Vienne et d'Alain Chartier à Venise, d'après des documents vénitiens (1425). Paris. In-8°, 10 p. (Extrait de la *Revue historique*, t. XLV, 1891.)

278. PFISTER (H. von). Vom Ursprunge der Franken unter Bezugnahme auf Trittenheims Chronik, sowie auf Aethikus Histrius. Darmstadt, v. Aigner. In-8°, 43 p. 75 pf.

279. PINTON (Pietro). Le Donazioni barbariche ai papi, loro importanza per l'ordine del potere temporale della chiesa e per le condizioni politiche di Roma nel medio evo. Studio storico. Roma, G. Civelli, 1890. In-8°, xn-234 p. 6 l.

280. PLANCOUARD (Léon). Études pour servir à l'histoire du Ponthieu. 1^{re} partie : Monographie de l'église de Berck-sur-Mer. Montreuil-sur-Mer, Fontaine; Berck-sur-Mer, Macquet, Fournier; Paris, Picard, Lechevallier. In-8°, 69 p. 1 fr.

281. PLÖNNIS (A.). Die Geschichte des Stiftes Münstereifel, sowie der übrigen Kirchen und Klöster der Stadt. In Beiträgen dargestellt. Bonn, Hanstein. In-8°, 100 p. 1 m. 50 pf.

282. POGNON (l'abbé). Histoire de Montfaucon-d'Argonne depuis son origine (597) jusqu'à nos jours. Sedan, impr. Sohet-Laurent. Gr. in-8°.

283. POULBRIÈRE (l'abbé J.-B.). L'Église Saint-Martin de Brive. Paris, May et Motteroz. In-8°, 23 p., grav. et plan.

284. PYL (Th.). Beiträge zur pommerschen Rechtsgeschichte. Die Verwaltung und die Gerichtsbarkeit des Greifswalder Rathes, nach den urkundlichen Quellen des Greifswalder Archivs dargestellt. II. Greifswald, Bindewald. In-8°, viii-152 p. (Vereinsschrift der rügisch-pommerschen Abtheilung der Gesellschaft für pommersche Geschichte und Alterthumskunde.) 1 m. 60 pf.

285. QUENTIN-BAUCHART (Ernest). La Bibliothèque de Fontainebleau et les livres des derniers Valois à la Bibliothèque nationale (1515-1589). Paris, Ém. Paul, Huard et Guillemin. In-8°, 239 p. et grav. 25 fr.

286. QUETSCH (F.-H.). Geschichte des Verkehrswesens am Mittelrhein von den ältesten Zeiten bis zum Ausgang des achtzehnten Jahrhunderts. Freiburg, Herder. In-8°, ix-416 p., ix pl. contenant 42 figures. 7 m.

287. Rappoltsteinisches Urkundenbuch 759-1500. Herausgegeben von K. Albrecht. I. 759-1363. Colmar, Barth. In-4°, xv-707 p. 32 m.

288. RÉBOUIS (Émile-Hippolyte). Des prénoms usités au moyen âge dans la région garonnaise; Raymond VII et Castelsarrasin. Montauban, impr. Forestié. (Extrait du *Bulletin archéologique de Tarn-et-Garonne*.)

289. RÉDET (Louis), RICHARD (Alfred). Inventaire sommaire des archives départementales antérieures à 1790. Vienne. Archives civiles, séries A, B, C, D. Tome I^{er}. Poitiers, impr. Blais. In-4°, clxi-284 p.

290. REQUIN (l'abbé). Origines de l'imprimerie en France (Avignon, 1444). Paris, 117, boulevard Saint-Germain. In-8°, 37 p., fac-similés. (Extrait de la *Bibliographie de la France, journal général de l'imprimerie et de la librairie*, 1891.)

291. RËSTORI (Antonio). Manuali Hoepli. Letteratura provenzale. Milano, Ulrico Hoepli, 1891. In-24, viii-220 p.

292. ROBERT (Ulysse). Histoire du pape Calixte II. Paris, Picard. In-8°, xxvi-262 p., planche.

293. ROZIER (Louis). Agobard de Lyon, sa vie et ses écrits. Montauban, impr. Granier. In-8°, 64 p. (Thèse.)

294. SCHLOSSER (J. von). Beiträge zur Kunstgeschichte aus den Schriftquellen des frühen Mittelalters. Leipzig, Freytag. Gr. in-8°, 186 p., 3 pl. 4 m. 50 pf.

295. SCHULTESS (K.). Papst Silvester II. (Gerbert) als Lehrer und Staatsmann. Hamburg, Herold. In-4°, 55 p. 2 m. 50 pf.

296. Souvenir historique de Bourg-en-Bresse. Ouvrage orné de 16 phototypies, avec un plan inédit de Bourg vers 1750. Bourg, impr. du *Courrier de l'Ain*. In-4°, 79 p.

297. Statistique monumentale du département du Pas-de-Calais. Inventaire des monuments du Pas-de-Calais intéressant l'archéologie ou l'art. Mobilier des églises rurales. Arras, impr. Laroche. In-4°, viii-33 p.

298. Statuts et Privilèges (les) des universités françaises depuis leur fondation jusqu'en 1789. Ouvrage publié, sous les auspices du ministère de l'instruction publique et du conseil général des facultés de Caen, par Marcel Fournier. Tome II, 1^{re} partie, moyen âge : universités de Montpellier, Avignon, Cahors, Perpignan, Orange, Grenoble, *studium* de Reims, Lyon, Narbonne, Gray, Alais, Pamiers, Gaillac, Albi, Nîmes. Paris, Larose et Forcel. In-4°, xii-835 p.

299. STEIN (Henri). L'Atelier typographique de Wolfgang Hopyl à Paris. Fontainebleau, impr. Bourges. In-4°, 31 p. (Om het huwelijk Paul Bergmans, Louisa Claes.)

300. SUCHIER (H.). Le Français et le Provençal. Traduction par P. Monet. Paris, Bouillon. In-8°, xii-224 p.

301. THOTSON (Eugène). Petites Notes d'histoire gâtinaise. (Fontainebleau, Moret, Nemours, Larchant, Melun, etc.) Paris, Picard. In-12, iv-154 p., grav. et fac-similés.

302. UZIELLI (Gustavo). Leonardo da Vinci e le Alpi, con sette carte antiche in fac-simile. Torino, G. Candeletti, 1890. In-8°, 76 p., 2 pl. (Extrait du *Bollettino del Club alpino italiano*, vol. XXIII.)

303. VALOIS (Noël). Un Ouvrage inédit d'Honoré Bonet, prieur de Salon. Paris. In-8°, 38 p. (Extrait de l'*Annuaire-Bulletin de la Société de l'histoire de France*, XXVII.)

304. VALROGER (Lucien de). Étude sur l'institution des consuls de la mer au moyen âge. Paris, Larose et Forcel. In-8°, 68 p. (Extrait de la *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, 1890.) 2 fr. 50 c.

305. *Vatikanische Akten zur deutschen Geschichte in der Zeit Kaiser Ludwigs des Bayern. Auf Veranlassung Seiner Majestät des Königs von Bayern herausgegeben durch die historische Kommission bei der königlichen Akademie der Wissenschaften. Innsbruck, Wagner. Grand in-8°, xxiv-926 p. 30 m.*

306. *VEUCLIN (V.-E.). Notes historiques sur le canton de Bernay. Bernay, impr. Veucelin. In-8°, 72 p.*

307. *Voyages (les) en Asie au xiv^e siècle du bienheureux frère Odoric de Pordenone, religieux de Saint-François. Publiés avec une introduction et des notes par Henri Cordier. Paris, Leroux. Gr. in-8°, clviii-608 p. (Recueil de voyages et de documents pour servir à l'histoire de la géographie depuis le xiii^e jusqu'à la fin du xvi^e siècle. X.) 60 fr.*

308. *WILLIAMS (William-Klapp). The Communes of Lombardy, from the sixth to the tenth century : an investigation of the causes which led to the development of municipal unity among the Lombard communes. Baltimore, the Johns Hopkins press, 1891. In-8°, iii-86 p. (Johns Hopkins University studies, 9th series, nos 5, 6.) 50 cents.*



CHRONIQUE ET MÉLANGES.

Les examens de fin d'année de l'École des chartes ont eu lieu du 13 au 17 juillet 1891. Ils ont porté sur les textes et les questions qui suivent :

PREMIÈRE ANNÉE.

Épreuve orale.

1^o Paléographie latine : Lecture d'un passage du manuscrit de la Bibliothèque nationale, nouv. acq. lat. 496 (xiv^e siècle). — Détermination de la date d'un manuscrit du ix^e siècle.

2^o Question de chronologie historique : Dates de cinq ou six grandes batailles de la guerre de Cent ans.

3^o Le texte latin à traduire était une charte empruntée aux *Layettes du Trésor des chartes*, n^o 4362.

4^o Paléographie française : Lecture d'un passage du registre des Archives nationales MM 132 (xiv^e siècle).

5^o Philologie romane : Indiquer les formes romanes du latin *circare* du nord au midi de la France.

Épreuve écrite.

1^o Texte latin à transcrire d'après le fac-similé n^o 320 du fonds de l'École.

2^o Texte catalan à transcrire d'après le fac-similé n^o 266 du fonds de l'École.

3^o Texte latin imprimé à traduire :

Conquerentibus abbate et conventu Maciacensi quod Guillermus de Calvigniac miles dominus Castri Radulfi in prejudicium et gravamen ipsorum abbatis et conventus et in detrimentum nundinarum suarum que ab antiquo sedere solent apud Maciacum in festo nativitatis beate Marie virginis ibi prope apud Roneium in dicto festo de novo nundinas fecerat et hominibus terre sue inhibuerat ne ad nundinas ipsorum abbatis et conventus venirent eodem Guillermo ex adverso proponente se esse in possessione pacifica nundinas in terra sua faciendi et se et antecessores suos a longe retroactis temporibus super hoc usos fuisse negante etiam nundinas esse in dicto festo apud Maciacum sed solummodo congregationem hominum causa devocionis et ob reverenciam gloriose virginis Marie in cujus honore fundatur ecclesia dicti loci ibidem conveniencium auditis partibus et habita super propositis delibe-

ratione diligenti in quantum tangebatur curiam pronunciatum fuit per jus quod dictus Guillelmus nundinas novas facere non poterat absque domini regis licencia preceptumque fuit baillivo Bituricensi quod faceret has cessare.

(Actes du Parlement, Reg. de Nicolas de Chartres, *Notices et Extraits*, XXIII, 2^e partie, 117.)

4^e Texte provençal imprimé à traduire :

- | | |
|---------------------------------|--------------------------------|
| I L'arcivesques de Narbona | Et aqui on Valors s'empren |
| Nil reis non an tan de sen | E Caritatz esperona |
| Que de malvaiza persona | Malvestatz es per nien |
| 4 Puescon far home valen | 8 Quant amb ellas tensona. |
| Dar li podon aur et argen | |
| E draps e vi et anona | IV Tals a sus el cap corona |
| Mas lo belh ensenhamen | E porta blanc vestimen |
| 8 A cilh cui Dieus lo dona. | Quel voluntatz es felona |
| | 4 Cum de lop o de serpen |
| II Quar ab renda gran e bona | E qui tol ni traïs ni men |
| Sai ieu un caïtiu dolen | Ni auci ni empoizona |
| Que no fai condutz ni dona | Ad aquo es ben parven |
| 4 Ni somo ni acuelh gen | 8 Quals volers hi botona. |
| Anz conquier mal e pietz despen | |
| E sil donavatz Baiona | V Ar diran que ieu despona |
| Non despendrial renden | Mon sirventes a la gen |
| 8 Si cum valors fayssona. | Quais qu'ien ai lengua bretona |
| | 4 Que negus hom no m'enten |
| III Valors vol quez hom somona | Assatz m'entendran li'ntenden |
| E meta e gast e prezen | Et a l'autra gen bricona |
| Et a una companhona | Chantarai dels filhs Narsen |
| 4 Caritat que loi cossen | 8 E de Bueves d'Antona. |

5^e Questions tirées du cours de bibliographie : I. Indiquer quels sont les éléments de la notice d'un incunable. — II. Rédiger les fiches de catalogue méthodique et alphabétique d'un incunable. L'incunable choisi pour l'épreuve pratique de la fiche de catalogue était le *Liber pastoralis* du pape saint Grégoire, in-4^o par cahiers encartés de huit feuillets; signatures a-o; caractère gothique arrondi; daté, à la fin, de 1482; sans lieu ni nom d'imprimeur; le dernier cahier de six feuillets. Hain, n^o 7986; le caractère paraît être celui d'Ulric Zell, à Cologne.

DEUXIÈME ANNÉE.

Épreuve orale.

1^o Paléographie latine : Lecture d'un passage du manuscrit de la Bibliothèque nationale, nouv. acq. lat. 496 (xv^e siècle). — Détermination de la date d'un registre du Parlement du xiv^e siècle.

2° Question de diplomatique : Quelle a été la suscription des actes des rois de France depuis l'époque mérovingienne jusqu'à la fin du xvm^e siècle?

3° Question d'histoire des institutions : Entre quelles juridictions était partagée l'autorité judiciaire, du xvi^e siècle à la Révolution?

4° Questions relatives aux sources de l'histoire de France :

I. Quelle est l'origine de la dénomination de la Chronique de Moissac?

II. Quelles sont les dates extrêmes de cette compilation?

III. Quel en est le caractère, surtout au point de vue de l'homogénéité et de la valeur critique?

5° Question tirée du cours de classement d'archives : Dans quelles séries des archives départementales se classent les fonds d'archives civiles de l'ancien régime?

Épreuve écrite.

1° Texte à transcrire d'après le fac-similé n° 348 du fonds de l'École.

2° Texte latin imprimé à traduire :

Karolus Dei gratia Francorum rex dilectis et fidelibus gentibus nostris camere compotorum Parisius salutem. Pro parte magistri Berengarii de Solacropo iudicis nostri de Competro nobis expositum extitit quod licet per alias nostras litteras non eidem dedissemus iudicaturas montanarum Ruthenensium et castri de Competro que per unum et eundem iudicem consueverunt ab antiquo regi et gubernari ad vadia .xl. librarum Turonensium tamen quia omnia castra et castellanias ac loca iudicature dictarum montanarum dedimus et concessimus perpetuo dilecto et fideli consanguineo nostro comiti Armaniaci non potuit idem iudex nec poterit de cetero nisi officio iudicature de Competro deservire cui deservivit per sex annos jam elapsos sine aliquibus vadiis quia estimata et taxata non erant que et qualia habere debeat pro dicta iudicatura de Competro super quibus supplicavit per nos sibi provideri. Quocirca vobis mandamus quatinus vadia que eidem iudici sufficere et competere videbitis pro servicio iudicature de Competro pro quota habendo respectum ad vadia dictarum .xl. librarum que haberet si ambas iudicaturas ut erat consuetum tenuisset et eisdem deservisset bene et legitime taxetis et ordinetis seu per senescallum Ruthenensem vel ejus locumtenentem taxari seu ordinari faciatis.

In requestis hospicii

J. BOIL.

(Mandemens de Charles V, n° 1205.)

3° Texte imprimé à analyser :

Venerabili domino et patri W. Dei gratia Pictavensi episcopo A. archidiaconus et G. thesaurarius Nannetensis salutem et sincere

devotionis affectum. Paternitati vestre significandum duximus quod cum prior de Fontanis adversus Samuelem burgensem de Clicio parochianum nostrum coram nobis super quadam summa debiti .x. et .ix. scilicet libris et dimidia quas idem Samuel Herberto quondam priori de Fontanis de lana sibi a priore vendita dicebatur debere deposuisset multotiens questionem tandem inter eos fuit de assensu utriusque sub examine nostro conductum quod scilicet predictus Samuel jurare debebat quantum ipse solverat pretaxato priori de debito memorato. Alii quoque duo nominati Garnerius scilicet Golardi et Gaufridus Guischeti quos ille solutioni interfuisse dicebat simul cum eo jurare debebant et sub juramento taxare summam ipsius solutionis. Soror quoque ejusdem Samuelis Claricia post illos jurare debebat quod ipsi sanum juramentum fecissent sicut ipsa credebat et de illa summa quam ipsi jurassent prescriptus Samuel liber existeret et immunis. Prior autem litteras de rati habitatione abbatis Majoris Monasterii et capituli debebat habere. Ad hoc autem sicut prediximus penitus prosequendum diem peremptoriam assignavimus Nannetis coram nobis vel coram mandato nostro secundam dominicam post festum Pentecostes jam transactum. Verum priore predicto ad suum terminum veniente a memorato Samuele et aliis ut diximus recipere juramenta parato Samuel nec venit nec aliquem pro se ad excusandum saltem destinare curavit. Nos itaque in negotio quantum de jure potuimus procedentes paternitati vestre duximus significandum quod nos sepefatum Samuelem qui in vestro dicitur episcopatu fugisse in expensas condempnetis quas prior de Fontanis in presentia vestra taxabit atque ipsum Samuelem ad juramentum sicut prescriptum est et ille propria voluntate promiserat faciendum vel ad solutionem debiti memorati faciendam priori per distractionem ecclesiasticam compellatis.

(P. Marchegay, *Cartulaires du Bas-Poitou*, p. 130.)

4^e Questions de diplomatique et de chronologie :

I. Des signatures dans les actes émanés de la chancellerie des rois de France.

II. Déterminer la date exacte des documents suivants, et indiquer brièvement la marche suivie pour obtenir le résultat :

Charte d'Arnoul, comte de Loos, ainsi datée : « Actum anno Domini M^o CC^o XL^o quarto in crastino beatorum Jacobi et Christofori. » Dans un vidimus de l'évêque de Liège ainsi daté : « Datum anno Domini M^o CC^o XL^o quarto feria quarta post Lætare Jerusalem. » Un exemplaire de l'*Art de vérifier les dates* est à la disposition des candidats.

5^e Questions d'histoire des institutions :

I. Exposer sommairement l'histoire des généralités.

II. Quelles modifications la Convention a-t-elle fait subir à l'administration départementale qu'elle trouvait en fonctions en 1792 ?

TROISIÈME ANNÉE.

Épreuve orale.

1^o Paléographie : Lecture d'un passage du manuscrit de la Bibliothèque nationale, nouv. acq. lat. 496 (xiv^e siècle).

2^o Questions d'histoire du droit :

I. Quel est, au moyen âge, le sens juridique du mot Université?

II. Quelles sont les collections canoniques dues à Yves de Chartres ou attribuées à cet auteur?

3^o Question d'archéologie :

Quelles sont les plus anciennes basiliques chrétiennes existant aujourd'hui ou sur lesquelles on possède des renseignements iconographiques précis?

Épreuve écrite.

1^o Texte à transcrire d'après le fac-similé n^o 349 du fonds de l'École.

2^o Question de droit :

Quand et comment ont été rédigées officiellement les coutumes?

3^o Question d'archéologie :

Quelles sont les principales églises sur plan rond ou polygonal que vous connaissez? Quelle est l'origine de ce type d'église? Quelles en sont les principales variétés?

4^o Questions relatives aux sources de l'histoire de France :

I. Résumer très succinctement la vie de Suger.

II. Indiquer les titres, le contenu et la date de rédaction de ses divers ouvrages.

III. Apprécier ces ouvrages au point de vue de la valeur historique.

A la suite des examens et par arrêté ministériel du 23 juillet 1891, ont été admis à passer en deuxième année (ordre de mérite) :

- MM. 1. JACOB.
 2. LAURAIN.
 3. RIGAULT.
 4. MIROT.
 5. VAUTIER.
 6. COLLON.
 7. JOIN LAMBERT.
 8. CHAVANON.
 9. GOUBAUX.
 10. VILLEPELET.
 11. PETIT.
 12. LE BÈGUE DE GERMINY.

Ont été admis à passer en troisième année (ordre de mérite) :

- MM. 1. GUIBERT.
2. DAUMET.
3. GÉRARD.
4. CLAUDON.
5. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE.
6. COULON.
7. DE PERETTI DE LA ROCCA.
8. LEMOINE.
9. SOYER.
10. SALLES.
11. DUNOYER.

Ont été admis à subir l'épreuve de la thèse (ordre alphabétique) :

- MM. 1. ANCHIER.
2. BLÉRY.
3. BOUREL DE LA RONCIÈRE.
4. COURTEAULT.
5. DE CROY.
6. DELOYE.
7. FORGEOT.
8. HENRY.
9. HOPPENOT.
10. LE BRETHON.
11. LEQUATRE.
12. MAISONOBE.
13. DE VAISSIÈRE.
14. VAUTIER.

DÉCRET RECONNAISSANT LA SOCIÉTÉ DE SECOURS

DES ANCIENS ÉLÈVES DE L'ÉCOLE DES CHARTES COMME ÉTABLISSEMENT
D'UTILITÉ PUBLIQUE.

Le président de la République française,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,

Vu la demande formée par la Société de secours des anciens élèves de l'École des chartes à l'effet d'être reconnue comme établissement d'utilité publique;

Vu les statuts de cette Société, l'état de sa situation financière et les autres pièces produites à l'appui de sa demande;

Vu les avis favorables du préfet de la Seine et du vice-recteur de l'Académie de Paris;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

Décète :

Art. 1^{er}. — La Société de secours des anciens élèves de l'École des chartes, fondée en 1875, est reconnue comme établissement d'utilité publique.

Art. 2. — Les statuts sont approuvés tels qu'ils sont annexés. Aucune modification ne pourra y être apportée sans l'autorisation du gouvernement.

Art. 3. — Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 13 juin 1891.

Signé : CARNOT.

Par le président de la République :

Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

STATUTS DE LA SOCIÉTÉ DE SECOURS

DES ANCIENS ÉLÈVES DE L'ÉCOLE NATIONALE DES CHARTES.

Article 1^{er}. — La Société de secours des anciens élèves de l'École nationale des chartes, fondée en 1875, a pour but de venir en aide aux anciens élèves de cette école qui se trouveraient dans le besoin.

La Société a son siège à Paris, à l'École des chartes.

Art. 2. — La Société se compose de membres *titulaires* et de membres *honoraires*.

L'admission des membres est prononcée par le Conseil d'administration.

Peuvent faire partie de la Société en qualité de membres titulaires les anciens élèves qui ont passé une année, au moins, à l'École des chartes.

Peuvent faire partie de la Société en qualité de membres honoraires les personnes que leurs études ou leurs relations rattachent à l'École des chartes.

La cotisation des membres titulaires, comme celle des membres honoraires, est fixée à *cinq francs* au minimum.

Cette cotisation est rachetable au moyen du versement d'une somme de *cent francs* au minimum.

Art. 3. — Le Conseil d'administration se compose de douze membres nommés pour trois ans par l'assemblée générale des membres titulaires.

Il est renouvelable par tiers chaque année. Les membres sortants sont rééligibles.

Le conseil élit chaque année son bureau, composé d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire et d'un trésorier.

Le président sortant n'est pas immédiatement rééligible.

Le Conseil se réunit toutes les fois que le président le juge nécessaire et au moins une fois chaque trimestre.

La présence du tiers des membres du Conseil est nécessaire pour la validité des délibérations.

Les délibérations ayant pour objet une allocation de secours sont secrètes.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Il est tenu procès-verbal des séances. Les procès-verbaux sont signés par le président et le secrétaire.

Art. 4. — Les délibérations relatives à l'acquisition d'immeubles et à l'acceptation de dons et legs sont soumises à l'approbation du gouvernement.

Art. 5. — Les délibérations relatives aux aliénations, constitutions d'hypothèques, baux à long terme et emprunts ne sont valables qu'après l'approbation par l'assemblée générale.

Art. 6. — Le trésorier représente la Société en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Art. 7. — Toutes les fonctions de la Société sont gratuites.

Art. 8. — Les ressources de la Société se composent : 1° des cotisations de ses membres ; 2° des dons et legs dont l'acceptation aura été autorisée par le gouvernement ; 3° des subventions qui pourraient lui être attribuées ; 4° du produit des ressources créées à titre exceptionnel avec l'autorisation du gouvernement ; 5° du revenu de ses biens et valeurs de toute sorte.

Art. 9. — Les fonds disponibles sont placés en rentes nominatives 3 p. % sur l'État ou en obligations nominatives de chemins de fer dont le minimum d'intérêt est garanti par l'État.

Art. 10. — Le fonds de réserve comprend les sommes versées pour le rachat des cotisations.

Ce fonds est inaliénable ; ses revenus peuvent être appliqués aux dépenses courantes.

Art. 11. — Le Conseil ne peut, dans les attributions de secours, engager l'avenir, ni par conséquent accorder des secours sous forme de pension.

Art. 12. — A égalité de droits, et en cas d'insuffisance de fonds, les secours sont accordés de préférence aux anciens élèves de l'École des chartes munis du diplôme d'archiviste-paléographe.

Art. 13. — Le Conseil rend ses comptes annuellement à l'assemblée générale des membres titulaires.

Le compte annuel renferme l'indication des recettes et dépenses, sans mentions de noms, et contient la nomenclature des fonds placés avec la désignation de leurs numéros.

Art. 14. — L'assemblée générale se réunit une fois par an pour les élections et l'approbation des comptes.

Son bureau est celui du Conseil.

Art. 15. — La qualité de membre de l'association se perd :

1° par la démission ;

2° par la radiation prononcée, pour motifs graves, par le Conseil d'administration, à la majorité des deux tiers des membres présents.

Art. 16. — Les statuts ne peuvent être modifiés que sur la proposition du Conseil d'administration ou de vingt-cinq membres, soumise au bureau au moins un mois avant la séance.

L'assemblée extraordinaire spécialement convoquée à cet effet ne peut modifier les statuts qu'à la majorité des deux tiers des membres présents.

L'assemblée doit se composer du quart, au moins, des membres en exercice.

Si l'assemblée ne comprenait pas ce nombre minimum de membres, une seconde assemblée extraordinaire serait convoquée un mois après qui statuerait, quel que soit le nombre des membres présents.

La délibération de l'assemblée est soumise à l'approbation du gouvernement.

Art. 17. — L'assemblée générale appelée à se prononcer sur la dissolution de la Société et convoquée spécialement à cet effet doit comprendre, au moins, la moitié plus un des membres en exercice. Ses résolutions sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents et sont soumises à l'approbation du gouvernement.

Si l'assemblée ne comprenait pas ce nombre minimum de membres, une seconde assemblée serait convoquée un mois après qui statuerait, quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 18. — En cas de dissolution, l'actif de la Société serait attribué, par délibération de l'assemblée générale soumise à l'approbation du gouvernement, à la Société des anciens élèves de l'École des chartes.

Art. 19. — Il sera procédé de même en cas du retrait de l'autorisation donnée par le gouvernement.

Art. 20. — Un règlement intérieur, adopté par l'assemblée générale et approuvé par le préfet de la Seine, arrête les dispositions de détail propres à assurer l'exécution des présents statuts. Il peut toujours être modifié dans la même forme.

— La Société de l'École des chartes, dans sa séance du 25 juin 1891, a élu M. Eugène Lefèvre-Pontalis archiviste-trésorier de la Société, pour l'année 1891-1892, en remplacement de M. Tuetey, démissionnaire.

— Le premier prix Gobert de l'Académie des inscriptions a été décerné à notre confrère M. Paul Fournier pour son ouvrage sur le royaume d'Arles et de Vienne.

Le second prix de la même fondation a été obtenu par notre confrère M. Ulysse Robert pour son Bullaire du pape Calixte II et pour son histoire du même pontife.

— Notre confrère M. Victor Mortet a obtenu la deuxième mention honorable au Concours des antiquités de la France.

— L'Académie des inscriptions a décerné le prix Brunet à notre confrère M. Henri Omont pour un travail sur les copistes de manuscrits grecs.

— L'Académie des inscriptions a décerné le prix de numismatique de la fondation Allier de Hauteroche à notre confrère M. Babelon, pour son Catalogue des monnaies grecques de la Bibliothèque nationale, t. I.

— L'Académie des inscriptions, dans sa séance du 15 mai, a désigné notre confrère M. Enlard, membre de l'École française de Rome, pour recevoir la grande médaille que la Société centrale des architectes français décerne annuellement comme récompense de travaux archéologiques remarquables.

— Par arrêté ministériel du 15 juin 1891, notre confrère M. de Grandmaison a été nommé sous-bibliothécaire au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale.

— Par arrêté du même jour, notre confrère M. Ledos a été nommé stagiaire au département des imprimés de la Bibliothèque nationale.

— Par décret en date du 2 juin 1891, notre confrère M. le marquis de Ripert-Monclar a été nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République à Caracas.

— Par arrêté du 25 mai 1891, notre confrère M. Fernand Mazerolle a été nommé auxiliaire à l'administration des monnaies et médailles.

— Par décret en date du 11 juillet 1891, notre confrère M. Hanotaux a été promu au grade d'officier dans l'ordre de la Légion d'honneur.

— Par arrêté du 27 mai, notre confrère M. Tranchant, vice-président de la section des sciences économiques et sociales du Comité des travaux historiques et scientifiques, a été nommé officier de l'instruction publique.

— Ceux de nos confrères dont les noms suivent figurent sur la liste des officiers d'instruction publique et des officiers d'Académie nommés par arrêté ministériel du 19 juillet 1891, savoir :

Officiers de l'instruction publique :

MM. Louis Farges, sous-chef du bureau historique au ministère des affaires étrangères;

Paul Guérin, archiviste aux Archives nationales;

Hiéland, vice-président de la Chambre de commerce de Paris;

Jules Roy, professeur à l'École des chartes.

Officiers d'Académie :

Charles Bémont, maître de conférences à l'École des hautes études;

De Flamare, archiviste de la Nièvre;

Morel-Fatio, secrétaire de l'École des chartes;
Nerlinger, attaché au catalogue de la Bibliothèque nationale;
Prou, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque nationale.

— Conformément aux conditions du legs fait par M. Lucien Fouché, la Société libre d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres du département de l'Eure décernera en 1893 un prix de 600 francs au meilleur mémoire sur un sujet d'archéologie intéressant le département de l'Eure.
— Les mémoires devront être adressés, franco de port, au secrétaire perpétuel de la Société à Évreux, avant le 1^{er} avril 1893. Ils porteront une épigraphe ou devise répétée sur une enveloppe cachetée qui contiendra l'indication des noms de l'auteur.

— Le 11 mars 1891, la Cour centrale criminelle de Londres a condamné à deux mois de prison un généalogiste qui avait frauduleusement ajouté des noms dans un manuscrit du fonds harleien au Musée britannique.

PROJET

D'UN ENSEIGNEMENT HISTORIQUE ET DIPLOMATIQUE

A LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE SOUS LA CONVENTION.

— Notre confrère M. Servois, garde général des Archives nationales, veut bien nous communiquer le texte d'un projet qui fut soumis au Comité d'instruction publique de la Convention par le citoyen Maugard, et qui tendait à fonder à la Bibliothèque nationale une sorte d'enseignement historique et diplomatique; ce projet, qui, par certains détails, touche aux origines de l'École des chartes, mérite de sortir de l'oubli. Nous le reproduisons d'après le document conservé aux Archives nationales sous la cote D. XXXVIII. 2, liasse 20 :

« Dans le préambule, il sera bon, après avoir parlé de l'objet du rapport, de faire sentir l'importance de l'étude de l'histoire, non seulement pour l'instruction, mais encore pour consolider la Révolution, en entretenant dans le cœur de tous les citoyens l'amour de la liberté par la peinture fidèle des mœurs des anciens Français, et, pour justifier la Révolution aux yeux des nations étrangères, faire remarquer que l'histoire ne se trouve point dans les livres qui en portent le titre, où la vérité est altérée à chaque page; qu'elle n'est que dans les anciennes annales et autres monuments; que, pour arriver à ces sources pures, il faut détruire les obstacles par des travaux préliminaires qui ne peuvent être bien faits que dans le dépôt des manuscrits de la Bibliothèque nationale. En attendant l'organisation définitive de ce dépôt, la Convention peut décréter provisoirement ce qui suit :

« 1^o Il y aura un professeur d'ancien langage français, qui sera en même temps garde des manuscrits de la Bibliothèque nationale.

« 2° Il donnera ses leçons dans le dépôt des manuscrits, qui sera ouvert tous les jours à partir du prochain ; savoir, le 3^e, 6^e et 9^e de chaque décade, depuis 9 heures jusqu'à midi, à tous les citoyens que la curiosité pourra y conduire, et, depuis midi jusqu'à 2 heures, à ceux qui se seront fait inscrire pour prendre des leçons ; les autres jours, à l'exception du décadi, depuis 9 heures jusqu'à 2, à tous les citoyens qui désireront y travailler ou s'exercer à la lecture des manuscrits sous les yeux du professeur, qui les aidera de ses lumières et de son expérience. Il faudra se faire inscrire et avoir une carte d'entrée.

« 3° Les leçons ne seront pas gratuites. Elles auront pour objet, non-seulement les éléments du langage et la lecture des anciens ouvrages, tant en vers qu'en prose, mais encore la connoissance des différents caractères d'écriture qui ont été en usage, et généralement tout ce qui peut aider à faire connoître l'âge et l'authenticité d'un manuscrit, d'un diplôme, d'une charte, etc.

« 4° Nul ne sera admis à une place de bibliothécaire et d'archiviste national dans les différents départements s'il ne justifie, par une attestation du professeur, qu'il a suivi ses leçons pendant un temps suffisant pour n'être embarrassé à la lecture d'aucun manuscrit ou livre imprimé en caractères gothiques.

« 5° La garde des manuscrits sera conférée au citoyen Maugard.

« 6° Personne ne pouvant mieux que lui composer les livres élémentaires et le dictionnaire dont il a donné le plan, il s'occupera dès à présent de ces ouvrages, avec tel nombre de collaborateurs qu'il jugera à propos de choisir, et sous la surveillance du Comité d'instruction publique. Il lui sera accordé pour ces travaux une indemnité de francs qui lui sera délivrée aussitôt qu'ils seront achevés ; et, attendu qu'il a déjà recueilli une grande quantité de matériaux pour le dictionnaire, qu'il y a employé beaucoup de temps, ainsi qu'à d'autres travaux d'une utilité reconnue, et qu'il a fait à la Révolution des pertes considérables qui n'ont point affaibli en lui l'amour du travail, il lui sera donné un secours provisoire de .

« 7° Le tableau dont il a fait hommage à la Convention, ouvrage unique en ce genre, étant précieux, tant par son objet que par le choix de ses morceaux, il sera imprimé, et l'original manuscrit sera encadré et conservé au Comité d'instruction publique.

« 8° Le mémoire qui l'accompagne étant le fruit de recherches qui annoncent une connoissance approfondie des anciens monuments de droit public et d'histoire, la Convention charge son auteur de diriger, sous la surveillance du Comité d'instruction publique, les travaux qui seront ordonnés pour le perfectionnement de l'histoire. »

Antoine Maugard était un ancien feudiste qui avait travaillé dans différentes archives de Lorraine et qui avait entretenu une correspondance active avec l'historiographe Moreau en vue d'être associé aux

travaux historiques entrepris sous les auspices du garde des sceaux au Cabinet des chartes. On peut voir à ce sujet un dossier très curieux qui forme les fol. 6-63 du volume 350 de la collection Moreau. Une lettre du 19 juin 1778 nous apprend que, dès cette époque, Antoine Maugard songeait à former des élèves en diplomatique pour lesquels il voulait obtenir l'exemption du service de la milice. En indiquant les lettres de recommandation qui lui semblaient nécessaires pour le succès de son entreprise, il demandait qu'il fût question de ce privilège dans une lettre que le ministre aurait écrite à l'intendant :

« Il seroit nécessaire, disait-il, de parler dans la lettre de M. l'intendant de l'exemption de milice pour mes commis et les élèves que je formerai. Vous sentez, Monsieur, que je ne puis prendre indistinctement le premier venu ; il me faut des personnes d'une probité reconnue et qui sachent plus qu'écrire. Il seroit bien désagréable, pour moi, de voir prendre pour soldats de milice des sujets que j'aurois choisis et formés avec soin et d'être, au moment que je m'y attendrois le moins, dans le cas de perdre le fruit de plusieurs années de peine et de travail. »

Dans sa correspondance, Antoine Maugard fait allusion à plusieurs des travaux qu'il avait exécutés en Lorraine :

Dépouillement des archives du chapitre noble d'Épinal.

Mise en ordre des archives de l'abbaye de Beaupré.

Inventaire des titres du marquis de Raigecourt-Gournay au château de Friaucourt près Metz ; — des archives du comte de Chamusso ; — des archives du comte de Gourcy ; — des archives du marquis du Hautoy, etc., etc.

Collection de 20,000 extraits de titres et livres anciens, tant manuscrits qu'imprimés, qui devaient servir à composer un dictionnaire pour l'intelligence des anciennes chartes.

ANCIEN REGISTRE DE SAINT-REMI DE REIMS.

Dans un volume de mélanges qui paraît venir de sir Henry Spelman et qui se trouve aujourd'hui dans la bibliothèque de J.-H. Gurney à Keswick Hall, près de Norwich, se trouve la copie de documents qui ont peut-être un réel intérêt pour l'histoire de Saint-Remi de Reims. Il pourrait s'y trouver une transcription du polyptyque de Saint-Remi, envoyée à Spelman par un savant français. En voici l'indication telle qu'elle se lit dans un inventaire des manuscrits de J.-H. Gurney, publié par William Dunn Macray (*Historical manuscripts commission, Twelfth report, Appendix, part IX*, p. 153) :

XXIX. Miscellanea.

[N° 116. 13.] Fol. 1-65. Extraits d'anciens cartulaires monastiques français.

I. Charte de dotation par Charlemagne pour les religieuses de Notre-Dame à Soissons.

II. Notitia census debiti villarum Sancti Remigii quantum solvitur ab ipsis quibusve terminis.

III. Liber Sancti Remigii Remensis; vol. LIX. Registre des possessions de l'abbaye.

TRAITÉS DE COMMERCE ENTRE LES ROIS D'ANGLETERRE ET LES DUCS DE BOURGOGNE.

Plusieurs pièces des archives des ducs de Bourgogne ont été comprises dans un morceau des collections de sir Thomas Phillipps qui ont été vendues aux enchères, à Londres, le 15 et le 16 juillet 1891, par les soins de MM. Sotheby, Wilkinson et Hodge. En voici l'indication d'après le catalogue de vente (*Bibliotheca Phillippica. Catalogue of the collection of valuable english and foreign autograph letters and historical documents of the late sir Thomas Phillipps, bart.* London, 1891 [15 et 16 juillet]; in-8° de 57 p.; 542 articles) :

251. Traité de commerce conclu entre les ambassadeurs du roi d'Angleterre et ceux du duc de Bourgogne. A Calais, 19 janvier 1404. Original, avec les sceaux des quatre ambassadeurs anglais.

252. Articles de la conférence tenue à Calais entre les ambassadeurs de Henri V et ceux du duc de Bourgogne, touchant la prolongation d'un traité de commerce et d'autres affaires d'État. A Calais, 14 juillet 1419. — Avec cinq beaux sceaux des six ambassadeurs anglais sir William Bardolf, John Estcourt, Richard Bokeland, William Bray, John Churche et John Pykering.

253. Lettre de sauvegarde accordée par Henri VI aux sujets de Philippe, duc de Bourgogne, qui venaient commercer en Angleterre en vertu du traité de commerce conclu entre les deux princes. Westminster, 13 décembre 1450. — Scellé du grand sceau royal d'Angleterre.

254. Promesse du maire et de la corporation de Plymouth de maintenir le traité de commerce conclu le 24 février entre Henri VII et Philippe, archiduc d'Autriche. 24 mars 1495. — Scellé du sceau commun de Plymouth.

Vient de paraître à la librairie de M. Alph. PICARD le *Livret de l'École des chartes, 1821-1891, publié par la Société de l'École des chartes; nouvelle édition refondue et augmentée de la bibliographie des thèses (1849-1891)*; vol. in-16 de 313 p.

NOTES

SUR LE

DÉPARTEMENT DES IMPRIMÉS

DE LA

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Dans les notes qu'on va lire, j'ai essayé de réunir des renseignements exacts sur la composition des collections du Département des Imprimés, sur les accroissements qu'elles ont reçus dans ces derniers temps, sur les travaux de catalogue qui s'y poursuivent, sur les communications qui s'y font au public, sur les moyens d'accélérer et de multiplier ces communications, enfin sur la nécessité, de plus en plus urgente, de terminer les constructions et d'utiliser les terrains achetés à grands frais en 1880 à l'angle des rues Colbert et Vivienne.

Il m'a semblé nécessaire d'initier le public à ces détails, de le mettre au courant de ce qui est fait comme de ce qui reste à faire et de l'intéresser à des questions dont il peut faire hâter la solution. Je pense aussi accomplir un acte de justice : le simple exposé de la situation fera apprécier, je l'espère, les services, trop peu connus, rendus par le conservateur du Département, M. Thierry-Poux, et par ses collaborateurs de tout ordre, qui, s'inspirant des exemples de leur chef, consacrent leur savoir, leur intelligence et leur activité au développement, à l'aménagement et au bon emploi des collections qui leur sont confiées et dont l'ensemble forme la partie la plus considérable de la Bibliothèque nationale.

I.

ÉTAT DES COLLECTIONS.

Il est difficile d'évaluer rigoureusement le nombre des volumes ou des pièces dont se compose le Département des Imprimés; toutefois, les progrès de l'inventaire général donnent le moyen de l'établir avec le degré de précision que comporte un problème aussi compliqué.

Pour donner une base solide aux calculs, j'ai soigneusement révisé et mis à jour les chiffres du recensement de 1885. En publiant ce recensement dans le *Bulletin des bibliothèques*, année 1885, n° 4, j'avais averti qu'il devait laisser beaucoup à désirer, puisqu'il comprenait un assez grand nombre de séries dont les articles étaient irrégulièrement cotés ou même absolument dépourvus de cotes. Cette source d'incertitude a disparu sur la plupart des points.

Les tableaux suivants font connaître en détail quelle était, au mois de janvier 1891, la composition de chacune des trente divisions principales du Département des Imprimés.

A. Écriture sainte.

2455 ouvrages in-folio, cotés A. 4-2447, et 2292-2999 (Réserve).

3345 in-quarto, cotés A. 2304-5600, 48004-48032, et 46993-46999 (Réserve).

2028 thèses in-quarto, sous la cote A. 5600. a, avec 2028 sous-chiffres.

40463 in-octavo, cotés A. 5604-45000, 45004-45405 (série éliminable), 47967-47999 (Réserve), et 20004-20625.

Total des cotes employées : 47664.

B. Liturgie et conciles.

4422 ouvrages in-folio, cotés B. 4-4403, et 4480-4499 (Réserve).

2027 ouvrages in-quarto, cotés B. 4500-3500, 28988-28999 (Réserve), et 29004-29044.

23459 in-octavo, cotés B. 3500-24809, 25004-27430 (série éliminable), et 27882-27900 (Réserve).

Total des cotes employées : 26908.

C. Pères de l'Eglise.

4066 ouvrages in-folio, cotés C. 4-4064, et 4395-4399 (Réserve).

968 in-quarto, cotés C. 4400-2367.

2634 in-octavo, cotés C. 2500-5424, et 5988-5999 (Réserve).

Total des cotes employées : 4668.

D. Théologie catholique.

3020 ouvrages in-folio, cotés D. 4-3007 et 3487-3499 (Réserve).

7858 in-quarto, cotés D. 3504-44336, et 44578-44599 (Réserve).

60503 in-octavo, cotés D. 44600-67935, 67936-67999 (Réserve),
68004-70079 (série éliminable), 80004-80065 (Réserve), et 80504-82460.

Total des cotes employées : 74384.

D². Théologie non catholique.

444 ouvrages in-folio, cotés D². 4-444.

3547 in-quarto, cotés D². 520-3200, 3204*-4000*, et 40004-40066.

42396 in-octavo, cotés D². 3204-45562, et 45966-45999 (Réserve).

Total des cotes employées : 46357.

E. Droit canonique.

3 ouvrages grand in-folio, cotés E. 4500-4502.

4477 in-folio, cotés E. 4-4463, et 4686-4699 (Réserve).

4884 in-quarto, cotés E. 4700-3567, et 3987-3999 (Réserve).

5367 in-octavo, cotés E. 4000-9345, et 9949-9999 (Réserve).

Total des cotes employées : 8428.

***E. Droit de la nature et des gens.**

I. 5434 volumes ou pièces du fonds ancien et du fonds intermédiaire, savoir :

204 in-folio, cotés *E. 40-240.

4058 in-quarto, cotés *E. 244-4268.

4472 in-octavo, cotés *E. 4269-5440.

II. 434 pièces provenues de la collection qui était jadis connue sous la dénomination de Recueil Z. Elles sont cotées :

*Ez. 54-400 (in-quarto), et *Ez. 504-584 (in-octavo).

III. 640 ouvrages ou pièces du fonds nouveau, savoir :

6 ouvrages in-folio, 25 in-quarto, et 458 in-octavo.

2 pièces in-folio, 45 in-quarto, et 404 in-octavo.

IV. 427 volumes de la Réserve, savoir :

444 in-folio, cotés Réserve *E 4-444.
464 in-quarto, cotés Réserve *E. 200-360.
452 in-octavo, cotés Réserve *E. 500-654.
Total des cotes employées : 6899.

F. Jurisprudence.

I. Environ 60000 volumes¹ du fonds ancien et du fonds intermédiaire, savoir :

5003 volumes in-folio, y compris le très grand format, cotés F. 4-5003.

48224 in-quarto, cotés F. 5404-23321.

Environ 37000 in-octavo, cotés F. 24004-.....

II. 6602 pièces appartenant à l'ancien fonds et au fonds intermédiaire, savoir :

429 grand in-folio, cotées Fp. 4-429.

465 in-folio, cotées Fp. 201-279 et 5504-5886.

2269 in-quarto, cotées Fp. 504-4255, et 6304-7814.

3739 in-octavo, cotées Fp. 4504-5239.

III. 2239 pièces provenues du Recueil Z, savoir :

43 in-folio, cotées Fz. 4-43.

4292 in-quarto, cotées Fz. 404-4392.

934 in-octavo, cotées Fz. 4504-2434.

IV. 53674 pièces de l'ancien recueil des factums, savoir :

47345 in-folio, reliées en 422 volumes.

33234 in-quarto, reliées en 4520 volumes.

3095 in-octavo.

V. 6548 pièces de la nouvelle série des factums (247 in-folio, 5374 in-quarto, et 957 in-octavo).

VI. Environ 42000 thèses, classées en 382 paquets suivant l'ordre alphabétique des noms d'auteurs.

VII. 9342 ouvrages ou pièces du nouveau fonds, savoir :

46 ouvrages grand in-folio, 449 in-folio, 680 in-quarto, 6005 in-octavo.

1. L'évaluation faite en 1885 ne s'élevait qu'à 35486. Les progrès de l'inventaire ont montré que l'évaluation primitive était fort au-dessous de la vérité, puisqu'on a trouvé 23224 volumes dans les séries de l'in-folio et de l'in-quarto, primitivement évaluées à 11466.

32 pièces grand in-folio, 438 in-folio, 630 in-quarto, 4662 in-octavo.

VIII. 1988 volumes de la Réserve, savoir :

787 in-folio, cotés Réserve F. 1-787.

466 in-quarto, cotés Réserve F. 804-1266.

735 in-octavo, cotés Réserve F. 1504-2235.

Total des articles : 452360.

G. Géographie¹ et histoire générale.

I. 30989 volumes ou pièces de l'ancien fonds et du fonds intermédiaire, savoir :

258 grand in-folio, cotés G. 1-258.

1642 in-folio, cotés G. 404-2042.

5084 in-quarto, cotés G. 3004-8084.

24038 in-octavo, cotés G. 9004-33038.

II. 4858 ouvrages ou pièces du nouveau fonds, savoir :

4343 volumes, dont 13 grand in-folio, 408 in-folio, 477 in-quarto, et 2923 in-octavo, plus 822 placés dans la série éliminable.

535 pièces, dont 5 grand in-folio, 47 in-folio, 80 in-quarto, et 433 in-octavo.

III. 1970 ouvrages de la Réserve, savoir :

1 grand in-folio, coté Réserve G. 4000.

676 in-folio, cotés Réserve G. 1-676.

406 in-quarto, cotés Réserve G. 1004-1406.

887 in-octavo, cotés Réserve G. 2004-2887.

Total des cotes employées : 37847.

H. Histoire ecclésiastique.

I. 20434 volumes du fonds ancien et du fonds intermédiaire², savoir :

2299 in-folio, cotés H. 1-2299.

3744 in-quarto, cotés H. 2300-6043.

14420 in-octavo, cotés H. 6044-20434.

II. 1630 pièces du fonds ancien et du fonds intermédiaire, cotées

Hp. 1-15, 104-135, 204-473, 504-1807.

1. Il n'est point question ici des collections qui forment la Section géographique.

2. En 1885, ces deux fonds n'avaient été évalués qu'à 17536 volumes; le chiffre que nous donnons aujourd'hui est rigoureusement établi d'après les cotes assignées aux volumes.

III. 1752 pièces de l'ancien Recueil Z, cotées Hz. 4-40, 404-4327, et 4704-2485.

IV. 7666 pièces du recueil des procès de canonisation, réparties en 790 volumes.

V. 2725 ouvrages ou pièces du fonds nouveau, savoir :

2204 ouvrages, dont 32 in-folio, 438 in-quarto, et 2034 in-octavo (470 de ces derniers rangés dans la série éliminable et cotés 8° H. 4004-4470).

524 pièces, dont 40 in-folio, 64 in-quarto, et 453 in-octavo.

VI. 4734 ouvrages ou pièces placés dans la Réserve et cotés : Réserve H. 4-405, 504-4405 et 4500-2225.

Total des articles de la division H : 35684.

J. Histoire ancienne, etc.

I. 34342 volumes ou pièces de l'ancien fonds et du fonds intermédiaire, savoir :

347 grand in-folio, cotés J. 4-347.

4444 in-folio, cotés J. 604-2044.

4798 in-quarto, cotés J. 3004-7798.

44843 in-octavo, cotés J. 40004-24843.

II. 3546 volumes ou pièces du nouveau fonds, savoir :

4802 ouvrages, dont 45 grand in-folio, 402 in-folio, 487 in-quarto, et 2025 in-octavo, plus 473 rangés dans la série éliminable et cotés 8° J. 4504-4973.

744 pièces, dont 3 grand in-folio, 47 in-folio, 449 in-quarto, et 575 in-octavo.

III. 2557 volumes de la Réserve, savoir :

44 grand in-folio, cotés Réserve J. 4000-4044.

820 in-folio, cotés Réserve J. 4-820.

644 in-quarto, cotés Réserve J. 4204-4844.

4079 in-octavo, cotés Réserve J. 2004-3079.

Total des articles : 27445.

K. Histoire d'Italie.

I. 43986 volumes de l'ancien fonds et du fonds intermédiaire, savoir :

98 grand in-folio, cotés K. 4504-4598.

4064 in-folio, cotés K. 4-4064.

3763 in-quarto, cotés K. 4704-5465.

9062 in-octavo, cotés K. 7004-16062.

II. 3200 ouvrages ou pièces du nouveau fonds, savoir :

2563 ouvrages, dont 49 grand in-folio, 465 in-folio, 368 in-quarto, et 2044 in-octavo.

637 pièces, dont 24 in-folio, 95 in-quarto et 524 in-octavo.

III. 844 volumes de la Réserve, savoir :

24 grand in-folio, cotés Réserve K. 304-324.

475 in-folio, cotés Réserve K. 4-475.

334 in-quarto, cotés Réserve K. 504-834.

344 in-octavo, cotés Réserve K. 4004-4344.

Total des articles de la division : 48030.

L. Histoire de France.

	Nombre des cotes principales :
I. Préliminaires et généralités (L ¹ -L ⁴⁶)	4135
II. Histoire par époques (La ¹ -La ⁴⁰)	2347
III. Histoire par règnes (Lb ¹ -Lb ³⁷)	73224
IV. Journaux et publications périodiques (Lc ¹ -Lc ³⁷)	40694
V. Histoire religieuse (Ld ¹ -Ld ¹⁹⁵)	47994
VI. Histoire constitutionnelle (Le ¹ -Le ⁸⁴)	34462
VII. Histoire administrative (Lf ¹ -Lf ²⁶⁹)	46007
VIII. Histoire diplomatique (Lg ¹ -Lg ⁶)	4064
IX. Histoire militaire (Lh ¹ -Lh ⁹)	4234
X. Mœurs et coutumes des Français (Li ¹ -Li ³³)	3250
XI. Archéologie française (Lj ¹ -Lj ⁴²)	6420
XII. Histoire locale (Lk ¹ -Lk ¹⁹)	45303
XIII. Histoire des classes en France (Ll ¹ -Ll ²⁵)	982
XIV. Histoire des familles françaises (Lm ¹ -Lm ³)	2545
XV. Biographie française (Ln ¹ -Ln ²⁷)	44862
Total des cotes employées	260887

M. Histoire d'Allemagne, etc.

I. Environ 35000 volumes du fonds ancien et du fonds intermédiaire. Dans l'évaluation de 1885, la division M avait été comptée pour 28390 volumes, chiffre beaucoup trop faible puisque la rédaction définitive de l'inventaire nous a fait constater la présence de :

295 volumes dans le très grand format.

2715 dans l'in-folio.

40186 dans l'in-quarto, soit en tout 43196 pour ces trois formats, alors que le recensement sommairement fait en 1885 n'arrivait qu'au chiffre de 7932 (230 pour le très grand format, 2375 pour l'in-folio, et 5327 pour l'in-quarto).

II. 5566 pièces de l'ancien fonds et du fonds intermédiaire, savoir :

39 grand in-folio, cotées Mp. 1-24, et 6001-6018.

415 in-folio, cotées Mp. 401-285, et 6101-6330.

1768 in-quarto, cotées Mp. 501-2268.

3344 in-octavo, cotées Mp. 2601-5944.

III. 4562 pièces provenues du Recueil Z, savoir :

228 in-folio, cotées Mz. 1-228.

3564 in-quarto, cotées Mz. 301-3864.

770 in-octavo, cotées Mz. 4001-4770.

IV. 9939 ouvrages ou pièces du nouveau fonds, savoir :

8347 ouvrages, dont 40 grand in-folio, 447 in-folio, 979 in-quarto, et 6884 in-octavo.

4592 pièces, dont 40 grand in-folio, 86 in-folio, 345 in-quarto, et 4154 in-octavo.

V. 1150 volumes ou environ dans la Réserve, savoir :

4000 ou environ dans le fonds ancien et dans le fonds intermédiaire (266 in-folio, cotés 1-266, et 363 in-quarto, cotés 301-663).

449 dans le fonds nouveau, dont 6 grand in-folio, 17 in-folio, 20 in-quarto, et 406 in-octavo.

Total des articles de la division M : 56217.

N. Histoire de la Grande-Bretagne.

Cette division comprend 24 chapitres, dont voici les rubriques, avec le nombre des cotes principales contenues dans chaque chapitre :

N. Descriptions générales, 413.

Na. Histoire générale, 470.

Nb. Histoire par époques, 301.

Nc. Détails de l'histoire, 3327.

Nd. Journaux politiques, 274.

Ne. Annuaire politiques, 409.

Nf. Histoire religieuse, 579.

Ng. Histoire constitutionnelle, 741.

- Nh. Histoire administrative, 398.
 - Ni. Histoire diplomatique, 490.
 - Nj. Histoire militaire, 333.
 - Nk. Mœurs et coutumes, 257.
 - Nl. Archéologie, 268.
 - Nm. Histoire d'Écosse, 425.
 - Nn. Histoire du pays de Galles, 35.
 - No. Histoire d'Irlande, 499.
 - Np. Histoire des provinces et comtés, 433.
 - Nq. Histoire des diocèses, 39.
 - Nr. Histoire des îles anglaises, 405.
 - Ns. Histoire des localités, 678.
 - Nt. Histoire des colonies, 2448.
 - Nu. Histoire des classes, 63.
 - Nv. Histoire généalogique, 498.
 - Nx. Biographie, 2233.
- Le total des cotes principales s'élève à 44486.

O. Histoire d'Espagne et de Portugal.

Espagne.

- O. Descriptions générales, 356.
- Oa. Histoire générale, 246.
- Ob. Histoire par époques, 457.
- Oc. Détails de l'histoire, 4807.
- Od. Périodiques, 494.
- Oe. Histoire religieuse, 470.
- Of. Histoire constitutionnelle, 407.
- Og. Histoire administrative, 449.
- Oh. Histoire diplomatique, 44.
- Oi. Histoire militaire, 239.
- Oj. Mœurs et coutumes, 59.
- Ok. Archéologie, 83.
- Ol. Histoire locale, 4239.
- Om. Histoire des classes, 58.
- On. Histoire des familles, 76.
- Oo. Biographie, 4069.

Portugal.

- Op. Descriptions générales, 86.
- Oq. Histoire générale, 96.

- Or. Détails de l'histoire, 467.
- Os. Périodiques, 43.
- Ot. Histoire religieuse, 70.
- Ou. Histoire constitutionnelle et administrative, 39.
- Ov. Histoire diplomatique, 20.
- Ow. Histoire militaire, 70.
- Ox. Mœurs et archéologie, 24.
- Oy. Histoire locale, 235.
- Oz. Histoire des classes, des familles et des individus, 247.

Total des cotes principales sous lesquelles sont classés les ouvrages de la division O : 7403, dont 5990 pour l'Espagne, et 4413 pour le Portugal.

O². Histoire d'Asie.

- O². Asie en général, 776.
- O²a. Asie Mineure, 265.
- O²b. Arménie, 452.
- O²c. Caucase, 87.
- O²d. Région de l'Euphrate, 267.
- O²e. Syrie, 362.
- O²f. Palestine, 806.
- O²g. Arabie, 545.
- O²h. Perse, 444.
- O²i. Indo-Perse, 78.
- O²j. Turkestan, 77.
- O²k. Inde, 934.
- O²l. Indo-Chine, 224.
- O²m. Thibet, 406.
- O²n. Chine, 866.
- O²o. Japon, 307.
- O²p. Iles Kouriles, 5.
- O²q. Mongols, 96.
- O²r. Tartarie, 44.
- O²s. Biographies asiatiques, 454.

Total des cotes principales de la division O² : 6550.

O³. Histoire d'Afrique.

- O³. Afrique en général, 780.
- O³a. Égypte ancienne, 746.
- O³b. Égypte moderne, 682.

- O²c. Éthiopie, 77.
- O²d. Nubie, 24.
- O²e. Abyssinie, 73.
- O²f. Désert de Lybie, 46.
- O²g. Barbarie, 42.
- O²h. Régence de Tripoli, 24.
- O²i. Régence de Tunis, 280.
- O²j. Empire du Maroc, 448.
- O²k. Désert du Sahara, 79.
- O²l. Sénégal, 49.
- O²m. Soudan, 60.
- O²n. Guinée, 402.
- O²o. Congo, 60.
- O²p. Pays des Hottentots, 42.
- O²q. Cafrerie, 43.
- O²r. Mozambique, 9.
- O²s. Iles Comores, 7.
- O²t. Zanguébar, 40.
- O²u. Royaume d'Adel, 42.
- O²v. Biographies africaines, 44.

Total des cotes principales employées dans la division O² : 3343.

P. Histoire d'Amérique.

- P. Amérique en général, 820.
- Pa. Canada, 37.
- Pb. États-Unis, 3357.
- Pc. Amérique espagnole en général, 409.
- Pd. Mexique, 555.
- Pe. Guatemala, 34.
- Pf. Honduras, 34.
- Pg. Salvador, 44.
- Ph. Nicaragua, 68.
- Pi. Costa-Rica, 27.
- Pj. Colombie, 54.
- Pk. Nouvelle-Grenade, 485.
- Pl. Équateur, 22.
- Pm. Vénézuëla, 94.
- Pn. Pérou, 298.
- Po. Bolivie, 44.
- Pp. Chili, 429.

Pq. Confédération argentine, 485.

Pr. Paraguay, 53.

Ps. Uruguay, 272.

Pt. Antilles en général, 48.

Pu. Haïti, 352.

Pv. Guyane en général, 7.

Px. Brésil, 348.

Py. Terres magellaniques, 44.

Pz. Biographies américaines, 745.

Total des cotes principales employées dans la division P : 841
et 8889 en y comprenant les articles de la collection Angrand.

P². Histoire d'Océanie.

P². Océanie en général, 427.

P²a. Malaisie, 64.

P²b. Australie, 50.

P²c. Micronésie, 4.

P²d. Polynésie, 84.

Total des cotes principales employées dans la division P² : 323

Q. Bibliographie.

I. 9440 volumes de l'ancien fonds et du fonds intermédiaire
savoir :

442 in-folio, cotés Q. 4-442.

2324 in-quarto, cotés Q. 448-2772.

6374 in-octavo, cotés Q. 3104-9474.

II. Environ 60000 catalogues de ventes et de librairies. Cette
collection, dont les articles sont marqués du signe Δ, contient
7448 catalogues venus de la bibliothèque d'Anisson-Duperron, et
Δ. 4-7448.

3362 catalogues venus du legs du duc d'Otrante, cotés Δ. 74
40480.

9468 catalogues avec prix marqués à la main, provenant pour
plupart du libraire Jullien, cotés Δ. 40484-49948.

Environ 40000 catalogues de provenances diverses dont la nu-
rotation et l'inventaire ne sont pas encore terminés. (On a inventé
les articles cotés Δ. 30004-30446, in-quarto, et les articles et
Δ. 32004-33346, in-octavo, c'est-à-dire 4432 articles.)

III. 2993 ouvrages ou pièces du nouveau fonds, savoir :

2161 ouvrages, dont 5 grand in-folio, 89 in-folio, 465 in-quarto, et 1602 in-octavo.

832 pièces, dont 2 grand in-folio, 30 in-folio, 130 in-quarto, et 670 in-octavo.

IV. 1022 ouvrages de la Réserve, savoir :

903 de l'ancien fonds et du fonds intermédiaire (173 in-folio, cotés 1-173; 276 in-quarto, cotés 201-476; 454 in-octavo, cotés 501-954).

119 du nouveau fonds, dont 1 de très grand format, 18 in-folio, 37 in-quarto, et 63 in-octavo.

Total des articles de la division Q : 73135.

R. Sciences philosophiques, morales et physiques.

I. 54500 volumes de l'ancien fonds, savoir :

19 grand in-folio, cotés R. 1-19.

1263 in-folio, cotés R. 51-1313.

7378 in-quarto, cotés R. 1500-8877.

45800 in-octavo, cotés R. 9001-54345¹.

II. 12269 pièces appartenant à l'ancien fonds et au fonds intermédiaire, savoir :

92 grand in-folio, cotées Rp. 1-25 et 12001-12067.

248 in-folio, cotées Rp. 100-165 et 12101-12282.

2216 in-quarto, cotées Rp. 300-745 et 12401-14170.

9713 in-octavo, cotées Rp. 1001-10713.

III. 3241 pièces, provenues de l'ancien Recueil Z, savoir :

67 in-folio, cotées Rz. 1-67.

2559 in-quarto, cotées Rz. 101-2659.

615 in-octavo, cotées Rz. 2801-3415.

IV. 15687 ouvrages ou pièces du nouveau fonds, savoir :

10163 ouvrages, dont 10 grand in-folio, 196 in-folio, 899 in-quarto, et 10058 in-octavo.

5524 pièces, dont 24 grand in-folio, 108 in-folio, 752 in-quarto, et 4640 in-octavo.

V. 3070 ouvrages de la Réserve, savoir :

2714 du fonds ancien, dont 700 in-folio (cotés 1-700), 980 in-quarto (cotés 701-1680), et 1034 in-octavo (cotés 1701-2734).

1. Il reste à coter une petite série supplémentaire, qui occupe douze tablettes.

356 du fonds nouveau, dont 5 grand in-folio, 42 in-folio, 44 in-quarto, et 298 in-octavo.

Total des articles de la division R : 88767.

S. Sciences naturelles.

I. 36243 volumes de l'ancien fonds et du fonds intermédiaire.

Ce chiffre est encore approximatif. L'inventaire a fait constater la présence de 306 volumes grand in-folio (S. 4-306), de 4987 in-folio (S. 354-2337), de 6646 in-quarto (S. 2354-8996); l'inventaire de la série in-octavo est en cours d'exécution.

II. 42556 pièces, appartenant à l'ancien fonds et au fonds intermédiaire, savoir :

78 grand in-folio, cotées Sp. 4-52, et 42000-42026.

164 in-folio, cotées Sp. 404-480, et 42104-42184.

4980 in-quarto, cotées Sp. 504-4250, et 42304-43530.

40337 in-octavo, cotées Sp. 4504-44837.

III. 558 pièces provenues de l'ancien Recueil Z, savoir :

3 in-folio, cotées Sz. 4-3.

235 in-quarto, cotées Sz. 404-335.

320 in-octavo, cotées Sz. 504-820.

IV. 44562 ouvrages ou pièces du nouveau fonds, savoir :

8528 ouvrages, dont 54 grand in-folio, 434 in-folio, 4467 in-quarto, et 6856 in-octavo.

6034 pièces, dont 45 grand in-folio, 80 in-folio, 826 in-quarto, et 5443 in-octavo.

V. 980 volumes de la Réserve, savoir :

884 du fonds ancien et du fonds intermédiaire (37 grand in-folio, 277 in-folio, 290 in-quarto, 277 in-octavo).

99 du fonds nouveau (dont 44 grand in-folio; 47 in-folio; 42 in-quarto; 56 in-octavo).

Total des articles de la division S : 64899.

T. Sciences médicales.

Cette division comprend 9 grands chapitres, subdivisés en sections, dont le nombre s'élève à environ 580, savoir :

T. Préliminaires et généralités. 54 chapitres, dans lesquels sont employées 7620 cotes principales.

Ta. Anatomie. 64 chapitres : 2039 cotes principales.

Tb. Physiologie. 78 chapitres : 3268 cotes principales.

Tc. Hygiène. 53 chapitres : 4125 cotes principales.

Td. Pathologie. 440 chapitres : 17319 cotes principales.

Te. Thérapeutique et matière médicale. 463 chapitres : 20989 cotes principales.

Tf. Médecine légale et jurisprudence médicale. 24 chapitres : 4480 cotes principales.

Tg. Art vétérinaire. 38 chapitres : 4574 cotes principales.

Total des cotes principales employées : 58444.

Une collection de thèses forme un appendice considérable de la division T; elle se compose de 2278 volumes reliés et de pièces isolées qui couvrent une longueur de rayons de 29^m50.

La série des volumes de thèses est ainsi constituée :

France. Recueil factice in-folio, 7 vol.

Paris. Recueil factice in-quarto, 45 vol.

Collections officielles : Paris depuis l'an VII, 4224 vol.

— Montpellier, 435 vol., plus 40 vol. d'un recueil factice.

— Strasbourg, 416 vol.

— Bordeaux, 27 vol.

— Lille, 6 vol.

— Lyon, 46 vol.

— Nancy, 25 vol.

Thèses étrangères, 367 vol., non compris les thèses provenant des échanges universitaires et rangées sous le signe Θ dans la division Z.

Le nombre des thèses de la division T s'élève à plus de 85000.

V. Sciences et arts.

I. 53400 volumes du fonds ancien et du fonds intermédiaire, savoir :

920 grand in-folio (V. 1-920).

4578 in-folio (V. 1404-5978).

42037 in-quarto (V. 6004-18037).

53400 in-octavo (V. 18104-53665).

II. 28884 pièces de l'ancien fonds et du fonds intermédiaire, savoir :

475 grand in-folio, cotées Vp. 1-76, et 22004-22099.

4254 in-folio, cotées Vp. 304-902, et 22204-22852.

9947 in-quarto, cotées Vp. 1004-3577, et 23104-30440.

47538 in-octavo, cotées Vp. 3604-24438.

III. 4595 pièces provenues de l'ancien Recueil Z, qui sont cotées Vz. 1-420 in-folio, Vz. 404-4230 in-quarto, et Vz. 4600-2044 in-octavo.

IV. 30792 ouvrages ou pièces du fonds nouveau, savoir :

48724 ouvrages, dont 248 grand in-folio, 2409 in-folio, 2970 in-quarto, et 43097 in-octavo (y compris 886 articles placés dans la série éliminable).

42068 pièces, dont 55 grand in-folio, 674 in-folio, 3224 in-quarto, et 8445 in-octavo.

V. 3576 ouvrages de la Réserve, savoir :

3096 du fonds ancien, savoir : 86 grand in-folio (1-86), 624 in-folio (404-724), 4447 in-quarto (804-4947), et 4239 in-octavo (2000-3238).

480 du fonds nouveau, dont 49 grand in-folio, 79 in-folio, 75 in-quarto, et 307 in-octavo.

Total des articles de la division V : 449947.

Vm. Musique.

Cette division renferme :

Dans le fonds ordinaire environ 46600 volumes et 3800 cartons contenant environ 485000 morceaux ;

Dans la Réserve environ 600 volumes.

L'inventaire a déjà porté sur 44362 volumes du fonds ordinaire, ainsi répartis :

Vm¹. Musique religieuse, 4788.

Vm². Opéra français, 963.

Vm³. Opéras étrangers, autres que les italiens, 274.

Vm⁴. Opéra italien, 954.

Vm⁵. Opéra comique, 3402.

Vm^{5bis}. Opéra comique, parties orch., 200.

Vm⁶. Ballets et divertissements, 447.

Vm⁷. Cantates, chansons, etc., 3323.

Vm⁸. Traités théoriques, 4272.

Vm^{8a}. Méthodes de chant, 254.

Vm^{8b-z}. Méthodes pour divers instruments, 4973.

Total des volumes de la division : environ 46600 volumes, dont 44444 inventoriés, plus les pièces classées dans les cartons et dont le nombre peut être évalué à 485000.

X. Linguistique et rhétorique.

I. 36017 volumes ou pièces de l'ancien fonds, savoir :

24 grand in-folio, X. 4-24.

1448 in-folio, X. 31-1478.

4388 in-quarto, X. 1479-5886.

30160 in-octavo, X. 5901-36060.

II. 8738 ouvrages ou pièces du nouveau fonds, savoir :

7709 ouvrages, dont 3 grand in-folio, 74 in-folio, 357 in-quarto, et 4917 in-octavo, plus 2358 rangés dans la série éliminable.

1029 pièces, dont 19 grand in-folio, 30 in-folio, 100 in-quarto, 880 in-octavo.

III. 2950 volumes de la Réserve, savoir :

2834 de l'ancien fonds et du fonds intermédiaire, dont 660 in-folio (4-660), 984 in-quarto (661-1644), et 1190 in-octavo (1645-2834).

116 du nouveau fonds, 14 in-folio, 19 in-quarto, et 83 in-octavo.

Total des articles de la division X : 47705.

Y. Poésie et Théâtre.

I. *Fonds ancien et intermédiaire.* — Au recensement de 1885, les articles de cette division compris dans l'ancien fonds et dans le fonds intermédiaire avaient été évalués d'une part à 68697 volumes, dont 24 grand in-folio, 841 in-folio, 7950 in-quarto, et 59885 in-octavo; d'autre part, à environ 46000 pièces, soit un total de 114697 articles, non comptées les pièces de théâtre qui forment une subdivision spéciale.

Un nouveau rangement, dans lequel les volumes et les pièces sont groupés par langues, est en cours d'exécution. C'est seulement quand il sera terminé qu'on pourra substituer aux chiffres approximatifs de 1885 des chiffres rigoureusement exacts.

Sur les 14 sections entre lesquelles sont répartis les volumes et les pièces de la division Y, huit ont été traitées et sont aujourd'hui constituées comme il suit :

Yb. Section grecque, terminée. 5033 articles, savoir :

64 volumes in-folio, cotés Yb. 1-64.

613 in-quarto, cotés Yb. 101-713.

4263 in-octavo, cotés Yb. 801-5063.

93 pièces, cotées Y. 5100-5196.

1891

25.

Yc. Section latine, contenant 43056 volumes, plus des pièces qui restent à coter. Les volumes sont répartis comme il suit :

273 in-folio, cotés Yc. 4-273.

3409 in-quarto, Yc. 504-4409.

9374 in-octavo, Yc. 4604-43974.

Yd. Section italienne, terminée. 9493 articles, ainsi répartis :

470 in-folio, cotés Yd. 4-470.

4538 in-quarto, cotés Yd. 304-4838.

7485 in-octavo, cotés Yd. 2004-9485.

Ye. Section française. Le travail n'est pas encore assez avancé pour qu'on puisse donner une évaluation exacte. L'inventaire a porté sur 48267 articles, savoir :

4 volumes grand in-folio, cotés Ye. 4-4.

347 volumes in-folio, Ye. 44-357.

474 pièces in-folio, Ye. 504-974.

3957 volumes in-quarto, Ye. 4004-4957.

2085 pièces in-quarto, Ye. 5404-7485.

44400 volumes in-octavo, ou environ, Ye. 7204-..... On est arrivé au titre *Choix de fables* dans la série alphabétique du fonds intermédiaire.

Yg. Section espagnole et portugaise, terminée. 3686 volumes, savoir :

40 in-folio, cotés Yg. 4-40.

2259 in-quarto, Yg. 44-2309.

4387 in-octavo, Yg. 2504-3887.

Yh. Section allemande. Il n'y a encore que 422 volumes inventoriés : in-folio, Yh. 4-62; in-quarto, Yh. 304-360.

Yi. Section néerlandaise. 339 volumes inventoriés : in-folio, Yi. 4-93; in-quarto, Yi. 306-546.

Yk. Section anglaise et écossaise. 84 volumes in-folio inventoriés.

II. *Théâtre*. — Une série spéciale distinguée par la marque Yth. est consacrée aux pièces de théâtre publiées isolément. Elle comprend, sans parler de la Réserve :

29730 pièces françaises, dont 5667 in-quarto et 24063 in-octavo.
276 allemandes.

648 anglaises.

688 espagnoles.

3578 hollandaises.

909 italiennes.

302 portugaises.

Soit un total de : 36434 pièces.

III. *Fonds nouveau*, subdivisé en seize chapitres, dont voici la composition :

Y. Introduction et généralités : 49 articles, savoir :

3 ouvrages in-quarto et 464 in-octavo.

46 pièces in-octavo.

Ya. Section orientale : 406 articles, savoir :

5 ouvrages in-quarto et 83 in-octavo.

3 pièces in-quarto et 45 in-octavo.

Yb. Section grecque : 392 articles, savoir :

2 ouvrages in-folio, 7 in-quarto et 288 in-octavo, plus 24 rangés dans la série éliminable.

3 pièces in-folio, 8 in-quarto et 69 in-octavo.

Yc. Section latine : 455 articles, savoir :

44 ouvrages in-quarto, 320 in-octavo, plus 32 rangés dans la série éliminable.

40 pièces in-folio, 49 in-quarto et 60 in-octavo.

Yd. Section italienne : 497 articles, savoir :

7 ouvrages in-folio, 42 in-quarto et 427 in-octavo.

3 pièces in-folio, 7 in-quarto et 44 in-octavo.

Ye. Section française : 5659 articles, savoir :

47 ouvrages in-folio, 98 in-quarto, 2605 in-octavo, plus 223 rangés dans la série éliminable.

40 pièces in-folio, 322 in-quarto, 2384 in-octavo.

Yf. Théâtre français (non compris les éditions de pièces isolées qui appartiennent à la série Yth. mentionnée ci-dessus) : 824 articles, savoir :

37 ouvrages grand in-folio, 75 in-folio, 65 in-quarto et 504 in-octavo, plus 20 rangés dans la série éliminable.

2 pièces in-folio, 8 in-quarto et 446 in-octavo.

Yg. Section espagnole et portugaise : 465 articles, savoir :

2 ouvrages in-folio, 8 in-quarto et 449 in-octavo.

2 pièces in-folio, 4 in-quarto, 30 in-octavo.

Yh. Section allemande : 404 articles, savoir :

4 volume in-folio, 44 in-quarto et 350 in-octavo, plus 5 rangés dans la série éliminable.

7 pièces in-folio, 2 in-quarto et 25 in-octavo.

Yi. Section néerlandaise : 447 articles, savoir :

4 volume in-folio, 44 in-quarto et 424 in-octavo.

4 pièces in-folio, 2 in-quarto et 8 in-octavo.

Yk. Section anglaise et écossaise : 440 articles, savoir :

7 volumes in-folio, 28 in-quarto et 307 in-octavo, plus 42 rangés dans la série éliminable.

4 pièces in-quarto et 62 in-octavo.

Yl. Section scandinave : 49 articles, savoir :

4 volume in-folio, 4 in-quarto et 35 in-octavo.

4 pièce in-folio, 4 in-quarto et 4 in-octavo.

Ym. Section slave : 74 articles, savoir :

7 volumes in-quarto et 54 in-octavo.

2 pièces in-quarto et 8 in-octavo.

Yn. Section celtique : 23 articles, savoir :

9 volumes in-octavo.

2 pièces in-quarto et 42 in-octavo.

Yo. Mélanges ne rentrant pas dans les subdivisions précédentes, 46 articles, savoir :

2 volumes in-quarto et 6 in-octavo.

4 pièces in-quarto et 4 in-octavo.

Total des articles du nouveau fonds : 8834.

IV. *Réserve.* — Suivant le recensement de 1885, il y aurait dans la Réserve, pour l'ensemble de la division Y, 40730 volumes de l'ancien fonds et du fonds intermédiaire, dont 44 grand in-folio, 4435 in-folio, 2964 in-quarto, et 6620 in-octavo, plus 82 cartons renfermant environ 3280 pièces. Ces articles, sauf ceux de la section latine, au nombre d'environ 3000, n'ayant pas encore reçu leurs nouvelles cotes d'inventaire, les chiffres du recensement de 1885 peuvent être provisoirement maintenus, mais avec une réduction de 3000, pour tenir compte des volumes latins qui ont été réunis à ceux du nouveau fonds, comme on le verra tout à l'heure. Nous évaluerons donc à 44000 le nombre des volumes ou des

pièces de l'ancien fonds et du fonds intermédiaire de la division Y qui sont placés à la Réserve.

Réserve du nouveau fonds : 3867 volumes, savoir :

Y. Introduction et généralités : 3.

Ya. Section orientale : 4.

Yb. Section grecque : 3.

Yc. Section latine, dans laquelle le fonds ancien et le fonds intermédiaire ont été confondus avec le fonds nouveau : 3537 volumes, dont 7 grand in-folio, 1016 in-folio, 1017 in-quarto, et 1497 in-octavo.

Yd. Section italienne : 24.

Ye. Section française : 209.

Yf. Théâtre français : 55.

Yg. Section espagnole et portugaise : 6.

Yh. Section allemande : 4.

Yi. Section néerlandaise : 12.

Yk. Section anglaise et écossaise : 13.

Résumé : Ancien fonds et fonds intermédiaire : 444697.

Théâtre (Yth.) : 36134.

Nouveau fonds : 8834.

Réserve : 44867.

Total général des articles de la division Y : 474529.

Y². Romans.

I. 75000 volumes ou environ de l'ancien fonds et du fonds intermédiaire, savoir :

4 grand in-folio, cotés Y² 1-4.

429 in folio, cotés Y² 24-149.

5795 in-quarto, cotés Y² 204-5995.

Environ 69000 in-octavo, cotés Y² 6004-..... Le nombre des volumes in-octavo est encore incertain, l'inventaire n'ayant pas encore dépassé le n° 53935.

II. 158 pièces appartenant à l'ancien fonds et au fonds intermédiaire, savoir :

56 grand in-folio, cotées Y²p. 1-56.

85 in-folio, cotées Y²p. 104-185.

466 in-quarto, cotées Y²p. 304-466.

4354 in-octavo, cotées Y²p. 504-4854.

III. 468 pièces provenues de l'ancien Recueil Z et cotées Y²z. 24-29 (in-quarto) et Y²z. 34-209 (in-octavo).

IV. 24848 ouvrages ou pièces du nouveau fonds, savoir :

23444 ouvrages, dont 4 grand in-folio, 89 in-folio, 4738 in-quarto (plus 464 rangés dans la série éliminable et cotés 2004-2464), et 44450 in-octavo (plus 6672 rangés dans la série éliminable et cotés 40004-46672).

4434 pièces, dont 46 grand in-folio, 53 in-folio, 255 in-quarto, et 4440 in-octavo.

V. 3020 volumes de la Réserve, savoir :

2758 dans l'ancien fonds et dans le fonds intermédiaire.

262 dans le nouveau fonds, dont 4 grand in-folio, 24 in-folio, 21 in-quarto, et 218 in-octavo.

Total des articles de la division Y² : 404694.

Z. Polygraphie.

I. Dans le recensement de 1885, les volumes de l'ancien fonds et du fonds intermédiaire de cette division ont été évalués à 65772, chiffre qui ne doit pas être éloigné de la vérité. L'inventaire a fait constater la présence de 299 volumes grand in-folio, de 2444 volumes in-folio, et de 7934 volumes in-quarto; on a de plus vérifié et coté 25000 volumes in-octavo.

II. Collection de 4220 pièces, savoir 4525 in-quarto et 2695 in-octavo.

III. 7554 ouvrages ou pièces du nouveau fonds, savoir :

6793 ouvrages, dont 9 grand in-folio, 325 in-folio, 579 in-quarto, 5880 in-octavo, y compris 849 articles de la série éliminable, cotés 8°Z. 3004-3849.

758 pièces, dont 5 grand in-folio, 25 in-folio, 405 in-quarto, et 623 in-octavo.

IV. 3856 volumes de la Réserve, savoir :

3434 du fonds ancien et du fonds intermédiaire, dont 490 in-folio, 823 in-quarto, et 2448 in-octavo.

425 du nouveau fonds, dont 3 grand in-folio, 46 in-folio, 43 in-quarto, et 393 in-octavo.

V. A la division Z se rattachent les collections ou séries suivantes :

1° Collection de Morel de Thoisy, composée de pièces manuscrites et imprimées, principalement relatives au droit et à l'histoire de France : 543 volumes.

2° Collection de Fontanieu, composée principalement de pièces fugitives relatives à l'histoire de France : 368 volumes.

3° Collection de Beuchot, relative à la vie et aux ouvrages de Voltaire : 4996 volumes et 24 cartons.

4° Autre collection voltairienne, formée et donnée par M. Bengesco : 408 volumes.

5° Collection du docteur Payen, relative à la vie et aux œuvres de Montaigne : 4440 volumes.

6° Série d'impressions xylographiques : 54 articles.

7° Série de livres imprimés en tout ou en partie sur vélin : 2594, dont 30 grand in-folio (n° 4-30), 755 in-folio (n° 54-805), 337 in-quarto (n° 904-1237), et 1472 in-octavo (n° 1404-2872).

8° Série de textes purement orientaux, à laquelle a été affecté le signe II : 453 ouvrages et 154 pièces, plus 3 volumes de la Réserve.

9° Collection de dissertations et écrits académiques provenant des échanges avec les universités étrangères à partir de l'année 1882, collection à laquelle a été affecté le signe Θ : environ 13500 articles, sans compter les envois des deux dernières années dont les pièces ne sont pas encore cotées.

10° Collection de livres de très petit format, que, par suite de l'exiguïté de la taille, il a fallu placer à part pour en assurer la conservation : 500 volumes.

11° Collection de livres obscènes qui sont réunis dans une armoire spéciale et qui peuvent être exceptionnellement communiqués après avis du Comité consultatif : environ 864 volumes, dont 111 dans le nouveau fonds.

Total de la division Z : 405397.

Les détails qu'on vient de lire peuvent être résumés dans un tableau qui présentera en même temps le degré d'avancement du catalogue ou de l'inventaire général dans chaque division.

Division.	Somme des articles.	Somme des volumes.	Observations sur l'état des catalogues et inventaires.	
			Tout inventorié.	Tout inventorié.
A. <i>Enluminures.</i>	47641.	23349.	Tout inventorié.	Tout inventorié.
B. <i>Langues et dialectes.</i>	26998.	33877.	Tout inventorié.	Tout inventorié.
C. <i>Mores de l'Église.</i>	4668.	6224.	Tout inventorié.	Tout inventorié.
D. <i>Théologie ecclésiastique.</i>	71384.	95474.	Tout inventorié.	Tout inventorié.
1 ^{re} . <i>Théologie non ecclésiastique.</i>	46337.	24809.	Tout inventorié.	Tout inventorié.
E. <i>Sciences ecclésiastiques.</i>	8428.	44237.	Tout inventorié.	Tout inventorié.
E ² . <i>Sciences de la nature et des gens.</i>	6899.	7402.	Tout inventorié.	Tout inventorié.
F. <i>Jurisprudence.</i>	452360 environ.	457000.	Il reste environ 33700 articles à invento- rier.	Il reste environ 33700 articles à invento- rier.
G. <i>Histoire générale.</i>	37847.	39434.	Tout inventorié.	Tout inventorié.
H. <i>Histoire ecclésiastique.</i>	35684.	36589.	Il reste à inventorier les 4734 articles de la Réserve, pour lesquels il existe un répertoire spécial.	Il reste à inventorier les 4734 articles de la Réserve, pour lesquels il existe un répertoire spécial.
I. <i>Histoire ancienne, y compris l'his- toire byzantine, etc.</i>	27415.	28643.	Tout inventorié.	Tout inventorié.
K. <i>Histoire d'Italie.</i>	48030.	49096.	Tout inventorié.	Tout inventorié.
L. <i>Histoire de France.</i>	260887.	394330.	Tout catalogué.	Tout catalogué.
M. <i>Histoire d'Allemagne, des pays du Nord, etc.</i>	56217 environ.	59530 environ.	Il reste à inventorier environ 9800 articles.	Il reste à inventorier environ 9800 articles.
N. <i>Histoire de la Grande-Bretagne.</i>	44486.	21279.	Tout catalogué.	Tout catalogué.
O. <i>Histoire d'Espagne et de Portugal.</i>	7403.	44404.	Tout catalogué.	Tout catalogué.
O ² . <i>Histoire d'Asie.</i>	6550.	9825.	Tout catalogué.	Tout catalogué.
O ³ . <i>Histoire d'Afrique.</i>	3843.	4969.	Tout catalogué.	Tout catalogué.

P. Histoire d'Amérique.	8889.	43333.	Tout catalogué.
P ^a . Histoire d'Océanie.	323.	484.	Tout catalogué.
Q. Bibliographie.	73435.	74192.	Tout inventorié. Un dernier lot de catalogues de ventes ou de fonds de librairies reste à traiter; mais ne demande qu'un travail sommaire.
R. Sciences philosophiques, économiques, morales et physiques.	88767.	96610.	Il reste à traiter environ 6640 articles.
S. Sciences naturelles.	64900 environ.	69733 environ.	Il reste à traiter environ 46300 articles.
T. Sciences médicales.	58444.	77484.	Tout catalogué.
Th. Thèses médicales.	85000 environ.	85000 environ.	Tout inventorié. Il reste à terminer un répertoire par noms de sujets, pour lequel on a déjà relevé environ 58000 articles.
V. Sciences et arts.	449947.	430244.	Tout inventorié.
Vm. Musique.	46600.	46600.	Il reste 2489 articles à inventorier.
X. Linguistique et rhétorique.	47703.	50617.	Tout inventorié.
Y. Poésie.	438400 environ.	441342 environ.	Il reste environ 75300 articles à inventorier.
Yth. Théâtre.	36434.	36434.	Tout inventorié.
Y ^a . Romans.	404700 environ.	412976 environ.	Il reste environ 26000 articles à traiter.
Z. Polygraphie.	405400 environ.	434480 environ.	Il reste environ 48000 articles à traiter.
Total.	4,720,469.	2,045,606.	

La première colonne du tableau est un résumé des détails précédemment donnés sur la composition de chaque division. Elle fait connaître le nombre des articles ou, pour mieux dire, le nombre des cotes simples employées pour numérotter les différents articles de la division. Les chiffres de six divisions, dans lesquelles la cotation n'est pas entièrement terminée, présentent encore quelque incertitude; mais ils ne s'éloignent guère de la vérité.

Les chiffres portés dans la seconde colonne indiquent le nombre des volumes de la division. Ces chiffres ont été obtenus en multipliant le nombre des articles de certaines divisions, ou de quelques parties de certaines divisions, par des coefficients répondant à la moyenne du nombre des volumes que chaque article représente dans ces divisions ou ces parties de division, un tiers ou une moitié suivant les cas, comme il a été exposé dans le rapport de 1885 sur les collections du Département des Imprimés.

Ces chiffres sont fort au-dessous de la réalité, si l'on tient compte de toutes les pièces classées sans être inventoriées une à une.

Ainsi, même sans parler de l'Histoire de France et des Sciences médicales, le nombre des recueils factices rattachés aux différentes divisions de notre cadre s'élève à plus de 3000. Or, dans notre recensement, chacun de ces recueils est compté pour un article, majoré de $\frac{1}{3}$ ou de $\frac{1}{2}$ au plus, alors que plusieurs d'entre eux contiennent plus de 20000 pièces. Par exemple, le recueil consacré aux Sociétés de secours mutuels (R. 33) occupe 23 mètres de rayons et comprend environ 17000 pièces. Les recueils relatifs aux Compagnies de chemins de fer (V. 40, 52, 202, 203 et 204) couvrent 53 mètres et renferment plus de 22000 pièces. Dans un autre ordre d'idées, la série de cartons, au nombre d'environ 4000, où sont classés les petits morceaux de musique (romances, chansons, quadrilles, valse, etc.), doit contenir environ 185000 pièces différentes; nous la comptons pour un seul article. De même, la collection des papiers parlementaires de la Grande-Bretagne, qui forme dans la division N un groupe d'au moins 1500 volumes, dont beaucoup renferment chacun un nombre plus ou moins considérable de documents de nature tout à fait différente.

En évaluant à deux millions le nombre des volumes du Département des Imprimés, nous restons donc beaucoup au-dessous de la vérité. Le chiffre de trois millions serait assurément dépassé si

le recensement devait tenir compte de tous les volumes, fascicules ou cahiers constitués isolément, et si l'on faisait entrer en ligne les exemplaires doubles et les collections affectées au service de la salle publique de lecture.

II.

ACCROISSEMENT DES COLLECTIONS DE 1885 à 1890. — ORIGINE DE CES ACCROISSEMENTS. — BROCHAGE ET RELIURE DES LIVRES NOUVEAUX.

La comparaison du recensement de 1891 avec celui de 1885 fournit des données positives sur les accroissements des différentes divisions. Le nombre des articles nouveaux pour les six dernières années est de 119300, qui se décompose comme il suit :

A.	573	O.	639
B.	865	O ² .	740
C.	83	O ³ .	557
D.	2640	P.	2420
D ² .	489	P ² .	53
E.	299	Q.	4309
*E.	476	R.	5083
F.	40465	S.	5443
G.	4876	T.	6534
H.	4044	V.	44443
J.	4454	X.	3047
K.	4347	Y.	9440
L.	48806	Yth.	3292
M.	3975	Y ² .	9280
N.	4229	Z.	45899

Ce relevé ne tient compte que des articles nouveaux : il ne comprend ni les pièces qui se classent dans les recueils anciennement constitués, ni les suites d'ouvrages dont la tête a déjà reçu une cote, ni les années successives des publications périodiques (journaux, revues, recueils académiques, administratifs ou parlementaires), ni même dans les séries rangées méthodiquement les nouvelles éditions qui s'intercalent à côté des éditions antérieures.

Les articles dont les différentes divisions du Département des

Imprimés s'accroissent tous les ans proviennent, pour la majeure partie, de trois sources : le dépôt légal, les acquisitions et les dons.

Dépôt légal.

Le service du dépôt légal, pendant les six dernières années, a enregistré, en dehors des feuilles ou des livraisons appartenant à des publications périodiques, les nombres d'articles portés sur ce tableau :

Années.	Paris.	Départements.	Pièces de musique.
1885	7404	43458	5446
1886	7412	42254	5796
1887	6959	44454	5787
1888	6835	43975	6425
1889	7248	45863	6443
1890	7054	44665	6404

La question des réformes à apporter au service du dépôt légal est trop compliquée pour être abordée incidemment. Il suffit de rappeler ici que, malgré la fréquence de nos réclamations et malgré le concours empressé des bureaux du ministère de l'intérieur, beaucoup de publications françaises n'arrivent point à la Bibliothèque ou n'y sont représentées que par des exemplaires plus ou moins défectueux. Le mal serait encore plus grand si beaucoup d'auteurs et d'éditeurs, pour assurer la conservation dans un dépôt public de tous les produits de la librairie française, ne comblaient pas souvent des lacunes résultant, les unes de la négligence des imprimeurs, les autres des procédés actuellement employés pour la constitution des livres à planches et des ouvrages de longue haleine dans lesquels entrent des éléments très divers.

Acquisitions et dons.

Après le dépôt légal, c'est aux acquisitions et aux dons que le Département des Imprimés doit la plupart des volumes qui s'incorporent annuellement dans toutes les divisions du cadre bibliographique. Voici le relevé numérique des articles qui ont été inscrits pendant les six dernières années sur les registres des acquisitions et sur ceux des dons :

Années.	Acquisitions.	Dons.
1885	4347	2885
1886	4386	3022

1887	4263	3046
1888	4174	2726
1889	4286	2628
1890	4415	3595

Le chapitre des acquisitions suggère une réflexion sur laquelle on ne saurait assez insister. Les crédits mis à la disposition de la Bibliothèque nationale sont d'une insuffisance notoire. La part qui est actuellement affectée aux acquisitions du Département des Imprimés ne s'élève jamais à 100000 francs par an. Avec cette somme, il est absolument impossible d'acquérir, comme il le faudrait :

1° Tous les livres réellement utiles qui paraissent à l'étranger : le nombre en augmente chaque année dans tous les pays civilisés, et le prix s'en élève considérablement par suite de la perfection qu'on demande aujourd'hui aux ouvrages de science, d'art, d'archéologie, d'histoire naturelle, de médecine, de voyages, etc.;

2° Les recueils périodiques de quelque importance : pour toutes les branches de la science, ils se multiplient suivant une progression qui effraie les travailleurs autant que les bibliothécaires ;

3° Les livres français et étrangers nécessaires au service de la salle de la rue Colbert ;

4° Les livres de tout genre, dont les exemplaires mis à la disposition du public s'usent au bout d'un certain nombre d'années sous les doigts des lecteurs qui les feuilletent avec plus ou moins de précautions : souvent ce sont des ouvrages considérables et assez rares dont le remplacement est fort coûteux ;

5° Les livres anciens dont il n'y a pas d'exemplaires à la Bibliothèque ; ils sont infiniment plus nombreux qu'on ne se l'imagine : l'absence en est plus facile à constater depuis que nous avons des inventaires plus exacts, et le besoin de les posséder se fait plus vivement sentir au fur et à mesure des progrès de la bibliographie, qui permettent de suivre pas à pas la marche des connaissances humaines dans les siècles passés. Notre série des monuments de tous les anciens ateliers typographiques présente encore, elle aussi, beaucoup de lacunes à combler.

Reliure.

Les publications de tout genre dont s'accroissent annuellement les collections du Département des Imprimés nous parviennent, pour la plupart, soit à l'état de volumes ou de fascicules brochés,

soit à l'état de feuilles volantes. Pour en assurer la conservation et pour en rendre la communication possible, nous avons à les faire relier ou du moins assembler. Malheureusement, même en adoptant les procédés les plus économiques et en renonçant à peu près absolument aux reliures pleines, nous ne pouvons pas faire exécuter les travaux les plus indispensables. Beaucoup trop de volumes, même parmi ceux qui sont souvent consultés, restent brochés et subissent de graves détériorations. La reliure de beaucoup d'autres n'est pas réparée en temps utile, et le parti auquel il a fallu s'arrêter d'emballer les journaux publiés dans les départements expose à des chances de destruction un certain nombre de feuilles qui mériteraient un meilleur traitement.

L'état suivant montre ce que l'état des crédits a permis de faire dans les six dernières années :

ÉTAT DES TRAVAUX DE RELIURE EXÉCUTÉS SOIT A L'ATELIER INTÉRIEUR
SOIT EN DEHORS DE LA BIBLIOTHÈQUE.

1° Dans l'atelier intérieur.

Années.	Cartonnages.	Brochages et réparations.
1885	1604	40443
1886	2362	44200
1887	4030	42985
1888	2057	42947
1889	2193	44526
1890 ¹	4434	42858

2° Dans les ateliers extérieurs.

Années.	Demi-reliure en maroquin.	Demi-reliure en chagrin, toile, basane, etc.	Cartonnages en papier ou toile.
1885	2465	2406	5950
1886	2405	2253	5250
1887	2358	2254	5400
1888	4838	2408	4300
1889	2030	4804	4800
1890	4744	3636	6850

1. Les relevés des années antérieures portaient sur le nombre des articles envoyés à la reliure ; à partir de l'année 1890, ils indiquent les articles rentrés à la Bibliothèque, sans tenir compte de ceux qui sont encore entre les mains des ouvriers.

Ce qui donne pour chacune des six années les totaux suivants :

	Intérieur.	Extérieur.	Total.
1885	12014	10521	22535
1886	13562	9908	23470
1887	14015	9709	23724
1888	15004	8246	23250
1889	16749	8634	25383
1890	13992	12197	26189

III.

CATALOGUE DES LIVRES NOUVEAUX.

Dans les travaux du catalogue, il faut distinguer ceux qui portent sur les anciens fonds et ceux qui ont pour objet les livres ou les brochures qui arrivent tous les jours à la Bibliothèque. Il doit d'abord être question des travaux de cette dernière catégorie : ils priment en effet tous les autres, puisque, depuis 1876, nous nous sommes imposé comme premier devoir de coter et de cataloguer d'une façon définitive, au moment de l'arrivée, tout ce qui provient du dépôt légal, des acquisitions et des dons.

Le bureau des entrées remet périodiquement au bureau du catalogue les volumes ou brochures qui sont en état d'être placés sur les rayons. Ces volumes ou brochures reçoivent au bureau du catalogue la cote qui leur convient, ils sont inscrits avec cette cote sur les feuilles d'inventaire, et il est procédé à la rédaction des notices par lesquelles ils doivent être représentés dans les différents catalogues ou répertoires.

Les notices relatives à la plupart des volumes ou brochures qui entrent chaque mois à la Bibliothèque sont imprimées dans deux bulletins périodiques, consacrés l'un aux livres d'origine étrangère, l'autre aux livres d'origine française¹. Ce dernier bulletin donne aussi la notice des livres anciens, c'est-à-dire antérieurs au xix^e siècle, que la Bibliothèque reçoit par don ou par acquisition et qui complètent nos vieilles séries.

Comme on a vivement critiqué l'impression de ces bulletins, il est indispensable d'en démontrer ici l'utilité.

1. Le premier est rédigé sous la direction de M. Julien Havet, le second sous celle de M. Marchal.

Avant tout, il convient de rétablir la vérité sur le montant des frais d'impression. Ils se sont élevés :

Pour le Bulletin français :			Pour le Bulletin étranger :	
En 1884 : à	4189 fr.		4223 fr.	
En 1885 : à	4082	50	4605.	
En 1886 : à	4597	50	4312	50.
En 1887 : à	4453	50	4238	75.
En 1888 : à	4270		4494	75.
En 1889 : à	4453	50	4053	05.
En 1890 : à	4473		4316	30.

Le Bulletin français a donc coûté en moyenne une somme de 4274 francs pendant les sept dernières années. Il y a loin de là au chiffre « de 40000 ou 50000 francs par an » qu'un honorable député mettait en avant dans un discours prononcé le 21 novembre 1890 lors de la discussion du dernier budget. Cette inexactitude méritait bien d'être relevée.

Immédiatement après avoir exprimé son mécontentement de voir affecter une somme de 50000 francs à un travail qui en réalité n'absorbe pas une somme de 4300 francs, l'honorable député, dont j'ai le regret d'avoir à contester les allégations, reproche à notre Bulletin français de n'être « qu'une copie imparfaite et « incomplète du Journal de la librairie. » Sans discuter la justesse de la comparaison, je me permettrai de soutenir l'utilité du Bulletin.

A plusieurs reprises déjà on avait songé à utiliser le Journal de la librairie pour en tirer les éléments du catalogue des livres d'origine française que nous apporte le dépôt légal. L'expérience en a été faite pendant plusieurs années à la Bibliothèque nationale. Nous avons dans nos tiroirs des milliers de cartes sur lesquelles sont collées des découpures du Journal de la librairie; mais, pour pouvoir en tirer parti et pour obtenir l'uniformité indispensable dans un immense répertoire bibliographique, il a fallu ramener les articles du Journal de la librairie aux règles rigoureuses qu'on suit, de longue date, au bureau du catalogue; il a fallu rétablir la date de publication, systématiquement omise dans le Journal; il a fallu surtout ajouter la cote sous laquelle l'ouvrage est classé dans nos collections. Nous avons reconnu que la mise au point et l'appropriation des articles du Journal de la librairie demandaient tout autant de travail que la rédaction d'une notice prise directe-

ment sur le volume; par surcroît, la transformation aboutissait toujours à un assez médiocre résultat. Nous avons donc renoncé à cette pratique, et quiconque verra dans nos boîtes les cartes provenant de découpures du Journal de la librairie nous félicitera d'avoir abandonné un mode de travail aussi défectueux.

Cette question incidente vidée, il faut examiner directement l'utilité de notre Bulletin. D'accord avec les fonctionnaires les plus dévoués aux intérêts de la Bibliothèque et les plus familiers avec tous les détails du service, je crois indispensable, par les motifs suivants, de faire imprimer tous les mois la notice des livres qui arrivent au Département des Imprimés :

1° L'impression nous dispense de faire à la main les copies de chaque notice dont nous avons besoin pour alimenter nos différents catalogues ou répertoires, copies dont le nombre dépasse parfois la douzaine.

2° L'impression nous évite les minutieuses vérifications auxquelles chaque copie devrait être soumise si l'on voulait éviter les erreurs dans la transcription des noms propres, des dates et des cotes, erreurs qui sont parfois aussi préjudiciables que la perte d'un volume, puisqu'elles peuvent empêcher de trouver sans de longs tâtonnements le livre dont on a besoin.

3° L'impression est le plus sûr moyen d'assurer la fixité des cotes.

4° L'impression fournit des éléments de catalogue d'une lecture très facile et dont la netteté abrège la durée des recherches.

5° L'impression porte à la connaissance du public les ouvrages qui arrivent à la Bibliothèque; elle lui donne le moyen de les demander avec précision et parfois de signaler des lacunes que, dans la mesure du possible, nous nous efforçons de combler.

Ce qui suffirait pour montrer les avantages de l'impression des articles de catalogue, c'est que l'usage tend à s'en généraliser. Il y a une dizaine d'années que l'administration du Musée britannique a substitué des bulletins imprimés aux bulletins autographiés, et les avantages du nouveau système ont été dès le premier jour reconnus par tous les lecteurs qui fréquentent la grande bibliothèque de l'Angleterre. En Italie, la forme de nos bulletins a été adoptée par la Bibliothèque Victor-Emmanuel à Rome et par la Bibliothèque nationale à Florence. A Paris, elle est imitée depuis quelques mois par la Bibliothèque de Sainte-Geneviève¹.

1. La revue *The Library*, organe de l'Association des bibliothécaires de la
1894

Contester la supériorité du Bulletin imprimé sur le Bulletin manuscrit serait aller contre l'évidence. Cette supériorité est telle que, pour s'en assurer la jouissance, il ne faudrait pas reculer devant un léger sacrifice pécuniaire. Mais il n'y a pas même lieu de s'imposer un tel sacrifice. Le prix de l'impression ne doit guère dépasser, si même il le dépasse, le prix des multiples copies qu'il faudrait faire exécuter et collationner pour entretenir tous les répertoires.

Ce n'est pas tout. La principale raison qui nous a décidés à imprimer nos catalogues courants, c'est le désir d'en faire profiter le public. Nous lui faisons ainsi connaître, mois par mois, les titres et les cotes des ouvrages nouveaux qui viennent prendre place dans chacune des divisions du Département des Imprimés, et, ce qui montre que notre publication répond à un véritable besoin, c'est que, dans les jours qui suivent la publication de chacun de nos fascicules, beaucoup des demandes de communication faites par les habitués de la salle de travail portent sur les ouvrages annoncés au dernier Bulletin.

Mais, ce qui doit être surtout apprécié dans nos Bulletins, ce sont les ressources qu'ils nous fournissent pour établir deux répertoires dont l'utilité n'est peut-être pas encore suffisamment connue.

Les découpures de chaque article des Bulletins sont montées sur des fiches hautes de 11 centimètres, larges de 17, et ces fiches, assemblées dans des reliures mobiles, d'un système très simple, servent à constituer des répertoires dans lesquels les intercalations sont relativement faciles et qu'on peut livrer au public sans qu'il y ait danger d'y voir s'introduire le désordre. Il faut que la simplicité du système de montage et d'assemblage ait été bien reconnue, car il a été adopté dans plusieurs établissements, et tout récemment encore une grande bibliothèque étrangère a exprimé le désir d'en avoir un modèle.

Le répertoire dont il est ici question ne forme pas moins de

Grande-Bretagne, dans le n° de juin 1891, en rendant compte des derniers travaux exécutés à la bibliothèque Bodléienne, s'étonne que l'usage d'imprimer les matériaux de catalogues n'ait pas encore été adopté dans cet établissement : « We feel some surprise that transcription should still be maintained, and that, for the multiplication of titles, recourse should neither have been had to the printing press, as at Cambridge and London, nor to the type writer as at Dublin. » (*The Library*, vol. III, p. 245.)

866 petits registres in-folio. Il se divise en deux parties distinctes. Dans la première, les ouvrages sont enregistrés suivant l'ordre alphabétique des noms d'auteurs ou des premiers mots du titre quand il s'agit de publications anonymes. Dans la seconde, les mêmes ouvrages sont enregistrés suivant l'ordre alphabétique des noms de sujets. Le même ouvrage est relevé à tous les endroits où le lecteur peut avoir intérêt à le trouver. Le répertoire par noms d'auteurs donne à leur ordre les noms des auteurs, des éditeurs et des annotateurs. Ainsi la *Chronique du parlement de Bordeaux*, de JEAN DE MÉTIVIER, publiée par ARTHUR DE BREZETZ et JULES DELPIT, figurera trois fois dans le Répertoire des noms d'auteurs, à BREZETZ, à DELPIT et à MÉTIVIER.

Il en est de même pour le Répertoire par noms de sujets. Le titre complet d'un ouvrage sera répété à tous les mots caractéristiques contenus dans ce titre. Par exemple, le livre de M. Paul Fournier, *le Royaume d'Arles et de Vienne*, sera enregistré au mot ARLES et au mot VIENNE. Celui du professeur Fr. X. Kraus, *Die Miniaturen des Codex Egberti in der Stadtbibliothek zu Trier*, sera relevé à EGBERT, à MINIATURES et à TRÈVES.

Dès maintenant, ce double Répertoire constitue, pour les publications des dernières années, une abondante source de renseignements, à laquelle peuvent librement puiser tous ceux qui fréquentent la salle de travail. Quelques exemples donneront la mesure des services qu'on est en droit d'en attendre.

Voici le nombre d'articles que le Répertoire par noms d'auteurs mentionne sous les noms suivants :

ARBOIS DE JUBAINVILLE (Henri d'), 14.

BERTRAND (Joseph), 9.

CORNEILLE (Pierre), 25.

MUSSET (Alfred de), 14.

PASTEUR (Louis), 7.

ZOLA (Émile), 26.

L'autre Répertoire fournit l'indication de plus de 500 publications récentes qu'on peut consulter sur huit sujets dont j'ai pris les noms au hasard :

Carnot (Lazare), 18.

Charlemagne, 18.

Hoche (Lazare), 7.

Lyon, 250 au moins.

Pasteur (Louis), 27.

Rage, 39.

Tonkin, 128.

Torpille et Torpilleur, 24.

C'est là l'embryon d'un immense Répertoire qui doit un jour embrasser l'ensemble des collections de la Bibliothèque nationale et dont nous élaborons les matériaux en rédigeant l'inventaire général dont il va être question.

Mais avant d'arriver à la question de l'inventaire général, je ne crois pas inutile d'insérer ici une observation sur le principe même de l'impression des catalogues de la Bibliothèque nationale.

On est unanime à reconnaître que l'impression des catalogues est indispensable pour maintenir l'ordre dans une bibliothèque, pour en mettre toutes les parties en valeur et pour en faciliter l'usage au public. Or, c'est par millions que se comptent les objets de littérature, de science et d'art accumulés dans les quatre départements de la Bibliothèque nationale : livres imprimés, cartes et plans, manuscrits, miniatures, chartes, lettres, sceaux, dessins, gravures, lithographies, photographies, médailles, antiquités, etc. Croirait-on que les gardiens de pareils trésors, chargés de les classer et d'en faire profiter les lettrés, les savants, les artistes et tous les amis du vrai et du beau, croirait-on que ces gardiens trouvent à peine chaque année dix ou douze mille francs pour imprimer des catalogues, ou plutôt d'arides inventaires¹, qui font vraiment triste figure à côté des travaux similaires publiés par des établissements étrangers ou par de simples amateurs? Encore avons-nous été accusés de prodigalité pour nos impressions de catalogues! Si de tels reproches avaient pu troubler nos cons-

1. Au Département des Imprimés, pas plus que dans les autres Départements, la matière ne manquerait pour publier des catalogues développés et ornés de planches, qui sont en même temps des ouvrages de critique et d'érudition. Il suffit de citer un exemple. A l'occasion de l'Exposition de 1889, le Ministère a chargé M. Thierry-Poux de faire paraître, à la librairie Hachette, le beau volume intitulé : *les Premiers monuments de l'imprimerie en France au XV^e siècle* (in-fol. de 40 p., avec 40 planches en héliogravure). Cet ouvrage, l'un des plus précieux que nous possédions sur l'histoire des premiers ateliers typographiques de la France, est en réalité le catalogue raisonné d'une série de livres de la Bibliothèque nationale, puisque, sur les 167 volumes que l'auteur y a décrits, 163 sont classés dans la Réserve du Département des Imprimés.

ciences, nous aurions été rassurés en ouvrant le Budget de la Grande-Bretagne pour l'année finissant au 31 mars 1891, où nous lisons, à la page 251, que le Musée britannique peut dépenser en un an, pour l'impression de ses catalogues, non pas 12000 francs, mais 206125 francs (8245 l.), ramenés à 188625 francs (7545 l.) en prévision de retards dans l'accomplissement du travail. On ne devra pas perdre de vue ces deux chiffres (12000 fr. d'un côté, et 206125 de l'autre¹) quand on voudra comparer le régime des catalogues à Paris et à Londres.

N'insistons pas, et abordons directement la question du catalogue de l'arriéré.

IV.

CATALOGUE DES ANCIENS FONDS.

Le tableau dans lequel on a vu ci-dessus un résumé de l'état des collections du Département des Imprimés a montré que, sur les 1,720,169 articles dont se compose le Département, il y en avait, au mois de janvier 1891, environ 222000, dont le nouvel inventaire restait à rédiger.

La note qui avait été soumise en 1890 au Ministère constatait le point auquel le travail était arrivé le 25 mars de cette année, dans les séries dont une portion était en souffrance. Je vais indiquer avec une extrême précision ce qui a été fait pendant les dix mois écoulés, du 25 mars 1890 au 24 janvier 1891.

C'est le meilleur moyen d'apprécier les progrès du travail.

F. Jurisprudence.

Ont été traités du 23 mars 1890 au 24 janvier 1891 les volumes répondant aux cotes 16600-23321 et 24001-24753, soit 7475 articles. De plus, le dépouillement de divers recueils a produit 9303 cartes de catalogue. — Total des articles traités : 16778.

Les dépouillements ont porté sur les recueils suivants :

F. 4728-4794. Recueils d'ordonnances militaires formés au XVIII^e siècle. — 3343 cartes.

F. 5003. Arrêts du Conseil, dont on a traité les pièces 281-2740.

1. Une augmentation de 100 l. st. est portée au budget de 1891-1892.

F. 20964-20966 et 24045-24057. Recueils d'ordonnances, arrêts du Conseil, etc., formés au *xvii^e* et au *xviii^e* siècle.

H. Histoire ecclésiastique.

L'inventaire du fonds ordinaire de cette division est entièrement dressé. Il comprend 20434 articles, dont 463 seulement restaient à traiter.

Il n'y a plus qu'à remplacer par l'inventaire définitif l'inventaire provisoire de la Réserve.

M. Histoire d'Allemagne, etc.

La cotation des volumes dans cette division ne marchant pas simultanément avec la rédaction des cartes d'inventaire, on ne peut pas évaluer avec une précision rigoureuse les progrès du travail. Mais les notes suivantes permettent de les apprécier.

Au 24 janvier 1894, la numérotation des volumes était arrivée à la cote 23950, correspondant au mot *BERGSOE* dans la série des volumes in-octavo rangés alphabétiquement d'après les noms d'auteurs ou les titres d'ouvrages. — La rédaction des cartes d'inventaire avait été poussée jusqu'au mot *GESCHICHTE* dans la même série.

Étaient donc inventoriés : 1^o les volumes cotés 1-23950 ; 2^o environ 2400 volumes, classés alphabétiquement sous les rubriques *BERGSOE-GESCHICHTE* et occupant 60 tablettes. Restaient à inventorier des volumes rangés alphabétiquement à partir de la rubrique *GESCHICHTE* et occupant 484 tablettes.

Du 25 mars 1890 au 24 janvier 1894, on a coté 9490 volumes et on en a inventorié environ 6000. Il en reste environ 9640 à coter, et 7240 à inventorier, en dehors de la Réserve.

Q. Bibliographie.

Dans cette division, il n'y a plus en souffrance qu'un chapitre consacré aux catalogues de ventes de livres et de fonds de libraires.

Au 25 mars 1890, on avait traité 49948 articles de ce chapitre ; ce nombre s'était accru de 4432 au 24 janvier 1894.

R. Sciences philosophiques, morales et physiques.

Du 25 mars 1890 au 24 janvier 1894, l'inventaire a porté sur 44053 volumes et a atteint la cote 48855 du fonds ordinaire. 2203 volumes de la Réserve ont été traités. Ces chiffres, ajoutés à ceux des

années précédentes, donnent un total de 48345 pour le fonds ordinaire et de 2343 pour la Réserve.

Il reste à inventorier environ 6270 volumes du fonds ordinaire et 374 de la Réserve.

S. Sciences naturelles.

La numérotation des volumes est arrivée à la cote 24040 et l'inventaire au n° 20567, en augmentation de 9526 sur le chiffre atteint le 25 mars 1890.

D'après la supputation faite en 1885, il resterait 46235 volumes à traiter ; ce chiffre sera probablement dépassé.

T. Sciences médicales.

Les ouvrages de la division des Sciences médicales ont été décrits dans un catalogue méthodique qui remplit trois volumes in-quarto. Pour en faciliter l'usage au public, nous en préparons un répertoire alphabétique, dont les éléments sont fournis par la découpeure des notices imprimées du catalogue méthodique. Le travail est arrivé aux deux tiers. Sur les 3600 colonnes dont se compose le catalogue, il en reste 4200 à transformer en matériaux du répertoire alphabétique.

Nous avons aussi à terminer un répertoire alphabétique des sujets de thèses de médecine. Ce travail est fort avancé. Le nombre des thèses traitées à la date du 25 mars 1890 s'élevait à 48975. Ce nombre s'était accru de 9247 articles au 24 janvier 1894 ; il atteignait donc 58492, le dépouillement étant arrivé au tome V des thèses de la Faculté de Paris pour l'année 1885-1886.

V. Sciences mathématiques.

Au 25 mars 1890, il ne restait plus en souffrance que 4059 articles de la Réserve à traiter. Cette lacune est comblée, et toute la division V est inventoriée, la Réserve aussi bien que le fonds ordinaire.

Vm. Musique.

Sur les 46000 articles ou environ dont se compose cette section, non compris les morceaux classés dans des cartons, 44444 sont aujourd'hui traités ; l'an dernier, le travail était arrivé au chiffre de 44328 ; le progrès a donc été de 3083 articles.

Y. Poésie.

Des 44 chapitres dans lesquels sont ou seront répartis les articles

de l'ancien fonds et du fonds intermédiaire de la division Y, les huit plus considérables sont attaqués, savoir :

Yb. Poésie grecque. Terminé, à l'exception de la Réserve. Le total des articles est de 5033, dont 4965 ont été traités depuis le 25 mars 1890.

Yc. Poésie latine. Tous les volumes, au nombre de 43056, sont cotés. L'inventaire est arrivé au n° 42358, en augmentation de 2428 sur la cote atteinte le 25 mars 1890. Restent à traiter 4646 volumes, plus la Réserve et une série de pièces.

Yd. Poésie italienne. Terminé, à l'exception de la Réserve. Le total des articles est de 9493, dont 2946 ont été traités depuis le 25 mars 1890.

Ye. Poésie française. Dans cette subdivision, dont l'étendue ne peut pas encore être évaluée avec précision, 48267 articles, ou plutôt 22526 en y comprenant le dépouillement de plusieurs collections, sont inventoriés; le travail accompli depuis le 25 mars 1890 a porté sur 8607 articles.

Yg. Poésie espagnole. Terminé, à l'exception de la Réserve. Sur les 3686 volumes traités, 464 l'ont été depuis le 25 mars 1890.

Yh. Poésie allemande. 422 volumes seulement sont inventoriés.

Yi. Poésie néerlandaise. 339 volumes seulement sont inventoriés.

Yk. Poésie anglaise. 84 volumes inventoriés.

En somme, 54039 articles de l'arriéré de la division Y sont inventoriés; sur ce nombre, 46622 ont été traités depuis le 25 mars 1890.

Y². Romans.

L'inventaire est arrivé à la cote 53935, en augmentation de 42907 sur la cote atteinte au 25 mars 1890.

Le recensement de 1885 évaluait à 77848 les volumes des anciens fonds de la division; suivant cette évaluation, qui est probablement un peu trop faible, il resterait 23943 volumes à traiter.

Z. Polygraphie, etc.

La numérotation des volumes est arrivée à la cote 35504. Le nombre des articles inventoriés est de 24494, répondant aux cotes 4-23245, 24346-24572, 27070-28205, et 28773-33327.

D'après le recensement de 1885, il resterait à inventorier 48042 articles.

Pour chacune des divisions ou subdivisions dans lesquelles il reste de l'arriéré, le tableau suivant fera voir d'un coup d'œil les cotes atteintes le 25 mars 1890 et le 24 janvier 1891, le nombre des articles traités entre ces deux dates et le total des articles traités au 24 janvier 1891.

	Cote atteinte le 25 mars 1890.	Cote atteinte le 24 janvier 1891.	Nombre des articles traités du 25 mars 1890 au 24 janvier 1891.	Total des articles traités à la date du 24 janvier 1891.
F.	46399	24753 ¹	46778	38293
H.	49974	20434	463	20434
M.	44760	23950 ²	40490	34078
QΔ.	49948	33346 ³	4432	24380
R.	39474	48853	44053	48345
R Réserve.	440	2363	2203	2343
S.	40983	20567	9526	20006
V Réserve.	2090	3238	4059	3096
Vm.			3083	4444
Yb.	3234	5496	4965	5033
Yc.	9930	42292	2362	44374
Yd.	6569	9485	2946	9493
Ye.	9660	48267	8607	22526
Yg.	3726	3887	464	3686
Yh.		360	360	360
Yi.		546	546	546
Yk.		84	84	84
Y ² .	44028	53935	42907	53935
Z.	42374	33327 ⁴	44453	24494

Le nombre des articles traités pendant une période de dix mois s'est donc élevé à 99548, c'est-à-dire, en chiffres ronds, à environ 10000 par mois.

Dans le tableau résumé de l'état des collections du Département des Imprimés qui a été présenté un peu plus haut, le chiffre de l'arriéré a été fixé comme il suit :

1. Différents recueils ont en outre produit 9303 articles de catalogue.
2. Environ 2400 volumes non encore cotés ont été inventoriés.
3. Les cotes 19949-30000 et 30117-32000 n'ont pas été employées.
4. Restent à traiter les n° 23246-24315, 24573-27069, et 28206-28772.

Dans la série F,	35700 environ.
— H,	1734.
— M,	9800 environ.
— R,	6640 environ.
— S,	16300 environ.
— Vm,	2489.
— Y,	75500 environ.
— Y ² ,	26000 environ.
— Z,	48000 environ.

C'est, en chiffres ronds, un total de 222000 articles qui sont encore en souffrance. L'organisation actuelle du bureau du catalogue, dirigé avec beaucoup de zèle et de compétence par M. Marchal, conservateur-adjoint, nous permet de traiter environ 10000 articles par mois. On peut donc affirmer que, dans un délai de deux ans, l'inventaire général des collections du Département des Imprimés sera à peu près terminé, et qu'alors tous les articles de ces collections seront régulièrement cotés et portés sur le nouveau catalogue.

A ce moment, nous aurons à nous occuper d'opérations complémentaires très délicates : la fusion et la coordination de nos cartes d'inventaire, dont le chiffre s'élèvera à plusieurs millions, les mesures à prendre pour assurer la conservation de cet immense travail, pour en perfectionner certaines parties, pour en rendre l'usage sûr et commode, pour le tenir perpétuellement au courant des accroissements des collections, pour en tirer les éléments de répertoires spéciaux et surtout pour mettre cet inappréciable instrument de recherches à la portée des lecteurs intéressés à s'en servir eux-mêmes. Nous entrevoyons déjà les solutions que comportent des problèmes aussi complexes. Bientôt nous serons en état de les exposer et de les livrer à la discussion.

V.

SERVICE DES COMMUNICATIONS. — INSTRUMENTS DE RECHERCHE MIS A LA DISPOSITION DU PUBLIC.

Tous les travaux de classement et de catalogue auxquels nous nous livrons tendent à faire profiter le public des richesses amassées depuis des siècles à la Bibliothèque nationale, et de celles

qui viennent journellement s'y accumuler. L'importance des services qui nous sont demandés et que nous nous efforçons de rendre peut se mesurer par le nombre des lecteurs qui se présentent annuellement dans les deux salles du Département des Imprimés et par le nombre des communications qui y sont faites. Voici la statistique des six dernières années :

Nombre des lecteurs admis et des ouvrages communiqués.

	Salle de travail.		Salle de lecture.	
	Lecteurs :	Communications :	Lecteurs :	Communications :
En 1885	84632	324485	58534	89805
1886	89462	342343	57306	84774
1887	88073	336404	53839	76847
1888	98656	384409	63832	93775
1889	93722	376458	59643	85475
1890	99442	398466	66678	93874

Les chiffres portés à la seconde colonne du tableau qui précède sont bien loin de représenter le nombre des livres qui sont consultés dans la salle de travail. D'une part, on n'y a pas compris de longues séries de volumes et de pièces qu'on apporte dans l'hémicycle, en bloc, avec des précautions particulières, pour servir à la préparation de grands répertoires bibliographiques qui deviennent pour nous de véritables catalogues accessoires quand les auteurs, comme M. Bengesco, M. Lacombe et M. Tourneux, ont l'attention d'y relever les cotes de nos exemplaires¹. D'autre part, on ne peut tenir compte que des ouvrages qui, ayant fait l'objet d'une demande spéciale et écrite, sont cherchés par les commis dans les magasins dépendant de la salle de travail. A ces ouvrages doivent s'ajouter ceux que les lecteurs prennent eux-mêmes sur les rayons disposés dans l'allée centrale et autour de la salle pour recevoir un choix d'environ 7500² volumes

1. *Voltaire. Bibliographie de ses œuvres*, par Georges Bengesco. Paris, Perrin et C^{ie}, 1882-1890. 4 vol. in-8°.

Bibliographie parisienne. Tableaux de mœurs (1600-1880), par Paul Lacombe, parisien. Paris, P. Ronquette, 1887. In-8°.

Bibliographie de l'histoire de Paris pendant la Révolution française, par Maurice Tourneux. Tome I. Paris, 1890. In-8°.

2. Exactement 7462 suivant un recensement fait au mois de mars 1891 après la pose de nouveaux meubles qui ont permis d'augmenter notablement le nombre des livres de cette catégorie.

usuels (dictionnaires, encyclopédies, répertoires chronologiques, biographiques et surtout bibliographiques, collections de textes, recueils académiques, judiciaires, etc.). Il faut encore y joindre les publications périodiques, au nombre d'environ soixante, dont les livraisons, placées sur une table spéciale, sont tenues à la libre disposition des lecteurs, au moment où chaque livraison paraît, ou plutôt arrive à la Bibliothèque. Il est peu d'habitues de la salle de travail qui, au cours d'une séance, n'aient pas à ouvrir ou à feuilleter deux ou trois de ces ouvrages ou de ces livraisons. C'est ainsi que le nombre des livres consultés chaque année dans la salle de travail dépasse assurément un demi-million; il s'élève bien à 100000 dans la salle publique de lecture.

Les 7500 volumes imprimés dont il vient d'être question, et parmi lesquels figurent tous les grands répertoires bibliographiques imprimés en France et à l'étranger, ne sont pas les seules ressources à l'aide desquelles les lecteurs peuvent se procurer l'indication exacte des ouvrages qu'ils ont intérêt à consulter. Ils ont encore sous la main et peuvent librement feuilleter une série de catalogues imprimés ou autographiés qui remplissent deux grandes armoires à l'extrémité sud de la salle de travail.

Je n'ai pas à revenir sur le double répertoire par noms d'auteurs et par noms de sujets dont j'ai dû parler à propos de l'impression des Bulletins, et qui remplit 866 registres. Mais il n'est pas superflu de relever ici le nombre des articles de catalogue qui ont été imprimés depuis 1874 pour faire connaître, même en dehors de la Bibliothèque, les livres qui s'ajoutent chaque année aux anciennes collections.

Ouvrages modernes imprimés à l'étranger, entrés à la Bibliothèque depuis 1874 jusqu'en 1890	63477
Ouvrages modernes imprimés en France, entrés à la Bibliothèque depuis 1882 jusqu'en 1890	63754
Ouvrages anciens entrés à la Bibliothèque depuis 1882. (Le catalogue en est donné à la fin de divers fascicules du <i>Bulletin mensuel des livres modernes d'origine française</i>).	4686
Publications périodiques étrangères (en deux fascicules imprimés en 1882 et en 1886)	4236
Collection de thèses des universités étrangères reçues depuis 1885 jusqu'en 1888	45820
A reporter.	445973

Report	145973
Collection de livres et de documents principalement relatifs aux colonies et à l'esclavage, donnée par M. Schœlcher.	1776
Collection de livres principalement relatifs aux arts, donnée par M ^{me} la baronne Davilliers	1116
Collection de livres relatifs à l'Amérique, léguée par M. Angrand	750
Collection de livres provenus de la bibliothèque du palais de Compiègne.	1233
Total	150848

Outre ces publications, outre les répertoires dont elles ont fourni les matériaux, les lecteurs admis dans la salle de travail ont encore à leur disposition des catalogues anciens ou nouveaux qui embrassent des divisions plus ou moins étendues des fonds anciens et nouveaux, dont voici la nomenclature abrégée, avec le nombre approximatif des articles compris dans chacun d'eux.

Catalogue du fonds primitif des cinq divisions théologiques (A, B, C, D, D ²) et des deux premières divisions juridiques (E, E*), en quatre volumes in-folio, imprimés au XVIII ^e siècle	24000
Catalogue des factums antérieurs à 1789; tome I, consacré aux pièces classées sous les trois premières lettres de l'alphabet	9414
Inventaire alphabétique de la division de l'histoire générale (G), en sept volumes autographiés	34000
Inventaire alphabétique de la division de l'histoire d'Italie (K), en cinq volumes autographiés	14400
Catalogue méthodique de la division de l'histoire de France (L), en onze volumes imprimés depuis 1855 jusqu'en 1879. — On y a joint une table alphabétique des noms d'auteurs, dont les 624 premières pages, allant jusqu'au nom POISSON, sont tirées et livrées au service	210000
Supplément au précédent catalogue, contenant les volumes ou pièces ajoutés au chapitre de l'histoire locale (Lk) depuis 1863 jusqu'en 1880. Volume autographié, in-quarto de 735 p. à deux colonnes.	13000
Supplément au même catalogue, contenant les volumes ou pièces ajoutés aux deux chapitres de l'histoire généalogique et de l'histoire biographique (Lm et Ln) depuis 1865	

jusqu'en 1884. Volume autographié, in-quarto de 953 p. à deux colonnes.	43000
Supplément au même catalogue, contenant les volumes ou pièces ajoutés aux deux chapitres de l'histoire des mœurs et de l'archéologie française (Li et Lj) depuis 1864 jusqu'en 1885. Volume autographié, in-quarto de 88 et 273 p.	5200
Catalogue méthodique de la division de l'histoire de la Grande-Bretagne, autographié en 1878. Volume in-quarto de 674 p.	42500
Catalogue méthodique de la division de l'histoire d'Espagne et de Portugal, autographié en 1883. Volume in-quarto de 509 et 427 p.	7000
Catalogue méthodique de la division de l'histoire d'Asie, dont les 328 premières pages in-quarto, contenant environ 3000 articles, sont autographiées	3000
Catalogue méthodique de la division des sciences médicales. Deux volumes et demi, in-quarto, imprimés de 1857 à 1889	42400
Catalogue du fonds primitif des divisions des belles-lettres (X, Y, Y ² et Z), en deux volumes in-folio, imprimés au XVIII ^e siècle	48000
Inventaire de la collection du docteur Payen relative à la vie et aux œuvres de Montaigne, par G. Richou. Paris, 1878. Volume in-octavo de xvii et 397 p.	4440
Catalogue des livres imprimés sur vélin publié par Van Praet, en six volumes in-octavo, de 1822 à 1828, avec l'inventaire complémentaire publié en 1877	2528
Catalogue des livres exposés dans la galerie Mazarine	700
Total	407582

La réunion de ces différents catalogues ou inventaires, qui, sauf de très rares exceptions, ne rentrent pas les uns dans les autres, donne donc un total de 407000 articles.

En ajoutant ce chiffre à celui des articles de catalogue répondant aux accroissements des dernières années, fixé ci-dessus à 150000, nous arrivons à un total de plus d'un demi-million, et, comme beaucoup des chiffres dont ce total est formé représentent des ouvrages en un grand nombre de volumes, il n'y a pas d'exagération à évaluer à environ un million le nombre des volumes ou brochures dont le catalogue est dès aujourd'hui mis à la disposition des lecteurs qui fréquentent la salle de travail.

VI.

CAUSES DE LA LENTEUR DANS LE SERVICE DES COMMUNICATIONS
ET MOYENS D'Y REMÉDIER.

Maintenir l'ordre dans un dépôt de plus de deux millions et demi d'articles, dont beaucoup ne sont que des cahiers ou même des feuilles volantes, et dont le nombre s'accroît journellement dans des proportions considérables, trouver aux nouveaux arrivants la place qui leur convient sans jeter aucune perturbation dans les anciens fonds, chercher pendant chaque séance un millier de volumes ou de pièces disséminés sur des rayons qui n'ont pas moins de 40 kilomètres de développement, remettre en place chacun de ces volumes et chacune de ces pièces, telles sont les opérations auxquelles, en vue du service des communications, nous devons procéder tous les jours, souvent dans les plus déplorables conditions d'éclairage, obligés de recourir à des expédients toutes les fois que la maladie ou un cas de force majeure nous prive momentanément du concours d'un fonctionnaire ou d'un agent.

Malgré la complication d'un tel service, nous arrivons à donner satisfaction à la très grande majorité des demandes qui sont faites dans la salle de travail ; mais le public se plaint souvent de la lenteur des communications, et il faut reconnaître que, du moins en apparence, les plaintes sont parfaitement légitimes.

Il importe de rechercher les causes de cette imperfection. Les unes viennent de la façon dont les lecteurs font les demandes ; les autres tiennent à l'organisation du service.

Tous les lecteurs ne savent pas encore tirer parti des ressources qu'ils ont à leur disposition dans la salle de travail. Beaucoup des bulletins qui sont présentés au bureau des bibliothécaires ne mentionnent pas les cotes sous lesquelles les ouvrages sont classés, même quand ces cotes sont relevées dans les répertoires que les lecteurs ont sous la main. L'examen que j'ai fait des bulletins présentés au bureau de la salle de travail le 19, le 25 et le 26 mai 1891, journées prises au hasard, m'a permis d'établir les moyennes suivantes :

Sur un chiffre total de 1000 demandes, on trouve :

250 bulletins avec cotes ;

430 bulletins sans cotes, mais avec des désignations suffisamment exactes (nom d'auteur, titre, date, format) ;

20 bulletins avec cotes fautives ou incomplètes (ce qui est plus fâcheux que l'absence même de cotes) ;

300 bulletins avec des indications plus ou moins approximatives, comme l'avouent parfois les auteurs mêmes des bulletins.

Cette dernière catégorie de bulletins, dont beaucoup, soit dit en passant, présentent de véritables difficultés de déchiffrement, nous crée de très grands embarras. Les erreurs de tout genre qu'ils renferment, et qu'une lecture très rapide ne permet pas toujours aux bibliothécaires d'apercevoir au premier coup d'œil, amènent de fausses directions, nécessitent d'inutiles allées et venues, et occasionnent des recherches longues et souvent infructueuses. On a peine à s'imaginer la perte de forces que nous font subir les bulletins sur lesquels les titres des livres sont incorrectement et insuffisamment reproduits. Par exemple, rien n'est malheureusement plus commun que l'altération des noms propres. Pour en donner une idée, je citerai quelques erreurs relevées au vol en parcourant les bulletins du 19, du 25 et du 26 mai :

Butler est écrit *Boucler* et *Bukler*.

Cagnat — *Gagnat*.

Collin de Plancy — *Cousin de Plancy*.

Descuret — *Desemet*.

Despois — *Depoix*.

Garrucci — *Garoudchi*.

Lebeuf — *Le Bœuf*.

Le Blant (*Edm.*) — *Blant* (*Edm.*).

Mortreuil — *Morteuil* et *Montreuil*.

Palliot — *Paillot*.

Pothier — *Potier*.

Regnier (*Adolphe*) — *Regnier* (*E.*).

Renan (*Ernest*) — *Renan* (*J.*).

Schwab — *Straus*.

Wallon (*Henri*) — *Vallon* (*Henri*).

Witt (*Corn. de*) — *Wit* (*Corn. de*).

Ceux-là seulement qui ont manié de grands répertoires alphabétiques savent quels tâtonnements occasionnent l'omission, l'ad-

dition, le déplacement ou la substitution d'une lettre dans un nom propre. Le lecteur qui écrit *Schmit* là où il aurait dû mettre *Schmidt* ne s' imagine pas que, pour rectifier une erreur si légère en apparence et pour faire trouver l'ouvrage demandé, il faudra peut-être une heure de recherches dans des centaines de cartes rangées sous les noms de *Schmid*, *Schmidt*, *Schmit*, *Schmitt*, *Schmitz*, etc. Je laisse à deviner le temps dépensé sur des bulletins se rapportant à des livres qui n'ont jamais existé ou à des travaux qui n'ont point été publiés isolément et qui sont compris dans des recueils dont l'indication ne nous est pas donnée¹. Que d'incertitudes résultent aussi de ce fait que beaucoup de lecteurs ne connaissent pas les règles bibliographiques suivant lesquelles sont classés les noms d'auteurs composés d'éléments multiples ! Je ne parle pas des méprises, encore assez fréquentes, qui font omettre un ou plusieurs mots essentiels d'un titre. Dans les bulletins que j'ai sous les yeux, j'en vois un qui porte : *La Semaine religieuse, année 1875*, sans indiquer de quel diocèse il s'agit ; un autre vise un ouvrage de *don Pascual*, sans mentionner le nom de famille de l'auteur *don Pascual Gayangos*.

L'imperfection des demandes est une cause des lenteurs dont se plaint le public et que nous sommes les premiers à déplorer. Mais il en est une autre non moins regrettable, dont il est facile de faire comprendre la portée. Le nombre des fonctionnaires et surtout celui des agents chargés du service des communications est absolument insuffisant.

Je prends pour exemple un bulletin parfaitement rédigé, portant même la cote de classement ; il s'agit, je suppose, d'un livre de droit ; le bibliothécaire qui reçoit le bulletin l'envoie par un gardien au monte-charge qui dessert le comble où sont placés les livres de droit ; le monte-charge fait parvenir le bulletin à l'un

1. Beaucoup d'embarras seraient épargnés aux bibliothécaires, si les auteurs qui font des citations d'après des tirages à part indiquaient exactement le recueil auquel appartient le morceau tiré à part. C'est pour suppléer à l'absence trop fréquente d'indications de ce genre que, sans attendre les tables qui termineront la Bibliographie des publications historiques et archéologiques des sociétés savantes, dressée par M. Robert de Lasteyrie, nous avons dû découper, au fur et à mesure de l'apparition des livraisons, tous les articles de cette utile bibliographie pour en former un répertoire alphabétique qui nous fournit le moyen de trouver beaucoup de travaux non représentés dans nos collections par des tirages à part.

des deux commis ou gardiens chargés de tout le service dans un comble à deux étages où les ouvrages d'un usage courant remplissent 140 compartiments ouverts sur un corridor qui n'a pas moins de 140 pas de longueur. Pour atteindre le livre demandé, le commis, lors même qu'il n'a pas un moment d'hésitation sur la place occupée par le livre, peut avoir 75 pas à faire; après avoir pris le livre sur le rayon, il a le même espace à parcourir pour venir mettre le livre dans le monte-charge. Le livre descendu au rez-de-chaussée est porté dans l'hémicycle; il est alors présenté au bureau d'un inscripteur, qui en marque sommairement la cote et le titre sur le bulletin où sont notées les communications faites à chaque lecteur dans la salle de travail; cette formalité accomplie, l'ouvrage est envoyé à la place indiquée sur le bulletin de demande. Dans les circonstances les plus favorables, toutes ces opérations demanderont au moins une dizaine de minutes; mais cet espace de temps sera doublé ou triplé pour peu qu'il se produise à l'aller ou au retour des retards résultant de l'encombrement des services: le bibliothécaire n'a pas constamment sous la main l'agent qui doit acheminer les bulletins dans la direction voulue; le monte-charge n'est pas toujours disponible (un homme n'y étant pas attaché en permanence); le commis peut être à l'extrémité du comble quand le monte-charge apporte un bulletin dans son service; mêmes causes de retard dans le voyage de retour, et de plus arrêt plus ou moins long au bureau de l'inscripteur auquel affluent de chacun des points des dépôts les livres à envoyer aux lecteurs de tout un côté de la salle de travail.

Je prends un autre exemple. Le sous-bibliothécaire qui, dans ses multiples attributions, a tout le service de la Réserve, doit, quand un ou plusieurs livres lui sont demandés, gravir 39 marches d'un escalier tournant, très raide et à peine large de 55 centimètres, faire 56 pas sur un étroit balcon, ouvrir une porte, traverser une pièce longue de 18 pas, ouvrir une grille toujours fermée à clé, la refermer, consulter ses répertoires et chercher les volumes demandés à l'un des deux étages d'une galerie longue de 80 pas et divisée en 84 compartiments. Quand il a trouvé les volumes, pour revenir à son poste et faire parvenir les volumes à qui de droit, il a le même trajet à parcourir, les mêmes serrures à ouvrir et à fermer, les mêmes escaliers à descendre, portant parfois dans ses bras des volumes d'un poids très lourd

et d'un format très grand; il n'y a pas en effet de monte-charge pour la Réserve, et la disposition des lieux ne permet pas d'en établir.

Une cause de la lenteur des communications dont il faut tenir grand compte, c'est que le même commis se trouve parfois avoir tout d'un coup une dizaine d'ouvrages différents à chercher sur les points les plus éloignés du service auquel il est préposé. Pour peu que la recherche de chacun d'eux prenne 3 minutes en moyenne, il s'écoulera une demi-heure d'attente avant que puisse arriver le tour du dixième bulletin.

Pour tous ces cas, j'ai raisonné dans l'hypothèse de bulletins très correctement rédigés, portant sur des livres dont la place ne saurait être douteuse, et ne subissant pas des retards inévitables et souvent prolongés quand un bibliothécaire doit compléter ou rectifier les indications données par le lecteur, et chercher la cote de classement de l'ouvrage demandé.

Comme dernière cause de retard, rappelons le déplorable expédient auquel il faut recourir quand la maladie ou un autre cas de force majeure nous prive du concours d'un fonctionnaire ou d'un agent. La tâche de l'absent doit alors être accomplie par un de ses collègues, dont le service, déjà lourd en temps ordinaire, se trouve ainsi doublé.

Signaler la cause des retards qui se produisent dans les communications demandées par les habitués de la salle de travail au Département des Imprimés, c'est, pour ainsi dire, indiquer le moyen de les diminuer, sinon de les faire disparaître.

Les recherches des bibliothécaires seront plus promptes et plus assurées le jour où tous les nouveaux inventaires seront terminés et fondus en une seule série alphabétique.

Les demandes des lecteurs seront absolument précises quand, à l'aide du catalogue général mis à leur disposition, ils pourront inscrire sur leurs bulletins les titres exacts des ouvrages dont ils ont besoin, avec la cote des exemplaires conservés dans les collections de la Bibliothèque.

L'augmentation du personnel amènera une nouvelle répartition du travail, dont le premier effet sera de diminuer assez notablement le temps compris entre la demande et la réception d'un volume.

Enfin, l'achèvement des bâtiments de la Bibliothèque fera disparaître l'encombrement de certaines parties des dépôts et les

enchevêtrements de services. L'installation dans les nouveaux bâtiments d'une seconde salle de travail, ouverte jusqu'à une heure avancée de la nuit, permettra de communiquer très rapidement les ouvrages habituellement demandés par les neuf dixièmes des lecteurs; du même coup, les recherches réclamées en vue de travaux spéciaux et approfondis seront conduites avec plus de méthode et d'attention, puisqu'elles ne se confondront plus, comme aujourd'hui, avec des recherches beaucoup plus nombreuses portant sur des matières générales.

Les remèdes au mal dont se plaint le public sont donc au nombre de trois : achèvement du catalogue, augmentation du personnel, construction de nouveaux bâtiments sur les terrains de la rue Colbert et de la rue Vivienne.

J'ai exposé plus haut ce qui reste à faire pour compléter le nouveau catalogue, dont les neuf dixièmes à peu près sont rédigés en manuscrit. Je ne reviendrai pas ici sur cette question; mais il importe de donner quelques détails sur la nécessité d'augmenter le personnel et sur celle d'entreprendre immédiatement la construction des nouveaux bâtiments.

VII.

NÉCESSITÉ D'AUGMENTER LES CADRES DU PERSONNEL.

La nécessité d'augmenter les cadres du personnel a déjà été suffisamment démontrée par les détails qui ont été donnés un peu plus haut sur les communications à faire journellement au public. Comment d'ailleurs ne pas admettre cette nécessité quand on constate que le crédit annuel du personnel, fixé en 1869 à 344000 francs, s'élève aujourd'hui à 436000 seulement? Si l'on défalque de cette dernière somme les dépenses répondant à des services qui n'existaient pas en 1869 (ouverture de galeries d'exposition; surveillance de nuit; atelier photographique; travail supplémentaire demandé aux commis et aux hommes de service par suite de la prolongation des séances, dont la durée a été portée de 6 heures à 9; annexion des collections de Fontainebleau et d'une partie des collections de Compiègne), si, dis-je, on tient compte des frais occasionnés par ces services nouveaux, on trouvera que le crédit affecté au personnel de la Bibliothèque

a été à peine augmenté d'un sixième depuis vingt ans, alors que le travail s'est augmenté dans des proportions infiniment plus élevées.

Le nombre des lecteurs, qui était de 81000 en 1869, a été de 165790 en 1890, c'est-à-dire qu'il a plus que doublé.

De même, le nombre des communications, qui était de 229000 en 1869, s'est élevé à 492000 en 1890.

L'augmentation se traduit par des chiffres encore plus forts dans d'autres services : sur le registre des acquisitions nous relevons 1599 articles en 1869, et 4415 en 1890 ; sur celui des dons, 576 en 1869, et 3595 en 1890.

Pour les cahiers ou les feuilles de revues et de journaux, il n'y a pas d'exagération à dire que le nombre en a plus que décuplé depuis l'année 1870.

Le travail qui s'impose aux fonctionnaires et aux agents de la Bibliothèque, et que la plupart d'entre eux accomplissent avec le plus consciencieux dévouement, n'augmente pas seulement dans les proportions indiquées par les chiffres ci-dessus rapportés. Il devient de plus en plus compliqué, et la raison en est bien facile à comprendre. Il est beaucoup plus long et plus fatigant de chercher un volume ou une brochure dans une masse composée de 50000 articles que dans une masse de 30000 ; or, beaucoup des séries sur lesquelles portent le plus grand nombre de communications se sont accrues de plus des deux tiers dans les vingt-cinq dernières années. L'insertion dans les différents répertoires des cartes ou des bulletins de catalogue demande aujourd'hui moitié plus de temps qu'il y a seulement dix ans. Plus nos instruments de recherches acquièrent de force et de précision, plus le manie-ment en est délicat ; plus il faut de soin pour en maintenir les rouages en parfait état et pour les mettre journellement en rapport avec les développements des collections.

Notre personnel est donc absolument insuffisant pour accomplir d'une façon convenable la tâche qui lui est actuellement imposée. Il le serait encore bien davantage s'il était question d'introduire des réformes dont l'utilité est unanimement reconnue et qu'exigent les conditions dans lesquelles s'exécutent aujourd'hui les travaux littéraires et scientifiques.

On a fini par faire admettre en France que l'outillage de l'enseignement supérieur devait être renouvelé. Sur ce point la cause est gagnée, et l'on s'étonne aujourd'hui qu'il ait fallu tant de

temps et tant d'efforts pour faire comprendre qu'il était urgent de reconstituer sur des bases nouvelles les laboratoires de physique, de chimie, d'histoire naturelle, etc. Nous sommes beaucoup moins avancés pour nos bibliothèques. Combien, dans le grand public, y a-t-il de personnes à se rendre un compte exact des procédés qu'exigent aujourd'hui les travaux de toute espèce qui reposent sur l'étude des livres anciens ou modernes? Combien savent dans quelles proportions le développement de l'activité scientifique et littéraire a élargi le domaine bibliographique? Combien apprécient l'étendue, la délicatesse et la précision des recherches qu'imposent les méthodes modernes? De ce côté, il s'accomplit une véritable révolution, dont la portée ne saurait être méconnue. Tarder davantage à faire entrer nos bibliothèques dans les voies nouvelles, ce serait priver nos compatriotes de ressources que l'État doit leur fournir pour continuer leurs travaux et pour lutter à armes égales avec leurs émules des pays voisins.

Aucun sacrifice n'est épargné pour faire profiter nos arsenaux militaires des progrès de la science. Nos bibliothèques sont, elles aussi, des arsenaux dont l'organisation exige tous les jours de nouveaux perfectionnements, pour que l'ancien matériel, qui est déjà immense et qui ne sera jamais mis au rebut, puisse, sans perte de temps et de force, y être employé concurremment avec les milliers de pièces nouvelles que chaque année voit éclore sur tous les points du globe.

Beaucoup des améliorations dont la nécessité s'impose resteront fatalement chez nous à l'état de projet tant que de nouveaux bâtiments n'auront pas été construits sur les terrains de la rue Vivienne et de la rue Colbert; mais plusieurs pourraient être réalisées à bref délai, dans les locaux actuels, si les cadres du personnel, surtout ceux des rangs inférieurs, étaient élargis et mis en rapport avec l'extension des services. L'indication en a été donnée à Monsieur le Ministre de l'instruction publique, à qui il appartient de décider dans quelle mesure et à quelle époque ces projets pourraient être mis à exécution.

Quant aux grandes réformes qui restent subordonnées à l'achèvement des bâtiments, il serait tout à fait oiseux de s'en occuper maintenant. Nul ne pourrait définir exactement les données des problèmes qui se poseront le jour, malheureusement encore fort éloigné, où seront inaugurés les nouveaux bâtiments. Comment

prévoir tous les détails d'organisation des nouveaux services, alors que nous avons à peine une vue d'ensemble des édifices qui seront affectés à ces services? C'est à nos successeurs qu'incombera le soin de tirer le meilleur parti des ressources qu'ils auront à aménager. Eux seuls seront juges de la conduite à tenir dans des circonstances que personne ne saurait encore prévoir. Nous qui n'entrerons pas dans la terre promise, nous devons nous borner à frayer la route qui peut y conduire et à tracer les grandes lignes des établissements qu'il y faudra fonder. C'est ce que nous avons toujours essayé de faire, convaincu, comme tous ceux qui ont étudié la question, que la plupart des embarras dans lesquels la Bibliothèque se débat depuis un siècle disparaîtront aussitôt que l'achèvement des bâtiments mettra un terme à de monstrueux encombrements et fournira le moyen de mieux grouper les collections et de les mettre plus à portée des lecteurs.

Les avantages qui découleront des nouvelles constructions ont été exposés il y a plus d'un an dans un rapport que le Comité consultatif a tout particulièrement recommandé à la bienveillante attention du Ministre et dont les parties essentielles peuvent être mises sous les yeux du public.

VIII.

NÉCESSITÉ D'ACHEVER LES BATIMENTS DE LA BIBLIOTHÈQUE.

En principe, la question de l'agrandissement de la Bibliothèque nationale est vidée depuis longtemps. Dès l'année 1879, M. Barthélemy Saint-Hilaire, au nom d'une commission instituée par le Ministre de l'instruction publique, a développé les considérations qui, aux yeux de la Commission, rendaient indispensable l'achat de plusieurs immeubles de la rue Colbert et de la rue Vivienne, pour isoler la Bibliothèque et pour recevoir les accroissements annuels des collections. La Chambre des députés et le Sénat furent immédiatement convaincus : un crédit de 6,650,000 francs ayant été accordé par les lois du 28 décembre 1880 et du 15 juillet 1882, la première partie du programme fut aussitôt remplie. L'isolement de la Bibliothèque lui assura une sécurité que réclamaient depuis longues années tous les amis des lettres, des sciences et des arts. Mais la seconde partie du programme est restée en souffrance.

Si nous sommes, depuis dix ans, à l'abri des craintes que devait inspirer le voisinage immédiat d'habitations particulières et d'industries dangereuses, nous voyons s'augmenter de jour en jour les inconvénients qui résultent de l'insuffisance des locaux affectés aux collections de la Bibliothèque nationale.

Les bâtiments dont nous disposons répondent à peu près exactement comme superficie à ceux qui avaient été assignés il y a plus d'un siècle et demi à la Bibliothèque du roi. Il a fallu les efforts de plusieurs générations de bibliothécaires et d'architectes pour faire tenir deux millions et demi de livres imprimés (sans parler des manuscrits, des estampes et des médailles) sur un terrain qu'on estimait d'abord nécessaire au logement d'à peine 150000 volumes. Aujourd'hui nous sommes à bout d'expédients; nous en sommes arrivés à la nécessité de placer, dans certaines séries, deux rangées de volumes sur une même tablette, ou bien de mettre des cartons sur des corniches à peu près inaccessibles, ou bien encore d'entreposer à terre, dans des passages très étroits, les suites de plusieurs collections très volumineuses. Ces inconvénients, dont la gravité ne saurait échapper même aux personnes les moins familières avec l'administration des bibliothèques, se produisent surtout dans les galeries consacrées à l'emmagasinement des journaux. En 1890, nous avons dû empiler les séries de l'année courante sur les séries des années antérieures, au risque de rendre à peu près impossible la communication des liasses de certaines années précédentes.

Nous sommes donc réduits à l'alternative ou d'obtenir l'agrandissement de nos magasins ou d'interrompre la formation et l'entretien de collections dont la conservation nous est légalement imposée, et auxquelles ont souvent à recourir des particuliers ou des représentants de diverses administrations publiques.

On avait cru un moment qu'on pourrait sortir d'embarras en reléguant plus ou moins loin de la Bibliothèque, et même de Paris, des collections aussi encombrantes que les journaux des départements. Mais il est impossible de s'arrêter à cette idée¹ quand on

1. Si on ne peut, sans de grands inconvénients, éloigner actuellement de la Bibliothèque nationale les collections de journaux des départements, il y aurait tout avantage à en faire sortir beaucoup de volumes auxquels on n'a, pour ainsi dire, jamais besoin de recourir : doubles ou triples de certains livres théologiques,

voit le nombre des communications auxquelles donnent lieu ces collections, et les conditions dans lesquelles se produisent les demandes, principalement au cours des périodes électorales, comme l'expérience en a été faite en 1889. D'ailleurs, toute installation à faire en dehors de la Bibliothèque entraînerait un assez notable accroissement de dépenses pour le personnel et pour le matériel.

Il n'y a qu'une solution, et elle s'impose impérieusement : c'est de mettre à profit les terrains acquis en 1880 et d'y commencer des constructions définitives, dont le sous-sol sera aménagé de façon à abriter convenablement tous les journaux qui sortiront des imprimeries françaises pendant un demi-siècle. Plus tard, nos successeurs auront à décider si des journaux d'un ordre secondaire, vieux de trente ou quarante ans, ne devront pas être sacrifiés, c'est-à-dire envoyés hors de Paris, pour faire face aux nouveaux venus, et s'il n'y aura pas lieu d'établir un roulement de mise au rebut ou de relégation, analogue à ce qui se pratique pour éviter l'encombrement dans les archives des départements et de diverses administrations publiques. Quoi qu'il en soit, personne ne peut songer maintenant à la suppression ou à la relégation des collections des dix ou vingt dernières années, et c'est pour assurer le rangement des journaux de demain, peut-être même d'aujourd'hui, qu'il importe de préparer sans aucun retard de nouveaux magasins.

Mais la nécessité de loger les collections de journaux est peut-être l'un des moindres arguments qui doivent être mis en avant pour réclamer de la façon la plus pressante la prompte réalisation du programme accepté en principe dès l'année 1880. Les amélio-

doubles incomplets ou très fatigués d'ouvrages de tout genre, tirages faits sur clichés, etc.

Il faut assurément conserver tous ces volumes : ceux qui viennent du dépôt légal sont, à proprement parler, des pièces d'archives dont nous sommes moralement comptables vis-à-vis des auteurs ou des éditeurs. Les autres peuvent, à un moment donné, fournir le moyen de réparer un accident ou de combler une lacune dans des exemplaires appartenant à diverses bibliothèques de l'État. Mais c'est tout à fait exceptionnellement qu'il se présentera une occasion de les employer. En entreposant les livres dont il s'agit dans les dépendances de la bibliothèque du palais de Fontainebleau, comme le projet en a été soumis à M. le Ministre, on se ménagerait la faculté d'en tirer parti et on diminuerait l'encombrement de quelques parties de la Bibliothèque nationale.

ractions indispensables que nos principaux services attendent depuis de longues années sont toutes subordonnées à l'emploi des terrains acquis en 1880 et qui, laissés dans un piteux état d'abandon, déshonorent un des plus beaux quartiers de Paris.

Sur ces terrains, outre le magasin de journaux, nous pourrions établir le Département des Médailles tout entier, une grande salle de lecture pour le Département des Imprimés, une galerie complémentaire pour le Département des Manuscrits, et probablement aussi des ateliers et des bureaux pour des services auxiliaires.

Le Département des Médailles occupe actuellement le local provisoire qui lui fut affecté, il y a bientôt trente ans, lors de l'arrivée des incomparables collections du duc de Luynes. Ce local, très insuffisamment éclairé et tout à fait impropre au rangement méthodique des différentes séries du Cabinet, a été taillé au cœur même du Département des Imprimés, dont il entrave et complique le fonctionnement, puisqu'il faut contourner le Département des Médailles, à l'étage supérieur, pour faire arriver dans la salle de travail les innombrables volumes placés dans les combles du côté de la rue de Richelieu. Cet inconvénient disparaîtra le jour où les collections des Médailles et antiques seront installées dans les pièces qu'elles doivent occuper sur le jardin et sur la rue Vivienne.

Le déménagement des Médailles nous fournira aussi le moyen de mettre la Section géographique en contact immédiat avec la grande salle des Imprimés, et de donner par là satisfaction aux travailleurs qui, dans beaucoup de cas, ont intérêt à consulter des livres en même temps que des cartes, avantage évident dont ils ne pourront pas profiter, tant que la Section géographique sera éloignée du centre du Département des Imprimés.

La translation de la section géographique permettra de donner au Département des Estampes l'extension qu'il réclame au premier étage. Les dessinateurs pourraient alors travailler dans une salle bien éclairée et facile à surveiller, conditions qui nous font actuellement défaut; nous pourrions en même temps organiser au rez-de-chaussée une exposition qui mettrait sous les yeux des visiteurs une histoire complète de la gravure depuis les origines jusqu'à nos jours, analogue à celle qui existe dans la galerie Mazarine pour les livres manuscrits et imprimés. Du même coup, nous rendrions au Département des Imprimés des pièces qu'il a dû prêter, il y a quelques années, au Département des Estampes, et

dont il n'a pas moins besoin que des pièces cédées provisoirement au Département des Médailles.

Telles seront, pour le Département des Imprimés, pour la Section géographique, pour le Département des Médailles et pour celui des Estampes, les conséquences de l'installation du cabinet des Médailles et antiques sur les terrains de la rue Vivienne.

Le Département des Manuscrits aura, lui aussi, un grand bénéfice à retirer de la réalisation du programme dont j'esquisse ici les grandes lignes et dont aucun détail n'a été perdu de vue dans tous les aménagements préparés et exécutés par l'architecte depuis 1876.

Au premier étage, sur la rue Colbert, nous pourrions donner aux manuscrits l'installation confortable et définitive à laquelle ont surtout droit les volumes ornés de miniatures. Nos collections de manuscrits à peintures sont de beaucoup les plus riches qui existent au monde. On serait fondé à nous accuser de vandalisme si nous tardions à les soustraire aux chances de détérioration auxquelles nous sommes condamnés à les laisser exposés dans des combles inhospitaliers, sans défense contre le froid de l'hiver, contre la chaleur de l'été, contre la poussière de tous les temps et contre les chocs résultant du transport à l'étage inférieur et du déplacement ou du remplacement des volumes voisins. La nécessité d'assurer, autant qu'il est en notre pouvoir, la conservation des chefs-d'œuvre de la peinture d'une longue suite de siècles suffirait pour justifier notre insistance à réclamer l'achèvement des bâtiments de la Bibliothèque nationale.

Au milieu du terrain qu'il s'agit d'employer s'ouvrirait une vaste salle circulaire ou elliptique, pouvant recevoir quatre ou cinq cents lecteurs et garnie de 60 ou 80000 volumes choisis dans toutes les divisions du cadre bibliographique. Elle ne servirait pas seulement à remplacer la salle actuelle de la rue Colbert, qui, par tant de raisons, est indigne d'un pays comme la France et d'une ville comme Paris. Il serait facile de l'organiser dans des conditions telles que beaucoup de lecteurs la préféreraient à la salle actuelle de travail, où les porteurs de cartes ne trouvent pas toujours le moyen de s'asseoir et où l'attente sera toujours de quelque durée par suite de l'immensité des collections dont les livres demandés à cet endroit font partie. La nouvelle salle serait agencée de manière à recevoir le public dans la soirée, et pen-

dant les séances du soir nous pourrions autoriser exceptionnellement à y travailler, sur des livres rares et même sur des manuscrits, les savants de la province ou de l'étranger dont le séjour à Paris serait de courte durée.

Là ne se borneraient pas les services que les travailleurs de province seraient en droit de nous demander le jour où l'achèvement des nouveaux bâtiments permettrait de réaliser toutes les améliorations que nous avons en vue. Nous pourrions alors organiser en leur faveur, sur une base très large, un système de prêts, dont l'économie générale a été exposée par Monsieur le Directeur du secrétariat et de la comptabilité dans une communication faite en 1890 à l'Académie des sciences morales et politiques.

Les avantages que l'administration et le public retireraient du projet dont il est ici question peuvent se résumer en deux mots :

1° Logement des collections de journaux et d'autres documents imprimés, pour lesquels l'espace fait aujourd'hui complètement défaut et qui ne pourraient être éloignés de la Bibliothèque sans un grave dommage pour le public.

2° Concentration de toutes les parties du Département des Imprimés, aujourd'hui disséminées de différents côtés, ce qui entraîne souvent de grands retards pour la communication des livres demandés dans la salle de travail.

3° Installation de la Section géographique dans le voisinage de la salle de travail, ce qui permettra aux lecteurs de consulter en même temps les cartes et les livres se rapportant à une même question.

4° Installation du cabinet des Médailles et antiques dans des locaux bien éclairés, où les différentes séries pourront être rangées suivant un ordre méthodique.

5° Préservation des manuscrits à peintures, qui sont aujourd'hui exposés à des chances multiples de détérioration.

6° Facilités données aux savants, aux artistes et aux curieux, qui ont à étudier les collections du Département des Estampes et qui désirent se rendre compte de l'histoire de la gravure et de la lithographie.

7° Ouverture d'une grande salle destinée, d'une part, à remplacer la salle actuelle de la rue Colbert, qui est tout à fait insuffisante, et, d'autre part, à recevoir le trop plein de la grande salle de travail, où les lecteurs munis de cartes ne trouvent plus tou-

jours de places à occuper quand ils s'y présentent vers 2 ou 3 heures pendant les journées d'hiver.

8° Admission de quatre à cinq cents lecteurs à des séances du soir.

9° Organisation du prêt des volumes doubles, en faveur surtout des savants de province.

Tels sont les résultats que nous assurera l'achèvement des bâtiments de la Bibliothèque et dont l'importance compensera largement les sacrifices que l'opération doit entraîner.

Ces sacrifices sont assurément considérables ; mais il ne faut pas oublier que la plus grosse dépense a été effectuée le jour où les maisons de la rue Vivienne et de la rue Colbert ont été expropriées. Il convient aussi de faire observer que les travaux à exécuter sur les terrains acquis en 1880 s'échelonnent sur un certain nombre d'années et que les crédits nécessaires se répartiront sur un nombre correspondant d'exercices financiers.

La longueur du temps exigé pour la construction et l'aménagement des nouveaux bâtiments est un puissant argument à faire valoir pour obtenir à bref délai le moyen de commencer les travaux. Si la fin du siècle n'en devait pas voir l'achèvement, la Bibliothèque nationale aurait cessé de tenir le rang qu'elle occupe depuis longtemps parmi les institutions savantes de l'Europe.

Léopold DELISLE.



NOTE SUR UN CARTULAIRE

EN FORME DE ROULEAU

PROVENANT DE L'ABBAYE DE LA SAUVE-MAJEURE

On sait que les cartulaires en forme de rouleaux sont rares : Mabillon, qui parle à deux reprises des documents de ce genre¹, cite uniquement les cartulaires en rouleaux de l'église d'Albi, que lui avait montrés l'abbé de Camps. Les archives des Basses-Pyrénées² possèdent un cartulaire de l'abbaye du Mas d'Azil, lequel est un rouleau en parchemin de 4^m15 sur 0^m27. Il existe dans le fonds de Saint-Martin-de-Canigou, aux archives des Pyrénées-Orientales, deux rouleaux de dimensions beaucoup plus modestes (0^m63 × 0^m12 et 0^m68 × 0^m060 à 0^m065), qui sont jusqu'à un certain point des cartulaires³; ils renferment une copie abrégée des titres d'acquisitions faites par l'abbé Pierre (1172-1212)⁴.

1. *De re diplomatica*, p. 7 et 40. — Cf. *Nouveau Traité de diplomatique*, t. I, p. 432.

2. Inventaire, E 475.

3. *Bulletin du Comité des travaux historiques*, 1889, p. 251.

4. Dans l'inventaire des archives de Sainte-Croix de Bordeaux, dressé en 1755, on lit : « Confirmation faite par divers papes des donations faites au monastère par les ducs de Guyenne, en un rouleau de parchemin extrêmement long » (p. 378 et, dans une autre copie de ce même inventaire, f. 167). L'inventaire de 1784 est plus explicite : « Extrait ancien en un rouleau de parchemin de la dotation de Guillaume, comte, et Aremberga, sa femme, de l'église de Saint-Laurens ou Saint-Macaire, de celle de Notre-Dame de Macau et Saint-Hylaïre du Taillan; plus d'une donation faite par Anna, comtesse de Bordeaux et de Périgueux, à Soulac, en 1043, Gombaud abbé; d'une confirmation de la donation, faite par Guillaume-Godefroi, de Soulac, par Guillaume, duc et comte de Guienne, son fils, lequel prend le monastère en sa protection avec Saint-Macaire; extraits de plusieurs bulles et procédures faites par les papes ou ses (*sic*) légats et commissaires, pour raison de Soulac, que l'abbé de Saint-Sever prétendait lui appartenir au préjudice de ce monastère, auquel il est adjugé par tous ces titres, avec un vidimus fait en 1447 » (p. 1). C'est probablement ce rouleau qui fut présenté, le 14 mars 1687, par le syndic de l'abbaye aux trésoriers de France en Guienne :

Le cartulaire-rouleau gardé aux archives de la Gironde dans le fonds de la Sauve-Majeure mesure 4^m95 de longueur sur une largeur de 0^m32 environ. Il est formé de dix pièces de parchemin cousues bout à bout, et il contient la transcription de trente-cinq actes relatifs aux possessions de l'abbaye en Espagne. La marge est sensiblement plus large à gauche, du côté où commencent les lignes. L'écriture n'est pas fort ancienne : c'est une minuscule espagnole du xvi^e siècle, avec des en-têtes en onciales dont l'archaïsme intentionnel n'est pas sans intérêt. La première pièce de parchemin, sur laquelle sont les documents 1 et 2, paraît avoir été ajoutée après coup, mais à la même époque.

Quelques-uns des documents renfermés dans le cartulaire-rouleau que j'étudie nous sont parvenus en original. Cette coïncidence nous permet de constater qu'ils ont été copiés en entier et très fidèlement ; le scribe a même reproduit avec assez d'exactitude le dessin des *signa*, ainsi qu'on peut s'en assurer en rapprochant, par exemple, de l'original les pièces 2 et 33 du rouleau¹. Certains de ces *signa* sont en caractères arabes : dans les chartes 4, de Pierre, évêque de Pampelune (1103), 7, du roi Sanche(?), 16, de l'évêque Pierre déjà nommé (1087) et 19, du même (octobre 1087)².

Les trente-cinq actes renfermés dans le cartulaire-rouleau de

« Led. scindic des Bénédictins nous a représenté une pancarte écrite en parchemin dans un rouleau contenant treize peaux attachées l'une à la suite de l'autre, de laquelle pancarte avons aussy extrait, vidimé et compulsé un titre commençant par ces mots : *Ego enim, in Dei nomine, Wilhelmus, donum Dei comes, etc.*, marqué à la fin d'une croix » (Arch. de la Gironde, C 4156). — Dans le catalogue des manuscrits de la bibliothèque de Clermont-Ferrand, que vient de publier mon confrère et ami M. C. Couderc, je crois trouver la mention d'un cartulaire sur rouleau : « 651. Recueil sur Aurillac et l'abbaye de Saint-Géraud, par Léonard Lagarrigue, notaire royal..... Fol. 159 v° : « Extrait d'un grand « titre, en vieux caractère, sur un rouleau de parchemin, trouvé dans les « archives de la communauté Nostre-Dame de la présent ville, concernant les « privilèges des franciez et amortissemens accordés dans la terre de nostre grand « saint et illustre saint Géraud. »

1. Diplômes de Jacques d'Aragon des 3 avril 1226 et 6 mars 1209, nouv. style. — Ces actes sont datés comme il suit : « Datum Ylerde, m nonas aprilis, era M^a CC^a LX^a quarta, » et « Datum in Turol, pridie nonas marcii, era M^a CC^a XL^a VI^a. » Je ne crois pas que la chancellerie d'Aragon fût, à cette époque, dans l'usage de dater les diplômes de l'année de l'ère d'Espagne. Sur l'original du plus ancien de ces deux documents, on a gratté la date après le mot *marcii*, et la formule primitive *anno Domini* apparaît encore vaguement.

2. L'évêque Pierre a tracé son *signum* en caractères arabes au bas d'un document que M. l'abbé Douais a publié. Un arabisant a lu : *signum Petri, filii Sancti* (Cartulaire de Saint-Sernin de Toulouse, p. 322).

la Sauve sont analysés dans l'inventaire des archives de l'abbaye établi en 1621, au chapitre des « tiltres tirés du latin, » fol. 224 v^o-239 v^o, sous la cote 276 :

« Et plus ung rolleau en parchemin dans lequel sont contenus les tiltres qui s'ensuyvent : A sçavoir, le premier est certaine transaction, » etc.

Ces actes sont aussi copiés, dans un ordre différent, sur les deux cartulaires de l'abbaye déposés à la Bibliothèque de Bordeaux, dont M. J. Boucherie prépare la publication pour la Société des *Archives historiques de la Gironde*. Je ne puis pas songer à en donner ici le texte. Voici néanmoins une relation intéressante que dom Dulaura a utilisée pour son histoire inédite de la Sauve et que je n'ai trouvée ni dans les cartulaires précités ni dans un cahier en papier de 1500 environ, qui renferme la copie des titres copiés sur notre rouleau ; elle porte sur celui-ci le n^o 3 et elle se trouvait en tête avant que l'on eût ajouté, comme je l'ai exposé ci-dessus, le morceau de parchemin qui renferme les deux premières pièces.

Vos deveis saber que en el tiempo de la conquista de la villa de Exeya¹, en l'obispado de Seragoça, en el regno d'Aragon, laqualle estava en las manos de los Moros, losquales azian muchos males de ladicha villa en fuera a los Cristianos ; mas el rey d'Aragon llamado don Sancho metio el real delantes de ladicha villa de Exeya, cum grande exercito de gente. Siendo el real delante de ladicha villa, vinieron los senyores visconte de Guabardan y de Marçan, Guaston, conte de Beguorra, y don Guaston Despes, cum muchos cavalleiros de Guasconya, a la suplicacion del senyor rey don Sancho, et vinieron a ladicha villa de Exeya, laqual era fuerte para todos los reys cristianos, por tal que estava guarniçida de trigo y otras cosas por diez años y bien guarniçida de gente y d'armas. Y depueis que el real uvo stado delante ung grande tiempo, veendo que no azcanse non guastar los vivres y tesoro, el dicho conte de Beguorra, aconsejado de todos los otros cavalleros de Guasconya que ay estavan, y cognosciendo que la dicha villa de Exeya no se podia tomar senon que Dyos y obrasse, se fueron al senyor Rey et ly dixieron : « Senyor, como qu'fera qu' « esta loguar inexpugable y no se pueda tomar por vertut humana, « empero si Su Alteza quiere dar credito a lo que ly dixieremos y « promete de lo azer todo observar y acomplir, nos otros nos obri-

1. Ejea-de-los-Caballeros, ville de l'Aragon, prov. de Saragosse.

« gamos, cum la gracia de Dyos, de tomar ladicha villa. » A losquales renspondio el Rey que era contiento de azer todo lo que mandassen. Depueis que el dicho conte de Beguorra uyo oyda la respuesta del senyor Rey, disso en esta maneyra : « Senyor, es verdad que en « la tierra de Bordaies, Entra-Dos-Mares, a ung grande y excelente « monesterio llamado Sancta-Maria de la Selva-Mayor, de la orden « de sancto Benedicto, en el qual se azen muy grandes biens, como ora- « çiones y otros, de nueche y de dia, y muchos milagres por la inter- « cession de la gloriosa Viergen sancta Maria y do glorioso amigo « de Dios sanct Gerard, prumero abade do dicho monesterio de la « Selva-Mayor y fundador d'aquell. Et por tanto creemos ferma- « mente que si Vuestra Senyoria y todos nosotros de buen coraçon « y cum grande devocion nos encomendamos a Dyos y a sancta Maria « y ao glorioso sanct Gerard, prumiero abade do dicho mones- « terio de Sancta-Maria de la Selva-Mayor, y quiere prometer Su « Alteza de dar todas las decimas y primiccias do dicho loguar y « senyorio de Exeya y fondar ung monesterio de monges en la dicha « villa de Exeya y lo dar a Dyos y sancta Maria y ao glorioso sanct « Gerad y a su monesterio de Sancta-Maria de la Selva-Mayor, luego, « cum la gracia de Dios y sancta Maria y do glorioso sancto avras la « dicha villa de Exeya y todos los Moros en tas manos. » Lasqualles cosas el senyor Rey prometio y juro de azer, y luego, la manhana seguinte, se pueseron totos en devoçion y se recomendaron a Dyos y a la gloriosa Viergen Maria y ao glorioso sancto y a las oraçiones dos religiosos do susdicho monesterio de Sancta-Maria de la Selva-Mayor, y luego fecha lo oraçion y recomendacion, deron l'assaut a ladicha villa de Exeya, y prestamente fue puesta en las manos del senyor rey don Sancho, y todos los Moros que dentro estavan, sen algun daño que oviessen los Cristianos que y estavan. Et en este modo fue conquistado el dicho loguar de Exeya y dado al dicho monesterio de Sancta-Maria de la Selva-Mayor, en la diocesa de Bordeus. Et fu e fecho secundo nonas aprilis era millesima noventa cinque. Y, estó fecho, el senyor Rey y el senyor don Guaston, visconte de Guabardan y de Marçan y conte de Beguorra y otros muchos cavailleros vinieron al dicho monasterio de la Selva-Mayor render gracias a Dyos y a sancta Maria y ao glorioso sanct Gerard.

A. BRUTAILS.

PACTE

POUR LA PAIX ET LE COMMERCE

ENTRE

LA RÉPUBLIQUE DE VENISE ET L'ÉMIR DE MILET

EN ASIE MINEURE.

Le document suivant est transcrit sous ce titre, dans le dixième registre des Commémoriaux de la république de Venise : *Pax firmata cum Alias Bei, turcho, domino Mandachie, per ser Petrum Civrano, capitaneum Culphi*. M. Predelli en a donné une fidèle analyse dans l'inventaire analytique de ce précieux recueil publié par ses soins sous la direction du surintendant général des archives de Venise¹.

Il constate l'accord public conclu dans une ville désignée sous le nom de Pezona, par Pierre Civran, capitaine du golfe de Venise, et muni à cet effet des pouvoirs de la république, avec l'émir turcoman qui régnait sur la principauté de Mentesché ou Menteschä, l'un des États formés du démembrement de l'ancien empire seldjoudide d'Iconium.

L'objet du pacte est d'assurer la sécurité réciproque et la liberté de séjourner et de commercer aux sujets des deux puissances contractantes dans toutes les villes et dans tous les lieux de leurs souverainetés respectives.

L'émir dont il émane est Alias Bey ou Elias Beg. M. de Hammer² qualifie ce prince de fils de Yakou Beg ; mais lui-même se dit fils de l'émir Mahmoud ou Machemet Beg, dans le présent document, comme dans le traité qu'il avait conclu à Palatcha, en 1403, avec le délégué

1. *I Libri Commemoriali della repubblica di Venezia. Regesti*, t. III, p. 374, n° 205. Venise, 1883.

2. *Hist. de l'empire ottoman*, tr. fr., t. XVII, p. 98.

du doge de Crète¹. Peut-être les noms de Yakoub et de Machemet désignent-ils le même personnage.

La principauté de Mentesché était située vis-à-vis de l'île de Rhodes ; elle comprenait toute l'ancienne Carie, et probablement une partie de la Lycie occidentale. Sa ville principale était Palatcha, l'antique Milet, près de l'embouchure du Méandre, et les populations latines désignaient le souverain de ces contrées plutôt sous le nom de Seigneur de Palatcha, ou de la Palatia, que sous le nom de Mentesché².

On remarquera qu'au début du pacte l'émir parle directement et à la première personne : *Io, Alies Bei, fio de Machemet....., vene da Nu.....*, etc. Peu après, l'envoyé vénitien prend la parole et l'acte continue ainsi : *Intro a lo illustrissimo e glorioso doxe*, etc., *con meso Vui, excelso Signor, Alies Bei. In prima, vuol la signoria de Veniecia che la Vostra Signoria abia li suo mercadanti venitiani*, etc.

Voici vraisemblablement l'explication des particularités de cette rédaction, un peu bizarre, qui diffère en effet du protocole ordinaire des traités synallagmatiques.

Pierre Civran, capitaine du golfe adriatique, chargé par la république de renouveler les anciens accords conclus avec le seigneur de Palatcha, se rendit auprès de l'émir en ayant certainement devers lui un écrit sur lequel se trouvaient énoncés, en quelques articles, les *desiderata* ou les conditions de la Seigneurie de Saint-Marc.

Cet écrit est probablement la partie de notre document commençant par les mots : *Intro a lo illustrissimo e glorioso doxe*, etc.

Je crois que l'émir, pour accéder aux demandes vénitiennes, se borna à faire écrire en tête ou en marge du parchemin qu'on dut lui présenter, ou lui lire, les mots suivants, qui, en constatant son adhésion, suffisaient pour renouveler la paix et les traités antérieurs : *Inperzo chel vene da Nu*, etc.

Puis, après un échange de serments, le notaire vénitien, adjoint certainement comme secrétaire à l'envoyé ducal, écrivit au bas du parchemin la date chrétienne : *Fata fo la prexente sacramental scriptura*, etc.

Peut-être un sceau ou quelque cachet coloré fut-il apposé ou imprimé sur la pièce.

Si nous avons l'instrument original du pacte de 1414, il est pro-

1. *Trésor de chronol. et d'hist.*, col. 1802 ; *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. XXV, 1864, p. 226.

2. Pegolotti, dans Pagnini, t. III, p. 94.

bable que nous y verrions les preuves matérielles et paléographiques de ces diverses formalités diplomatiques, dont on ne fit pas mention en transcrivant la pièce dans les registres officiels de la république de Venise.

Il reste à identifier le nom de la ville où l'accord fut conclu. *Pezona* ne peut être Trébizonde, comme on l'a cru. Les empereurs de Constantinople conservaient encore, en 1444, ce lambeau de l'Asie Mineure, que leur enleva Mahomet II. Et les possessions du souverain ou de l'émir de Milet, s'intitulât-il sultan, ne s'étendaient pas, tant s'en faut, jusqu'au Pont-Euxin.

Pezona est peut-être Passada, sur le golfe d'Assin Kalessi ou d'Halicarnasse, non loin du tombeau de Mausole, dont les chevaliers de Rhodes firent leur Château-Saint-Pierre¹. Le Mentesché d'ailleurs ne conserva pas longtemps son indépendance.

En 1423, profitant de la mort d'Alias Bey, Amurath II l'annexa de force aux domaines ottomans et lui donna pour gouverneur un pacha turc. Il a formé jusqu'aux dernières modifications administratives le livah ou pachalik de Mentesché.

L. DE MAS LATRIE.

*Pax firmata cum Alies Bei, turcho, domino Mandachie,
per ser Petrum Civrano, capitaneum Culphi.*

Io, Alies Bei, fio de Machemet Bei, segnor di luogi de Mandachia, fazo sacramento in Dio, che crea cielo e terra, et in lo mio Machemeti, mio profeta, et in li sete musaffi², de haver bona pase con lo comun de Veniexia, e con' li luogi e isole sotoposte a la signoria de Veniexia.

In perzo chel vene da Nu el nobele ser Piero Civran, capetanio del Colfo, e feze pase con nui per nome del comun de Veniexia, in ora bona et ventura, e bona gratia, fazo, e confermo bona paxe per sempre.

Intro a lo illustrissimo e glorioso doxe de la signoria de Veniexia con meso vuui, excelso segnor Alies Bei, fiolo de Machemet Bei,

1. Voy. Newton, *A history of discoveries at Halicarnasses, Cnidus and Brachida*, in-8°. Londres, 1862, p. 72-3. Grand atlas.

2. *Li sete musaffi*. Ces mots, veut bien me dire M. Schefer, désignent les sept sages ou les sept personnages recommandables de l'islamisme, les premiers califes.

signor de la Palatia, et de tutta la proventia de Mandachia, con li pati infrascripti.

1. In prima, vuol la signoria de Veniexia che la vostra signoria abia li suo mercadanti Venitiani e subditi del comun de Veniexia in le citade e isole vostre, che quelì sia salvi e fermi, se che, per nisuna caxon, non li sia fati algun adasto, ni anche farli far adasto, in lo avere ne in le persone, per parte de vuy, signor Alies Bei, ni per li homeni vostri, ni per alcuni altri homeni per vuii mandadi. E questo, vui ze promete per la vostra fede e vostra leze, et in lo vostro sacramento suprascripto.

2. Anchora tuti li Venitiani de la signoria del comun de Veniexia, con l'aver e le persone e navili suo, possa vegnir a marcantizar in li vostri luogi, porti, citade, le qual vuy have, excelso signor Amira; que li possa marcantizar, descargar, vender e comprar, partir e molto fiade retornar, securi, senza alcuna novitade, incargo e vergugna, secondo li pati fati per li tempi passadi con li vostri antecessori, pagando ampuo li nostri Venitiani quello commercio ordenado e fato per li tempi pasadi, e non altra cosa più.

3. Anchora prometo mi, Piero Civran, capetanio del Colfo, se li vostri Turchi, e subditi vostri, vignera in li nostri luogi et isole nostre, che quelì possa star salvi e securi; e alguna novitade, ni torto, non li sia fato; ni etiamdio eser corsizadi da li nostri Venitiani, ne subditi del comun de Veniexia, ni per alcuni altri, per nome nostro, ne in lo aver, ne in le persone. E questo prometo per nome del comun de Veniexia et in lo sacramento che ve fazo.

4. Ancor tuti li Turchi e subditi de lo excelso signor Amira, con l'aver e persone, e navilli de la vostra signoria, che possa vegnir con le suo chose e mercadantie suo in li luogi, citade e parti nostri; e che possa mercantizar, descargar, vender e comprar, cargar, partir una e pluxior fiade, e tornar salvi e securi, senza algun adasto ne incargo, sora a li pati fati per lo tempo passato, cor la mia signoria, pagando etiamdio li vostri Turchi intrando in li nostri luogi de Veniexia omni commercio fato e ordenado, per li tempi passadi, e non altra cosa plui.

Fata fo la prexente sacramental scriptura, da lo milesimo de la Nativitate de Cristo, in 1414, de octobre a dì 17, in la città de Pezona.

QUATRE DOCUMENTS

RELATIFS AUX RAPPORTS

DE FRANÇOIS PHILELPE AVEC FRANÇOIS SFORZA

Les biographes de Philelpe¹ ont exposé son attitude ambiguë à la mort de son protecteur, Philippe-Marie Visconti (13 août 1447) : le savant humaniste, dont le caractère et la moralité étaient loin, comme on sait, d'égaliser le talent, se déclara d'abord en faveur de la République ambrosienne ; il appela ensuite l'empereur au secours des Milanais, puis Alphonse d'Aragon ; enfin, il se rallia très chaudement à François Sforza quelque temps avant son entrée à Milan² (25 mars 1450). Nous avons trouvé à la Bibliothèque nationale de Paris (ms. italien 1584, fol. 330) un document qui nous paraît éclairer sa conduite à cette époque : c'est une lettre (22 septembre 1447) par laquelle André Birague³ recommande son ami Philelpe à Sforza et l'engage à attirer à lui un homme aussi renommé et aussi répandu. Cette lettre, écrite, selon toute vraisemblance, sous l'inspiration de Philelpe, indiquerait qu'un mois après la mort du dernier des Visconti, il était tout dis-

1. Lancelot, *Mémoires pour la vie de François Philelpe*, dans *Mémoires de l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, t. X (1736), p. 708. — Rosmini, *Vita di Francesco Filelfo da Tolentino*, Milano, 1808, t. II, p. 38 et suiv. — Nisard (Charles), *les Gladiateurs de la république des lettres aux XV^e, XVI^e et XVII^e siècles*, Paris, 1860, t. I, pp. 64-65.

2. Lancelot (*op. cit.*, p. 709-710) estime que l'adhésion de Philelpe à Sforza est postérieure au 13 août 1449, c'est-à-dire à sa lettre à la république de Florence (*Philelphi epistolarum libri XXXVII*, Venise, 1502, fol. 44), mais qu'elle était accomplie à la fin de décembre de la même année.

3. Sur ce personnage, qui fut un des négociateurs de la paix de Lodi entre les Vénitiens et Sforza et qui mourut en 1455, consulter Mazzatinti, *Inventario delle carte dell' archivio Sforzesco*, dans *Archivio storico lombardo* (1883), p. 224, note 3.

posé à devenir serviteur de Sforza. Ce dernier, sans doute, ne mit pas un prix suffisant aux services du poète, ce qui expliquerait que Philelpe attendit près de deux ans pour s'attacher à la fortune du futur duc de Milan.

A la suite de la lettre de Birague, nous publions trois documents qui témoignent des affectueux sentiments de François Sforza à l'égard de Philelpe. Le premier, dont M. Buzer¹ a déjà donné une ample analyse, est une lettre, en date du 25 novembre 1451, par laquelle François Sforza commande à Philelpe le discours que son fils Galéas Marie devait tenir à l'empereur Frédéric IV lors du passage de celui-ci à Ferrare. L'intérêt de cette pièce réside surtout dans les détails où entre le duc de Milan, afin que la harangue en question aborde tous les sujets essentiels propres à flatter l'empereur, et cependant soit assez courte pour ne pas surcharger la mémoire de Galéas Marie, âgé alors de huit ans à peine.

Le document suivant (Milan, 1^{er} mai 1452) est un diplôme par lequel Sforza admet Philelpe au nombre de ses familiers, lui octroie à ce titre tous les privilèges dont ils jouissaient, ordonne, en vue de ses fréquents voyages, à tous les officiers du duché de le laisser passer partout avec une suite de douze personnes sans l'inquiéter et sans lui faire acquitter aucun droit, et invite les princes et les républiques alliés de Milan à en agir de même vis-à-vis du grand humaniste. Il semble résulter de cette pièce que François Sforza était moins opposé aux déplacements de Philelpe que ne l'ont prétendu ses biographes², et au voyage qu'il fit à Naples dans le courant de l'année 1453.

Quant au dernier document, l'objet en est moins clair : nous ne serions pas surpris que cette lettre de Sforza à Philelpe se rapporte à une de ces nombreuses demandes d'argent dont celui-ci lassait tous ses patrons. Elle contient aussi une allusion à une maladie dont il souffrait à cette époque (27 octobre 1457).

P.-M. PERRET.

1. *Die Beziehungen der Mediceer zu Frankreich*, Leipzig, 1879, pp. 54 et 55.

2. Lancelot, *op. cit.*, p. 714. — Rosmini, *op. cit.*, t. II, p. 76. — Luzio-Renier, *Filelfo e l'umanismo alla corte dei Gonzaga*, dans *Giornale storico della letteratura italiana*, t. XVI (1890), pp. 119-217. Voir notamment pp. 168-169. — Cf. Apostolo Zeno, *Dissertationi Vossiane*, Venezia, 1753, t. I, p. 285.

I.

Illustris et excellens domine honorande. Perche me pare essere cossa utile et necessaria a la Excellentia vostra havere presso de voi homini prudenti et docti, como vostro benivolo et servitore, ve aviso essere qui lo egregio messer Francisco Filelfo da Tholentino, multo apto et honorevele a bisogni al continuo occurrenti ad la S. vostra; il quale, de quanta scientia et eloquentia sia, benche io non habia buono iudicio, pur me referisco ad la fama et reputatione, laquale vedo di luy essere grande et singulare in Italia. Oltra di questo, e pratico de piu cosse di grande importantia, et appresso gia bon tempo l'o trovato multo affectionato et servitore de la Celsitudine vostra. Per li quali respecti ve ricordo et prego, ch'el vogliati havere ad li servitii de la S. V., ch'el vi sara fidelissimo et riceveretino honore, utilitate et piacere, et faretine piacere et benefitio non solo a luy, anchora ad mi proprio; il quale, per la sua vertu et suavissimi costumi, l'ho sempre amato et amo. Datum Mediolani die xxii septembris 1447.

Celsitudinis vestre devotus : Andreas BIRAGUS.

(*Au revers*) ... et excelso domino honorando domino Francisco Sfortie Vicecomiti, ... chioni et comiti ac Cremona ... necnon illustrium dominorum generali capitaneo.

(Bibl. nat., ms. ital. 1584, fol. 330. Orig. papier.)

II.

Domino Francesco Filelpho.

Deliberando nuy de mandare de presenti lo inclito dilectissimo nostro filiolo, conte Galeazo Maria, accompagnato da notabilissimi gentilhomini de questa nostra provicia (*sic*) ad visitare la maiesta del imperatore ad Ferrara, dove de proximo, secondo credemo havereti forse inteso, deve venire, et per majore honore nostro intendiamo ch'el prefato nostro inclito figliolo *suo proprio ore* explicha et dica una oratione denanzi al conspecto della prefata mayesta, cognoscendo nisuno altro essere piu docto ne ydoneo accomponere dicta oratione quanto vuy, pero vogliate, ricevuta questa, componere et mettere in scripto dicta oratione, che sia de compendio *ad plus* de doy evangeli

de sancto Johanne, et etiam minore, s'el ve parera, maxime per casone il dicto nostro figliolo la possa meglio mandare a la mente, quale sia ornata et dilucida, et habia in se queste tre parte principale : *videlicet*, reallegarse della soa venuta, comendare la soa mayesta de quelle comendatione et laude se conviene, et la terza offerire nuy et ogni nostra faculta : et *similiter* parendogla de includerli altre parte necessarie o consuete, fate il parere vostro. Quale oratione vogliate mandare senza dilatione et darla al referendario nostro li, che ce la mandi ad Lode per messo proprio, non havendo vuy per chi mandarcela. Datum Cremona die xxv novembris 1454.

(Bibl. nat., ms. ital. 1594, fol. 82 v°. Minute, papier.)

III.

Littere familiaritatis et passus domini magistri

Francesci Phileli (*sic*).

Franciscus Sfortia Vicecomes, dux Mediolani, etc., Papie Anglerieque comes ac Cremona dominus. Cum accidere sepe soleat ut vir latine et grece eloquentissimus, philosophus et poeta clarissimus, dilectissimus aulicus noster, dominus Franciscus Philelphus, civis Mediolanensis, per varias mundi partes iter faciat, cumque ejus egregia virtus prestantissimaque doctrina et singularis erga nos amor ac fides jure optimo videatur ac merito promereri ut ubique nostris favoribus, subsidiis et adminiculis uti posset, ideo, proprio motu et ex certa scientia, eundem dominum Franciscum Philelphum inthimorum aulicorum nobiliumque nostrorum cetui ascribentes, volumus et mandamus ut omnibus illis privilegiis, immunitatibus, commodis et honoribus uti atque frui possit ad omne sue libitum voluntatis, quibus reliqui inthymi aulici nostri ac nobiles nobisque carissimi utuntur et gaudent; ceterosque omnes excellentissimos principes atque dominos, florentissimasque respublicas ac comunitates attentissime rogantes, officialibus autem nostris, capitaneis, armorum ductoribus, stipendiariis ac subditis expresse mandantes ut eundem dominum Franciscum Philelphum presentium ostensorem, cum universa ejus familia usque ad numerum personarum duodecim, tam pedester quam equester, nostra causa et intuitu, cum omnibus rebus et bonis suis universaque suppelectili, per omnes pontes, passus, portus, civitates, terras et loca, tam per aquam quam per terram, sine aliqua solutione datii, pedagii, fundinavis, tranversi vel gabelle, omni-

que alio impedimento remoto, transferre, stare, transire, ire et redire permittant, eidem providendo de scorta, guidis et tuto securoque conductu, si opus fuerit, et eidem duxerit requirendum. In quorum fidem et testimonium, presentes litteras perpetuo valeturas fieri et registrari jussimus, nostrique soliti sigilli munimine roborari. Datum Mediolani die primo maii M CCCC L secundo.

CICHUS.

(Bibl. nat., ms. ital. 1594, fol. 210. Minute, papier.)

IV.

Domino Francisco Philelpho.

Respondendo a le vostre lettere, primo a la parte del male vostro, dicemo ch'el ne rencesse, et che vogliate attendere ad guarire et guardarve dali desordini. Le altre cose che ne scriveti havimo inteso : per adesso non gli facimo altra risposta, ma presto sarimo ad Milano et vederemo de farvi cosa che ve piacia. Datum ut supra (Cremona, 27 octobris 1457). Christoforus.

(Bibl. nat., ms. ital. 1595, fol. 136 v°. Minute, papier.)



LA FUITE ET LES AVENTURES

DE

PIERRE DE CRAON EN ESPAGNE

D'APRÈS

DES DOCUMENTS INÉDITS DES ARCHIVES D'ARAGON



Après que, dans la nuit du 13 au 14 juin 1392, Pierre de Craon eut tenté d'assassiner dans les rues de Paris le connétable Olivier de Clisson; le meurtrier s'empressa, avec ses complices, de s'éloigner du théâtre du crime. Après avoir gagné Chartres, puis le château de Sablé qui lui appartenait, il ne se crut pas suffisamment en sûreté dans ses terres et se réfugia auprès du duc de Bretagne, son parent, qui se trouvait alors au château de Suscinio¹. Le prévôt du Châtelet de Paris et messire Jean le Barrois des Barres, envoyés par Charles VI et le duc de Touraine sur les traces du fugitif, ne purent le rejoindre, trompés ou retardés par de fausses indications, et ne réussirent qu'à saisir trois des hommes d'armes de Pierre de Craon, qui payèrent pour leur maître et, amenés à Paris, furent décapités aux Halles.

Suivant Froissart, à qui sont empruntés les détails qui précèdent², Pierre de Craon ne reçut pas un fort bon accueil du duc de Bretagne. Ce dernier, ennemi mortel de Clisson, reprocha à son parent sa maladresse en termes assez vifs; cependant, s'étant engagé avant le crime à sauvegarder le meurtrier, il lui renouvela sa promesse, en lui disant de se tenir « tout coïement » auprès de lui³.

1. Commune de Sarzeau, Morbihan.

2. Froissart, liv. IV, éd. Kervyn de Lettenhove, t. XV, pp. 15-19.

3. *Ibid.*, p. 21.

Il faut croire que Pierre de Craon n'eut guère de confiance en cette sauvegarde; peut-être, en apprenant les préparatifs formidables que faisait le roi Charles VI pour marcher contre le duc de Bretagne, rendu responsable pour l'assassin, prévint-il que le duc aurait le dessous dans la lutte et qu'il était dangereux de rester auprès de lui. Toujours est-il qu'il dut quitter promptement la Bretagne. Ce qui nous permet d'avancer ce fait, c'est en partie le récit de Froissart¹; ce sont surtout quelques documents inédits trouvés aux archives de la couronne d'Aragon, à Barcelone, et qui, en rectifiant et surtout en complétant le récit du chroniqueur, permettent de suivre, pour ainsi dire pas à pas, dans sa fuite et ses aventures à l'étranger, le meurtrier de Clisson.

Ces documents, pour la plupart écrits en catalan, présentent une authenticité incontestable; ils sont en effet extraits de deux registres de chancellerie du roi d'Aragon Juan I^{er} el Cazador². On sait que les registres de la chancellerie aragonaise comportent pour chaque règne un certain nombre de divisions, suivant la nature des affaires qui y sont traitées³. Les deux registres dont il est question ici appartiennent à celle de ces divisions qui est peut-être la plus intéressante et qui est classée sous le titre *Curia sigilli secreti*. C'est dans les registres de cette série qu'étaient enregistrés les lettres et les actes délivrés sous le sceau secret du prince; c'est là notamment que se trouve la correspondance particulière des rois d'Aragon avec les autres souverains, et l'on voit par là quelle haute valeur offre pour l'histoire cette série de documents diplomatiques et quel crédit on peut leur attribuer⁴.

1. Les autres chroniqueurs contemporains ne donnent presque aucun renseignement précis sur ce que devint Pierre de Craon. Le Religieux de Saint-Denis n'en dit rien. Quant à Jouvenel des Ursins (éd. Buchon, p. 376), il mentionne simplement les bruits qui coururent alors et d'après lesquels le meurtrier de Clisson se serait enfui en Allemagne, en Bretagne ou en Hainaut.

2. Juan I^{er} el Cazador succéda à son père Pedro III el Ceremonioso sur le trône d'Aragon le 5 janvier 1387, et mourut sans enfants mâles le 19 mai 1396.

3. Cf. L. Cadier, *les Archives d'Aragon et de Navarre* (dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. XLIX, année 1888, p. 50 et suiv.).

4. Les registres *Curia sigilli secreti* du règne de Juan I^{er} el Cazador sont au nombre de dix-huit; ceux qui nous intéressent ici portent dans cette série les n^{os} XII et XIII, et dans le classement général des archives de la chancellerie aragonaise, qui comprennent plus de 6,000 registres, ils sont cotés n^{os} 1963 et 1964. — C'est à don Francisco de Bofarull y Sans, fils du savant et vénérable archiviste de la couronne d'Aragon, don Manuel de Bofarull y Sartorio, que nous

Pierre de Craon, après n'être resté auprès du duc de Bretagne que quelques jours, gagna donc l'Espagne. Le *Chronicon Briocense*, qui parle aussi avec quelque détail de cette fuite, déclare formellement que le meurtrier prit cette décision parce qu'il vit que le duc se refusait à le soutenir¹. Quoi qu'il en soit des motifs qui le poussèrent à agir ainsi, Pierre de Craon arriva à Barcelone dans la première quinzaine du mois de juillet; le *Chronicon Briocense* prétend qu'il y alla par mer²; mais les documents ne permettent de rien affirmer à ce sujet³.

Ce n'est sans doute pas au hasard que Pierre de Craon choisit Barcelone pour asile. Barcelone était déjà, à la fin du ^{xiv}^e siècle, une des villes de commerce les plus importantes de la Méditerranée; dans la foule de marchands et d'étrangers qui devait s'agiter autour de son port, il y avait chance de passer inaperçu; il devait surtout être facile d'y trouver le plus rapidement possible quelque navire en partance pour l'Italie ou pour l'Orient.

A en croire Froissart⁴, Pierre de Craon serait arrivé à Barcelone le 5 juillet. Du moins, dit le chroniqueur, le bruit en courut au Mans, où se trouvait alors Charles VI marchant contre le duc de Bretagne. On racontait que le roi avait reçu de la reine d'Aragon, Yolande de Bar, sa cousine⁵, une lettre l'informant qu'on avait arrêté à Barcelone un chevalier français, qui n'avait point voulu dire son nom, mais qu'elle supposait être Pierre de Craon, dont elle connaissait le forfait par une lettre de Charles VI; ce chevalier avait essayé de s'embarquer pour Naples et la reine

devons d'avoir entrepris le dépouillement de ces deux registres. Notre curiosité sur cet épisode de la vie de Pierre de Craon avait été éveillée par un intéressant article, publié par don Francisco de Bofarull dans la *Revista de ciencias historicas* (Barcelona, 1887, t. V, n° 1, p. 22 et suiv.), sous le titre : *Antiguos y nuevos datos referentes al bibliófilo francés Juan de Francia, duque de Berry*. Nous aurons occasion de renvoyer plus d'une fois à cet article.

1. D. Morice, *Mémoires pour servir de preuves à l'histoire de Bretagne*, t. I, col. 67.

2. *Ibid.*

3. Voir aussi là-dessus une brochure parue en 1860 à Paris, sans nom d'auteur, sous le titre : *Mémoire sur Pierre de Craon*, dont l'auteur est M. le baron Pichon. Elle rapporte la fuite de Pierre de Craon, mais en traduisant simplement le *Chronicon Briocense*.

4. Froissart, liv. IV, éd. cit., t. XV, pp. 32-33.

5. Yolande de Bar, qui avait épousé, en 1380, Jean d'Aragon, alors duc de Girone, était fille de Robert, duc de Bar, et de Marie de France, seconde fille de Jean II, roi de France (P. Anselme, *Histoire généalogique*, t. V, p. 513).

d'Aragon pria le roi de France de vouloir bien envoyer à Barcelone quelqu'un qui connût Pierre de Craon et à qui au besoin elle pût le livrer. Tel est le résumé de la lettre que, d'après Froissart (qui d'ailleurs ne se fait que l'écho d'un bruit), Yolande de Bar aurait écrite de Perpignan à Charles VI le 9 juillet 1392.

Nous n'avons point trouvé cette lettre dans les registres de la chancellerie d'Aragon; elle peut ne pas avoir été réellement écrite¹. Mais, même en supposant qu'elle ne l'a pas été, on peut croire cependant que quelqu'un dans l'entourage du roi, probablement le duc de Berry, son oncle, qui était en relations suivies avec le roi d'Aragon², dut être averti à ce moment-là de la présence de Pierre de Craon à Barcelone; ce fut lui sans doute qui répandit le bruit dont Froissart s'est fait l'écho et qui avait pour but de détourner le roi de la guerre de Bretagne. On sait en effet que les oncles du roi, ennemis de Clisson, étaient secrètement opposés à une expédition entreprise pour venger le connétable, et Froissart nous les montre insistant pour qu'on suspendît les hostilités et qu'on dépêchât à Barcelone un envoyé pour s'assurer si le bruit qui courait au Mans était fondé³.

Le roi d'Aragon ne tarda pas à envoyer les renseignements qui durent lui être demandés par la cour de France, et probablement par le duc de Berry, sur la présence de Pierre de Craon à Barcelone. Dès le 20 juillet, il nommait son ambassadeur en France Guillem de Copons, écuyer tranchant de la reine, accrédité spécialement auprès du duc de Berry et de Henri de Bar⁴. Entre autres instructions qui lui furent données⁵, l'envoyé du roi d'Aragon devait raconter en détail les aventures de Pierre de Craon à Barcelone. On peut voir par ces instructions que Pierre de Craon,

1. Elle est en effet en contradiction sur un point avec les termes des instructions données par le roi d'Aragon lui-même à son ambassadeur en France, ainsi qu'on le verra plus loin.

2. Sur les relations du duc de Berry avec Juan I^{er}, voir don Francisco de Bofarull, *op. cit.*, *passim*, et *Pièces justificatives*, I et IV. Le roi d'Aragon était, comme Jean de Berry, un bibliophile distingué; c'est ce qui explique leurs nombreuses lettres, d'un caractère tout privé, qui se trouvent aux archives d'Aragon, dans les registres de chancellerie et dans l'importante collection des *Cartas reales*.

3. Froissart, *éd. cit.*, p. 34.

4. Henri de Bar, seigneur d'Oisy, était fils de Robert, duc de Bar, et frère de la reine Yolande d'Aragon (P. Anselme, t. V, p. 514).

5. *Pièces justificatives*, I.

arrivé à l'insu de tous dans la capitale de la Catalogne¹, se mit aussitôt en quête d'un navire qui pût le mener à Jérusalem². Mais il ne put agir si secrètement que ses menées ne vinssent aux oreilles de la reine d'Aragon. Celle-ci, qui par ses correspondants de France avait appris le forfait de Pierre de Craon et qui voulait complaire à Charles VI, son parent, résolut aussitôt de faire arrêter le fugitif; mais déjà il avait trouvé à s'embarquer sur une nef castillane qui s'empressa de gagner le large³. A cette nouvelle, la reine supplia son mari d'envoyer à sa poursuite; quatre embarcations furent aussitôt dépêchées, qui poursuivirent la nef castillane jusqu'à cent milles en mer, l'atteignirent et la ramenèrent dans le port de Barcelone. Tel fut, d'après les instructions données à Guillem de Copons, l'essai d'évasion de Pierre de Craon. Le roi ajoutait qu'il tenait son prisonnier sous bonne garde⁴, et chargeait son ambassadeur de demander aux deux princes ce qu'il en devait faire.

Nous ignorons quelle fut la réponse faite à Guillem de Copons par le duc de Berry et Henri de Bar. L'ambassadeur aragonais dut arriver à la cour de France à un moment où on ne songeait guère plus à venger la tentative d'assassinat sur le connétable, et où Pierre de Craon devait être presque oublié. Charles VI venait d'être frappé de folie dans la forêt du Mans, et, après l'avoir ramené à Paris, ses oncles s'étaient emparés du pouvoir. Occupés de faire le procès aux anciens ministres du roi, ils ne devaient guère songer à décider du sort du prisonnier de Barcelone. Mais, si on l'oubliait en France, ce dernier ne restait pas inactif : du

1. Il semble ressortir du texte qui nous sert de guide que P. de Craon vint seul à Barcelone, et non point accompagné de ses gens, ainsi que le prétend le *Chronicon Briocense* (D. Morice, *op. cit.*, t. I, col. 67).

2. La lettre de la reine d'Aragon, rapportée par Froissart, dit que Pierre de Craon voulait de Barcelone aller à Naples. Le fait en soi serait assez plausible : on sait en effet que le meurtrier de Clisson connaissait Naples et l'Italie pour y avoir accompagné Louis, duc d'Anjou, dans son expédition de 1382-84 contre Charles de Duras, à qui ce prince disputait la couronne de Naples. Mais il faut accorder plutôt créance aux instructions du roi d'Aragon à son ambassadeur. Le *Chronicon Briocense* laisse aussi entendre qu'il s'agissait pour Craon de gagner plutôt Jérusalem (*ibid.*).

3. Le *Chronicon Briocense* commet ici une autre inexactitude, en prétendant que Craon s'embarqua avec ses gens sur trois navires (*ibid.*).

4. Le *Chronicon Briocense* rapporte que Pierre de Craon fut chargé de chaînes et enfermé dans une étroite prison (*ibid.*). D'après la suite des événements, nous serions plutôt porté à croire qu'on lui laissa une certaine latitude.

fond de sa prison, il tâchait d'intéresser à son sort les membres du conseil de ville de Barcelone, et il dut réussir à leur faire tenter des démarches en sa faveur auprès du roi d'Aragon. Le 31 octobre 1392, Juan I^{er} écrivait en effet de Tarragone aux prud'hommes de Barcelone, en réponse à leurs prières, une longue lettre au sujet de Pierre de Craon¹. Dès qu'il avait appris l'accident survenu au roi de France, il avait pensé à profiter de cette circonstance pour ne point livrer son prisonnier. Mais bientôt Charles VI, étant revenu à la santé, avait repris ses projets de vengeance et écrit à sa cousine la reine d'Aragon, la priant de consentir à l'extradition du meurtrier : en lui donnant satisfaction, elle lui ferait plus de plaisir que si elle lui ressuscitait son fils aîné le dauphin². Pendant longtemps le roi d'Aragon avait différé, ne répondant même pas aux nombreuses lettres du roi de France, des ducs de Bourgogne et de Berry et autres grands seigneurs de France. Mais les événements de l'heure présente l'obligeaient à son grand déplaisir d'en agir autrement, et il s'était résolu à faire mener Pierre de Craon à Salses et à le livrer au sénéchal de Carcassonne, pour que le roi de France en disposât à sa guise.

C'était bien malgré lui que Juan I^{er} se décidait à livrer son prisonnier ; mais les difficultés dans lesquelles il se trouvait à ce moment l'obligeaient à ménager plus que jamais son puissant voisin le roi de France. La Sardaigne, poussée par les Génois, s'était révoltée, à la fin de l'année 1390, contre son autorité sous un prétexte futile, et les chefs du soulèvement, Brancaléon Doria et Eléonore d'Arborée, sa femme, s'étaient emparés en deux ans de presque toutes les places de l'île³. Une grande partie des forces du roi d'Aragon se trouvait d'autre part immobilisée en Sicile, où le duc de Monblanc, son frère, essayait d'établir son propre fils comme roi. Au mois d'octobre 1392, Juan I^{er} avait enfin réussi à réunir une flotte et une armée pour passer en Sardaigne, et il comptait s'embarquer lui-même au printemps suivant⁴. On comprend qu'au moment d'abandonner ainsi son royaume il eût intérêt à rester en bons termes avec ses voisins, à les ménager même par des concessions, quelque dures qu'elles pussent lui

1. *Pièces justificatives*, II.

2. « Car maior plaser lui fara que si li restaurava de mort son primogenit lo delfi » (*ibid.*).

3. Çurita, *Anales de la corona d'Aragon*, liv. X, t. II, fol. 400.

4. *Ibid.*, fol. 406.

paraître. C'est ainsi qu'il fut amené à sacrifier Pierre de Craon.

Dans sa lettre aux prud'hommes de Barcelone, Juan I^{er} spécifiait d'ailleurs qu'il avait obtenu du roi de France la promesse que le meurtrier de Clisson ne serait pas trop sévèrement puni et qu'on voudrait bien lui tenir compte de sa prison préventive en Catalogne. Mais Pierre de Craon n'était nullement disposé à se laisser livrer ainsi, et il prévoyait bien quel fonds il devait faire sur la promesse de Charles VI. Il dut donc agir de nouveau auprès du conseil de ville de Barcelone, lui représentant combien il était désavantageux pour lui d'être livré au roi de France dans l'état de santé où ce dernier se trouvait, et Juan I^{er} dut recevoir de nouvelles représentations des bourgeois de Barcelone. Sa réponse, datée de Tortose, 28 octobre, fut brève, et montre assez que la sourde résistance qu'on faisait à ses desseins finissait par l'irriter¹ : il déclarait qu'il connaissait mieux que personne l'état de santé du roi de France; d'ailleurs, il avait résolu de livrer Pierre de Craon, il était bien le maître d'agir comme il lui plaisait, et n'avait nullement besoin des conseils des bourgeois de Barcelone; il leur interdisait enfin, en termes exprès, de se mêler encore de cette affaire. A la même date, il écrivait à un correspondant inconnu, sans doute un de ses officiers², et sa lettre témoigne surtout des préoccupations que lui causait son prochain voyage en Sardaigne. Il déclarait aussi, en ce qui concernait Pierre de Craon, qu'il se désintéressait absolument de son sort, qu'il l'avait livré à la reine qui savait ce qu'elle en devait faire, et qu'il était sûr d'ailleurs que la remise de Craon au roi de France ne pouvait nuire à ses intérêts ni à ceux de son royaume.

Il semble qu'après ces déclarations formelles du roi d'Aragon l'extradition de Pierre de Craon ne pouvait plus faire de difficultés et aurait dû avoir lieu dans le plus bref délai : il n'en fut rien cependant, et sans savoir au juste à quelle cause attribuer ce retard, on peut supposer que de nouvelles intrigues de Pierre de Craon ne durent pas y être étrangères. Quoi qu'il en soit, au mois de novembre 1392, le prisonnier était encore détenu à Barcelone, car nous voyons, à la date du 10 de ce mois, Juan I^{er} faire payer cent florins d'or sur ses gages au chevalier Guillem d'Argentona, chargé de la garde de Craon³.

1. *Pièces justificatives*, III.

2. *Ibid.*, IV.

3. *Ibid.*, V et VI.

Apparemment cette garde ne devait pas être bien rigoureuse ; du moins, après plus de quatre mois de durée, elle dut se relâcher et Pierre de Craon ne manqua pas d'en tirer profit. Grâce aux amis qu'il s'était faits à Barcelone pendant sa longue captivité, il parvint à s'évader, très probablement dans les premiers jours de décembre¹. Il avait eu sans doute connaissance du revirement complet de politique qui avait eu lieu en France, de la disgrâce de Clisson et de la guerre que le duc de Bretagne se disposait à faire à ce dernier. Il comprit que tout danger était pour ainsi dire passé pour lui, que le moment était favorable pour rentrer en France, et qu'en allant prendre rang dans l'armée du duc de Bretagne il ne pouvait qu'y être bien accueilli.

Le roi d'Aragon ne fut peut-être pas étranger à l'évasion de Pierre de Craon. Nous avons vu plus haut que c'était bien malgré lui qu'il l'avait retenu si longtemps prisonnier et qu'il avait consenti à son extradition. En somme, il n'avait guère cédé, en agissant ainsi, qu'aux prières de la reine qui voulait complaire au roi de France et aussi aux nécessités du moment. Au fond Juan I^{er} n'était pas fâché de voir Pierre de Craon libre, et c'est ce qui nous fait supposer qu'il ne fit peut-être rien pour empêcher sa fuite. Toujours est-il que Pierre de Craon revint en Bretagne, où, dès le mois de février suivant, le duc le mit à la tête d'un des corps d'armée chargés d'assiéger la place forte de Josselin, appartenant à Clisson².

A peine arrivé en Bretagne, il fit envoyer un des écuyers du duc à la cour d'Aragon pour réclamer les vêtements et les armes qu'il avait laissés à Barcelone ou plutôt qui lui avaient été enlevés lors de son emprisonnement. Juan I^{er} ne fit aucune difficulté pour les rendre ; le 30 décembre 1392, il ordonna au viguier de Barcelone de faire rechercher ce qui avait appartenu à Pierre de Craon et de remettre le tout aux mains de Guiot de Pierremont, écuyer du duc de Bretagne, moyennant paiement pour ce qui devrait être dégagé des mains de nouveaux possesseurs³. En même temps le roi d'Aragon écrivait en termes très courtois au duc et à la duchesse de Bretagne pour les informer qu'il faisait donner satisfaction à leur requête⁴.

1. Ceci est prouvé par la date de nos Pièces justificatives, VII et VIII.

2. D. Morice, *Histoire de Bretagne*, t. I, p. 418.

3. *Pièces justificatives*, VII.

4. *Ibid.*, VIII.

Pierre de Craon ne tint point quitte pour cela Juan I^{er} des cinq mois de prison qu'il lui avait fait subir, et, dès que les affaires de Bretagne lui laissèrent quelque liberté, il se mit en quête d'un moyen de se venger du roi d'Aragon : il ne tarda pas à le trouver. Dès la fin de l'année 1393, après que le siège de Josselin, auquel il prit une part active, fut terminé (1^{er} juillet)¹, comme il était question d'une trêve entre le duc de Bretagne et Olivier de Clisson, et que, selon toute probabilité, Pierre de Craon en serait excepté², il quitta la Bretagne et s'en vint dans le Midi auprès du comte d'Armagnac Bernard VII, qui préparait une expédition en Aragon. Bernard prétendait en effet, comme héritier et successeur de son frère Jean III, avoir des droits sur ce royaume. Quelques explications sont nécessaires pour rendre compte de l'existence de ces droits, revendiqués par le comte d'Armagnac.

Jaime II, roi de Majorque, avait été dépouillé de ses États en 1344 par Pedro III d'Aragon, père de Juan I^{er}, et son fils Jaime, après une vie d'aventures et de vains efforts pour reconquérir ses domaines, était mort en 1374. Sa sœur Isabelle, mariée à Jean II Paléologue, marquis de Montferrat, ne se sentant pas assez forte pour défendre les droits dont elle héritait de son frère, les vendit d'abord à Louis, duc d'Anjou, frère du roi de France Charles V, puis, après la mort de Louis en Italie, au comte d'Armagnac Jean III, qui accepta et prit au sérieux cet héritage imprévu. Il envoya une armée sous les ordres de son frère Bernard, qui pénétra en Catalogne et mit le siège devant Bésalu ; mais là se bornèrent ses exploits³. Devenu comte après la mort de Jean III, en 1391⁴, Bernard reprit les projets de son frère et, comme nous l'avons dit, il préparait à la fin de 1393 une nouvelle expédition. Il dut accepter avec empressement les services de Pierre de Craon, qui, à défaut d'une armée, lui apportait une certaine connaissance des affaires de l'Aragon et qui, avant tout, tenait à se venger d'un prince qu'il rendait — peut-être à tort — responsable de sa longue détention à Barcelone.

1. D. Morice, *op. cit.*, t. I, p. 418.

2. C'est ce qui arriva : dans la trêve qui fut conclue le 12 avril 1393, le connétable en excepta « ce mauvais Pierre de Craon et tous ceux qui furent avec lui pour cuider meurdrir en la ville de Paris nousdit seigneur de Clisson » (D. Morice, *Mémoires pour servir de preuves à l'histoire de Bretagne*, t. II, col. 620).

3. Voir là-dessus Çurita, *Anales de la corona de Aragon*, liv. VII, t. II, *passim*.

4. P. Anselme, t. III, p. 420.

L'historien de l'Aragon, Çurita, ne donne point de détails sur cette expédition du comte d'Armagnac et de Pierre de Craon ; il n'en fait même pas mention. Mais elle nous est révélée par une lettre du roi d'Aragon à un correspondant inconnu, lettre datée du château de Peniscola, 21 décembre 1393¹. Le correspondant de Juan I^{er} lui avait appris que le comte d'Armagnac et Pierre de Craon se préparaient à entrer en Aragon avec environ 1,800 hommes d'armes pour ravager ses terres. Le roi répond qu'il connaît déjà la nouvelle par une lettre de sa fille la comtesse de Foix, et que, pour faire face à cet essai d'invasion, il a renoncé jusqu'à l'été suivant à passer personnellement en Sardaigne et en Sicile. Nous savons en effet par Çurita que, le 21 décembre même, Juan I^{er} nommait le comte Arrigo de la Rocha son lieutenant général en Sardaigne, et que, le 25 décembre, il confiait à Pedro Maça le commandement de la flotte envoyée en Sicile².

On ne sait ce qui résulta de ce projet d'expédition du comte d'Armagnac et de Pierre de Craon en Aragon. Le mirent-ils réellement à exécution ? C'est ce que les documents ne permettent pas d'affirmer ; du moins n'avons-nous trouvé dans les registres de la chancellerie aragonaise aucun renseignement qui s'y rapporte. Il semble que, si l'expédition avait eu lieu, on dût trouver dans la correspondance de Juan I^{er} quelque trace d'un fait aussi important ; aussi peut-on supposer avec quelque vraisemblance que le comte d'Armagnac et son allié s'en tinrent seulement à leur projet.

Ici finit le récit des aventures de Pierre de Craon en Espagne ; le reste de sa vie est dès lors plus connu. Nous nous bornerons seulement à relever encore un fait qui prouve la ténacité de Pierre de Craon dans ses projets de vengeance contre le roi d'Aragon. Quelques années à peine avant sa mort³, à la date du 28 août 1404, Pierre de Craon se présentait devant le Parlement de Paris pour demander des lettres de marque contre le roi d'Aragon⁴. Mais

1. *Pièces justificatives*, IX.

2. Çurita, *op. cit.*, t. II, fol. 407. Çurita ne donne pas le motif de la décision prise par Juan I^{er} de retarder encore son passage en Sardaigne et en Sicile. Il est complété sur ce point par la lettre dont nous parlons ici.

3. Pierre de Craon mourut certainement avant 1410 (baron Pichon, *op. cit.*, p. 31).

4. Juan I^{er} était mort le 19 mai 1396 ; son frère Martin el Humano lui avait succédé, et c'était lui qui était roi d'Aragon en 1404.

cette cour, qui ne lui était guère favorable, le débouta de sa demande et lui exprima très catégoriquement son refus, en déclarant que le solliciteur « se pourvoye de tel remède que bon lui semblera ailleurs que par la cour, car elle ne lui puet faire sa requête¹. »

Henri COURTEAULT.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

I.

Instructions données par Juan I^{er} à Guillem de Copons, son ambassadeur en France, au sujet de l'arrestation à Barcelone de Pierre de Craon².

20 juillet 1392.

Memorial d'aço que en Guillem de Copons ha a fer et a dir de part del senyor rey et de la senyora reyna ab lo duch de Berri et ab moss. Henric de Bar, als quals de present lo trametem.

Primerament, que apres la salutatio acostumada lus present les lettres de creença dels dits senyor et senyora..... Item, si losdits duch et moss. Henric demanen del fet et esser de moss. P. de Craon aldit en Copons, digue lus que es ver qu'el dit moss. P. dissimuladament ere vengut en la ciutat de Barcelona et procurava molt secretament que pogues haver una galiota, en que anas en Jerusalem. Et aço vench a oyda de la senyora reyna. E per tal cosa la dita senyora havie hoit dir et per diverses letres li era stat scrit qu'el dit moss. P. havie fets grans desplasers al rey de França, lo qual ella ame tant com sa vida, feu tenir aprop qu'el dit moss. P. no s'en pogues anar. E tot aço no contrastant, lodit moss. P. molt secretament recullis en una nau de Castellans, laqual de present dona la vela, et la dita senyora aço saben supplica al senyor rey que la dita nau fahes tornar. El dit senyor per comtemplacio de la dita

1. Baron Pichon, *op. cit.*, pp. 31-32.

2. Cette pièce a été publiée in-extenso par don Francisco de Bofarull, *op. cit.*, *Pièces justificatives*, III. Nous n'en donnons que le fragment qui se rapporte à Pierre de Craon.

senyora et per amor del rey de França en continent feu anar **iii** rampins¹ per anar detras la dita nau et fer la retornar; et aconseguiren la be c milles dins mar et retornaren la. El dit mosser P. es vuy en son poder molt ben guardat, sen affliccio d'alcunes persones. Sils dits duch et moss. Henric li dihen : « Qu'en enten affer la dita senyora ? » digue lus que nos sap : « Mas vosaltres moss. que consellariets que la dita senyora ne degues fer ? Açò pero dic yo a vos altres moss. per mi mateix. » E sapia be apercebre lodit en Copons losdits duch et moss. Henric que li diran sobre açò. Bernardus secretarius².....

Dominus rex mandavit mihi

Bernardo de Jonquerio.

Archives de la couronne d'Aragon, reg. n° 1963, fol. 124 r°.

II.

Lettre de Juan I^{er} au conseil de ville de Barcelone au sujet de ce qu'il compte faire de Pierre de Craon.

Tarragone, 21 octobre 1392.

Lo Rey,

Promens, reebuda vostra letra sobrel fet de moss. P. de Crao e aquella be entesa, vos responem que, en remeter aquell al rey de França en la manera que nos hi entenem donar loch, no es alcun prejudici nostre ne de nostres regnes. E per ço que sapiats la manera, significam vos que, encontinent que nos sabem l'accident del rey de França, fom de intencio de no remeter li, en cas que no guaris del dit accident. Mas apres lodit rey de França, segons que havem clarament sabut, es ben guarit e tornat al primer e degut stament, ha trames una letra escrita de sa ma a nostra cara companyona la reyna, pregant la, com pus affectuosament ha pogut, que li vulla remeter

1. *Rampí* désignait un navire qui semble avoir été exclusivement employé dans la marine catalane. — Jal (*Glossaire nautique*. Paris, 1848, p. 1260) n'en cite qu'un exemple et ne peut donner aucun détail sur sa forme, sa construction et son gréement. Il semble, d'après notre texte, que ce devait être une embarcation taillée pour la course.

2. Cette pièce n'est pas datée; mais on peut en fixer la date certaine (20 juillet 1392) à l'aide des pièces datées qui la précèdent et la suivent immédiatement dans le registre où elle se trouve; elles sont en effet rangées dans l'ordre chronologique.

ludit moss. P. de Crao, car maior plaser lui fara que si li restaurava de mort son primogenit lo delfi; e semblantment ne ha scrit a nos moltes de vegades, qui james no li havem volgut respondre que conservacio de nostre dret e per tal que nons pogues esser tret a consequencia en l'esdevenidor non havem volgut respondre semblantment als duchs de Burgunya e de Berri ne als altres maiors e principals de França, qui en han diverses vegades scrit. Axi que entenem tenir aquesta manera, que per part i manament nostre no sera remes, mas un alguatzir, per manament e disposicio de la dita nostra cara companyona la Reyna, lo amenara a Salsis¹, e aqui livrar l'a al senescal de Carcassona, quens faça que volra. E podets pensar que nos aço no permetem faer ab plaer qu'en haiam, mas per ço com no y podem alias fer bonament, car tant si ha broguat que ja no es a nos, e la errada, sin hi ha, en lo començament se feu, laqual nos pot be reparar. E sabets que per lo benaventurat passatge que havem empres en Sardenya, nons es expedient quens donem per enemichs nostres vehins e specialment lo rey de França, qui es rey poderos e del qual fem gran compte; e sil contrari fahiem, poriens molt noure en absenci nostra. E en aço no contresta ço quens fets saber que per aquesta raho porie venir dampnatge en aquesta corra per los amichs deldit moss. P. de Crao. Car volem que sapiats que tots losdits duchs e altres maiors de França tenen en aço e ho han tant a cor que mes no porien; e podets pensar que si alias era, ço que en alguna manera no pod esser, ells ho pondrien axi com a cosa lur propria; e puy que la dita nostra cara companyona la Reyna es ben segura deldit rey de França que no dara mort aldit moss. P. de Crao, ne li mutilara membres, ne li fara mala ne longa preso, jasia que be lo y meresque, per ço com ha delinquit en sa propria persona ab metzines per raho dels quals li es vengut lo dit accident. Axi que es necessari en tot cas que aquell sie remes per la forma dessus dita, car a nos es ben cert que semblant e molt maior cosa faria per nos ludit Rey.....

Dada en Tarragona, sotz nostre segell secret, a **xxi** die d'octubre del any **M CCC XCII**. Rex Johannes.

Dominus Rex mandavit mihi

Johanni de Tudela.

Dirigitur probis hominibus civitatis Barchinone.

Archives de la couronne d'Aragon, reg. n° 1963, fol. 164 r°.

1. Salses, commune du canton de Rivesaltes, arr. de Perpignan (Pyrénées-Orientales).

III.

Du même au même, au sujet de l'extradition de Pierre de Craon.

Tortose, 28 octobre 1392.

Lo Rey,

Promens, vostra letra havem reebuda responsiva a una quens n'aviem tramesa sobre la desliurança de moss. P. de Crao Frances. A laqual vos responem que nos sabem axi ben con vosaltres la sanitat ho estament del rey de França; e volem que la dita desliurança se face del dit cavaller aldit rey, segons que ja per nos es estat acordat e a vos altres fet saber per letra. E d'aço no volem ne demanam vostre consell, car nos, axi com a rey que som, ne podem fer a nostra voluntat, sens lesio e prejudicio nostre algu; ne volem que d'aci avant vos altres nos scrivats per aquesta raho.

Dada en Tortosa, sots nostre segell secret, a xxviii dies de octubre en l'any de la nativitat de Nostre Senyor MCCCXCII. Rex Johannes.

Dominus Rex mandavit mihi

Bernardo de Jonquerio.

Dirigitur probis hominibus civitatis Barchinone.

Archives de la couronne d'Aragon, reg. n° 1963, fol. 165 v°.

IV.

Du même à un de ses officiers, au sujet de son passage en Sardaigne et de l'extradition de Pierre de Craon.

Tortose, 28 octobre 1392.

Lo Rey,

Vostra letra havem reebuda toquant dos fets : lo un sobre l'espatriament del nostre benaventurat passatge de Sardenya, e l'autre sobre la deliurance de moss. P. de Crao Frances. A laqual vos responem que nos som aci en Tortosa, sperants los sindichs de Villaffrancha, de Tarragona e d'altres lochs, e axi matex alguns prelats o lurs procuradors, losquals, axi de paraula com en scrits, havem emprats per lodit benaventurat passatge; e deven esser per vuy tot die aci; e dema o l'autre deven esser aci los missatgers de la ciutat de Valencia e fina-

rem ab tots, Deus volent, e lavors haureu prou diners a totes parts e porets fer obrar e donar recapte a les coses contengudes en la dita vostra letra. Empero es de necessari en tot cars no trametats, vista la present, si donchs ja de qui no son partits moss. Azbert Catria e dos de aquells quatre, los quals havem deputats a rebre les monedes deldit benaventurat passatge, per tal qu'ells faça fer les seguretats per cascun loch e per cascun prelat de ço que ab ells finarem e que ells e no altres prenguen les dits monedes e que les distribuesquen segons que per nos altres sera ordonnat; per queus manam qu'ells dessus dits de convenient sien ab nos. Quant es al fet de moss. P. de Crao, vos responem que nos havem donat a la reyna, cara companyona nostra, lodit moss. P. de Crao per far ne sa voluntat, axi com tot rey et princep pot donar tot presoner que tengue, per que la dita reyna sab que s'en ha a fer. Car nos de rens nons en entrametem, pus lo li havem donat, ne en cars que ella lo remetes al rey de França, no es ne seria perjudici nostre ne de nostres regnes e terres, ne poria esser tret a conseqüencia, car nos no y cabem en res d'aquí avant.

Dada en Tortosa, sots nostre segell secret, a xxviii dies de octubre, en l'any de la nativitat de Nostre Senyor M CCC XCII. Rex Johannes.

Dominus rex mandavit mihi

Bernardo de Jonquerio.

Archives de la couronne d'Aragon, reg. n° 1963, fol. 166 r°.

V.

Ordre donné par Juan I^{er} à son trésorier de payer cent florins d'or à Guillem d'Argentona, préposé à la garde de Pierre de Craon.

Tortose, 10 novembre 1392.

Johannes, etc., fidei consiliario et thesaurario nostro Juliano Garrius, salutem et gratiam. Dicimus et mandamus vobis quatinus de pecunia curie nostre, que est vel erit penes vos, tribuatis et exsolvatis dilecto nostro Guillelmo de Argentona, militi, centum florinos auri de Aragonia, quos in aliquod auxilium laborum et expensorum, per vos mandato nostro sustentorum et factorum, et que habet sustinere ac facere continue in custodiendo et a prope tenendo, tanquam captum, nobilem Petrum de Creo, militem regni Francie, eidem serie cum presenti ducimus concedendos. Et, facta solucione, ab eodem recuperetis presentem cum apocha de soluto.

Datum Dertuse, sub nostro sigillo secreto, x die novembris, anno a nativitate Domini M^o CCC^o nonagesimo secundo. Rex Johannes.

Dominus rex mandavit mihi

Bernardo de Jonquerio.

Archives de la couronne d'Aragon, reg. n^o 1963, fol. 180 v^o.

VI.

Lettre de Juan I^{er} à Guillem d'Argentona, chargé de la garde de Pierre de Craon, pour lui annoncer le paiement de cent florins d'or sur ses gages.

Tortose, 10 novembre 1392.

Lo Rey,

Moss. Guillem, nos scrivim per altres letres nostres a nostre tresorer, lesquals vos trametem ab la present, queus de de continent cent florins d'or en sustentacio dels treballs e messions que fets e sostenits en la guarda de moss. P. de Creo; car per ava[n]t vos en farem donar mes. Per queus manam que ab sobirana diligencia vos [a]nats en guardar aquell be e diligentment e segons que de vos confiam, certificants vos que per aço e en los altres fets dels quals moss. Ramon Alamany nos a parlat de part vostra, no[n]s haurem envers vos en tal manera que serets content.

Dada en Tortosa, sots nostre segell secret, a x dies de novembre en l'any de la nativitat de Nostre Senyor M CCC XCII. Rex Johannes.

Dominus Rex mandavit mihi

Bernardo de Jonquerio.

Dirigitur Guillelmo de Argentona.

Archives de la couronne d'Aragon, reg. n^o 1963, fol. 181 r^o.

VII.

Ordre donné par Juan I^{er} au viguier de Barcelone de remettre à l'envoyé du duc de Bretagne tout ce qui a appartenu à Pierre de Craon.

Valence, 30 décembre 1392 (n. st.)¹.

Lo Rey,

Veguer, manam vos que totes e sengles joyes, vestidures, robes,

1. Depuis 1352, à la suite d'une décision de Pedro III, on avait substitué,

arneses e altres coses que haiats preses e fetes pendre o sien en poder vostre o d'altri de la persona de moss. P. de Creó per occasion de la sua fuyta, donets e liurets a Guiot de Peramont, scuder de nostre car cosi lo duch de Bretanya, portador de la present, loqual duch nos n'a per ses letres instanment pregat, e tramesa [dir] per lodit Guiot, scuder seu, ell pagan e satisfen, si aquelles estan en penyora per alguna quantitat. E aço per res no mudets, com nos de certa scientia haiam ordenat ques faça, recobrant apocha deldit liurament per cautela vostra.

Dada en Valentia, sots nostre segell secret a xxx dies de decembre del any M CCC XCIII. Rex Johannes.

Dominus rex mandavit mihi

Bernardo de Jonquerio.

Dirigitur vicario Barchinone et Vallentie.

Archives de la couronne d'Aragon, reg. n° 1964, fol. 18 r°.

VIII.

Lettre de Juan I^{er} au duc de Bretagne sur le même sujet.

Valence, 30 décembre 1392 (n. st.).

Lo Rey d'Arago,

Molt car cosi, vostra letra havem reebuda, per laqual havem sabuda vostra bona sanitat, de que havem gran plaer. E per tal com cobejiats saber de nos aço mateix, vos certificam que nos e nostra cara companyona la reyna e nostra cara filia la reyna de Hierusalem e de Cicilia e nostra cara sor la infanta dona Ysabell som sans e en bona disposicio de nostres persones, merce de Nostre Senyor Deus. Quant es, molt car cosi, a aço quens fets saber de moss. P. de Creó, vos responem que no ha loch per les rahons lesquals entenem que sapiats al present. Empero, per virtut de la crehença que Guiot de Peramont, scuder vostre e portador de vostres letres, ha a nos explicada de part vostra, havem fetes deliurar aldit Guiot totes les joyes, robes e altres coses que fossen de la persona deldit moss. P. de Creho, lesquals li fossen estades preses per lo veguer nostre de Barchinona per raho de

dans la chancellerie aragonaise, au style du 25 mars, jusque-là en usage, le style de la Noël ou du 25 décembre. Un acte daté du 30 décembre 1393 doit donc être rapporté à l'année 1392.

la fuita deldit moss. P.; et aquelles s'en porta ab si lodit Guiot. Per que, si altres coses podiem fer per vos, scriuts nos en, que nos ho complirem de bona voluntat.

Dada en Valencia, sots nostre segell secret, a xxx dies de decembre del any M CCC XCIII. Rex Johannes.

Dominus Rex mandavit mihi

Bernardo de Jonquerio.

Dirigitur duci Britannie. Similis littera fuit missa, sub eadem data, signo atque mandato, ducisse Britannie.

Archives de la couronne d'Aragon, reg. n° 1964, fol. 16 v°.

IX.

Lettre de Juan I^{er} à un correspondant inconnu, au sujet de l'invasion de l'Aragon par le comte d'Armagnac et Pierre de Craon.

Château de Peniscola, 21 décembre 1393.

Lo Rey,

Vostra letra havem reebuda per laqual nos fets saber, enter las altres coses, que aquis compte de cert quels comte d'Armanyach e moss. P. de Craho son ajustats ab gran nombre de gents d'armes, ben m dccc bacinets, per entrar en nostres regnes e terres per damnificar aquells. A laqual vos responem que, ans que recebessem vostra letra, ho sabiem per diverses letres que nostra cara filla la comtessa de Foix e altres amichs e sotsmeses nostres nos havien trames dies ha. E per aquesta raho nos som romasos a present de no anar personalment en lo regne de Serdinya e de Sicilia; empero trametem hi totes les galees quens en deviem menar, e havem prorogat nostre benaventurat passatge tro en l'estiu primervinent.....

Dada en lo castell de Peniscola, sots lo segell nostre secret, a xxi dies de decembre del any M CCC XCIII. Rex Johannes.

Dominus Rex mandavit mihi

Bernardo de Jonquerio.

Archives de la couronne d'Aragon, reg. n° 1964, fol. 125 r°.

BIBLIOGRAPHIE.

Notices et Extraits de quelques manuscrits latins de la Bibliothèque nationale, par B. HAURÉAU, membre de l'Institut. Tome II. Paris, librairie Klincksieck, 1894. In-8°, 374 pages.

En annonçant le premier volume de cet ouvrage¹, j'ai indiqué le but que l'auteur se propose, la méthode qu'il suit, et l'importance des résultats qu'il obtient. Le second volume ne sera pas lu avec moins d'intérêt ni consulté avec moins de fruit que le premier. Il contient des dissertations, plus ou moins développées, sur dix-sept manuscrits qui ont fait partie du Supplément latin et sur quarante-neuf qui viennent de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés.

Dans presque tous ces manuscrits sont des ouvrages ou des opuscules, jusqu'ici enregistrés comme anonymes sur les catalogues, dont M. Hauréau a réussi à déterminer les véritables auteurs par des rapprochements décisifs, que lui seul est en mesure de faire. Il s'est attaché de préférence à l'analyse des volumes qui renferment des pièces de vers² et surtout des sermons³.

Nombre de problèmes d'histoire littéraire ont ainsi été résolus, et, chemin faisant, l'auteur produit des textes nouveaux et développe de judicieuses observations sur les questions les plus variées. Pour en donner une idée, j'en ai relevé un certain nombre que je vais simplement énumérer en suivant l'ordre des pages du volume.

P. 5. Démonstration que la Somme contenue dans le manuscrit 9593, et intitulée : « Summa de sacramentis legalibus, » est l'œuvre de Pierre le Chantre. — M. Hauréau en a tiré plusieurs anecdotes très curieuses pour l'histoire de Paris et dont plusieurs seulement avaient été déjà signalées par l'abbé Lebeuf.

P. 68. Raisons qui doivent faire considérer comme incertaine l'attribution de « l'Alphabetum narrationum » à Étienne de Besançon.

P. 91 et 279. Détails sur les écrits de Nicolas de Biard. — Preuve que cet auteur appartenait à l'ordre des Franciscains, et non pas à celui

1. *Bibliothèque de l'École des chartes*, année 1890, p. 528.

2. Pages 30, 180 et 211.

3. Pages 79, 83, 84, 100, 151, 161, 219, 244, 254, 268, 275, 292, 294, 299 et 357.

des Dominicains. — Relevé très copieux de proverbes, dictons et bons mots en français dont Nicolas de Biard a farci le latin de ses sermons.

P. 102. Piquante explication d'une faute de lecture commise par dom Beaugendre et qui avait eu pour résultat l'introduction d'un mot imaginaire, *glunnire*, dans les dernières éditions du *Glossaire* de Ducange. Beaugendre avait lu *glunit* dans une phrase que M. Hauréau a rétablie comme il suit : *Et protinus manna exiens de sepulchro apparuit, quod usque hodie gignit locus ille.*

P. 105. Pompeux éloge de l'université de Paris dans un sermon du *xiii^e* siècle dont l'auteur est inconnu.

P. 121. Renseignements sur la composition du *Sexte* (p. 121). — Réfutation de ce qui a été dit pour en attribuer la compilation à Dino de Mugello.

P. 173. Indication de deux sermons inédits d'Innocent III (p. 173), dont l'un est textuellement reproduit¹.

P. 180. Conseils de morale chrétienne, en soixante-quatorze distiques, commençant par les mots : « Hoc metro tactus. » Cette pièce est attribuée, dans le manuscrit latin 13442, à « Joseph Homo Dei, » auteur dont l'existence est assez problématique. On a voulu en faire honneur à Hildebert; mais cela est fort douteux. Il serait possible que ces vers, qui paraissent avoir obtenu un certain succès, eussent été composés par le pape Victor III, comme Fabricius l'a conjecturé.

P. 192. Texte relatif à ce grand cerf de bronze que Gervais, archevêque de Reims au *xi^e* siècle, avait fait fondre par un certain Osmond, qui fut détruit en 1692 et dont plusieurs sceaux de l'officialité de Reims nous ont conservé le souvenir. Voici ce texte, qui date du *xiii^e* siècle : « In curia Remensi cervus est æneus, qui, quamvis nectare semper impleatur, ita per os suum evomit illud quod nihil saporis retinet. »

P. 195. Dissertation sur la véritable origine des traités intitulés : *De copia verborum* et *De quatuor virtutibus*, que beaucoup de manuscrits mettent sous le nom de Sénèque.

P. 209. Nouveaux arguments pour montrer que la rédaction en vers de la *Somme* de Raimond de Penafort est due à un certain maître Adam.

P. 226. Dissertation sur le manuscrit latin 13575, qui contient les œuvres d'un moine inconnu du *xii^e* siècle, appartenant à l'abbaye du Bec. Ce qu'il renferme de plus remarquable, ce sont d'abord des sermons sur l'oraison dominicale, puis des lettres au nombre de dix-sept. Les pages que M. Hauréau en a tirées montrent de quelle importance il est pour l'histoire littéraire de l'abbaye du Bec.

P. 272. Morceau relatif à la sainte Ampoule de Reims et au couronnement des rois de France. Ce texte, vraiment intéressant, se trouve,

1. Le texte *Omnibus omnia factus sum ut omni lucrificerem* que renferme ce sermon est emprunté à saint Paul, *I ad Corinthios*, IX, 22.

dans le manuscrit latin 13578 et dans plusieurs autres, à la suite d'Allégories sur l'Ancien Testament, dont l'auteur est vraisemblablement Hugues de Saint-Victor. En le signalant ici, je me permets d'indiquer en même temps un autre témoignage, peut-être un peu plus ancien, relatif à la sainte Ampoule. On le remarque dans un petit poème en l'honneur de saint Rémi que Gui de Basoches adressa à Henri de France, archevêque de Reims de 1162 à 1175 :

Christus chrisma paradysiacum
Misit ei, cum Parisiacum
Regem Deo sacrauit, unacum
Regis militia.

P. 328. Dissertation sur le récit d'une apparition, du xiv^e siècle, qui a eu beaucoup de vogue au moyen âge, la *Disputatio inter quemdam priorem ordinis Prædicatorum et spiritum Guidonis*, dont l'auteur est très probablement Jean Gobi. Aux copies de cet opuscule que signale M. Hauréau, on peut ajouter celle qui se trouve au Département des imprimés de la Bibliothèque nationale (D. 4893), à la suite d'un exemplaire imprimé des Collations de Jean de Galles (édition relevée par Hain sous le n° 7440).

Félicitons M. Hauréau de l'élégante clarté avec laquelle il nous expose une foule de petites découvertes, dont les vrais connaisseurs apprécieront le mérite et l'intérêt. Formons surtout des vœux pour qu'il ne tarde pas à nous donner la suite d'un travail si utile pour faciliter l'étude de manuscrits dont il est souvent le premier à nous révéler l'importance.

L. DELISLE.

Bibliotheca geographica Palaestinae. Chronologisches Verzeichniss der auf die Geographie des heiligen Landes bezüglichen Literatur, von 333 bis 1878, und Versuch einer Cartographie, herausg. von R. RÖHNICHT, mit Unterstützung der Gesellschaft f. Erdkunde zu Berlin. Berlin, H. Reuther, 1890. In-8°, xx-744 pages.

Tous ceux qui se sont occupés de la géographie politique et de la topographie de la Palestine ont eu l'occasion de consulter la *Bibliotheca geographica Palaestinae* de Titus Tobler. Cette œuvre très méritoire en elle-même, suffisamment complète pour l'époque où elle a été composée, ne donne plus aujourd'hui qu'un faible aperçu de nos connaissances sur la littérature géographique palestinienne. Depuis son apparition en 1867, l'étude de toutes les questions qui se rattachent à la Terre-Sainte a pris un grand essor. De nombreux textes ont vu le jour, et la publication des catalogues de manuscrits, si peu avancée il y a vingt-cinq ans, a fait connaître en grand nombre soit des œuvres ignorées jusqu'alors, soit des copies nouvelles d'œuvres connues. Il y avait donc

lieu de dresser à nouveau l'inventaire de tout ce que nous possédons sur le sujet. M. le professeur R. Röhricht de Berlin l'a tenté, et nous nous empressons de dire que son travail remplit toutes les conditions désirables dans un livre de ce genre. Sa *Bibliotheca*, conçue à peu près sur le même plan que celle de Tobler, n'en est pas simplement une seconde édition revue et augmentée. C'est une œuvre toute personnelle, qui témoigne d'un labeur considérable et d'une méthode excellente. Elle est divisée en deux parties. La première comprend la mention des œuvres littéraires (récits de voyages, itinéraires, descriptions) rangées par ordre chronologique, du *iv*^e siècle à l'année 1878, soit 3,515 articles. La seconde comprend la mention des cartes et plans pour la même période, soit 747 articles.

Le plan adopté pour la rédaction de chaque article est le suivant : 1^o indication des manuscrits; 2^o des éditions; 3^o des traductions; 4^o des révisions. On conçoit d'ailleurs que l'une ou l'autre de ces rubriques puisse, suivant les circonstances, faire défaut. Pour les œuvres dont la bibliographie est très étendue, M. Röhricht ne s'est pas astreint à tout indiquer, surtout en matière de révisions. Mais le choix qu'il a su faire entre ce qu'il était important de mentionner et ce qu'on pouvait omettre nous a paru des plus judicieux. Maintes fois déjà nous avons eu l'occasion de nous servir de son livre; nous y avons toujours trouvé les renseignements utiles et rien de trop.

En ce qui touche la cartographie, le travail de classement était particulièrement délicat. Beaucoup de cartes ne sont pas datées, et, pour les cartes manuscrites surtout, il est souvent difficile de reconnaître si l'on a affaire à une œuvre originale ou à une copie. L'étude de ce genre de documents est encore trop peu avancée pour qu'il soit possible d'en dresser la bibliographie raisonnée. M. Röhricht craint qu'on ne lui reproche bien des lacunes dans cette partie. Qu'il se rassure, personne ne peut se flatter d'en savoir plus long que lui.

Il est à peine besoin de dire qu'une table alphabétique des noms d'auteurs et des anonymes est jointe au volume, lequel est dédié à la mémoire du regretté comte Riant.

Ch. KOHLER.

Les Voyages en Asie, au XIV^e siècle, du bienheureux frère Odoric de Pordenone, religieux de Saint-François, publiés avec une introduction et des notes, par Henri CORDIER. Paris, Ernest Leroux, 1894. In-8°, CLVIII-602 pages avec planches.

Peu de mots suffiront pour faire comprendre la valeur du beau volume que vient de publier M. Henri Cordier. Le cordelier Odoric de Pordenone, mort en 1331 à l'âge de quarante-cinq ans, nous a laissé un récit très simple, mais très sincère, de ce qu'il a observé au cours d'un voyage

de treize ans à travers la Perse, les Indes et la Chine. La relation d'Odoric a joui d'une grande vogue au moyen âge; mais la critique moderne a été assez longue à lui rendre toute la justice qui lui était due. Il a fallu les travaux du regretté colonel Henry Yule pour en mettre en relief l'originalité et l'importance. M. Cordier a complété l'œuvre du savant géographe anglais. Celui-ci, dans deux volumes de la Hakluyt Society, parus en 1866, avait commenté la relation d'Odoric, l'avait traduite en anglais et en avait publié le texte latin et une ancienne version italienne. M. Cordier a mis au jour l'ancienne version française de Jean le Long d'après les manuscrits français 1380 et 2810 de la Bibliothèque nationale; il a eu aussi recours à une autre traduction que rédigea Jean de Vignay et que renferme un manuscrit du Musée britannique (fonds royal, 49. D. I.). A cette traduction, il a joint de très amples commentaires tels qu'on pouvait les attendre d'un homme aussi familier que lui avec l'histoire et la géographie de l'Asie. L'introduction renferme tout ce qu'on peut savoir sur la vie d'Odoric, sur les honneurs qui lui ont été rendus, sur les travaux dont il a été l'objet. On y remarquera les pages consacrées au caractère de l'auteur et aux missions en Orient qui tinrent une si grande place dans les préoccupations des papes au ^{xiii}^e et au ^{xiv}^e siècle. La bibliographie a été traitée avec un soin particulier : la description des manuscrits, au nombre de soixante-treize, et celle des anciennes éditions, est accompagnée d'excellents fac-similés. Une carte géographique contribue à faire du volume de M. Cordier un des ouvrages les plus utiles à consulter pour étudier les rapports de l'Europe avec l'Asie centrale et orientale au ^{xiv}^e siècle.

L. DELISLE.

Les Institutions juridiques des Romains envisagées dans leur rapport avec l'état social et les progrès de la jurisprudence. — *L'ancien droit*, par Édouard CUG, ancien membre de l'École française de Rome, professeur de droit romain à la faculté de droit de Bordeaux. Préface par M. LABBÉ, professeur de droit romain à la faculté de droit de Paris. Paris, Plon et Marescq aîné, 1894. In-8°, xxxv-768 pages.

On serait à bon droit surpris qu'il soit question dans cette *Revue*, même en quelques lignes, d'un ouvrage sur le droit privé romain, si l'on ne savait quel renouvellement s'est fait depuis une vingtaine d'années dans cette partie des études juridiques. L'enseignement dogmatique ou l'enseignement scolastique d'autrefois n'avait aucune affinité avec les études historiques. Au contraire, les romanistes contemporains, ceux de l'Allemagne notamment, appartiennent tous à l'école historique, à l'école des Ihering, des Mommsen. En France aussi, l'impulsion donnée par Ortolan a été reprise, depuis Paul Gide, avec une grande ardeur.

L'ouvrage de M. Cuq nous permet d'apprécier les résultats acquis dans cette voie par la science moderne. Personne ne pouvait les résumer mieux que M. Cuq; nul n'est plus que lui au courant des travaux d'érudition de l'Allemagne et des autres pays étrangers. Notre auteur ne s'est pas proposé d'embrasser toute l'étendue du droit romain, mais seulement de faire revivre les institutions des six premiers siècles de Rome. Cette histoire est elle-même subdivisée en trois livres : le premier s'étend de la fondation de Rome à la loi des XII tables; le second, de cette loi fondamentale à la divulgation des archives pontificales; le troisième, de cet événement qui sécularisa la jurisprudence romaine jusqu'aux premiers essais d'élaboration scientifique du droit et jusqu'aux débuts de la procédure formulaire. Nous ne pourrions signaler ici tout ce qui, dans le livre de M. Cuq, mériterait d'être loué; bornons-nous à recommander plus spécialement à nos lecteurs, dans le livre III, une série de chapitres sur le développement, les applications diverses et la sanction des actes fiduciaires. — Dans une magistrale préface, M. Labbé a résumé à grands traits l'évolution des institutions du droit romain, leur rapport avec l'état social, leur marche progressive vers la liberté et l'égalité.

Paul CAUVÈS.

De formulis secundum legem Romanam a VII^o saeculo ad XII^{um} saeculum. Thèse de doctorat, soutenue devant la Faculté des lettres de Paris, par L. STOUFF, docteur en droit. Paris, Larose et Forcel, 1890. In-8°, 444 pages.

L'expression *secundum legem Romanam* est dans les textes d'actes, même dans les textes de lois (*Lex Ribuaria*, LVIII, 4). Rien de plus malaisé, cependant, que d'en préciser le sens. M. Stouff s'y applique d'abord. La formule selon la loi romaine n'est pas uniquement celle où figure une solution puisée dans le droit romain, mais aussi bien celle qui contient une clause, un terme technique de la jurisprudence romaine. Appartiennent encore à la même famille d'actes, selon notre auteur, de nombreuses formules composites où le droit germanique et le droit romain sont alliés à des doses diverses. M. Stouff n'est pas éloigné de croire enfin, avec Brunner, que, les Barbares n'ayant eu aucun formulaire propre, toutes les formules sans distinction remonteraient à la pratique romaine par l'intermédiaire des notaires ou clercs, lesquels, dans les premiers siècles du moins, vivaient presque tous sous la loi romaine. Ceci n'entraîne pas M. Stouff à s'occuper dans la suite de son travail des formules dont le caractère germanique est le plus accentué; il limite judicieusement le sens de l'expression *secundum legem Romanam*. Néanmoins, il était bon de constater dès le début la dérivation générale des formules : la revue des principales variétés d'actes et des clauses les plus ordinaires des formules, ce qui est l'objet du chapitre I,

confirme nettement les aperçus de Brunner et de M. Stouff; les formules de Ravenne sont comme le trait d'union qui relie l'antiquité romaine aux siècles de la période franque.

Quels recueils de lois romaines les auteurs de formules ont-ils mis à contribution? Cette recherche est peut-être la partie la plus remarquable de l'étude de M. Stouff; elle occupe le chapitre II. Les conclusions n'en ont rien d'imprévu : l'*interpretatio* du *Breviarium Alarici*, la *lex Romana Burgundionum* sont les deux sources principalement exploitées; très accessoirement on a fait aussi usage de quelques *epitome* (*Epitome Aegidii* notamment) et de la *lex Curiensis*. Le droit de Justinien n'a pas été utilisé. On savait tout cela; le mérite de M. Stouff est de l'avoir établi par une démonstration analytique rigoureuse. On remarquera en particulier les pages (p. 60 à 62) où il montre que le droit antéjustinien permet d'expliquer plusieurs décisions dont la présence dans les formules a donné jadis à penser que la compilation justinienne avait été mise à profit.

Dans les chapitres III et IV, M. Stouff examine deux questions d'un grand intérêt, questions ayant d'ailleurs entre elles une réelle connexion : quelle notion les auteurs de formules se faisaient-ils de la loi romaine? Comment le droit germanique et le droit romain ont-ils été souvent, dans les mêmes formules, combinés, amalgamés d'une façon si singulière? Quant à la première question, notre auteur n'a pas de peine à relever des exemples de confusions et d'erreurs grossières commises par les rédacteurs d'actes; la tradition de la loi romaine leur est parvenue indistincte, altérée; c'est ainsi que pour eux la Falcidie n'est autre chose que la légitime (ceci surtout dans les formulaires du pays des Burgundes et dans les chartes de Cluny); c'est ainsi encore que la *largitas sponsalitia*, faite par le mari à la femme, est attribuée aux lois Julia et Papia Poppaea; que l'exigence d'un écrit, dans des cas où elle n'était aucunement imposée à Rome, est attribuée au droit romain; que l'écrit est supposé obliger par lui-même, en vertu de la loi romaine, par une confusion évidente de la force obligatoire et de la force probante, etc. Qu'importent, en somme, ces ignorances et d'autres encore? Le culte de la loi romaine est vivant : *lex Romana, vox ipsa Dei*. C'est sous le couvert du droit romain que s'établissent de solides traditions; et, en réalité, une part notable des usages romains est fidèlement conservée : ainsi, l'usage de la *stipulatio duplae*, de la *stipulatio Aquiliana*, des clauses pénales, de la clause codicillaire. Faut-il ajouter à cette liste la *precaria*? M. Stouff, comme Fustel de Coulanges et d'autres historiens du droit, n'hésite pas à la rattacher au *precarium* romain, malgré les profondes différences qui séparent les deux institutions; nous aurions peine à le suivre. Par contre, nous ne verrions pas avec lui le résultat d'une confusion d'idées dans la fongibilité des expressions *ante nuptias donatio* et *dotalitium*; elle s'explique très naturellement par la raison que, sur

ce point, il y a concordance parfaite de l'institution romaine et de l'institution germanique.

Dans le chapitre iv, sur les causes et les différents états de la combinaison des deux législations germanique et romaine, tout, ou à peu de choses près, est digne d'éloges. Seulement, c'est dans ce chapitre qu'apparaît un peu tardivement une distinction entre les formules qui eût dû, selon nous, dès la première partie, être l'objet d'un examen approfondi, à savoir la distinction des formules d'après le lieu de provenance. Mentionnée en quelques lignes et d'une façon insuffisante, à deux reprises (p. 13 et 22), cette distinction poussée à fond eût éclairé plus d'un problème, notamment celui des *Gesta municipalia* (p. 42). Plus tard même, lorsqu'elle est introduite avec un peu plus de développement (p. 106 et 107), elle n'est examinée qu'au point de vue des envahissements progressifs du droit germanique sur le droit romain. A ce propos, certains faits particuliers ne sont-ils pas exagérés? voir notamment, en ce qui concerne la durée de la prescription, ce qui est dit du pays de Tours : l'évolution a eu lieu au contraire, en général, dans le sens des courtes prescriptions aux longues prescriptions du droit romain.

Une dernière observation : M. Stouff a sagement limité son champ d'observation aux actes privés. Il laisse de côté les actes publics; c'est parfaitement son droit, mais pourquoi donner à l'appui une raison *a priori* qui soulève la contradiction? Pour lui, comme pour Fustel de Coulanges, tout, dans le droit public de l'époque mérovingienne, est romain (les seules innovations attribuées aux barbares ne sortent pas de l'ordre judiciaire). M. Stouff pose ainsi, au début de sa monographie (p. 4 et 5), une antithèse forcée entre le droit public, tout romain, et le droit privé, dans lequel seul coexisteraient les deux éléments romain et germanique, dont il a poursuivi le débrouillement avec une si remarquable pénétration.

En somme, malgré quelques réserves et quelques dissidences, nous nous plaisons à voir dans la thèse de M. Stouff une œuvre de solide érudition juridique. C'est, en effet, une véritable thèse de droit que M. Stouff a soutenue devant la Faculté des lettres, mais, sous notre plume, cette constatation n'est en rien une critique.

Paul CAUWÈS.

Gerichtsurkunden der fränkischen Zeit verzeichnet von Rudolf HÜBNER, Dr. iur. — 1^o Abtheilung. *Die Gerichtsurkunden aus Deutschland und Frankreich bis zum Jahre 1000.* — Weimar, Hermann Böhlau, 1894. In-8°, vii-448 pages. (Extrait de la *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte*, Band XII, *Germanistische Abtheilung.*)

L'initiative de cette publication vient de la direction des *Monumenta*

Germaniae historica. Cette grande collection doit comprendre une section intitulée *Placita*, où l'on se propose de réunir les documents judiciaires de l'époque franque. Pour préparer ce travail, M. le professeur H. Brunner a chargé M. R. Hübner de dresser un catalogue de tous les actes de cette catégorie, passés en France ou en Allemagne avant l'an 1000, qui sont imprimés : en publiant ce catalogue, il prie les lecteurs de lui faire connaître les omissions ou les erreurs qu'ils pourront y découvrir, et les actes inédits qu'il conviendra d'y ajouter¹. Il espère arriver ainsi à rendre la publication future aussi complète et aussi exacte que possible.

Cet appel s'adresse à la fois aux érudits français et aux érudits allemands ; particulièrement, sans doute, aux érudits de province, qui font leur spécialité de l'histoire locale et qui ont plus de chances que les autres de connaître des pièces d'archives encore inédites, ou des textes enfouis dans des publications peu répandues. On peut se demander si c'est une idée heureuse d'avoir choisi pour la rédaction du catalogue une langue inconnue d'une bonne moitié du public auquel il s'adresse. N'aurait-il pas mieux valu suivre l'exemple de M. de Sickel, qui a publié en latin les notices de ses *Acta Karolinorum*? Cela aurait permis, au surplus, de rédiger les notices à la fois avec plus de facilité et plus d'exactitude, puisqu'on n'aurait eu qu'à se servir des termes mêmes des pièces analysées².

Dans le détail, un certain nombre de points appellent la revision. Il y a dix-huit ans que M. Auguste Longnon a publié son *Examen géographique du tome I^{er} des Diplomata imperii (Monumenta Germaniae historica)*³ : il est surprenant que ce travail ne soit pas mieux connu des savants allemands, et particulièrement des directeurs et des collaborateurs des *Monumenta Germaniae historica*. On y aurait appris que *Tauriciacum* ne peut pas être Thorigné (Hübner, n° 27), ni *Bactilione Valle* les Batignolles (n° 34), ni *Captunnaco* Chatou (n° 35), que le *pagus Tellaus* s'appelle en français le Talou (n° 53), que *Baudrinus* est Boran (n° 60), qu'il est oiseux de traduire des noms latins réels par des noms français imaginaires, comme *Baddane Curtis* par Baddancourt (n° 38) ou *Thunsons Vallis* par Tussonval (n° 40).

Il y a dix-huit ans aussi qu'a paru, dans la revue dirigée par M. de Sybel, un article qui ne se recommandait pas moins à l'attention des

1. Adresser les renseignements, soit à M. H. Brunner, Lutherstrasse 36, Berlin (W.), soit à M. R. Hübner, Ahornstrasse 4, Berlin (W.).

2. Ceux-là même, parmi les lecteurs français, qui savent assez d'allemand pour l'usage courant pourront sans honte rester embarrassés devant certains termes techniques que les dictionnaires ordinaires n'expliquent pas. Qu'est-ce, par exemple, qu'un *zweizüngiges Urtheil*?

3. Dans la *Revue critique d'histoire et de littérature*, 1873, 2^e semestre, et à part (Paris, 1873, in-8°).

éditeurs des *Monumenta* : *Ueber die Merovinger-Diplome*, par feu K.-Fr. Stumpf¹. Ce regretté diplomate insistait sur la nécessité de comprendre, dans les recueils de chartes, non seulement les pièces dont le texte nous est parvenu, mais aussi celles dont nous n'avons que des notices analytiques : et il donnait comme spécimen un catalogue provisoire d'*acta deperdita* des princes mérovingiens, où étaient relevés 98 actes des rois et 15 des maires du palais². M. Hübner n'a pas pris sur ce point de parti nettement défini : il a admis (n° 59), probablement d'après les *Regesten* de M. Mühlbacher, un jugement de Charles-Martel pour Saint-Wandrille, mentionné dans les *Gesta abbatum Fontanellensium*, mais il a laissé de côté un jugement de Dagobert III pour Saint-Denis, noté et signalé par Stumpf. Il aurait pu, son cadre étant plus large que celui de Stumpf, aller plus loin et mentionner par exemple les incidents de procédure relatés parfois avec une grande précision dans divers passages de Grégoire de Tours³. Il n'aurait pas dû omettre, tout au moins, dans les dernières pages de son volume, les deux procès politiques intentés en France à l'archevêque Adalbéron de Reims, en 985 et en 987. Sur le premier, nous possédons peu de renseignements, mais nous avons le texte même d'une pièce de la procédure, le mémoire justificatif de l'accusé à la cour du roi⁴. Le second, jugé dans les derniers jours de mai 987, a été raconté avec des détails précis par Richer ; il offre cet intérêt particulier de nous montrer la cour royale siégeant, non seulement en l'absence du roi, mais pendant l'inter règne entre la mort d'un roi et l'élection de son successeur.

En 1882, un des meilleurs collaborateurs des *Monumenta*, M. Bruno Krusch, a publié un mémoire sur la chronologie des rois mérovingiens, qui a fait époque et qui renouvelle entièrement le sujet⁵. Ici encore, on peut s'étonner que les rédacteurs du catalogue ne paraissent pas plus au courant des derniers résultats acquis. Voici quelques dates qui, soit d'après le travail de M. Krusch, soit d'après d'autres considérations, doivent être rectifiées comme il suit :

N° 23,	au lieu de 648,	lisez 642 ou 643	(3 septembre).
— 27	—	658 — 659	(novembre).
— 31	—	663 — 664	(24 octobre).
— 32	—	666 — 667	(18 août).
— 33	—	677-678 — 679	(15 septembre).
— 34	—	679 — 682	(30 juin).
— 59	—	722 — 723	(19 juillet).
— 60	—	726 — 727	(3 mars).

1. *Historische Zeitschrift*, XXIX, 343-407.

2. *Historische Zeitschrift*, XXIX, 393-400.

3. Par exemple, *Historia Francorum*, V, 32; VII, 47.

4. Lettres de Gerbert, éditions Masson, Du Chesne et Migne, n° 57, 58; Olleris, n° 49, 50; J. Havet, n° 57.

5. *Forschungen zur deutschen Geschichte*, XXII, 451-490: cf. *Historische*

La détermination précise de ces dates n'a pas seulement pour objet de satisfaire un instinct de curiosité un peu méticuleux; elle permet des constatations qui jettent quelque jour sur l'organisation et le fonctionnement de la cour du roi. Si, en effet, on traduit les indications d'ans, de mois et de quantième en jours de la semaine, on trouve que, sur onze jugements des rois mérovingiens dont la date est exactement connue¹, trois ont été expédiés le dimanche (nos 36, 37, 55), deux le lundi (34, 60), deux le jeudi (31, 39), quatre le samedi (35, 38, 54, 57), aucun le mardi, le mercredi ni le vendredi. D'autre part, quand un jour est assigné aux parties pour produire leurs preuves, c'est ordinairement un mercredi (nos 35, 36, 38). Certains jours de la semaine étaient donc réservés au prononcé des sentences, d'autres à l'instruction des affaires. Dans les jugements datés du dimanche, la présence du roi à la cour est toujours mentionnée; c'était apparemment le jour consacré aux audiences les plus solennelles.

Ces remarques demanderont à être complétées et approfondies, et j'espère avoir l'occasion d'y revenir. Ce qui précède suffit pour montrer, à la fois, l'intérêt que peuvent avoir des relevés comme celui que vient de nous donner M. Hübner, et la nécessité de revoir attentivement, avant de les livrer à l'impression, les matériaux dont dispose la direction des *Monumenta Germaniae historica*.

Julien HAVET.

Histoire du pape Calixte II, par Ulysse ROBERT. Paris, Alphonse Picard; Besançon, Paul Jacquin, 1894. Grand in-8°, xxvi-262 pages, avec une planche.

Bullaire du pape Calixte II. 1119-1124. Essai de restitution, par Ulysse ROBERT. Paris, imprimerie nationale; Alphonse Picard, à Paris; Paul Jacquin, à Besançon, 1894. Grand in-8°, c-397 et 535 pages, avec 4 planches.

Les deux ouvrages que notre confrère M. Ulysse Robert vient de consacrer à la vie et aux actes de Calixte II s'adressent à des catégories différentes de lecteurs. Le premier satisfera un public, relativement nombreux, qui aura plaisir à suivre tous les détails de l'histoire d'un des grands papes du XII^e siècle, et qui saura gré à l'auteur d'avoir combiné et discuté, dans une exposition simple et substantielle, tous les

Zeitschrift, LXIII, 110; *Neues Archiv*, X, 94; *Bibliothèque de l'École des chartes*, XLVI, 430-439; XLVIII, 58; LI, 58.

1. Je ne compte pas les nos 32 et 33 de M. Hübner, qui sont des actes de faveur royale et non des sentences judiciaires. — Plusieurs des actes de Childébert III ne peuvent être datés exactement, à cause de l'incertitude qui règne encore sur l'époque précise de l'avènement de ce prince.

témoignages contemporains, et de s'être arrêté, pour des questions délicates, à des solutions modérées, parfois ingénieuses et toujours suggérées par une critique pénétrante et impartiale.

Le second ouvrage de M. Ulysse Robert, qui sert de pièces justificatives au premier, aura peut-être moins de succès dans le monde ; mais l'originalité et l'importance en seront appréciées par les connaisseurs d'élite à qui il est destiné. C'est, en effet, un excellent livre de diplomatique pontificale.

Le *Bullaire de Calixte II* se recommande par des qualités d'un ordre élevé. Il eût été difficile de pousser plus loin et de conduire avec plus de sagacité que ne l'a fait M. Robert des recherches qui ont abouti à réunir 520 pièces, dont beaucoup n'avaient pas encore été signalées et dont 99, c'est-à-dire près du cinquième, ont été reconnues exister en original dans les archives ou les bibliothèques des différents pays de l'Europe. Le scrupule avec lequel le texte en a été constitué ne mérite pas moins d'éloges. Mais ce qui est peut-être le plus méritoire, c'est l'introduction, dans laquelle sont très sûrement et très clairement exposés les usages suivis à la chancellerie romaine du temps de Calixte II.

Les remarques de M. Ulysse Robert ne devront jamais être perdues de vue par ceux qui étudient la diplomatique pontificale du ^{xii}^e siècle. Les points essentiels établis dans l'introduction sont les suivants :

A la chancellerie de Calixte II, l'indiction était comptée à partir du 1^{er} septembre ;

On y commençait l'année de l'ère chrétienne, tantôt au 1^{er} janvier, tantôt au 25 mars suivant le style pisan (système de comput qui, par rapport au nôtre, était en avance de neuf mois moins six jours), tantôt enfin au 25 mars suivant le style florentin (système qui était en retard d'une année par rapport à celui des Pisans) ;

L'année du pontificat se comptait à partir du 2 février, jour de l'élection de Calixte II, et non pas à partir du 9 février, jour de la consécration : c'est là un résultat nouveau, qui obligera à contrôler de très près la règle généralement admise qui fait partir du jour de la consécration les années du pontificat des papes du ^{xii}^e siècle ;

La souscription *Ego Calixtus catholicae aecclesiae episcopus ss.* n'a pas été tracée dans toutes les bulles par Calixte II lui-même : le plus souvent, c'est le bibliothécaire ou le chancelier qui a dû souscrire en essayant d'imiter l'écriture du souverain pontife ;

Les dates n'ont pas été tracées par les bibliothécaires ou les chanceliers, mais par de simples scribes ou notaires.

En outre, M. Robert a analysé avec beaucoup de finesse une foule de petites particularités paléographiques, dont plusieurs peuvent servir à distinguer les bulles authentiques et originales de celles qui sont fausses ou simplement conservées à l'état de copie.

L'exécution matérielle du *Bullaire* répond au soin que l'auteur a pris

pour en rassembler et en disposer les matériaux. Dans le tome I^{er} sont reproduits trois documents sortis de la chancellerie de Calixte II et les différents types des bulles de plomb qu'on y a employés. — Le volume de l'*Histoire* renferme un fac-similé du texte impérial du concordat de Worms, d'après l'exemplaire des archives du Vatican.

L. DELISLE.

Le Royaume d'Arles et de Vienne (1138-1378); étude sur la formation territoriale de la France dans l'est et le sud-est, par Paul FOURNIER, professeur à la Faculté de droit de Grenoble, ancien élève de l'École des chartes. Paris, Alph. Picard. In-8°, xxii-554 pages.

La lutte des influences française et allemande commence à se faire sentir sur la rive gauche de la Saône et du Rhône précisément au moment où la royauté capétienne, affermie sur ses bases, cherche à élargir le cercle de sa domination. Entre l'empereur, héritier légitime du royaume de Bourgogne, et le roi de France, que son instinct portait à convoiter toutes les provinces de l'ancienne Gaule, un inévitable conflit se produisit dès le XII^e siècle. Quels furent les efforts du monarque allemand pour maintenir ou consolider dans ce qu'on est convenu d'appeler le royaume d'Arles sa souveraineté chancelante? Quelles circonstances, d'autre part, ou quels calculs favorisèrent, dans la même région, les progrès de la monarchie française? Tel est le sujet d'un livre dont l'éloge n'est plus à faire, dont l'analyse même exigerait plus de développements que nous ne pouvons en donner à ce rapide compte rendu, mais dont il convient pourtant d'indiquer quelques-unes des conclusions principales, ne serait-ce que pour inspirer au lecteur le désir de chercher dans ce solide ouvrage la réponse à bien des questions souvent posées, l'éclaircissement de bien des difficultés demeurées insolubles, et surtout l'explication, la coordination d'une multitude de faits épars dans les histoires locales, et qui, faute d'avoir été placés dans leur vrai jour, rattachés à leur vraie cause, demeureraient vides de sens ou semblaient dépourvus d'intérêt.

Du XII^e au XIV^e siècle, c'est-à-dire à l'époque critique pendant laquelle se décida le sort du royaume d'Arles, tous les princes qui se succédèrent sur le trône impérial se parèrent du titre de rois de Bourgogne et de Provence; mais combien de ces Staufens, de ces Habsbourg ou de ces Luxembourg exercèrent sur nos provinces du sud-est une domination réelle? Trois tout au plus. A part Frédéric Barberousse, Frédéric II et Henri VII, ils n'ont guère qu'une souveraineté nominale, qui ne gagne point à passer, si l'on peut s'exprimer ainsi, de la théorie à la pratique: car, en ce cas, leurs efforts n'aboutissent qu'à la constatation de leur incurable impuissance. Les règnes de Lothaire II, de Rodolphe de Habsbourg, de Louis de Bavière et de Charles IV en four-

niraient facilement la preuve. Aussi constate-t-on souvent parmi le commun des empereurs un grand découragement, une sorte d'indifférence pour tous les événements qui peuvent s'accomplir à l'ouest du Jura et des Alpes, et, ce qui est une autre forme de renoncement, une disposition constante à se décharger sur des vicaires de la souveraineté du royaume d'Arles : Henri VI ne songea-t-il pas à déléguer sa royauté à Richard Cœur-de-Lion ?

Sous Barberousse, il en fut autrement. Ce grand admirateur de Charlemagne, désireux d'égaliser son modèle, prit fort au sérieux son titre de roi de Bourgogne et de Provence. Il le put d'autant mieux que la Comté, dont il était devenu par son mariage le maître incontesté, lui servit de point d'appui pour étendre sa domination sur toute la vallée du Rhône. S'il n'avait pas, par une aberration commune à bien des empereurs, usé ses forces dans une lutte stérile contre la papauté, il aurait réussi peut-être à asseoir sur un fondement inébranlable son autorité dans le royaume d'Arles.

La base d'opérations dont se servit Frédéric II pour dominer la Provence ne fut point la Franche-Comté. Il s'appuya plutôt sur l'Italie, où un parti considérable le saluait comme son chef, sur la Sicile, dont il avait hérité par sa mère, sur les stations commerciales de l'Occident et du Levant, sur la Méditerranée elle-même. Chose curieuse, le futur ennemi d'Innocent IV commença par intervenir dans les affaires de Provence comme défenseur des droits de l'Église. Puis, brusquement, il modifia l'orientation de sa politique, rompit avec ses alliés de la veille et recommença la grande lutte de l'Empire contre la papauté. Cette attitude nouvelle ne parut pas d'abord défavorable à l'influence allemande. Au lendemain des guerres albigeoises, les hérétiques et ennemis de la puissance ecclésiastique pullulaient dans le midi de la Gaule : ils vinrent se grouper autour de Frédéric. On sait toutefois quelle fut l'issue de ce conflit, particulièrement désastreuse pour la domination impériale sur les rives du Rhône.

Soixante ans plus tard, « pendant une période à la vérité très courte, Henri VII rallia sous ses drapeaux une foule de seigneurs du royaume d'Arles. Il dut cet avantage d'abord aux liens étroits qui l'unissaient à la maison de Savoie, en outre au prestige que lui donnait son caractère chevaleresque, aussi bien qu'à la perspective d'une expédition en Italie qui, sous sa conduite, semblait s'annoncer comme heureuse et brillante. »

En regard de ces succès intermittents et éphémères de la politique impériale, il faut suivre dans l'ouvrage de notre confrère les progrès constants de la royauté capétienne.

Sans doute l'histoire n'en est pas neuve. Il s'en faut pourtant qu'elle ait jamais été racontée de cette manière complète et lumineuse. Depuis le jour où Louis VII, ayant pris contre Barberousse le parti

d'Alexandre III, apparut dans le sud-est de la Gaule comme le protecteur de tous les mécontents, jusqu'au jour où Charles V obtint pour le dauphin, son fils, la qualité de vicaire impérial dans tout le royaume d'Arles, circonstance qui acheva de ruiner le prestige de l'autorité allemande, on sent que l'œil du roi de France est fréquemment dirigé vers les contrées du sud-est, que le monarque capétien ne laisse point échapper les occasions d'y intervenir, et que plus d'une fois il les fait naître. C'est ainsi que Louis VIII, sous prétexte d'achever l'œuvre de Simon de Montfort, dirige en personne une croisade vers la vallée du Rhône, assiège et prend Avignon en pleine terre d'Empire. Cette expédition, d'ailleurs, est un fait isolé. Les empiétements de la France s'opèrent généralement sans bruit, sans lutte violente; la royauté chemine lentement, patiemment, mais sûrement : c'est ainsi qu'elle parvient à s'annexer tour à tour Lyon, Viviers, la Franche-Comté, un faubourg de Vienne, le Dauphiné, en attendant qu'elle fasse subir le même sort à la Provence.

Pour suivre la marche des nombreuses pièces que font mouvoir les deux joueurs dans la grande partie engagée à l'occasion du royaume d'Arles, il était nécessaire de connaître à fond les ressorts de la politique allemande, française et italienne. Il fallait saisir les rapports singulièrement complexes des puissances les unes avec les autres et se reconnaître au milieu des perpétuelles variations de l'échiquier européen. Nul ne pouvait réussir mieux que M. Fournier dans cette œuvre d'analyse patiente, de critique sagace et de haut jugement. Après d'un pareil guide, on se sent rassuré, et par l'abondance des informations, et par la sûreté des déductions.

On n'a pas moins à se louer de ses procédés d'exposition. Beaucoup d'érudits ont pour méthode de faire péniblement repasser leurs lecteurs par le chemin qu'ils ont eux-mêmes parcouru; ils ne lui font grâce d'aucune de leurs recherches, d'aucune de leurs trouvailles : ils le condamnent à recommencer le travail préparatoire auquel eux-mêmes se sont livrés. C'est une sorte d'initiation, souvent fort instructive et parfois attachante, mais surtout, on en conviendra, pour les gens du métier. M. Paul Fournier n'appartient point à cette école. Quand il a terminé un ouvrage, il n'hésite pas à abattre tous les échafaudages qui lui ont servi à l'édifier; il se contente de reléguer en notes ou en appendices les indications de sources et les éclaircissements nécessaires. S'il fait ainsi moins valoir son érudition, son récit en acquiert une clarté dont les bons juges ne peuvent lui savoir mauvais gré.

N. VALOIS.

Collection d'opuscules dauphinois. — I. *Mémoire historique sur les hérésies en Dauphiné avant le XVI^e siècle, accompagné de documents inédits sur les sorciers et vaudois*, par Jules CHEVALIER, chanoine honoraire, professeur d'histoire au grand séminaire de Romans. Valence, 1890. In-4°, 164 pages. — II. *Histoire du baron des Adrets*, par l'abbé BRISARD. Nouvelle édition accompagnée de pièces justificatives. Valence, 1890. In-4°, iv-490 pages.

Les Vaudois de la Vallouise, par Aristide ALBERT. Grenoble, 1894. In-12, 97 pages. (Extrait du livre : *le Pays Briançonnais. Note sur le canton de l'Argentière (Hautes-Alpes)*, par Aristide ALBERT.)

Les deux premières de ces brochures inaugurent une nouvelle série de publications historiques dauphinoises entreprise par l'imprimerie Jules Céas et fils, de Valence. Toutes deux ont été préparées par M. l'abbé Jules Chevalier, dont j'ai déjà loué, ici même, plusieurs fois la féconde activité.

L'*Histoire du baron des Adrets* n'est que la réédition d'un extrait de l'*Histoire généalogique de la maison de Beaumont*, publiée, en 1779, en deux gros volumes in-folio par l'abbé Brisard, laquelle est aujourd'hui d'une extrême rareté et ne se trouve guère que dans les bibliothèques publiques. M. l'abbé Chevalier a fait suivre la vie du sinistre capitaine de quarante pièces justificatives déjà publiées dans divers ouvrages, mais qu'il n'est pas sans intérêt de trouver ainsi groupées.

Si je suis bien informé, c'est en recherchant ces pièces justificatives que M. Chevalier a été amené à feuilleter aux archives de l'Isère les registres si curieux qui concernent les vaudois. Ces documents étaient bien connus. Depuis Martin de Clausonne¹, qui, au xvii^e siècle, en avait donné de nombreux extraits, tous les érudits dauphinois ou étrangers qui se sont occupés de la question des vaudois étaient venus les consulter. Certains avaient même songé à les publier ; mais, soit que leur pudeur ait été révoltée par les détails scabreux que contiennent ces procédures sur les pratiques de libre union imputées aux vaudois, soit qu'ils aient attendu pour les mettre en œuvre d'avoir réuni tout ce que les archives de l'Isère et celles de Turin peuvent fournir de renseignements encore inédits sur le même sujet, le champ restait libre. M. l'abbé Jules Chevalier, bien que déjà fort absorbé par la préparation de son second volume de l'*Histoire de Die* et d'une copieuse *Histoire des comtés de Valentinois et Diois*, sans parler de son enseignement au grand séminaire de Romans, est arrivé bon premier dans cette course. A la

1. *Inscription en faux par messire Gabriel Martin, abbé de Clausonne, contre le livre intitulé : « De la puissance du pape et des libertés de l'Eglise gallicane, mis en lumière par le sieur Marc Vulson, jadis conseiller en la Chambre de l'édit de Grenoble. »* Grenoble, 1640, in-8°.

vérité, son mémoire porte la marque de la hâte avec laquelle il a été composé, et sur plus d'un point il pourrait être utilement augmenté. Tel qu'il est, cependant, il suffit à donner une idée de l'intérêt que présentent pour l'histoire des sorciers et des vaudois les registres de la Chambre des comptes de Grenoble, et permettra d'attendre le moment où l'infatigable érudit en donnera, comme il le promet, une édition intégrale. Bien que le latin ait le droit de braver l'honnêteté, j'espère que, pour les lecteurs français, l'éditeur sera obligé de pratiquer quelques coupures.

Je me souviens d'avoir un jour, à propos de ses études si intéressantes sur les évêques de Valence, félicité M. Jules Chevalier de son impartialité dans les questions religieuses. Je regrette de ne pouvoir reconnaître le même mérite à son mémoire sur les vaudois. Soucieux peut-être de rester orthodoxe, il semble s'être interdit toute pitié pour les malheureux paysans de la Vallouise, livrés par bandes aux bûchers de l'Inquisition ou précipités du haut des rochers de l'Aile-Froide par les croisés d'Albert de Cattaneo, et avoir réservé sa sympathie pour deux inquisiteurs massacrés au cours de leur sanglante mission. Il accepte, sans les discuter, les aveux de sorcellerie, de commerce avec le diable, de crimes contre nature arrachés par la torture à des femmes, à des enfants, et de même, pour donner une idée de la morale des vaudois, il préfère ces mêmes témoignages, justement suspects, aux livres de la secte, aux *Vertus* ou à la *Nobla Leczon*, dont il ne parle même pas.

Presque en même temps que le mémoire de M. l'abbé Chevalier paraissait une autre étude sur le même sujet : *les Vaudois de la Vallouise*, par Aristide Albert. Le livre de M. Albert, qui est un des plus modestes, mais non des moins distingués écrivains des Hautes-Alpes, est conçu dans un tout autre esprit que celui dont je viens de parler. Ici, l'indignation déborde et atteint au lyrisme. M. Albert ne cache pas ses sympathies pour les victimes, vers lesquelles son âme généreuse et sensible est violemment attirée. Joignez qu'il est leur compatriote, et qu'en défendant leur mémoire c'est celle de ses ancêtres qu'il défend. Et il apporte à cette œuvre de filiale réparation une ardeur qui ne va pas sans quelques exagérations, sans quelques violences de langage, lesquelles font de son livre moins un impartial récit de cette navrante histoire qu'un réquisitoire indigné contre les persécuteurs, et un ardent plaidoyer pour la liberté de conscience. Mais peut-être ce reproche n'est-il pas pour lui déplaire?

A. PRUDHOMME.

Ancien Armorial équestre de la Toison d'or et de l'Europe au XV^e siècle. Fac-similé contenant 942 écus, 74 figures équestres, en 114 planches chromotypographiées reproduites et publiées pour la première fois d'après le manuscrit 4790 de la Bibliothèque de l'Arsenal, par Lorédan LARCHEY, l'un de ses conservateurs honoraire. Paris, Berger-Levrault, 1890. Grand in-folio, xxvi-292 pages, avec 106 planches en couleur.

Le nombre des livres qui ont été publiés sur le blason est considérable. Nous sommes cependant embarrassés à chaque instant quand nous avons à expliquer les armoiries figurées sur les monuments du moyen âge : sculptures, peintures et vitraux des édifices religieux et civils, livres, meubles, bijoux, etc. En effet, il n'existe point d'armoriaux du moyen âge vraiment dignes de ce nom, et selon toute apparence nous n'en aurons pas d'ici longues années, tant il est difficile d'en rassembler et d'en coordonner les éléments ! A défaut de tels instruments, dont l'absence est vivement regrettée par les historiens et surtout par les archéologues, nous devons accueillir avec reconnaissance toutes les publications qui fournissent des renseignements authentiques sur les armoiries portées à une époque ancienne par les princes et les seigneurs d'un pays déterminé. Aux premiers rangs des ouvrages qui rentrent dans cette catégorie se placera le splendide volume que M. Larchey vient de faire paraître à la librairie Berger-Levrault, et qui est la reproduction chromotypographique d'un armorial de la première moitié du xv^e siècle conservé à la Bibliothèque de l'Arsenal.

L'armorial que M. Larchey a mis en lumière peut se diviser en deux parties : la première se compose des figures équestres des chevaliers de la Toison d'or compris dans les promotions de 1430 à 1440 ; la seconde nous offre les figures équestres des souverains et des princes de l'Europe, des électeurs de l'Empire et des pairs de France, avec les écus d'un grand nombre de familles de divers pays de l'Europe. C'est, à proprement parler, un armorial de la France, de l'Angleterre, de l'Écosse, des Pays-Bas, de l'Allemagne et de la Pologne¹. Les provinces françaises qui sont le mieux représentées sont l'Ile-de-France, la Normandie, l'Artois et la Flandre.

Dans la plupart des cas, le blason est accompagné du nom du personnage auquel il appartient. Beaucoup de ces noms ont été identifiés par l'éditeur, qui, sur des exemples bien choisis, a montré comment l'armorial, dont il nous donne une si fidèle et brillante reproduction, doit être combiné avec les autres armoriaux du xiv^e et du xv^e siècle, et surtout avec les sceaux, pour arriver à la connaissance exacte des armes

1. M. le baron Oscar de Watteville a fourni à M. Larchey de précieuses indications sur le régime nobiliaire et sur l'art héraldique de la Pologne.

portées par les seigneurs du moyen âge. C'est là un travail d'autant plus difficile qu'il règne beaucoup de désordre dans les anciens armoriaux, que la composition n'en est pas homogène et que les noms y sont souvent altérés par les copistes. Aussi faut-il savoir beaucoup de gré aux savants qui, comme M. Larchey, se dévouent à une tâche aussi ingrate et la remplissent consciencieusement et avec des préoccupations absolument scientifiques.

A la reproduction du manuscrit, à l'explication des figures et des blasons qu'il renferme, M. Lorédan Larchey a joint des textes relatifs à l'ordre de la Toison d'or et une introduction dans laquelle le manuscrit de l'Armorial est décrit avec la plus minutieuse exactitude. On y trouvera exposés, avec beaucoup de critique et de discrétion, les arguments qui permettent de supposer que, si l'Armorial n'est pas l'œuvre de Jean Le Fèvre, seigneur de Saint-Rémi, bien connu par la Chronique dont M. Morand nous a donné une édition sous les auspices de la Société de l'histoire de France, la composition peut en être attribuée à l'un de ses compagnons ou de ses disciples.

Le volume se termine par des tables, dont la plus importante et la plus utile fournit le moyen de retrouver la figure et l'explication des armoiries dans lesquelles entrent telles ou telles pièces de blason.

On voit que M. Larchey a rendu un véritable service à ceux qui étudient scientifiquement le blason du *xiv^e* et du *xv^e* siècle. Ajoutons qu'il a été fort bien secondé par la maison Berger-Levrault, qui n'a rien épargné pour faire de l'*Ancien Armorial équestre* un livre digne de figurer avec honneur dans toutes les bibliothèques héraldiques.

L. DELISLE.

Kultur- und Sittengeschichte der italienischen Geistlichkeit im X. und XI. Jahrhundert von A. DRESDNER. Breslau, Koebner, 1890. In-8°, xvi-392 pages.

Il restait peu de choses à dire sur Grégoire VII et sur Pierre Damien ; la simonie et les investitures laïques ne pouvaient guère fournir la matière d'un livre nouveau. Aussi M. Dresdner a-t-il élargi son sujet pour entreprendre une *Histoire de la culture et des mœurs du clergé italien aux X^e et XI^e siècles*. Seulement, qu'est-ce que le clergé italien à cette époque ? Les clercs de Naples, de Salerne, de Rome, de Milan ou de Venise ne sont pas dans des conditions si analogues que ce qui est vrai des uns puisse être vrai des autres. Que peut être ensuite une histoire des mœurs pour ce temps-là ? Lorsqu'on veut étudier les institutions d'une société, c'est une méthode excellente que celle qui consiste à dépouiller les textes, à classer les faits et à dégager des généralités d'une classification savante. Mais lorsqu'il s'agit des mœurs, ce procédé amène à des conclusions

fausses ou superficielles. Voilà pourquoi la *Sittengeschichte* est un livre plus littéraire que scientifique.

M. Dresdner a cru devoir s'en tenir à des informations trop souvent de seconde main (Gregorovius, Giesebrecht, Ozanam, Delarc) et d'une science vieillie¹. Il ne soupçonne pas le rôle que jouent encore au x^e siècle les diverses institutions de l'Eglise romaine, telles que nous les voyons fonctionner dans le *Liber pontificalis* (que M. Dresdner ne paraît pas connaître); et aussi le clergé de l'Italie méridionale, sur lequel de récents travaux ont jeté une vive lumière (M. Dresdner ne connaît ni Amari, ni Lenormant, ni Lancia).

Nous avons parcouru le livre de M. Dresdner avec intérêt et non sans profit; si l'auteur avait borné son sujet à une simple monographie, il nous aurait donné une œuvre de plus de valeur.

L. MANCEST-BATIFFOL.

Giovanni Acuto (sir John Hawkwood), storia d'un condottiere, per G. TEMPLE-LEADER e G. MARCOTTI. Firenze, tip. di G. Barbèra, 1889. In-8°, 305 pages.

Sur une montagne voisine de Florence s'élève le château de Vincigliata, qui, suivant une tradition plus ou moins digne de foi, fut démoli, en 1364, par les routiers de Jean Hawkwood. Le propriétaire actuel, M. Temple-Leader, après avoir pris soin de faire restaurer ce monument dans le style du xiv^e siècle, a eu l'idée heureuse de s'associer un historien distingué, M. Marcotti, pour publier une biographie complète du célèbre condottiere anglais. Il est résulté de cette collaboration un élégant volume, dont le fond et la forme, également soignés, réuniront tous les suffrages des lettrés et des érudits. Les archives de Florence, de Pise, de Lucques, de Sienne, de Mantoue et du Vatican, largement mises à contribution, ont fourni aux auteurs soixante-douze pièces justificatives, sans compter un bien plus grand nombre de documents dont ils n'ont point voulu surcharger leur publication, mais dont ils ont eu soin d'extraire les renseignements les plus précis sur l'histoire militaire de l'Italie entre 1360 et 1394.

On peut regretter l'indulgence, quelquefois excessive, de MM. Temple-Leader et Marcotti pour les méfaits d'un héros qui ne s'élève guère, en somme, au-dessus du niveau moral de la plupart des routiers de cette

1. Par exemple, M. Dresdner parle (p. 207) de la science du droit en Italie au x^e et au xi^e siècle, et il émet timidement cette idée que « la connaissance du droit romain n'était point complètement éteinte en Italie. » Il ne connaît aucun des travaux récents sur les origines de la renaissance de l'enseignement du droit romain à Bologne, ni surtout l'excellent mémoire du professeur Brandeone : *Il Diritto bizantino nell' Italia meridionale dall' VIII al XII secolo*.

époque. Cette indulgence est d'autant plus sensible que d'autres personnages cités au cours du même récit ne bénéficient nullement de ces dispositions bienveillantes. Robert de Genève, par exemple, est peint sous des couleurs atroces. Je n'ai garde d'excuser le massacre de Césène; mais encore faudrait-il en expliquer les causes. Les chroniqueurs les plus hostiles au cardinal de Genève sont unanimes à rapporter que ces sanglantes représailles furent précédées d'une révolte au cours de laquelle les habitants massacrèrent cent, trois cents, quatre cents, six cents, voire même huit cents soldats bretons enrôlés sous les drapeaux de l'Eglise. Or, MM. Temple-Leader et Marcotti se bornent à mentionner en passant la mort de « quelques-uns » des brigands : « Uccisero alcuni di quei briganti. » C'est vraiment trop sommaire. Plus d'exactitude, plus de critique et plus d'impartialité ne seraient peut-être point inutiles pour assurer à ce bon livre un rang tout à fait supérieur.

N. VALOIS.

Louis VI le Gros. Annales de sa vie et de son règne (1081-1137), avec une introduction historique, par Achille LUCHAIRE. Paris, Alphonse Picard, 1890. In-8°, cc-395 pages. Prix : 45 francs.

Histoire des institutions monarchiques de la France sous les premiers Capétiens (987-1180), par LE MÊME. 2^e édition, revue et augmentée. Paris, Alphonse Picard, 1894. 2 volumes in-8°, xiv-338, 379 pages. Prix : 45 francs.

Les Communes françaises à l'époque des Capétiens directs, par LE MÊME. Paris, Hachette, 1890. In-8°, 299 pages.

Après avoir publié son *Histoire des institutions monarchiques de la France sous les premiers Capétiens* (1883), M. Luchaire, qui occupe aujourd'hui à la Faculté des lettres de Paris la chaire inaugurée avec tant d'éclat par Fustel de Coulanges, a repris, pour ainsi dire, son travail en sous-œuvre et s'est proposé d'en étudier les sources, règne par règne, et d'aussi près que possible. En 1885, il a donné ses *Études sur les actes de Louis VII*, suivies du catalogue des actes de ce prince; il a ensuite abordé le règne de Louis VI, auquel il a consacré un volume excellent.

Ce volume est divisé en quatre parties, qui comprennent : 1^o l'introduction, formée de huit dissertations sur les principaux événements de la vie et du règne du premier des Capétiens célèbres; 2^o les Annales de sa vie, d'après les actes diplomatiques, les lettres et les chroniques; 3^o des appendices où l'auteur étudie la diplomatie des actes de Louis VI et les principales questions qui s'y rapportent; 4^o un choix de textes inédits. L'ouvrage se termine par deux bonnes tables, l'une des noms de personnes, et l'autre des noms de lieux. On pourrait sou-

haïr un ordre différent, penser par exemple qu'il eût été plus logique de présenter en premier lieu les considérations chronologiques et diplomatiques, introduction naturelle à un catalogue d'actes, et de placer en appendice les résultats historiques tirés de l'examen des sources ; mais, en somme, cela importe peu.

L'introduction forme une étude très remarquable sur la jeunesse de Louis VI, son portrait, sa cour, ses ministres (les Palatins) et ses favoris, son œuvre militaire, ses luttes contre la féodalité, ses rapports avec la Papauté et l'Empire, sa politique ecclésiastique, son rôle à l'égard des classes populaires et des communes. Ce n'est pas à dire que les faits exposés par l'auteur changent notablement les idées reçues en ce qui concerne le caractère ou l'œuvre de Louis VI ; mais on n'avait pas encore exposé avec cette précision la situation géographique, politique et économique de la royauté capétienne pendant le premier tiers du XII^e siècle ; on n'avait pas aussi bien montré comment un souverain, qui, en réalité, n'était distingué ni par le caractère ni par les talents, a rendu tant de services à la royauté et à la France. Il eut le sentiment de la justice, ou mieux encore de l'ordre, de l'ordre matériel, et il sut faire la police dans ses domaines, parfois aussi dans ceux de ses grands vassaux ; il fut le bon gendarme qu'il fallait dans une société en proie à l'anarchie féodale. Il eut d'ailleurs à son service deux forces qu'il n'avait pas créées : l'Eglise, qui avait besoin d'une royauté forte pour se défendre, et le prestige même de la royauté, qui n'avait cessé de grandir durant le siècle précédent. Quant aux amis du menu détail historique, ils apprécieront les renseignements que M. Luchaire a réunis et groupés si habilement autour des faits et des personnages grands et petits au milieu desquels vécut Louis VI. Il n'y avait rien de bien nouveau à dire sur Suger ; mais les chefs féodaux, les Palatins, et en particulier les favoris du roi, les quatre frères de la famille de Garlande, dont la fortune a été si rapide et si brillante, sortent pour la première fois de la demi-obscurité où les avait justement laissés l'histoire générale. M. Luchaire les a mis chacun à son plan et les a bien éclairés ; de même, il a fait revivre la femme de Louis VI, la reine Adélaïde, qui joua son rôle dans les affaires politiques du temps.

Les Annales de la vie et du règne de Louis VI ont été composées, d'une façon un peu étrange, à l'aide de toutes sortes de documents : chroniques, lettres, chartes et diplômes ; partout où M. Luchaire a trouvé une mention sur Louis VI, il l'a recueillie et notée à sa place chronologique ; à chacune de ces mentions il a donné un numéro d'ordre. Il y a 638 de ces numéros, qui cependant ne représentent pas le nombre vrai des notices, car, si deux chartes, par exemple, ont été promulguées le même jour, l'auteur les place sous le même numéro, ce qui parfois produit de légères confusions (voyez aux *Textes inédits* le n^o 435). Chaque notice est résumée brièvement, mais cependant de

manière à n'omettre aucun détail intéressant. Elle est suivie de l'indication des sources où elle a été puisée et, quand il y a lieu, d'une discussion sur la valeur du témoignage et sur la date exacte de l'événement. C'était la partie la plus délicate peut-être de tout le travail, celle qui réclamait le plus d'exactitude et de méthode, vertus cardinales en matière de bibliographie. C'est aussi sur ce point qu'une critique sévère trouve le plus à mordre, encore n'a-t-elle à s'en prendre qu'à de menus détails. Quand M. Luchaire a trouvé des actes originaux, il les signale en premier lieu, cela va sans dire; mais le plus souvent il n'existe plus que des copies. Or, la valeur d'une copie dépend de bien des circonstances : de l'époque où elle a été écrite, de la source même d'où elle dérive, du soin avec lequel elle a été prise. Ces circonstances, nous avons besoin de les connaître, et trop rarement M. Luchaire nous les indique, et quand parfois il note que la copie a été prise sur l'original, il ne dit pas ce qui lui fait penser qu'il en est ainsi¹. Je regrette aussi, pour ma part, qu'il n'ait pas mis en vedette l'année du règne tout aussi bien qu'il donne l'année de l'incarnation, car, si l'on rencontre un acte portant uniquement la première de ces mentions, il faut faire soi-même un petit calcul et des tâtonnements qu'on aurait au gré à l'auteur de nous épargner.

Dans le long et consciencieux dépouillement d'archives auquel M. Luchaire s'est livré pour établir les bases de son travail, il a été maintes fois récompensé de sa peine en trouvant des indications, des chartes inédites. Il ne les a pas toutes publiées, parce qu'il lui a paru « qu'on abusait aujourd'hui de la publication des chartes latines » (p. viii); mais il a donné, dans son *Choix de textes inédits*, celles qui présentent une réelle importance; sur 80 qu'il a notées, et qui sont signalées dans les *Annales* au moyen d'un astérisque, il en a édité seulement 24. Ces textes sont reproduits avec soin, et, autant qu'on en peut juger sans avoir vu les originaux, avec exactitude. Ça et là, cependant, la comparaison de ces textes avec l'analyse donnée dans les *Annales* soulève des doutes. Ainsi, p. 338, voici un nom de femme peu commun : *Iniorca*; au n° 440, p. 205, il est orthographié *Iniorwca* et suivi d'un (*sic*); à la table, il est redevenu *Iniorca*. L'acte a été copié dans le petit cartulaire de l'évêché de Laon (arch. départ. de l'Aisne), dont on ne nous a pas

1. Voici au surplus quelques observations de détail : Mention d'un acte de Louis VI, de 1131, non indiqué par M. Luchaire, à la Bibl. nat., ms. lat. 12693, fol. 53 v°. — P. 76 du vol., n° 114, lire : B. N., ms. lat. 5648, fol. 10 (et non fol. 102). — P. 265, n° 581, il y a une copie de cet acte dans Baluze, t. XXXIX, fol. 29. — P. 73 et 76, n° 138 et 144, les citations du *De re diplomatica* de Mabillon ne sont pas très exactes; la seconde s'applique à la 1^{re} édit. du *De re diplomatica*, la première, non. — Enfin, p. 8 (n° 12), parlant de Siméon de Durham, l'auteur dit « qu'à cette époque l'année anglaise commençait à Noël. » Je crois qu'en ces termes l'affirmation est trop absolue.

dit la date. — Dans la même pièce, à l'avant-dernière ligne, la mention du chambrier Aubri est suivie d'un ? qui est sans doute un lapsus typographique, car, dans son analyse, l'auteur ne doute nullement que ce chambrier fût alors Aubri, ni qu'Aubri fût chambrier. — Page 333, un certain « *Umbertus Toia* » est, dans l'analyse (p. 50, n° 92), appelé « *Humbert Boia*, » et c'est la première orthographe qui est marquée à la table. — Page 335, le nom de la reine, dans une charte latine de 1119, est deux fois imprimé *Adélaïde*, *Adélaidis*; l'accent est de trop.

Les appendices sont une suite de dissertations intéressantes et bien conduites sur les points suivants : 1° les noms et surnoms de Louis VI (le typographe a imprimé par erreur Louis IV); 2° la date de la naissance de Louis VI, qu'il convient de placer à la fin de l'année 1081; 3° la date de l'association du prince Louis comme roi désigné, qui eut lieu avant le 25 décembre 1100; cette recherche n'était pas de pure curiosité, puisque l'héritier du roi capétien devenait vraiment roi dès qu'il avait été élu et associé à son père. En droit comme en fait, le règne de Louis le Gros commence donc vers la fin de l'année 1100; 4° les notations chronologiques dans les actes de Louis VI (année de l'incarnation, année du règne, année du règne d'Adélaïde, de Philippe, de Louis le Jeune, etc.); 5° la succession des grands officiers de la couronne sous son règne; ici, M. Luchaire a repris et complété un travail précédent qui avait été inséré dans les *Annales de la faculté des lettres de Bordeaux*; 6° les chartes originales de Louis VI; l'auteur décrit leur aspect extérieur, le monogramme, les sceaux¹; 7° les sources de son histoire : chroniques, recueils épistolaires, chartes et notices; 8° les documents suspects ou faux relatifs à son règne; parmi ces derniers, l'auteur range à bon droit le *De majoratu et senescalia Franciæ* attribué à Hugues de Clères². Comme on le voit, M. Luchaire n'a pas tracé dans leur ensemble les règles de la diplomatie royale sous Louis VI, ainsi qu'il l'avait fait pour Louis VII; il n'aurait pu en effet que se répéter le plus souvent; il n'a voulu insister que sur les points particuliers à l'époque étudiée dans son volume.

Des études aussi approfondies sur deux règnes qui embrassent 80 années du XIII^e siècle, le plus fécond, sans contredit, de tout le moyen âge, ont permis à l'auteur de faire lui-même la critique et la revision de

1. Page 310, l'appel de la note a été mal placé.

2. M. Luchaire laisse imprimer deux fois Hugue de Clères; dans ses *Institutions monarchiques*, aussi bien en 1891 (I, p. x et 180) qu'en 1883 (I, p. xiii et 176), il a donné ce nom sous sa forme usuelle : Hugues de Clères. Évidemment, il n'a pas identifié ce nom de lieu. Ailleurs, il cite le nom de Raoul « de Diceto » avec une forme française : Raoul « de Dissay. » Je crois qu'il a raison de chercher en France la localité dont ce chroniqueur anglais porte le nom; mais quel est ce Dissay? On n'a pas encore, que je sache, répondu à cette question.

son grand travail sur les institutions monarchiques. Le succès en a été assez vif pour qu'une seconde édition fût possible, moins de huit ans après la première. M. Luchaire nous l'a donnée il y a quelques mois. Disons-le tout de suite : il n'y a entre les deux éditions que des différences presque insignifiantes. Le texte n'a été remanié d'une manière notable qu'en ce qui concerne l'impôt royal au ^{xii}^e siècle, et en particulier la taxe pour la croisade en 1146 (I, p. 126, comp. avec la 1^{re} édit., I, 120), où M. Luchaire incline maintenant plutôt vers l'opinion de M. Callery, naturellement dégagée des nombreuses erreurs de détail qui l'ont tout d'abord compromise ; ce fut une *aide seigneuriale*, imposée à tous les sujets de la seigneurie, mais avec un caractère tout à fait anormal, qui fut perçue avec peine et qui souleva de grands murmures. Partout ailleurs, la rédaction première est demeurée, même dans les chapitres sur Louis VI et sur Louis VII¹. Quelques changements plus nombreux ont été apportés dans les notes : ainsi, au tome I, p. 12, une note sur la restauration carolingienne, en 936, a été supprimée ; p. 32, au contraire, l'auteur en a ajouté une sur le caractère de l'avènement de Hugue Capet ; p. 70, la note sur la date du couronnement de Hugue Capet, très claire dans la première édition, est devenue confuse par quelques additions dans la seconde ; il faut se reporter à la dissertation de M. J. Havet dans la *Revue historique*, XLV, 290 ; plusieurs notes ont été ajoutées au chapitre sur les grands officiers (chap. II du liv. II), où l'on trouve des faits nouveaux ; p. 316, une note intéressante a été ajoutée sur la cour des Douze Pairs ; M. Luchaire n'a sans doute pas jugé utile d'examiner le passage relatif au procès de 1152 dans l'*Hist. des comtes de Champagne*, passage sur lequel j'ai élevé quelques doutes dans la *Revue historique*, XXXII, 307. Citons encore (II, p. 224) une note sur l'*Histoire des ducs de Bourgogne de la race capétienne*, par M. E. Petit, et je crois bien que c'est tout. Sauf un seul, qui a disparu (le 28^e, tableau comparé des séjours des rois de France), tous les appendices sont restés. M. Luchaire a même conservé le second (l'ordonnance de Louis VII sur le sacre de Philippe-Auguste), bien qu'il ait donné ce document tout au long, ce qu'il omet ici de nous dire, dans ses *Actes de Louis VII*, p. 92 ; mais il a remanié le troisième, qui contient la liste des prévôtés royales sous les rois Robert II, Henri I^{er}, Philippe I^{er}, Louis VI et Louis VII. Est-il besoin d'ajouter que M. Luchaire a noté les ouvrages qui, depuis 1883, ont paru sur le sujet dont il s'occupe : les éditions de R. Glaber, des lettres de Gerbert, de Suger, données par nos confrères MM. Prou, J. Havet, Aug. Molinier ; les excellentes *Études sur Robert le Pieux*, par M. Pfister, même les *Derniers Carolin-*

1. Tout au plus peut-on signaler, I, 132, que M. Luchaire a évité cette fois d'indiquer la valeur de la livre tournois par rapport aux prix actuels.

giens, de M. Lot, encore inédits¹? En somme, et à ces quelques différences près, la seconde édition ne fait que reproduire la première; on peut donc, en vérité, se contenter d'avoir celle-ci dans sa bibliothèque. Aussi n'y a-t-il pas lieu de s'y arrêter plus longuement. Ce qu'un critique plus autorisé a dit de l'ouvrage, peu après son apparition, dans la *Bibliothèque de l'École des chartes* (1884, p. 84), peut s'appliquer à cette réédition; je n'aurais rien à ajouter aux éloges qu'on en a faits alors².

Dans son volume sur les *Communes françaises*, M. Luchaire ne s'est pas proposé, comme dans les ouvrages que nous venons d'analyser, de faire œuvre d'érudition; il a voulu seulement résumer les travaux de ses devanciers, et présenter au grand public des gens studieux les résultats qu'on peut aujourd'hui considérer comme acquis. L'idée est très bonne; on sait en effet quels services éminents les travaux et l'enseignement de notre confrère M. Giry ont rendus aux études d'histoire municipale; on peut dire, sans exagération, qu'ils ont renouvelé le sujet: d'excellentes monographies ont été publiées; enfin les documents abondent. S'appuyant sur d'aussi fortes bases, éclairé en outre par la connaissance à la fois vaste et précise qu'il a des institutions politiques et administratives de l'époque capétienne, esprit juste et pénétrant, M. Luchaire s'est acquitté de sa tâche de la manière la plus satisfaisante. Mais il faut savoir qu'il a restreint son sujet dans des limites assez étroites; il entend se renfermer dans la France capétienne, c'est-à-dire dans les régions où se fit sentir l'influence royale du xi^e au xiii^e siècle, entre la Loire et l'Escaut. En outre, il ne dépasse guère le xiii^e siècle, restant de préférence dans ce qu'on pourrait appeler la période de formation spontanée et toute locale des communes. De l'importation du régime communal dans le Midi, il ne dit presque rien; il passe très rapidement sur la période de décadence qui commence dès saint Louis pour aboutir au temps de Charles VII et de Louis XI à la suppression des libertés communales au profit de la royauté. Au fond,

1. D'autre part, M. Luchaire aurait pu modifier les notes où il parle des *Établissements de Rouen*, publiés en 1883, par M. Giry, comme d'un ouvrage récent. C'était vrai lors de la première édition. — Pourquoi n'a-t-on pas réimprimé la table des matières du tome II?

2. L'impression de la seconde édition n'est pas partout aussi soignée que celle de la première, qui sortait de l'Imprimerie nationale; mais les fautes qu'on pourrait relever sont vénielles et n'apprendraient rien à personne. Dans un autre ordre d'idées, rappelons que citer « de Barthélemy » tout court (I, 5, note) est une expression incorrecte. T. II, p. 167, il faut rectifier le nom de L. Brentano et le titre de son livre sur les Guildes; nous lisons donc: Lujo Brentano: *On the history and development of Gilds, and the origin of Trade-Unions*; essai préliminaire en cinq parties inséré dans le volume des *English Gilds*, publié par T. Smith pour l'*Early English text Society*, 1870.

son livre est comme une amplification du chap. III (livre IV) de ses *Institutions*, et du chap. VIII de l'introduction à ses *Annales de Louis VI*. Dans ce domaine étroit, mais qui lui est si familier, M. Luchaire était à l'aise pour décrire la formation des communes, pour en marquer la nature et le fonctionnement, pour montrer le rôle joué par la féodalité laïque et ecclésiastique, puis par la royauté en présence de ce mouvement, si varié dans ses aspects comme dans ses conséquences. Il a surtout bien mis en lumière ce fait que, pris dans son ensemble, il n'a pas été proprement insurrectionnel; les émeutes sanglantes de Cambrai, de Noyon, de Vézelay n'ont été que des accidents. En réalité, le mouvement communal fut une des manifestations de l'esprit d'affranchissement que l'on constate partout dans les classes populaires du XI^e au XIII^e siècle. Il a réussi parce qu'il était conforme à l'esprit du temps; les émeutes qui l'ont accompagné étaient sans doute inévitables; il semble que ce soit la rançon de tout progrès social; mais, à elles toutes seules, elles n'eussent rien fondé.

En résumé, l'œuvre accomplie par M. Luchaire depuis huit ans est des plus dignes d'éloge. Sa méthode, parfois incertaine en matière de pure érudition, ne s'écarte jamais cependant des vrais principes : chercher l'histoire uniquement dans les textes, mais dans des textes bien établis, bien interprétés, bien encadrés; étudier les faits de très près, les juger d'ensemble et de haut. Ce sont les règles de la vieille érudition française; lors même que nous paraissions imiter les Allemands, nous retournons à nos propres origines, sans qu'il nous soit pourtant permis d'être ingrats envers les rudes travailleurs d'outre-Rhin. Nous pouvons nous féliciter des progrès accomplis, puisque, longtemps après le *Catalogue des actes de Philippe-Auguste*, nous avons eu le *Louis VII* et le *Louis VI* de M. Luchaire, le *Robert le Pieux* de M. Pfister, et que nous allons bientôt avoir les *Derniers Carolingiens* de M. Lot. Les points obscurs des origines capétiennes s'éclaircissent peu à peu par les efforts communs des anciens élèves de l'École normale et de l'École des chartes.

Ch. BÉMONT.

Histoire du luminaire depuis l'époque romaine jusqu'au XIX^e siècle, par Henry-René D'ALLEMAGNE. Paris, Alphonse Picard, 1894. In-4°, 702 pages, 80 planches hors texte.

Le luminaire, c'est-à-dire l'ensemble des instruments destinés soit à produire, soit à porter une flamme éclairante, n'a jamais été l'objet d'une étude spéciale, et pour le moyen âge c'est au *Dictionnaire du mobilier français* de Viollet-le-Duc qu'il faut avoir recours, ou bien encore à quelques travaux spéciaux sur l'histoire de la serrurerie. Cette lacune vient d'être comblée par notre confrère M. D'Allemagne, qui a consacré à cette étude un superbe volume rempli d'illustrations, toutes fort intéres-

santes. M. D'Allemagne a embrassé l'histoire générale du luminaire jusqu'au *xix*^e siècle, mais il s'est naturellement étendu le plus sur son histoire au moyen âge aussi bien que dans les temps modernes ; et il a été amené très naturellement à établir entre les différents instruments porte-lumière une classification qu'il a rigoureusement observée jusqu'à la fin : 1^o appareils mobiles ; 2^o appareils suspendus ; 3^o appareils fixes, comprenant les torchères et les appliques.

Le premier appareil d'éclairage que cite M. D'Allemagne est le célèbre chandelier à sept branches du Temple de Jérusalem, dont il donne la description ; puis il consacre plusieurs pages à l'époque romaine, qui nous a laissé tant de modèles souvent d'un goût exquis. Mais il entre pleinement dans son sujet avec le moyen âge, et surtout avec les dinanderies, dont il a donné les plus nombreux et les plus curieux spécimens, empruntés souvent à des collections particulières, telles que les collections Le Secq des Tournelles, Spitzer et Figdor. Ajoutons que l'auteur a la bonne fortune d'avoir pu citer et reproduire plus d'une pièce de sa propre collection.

Les époques postérieures au moyen âge sont aussi copieusement traitées et aussi richement illustrées ; le *xviii*^e siècle et surtout le *xviii*^e ont fourni de nombreux types qui font passer sous les yeux les principaux modèles. Les cartons même des ciseleurs célèbres ont été mis à contribution par M. D'Allemagne, qui a enrichi ses planches de reproductions empruntées aux dessins et aux œuvres de Beraix, de Boulle, de Stella, de Forty, de Germain et de Lalande. Le choix a partout été fait avec goût ; on ne peut reprocher que l'entassement des pièces sur quelques gravures ; il eût été préférable de laisser plus d'air entre chaque modèle.

M. D'Allemagne a terminé sa revue du luminaire par des détails sur l'éclairage au gaz, sur son invention et son extension ; mais ceci sort complètement du cercle des études de nos lecteurs. Il faut se borner à recommander à tous l'histoire du luminaire, qui servira certainement à populariser les meilleurs modèles d'appareils porte-lumière qui aient été composés.



CHRONIQUE ET MÉLANGES.

La Société de l'École des chartes vient de faire paraître une nouvelle édition (la précédente datait de 1879) du *Livret de l'École des chartes*.

Cette édition, qui forme un volume in-42 de 343 pages, est en vente à la librairie Alphonse Picard, au prix de 2 francs.

Elle renferme :

1° Une notice historique sur l'École des chartes, refondue, mise à jour, et qui contient pour la première fois les programmes successifs de l'enseignement;

2° Les renseignements nécessaires sur l'état actuel de l'École;

3° Cinquante-huit documents officiels ou historiques la concernant;

4° Des notices, disposées par ordre alphabétique, sur tous les archivistes paléographes ou anciens élèves pensionnaires, vivants et morts;

5° La liste par promotion des élèves pensionnaires (1821-1847);

6° La liste par promotion des archivistes paléographes (1832-1891);

7° La liste, donnée pour la première fois dans le *Livret*, des 434 thèses qui ont été présentées de 1849 à 1891 pour obtenir le diplôme d'archiviste paléographe, avec des indications bibliographiques sur toutes celles, au nombre de 146, qui ont été publiées en tout ou en partie : cette liste est accompagnée d'un index alphabétique;

8° Une notice sur la Société de l'École des chartes et sur ses publications, suivie de ses statuts et règlements et de la liste de ses présidents;

9° Une notice sur la Société de secours des anciens élèves de l'École des chartes, suivie de ses statuts.

La rédaction du *Livret* est due, en grande partie, à notre confrère M. Guilhiermoz, qui, dans cette circonstance, nous a rendu un véritable service. Des remerciements lui ont été adressés par le président de la Société.

— M. Louis de La Cour de la Pijardière, archiviste paléographe, archiviste du département de l'Hérault, est décédé à Montpellier, au commencement du mois de septembre 1891.

— Notre confrère M. Frédéric Soehnée a été nommé membre de l'École française de Rome pour l'année 1891-1892.

— Le rapport de M. de Lasteyrie sur le concours des antiquités de la

France, lu à l'Académie des inscriptions le 24 juillet 1891, consacre les lignes suivantes au travail de notre confrère M. Victor Mortet¹, qui a obtenu la seconde mention honorable :

« L'ouvrage de M. Victor Mortet, auquel nous avons attribué la seconde mention honorable, se recommande par des qualités d'un autre ordre. Maurice de Sully est un des plus grands évêques qui aient occupé le siège de Paris au moyen âge. C'est à lui qu'on doit la construction de la cathédrale de Paris, et cette œuvre admirable suffirait, à elle seule, à préserver son nom de l'oubli. Mais il a bien d'autres titres à vivre dans la mémoire des hommes. Ce fut un des théologiens les plus éminents d'un temps où la théologie comptait nombre de maîtres illustres, ce fut un des grands orateurs de la chaire chrétienne, ce fut un administrateur qui marqua son passage sur le siège épiscopal de Paris par une foule d'œuvres utiles. En un mot, ce fut une des grandes figures de la fin du ^{xii}^e siècle, et M. Mortet ne pouvait choisir meilleur sujet d'étude. Sur un pareil personnage, il y avait matière à un ouvrage assez étendu : or celui de M. Mortet n'est pas très développé, il est même incomplet par certains côtés, on y peut relever des lacunes peu explicables, on est étonné de n'y point rencontrer certains actes émanés de Maurice qui sont conservés dans nos archives et dont l'auteur a certainement eu connaissance; on regrette enfin que cette étude ait plutôt le caractère d'une esquisse que d'un tableau achevé. Mais, cela dit, on ne peut trop rendre justice au soin apporté par M. Mortet dans son travail. Ancien élève de l'École des chartes, il s'inspire à chaque ligne de la méthode préconisée par ses maîtres. Jamais il n'avance un fait sans en fournir la preuve. Il contrôle et discute tous les témoignages qu'il invoque. Il sait l'importance des pièces d'archives et s'efforce toujours d'étayer de leur autorité les conclusions auxquelles il s'arrête. Aussi son livre est-il de ceux auxquels on peut se fier; on n'y trouvera peut-être pas tout ce qu'il y avait à dire de Maurice de Sully, mais tout ce que l'auteur a dit de Maurice peut être accepté comme l'expression impartiale de la vérité. »

— Un des trois prix décernés par la Société des études historiques à la suite d'un concours ouvert sur cette question : « De l'acquisition des terres nobles par les roturiers et de ses conséquences économiques et politiques » a été remporté par notre confrère M. Georges Musset.

— Notre confrère M. Antoine Thomas a été nommé officier de l'instruction publique.

1. *Maurice de Sully, évêque de Paris (1160-1196) : étude sur l'administration épiscopale pendant la seconde moitié du XII^e siècle.* Paris, 1890; in-8°. Extrait du tome XVI des *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris*.

LETTRE DE SAINT LOUIS

AU CHAPITRE GÉNÉRAL DES DOMINICAINS.

Un recueil de lettres ou de modèles de lettres du ^{xiii}e siècle, relatives à l'ordre des Frères prêcheurs, vient d'être publié par M. le docteur Henri Finke, de Münster, d'après un manuscrit de la Bibliothèque royale de Berlin, dans un petit volume in-8° intitulé : *Ungedruckte Dominikanerbrieife des XIII. Jahrhunderts* (Paderborn, 1891; in-8° de 176 p.). Nous y avons remarqué, à la p. 73, sous le n° 36, une lettre que saint Louis, au début de sa seconde croisade, adressa au chapitre général des Dominicains qui allait se réunir à Milan. En voici le texte :

« Ludewicus, Dei gratia Francorum rex, dilectis suis . . magistro et diffinitoribus necnon . . prioribus ceterisque fratribus universis in capitulo generali Fratrum Predicatorum apud Mediolanum congregandis, salutem et dilectionem. Etsi semper tenetur et in omni tempore diligere qui amicus est, juxta sapientiam sapientis, eo tamen tempore melius comprobatur exhibitione operis karitas et affectio diligentis, quo plus urget dilecti necessitas et utilitas persuadet amoris. Ecce nunc, karissimi, nobis iter transmarine peregrinationis ingressis onus incumbit fortioribus humeris importabile, grave nimis. Hoc est onus sub quo quasi gigantes sub aquis gemuerunt viri fortissimi, potentes a seculo, viri magni nominis et famosi. Hoc est onus, sub quo multo labore sudatum est hactenus atque multis et magnis sumptibus laboratum, multa sanguinis effusione est pugnatum. Hoc est onus sub quo laboravimus aliquociens, nos et nostri, ad hoc etiam totis conatibus cum Dei adjutorio intendentes pro illius amore pariter et honore circa terre sancte subsidium decertare, qui pro nobis ibidem usque ad effusionem proprii sanguinis, usque ad mortem crucis sua ineffabili pietate certavit. Ad hujus siquidem nostri consummationem certaminis et ad tanti oneris gravitatem nec proprias vires sufficere nec scientiam vel potentiam nostram suppetere pro certo cognoscimus nec suffragari merita, sed magis reffragari delicta propria formidamus. De illius tamen confidentes auxilio qui de se sperantes usquequaque non deserit, qui post nubilum dat serenum, et post desolationem et fletum exultationem infundit. Effundamus igitur corda nostra unanimiter, karissimi, coram illo, ut et ipse Deus adjutor noster in oportunitatibus nunc adesse sua benignitate dignetur, exurgat et conterat hostes crucis, terram suam sanctam, suo sacrosancto sanguine consecratam, contaminantes assidue, et eandem de manibus ipsorum potenter eripiat, ad honorem sui sancti nominis et exultationem et gaudium sue christianitatis et ecclesie generalis. Pro hac autem nunc orare expedit incessanter, predicare pariter et pugnare spiritualibus

armis, illos precipue fidei agonistas, qui lorica fidei et castigationis induti, galea salutis amicti, gladio verbi Dei pariter accincti, scutum orationis opponunt ictibus adversorum, quique viriliter elevantes cum Moyse manus suas, invisibiliter hostes vincunt et populum Dei pugnantem adjuvant efficaciter et defendunt. In hoc igitur, karissimi, vestre karitatis adjutorio confidentes, rogamus et obsecramus universitatem vestram in Domino, flexis genibus cordis et corporis, quatinus apud ipsum qui nemini suppliciter deprecanti sue misericordie sinum claudit, instanter et frequenter precibus devotis, predicationibus et exortationibus fructuosis insistere nullatenus omittatis, nos nichilominus in vestris communibus orationibus et beneficiis consuetis ordinis habituri. Si valet vestra devota universitas atque universa sanctitas sanctaque humilitas sic est, est sicut volumus et optamus. »

LES RÔLES GASCONS.

Un volume de la collection des documents inédits, publié en 1885 par M. Francisque-Michel, contient le texte de la plus ancienne partie des Rôles gascons du Record Office de la Grande-Bretagne. On n'y trouve pas moins de 4314 pièces appartenant aux années 26-28 du règne de Henri III, qui répondent aux années 1241-1244 de notre ère.

Il y a lieu d'espérer que cette publication, si importante pour l'histoire générale et surtout pour celle de nos provinces du sud-ouest, va être reprise et poussée activement.

A la suite d'un voyage que notre confrère M. Ch.-V. Langlois avait fait l'an dernier en Angleterre, un savant professeur d'Oxford, M. Montagu Burrows, voulut bien appeler l'attention du Maître des rôles sur l'utilité qu'une édition des Rôles gascons présentait pour l'histoire de l'Angleterre. Il le décida à prendre des mesures qui devaient en faciliter singulièrement la préparation. On se mit sans le moindre retard à l'œuvre pour procurer aux savants français une reproduction photographique de tous les rôles antérieurs à la mort d'Édouard I^{er} que ne comprend pas le volume de M. Francisque-Michel. Cette reproduction vient d'être offerte par le Maître des rôles à la Bibliothèque nationale. Nous avons ainsi à Paris, sous la main, l'image fidèle, un peu réduite, mais cependant très nette, de 213 membranes ou peaux de parchemin, sur lesquelles sont copiés, au bas mot, 7000 actes de la chancellerie de Henri III et d'Édouard I^{er}, principalement relatifs aux provinces françaises qui dépendaient alors de la couronne d'Angleterre.

Voici l'indication des années auxquelles se rapportent les rôles dont nous possédons la photographie :

Règne de Henri III.

An 39. (1254-1255.) 12 peaux.

Règne d'Édouard I^{er}.

An 3.	(1274-1275.)	1 peau.
4.	(1275-1276.)	5 peaux.
5 et 6.	(1276-1278.)	4 peaux.
6 et 7.	(1277-1279.)	5 peaux.
7.	(1278-1279.)	7 peaux.
8-10.	(1279-1282.)	15 peaux.
10.	(1281-1282.)	2 peaux.
11.	(1282-1283.)	6 peaux.
12.	(1283-1284.)	8 peaux.
13.	(1284-1285.)	14 peaux.
14.	(1285-1286.)	1 peau.
17.	(1288-1289.)	Partie I. 16 peaux.
—	—	Partie II. 20 peaux.
18.	(1289-1290.)	6 peaux.
19.	(1290-1291.)	9 peaux.
20-21.	(1291-1293.)	12 peaux.
22.	(1293-1294.)	13 peaux.
—	—	« Protection. » 4 peaux.
23-31.	(1294-1303.)	22 peaux.
32-35.	(1303-1307.)	31 peaux.

Notre confrère M. Ch. Bémont a été désigné par le Comité des travaux historiques pour préparer l'édition du rôle de Henri III qui reste à publier et des vingt rôles du règne d'Édouard I^{er}.

L'AUTEUR DU MICROLOGUE.

Les derniers cahiers de la *Revue bénédictine* publiée à l'abbaye de Maredsous¹, en Belgique, renferment deux travaux importants relatifs à l'ouvrage liturgique, de la fin du *x^{ie}* siècle, intitulé *Micrologus*. Dans le premier de ces mémoires, dom Suitbert Baeumer a dressé la liste des manuscrits du Micrologue qui sont venus à sa connaissance et a exposé plus complètement qu'on ne l'avait encore fait les raisons qui peuvent être invoquées pour attribuer l'ouvrage à Ives de Chartres. Le second mémoire, dû à dom Germain Morin, est le développement d'une thèse nouvelle, qui est loin de manquer de vraisemblance. Suivant dom Germain Morin, le Micrologue aurait été composé par Bernold de Constance.

HONORÉ BONET, PRIEUR DE SALON.

Les observations que notre confrère M. Valois a présentées dans notre

1. Mai et septembre 1891, p. 193 et 385.

dernière livraison (p. 267) sur le prieuré de Selonnet, au diocèse d'Embrun, dont Honoré Bonet était pourvu en 1382 et en 1398, se trouvent confirmées par l'ancien pouillé du diocèse d'Embrun, dont une bonne édition a été donnée en 1888, par M. l'abbé Guillaume, archiviste du département des Hautes-Alpes, dans le tome VIII du *Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes*.

L'éditeur nous apprend (p. 162, note) que ce bénéfice est désigné sous le nom de *Salum*, *Cellon* et *Salonetum* dans des documents de 1255, 1387 et 1509. Il ajoute que « Honoré Boneti, prieur de ce prieuré, fut élu abbé de l'Île-Barbe le 5 octobre 1399, en concurrence d'Aynard de Cordon, à qui l'abbaye demeura. »

Cette élection est mentionnée dans les termes suivants par Le Laboureur (*les Mesures de l'Île-Barbe*, éd. Guigue, t. I, p. 217) : « Marquis Bonhort, gentilhomme de Provence, donna pouvoir au prieur de Saint-Jean-d'Ardière, son amy, d'engager quelques joyaux à luy appartenans et des deniers qui en proviendroient, soustenir l'élection qui avoit esté faite de la personne d'Honoré Bonhar, son frère, prieur de Salon et abbé de l'Isle, après la mort de Jean de Sonhetto. — Cette pièce est sans date et demeura aussi sans effect : car, encore que le prieur de Salon eût de fort belles qualités, dont la mémoire s'est conservée par ses ouvrages..., néantmoins Aynard de Cordon, de la noble et ancienne maison d'Evieu en Beugey, l'emporta sur luy, son élection ayant esté confirmée l'an M. CCC. XCIII, comme il a esté remarqué par le sieur Guichenon, s'il n'y a erreur au chiffre. »

Nous n'avons pas retrouvé le passage de l'Histoire de Bresse, auquel Le Laboureur fait allusion; mais la date 1393 doit être exacte; car, suivant les auteurs de la *Gallia christiana* (t. IV, col. 231), l'élection d'Aynard de Cordon comme abbé de l'Île-Barbe fut confirmée en 1393 ou plutôt en 1394.

FRAGMENTS D'UNE BULLE DE PASCAL II.

(21 JUILLET 1107.)

Ces fragments informes et très courts sont vraisemblablement tout ce qui reste d'une bulle de Pascal II, dont on paraît n'avoir jamais signalé de copie complète, à défaut de l'original, et que, dans tous les cas, les nouveaux éditeurs des *Regesta* de Jaffé n'ont pas connue. Ces quelques passages, insérés dans une histoire des archevêques de Lyon (Bibl. nat., ms. fr. 5444, fol. 26 v°), suffisent pour indiquer l'objet de la pièce : le pape confirme aux chanoines de Saint-Irénée de Lyon des donations qui leur avaient été faites par l'archevêque Hugues I^{er} (mort en octobre 1106). L'historien anonyme du xvi^e siècle qui a eu cet acte entre les mains s'est borné à reproduire, en les abrégant, les formules

du commencement et de la fin, et à remplacer tout le reste par une analyse en français. La bulle est datée de Valence, 21 juillet 1107; on en connaissait une autre donnée dans la même ville, le 20 juillet (Jaffé-Löwenfeld, 6160).

« Paschalis episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis in ecclesia beati Hirenei penes Lugdunum canonicam vitam prophitentibus, salutem et apostolicam benedictionem. Officii nostri nos hortatur auctoritas pro ecclesiarum statu sollicitos esse... Reverende siquidem memorie frater noster Hugo, Lugdunensis archiepiscopus, apud beati Irenei ecclesiam, meritis sanctorum corporibus inlustratam, congregationem vestram sub regularis vite professione mansuram studio sancte devotionis instituit, et vous a donné plusieurs aultres biens, deux grandz clous de vigne contigu(e)s es églises et le cimetière, ne permettant qu'aucun vous puyse inquiéter. Salva nimirum Lugdunensis archiepiscopi canonica reverentia. Dat. Valentie, xii kalendas augusti, indictione xv, incarnationis dominice [anno] 1107, pontificatus domini Paschalis 2 pape anno 8. »

La bulle de Pascal II est immédiatement suivie, dans le manuscrit, d'une note sur la consécration de l'église d'Ainay par ce pape, et de l'inscription qui fut, à cette occasion, mise sur le pavé de l'église. Il nous suffira de renvoyer, pour les détails relatifs à cette consécration, à la Chronique de l'abbaye d'Ainay, par J.-M. de La Mure, publiée en 1885 par M. Guigue (notamment p. 115 et suivantes).

L. AUVRAY.

LES DOGUES DE SAINT-MALO EN 1466.

On possède la relation des voyages que Lion de Rozmital et de Blatna, grand juge de Bohême, fit dans l'Europe occidentale au cours des années 1465 et 1466. Cette relation fut écrite en allemand et en tchèque. Le texte tchèque a été traduit en latin, au xvr^e siècle, par Stanislas Pawlowicz, chanoine d'Olmütz. Cette traduction latine a été publiée sous le titre suivant : *Commentarius brevis et jucundus itineris atque peregrinationis, pietatis et religionis causa susceptæ ab illustri et magnifico domino domino Leone, libero barone de Rosmital et Blatna, Johannæ, reginæ Bohemiæ fratre germano...* (Olmütz, 1577, in-8°).

Du fol. 51 de cette relation, nous détachons quelques lignes relatives à la ville de Saint-Malo, que Lion de Rozmital visita au commencement de l'année 1466 :

« Inde demum Britanniam tenuimus, urbique Sammalo applicuimus.

1. Le ms. porte *pape 2 Paschalis*.

Ea urbs est episcopi cujusdam subjecta ditioni, unam tantummodo portam habens et duas turres. Superiorem tamen dominum ducem Britanniae agnoscit. Si quis mari Britanniam petit, ejus urbis portui applicare cogitur, tum propter ejus commoditatem, tum quod alii ejus littoris portus sint præclusi, ne ea vectigalia et portoria, quæ ibi immensa exiguntur, alio avertantur. Urbs adeo mari propinqua est ut, cum ventis mare intumescit, undique per urbis plateas aquæ salsæ diffundantur. Ea non est magna amplitudine, sed operibus munitissima. Aluntur in ea urbe canes, qui noctu loco excubitorum per urbem discurrunt. Ii vinculis liberi facti, neminem per urbem obambulare patiuntur, eum siquidem statim discerperent. Huic urbi templum Deiparæ virginis in excelso monte extructum imminet, quod, decedentibus tempore reciprocationis post meridiem undis, sicco pede adiri potest, sed vespere vicissim aquis accedentibus, mons magna ex parte aquis tectus, vix conspicitur. »

Voilà peut-être le plus ancien témoignage qui nous soit parvenu sur la part que les chiens prenaient à la garde de Saint-Malo.

Les provinces françaises que Lion de Rozmital visita en 1466 sont la Bretagne, l'Anjou, la Touraine, le Poitou, la Guyenne et la Gascogne.



DISCOURS

PRONONCÉ, LE 14 JUILLET 1380, EN PRÉSENCE DE CHARLES V

PAR

MARTIN, ÉVÊQUE DE LISBONNE

AMBASSADEUR DU ROI DE PORTUGAL.



En ce qui concerne la plus occidentale des monarchies européennes, l'histoire du grand schisme d'Occident n'est point à compléter : elle est à faire. Les renseignements que fournissent sur le rôle du roi Ferdinand de Portugal les historiens allemands, français, italiens, espagnols ou portugais, se réduisent à fort peu de chose, et ce peu est souvent inexact.

Ainsi l'on admet couramment que le Portugal est demeuré fidèle à l'obédience d'Urbain VI : c'est ce que donnent à entendre ou ce qu'affirment positivement dom Rodrigo da Cunha¹, Antoine Aubery², Raynaldi³, Wadding⁴, Gaetano Moroni⁵, l'abbé Christophe⁶, MM. Cipolla⁷ et Pastor⁸, pour ne citer que les auteurs des ouvrages les plus répandus⁹. Je me propose d'étudier et de repro-

1. *Historia ecclesiastica dos arcebispos de Braga* (Braga, 1635, in-fol.), t. II, p. 201.

2. *Histoire générale des cardinaux* (Paris, 1632, in-4°), t. I, *Abbrégé des anti-cardinaux*, p. 110.

3. *Annales ecclesiastici*, t. VII, p. 470.

4. *Annales Minorum*, t. IV, p. 236.

5. *Dizionario di erudizione storico-ecclesiastica*, t. II, p. 109 ; t. III, p. 207 ; t. LXXXV, p. 26.

6. *Histoire de la papauté au XIV^e siècle*, t. III, p. 46.

7. *Storia delle signorie italiane dal 1313 al 1530* (Milano, 1881, in-8°), p. 185.

8. *Histoire des papes depuis la fin du moyen âge* (Paris, 1888, in-8°), t. I, p. 146.

9. P.-B. Gams (*Die Kirchengeschichte von Spanien*, Regensburg, 1876, in-8°)

duire ici, d'après deux manuscrits conservés à Rome, l'un aux archives, l'autre à la bibliothèque du Vatican¹, un document diplomatique qui a passé jusqu'à présent inaperçu², et qui montrera ce qu'il faut penser de cette prétendue fidélité.

L'histoire du grand schisme se confond souvent avec l'histoire de France. Il en résulte que la même pièce fera connaître aussi un curieux épisode des derniers mois du règne de Charles V.

Si le roi Ferdinand de Portugal avait eu, un moment, pleine confiance en la légitimité d'Urbain VI³, sa sécurité ne tarda pas à être troublée par les renseignements que lui firent parvenir des Portugais résidant à Rome. Les personnages les plus lettrés de la cour de Portugal n'hésitèrent pas à déclarer nulle une élection célébrée dans des conditions aussi peu régulières; leur consultation, appuyée sur des textes canoniques traduits en portugais pour l'usage du roi, eut pour effet de plonger le mobile Ferdinand dans une étrange perplexité. Ses doutes prirent encore plus de consistance quand, peu de jours après, des voyageurs arrivant d'Italie prétendirent qu'Urbain VI, en tant que pape, s'abstenait de donner sa signature. Au surplus, Barthélemy

et la plupart des auteurs ecclésiastiques passent entièrement sous silence le rôle du Portugal. Baluze lui-même (*Vitæ paparum Avenionensium*, t. I, c. 1434) n'y fait qu'une allusion des plus fugitives.

1. Arch. du Vatican, *Armarium LIV, De Schismate*, t. XVIII, fol. 194-202 (fin du xiv^e siècle). — Bibl. du Vatican, ms. lat. Vatic. 5608, fol. 69-76 (xv^e siècle).

2. N. Antonio (*Bibliotheca Hispana vetus*, t. II, p. 185) s'est borné à relever le titre de cette pièce d'après le ms. de la Vaticane. Contelorio (*Elenchus eminentissimorum S. R. E. cardinalium ab anno 1294 ad annum 1430*, Roma, 1641, in-4°, p. 184) a fait une simple allusion à l'ambassade de l'évêque de Lisbonne « ad Carolum, regem Franciæ, pro Schismate tollendo. » Et Antonio de Macedo (*Lusitana infulata et purpurata*, Parisiis, 1663, in-4°, p. 125) a reproduit ce renseignement sans même savoir s'il s'agissait d'une ambassade auprès de Charles V ou de Charles VI : « Nec nos quicquam certi in re non magni momenti definire possumus. » — Cependant un court passage du discours de l'évêque de Lisbonne a été récemment traduit par M. l'abbé Gayet (*le Grand Schisme d'Occident*, t. II, p. 153).

3. Il dut être avisé des premiers de l'élection d'Urbain VI par un courrier que lui dépêcha de Rome, en toute hâte, Agapeto Colonna, évêque de Lisbonne. Ce messager ayant débarqué à Aix, le sénéchal de Provence lut les lettres dont il était porteur et en envoya copie au cardinal de Pampelune, qui ne soupçonnait que depuis trois jours l'avènement de Barthélemy (déposition du cardinal de Sisteron; Bibl. nat., ms. lat. 11745, fol. 73 v°).

Prignano ne se faisait peut-être lui-même aucune illusion sur la valeur de son titre. Les cardinaux avaient eu recours à une élection simulée, sans doute dans l'intention de ratifier leur choix, ou d'en faire un nouveau, dès qu'ils pourraient se réunir librement hors de Rome. Ainsi pensait le roi ; ainsi parlait son entourage.

L'arrivée des ambassadeurs d'Urbain fut loin de modifier ces dispositions défavorables. C'étaient les deux mêmes envoyés que le pape avait accrédités auprès du roi de Castille. Ils exhibèrent, comme à Cordoue, des pièces d'écarlate qu'Urbain VI avait eu la singulière idée d'adresser aux rois et aux reines de la péninsule espagnole, en promettant de renouveler chaque année ce présent : il désirait que les monarques chrétiens pussent endosser en quelque sorte la livrée du souverain pontife¹. Ferdinand goûta peu cette bizarre innovation. Il ne fut pas moins surpris des étranges ouvertures que lui fit secrètement, de la part d'Urbain VI, le chevalier napolitain Robert. Il s'agissait de se considérer comme le fils unique de l'Église et de s'allier au pape contre tous ceux, quels qu'ils fussent, qui tenteraient d'ébranler le trône apostolique. Urbain promettait, en échange, un accueil favorable à toutes les demandes de Ferdinand, et se proposait de lui octroyer les grâces les plus propres à rehausser le prestige de la monarchie portugaise. Le roi feignit de comprendre qu'on sollicitait son intervention contre les tyranneaux italiens qui usurpaient une portion des domaines de l'Église. Assis sur un trône placé dans l'extrême Occident, il ne pouvait guère se rendre à l'appel du saint-père : un tel rôle convenait mieux aux princes dont les états étaient plus rapprochés de l'Italie. Ferdinand espérait qu'afin de le détromper, l'ambassadeur allait lui dévoiler les menées des cardinaux. Ce calcul fut déjoué : le diplomate napolitain se renferma dans un silence prudent.

Il n'en fut point de même de son compagnon d'ambassade. Jean de Roquefeuille avait été désigné pour accomplir cette mission sur la recommandation expresse du cardinal de Vergne². Il était, comme Pierre de Murles³, tout à la fois ambassadeur

1. Cf., dans la *Cronica d'el rey D. Fernando de Fernand Lopez* (*Collecção de livros ineditos de historia portugueza*, Lisboa, 1816, in-4°, t. IV, p. 365), un passage visiblement inspiré d'ailleurs du chroniqueur castillan Ayala.

2. Déposition de l'évêque de Recanati (L. Gayet, *op. cit.*, t. I, pièces just., p. 106 ; cf. *ibid.*, t. II, p. 153).

3. J'ai déjà parlé de ce personnage (*le Rôle de Charles V au début du Grand*

d'Urbain VI et émissaire des cardinaux : c'est de ce dernier rôle qu'il s'acquitta le mieux. Quand Ferdinand l'eut pris à part et lui eut promis de ne livrer qu'à un seul confident le secret de leur entretien, la langue de Roquefeuille se délia : les cardinaux dont il avait mandat ne considéraient point, paraît-il, Barthélemy comme pape; leur intention était de s'enfuir de Rome le plus vite possible, de procéder à l'élection d'un souverain pontife légitime et de ne pas laisser plus longtemps les fidèles dans l'erreur.

Cette révélation impressionna plus qu'elle n'étonna Ferdinand. Il s'en ouvrit, quelque temps après, en présence de la reine, à son principal conseiller en matière religieuse, Martin, évêque de Silves, mais en lui recommandant un silence absolu, dans l'intérêt des cardinaux. Ceci se passait à Mollêdo, où le roi était tombé malade.

Les renseignements fournis par Jean de Roquefeuille ne tardèrent pas à être confirmés¹. On apprit successivement la retraite des cardinaux, leur rupture avec Urbain, l'élection et le couronnement de Clément VII. Celui-ci écrivit lui-même à Ferdinand pour l'engager, non seulement à le reconnaître comme chef de l'Eglise, mais aussi à faire arrêter, dans son royaume, les émissaires et jusqu'aux simples partisans d'Urbain. Il accrédita auprès du roi, en qualité de nonce, le célèbre inquisiteur d'Aragon, Nicolas Eymeric².

S'il faut en croire le prélat dont le discours nous fournit à peu près tous les éléments de ce récit, Ferdinand déploya en cette circonstance une prudence qui n'était point le trait dominant de son caractère. Avant de répondre à Clément VII, il mit l'affaire

Schisme, dans l'*Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France*, 1887, p. 230-233).

1. Il devait y avoir quelques Portugais à la cour de Clément VII : un « rotulus pro nonnullis clericis de regno Portugalie » fut présenté au nouveau pape, dont la réponse est datée de Fondi, le 29 novembre 1378. (Arch. du Vatican, *Liber supplicationum Clementis VII antipapæ*, anni I pars 1, fol. 148-150.)

2. Retenu à Anagni par Robert de Genève, il avait accepté la mission de porter aux souverains de l'Espagne la déclaration des cardinaux (Baluze, *Vitæ paparum Avenionensium*, t. I, c. 1235). Il passa par Avignon vers le 15 novembre 1378 : à cette date, je relève dans les comptes de la Chambre apostolique d'Avignon un paiement de 162 florins et 24 sols fait à Nicolas Eymeric et à Marc Ferrand, chanoine de Palencia, « qui mittuntur per dominum Papam ad omnes reges Hispanie super certis Romane Ecclesie negociis. » (Arch. du Vatican, *Introitus et exitus*, n° 350.)

en délibération dans un conseil dont l'évêque de Lisbonne a oublié, il est vrai, de nous faire connaître la composition. Le roi ne pouvait-il laisser aux clercs le soin de résoudre une question qui, en définitive, était de leur compétence ? Après de longs débats, l'assemblée se prononça dans le sens négatif : Ferdinand commettrait un péché mortel en s'abstenant d'intervenir. Tout prince catholique est tenu de défendre la foi, de protéger l'Eglise, principalement aux époques de schisme, et d'honorer le pape légitime. Or, on se trouve en présence d'une erreur menaçante pour la foi, l'Eglise et le clergé. Du schisme naît l'idolâtrie : l'antipape, les anticardinaux ne consacrent que des anti-évêques, qui, à leur tour, ordonnent des antiprêtres : par suite, tous les sacrements se trouvent profanés. Si le roi de Portugal tient à faire son salut, il doit bannir de son royaume ce simulacre de clergé et, dans la mesure de ses forces, tâcher de rétablir l'unité religieuse.

Une fois ce principe posé, restait à en trouver l'application pratique. L'évêque de Silves conseillait et offrait de tenter lui-même, à ses dépens, une démarche auprès des rois et des principaux seigneurs de la chrétienté. Il les exhorterait de la part de Ferdinand à se renfermer provisoirement dans la neutralité. Leurs Conseils cependant s'assembleraient en un lieu sûr ; une enquête au sujet des événements de Rome serait confiée à des hommes pieux, et l'Europe, éclairée, unie dans une même foi, acclamerait le pontife dont les prétentions s'appuieraient sur les arguments les meilleurs. La majorité du Conseil portugais déclara malheureusement ce rêve irréalisable. Du côté urbaniste surtout, elle entrevoyait de grandes difficultés. Si ce parti n'eût été composé que d'hommes convaincus, comme la masse des Espagnols, des Allemands et des Hongrois, on eût pu essayer de lui faire entendre raison. Mais il comptait un grand nombre d'esprits aveuglés par l'intérêt, par l'orgueil ou la haine : les Romains, par exemple, n'entendaient obéir qu'à un pape dont le siège fût à Rome ; les Italiens considéraient comme un gage de richesse la présence du souverain pontife sur le sol de l'Italie. D'autres, par jalousie (je suppose qu'il s'agit des Anglais), et pour contrecarrer la politique française, étaient gens à refuser leurs hommages à tout pape reconnu par Charles V. Autant d'urbanistes que les Portugais jugeaient irréconciliables. L'évêque de Silves aurait voulu qu'au moins on tentât une démarche : si peu qu'elle réussît, elle

aurait toujours pour résultat de circonscrire le schisme, et, qui sait ? les pays les plus récalcitrants se laisseraient gagner peut-être par l'exemple des autres. Mais le Conseil, considérant le temps que l'on perdrait à la poursuite d'un avantage des plus aléatoires, dissuada Ferdinand de prendre une initiative qui convenait mieux, en définitive, à un empereur qu'à un roi de Portugal. Le projet de congrès européen, comme ailleurs le projet de concile œcuménique, fut définitivement écarté.

On décida alors que Ferdinand se bornerait à s'éclairer lui-même, pour pouvoir se prononcer en toute sûreté de conscience. L'enquête fut confiée à des religieux intègres, pieux, lettrés, par conséquent plus difficiles à circonvenir. De Rome, où ils allèrent questionner les témoins des événements de 1378, ils rapportèrent la preuve d'un certain nombre de faits, jugés dès lors incontestables : menaces adressées aux cardinaux avant et pendant le conclave ; pression exercée sur eux au moment même de l'élection de Barthélemy ; retraite du sacré collège et élection de Clément VII opérées dans un délai aussi bref que possible. Le Conseil se prononça contre Urbain. Ferdinand, à son tour, plein de méfiance à l'égard de la populace romaine et de respect pour le caractère de la plupart des cardinaux, ne pouvant d'ailleurs imaginer que des vieillards circonspects voulussent de gaieté de cœur accréditer le mensonge, cessa de recevoir les bulles du pape de Rome. Après avoir ainsi donné l'exemple de la neutralité, il eut la satisfaction de le voir suivi, dans les deux mois, par tous les monarques chrétiens de la péninsule espagnole, Henri II de Castille, Pierre IV d'Aragon et Charles II de Navarre.

Il ne s'en tint pas là. Les doutes qu'il conservait au sujet de la légitimité de Clément s'évanouirent d'autant plus rapidement qu'en présence des attaques dont il était l'objet Urbain VI semblait garder le silence : à vrai dire, ses messages étaient interceptés par ordre du duc d'Anjou ou des cardinaux d'Avignon¹. Le peu de succès obtenu en Aragon par l'abbé de Sassoferato

1. Le 16 février 1379, une somme de 21 florins 12 sols est payée, par ordre des cardinaux d'Avignon, à Jean de Beaune, sergent d'armes du roi de France, et à Jean Bellin, huissier de la cour du duc d'Anjou, « pro expensis per ipsos factis conducendo archidiaconum de Barroso in ecclesia Bracharensi, legatum Bartholomei, olim archiepiscopi Barensis, de Montepessulano apud Avinionem, qui archidiaconus fuit positus in carceribus Palatii apostolici Avenionensis. » (Arch. du Vatican, *Introitus et exitus*, n° 350.)

contribua également à discréditer la cause urbaniste aux yeux de Ferdinand¹. Enfin, des envoyés de Clément VII (ceux-là parvenaient sans peine jusqu'au roi) insistèrent pour que Ferdinand franchît le dernier pas².

Ce projet rencontra bien encore quelque opposition dans le Conseil. Une démarche collective des rois de la Péninsule, notamment auprès de Charles V, souriait aux partisans de la neutralité, convaincus que, si l'Angleterre, par exemple, voyait ses adversaires faire acte d'impartialité, elle en viendrait, par point d'honneur, à se détacher elle-même d'Urbain. Mais la majorité du Conseil soutenait, avec quelque apparence de raison, que les puissances urbanistes, loin de se laisser entraîner vers l'indifférence, veraient plutôt dans ce mouvement de recul des clémentins un encouragement à persévérer dans leur propre croyance. La situation du Portugal appelait surtout un prompt remède. Là, comme ailleurs, la masse du peuple avait oublié le sens des mots « impression, intrusion », tombés en désuétude depuis la translation du saint-siège hors de l'Italie. Plus on tarderait à proclamer Clément, plus il serait difficile de faire admettre la nullité des droits d'Urbain. Enfin, du moment que Ferdinand croyait à la légitimité de Clément, il avait le devoir de lui obéir, sous peine de péché mortel.

C'est ainsi que le roi de Portugal fut amené à se déclarer pour Clément VII, en la ville d'Évora, probablement avant la fin de l'année 1379³. Martin, l'ancien évêque de Silves, transféré à Lisbonne, célébra une grand'messe⁴; un discours solennel rappela

1. Perfetto Malatesta, abbé de Sassoferrato, termina son *de Triumpho romano*, à Barcelone, le 10 juin 1379.

2. L'envoi en Espagne de frère Ange, évêque de Pésaro, date environ du 13 juillet 1379 (Arch. du Vatican, *Introitus et exitus*, n° 353, fol. 16 r°). Vers le 24 août, un chevaucheur part d'Avignon avec un grand paquet de soixante bulles : il doit tâcher de rattraper les ambassadeurs envoyés aux rois de Castille et de Portugal; s'il ne les rejoint à Barcelone, il doit aller plus loin (*ibid.*, fol. 33 v°).

3. Dans une lettre du mois de mai 1380 (v. plus loin), le duc Louis d'Anjou parle de cette déclaration comme ayant eu lieu longtemps auparavant. Dès le 29 novembre 1379, le collecteur apostolique de Portugal versait au trésor d'Avignon une somme de 600 florins (Arch. du Vatican, *Introitus et exitus*, n° 352 et 353).

4. A. de Macedo (*op. cit.*, p. 126) attribue à l'évêque de Lisbonne la plus grande part dans la conversion de Ferdinand au parti de Clément VII, sur laquelle il ne fournit, d'ailleurs, aucun renseignement précis.

les résultats de l'enquête, et des lettres contenant la déclaration du roi firent connaître en même temps les doutes qu'il avait eus et les solutions qu'on lui avait suggérées.

Suivant l'évêque Martin, l'esprit de foi, l'amour de la justice, le dévouement aux intérêts de l'Église, le désir de préserver le peuple portugais du péché d'idolâtrie, tels furent les seuls motifs d'une détermination à laquelle la politique demeura totalement étrangère. Ce n'est point tout à fait l'avis des urbanistes. Le chroniqueur Fernand Lopez soutient que cette décision, également contraire aux vœux de la plus saine partie du Conseil et aux sentiments unanimes de la population, fut arrachée à Ferdinand par un prélat d'origine castillane (l'évêque de Lisbonne), à la suite d'une démarche du roi Jean I^{er} de Castille, lequel avait été lui-même endoctriné par Charles V¹. Je pourrais citer, d'autre part, une phrase de Louis d'Anjou qui attribue la prompte décision de Ferdinand au désir qu'avait ce roi de lui être agréable².

Le Portugal, à cette époque, entretenait, il est vrai, des rapports amicaux avec le roi de Castille, le roi de France et le duc d'Anjou. Ainsi l'infante Béatrice, héritière du trône de Portugal, après avoir été fiancée à un fils naturel de Henri de Trastamare, paraissait destinée alors à épouser le fils nouveau-né du roi Jean de Castille³. Peu de temps auparavant, les flottes réunies de Castille et de Portugal avaient fait, dans les eaux de la Bretagne, une démonstration en faveur de la France⁴. Il faut ajouter qu'une aversion commune pour le monarque aragonais avait rapproché le roi Ferdinand et le duc d'Anjou : au mois d'avril 1378, ces deux princes s'étaient entendus pour attaquer de concert l'Aragon⁵. Mais s'ensuit-il que l'influence de la France et de la Castille

1. *Cronica del rey D. Fernando*, p. 377.

2. Voir la lettre reproduite plus loin.

3. Vicomte de Santarem, *Quadro elementar das relações políticas e diplomaticas de Portugal com as diversas potencias do mundo* (Pariz, 1843, in-8°), t. I, p. 240.

4. L. Delisle, *Mandements de Charles V*, n° 1392.

5. Il existe dans le ms. français 5044 de la Bibl. nat. (n° 70) une lettre originale du roi Ferdinand, datée du 25 mars 1377. Le monarque portugais fait savoir que le duc d'Anjou lui a envoyé Robert de Noyers et Yves le Gerval pour négocier avec lui un traité dirigé contre le roi d'Aragon, et il s'engage, durant quinze jours, à ne point traiter séparément avec le roi Pierre IV. Cette première ambassade fut, non pas précédée, comme le croient Santarem et R.-Francisque Michel (*les Portugais en France et les Français en Portugal*, Paris, 1882,

ait déterminé l'adhésion de Ferdinand à Clément VII? Vainement je cherche trace d'une démarche de Charles V auprès du souverain portugais. Quant au roi de Castille, loin de faire à cette époque de la propagande clémentine, il s'obstinait, en dépit de Charles V, à garder la neutralité. C'est bien plutôt le roi d'Aragon qui eût pu donner à Ferdinand l'exemple d'une sorte d'adhésion tacite à Clément VII; et, effectivement, l'évêque de Lisbonne semble indiquer que la conduite de Pierre IV ne fut pas sans influence sur la détermination du roi de Portugal. Mais, en ce cas, étant donné les sentiments d'inimitié que les deux monarques nourrissaient l'un pour l'autre¹, en quoi l'entraînement subi par Ferdinand pourrait-il être qualifié de calcul politique?

Quoi qu'il en soit, l'obédience du pape d'Avignon s'étendait désormais au Portugal. Révocations de prélats urbanistes², requêtes adressées à Clément VII par l'infant Jean, frère du roi³, extension nouvelle donnée par le même pape au cadre des études de l'université de Lisbonne⁴, dispenses accordées à l'infante Béa-

in-8°, p. 8), mais suivie d'une autre ambassade dont firent partie Arnauld d'Espagne, sénéchal de Carcassonne, Raymond Bernard Flameng et Jean Forez. Leur relation, qui se trouve tout au long dans le ms. fr. 3884 de la Bibl. nat. (fol. 32 et suiv.), prouve qu'ils quittèrent Toulouse le 26 janvier 1378, se rendirent, pour commencer, chez le comte de Foix, chez les rois de Navarre et de Castille, et ne rejoignirent que le 15 avril le roi Ferdinand, à Santarem. Leur audience solennelle eut lieu le 19 avril, et leur audience de congé le 1^{er} mai. Dans l'intervalle, ils arrêtèrent avec le roi de Portugal le plan d'une campagne contre le roi d'Aragon.

1. Cf. une lettre du cardinal de Viviers aux cardinaux de Florence et de Milan (Baluze, *op. cit.*, t. II, c. 864).

2. Clément VII enleva notamment le décanat de Lisbonne à l'urbaniste Dominique Perez, et il en eût pourvu un jeune clerc qui n'avait point l'âge canonique, si le roi ne lui eût adressé à ce sujet des représentations. Ferdinand pria également Clément VII de révoquer le don que celui-ci venait de faire à un étranger de la trésorerie de l'église de Lisbonne. La réponse favorable du pape est datée du 13 juin 1380. (Arch. du Vatican, *Liber supplicationum Clementis VII antip.*, anni II pars II, fol. 133 r°.) Citons, vers la même époque, le rôle présenté par un certain Martin, récemment nommé par Clément VII évêque d'Évora. (*Liber supplicationum Clem. VII*, anni II pars IV, fol. 108 v°.)

3. La réponse du pape est datée d'Avignon le 29 février 1380 (*ibid.*, fol. 79 r°).

4. Bulle du 7 juin 1380 (H. Denifle, *die Universitäten des Mittelalters bis 1400*, Berlin, 1885, in-8°, t. I, p. 531). A peine le roi Ferdinand s'était-il déclaré que l'université transférée en 1377 de Coïmbre à Lisbonne avait adressé son rôle à Clément VII : la réponse du pape fut antidatée sur la demande expresse de l'université (*ibid.*, p. 530 et 532, note 1221).

trice en vue de son mariage avec l'infant de Castille¹, tout, jusqu'aux allusions de Clément à l'emploi qu'il comptait faire des revenus apostoliques du Portugal², atteste le triomphe du pape d'Avignon.

La politique de Clément VII a toujours tendu à réunir en un faisceau compact les royaumes de son obédience. Il ne crut pouvoir mieux consacrer sa victoire qu'en resserrant les liens qui déjà rattachaient le Portugal à la France. Il voulait, écrivit-il à Ferdinand, voir s'établir entre les deux maisons qu'il chérissait le plus une sorte d'alliance charitable, conclue surtout en vue de la défense de l'Eglise.

Jamais proposition ne fut mieux accueillie. Non seulement le Conseil assemblé à cette occasion rendit hommage à la constante orthodoxie de la maison de France; mais il déclara que le royaume des fleurs de lys avait des titres très particuliers à la reconnaissance des Portugais. N'était-ce pas à l'intervention de saint Louis auprès d'Innocent IV qu'on devait le règne réparateur d'Alphonse III, trisaïeul du roi Ferdinand? Pour renouveler une alliance qui répondait si bien aux souvenirs du passé, l'on désigna un chevalier, dont j'ignore le nom, et l'évêque de Lisbonne.

A la cour d'Avignon, où je retrouve d'abord les traces de ces ambassadeurs³, ils présentèrent à Clément VII un rôle de suppliques⁴ et s'acquittèrent d'une mission auprès du duc d'Anjou. C'était vers le mois de mai 1380. La bibliothèque Barberini, de Rome, possède deux lettres que le duc Louis écrivit alors au roi

1. La bulle, datée du 7 juin 1380, autorise d'une manière générale l'infante Béatrice à contracter mariage avec un parent. Elle prend en considération « eximie devocionis sinceritatem summeque fidelitatis puritatem quibus carissimus in Christo filius noster Fernandus, rex Portugalie illustris, genitor tuus, erga nos et Sedem ipsam clarere dinoscitur, et quibus nos et Romanam Ecclesiam, tanquam ipsius specialis filius et devotus, studet multipliciter honorare. » (Arch. du Vatican, *Reg.* 292, fol. 25 r°.)

2. Le Laboureur, *Histoire de Charles VI*, t. I, p. 51.

3. A. de Macedo (*op. cit.*, p. 126) parle en ces termes du voyage de l'évêque Martin : « Duabus majoribus trirēibus vectus, regio ad elegantiam cultu ornatis et bellico ad pugnandum, Avenionem navigavit; ... in gravissimo patrum conventu ad id coacto, Lusitanis regem ... in ejusdem fide et obsequio esse ac in posterum fore eleganti oratione exposuit. »

4. La réponse du pape à ce rôle de suppliques porte la date du 4 juillet 1380. (Arch. du Vatican, *Liber supplicationum Clementis VII antip.*, anni II pars IV, fol. 224 r°.)

et à la reine de Portugal : ce prince y exprime, en termes émus, la joie et la reconnaissance que lui avait causées la déclaration de Ferdinand¹.

D'Avignon les ambassadeurs se proposaient de gagner Reims :

1. Ms. Barberini XXX 174, fol. 15 v° et 16 r°. — « Serenissimo principi domino Fernando, Dei gratia regi Portugalie, fratri nostro carissimo, Ludovicus, etc. Serenissime princeps, demum per reverendum patrem episcopum Ulixensem vestras credencie litteras leto vultu, jucundiorique mente per eorum verba percepimus vestre regalis Magnificentie serenissimeque principisse regine, consortis vestre et sororis, ac inclite infantisse vestre neptisque nostrarum precarissimarum status prosperos et felices, personamque vestram et earum vigere corporea sospitate... Serenissime princeps, quantum gaudium quantamque leticiam attulit sanctissimo domino pape domino Clementi VII^o atque nobis dictorum vestrorum ambaxiatorum legacio, non possemus explicare scripturis, que pro certo apud dictum dominum papam nosque et cunctum populum utriusque sexus notabilissima et de personis circumspectis reputatur et debet merito reputari. Unde, serenissime princeps, et etiam de declaratione quam diu fecit eadem Serenitas adherendo dicto domino pape partemque suam fovendo, quod et facere tenentur omnes fideles catholici, et quam declarationem distulisse potuisset vestra Celsitudo, nisi fervor amoris quem ad nos gerit eadem Serenitas ipsam ad hoc, ut specialiter confidimus, commovisset, eidem Celsitudini quas possumus referimus gratiarum actiones; scientes, frater carissime, quod facta et negocia prefati domini pape et ecclesie sancte Dei nunc ubique, per Dei gratiam, prosperantur. Serenissime princeps et frater carissime, post multiplicata rogamina regis Castelle nobis facta super missione nostrorum ambaxiatorum penes ipsum pro tractatu pacis inter nos et regem Arragonum, dilectos et fideles dominum Johannem de Aramo, etc., duximus destinandos, cum inhibitione tamen expressissime per nos sibi facta quod ad nullam conclusionem condescendant, nisi vestra Celsitudo de juribus et actionibus que et quas habet contra dictum regem Arragonum ad plenum contentetur. Verum, serenissime princeps, frater carissime, quoniam, prout nobis dictus rex Castelle per suas litteras intimavit, ipse et dictus rex Arragonum intendunt, in isto mense, in certo loco mutuo se videre, et ob hoc nobis etiam scripserit ut dictos ambaxiatores nostros ad ipsum eo tunc vellemus destinare, et jam iter suum arripere sunt parati : hoc autem Serenitati vestre nunciamus, ut, si vobis videatur expediens, ambaxiatores vestros cum potestate sufficienti ibidem destinetis. Et super hoc ambaxiatoribus nostris mandavimus vobis, dum fuerint in partibus, adventum suum per litteras aut nuncios intimare... » — La lettre du duc d'Anjou à la reine de Portugal (Léonore Tellez) est rédigée à peu près dans les mêmes termes ; toutefois elle précise la date de l'entrevue projetée entre les rois de Castille et d'Aragon : « in isto mense maii » ; et, par suite, elle révèle la date de la lettre elle-même, ou plutôt des deux lettres du duc d'Anjou, qui ont certainement été écrites et expédiées en même temps. — Il n'est pas inutile d'ajouter qu'au mois de mai 1380, le duc d'Anjou se trouvait effectivement à Avignon. (Cf. D. Vaissete, *Histoire générale de Languedoc*, édit. Privat, t. IX, p. 879.)

on croyait alors que le roi des Romains allait y venir conférer avec Charles V au sujet des affaires de l'Église. L'évêque de Lisbonne n'avait garde de laisser échapper une si belle occasion de développer ses vues. Mais, parvenus à Chalon-sur-Saône, les Portugais apprirent que la diète n'aurait point lieu : ils se rendirent directement à Paris.

L'évêque de Lisbonne fit aussitôt demander à Charles V la permission de prononcer devant lui un de ces discours d'apparat dans lesquels, suivant l'usage de l'époque, l'orateur déployait toutes les grâces de son style et toutes les richesses de son érudition. Charles V, en cette circonstance, avoua sa préférence pour une moins solennelle harangue. Il n'y a point lieu de le regretter. Le discours que prononça l'évêque de Lisbonne le 14 juillet 1380 avait, aux yeux des amateurs, l'inconvénient de manquer de « thème » ; le prélat eut soin de s'en excuser lui-même, alléguant, avec une certaine coquetterie, qu'on l'avait pris au dépourvu : « Lorsque je suis entré dans le Palais, dit-il, je ne croyais pas avoir aujourd'hui mon audience. » Mais, bien qu'imparfaitement préparé, et peut-être pour cette raison même, le discours de l'évêque Martin contient plus de faits que de phrases ; malgré certaine redondance et un luxe exagéré de citations sacrées ou juridiques, il constitue un monument historique de la plus haute utilité.

Je ne reviens point sur l'exposé des circonstances qui avaient amené la déclaration de Ferdinand. Chemin faisant, l'évêque caractérisa sévèrement la conduite des Italiens, ce peuple chez lequel l'esprit de révolte était inné : il indiqua comme unique cause du schisme l'impatience avec laquelle cette nation supportait la domination des papes, des cardinaux et des officiers français. Le Portugal, au contraire, fut représenté comme un des pays les plus dévoués aux intérêts de la foi : l'orateur évoqua les glorieux souvenirs d'un Alphonse I^{er} se taillant son royaume en plein empire sarrazinois, et d'un Alphonse IV remportant sur le roi de Grenade la victoire de Salado. Je laisse à penser de quelles louanges il combla le royaume de France.

« Il est certain, ajouta-t-il, que Votre Majesté Royale entend pacifier et, je n'en doute pas, pacifiera la chrétienté, aujourd'hui divisée par le schisme, extirpera l'idolâtrie et fera prêcher dans tout l'univers une seule église catholique. Certes, le besoin s'en fait sentir, depuis qu'à l'exemple des Grecs, les misérables Romains

s'efforcent d'édifier une église d'iniquité..... Puisse se vérifier en vous la prophétie d'Isaïe : « Et une fleur naîtra de sa racine, — « c'est-à-dire la fleur des rois de France. — Et l'Esprit du Seigneur « reposera sur lui, l'esprit de sagesse et d'intelligence, l'esprit de « science et de piété, l'esprit de conseil et de force. Et il sera rem- « pli de l'esprit de la crainte du Seigneur. Et il tuera l'impie par le « souffle de ses lèvres. La justice sera la ceinture de ses reins, et la « foi lui servira de baudrier¹. » Comme donc tous les regards d'Israël se sont tournés vers vous, dans l'espoir que vous mettiez un terme à ce schisme maudit, le roi de Portugal, notre maître, fils catholique de la sainte Église de Dieu, vous apprend par notre bouche qu'il a le dessein de consacrer toutes ses forces au rétablissement de l'unité..... Prince très chrétien, une double gloire vous est inmanquablement réservée : gloire dans le temps et gloire dans l'éternité. Vous serez en possession de la gloire temporelle quand chacun des catholiques, voyant l'œuvre salutaire opérée par vos mains, ne pourra s'empêcher de verser des larmes d'allégresse et d'adresser à l'Église ce cantique : « Lève-toi, hâte-toi, « mon amie, ma colombe, ma belle ! Viens, l'hiver est passé, la « saison des pluies est terminée, — je veux dire que c'en est fait de « l'orgueil des Romains. — Les fleurs ont apparu sur notre terre ; « — je veux parler des rois de France. — C'est le moment de tailler la vigne². » Et vos ennemis diront : « Pourquoi l'Église ne « revivrait-elle pas ? Autour d'elle fleurissent les roses et les lys des « vallées. » Et l'Église à son tour chantera : « Soutenez-moi avec « des fleurs, fortifiez-moi avec des fruits ; car je languis d'amour. « Le bien-aimé — c'est-à-dire le roi de France — met sa main « gauche sous ma tête, et, de sa main droite, il s'apprête à « m'étreindre³. » Quant à la gloire éternelle, c'est la récompense promise à celui qui combat pour la foi. Puisse vous la décerner, à vous et à tous ceux qui m'écoutent, Celui qui vit depuis le commencement et qui vivra toujours dans les siècles des siècles ! Amen. »

Tandis que l'envoyé portugais célébrait en ces termes pompeux les hauts mérites de Charles V, le roi Ferdinand manifestait le plus grand empressement à sceller par un mariage l'intime alliance

1. *Isaïe*, XI, 1-5.

2. *Cant.*, II, 10, 11, 12.

3. *Cant.*, I, 5, 6.

du Portugal et de la Castille, ce qui constituait encore un succès pour la politique française¹. Mais, au même moment, un traité secret conclu entre le roi de Portugal et le duc de Lancastre approuvait les prétentions du prince anglais au trône de Castille et arrêta le plan d'une campagne d'invasion contre le royaume allié² : triste exemple de la versatilité et de la duplicité du roi Ferdinand.

En France on ignorait les conventions d'Estremoz ; rien ne pouvait faire alors soupçonner la bonne foi du roi de Portugal. Aussi les paroles de l'évêque de Lisbonne durent-elles retentir doucement aux oreilles de Charles V.

Qu'était-ce, en effet, que ce récit de la conversion spontanée de Ferdinand, sinon la justification de la conduite du roi de France ? Et comment eût-on pu mieux répondre à la pensée de Charles V, calmer peut-être les scrupules de sa conscience alarmée, qu'en démontrant, comme l'avait fait l'envoyé portugais, l'impossibilité d'une entente préalable entre les différents princes chrétiens ? Voir successivement, non tous les rois (c'eût été difficile), mais le plus grand nombre adopter le pape de son choix, rendre hommage, par conséquent, à la justesse de son coup d'œil et à la sincérité de son zèle, tel était le rêve caressé par le souverain français, dont la confiance, il est vrai, tendait depuis quelque temps à s'affaiblir. Mais, après l'adhésion de la Sicile et de l'Écosse, celle du Portugal venait à point pour relever ses espérances. Elle semblait tout au moins présager la prochaine déclaration des rois de Castille et d'Aragon en faveur de Clément VII. Charles V pouvait mourir : il ne devait point emporter dans la tombe le sentiment amer d'un isolement complet, d'une responsabilité que personne ne voulût partager.

Après avoir pris connaissance du discours de l'évêque de Lisbonne, ce n'est pas sans quelque étonnement qu'on relira la phrase de Raynaldi : « Le Portugal a eu l'honneur de demeurer constamment fidèle à l'obédience de Rome, en dépit de toutes les séductions et de toutes les menaces des schismatiques. »

N. VALOIS.

1. Santarem, *loc. cit.*

2. Rymer, *Fœdera*, t. IV, p. 94.

Composicio¹ facta per reverendum in Christo patrem et dominum Martinum, Dey gracia Ulixbonensem episcopum, ambaxiatorem domini Fernandi, regis Portugalie et Algarbii illustris, coram serenissimo principe domino Karolo, rege Francie illustri, XIII^a die mensis julli, anno Domini millesimo CCC^o octuagesimo².

Serenissime princeps et benignissime domine, ut melius videantur que ego debeo proponere coram Serenitate vestra, ego intendo facere tria. Primo intendo premittere unam humilem supplicationem. Secundo intendo submittere unam brevem et debitam excusacionem. Tercio intendo venire ad facti proposicionem, et in ista tercia parte ego intendo facere tria : primo intendo premittere et justificare processum sub quo dominus meus rex Portugalie fuit declaratus et habuit pro vero papa dominum Clementem septimum et vero vicario Jhesu Christi; secundo intendo submittere causam nostri adventus et ambaxiate ad Serenitatem vestram; tercio, concludendo, intendo inferre unam debitam et justam sollicitacionem. Per istam enim divisionem clarius patere po[s]sunt proponenda, cum sit conclusio Aristotilis manifesta quod via divisiva facilius cognoscuntur incomplexa.....

Veniendo igitur ad primum, amanti[s]sime princeps, ego supplico vestre Serenitati humiliter et benigne quod, si in ista presenti proposicione aliqua minus bene dixerò, vel minus bene ordinavero....., quod defectum meum supleat vestre Serenitatis magna nobilitas et benivola supportacio. Tanti regis habeo enim aliquas causas legitimas supplicandi. Primam enim causam legitimam supplicandi, licet non obtinendi, tanquam notoriam, obmitto, que est defectus sciencie, et elloquencie..... Secunda causa est brevis temporis. Ad veritatem, quando modo ante prandium intravi Palacium, non credebam me habere debere audienciam ad dicendum..... Tercia causa sit viarum inordinacio. Homines enim viatores, sicut ego sum de presenti, naturaliter non consueverunt esse bene dispositi, nec bene ordinati, ad componendum, digrediendum et proferendum..... Quarta causa concludens omnia est vestre Serenitatis presencia et

1. Peut-être pour : « Proposicio. »

2. J'ai cru devoir retrancher la plupart des citations de textes sacrés ou juridiques, qui allongent inutilement ce discours.

asistencia, coram qua quantumcumque magnus in omnibus posset merito formidare..... Et hoc breviter de primo.

Veniendo ad secundum, benigni[s]ime princeps, quando ego recessi de Avinione, erat michi spes certa quod rex Bohemie debebat vobiscum tenere dietam in civitate Remensi super factis Ecclesie¹, et per viam, propter reverenciam Ecclesie et honorem Serenitatis vestre et domini mei regis, ordinabam me, meliori modo quo poteram, quando opportunitas se offerebat, ad faciendum coram Serenitate vestra et ejusdem regis Bohemie propositionem solempnem cum theumate et prosecutione. Quando autem fuimus apud Cabilonensem civitatem, in Burgundia, audivimus certa nova quod rex Bohemie, alliis occupatus negociis, predictam dietam tenere non potuit, et ista nova non fuerunt michi ad consolacionem laborum maris et terre. Sperabam enim et sperare poteram, si illa dieta teneretur, pacem Ecclesie et per consequens fidey unitatem, et tam gravia parata scandala inter fideles sedari posse. Set ille hostis antiquus qui, post occassum suum, conatur principaliter scindere Ecclesie unitatem et humanum genus evertere, permissione divina, propter peccata nostra, satis operatus est ut talis dieta impediretur. Quando hec audivi, satis turbatus, cessavi ab inceptis. Cum autem fui hic Parisius et vidi ambaxiatores solempnes dicti regis Bohemie, ducem videlicet Brabancie et socios suos.....², feci requiri Serenitatem vestram per archidiaconum Cordubensem, secretarium vestrum³, quod, si placeret eidem Serenitati,

1. C'est la diète dont parle le cardinal de Viviers dans la lettre que Baluze (*op. cit.*, t. II, c. 869) a faussement imprimée sous la date de 1381 (cf. C. Höfler, *Anna von Luxemburg*, dans *Denkschriften der kaiserl. Academie der Wissenschaften, phil.-hist. Classe*, t. XX, Wien, 1871, p. 130, note 5). Mais le roi Wenceslas, après s'être avancé jusqu'à Aix-la-Chapelle, où il se trouvait encore le 13 juin 1380, rétrograda sur Cologne et Francfort (Th. Lindner, *Geschichte des deutschen Reiches unter König Wenzel*, Braunschweig, 1875, in-8°, t. I, p. 430).

2. Les noms de ces ambassadeurs, qui m'ont été d'ailleurs révélés par un autre document, et dont l'un est cité par M. Th. Lindner (*Papst Urban VI*, dans *Brieger's Zeitschrift für Kirchengeschichte*, t. III, 1879, p. 420), sont laissés en blanc dans les deux manuscrits. La présence du duc de Brabant Wenceslas à Paris au mois de juillet 1380 est attestée par d'autres documents (*Publications de la Section historique de l'Institut [de Luxembourg]*, t. XXIV, II, p. 179), mais nulle part on ne lui attribue la qualité d'ambassadeur du roi des Romains, bien qu'elle résulte implicitement du texte d'une charte du 13 juillet 1380.

3. Ce ne peut être que Robert de Noyers, l'un des deux ambassadeurs envoyés par le duc d'Anjou en Portugal au mois de mars 1377 : des lettres du roi Ferdinand lui attribuent la double qualité d'archidiacre de Rouen et d'archidiacre

continuarem quod inceperam et ordinarem me ad dictam proposicionem solempnem. Sed finalis deliberacio vestra fuit quod ex causa predicta proposicio sollempnis debebat et poterat excusari. Propter quod, princeps serenissime, quia invito auditore nemo libenter refert....., si minus bene vel minus solempniter aliqua fuerint dicta vel proposita, vestra Serenitas me habeat racionabiliter excusatum. Et ideo sine theumate et alia introductione :

Veniendo ad tercium principale, dolci[s]sime princeps, mortuo sancte memorie domino Gregorio papa XI^o, qui utinam in agibilibus mundi esset magis expertus et non dimisisset ecclesiam Dei sub tanto periculo, Romani, mala sua solita condicione....., fecerunt elegi in papam, verius in antipapam, ex quo consensit, Bartholomeum, olim Barrensem archiepiscopum et primo Theruntinum ¹, per notoriam impressionem ut inferius deducetur. Cum enim supervenerunt domino meo, regi Portugalie, nova certa per suos qui erant ibi de modo assumptionis premissa, et audiui[s]se[t] a suis magnis litteratis quod talis eleccio erat, prout est, de jure dampnata, nec per eam poterat esse papa, nisi iterum spontanee eligeretur, fecit vigore (*sic*) iurium de hoc loquencium sub suo ydiomate fideliter copiarum et transferri vel interpretari cum vera declaracione doctorum; quod cum sepius perlegisset, fuit in ejus anima unus grandis scrupulus generatus quod iste non erat papa. Post hec ad paucos dies, princeps clari[s]sime, supervenerunt nova per suos venientes quod iste Bartholomeus non signabat ut papa, et quod steterat per mensem et ultra a die consecracionis quod non apposuerat manum ad signandum. Et tunc eciam magis augmentari sibi cepit scrupulus antecedens, credens quod non signabat quia se non habebat pro papa, et incepit communiter dici quod ipse et cardinales assumpserunt istam viam ut pretextu istius eleccionis recedere possent a Roma, et postmodum eum vel alium libere eligere, ut decebat.

Ad aliquos postea dies iste Bartholomeus misit ad eum ambaxiatores suos, quorum unus fuit unus miles neapolitanus, credo Robertus nomine, et alius fuit dominus Johannes ² qui modo est

de Cordoue (Bibl. nat., ms. fr. 5044, n° 70). Quant au titre de secrétaire du roi de France, Robert de Noyers se l'attribue lui-même en présentant à Clément VII un rôle de suppliques auquel ce pontife répondit le 17 mars 1380 (Arch. du Vatican, *Liber supplicat. Clem. VII antip.*, anni II pars iv, fol. 209 r°).

1. Pour : « Acherontinum ». Barthélemy Prignano avait été transféré de l'archevêché d'Acerenza à celui de Bari.

2. Jean de Roquefeuille.

cum domino Petro de Barreria, presbytero cardinali, quem ego modo bene cognovi in Avinione; nam primo non cognoscebam eum. Et isti detulerunt sibi ex parte dicti Bartholomei, se pro papa gerentis, prout gerit, unam peciam scarleti, et similiter uxori sue; nescio si que alia encenia detulerunt. Que quando fuerunt oblata dicto domino meo regi, majorem scrupulum generarunt, videns quod istud non erat de more Romanorum pontificum quando noviter creabantur, adminus in illo regno.

Postea iste miles neapolitanus ad partem et secrete tractavit cum dicto domino meo rege, ex parte dicti Bartholomey, ut vellet [es]se inter alios principes catholicos filius unicus matri sue et se vellet cum eo singulariter confederare et colligare contra omnes et singulos, cujuscunque gradus, status, condicionis et prebeminencie et dignitatis essent, qui contra ejus statum vellent aliquid dicere vel movere, promittens regi ex parte dicti intrusi gracias singulares ad exaltacionem corone sue, et se offerre semper sibi favorabilem in petendis. Set rex noster respondit quod non intelligebat eum bene, nec quid vellet dicere per hec verba. Nam, si petebat quod ligaretur cum eo contra occupatores terre Ecclesie, dixit quod ipse erat in extremo occidente, et ideo non poterat bene sibi servire in istis : hoc poterant melius facere catholici christiani qui erant propinquiore sibi. Hec dicebat rex desiderando audire ab alio, ejus nomine, si cardinales intendebant moveri contra eum, propter scrupulum ex superioribus generatum. Breviter ille miles nichil sibi voluit apperire de intencione cardinalium.

Post ista, rex habuit ad partem illum alium ambaxiatorem et nuncium seu dominum Johannem, scutiferum cardinalis presbyteri memorati; et in conferendo cum eo de ista materia, iste miles habuit regi apperire materiam sub secretissimo secreto, et provisione¹ sibi facta per regem quod non revelaret alicui nisi homini multum sibi accepto, et de quo singulariter confideret; et dixit sibi eciam, ex parte aliquorum dominorum cardinalium, quod ipsi non habebant istum Bartholomeum pro papa, et quod intendebant quam cito comode possent fugere de Roma, et alium sibi eligere in verum vicarium Jhesu Christi, et non permittere populum Dey seduci, et exponere se, ut veri zelatores² fidei et capud christianitatis, propter fidem, omni periculo et timori. Rex, audita materia, fuit turbatus in sermone; et

1. Peut-être pour : « promissione. »

2. *Mss.* : zelacionis.

nescio si alicui alteri dixit, quod non credo : sed testificor quod dixit tunc michi, in loco de Moledo, Ulixbonensis diocesis¹, ubi tunc infirmabatur, presente regina, uxore sua, injungens michi quod tenerem secretissime sub debito fidelitatis, cum, si panderetur, cardinales essent in periculo inevitabili mortis, et fides catholica gravissime pateretur. Et iste Johannes dixit sibi quod sperabat quod, antequam ipsi retrocederent de Yspania, haberetur verus papa, et ita factum fuit de facto : per quod apparuit quod sic habebat a cardinalibus in mandatis. Et iste Johannes dixit regi quod domini cardinales eciam aliquibus aliis principibus catholicis de quibus (non) confidebant, faciebant hec manifestari oculte.

Postea, ad paucos dies, supervenerunt nova de recessu cardinalium de Roma, et quomodo intraverant Anagniam, et qualiter procedebant contra intrusum, et erat scandalum inter eos. Non fuit multum de tempore, sed breve, scilicet quod post ista nova supervenerunt certa nova quod dominus noster Clemens septimus, tunc vocatus cardinalis Gebennensis, erat electus voluntarie per cardinales in verum papam et verum vicarium Jhesu Christi, et postea quomodo fuerat honorifice coronatus. Ad aliquos dies post, dominus noster scripsit domino regi creacionem suam et rogavit eum et monuit ut ab obediencia illius intrusi recederet, et eum in verum papam reciperet et haberet; significans sibi ex premissis electionem alterius esse nullissimam et dampnatam, exortans eum ut portantes et utentes illius litteris caperentur et sibi adherentes vel faventes verbo vel facto. Et fuit super hoc nuncius apostolicus unus frater Predicator, magister in theologia, inquisitor heretice pravitatis in Aragonia, quem ego bene cognosco². Et fuerunt sibi presentate littere in loco de Villanova, Ulixbonensis diocesis³. Istis litteris rex noluit respondere, donec super tanto negotio magnum consilium teneretur.

Et tunc fecit factum poni in consiliis, et super hoc magna consilia que longo tempore duraverunt, prout arduitas tanti negotii requirebat. Et recordor quod primum dubium in Consilio fuit utrum rex de necessitate salutis tenebatur apponere manum super

1. Mollédo, paroisse d'Estramadure (arrondissement de Torres Vedras), où se voient encore les ruines du palais royal.

2. Nicolas Eymeric.

3. Probablement Villa Nova de Turquel, en Estramadure (district de Leiria). Cependant d'autres localités du nom de Villa Nova sont situées dans le diocèse de Lisbonne.

isto facto et dare opem et operam ad pacificandum tantum scandalum et subvenire fidei et Ecclesie sancte Dey, vel utrum, ex quo causa erat inter clericos et personas ecclesiasticas, sufficebat sibi stare et non apponere manum alicui adjutricem, et dimittere Deo, cujus causa agebatur, qui tanto periculo subveniret. Et istud dubium fuit satis prolixè disputatum, et similiter fuit conclusum quod rex peccabat mortaliter et tenebatur, nisi apponeret manum ad pacificandum Ecclesiam suam sanctam. Rationes quæ fuerunt concludentes erant, in effectu, quod quilibet princeps catholicus de necessitate salutis tenebatur defendere ab omni errore et ab omni persecutione fidem et catholicam legem Christi. Secunda ratio fuit quod quilibet catholicus princeps tenebatur de necessitate salutis defendere Ecclesiam sanctam Dei, et maxime in periculo scismatis constitutam. Tercia ratio fuit quod quilibet princeps catholicus de necessitate salutis tenebatur defendere et honorare dominum verum papam et dominos cardinales et ceteros Ecclesie ministros : catholici principes non solum contra facientes, sed ista negligentes, peccabant mortaliter et obligabantur ad infernum.....

Veniendo ad minores propositiones, fuit dictum in Consilio, quod condolendo refero, quod negari non potest quin hodie habeamus in lege manifestum errorem, durum Ecclesie persecutorem, clericorum pravam impugnatores. Nam ex isto scismate nascitur error manifestus in lege, quia cum secundum fidem una tantum sit Ecclesia sponsa Christi, immaculata, non habens maculam neque rugam, mater omnium fidelium et magistra, extra quam nullus salvatur, et una fides et unum baptisum....., aliqui nephandissimi, christiani nomine, hodie ponunt unam aliam, quæ est ecclesia malignantium..... Et ex isto errore sequitur alius error, scilicet ydoloria (*sic*), de necessitate, quod probo. Ista mala Ecclesia non potest facere episcopos, et facit de facto; nomine isti antiepiscopi celebrant et ordinant alios antipresbyteros, qui similiter celebrant et dicunt se consecrare¹, quod non est verum. Nam sacramentum altaris non nisi a presbytero recte ordinato secundum claves Ecclesie conficitur.....

Videte, christianissime princeps, si est persecutor Ecclesie qui vasa Domini et movilia Ecclesie et sacra jocalia vendit vel destruyt et monetam cudit et castra Ecclesie et ecclesiarum vendit ad tradendum gentibus armorum, ut in sua nequicia teneatur². Dicebatur ergo

1. *Mss.* : conficere.

2. Cf. le passage suivant du journal de N. della Tuccia : « Detto papa Urbano

in Consilio : Si alter istorum est papa, concluditur quod alter est antipapa, et per consequens ordinati per eum non episcopi, neque presbyteri, et per consequens non corpus Christi, sed dampnatum sacrificium quod ab eis demonstratur, et per consequens honorantur non clerici et pro clericis reputantur, et sic lex et sacerdocium confunduntur.

Ex istis ergo fuit conclusum in Consilio quod de necessitate salutis, de presenti causa, tenebatur rex noster apponere manum et extirpare illam que malignancium reperiretur Ecclesia, saltem in regnis suis, et sanctam Ecclesiam totis viribus defensare et pacificare pro posse.

Tunc fuit secunda questio in Consilio post istam, que non modicum duravit : quid deberet rex facere et quam viam teneret in hac causa ? Et super hoc fuerunt varie oppiniones. Aliqui dixerunt, de quorum numero ego fui, quod erat expediens ad celeriore expedicionem quod principales reges catholici et domini temporales requirerentur (*sic*) per regem nostrum quod zelo fidei et Ecclesie omnes ponerentur sub indiferencia, et deputaretur unus locus securus et magis comunis omnibus ubi Consilia ipsorum congregarentur, et sciretur veritas facti per divinos et bonos omnes; et in casu in quo interim Ecclesia non concordaret, quod ipsi faverent illi qui meliorem et probabiliorem causam haberet; requirendo primo omnes quod vellent concordare et Ecclesie providere. Et offerebam me ad sustinendum laborem, ad expensas eciam meas, zelo fidei et Ecclesie et religionis mee, sub qua a cunabulis extiti¹ ordinatus..... Secundo ista via non fuit acceptata per omnes, et fuit una fortis causa et allegacio aliquorum qui contra me obtinuyt, licet non volenter. Dicebant enim quod illorum qui sequebantur partem Bartholomei aliqui sequebantur eam propter peccata nostra, non habendo respectum ad fidem et ad religionem nostram, sed solum invidia et inimicicia Gallicorum et vestra; et isti erant et sunt omnes inimici vestri notorii, gloriosissime princeps : nam isti invident vobis, quod habeatis Ecclesiam vobis caram, et quod Ecclesia habeat, prout habet, vos in singularem filium et fidei zelatorem, et merito propter magna que progenitores vestri et domus vestra fecit ab origine nascentis Ecclesie pro Ecclesia

guastò molti calici, croci e altri argenti per far denari da pagare i soldati. » (Ignazio Ciampi, *Cronache e statuti della città di Viterbo*, Firenze, 1872, in-fol., p. 39.)

1. *Mss.* : extitit.

sancta Dei, ut inferius deducetur. Sic isti fecerunt tempore scismatis Petri Leonis¹ : nunquam voluerunt adherere vere Ecclesie, eciam si beatus Bernardus, qui illo tempore florebat, magnis fuerit temporibus inter eos, donec papa in propria persona debuit ire ad eos, ut possunt videre legentes vitam prolixam beati Bernardi diligenter et cronicas scismatis supradicti. Et tamen si considerarent quanta beneficia singularia ab Ecclesia receperunt, probari posset iudice et deduci quod Ecclesia est persecuta eos magis favorabiliter et benigne quam ceteras naciones..... Aliquorum intencio est adherere isti Bartholomeo propter eorum superbiam et zelacionem, non zelo religionis nec fidei, set scienter errantes ut obstinati; et isti sunt elati Romani. Isti enim per superbiam dicunt et asserunt quod papa non debet sedere nisi inter eos. Ymmo aliqui dicunt quod non potest alibi sedere; propter quod multi in diversas hereses inciderunt, et aliqui igni cremati sunt. Quis ergo posset ad equitatem reducere gentem superbissimam et elatam? Aliqui alii sequebantur illius partem concernendo proprias utilitates et commoda temporalia, et in ista intencione dicebantur esse comuniter Ytalici et Lombardi. Tenent enim quod, Ecclesia stante in Ytalia vel in Lombardia, majores gracias, beneficia, dignitates et officia ab Ecclesia consequuntur, et terra ipsorum magis ditabatur in immensum; et habent pro gravi quod gentes Francie sint ipsorum gubernatores et officiales, et jam super hoc varias epistolas et maliciosas et venenosas scripserunt, prout vestra Serenitas non ignorat; et de istis ad veritatem non est mirandum : naturaliter inest eis quod non cognoscunt dominos suos, set revellant et sunt eis infideles..... Nec minus Romani et Ytalici sunt inimici Francie et Francorum : nam Francigeni destruxerunt et devastarunt totam Ytaliā pro eo quod non solvebant decimas et ecclesias opprimebant.....

Aliqui sequebantur istam partem non maliciose, set credentes illam partem esse veram : et vere pro tunc in ista intencione erant communiter omnes Yspani.....², Alamani et Ungari, ut inter nos tractabatur; et dicebatur quod ista pars poterat ad istam indifferenciam trahi, sed alie gentes superius enarrate nequaquam. Adhuc instabam quod, si iste traherentur ad hoc, esset una magna pars mundi, propter quod scisma non esset ita forte. Item dicebam quod,

1. L'antipape Anaclet, qui, à partir de 1130, disputa la tiare au pape Innocent II.

2. *Mss.* : ita quod; ou : causa quod.

deductis istis, alie gentes magis faciliter traherentur. Item dicebam primo quod non nocebat temptare cum temptatio esset bona; majora enim apostoli temptarunt. Finaliter in Concilio fuit conclusum quod ista via non erat expediens, quia quasi erat impossibilis et longa multum. Eciam dicebant aliqui quod petere hoc pertinebat ad Imperatorem principaliter, et quod differremus tenere istam viam ad videndum si Imperator faceret quod debebat. Exclusa ergo ista via, post longa consilia fuit obtentum et conclusum quod rex noster per fideles homines et devotos certificaret se ante omnia de facto, cum omnibus circumstanciis oportunis, cum ex facto oriatur jus, et tunc poterat secure virificare conscienciam suam et adherere vero pape. Et ita factum fuit, et fuerunt isti inquisitores religiosi homines et, quatinus mundus scire potest, sancte vite et immaculate, et litterati, ne de facili illaquiarentur; et fecerunt Rome inquisitionem diligentem in hominibus fide dignis qui fuerunt presentes tempore impressionis supradicte; et, quando venerunt, deduxerunt articulos subsequentes, ut notorios et omni dubitatione carentes.

Primo quod, post mortem domini Gregorii, ultimo immediate summi pontificis, in Urbe decedentis, domini cardinales fuerunt per Romanos et sub potestate Romanorum incarcerati curialiter sub custodia diligenti portarum et pontium civitatis, sic quod non solum cardinalibus, set neque alicui homini erat potestas dimittendi Urbem sine expressa voluntate et licencia Romanorum.

Secundo quod isti dampnati Romani requisiverunt, non semel, set pluries, predictos dominos cardinales extantes in Urbe, eciam sub verbis impressivis, quod eligerent Romanum, vel Ytalicum adminus, alias videbant saluti ipsorum inevitabilia pericula preparata, et iste articulus per solos cardinales haberi potuit et probari.

Item quod Romani expulerunt de civitate multos nobiles et potentes Romanos et Ytalicos per quos furor populi reprimi poterat, si presencialiter interessent.

Item quod Romani fecerunt ad civitatem venire maximam multitudinem rusticorum, ad majorem timorem populi concitandum, sicut moris est in Ytalia fieri, cum in civitatibus, villis vel locis quando scandala suscitantur.

Item quod, quando cardinales intrarunt conclave ad eligendum, et ante, et post continue quousque dictus Bartholomeus fuit intrusus, Romani in multitudine armatorum hominum villium, ferocium et male condicionis, de quorum furia quicunque¹ constans timere

1. *Mss.* : quemcunque.

poterat et debebat, tenebant et tenuerunt de die et de nocte obsessum conclave et papale palacium, et cardinales ibi stantes, postquam intraverunt conclave memoratum, ubi debebat summi pontificis electio celebrari, sic quod cardinalibus non erat libertas inde recedere sine eorum volumptate.

Item quod, stantibus dominis cardinalibus in tractatu electionis futuri summi pontificis intus in conclavi supradicto, et quando intrarunt conclave, dicte gentes armorum clamarent sepius et instanter altis vocibus furiosis et comminatoriis : « Romano lo volemo, o a lo manco manco Ytaliano, » adhicientes minas mortis cum nuttibus furiosis cardinalibus, si contra facerent eligentes.

Item quod, ad maiorem furiam populi concitandam, videntes quod cardinales non eligebant Romanum, prout ipsi petebant, vel Ytalicum, et ut cardinales magis timerent et scicius eligerent ad eorum voluntatem, fecerunt unam campanam ad martellum ferventer pulsari ad vocandum totum populum Romanorum, sicut moris est fieri ad in talibus scandalis obtinendum (*sic*).

Item quod, licet cardinales timentes tali timore promitti faciebant eis, propter tantum periculum evitandum, quod cessarent a predicto tumultu et quod incontinenti consolarentur eos de Ytalico vel Romano, nunquam cessare voluerunt, nisi aliquo modico temporis intervallo, nec tunc de palacio recedere voluerunt.

Item quod Romani, credentes se per cardinales seduci, et amplius non volentes furiam continere, cum tamen adhuc non essent nisi in secunda die post ingressum conclavis, furiose et cum armis irruerunt contra cardinales, pro eo quod non eligebatur Ytalicus vel Romanus, et fregerunt conclave per violenciam per diversas partes, ubi stabant cardinales, et intrarunt ad eos, nec minus fecerunt secretam capellam ad quam cardinales se metu recollexerant Romanorum, nec tractaverunt cardinales decenter in personis.

Item quod, in dicto periculo constitutis dictis dominis cardinalibus¹, et dicto metu et impressione durantibus, fuit dictus Bartholomeus ab eisdem in summum pontificem nominatus².

Item quod post ista cardinales, quam cito comode potuerunt, recollexerunt se in Anagnia et postea in civitate Fundana, fugientes de Roma, et ibi dominum nostrum Clementem pacifice et quiete in

1. *Mss.* : constituti domini cardinales.

2. L'ordre dans lequel sont disposés ces articles pourrait faire croire que la rupture du conclave précéda l'élection d'Urbain VI. Il n'est point vraisemblable que les commissaires portugais soient tombés dans une aussi grave erreur.

tota sua libertate existentes in verum papam elegerunt et ipsum sollempniter intronisarunt, ut est moris. Non nomino dies, menses et annos, quia non est necessarium, ne detineam diem in verbis.

Habita autem ista informacione fidedigna, fuit positum in Consilio quid fiendum, et post multa fuit conclusum quod cum constaret manifeste et notorie de mala et ylicita intronisatione et electione et assumptione istius Bartholomei ad papatum, non erat ulterius in possessione tollerandus, cum esset persona que nullum recognoscebat superiorem....

Dominus ergo noster rex habens conscienciam vulneratam de tantis, confirmando conscienciam suam cum juribus communibus et rationibus naturalibus super quibus fundantur, necnon ponderans malam consuetudinem Romanorum, qui sunt consueti suos intrudere in papatu....., nec non audiens de sevicia, stulticia et mala condicione Romanorum, intelligens notorietatem impressionis predictæ, videns quomodo omnes domini cardinales ab ejus obediencia reces[s]erant, non habendo eum pro papa, de quorum omnium, vel ad minus multorum, bonitate et sanctitate videbatur sue consciencie quod poterat confidere, quia non poterat presumere, nec presumit quod tanti domini tamque litterati senes et antiqui vellent subvertere fidem et ponere mundum in tanto errore; nec non videns quod boni domini de Ytalia catholici et christiani fideles non habent eum pro papa, sicut est illa fidelissima et constantissima vassalla Ecclesie, domina Johanna, regina Secilie, et ille catholicus homo comes Fundorum¹, de cujus sanctitate est merito confidendum, et eciam multi boni religiosi; propter ista et alia que sub silencio obmitto, deliberavit non obedire dicto Bartholomeo et recedere ab ejus obediencia, et recessit. Verumptamen, quod adhuc ex toto non habebat clarificatam conscienciam suam, et habebat dubia, que, secundum judicium meum, erant duodecim numero, circa justiciam domini nostri Clementis septimi, de judicio sui magni Consilii voluit esse indifferens, donec de istis dubiis posset lucidare conscienciam suam. Post hoc vero quasi ad duos menses, istammet viam secuti sunt omnes reges catholici Yspanie, scilicet rex Castelle, Aragonie et Navarre, de quo summe placuit regi propter bonum fidei et Ecclesie et animarum omnium catholicorum Yspanie et suarum (sic) quos diligit in visceribus karitatis.

Post hoc, fidelissime princeps, laboravit rex noster ad habendum solutionem super dubiis que habebat; et habuit ita claras soluciones et

1. Onorato Caetani, comte de Fondi.

responciones quod fuerit merito contentus, et ex toto ejus consciencia lucidata. Et fuit et est in opinione absque dubio quod dominus noster Clemens erat, prout est, verus papa et verus successor Piscatoris. Dubia autem que et qualia erant et responsiones ad ea recitarem coram Serenitate vestra, nisi quia timeo vos gravare : set qui habere voluerit, poterit invenire sub publica scriptura declaracionis regis nostri que in archivio Romane ecclesie reservatur¹. Post hec, victoriosissime princeps, dominus noster rex iterum aliquo tempore spectavit ad videndum si ille Bartholomeus aliquid poterat docere vel dare de jure suo. Qui nichil dedit, licet longo tempore expectatus ; ymmo, presente uno abbate² quem ipse Bartholomeus misit in Aragoniam, qui pro eo allegavit et probavit quicquid potuit de jure et de facto, inventum fuit per illustrem regem Aragonie quod Bartholomeus nullam justiciam habebat, et ab ejus obediencia rex Aragonie reces- sit. Quod ille abbas videns aufugit, nec amplius venit in Yspaniam ad predicandum illam sectam super qua fuerat missus ad totam Yspaniam. Quod fuit ad confirmationem inquisitionis facte per catholicos regis Portugalie inquisitores. Post hec dominus noster Clemens septimus iterum misit ad dominum nostrum regem alios legatos et nuncios apostolicos, scilicet dominum Pensauriensem³ et dominum camerarium Albiensis⁴, viros utique providos, catholicos et honestos, per quos iterum rogavit eum ut vel[et] se pro veritate Ecclesie et sua declarare, recognoscendo eum in verum vicarium Jhesu Christi.

Super quo iterum fuerunt magna consilia, et dicebatur ab aliquibus quod sanius erat pape et Ecclesie Dei quod scriberetur ex parte regum Yspanie aliis regibus quod vellent se ponere sub indifferencia, quam declarari pro parte ejus ; et dicebatur quod eciam idem de vobis : nam inimici Francie et Castelle et Ecclesie magis facilliter venirent ad hoc quando non ostenderetur aliqua parcialitas inter eos, et per consequens recederetur per omnes ab obediencia illius intrusi. Set aliis fuit visum istud non expedire : nam dicebant quod, ex quo nullum dubium erat regi quin Clemens esset papa, non recognoscere eum in papam erat scismaticare expresse, et per consequens peccatum mortale.....

Item dicebant quod non erat certum quod alii vellent illum deserre ; set erat presumendum quod ve[l]lent nos trahere sua versucia ad

1. Je n'ai point retrouvé cette déclaration aux archives du Vatican.

2. Peretto Malatesta, abbé de Sassoferrato.

3. Ange, évêque de Pésaro.

4. Sans doute un camérier d'Anglic Grimoard, cardinal-évêque d'Albano.

infidelitatis errorem; et dicebant quod expediebat quod vera Ecclesia juvaretur, ut cum de facto per multos scismaticos esset subplantata, iterum erat subveniendum fidei, ne gentes ex diuturnitate temporis magis presumerent quod ille Bartholomeus esset verus papa; et non erat sanum dimittere populum dubitare: maxime enim populus grossus adhereret comuniter illi Bartholomeo propter tempus in quo cardinales eum prestiterant (*sic*), et quia nesciunt quid sit intrusio, vel impresio, nec mala electio pape, cum sit longissimum tempus ex quo Ecclesia recessit de Ytalia: laudetur Deus quod non fuerit scisma in Ecclesia sancta Dey! Item dicebatur quod essemus acephali stando sine capite, quod juridice dampnatur.....

Auditis rationibus universis, propter bonum consciencie, fidei, et legis, et Ecclesie, de magno iudicio nostri regis Portugalie et sui magni Consilii, in concordia fuit ista pars a domino nostro rege et a suo magno Consilio aprobata. Non enim potuit rex noster Ecclesiam veram Dey in suis regnis non juvari (*sic*), et quod non ostenderet cum effectu devocionem quam semper habuit Ecclesie sancte Dey, que quasi inest sibi a natura ex successione parentum, ut inferius deducetur. Declaravit ergo se in civitate Elborensi, cum sollempni mis[s]a, quam ego indignus celebravi, et cum sollempni sermone ex informationibus supradictis. Ista declaracio, inclitissime princeps, fuit facta per regem nostrum non zelo alicujus parzialitatis, non intencione alicujus private utilitatis, set fervore devocionis, fidei, justicie et veritatis, volens providere consciencie sue et suorum, et pacificare Ecclesiam sanctam Dei, et subjectos suos a peccato ydolatrie (*sic*) preservare, veros ministros Ecclesie defendere et honorare.

Illa enim domus, gloriosissime princeps, fundata est in ampliando fidem et Ecclesiam et divinum cultum. Parcat michi Serenitas vestra! Non lego multos reges qui ampliando fidem acquirerent sibi regni coronam, cum alias non essent reges: set lego regem Portugalie solo zelo fidei catholice adquisivisse sibi coronam regni, cum alias non esset rex, ab infidelibus Sarracenis. Unus simplex comes erat Alfonsus primus, rex Portugalie illustris, qui acquisivit a Sarracenis fere totam terram quam habet, nec dimisit unum in confinibus suis, set ejecit eos ultra mare, et in terra sic acquisita coronatus est rex, non quod haberet regnum ex successione, vel donacione, vel alio titulo, licet esset de puro sanguine regum Yspanie et descendens recta linea ab eodem, set sola adquisicione bellica contra tales. Etsi Sarraceni sunt in Yspania, non in confinibus Portugalie, set Castelle et Aragonie, nec rex noster posset habere ingressum ad eos nisi per terram Castelle et longam satis: alias non dubito quod non continuet eos ibi morari sub perfidia Maho-

meti. Propter quod rex noster facit quinque scuta in modum crucis cum quinque ictibus, in quolibet scuto in asulio et albo¹, pro eo quod in bello victorioso in quo obtinuit contra infinitos Sarracenos in campo de Eurrique² inventa sunt in corpore regis quinque ictus in modum crucis³.

Set monstretur devocio regni Portugalie ex fundacione, dotacione ecclesiarum et monasteriorum et aliorum piorum locorum! Possum dicere cum vera consciencia, quod in tota⁴ terra non vidi ecclesias et monasteria per reges sic dotatas et exaltatas. Ymmo comuniter inter nos dicitur : « Totum regnum Portugalie est ecclesiarum et monasteriorum. » Et generosi aliquando hoc allegant pro se, quando per reges impetuntur ut serviant potenter, prout debent. Possum sine lesione consciencie dicere quod rex Portugalie sexcentas ecclesias et monasteria ad ejus presentacionem in solidum ex fundacione et dotacione pertinentia [habet]. De hoc possunt perhibere testimonium gentes vestre que viderunt et audierunt.

Nolo obmittere unum dignum memoriale quod nostris temporibus noscitur esse factum, quando transcivit ille potentissimus rex Almo-hacam, rex Agarenorum⁵, cum sexaginta milibus armatorum ad conquestandum Castellam, propter mortem filii sui infantis Picarti⁶; quem magister Alcantare Gondissalvus Martini⁷ interfecit et devincit (*sic*) in bel[l]o. Si fuit alius rex in Yspania catholicus qui iret corpore proprio, ad expensas etiam, non expectatis gentibus suis, cum videret periculum fidei et legis, cum solis milibus armatorum, zelo fidei et religionis ad debellandum eos, nisi inclitissimus rex Portugalie dominus Alfonsus, quartus rex Alfonsus in Portugalia, avus domini nostri regis? qui in bello primo devicit regem Granate et effugavit inimicos in ore gladii, antequam rex Castelle, Alfonsus similiter, transiret solum aquam que appellabatur *el Salado*⁸. Videte, illustrissime princeps, si probatur devocio quam semper illa domus

1. Allusion aux armes du roi de Portugal : un écu chargé de cinq écussons posés en croix chargés de dix besants posés 3, 2, 3, 2.

2. Victoire remportée par Alphonse I^{er} dans les champs d'Ourique, le 25 juillet 1139.

3. Suivant une légende qui s'appuie notamment sur un acte faux d'Alphonse I^{er} (Manrique, *Annales Cistercienses*, t. I, p. 422), les armoiries des rois de Portugal appellent une apparition du Christ au vainqueur d'Ourique.

4. *Mss.* : tauta.

5. Abul-Assan ou Alboacen, roi de Maroc.

6. Abul-Malic.

7. Gonçale Martinez d'Oviédo.

8. Il s'agit de la fameuse bataille de Salado, livrée le 30 octobre 1340.

habuit ad fidem et Ecclesiam sanctam Dei. Propter quod Ecclesia Romana et summi pontifices confitentur, se eam inter alias domos christianitatis diligere caro dilectionis affectu..... Et, non expectatis eciam gentibus suis, yvit ad tradendum se ipsum pro Christo, qui tradiderat se pro eo. Non fecit hoc iste miles Christi stipendiatus, nec propter aliquam utilitatem personalem, sed zelo fidey. Non pepercit labori corporali, periculo et expensis. De isto poterat dici, cum Paulo (*Ad Rom.*, VIII), quod nec mors, nec vita, nec angeli, nec principatus, nec virtutes, nec instantia, nec futura, neque fortitudo, neque altitudo, neque profunditas, neque creatura alia poterat eum separare a karitate et a fide Christi¹. Sub isto ergo processu concludendo primam partem tercię partis principalis, et ex causis superius enarratis, rex noster fuit pro parte domini Clementis septimi publice et sollempniter declaratus. Sic sum expeditus de ista prima parte tercię partis principalis.

Veniendo ad secundam partem dicte tercię partis, in qua debeo proponere causam impulsivam et finalem nostre ambaxiate ad Serenitatem vestram, est sciendum, potentissime princeps, quod, postquam rex noster sic extitit declaratus, dominus noster papa inter alia scripsit sibi quod, cum ad domum Portugalie inter alias domos mundi post Franciam gereret singularem dilectionis affectum, quem semper gessit Romana Ecclesia ex causis superius enarratis, ut superius est probatum, desiderabat quod domus Portugalie cum domo Francie esset confederata et colligata quadam singulari karitativa colligatione et confederacione, maxime super fide et ad defencionem Ecclesie sancte Dey. Injuncxit ergo sibi per litteras suas quod vellet mittere ad Serenitatem vestram ambaxiatores suos cum plena potestate confederandi, colligandi se cum Serenitate vestra, maxime ad defencionem Ecclesie. Tunc rex mandavit et fecit istud factum poni in consiliis, et inter alia fuerunt tractata in Consilio quod ista vestra domus et corona Francie fuit semper et ab exordio nascentis Ecclesie et est domus catholica et devota, quod satis ostendunt et demonstrant cronice antiquorum. In Francia enim magis florent ecclesie et monasteria et prelati quam in aliis mundi partibus, ut patet ad oculum cui-libet intuenti : ex quo manifeste regum Francie devocio quam habent ad Ecclesiam demonstratur. Fuit eciam dictum quod vestra domus Francie nuncam adhesit falso pape quem memorie haberemus, licet multa scismata precessissent. Fuit eciam dictum in tractatu quod ista

1. *Rom.*, VIII, 38, 39.

sancta corona Francie fuit semper principale scutum et principalis defensio fidei et Ecclesie, quod satis demonstrant antique cronicæ, ut est dictum, cum ibi fuerint ad memoriam deducta multa singularia que ista domus Francie fecit pro Ecclesia sancta Dei, que obmitto narrare, cum sint notoria universis. Videor adulator, set tantum deducam juridice quod (tantum) fecit ista nobilis corona pro Ecclesia, quod in personam Karoli Magni, regis tunc Francie, imperium a Grecis translatum extitit in Germanos..... Propter quod Alamani ad nullam nationem mundi magis deberent affici quam ad Francos, cum per eorum manum imperium habuerint. Propter quod ista corona merito est flos christianitatis et fidei inter principes seculares catholicos, et ideo merito facit flores in signo suo, sibi divinitus revelatos : nam melior corona est de floribus..... Demum fuit, ex altera parte, in Consiliis deductum quod domus Portugalie obligabatur et debebat diligere domum Francie inter alias domos mundi : nam quando regnum Portugalie male et inutiliter regebatur per dominum Sancium, tunc Portugalie regem¹, sic quod fere destruebatur ex toto, dominum Alfonsum, comitem Bononiensem in Picardia², sub rege Francie, fratrem dicti domini Sancii, in coadjutorem pecierunt ab Innocencio quarto, qui tunc apostolatus presidebat; et favore regis Francie habuerunt eum in coadjutorem regis et regni, et fuit regnum per eum reparatum et salubriter gubernatum. Postea, mortuo domino Sancio sine filiis et herede, dictus dominus Alfonsus habuit regnum, et fuit in regem assumptus, cum ad eum, ut ad fratrem legitimum, de jure successio volveretur. Hec omnia facta fuerunt, et in regni favorem, auxilio et favore regis Francie..... Cum ergo rex noster Fernandus sit quartus in recta linea descendenti ab illo domino Alfonso, rege Portugalie, olim comite Boloniensi (nam ille habuit dominum Dionisium in filium, qui regnavit in Portugalia multis annis³; Dionisius habuit dominum Alfonsum quartum, qui obtinuit contra Sarracenos, ut superius est narratum⁴; Alfonsus habuit dominum Petrum⁴, patrem regis nostri : et sic rex noster est quartus ab illo), quare fuit quod rex noster debebat diligere istam coronam et istam domum Francie inter alias

1. Sanche II.

2. Alphonse III, comte de Boulogne par son mariage avec Mathilde de Dammartin.

3. Denis le Libéral régna quarante-cinq ans sur le Portugal.

4. Pierre I^{er}, mari d'Inez de Castro.

domos. Et ideo nunquam est inventum quod nunquam corona Portugalie aliquid faceret contra coronam Francie quoquo modo¹; sed semper fecit pro ea quidquid potuit. Propter quod fuit conclusum in Consilio quod mitterentur ambaxiatores ad renovandum premissa et firmandum predictas confederaciones et ligas sub clausulis et conditionibus de quibus esset conventum et concordatum inter partes. Ob istam causam est missus iste miles strenuus et generosus miles (*sic*) ex parte dicti domini nostri regis ad Serenitatem vestram, et ego, qui minimus sum inter regis creaturas et consiliarios, tamen unus de eis, licet indignus, de ejus gracia speciali. Et hoc est causa ambaxiate nostre, et sic sum expeditus de secunda parte tercię partis principalis.

Concludendo igitur et veniendo ad terciam partem et ultimam tercię partis principalis, in qua debeo solicitare vestram Serenitatem, humilissime princeps, notorium est mundo, quod vestra regalis Magestas intendit pacificare et pacificabit, non dubito, Ecclesiam sanctam suam super isto scismate maledicto, et extirpabit errorem ydolatrię (*sic*) ab catholicis christianis, et faciet unam solam Ecclesiam catholicam predicari in universo orbe inter christianos. Quod summe necesse est, princeps catholice et devote. Nam Greci hac tenus fecerunt et faciunt unam Ecclesiam malignantium : isti Romani intendunt erigere et erigunt aliam de presenti. Necesse est ergo ut magna vestra devocio accendatur et compaciatur Ecclesie sancte sue. Propter quod spero quod de vobis prophetice verificari possit illud Ysaye, XI : « Et flos de radice ejus (scilicet regis et regum Francie) ascendet, et requiescet super eum spiritus Domini, spiritus sapiencie et intellectus, spiritus sciencie et pietatis, spiritus consilii et fortitudinis; et replebit eum spiritus timoris Domini, et spiritu labiorum suorum..... interficiet impium. Erit justicia singulorum lumborum ejus, et fides cintorium ejus². » Regnum obmitto moralisare et deducere propter prolixitatem; sed Jesse interpretatur salvacio. Semper enim regnum Francie laboravit super salvacione fidei et Ecclesie, ut superius est deductum.

Cum ergo in vos respiciunt principaliter oculi tocius Israel super pacificatione istius scismatis tam dampnati, et rex noster Portugalie sit filius catholicus Ecclesie sancte Dei, et desiderat pacem Ecclesie...., significat vestre Serenitati per nos quod ipse habet propositum et

1. N'empêche que le roi Ferdinand lui-même avait fait à plusieurs reprises alliance avec l'Angleterre.

2. *Isaie*, XI, 1-5.

intencionem faciendi pro pace Ecclesie, temporibus sibi actis, quidquid per potenciam suam et suorum fieri poterit pro bono et pace Ecclesie militantis, et ad pacificandum tantum scisma.

Nec dubitetis, princeps devotissime, quin Serenitas vestra et domini nostri regis et aliorum catholicorum principum Ecclesiam defendendum debeat obtinere quod probatur verbo Christi et originalibus sanctorum. Christus enim rogavit pro Ecclesia ne deficeret, et nunquam defecit.... Per quod gloriam tam temporalem quam eternam infallibiliter habere potestis. Temporalem enim habebitis, cum quilibet catholicus, videns Ecclesiam reviviscere sub manu vestra, pre gaudio non valens lacrimas continere, cantabit Ecclesie et dicet : « Surge, propera, amica mea, columba mea, formosa mea. Veni ; jam enim yemps transiit, ymber abiit et recessit (scilicet superbia Romanorum et sibi favencium) ; flores aparuerunt (scilicet reges Francie) ; et tempus putacionis adest ¹. » (*Canticorum* II°.) Et inimici vestri dicent : « Quare non revivisceret Ecclesia, quia circumdabant eam flores rosarum et lilia convallium ? » Et ipsamet Ecclesia cantabit et dicet : « Fulsite me floribus, stipate me malis quia amore langueo. Leva ejus (scilicet regis Francie) sub capite meo, et dextera illius amplexabitur me ². » (*Canticorum* II°.) De premiis celestibus nullus dubitat, ut dicit textus..... : « Qui pro fide vel fidelium defensione certat, celeste premium consequitur. » Quod vobis et universis astantibus concedat Ipse qui, etc.

1. *Cant.*, II, 10, 11, 12.

2. *Cant.*, I, 5, 6.

REGISTRE

DE BARTHÉLEMI DE NOCES

OFFICIER DU DUC DE BERRI¹.

(1374-1377.)

X (Fol. 39).

*Copie des lettres de don que le roy octroya à monseigneur de Berry
de xii^e pour livre.*

Charles, par la grace de Dieu roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lettres verront, salut. Savoir faisons que, à la supplicacion de nostre très chier et très amé frere le duc de Berry et d'Auvergne, considerans les grans charges qu'il a et les grans fraiz, missions et despens qu'il a faiz et qu'il lui convient faire et soustenir pour la garde, tuicion et deffense de son pais, nous à nostredit frere avons octroyé et octroyons par ces presentes, de grace especial, que il puisse mettre sus et ordener en son pais de Poitou une imposicion de douze deniers pour livre sur toutes denrées et marchandises qui y seront vendues; laquelle imposicion aura cours jusques à trois ans, à compter du jour que elle sera mise sus, ou cas toutevoies que les genz dudit pais ou la plus grant et saine partie d'eulz s'i consentiront. Si donnons en mandement par ces présentes au bailli des exemptions de Tourainne, de Poitou, d'Anjou et du Maine et à touz noz autres justiciers, officiers et subgez, etc. Donné à Paris, le xxvi^e jour de mars, l'an de grace mil CCC LX et quatorze, et de nostre regne le onziesme. (Ainssi signé :) Par le roy : MAULOUÉ².

1. Voyez le commencement, p. 220-258 de ce volume.

2. Non *Manloué*, comme il a été écrit plus haut.

XI (Fol. 8).

(Copie.)

C'est le role signé de la main de monseigneur le duc de Berry et d'Auvergne, comte de Poictou, baillé à Raymon Coustave, son tresorier general, fait en la ville de Corbuelh le xiiii^e jour de mars mil CCC LX et quatorze, presens monseigneur le comte de Sancerre et monseigneur le chancelier, pour paier et agreer les parties qui sont cy après escriptes et aus personnes illecques contenues.

Premierement, à Barthelemi Spifame, de compte à lui fait de tout ce en quoy monseigneur lui estoit tenuz de temps passé, iiij^m iiij^c frans.

A lui, pour une chambre de camocas qu'il a baillée pour monseigneur à Sendre le brodeur, pour façon et estoifes, iij^c frans.

A lui, pour don que monseigneur lui a fait, v^c frans.

Au sire de Partenay, qu'il avoit prestés pour l'achat de Lesignen, vj^m frans.

A messire Alain de Beaumont, qui lui estoient dehuz pour la rençon de Carsouelle, ij^m ij^c frans.

A messire Amanion de Pomiers, en deducion de ce que monseigneur lui doit, mil frans.

Au seigneur de Coucy, en deducion de plus grant somme que monseigneur lui doit, iij^m frans.

A Thibaut du Pont, en deducion de plus grant somme que monseigneur lui doit, v^c frans.

A messire Olivier d'Aulterive, qui lui sont dehuz en deducion de plus grant somme, c frans.

A messire Jehan de Marez, qu'il presta à monseigneur pour bailler à messire Thomas de Percy, iij^c frans.

A Colin Bataille, qui lui estoit deu de reste de plus grant somme, mil xxx frans.

A lui, pour autres parties qu'il a delivrées à monseigneur, ij^c frans.

A Nicholas Giffart, pour ung joyel que monseigneur a donné à madame de la Riviere, ix^{xx} frans.

A Symonet de Dampmartin, pour un joyel que monseigneur donna à madame d'Orliens et pour plusieurs autres parties de vaisselle que monseigneur a eu de lui, m v^c frans.

A lui, pour autres parties de vaisselle que monseigneur achapta de lui, compris ii flacons, une nef, un coffret d'argent, v^c frans.

A Sendre le brodeur, iiij^c xxx frans.

A Raoulet Fardel, qui lui sont deuz de pieça, et en a lettre de Jamet Berreu, vj^e frans.

A Barthelemi Spifame, qui doit prester pour rachapter les joyaulx de monseigneur qui sont à Avignon, vj^m frans.

Au sire de Nantoillet, pour ses gaiges de Toussains derrenierement passés, iij^e frans.

A Jehanin de Toutedville, escuier de messire de la Riviere, pour don à lui fait, iij^e frans.

A maistre Hutin d'Aunay, pour plusieurs lettres et vidimus et don, lx frans.

A maistre Jehan des Bordes, pour les advocas de la court de l'official pour le fait maistre Jehan de Villiers, xxx frans.

A Hanequin, l'orfèvre du roy, pour plusieurs parties qu'il a fait à monseigneur, lix frans.

Aus chappellains de monseigneur, c frans.

Pour les robes de Pasques de monseigneur, v^e frans.

A Nengent¹, pour le seel de monseigneur, l frans.

A Alain Saizi, pour le fait d'Aigueperse, c frans.

Au tincturier, pour teindre les cortines de tanné de monseigneur, xxxvj frans.

A la gantiere, xxix frans.

A Guillaume de Ribergues, pour un corcier que monseigneur donna au grant Guillaume, c frans.

A messire Jehan Masquerel, pour ses fraiz, ij^e frans.

A messire Guillaume de Borbon, pour une cote d'acier, viij^{xx} frans.

A Mengin, pour la despense de l'ostel, xvij^e lx frans.

Pour toile, à monseigneur, l frans.

A Jehanin le Barbier, sur ce que monseigneur lui doit, xxx frans.

A Guillemin l'espicer, pour espicerie, vj^{xx} frans.

A lui pour un mandement, lx frans.

A Michel Regnier, pour l'ostel de monseigneur à Saint-Pourcein, v^e frans.

Pour le bassinet de l'empereur et une corone d'or, environ ij mars avecques tout l'arnois.

Item, de recovrer de Georgin Beth qu'il a de monseigneur de vij^e frans, et monseigneur lui en refera une de iij^e frans, et Perin Celleil aura mandement adroissant au tresourier et sera payé sur les ij^m frans de Sainte-Severe.

1. Quoique *Nengent* soit parfaitement écrit, peut-être faut-il lire *Neugent*.

A maistre Ascelin de Maches, l. frans.

Aus deux veneurs de monseigneur, lx frans.

A maistre Jehan des Bordes, lx frans.

Pour les heures de monseigneur, xxx frans.

Pour un autel portatif, au tresourier des guerres, vj frans.

Pour un coffret quarré à tenir espices,

Pour vij celles du mulet et de la haquenée monseigneur et le charroy et les despens du charroy de Bertran de Villebeuf et de Jehan d'Estampes,

Pour espicerie de cuisine et pour cire à la fruictiere dont Mengin est chargé, pour sa lettre : pour ce viij^{xx} l. par. qui valent ije frans¹.

XII (Fol. 9 A 40).

Copie de certaine ordonnance, faite par mondit seigneur, de deniers païés et à paier par la main Barthelomi Spifame, bourgeois et merchant de Paris; c'est assavoir qu'il a respondu et en respont et promis pour mondit seigneur de lui acquitter entierement envers les personnes et des somes de deniers par la fourme et maniere ci après contenue. De laquelle ordonnance il a esté fait vidimus soubz le seel de Chastellet à Paris, lequel est cy après incorporé, et doit estre tenue cette ordonnance et nommie (?)² de role signé de la main de mondit seigneur, qui est cy devant escript, et en ladite ordonnance sont contenues les assignacions et paiemens que ledit Barthelomi doit avoir pour faire lesdiz paiemens.

A tous ceuls qui ces lettres verront, Hugues Aubriot, chevalier, garde de la prevosté de Paris, salut. Savoir faisons que nous, l'an de grace mil CCC LXXIII, vendredi xiii^e jour d'avril avant Pasques flories, veismes un role escript en parchemin, un vidimus ou transcript fait soubz le seel de ladite prevosté, et unes lettres seellées du seel de monseigneur le duc de Berri, tout atachés ensemble soubz contresseel dudit monseigneur le duc, si comme il apparoit, duquel roule la teneur s'ensuit.

Parties des deniers païés pour nous Jehan, filz de roy de France, duc de Berri et d'Auvergne, conte de Poitou, par Barthelomi Spifame, et des deniers que ledit Barthelomi a respondu et respont pour nous, et a promis et promet de nous acquitter entierement envers les per-

1. Le total monte à la somme de 32,800 francs.

2. Peut-être pour *nommée*.

sonnes et des sommes de deniers et par la fourme et maniere contenue ci après en ce present roule.

Premièrement, à Raymon Coustave, nostre tresorier, pour paier plusieurs parties ordonnées à paier pour nous à plusieurs personnes, pour les nececitez de nous, de quoy ledit Barthelomi sera tenu de rappourter recognoissance dudit Raymon, en content, iiij^m iiij^e frans.

Item, à Colin Bataille, xij^e xxx frans; c'est assavoir, pour une chambre tannée, que nous avons eue et a esté bailliée à Jehan d'Estampes, à paier presentement ij^e frans, et mil et xxx francs pour reste de ij^m v^e et xxx frans d'or, qui lui estoient deuz pour un mandement de nous, pour laquelle somme nostre chancelier, le sire de Nantoillet et Raymon Coustave sont obligés audit Colin; lesquieulx mandemens, obligations et recognoissances ledit Raymon a recouvré; c'est assavoir, à Pasques iiij^e frans et vij^e xxx frans, ou mois de juillet iiij^e lxxv; pour ce en tout, xij^e xxx frans.

Item, à Hanequin, l'orfevre de monseigneur le roy, pour faire un harnois de l'empereur et autres chouses pour nous; c'est assavoir, content presentement ij^e frans, et iiij^e lix frans ou mois de juillet dessusdit; de quoy ledit Barthelomi sera tenuz de rendre quittance; pour ce en tout, v^e lix frans.

Item, à messire Alain de Beaumont, qui lui estoit deu pour cause de la rançon Carsouelle anglois, de quoy ledit tresorier a descharge presentement viij^e frans contés; ou mois de juing et de juillet dessusdit xiiij^e frans, ij^m ij^e frans.

Item, à Alain Saisi, breton, pour don et de quoy ledit tresorier a descharge contés presentement l frans, et l frans en juing CCC LXXV, c frans d'or.

Item, à messire Olivier de Hauterive, chevalier, sur ses gaiges desserviz en la bastide de Lesignan, et de quoy ledit tresorier a descharge, contés presentement l frans d'or, et ou mois de juing dessusdit l frans¹, c frans d'or.

Item, à Thiebaut du Pont, breton, pour gaiges desserviz en Engomoys, de quoy ledit tresorier a descharge, cx frans contés presentement, et iiij^e iiij^{xx} x frans en juing dessusdit², v^e frans d'or.

Item, à Guillaume de Robergues, pour le pris d'un cheval prins de lui pour nous, de quoy ledit tresorier a descharge presentement comptés xl frans, et lx frans en juing dessusdit, c frans.

Item, à Antoine Brun, pour draps pour nous à paier à Pasques

1. En marge : *Pottou*.

2. En marge : *Pottou*.

prouchain venant, de quoy Barthelomy soit tenuz de rendre quittance, ix^{xx} iiij frans d'or.

Item, à messire Ameinon de Pommiers, pour partie de plus grant somme, qui deubz lui sont de nostre mandement à paier en juing dessusdit, de quoi Barthelomi prendra le vidimus dudit mandement de nous et recognoissance dudit messire Amenion, mil frans d'or.

Item, à Symon de Dompmartin, changeur à Paris, pour vaisselle d'or et d'argent pour nous, à paier ou mois de juing dessusdit, m^{vc} frans d'or, et ou mois de juillet ensuivant vij^{jc} frans d'or, de quoy ledit Barthelomi sera tenuz de rendre l'obligacion de m^{vc} frans en quoy noz chancellier et tresorier sont obligés et recognoissance, ij^m iij^{jc} frans d'or.

Item, à Denis Raponde, marchand de Lucques, pour draps de soie delivrés et à delivrer à Alain de Carnapin, nostre tailleur, et à Sandre le broudeur, à paier la moitié ou mois de juillet CCC LXXV et l'autre moitié ou mois d'aoust ensuivant, de quoy ledit Barthelomi sera tenuz de rendre la recognoissance des dessusdiz, m. iij^{jc} xxxvj frans et demi.

Item, à Denis Tube, peletier, pour peleterie pour nous pour la feste de Pasques CCC LXXV, à paier en juillet ensuivant, de quoy Barthelomi sera tenuz de rendre la recongoissance dudit Denis, iiij^{jc} frans d'or.

Item, à Sandre le broudeur, sur une lettre de mandement de v^o lxx frans d'or, que ledit Sandre a de nous à paier ou mois de juillet LXXV, de quoy Barthelomi apourtera la copie du mandement et quittance, iij^{jc} xxx frans d'or.

Item, à Jehan de Troyes, sellier, pour selles pour nous, à delivrer à Bertram de Villebeuf, à payer en juillet LXXV, de quoy Barthelomi sera tenuz de rapourter lettres de recongoissance, ij^{jc} frans d'or.

Item, au sire de Nantoillet, sur ce que deu lui est pour ses gaiges desserviz, à paier ou mois de juillet CCC LXXV, de quoy Barthelomi sera tenuz de raporter recongoissance, iij^{jc} frans.

Item, à Jehan de Touteville, escuier du sire de la Riviere, pour don, à paier ou mois de juing LXXV, de quoy Barthelomi raportera quittance à paier ou mois de juing, ccc frans d'or.

Item, à Raoulet Fardel, qui deubz lui sont, pour la despense de nostre hostel, à paier ou mois de juillet CCC LXXV, iij^{jc} frans d'or, et ou mois d'aoust ensuivant iij^{jc} frans d'or, de quoy Barthelomi sera tenuz de rappourter la recongoissance et une lettre qu'il a de ladite somme de Jacmet Beyrieu, en tout vj^o frans d'or.

Item, à messire Jehan des Mares, advocat en parlement, pour prest et par mandement à paier ou mois d'aoust ensuivant, de quoy Barthelomi rappourte le mandement et quittance, iij^e frans d'or.

Item, à messire Guillaume de Bourbon, chevalier, pour don païé presentement, l frans, et ou mois d'aoust LXXV cx frans pour tout, de quoy Barthelomi sera tenuz de rappourter recognoissance de cx frans d'or.

Item, à nostre tresorier à Avignon, pour raimbre certains noz joyaulx qui sont en gaiges, à paier en la fin de mai LXXV, de quoy Barthelomi sera tenuz de rappourter recongnoissance dudit tresorier, vij^m frans.

Item, à Lorencin Le Seneschal, espicier, pour espicerie delivrée à noz gens, à paier ou mois d'aoust LXXV, de quoy Barthelomi sera tenuz de rappourter recongnoissance, iij^e iiij^{xx} frans d'or.

Item, à Barthelomi Meisin, pour deniers à lui deuz, dont il doit rendre les parties et touz les mandemens qu'il en a sur ce et descharge suffisante, vij^m cccxxvij frans et demi.

Item, à lui Meisin, pour don à lui fait, v^e frans; à paier ces deux sommes ou mois de septembre et octobre par égal paiement, v^e frans.

Item, à maistre Hutin d'Aunay, pour les lettres qu'il a faites pour nous, de quoy ledit tresorier a descharge, lx frans d'or.

Item, à messire Jehan Maquerel, de quoy ledit tresorier a descharge, c frans d'or.

Item, à la gantiere de mondit seigneur le roy, de quoy ledit tresorier a descharge, xxxix frans d'or.

Item, à un tainturier, de quoy ledit tresorier a descharge, xxxvj frans d'or.

Somme : xxvij^m ciiij^{xx} iij frans d'or.

Item, du vidimus, dont dessus est parlé, la teneur est telle :

XIII (Fol. 40 v^o A 42).

A tous ceuls qui ces lettres verront, Hugues Aubriot, chevalier, garde de la prevosté de Paris, salut. Savoir faisons que nous, le jeudi viii jour de mars, l'an de grace mil CCC LXXIII, veismes unes lettres, seellées du grant seel du roy nostre sire, en la marge desquelles estoit placqué en cire vermeille le signet dudit seigneur et contenant ceste forme :

« Charles, par la grace de Dieu roy de France, à noz amez et feaulz les generaulz conseillers à Paris sur les aides ordennées pour le fait de noz guerres, salut et dillection. La supplicacion de nostre très chier

et très amé frère le duc de Berri avons receue, contenant que, comme ja pieça nous lui eussions donné les contez de Xantonge et d'Angomais avecques quelxconques terres et ysls en ycelles contez, excepté la ville de la Rochelle, depuis nostre quel don nostredit frere à nostre requeste nous a deleissé ycelles contez, et y renonça plainnement, selon ce que il pueut apparoir par ses lettres patentes faites sur ce et seellées de son grant seel. Toutesvoies, durant le temps qu'il a tenues lesdites contez, il lui a convenu faire plusieurs grans fraiz, missions et despens, tant en la garde et deffense des forteresses estans en ycelles contez, comme à tenir grant nombre de gens d'armes à l'encontre des Anglois noz ennemis, qui fors estoient ou pais. Pour lesquelles chouses nostredit frere se dit estre tenuz et obligé tant envers le seneschal qui fut de Xantonge, Raymon de Mareuil, chevalier, et Thiebaut du Pont, escuier, comme envers plusieurs autres, en la somme de xij^m frans d'or et plus; et oultre lui eussions donné la tierce partie de tous les aides aians cours es archevesché et eveschés de Lion, Mascon et Châlon; c'est assavoir es terres des diocèses qui sont au conté et bailliage de Mascon, à prendre iceulz aides tant et si longuement commes elles auroient cours en nostre royaume. Et depuis aians lesdites aides reprinses et mises par devers nous, dont de ce pour le temps passé lui puet estre bien deu, si comme il dit, xxiiij^m frans d'or, requerant que pour toutes les chouses dessusdites lui soit par nous faite recompensacion condigne, telle comme il apprendra et que bon nous semblera. Pourquoi nous, considerans les chouses dessusdites contenues et declarées en la supplicacion de nostredit frere, jassoit ce que nous n'y soions en riens tenus ne obligés, toutesvoies eue sur ce meure deliberacion de grant et bon conseil, en ampliant nostre grace envers nostredit frere, qui gracieusement s'est du tout souzmis à nostre bonne volenté et ordonnance et a ratiffié et agréé toutes les choses contenues en sesdites lettres, afin de lui aidier et conforter en touz ses faiz, oultre et par dessus touz dons par nous, à lui autrefois fais, de nostre grace especial lui avons donné la raençon de Thomas de Percy¹, chevalier anglois, nostre prisonnier, et qui estoit pour le temps qu'il fut prins et encore est grant capitainne et chief de guerre du costé de nozdiz ennemis et dont nous eussions

1. Thomas de Percy, sénéchal de Poitou, pris le 23 août 1372 au combat devant Soubise (Froissart, éd. Siméon Luce, t. VIII, p. xxxviiij et 60). On voit que sa mise en liberté fut bien une des conditions de la reddition de Lusignan et même la principale; *ibid.*, p. lxiv.

eu grant somme de deniers pour sa raençon, pour laquelle a esté rendu et delivré en la plus grant partie à nostredit frere, comme son propre heritaige, et mis hors de la main de nozdiz ennemis le chastel de Lesignen¹, qui moult a fait de dommaige au pais de Poitou, le temps durant que nozdiz ennemis l'ont tenu; et avecques ce de nostredite grace, certaine science et auctorité royal, lui avons donné et octroïé et par ces presentes lui donnons et octroions la somme de xlvij^m frans d'or à prendre et avoir une foiz seulement; c'est assavoir xl^m sur le fait de nozdiz aides, à certains termes accourdez ou à accorder entre vous, pour nous, d'une part, et les gens du conseil de nostredit frere pour lui, d'autre part, et les vij^m sur les arreraiges deuz du temps passé du fait de nozdiz aides, qui ont eu cours es diocèses de Bourges, Clermont et Saint-Flour, paravant l'année commencée le premier jour de janvier qui fu l'an mil CCC LXXIII. Parmi lesquelles chouses nous et noz hoirs demourrons quittes à tousjours envers nostredit frere et ses hoirs de la recompensacion que il demande desdites contez de Xantonge et d'Angomois et de toutes sommes de deniers et autres chouses quelxconques, esquelles nous povons ou pourrions estre tenuz ou obligez pour quelconque cause, tiltre ou accion que ce soit ou feust envers nostredit frere de Berri, pour les chouses ci-dessus contenues et declarées en sadite supplication, et de ces chouses sera tenuz nostredit frere de faire à nous de nouvel baillier ses lettres de quittance bonnes et convenientes, seellées de son grant seel, ainsi que plus plainnement le nous a promis, octroïé et accordé. Si vous mandons, etc. Donné à Paris, le tiers jour de mars, l'an de grace mil CCC LXXIII et le unziesme de nostre regne. Et estoient ainssi signées : Par le roy : J. TABARY. Et nous ad ce present transcript avons mis le seel de la prevosté de Paris. Ce fut fait l'an et le jeudi viii jours de mars dessusdis. »

Item, et les lettres dudit monseigneur le duc de Berri contiennent ceste fourme :

« Jehan, filz de roy de France, duc de Berri et d'Auvergne, conte de Poitou. A tous ceuls qui ces presentes lettres verront, salut. Savoir faisons, cômme à la requeste de monseigneur le roy nous lui aions deleissé à toujours les contez de Xantonge et d'Angomois avecques toutes les terres et ysles estans en ycelles, et avecques ce lui avons quitté à toujours de tout ce en quoy il nous pourroit estre tenuz à cause des fraiz et despens par nous fais en la garde et deffense des forteresses

1. Lusignan, Vienne, arrondissement de Poitiers, chef-lieu de canton.

estans es dites contez, et aussi lui avons quitté tout ce en quoy il pourroit estre tenuz à nous à cause de la tierce partie de tous les aides aians cours es archevesché et eveschez de Lion, Mascon, Ostun et Chalon; c'est assavoir es terres des diocèses qui sont enclavées ou conté et bailliage de Mascon, qu'il nous octroia japieça; depuis lequel octroy les gens de monseigneur le roy prindrent et retindrent lesdiz aides dont grans arreraiges nous estoient deuz, si comme ce et plusieurs autres chouses sont plus à plain contenues en noz autres lettres sur ce faites, parmi la somme de xlviij^m frans d'or, qu'il nous a donnez à prandre pour une foiz sur les aides aians cours pour le fait de la guerre à certains termes accordez entre les gens de monseigneur le roy et les nostres, avecques autres chouses contenues ou transcript des lettres de monseigneur le roy atachées à ces présentes, soubz nostre contresseel. Et il soit ainssi que noz bien amez les generaulz conseillers de monseigneur, sur le fait de sesdiz aides nous aient assigné de la somme de xxxiiij^m frans d'or sur les aides aians cours es diocèses de Reins et de Chaalons; c'est assavoir : ou diocèse de Reins xxj^m frans et ou diocèse de Chaalons xij^m frans, en deduccion et rabat de ladite somme de xlviij^m frans si comme plus à plain est contenu es lettres de ladite assignacion sur ce faites; sur laquelle assignacion de xxxiiij^m frans nostre très chier et bien amé Barthelomi Spifame, marchant et bourgeois de Paris, de sa bonne volenté et à nostre priere et requeste nous a presté et respondu pour nous, tant en deniers comptans, comme à plusieurs et diverses personnes ausquelles nous estions tenuz et obligez en plusieurs sommes de deniers, dont il a respondu et fait sa propre debte. Et pour ce en sommes demourrez quittes envers lesdites personnes, en la somme de xxviiij^m c iij^{xx} iij frans, si comme par les parties contenues en un role ataché à ces presentes soubz nostredit contresseel est plus à plain contenu. Et pour laquelle chouse, nous voulans proceder à la seurté dudit Barthelomi, si comme equitté et bonne foy le requiert, de ladite somme de xxviiij^m c iij^{xx} iij frans cognoissons avoir eue et receue de monseigneur le roy et de ses generaulz tresoriers, par les mains dudit Barthelomi Spifame, et nous en tenons pour contens et bien paiés. Et ycelle somme et l'assignacion que nous en avoit esté faite sur lesdiz receveurs de Reins et de Châlons cedons et transportons et deleissons dès maintenant pour toujours audit Barthelomi, et ycelui de ladite somme de xxviiij^m c iij^{xx} iij frans avons fait et faisons vray acteur, demandeur, procureur et receveur par la teneur de ces presentes, et voulons et nous consentons que au terme de ladite assignacion, qui

sur ce nous avoit esté faite, ledit Barthelomi puist, pour et en nom de nous, par ses lettres de recongnissance, une ou plusieurs, recevoir ladite somme, senz ce que jamais nous y puissions aucun droit reclamer ou demander, ne aucun de noz gens pour nous, mès y renoncions du tout et promettons avoir ferme et estable tout ce qui sera receu et quitté par ledit Barthelemi et confirmer par noz lettres se requis en sommes. Et promettons par la foy de nostre corps et sur l'obligacion de tous noz biens, de noz hoirs presens et avenir, que contre les chouses dessusdites, ne aucune d'icelles, ne vendrons, par nous ne par autres, par quelxconques voie ou maniere que ce soit, ores ou pour le temps avenir, adfin d'empescher le paiement de ladite somme de xxviiij^m c iij^{xx} iij frans. En tesmoing de ce nous avons fait seeller ces presentes de nostre propre seel, le v^e jour d'avril, l'an de grace mil CCC LX et quinze. (Ainssi signé :) Par monseigneur le duc, vous présent : C. MENGIN. »

Et nous à cest present transcript avons mis ledit seel de ladite prevosté de Paris, l'an et le vendredi treze jour d'avril dessusdiz.

Et est assavoir que lesdites lettres de mondit seigneur, desquelles la copie est ci dessus contenue, sont eues refaites par la fourme et manière qu'elles sont meisment, excepté de la date qui est telle : « En tesmoing de ce, nous avons fait seeller ces presentes de nostre propre seel, en nostre ville de Poitiers, le xxiiii^e jour d'avril après Pasques, l'an de grace mil CCC LXXV. »

Et fut ainssi fait, pour ce que en la chambre des comptes à Paris n'avoient voulu passer au receveur des aides lesdites premieres lettres, pour ce qu'elles estoient faites en date à compter l'an mil CCC LXXV le vi^e jour d'avril, qui estoit après nostre Dame de mars, et selon la coustume de France l'en ne devoit commencer ledit an LXXV jusques à Pasques, qui furent le xxii^e jour dudit mois.

(Ainsi signées :) Par monseigneur le duc, vous present : B. DE NOCES.

XIV (Fol. 25 v^o A 27).

Ce sont les parties de la vaisselle que monseigneur a achapté de Symonet de Domp martin à Paris, ou mois de mars, l'an de grace mil CCC LX et quatorze, de laquelle vaisselle Barthelemi Spifame a respondu pour mondit seigneur, si commes ès parties dudit Barthelemi Spifame est ci devant contenu :

Premierement, un hanap d'or couvert avecques un signe dessus, pesant v mars ou environ, que monseigneur achapta dudit Symmonet, iij^c l frans.

Item, un tableau d'or de la façon d'une harpe garni de pierres et de rubiz et de saphirs et de perles, que monseigneur achapta de luy et le donna à madame d'Orliens à Paris, present monseigneur de Sanceurre et monseigneur le chancelier, iij^e x frans.

Item, vj hanaps d'argent dorés, pesans ix mars et iiij onces, à x frans le marc, que monseigneur eut de lui, iiij^x xv frans.

Item, ij hanaps d'argent et d'or couvers, que monseigneur achapta de luy ledit mois, ij^e xl frans.

Item, xxiiij tasses d'argent, que je baillay à mondit seigneur, le samedi de Pasques, au paveillon de la tour de son hostel de Poitiers, present monseigneur le chancelier, Jaquelin Troussseau et Jehan le Masle, lesquelles estoient dorées et esmailliées aux armes de monseigneur, pesans l mars, à x frans le marc, valent v^e frans.

Item, ij flacons d'argent dorez, pesans xix mars et demie once, que je baillay à mondit seigneur ledit jour, present les dessusdiz, à x frans le marc, valent c iiij^x x frans xij s. iij d. t.

Item, un bannetier d'argent avecques l'espargoir, lequel fu baillié à messire Estienne de Loypeau, pour la chappelle de monseigneur, pesant viij mars ij onces, à x frans le marc, valent iiij^x ij frans et demi.

Item, un encensoir d'argent, pesant iij mars vij onces, baillié audit messire Estienne pour ladite chappelle, à x frans le marc, valent xxxviij frans iij quars.

Item, ij petites buretez d'argent dorées, bailliées audit messire Estienne pour ladite chappelle, pesans un marc v once et v estarlins, à x frans et demi le marc, valent xvij frans ix s. p.

Item, que ledit Symmonet a compté au tresorier pour faire dorer et redrecier une saliere d'argent, iij frans.

Item, pour xix estuiz de cuir et une male de clisses en laquelle fu appourtée ladite vaisselle de Paris à Poitiers, et sera appourtée celle qui est demourée à Paris, xxiiij frans.

Item, pour iiij poz d'argent, que ledit Symmonet doit envoyer de Paris à mondit seigneur par Bertran de Villebeuf, qui peseront environ xlv mars.

Item, ij aiguieres d'argent, que ledit Symmonet doit envoyer à mondit seigneur, qui peseront environ...

Item, une nef d'argent dorée à tenir sur table, pesant xx mars, à x frans le marc, valent ij^e frans.

Item, ij porte paiz que ledit Symonnet doit envoyer à mondit seigneur, qui peseront...

Item, une navete à tenir l'encens, que ledit Symonnet doit envoyer à mondit seigneur, qui pesera...

Somme toute des parties de ladite vaisselle.

Et sur tout ce ledit Symonnet doit avoir, que Barthelemi Spifame l'a promis à paier, ij^m iij^e frans.

Et ledit Symonnet en doit estre à bon compte.

XV (Fol. 22).

(Copie.)

Jehan, filz de roy de France, duc de Berri et d'Auvergne, conte de Poitou, à touz ceuls qui ces presentes lettres verront, salut. Nous avons veu deux paires de lettres données de nous, octroyées à nostre amé et feal chambellain Phelippon de la Chastre escuier, contenant la fourme qui s'ensuit :

« Jehan, filz de roy de France, duc de Berri et d'Auvergne, conte de Mascon, à nostre amé Guillaume de Saint-Germain, nostre receveur de Berri, salut. Comme par les bons et agreables services que nostre amé Phelippon de la Chastre nous a faiz ou temps passé et esperons qu'il face ou temps avenir, nous audit Phelippon avons donné et octroyé de grace espécial par noz autres lettres cent livres tournois de rente par an à sa vie, et depuis ce par noz autres lettres nous avons retenu ycellui nostre chambellain et maistre de noz eaues et forestz, aux gaiges de cinquente livres tournois par an, si comme de tout ce par la teneur desdites lettres vous pourra apparoir. Savoir faisons, que nous avons voulu et ordonné, voulons et ordonnons par la teneur de ces presentes, que desdites cent livres de rente de don à vie et desdites cinquente livres de gaiges, ycellui nostre chambellain se puisse poier et poiera par sa main sur les proufiz et esmolemens de nosdites eaues et forestz, c'est assavoir sur les paissions, la vente de noz fourroiz et de noz estanz et sur les exploiz. Si vous mandons, etc. Donné en nostre ville de Bourges soubz nostre seel, le v^e jour d'avril, l'an de grâce mil CCC LX et deux. »

Item, s'ensuit la teneur des autres lettres :

« Jehan, filz de roy de France, duc de Berri et d'Auvergne, conte de Poitou, à nostre amé et feal tresorier general Raymon Coustave et à touz noz autres receveurs et grenetiers de nostre pais de Berri ou à

leurs lieutenanz et à chascun pour soy, si comme à un chascun d'eulx il devra appartenir, salut. Comme par noz autres lettres ouvertes, seellées de nostre grant seel à queue double, données le xvi^e jour de fevrier, l'an mil CCC LX et treze, et pour les causes contenues en ycelles, nous eussions et aions donné à nostre amé Phelippon de la Chastre, maistre d'ostel de nostre très chiere et très amée compaigne la duchesse durant le corps¹ de sa vie, et pour les causes contenues en noz lettres, cinquente livres de rente chascun an, à prandre et avoir, c'est assavoir, que nous lui avons baillé noz moulins de Vierson et le prouffit et emolument d'iceulx pour le pris de quarente livres de rente et de deux tonneaux de vin sur vj tonneaux de vin de rente, que nous doivent chascun an les habitans de Chastelneuf sur Cher², pour le pris de dix livres de rente, parmy ce qu'il doit tenir à ces coux et fraiz lesdiz moulinz, si comme en noz dites autres lettres est plus à plain contenu. Et il soit ainssi, que ladite rente vous ne voulez poier, ne faire poier, ne joir selon la teneur desdites lettres, ains le deslaiez par certaines ordennances que depuis nous avons faites sur les gaiges et rentes de noz genz et officiers qui est en son grant domaige, se il est ainssi. Si vous mandons et commandons, que de ladite rente en la maniere contenue en noz dites lettres vous poiez ou faciez poier et leissez joir et user ledit Phelippon de ladite rente senz aucun contredit, car il ne fu onques nostre entencion, que par noz dites ordennances ladite rente fust cassée ne adnullée, et gardez bien que en ce n'ait deffaut, car ainssi le voulons nous estre fait, non obstant ordennances, mandemens ou deffenses ad ce contraires. Donné à Paris soubz nostre seel, le iiii^e jour de fevrier, l'an de grace mil CCC LXXIII. (Ainsin signées :) Par monseigneur le duc : BARTHÉLOMI DE NOCES. »

Lesquelles lettres et tout le contenu en ycelles, nous louons, approuvons et ratifions par ces presentes, et voulons que lesdites lettres aient ferme valeur. Si donnons en mandement à nostre tresorier general et à nostre receveur de Berri et de Mehun et à chascun d'eulz, si comme à luy appartiendra, presens et advenir ou à leurs lieutenans, que le contenu esdites lettres tiengnent, gardent et accomplissent, facent tenir, garder et accomplir par la maniere qui contenu est en ycelles lettres dessus transcriptes, sanz venir ou souffrir estre venu au contraire en aucune maniere, car ainssi le voulons nous estre fait,

1. *Sic.*

2. Châteauneuf-sur-Cher, Cher, arrondissement de Saint-Amand-Montrond.

non obstant quelxconques ordennances, mandemens et deffenses ad ce contraires. En tesmoing de ce, nous avons fait mettre nostre seel en ces presentes. Donné en nostre cité de Poitiers, le xv^e jour d'avril, l'an de grece mil CCC LXXIII, selon l'usage de France. (Ainssi signées :) Par monseigneur le duc en son conseil, ouquel vous estiez : G. SEGUN.

XVI (Fol. 29).

*Copie de la quittance que Denis Gilier
a de monseigneur des deux chapeaux dessusdiz ¹.*

Jehan, filz de roy de France, duc de Berri et d'Auvergne, conte de Poitou, à touz ceuls qui ces lettres verront, salut. Comme autrefois noz amez et feaulx le sire de Partenay et Jehan Regnault, maire de la ville de Poitiers, aient pris par maniere de prest de monseigneur le roy la somme de six mil frans d'or, lesqueuls nous prismes de eulx pour mettre ou paiement de la finance de nostre chastel de Lesignen, pour laquelle chouse nostre amé et feal cousin et compaignon le visconte de Chastelleraut, nostre chancelier, nostre amé et feal conseiller Denis Gilier et autres pour nous et à nostre requeste se obligèrent envers lesdiz sire de Partenay et Jehan Regnault, et depuis à la requeste dudit visconte et autres, nous eussions baillié en garde ou dépos audit Denis Gilier deux chappiaux de perieries de saffirs, balays et autres pierres, qui bien valoit dix mil frans ou environ pour la somme desdiz six mil frans, savoir faisons, que nous congnoissons et confessons en bonne foy avoir eu et reçu dudit Denis realment et de fait lesdiz deux chapeaux sanz aucun deffaut et d'iceuls deux chapeaux nous tenons pour bien contens et en quittons perpetuellement ledit Denis et les siens et promettons en bonne foy contre ceste quittance non faire ou venir en aucune maniere. Donné à Poitiers, soubz nostre seel, le xxi^e jour d'avril, l'an de grace mil CCC LX et quinze. (Ainssi signé :) Par monseigneur le duc, vous present : G. SEGUN.

XVII (Fol. 40 v^o A 42).

*Copie². — [Accomplissement d'un vœu fait pour obtenir la reddition
du château de Lusignan.]*

Johannes, filius regis Francorum, dux Bithurie et Alvernie, comes

1. Voyez la pièce publiée ci-dessus sous le n^o VI, p. 251.

2. Arch. nat., J. 186, n^o 62.

Pictavie. Attendentes quod rex glorie, virtutum dominus, Jhesus Christus, cui a Patre data est omnis potestas in celo et in terra, celestia pariter et terrena salubri moderamine dirigens ac perpetua ratione gubernans, superna potencia ineffabili, qua tanquam Dei virtus et sapiencia universa disponens ut ostenderet opera pietatis et clemencie, de salute humani generis sollicitam curam gerens, miracula plura ac virtutes ad sancti Germani beatissimi confessoris, qui civitatis Autissiodorensis fuit anthistes, per varia mundi loca oraciones et preces ostendit, inter cetera, ut in sanctorum Floribus continetur expresse, dum sanctus Germanus in Britania¹, que Anglia presentibus temporibus nuncupatur, et sibi et sociis rex Britanie hospicium denegaret, bubulcus a pascuis regressus, accepta provenda in palacio ad proprium thigurium rediens, vidit beatum Germanum cum sociis suis fame et frigore laborantem, quos in domo sua benigne recepit, et unicum vitulum quem habebat hospitibus occidi mandavit. Post cenam sanctus Germanus omnia ossa vituli super pellem componi fecit, et ad ipsius oracionem vitulus sine mora surrexit. Sequenti vero die, sanctus Germanus regi festinus occurrit, et cur ei hospicium denegavit potenter inquit. Tunc rex, vehementer attonitus, sibi respondere non potuit; et ille : « Egrederere, inquit, et regnum meliori dimitte. » Et sanctus Germanus Dei mandato bubulcum cum uxore sua venire fecit, et universis stupentibus regem constituit, et ex tunc reges ex bubulci genere prodeuntes dominantur genti Brittorum. Quodque nos, dicti sancti Germani gloriosissimi confessoris magnas virtutes et miracula perpensantes et nostro revolventes in corde, et ob hoc pluribusque virtutibus ac aliis bonis operibus, que rex excelsus, per quem reges regnant et principes dominantur, pro dicto sancto Germano, gloriosissimo confessore, voluit adimplere, ad ipsum sanctum Germanum singulari ac speciali devocione commoti, cum pro recuperacione nobilissimi ac fortissimi castris nostri de Leziniaco, quod per plura et longa tempora per nos cum multitudine bellatorum et magna quantitate militum et peditum armatorum necnon arballastiariorum fuerat et erat obsessum, injuste detenti vel occupati per inimicos et emulos domini et germani mei Francorum regis et nostri, cum prefatis inimicis tractatum et colloquium haberemus², dicto Domino Jhesu Christo, de ejus manibus omnia bona suscipimus, ac

1. Il manque ici un verbe comme *predicaret*.

2. On voit que ce fut pendant la conférence même qui se termina par la reddition de Lusignan que le duc de Berry fit le vœu qui motiva cet acte.

dicto sancto Germano, gloriosissimo confessori, votum fecerimus et promiserimus vero corde, quod, si dicto Domino Jhesu Christo gratum esset et placeret eidem quod, ad oraciones et preces dicti sancti Germani, gloriosissimi confessoris, de et super dictis recuperacione et deliberacione seu expedicione castri nostri de Lesigniaci predicti nostrum haberemus optatum, tractatumque et colloquium memoratum intercessionibus dicti sancti Germani ad completum pro nobis et perfectum veniret effectum, nos dicte ecclesie sancti Germani Autisiodorensis, de bonis nostris nobis collatis a Deo, donum aliquod gratiosum pro nobis et heredibus nostris perpetuis temporibus donaremus. Et cum ipse rex regum omnipotens Deus recuperacionem, deliberacionem et expedicionem castri nostri de Lesigniaci predicti, intercessionibus seu precibus dicti sancti Germani, ut firmiter credimus, sua pietate sanctissima in instanti ac subito, nostris dictis voto et promissione completis, duxerit ad effectum, et ipsum castrum eruerit de manibus et potencia inimicorum et rebellium predictorum : notum facimus tam presentibus quam futuris, quod, nature humane fragilitatis incommoda variaque corrupcionis et infirmitatis dispendia, quibus subicitur omnis creatura mortalis, infra nostri claustra pectoris admirantes, divinam laudavimus omnipotenciam, que sua sapientia vincens maliciam, attingit a fine usque ad finem, fortiter et suaviter universa disponens, predecessores nostros et nos sue benignitatis immense clemencia in augmento prosperitatis continue stabilivit, firmam spem [et] continuam fiduciam tenentes, quod, ob eximie devotionis habundancia¹ quam ad sacrosantas ecclesias et ministros earum predecessores nostri predicti jugiter habuisse noscuntur, donaque pregrandia et largas elemosinas, que et quas ecclesiis ipsis atque personis tam liberaliter, quam magnifice sunt largiti, hoc preclarum et singulare donum eis desuper a patre luminum, a quo omne datum optimum et omne donum perfectum descendit, dictarum personarum devotis oracionibus et meritis suffragantibus sit collatum; nos, supradictis et hiis que divini nominis laudem et gloriam ejusdemque cultus augmentum respiciant et tempore stabiliant et eternum preparent nobis regnum diligenter attentis, et ut religiose persone ac monachi dicte ecclesie sancti Germani, gloriosissimi confessoris, presentes pariter et futuri, pro nobis, carissima consorte nostra, filiis, liberis, heredibus et successoribus nostris bonoque statu nostro necnon pro carissimis domini et genitoris, matris, parentumque nostrorum ani-

1. *Sic.*

marum remedio, bonorum omnium largitori preces et hostias offerant salutare, in honore Dei omnipotentis, beatissime Marie virginis, beatorumque Petri et Pauli apostolorum, ac tocius celestis curie, necnon ad celebrem et specialem memoriam dicti sancti Germani, gloriosissimi confessoris, unam marquam auri pro fabrica seu augmento casse vel vasis in quo corpus sancti Germani gloriosissimi confessoris est et in ipsius sancti Germani Autisiodorensis ecclesia collocatum, donec et quousque dicta cassa vel vas sit perfectum integraliter et completum, postmodum vero pro fabrica seu factura aliorum vasorum, que in dicta ecclesia sancti Germani consistunt, et in quibus alie reliquie sanctorum corporum in dicta ecclesia collocantur, quousque etiam sint completa, et exposit pro fabrica et augmentatione operum dicti sancti Germani ecclesie nominate, capiendam et habendam super redditibus, et emolumentis quibuscumque comitatus nostri Pictavie supradicti et specialiter super illis dicti castri nostri et castellanie de Lesigniac, et solvendam per manus receptoris nostri dicti comitatus Pictavie, qui nunc est vel pro tempore fuerit, dicte ecclesie sancti Germani annui et perpetui redditus et anno quolibet, in festo Omnium Sanctorum, de nostra certa scientia et in puram elemosinam ac de gracia speciali, concessimus et donavimus, damus et concedimus per presentes, promittentes presens donum et elemosinam pro nobis, heredibus et successoribus nostris, nunc et imperpetuum inviolabiliter observare ac tenere, teneri facere ac compleri integraliter et ad plenum, nichilominus dantes tenore presencium in mandatis dicto receptori nostro, qui nunc est vel pro tempore fuerit, quatinus dictam marquam auri dicte ecclesie sancti Germani seu ejus procuratori, anno quolibet et termino supradicto, super dictis redditibus et emolumentis dicti comitatus nostri, et maxime super illis castri nostri et castellanie de Lesigniac, perpetuis temporibus solvat aut solvi faciat, sine difficultate quacumque et alterius nostri expectatione mandati; quam marquam auri sic solutam per reportacionem copie presencium litterarum sub sigillo autentico una cum litteris recognitoriis de soluto per dilectas et fideles gentes nostrorum compotorum, qui nunc sunt vel fuerint pro tempore, de recepta dicti nostri receptoris deduci et in suis compotis allocari volumus, precipimus et mandamus, impedimentis cessantibus quibuscumque ac litteris impetratis vel impetrandis, ordinacionibus et statutis non obstantibus in contrarium editis vel edendis. Quod ut firmum et stabile semper maneat, nostro in aliis jure salvo et in omnibus quolibet alieno, presentibus litteris nostrum magnum

sigillum duximus apponendum. Datum in civitate nostra Pictavensi, die xxx^a mensis aprilis, anno Domini millesimo CCC^o septuagesimo quinto. (Sic signatum) : Per dominum ducem et comitem, presentibus dominis meis, dominis comite de Sacro Cesare et vobis : ASCELIN.

XX¹ (Fol. 49 v^o).

*A monseigneur le duc de Berri,
mon très redoubté et honnoré seigneur.*

Mon très redoubté et honoré seigneur, j'ay receues à grant plaise de cuer voz très gracieuses lettres à moy présentées par monseigneur Guillaume de Bourbon, vostre chevalier, et oy plenment à toute humilité les chouses qu'il m'a rappourté gracieusement de vostre part, desquelles chouses et de la bonné volenté qu'il vous plaist avoir envers moy, je vous mercie très humblement et non mie tant comme je suy tenu, mès tant comme ma possibilité puet porter, en vous priant, mon très redoubté seigneur, le plus que je puis, qu'il ne vous desplaise de ce que plus tost ne vous ay rescript sur ces chouses, car sur l'âme de moy, mon très redoubté seigneur, j'atendoie touzjours la venue de messire Guischart de Marzé, vostre chevalier, si comme autresfoiz vous ay escript, et comme autressi vous dira ledit messire Guillaume, auquel, mon très redoubté seigneur, à vous plaise adjouster plene foy sur ce qu'il vous dira de par moy, car je l'ay plènement enformé de mon entencion sur toutes ces chouses, qu'il m'a parlé de vostre part. Mon très redoubté seigneur, je me recommande à vostre noble seigneurie très humblement, à qui vous plaise commander vos bons plaisirs, comme à celli qui tout est vostre, car vraiment sur les acomplir à mon povoir doy je et vuil mettre poinne et diligence. Mon très redoubté seigneur, le Sains Espris vous ait en sa très sainte garde. Escript à Chamberi, le v^{re} jour d'avril.

Le vostre humble, le conte de Savoie.

XXI (Fol. 20).

A mon très chier et très amé seigneur, monseigneur de Berry.

Très chiers et très amés sires, je me recommande à vous très chievement et vous remercie de si très bon cuer, comme je puis, de ce qui vous a pleu de moy escrire vostre bon estat, lequel Nostre Sei-

1. Il n'y a pas de pièces cotées XVIII et XIX.

gneur par sa grace face touz jours si bon comme je desire, et m'avez aussi mandé par monseigneur Guillaume de Bourbon, vostre chambellain, du compliment du mariaige de dame Bonne, vostre fille, et de Amey mon filz. Si vous plaise savoir, mon très chier et très amé seigneur, que je en ay parlé à monseigneur de Savoie, qui dit que c'est le plus grant desir qu'il ait que ce mariage fust accompliz, et Dieu scet aussi¹ comme je le desire de tout mon cueur, et qu'eulz fussent ensemble, ainssi comme il doit estre, et Nostre Seigneur par sa sainte grace leur vuille tant de bien donner ensemble comme vous voudriez et que je desire; et cellui messire Guillaume vous en parlera plus plainnement, et aussi de l'estat de par dessa, s'il vous plaist. Pour ce, mon très chier et très amé seigneur, le vuillez croire, sur ce qu'il vous en dira de ma part, et moy mandez, s'il vous plaist, aucune chouse par dessa que je puisse faire appareilliée de le acomplir à mon povoir. Mon très chier et très amé seigneur, li Sains Espriz par sa grace vous ait en sa sainte garde et vous doint bonne vie et longue et à tout ce que vous amez. Escript au Bourget, le viii^e jour du moys d'avril.

Vostre cousine, la contessé de Savoie.

XXII (Fol. 20 v°).

A mon très chier et très amé cousin le conte de Savoye.

Mon très chier et très amé cousin, j'ay receues voz lettres et veu ce que vous m'avez escript par mon amé chevalier et chambellain messire Guillaume de Bourbon, et oy ce que il m'a dit de par vous. Si vous mercie très chierement et de bon cueur de ce que vous m'avez fait assavoir de vostre bon estat, duquel j'ay très grant plaiseance. Plaise à Nostre Seigneur, par sa sainte grace, que tousjours soit il ainssi et en la manière que vostre cueur le desire. Mon très chier et très amé cousin, si de mon estat il vous plaist assavoir, je, la duchesse, Charles et vostre fille Bonne summes sains, liez et en bon estat, la grace du Saint Esprit, qui ainssi le vuille de vous et de ma très chiere et très amée cousine la contesse vostre femme et de mon très chier et très amé filz Aymé. Et vous prie si chierement comme je puis, que souvent il vous plaise à moy faire assavoir de vostre bon estat et des nouvelles de par delà, car pour certain je y prens très grant plaisir, quant vous me les faitez assavoir, et aussi je vous

1. Le texte porte : ainsi.

feray assavoir souvent de mon estat et des nouvelles de par dessa. Mon très chier et très amé cousin, quand ad ce que mondit chambellain m'a parlé de par vous ou fait que nous avons à faire ensemble, vous plaise assavoir, que, à l'aide de Nostre Seigneur, j'ay entencion de le acomplir au terme que vous savez et que mondit chambellain m'a rappourté, car c'est un fait que je desire plus que chouse qui soit. Et se par aucune adventure il advenoit pour les guerres de monseigneur le roy ou autrement, que ja à Dieu ne plaise qui adviengne, que je ne puisse entendre à faire ledit fait audit terme, il est m'entencion de le vous faire assavoir incontinent¹. Mon très chier et très amé cousin, je ne vous say ad present autre chouse escrire, mais se chouse vous plaist que je puisse faire, escrivez le moy et le me mandez, car certainement je le feray très volentiers et de bon cueur². Mon très chier et très amé cousin, li Sains Espris vous doint bonne vie et longue. Escript à Poitiers, le 11^e jour de may.

Le duc de Berri et d'Auvergne, conte de Poitou.

XXIII (Fol. 24).

A ma très chiere et très amée cousine la contesse de Savoie.

Ma très chiere et très amée cousine, j'ay receues voz lettres et veu ce que vous m'avez escript et oy ce que mon amé chevalier et chambellain, messire Guillaume de Bourbon, m'a dit et rappourté de par vous, si vous mercie moult chierement des bonnes nouvelles de par dela et de vostre bon estat, lequel vous m'avez fait assavoir, et vous prie si très chierement comme je puis, que souvent il vous plaise de me faire assavoir des nouvelles de par delà et de vostre bon estat, car certainement je y prens très grant plaisir, quant vous les me faitez assavoir. Ma très chiere et très amée cousine, se de mon estat il vous plaist assavoir, je, la duchesse, Charles et vostre fille Bonne summes

1. Entre « assavoir » et « mon très chier » le texte portait d'abord : « ... heurs que y ne conviendra ja, que vous vous en donnez peine ne que vous en faites aucunes missions, jusqu'à un autre terme que nous en prendions ensemble », plus un ou plusieurs mots grattés et remplacés par « incontinent ». Une phrase du même genre a été rayée également dans la lettre suivante.

2. Après « cueur » se trouve rayée cette phrase : « et vous plaise assavoir que Bonne vous en volentiers écrit si elle scent, mès elle ne scet mie tant qu'elle vous sache escrire ce qu'elle deust. » Ces changements dans le texte semblent indiquer que cette pièce et la suivante sont, non des copies, mais des minutes soit rédigées par B. de Noces, soit dictées par le duc et en tous cas revues par lui.

sains et en bon point, la grace du Saint Esprit, qui ainsi le vuille de vous. Ma très chiere et très amée cousine, quant ad ce que vous m'avez mandé du mariaige de mon très chier et très amé filz Aymé et de vostre fille Bonne, et comment vous en avez parlé à mon très chier et très amé cousin le conte, vous plaise assavoir que je desire l'acomplissement dudit mariaige plus que chouse qui soit, et est bien m'entencion de le acomplir à l'aide de Nostre Seigneur, au terme que nous avons emprins ensemble. Se par aucune aventure, il n'avenoit pour les guerres de monseigneur le Roy ou autrement, que ja à Dieu ne plaise, que je ne y peusse entendre, mès en cellui cas il est m'intencion de le faire assavoir à mondit cousin et à vous incontenant. Ma très chiere et très amée cousine, je ne vous say ad present autre chouse escripre, mès se chouse vous plaist que je puisse faire, escrivez le moy et le me mandez, car je le ferai très volentiers et de bon cueur. Ma très chiere et très amée cousine, li Sains Espris par sa sainte grace vous doint bonne vie et longue. Escript à Poictiers le ii^e jour de may.

Le duc de Berri et d'Auvergne, conte de Poitou.

XXIV (Fol. 24).

A nostre très chier et très amé filz Aymé de Savoie.

Nostre très chier et très amé filz, nous avons receuez lettres de nostre très chier et très amé cousin vostre pere et de nostre très chiere et très amée cousine vostre mere, par lesquelles ilz nous ont fait assavoir tout vostre bon estat, duquel nous avons très grant plaisir de tout nostre cuer; et se de l'estat du paiz deça voulés savoir, nous, la duchesse, Charles et Bonne summes sains et en bon point, la grace du Saint Esprit, qui ainsi le veulle de vous. Si vous prions, très chier et très amé filz, que souvent vous nous veullés escrire de vostre bon estat et à Bonne et dez nouvelles de par delà, quar vous nous en ferés très grant plaisir, et aussi nous vous ferons assavoir souvent de nostre estat, et veullés savoir que Bonne vous eust volentiers escript, se elle sceust quoy, mès elle ne scet mie tant, qu'elle le sache faire. Très chier et très amé filz, Nostre Seigneur vous doint bonne vie et longue. Escript en nostre cité de Poictiers le ii^e jour de may.

Le duc de Berri et d'Auvergne, conte de Poitou.

XXV (Fol. 24 v°).

A ma très chiere et très amée dame la contesse de Savoye.

Ma très chiere et très amée dame, je me recommande à vous, et vous plaise savoir, que j'ay receues voz lettres, et veu ce que vous m'avés escript, si vous mercie, si chierement comme je puis, de ce qu'il vous a pleu à moy faire assavoir de vostre bon estat, duquel j'ay eu si très grant plaisir et de tout le cuer, comme je plus povoie. Je pri au Saint Esprit, par sa sainte grace, que touz jours il le vous face si bon comme vostre cuer desire et que je le voudroie pour moy, et vous prie si très chierement comme je puis, que souvent il vous plaise à le moy faire assavoir et mander, quar plus grant plaisir ne me pourriés vous faire, et si du mien il vous plait assavoir, ma très chiere et très amée dame, je estoie saine et en bon point, quand ces lettres furent escriptes, la merci Nostre Seigneur, si comme vous pourra dire le pourteur de ces presentes. Ma très chiere et très amée dame, je ne vous scé autre chose escrire à présent, mès si chose vous plait, que je puisse faire, mandés le moy, quar je le feray très volontiers et de bon cuer. Ma très chiere et très amée dame, Nostre Seigneur par sa sainte grace vous doint bonne vie et longue. Escript à Poitiers, le 11^e jour de may.

Vostre fille, BONNE DE BERRI.

XXVI (Fol. 29 v° ET 30).

Copte de certains mandemens que Jehan Regnaut, bourgeois de Poitiers, a de ce que monseigneur lui doit.

Jehan, filz de roy de France, duc de Berri et d'Auvergne, conte de Poitou, à nostre amé et feal tresorier general Raymon Coustave, salut. Nous devons et summes tenuz à nostre bien amé Jehan Regnaut, bourgeois de nostre cité de Poitiers, en la somme de sept cens et trente frans d'or es parties et pour les causes ci après contenues. C'est assavoir, en vj^{xx} vij frans et iiij s., qu'il a traiz et baillez en drap pris de luy pour les genz d'armes et arbalestriers estans en nostre cité de Poitiers, pour la garde et deffense d'icelle, en la compagnie du gouverneur de Blois, si comme il dit apparoir par une certifficacion de nostre amé secretaire, lors vostre lieutenant, Barthelomi de Noces, à lui donnée le xv^e jour de novembre l'an LXXII derrenierement passé. Item, en xl frans, pour iij pipes de vin prinse de

lui ledit mois et ledit an pour la despense de nostre hostel, si comme il dit apparoir par la certifficacion de nostre amé Estienne Valée, lors maistre de nostre chambre aux deniers. Item, en xxxvj frans d'or, pour iij pipes de vin que ledit gouverneur prist de luy pour luy et lesdites genz d'armes, si comme il vous apparaitra par un mandement que nous lui donnasmes, le iiij^e jour de décembre, l'an dit. Item, en c frans et xvj s., c'est assavoir l frans qu'il bailla à feu Jehan Garneau, au prest que lui et les autres de nostredite ville firent ou mois d'aoust ledit an, pour ballier aux genz d'armes estans soubz nostre gouvernement, si comme il vous doit certiffier dehument, et xx frans lesquieulx il bailla du commandement de nostre chancelier à certaines genz d'armes le xxi^e jour d'octobre, l'an dessusdit, et xxx frans et xvj s. à lui deuz pour plusieurs parties de boys à luy pris par Jehan Macé, maistre de noz euvres en Poitou, pour faire certains engins et autres ouvrages, si comme de cesdites iij parties il vous apparaitra plus à plain par un autre mandement à luy donné ledit iiij^e jour de décembre et ledit an, lesquieulx deux mandemens nous avons fait atacher à ces presentes soubz nostre contreseel. Item, en lvj frans d'or pour drap de brunete de Louvain, pris de luy pour nostre prope personne, à l'obit que nous feismes faire à nostredite ville pour nostre très chiere et très amée sueur la contesse de Vertus, que Dieux absoille, si comme il nous est apparu par un mandement que nous lui donnasmes le iiij^e jour de decembre, l'an dessusdit. Item, en lxx frans pour un cheval que nous feismes prendre de luy, et le donnasmes au sire de Cordebeuf, si comme il nous recorde et nous est apparu par un mandement que nous donnasmes audit Jehan le xxv^e jour de novembre, l'an que dessus, lesquieulx deux mandemens de la brunete et dudit cheval nous avons fait canceler et mettre en pieces, pour ce que d'icelles parties nous sommes bien souvenans. Item en xx frans, pour vin pris de luy l'an dit pour la despense de nostre houstel, et fu oublié à compter, si comme il vous apparaitra par un mandement donné le iij^e jour de juillet, l'an LXXIII, lequel nous avons fait atachier à ces meismes presentes. Item, en viij^{xx} et cinq frans qu'il bailla et presta pour nous et à la requeste de nostre chancelier au sire de Cousant, sur ce que lui povoit estre deu à cause des gaiges de luy et des genz d'armes de sa compaignie, qu'il avoit tenuz soubz nostre gouvernement en la guerre de Poitou, si comme il vous apparaitra par une recongoissance, qu'il a sur ce dudit sire de Cousant, donnée en vostre nom le xxi^e jour d'octobre l'an LXXIII. Item, en vj^{xx} frans qu'il presta au gouverneur de Blois et à Hervé de

Carlouet, de la compaignie dudit gouverneur, si comme il vous appa-
 raitra par deux cedules, l'une dudit gouverneur et l'autre dudit Car-
 loet. De laquelle somme nous voulons que vous lui faites compte et
 paiement avecques les autres parties dessusdites, nonobstant que
 lesdites cedules ne soient faites en nostre nom ne ou vostre, c'est
 assavoir sur ce qui puet estre deu audit gouverneur à cause des gaiges
 de lui et de sesdites gens d'armes, car nous sommes bien adcertenez
 que il est deu audit gouverneur plus que tant; lesquelles parties des-
 susdites font ensemble la dite somme de vij^c et xxx frans d'or, sur
 laquelle nous lui avons fait faire les paiemens qui s'ensuient. C'est
 assavoir, pour un mandement que nous lui donnasmes en nostre ville
 de Bourges, l frans. Item, par la main de Chauvigny, nostre secretaire,
 v^e frans. Item, par la main dudit Barthelomi de Noces, à Paris, l'an
 derrenierement passé, lx frans; somme desdiz patemens, vj^e x frans.
 Ainsi reste, qui lui est deu par toutes les parties dessus contenues
 cent et vint frans d'or, laquelle reste nous vous mandons et comman-
 dons que vous payez et delivrez audit Jehan Regnaut incontinent, etc.
 Donné en nostre cité de Poitiers soubz nostre seel, le iiii^e jour de
 may, l'an de grace mil CCC LX et quinze. (Ainssi signé) : Par monsei-
 gneur le duc, vous present : B. DE NOCES.

XXVII (Fol. 30 v^o).

Jehan, filz de roy de France, duc de Berri et d'Auvergne, conte de
 Poitou, à nostre amé et feal tresorier general Raymon Coustave ou à
 son lieutenant, salut. Nous devons et sommes tenuz à nostre amé
 bourgeois de Poitiers, Jehan Regnaut, en la somme de trois cens dix
 et sept frans d'or pour les parties ci apres contenues. C'est assavoir,
 pour douze aulnes d'escarlade, que nous eusmes de luy l'an LXXIII
 derrenierement passé et dont vous lui fustes respondens pour nous,
 si comme il dit, lxx francs. Item, pour plusieurs parties prises de luy
 pour plusieurs de noz genz d'armes, que nous avions ledit an et l'an
 paravant LXXII, dont nostre amé secretaire Barthelomi de Noces et
 Bonnet Nouel, lors voz lieutenans, lui furent pour nous respondens,
 sur ce qui pavoit estre deu auxdites genz d'armes à cause de leurs
 gaiges, viij^{xx} iij francs et viij s. tournois, si comme il dit apparoir par
 certificacion de vozdz lieutenans ou de l'un d'eulz. Item, qu'il deli-
 vra en drap à nostre amé maistre d'oustel Jaquelin Troussseau sur
 ses gaiges, comme auxdites genz d'armes, xx frans et xiiij s., si
 comme il vous certifiera dehuement. Item, pour la despense de nostre
 houstel, si comme il nous a monstre par une certificacion, laquelle

nous vous envoions atachée à ces présentes, lij frans et viij s. tournois. Item, plus pour nostredite despense, si comme il dit apparoir par une certificacion de Estienne Valée, lors maistre de nostre chambre aux deniers, x frans et x s., lesquelles parties font la somme dessusdite de iii^e xvij frans d'or. Si vous mandons et commandons que ladite somme vous lui paieiez et delivrez, etc. Donné en nostre cité de Poitiers, le viii^e jour de may, l'an de grace mil CCC LX et quinze. (Ainssi signé :) Par monseigneur le duc, vous présent : B. DE NOCES.

XXVIII (Fol. 30 v^o ET 34).*Copie de la certificacion des lij frans et viij sols, dont ci dessus est faite mencion.*

A tous ceuls qui ces presentes lettres verront, Guillaume Gabereau garde du seel aux contraux establi à Poitiers pour très redoubté seigneur, monseigneur le conte de Poitou, salut. Savoir faisons que nous avons veu, tenu et diligemment regardé un roule de parchemin, de la date du viii^e jour de novembre, signé de la main de Estienne Valée et seellé de son seel, lors maistre de la chambre aux deniers de mon très redoubté seigneur, monseigneur le duc de Berri et d'Auvergne, conte de Poitou, lequel se monte pour somme toute douze cens quatre vins sept livres, huit solz, dix deniers tournois, par assignacion faite par ledit Estienne Valée aux habitans de Poitiers sur Jehan Lebreton, lors receveur de Poitou, ouquel roule entre plusieurs autres parties est contenu, qu'il est deu à Jehan Regnaut, pour drap et autres chouses, cinquante et deux livres, huit solz, et ce nous certiffions par ces presentes seellées dudit seel. En tesmoing de laquelle vision, nous avons mis ledit seel à ces présentes, le viii^e jour de may, l'an mil CCC LX et quinze.

Et au doz de ladite certificacion estoit escript ce qui s'ensuit :

« Je Barthelomi de Noces, secretaire de monseigneur de Berri, certiffie que j'ai raié du roule signé de la main de Estienne Valée, et duquel mencion est faite ci dedens, la somme deue par ceste certiffication à Jehan Regnaut, et l'ay fait du commendement de monseigneur le chancelier. B. DE NOCES. »

XXIX (Fol. 34).

Copie de la certificacion que j'ay donnée audit Jehan Regnaut de ce que monseigneur lui doit.

Saichent tuit que je, Barthelomi de Noces, clerc et lieutenant de

honorable homme et saige, sire Raymon Coustave, tresorier general de monseigneur le duc de Berri et d'Auvergne, conte de Poictou, certiffie que Jehan Regnaut, bourgeois de Poictiers, a presté, baillé et delivré en drap pris de luy pour baillier aux genz d'armes et arbalestiers estans en la ville de Poictiers pour la garde et deffense d'icelle et en la compaignie du gouverneur de Blois, en plusieurs parties jusques à la somme de six vins sept frans d'or, quatre solz tournois, de laquelle somme j'ay eues mes descharges au nom de mondit maistre desdites genz d'armes et arbalestiers, ainssi comme il appartient, et ce certiffie je par ces lettres signées de ma main, le xv^e jour de novembre, l'an mil CCC LX et douze. (Ainssin signé) : B. DE NOCES.

XXX (Fol. 29).

Je, Barthelomi de Noces, clerc et lieutenant de sire Raymon Coustave, tresorier general de monseigneur de Berri, certiffie que il est deu à Jehan Renaut, marchant de Poictiers, pour plusieurs parties qu'il a livrées, tant pour les gens d'armes monseigneur comme autrement, en drap et pour les pages de monseigneur, la somme de vij^{xx} iij frans viij s. En tesmoing, j'ay signée ceste certificacion de ma main le iv^e jour de novembre, l'an LXXIII.

XXXI (Fol. 23 v^o).

(Copie.)

Jehan, filz de roy de France, duc de Berri et d'Auvergne, conte de Poitou et lieutenant de monseigneur le roy, à touz ceulx qui ces presentes lettres verront, salut. Savoir faisons, que nous avons donné et donnons par la teneur de ces presentes à nostre amé et feal chambellain messire Hervé le Coch, chevalier, touz les droiz, prouffis et esmolumens appartenans deuement à droit de connestable et de pourtier, c'est assavoir dez hostaiges de la ville de Congnac, lesquieulx nous furent bailliez ou mois de septembre, l'an mil CCC LXXII derrenierement passé, que nous fusmes devant ladite ville, pour en faire à sa volenté, pour les bons et agreables services que nostredit chambellain nous a faiz et fait chascun jour, et aussi pour ce que il les a gardez par longtems en la ville de Saint Jehan d'Angeliens. Si donnons en mandement à touz les justiciers, officiers et subgez de mondit seigneur et les miens, que nostredit chambellain ilz laissent et facent user et jouir de nostredit don, sanz faire le contraire, nonobstant que lesdiz hostaiges aient esté mis à raençon despuis en nostre chastel et

ville de Nyort, sauve et reservée à nous la rençon desdiz hostaiges. Car ainssi le voulons nous estre fait. Donné en nostre cité de Poictiers, soubz nostre seel, le vii^e jour de may, l'an mil CCC LX et quinze.

XXXII (Fol. 23 v^o).

(Copie.)

Jehan, filz de roy de France, duc de Berri et d'Auvergne, conte de Poitou, à nostre amé Guillaume de Saint Germain, nostre receveur de Berri ou à son lieutenant, salut. Comme par noz autres lettres et pour les bons et agreables services, que nostre amé chambellain Phelippon de la Chastre, maistre d'oustel de nostre très chiere et très amée compaignie la duchesse, ayons donné et octroyé de nostre grace especial cent livres de rente pour an à sa vie, et depuis par noz autres lettres ayons retenu nostredit chambellain maistre de noz eaux et forestz de Berri, à gaiges de cinquente livres tournois pour an, si comme de ce vous pourra plus plainnement apparoir par nozdites autres lettres ou par la coppie d'icelles, et il soit ainssi que pour ce que nostre tresorier general ou aucun de ses lieutenans ne sont ad present par devers nous, ne en lieu dont nostredit chambellain puisse avoir l'executoire desdites lettres à vous adreçant, ainssi comme il appartient, pour laquelle cause il se doubte que vous ne vueillez acomplir le contenu en nozdites autres lettres. Savoir vous faisons, que nous avons fait retenir la coppie d'icelles par devers nous, et pour ce nous vous mandons, que, nonobstant ladite executoire de nostredit tresorier, vous accomplissiez le contenu en nozdites autres lettres selon leur fourme et teneur et par telle maniere que nostredit chambellain n'ait cause de retourner par devers nous tant pour les termes passés comme pour les termes avenir, et gardez bien que en ce vous ne defaillez, car pour certain il nous en desplairoit. Donné en nostre cité de Poictiers, le vii^e jour de may, l'an de grace mil CCC LX et quinze.

XXXIII (Fol. 24).

(Copie.)

Jehan, filz de roy de France, duc de Berri et d'Auvergne, conte de Poitou, à noz amez et feaulz Barthelomi de Noces, nostre secretaire et clers de nostre chambre sur le fait de noz finances, et Estienne Daniel, nostre receveur de Poitou, salut et dileccion. Comme par noz autres lettres adreçans à nostre amé et feal tresorier general

Raymon Coustave ou à son lieutenant, données le xxvir^e jour de mars l'an soixante et treze, selon l'usage de France, derrenierement passé, nous eussions retenu nostre amé escuier et pannetier, Jehan de Contes, ou nombre de iiij hommes d'armes, pour nous servir en la garde de nostre chastel et chastellerie de Chiset¹ et aillieurs, quelque part que nous voudrions, aux gaiges acoustumez, si comme par noz-dites autres lettres vous pourra apparoir, et il soit ainssi, que pour cause de ce que nostredit chastel est et à est sur les frontieres pres des ennemis de monseigneur le roy et les nostres, aucun de noz mareschaux ne autres pour nous ne soit osés aler es parties de nostredit chastel pour recevoir les monstres et revenues desdiz iiij hommes d'armes, ainssi comme il appartenoit, et que nozdites autres lettres faisoient mencion; pour laquelle cause et aussi pour ce que nostredit tresorier, ne autres pour lui, n'est ad present en nostredit pais de Poitou, ledit nostre escuier ne puet compter ne avoir son compte et paiement des gaiges dudit nombre des genz d'armes. Savoir vous faisons que au jourd'ui nous avons fait accort avecques lui par la maniere que s'ensuit. C'est assavoir, que des gaiges dudit nombre de genz d'armes y luy sera compté pour un an entierement, à compter du jour de ladite retenue, non obstant ce qu'il n'ait fait monstre ne reveue d'icellui nombre de genz d'armes, parmi ce qu'il soit tenuz de jurer sur sa foy et serement que ledit nombre de genz d'armes il a tenu durant ledit an bien et loyalment à la garde et deffense dudit chastel et chastellerie, et nous doit servir audit nombre et audit chastel, depuis la fin dudit an jusques à la Saint Jehan Baptistre prouchain venant, senz avoir ne demander aucuns gaiges de nous ne d'autres, depuis ladite fin de l'an jusques audit terme de la Saint Jehan. Item, nous avons accordé avecques lui, que depuis ladite Saint Jehan prouchain venant jusques à un an qui fenira à l'autre Saint Jehan Baptistre l'an LXXVI ensuivant, il gardera nostredit chastel et chastellerie, en laquelle chastellerie est comprise Villeneuve², à ses coux, fraiz et despens et à son peril, en prenant pour toutes ces chouses et pour touz gaiges, tant pour lui comme pour genz d'armes, les fruiz, cens, rentes, prouffiz et emolumens dudit chastel et chastellerie, qui ont esté acoustumé à mettre en absense et pour ladite année prouchain venant tant seulement; et il nous a promis et juré

1. Chizé, Deux-Sèvres, arrondissement de Melle, canton de Brioux.

2. Villeneuve, Deux-Sèvres, arrondissement de Melle, canton de Celles-sur-Belle, commune d'Aigonnay, ou canton de Chef-Boutonne, commune de Pioussay.

que il le fera bien et loyalment en la maniere que dessus est dit. Si vous avons ordonné et commis, ordennons et commettons et le vous mandons par ces presentes, que à nostredit escuier Jehan de Contes vous faitez compte des gaiges desdiz iiij hommes d'armes pour l'an dessusdit derrenierement passé et en la maniere dessusdite et de la reste qui lui sera dehue lui donnez certificacion soubz voz seaulz atachée à ces presentes, adfin que sur ce nous lui puisions pourveoir de son paiement en la maniere qu'il appartiendra et vous mandons, à vous receveur, que desdiz cens, rentes, prouffiz, emolumens de nostredit chastel et chastellerie et pour ladite année prouchain venant, pour les causes dessusdites, vous le leissiez et faites user et jouir paisiblement senz aucun contredit et senz en faire aucune recepte ne despense en vostre compte. Donné en nostre cité de Poitiers, le x^e jour de may, l'an de grace mil CCC LX et quinze.

XXXIV (Fol. 24 v^o et 25).

(Copie.)

Jehan, filz de roy de France, duc de Berri et d'Auvergne, conte de Poitou, à noz bien amez Jehan Bouteroue, cappitaine de Villeneuve, et les habitans dudit lieu, salut. Savoir vous faisons, que nous avons ordonné nouvellement et ordennons par la teneur de ces presentes, que nostre amé escuier et pannetier Jehan de Contes, chastelain de nostre chastel de Chizet, ait la garde et gouvernement de nostredit chastel et chastellerie, et avons ordonné que vous et les habitans dudit lieu de Villeneuve, pour ce que vous estes de ladite chastellerie, soiez tenuz respondre et obeir à nostredit chastelain senz aucun contredit toutes les foiz que mestier en sera et qu'il vous en requerra et generalment de faire envers lui toutes chouses et donner bonnes obeissances, si comme les autres habitans des villes et paroisses de nostredite chastellerie l'ont acoustumé à faire et le font continuellement, tant à faire guet et garder lesdiz lieux, comme autrement et que il appartient à faire par raison. Si vous mandons et commandons à vous capitaine que incontinent et senz delay, vous à nostredit escuier et chastelain, toutes excusacions cessans et arriere mises, bailliez et délivrez le fort dudit lieu de Villeneuve et la garde d'icelui senz aucun contredit, et vous gardés bien, sur quanques vous nous doubtez à courroucier et que vous povez meffaire envers nous, que à nostredit chastelain vous ne soiez refusans ne delayans de

luy baillier et delivrer ledit fort, et à vous habitans dessusdiz que vous lui obeissiez comme à nostre chastellain en toutes les requestes et commandemens qu'il vous fera de par nous, tant pour le fait du guet et de la garde desdiz lieux, comme à toutes autres chouses qui dehuement et raisonnablement appartiennent à faire à bons et vraz subgez et obeissans, saichans pour certain que se vous capitainne et vous habitans dessusdiz, ou aucun de vous, faites aucunement le contraire, ou vous estes reffusanz ou delayans de obeir à nostredit chastellain, par la maniere que dessus est contenu, nous vous en punirons si et par telle maniere que il sera exemple à touz autres. Donné en nostre cité de Poitiers, le x^e jour de may, l'an de grace mil CCC LX et quinze.

XXXV (Fol. 25).

Sachent tuit que nous, Barthelomi de Noces, secretaire et clerc de la chambre sur le fait dez finances de monseigneur le duc de Berri et d'Auvergne, conte de Poitou, et Estienne Daniel, receveur de Poitou, par vertu des lettres de mondit seigneur, ausquelles nous avons ataché ces presentes soubz un de noz seaulz, avons oy le compte de Jehan de Contes, chastellain de Chizet pour mondit seigneur; c'est assavoir des gaiges de iiij hommes d'armes, auquel nombre monseigneur l'avoit retenu par ses autres lettres pour la garde et deffense dudit chastel et chastellerie, si comme esdites lettres est plus à plain contenu, lequel Jehan de Contes nous a juré sur sa foy et serement, que ledit nombre de genz d'armes il a tenu continuellement à la garde et deffense dudit chastel et chastellerie, depuis le jour de sa retenue jusques au jour d'ui, senz en avoir aucune chouse ne aucun paiement à cause des gaiges desdites gens d'armes. Si lui avons fait son compte desdiz gaiges c'est assavoir au pris de xij frans pour chascun homme d'armes, chascun mois et pour un an tant seulement, si comme esdites lettres est contenu. Pour lequel compte il lui est dehu pour ledit an, à cause desdiz gaiges, audit pris, la somme de cinq cens soixante et seze frans d'or. Et ce certiffions nous par ces presentes. Donné à Poitiers, soubz nos seaulz, le x^e jour de may, l'an de grace mil CCC LX et quinze.

XXXVI (Fol. 25).

(Copie.)

Jehan, filz de roy de France, duc de Berry et d'Auvergne, conte de Poitou, à nostre amé receveur de Poitou Estienne Daniel, salut.

Il nous est apparu par la certificacion de vous et de nostre amé secretaire Barthelomi de Noces atachée à noz autres lettres, par vertu desquelles vous et nostredit secretaire avez fait le compte de nostre amé escuier et chastellain de Chizet, Jehan de Contes, c'est assavoir de quatre hommes d'armes, ouquel nombre nous l'avions retenu pour la garde et deffense de nostredit chastel et chastellerie, que nous devons à nostredit escuier les gaiges desdiz iiij hommes d'armes pour un an, qui valent au pris de xij frans pour mois pour chascun homme d'armes, cinq cens soixante et seze frans d'or. Si vous mandons et commandons, que à nostredit escuier et chastellain vous paieiez et délivrez ladite somme, etc. Donnée en nostre cité de Poictiers, le x^e jour de may, l'an de grace mil CCC LX et quinze.

XXXVII (Fol. 28).

Jehan, filz de roy de France, duc de Berri et d'Auvergne, conte de Poitou, à nostre amé receveur de Poitou Estienne Daniel, salut. Comme par noz autres lettres ouvrez, données le premier jour d'aoust, l'an LXXIII derenierement passé, nous eussions retenu nostre amé escuier de corps, Huet le Prevost, chastellain de nostre chastel de Ponts¹, aux gaiges de douze vins frans d'or pour an, et depuis par noz autres lettres données le v^e jour de novembre, l'an dessusdit, nous lui eussions ordonné et donné retenue pour tenir en sa compaignie quatre arbalestiers à la garde de nostredit chastel aux gaiges de vj frans le mois pour chascun arbalestier, si comme par nozdites lettres vous pourra apparoir, et il soit ainssi que il ait demouré et esté nostre chastellain depuis sadite retenue jusques au xxvii^e jour d'avril l'an LXXV derenierement passé, enclus cellui jour, que nous avons pourveu en son lieu d'un autre chastellain en nostredit chastel, nous vous mandons et commandons, que vous faites le compte dudit Huet le Prevost, tant de ses gaiges comme desdiz arbalestiers, depuis les jours desdites retenues au pris desdiz gaiges et selon la fourme et teneur de nozdites autres lettres, jusques au xvi^e jour d'octobre l'an LXXVIII derrenierement passé, exclus celui jour, que pour certaine ordonnance que nous feismes lors à nostre ville de Nyort, lui et plusieurs autres furent cassez de gaiges et ramenez à plus petiz; et depuis ledit jour inclus lui faites son

1. Pons, Charente-Inférieure, arrondissement de Saintes, ou bien les Ponts, Charente, arrondissement de Confolens, canton et commune de Saint-Claud-sur-le-Son.

compte de sesdiz gaiges jusques au xxvii^e jour d'avril, au pris de cent frans pour an bien et dehument, ainssi comme il appartiendra, et sur ce lui rabatez lx frans que nous lui avons fait baillier par la main de Bonnet du Rieu, lieutenant de nostre tresorier, et iiij frans par la main de nostre secretaire Barthelomi de Noces, et lxx frans, que nous lui avons fait baillier par la main Phelippon Jaques, et tout ce que vous lui aurez baillié sur les gaiges dessusdiz, et la reste qui lui sera dehue pour ladite cause, avecques la somme de cent et six frans qui lui est dehue de reste de plus grand somme contenue en un mandement, lequel Jehan le Breton, nagaires receveur de Poitou, a par devers lui, et duquel mandement nous vous envoions la coppie, avecques la certification de ladite reste, atachée à ces presentes, soubz nostre contreseel, vous paieiz et delivrez audit Huet le Prevost ou faites tant qu'il s'en tiengne pour content. Et nous voulons et mandons que, etc. Donné en nostre cité de Poitiers soubz nostre seel, le xii^e jour de may, l'an de grace mil CCC LX et quinze.

XXXVIII (Fol. 36 v^o).

A mon très chier et très amé frere le duc de Berri.

De par le Roy,

Très chier et très amé frère, nous avons sceu par Bureau, qui le nous a escript, comment très grandement et honnorablement vous aves esté à Cougnat et acompaigné de gens d'armes en très bonnes estoiffes à votre frait et mise, dont, très chier et très amé frere, nous vous mercions très de cuer et vous en savons si très grant gré comme plus povons; et ainsi fesant vous aquerrés grant honneur et nostre amour très grandement, et avons en propos et entencion de le vous bien recognoistre. Si nous veullés souvent escrire votre estat et de voz nouvelles, qui nous serons à grant plaisir de le savoir bon; et de nostre estat, se savoir en voulés, la mercy Nostre Seigneur, nous estions en bonne santé quant ces lettres furent escriptes, et n'a rens de nouvel de par deça, fors que les messages du pape sont aujourd'uy venus de Bruges, et ne savons que il nous ont à dire, mès si rens y a de notable, tantost le vous ferons assavoir; et encore est, nostre frere de Bourgoigne et le duc de Lancastre demourés à Bruges des conseulz d'une part et d'autre. Nostre très chier et très amé frere, Nostre Seigneur vous ait en sa sainte garde. Escrip de nostre

main, au Bois, le vi^e jour de juing¹. Beau frere, nous vous mercions de l'onneur et grant chere que pour amour de nous vous avés fait à Bureau, dont il nous a escript et s'en est loué à nous.

CHARLES.

XXXIX (Fol. 37).

A mon très redoubté seigneur, monseigneur le roy.

Mon très redoubté seigneur, je me recommande à vous si très humblement comme je puis, et vous plaise savoir, mon très redoubté seigneur, que je ay receues à très grande plaissance de cuer voz très gracieuses lettres, lesquelles y vous a pleu à moy envoyer et escrire de vostre main, contenans comment vostre chambellain le sire de la Riviere vous a fait assavoir, que j'ay esté à Congnat à la journée, et mon très redoubté seigneur vous m'en merciez parmi voz dites lettres, qui est à vous une très grande humilité, quar à moy, qui sui tout vostre en corps et en chevance, més qu'il vous plesse, et qui suis tenuz de le estre et de faire touz voz plaisirs de tout mon pouvoir n'appartient mie à rendre mercis. Et mon très redoubté seigneur, je vous mercie, si très humblement comme je puis et de tout le cuer, de ce qu'il vous a pleu à escrire lesdites lettres de vostre main et le bien, l'amour et honneur que il vous plect de vostre benigne grace à moy faire et monstrier et de ce qu'il vous a pleu à moy faire assavoir de vostre bon estat, duquel vous m'avez faite très grande joie et plaissance. Je prie au Saint Esperit que par sa sainte grace il lui plaise ainssi touzjours faire bon et perseverer. Mon très redoubté seigneur, je vous supplie très humblement, que il vous plaise moy touzjours exploitier en toutes chouses et en touz lieux à vostre bon plaisir et moy mander et commander, comme celui qui suis et veul estre tout vostres et prest et appareillié de faire et obeir à touz voz mandemens et commandemens, en corps et en biens et de toute ma chevance et en touz cas très volentiers et de bon cuer, et s'il vous plect de le faire, vous me ferez très grant plaisir. Mon très redoubté seigneur, je envoie par devers vous mon amé et feal chevalier, messire Regnaut de Montleon, porteur de ces lettres, pour vous dire et exposer certaines chouses que je luy ay enchargé de par moy. Si vous suppli, mon très redoubté seigneur, si humblement comme je puis, que il vous plaise lui croire et adjouster foy en ce qu'il vous

1. 6 juin 1375. V. Froissart, éd. S. Luce, t. VIII, p. cxxv et 210.

dira. Et aussi ledit messire Regnaut a à faire par devers vous pour son fait; si vous plaise lui avoir pour recommandé et lui faire tout le bien que vous pourrez, quar il en a bien mestier, et c'est un chevalier qui vous a tousjours servi bien et loyaument et servira, se Dieu plaist, par le temps avenir. Mon très redoubté seigneur, je pry au Saint Esperit que par sa sainte grace il vous doint bonne vie et longue. Escript à Poitiers le xii^e jour de juing¹.

Mon très redoubté seigneur, je vous mercie tant humblement que je puis des gracieuses lettres que de vostre grace il vous a pleu à moy escrire de vostre main, et, mon très redoubté seigneur, en verité je suis prest touzjours devant toutes chouses de vous servir et obeir en tout ce qu'il vous plaira à moy commander, et pour Dieu, mon très redoubté seigneur, ne vous vuille desplaire se je n'ay escriptes ces lettres toutes de ma main, quar en verité je ay esté malade de fievre, et suy encore feuble, ainssi comme vous pourra dire ledit messire Regnaut, se il vous plest.

Vostre très humble et obeissent frere, le duc de Berry, JEHAN.

XL (Fol. 37 v^o).

(Copie.)

Jehan, filz de roy de France, duc de Berry et d'Auvergne, conte de Poitou, à nostre amé receveur de Poitou Estienne Daniel, salut. Nous vous envoions, ataché à ces presentes soubz nostre contresseel, le compte que vous avez fait à nostre amé et feal escuier de corps Leonet de Panevaire, nostre chastellain de nostre chastel de Lesignan, par lequel il nous est apparu, que il lui est dehu tant pour cause de ses gaiges et estat comme des gens d'armes et arballestiers, qu'il a euz et tenuz par nostre ordennance et retenues à la garde et deffense de nostredit chastel, depuis le premier jour d'octobre l'an LXXVIII derrenierement passé jusques au xiiii^e jour de ce present mois inclus, la somme de deux cens quatre vins quatorse frans d'or, dix solz tournois. Si vous mandons et commandons que ladite somme vous paieiez et delivrez à nostredit chastellain ou faites tant qu'il s'en tiengne pour contens. Et nous voulons et mandons que en rapourtant ces presentes et ledit compte atachié, comme dit est, avecques quittance de luy, ladite somme de ij^e iiij^x xiiij frans d'or x s. tournois soit allouée en voz comptes et rabatue de vostre

1. 12 juin 1375.

recepte senz contredit, par noz amez et feaulz les genz de noz comptes ou ceulz à qui il appartiendra, non obstans ordonnances, mandemens ou deffenses faites ou à faire au contraire. Donné en nostre cité de Poitiers, soubz nostre seel, le xiii^e jour de juing, l'an de grâce mil CCC LX et quinze. (Ainssi signées :) Par monseigneur le duc, monseigneur de Sanceurre et vous presens : B. DE NOCES.

XLI (Fol. 37 v^o A 38).

Copie du compte dont ci dessus est fait mencion.

Le compte de Leonet de Panevaire, chastelain et capitaine du chastel et ville de Lesignen.

Premierement,

Est deu audit capitaine, pour les gaiges de xxix homes d'armes et de x arbalestiers, qu'il tint durant le mois d'octobre pour la garde dudit chastel, tour, trompe et ville de Lesignen par le commandement et ordonnance de monseigneur de Berry et son conseil, chascun homme d'armes aux gaiges de xij frans pour mois et chascun arbalestier aux gaiges de viij frans pour ledit mois, montent tout, tant par les genz d'armes que par les arbalestiers, par ledit mois, iiij^e xxviij frans.

Item, est dehu audit capitaine, pour ses gaiges et estat, par ledit mois d'octobre, xxv frans.

Item, est dehu audit cappitaine, pour les gaiges de xxv homes d'armes, qu'il a tenu par les mois de novembre, decembre, janvier, fevrier, mars et huit jours du mois d'avril, en quoi sont compris v mois et viij jours, chascun home d'armes aux gaiges de xij frans pour chascun mois, montent lesdiz gaiges par lesdiz v mois et ix jours¹, mil v^e iiij^{xx} livres.

Item, est dehu audit cappitaine, pour les gaiges de viij arbalestiers, qu'il a tenuz à la garde dudit chastel et ville par lesdiz v mois et viij jours, par chascun mois à chascun arbalestier viij frans, montent par tout ledit temps, iij^e xxxvj l. xiiij s. iiij d.

Item, est dehu audit cappitaine, pour les gaiges de xj homes d'armes, qu'il a tenuz à la garde dudit chastel puis le ix^e jour d'avril au xiii^e jour de juing, l'un et l'autre inclus, en quoy sont compris deux mois et cinq jours, chascun home d'armes aux gaiges que des-

1. *Stc.*

sus, montent lesdiz gaiges par lesdiz deux mois et cinq jours, ij^c iiij^{xx} vj livres.

Item, est dehu audit cappitaine, pour les gaiges de iij arbalestiers par lesdiz ij mois et v jours, chascun arbalestier au pris de viij frans le mois, montent lij livres.

Item, est dehu audit cappitaine, pour ses gaiges et estat du premier jour de novembre jusqu'au xiiii^e jour de juing, l'un et l'autre inclus, en quel temps sont compris vij mois et xiiij jour, par chascun mois xxv livres, montent lesdiz vij mois et xiiij jours ix^{xx} v l. xvj s. viij d.

Somme toute des parties dessusdites dehuez audit cappitaine et chastellain ij^m viij^c iiij^{xx} xiiij l. x s.

Et sur les parties dessusdites a receu ledit cappitaine, par la main du receveur de Poitou, par sa quittance donnée le xv^e jour d'octobre, ij^c xl livres.

Item, a receu, par la main dudit receveur, par sa quittance donnée le xxviii^e jour d'octobre, c livres.

Item, a receu, par la main dudit receveur, par sa quittance donnée le derrenier jour d'octobre, xl livres.

Item, a receu ledit cappitaine dudit receveur, par sa quittance donnée le xxvii^e jour de novembre, iiij^c une livres.

Item, a receu ledit cappitaine dudit receveur, par sa quittance donnée le derrenier jour de decembre, iiij^c une livres.

Item, a receu dudit receveur, par sa quittance donnée le derrenier jour de janvier, iiij^c une livres.

Item, a receu ledit cappitaine, par la main de Jacmet Beyrieu, lieutenant du tresorier general de monseigneur, iij^c livres.

Item, a receu de Bonnet du Rieu, lieutenant dudit tresorier, par la main Robinet Malo, iij^c livres.

Item, a receu ledit cappitaine, par la main dudit receveur, par sa quittance donnée le xxiii^e jour d'avril, l'an LX et quinze, iiij^{xx} une livres.

Item, a receu dudit receveur, par sa quittance donnée le derrenier jour d'avril, cl livres.

Item, a receu, par la main Colas Mengin, en deux parties, lxx fr.

Item, a receu, par la main de Barthelomi de Noces, vj^{xx} frans.

Somme toute que ledit cappitaine a receu : ij^m v^c iiij^{xx} xix livres.

Ainssi reste, que il est dehu audit cappitaine, si comme il appert par les parties dessusdites, ij^c iiij^{xx} xiiij l. x s.

XLII (Fol. 38 v°).

*Copie de la nouvelle retenue des genz d'armes et arbalestiers
de Leonet de Panevaire.*

Jehan, filz de roy de France, duc de Berry et d'Auvergne, conte de Poitou, à nostre amé receveur de Poitou, Estienne Daniel, salut. Savoir vous faisons, que nous avons au jour[d'ui] retenu et retenons par ces presentes neuf hommes d'armes et trois arbalestiers, lesqueulx nous avons ordennez à nostre amé et feal escuier de corps et chastelain de nostre chastel de Lesignan, Leonet de Panevaire, pour yceulx tenir en sa compaignie à la garde et deffense de nostredit chastel, senz compter sa personne, aux gaiges, c'est assavoir, pour six d'iceulz hommes d'armes à chascun d'eulx, pour chascun mois, huit frans, et pour les trois autres hommes d'armes à chascun d'eulx, chascun mois, xij frans; et pour chascun des trois arbalestiers, chascun mois, six frans; et avons cassé et cassons toutes les autres retenues, qu'il avoit de nous, excepté celles de sa personne. Si vous mandons, etc. Donné en nostre cité de Poitiers, soubz nostre seel, le xiiii^e jour de juing, l'an de grace mil CCC LX et quinze. (Ainssi signé :) Par monseigneur le duc, monseigneur de Sancerre et vous presens : B. DE NOCES.

XLIII (Fol. 42).

(Copie.)

Jehan, filz de roy de France, duc de Berry et d'Auvergne, conte de Poitou, à nostre amé et feal tresourier general, Raymon Coustave, ou à Estienne Daniel, nostre receveur de Poitou, salut. Nous vous envoions atachié à ces presentes, soubz nostre contreseel, un roule ouquel sont contenues plusieurs parties par lesquelles et pour les causes et en la maniere contenue en icelles nous devons et sommes tenuz à nostre bien amé Phelippon Jaques, marchant de nostre cité de Poitiers, la somme de six cens frans. Si vous mandons et commandons que audit Phelippon Jaques vous paieiz et delivrez ou faites paier et delivrer ladite somme. C'est assavoir de l'imposicion de xij deniers pour livre à nous derrenierement octroyée en nostre pays de Poitou, ou faites tant qu'il s'en tiengne pour content; et nous voulons, etc. Donné en nostre cité de Poitiers, soubz nostre seel, le xiiii^e jour de juing, l'an de grace mil CCC LX et quinze. (Ainssi signé :) Par monseigneur le duc.

XLIV (Fol. 42 v° ET 43).

*Copie du roule dez parties qui sont deues à Phelippon Jaques,
dont ci dessus est faite mencion.*

Ce sont les parties qui sont deues à Phelippon Jaques, dont mencion est faite ou mandement atachié à ce present roule.

Premierement, de la despense de l'ostel monseigneur de Berry, demourant à paier du temps que Estienne Valée avoit le gouvernement de la chambre aux deniers, qu'il assigna sur Jehan le Breton, lors receveur de Poitou, par un roule signé de la main dudit Estienne, donné le viii^e jour de novembre, mil CCC LX et treze, en deux parties, appert par certificacion de Guillaume Seguin, secretaire de mondit seigneur, qu'il a extrait dudit roule et lesquelles nous avons faites rayer en ycellui roule, lxxix fr. vj s. vj d.

Item, est plus deu audit Phelippon Jaques, pour le conte dauphin, dont fu Jehan Garineau qui l'en promist à paier et dont ledit Garineau a certificacion avecques plusieurs autres sommes soubz le seing de Barthelemi de Noces, lieutenant de nostre tresorier, par certificacion de Hylaire Larchier, qui a ledit roule xxij fr. vj s.

Item, est plus deu audit Phelippon, qu'il presta contens, tant pour le fait des genz d'armes comme pour la despense contenue audit roule, que ledit feu Jehan Garineau avoit devers lui, par certificacion dudit Hylaire, iiij^{xx} frans.

Item, est plus deu audit Phelippon Jaques, pour le gouverneur de Blois, lors lieutenant de monseigneur à Poitiers, appert par certificacion escripte et signée de la main de Barthelot Amboin, clerc dudit gouverneur, donnée le ii^e jour d'octobre M CCC LXXIII, et dont monseigneur veult acquitter ledit gouverneur, quar mondit seigneur devoit audit gouverneur une grande somme d'argent pour composition à lui faite en bloc à cause des gaiges de lui et des gens d'armes de sa compaignie, dont le gouverneur n'eust onques denier, vj^{xx} xij frans.

Item, est plus deu audit Phelippon, pour deux larz pris et achaptez de luy, donnez aux gens d'armes de la bastide de Lesignen, dont il a mandement de monseigneur adroïçant au tresorier, donné le xxii^e jour de septembre, l'an CCC LXXIII, viij frans.

Item, est plus dehu audit Phelippon, pour Huet le Prevost, lors chastellain de Poitiers; appert par certificacion dudit chastellain donnée soubz son seel le derrenier jour d'avril M CCC LXXV, et que

monseigneur veult estre païé sur ce que il doit audit chastellain, si comme apperra par les lettres qu'il en doit avoir; et depuis Estienne Daniel, receveur de Poitou, en a eu quittance dudit Huet, et lui ont esté rabatuz au compte de ce que il lui estoit deu et dont il a mandement de monseigneur, auquel il en fait mencion, lxx frans.

Item, est plus deu audit Phelippon, pour deux pieces de vin de bouche, prises de lui par maniere d'emprunst, despensées en l'ostel de monseigneur ou mois d'octobre mil CCC LXXIII, non compté argent en ladite despense; appert par certificacion de Estienne Valée, existimé à xxxij frans.

Item, est plus deu audit Phelippon, pour autres deux pieces de vin, empruntées de luy ou mois de may M CCC LXXIII, non compté argent, despensées oudit houstel; appert par certificacion de Estienne Valée, lors maistre de la chambre aux deniers, existimé à xx frans.

Item, est plus deu audit Phelippon, pour les despens de deux beux, un cerf et les oiseaux dudit monseigneur, qu'il a gardez certain temps, si comme le maistre d'oustel l'a certiffié de bouche, xxviiij l. vij s., vj d.

Item, est plus deu audit Phelippon, pour viij pieces de vin prises de lui ou mois de may M CCC LXXV, dont il a cedula de Colas Mengin, vj^{xx} viij frans.

Somme : vj^e livres.

XLV (Fol. 40).

(Copie.)

Jehan, filz de roy de France, duc de Berry et d'Auvergne, conte de Poitou, à nostre amé et feal tresorier general Raymon Coustave, salut. Savoir vous faisons, que pièce nous recevismes nostre amé jardinier Jean de Montdorin aux fraiz, gaiges, despens de huit frans chascun mois, tant comme il demourroit à nostre service, senz ce qu'il eust de nous aucunes lettres de retenue, mes nous ordennasmes à nostre amé Estienne Valée, lors maistre de nostre chambre aux deniers, qu'il lui paiast chascun mois lesdiz gaiges et audit pris, lequel ne lui en paia denier, ne ne lui en fist compte depuis le mois de may l'an mil CCC LXXIII derrenierement passé, si comme il nous est apparu par la certificacion dudit Estienne Valée, laquelle nous avons atachiée avecques ces presentes soubz nostre contresseel, et par ainssi lui soient deuz sediz gaiges depuis ledit mois de may l'an LXXIII, excepté ce qu'il en a eu, c'est assavoir, par la main

Bonnet Nouel et Barthelemi de Noces, quarente frans, et par la main Jamet Beyrieu, vint frans, et depuis plus par la main dudit Barthelemi, quatre frans d'or. Si vous mandons et commandons que depuis ledit mois de may et dores en avant, tant comme il demourra en nostre service, vous lui faites son compte et paiement et audit pris et lui rabatez ce qu'il en a eu, comme dit est, et nous voulons, etc. Donné en nostre cité de Poitiers, le **xxi^e** jour de juing, l'an de grace mil CCC LX et quinze. (Ainssi signé :) Par monseigneur le duc :
B. DE NOCES.

XLVI (Fol. 43 v° et 44).

(Copie.)

Jehan, filz de roy de France, duc de Berry et d'Auvergne, conte de Poitou, à nostre amé et feal tresorier general Raymon Coustave, ou à son lieutenant, ou à nostre receveur de Poitou Estienne Daniel, salut. Comme ou mois de novembre l'an LXXIII derrenierement passé, nous eussions ordené et retenu nostre amé et feal chevalier et seneschal de Poitou, messire Perceval de Culoigne, à tenir certain nombre de genz d'armes en sa compaignie, pour aler et chevaucher par tout nostredit pais de Poitou, pour la garde et deffense d'icellui, et il solt ainssi que il a tenu, si comme il nous a juré par sa foy et serement, certain nombre de genz d'armes en sa compaignie, senz compter sa personne. C'est assavoir, pour un mois qui commença le vi^e jour dudit mois de novembre, iiij chevaliers et xl escuiers et pour un mois qui commença le vii^e jour de decembre ensuivant, vij chevaliers et lij escuiers; et pour un mois qui commença le vii^e jour de janvier ensuivant, lix hommes d'armes, où il avoit compris vij chevaliers et lij escuiers; et pour un mois qui commença le vii^e jour de fevrier ensuivant, iiij chevaliers et xv escuiers; item, un chevalier et iiij escuiers, qu'il mena en sa compaignie avecques nous en la ville de Thoars¹, ou mois de may derrenierement passé, pour nous acompaigner derrenierement, quant nous y fusmes par l'espace de viij jours, si comme de ce nous vous certiffons; et pour les gaiges de iiij chevaliers et xx escuiers pour autres viij jours, qu'il tint et mena avecques nous à la journée devant Cognac, oudit mois de may derrenierement passé, si comme de ce aussi nous vous certiffons. Pour les gaiges desquelles genz d'armes il lui est dehu par toutes les parties dessusdites et pour tout ledit temps, si comme

1. Thouars, Deux-Sèvres, arrondissement de Bressuire.

nous avons fait faire le compte avecques lui par les genz de nostre conseil et les genz de noz comptes, au pris de xxx frans pour mois pour chascun chevalier et de xv frans pour chascun escuier, ij^m. viij^e. vj. frans, dont il a eu par la main de Bonnet du Rieu vostre lieutenant tresorier, mil frans, et de la reste nous avons fait composition et accordé avecques lui en la somme de douze cens cinquante frans à prendre et avoir de nostre receveur de Poitou par la maniere qui s'ensuit : c'est assavoir, que de certainnes forfaitures et exploiz, que nostredit sénéchal a receuz en nostredit pais de Poitou, il comptera à vous receveur, et ce qu'il en aura receu, nous voulons qu'il soit et torne à acquit de ladite somme de xij^e cinquante frans, et le surplus, de la recepte de vous receveur tant ordinaire comme extraordinaire, jusques au parfait de ladite composition et des premiers deniers que nostredit receveur en recevra, soit de imposicions, rachaps ou autrement. Si vous mandons, etc. Donné en nostre cité de Poitiers, soubz nostre seel, le xxix^e jour de juing, l'an de grace mil CCC LX et quinze. (Ainssi signé :) Par monseigneur le duc, monseigneur de Sanceurre et vous presens : B. DE NOCES.

XLVII (Fol. 44 ET 45).

(Copie¹.)

Jehan, filz de roy de France, duc de Berry et d'Auvergne, conte de Poitou et lieutenant de monseigneur le roy esdiz pais et en plusieurs autres, savoir faisons à touz presens et à venir, nous avoir receu la humble supplicacion de Guillaume de Cerlede, à maintenant demourant boyer à Cebazat², avecques messire Pierre Baysse, chanoine dudit lieu, contenant, que, ung jour nagaires passé, qui a esté au mois de juillet derrenierement, lidiz suppliant comme boyer loiés dudit messire Pierre, avecques ung char à beufs, admenoit et charreoit de certains champs, estanz hors de ladite ville de Cebazat, une charreté de gerbes de froment en une grange que lidiz messire Pierre tient en ladite ville de Cebazat, et en passant parmi ladite ville et près de la maison de Saint Esperit dudit lieu, ladite charreté de gerbes si fist cheoir dessus ladite maison une table de pierre sur une femme encienne, qui en la rue joignant de ladite maison se

1. L'orthographe de cette pièce, comme l'écriture, diffère un peu de celle de la majeure partie du registre; peut-être n'est-elle point de la main de B. de Noces; la même remarque s'applique aux n^{os} XXIV, XXV et XXXVIII.

2. Cébazat, Puy-de-Dôme, arrondissement et canton de Clermont-Ferrand.

gisoit malade, nommée Margot de Saint Esperit, laquelle en cheant, comme dit est, brisa ung des bras et une des jambes de ladite Margot, ledit suppliant se ignorant et estant senz coulpe, comme cilz qui de ce ne se advisoit. Est advenu, que tant par lesdites bleceures, comme par la maladie que ladite femme avoit paravant et comme par la ancienneté et mauvais gouvernement d'icelle, ycelle femme, dans cinq jours emprès, est alée de vie à trespassement, et comme lidit suppliant, comme dit est, dudit cas soit senz coulpe, doubtans rigueur de justice, jassoit ce que ladite femme en sa derreniere volenté ait desencusé et quitté ledit suppliant du cas dessusdit, se soit absentez de ladite ville, liquieulx onques mais ne fu repris de aucun mauvais blasma ne repprouche, suppliant que pour Dieu et en pitié nous plaise à lui pourveoir de nostre gracieux et miséricordieux remede. Nous inclinans à la supplicacion d'icellui suppliant comme pitable, audit suppliant de grace especial, certaine science et auctorité royal, dont nous usons en ceste partie, le fait et cas dessusdit avecques toute peinne corporelle, criminelle et civile, que pour ceste cause pourroit envers monseigneur le roy et nous avoir encouru, avons quitté, remis et pardonné, etc. Donné soubz nostre seel, ou mois d'aougst, l'an de grace mil CCC LX et quinze. (Ainssi signé :) Par monseigneur le due à la relacion de son conseil : B. DE NOCES.

XLVIII (FOL. 34 ^{vo} ET 32).

Le vidimus du don que le roys Jehans fist à monseigneur de Berry¹.

Universis presentes litteras inspecturis, et audituris, Ascelinus de Machis secretarius ac tenens sigillum domini nostri ducis Biturie et Alvernie in Alvernia constitutum, salutem in domino. Noveritis quod nos, vidimus, tenuimus, legimus, legi et perlegi fecimus quasdam patentes litteras sigillo curie cancellarie Montisferrandi sigillatas, tenorem qui sequitur continentes.

Universis presentes litteras inspecturis et audituris, Oliverius Maluerii, burgensis Montisferrandi, tenens sigillum excellentissimi principis domini Johannis, regis Francorum filii, ducis Biturie et Alvernie apud Montemferrandum in Arvernia constitutum, salutem

1. Nous omettons cette chartre du roi Jean, relative à l'apanage de son fils Jean, dont le texte a été publié dans les *Coutumes d'Auvergne* de Chabrol, t. I, p. cxix. — Un exemplaire du vidimus d'Olivier Matuer est aux archives municipales de Clermont, fonds de Montferrand.

in domino. Noveritis quod nos vidimus, legimus et de verbo ad verbum transcribi fecimus quasdam patentes litteras magno sigillo regio cum cera viridi a laqueo de serico sigillatas, tenorem qui sequitur continentes.

Johannes Dei gracia Francorum rex ad perpetuam rei memoriam, cum¹ persone preclari generis, etc.

Datum Bolonie, anno domini millesimo CCC^{mo} sexagesimo, mense octobris. Per regem : MELLO.

In cujus visionis et transcripture testimonium dictum sigillum, quod tenemus, hiis presentibus litteris, vidimus seu transcripto apponi fecimus et appendi. Actum et datum, die Mercurii quinta decima die februarii, anno domini millesimo CCC^{mo} sexagesimo.

In quarum litterarum visionis et inspeccionis testimonium, sigillum predictum hiis litteris presentibus duximus apponendum. Actum et datum die xvi^o maii, anno domini millesimo CCC^{mo} septuagesimo quinto. (Ainssi signé :) CHANTAGRELLI. Facta est collatio.

XLIX (FOL. 33 ET 34).

Le vidimus de l'acort darrenierement fait entre le roy et monseigneur de Berri².

Universis presentes litteras inspecturis et audituris, Ascelinus de Machis, clericus, secretarius ac tenens sigillum excellentissimi principis domini Johannis, Biturie et Arvernie ducis, in Arvernia constitutum, salutem in domino. Noveritis, quod nos vidimus et de verbo ad verbum legi seu transcribi fecimus quasdam vidimus litteras sigillo prepositure Langiaci³ sigillatas, quarum tenor sequitur et est talis.

Universis presentes litteras inspecturis et audituris, Beraudus Olearii tenens sigillum excellentissimi et potentis principis, domini nostri Biturie et Arvernie ducis, in prepositura Langiaci in Arvernia constitutum, salutem in domino. Noveritis quod nos vidimus, legimus, tenuimus et de verbo ad verbum transcribi fecimus quandam litteram in pergamento scriptam et sigillo curie Castelleti Parisiensis cum cera viridi in pendente sigillatam, non rasam, non cancellatam, nec in

1. Le texte porte *dum*.

2. Cette pièce, relative à la juridiction des juges royaux dans les apanages du duc de Berri, a été publiée dans le recueil des *Ordonnances*, t. VI, p. 96. Il suffit de renvoyer à l'édition.

3. Langeac, arrondissement de Brioude (Haute-Loire).

aliqua sui parte suspectam, sed omni fraude et suspensione carentem, tenor sequitur et est talis.

A tous ceuls qui ces lettres verront, Hugue Aubriot, chevalier, garde de la prevosté de Paris, salut. Savoir faisons, que nous, le jeudi viii^e jour de mars, l'an de grace mil CCC LX et quatorze, veismes unes lettres seellées en laz de soie et de cire vert du grant seel du roy nostre sire, contenant la forme que s'ensuit :

« Charles, par la grace de Dieu roy de France, savoir faisons à touz presens et à venir, nous avons receu la requeste ou supplicacion à nous faite et bailliée de la partie de nostre très chier et très amé frere le duc de Berri, etc. Donné à Paris, le tiers jour de mars, l'an de grace mil CCC LX et quatorze et de nostre regne l'onzieme. (Et estoient signées) : Par le roy : H. D'AUNOY. »

Et nous ad ce present transcript avons mis le seel de la prevosté de Paris. Ce fu fait l'an et le jeudi huit jours de mars dessusdiz. (Sic signatum) : PATRIGNON. Collation faite.

In quarum quidem visionis, lecture et inspectionis litterarum predictarum testimonium huic presenti transcripto, seu vidimus, facta prius per noz diligenter collacione cum originali earumdem litterarum, sigillum regium olim in prepositura Langiaci constitutum, in absentia dicti domini nostri ducis, duximus apponendum. Actum et datum die xxviii^a mensis aprilis, anno domini M CCC septuagesimo quinto. (Sic signatum in earum margine) : facta est collatio per me Johannem de Albergeriis? de dictis litteris cum originali earumdem.

In quarum visionis et lecture testimonium, hiis presentibus litteris dictum quod tenemus sigillum duximus apponendum. Actum et datum die Mercurii post estivale festum beati Nicholay, anno domini millesimo CCC^{mo} septuagesimo quinto. (Ainssi signé) : CHANTAGRELLI. Facta est collacio.

L (Fol. 52 v^o).

Il est dehu à messire Hugue de Froideville, mareschal d'Auvergne, pour compliment des gaiges de lui et des gens d'armes de sa compagnie, desservis es guerres de Poitou, soubz le gouvernement monseigneur de Berry, de tout le temps passé et pour cause de son estat à lui ordené par mondit seigneur, six vins frans d'or, et ce nous, Bonnet et Barthelemy de Noces, lieutenant du tresorier de mondit seigneur, certiffions par ceste cedula donnée et signée de noz mains, le xvi^e jour de décembre, l'an mil CCC LX et treze.

C'est assavoir, qu'il a perdue ladicte certification, et pour ce elle eue refaite, et doit estre de nulle valeur si elle est trouvée.

LI (Fol. 45 v°).

*Copie d'unes lettres de Jehan de Lussan
et de messire Loys de Saint-Julien.*

Jehan, filz de roy de France, duc de Berri et d'Auvergne, conte de Poitou, à nostre amé et feal tresourier general, Raymon Coustave, salut. Comme nous eussions baillié par manière d'ascence à nostre amé et feal chevalier et chambellan, messire Loys de Saint-Julien, le chastel et terre du Blant¹ à trois ans, pour la somme de viij^e frans, que deus lui estoient par certaines causes, lequel chastel et terre il n'a tenu que un an et demi, escheu au terme de Noël prochain venant, qui monteroit quatre cens frans, et par ainssi lui seroit deu encores autres iiij^e frans, et nous aions autrement ordené dudit chastel et terre et mis hors dudit nostre chambellan, et par ainsi sommes tenus de lui paier et randre ladite somme de iiij^e frans, et sur ce il nous ait donné à entendre, que il est tenus et obligiez à nostre amé et feal chambellan Jehan de Lussan, capitaine et chastellain de nostre chastel de Civray², en certaine et grosse somme d'argent, et nous ait humblement supplié et requis, que d'icelle somme de iiij^e frans le vuillions acquitter envers ledit Jehan de Lussan; savoir vous faisons, que aujourd'hui, de nostre commandement ou nostre priere, ledit Jehan de Lussan acquitte ledit messire Loys de ladite somme de iiij^e frans et s'en est tenus pour contens, et nous acquitte ledit messire Loys de ladite somme de viij^e frans, si comme vous apparra par sa quittance, et par ainsi sumes tenus de paier et randre audit Jehan de Lussan ladite somme de iiij^e frans; si vous mandons et comandons que icelle somme de iiij^e frans vous paieiez et délivrez audit Jehan de Lussan, etc. Donné en nostre chastel de Mehun sur Yèvre, souz nostre seel, le xv^e jour de décembre, l'an mil CCC LX. (Ainsi signées :) Par monseigneur le duc, presens monseigneur de Sancerre et vous : C. MENGIN.

LII (Fol. 46).

Copie d'unes lettres de messire Jehan de Bueil.

Jehan, filz de roy de France, duc de Berri et d'Auvergne, conte de Poitou, à Estienne Daniel, nostre receveur de Poitou, ou à son lieu-

1. Le Blant, Indre, chef-lieu d'arrondissement.

2. Civray, Vienne, chef-lieu d'arrondissement.

tenant, salut. Nous vous mandons et commandons que, des deniers qui sont issus ou ystront du fait de la recherche des feux de nostredit pais de Poitou, vous paieiez, bailliez et délivrés à nostre amé et feal chevalier et chambellan, messire Jehan de Bueil, la somme de six cens frans d'or, en quoy nous lui sumes tenus pour reste de mil frans d'or, que nous lui devions pour un prisonnier anglois, que nous eusmes japieça de lui, et lequel prisonnier nous meismes à nostre prouffit, et en ce gardez qu'il n'y ait aucune faulte... Donné en nostre chastel de la Sale¹ souz nostre seel, le xviii^e jour du mois de decembre l'an mil CCC LX et seze. (Ainsi signé :) Par monseigneur le duc : J. LE MASLE.

Et au dos de ladite lettre estoit escript ce qui s'ensuit : « Les gens du conseil de monseigneur le duc commis sur le fait de ses finances : Tresorier, accomplissez ou faites acomplir par le receveur de Poitou le contenu au blant, en adnullant toutes autres lettres de mondit seigneur, qui sur ce auront esté données audit messire Jehan de Bueil, et par maniere que monseigneur soit quitte tout entierement de toute la somme, car les iij^e frans lui furent bailliés par la main de Jehan le Mercier, sur ce qu'il devoit à mondit seigneur à cause des gages de iij^e hommes d'armes, que monseigneur souloit tenir en Poitou souz le gouvernement du roy et dont Bonnet du Reu doit tenir le compte pour mondit seigneur². Donné souz noz signés, le xxv^e jour de janvier, l'an mil CCC LX et seze. »

LIII (FOL. 46 v^o ET 47).

*Copie des lettres de commission de Pierre Beirieu,
receveur des acqués et finances en Auvergne.*

Charles, par la grace de Dieu roy de France, à tous ceulz qui ces lettres verront et orront, salut. Savoir faisons que, comme es pais d'Auvergne, de Berri et de Poitou soient plusieurs gens d'eglise, qui ont fait plusieurs aquests ou temps passé et les tiennent, combien que faire ne le puissent sens estre de nous admortiz et nous en paier finance, et aussi y soient plusieurs non nobles, qui y ont acquis et tiennent fiez nobles et arrièresfiez, que faire ne peuvent sens nous en paier finance, comme dit est ; nous, pour aidier à nostre très chier frere, le duc de Berri et d'Auvergne, conte de Poitou, à supporter les grans frais et missions que lui convient faire et soustenir, tant pour

1. La Salle, Cher, près de Bourges.

2. En marge : « Nota. Sur Poitou, les iiii^e frans. »

contraster à plusieurs malfaiteurs qui tiennent aucunes forteresses occupées en son pais, comme autrement en plusieurs manieres, lui avons donné et octroïé de grace especial et, par la teneur de ces presentes, donnons et octroions le prouffit qui ystra de cy jusques à deux ans de tout ce en quoy lesdites gens d'eglise, exemps et non exemps, et les non nobles desdis pais nous sont et peuent estre tenus à cause des finances desdis acquests, fais par eulz esdis pais ou temps passé et qu'il y seront jusques à iceulz deux ans prochain venans, ou cas qu'il ne nous auroient ja, ou à noz gens pour nous, païé finance pour lesdis acquests et que par nous ne seroient aillieurs assignez ; lesquelles finances non païées ou assignées seront levées et les deniers et prouffis receus par noz commissaires de nostre auctorité et droit royal et par iceulz delivrez et bailliez à nostredit frere, gardées en tout les ordenances et instruccions faictes sur ce, selon lesquelles nous voulons ceulz qui auront païé ou finé ou prouffit de nostredit frere par ladite maniere demourer du tout quittes, comme se ce feust tourné à nostre prouffit, et lesquelz nos commissaires demouront chargiez et tenus d'en rendre compte et raison en nostre chambre des comptes à Paris pour lesdites années, en la fin de chascune, lesquelles deux années acompliez ces presentes seront et demouront expirées et de nul effect es choses qui n'auroient esté exploictées, finées et levées. Et, pour contraindre de par nous lesdites gens d'eglise et non nobles du pais d'Auvergne à paier ce qu'ils devront pour les causes dessus-dites, selon lesdites ordenances et instruccions, avons commis et mettons par la teneur de ces lettres Estienne du Chastel, et pour les recevoir, baillier et delivrer à nostredit frere ou à son certain commandement, Pierre Berieu, de la loyauté desquelz nous avons eu les relacions de plusieurs dignes de foy, à telz gages comme nostredit frere leur ordenera à prendre sur lui, et leur avons donné et donnons, et à chascun d'eulz, pouvoir et auctorité de faire ce que à sondit office appartendra. Si donnons en mandement, etc. Donné à Chasteau-Thierry, le III^e jour de novembre, l'an de grâce mil CCC LXXVI et le XIII^e de nostre regne. (Ainsi signé :) Par le roy : Yvo.

LIV (Fol. 47).

Les gens des comptes du roy nostre sire à Paris. Estienne du Chastel et Pierre Berieu, nous vous mandons de par ledit seigneur et de par nous et à chascun de vous, si comme à lui appartendra, que le contenu ès lettres du roy, nostredit seigneur, lesquelles nous vous envoions atachées à ces presentes souz l'un de noz signez, vous ente-

rinez et accomplissez selon leur fourme et teneur, pourveu que vous soiez diligens et que vous venez compter pardevant nous en la fin de chascune des deux années, dont mencion est faicte esdites lettres, et gardez qu'il n'y ait deffaut. Escript à Paris, le xxv^e jour de février, l'an mil CCC LXXVI. (Ainsi signé :) PLANCY.

Et est assavoir, que semblables lettres royaulx et de la Chambre des comptes, c'est assavoir pour faire l'office et enquerir lesdites finances, excepté de les recevoir, ont esté bailliées à Estienne du Chastel, lequel a esté sur ce commis par le roy nostre sire.

LV (Fol. 47 v^o ET 48).

*Copie de la commission dudit Pierre par monseigneur
sur les finances.*

Jehan, filz de roy de France, duc de Berri et d'Auvergne, conte de Poitou, à tous ceulz qui ces presentes lettres verront et orront, salut. Comme monseigneur le roy, par ses lettres ouvertes, seellées de son seel à queue double, nous ait donné et octroïé de grace especial le proufit de toutes les finances qui istront des acquests, qui ont esté fais ou temps passé par les gens d'eglise en nostre pais d'Auvergne, etc.¹. Savoir faisons, que nous, conflans du sens, loiauté et diligence dudit Pierre Berieuf, et pour ce que toutes lesdites finances se puissent lever plus seurement et à moins de coux et frais, ycellui Pierre avons ordené et commis, ordenons et commettons par ces presentes nostre receveur de nozdites finances, et pour lesdites deux années, et lui avons tauxé et tauxons de gages, pour chascune année et pour lesdis deux offices, six vins frans d'or, et aus autres proufis et esmolumens à ce appartenans et acoustumez... Donné souz nostre seel, le vi^e jour du mois de may, l'an de grace mil CCC LX et dix-sept.

LVI (Fol. 48).

Copie de la taxation des gages de Estienne du Chastel.

Jehan, filz de roy de France, duc de Berri et d'Auvergne, conte de Poitou. A tous ceulz qui ces presentes lettres verront, salut. Comme monseigneur le roy nous ait donné toutes les finances à lui appartenant pour cause des acquests qui ont esté et seront fais au pais d'Auvergne de tout le temps passé et pour deux ans advenir; c'est assavoir

1. Le duc rappelle le contenu des lettres de Charles V qui viennent d'être publiées sous le n^o LI.

tout ce qui desdites finances pourra estre levé par lesdites deux années, si comme par les lettres de mondit seigneur sur ce faictes puet plus à plain apparoir, et pour contraindre et compellir ou faire contraindre et compellir ceulz qui sont et seront tenuz à paier desdites finances et faire toutes les choses qui en ce fait appartendront à faire et à nostre prouffit, mondit seigneur ait commis nostre amé et feal Estienne du Chastel à telz gages, comme nous lui voudrions ordener. Savoir faisons, que pour ce que audit office il convendra audit Estienne avoir grant peine et travail, à icellui avons ordené et taxé, ordennons et taxons par ces presentes, pour cause de ses gages de chascun an, la some de six vins frans d'or, oultre les autres prouffits et esmolumens qui deuement lui appartendront à avoir audit office. Si donnons en mandement, etc. Donné souz nostre seel, le vi^e jour de may, l'an de grace mil CCC LXXVII. (Ainsi signées :) Par monseigneur le duc à la relacion de son conseil, auquel vous, le seneschal d'Auvergne et le tresorier de monseigneur estiez : NOCES.

LVII (Fol. 49).

Copie des lettres de monseigneur le duc de Berri et d'Auvergne, conte de Poitou, souz le seing de Bernart de Chinon de Florence, demourant à Paris, dez joiaux que mondit seigneur lui a baillés en gages, pour la somme de vj^m ij^e frans d'or, qu'il a prestés à mondit seigneur, et dez parties comment il a délivré ladite somme, qui sont atachées es lettres de mondit seigneur, dont la teneur s'ensuit :

« Nous, Jehan, filz de roy de France, duc de Berri et d'Auvergne, conte de Poitou, cognoissons et confessons devoir et loyaument estre tenuz à Bernart Chinon de Florence, merchant demourant à Paris, en la somme de six mile deux cens frans d'or, qu'il nous a prestée à nostre très grant besoing, pour laquelle somme ledit Bernart a et tient de nous, que nous lui avons aujourd'uy baillés et délivrés par maniere de gage les joiaux qui s'ensuivent. Premièrement, un chapel d'or garni de perles et piererie, ouquel a sept euvres, et en tout ledit chapel a esdites euvres quarante et six perles, cent et quatre balaiz, quatre grans esmeraudes et dix-neuf saffirs. Item, un fermail d'un aigle d'or à cinq balaiz, quatre saffirs, quatre esmeraudes, seze dyamans et dix neuf perles. Item, un chapel de perles et piererie, à quatre vins cinq grosses perles, dix et sept balaiz, dix et sept saffirs et le champ de menues perles. Item, une courroie à coquilles d'or, garnie de perles et piérierie, où il a cent dix neuf perles et cinquante et trois balaiz et cinquante et trois saffirs de compte. Item, un grant chapel

d'or à quatre grans balaiz, deux gros saffirs et deux esmeraudes, senz perles. Item, un rubis fin assis en un anel d'or. Item, viij balaiz et neuf saffirs hors d'euvre. Item, une couronne à huit florons et huit euvres, esquieulx florons et euvres et en autres euvres a onze saffirs, douze balaiz, huit esmeraudes, quarante grosses perles esdis florons et soixante et quatre perles de compte en euvres et plusieurs petis saffirs et grenas entre les euvres. Item, un chapel d'or à huit balaiz, dix saffirs et quatre vins une perles grossetes. Desquieulz joyaux ci dessus desclarés nous avons copie par maniere d'inventoire souz le seing dudit Bernart, laquelle somme de vj^m ij^c frans d'or dessus contenue nous promettons paier et rendre oudit Bernart, ou à son certain commandement, dedens le jour de la S. Jehan-Baptiste prouchain venant, et, ou cas que dedens ledit jour ycellui passé ledit Bernart n'auroit esté païé ou agréé de ladite somme et que il ne nous voudroit donner plus long terme, nous avons voulu et voulons que il puisse et luy loise mettre et engager nozdis joyaux, là où il luy plaira, jusques à ladite somme de vj^m ij^c frans, à noz fraiz et despens, au moins de dommage pour nous qu'il pourra. Et est assavoir que ledit Bernart nous a rendus certains joyauz que pieça lui avions baillez en gage pour certaine somme d'argent, que lors il nous presta comptée et comprise en la somme dessusdite. Donné à Paris, souz nostre seel, le xxxix^e jour de janvier, l'an mil CCC LX et seze. Les parties des vj^m ij^c frans d'or dessusdis sont plus ad plain contenues en un role ataché à ces présentes souz nostre contresseel, donné comme dessus. (Ainsi signées :) Par monseigneur le duc, presens monseigneur le conte de Sancerre et vous : B. DE NOCES.

LVIII (Fol. 49 v^o ET 50).

Ci après s'ensuivent les parties dont ledit Bernart a respondu pour mondit seigneur et baillé comptant.

Premierement à Symon de Dampmartin, pour un fermaillet d'or et à perles et pour un reliquiere des reliques de Sainte Katerine, que monseigneur a donné à madame d'Orliens, iiij^{xx} frans.

Audit Symonet, pour un gobelet et une aiguiere d'argent dorée, pesans vij mars ij onces et demye, que monseigneur a donné à Mayet de Bellay, escuier de madame d'Orliens, à x frans le marc, lxxiiij fr. ij s. vj d. t.

Audit Symonet, pour xxiiij grans tasses d'argent dorées, pesans lxxiiij mars iiij onces, oudit pris de x frans chascun marc, valans vij^c xlv frans.

Audit Symonet, pour xij gobellés à ij couvercles d'argent, dorés, pesans xij mars une once et demye, à x frans chascun marc, valans cxxxj fr. xvij s. vj d. t.

Audit Symonet, pour un gobellet et une aiguiere d'argent, dorés, pesans v mars, iij onces, à x frans le marc, valans liij fr. xv s. t.

Audit Symonet, pour un gobellet et une aiguiere d'or pesans iiij mars vij onces xvij esterlins obole, iij^e lx frans.

Audit Symonet, pour xlvij escuelles et vj plas d'argent, pour la cuisine monseigneur, pesans ciij mars, ij onces, ix esterlins et demi et iiij grans plas pesans xxxij mars iiij onces v esterlins, ainsi en ceste partie vj^{xx} xv mars vj onces xiv esterlins, qui valent à vj frans le marc, viij^e xv fr. vj d. t.

Audit Symonet, pour vj gobellés d'argent, pesans vj mars une once, lesqueulz monseigneur a donnés à Herpin, son valet de chambre, à vij frans le marc, valans xlix frans.

Audit Symonet, pour les coffres et estuis dez tasses et gobellés dessusdis, vij frans.

Item, a plus respondu ledit Bernart pour monseigneur, pour une lettre close signée de la main de monseigneur, donnée à Riom le viii^e jour de mars, l'an M CCC LXV, à Huguenin de Joudy, dont ledit Bernart avoit un rubiz de monseigneur en gage, que il a depuis rendu à mondit seigneur, lequel monseigneur luy envoya lors par ledit Huguenin, iij^e frans.

Item, a plus respondu ledit Bernart par ladite lettre à Francequin Tron de Venise, xxx frans.

Item, a plus respondu à Jehan Criblier, escuier d'escuirie de monseigneur, pour une autre lettre de mondit seigneur, donnée le xi^e jour de novembre, sur un roussin que monseigneur a pris de luy et donné au filz d'Arpin, vj^{xx} frans.

Item, a respondu ledit Bernart à deux merchans de Paris, pour joyaux que monseigneur a faiz prendre et achater d'eulz et donné es femes de maistre Guy de Domp martin et de Jehan filz d'Arpin, dont monseigneur lui envoya un rubiz pour enseigne pour ledit Harpin, que il a depuis rendu, viij^{xx} frans.

Item, pour appareiller la centure monseigneur, ij fr. xiiij s. x d. t.

Item, que il a baillé audit Symonet de Damp martin, v^e frans.

Item, pour rubiz que monseigneur achata dudit Bernart, ij^e frans.

Item, en argent comptant, que il a baillé à Barthelomi de Noces, pour bailler à Colas Mengin, maistre de la chambre auz deniers de monseigneur, pour la despense de son hostel, ij^m cxxj frans et demi.

Item, que monseigneur a donné audit Bernart pour certaines causes, qui ad ce l'ont meu, v° frans.

Item, que ledit Bernart a baillé pour perles à Cendre le broudeur, lxxix frans.

Somme toute des parties dessus contenues : vj^m iij^o xxvij fr. iiij s. iiij d. t., dont se rabat pour v platz et iiij escueles d'argent pesans xxxij mars une once, que ledit Simonet a eu de la vielle vaisselle de monseigneur en deduccion et rabat de ce que lui est deu par les parties dessusdites à v frans iij quarts le marc, valent vj^{xx} vij fr. iiij s. iiij d. t. Ainsi reste six mille deux cens frans d'or, lesquieulz joyaux nommés et desclarés és lettres de mondit seigneur ci dessus, dezzuelles ledit Bernart a l'original, ycelui Bernart les a confessé avoir eu et receu de mondit seigneur, pour les causes contenues plus à plain esdites lettres. Et en tesmoing de ce, ledit Bernart a mis son nom de sa propre main au rôle dont c'est la copie, le premier jour de février, l'an mil CCC LX et seze¹.

BERNART DE CHINO.

LIX (Fol. 54).

Copie des joyaux et vaisselle de monseigneur, que messire Jaques Troussseau, Colas Mengin et Jehan le Masle ont baillés à Precieuse² la juive, pour l'argent qu'elle leur a presté, par la maniere que s'ensuit et dont ledit Mengin a baillé à moy les memoires signées de ladite juive, dont j'ay extrait lesdites copies.

Ce sont les joyaux baillez à Precieuse la juive, demourant à Paris, par messires Jaques Troussel et Colas Mengin, present Jehan le Masle, pour la somme de sept cens frans, que ladite Precieuse a baillez és dessusdis messires Jaques et Colas comptans, le dimenche, viii^e jour de mars, mil CCC LXXVI.

Premierement, un espinglier d'or à mirouer à iiij balaiz, viij petis diamanz, un camayeux et dessous un petit saffir, iiij grosses perles et xx autres perles à l'entour.

Item, une bouteneire de perles à vj boutons à façon de rozes et ou milieu un cine de perles.

Item, une coiffe de perles semée de saffirs, balaiz et de assés

1. Le ms. porte : « mil CCC LXX et seze. »

2. Il est question de Précieuse la Juive dans les extraits des Journaux du Trésor publiés par M. H. Moranvillé dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. XLIX, p. 375.

bonnes perles et ou frontel a sur un ruban d'or iiij balaiz, iiij saffirs, à viij euvres de perles, en chascune euvre, vij grosses perles et auz deux bouz dudit frontel deux euvres de perles moyennes, chascune euvre de vij perles et xvij autres grosses perles entre lesdites euvres.

Item, un ruban d'or, où il a deux balaiz et lxx grosses perles.

Item, un autre ruban d'or, où il a v balaiz, iiij saffirs et iiij^{xx} une perles grosses.

Item, un autre ruban d'or, où il a vij balaiz et cxv grosses perles.

Item, un chapel assis sur brouderie, où qu'il a xj euvres de perles en maniere de rozes et xj croix de perles.

Et est assavoir, que ladite Precieuse doit tenir lesdis joyaux jusques au premier jour de may mil CCC LXXVII, où il a sept sepmaine; pour chascune sepmaine de courtoisie, les c frans pour xxiiij s. p.; ainsi montent les vij^e frans pour vij septmaines, lxxiiij frans d'or¹. Et ou cas que par deffaut de paiement, il tiendrait lesdis joyaux outre ledit terme, l'en luy paiera ou pris dessusdit. Et est assavoir que lesdis joyaux sont dedens un cuevrechief seellé du seel dudit messire Jaques, plaqué à ceste cedula l'an et le jour dessusdis; et supposé que l'en paiast ladite somme devant ledit premier jour de may, si sera elle païée pour le temps dessusdit. Donné comme dessus et sont bons les gages de ce qu'il y a dessus.

Ceste copie estoit signée de la main de ladite juive.

LX (Fol. 54 v^o).

(Autre copie signée de ladite juive.)

Ce sont les joyaux et vaisselle d'argent dorée baillés à Precieuse la juive, demorant à Paris, par messires Jaques Trouseau, Jehan le Masle et Colas Mengin, pour la somme de vij^e frans d'or, qu'elle leur a baillée et délivrée lundi, ix^e jour de mars, l'an mil CCC LXXVI.

Premierement, un chapel de perles à xvj croissans d'assés bonnes perles et perles de compte.

Item, un tabel d'or en maniere d'un roc, ou milieu et l'imaige Nostre Dame et auz deux bouz Saint Michel et Sainte Katerine.

Item, un fermail d'or en façon d'une corne de cerf, ouquel a deux balaiz, vij gros dyament, une grosse perle, ou milieu une teste de mor, ouquel fermail se tient un petit croissant d'or à dyament plat.

1. Le duc empruntait ainsi au taux de 78 pour cent par an.

Item, une grant nef d'argent dorée.

Item, flacons d'argent dorés et quatre bouteilles d'argent, dont les deux sont dorés et les autres deux esmailliez.

Et est ladite vaisselle en un grant sac et les joyaux en un cuevre-chief seellé dudit messire Jaque. Et est assavoir, que elle doit tenir les choses dessusdites jusques au premier jour de may prouchain venant, où sont contenu sept septmaines, et doivent avoir de courtoisie pour chascune septmaine franc et demi pour cent, qui monteront pour sept septmaines, lxxij frans demi, dont il seront païé, supposé que il fussent païé avant ledit terme; et se plus les tiennent par default de paiement, il auront de courtoisie ou pris dessusdit, pour tant de temps comme il les tiendront¹; et avons promis de faire valoir lesdis joyaux et vaisselle jusques à ladite somme.

LXI (Fol. 52).

(Autre copie signée de ladite juive.)

Sur la somme de cent frans, que Precieuse la juive, demourant à Paris, a baillés et delivrés à messires Jaques Trousseau, Jehan le Masle et Colas Mengin, le mardi, x^e jour de mars, mil CCC LXXVI, elle a en gage un pot d'argent doré à aumosne et une pinte d'argent dorée poissant xiiij mars, qu'elle doit tenir jusques au premier jour de may prouchain venant; et doit avoir de cortoisie pour ledit temps x frans demi. Et se plus tient lesdis gages par deffaut de paiement, au pris dessusdit le gage. Ilz ont promis de faire valoir ladite somme et en obligent certains autres gages, que ladite Precieuse a par devers luy. Et avons voulu que en baillant lesdis gages à l'un de nous trois, en paiant l'argent il soient quittes.

LXII (Fol. 52).

(Autre copie.)

Il est deu à Precieuse la juive, demourant à Paris, qu'elle presta lundi, ix^e jour de mars, CCC LXXVI, dont elle a plusieurs joyaux et vaisselle en gage, xv^e frans.

Et est assavoir, qu'elle doit tenir lesdis joyaux et vaisselle jusques au premier jour de may ensuivant, où sont contenu sept septmaines; et doit avoir de prouffit chascune septmaine franc et demi pour c.,

1. Ce pluriel répété deux fois semblerait indiquer que Précieuse n'était que la mandataire ou l'associée d'un groupe de prêteurs.

qui valent pour septmaine ledis xv^e frans, xxij frans demi; ainsi valent pour les vij septmaines dessusdites vij^{xx} xvij frans demi.

Item, pour les moys de may, juing et juillet, contenans xij septmaines au pris dessusdit, ij^e lxx frans. Item, pour l'usure de l frans qu'il prestèrent à Va..., pour la despense de l'ostel, pour iij septmaines, iij jours, iij frans. Item, pour le prouffit de celui qui pourchaça à prester les viij^e frans, iij frans.

Somme toute dudit prouffit : iij^e xxiiij frans et demi. Receu par la main Mengin ij^e vij frans, reste ij^e xxvij frans demi.

Item, pour les moys d'aoust, septembre et octobre, contenans xij septmaines, ij^e lxx frans. Ainsi monte l'usure vij^e iij frans et demi, dont paié, comme dit est, ij^e vij frans. Reste iij^e iij^{xx} xvij frans et demi.

LXIII (FOL. 53).

(Autre despense.)

Alain de Garnapy, tailleur de monseigneur le duc, doit, que Bernart de Chino de Florence, demourant à Paris, lui a baillé pour prest, que ledit Bernart a fait à mondit seigneur, et dont je Barthelemi tient le compte pour mondit seigneur avec ledit Bernart, les parties qui s'ensuivent.

Premierement, qu'il a receu dudit Bernart ou moys d'aoust, l'an mil CCC LXXVII et que ledit Bernart li bailla par une lettre close de mondit seigneur, ij^e l frans.

Item, plus qu'il a receu dudit Bernart environ la Toussains l'an dessusdit, en iij draps de soie, ciiij frans, et en comptans, v^e frans, pour tout, vj^e iij frans.

Item, plus qu'il a promis à rendre pour ledit Alain à un pelletier de Paris, pour les robes monseigneur l'avant veille de Noël, l'an dit, ij^e frans.

Item, plus que je Barthelemi lui baillé ce xxix de décembre, l'an dit, pour les robes monseigneur de Sancerre et monseigneur le chancelier fourrées de martres, que monseigneur leur donna, vj^{xx} vj frans demi.

Somme xj^e iij^{xx} frans demi¹.

1. Cette page a été cancellée et le mot *alibi* a été tracé en marge.

TESTAMENT D'ERKANFRIDA

VEUVE DU COMTE NITHADUS

DE TRÈVES

(853).

Parmi les livres et manuscrits décrits dans le *Catalogue de la partie réservée et la plus précieuse de la Collection Libri*¹ figure un document relatif à l'histoire et à la topographie des provinces rhénanes, qui mérite de fixer l'attention et dont ce catalogue donne la notice suivante :

219. ERKANFRIDA.

Testament de Erkanfrida en latin sans date, mais qui, d'après les personnes qui y sont nommées (Adalardus Comes, Waldus, Beverlandus, etc.), appartient certainement au milieu du ix^e siècle (vers 850). Erkanfrida avait beaucoup de possessions dans le comté de Trèves, et l'énumération qu'elle en fait est intéressante pour la synonymie topographique allemande. C'est sous tous les rapports un document très curieux. Il est écrit en minuscule allemande sur une bande fort longue de parchemin (23 pouces). Il a été endommagé dans la partie supérieure, mais le texte a été très peu atteint. Voyez les *Monumens inédits ou peu connus, faisant partie du Cabinet de Guillaume Libri*².

On trouve en effet dans cet album un fac-similé lithographique suffisamment exact des dernières lignes du testament d'Erkanfrida.

1. Londres, S. Leigh Sotheby et John Wilkinson. La vente eut lieu le vendredi 25 juillet 1862 et les trois jours suivants. — Il y a une édition anglaise du même catalogue.

2. Londres, 1862 (2^e édit., 1864), in-plano, pl. XXXIX.

Acquis à la vente par le libraire Jackson, au prix de cinq livres, soit 125 francs¹, il passa bientôt dans les collections du feu baronnet anglais sir Thomas Phillipps, et porte aujourd'hui dans sa bibliothèque, à Cheltenham, le n° 16385.

Ce testament est écrit sur une longue bande de parchemin, qui mesure 57 centimètres de long sur 12 centimètres environ de large². Au commencement de la pièce, le début des premières lignes a été rongé et quelques mots ont été ainsi enlevés. L'écriture est une minuscule régulière et assez élégante, qui offre de nombreux exemples de coupure paléographique des mots, comme il est au reste d'un usage fréquent dans les manuscrits du ix^e siècle.

Le nom d'Erkanfrida est déjà connu par une donation, de l'année 853, faite à l'abbaye de Saint-Maximin de Trèves, dont le texte a été publié par Martène dans son *Amplissima Collectio*, et plus récemment par M. H. Beyer, dans son *Urkundenbuch zur Geschichte der... mittelrheinischen Territorien*³. D'un autre côté, si l'on remarque que cette même donation est formellement rappelée, comme on le verra plus loin, dans le testament d'Erkanfrida, il semble que la date de ce dernier document puisse être rapportée à l'année 853 ou peu après.

H. OMONT.

1. Voy. *The Libri Collection of Books and Manuscripts. Prices and Purchasers' Names to the Catalogues...* [London,] Puttick and Simpson, 1868, in-8°.

2. Une petite bande de parchemin sur laquelle sont tracées les sept dernières lignes du texte a été ajoutée, comme le montre le fac-similé.

3. Paris, 1724, in-fol., t. I, col. 130-131, et Coblenz, 1860, in-8°, t. I, p. 88-89 : « ... Ego Erkanfrida, Deo sacrata, pro ereptione animæ senioris mei Nithaldi et meæ, trado traditumque in perpetuum esse volo ad monasterium « S. Maximini... res meas, quæ me, ex donatione supradicti senioris mei Nithaldi, contingunt, in pago Vabrinse, in loco qui dicitur Marisch, ecclesiam « in honore S. Michaelis dicatam, cum omnibus appendiciis... Actum Treveris « civitate, in monasterio Sancti Maximini, anno ab incarnatione Domini D CCC « LIII., regnante Lothario imperatore augusto, sub die kal. April., præsentem « Alardo comite et fratribus omnibus coram altari. Ego Erkanfrida, Deo sacrata, « quæ hanc donationem scribere rogavi, propria manu subscripsi †. » Le ms. de S. Maximin de Trèves, d'après lequel Martène avait imprimé cette pièce, est aujourd'hui conservé à Berlin (Beyer, *loc. cit.*).

La donation d'Erkanfrida à Saint-Maximin est aussi rappelée dans une charte de 960 de l'archevêque de Trèves, Henri (Beyer, *op. cit.*, n° 207, p. 267). La fondation faite par Erkanfrida, en mémoire de son mari Nithad, à l'abbaye de Prüm, du temps de l'abbé Ansbold (861-884), est également mentionnée dans une pièce du même recueil, tirée du *Livre d'or* de Prüm (Beyer, *op. cit.*, n° 97, p. 101).

[C]ommemoratorium qualiter et quibus presentibus [Erkanfr]ida res suas disposuit atque in manus inlustrium virorum disponendas contradidit post suum discessum.

Convenientib[us] itaque innumerabilibus viris, ego Erkanfrida, in eodem conventu adveniens, in loco nuncupante Steinseli¹, commendavi Adalardo venerabili comiti, nec non et Vualdoni, Folcuino atque Beretlando, duobusque Huodilbertis quicquid habere visa sum hereditatis in comitatu Treverensi, in pago Bedinse², in loco qui vocatur Peffinga³, et in comitatu Ardinense⁴, in loco nuncupante Vuanbahc⁵, et in tercio loco qui appellatur Mariscus⁶, super ripam Alsuntiae⁷, illum mansum dominicum et omnem illum fiscum ad eum pertinentem, ex[ce]pta illa æcclesia Sancti Michaelis cum omni integritate quæ [ad] eam pertinet, quod mihi senior meus Nithadus in dot[e] dedi[t], quam tradidi ad Sanctum Maximinum⁸, et feci conse[crare] sacramentum quod ibidem scriptum veraciter et racionabi[liter] contine[tur], ea videlicet ratione liberaliter in manus [illorum] dictas res transposui, ut si ego desiderarem illas [per illo]rum manus vel saltem unius illorum ad me rever[ti], illi vero non, similiter per illorum manus statui secun[dum] d[is]posicionem supradicti senioris mei, ut, si nepotes sui filii, scilicet et sororis suæ Irminburgæ mares vi., et filius fratris sui Rimigarit nomine Reginboldis, et soror ejus nomine Thiodrat, et filius secunde sororis suæ Thetbirge adquirere vellent, inter hos novem c. libras inter aurum et argentum post discessum meum die quadragesimo persolverent, et precium inter xx. monasteria, id est : ad Sanctum Maximinum c. solidos, ad Sanctum Petrum⁹ similiter, ad Horreum¹⁰ similiter, ad

1. Steinsel, près Luxembourg.

2. Le plus important des *pagi* cisrhénans du diocèse de Trèves et qui comprenait la ville métropolitaine de Trèves elle-même. (Longnon, *Atlas historique de la France*, texte, p. 113.)

3. Peffingen, Prusse, Régence de Trèves, cercle de Bittburg.

4. Ardenes. (Longnon, *op. cit.*, p. 133.)

5. Wambach, Prusse, Rég. Coblenze, c. Altenkirchen.

6. Mersch, près Luxembourg.

7. L'Alzette.

8. Saint-Maximin de Trèves. (*Gallia christiana*, XIII, 523.)

9. Saint-Pierre de Trèves.

10. Oeren, près Trèves. (*Gallia christiana*, XIII, 611.)

Palacium¹ similiter, ad Mediolacum² similiter, ad Toleiam³ similiter, et inter Sanctum Eucharium⁴, et Sanctum Paulinum⁵ et Sanctum Quiriacum⁶ ad Attavanum⁷ solidos c., ad Hornbahe⁸ similiter, ad Malraundarias⁹ similiter, ad Stabulaus¹⁰ similiter, ad Indam¹¹ similiter, ad Sanctum Huchbertum¹² similiter, et inter Sanctum Goarem¹³ et Appola¹⁴ monasterium solidos c., et inter Castorem¹⁵, et Sanctum Alexandrum et Sanctum Eventium c. solidos, ad Sanctum Cyriacum¹⁶ solidos c., ad domum Vuormaciæ¹⁷ similiter, ad Sanctum Nazarium¹⁸ similiter, ad Vuizenburc¹⁹ similiter, ad domum Spiræ²⁰ similiter, ad Sanctum Leonem similiter solidos c., singillatim in memoriam mei et genitorum meorum vel conjugalis mei Nithadi dividerent, et ipse res nullatenus illis ante traderentur quousque precium statutum sub die memorato persolvant, et hanc villam inter se æqua dispositione dividerent.

Quod si precium supradictarum rerum persolutum non fuerit, similiter decrevi ut supra memorati venerabiles testes in elemo-

1. Palzem, Prusse, Rég. Trèves, c. Saarburg. (*Gallia christiana*, XIII, 515.)
2. Mettlach, Prusse, Rég. Trèves, c. Merzig. (*Gallia christiana*, XIII, 569.)
3. Tholey, Prusse, Rég. Trèves, c. Ottweiler. (*Gallia christiana*, XIII, 561.)
4. Saint-Eucher de Trèves.
5. Saint-Paulin de Trèves, église collégiale.
6. Saint-Cyriaque de Trèves.
7. Une *villa Auvannis* est donnée à l'abbaye de Prüm par un diplôme de Lothaire, de 854, imprimé dans Hontheim, *Historia Trevirensis diplomatica* (Aug. Vind., 1750, in-fol.), I, 191.
8. Hornbach, Bavière, près Deux-Ponts. (*Gallia christiana*, XIII, 830.)
9. Malmédy, Prusse, Rég. Aix-la-Chapelle. (*Gallia christiana*, III, 724.)
10. Stavelot, Belgique, prov. de Liège. (*Gallia christiana*, III, 939.)
11. Inden, Prusse, Rég. Aix-la-Chapelle, c. Juliers. (*Gallia christiana*, III, 731.)
12. Saint-Hubert-d'Ardennes, Belgique, prov. de Luxembourg. (*Gallia christiana*, III, 966.)
13. Saint-Goar, Prusse, Rég. Coblenze; prieuré dépendant de l'abbaye de Prüm, diocèse de Trèves.
14. Münsterappel, Bavière, Rég. Palatinat.
15. Saint-Castor, de Coblenze, ou S. Castor in Cardona.
16. Saint-Cyriaque de Neuhausen, près Worms. (*Gallia christiana*, V, 695.)
17. Saint-André de Worms (*Gallia christiana*, V, 695), ou bien Marienmünster, près Worms (*Ibid.*, 708), ou peut-être la cathédrale.
18. Saint-Nazaire de Lorsch, diocèse de Worms. (*Gallia christiana*, V, 695.)
19. Saint-Pierre-et-Saint-Paul de Wissembourg. (*Gallia christiana*, V, 741.)
20. Saint-Germain de Spire (*Gallia christiana*, V, 747), ou peut-être la cathédrale.

sinam nostram ipsas res ad loca sanctorum traderent atque transfunderent. Sequestravi autem ad Sanctum Maximinum Treverensem *aecclesiam* Sancti Michaelis ac dotem *aecclesiae* ab eorum tradizione vel conventione, quoniam ego ipsa in memoriam conjugalis mei et meam ipsam post discessum meum locis sanctorum delegavi, id est ad Sanctum Maximinum.

De hoc vero quod in Peffingis habui statui sub tali convenientia, ut, si Bernardus xxx. libras precii ex hoc persolverit post meum discessum, illi tradatur, et illud precium Prumiæ¹ monasterio deferatur, ut inde agantur dies anniversarii nostri quamdiu hæc pecunia subsisterit. Quod si et precium non dederit, nec illi quicquam de his rebus detur, sed locis sanctorum, id est Prumiæ, condonetur in memoriam nostram.

Quod vero ad Vuanbahe habuit senior meus disposuit dari filiis Bernardi, preter illam *aecclesiam* et illas res quas Burgiridus eidem seniori meo in villa nuncupante Skizzanzæ dedit. Hanc *aecclesiam* vel illas res, quas memoratus Burgiridus ei dedit, jussit ad monasterium Prumiæ dari.

De reliquo obsecro vos propter Deum obnixè et testificor coram Deo et Christo Ihesu, qui iudicaturus est vivos et mortuos, ut supradictam hereditatem cum mancipia et peccunia suprataxata, id est suprascripta, sic dividatis et ordinetis per loca denominata qualiter rationem vultis reddere, pro cujus nomine ego de vestra caritate fisa me ipsam vestræ fidei credidi commendatam.

(*Au dos :*) Testamentum Erkenfridæ de ecclesia de Mersc et de aliis circumquaque dividendis.

1. Prüm, Prusse, Rég. Trèves. (*Gallia christiana*, XIII, 589.)



FONDATION

DE

L'ABBAYE DE NEAUPHLE-LE-VIEUX

AU DIOCÈSE DE CHARTRES

EN L'ANNÉE 1078.

En lisant l'article consacré par les auteurs de la *Gallia christiana* à l'histoire de l'abbaye de Neauphle-le-Vieux¹, on est frappé de la pauvreté des renseignements qu'ils ont recueillis sur ce monastère². De tous les établissements religieux de la province de Paris, c'est certainement un de ceux dont les origines sont le plus obscures et dont le catalogue des abbés est le plus incomplet.

Si les Bénédictins ont si mal connu l'histoire de cette abbaye, dont les archives n'étaient pourtant pas plus pauvres que celles de beaucoup d'autres monastères, c'est qu'il n'y avait plus à Neauphle, lorsqu'ils composaient leur ouvrage, aucun moine dans le couvent, et que les archives, ainsi que tous les biens conventuels, étaient alors mises sous séquestre.

En effet, dès la fin du ^{xvii}^e siècle, les revenus de l'abbaye de Neauphle étaient devenus insuffisants à la subsistance et à l'entretien des moines. Le Parlement de Paris, par arrêt du 4 juillet 1737, ordonna que les religieux de Neauphle se retireraient en d'autres couvents de leur ordre, que la manse conventuelle serait supprimée

1. Neauphle-le-Vieux, Seine-et-Oise, arr. de Rambouillet, cant. de Montfort-l'Amaury.

2. La plus ancienne mention faite par la *Gallia christiana* d'un abbé de Neauphle est de l'année 1113. Cf. *Gallia christiana*, VIII, col. 1246. Mabillon de son côté, dans les *Annales ordinis S. Benedicti*, ne parle pas de l'abbaye de Neauphle avant l'année 1157.

et qu'on appliquerait les revenus du monastère à d'autres usages utiles au diocèse de Chartres. Tous les biens de l'abbaye furent provisoirement mis sous séquestre¹. Enfin, le 3 août 1764, un arrêt du Conseil d'État permit et consentit l'extinction de la manse conventuelle et la réunion des biens de l'abbaye au Petit Séminaire de Chartres². En conséquence de cet arrêt, le Petit Séminaire entra en possession des archives du monastère de Neauphle, lesquelles forment aujourd'hui un des fonds des Archives départementales d'Eure-et-Loir³.

Voici quel était l'état des titres et papiers de l'abbaye de Neauphle, d'après l'inventaire qui en a été dressé à la fin du siècle dernier par les soins du Petit Séminaire : 1 pièce du xi^e siècle, 3 du xii^e, 153 du xiii^e, 131 du xiv^e, 60 du xv^e, 121 du xvi^e, et plus de 4,000 pièces non datées ou appartenant aux xvii^e et xviii^e siècles.

La plus grande partie de ces documents est aujourd'hui conservée aux Archives d'Eure-et-Loir. — Cependant, le 20 juillet 1782, le Petit Séminaire abandonna 448 titres qui furent remis à Joseph Chesnel, seigneur de Galluis⁴, près de Neauphle⁵. Ces titres sont actuellement en la possession de M. le baron de Boutray, propriétaire du château de Galluis. Beaucoup d'entre eux remontent au xiii^e siècle et sont revêtus de sceaux, dont quelques-uns intacts et inédits.

Les auteurs de la *Gallia christiana* prétendent que, d'après une tradition fort vague, le monastère de Neauphle-le-Vieux aurait été fondé avant la fin du x^e siècle. Toutefois, le plus ancien abbé dont ils aient trouvé trace est Gautier, signalé comme défunt en 1113 dans le rouleau mortuaire de Mathilde, abbesse de la Trinité de Caen. Avant Gautier, ils ont placé un abbé Bernard, qu'ils avouent ne connaître que par une mention du nécrologe de Saint-Père de Chartres, en date du 7 novembre. Enfin ils ajoutent que l'abbaye de Neauphle fut donnée au Chapitre de Chartres par un certain Hugues, fils

1. Les auteurs de la *Gallia christiana*, qui rédigeaient leur article sur le monastère de Neauphle-le-Vieux en 1744, sept ans après la suppression de l'abbaye, ne purent par conséquent consulter les archives du convent.

2. Sur ces deux arrêts, voir l'inventaire des titres de Neauphle, Archives d'Eure-et-Loir, G. 2956, p. 299.

3. Les titres de l'abbaye de Neauphle appartenant aux Archives d'Eure-et-Loir sont inventoriés sous les n^{os} G. 3141 à G. 3195.

4. Galluis, Seine-et-Oise, arr. de Rambouillet, cant. de Montfort-l'Amaury.

5. Cf. Archives d'Eure-et-Loir, G. 2956, p. 312.

d'Haganon, lequel, disent-ils, pourrait bien être fils de l'évêque de Chartres Haganon, qui vivait au x^e siècle.

Ces assertions sont presque toutes erronées.

Nous savons, en effet, en quelle année fut fondé le monastère de Neauphle-le-Vieux. Ce fut en 1078, et le diplôme original du roi Philippe I^{er}, relatif à cette fondation, existe encore aujourd'hui¹. — Dans cet acte, il est mentionné que de pieuses personnes, propriétaires de l'église de Saint-Pierre de Neauphle-le-Vieux, venaient par dévotion d'en faire don à des moines bénédictins. Ceux-ci, à l'instigation de Gautier, leur supérieur, étant allés trouver le roi Philippe I^{er}, avaient sollicité de ce prince que leur église fût érigée en titre d'abbaye. Le roi consentit à cette demande et leur accorda en outre confirmation de tous leurs biens. Puis, pour contribuer à la prospérité du nouveau monastère, il leur concéda tous droits d'usage dans la forêt d'Iveline, qui s'étendait jusqu'aux environs de Neauphle, et leur abandonna une pièce de terre, située, croyons-nous, au Pontel, près de l'abbaye. Telle est l'analyse du diplôme octroyé en 1078 aux religieux de Neauphle-le-Vieux par le roi Philippe I^{er}.

Quant aux pieuses personnes, *religiosi viri*, qui, suivant ce document, appelèrent à Neauphle les moines bénédictins et qui furent en réalité les fondateurs du monastère, leurs noms, ainsi que celui du premier abbé Gautier, ne sont pas tombés dans l'oubli. Voici ce qu'on lit dans le nécrologe de l'église de Notre-Dame de Chartres, à la date du 26 août : *Obiit Hugo, filius Haganonis, qui hujus ecclesie canonicis abbaciam de Nielpha, omnibus eadem requirantibus postpositis, tribuit, et ibidem ex milite factus monachus fuit*². Dans le plus ancien nécrologe manuscrit de l'église Notre-Dame de Chartres, l'obit de Hugues, fils d'Haganon, est précédé de celui d'Adalart, doyen du Chapitre, qui mourut en 1092³. L'obit de Hugues est d'ailleurs d'une écriture très peu postérieure à celle de l'obit d'Adalart, c'est-à-dire qu'il date de l'extrême fin du

1. Archives d'Eure-et-Loir, G. 3155. Nous publions plus loin ce diplôme, que nous pensons être inédit.

2. Lépinos et Merlet, *Cartulaire de Notre-Dame de Chartres*, III, 163.

3. Les éditeurs du nécrologe de l'église Notre-Dame de Chartres (*Cartulaire de Notre-Dame de Chartres*, t. III) n'ont pas connu le plus ancien des obituaires manuscrits de cette église, lequel fut ouvert en l'année 1028 et clos vers l'année 1120. Nous nous proposons de publier prochainement ce précieux manuscrit, qui permet de dater approximativement, d'après les différentes écritures, tous les obits du xi^e siècle et de signaler tous ceux qui sont antérieurs à 1028.

x^e siècle ou des premières années du xii^e. Hugues mourut donc vers l'année 1100¹.

Quel était ce Hugues, fils d'Haganon, qui donna l'abbaye de Neauphle aux chanoines de Chartres? On peut, semble-t-il, répondre dans une certaine mesure à cette question. Si Hugues, une vingtaine d'années seulement après la fondation de l'abbaye de Neauphle, disposait de ce monastère comme de sa propriété, c'est qu'il devait en être l'un des fondateurs mêmes. C'est donc lui, et son père Haganon sans doute, que le diplôme de Philippe I^{er} désigne par les expressions de *religiosi, precipui viri*. En outre, puisque Hugues était chevalier² et qu'il possédait l'église de Neauphle-le-Vieux, il y a lieu de croire qu'il était seigneur de ce village³. On voit, d'après son obit, qu'étant sur le point de mourir, il se fit moine à l'abbaye de Neauphle : il y termina ses jours le 26 août d'une année voisine de l'an 1100.

L'abbé Gautier semble être décédé vers le même temps que Hugues. En 1113, il est mentionné comme défunt dans le rouleau mortuaire de Mathilde, abbesse de la Trinité de Caen. Ce même document nous apprend les noms de la plupart des moines de Neauphle qui étaient morts depuis la fondation du couvent⁴. A Gautier succéda Robert, qui est cité dans deux chartes du cartulaire de Saint-Père, antérieures à 1119⁵. — Nous signalerons enfin l'abbé Bernard, que les Bénédictins mentionnent comme ayant été le premier abbé de Neauphle et qui, en réalité, succéda à Robert. Les Archives d'Eure-et-Loir possèdent l'acte de serment que Bernard prêta comme abbé de Neauphle à l'évêque de Chartres Geoffroi⁶. Bernard apparaît en outre dans un

1. Il est surprenant que les auteurs de la *Gallia christiana* (VIII, col. 1246) aient été tentés d'identifier Haganon, père de Hugues, avec Haganon, évêque de Chartres vers 940. Suivant le nécrologe de Notre-Dame de Chartres, Hugues mourut après le doyen Adalart, dont le décès date de 1092; son père ne pouvait donc pas vivre au commencement du x^e siècle.

2. Voir l'obit de Hugues précédemment cité.

3. Dans le temps même où Hugues, fils d'Haganon, vivait encore, à la fin du xi^e siècle, le bourg de Neauphle-le-Château, situé sur une hauteur, à quelques kilomètres de Neauphle-le-Vieux, avait pour seigneur un chevalier du nom de Simon, qui fonda, en l'année 1118, sur les confins de la forêt d'Iveline, l'abbaye des Vaux-de-Cernay. Cf. Merlet et Moutié, *Cartulaire des Vaux-de-Cernay*.

4. *Gauterio abbate, Hugo monachus, Ingelbertus monachus, Fulco monachus, Amalrico monacho, Bernerio monacho, Guillermus monachus*. L. Delisle, *Rouleaux des morts* (Société de l'histoire de France), p. 262.

5. Guérard, *Cartulaire de Saint-Père*, t. II, p. 514 et 611.

6. Ce curieux document, dont l'écriture est du milieu du xii^e siècle, est

diplôme du roi Louis VII de l'année 1152¹. Il vivait encore en 1169². Son obit est porté dans le nécrologe du monastère de Saint-Père de Chartres au 7 novembre.

En résumé, voici quelles furent les origines de l'abbaye de Neauphle. Vers l'année 1078, un chevalier du nom de Hugues et son père Haganon, possesseurs de l'église de Saint-Pierre de Neauphle-le-Vieux et probablement seigneurs du pays, donnèrent leur église et les biens qui en dépendaient à des moines bénédictins qu'ils firent venir d'un monastère inconnu. Ces moines, ayant à leur tête l'un d'entre eux nommé Gautier, allèrent trouver le roi Philippe I^{er} et obtinrent de lui, en l'année 1078, l'érection de leur église en titre d'abbaye. Gautier devint le premier abbé de Neauphle; il mourut avant l'année 1113. — Cependant Hugues, ancien possesseur de l'église de Neauphle, s'était réservé le droit de suzeraineté sur le nouveau monastère. Avant de mourir, il se démit entre les mains du Chapitre de Chartres de tous ses droits sur l'abbaye, où il finit ses jours vers l'année 1100. — En vertu de la donation de Hugues, le Chapitre de Chartres demeura, jusqu'à la suppression du monastère, en 1738, seigneur de l'abbaye de Neauphle-le-Vieux.

René MERLET.

1078. — Paris.

Philippe I^{er} érige en titre d'abbaye l'église de Saint-Pierre de Neauphle-le-Vieux³.

Cum in seculari dignitate regalis majestas ceteros precelat], dignum est etiam ut in censura rerum disponendarum

ainsi conçu : *Ego Bernardus, humilis cenobii Sancti Petri abbas de Nielpha, promitto Carnotensi ecclesie et tibi, Gaufride pater, et successoribus tuis debitam (sic) subjectionem atque obedientiam secundum instituta sanctorum patrum.* (Archives d'Eure-et-Loir, G. 3153.) — Geoffroi fut évêque de Chartres depuis l'année 1116 jusqu'au 24 janvier 1149.

1. Nous publions plus loin ce diplôme de Louis VII, que M. Luchaire n'a pas signalé dans ses *Études sur les actes de Louis VII*.

2. Il est question de Bernard dans le récit des miracles qu'occasionna la découverte du corps de saint Gelduin à Chartres. Le récit a été terminé en l'année 1171. L'auteur, après avoir rapporté plusieurs miracles qui eurent lieu dans le temps où la paix fut conclue entre les rois de France et d'Angleterre, le 6 janvier 1169, en signale un que venait de lui raconter l'abbé de Neauphle, Bernard. *Novit hoc et testificatur frater noster Neophilenensis abbas Bernardus.* (*Analecta Bollandiana*, t. I, p. 173.)

3. Ce diplôme de Philippe I^{er} est écrit sur une feuille de parchemin, qui

locum eminentiorem [obtineat, ut ejus decreto cor]roboretur, quod ab aliis personis instaurandum fore decernitur. Et, cum hoc saluber[rium ac utilimum vide]atur, ut ejus dispositione ac juditio honores regni sui statuatur, hoc etiam decent[issimum ac competentissimum] fore comprobatur, quatinus ecclesiastica jura ejus auctoritate fulciantur. Iccirco ego [Philippus, Dei gratia rex Fran]corum, univ[ersis in regno nostro] degentibus, in Christi nomine, [notum esse volo tam presentibus quam futuris quod] ecclesiam Sancti Petri de Veteri Nielfa, monachis contraditam devotione religios[orum virorum, ad] Dei servitium nostro decreto provehendam sanccimus, et eam abbatiæ insigniri nomine deinceps statuimus. Denique abbas loci ipsius nomine Gualterius sed et fratres sub eodem Deo ibidem famulantes nostram expetierunt præsentiam, obnixe postulantes ut loco res attributas nostra auctoritate roboraremus, ne quod precipuorum virorum ac Deum timentium contulerat devotio, malignorum aliquatenus cassaretur sacrilegio. Constituimus ergo, [quieti serv]orum Dei provida ratione prospicientes, ut eis liceat amodo ecclesiastico jure libera conditione possidere quæcumque sive a nobis sive a quibuscumque in regno nostro degentibus jam collata sunt vel in posterum conferentur gratuita devotione, scilicet in ecclesiis aut prediis vel beneficiis seu mancipiis, ut de profectu domus Dei nos, membra Christi, [in ipso capite] nostro tam corporaliter quam spiritualiter gratulari mereamur. Statutum est autem hoc a nostra [majestate, sperantes] quia, cum devote providemus utilitati ecclesiæ, Summus Opifex invigilabit in regni nostri tuitione, famu[lorum Dei, qui ibidem] congregati fuerint, opitulante oratione. Concessimus quoque eis silvam nostram ad omnem [usum monasterii, que] vocatur Aquilina, et terram quandam, quam a nobis expetierunt, quæ est apud Pontum [Levi¹, pro reme-

mesure 50 centimètres de hauteur sur 33 de largeur. La première et la dernière ligne sont écrites en caractères allongés. Nous avons conservé la disposition des souscriptions qui sont placées sur deux colonnes. Le monogramme du roi se trouve figuré au-dessus de la colonne de gauche; entre les deux colonnes, plus près de celle de gauche; on voit encore les traces du sceau plaqué. — Tout le milieu du diplôme est devenu complètement illisible par suite de l'humidité. Heureusement, une bonne copie en avait été faite au xvi^e siècle (B) : c'est d'après cette copie que nous avons pu restituer les mots qui sont entre crochets.

1. Dans une charte du xii^e siècle, la terre que Philippe I^{er} avait donnée à

dio] animæ meæ sive parentum meorum. Quod si aliquis extiterit qui hujuscemodi statuta [violare temptaverit], regiæ majestati se obnoxium esse noverit, et insuper divina ultione puniendum meminerit. [Ut autem rata] foret hæc constitutio, litteris assignari et sigillo nostræ auctoritatis hoc imprimi [jussimus, et in conventu] optimatum meorum regali more corroboravimus, eis in hoc ipsum nostræ voluntati [consequenter asti]pulantibus.

Actum publice Parisius, anno ab incarnatione Domini M LX[XVIII]¹, indictione I, regni autem Phylippi regis XVIII.

(*Locus monogrammaticus.*)

- | | |
|--|------------------------------|
| S. Manasse, Remensis archiepiscopi. | S. Gualeranni, camerarii. |
| S. Richerii, Senonensis archiepiscopi. | S. Rotberti, dapiferi. |
| S. Gausfridi, Parisiorum episcopi. | S. Hervei, buticularii. |
| S. Gausfredi, Carnotensis episcopi. | S. Hugonis comitis. |
| S. Ivonis, abbatis Sancti Dionisii. | S. Alberici de Cotiaco. |
| S. Petri, abbatis Sancti Germani. | S. Gausfredi de Calvomonte. |
| | S. Guarnerii Silvanectensis. |
| | S. Adelelmi, constabuli. |

Ego Rogerius cancellarius palatii scripsi [et relegendo] subscripsi.

(Original avec traces de sceau aux Archives d'Eure-et-Loir, G. 3155.
Copie du xvi^e siècle aux mêmes Archives, G. 3155.)

l'abbaye de Neauphle est appelée *Pontilevii* : *ex dono regis Philippi usum in silva Aquilina et terram Pontilevii* (Archives d'Eure-et-Loir, G. 3156). Peut-on admettre que cette terre était située au Pontel, hameau de la commune de Villiers-Saint-Frédéric, non loin de Neauphle ? Nous savons que le monastère de Neauphle possédait en effet la seigneurie du Pontel, dont le nom, jusqu'au xv^e siècle, s'écrivait Ponteil.

1. Déjà au xvi^e siècle la date était en partie effacée sur l'original, et l'on n'y lisait, comme aujourd'hui, que M LX. L'indiction et l'année du règne prouvent qu'il y avait primitivement M LXXVIII. D'ailleurs, d'après l'espace devenu illisible sur le parchemin, on voit qu'il n'y avait place qu'aux chiffres XVIII à la suite de M LX.

Entre août 1152 et avril 1153. — Paris.

Louis VII, à la prière de l'abbé Bernard, exempte les religieux de Neauphle-le-Vieux de tout impôt pour le panage de leurs porcs dans la forêt d'Iveline¹.

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis, amen. Ego Ludovicus, Dei gratia rex Francorum et dux Aquitanorum, omnibus in perpetuum. Eos qui, seculum relinquentes, veræ et supernæ paci quærendæ semet ipsi devoverunt, res suas quiete atque pacifice opus est ita possidere, ut interna quies eorum indebitis vexationibus non debeat perturbari; quod regiæ sagacitatis excellentia summopere debet procurare. Notum igitur esse [volumus universis tam presentibus quam futuris] quod serenissimus avus noster, bonæ memoriæ rex Phylippus, silvam nostram quæ dicitur Aquilina [donavit monasterio] Sancti Petri de Nialfa Veteri, ad omnem usum fratrum Deo ibidem famulantium, sicut contineri agnovimus in privilegio a pre[dicto] avo nostro ei[dem] ecclesiæ collato, cujus auctoritate et doni et privilegii monachi volebant immunes esse ab omni [exactione] pasnagii. Quod] tamen, quia servientes nostri exigebant a monachis, eorum super hoc querimonia ad nostram prolata est presentiam. Nos autem, obtentu [dominicæ cari]tatis et pacis et supplicatione reverendi ejusdem monasterii abbatis Bernardi, eosdem monachos pasnagium porcorum suorum, ad c[or]pus abbat[i]æ] propriæ pertinentium, decrevimus atque precepimus liberum deinceps habere et quietum, interdicentes auctoritate regia ne a [prefatis] mo[nachis] ulterius exigatur pasnagium, obedientiis tamen ab hac libertate exclusis. Quod ut in posterum firum sem[per] et illibatum et absque ulla calumpnia maneat inconcussum, annotari litteris et sigilli nostri auctoritate corroborari [precepimus], adjecto nostri karactere nominis. Actum publice Parisius, anno ab [incarnatione Domini] M^o C^o LII^o, regni vero nostri XVI^o, astantibus in palatio nostro

1. Tous les mots que nous allons publier entre crochets manquent dans l'original par suite d'une longue déchirure : nous avons pu les restituer, soit d'après une confirmation du même acte faite par Philippe-Auguste en 1195 (Archives d'Eure-et-Loir, G. 3173), soit d'après les formules de la chancellerie de Louis VII.

quorum subtytulata sunt [nomina et signa¹.....]. S. Guidonis buticularii. S. Mathiæ constabularii. S. Mathiæ [camerarii].

Data per manum Hugonis (*locus monogrammaticis*) cancellarii.

(Original avec traces de sceau aux Archives d'Eure-et-Loir, G. 3173.)

1. Il est impossible de savoir ce qui se lisait autrefois après le mot *signa*, la fin de la ligne étant déchirée dans l'original. Peut-être y avait-il la souscription du sénéchal Raoul, ou bien les mots *daptifero nullo*, puisque le sénéchalat devint vacant vers cette époque; peut-être encore n'y avait-il rien du tout. Voir Luchaire, *Études sur les actes de Louis VII*.



FRANCHISES

ACCORDÉES

PAR CHARLES V, ROI DE FRANCE,

AUX HABITANTS D'AIX-LA-CHAPELLE

EN L'HONNEUR DE CHARLEMAGNE

(MARS 1369).

Bien qu'inédit, ce curieux privilège n'est pas inconnu. Il a été signalé par Meyer (*Aachensche Geschichten*, I, 339), et aussi par Haagen (*Geschichte Aachens*, I, 298), qui en donne même un extrait. Le *Dictionnaire historique* de M. Lalanne et la *Grande Encyclopédie* le rappellent également (au mot *Aix-la-Chapelle*) et lui attribuent sa vraie date : mars 1369 (n. st.).

M. R. Pick, archiviste de la ville d'Aix-la-Chapelle, a bien voulu, sur notre demande, nous en fournir une copie. Nous la reproduisons ici, avec l'autorisation de notre bienveillant correspondant. Nous nous réservons de montrer ailleurs comment cet acte s'explique par les sentiments traditionnels que professait la royauté française à l'égard de Charlemagne. Qu'il suffise ici de remarquer que la concession de ce privilège fut préparée occasionnellement, dans la seconde moitié de l'année 1368, par un émissaire français du nom d'Hannequin Lyon, que Charles V avait envoyé pour de plus importants motifs¹ à « Ays », et qu'il transféra à Cologne au mois de novembre

1. Il s'agissait, croyons-nous, d'agir conjointement avec les villes et seigneurs de la région du bas Rhin contre les grandes compagnies. (Voyez nos premières *Recherches critiques sur les relations politiques de la France avec l'Allemagne de 1292 à 1378*, p. 276.)

de la même année. M. Léopold Delisle, qui a publié le mandement de Charles V relatif à ce transfert (n° 476 des *Mandements*), ne s'est donc pas trompé en proposant (p. 969) d'identifier « Ays » avec Aix-la-Chapelle.

Alfred LEBLOUX.

Karolus, Dei gracia Francorum rex, ad perpetuam rei memoriam. Regalem excellenciam decet loca sanctorum omnium, illa presertim in quibus sancta ipsorum corpora et potissime illorum qui dignitate regali prefulgebant dum viverent requiescant, venerari pre ceteris et habitantes in eis speciali prerogativa prosequi favoribus graciosis. Hinc est quod nos attendentes quod rex regum, cuncta sui dispositione gubernans, ecclesiam et villam de Aquis, Leodiensis diocesis, dignatus fuit taliter et in tantum honorare quod ibidem corpus beati Karoli magni, qui dudum regni Francie, cujus nunc moderamini disponente Domino presidemus, gubernaculis prefuit et fidei zelator ferventissimus terram sanctam ad Christi injurias ulciscendas personaliter adivit, potentiaque virtutis Altissimi roboratus terram ipsam a Sarracenis perfidis liberavit, tantaque et tot alia, dum in humanis ageret, miraculose peregit, quod finaliter felici commercio terrena in celestia commutavit, inhumatum vel sepultum extitit et requiescit. Et propter hoc in honorem sancti ipsius volentes villam ipsam concivesque et habitantes in ea perpetuis et specialibus dotare privilegiis et ditare, eisdem concivibus seu habitatoribus dicte ville presentibus et futuris, regia auctoritate, de nostre plenitudine potestatis ex certaque sciencia et gracia speciali concessimus atque concedimus per presentes quod ipsi predictae ville concives et habitantes moderni pariter et futuri, ac quilibet eorundem, cujuscumque status aut condicionis fuerint vel existant, cum bonis et rebus suis per totum regnum potestatemque et dominium nostrum, eundo et redeundo, ab omni exactione seu requisicione thelonei, pedagii, carradie, vectigalis, navigii aliisque exactionibus et requisicionibus quibuslibet et quocumque nomine censeantur vel vocentur, perpetuis temporibus sint exempti liberique totaliter et immunes, ac si essent et prout sunt regnicole et subditi nostri regni et domini prefati; dantes igitur tenore presentium in mandatis universis et singulis justiciariis aliisque officialibus et subditis nostris regni et domini predicti, qui ad premissa

levanda deputati sunt et erunt in futurum, quatenus dictos concives et habitantes prefate ville Aquensis modernos pariter et futuros, ac quemlibet eorumdem, predictis exempcione et libertate gaudere et uti plenarie, libere et pacifice sine contradictione, cessantibus omnibus impedimentis, perpetuo faciant et permittant. Quod ut firmum et stabile perpetuo perseveret, presentes litteras nostro magno sigillo fecimus sigillari, salvo jure nostro in aliis et quolibet alieno. Datum apud Nemus Vincenn., anno Domini millesimo trecentesimo sexagesimo octavo et regni nostri quinto, mense marcii.

Per regem : BLANCHET.

(Archives municipales d'Aix-la-Chapelle. Original, parchemin. Sceau de cire, en parfait état, pendant sur cordelettes de soie rouge et verte. — Communication de M. R. Pick, archiviste de la ville.)

P. S. Nous constatons après coup que la charte précédente a été publiée dans *Aachener Geschichtsvereins*, I, 159.

JACQUES GALÉOT

ET

LA RÉPUBLIQUE DE VENISE

Le 13 août 1487¹, la république de Venise perdait son lieutenant général, Robert de San-Severino ; il était tué sur les bords de l'Adige, près de la ville de Trente, dans un combat de la guerre qui avait éclaté entre la Seigneurie et le duc Sigismond d'Autriche, à propos des territoires de Riva et de Torbole, dont ils se disputaient la possession². Après la mort de San-Severino, les hostilités ne firent que traîner, et, le 13 novembre, la paix était signée³. Désormais, à l'abri de toute inquiétude de ce côté, la Seigneurie estima l'état de l'Italie assez tranquille pour la dispenser d'avoir un lieutenant général, la plus haute dignité de ses chefs d'armée, mais non pas assez calme cependant pour qu'elle pût se priver d'un capitaine général, sa seconde dignité militaire⁴. En conséquence, au lieu de diriger ses vues sur un des capitaines alors en réputation dans la péninsule et qui ne se fût pas contenté à moins du titre de lieutenant général, elle eut recours à un homme de guerre déjà âgé, mais dont les années n'avaient diminué ni la

1. *Vite de' duchi di Venezia*, par Sanuto, dans Muratori, *Rerum italicarum scriptores*, t. XXII, col. 1243. Voir aussi Ricotti, *Storia delle compagnie di ventura in Italia*, Torino, 1845, t. III, p. 237.

2. Romanin, *Storia documentata di Venezia*, Venezia, 1855, t. IV, p. 425.

3. Sanuto, *op. et loc. cit.*, col. 1243.

4. Bibl. nat., ms. fr. 5599. Description ou traité du gouvernement et régime de la cité et seigneurie de Venise. Voir fol. 173 v°. Chapitre CIX : « Des gens desquelz la seigneurie de Venise se sert à la guerre de terre, et des lieutenants, capitaines et gouverneurs generaux... » Ce manuscrit, de la fin du xv^e siècle, nous paraît donner un tableau très complet et très exact de l'organisation de la République à cette époque.

force ni le courage, Italien d'origine, mais qui avait quitté sa patrie de bonne heure pour venir chercher fortune en France, où il avait successivement servi plusieurs maîtres : sous les ordres du roi René, comme de Charles le Téméraire, comme de Louis XI, il avait rempli si noblement son devoir envers chacun d'eux, qu'il avait acquis un grand renom de loyauté et de bravoure au dire de Commynes, qui le comble d'éloges, le traite de « vaillant, « honorable et loyal gentilhomme¹, » et, le comparant à Campo-Basso, son compatriote, dit de lui : « Autant comme cestuy-cy « dont j'ay parlé estoit mauvais et desloyal, autant estoit bon et « loyal Jacques Galéot, et, après avoir longuement vescu, est « mort en grand honneur et renommée². »

Jacques Galéot³ avait eu une carrière fort mouvementée. Né à Naples⁴, à une date que nous n'avons pu fixer, il fut selon toute probabilité amené en France par le roi René, après sa tentative infructueuse de s'emparer du Napolitain en 1442⁵.

1. *Mémoires*, éd. Dupont, t. I, p. 404.

2. *Ibid.*, p. 406.

3. C'est ainsi que l'appellent Commynes (*ibid.*, p. 61), Charles VIII et l'amiral de Gravelle dans leurs lettres publiées par le duc de la Trémoille, *Correspondance de Charles VIII et de ses conseillers*, Paris, 1875, n° 41, 50, 65, 67, 70, 71, etc.; Jaligny (Godefroy, *Histoire de Charles VIII*, p. 52) et Bouchet (*Panegyric de Loys de la Tremoille*, éd. du *Panthéon littéraire*, p. 715). La seigneurie de Venise, dans tous les documents latins que nous citerons plus loin, le nomme *Galeotus*, dans les documents italiens *Galeoto*; lui-même, dans une procuration latine dont, il est vrai, nous n'avons que la copie, se nomme également *Galeotus*. (Arch. de Venise, *Commemoriali*, t. XVII, fol. 123.) Au contraire, d'après deux signatures autographes de lui (La Trémoille, *op. cit.*, fac-similé en regard de la page 236, et Bibl. nat., ms. fr. 15540, fol. 10), il orthographie son nom *Gallota*. Il est vrai que, dans les deux exemples que nous avons, le jambage de l'a est peut-être formé par le paraphe (La Borderie, *Louis de la Trémoille et la guerre de Bretagne*, Paris, 1877, p. 60, note 2). Quant à nous, nous le désignerons sous le nom francisé de Galéot qui empêche de le confondre, comme on l'a fait longtemps, avec Jacques Ricard de Ginouillac, dit Galiot, maître de l'artillerie. (*Mém. de Ph. de Comines*, éd. Lenglet-Dufresnoy, Paris, 1747, t. I, p. 40. note 1.) Mais M^{lle} Dupont a parfaitement distingué les deux personnages. (*Op. cit.*, t. I, p. 61, note 2.)

4. Arch. de Venise, *Commemoriali*, t. XVII, fol. 122.

5. Il semble que Galéot appartenait à une famille dévouée au parti angevin. On trouve en effet plusieurs personnages napolitains de ce nom parmi les partisans de la dynastie d'Anjou. Un *Robino de Gallota* était au service de René lors de la prise de Naples par Alphonse d'Aragon, en 1442 (*Giornali napoletani*, dans Muratori, *op. cit.*, t. XXI, col. 1125). Nostre-Dame (*Hist. et chronique de Provence*, Lyon, 1614, p. 606), cite un *Gautier Galéot* qui, avec Lancelot Agnesse

Lors de la guerre du Bien-Public, nous le trouvons au service de Jean d'Anjou. Commynes prétend qu'il commandait une partie des troupes italiennes que le fils du roi René conduisait aux princes confédérés et dont l'approche causait des craintes si vives à Louis XI¹. — En 1470, il était toujours à la solde du roi René, qui, le 6 décembre de cette année, lui donnait l'office de juge et conservateur des Juifs de Provence, vacant par la mort de Ferry de Lorraine².

A s'en rapporter à Commynes³, Charles le Téméraire aurait recueilli, à la mort de Jean de Calabre (1471), ses capitaines italiens, entre autres Galéot et Campo-Basso; en effet, en 1473, Galéot était à la solde du duc de Bourgogne; au mois de mars de cette année, il était avec le comte de Campo-Basso à Brescia, où tous deux levaient des troupes pour le compte de Charles le Téméraire. Elles étaient sans doute destinées à prendre les Suisses à revers au sud, quand ce prince les attaquerait au nord. En attendant, ses deux lieutenants voulaient faire manœuvrer et cantonner leurs recrues sur le territoire vénitien; la Seigneurie s'y opposa énergiquement. Le 19 mars⁴, elle enjoignait aux recteurs de Brescia d'intimer à Galéot et à Campo-Basso l'ordre de cesser tout enrôlement sur son territoire et de l'évacuer au plus tôt; elle colorait son refus du prétexte que leurs menées pourraient nuire à la tranquillité de l'Italie. Tels furent, croyons-nous, les premiers rapports de Galéot avec le gouvernement de Venise.

Soit que pendant cette excursion militaire Galéot se fût lié avec lui, soit, au contraire, qu'il eût déjà servi en Italie sous ses ordres, Galéot paraît avoir dès lors entretenu avec Louis de Gonzague,

et Cola Venatio, principaux chevaliers de la cité de Naples, à ce qu'il dit, auraient été en 1442 députés vers le roi René « pour l'appeler et advertir de la bonne et « fidèle volonté des Neapolitains. » Les Angevins auraient légué à la maison de France l'attachement de cette famille en même temps que leurs prétentions à la couronne de Naples, si les *Galeotto* que Marino Sanuto dans ses *Diarii* (Venise, 1879, t. I, p. 226) donne comme adhérents de Charles VIII étaient de la même lignée.

1. Éd. Dupont, t. I, p. 306. — Lecoy de la Marche, *le Roi René*, Paris, 1875, t. I, p. 362.

2. *Ibid.*, p. 379, note.

3. *Mémoires*, éd. Dupont, t. I, p. 404. Cf. La Chauvelays, *Mémoire sur la composition des armées de Charles le Téméraire*, dans les *Mémoires de l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Dijon*, 3^e série, t. V. Dijon, 1879, p. 320.

4. Arch. de Venise, Senato, Delib. secr., t. XXVI, fol. 7.

marquis de Mantoue, capitaine général de la ligue italienne, une correspondance assidue qui dénote une réelle intimité¹. — Louis de Gonzague avait même chargé Galéot d'une curieuse commission quand il quitta l'Italie : il le pria de prendre soin de deux hommes qu'il envoyait au duc de Bretagne pour mener à ce dernier huit chiens de chasse dont il voulait lui faire cadeau et de trouver un moyen pour les faire passer de Bourgogne en France sans qu'ils fussent inquiétés. A Besançon, un des deux messagers du marquis mourut; son camarade, tombé également malade, lui survécut et put continuer son voyage. — C'est de Jussey², le 24 septembre 1473³, que Galéot instruisait le marquis de ces contretemps, et il profitait de cette missive pour le mettre au courant des événements de Bourgogne. Charles le Téméraire était à Trèves; l'empereur venait de l'y rejoindre; leurs conférences n'allaient pas *senza gran mistero*. — En attendant, toutes les troupes italiennes, et, par conséquent, la compagnie de Galéot, sont à une demi-lieue des frontières françaises; l'armée royale campe en Champagne. La mort du duc de Lorraine, en faisant passer ce duché à René de Vaudemont, obligera sans doute Charles le Téméraire à revenir sur les frontières; car on prétend, disait Galéot, que le nouveau duc lui propose une ligue perpétuelle.

Le 8 novembre⁴, le capitaine italien était à Toul; il complétait ses renseignements adressés au marquis de Mantoue. L'entrevue de l'empereur et de Charles le Téméraire continuait à défrayer toutes les conversations; on prétendait que ce dernier avait été créé roi des Romains⁵, que le fils de l'empereur devait épouser la fille du duc de Bourgogne. Celui-ci, de plus, à en croire les mêmes bruits, resterait maître de faire telle entreprise qu'il voudrait. « Je me hâte, » ajoutait en terminant Galéot, « de vous « transmettre ces intéressantes nouvelles, et me prépare à aller « trouver le duc sans retard. »

Fort attaché, semble-t-il, au duc de Bourgogne, qui, l'année suivante, lui donne une croisette garnie de cinq tables de dia-

1. Ainsi Galéot ne manque jamais dans sa correspondance avec le marquis de se recommander au souvenir de la marquise et de ses enfants.

2. Haute-Saône, arr. de Vesoul.

3. Archivio Gonzaga à Mantoue, E. XXV, 3.

4. *Ibid.*

5. Sur ces bruits, cf. Kirk, *Hist. de Charles le Téméraire*, traduction française par Ch. Flor O'Squarr, Paris, 1866, t. III, p. 65.

mants et de trois perles pendantes, de la valeur de 84 florins¹, Galéot atteignit ou suivit Charles au siège de Neuss, où il commandait deux cents des mille hommes d'armes italiens que, d'après Commynes, comptait l'armée du duc². — On sait que ce siège, entrepris le 30 juillet 1474³, ne fut levé que le 13 juin de l'année suivante⁴. Galéot ne s'éloigna pas des murs de la ville pendant toute sa durée; peut-être même contribua-t-il à hâter le traité que Galéas-Marie, duc de Milan, et Charles le Téméraire conclurent le 30 janvier 1475⁵; le 17 mars, en effet, il exprimait au duc de Milan la joie qu'il avait ressentie de la conclusion de cette alliance; il en félicite Galéas-Marie; il est convaincu que celui-ci s'est arrêté à la meilleure résolution en agissant comme il l'a fait; son nouvel allié est un prince très digne et très valeureux, et, dans la suite, il ne pourra que se louer d'avoir acquis son amitié⁶. Le 12 avril, le duc de Milan remerciait Galéot de sa lettre, l'assurant qu'il faisait fond sur son dévouement, non seulement pour maintenir, mais encore pour consolider cette alliance, le priait de continuer à servir Charles le Téméraire avec le même zèle, car il considérerait comme rendus à lui personnellement tous les services rendus à ce prince⁷.

Lorsque l'armée impériale vint attaquer le duc de Bourgogne sous les murs de Neuss, celui-ci envoya à sa rencontre Jacques Galéot; il se battit héroïquement à sa coutume et rentra au camp *con grand honore*⁸. — Plus tard, Charles se sépara quelque temps de lui: pendant qu'accompagné de Campo-Basso et de presque toutes ses compagnies italiennes et anglaises il se diri-

1. *Mémoires d'Olivier de la Marche* (éd. de la Société de l'histoire de France), t. IV, p. 265.

2. *Mémoires*, éd. Dupont, t. I, p. 314. Cf. *Mémoires d'Olivier de la Marche*, éd. cit., t. III, p. 89; D. Plancher, *Hist. de Bourgogne*, t. IV, p. 430, et La Chauvelays, *op. cit.*, p. 337.

3. *Mémoires d'Olivier de la Marche*, p. 90, note 3.

4. *Ibid.*, p. 100, note 3.

5. *Mémoires de Comines*, éd. Lenglet-Dufresnoy, t. III, p. 356.

6. « Perche questo eccellentissimo principe e dignissimo e valentissimo e continuamente Vostra Illustra Signoria ne restara ben contenta. » Gingins de la Sarra, *Dépêches des ambassadeurs milanais sur les campagnes de Charles le Hardi, duc de Bourgogne, de 1474 à 1477*, Paris, 1858, t. I, p. 75.

7. *Ibid.*, t. I, p. 103.

8. *Ibid.*, t. I, p. 170 (Dijon, 23 juin 1475). Salvator de Clarici au duc de Milan. Cf. La Barre, *Mémoires pour servir à l'histoire de Bourgogne*, Paris, 1729, p. 362.

geait sur la Lorraine, il laissait Galéot à la garde du duché de Gueldre¹. Celui-ci ne tarda pas à opérer sa jonction avec son maître; le 28 février, il était avec lui au camp de Granson; il écrivait au marquis de Mantoue comment s'était accomplie la conquête de la Lorraine et lui expliquait la campagne que le duc de Bourgogne faisait contre les Suisses; dans l'armée bourguignonne on était plein d'espoir; Galéot comptait, avec l'aide des bombardes, déloger bientôt les Suisses réfugiés dans le château de Granson, ces manants de Suisses qui cherchaient, avec tant d'arrogance, à outrager une si belle noblesse². Galéot combattait aux côtés du duc à la journée de Granson, où il s'exposa avec tant de témérité que, pendant quelques jours, on craignit qu'il n'eût péri victime de sa valeur³.

Il n'en était rien; quatre mois après il est au camp de Morat; le 12 juin⁴, il commande une reconnaissance qui a aussi pour but de protéger les fourrageurs bourguignons, et vingt-six de ses hommes y sont tués. Il remonta à Salins avec Charles le Téméraire après le désastre de Morat; ce tacticien consommé de l'école italienne le déplorait d'autant plus vivement que la défaite, suivant lui, devait être attribuée à une négligence; d'accord avec la plupart des capitaines bourguignons, il affirmait à J.-P. Panigarola⁵ que les Suisses eussent été certainement repoussés, si l'armée du duc, — tant cavalerie qu'infanterie, — se fût trouvée rangée en ordre de bataille au début de l'affaire.

Les revers de Charles le Téméraire n'ébranlèrent pas sa fidélité à son égard. Il vint avec lui assiéger Nancy. Dans la fameuse bataille du 5 janvier 1477, où le duc de Bourgogne perdit la vie, Jacques Galéot commandait l'aile gauche, pendant que le seigneur de Lalaing avait celui de l'aile droite, et que le duc était à la tête du corps de bataille au centre. Ce furent les 7,000 piétons suisses de

1. Gingins, *op. cit.*, t. I, p. 142 (Moirans, 3 juillet 1475). Un inconnu à la duchesse de Savoie.

2. « ... Spero che in breve consequiremo victoria et suppeditarimo questi villani Sviceri quali con sua arrogancia cerchano oltragiare tanta nobileza. » Galéot au marquis de Mantoue (Granson, 28 février). Arch. Gonzaga à Mantoue, E. XXV, 3.

3. Antoine de Romagnan, en donnant à Amédée de Romagnan des détails sur la bataille (Genève, 5 mars 1476), lui annonçait la mort de Galéot. (Gingins de la Sarra, *op. cit.*, t. I, p. 324.)

4. *Ibid.*, t. II, p. 248.

5. *Ibid.*, t. II, p. 345. J.-P. Panigarola au duc de Milan (Salins, 8 juillet 1476).

l'armée du duc d'Anjou qui se trouvèrent aux prises avec Galéot; il les obligea d'abord à reculer; ils firent alors un plus long détour et fondirent sur lui; il se battit comme un lion, dit D. Plancher¹, mais, accablé par le nombre, il dut chercher un refuge derrière un ruisseau et prendre en toute hâte, avec le peu de monde qui lui restait, le chemin de Metz².

Loin d'imiter alors la plupart des conseillers du duc, qui, après sa mort, passèrent à Louis XI, il demeura fidèle à la fille de son maître défunt et lui fut d'un grand secours dans la guerre qu'elle eut à soutenir contre le roi. Notre dessein n'est pas de retracer l'histoire de cette campagne; on sait, en effet, qu'après la prise de Bouchain et du Quesnoy en 1477, Louis XI et la duchesse de Bourgogne, qui venait d'épouser Maximilien d'Autriche, conclurent à Lens une trêve (18 septembre 1477) d'où l'on espérait que la paix sortirait, mais qui demeura sans résultats appréciables. Ce n'avait pas même été une suspension de guerre absolue: Galéot, qui tenait garnison dans Valenciennes, avait inquiété tout l'hiver par ses ruses Dammartin, qui gardait le Quesnoy. Le 26 décembre, il renseignait le roi sur les tentatives de Galéot pour s'emparer de la ville par surprise³. Dans les premiers jours de novembre, plusieurs soldats de Galéot s'étaient rendus au Quesnoy; plus tard, sous le prétexte de faire défection à Galéot, il en vint un qui, en réalité, « venoit icy pour veoir quel nombre de gens d'armes il y « avoit en ceste ville; et, cela faict, s'en devoit retourner vers « ledit Galéot pour le lui déclarer. » Averti par un des compagnons de ce soldat, Dammartin fit saisir l'espion qui confessa « que ung « nommé Prudence, qui est lieutenant dudit Galéot, avait mar- « chandé à luy une somme d'argent qu'il lui devoit donner pour « mettre le feu en ceste ville et le devoit advertir du jour qu'il le « pourroit faire. » Le grand maître le fit décapiter.

Du reste, il ajoute: « Le faict dudit Galéot est peu de chose

1. *Op. cit.*, t. IV, pp. 462-463.

2. Legeay, *Hist. de Louis XI*, Paris, 1874, t. II, p. 242, prétend que Galéot resta sur le champ de bataille. Plus loin (t. II, p. 304), il commet l'erreur à laquelle bien peu d'historiens ont échappé, et le confond avec Ricard de Genouillac dit *Galiot*.

3. *Le cabinet de Louis XI*, par L'Hermite de Soliers, dans les *Mémoires de Ph. de Comines*, éd. Lenglet-Dufresnoy, t. II, p. 253. Voir aussi Quicherat, *Un manuscrit interpolé de la Chronique scandaleuse*, dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. XVII (1856), p. 562. C'est ce dernier texte que nous reproduisons.

« par dèçà, car la pluspart de ses gens qu'il avoit ont esté tuez
 « les ungs, et les autres se sont venus rendre, et n'a guères qu'il
 « en a esté prins vingt chevaux devant Valenciennes. Et a esté
 « luy-mesmes, depuis peu de temps, fort oultraigé, rebouté et
 « rechassé dedans la ville et fort blessé. Il n'est pas à Valen-
 « ciennes, et dict-on qu'il est allé vers le duc d'Autriche... »

Au printemps, les hostilités furent poussées avec plus d'activité : pendant que Maximilien, afin de frapper un coup décisif, rassemblait le plus de troupes qu'il pouvait, Louis XI occupait Condé et les petites places des environs (1^{er} mai)¹. L'archiduc, ses armements achevés, s'établit à Valenciennes et chercha à livrer bataille à l'armée royale, mais Louis XI l'évita et se replia à Cambrai. Maximilien, soit qu'il considérât la retraite de Louis XI comme un avantage dont il fallait tirer parti, soit qu'il appréhendât la dissolution de son armée, si on n'alimentait pas son ardeur, détacha 7 à 8,000 hommes qui, commandés par Galéot, coururent jusqu'au Quesnoy (6 juin); ils dévastèrent toute la campagne, sous les murs mêmes de la place, pour attirer la garnison au dehors, dit Molinet². Dammartin voulut punir cette bravade; il se jeta avec sa cavalerie sur les Flamands qu'il dispersa et poursuivit presque jusqu'au camp de Maximilien³. Jacques Galéot, dans sa retraite qui ressembla fort à une fuite, dut jeter sa lance et perdit son épée; il n'échappa que grâce à son cheval qui, étant saisi à la bride par un soldat français, put le renverser, mais Galéot fut blessé à la tête. Cet échec le décida à demander une nouvelle trêve; elle fut signée au nom de l'archiduc par Philippe de Croy et Olivier de la Marche⁴ le 20 juillet et devait se prolonger jusqu'au 11 juillet 1479.

Cet échec eut une autre conséquence : il provoqua, à notre avis, la défection de Galéot et son entrée au service de Louis XI. Après le mois de juillet 1478, il ne figure plus dans Molinet au nombre des capitaines de Maximilien; de plus, et cette preuve est

1. D. Plancher, *op. cit.*, t. IV, p. 496. Molinet, *Chroniques*, éd. Buchon, Paris, 1827, t. II, p. 134, attribue la chute de Condé à un dissentiment qui, éclatant entre le s^r de Myngoal et Jacques Galéot, aurait empêché ce dernier de lui porter secours.

2. *Ibid.*, p. 151.

3. D. Plancher, *op. cit.*, t. IV, p. 496. Cf. Quicherat, *op. et loc. cit.*, p. 563.

4. *Olivier de la Marche*, par Henri Stein, Paris, 1888, p. 80.

décisive, dans le compte de Guillaume de Nève¹, receveur général de Languedoc, pendant l'année commencée le 1^{er} octobre 1477, il est mentionné comme ayant reçu 8,000 l. t. sur les 20,000 l. que le roi lui avait assignées « pour l'entretienement de lui et de « certain nombre de gens de guerre à la mode de Ytalie durant « ceste presente année². » Il nous paraît assez difficile d'admettre, sur l'autorité fort contestable d'ailleurs de L'Hermitte de Soliers³, que Maximilien accorda à Galéot l'autorisation d'aller grossir les rangs de son adversaire; quant à l'autre affirmation, du même auteur, que ce serait Dammartin qui l'aurait gagné à Louis XI, elle est fort vraisemblable, mais nous ne l'avons trouvée confirmée nulle part. Quoi qu'il en soit, l'extrait du compte que nous venons de citer indique que le roi lui fit un pont d'or. Il le gratifia de plus des titres de conseiller et chambellan. Galéot ne combattit sans doute pas tout de suite ses amis de la veille; il ne paraît pas en effet avoir participé à la bataille de Guinegate⁴. Ce scrupule ne le préoccupait plus l'année suivante; tandis qu'au printemps de l'année 1480, Chaumont pénétrait dans le Luxembourg et s'emparait de Virton et d'Ivoi (Carignan), Galéot fit une incursion dans le comté de Namur, qu'il pilla, sans pouvoir enlever aucune place forte⁵.

Désormais, jusqu'à la guerre de Bretagne, la vie de Galéot est assez obscure pour nous. Nous savons seulement que, le 7 décembre 1480⁶, le duc de Milan, par une lettre où il le qualifie capitaine du roi de France, recommandait à Galéot un de ses lieutenants, nommé Bernardin de Candie, qui, après l'avoir servi fidèlement pendant plusieurs années, voulait passer au service de

1. Bibl. nat., ms. fr. 23265, fol. 5.

2. Les 12,000 autres livres avaient été imputées sur la recette générale de Normandie. Voir le compte de Jean Raguier, receveur général de Normandie, Bibl. nat., ms. fr. 20685, p. 703.

3. *Op. et loc. cit.*, p. 252. Cf. Quicherat, *op. et loc. cit.*, p. 565.

4. Molinet, *op. cit.*, t. II, p. 202.

5. D. Plancher, *op. cit.*, t. IV, p. 504, dit à ce propos : « Les chefs de troupes « étrangères, plus occupés à faire leur fortune qu'à servir les princes à la solde « desquels ils étaient, redoutaient les sièges où il n'y avait que des blessures « à recevoir et peu de profit à faire. » Ce reproche ne peut s'appliquer à Galéot, chez qui le courage et le mépris du danger sont indéniables.

6. Arch. de Milan, Registri delle lettere missive, t. CXLVIII, fol. 254. « Domino Galeoto, christianissimi regis Francorum capitaneo. »

Louis XI ; le duc comptait sur l'appui de Galéot pour que son protégé atteignît le but qu'il poursuivait. Dès lors, nous perdons de vue Galéot ; il guerroya peut-être sur les marches de Bourgogne pendant les quelques mois qui précèdent la paix d'Arras (23 décembre 1482).

A cette époque, il était seigneur de Laroche¹. Il est probable qu'il devait cette seigneurie à la libéralité de Louis XI ; le roi, qui, après son pèlerinage à Saint-Claude, au printemps de l'année 1482, combla ce monastère de bienfaits, voulut, semble-t-il, enlever le port de Laroche à Galéot pour le donner à cette abbaye. Galéot, le 6 novembre 1482², protesta dans une très belle lettre, que nous transcrivons avec d'autant plus de plaisir que c'est le seul acte de langue française que nous ayons trouvé émanant directement de ce capitaine :

Sire, tant et sy très humblement comme je puis, me recommande à vostre bonne grace, fort desplaisant, Sire, que pour le temps qui court n'ay peu venir à vous veoir, ce que desyere plus que chose du monde.

Sire, nagaires ay eu nouvelles par voz commissaires que vostre bon plaisir estoit donner le port de la Roche à Mous^r Saint Glaude. Sire, cela et tant que j'ay au monde vouldrois donner pour vostre vye, vous suppliant, Sire, humblement, se c'est de vostre bon plaisir, me recompenser auchunement dudit port.

Sire, depuis, ceulx de Saint Marthe de Tarascon pareillement sont venus et m'ont volu oster mes gaiges de la conserveyre des Juifz dudit Tarascon, lesquielz passé longtemps m'ont esté donnés pour le service que j'ay fait à la maison d'Anjou ; et vous pareillement, Sire, le m'avés reconfirmé. Pour ce, Sire, se vostre plaisir est, vous supplie très humblement qui vous plaise leur mander qu'ilz m'ayent à donner nul empeschement.

Sire, je vous supplie très humblement que vostre bon plaisir soit

1. Il s'agit peut-être de La Roche-de-Glun, Drôme, canton de Tain ; voyez le *Dictionnaire topographique de la Drôme*, par Brun-Durand, p. 309.

2. Cette lettre doit être postérieure : 1° à l'annexion de la Provence à la couronne (19 décembre 1481), puisque Galéot, se plaignant qu'on lui a voulu ôter les gages de « la conserveyre des Juifz de Tarascon, » dit que le roi lui en confirma la possession, et cette confirmation n'aurait pas eu de raison d'être sans la réunion de la Provence ; 2° au pèlerinage de Saint-Claude, qui eut lieu, comme nous avons dit, au printemps de 1482.

donner audience au present porteur et croire ce que de ma part vous dira pour ceste foix. Et, s'il vous plait, Sire, auchunes choses me comander, je suis prest à toutes heures à vous obeyr, en priant nostre Seigneur qui, Sire, vous doint très bonne vye et longe.

Escript à la Roche le vi^e jour de novembre.

Vostre très humble et très obeissant serviteur,

Jacobo GALIOTA¹.

Il est probable que Louis XI ne donna pas satisfaction à Galéot et que celui-ci en éprouva un vif dégoût ; c'est du moins l'explication la plus plausible qu'on puisse trouver aux avances qu'il fit à la seigneurie de Venise presque aussitôt en vue d'obtenir un poste important dans ses armées. A cet effet, il chargeait Jean de Rossano² de transmettre sa requête au gouvernement vénitien. Celui-ci, qui était depuis longtemps en pourparlers avec René de Lorraine pour en faire son capitaine général et qui était sur le point de conclure, demanda au Sénat de repousser les ouvertures de Galéot, sous le prétexte qu'il était trop engagé avec le duc de Lorraine, et de lui conseiller de s'entendre avec ce dernier ; toutefois, la Seigneurie accompagnait le refus des protestations les plus flatteuses pour Galéot ; « elle souhaitait ardemment, disait-elle, « avoir sous ses ordres un capitaine aussi distingué³. » Nous ignorons si Galéot sollicita René ; dans tous les cas, s'il le fit, ce fut sans succès. Il ne devait pas encore quitter la France. A la mort de Louis XI, il est, en effet, énuméré parmi ses capitaines

1. Bibl. nat., ms. fr. 15540, fol. 10 (Original, papier).

2. Jean de Rossano, frère de Troyle de Rossano, capitaine italien qui avait été le compagnon d'armes de Galéot dans les guerres de Bourgogne (*Mémoires d'Olivier de la Marche*, éd. cit., t. III, pp. 89 et 90), sollicitait alors aussi du gouvernement vénitien un commandement. (Arch. de Venise, Senato, Delib. secr., t. XXX, fol. 103 v^o. 26 juillet 1482.) La famille de Rossano était un peu alliée aux Sforza : Troyle de Rossano était fils du vieux condottiere Troyle de Rossano, qui avait épousé la demi-sœur de François Sforza, Catherine de Fogliano, fille elle-même de Marc de Fogliano et de Lucie de Torsciano. Cette dernière était *donna di coscienza* de Sforza l'ancien, dont, avant son mariage avec Marc de Fogliano, elle avait eu plusieurs enfants, entre autres François Sforza. Cf. Valeri, *Della signoria di Francesco Sforza nella Marca*, dans l'*Archivio storico lombardo*, t. XI (1884), p. 218 et suiv., et Litta, *Famiglia Sforza et Famiglia Fogliani di Reggio*.

3. Arch. de Venise, Senato, Delib. secr., t. XXX, fol. 66 v^o (10 févr. 1482/3). Ce projet de réponse, soumis au Sénat par les sages du conseil et les sages aux ordres, fut approuvé par 140 voix.

de compagnie d'ordonnance; il est en garnison en Roussillon avec cent lances¹.

Au début du règne de Charles VIII, comme tous les hommes sages du temps, il accepta résolument le gouvernement des Beaujeu. Le 6 août 1484, le conseil du roi, relevant le maréchal de Gyé de la mission de poursuivre les *pilleries* des gens de guerre, la remettait au comte de Bresse, et Galéot, en Languedoc, recevait une nouvelle commission pour obéir à ce dernier². En 1486 il avait changé de garnison, et était en Bourgogne à la tête de 50 lances³.

Telle avait été jusqu'en 1487⁴, esquissée dans ses grandes lignes, la carrière de l'homme que la seigneurie de Venise songea à placer à la tête de ses armées; il avait, on l'a vu, fait ses preuves, et le choix du gouvernement vénitien était parfaitement justifié. A des compétiteurs plus illustres, mais plus ambitieux, plus exigeants et moins sûrs, il devait préférer ce simple capitaine, demeuré depuis longtemps en dehors des rivalités de la péninsule, mécontent peut-être du sort qu'on lui avait fait en France, mais dont, cependant, n'avaient eu qu'à se louer tous les maîtres qu'il avait successivement servis. Néanmoins, si les qualités morales du personnage satisfaisaient pleinement la Seigneurie, elle était moins rassurée sur ses forces physiques et intellectuelles; aussi, avant d'entamer des pourparlers avec lui, désira-t-elle un supplément d'information. Le 23 octobre 1487⁵, les sages du conseil et les sages de terre ferme proposaient au Sénat d'écrire à Jérôme

1. Bibl. nat., ms. lat. 5414 A, fol. 143. Cette indication est d'une authenticité peut-être contestable; elle nous est fournie par une note manuscrite contemporaine de la mort de Louis XI, où est dressée la liste de ses compagnies d'ordonnance avec leur garnison.

2. Bernier, *Procès-verbaux des séances du conseil de régence du roi Charles VIII*, Paris, 1836, p. 27. (Collection de documents inédits sur l'histoire de France.)

3. Voir à la Bibl. nat., coll. Moreau, t. 734, fol. 240, « le departement des compaignies fait au Bois de Vincennes, le ix^e jour d'avril mil cccc lxxx et vi, pour le fournissement des frontieres ».

4. Bien entendu, nous ne prétendons pas composer ici une biographie complète de Jacques Galéot; notre but, plus modeste, a été de fournir sur lui les indications les plus essentielles propres à définir son caractère et son rôle antérieurs au moment où il entre en rapport avec le gouvernement de Venise.

5. Arch. de Venise, Senato, Delib. secr., t. XXXIII, fol. 111 v°.

Zorzi¹, orateur vénitien en France, une lettre où toutes les questions qui préoccupaient la Seigneurie lui seraient posées. Après avoir rappelé à cet ambassadeur qu'autrefois la Seigneurie avait été sur le point d'engager Galéot et lui avoir expliqué que, si ce dernier réunissait toutes les conditions d'âge, de santé, de vigueur physique et morale indispensables pour qu'on ait toute confiance en lui, son intention était de l'appeler en Italie, le Sénat mandait à Zorzi de s'informer *de vera ejus valetudine tam corporis quam spiritus* ; il lui était particulièrement prescrit de se renseigner exactement sur l'état de la vue de Galéot, qui, d'après les rapports parvenus à Venise, était assez faible². Si le personnage en question n'était pas à la cour quand il la quitterait, l'envoyé vénitien, avant de rentrer à Venise, devait, sous un prétexte quelconque, se rendre à son lieu d'habitation, avoir avec lui un entretien qui roulerait sur des sujets généraux, de façon à lui permettre de vérifier si son interlocuteur était bien encore en possession de toutes ses facultés ; au cas où l'expérience tournerait à l'avantage de Galéot, Zorzi pourrait l'engager à venir en Italie en faisant miroiter à ses yeux les bénéfices d'une belle situation qui ne pouvait lui manquer. Cette épreuve réussit à Galéot, qui, de son côté, accueillit avec empressement ces ouvertures de l'orateur vénitien. Celui-ci, à son retour à Venise, fit à son gouvernement un rapport favorable, et, le 28 février 1488, sur la motion des sages du conseil et des sages aux ordres, le Sénat, par cent cinquante-six voix, décida que Zorzi écrirait en son nom personnel à Galéot une lettre dont il adoptait le texte dans la même séance³.

Zorzi témoignerait d'abord et de nouveau⁴ à son correspondant⁵ tout son déplaisir de n'avoir pu le revoir avant son départ, bien qu'il eût pris le chemin de Beaune, comme il le lui avait promis. Toutefois, il n'a pas oublié leurs entretiens, le désir que Galéot lui a manifesté, à plusieurs reprises, d'être employé par la Répu-

1. Jérôme Zorzi avait été dépêché en France le 19 septembre 1485. (*Ibid.*, t. XXXII, fol. 170.)

2. « ... Et quomodo ei servit visus, quoniam intelligimus in hoc personam suam pati defectum. »

3. Ce projet de lettre fut approuvé par 138 voix contre 30 ; il y eut trois abstentions.

4. Arch. de Venise, Senato, Delib. secr., t. XXXIII, fol. 126.

5. Il lui avait déjà écrit de Bourgogne, mais cette lettre a échappé à nos recherches.

blique, et la prière qu'il lui a faite de transmettre à celle-ci ses offres de service à la condition qu'elle l'instituât son capitaine général. Je suis arrivé fort à propos, ajoute-t-il en résumé; ce poste, qu'on se plaît à estimer le plus beau d'Italie, est brigué ardemment par plusieurs capitaines; aucune résolution n'a encore été prise. La Seigneurie, qui a été très heureuse de vos protestations de dévouement, est on ne peut mieux disposée envers vous. J'ai profité de ces bonnes dispositions pour lui lire la lettre que vous m'avez adressée de Paris, le 1^{er} de ce mois, en réponse à celle que je vous avais fait parvenir de Bourgogne, et où vous vous déclarez prêt à gagner Venise quand on vous le dira. J'ai le plaisir de vous annoncer qu'après en avoir pris connaissance et après avoir écouté mes explications, la Seigneurie m'a ordonné de vous notifier que, vous préférant à tous vos concurrents *per la fede, vertu et devotion vestra*, elle vous agrée en qualité de capitaine général; votre solde et votre état correspondront à cette haute dignité. Zorzi, en terminant, invite le nouveau capitaine à se mettre en route promptement; il lui est garant d'une réception honorable et paternelle. Si, retenu par les préparatifs que nécessitera son départ, Galéot ne pouvait sur-le-champ quitter la France, Zorzi lui conseille, afin de couper court aux menées de ses rivaux, de se faire précéder à Venise par un mandataire muni de ses instructions et de ses pleins pouvoirs pour discuter avec les représentants de la République les clauses de son engagement et signer le contrat quand toutes les stipulations en seraient réglées. En attendant, qu'il veuille bien dénoncer son acceptation par le retour du présent courrier.

Ce courrier emportait en même temps à J.-P. Stella, secrétaire de la Seigneurie, laissé à la cour par Zorzi pour défendre les intérêts des Vénitiens résidant ou trafiquant en France, un message contenant la copie de la lettre de Zorzi à Galéot et l'exposé des mesures prises par le gouvernement vénitien; on l'avisait de plus que le messager avait ordre, si Galéot se trouvait en Bourgogne, de ne pas poursuivre son voyage plus loin, mais de lui remettre la lettre de Zorzi qui suffisait. Si, au contraire, il était à la cour, Stella devait lui développer plus fortement encore toutes les assurances d'amitié que Zorzi lui transmettait de la part de la Seigneurie, le presser vivement de partir, et, s'il ne pouvait immédiatement le faire, lui démontrer l'urgence d'expédier sans retard son représentant à Venise.

C'est à ce dernier parti que s'arrêta Galéot ; il se fit sans doute scrupule d'abandonner Charles VIII au moment où il allait recommencer la guerre de Bretagne et avait besoin de toutes ses forces. Le 20 mars, à Beaune, suivant le conseil de Zorzi, il constituait Urbain de Sarelongat, d'Albi, son secrétaire et son trésorier, comme son mandataire pour traiter en son nom de son engagement avec la seigneurie de Venise¹. Celui-ci dut partir aussitôt que ce pouvoir fut prêt ; il était arrivé à Venise avant le 21 avril, tandis que Galéot lui-même avait rejoint, le 20 de ce mois, le roi à Montils-lez-Tours². Le Sénat désigna Marc Cha de Pesaro, Thomas Trévisan et Bernard Justiniani pour conférer avec Urbain ; ces sénateurs rendirent compte de leur mandat à leurs collègues le 21 avril³. Galéot abandonnait à l'équité de la Seigneurie le soin de fixer le montant de sa solde et offrait d'être sur le territoire vénitien deux mois après la signature du contrat. La modération de ces demandes facilitait singulièrement l'entente ; en conséquence, Frédéric Corner, Philippe Tron et Antoine Grimani, sages du conseil, de concert avec Bernard Justiniani et Dominique Trévisan, sages de terre ferme, insistèrent auprès du Sénat pour qu'on ne laissât plus traîner les négociations ; à cet effet, ils saisirent leurs collègues d'un projet de déclaration où les bases du traité étaient posées, projet que les commissaires qui avaient déjà pratiqué avec lui liraient à l'agent de Galéot et dont voici l'analyse⁴.

Après l'avoir assuré encore une fois, mais brièvement, de l'amitié paternelle qui animait la République envers son maître, ils lui expliqueraient que la Seigneurie, voulant répondre au témoignage de confiance qu'il lui avait donné, agirait sans détour avec lui et renoncerait à toutes les finesses et à tous les artifices usités en pareille occasion. Galéot aurait donc, comme c'était convenu du reste, le titre de capitaine général ; il lui serait accordé les mêmes avantages dont avait joui Robert de Malatesta, le dernier capitaine général de la République, à savoir : 60,000 florins par an en temps de guerre et 40,000 en temps de paix ; dans le premier cas, il serait obligé à tenir sur pied 360 hommes d'armes avec

1. Arch. de Venise, *Commemoriali*, t. XVII, fol. 120 v°.

2. La Trémouille, *op. cit.*, n° 41 et 50.

3. Arch. de Venise, *Senato, Delib. secr.*, t. XXXIII, fol. 131 v°.

4. Il fut voté par 139 sénateurs.

4 chevaux par homme d'armes, 50 arbalétriers à cheval et 100 à pied ; dans le second cas, son effectif serait calculé au prorata de la somme allouée en temps de paix d'après l'effectif de guerre. De plus, les commissaires devraient faire comprendre adroitement à Urbain que, moins Galéot ramènerait de Français avec lui, plus la Seigneurie serait contente, car elle désirait lui voir employer autant que possible des Italiens. Enfin, jugeant un peu court le terme de deux mois pour atteindre le territoire vénitien, elle le prorogeait jusqu'au 20 juillet au soir. Ces conditions ne soulevèrent aucune opposition de la part du secrétaire de Galéot ; elles sont en effet toutes reproduites dans l'instrument authentique du traité ou de la conduite, comme on disait alors, qui, dressé par Bernardin des Ambrois, notaire et secrétaire de la Seigneurie, fut signé par les parties contractantes, c'est-à-dire par Marc Cha de Pesaro, Thomas Trévisan et Bernard Justiniani, au nom de la république de Venise, et par Urbain de Seralongat, au nom de Jacques Galéot, le 24 avril 1488, à la chancellerie secrète de Venise, en présence de Pierre Bianchi et Georges Negro, secrétaires de la République, et de Jean René, d'Albi, autre serviteur de Jacques Galéot¹.

Dans ce contrat, divisé en quatorze articles, rien n'était négligé ou laissé à l'imprévu ; à côté des stipulations générales dont nous venons de parler, une foule de clauses de détail étaient minutieusement spécifiées et résolues. L'engagement est pris de part et d'autre pour quatre années, toutefois la Seigneurie se réserve le droit d'exiger une cinquième année, dite de répit. La solde sera payée à Galéot, mois par mois, en monnaie d'or ou en toute autre monnaie qu'il préférera ; elle lui sera assignée sur une ou plusieurs des meilleures recettes de terre ferme. Le capitaine général servira en personne partout où on l'exigera. Mais, avant l'expiration de la *ferma* (c'est le nom qu'on donne à ce traité), il devra demander à la Seigneurie si elle veut la renouveler, ce qu'elle aura la liberté de faire ou non, pourvu qu'elle lui ait fait connaître sa volonté dans un délai de deux mois. Si en raison d'une ligue la Seigneurie nomme un autre capitaine ou un lieutenant général, Galéot sera indépendant de lui et n'aura à recevoir d'ordre que des commissaires ou provéditeurs de celle-ci. Nul de ses recteurs ou officiers ne pourra connaître des délits

1. Arch. de Venise, Commemoriali, t. XVII, fol. 120 v°.

civils ou criminels commis par les hommes de la compagnie de Galéot; il sera leur seul juge, mais ces recteurs devront au besoin lui prêter main-forte dans l'exécution de la justice; cependant, si ses soldats se rendaient coupables de crimes commis à main armée, assassinats, incendies, etc., dans des villes, ils seraient soumis à la juridiction des capitaines de ces villes. Sur le territoire vénitien il aura, ainsi que sa compagnie, gratuitement l'hébergement, le bois, et à des prix raisonnables les vivres; de même, tous ses bagages et ceux de sa compagnie seront francs de tous droits d'entrée et y circuleront sans acquitter aucun droit de péage. Galéot, pendant toute la durée de son engagement, ne sera pas astreint à faire marquer ses chevaux ni à donner leur signalement; il pourra à son gré casser et enrôler hommes d'armes, arbalétriers et valets; en revanche, la Seigneurie sera maîtresse de faire passer sa troupe en revue une fois par an. La cérémonie de la remise de l'étendard et du bâton de commandement aura lieu¹ dans les formes et avec les cérémonies accoutumées. Galéot devra avoir ratifié le présent acte par lettres authentiques avant le 10 juin prochain² et s'être transporté sur les terres vénitiennes au plus tard le 20 juillet; c'est à cette date que commencera à courir sa solde suivant le nombre des gens qu'il aura alors sous ses ordres, et ainsi de suite au fur et à mesure jusqu'à ce que son effectif soit complet.

Le 25 avril³, Luc Mauro, Christophe Duodo, Marc Pesaro et Thomas Lippomano, conseillers du doge, avec l'assentiment du Collège, communiquaient à J.-P. Stella les conventions interve-

1. La Seigneurie donnait à ses lieutenants et capitaines généraux, « en seigne
« de telle dignité et office, ung baston d'argent long d'environ deux pieds, et
« si les dessusdits lieutenans, capitaine ou gouverneur general se treuvent à
« Venise, le duc luy baille ledit baston en l'église de Saint Marc avec grant
« solennité, mais s'ilz ne sont pas à la cité de Venise, ledit baston leur est
« envoyé solennellement par ambassadeur. » (Bibl. nat., ms. fr. 5599, fol. 173 v°.)
Voir la description de la remise du bâton de commandement par la seigneurie
de Florence à un condottiere dans Yriarte, *Un condottiere au XV^e siècle : Rimini; études sur les lettres et les arts à la cour des Malatesta*, Paris, 1882,
pp. 116-117. On y lira un spécimen des harangues prononcées à ces occasions
par un représentant de la seigneurie de Florence.

2. Sa ratification est du 26 mai. Cf. Arch. de Venise, Collegio, Lettere secrete, filza I, fol. 152, la lettre du Collège à Galéot du 22 juin 1488.

3. *Ibid.*, fol. 162 (minute): « Circumspecto et sapienti viro Joanni Petro Stelle, secretario nostro in Francia. »

nues entre la Seigneurie et Galéot et lui prescrivait de hâter, par tous les moyens possibles, le départ du nouveau capitaine général, et même, si celui-ci l'en priait, de plaider sa cause auprès du roi afin que son congé ne subît plus de délais. Cependant, Stella devait informer particulièrement son gouvernement de la date probable de la mise en route de Galéot, du nombre des soldats qu'il avait dessein d'emmenner avec lui, etc. Il lui était expressément recommandé de ne divulguer à qui que ce fût le contrat qui liait la République et Galéot, sans le consentement de celui-ci ; une égale discrétion serait observée à Venise.

Par le même courrier, les mêmes conseillers¹ adressaient une très affectueuse lettre à Galéot qu'ils intitulent, pour la première fois, *capitaine général* : après avoir sommairement analysé le contrat de la veille, ils l'applaudissent du parti qu'il a embrassé en acceptant les offres de la Seigneurie, ils lui promettent, au nom de celle-ci et du Sénat, le traitement le plus honorable, comme l'exige, du reste, l'amitié qu'ils éprouvent à son endroit, et lui expriment l'espoir et le désir de le voir bientôt.

Le 5 mai², encore les mêmes conseillers, moins Thomas Lippomano, empêché, instruisaient Hermolaus Barbaro, ambassadeur vénitien à Milan, de l'enrôlement de Galéot et lui annonçaient la visite de Jean Borgo, secrétaire que la Seigneurie dépêchait en France pour accompagner le nouveau capitaine général dans son voyage et l'assister auprès de Charles VIII, si celui-ci voulait le retenir. Borgo fournirait tous les éclaircissements nécessaires à Barbaro, qui était chargé de notifier la nouvelle au duc de Milan et à Ludovic³ et de leur demander pour Galéot et ses troupes le libre passage à travers le Milanais ; il délivrerait à Borgo le sauf-conduit ainsi obtenu.

Le lendemain, les mêmes conseillers, c'est-à-dire Marc Pesaro, Christophe Duodo et Martin Venier, lisaient au Collège les instructions qu'ils avaient préparées pour Jean Borgo⁴. Elles repre-

1. *Ibid.*, fol. 159 : « Illustrissimo domino Jacobo Galeoto, omnium gentiumstrarum armigerarum capitaneo generali, filio nostro charissimo. »

2. *Ibid.*, fol. 158 : « Ser Hermolao Barbaro doctori et militi, oratori nostro Mediolani. »

3. Ludovic Sforza, régent du duché de Milan sous son neveu Jean-Galéas, et plus connu sous le nom de Ludovic le More.

4. Arch. de Venise, Collegio, Lettere secrete, filza I, fol. 157 : « Commissio circumspetti secretarii Joannis Burgi. »

naient les points développés dans la dépêche à Barbaro et insistaient derechef sur les moyens à mettre en œuvre en vue du prompt départ de Galéot. Borgo demanderait au duc de Savoie le libre transit de Galéot par ses états ; à cet effet, il emporterait une lettre de la Seigneurie à ce prince : Galéot devrait être instruit de cette démarche ainsi que de celle faite dans le même sens auprès du duc de Milan. Si, contrairement à toute attente, des obstacles surgissaient de nature à différer le départ du capitaine général, soit que le roi hésitât à se séparer de lui, soit que le duc de Savoie manifestât l'intention de lui barrer le chemin, Borgo devait au plus tôt l'annoncer à la Seigneurie et attendre ses ordres. Présageant le refus du duc de Savoie, elle commandait à Borgo, si cette éventualité se réalisait, de laisser au capitaine général le choix d'une autre route ; cependant, à tout hasard, elle le munissait d'une lettre de créance pour le duc d'Autriche.

Vers le milieu de juin, Urbain, le secrétaire de Galéot, revint à Venise sous couleur de demander à la Seigneurie l'autorisation pour J.-P. Stella d'escorter son maître jusqu'aux frontières de la République, mais le véritable motif de sa présence était, croyons-nous, de réclamer du gouvernement vénitien une avance d'argent qui permit à son capitaine de se mettre en marche avec célérité.

Ces deux demandes ne rencontrèrent pas le moindre empêchement : le 19 juin, Frédéric Corner, Zacharie Barbaro, Thomas Trévisan et Antoine Grimani, sages du conseil, Antoine Erizzo, Bernard Justiniani et Dominique Trévisan faisaient approuver par le Sénat une dépêche à J.-P. Stella le conviant à prendre congé de Charles VIII et à rentrer à Venise en compagnie de Galéot¹. Dans la même séance², sur l'avis des sages du conseil et des sages de terre ferme, le Sénat octroya à Galéot un acompte de 5,000 ducats et délégua au Collège le pouvoir de s'entendre avec un banquier qui garantirait cette somme à Lyon, où il la ferait consigner à Galéot : son remboursement serait imputé sur la recette de Padoue, à raison de 1,700 ducats en septembre, d'autant en octobre et du reliquat en novembre. Il semble que, pour procurer ces fonds aux agents de la République, le Collège

1. 126 sénateurs votèrent la lettre en question ; il y eut 4 opposants et une abstention. (Arch. de Venise, Senato, Delib. secr., t. XXXIII, fol. 144 v°.)

2. *Ibid.*, fol. 145.

n'eut pas recours à l'intermédiaire d'un banquier vénitien : il employa le procédé le plus commode pour des paiements à distance à une époque aussi troublée où les capitaux circulaient malaisément et non sans danger ; il fit parvenir à Stella et à Borgo deux lettres de crédit ; il leur ouvrait collectivement ou à l'un d'eux seulement, par l'une, un compte de 2,600 ducats chez Neri Capponi et Barthélemy Buondelmonti et C^{ie}, et, par l'autre, un compte de 2,400 ducats chez Hercule, Antoine et Charles Martelli et C^{ie}. Les deux secrétaires de la Seigneurie ne devaient retirer ces fonds des banques qu'après l'arrivée de Galéot à Lyon, lorsque son départ ne pourrait plus être contremandé. Du reste, à cause des foires, les crédits en question n'étaient disponibles et ne pouvaient être touchés qu'après la Saint-Barthélemy ; les membres du Collège avaient prévenu le procureur de Galéot, Urbain, de cette légère difficulté : comme eux, il ne doutait pas que son maître ne trouvât sans peine un expédient pour se procurer par leur moyen de l'argent et éviter ainsi de nouveaux délais. Tel est le sens des dépêches que le Collège écrivait le 22 juin à Borgo et à Stella¹.

Le même jour, par une dépêche adressée à Galéot personnellement, il se répandait en ses ordinaires protestations d'amitié et lui confirmait tous ces renseignements² ; il ajoutait que sa femme⁴

1. Ce sont sans doute les marchands florentins de ce nom qui avaient reçu, le 7 octobre 1484, du conseil du roi, « le congé de marchander par le royaume... » en payant les tribuz et autres droiz deuz au royaume, soubz les pourvez « acoustumez qui sont de ne faire ne pourchasser chose prejudiciable au roy » ne à son royaume, et que lettres de marques données ou à donner ne seroient « contre eulx. » (Bernier, *op. cit.*, p. 122.)

2. Arch. de Venise, Collegio, Lettere secrete, filza I, fol. 141 : « 1° Circumspecto Joanni Burgio, secretario nostro in Francia ; 2° circumspecto Joanni Petro Stelle, secretario nostro in Francia. »

3. *Ibid.*, fol. 142 : « Illustrissimo domino Jacobo Galeoto, omnium gentium nostrarum armigerarum capitaneo generali, filio nostro charissimo. »

4. Nous ignorons qui était la femme de Galéot ; nous savons seulement qu'elle s'appelait Blanche. Il semble qu'elle fût alliée aux Sforza : dans deux lettres non datées, mais qui appartiennent certainement à l'année 1492, le duc de Milan, s'adressant au roi de France, la traite de *affine nostra*. Quoi qu'il en soit, après la mort de son mari, on lui avait enlevé la ville de Bourbon, en Provence (peut-être aujourd'hui les Bourbons, Vaucluse, comm. de Pernes), que le roi René avait donnée à Galéot, donation que Charles VIII avait confirmée ; sa veuve s'était retirée auprès du duc de Milan, qui, par ces lettres,

pouvait venir sans crainte et qu'elle recevrait à Venise le meilleur et le plus cordial accueil : de plus, quoique la Seigneurie n'ait pris à ce sujet aucun engagement, elle lui ferait préparer une habitation convenable dans celle des villes vénitiennes où les époux fixeraient leur domicile¹.

Pendant qu'Urbain courait les grands chemins et débattait avec la seigneurie de Venise les intérêts de Galéot, celui-ci remplissait bravement et fidèlement son devoir de soldat de Charles VIII. Arrivé, comme nous l'avons vu, le 20 avril 1488 à la cour, il prit part dès lors à tous les faits d'armes de la glorieuse campagne qui devait donner la Bretagne à la France². Le 1^{er} mai, il était dans les environs de Vendôme, et le roi lui ordonnait d'opérer sa jonction avec La Trémoille, qui s'éternisait sous les murs de Châteaubriant³. Le même jour, l'amiral de Gravelle répétait au général en chef cette nouvelle et lui écrivait à propos de Galéot, en l'engageant à le consulter, « il est homme de bon conseil. » Le 6 mai, de Chinon, Charles VIII, voulant déterminer La Trémoille à attaquer Ancenis, lui annonçait la prochaine venue de Galéot en des termes⁴ qui sont à nos yeux le plus bel éloge qu'on puisse décerner au capitaine napolitain et la preuve de la haute estime en laquelle le tenait le gouvernement français : « Mon cousin, disait-il, je vous envoie Jaques Galéot pour ce que je congnois qu'il est homme de bonne conduicte et pour me bien servir. Je vous pry que le traictez le mieulx que vous pourrez, car vous entendez bien qu'il vault estre bien traicté, et luy communiquez toutes mes affaires de par delà, car il est de bon conseil et qui a veu du fait de la guerre autant que nul

priaît le roi de France de faire justice à sa parente. (Arch. de Milan, Potenze estere. Francia.) Nous ignorons si finalement elle reçut satisfaction. En septembre 1493, le litige était encore pendant. (*Ibid.*, 2 septembre 1493. Le duc de Milan à Belgiojoso, son ambassadeur en France.)

1. « ... Per quanto veramente specta a la illustrissima vostra consorte, quella « similiter po vignir cum aliegro animo, peroche al zonzer suo de qui, etiamche « non ce fusse sta rechiesta alcuna, nuy, ex offitio, per l'amor che li portamo « et per honorarla li provederemo de habitatione convien... »

2. Nous n'en référons pas le récit, qu'on trouvera dans *La Borderie, Louis de la Trémoille et la guerre de Bretagne*, Paris, 1877. Cf. P.-M. Perret, *Notice biographique sur Louis de Gravelle*, Paris, 1889, p. 104 et suiv.

3. La Trémoille, *op. cit.*, n° 67.

4. *Ibid.*, n° 70.

« autre¹. » Le 9 mai², l'amiral demandait à La Trémoille si Galéot l'avait renforcé. Sa jonction était un fait accompli le 26 mai : ce jour-là en effet, à Ancenis, Galéot signait avec La Trémoille et les autres officiers la promesse de rendre au duc de Bretagne tous ses otages détenus, après la prise de Châteaubriant et d'Ancenis, s'il leur rendait les prisonniers faits à Vannes³, ce qui autorise à présumer qu'il était présent à la capitulation d'Ancenis (19 mai). Dans tous les cas, il demeura au camp durant les deux mois (19 mai-12 juillet) que remplirent les vains pourparlers entamés entre le gouvernement français et le gouvernement breton, et où les opérations militaires furent suspendues⁴. Lorsqu'elles recommencèrent, il dut assister au siège et à la capitulation de Fougères (19 juillet). On sait comment l'armée bretonne, s'avancant, mais trop tard, pour débloquer cette ville, rencontra inopinément, le 28 juillet, aux environs de Saint-Aubin-du-Cormier⁵, l'armée française, qui l'observait depuis le 23. Dans cet intervalle, La Trémoille avait chargé Galéot, dont il avait pu apprécier les qualités et l'expérience, d'espionner les mouvements des Bretons et de reconnaître leurs forces. « Après « les avoir bien observez, » dit Jaligny⁶, « en écamourchant tous « jours contre leurs coureurs, il rapporta franchement qu'il luy « sembloit que si, dans le jour auquel le combat pourroit arriver « entre les deux partys, un bon ordre n'estoit pas gardé parmy « les troupes du Roy, les ennemis, désespérés comme ils paroissent, « pourroient causer un grand outrage et un dangereux « eschec à l'armée du Roy. » De plus, au moment où les deux armées se trouvèrent en présence et où la bataille devint inévitable, La Trémoille convoqua un conseil de guerre où Galéot « fut d'opinion qu'on devoit prendre une bande d'hommes d'armes « des mieux bardez et montez qui iroient costoyer les gens de « pied bretons et les écaroucher, et, quand lesdits Bretons vien-

1. Dans une autre missive du même jour (*ibid.*, n° 71), Charles VIII informait La Trémoille que Galéot et sa bande l'auraient atteint le surlendemain.

2. *Ibid.*, n° 86.

3. *Ibid.*, n° 212.

4. *Ibid.*, n° 117 et 118.

5. D'Argentré, *Histoire de Bretagne, etc.*, Paris, 1618, p. 972. Cf. La Borderie, *op. cit.*, p. 52.

6. Godefroy, *op. cit.*, p. 52 et suiv.

« droient aux mains et à donner, ces hommes d'armes tâcheroient
 « lors à les fendre et les rompre; et par ce moyen ils n'accableroient
 « pas si asprement ny si rudement l'avant-garde des gens de pied
 « du Roy¹. » Ce plan, qui offrait l'avantage de prendre en quelque
 sorte l'ennemi entre deux feux, fut très goûté des autres capi-
 taines. « Ils furent dans le sentiment qu'on luy devoit bailler la
 « conduite de ladite bande d'hommes d'armes bardez, afin qu'il
 « fit luy-mesme l'exécution de son propre conseil, comme celui
 « qui avoit plus d'expérience de guerre qu'eux tous. » A cet effet,
 on détacha de la cavalerie française à peu près cent hommes
 d'armes des mieux montés sous le commandement de Galéot.
 Pendant que de part et d'autre l'artillerie ouvrait presque simul-
 tanément le feu, l'infanterie bretonne, protégée à ses deux ailes
 par la cavalerie, donnait contre l'armée française avec tant de
 force, au dire des historiens bretons, qui sont seuls à mention-
 ner le fait², que celle-ci aurait rétrogradé de cent à cent vingt
 pas. Quoi qu'il en soit, il semble qu'une certaine confusion se
 produisit au choc des deux corps, confusion accrue du côté des Bre-
 tons par la fausse manœuvre d'un de leurs capitaines, qui décou-
 vrit le centre³. Profitant de ce désordre, Galéot se jeta avec tant
 d'impétuosité sur le point faible des ennemis, qu'ébranlés, ils
 reculèrent; les hommes d'armes, au lieu de soutenir le centre qui
 pliait, demeurèrent immobiles : leur inaction laissa le temps aux
 Français de faire tourner l'arrière-garde par une partie de leurs
 gens d'armes. Assaillie ainsi par devant et par derrière, l'infan-
 terie bretonne se débanda bientôt : la cavalerie prenait la fuite
 presque en même temps⁴.

Dans cette brillante charge qui décida du gain de la journée
 et du sort de la Bretagne, Galéot venait de relever deux fois
 l'étendard de sa compagnie lorsqu'il fut frappé d'un coup de cou-

1. Jaligny, dans Godefroy, *op. cit.*, p. 52.

2. D'Argentré, *op. cit.*, p. 972.

3. Ogée, *Dict. de Bretagne*, 2^e édit., t. II, p. 701.

4. D'après Bouchet, *op. et loc. cit.*, et l'auteur latin anonyme de l'Histoire de Louis XII (Godefroy, *op. cit.*, p. 273), La Trémoille aurait gardé Galéot auprès de lui et aurait chargé les Bretons avec lui. Nous croyons plutôt que La Trémoille, constatant le succès de l'attaque de Galéot, commanda la troupe qui prit les Bretons à revers; les deux auteurs, par « charger avec lui », entendent peut-être « en même temps que lui ».

levrine à la cuisse¹. Une assez grande incertitude règne sur les derniers moments de Galéot : on ne sait s'il expira sur-le-champ ou s'il survécut quelques heures à sa blessure. D'après l'auteur de l'histoire de Louis XII² et d'après Molinet³, il serait tombé dans la mêlée. De même, le sénat vénitien, répondant le 18 août aux dépêches de Stella et de Borgo des 28 et 31 juillet, par lesquelles ils lui avaient notifié la victoire de Charles VIII et la mort de Galéot, a l'air de croire qu'il fut tué les armes à la main⁴. D'autre part, du récit de Jaligny, on peut inférer que Galéot n'aurait pas succombé sur l'heure⁵. Enfin, il semble que, lorsque La Trémouille rédigea dans la soirée du 28 son rapport au roi sur la bataille, Galéot n'était pas encore mort. En effet, le 30, le roi dans sa réponse exprime l'espoir de ne pas perdre ce brave capitaine⁶. Quoi qu'il en soit, il avait cessé de vivre le 31 juillet : Stella et Borgo, les secrétaires de la seigneurie de Venise en France, apprenaient à leur gouvernement, sinon par leur dépêche du 28, au moins par celle du 31⁷, le décès de Galéot

1. *Manuscrit de messire Guillaume Oudin, prestre sacriste de l'abbaye de Notre-Dame de Ronceray, dans la Revue de l'Anjou et du Maine, 1858, pp. 70-71.* Cet auteur dit que Galéot « mit ses ennemis aux rays du soleil qui « fraploit es yeux desdits Bretons. » Le même fait est rapporté par l'anonyme latin auteur de l'Histoire de Louis XII. (Godefroy, *op. cit.*, p. 273.)

2. *Ibid.*, p. 273 : « ... Electaque fortium manu a tergo aggressus, dum Britones loco expellit, dum fortiter atque animose sese voce Gallum prestat, « inter medios hostium tumulos multitudine oppressus expirat. Ejus mors Britonibus tam læta fuit quam vita ante adversata. Nam et eos magna clade « affecerat, et ordines ruperat... » Il est à remarquer que Bouchet, *op. cit.*, p. 715, en fait au contraire grand éloge : après avoir mentionné sa mort, il ajoute : « Et ce fut gros dommaige, car c'estoit un chevalier et capitaine aussi prudent « en guerre et aussi plain de cuer et hardiesse qu'on eust peu trouver. »

3. « ... Sire Jacques Galéot donna dedans contre les Bretons et y demora « mort. » (*Op. cit.*, t. III, p. 396.)

4. Arch. de Venise, Senato, Delib. secr., t. XXXIII, fol. 139 : « ... Intelleximus preterea ex litteris tuis, et quidem moleste et displicenter, sinistrum « casum mortis... Jacobi Galeoti qui adeo viriliter et magnanime pugnando « interiit... »

5. « Jacques Galéot, dit-il, y fut blessé, dont il mourut, qui fut un très grant « dommaige. » (Godefroy, *op. cit.*, p. 54.)

6. « ... Et au regart du cappitaine Jacques Galéot, dont par vos dictes lectures « nous escripvez qu'il a esté blessé d'un coup de couleuvrine en la jambe, nous « en sommes très desplaisans, car nous y avons ung bon serviteur et nous des- « plairoit bien de le perdre. » (La Trémouille, *op. cit.*, n° 175.)

7. Arch. de Venise, Senato, Delib. secr., t. XXXIII, fol. 139 (18 août 1488) :

et les magnifiques funérailles que Charles VIII lui avait fait célébrer. Il fut enterré en grande pompe et en présence du chancelier et des principaux seigneurs de la cour, à Angers, dans la chapelle de Notre-Dame-de-Pitié des Cordeliers, selon M. Port¹, dans celle de Saint-Bernardin des Frères Mineurs, selon Oudin².

Le Sénat de Venise ne voulut pas moins honorer la mémoire de son capitaine général : le 18 août, sur la proposition des sages du conseil et des sages de terre ferme, il accusait réception à Stella de ses deux lettres que nous venons de citer, le chargeait de féliciter le roi de sa victoire et de le remercier au nom de la Seigneurie d'avoir fait à Galéot des obsèques dignes de son rang, de sa valeur et de ses services³.

P.-M. PERRET.

« Circumspecto Joanni Petro Stelle, secretario nostro in Francia. » Il est assez difficile d'élucider laquelle des deux dépêches de Borgo et de Stella apporta la nouvelle de la mort de Galéot à Venise, le Sénat répondant aux deux dépêches à la fois sans les distinguer quant à leur contenu.

1. *Dictionnaire historique... du Maine-et-Loire*, Angers, 1876, t. II, p. 223.

2. *Op. cit.*, pp. 70-71. A en croire Oudin, les obsèques auraient eu lieu à Angers pendant le séjour de Charles VIII dans cette ville, c'est-à-dire du 6 au 8 août. Cf. Pélicier, *Essai sur le gouvernement de la dame de Beaujeu*, Paris, 1882, p. 300 (Itinéraire), et La Trémoille, *op. cit.*, n° 181 à 185.

3. Arch. de Venise, Senato, Delib. secr., t. XXXIII, fol. 139. Après la mort de Galéot, Boffille de Juge, un de ses compatriotes, comme lui au service de la France et mécontent comme lui, essaya de se faire enrôler en qualité de capitaine général par la République. Nous avons exposé ces négociations dans notre étude intitulée : *Boffille de Juge, comte de Castres, et la république de Venise*, parue dans les *Annales du Midi*, t. III (1891), p. 145 et suiv. Quand elles eurent échoué, Philippe de Crèvecœur, maréchal d'Esquerdes, fit sans plus de succès une tentative analogue. Cf. notre mémoire, *le Maréchal d'Esquerdes et la République de Venise*, dans l'*Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France*, t. XXVIII (1891), 2^e partie.



DU GUESCLIN

AU SIÈGE DE RENNES



Au lendemain du désastre de Poitiers, la défense de la ville de Rennes, étroitement bloquée par le duc de Lancastre, dura neuf mois, du 3 octobre 1356 au 5 juillet 1357. Tous les annalistes sont d'accord pour reconnaître que le guerrier qui eut surtout l'honneur de cette belle défense fut Bertrand du Guesclin. Cependant, le chevalier breton, encore peu connu à cette date dans le royaume de France proprement dit, n'était ni le capitaine ni le châtelain de la forteresse assiégée ; en d'autres termes, il ne commandait, du moins au début, ni l'enceinte ni le château. Il ne s'introduisit même dans la place qu'assez tard, et l'on ne voit figurer son nom sur aucune des montres ou revues des hommes d'armes employés à la défense ou au ravitaillement de cette place qui sont parvenues jusqu'à nous.

L'unique source d'où dérive tout ce que l'on a écrit concernant le rôle de du Guesclin pendant le blocus de Rennes est la *Chronique rimée* de Cuvelier, cet imitateur attardé de nos anciens poèmes chevaleresques. Malheureusement, le trouvère picard a visé beaucoup moins à instruire son lecteur qu'à l'amuser, et, d'ailleurs, son récit du siège de Rennes, où la fantaisie du vieux conteur se joue un peu longuement pendant le cours d'un millier de vers, est postérieur d'environ un quart de siècle à ce fait de guerre vraiment mémorable. Avant d'utiliser les données provenant d'une pareille source et recueillies dans des conditions aussi suspectes, l'historien a donc pour devoir strict de les contrôler, autant du moins que cela est en son pouvoir, à l'aide des documents d'archives. C'est ce que nous avons tenté de faire, il y a une quinzaine d'années, dans un livre consacré à la *Jeunesse de Bertrand* ; mais il faut bien avouer qu'en ce qui regarde la part

personnelle prise par du Guesclin à la défense, notre enquête, poursuivie exclusivement, il est vrai, dans les dépôts publics de Paris, de Bretagne et de Normandie, était restée à peu près sans résultat.

Un de nos élèves, M. Lemoine, étudiant de troisième année à l'École des chartes, ayant entrepris aux vacances dernières des recherches à Londres en vue de la préparation d'une thèse relative à l'histoire de Bretagne vers la fin du xiv^e siècle, vient d'être plus heureux. En compulsant à notre intention et sur notre demande une partie du fonds additionnel du Musée britannique antérieure à la période dont il s'occupe spécialement, il a été assez heureux pour y découvrir un document authentique, une pièce officielle, où le rôle de du Guesclin au siège de Rennes apparaît sous un jour non moins favorable que dans le poème de Cuvelier. L'acte, qui s'est conservé sous la forme d'un vidimus de Guillaume Staise, garde de la prévôté de Paris, libellé neuf jours seulement après l'expédition de l'original, émane du dauphin Charles, duc de Normandie, qui gouvernait alors le royaume avec le titre de lieutenant pendant la captivité de son père, et porte la date du 6 décembre 1357. Le fils aîné de Jean II déclare donner à Bertrand du Guesclin, sire de Broons, une somme de 200 livres tournois de rente annuelle et viagère assise sur les revenus de Saint-James de Beuvron¹ et, à défaut, sur la recette d'Avranches. Le texte porte, en outre, que cette donation est la récompense des éclatants services dudit Bertrand, « par les grands constance, sens et loiauté duquel », et ici nous en reproduisons littéralement les termes, « la ville de Rennes a été sauvée et défendue contre les ennemis du roi et les nôtres. » Le fait de la part considérable prise par du Guesclin à la défense si opiniâtre et si glorieuse de la ville de Rennes repose donc désormais, grâce à la récente trouvaille de M. Lemoine, sur le plus solide fondement historique. Or, cette défense, prolongée pendant neuf mois et soutenue contre le duc de Lancastre, qui passait pour le premier capitaine de son temps, est sans contredit l'événement le plus important au point de vue militaire qui ait marqué la lieutenance du futur Charles V. C'est

1. Du Guesclin fait sans doute allusion à cette donation dans le passage suivant de l'acte d'acceptation du duché de Longueville daté de 1364 : « Et aussi li delaissons (au roi Charles V) du tout les dons qu'il nous a faits de Saint-James de Beuvron et de Coutances. » Cf. Ménard, *Histoire de la ville et du château de Saint-James-de-Beuvron*, p. 74 (Avranches, 1891, 1 fasc. in-8°).

pourquoi nous avons cru devoir appeler dès maintenant, sans attendre une nouvelle édition de notre ouvrage, sur le document dont nous devons communication au zèle et à l'obligeance de M. Lemoine, l'attention du public studieux.

Siméon LUCE.

1357, 6 DÉCEMBRE.

Vidimus en date du vendredi 15 décembre 1357 d'un acte du 6 de ce mois par lequel Charles, fils aîné du roi de France, duc de Normandie et dauphin de Viennois, donne à Bertrand du Guesclin, chevalier, sire de Broons, une somme de 200 livres tournois de rente annuelle et viagère assise sur les revenus de la ville de Beuvron et à défaut sur la recette d'Avranches, en récompense de ses services militaires, particulièrement à la défense de la ville de Rennes sauvée de l'ennemi grâce à la résistance opiniâtre, au grand sens et à la loyauté dudit Bertrand.

A tous ceulx qui ces lettres verront, Guillaume Staise, garde de la prevosté de Paris, salut. Savoir faisons que nous, l'an de grace mil trois cens cinquante et sept, le vendredy quinziesme jour du moys de decembre, vesismes unes lettres seelées du seel de monseigneur le duc de Normandie, ainsné filz du roi de France, contenant la forme qui s'ensuit :

« Charles, ainsné filz du roy de France, duc de Normandie et d'alpin de Viennois, à tous ceulx qui ces presentes lettres verront, salut. Savoir faisons que, pour consideration de la loyauté et vaillance de nostre amé et feal monseigneur Bertran du Guerclin, chevalier, sire de Broon, et des loyaux et prouffitables services que il a faiz à nostre dit seigneur et nous, especialment.....¹ la guerre et defense de la ville de Renes en laquele il a esté par lonc tems assegiez, par les grans constance, sens et loyauté duquel la dite ville a esté sauvée et deffendue des ennemis de nostre dit seigneur et du pais, et pour consideration aussi des bons et agreables services que nous esperons que il face à nostre dit seigneur et nous eu temps avenir, nous, de grace especial et certaine science, avons doné et otroié, donnons et otroions

1. Plusieurs mots effacés et illisibles. Sans parler d'autres lacunes que l'on trouvera plus loin, nous ferons remarquer que la fin du vidimus fait également défaut.

au dit monseigneur Bertran deux cenz livres tournois de rente....., tant comme il vivra, sur les emolumens et revenues de la ville de Bevron¹, et, ou cas qu'il n'y pourroit estre paieiz pour raison de assignation precedente ou pour autres,..... les dites deux cens livres tournois de rente..... sur la recepte ordinaire ou extraordinaire de la viconté d'Avranches. Et mandons à noz feaux et amez les genz de noz comptes et au viconte d'Avranches ou à son lieutenant que au dit monseigneur Bertran paient ou facent paier d'ores en avant, aux termes accoustumez, les dites deux cens livres, tant come il vivra. Doné à..... le sixiesme jour de decembre l'an mil trois cens cinquante et sept². »

(Musée britannique, fonds des « Additional charters », 18.)

1. Bevron ou Beuvron désigne la ville de Saint-James-de-Beuvron, aujourd'hui chef-lieu de canton de l'arrondissement d'Avranches (Manche).

2. Cette chartre fait partie d'une collection acquise en 1829 par le Musée britannique de M. de Courcelles.



FORME ABRÉGÉE

DES NOMS

BERENGARIUS ET GERARDUS

Dans les chartes et les lettres du moyen âge, surtout au ^{xii}^e et au ^{xiii}^e siècle, les noms des parties sont souvent représentés par une initiale, tantôt seule, tantôt suivie d'une seconde lettre : B., BR., G., GR., J., R., W., etc. D'ordinaire, quand de tels cas se présentent, les éditeurs prudents s'abstiennent de compléter les noms, à moins que la forme complète n'en soit indiquée par des documents authentiques, dignes de toute confiance. Parfois cependant ils sont autorisés à écrire tout au long des noms de personnes inconnues qui ne se présentent dans les textes que sous une forme très abrégée. Cela semble résulter de l'examen attentif d'un petit registre, écrit probablement en 1257, dans lequel ont été consignées les fins de non recevoir opposées aux réclamations qu'avaient adressées aux commissaires royaux différents habitants de la sénéchaussée de Carcassonne.

Ce registre forme le n° 11013 du fonds latin de la Bibliothèque nationale. En le copiant, pour le publier dans le tome XXIV du *Recueil des historiens de la France* (p. 545 et suiv.), j'ai été amené à constater que, dans ledit registre, les abréviations BR. et GR. répondent aux noms BERENGARIUS ou BERENGARIA, et GERARDUS ou GERARDA (autrement GUIRAUDUS ou GUIRAUDA).

On en jugera par le relevé des différentes manières dont le nom du même personnage est écrit à divers endroits du registre.

Berengarius Ferrandi.

BR. Ferrandi, fol. 14, 14 v°, 15 v°, 41 v°, 42 et 42 v°, n° 183, 187, 202, 529, 532 et 543.

B'EN. Ferrandi, fol. 50 et 51, n° 644 et 658.

B'ENGARIUS Ferrandi, fol. 59 v°, 64 et 64 v°, n° 795, 860 et 870.

Berengarius de Mossio.

B. de Moscio, fol. 56 v°, n° 750.

BR. de Mossio, fol. 15 v°, n° 199.

BR. de Mossano, fol. 23, n° 291.

B'ENGUARIUS de Mossio, fol. 33, n° 423.

B'ENGARIUS de Mosciano, fol. 67, n° 894.

BERENGARIUS de Moscio, fol. 64 v°, n° 867.

Il faut, je crois, voir des erreurs de scribe dans les deux passages du registre où nous lisons :

BERTRANDUS de Moscio, fol. 2 v°, n° 26.

B'MUNDUS de Mossio, fol. 42 v°, n° 539.

Berengarius de Petra Pertusa.

BR. de Petra Pertusa, fol. 6 v°, 12 et 39, n° 80, 147 et 496.

B'EN. de Petra Pertusa, fol. 46 v°, n° 589.

B'ENGARIUS de Petra Pertusa, fol. 62, n° 832.

BERENGUARIUS de Petra Pertusa, fol. 28, n° 351.

Berengarius de Pipionibus.

B. de Pipionibus, fol. 33, n° 425.

BR. de Pipionibus, fol. 16 et 22, n° 206 et 276.

B'EN. de Pipionibus, fol. 52, n° 666.

B'ENGARIUS de Pipionibus, fol. 65, n° 875.

B'ENGUARIUS de Pipionibus, fol. 33 v°, n° 428.

Berengarius de Podio Terrico.

BR. de Podio Terico, fol. 20 v° et 25, n° 268 et 321.

B'EN. de Podio Therico, fol. 54 v°, n° 726.

B'ENGARIUS de Podio Terico, fol. 70, n° 938.

B'ENGUARIUS de Podio Terrico, fol. 35, n° 456.

Berengarîi (Guillelmus).

BR. (G.), fol. 40, n° 508.

B'EN. (G.), fol. 47 v°, n° 610.

B'ENGUARII (Guillelmus), fol. 31 v°, n° 400.

Berengarii (Petrus), de Aquis Vivis.

BR. (P.), filius quondam Ar. G., de Aquis Vivis, fol. 6, n° 65.

B'ENGARII (Petrus), filius condam Arnaldi Guillelmi, de Aquis Vivis, fol. 58 v°, n° 778.

Berengarii (Petrus), de Tribus Bonis.

BR. (P.), de Tribus Bonis, fol. 8, n° 104.

B'ENGUARI (P.), de Tribus Bonis, fol. 60 v°, n° 807.

B'ENGUARI (Petrus), de Tribus Bonis, fol. 28 v°, n° 357.

Berengaria filia Berengarii de Pipionibus.

B'RA et Alpais, filie quondam Berengarii de Pipionibus, fol. 22, n° 276.

B'ENGARIA et Orpais..., fol. 16, 33 v° et 65, n°s 206, 428 et 875.

B'ENGUARIA et Alpais..., fol. 52, n° 666.

Geraldus de Aniorto.

GR. de Aniorto, fol. 20 v° et 40 v°, n°s 271 et 514.

G'ALDUS de Aniorto, fol. 63, n° 846.

GERALDUS de Aniorto, fol. 70, n° 939.

GUIR. de Aniorto, fol. 29 et 35, n°s 363 et 459.

GUIRAUDUS de Aniorto, fol. 32, n° 403.

Geraldus de Petra Pertusa.

GR. [de Petra Pertusa], fol. 1, n° 3, ligne 2.

GERALDUS de Petra Pertusa, fol. 1, n° 3, ligne 1. (C'est dans le même article qu'on lit à la fois *Geraldus de Petra Pertusa* et *dictus Gr.*)

GUIRAUDUS de Petra Pertusa, fol. 27 et 55, n°s 333 et 730.

Geraldus de Pipionibus.

GR. de Pipionibus, fol. 1 v°, 15 v°, 19, 24 et 33, n°s 10, 203, 250, 306 et 425.

GERALDUS de Pipionibus, fol. 55 v°, 65 et 68, n°s 736, 871, et 917.

GUIRAUDUS de Pipionibus, fol. 27 v° et 51 v°, n°s 340 et 662.

GUIRAUDETUS de Pipionibus, fol. 34 v°, n° 445.

Guiraudus de Redorta.

GR. de Redorta, fol. 24, n° 305, ligne 2.

GUIRAUDUS de Redorta, fol. 24, n° 305, ligne 3.

Guiraudi (Petrus), de Riuterio.

GR. (P.), de Riuterio, fol. 40 v°, n° 517.

GUIR. (P.), de Riuterio, fol. 48 v°, n° 623.

GUIRAUDI (P.), de Riuterio, fol. 13 v° et 32, n° 171 et 404.

GUIRAUDI (Petrus), de Riuterio, fol. 63, n° 848.

Geraldi (Raimundus), de Cabareto.

GR. (R.), de Cabareto, fol. 9, n° 112.

GERALDI (R.), de Cabareto, fol. 5 v°, n° 57.

GUIRAUDI (Raimundus), de Cabareto, fol. 58 et 60 v°, n° 773 et 812.

Geralda de Esculencx.

G'RDA [de Esculencx], fol. 10, n° 124, ligne 2.

GERALDA de Esculencx, fol. 10, n° 124, ligne 1.

GERALDA d'Esculencs, fol. 43, n° 546.

GUIRAUDA [d'Esculencs], fol. 43, n° 546.

On voit comment s'abrégeaient, dans les documents du midi de la France, les noms *Berengarius* et *Geraldus*, employés, soit comme noms individuels, soit comme noms patronymiques; et, puisqu'il est ici question des noms individuels, de ceux-là que nous qualifions aujourd'hui de prénoms ou de noms de baptême, je profite de la circonstance pour faire observer que, dès le commencement du XIII^e siècle, on les appelait « noms de baptême. » Nous n'en pouvons douter en lisant deux passages d'une Chronique, encore inédite, qui fut composée en français probablement du temps de Philippe-Auguste, par un anonyme de Béthune¹. Voici dans quels termes le chroniqueur parle des noms de Louis, fils de Philippe-Auguste, et de l'empereur Frédéric II :

En l'an de l'incarnation Jhesu Crist mil ans et cent et quatre vins

1. Cette chronique sera l'objet d'une notice dans les *Notices et Extraits des manuscrits*, t. XXXIV, partie I, p. 365-397.

et set, od Ysabeaus, la roine de France, la fille la (*sic*) conte de Hey-nau, del roi Phelippe, son signor, un fil ki fu apelés en baptesme Looys¹...

... Si fu eslis à empereor des barons de l'empire sans contredit li enfes de Puille que on apeloit Ferri par non de baptesme²...

C'était donc au moment du baptême que les parents ou les par-rains choisissaient pour les enfants des noms, qui, le plus souvent, n'étaient point empruntés aux calendriers de l'Église.

L. DELISLE.

1. Bibl. nat., ms. français 6275 des nouv. acq., fol. 47, col. 1.

2. Ibid., fol. 61 v°, col. 2.



BIBLIOGRAPHIE.

Les Noms gaulois chez César et Hirtius, De Bello Gallico, par H. d'ARBOIS DE JUBAINVILLE, membre de l'Institut, avec la collaboration de MM. E. ERNAULT, G. DOTTIN. Première série : *Les composés dont RIX est le dernier terme*. Paris, E. Bouillon, 1894. In-42, xv-239 pages.

M. d'Arbois de Jubainville avait entrepris, il y a une quinzaine d'années, de publier un dictionnaire gaulois. Il avait déjà recueilli bon nombre de notes, avec la collaboration de ses deux secrétaires successifs, MM. Ernault et Dottin, quand il apprit que M. Alfred Holder allait faire paraître un *Trésor du vieux celtique*, fruit de dépouillements très étendus. Le savant professeur du Collège de France jugea inutile, peut-être à tort, de continuer son entreprise, et laissa le champ libre à M. Holder. Il a cru bon néanmoins d'utiliser les matériaux qu'il avait recueillis pour refaire l'opuscule de Glück : *Die bei Caius Julius Caesar vorkommenden keltischen Namen* (Munich, 1857, in-8°, 192 p.). Les progrès de la philologie celtique et de la grammaire comparée depuis cette époque justifient cette entreprise, et elle ne pouvait être menée à meilleure fin que par l'auteur du présent ouvrage, passé maître dans ces deux sciences. Le petit volume dont nous avons à rendre compte est donc conçu sur un plan tout différent du *Trésor du vieux celtique*. Celui-ci est un dictionnaire où les difficultés sont brièvement résolues et qui nous offre un raccourci de la science déjà faite. Le travail de M. d'Arbois de Jubainville est une suite de dissertations où l'auteur, mettant à profit toutes les ressources de la philologie celtique et de la grammaire comparée, cherche à fixer avec le plus de précision possible le sens d'une catégorie particulière de mots gaulois. Quand l'auteur nous dit dans sa préface que son travail, « sans rien apprendre aux savants, pourra, comme œuvre de vulgarisation, être utile à quelques autres, » il faut donc se garder de prendre ces expressions au pied de la lettre; il n'y faut voir qu'une manifestation de son extrême modestie. M. d'Arbois de Jubainville commence cette étude par les mots composés dont le dernier terme est *rix*; et pour une bonne raison, c'est que ces termes sont les plus faciles à étudier, qu'on en peut, dans certains cas, fixer le sens d'une manière satisfaisante, et que ces composés, une fois expliqués, pourront servir à interpréter les autres.

Les dix chapitres dont se compose le présent volume sont intitulés : le mot gaulois *rix*, *Caturiges*, *Ambro-rix*, *Cingeto-rix*, *Dumno-rix*, *Orgeto-rix*, *Bitu-riges*, *Epo-redo-rix*, *Ver-cingeto-rix*, la particule *ver* dans *Ver-cassi-vellaunus*. Il semble donc, à ne consulter que la table des matières, qu'on ne trouve dans l'ouvrage que l'explication d'une dizaine de mots. C'est une illusion complète. Comme pour tous les ouvrages du même auteur, c'est le cas de dire : *plus habet in recessu quam fronte promittit*. Pour expliquer chaque partie de ces composés, M. d'Arbois a recours à quantité d'autres mots gaulois où ces particules se retrouvent, et il explique ces mots chemin faisant. Il pousse même ce système beaucoup trop loin. Exemple : au chapitre *x* (*Vercingetoris*), l'auteur, voulant expliquer la particule *ver*, la suit dans *ver-jugo-dumnus*, *rigo-ver-jugus*, *ver-jugus*, *ver-nemetas*, et il saisit l'occasion de traduire les mots *jugo*, *dumnus*, *jugus*, *nemeton*; mais la traduction de ces termes a à son tour besoin d'exemples : ainsi le mot *nemeton*; alors l'auteur suit ce mot dans ses divers composés, *Medio-nemeton*, *Tasi-nemeton*; *Tasi* réclame à son tour une explication; on le retrouve dans *tasi-magulus*, d'où explication de *magulus*, etc., etc. Le chapitre *Ver-cingeto-rix* va de la page 145 à la page 182, et, dès la page 150, nous voilà déjà entraînés bien loin, rien que pour expliquer le mot *ver*. On voit que, si le système de M. d'Arbois a l'avantage de nous donner l'explication d'un grand nombre de mots dans un petit espace et de fournir, par la multiplicité même des exemples, une base solide à ses interprétations étymologiques, il présente au point de vue de l'exposition et de la clarté de graves inconvénients; d'autant plus graves que l'auteur veut faire œuvre de vulgarisation.

Ce défaut du plan est le plus sérieux de l'ouvrage. Chaque page, chaque ligne même peut soulever des discussions chez les celtistes. Je n'ai nullement l'intention d'entrer dans ces détails; d'abord j'ai trop peu de compétence en la matière, et ils intéresseraient peu les lecteurs de cette revue. Deux ou trois remarques cependant : p. 14, l'auteur donne de *Boio-rix* l'explication habituelle de « roi des Boies » et fait remarquer que ce nom fut porté par un chef cimbre, vaincu par Marius en 101 avant notre ère. « Il (ce nom) rappelait alors probablement quelque succès militaire remporté en Germanie par les Cimbres contre les *Boii* établis dans la région qui, de leur nom, s'appelle encore aujourd'hui Bohême. » Cette explication ne me satisfait pas. Si ce chef était German, nous aurions son nom sous une forme *germanique* et non *gauloise*. En admettant même que la substitution des consonnes (*Lautverschiebung*) ne se fût pas encore produite chez les Germains à cette époque, il n'y avait sûrement pas identité entre un mot composé german et un mot composé gaulois. Si ce chef apparaît avec un nom gaulois, c'est qu'il était Gaulois, et s'il s'appelait *Boio-rix*, c'est tout simplement qu'il commandait une troupe plus ou moins nombreuse de *Boii*,

suivant les Cimbres dans leur émigration. Je sais que M. d'Arbois, plus intransigeant encore sur ce point que M. Mommsen, ne veut voir dans les Cimbres et les Teutons que des Germains; mais sa thèse m'a toujours paru fort exagérée. J'admets que ces peuplades étaient en grande majorité germaniques, mais les noms gaulois de deux de leurs chefs (*Cesorix*, *Boiorix*), et une anecdote rapportée par Plutarque (Sertorius fut employé comme espion parce qu'il connaissait le gaulois) me semblent prouver d'une façon claire que des bandes gauloises, errant alors dans la Germanie, s'étaient jointes aux Cimbres et aux Teutons. Page 130, la signification du nom de *Bilbilis*, ville des Celtibères, est expliquée par un rapprochement avec un thème gaulois *bilo* ou *bili* (sûr, bon), qui serait redoublé. Cette étymologie me paraît tout à fait insoutenable. *Bilbilis* est très probablement un mot ibère. Si des rapprochements, comme celui de Vortigern et de M. Thiers (p. 177-178), sont amusants¹, certaines hypothèses, comme celle qui veut rendre compte de la séparation entre les *Bituriges Vivisci* et les *Bituriges Cubi* (p. 90), sont malheureuses; l'auteur s'en est du reste rendu compte en mettant un point d'interrogation bien justifié. Tel qu'il est, malgré ses défauts, ce livre n'en constitue pas moins le premier effort sérieux d'étymologie gauloise qui ait été tenté en France, et, à ce titre, il devrait être entre les mains de tous les érudits et professeurs français. Le *Trésor* de M. Holder, à cause de sa rareté, de sa cherté (cent francs), de sa forme même, ne sera jamais connu chez nous que d'une demi-douzaine de savants, tandis que le livre de M. d'Arbois de Jubainville, contenant sous un format modeste une masse considérable de renseignements, est indispensable aussi bien à l'historien, à l'archéologue, au numismate, qu'au philologue et au celtiste. J'ajouterai enfin que sept index des mots gaulois (un millier), irlandais, gallois, bretons, sanscrits, latins et romans, germaniques, cités dans l'ouvrage, facilitent considérablement les recherches et remédient en partie au défaut du plan signalé plus haut. Nous souhaitons vivement que M. d'Arbois de Jubainville fasse bientôt paraître la suite de ces études, dont le présent volume forme la première série.

En terminant, nous ne pouvons nous empêcher d'exprimer un regret et un souhait. La valeur du présent travail consiste dans la connaissance approfondie que l'auteur a de la grammaire comparée et du vieil irlandais. Malheureusement en France on connaît peu la grammaire comparée et, sauf une demi-douzaine d'exceptions, pas du tout le vieil et le moyen irlandais; or, sans cet instrument indispensable, les études celtiques ne pourront faire aucun progrès chez nous. Même dans ce livre de « vulgarisation », les lecteurs seront arrêtés à chaque instant par l'absence de toute étude préliminaire. Les lois phonétiques les plus élé-

1. Celui-ci est d'ailleurs peu sûr, Thiers venant plutôt de Theodorus que du nom d'homme (puis de lieu) *Tygernos* (d'où la ville de Thiers).

mentaires seront pour eux autant d'écueils, et les étymologies les plus sûres des explications fantaisistes. Je suis certain que la plupart d'entre eux trouveront fort extraordinaire un rapprochement aussi simple et aussi assuré que celui du mot irlandais *fer* (homme) et du mot gaulois *viros*. Où le lecteur pourrait-il apprendre que certaines finales celtiques primitives, telles que *os*, tombent en irlandais, que le *v* gaulois *y* devient *f*, que le changement de *i* en *e* est dû à l'influence de l'*o* final (avant sa chute), etc.? La *Grammatica Celtica* de Zeuss est chère, introuvable et d'une aridité d'exposition rebutante pour les commençants. La grammaire du vieil et moyen irlandais de M. Windisch est écrite en allemand, première et grave difficulté; de plus, elle date de douze ans, et, en ce qui concerne la grammaire comparée, elle n'est plus au courant de la science. Ce qu'il nous faudrait, ce serait un Manuel *français* de l'irlandais et un Traité de grammaire comparée des langues celtiques. Tant que ces ouvrages indispensables n'auront pas paru, les études celtiques ne pourront se développer en France, et la celtomanie aura encore de beaux jours à vivre. L'auteur du présent ouvrage serait plus à même que personne de remplir ces desiderata, et, pour notre part, nous souhaiterions fort qu'il entreprit cette tâche.

Ferdinand Lot.

Notices et extraits de quelques manuscrits latins de la Bibliothèque nationale, par B. HAURÉAU, membre de l'Institut. Tome III. Paris, C. Klincksieck, 1894. In-8°, 352 pages.

Dans notre dernier cahier (p. 449), en analysant le deuxième volume de l'ouvrage de M. Hauréau, nous exprimions le vœu de voir paraître à bref délai la continuation d'un travail où sont éclaircis tant de points obscurs de l'histoire littéraire du moyen âge. Ce vœu était à peine émis que l'auteur nous donnait un troisième volume, non moins intéressant que les deux premiers. Il y passe en revue le fonds de l'abbaye de Saint-Victor, dont trente-deux manuscrits lui ont fourni la matière de dissertations remplies de renseignements nouveaux et de rapprochements fort instructifs.

Il est assez difficile de faire un choix dans cette multitude d'observations qui se succèdent en rangs pressés et dont l'élégance est d'autant mieux goûtée que le fond en est parfois très aride. Comme plus particulièrement dignes d'attention, il convient de signaler les pages consacrées à la doctrine de l'école de Saint-Victor, telle qu'on peut la concevoir d'après un recueil de sermons composés par le prieur Gautier, par Achard et par d'autres Victorins (p. 18), — à Gébouin, archidiacre de Troyes (p. 152 et 322), — à Simon de Tournai (p. 250), — à Pierre de Poitiers, chanoine de Saint-Victor (p. 264), — à Prévostin, chancelier de l'église de Paris (p. 164), — à Jacques de Lausanne (p. 80), — à un

disciple de Robert de Sorbon, qui a composé, d'après les ouvrages de son maître, trois traités intitulés : « De tribus dietis vie paradisi, liber conscientiae, de septem speciebus homicidii interficientibus animas hominum » (p. 234).

Les analyses de M. Hauréau sont semées de courtes citations, portant souvent sur des traits piquants, dont la découverte a été le fruit de longues et fastidieuses lectures. Voici, par exemple, un témoignage de l'émotion que causaient au ^{xiii}^e siècle les chansons de gestes débitées par les jongleurs sur les places publiques, et notamment à Paris sur le Petit-Pont : « Cum voce jocularis, in plateis (in Parvo Ponte) sedentis, quomodo illi strenui milites antiqui, scilicet Rolandus et Oliverius et ceteri, in bello occubuere recitatur, populus circumstans pietate movetur et interdum lacrymatur » (p. 317). — Ailleurs (p. 294), c'est un chronogramme sur la chute de la tour d'une église de Tours arrivée le 7 avril 1267 :

Septima lux mensis quarti turris Turonensis
Casum scire dat his CIVI LVCVM numeratis.

Cà et là nous rencontrons des morceaux d'une certaine étendue, qui assurent à l'ouvrage de M. Hauréau une place honorable à côté des recueils d'anecdotes des Bénédictins de la congrégation de Saint-Maur. Tels sont un fragment de Hugues de Saint-Victor (p. 161), trois sermons de saint Bernard (p. 148, 331 et 335) et un sermon de Pierre le Mangeur (p. 44). Telle est surtout une édition du traité *De utensilibus* d'Adam du Petit-Pont (p. 199), texte et glose, d'après un ms. de Saint-Victor, comparé avec trois autres manuscrits des bibliothèques de l' Arsenal, de Bruges et du collège Caio-Gonville de Cambridge.

Ces exemples font entrevoir de quelle utilité les notices et les extraits de M. Hauréau seront pour l'étude de la littérature latine au moyen âge.

L. DELISLE.

Le Jour civil et les modes de computation des délais légaux en Gaule et en France, depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, par M. DELOCHE. Paris, imprimerie nationale, 1894. In-4°, 73 p. (Extrait des *Mémoires de l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, tome XXXII, 2^e partie.)

Qu'entend-on par jour civil ? En quoi le jour civil diffère-t-il du jour naturel ? Quel mode de computation du temps suivaient les peuples anciens ? Quel était le mode adopté par nos ancêtres ? Quelles sont les vicissitudes qu'a subies la manière de compter le temps et les délais légaux en France, depuis l'époque celtique jusqu'à nos jours ? N'y a-t-il pas quelques rapports entre la manière de compter le temps et les transformations politiques de notre pays ? Tels sont les pro-

blèmes que s'est posés M. Deloche et qu'il a étudiés avec le soin minutieux et la science approfondie qu'il apporte à tous ses travaux. On lira dans son savant mémoire les preuves qu'il fournit pour chacune de ses assertions ; qu'il nous suffise de résumer ici brièvement son exposé et ses conclusions.

L'auteur commence par rappeler le système de computation du temps, usité chez les peuples anciens, d'après Pline le Naturaliste. Les Babyloniens plaçaient le jour entre deux levers de soleil ; de même les Macédoniens et les Grecs. Les Athéniens, à partir des temps homériques, les Hébreux, les Scandinaves, les Gaulois, les Germains et en général les peuples aryens primitifs, du coucher du soleil au coucher du soleil suivant ; ils comptaient par nuits. Les Ombriens comptaient de midi à midi ; les Romains et les Égyptiens, de minuit à minuit.

M. Deloche examine ensuite les variations que le jour civil a subies en Gaule et en France, depuis les âges les plus reculés jusqu'aux temps modernes : il divise cette durée en sept périodes. On nous permettra de ne pas le suivre dans tous les détails. Nous nous contenterons de remarquer qu'à l'origine, avant la conquête romaine, chez les Celtes, on comptait par nuits. En effet, d'après la mythologie celtique, écho lointain des traditions orientales, la nuit précède le jour ; le jour naissait de la nuit ; cette croyance des Celtes leur était commune avec les Juifs et les Germains.

A partir de l'organisation de la Gaule par les Romains, ceux-ci importèrent dans notre pays leur système, qui consistait à compter les jours et les délais de minuit à minuit.

Au point de vue religieux, les habitants de la Gaule romaine durent conserver l'antique coutume de compter par nuits, tant que dura la religion druidique, et même quand le christianisme se fut établi, car la nouvelle religion suivit, sur ce point, les usages des communautés hébraïques où l'on comptait par nuits.

A partir des invasions germaniques, un nouveau principe domina la société, celui de la personnalité des lois, en vertu duquel les lois et les usages étaient différents suivant que le peuple était romain, burgonde ou franc, ou qu'il s'agissait d'homme d'Église. Alors le calcul a lieu par jours pour les Romains, pour les ecclésiastiques, pour les Burgondes et les Goths, qui avaient été imbus de bonne heure des idées romaines ; il avait lieu par nuits pour les Francs, qui firent revivre l'ancien usage suivi par les Celtes. Ce système primitif dura aussi longtemps que le principe de la personnalité des lois, c'est-à-dire environ jusqu'à la seconde moitié du x^e siècle. A partir de cette époque jusqu'en 1200, l'ancien calcul par nuits rentre en vigueur pour les personnes autres que les ecclésiastiques ; pour ces derniers, la computation avait lieu par jours. En fait, il en était souvent de même pour les autres classes de la société. De 1200 à 1315, M. Deloche reconnaît une période

de transition entre le calcul par nuits, qui va cesser, et le calcul par jours, qui va commencer : on compte alors par jours et par nuits, c'est-à-dire par intervalles de vingt-quatre heures. Enfin, dans un dernier système, à partir du second quart du xiv^e siècle jusqu'à nos jours, on supputa les délais par jours. En résumé et pour voir les choses d'une manière générale, le calcul du temps et des délais légaux en France a eu trois modes successifs : la computation par nuits, chez les Celtes ; par jours ou par nuits à la fois, suivant la nationalité des parties, et ensuite par jours et par nuits ; enfin, par jours, comme nous le faisons encore actuellement.

Tous ces faits, étudiés avec le plus grand soin, sont appuyés sur des textes nombreux, bien choisis, dont l'auteur a donné des analyses ou des extraits en appendice, avec toutes les références voulues, en sorte que le sujet est véritablement épuisé.

Il convient de faire ressortir, en terminant, les vues philosophiques que l'auteur a tirées de son sujet, et le rapport qu'il a établi entre les vicissitudes du jour civil et les principaux événements de notre histoire. C'est la conquête romaine qui a substitué au jour civil des Gaulois et à la numération par nuits le jour allant de minuit à minuit. L'établissement des Francs au vi^e siècle a amené la restauration de la computation par nuits. L'affranchissement des classes inférieures, la formation de la bourgeoisie ont opéré le retour progressif au régime romain, en sorte que « l'émancipation des classes populaires a marché du même pas que les réactions contre la législation des Francs. »

L'auteur achève son savant travail par la mention de quelques pays étrangers, dans lesquels a subsisté longtemps ou subsiste encore aujourd'hui la computation par nuits, par exemple l'Angleterre.

A. BRUEL.

Le Mariage en droit canonique, par A. ESMEIN. Paris, 1894. 2 vol. in-8°, 434 et 394 pages.

De tout le droit canon, la seule partie aujourd'hui vivante est celle qui régit le mariage, car elle forme le fond même des législations modernes sur cette matière. C'est là ce qui donne à la remarquable étude que M. Esmein vient de consacrer au mariage un intérêt tout particulier. L'auteur, comme il le déclare dans sa préface, ne s'est pas proposé d'écrire « un traité complet, encore moins un traité usuel du mariage canonique, » mais, jurisconsulte et historien, il a voulu nous faire assister à la naissance et au développement d'une législation qui subsiste encore dans ses traits essentiels ; il y a pleinement réussi. D'abord, le plan de son livre nous paraît irréprochable. Après avoir déterminé les phases par lesquelles ont passé la juridiction et la législation matrimoniales de l'Église, avoir mis en lumière ses principes et

ses tendances, il a exposé la théorie du mariage avant le concile de Trente, se plaçant à l'époque où le droit canonique est constitué en un système juridique régulier et complet, c'est-à-dire entre le ^{xii}^e et le ^{xvi}^e siècle, mais de là jetant, pour chaque point spécial qu'il étudie, un regard en arrière vers les origines. Il passe successivement en revue la formation du mariage, le contrat de fiançailles et le contrat de mariage, la preuve du mariage, les empêchements, les actions en nullité et les oppositions, les effets du mariage, le divorce et la séparation des époux, les secondes noces et le concubinat. La dernière partie est consacrée au droit du mariage depuis le concile de Trente. M. Esmein a apporté dans toute cette étude la finesse d'analyse à laquelle ses œuvres précédentes nous avaient habitués, et tout à la fois il a fait preuve d'une connaissance approfondie de la matière. Avec un guide moins sûr, le lecteur se serait égaré dans la multiplicité des détails, et surtout il eût été troublé par les divergences d'opinions des canonistes. Mais M. Esmein a su dégager nettement les principes, les idées maitresses des diverses écoles, de façon à rendre compte des solutions variées, souvent opposées, qu'une même question a reçues suivant les temps et les lieux. Nous ne pourrions résumer un livre si plein de faits et d'idées; mais nous essaierons de tracer, d'après M. Esmein, les grandes lignes de l'histoire de la législation du mariage. L'Eglise a dû, dans les premiers temps de son existence, respecter les lois civiles. Tout ce qu'elle a pu faire, c'a été d'imposer à ses membres le respect de certaines règles. Elle n'exerça son action qu'au sein de la communauté. La seule sanction de ses décrets était l'exclusion de la communauté prononcée contre les fidèles qui ne se soumettaient pas à sa discipline. Avec l'avènement des empereurs chrétiens, la situation changea. La législation civile s'inspira des principes de l'Eglise. Un rapprochement se fit, de plus en plus étroit, entre la réglementation ecclésiastique et la loi civile. Après la dislocation de l'Empire, l'influence de l'Eglise grandit. Le pouvoir séculier conserva cependant jusqu'au ^x^e siècle la législation et la juridiction sur le mariage; mais souvent les rois, spécialement les Carolingiens, ne firent que confirmer dans leurs capitulaires les règles ecclésiastiques. D'autre part, la juridiction disciplinaire de l'Eglise tendait à se substituer à la juridiction civile, les tribunaux ecclésiastiques aux tribunaux royaux. En France, l'affaiblissement du pouvoir royal, au ^x^e siècle, favorisa ces empiétements. Il faut citer ici quelques lignes où M. Esmein a expliqué, en termes plus nets peut-être qu'on ne l'avait jamais fait, la formation des juridictions seigneuriales : « Le droit de rendre la justice, qui depuis longtemps n'était plus exercé sans partage par le pouvoir royal, mais qui, jusque-là, se rattachait toujours à lui par une certaine dépendance, en quelques mains qu'il se trouvât, se désagrège définitivement. Les autorités indé-

pendantes qui, dans certaines matières ou à l'égard de certaines personnes, en avaient reçu la délégation ou l'avaient usurpé en fait, dorénavant le revendiquent comme un droit propre. Les juridictions particulières, qui jusque-là n'apparaissaient que comme un succédané de la justice publique, tendant simplement à fournir une satisfaction qui rendait inutile le recours à celle-ci, dorénavant s'établissent à sa place et affirment leur compétence, exclusive de la sienne. La coutume, la grande créatrice du droit au moyen âge, sanctionne cet état nouveau contenu en germe dans l'état précédent. C'est ainsi que les juridictions des *potentes* et celles des immunités, qui représentaient des succédanés de la justice publique, deviennent les justices seigneuriales hautes ou basses ; c'est par le même phénomène que les juridictions ecclésiastiques constituent leur compétence nouvelle, et spécialement leur compétence quant au mariage, et le système juridique qui triompha avec la juridiction ecclésiastique, ce fut, bien entendu, le droit canonique. » L'Église est dès lors en possession de la juridiction et de la législation matrimoniales. La dualité fait place à l'unité. Les tribunaux ecclésiastiques en vinrent à connaître des causes relatives aux relations pécuniaires entre les époux. En France, toutefois, les tribunaux séculiers leur firent, sur ce point et dès le *xv^e* siècle, une redoutable concurrence. Peu à peu, le pouvoir civil chercha à remettre la main sur la législation matrimoniale. Il y réussit, et, au *xvi^e* siècle, les juges royaux prétendaient prononcer sur la validité et la nullité des mariages. En même temps, les jurisconsultes s'accordaient à reconnaître aux princes le droit de légiférer sur le mariage. Du *xvi^e* au *xviii^e* siècle, cette matière fut régie par une législation mixte dont le droit canonique formait la base, et que complétaient les dispositions des ordonnances royales. A l'Église restait la célébration du mariage, et aussi la charge, sous le contrôle du pouvoir royal, de tenir les registres. Avec la Révolution parut le mariage civil. L'Église peut maintenant faire des règlements intérieurs, demander compte à ses fidèles de leur conduite, rien de plus ; elle est retombée, relativement au mariage et vis-à-vis du pouvoir civil, dans la même position qu'elle occupait tout d'abord.

Le livre de M. Esmein ne s'adresse pas aux seuls historiens du droit. Ceux-là même qui s'occupent exclusivement de l'histoire politique auront profit à le lire et à le consulter. On sait, en effet, quelle place importante les questions matrimoniales tenaient dans la société du moyen âge. C'était par des mariages que les princes scellaient les traités de paix et agrandissaient leurs États. Mais, souvent, ils regrettaient la foi jurée et rompaient leur mariage aussi facilement qu'ils faisaient les trêves. De là, de terribles luttes entre l'Église et les grands, et qui agitaient toute une nation. L'histoire du règne de Philippe I^{er}, par exemple, n'est guère que celle d'un divorce. Il est donc indispensable

à tous les historiens de connaître la législation du mariage; ils la trouveront clairement et scientifiquement exposée dans le livre si intéressant de M. Esmein.

M. PROU.

Mémoire sur la bataille de Courtrai (1302, 11 juillet) et les chroniqueurs qui en ont traité, pour servir à l'historiographie du règne de Philippe le Bel, par M. Frantz FUNCK-BRENTANO. Extrait des *Mémoires présentés par divers savants à l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, 1^{re} série, tome X, 1^{re} partie. Paris, 1894, in-4°.

Notre confrère M. Funck-Brentano, en poursuivant ses études sur le règne de Philippe le Bel, a été amené à étudier de très près les divers textes qui relatent la bataille de Courtrai. Avant lui, M. Pirenne, dans une notice dont il a été rendu compte ici même¹, avait admis ce qu'il a appelé « la version flamande et la version française de la bataille de Courtrai »; ses conclusions avaient été que les sources flamandes étaient les plus sûres qu'on pût suivre pour l'historique de la bataille; il écartait, en effet, comme légendaire ce qu'il appelait la version française, qui relatait l'existence d'un fossé creusé par les Flamands en avant de leurs lignes, fossé dans lequel la chevalerie française vint s'abîmer; et il donnait tout le mérite de la victoire à la valeur personnelle des Flamands, sans paraître admettre que des travaux de fortification y eussent contribué.

Ce raisonnement absolu n'a pas persuadé M. Funck-Brentano, qui a repris un à un les textes étudiés par M. Pirenne en les classant avec soin suivant le degré de confiance qu'on doit leur accorder : et il a examiné d'abord les relations dues à la plume d'écrivains « qui ont écrit à l'époque et dans le pays où l'événement s'est passé »; ces relations sont empruntées : 1° à la chronique artésienne publiée d'une façon médiocre par le chanoine de Smet dans le tome IV du *Corpus chronicorum Flandriae* et que M. Funck-Brentano a étudiée avec beaucoup de précision; 2° à la *Branche des royaux lignages* de Guillaume Guiart; 3° aux célèbres *Annales Gandenses*; 4° au *Spiegel historiaal of Rym-Spiegel* de Van Velthem; 5° à l'œuvre historique de Gilles li Muisis.

De l'étude de ces cinq ouvrages, il ressort, à n'en pas douter, qu'il n'y a qu'une version impartiale de la bataille de Courtrai, c'est la version qui relate l'épisode du fameux fossé. Doit-on en conclure que ce fossé ait été entièrement creusé par les Flamands avant la bataille? La chose est possible. Mais ne peut-on admettre, comme on l'a dit ailleurs, que le fossé n'ait été en définitive que le lit agrandi d'un ruisseau? M. Funck-

1. *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. LI, année 1890, p. 321.

Brentano, visiblement porté à adopter cette façon de voir, fournit d'ailleurs un nouvel argument en sa faveur par une citation curieuse qu'il fait d'annotations ou de brèves chroniques inscrites sur les registres des comptes communaux de Bruges.

En somme, on voit la portée et les résultats du travail de M. Funck-Brentano : c'est une étude approfondie des sources, et l'auteur a su y joindre des documents très importants.

Il a enfin le mérite de démontrer que, si la vérité a été travestie, ce n'est pas par les vaincus.

Le Village de Saint-Momelin (Artois et Flandre), 640-1789. Notice historique, par Joseph du TEIL. Paris, A. Picard, 1894. In-8°, 134 pages.

Chaque ville de France, chaque village même de quelque importance au moyen âge, devrait être connu au moins par une courte notice historique. Malheureusement jusqu'ici c'est encore l'exception, et bien des villes ne peuvent présenter ce que le simple village de Saint-Momelin possède aujourd'hui. Dans une centaine de pages, écrites sans aucune prétention, M. J. du Teil réussit à intéresser et à captiver l'attention. Il est vrai que le village en question a l'honneur de devoir son origine à la fondation par saint Momelin, évêque de Noyon et de Tournai (659-683), d'un monastère antérieur de quelques années à la célèbre abbaye de Sithieu. Seulement, ce monastère n'eut pas à beaucoup près des destinées aussi brillantes que celle-ci ; ce n'était plus qu'une simple maison de retraite quand il abrita pour quelques jours le glorieux Thomas Becket. Il fut même détruit en 1477, quand Louis XI vint mettre le siège devant Saint-Omer, et depuis il ne fut plus relevé. Dès lors, le village fut soumis directement, au spirituel et au temporel, à l'abbaye de Saint-Bertin, qui y établissait des échevins, bailli, prévôt, etc. A propos des échevins, on serait désireux de trouver plus de détails que n'en donne M. du Teil ; il y aurait peut-être là une petite étude curieuse à faire au point de vue des institutions.

L'auteur n'annonce qu'une monographie de village ; mais sa notice prend une réelle importance quand il touche à des questions générales, par exemple lorsqu'il traite du procès des limites entre la Flandre et l'Artois, procès dans lequel était intéressé Saint-Momelin, ou lorsqu'il raconte les diverses évolutions des armées autour de Saint-Omer pendant la guerre de trente ans et les guerres de Flandre. L'auteur a encore eu l'excellente idée de joindre, comme appendice à son ouvrage, un inventaire, un peu trop sommaire pourtant, des archives de la commune de Saint-Momelin antérieures à 1789. En somme, c'est une œuvre très consciencieuse, pour laquelle l'auteur

a fait beaucoup de recherches, et qui a certainement plus d'intérêt que le titre lui-même ne pourrait le faire supposer.

H. LABANDE.

Monographie et histoire de la commanderie de Saint-Jean-des-Prés à Montbrison-en-Forez, par le lieutenant Victor JANNESSON. Saint-Étienne, 1890. In-8°, 39 pages, planches.

Cette étude, très consciencieusement faite, est consacrée à l'histoire d'une commanderie de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem et à la description des bâtiments, maintenant fort mutilés, qu'elle occupait. L'intérêt archéologique que présente l'église est en somme purement local. C'est une église à une seule nef, jadis voûtée, construite dans le courant du xii^e siècle, et remaniée plus tard (le chœur voûté sur croisée d'ogives est à chevet carré et ne date que de la fin du xiv^e siècle, comme le dit M. Jannesson, ou peut-être même du xv^e); la nef est divisée en trois travées par deux doubleaux retombant sur des pilastres qui correspondent aux contreforts extérieurs. Le mur de chaque travée est décoré à l'intérieur, au nord et au midi, par de grands arcs appliqués en cintre légèrement brisé. On remarque quelques traces de peintures et trois inscriptions de 1239, 1244 et 1248 : les deux dernières sont inédites.

Il faut relever, dans la rédaction de cette notice, quelques expressions impropres : le mot *ogive* est employé par M. Jannesson dans le sens d'arc en tiers-point (p. 9); à la page 15, *arc diagonal* est un terme qui manque de précision; pourquoi ne pas écrire *branche de la croisée d'ogives*? Qu'est-ce encore qu'une crédence de forme ogivale?

À la page 28, M. Jannesson écrit qu'on a la date de la construction de la chapelle par une lettre de Philippe, roi de France (1184); M. Jannesson aurait bien dû la transcrire, car le *Catalogue des actes de Philippe-Auguste* n'en fait pas mention.

Jean VIREY.

Annales du Midi. Bulletin trimestriel d'archéologie, d'histoire et de philologie, publié, sous les auspices du Conseil général des Facultés de Toulouse, par Antoine THOMAS, professeur à la Faculté des lettres de Toulouse, chargé de cours à la Faculté des lettres de Paris. 1889-1894. Toulouse, Ed. Privat; Paris, Alph. Picard. In-8°.

En fondant cette revue il y a trois ans, notre confrère M. Ant. Thomas annonçait nettement le but qu'il se proposait et le plan qu'il comptait suivre. Il s'exprimait ainsi :

« Le titre de la revue que nous offrons au public est déjà un pro-

gramme qui pourrait à la rigueur se passer de commentaire. Nous tenons cependant à dire d'une façon plus explicite ce que nous nous proposons de faire.

« Nous entendons par « Midi de la France » la vaste région qui s'étend des Alpes à l'Océan et des Pyrénées au plateau central, région où a fleuri au moyen âge la littérature provençale, où se parlent encore aujourd'hui des patois de *langue d'oc*.

« Ceux qui s'intéressent aux travaux de l'érudition méridionale ont pu constater plus d'une fois l'absence presque complète de relations scientifiques entre les provinces extrêmes du vaste domaine de la langue d'oc. C'est à peine si, à Toulouse, on connaît ce qui se fait à Bordeaux ou à Montpellier. S'agit-il de travaux publiés en Provence, en Limousin, en Auvergne? On les ignore complètement. Il y a là un véritable dommage scientifique auquel il nous paraît urgent de porter remède. C'est dire que nous considérons comme une partie très importante de notre tâche de centraliser les travaux individuels et locaux en les réunissant dans une ample *Revue des périodiques et sociétés savantes du Midi*, qui occupera une grande place dans chacun de nos numéros. Les travailleurs méridionaux apprendront ainsi à se connaître les uns les autres, ils marcheront en se serrant les coudes vers la recherche de la vérité historique, qui est le but suprême, et en coordonnant leurs efforts ils y atteindront plus sûrement. D'autre part, les savants de Paris et de l'étranger, dont beaucoup ont rendu d'éminents services à l'histoire méridionale, trouveront là un écho fidèle de ce qui se fait au jour le jour dans le Midi; ils se verront ainsi à même d'apprécier et d'utiliser des travaux de savants de province auxquels, en l'état actuel des choses, on ne rend pas toujours justice. Une revue du même genre sera consacrée aux périodiques de Paris et de l'étranger; nous y relèverons avec soin tout ce qui de près ou de loin pourra intéresser le Midi. On sait avec quelle ardeur l'Allemagne s'occupe de notre ancienne langue et de notre ancienne littérature provençale. Nous nous efforcerons de répandre dans le Midi la connaissance de ces travaux d'outre-Rhin par des analyses détaillées, des comptes rendus critiques et au besoin des traductions.

« Mais nous ne voulons pas être seulement pour le Midi un bulletin d'information, une sorte d'entrepôt, nous aspirons à devenir un centre actif de production scientifique, et nous comptons, pour obtenir ce résultat, sur les collaborateurs qui nous ont promis leur concours. Chaque numéro contiendra plusieurs articles de fond et des mélanges. Ces articles auront naturellement le même cadre que la bibliographie. Toutes les manifestations de la vie méridionale, depuis les temps historiques jusqu'à la fin du siècle dernier, auront un droit égal à y trouver place, et nous espérons donner quelque variété à notre *Revue* en faisant appel successivement ou simultanément à toutes les sciences

auxiliaires que le *xix^e* siècle a su mettre au service de l'histoire : archéologie, philologie, linguistique, épigraphie, etc.

« Nous nous ferons une loi de ne rien publier qui n'ajoute quelque chose, soit un fait, soit une idée, à la somme des connaissances acquises. C'est dire que nous voulons faire une œuvre de science sérieuse et non de vulgarisation facile.

« Est-il besoin de dire quel esprit dirigera les *Annales du Midi*? Dégagés de tout préjugé d'école ou de parti, nous n'aurons qu'un but, la recherche de la vérité. »

Nous avons tenu à reproduire ce programme, parce qu'il a été très exactement suivi et qu'on ne saurait mieux définir et caractériser la tâche que M. Thomas et ses collaborateurs ont accomplie dans les trois premiers volumes du recueil.

En dehors de la partie bibliographique et des *Mélanges*, dont l'étendue et la variété nous empêchent de donner le dépouillement, les *Annales du Midi* ont publié une trentaine d'articles de fond, qui, presque tous, sont ou des textes inédits d'une réelle importance ou des travaux originaux d'un incontestable mérite. On en pourra juger par un simple relevé des titres :

La langue romane du Midi de la France et ses différents noms, par P. Meyer. — Un grand amateur français du *xvii^e* siècle, Fabri de Peiresc, par L. Delisle. — Le testament de Peiresc, par Tamizey de Larroque. — Remarques sur l'*interpretatio* de la *Lex romana Visigothorum*, par Ch. Lécrivain. — Une œuvre de Baluze oubliée, par Alfred Leroux. — Le Midi et les états généraux sous Charles VII, par A. Thomas. — Les manuscrits et les livres annotés de Fabri de Peiresc, par H. Omont. — Le P. Guevarre et les bureaux de charité au *xvii^e* siècle, par Ch. Joret. — Les Armagnacs et les Bourguignons, le comte de Foix et le Dauphin en Languedoc (1416-1420), par P. Dognon. — Étude critique sur les *Annales* françaises de Limoges, par A. Leroux. — Les antiquités de Narbonne et le projet d'organisation d'un Museum dans cette ville pendant la Révolution, par V. Mortet. — Le P. Guevarre et la fondation de l'hôpital général d'Auch, par Ch. Joret. — Les manuscrits du château de Merville, par Ch. Douais. — Fabri de Peiresc et la numismatique mérovingienne, par M. Prou. — Rodrigue de Villandrando en Rouergue, par A. Thomas. — La tenson provençale, par A. Jeanroy. — La taille en Languedoc, de 1450 à 1515, par A. Spont. — Pétrarque et les dames de Saint-Laurent à Avignon, par A. Deloye. — Les manuscrits de Pacius chez Peiresc et Holstenius, par H. Omont. — Quelques lettres de Bayle et de Baluze, par L.-G. Pélissier. — Bilets languedociens inédits extraits de la *Méjanès*, par Tamizey de Larroque. — Sur trois chartes albigeoises concernant les origines de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, par Edmond Cabié. — Boffille de Juge, comte de Castres, et la république de Venise, par P.-M. Perret. —

L'équivalent aux aides en Languedoc, de 1450 à 1515, par A. Spont. — La première chartre de coutumes de Montferrant, par E. Teilhard de Chardin. — Troubles de mai 1562 à Toulouse, par E. Connac. — La taille en Languedoc, de Charles VII à François I^{er}, par P. Dognon. — La gabelle du sel en Languedoc au x^v^e siècle, par A. Spont. — Le siège d'Antibes (1746-1747), par M. Muterse.

Les *Annales du Midi* se publient chez M. Privat, le libraire toulousain, dont le nom est si honorablement attaché à la dernière édition de l'*Histoire générale de Languedoc*.

G. ROMANO. *Gian Galeazzo Visconti e gli eredi di Bernabò*. Milano, 1894. In-8°, 444 pages. (*Archivio storico lombardo*, XVIII^e année, fasc. 1 et 2.)

M. Giacinto Romano, professeur libre à l'Université de Pavie, donne sous ce titre, d'après les minutes du notaire Cristiani, un travail qui intéresse, par plus d'un point, l'histoire du règne de Charles VI : c'est l'exposé des efforts du seigneur de Milan, Jean-Galéas Visconti, pour étouffer les revendications des héritiers de Bernabò, son oncle et sa victime.

Après nous avoir montré Jean-Galéas préoccupé d'appuyer sur une sorte de légalité la situation qu'il s'est faite en s'emparant violemment des états de son oncle, M. Romano attire l'attention sur les puissantes alliances des fils de Bernabò avec la Bavière et l'Autriche. En passant, il justifie la politique matrimoniale des Visconti et condamne, au nom de la raison, l'opinion qui reproche à Jean-Galéas d'avoir encouragé par là les prétentions françaises en Italie. « Si la théorie de la responsabilité devait être appliquée dans un sens aussi large, l'histoire cesserait d'être une étude objective et se résoudrait en un interminable réquisitoire : ce qui n'est point de son ressort » (p. 10).

À l'origine, la maison de Bavière seule est menaçante : Florence n'a pas encore intérêt à identifier sa cause avec celle des enfants de Bernabò. Or, la Bavière a l'une de ses filles sur le trône de France. Contre l'influence d'Isabeau, Jean-Galéas parvient à conclure le mariage de Valentine avec le frère du roi. M. Romano attribue à l'opposition de la reine le long intervalle de deux ans qui sépare la conclusion du mariage (27 janvier à 8 avril 1387) de sa célébration (17 août 1389). Il y eut d'autres raisons ; mais on peut supposer que celle-ci fut d'un grand poids.

Tandis qu'il espère maintenir la Bavière en respect, grâce au nouveau lien qui l'unit à la France, Visconti voit l'Italie septentrionale se lever contre lui. C'est d'abord Vérone, qu'il écrase ; puis Florence, qui obtient contre son rival le concours du comte d'Armagnac, en simulant un grand zèle pour les enfants de Bernabò, dont elle oublie, d'ail-

leurs, de préciser les droits dans le traité de Mende, comme elle l'oublia dans les négociations pour la paix de Gênes.

Sur plusieurs circonstances de l'expédition de Jean III, notre opinion diffère de celle de l'auteur : nous le montrerons dans un prochain travail. Mais M. Romano reconnaît que la lettre du 24 novembre 1391 au pape, où Jean-Galéas tourne en dérision la douleur de Charles VI, doit être l'œuvre des faussaires florentins, et nous aimons à trouver cette franche déclaration sous sa plume (p. 43). La lettre révèle un caractère emporté et imprudent, qui n'est point celui du comte de Vertus. Après sa victoire, en effet, il ne devient point arrogant, mais il traite avec les descendants, même illégitimes, de Bernabò, et va rechercher l'alliance française. Cette fois les documents sont là pour fermer la bouche aux chroniqueurs florentins, et prouver que l'inobservation des traités de 1391 est imputable aux Visconti et non à Jean-Galéas.

Bientôt le groupement des puissances de la péninsule dans une alliance nettement hostile fit désirer vivement au seigneur de Milan la conclusion d'une alliance ferme avec Charles VI. Là encore, grâce à la reine, on demande pour les héritiers de Bernabò des satisfactions, qui changent de forme à chaque phase des négociations. Jean-Galéas se voit contraint de renouer avec tous ses cousins les pourparlers qui n'avaient pas abouti en 1391. L'échec fut égal en 1393. On doit noter, d'ailleurs, qu'il n'avait jamais été question que de compensations en argent ou en terres conquises et éloignées de Milan.

Plus tard, on reprend avec succès un projet de mariage entre Élisabeth Visconti et Ernest de Bavière; puis des négociations avec Mastino Visconti, qui échouent. Dans son testament de 1397, Jean-Galéas fait des libéralités importantes aux fils et filles de son oncle, sauf à Carlo, dont l'hostilité s'est montrée la plus active. Enfin, lorsqu'en 1401 le roi et le duc d'Orléans traitent d'un mariage avec le fils aîné du seigneur de Milan, on parle, pour la dernière fois avant la mort de ce dernier, des droits des enfants de Bernabò.

Bien que toutes les parties n'en soient pas également neuves, l'ensemble de ce travail demandait une grande clarté d'exposition, et de la délicatesse dans l'interprétation des documents, en présence d'un caractère aussi défiguré par l'histoire que celui de Jean-Galéas Visconti. M. Romano a pleinement réussi. On ne peut que lui souhaiter la découverte des registres de Cristiani, qui manquent encore, et grâce auxquels il pourra dégager complètement la physionomie du premier duc de Milan, dont la politique, à tout prendre, ne surpassa jamais en fourberie et en cruauté celle de Florence, son ennemie.

E. JARRY.

LIVRES NOUVEAUX.

SOMMAIRE DES MATIÈRES.

SCIENCES AUXILIAIRES. — Diplomatique, 432, 444. — Bibliographie, 331, 333, 334; bibliothèques, 332, 424, 426; manuscrits, 315, 352, 355, 388, 390, 395, 420, 421, 427, 460-462; imprimerie, 323, 352, 367.

SOURCES, 394. — Chroniques, 361-363, 389, 403. — Archives, 396, 425, 429, 446, 447, 475; chartes, 365, 494; cartulaires et régestes, 324, 346, 353, 373, 410, 471, 497.

BIOGRAPHIE ET GÉNÉALOGIE, 313, 466. — Saint Amable, 319; d'Arc, 329, 330, 372; saint Bernard, 360; Brantôme, 431; saint Bruno, 499; Brunswick, 453; Charles le Gros, 365; Clovis, 357; Conrad II, 366; Frédéric II, 454; Fürstenberg, 410; Gaignières, 332; Granvelle, 354; Gui, 418, 480; Hermann le Dalmate, 370; Jean de Vicence, 492; saint Luc, 383; saint Martin, 491; Philippe le Bel, 409; Rozzone, 364; Rutebeuf, 369; saint Séverin, 395; saint Thomas Becket, 437; Virgilius, 490; saint Yves, 435.

DRIT, 358, 382, 417, 438, 439, 446, 487, 493. — Droit canonique, 400, 477.

INSTITUTIONS, 348, 349, 351, 386, 411, 417, 419, 448, 464, 467, 473.

HISTOIRE ÉCONOMIQUE, 321, 345, 498. — Enseignement, 337, 383; sciences, 370. — Hôpitaux, 343, 378; maladies, 428.

RELIGIONS, 476, 480. — Judaïsme, 404, 418. — Catholicisme : liturgie, 322, 395; papauté, 346; évêchés, 430, 448; ordres, monastères et corporations, 353, 416, 449, 459, 468, 499, 501. — Catharisme, 393.

ARCHÉOLOGIE, 338, 339, 376, 379, 398, 422, 474. — Architecture, 320, 356, 375; édifices religieux, 311, 314, 336, 347, 414, 433, 443, 450, 479, 483. — Peinture, dessin, gravure, 332-334, 424, 427. — Mobilier, costume, armes, 318, 374, 451, 476. — Numismatique, 350, 499. — Sphragistique, 383, 413, 485, 499. — Blason, 408, 415, 466.

LANGUES ET LITTÉRATURES. — Latin, 316, 377, 387, 432, 490. — Langues romanes, 380; français, 359, 368, 369, 387, 390, 392, 399, 401-403, 431, 440, 478, 496; italien, 310, 359, 381; provençal, 328. — Langues germaniques, 399. — Arabe, 370.

SOMMAIRE GÉOGRAPHIQUE.

ALLEMAGNE, 309, 410, 444. — Bade, 420. — Brunswick, 453. — Prusse, 315. — Saxe, 497. — Wurtemberg, 421.

AUTRICHE, 455, 486, 493, 501.

BELGIQUE, 409, 438.

ESPAGNE, 318, 323, 350, 405, 412, 482.

FRANCE. — Auvergne, 335; Bourgogne, 382; Bretagne, 466; Languedoc, 393; Lorraine, 449; Normandie, 326, 348, 349; Poitou, 313. — Ain, 447; Aisne, 398; Ardennes, 434, 439; Aube, 311; Bouches-du-Rhône, 327; Calvados, 451; Charente, 430; Côte-d'Or, 360, 423; Dordogne, 408; Doubs, 354; Drôme, 344; Eure-et-Loir, 450; Gard, 467; Indre-et-Loire, 433; Loir-et-Cher, 494; Loire, 498; Loire (Haute-), 481; Manche, 314; Marne, 357, 367, 384, 426, 441, 443, 474; Mayenne, 459, 465; Meurthe-et-Moselle, 371, 436; Meuse, 429, 483; Nord, 355, 407; Oise, 458; Pas-de-Calais, 470; Pyrénées-Orientales, 345; Rhône, 498; Savoie, 448, 457; Seine, 325, 332, 337, 340, 343, 378, 388, 424, 460-462, 473, 488; Seine-et-Marne, 395; Seine-et-Oise, 336, 376, 445; Seine-Inférieure, 416; Sèvres (Deux-), 391; Somme, 396; Vaucluse, 442; Vienne, 341, 475; Vosges, 414; Yonne, 317, 469.

GRANDE-BRETAGNE. — Angleterre, 312, 419, 456. — Écosse, 342.

ITALIE, 356, 454. — Italie du Nord, 351, 352, 364-366, 385, 397, 479, 492, 500; centrale, 404, 406, 435, 452; méridionale, 373, 463.

PAYS-BAS, 324, 346, 425, 438, 472, 484, 489.

SAINT-MARIN, 446.

SUISSE, 471, 495.

ORIENT ET CROISADES, 361, 363, 427, 485.

309. Acta Karoli IV imperatoris inedita. Ein Beitrag zu den Urkunden Kaiser Karls IV aus italienischen Archiven gesammelt und herausgegeben von F. Zimmermann. Innsbruck, Wagner. In-8°, x-273 p. 10 m.

310. AGNELLI (Giovanni). Topo-cronografia del viaggio dantesco. Milano, Ulrico Hoepli, 1891. In-4°, 159 p., 15 planches. 16 l.

311. BABEAU (Albert). Saint-Urbain de Troyes. Troyes, impr. Dufour-Bouquot. In-8°, 61 p., grav. (Extrait de l'*Annuaire de l'Aube*, 1891.)

312. BAIGENT (F.-J.). A Collection of records and documents relating to the hundred and manor of Crondall in the county of Southampton. Part I : historical and manorial. Winchester, Warren ; London, Simpkin. In-8°, 560 p. 1 l. st.

313. BEAUCHET-FILLEAU (H.), CHERGÉ (Ch. DE). Dictionnaire historique et généalogique des familles du Poitou. 2^e édition, entièrement refondue, considérablement augmentée et publiée par H. Beauchet-Filleau, les RR. PP. H. et G. Beauchet-Filleau et Maurice de Gouttepagnon. Tome I^{er}. Poitiers, Oudin. Gr. in-8°, viii-798 p. avec armoiries.

314. BEAUREPAIRE (E. DE). Les Découvertes de l'église de Savigny,

près Coutances. Caen, Delesques; Paris, Picard. In-8°, 13 p., grav. (Extrait du *Bulletin monumental*, 1890.)

315. BEISSEL (S.). Des heiligen Bernward Evangelienbuch im Dome zu Hildesheim. Mit Handschriften des 10. und 11. Jahrhunderts in kunsthistorischer und liturgischer Hinsicht verglichen. Hildesheim, Lax. Gr. in-4°, VII-71 p., 26 planches. 12 m.

316. BÉNARD (Leo). De auctore libri de Imitatione Christi disceptatio. Paris, Hachette. In-8°, VI-127 p. (Thèse pour le doctorat, présentée à la Faculté des lettres de Paris.)

317. BERLIN (l'abbé L.-Th.). Histoire de Chéroy (département de l'Yonne). Paris, Vic et Amat. In-16, 212 p. et planches.

318. BERNADET Y VALCÁZAR (J.). Apuntes arqueológicos. Armas y armaduras. Las espadas de Toledo. Notas para la historia de la escultura movable en España. Cádiz, imp. de Federico Joly, 1891. In-8°, 67 p. (Non mis dans le commerce.)

319. BERNET-ROLLANDE (L.). Saint Amable, sa vie, son église, son culte. Clermont-Ferrand, impr. Bellet. In-8°, 244 p. (Extrait des *Mémoires de l'Académie des sciences, etc., de Clermont-Ferrand*, 2^e série, fasc. 4.)

320. BEZOLD (G. von). Die Entstehung und Ausbildung der gothischen Baukunst in Frankreich. Beiträge zur Denkmalkunde und zur Entwicklungsgeschichte des Stils. Berlin, Ernst. In-fol., 20 pages, 3 planches. 10 m.

321. BIANCHI (Giulio). La Proprietà fondiaria e le classi rurali nel medio evo e nella età moderna. Studio economico-sociale. Pisa, Enrico Spoerri, 1891. In-16, 279 p. 4 l.

322. BIANQUIS (Joseph). Étude historique et critique sur la liturgie du vendredi saint dans l'Église catholique. (Thèse.) Montauban, impr. Granié. In-8°, 64 p.

323. Biblioteca colombina. Catálogo de sus libros impresos, publicado por primera vez en virtud de acuerdo del exc. é ilmo. sr. deán y cabildo de la santa metropolitana y patriarcal iglesia de Sevilla, bajo la inmediata dirección de su bibliotecario, el ilmo sr. D^r don Servando Aboli y Farando, con notas bibliográficas del D^r don Simón de la Rosa y Lopez. Tomo II. Madrid, Murillo, 1891. In-8°, XLIV-323 p. 10 pesetas.

324. Bijdragen voor een oorkondenboek van het sticht Utrecht. Regesten van het kapittel van St. Pieter bewerkt door S. Muller Fz. 'S Hage, van Weelden. In-8°, VIII-367 p. 3 fl. 50 cents.

325. BLOCH (F.) et MERCKLEIN (A.). Les Rues de Paris. Histoire des rues, ruelles, carrefours, passages, impasses, quais, ponts et monuments de Paris (II^e arrondissement). Paris, Nadaud. Gr. in-4°, p. 60-104, dessins hors texte et illustrations.

326. BLONDEL (Robert), historien normand du xv^e siècle. Œuvres, publiées d'après les manuscrits originaux, avec introduction, notes, variantes et glossaire, par A. Héron. Tome I^{er}. Rouen, Lestringant. In-8°, 507 p. (Publication de la Société de l'histoire de Normandie.)

327. BONDURAND (Édouard). Les Péages de Tarascon. Texte provençal. Nîmes, impr. Chastanier. In-8°, 27 p. (Extrait des *Mémoires de l'Académie de Nîmes*, 1890.)

328. BONDURAND (Édouard). Nos Textes romans, discours d'ouverture de la séance publique de l'Académie de Nîmes, du 30 mai 1891. Nîmes, impr. Chastanier. In-8°, 18 p.

329. BOUCHER DE CRÈVECŒUR (Armand). Les Romée et les De Perthes, famille maternelle de Jeanne d'Arc. Abbeville. In-8°, 14 p. (Extrait du *Cabinet historique de l'Artois et de la Picardie*, 1891.)

330. BOUCHER DE MOLANDON. Un Oncle de Jeanne d'Arc depuis quatre siècles oublié. Mangin (de Vouthon), frère d'Isabelle, mère de la Pucelle. Sa résidence à Saint-Denis-en-Val, près d'Orléans. Orléans, Herluison. In-8°, 19 p. (Extrait des *Mémoires de la Société archéologique et historique de l'Orléanais*, t. XXIII.)

331. BOUCHOT (Henri). De la reliure. Exemples à imiter ou à rejeter. L'art du siècle; de l'habillement du livre; ses qualités et sa décoration. Paris, Rouveyre. In-18, 94 p., 15 planches. (Bibliothèque des connaissances utiles aux amis des livres.) 7 fr. 50 c.

332. BOUCHOT (Henri). Inventaire des dessins exécutés pour Roger de Gaignères et conservés aux départements des estampes et des manuscrits de la Bibliothèque nationale. Paris, Plon. In-8°, xxviii-511, 569 p. 30 fr.

333. BOUCHOT (Henri). Les Livres à vignettes du xv^e au xviii^e siècle. Paris, Rouveyre. In-18, 96 p., grav. (Bibliothèque des connaissances utiles aux amis des livres.)

334. BOUCHOT (Henri). Les Livres à vignettes du xix^e siècle. Paris, Rouveyre. In-18, 104 p. avec gravures. (Bibliothèque des connaissances utiles aux amis des livres.)

335. BOUDET (Marcellin). Documents inédits et Problèmes d'Auvergne. Le droit de frénallérage, le fief et la famille de la Roche. Clermont-Ferrand, impr. Montlouis. In-8°, 18 p. (Extrait de la *Revue d'Auvergne*, 1891.)

336. BOULLER (l'abbé A.). Monographie de l'église de Saint-Sulpice-de-Favières (Seine-et-Oise). Paris, impr. Mersch. In-4°, 43 p., grav.

337. BOUQUET (l'abbé H.-L.). L'Ancien Collège d'Harcourt et le Lycée Saint-Louis. Notes et documents pour la plupart inédits. Paris, Delalain. In-8°, xv-736 p., grav. 40 fr.

338. BOURNAND (François). Histoire de l'art chrétien, des origines à nos jours (architecture, sculpture, peinture, arts décoratifs, mobilier, musique). Paris, Bloud et Barral. In-8°, iv-330, 396 p. avec gravures.

339. BOURNAND (François). Histoire de l'art en France. Paris, Gedalge. In-4°, 368 p, avec gravures.

340. BOURNON (Fernand). Histoire de la ville et du canton de Saint-Denis. Paris, Delagrave, 1892. In-12, 167 p., grav. et plans.

341. BOUVENNE (A.). Poitiers ancien et moderne. Promenades d'un touriste. Poitiers, Reynès. In-12, 144 p.

342. BROWN (P.-Hume). Early Travellers in Scotland. Edinburgh, Douglas; London, Simpkin. In-8°, 320 p. 14 sh.

343. BRU (Paul). Histoire de Bicêtre (hospice, prison, asile), d'après des documents historiques. Dessins, fac-similés, plans dans le texte, pièces justificatives. Préface de M. le Dr Bourneville. Paris, veuve Babé; bureaux du *Progrès médical*. In-4°, xviii-482 p. (Bibliothèque d'assistance publique.) 15 fr.

344. BRUN-DURAND (J.). Dictionnaire topographique du département de la Drôme, comprenant les noms de lieu anciens et modernes, rédigé sous les auspices de la Société d'archéologie et de statistique de la Drôme. Paris, Hachette. In-4°, lxxviii-508 p.

345. BRUTAILS (Jean-Auguste). Étude sur la condition des populations rurales du Roussillon au moyen âge. Paris, Alphonse Picard. In-8°, xlv-314 p.

346. Bullarium Trajectense. Romanorum pontificum diplomata, quotquot olim usque ad Urbanum papam VI (an. 1378) in veterem episcopatum Trajectensem destinata reperiuntur. Collegit et auspiciis Societatis historicae Rheno-Trajectinae edidit Gisbertus Brom. Fasc. I. Hagae Comitum, Mart. Nijhoff. In-4°, viii-120 p. 3 flor.

347. BURON (L.-L.). Vieilles Églises de France. Paris, Delagrave. Pet. in-4°, 223 p. avec illustrations.

348. Cahiers des états de Normandie de février 1655, suivis des remontrances présentées au roi par les députés des états en décembre 1657 (partie complémentaire), par Ch. de Beaurepaire. Rouen, Lestringant. In-8°, 28 p. (Publication de la Société de l'histoire de Normandie.)

349. Cahiers des états de Normandie sous le règne de Charles IX. Documents relatifs à ces assemblées, recueillis et annotés par Ch. de Robillard de Beaurepaire (1561-1573). Rouen, Lestringant. In-8°, 383 p. (Publication de la Société de l'histoire de Normandie.)

350. CAMPANER Y FUERTES (Alvaro). Indicador manual de numismática española. Madrid, Murillo, 1891. In-8°, xiv-575 p. 5 pesetas.

354. CARO (G.). Studien zur Geschichte von Genua. I : die Verfassung Genua's zur Zeit des Podestat's (1190-1257). Strassburg, Heitz. In-8°, 169 p. 4 m.

352. CARTA (Fr.). Codici, corali e libri a stampa miniati della Biblioteca nazionale di Milano. Catalogo descrittivo. Roma, 1891. In-8°, xii-175 p. (Ministero della pubblica istruzione. Indici e cataloghi, n° 13.) 3 l.

353. Cartulaire ou Histoire diplomatique de Saint-Dominique, avec illustrations documentaires. Paris, 94 rue du Bac. In-8°, 288 p. (Extrait de l'Année dominicaine.)

354. CASTAN (Auguste). La Rivalité des familles de Rye et de Granvelle au sujet de l'archevêché de Besançon (1544-1586). Étude accompagnée de documents inédits sur l'ambassadeur François Bonvalot, sur son neveu le cardinal de Granvelle, sur leur protégé l'évêque François Richardot et sur le cardinal Claude de la Baume. Besançon, impr. Dодivers. In-8°, 119 p. et planches. (Extrait des *Mémoires de la Société d'émulation du Doubs*, 1890.)

355. Catalogue général des manuscrits des bibliothèques publiques de France. Départements, t. XVII : Cambrai, par Auguste Molinier. Paris, Plon. In-8°, xxiv-599 p.

356. CATTANEO (Raphaël). L'Architecture en Italie du vi^e au xi^e siècle. Recherches historiques et critiques. Traduction par M. Le Monnier. Venise, Ferdinand Ongania, 1891. In-8°, 329 p. 15 l.

357. CERF (l'abbé Ch.). Baptême de Clovis. En quel endroit de Reims, au v^e siècle, était placé le baptistère? Reims, impr. Monce. In-8°, 28 p., plan.

358. CHAISEMARTIN (A.). Proverbes et Maximes du droit germanique étudiés en eux-mêmes et dans leurs rapports avec le droit français. Paris, Larose et Forcel. In-8°, xxx-589 p. 10 fr.

359. CHARTIER (Alain). La Dama senza mercede, version italienne de la Belle Dame sans mercy. Publiée avec introduction et des notes par Werner Söderhjelm. Montpellier, impr. Hamelin. In-8°, x-27 p. (Extrait de la *Revue des langues romanes*.)

360. CHOMTON (l'abbé). La Chambre natale de saint Bernard. Notes historiques et archéologiques extraites de l'étude intitulée « Saint Bernard et le château de Fontaines-lez-Dijon ». Édition ornée de 23 pl. ou fig. Dijon, impr. de l'Évêché. Gr. in-8°, 108 p.

361. Chroniques d'Amadi et de Strambaldi, publiées par M. René de Mas Latrie. 1^{re} partie : chronique d'Amadi. Paris, Hachette. In-4°, vii-140 p. (Collection de documents inédits.)

362. *Chronographia regum Francorum*, publiée pour la Société de l'histoire de France par H. Moranvillé. Tome I^{er} (1270-1328). Paris, Laurens. In-8°, 299 p.

363. CHROUST (Anton). Tageno, Ansbert und die Historia peregrinorum. Drei kritische Untersuchungen zur Geschichte des Kreuzzuges Friedrichs I. Graz, Styria. In-8°, vii-205 p. 3 flor.

364. CIPOLLA (Carlo). Di Rozzone vescovo di Asti e di alcuni documenti inediti che lo riguardano. Torino, Carlo Clausen, 1891. In-4°, 44 p. (Extrait des *Memorie della R. Accademia delle scienze di Torino*, 2^e série, t. XLII.)

365. CIPOLLA (Carlo). Di un diploma perduto di Carlo III (il Grosso) in favore della chiesa di Vercelli : nota. Torino, Carlo Clausen, 1891. In-8°, 17 p. (Extrait des *Atti della R. Accademia delle scienze di Torino*, vol. XXVI.)

366. CIPOLLA (Carlo). Nuovi Studi sull' itinerario di Corrado II nel 1026. I, Corrado II a Peschiera; II, Corrado II nell' attuale Piemonte. Torino, Carlo Clausen, 1891. In-8°, 9, 18 p. (Extraits des *Atti della R. Accademia delle scienze di Torino*, vol. XXVI.)

367. CLAUDIN (A.). Les Origines de l'imprimerie à Reims. Les trois premiers imprimeurs : Claude Chaudière, Nicolas Trumeau, Nicolas Bacquenois. Paris, Claudin. In-8°, 24 p. (Extrait du *Bulletin du bibliophile*.)

368. CLÉDAT (Léon). Nouvelle Grammaire historique du français. Paris, Garnier. In-12, vi-279 p.

369. CLÉDAT (Léon). Rutebeuf. Paris, Hachette. In-18, 204 p., planche. (Les Grands Écrivains français.) 2 fr.

370. CLERVAL (l'abbé). Hermann le Dalmate et les premières traductions latines des traités arabes d'astronomie au moyen âge. Paris, Picard. In-8°, 11 p. (Extrait du *Compte rendu du congrès scientifique international des catholiques*, 1891.)

371. CLESSE. Le Canton de Conflans, ses villages et ses anciens seigneurs. Nancy, imprimerie coopérative de l'Est. In-8°, ix-xxx-624 p. avec armoiries.

372. COCHARD (l'abbé Th.). Existe-t-il des reliques de Jeanne d'Arc ? Orléans, Herluison. In-8°, 61 p. avec gravures.

373. Codex diplomaticus Cajetanus, editus cura et studio monachorum S. Benedicti archicoenobii Montis Casini. Pars II. Monte Casino, typ. archicoenobii, 1891. In-4°, 480 p., 5 planches. (Tabularium Casinense, tomus II.)

374. Collection Spitzer. Antiquité, moyen âge, Renaissance. Tome III :

orfèvrerie civile, par Alfred Darcel; incrustations sur métal, peinture sous verre, vitraux, par Émile Molinier; verrerie, par Édouard Garnier; bijouterie, par Edmond Bonnaffé; grès, sculpture en bois et en pierre de Munich, par Arthur Pabst; coutellerie, par Henry d'Allemagne. Descriptions par Émile Molinier. Paris, librairie centrale des beaux-arts. In-fol., 301 p., 59 planches. L'ouvrage complet en 6 vol., 1,500 fr.

375. CORROYER (Édouard). L'Architecture gothique. Paris, May et Motteroz. In-8°, 383 p. avec grav. (Bibliothèque de l'enseignement des beaux-arts.)

376. COSSERAT (Lucien). Chemins de fer de l'Ouest. Ligne d'Argenteuil à Mantes. Cimetière mérovingien d'Andrésy (Seine-et-Oise). Notice. Paris, May et Motteroz. In-4°, 23 p., planches, carte.

377. COUTURE (Léonce). Le Cursus ou Rythme prosaïque dans la liturgie et dans la littérature de l'Église latine du III^e siècle à la Renaissance. Paris, Picard. In-8°, 7 p. (Extrait du *Compte rendu du congrès scientifique international des catholiques*, 1891.)

378. COYEQUE (E.). L'Hôtel-Dieu de Paris au moyen âge, histoire et documents. Tome I^{er} : histoire de l'Hôtel-Dieu; documents (1316-1552). Paris, Champion. In-8°, 404 p. (Publication de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France.)

379. CRÉPAUX-DELMASSE. Archéologie. Guide pratique, géographique, historique et chronologique à l'usage des fouilleurs archéologues et de l'enseignement public. Orléans, Michau, 1890. In-8°, m-72 p., planches.

380. CRESCINI (Vincenzo). Per gli studi romanzi : saggi ed appunti. Padova, Angelo Draghi, 1892. In-8°, viii-225 p. 3 l.

381. DANTE. Fratrís Johannis de Serravalle, ordinis Minorum, episcopi et principis Firmani, translatio et commentum totius libri Dantis Aldigherii, cum textu Italiano fratris Bartholomaei a Colle, ejusdem ordinis, nunc primum edita [cura Marcellini a Civezza et Theophili Domenichelli]. Prati, Giachetti, 1891. In-fol., xxxviii-1236 p.

382. DARESTE (R.). La Loi Gombette. Paris, imprimerie nationale. In-4°, 21 p. (Extrait du *Journal des savants*, juillet 1891.)

383. DAUCHEZ (le Dr). Essai de sigillographie. Saint Luc, patron des anciennes facultés de médecine. Paris, Poussielgue. In-8°, 35 p. avec figures.

384. DEFER (l'abbé E.). Histoire de Bagnaux (canton d'Anglure, arrondissement d'Épernay). Châlons-sur-Marne, Thouille. In-8°, 161 p.

385. DEGANI (E.). Il Comune di Portogruaro : sua origine e vicende

(1140-1420). Udine, Domenico del Bianco, 1891. In-8°, 177 p., 3 planches. 2 l.

386. DELACHENAL (R.). Une Clause de la paix d'Arras. Les conseillers bourguignons dans le parlement de Charles VII. In-8°, 8 p. (Extrait du *Bulletin de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France*, t. XVIII, 1891.)

387. DELISLE (Léopold). Anciennes Traductions françaises du Traité de Pétrarque sur les remèdes de l'une et l'autre fortune. Paris, Charles Klincksieck. In-4°, 36 p. (Extrait des *Notices et Extraits des manuscrits*, t. XXXIV.)

388. DELISLE (Léopold). Bibliothèque nationale. Manuscrits latins et français ajoutés aux fonds des Nouvelles acquisitions pendant les années 1875-1891. Inventaire alphabétique. Paris, Champion. In-8°, LXXVIII-384 p. et p. 385-856.

389. DELISLE (Léopold). Notice sur la chronique d'un anonyme de Béthune du temps de Philippe-Auguste. Paris, Ch. Klincksieck. In-4°, 37 p. (Extrait des *Notices et Extraits des manuscrits*, t. XXXIV.)

390. DELISLE (Léopold). Notice sur un psautier latin-français du ^{xiii}e siècle (ms. latin 1670 des nouvelles acquisitions de la Bibliothèque nationale). Paris, Ch. Klincksieck. In-4°, 18 p., planche. (Extrait des *Notices et Extraits des manuscrits*, t. XXXIV.)

391. DESAIVRE (Léo) et LEDAIN (B.). Champdeniers et Mazières-en-Gâtine (Deux-Sèvres). Paris, impr. Motteroz. In-fol., 34 p., 11 planches. (Paysages et Monuments du Poitou, photographiés par Jules Robuchon. Livraisons 187-193.)

392. DESCHAMPS (Eustache). Œuvres complètes, publiées, d'après le manuscrit de la Bibliothèque nationale, par Gaston Raynaud. VII. Paris, Firmin-Didot. In-8°, 388 p. (Publication de la Société des anciens textes français.)

393. DOUAI (l'abbé). Les Hérétiques du comté de Toulouse dans la première moitié du ^{xiii}e siècle, d'après l'enquête de 1245. Paris, Picard. In-8°, 19 p. (Extrait du *Compte rendu du congrès scientifique international des catholiques*, 1891.)

394. DUBOIS (Pierre). De recuperatione Terre sancte. Traité de politique générale, sous Philippe le Bel. Publié d'après le manuscrit du Vatican par Ch.-V. Langlois. Paris, Picard. In-8°, xxiv-144 p. (Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire, n° 9.)

395. DUPONT (Adrien). Documents pour l'histoire de l'ancienne prévôté de Château-Landon. I. Le propre de saint Séverin de Château-

Landon. Description d'un manuscrit appartenant à l'église Notre-Dame et des boiseries représentant la vie de saint Séverin dans la même église. Fontainebleau, impr. Bourges. In-8°, 45 p.

396. DURAND (Georges). Inventaire sommaire des archives communales de la ville d'Amiens antérieures à 1790. Tome I^{er} : série AA. Amiens, impr. Piteux. In-4°, vi-358 p.

397. DURRO (Ag.). Le Origini di Cuneo, dimostrate con documenti. Contributo alla storia delle origini dei comuni nel Piemonte. Saluzzo, Lobetti-Bodoni, 1891. In-8°, 86 p.

398. ECK (Théophile). Les Deux Cimetières gallo-romains de Vermand et de Saint-Quentin. Récit complet des fouilles faites durant les années 1885, 1886 et 1887. Saint-Quentin, Triquenaux-Devienne; Paris, Leroux. In-8°, 316 p., 21 planches, plan.

399. EICKE (Th.). Zur neueren Literaturgeschichte der Rolandsage in Deutschland und Frankreich. Eine literarhistorische Studie. Leipzig, Fock. In-8°, 56 p. 2 m.

400. ESMEIN (A.). Études sur l'histoire du droit canonique privé. Le mariage en droit canonique. Paris, Larose et Forcel. In-8°, 437, 395 p. 16 fr.

401. ESPAGNOLLE (l'abbé J.). L'Origine de notre vieille langue ou du galou. Spécimen de cet ouvrage. Paris, impr. Mersch. In-8°, 46 p.

402. Extraits de la Chanson de Roland, publiés, avec une introduction littéraire, des observations grammaticales, des notes et un glossaire complet, par Gaston Paris. 3^e édition, revue et corrigée. Paris, Hachette. In-16, xxxiv-166 p. 1 fr. 50 c.

403. Extraits des chroniqueurs français (Villehardouin, Joinville, Froissart, Commines), publiés avec des notices, des notes, un appendice, un glossaire des termes techniques et une carte, par MM. Gaston Paris et A. Jeanroy. Paris, Hachette. In-16, m-485 p. 2 fr.

404. FABRETTI (Ariodante). Sulla condizione degli ebrei in Perugia dal XIII al XVII secolo. Documenti. Torino, A. Fabretti, 1891. In-16, 91 p.

405. FERNÁNDEZ DURO (Cesáreo). Colección bibliográfico-biográfica de noticias referentes á la provincia de Zamora, ó materiales para su historia. Obra premiada por la Biblioteca nacional en el concurso público de 1876, é impresa á expensas del Estado. Madrid, Manuel Tello, 1891. In-4°, 579 p. 10 pesetas.

406. FERRANTI (Pietro). Memorie storiche della città di Amandola. Storia politica, civile, economica e militare fino al secolo XIX. Ascoli Piceno, E. Cesari, 1891. In-8°, 368 p. 2 l. 50 c.

407. FICHEROULLE (J.). Notice historique relatant les faits principaux qui ont eu pour théâtre la ville de Bailleul depuis sa fondation jusqu'à nos jours. Bailleul, impr. Ficherouille-Beheydt. In-8°, 96 p. avec armoiries.

408. FROIDEFOND DE BOULAZAC (A. DE). Armorial de la noblesse du Périgord. Périgueux, impr. de la Dordogne. Gr. in-8°, 546, 464 p. avec armoiries et planches.

409. FUNCK-BRENTANO (Frantz). Mémoire sur la bataille de Courtrai (1302, 11 juillet) et les chroniqueurs qui en ont traité, pour servir à l'historiographie du règne de Philippe le Bel. Paris, imprimerie nationale. In-4°, 99 p., 2 plans. (Extrait des *Mémoires présentés par divers savants à l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, 1^{re} série, t. X.)

410. Fürstenbergisches Urkundenbuch. Sammlung der Quellen zur Geschichte des Hauses Fürstenberg und seiner Lande in Schwaben vom J. 1470-1509. Tübingen, Laupp. In-4°, v-528 p., 9 planches. 12 m.

411. FUSTEL DE COULANGES. Nouvelles Recherches sur quelques problèmes d'histoire. Revues et complétées, d'après les notes de l'auteur, par Camille Jullian. (La propriété chez les Grecs; les archontes; la fin du druidisme; les titres romains chez les Francs; sur les lois barbares; les articles de Kiersy.) Paris, Hachette. In-8°, ix-487 p. 10 fr.

412. GASCÓN DE GOTOR (Anselmo), GASCÓN DE GOTOR (Pedro). Zaragoza artística, monumental é histórica. Tomo I. Zaragoza, C. Ariño, 1890. In-8°, 213 p., planches. 33 pesetas.

413. GEOFFRAY (Stéphane). Répertoire des sceaux des villes françaises, dont l'inventaire et la description par M. Douet d'Arcq ont été publiés sous la direction des Archives nationales en 1861, 1867 et 1868, photographiés par Stéphane Geoffray. Paris, impr. Noizette. In-8°, 51 p. 4 fr.

414. GERMAIN (Louis). Crédence et Piscine du XI^e siècle en l'église Notre-Dame à Saint-Dié (Vosges). Nancy, Sidot. In-8°, 8 p. et phototypie.

415. GHEUSI (P.-B.) (Norb. LORÉDAN). Le Blason héraldique. Manuel nouveau de l'art héraldique, de la science du blason et de la polychromie féodale, d'après les règles du moyen âge. Paris, Firmin-Didot, 1892. In-8°, xxvii-374 p. avec 1,300 gravures.

416. GLANVILLE (L. DE). Histoire du prieuré de Saint-Lô de Rouen, ses prieurs, ses privilèges, ses revenus, d'après les documents authentiques tirés des archives de la Seine-Inférieure. Rouen, Cagniard, 1890-1891. In-8°, xvi-460, 521 p. et planche.

417. GLASSON (E.). Histoire du droit et des institutions de la France.

Tome IV : la féodalité; les sources du droit; la féodalité civile; la féodalité politique. Paris, Pichon. In-8°, XLVII-764 p.

418. GUI (Bernard). Les Juifs et l'Inquisition dans la France méridionale : extraits de la *Practica* de Bernard Gui, par Israël Lévi. Paris, Durlacher. In-12, 20 p.

419. HALL (H.). The Antiquities and Curiosities of the Exchequer. With illustrations by Ralph Nevill, and preface by sir John Lubbock. London, Stock. In-8°, 240 p. 6 sh.

420. Handschriften (die) der grossherzoglich badischen Hof- und Landesbibliothek in Karlsruhe. I. Geschichte und Bestand der Sammlung von W. Brambach. Karlsruhe, Groos. In-8°, m-25 p. 1 m.

421. HEYD (W. von). Die historischen Handschriften der königlichen öffentlichen Bibliothek zu Stuttgart. Stuttgart, Kohlhammer. Gr. In-8°, XII-XV-326, v-236 p. 25 m.

422. HORSIN-DÉON (Léon). Histoire de l'art en France depuis les temps les plus reculés jusqu'au XIV^e siècle. Paris, Laurens. In-8°, 335 p. 3 fr. 50 c.

423. HUGUENIN (A.). Le Chapitre de l'église collégiale de Saint-Jean-l'Évangéliste de Grancey; la chapelle Saint-Michel de Gémeaux. Dijon, Darantière. In-8°, 50 p.

424. Inventaire de la collection de dessins sur Paris, formée par M. H. Destailleur et acquise par la Bibliothèque nationale (département des estampes). Paris, 1891. In-8°, 76 p. (Extrait des *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France*, t. XVII, 1890.)

425. Inventaris der charters van de stad Wijk bij Duurstede. Opge maakt in het jaar 1882 en uitgegeven met toestemming van het gemeentebestuur. Wijk bij Duurstede, C. Vonk. In-8°, 48 p. 1 florin.

426. JADART (Henri). Les Anciennes Bibliothèques de Reims, leur sort en 1790-1791 et la formation de la bibliothèque publique. Reims, Matot. In-8°, 42 p., grav.

427. KONDAKOFF (N.). Histoire de l'art byzantin, considéré principalement dans les miniatures. Édition française originale, publiée par l'auteur, sur la traduction de M. Trawinski, et précédée d'une préface de M. A. Springer. Tome II. Paris, librairie de l'Art. In-4°, 190 p., 13 grav. (Bibliothèque internationale de l'Art.) 25 fr.

428. KURTH (Godefroid). La Lèpre en Occident avant les croisades. Paris, Picard. In-8°, 27 p. (Extrait du *Compte rendu du congrès scientifique international des catholiques*, 1891.)

429. LABANDE (H.) et VERNIER (J.). Inventaire sommaire des archives

communales antérieures à 1790 de la ville de Verdun (département de la Meuse). Verdun, Laurent. Gr. in-4°, LXXVI-309 p.

430. LA CHARLONIE (G. DE). Engolismenses Episcopi, auctore Gabriele Carlonio Engolismensi. Iterum prodeunt, accedentibus notulis ineditis Joannis Mesneau, curante et annotante P.-G. Tricoire. Angoulême, Coquemard. In-8°, 76 p. (Extrait du *Bulletin de la Société archéologique et historique de la Charente*, 1890.)

431. LALANNE (Ludovic). Brantôme et la « Princesse de Clèves » de M^{me} de la Fayette. Paris. In-8°, 8 p. (Extrait de l'ouvrage publié par la Société de l'histoire de France : Brantôme, sa vie et ses œuvres.)

432. LANGLOIS (Ch.-V.). Formulaires de lettres du XII^e, du XIII^e et du XIV^e siècle. Paris, Ch. Klincksieck. In-4°, 22 p. (Extrait des *Notices et Extraits des manuscrits*, t. XXXIV.)

433. LASTEYRIE (R. DE). L'Église Saint-Martin de Tours. Étude critique sur l'histoire et la forme de ce monument du V^e au XI^e siècle. Paris, Ch. Klincksieck. In-4°, 56 p., fig. et planche. (Extrait des *Mémoires de l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, t. XXXIV, 1^{re} partie.)

434. LAURENT (Paul). Variétés historiques ardennaises. V : l'Histoire des Ardennes de l'abbé Boulliot. Paris, Picard. In-8°, 19 p.

435. LECOQU (l'abbé T.-M.). Le Culte de saint Yves à Rome. I : Saint-Yves-des-Bretons, église, hospice, paroisse et confrérie. Saint-Brieuc, Prud'homme. In-8°, 82 p., planches. (Extrait des *Mémoires de l'Association bretonne*, session de Dinan, 1890.)

436. LEFEBVRE (Henri). Manonville et ses seigneurs. Nancy, Sidot. In-8°, 223 p. et planches.

437. L'HUILLIER (dom A.). Saint Thomas de Cantorbéry. Tome I^{er}. Paris, Palmé. In-8°, xu-469 p.

438. Limburgsche Wijsdommen, Dorpscosten en Gewoonten, bevattende voornamelijk bank-, laat- en boschrechten. Uitgegeven door Jos. Habets. 'S Hage, Mart. Nijhoff. In-8°, xvi-416 p. (Werken van de Vereeniging tot de uitgave der bronnen van het oude vaderlandsche recht. 1^e reeks. N^o 12.) 7 flor. 25 cents.

439. Livre (le) des statuts d'Ivois-Carignan, publié par Paul Laurent. Paris, Alphonse Picard. In-8°, 32 p. (Variétés historiques ardennaises. VI.)

440. LÖSETH (E.). Le Roman en prose de Tristan, le Roman de Palamède et la Compilation de Rusticien de Pise. Analyse critique d'après les manuscrits de Paris. Paris, Bouillon. In-8°, xxvi-547 p. (Bibliothèque de l'École des hautes études, fasc. 82.)

441. LONGNON (A.). Dictionnaire topographique du département de la Marne, comprenant les noms de lieu anciens et modernes. Paris, Hachette. In-4°, LXXXV-387 p.

442. LOUBET (L.). Carpentras et le Comtat-Venaissin avant et après l'annexion, étude historique. Carpentras, Tourrette. In-18, III-146 p.

443. LUCOT (le chanoine). Saint Étienne et l'évêque Pierre de Hans (1247-1261), vitrail de la cathédrale de Châlons-sur-Marne (transept nord). Paris. In-8°, 10 p. avec grav. (Extrait des *Mémoires de la Société nationale des antiquaires de France*, t. LI.)

444. LULVÈS (J.). Die *Summa cancellariae* des Johann von Neumarkt. Eine Handschriftenuntersuchung über die Formularbücher aus der Kanzlei Kaiser Karls IV. Berlin, Mayer und Müller. In-8°, VII-127 p. 3 m.

445. MAILLARD (J.). Les Yvelines. Histoire de Rambouillet, de son château et des lieux remarquables de sa forêt (Montfort-l'Amaury, Saint-Arnoult, etc.). Paris, Picard. In-8°, 264 p., grav. et photograv., dont 22 hors texte.

446. MALAGOLA (Carlo). L'Archivio governativo della repubblica di S. Marino, riordinato e descritto, aggiunti gli statuti sammarinesi dal 1295 alla metà del secolo XIV. Bologna, Fava e Guaragnani, 1891. In-8°, VII-344 p.

447. MARCHAND (l'abbé F.). Les Chartes de la tour de Douvres (1250-1624). Documents pour servir à l'histoire du Bas-Bugey et des provinces voisines. Bourg-en-Bresse, impr. Villefranche. In-8°, 243 p.

448. MARESCHAL DE LUCIANE (le comte DE). Souveraineté temporelle des évêques de Maurienne au moyen âge. Cour ou tribunal des gentils-hommes de la terre épiscopale. Discours de réception prononcé à l'Académie de Savoie. Chambéry, imprimerie Savoisienne. In-8°, 129 p. (Extrait des *Mémoires de l'Académie de Savoie*, 4^e série, t. III.)

449. MARTIN (Eug.). De canonicis Praemonstratensibus in Lotharingia et de congregatione Antiqui Rigoris a Servatio de Lairuels instituta. (Thèse pour le doctorat, présentée à la Faculté des lettres de Nancy.) Nancy, impr. Berger-Levrault. In-8°, VIII-87 p.

450. MÉLY (F. DE). Le Tour du chœur de la cathédrale de Chartres. Chartres, Garnier. In-16, 32 p., planches. 50 c.

451. MÉLY (F. DE). Les Vêtements de saint Thomas de Canteloup à Lisieux. Lille, impr. Desclée, 1891. In-4°, 15 p., fig. et planche. (Extrait de la *Revue de l'art chrétien*, t. II.)

452. [MENGOZZI (Narciso).] Il Monte dei Paschi di Siena e le aziende in esse riunite. Note storiche raccolte e pubblicate per ordine della

deputazione e a cura del presidente Niccolò Piccolomini. Vol. I, II. Siena, L. Lazzeri, 1891. In-4°, xii-309, xiii-323 p.

453. MICHELS (A.). Leben Ottos des Kindes, ersten Herzogs von Braunschweig und Lüneburg. Mit Urkundenregesten. Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht. In-8°, 99 p. 2 m.

454. MITROVIC (Bart.). Federico II e l'opera sua in Italia : studio. Trieste, Giovanni Balestra, 1890. In-8°, 127 p.

455. MODRICH (Giuseppe). La Dalmazia, romana, veneta, moderna. Note e ricordi di viaggio. Torino, L. Roux, 1892. In-8°, 506 p., planche. 5 l.

456. MONK (W.-J.). History of Burford, Burford, Swatman; London, Simpkin. In-8°, 196 p. 2 sh. 6 d.

457. MORAND (L.). Les Bauges. Histoire et documents. III : peuple et clergé. Chambéry, imprimerie Savoisiennne. In-8°, 665 p. et planches.

458. MOREL (l'abbé E.). La Jacquerie dans le Beauvaisis, principalement aux environs de Compiègne. Abbeville. In-8°, 30 p. (Extrait du *Cabinet historique de l'Artois et de la Picardie*, 1891.)

459. MORIN DE LA BEAULÈRE (Louis-Julien). Études sur les communautés et chapitres de Laval. Publiées et annotées par Louis de la Beaulère, avec des additions de J.-M. Richard. Laval, Goupil. In-8°, viii-391 p. (Ouvrage publié sous le patronage de la Société historique et archéologique du Maine.)

460. OMONT (H.). Inventaire des manuscrits de la collection Moreau à la Bibliothèque nationale. Paris, Picard. In-8°, xiv-282 p.

461. OMONT (H.). Inventaire sommaire de la collection du Parlement conservée à la Bibliothèque nationale. Paris, Larose et Forcel. In-8°, 39 p. (Extrait de la *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, mai-juin 1891.)

462. OMONT (H.). Le Plus ancien Manuscrit de la *Notitia Dignitatum*. Paris. In-8°, 22 p. avec grav. (Extrait des *Mémoires de la Société nationale des antiquaires de France*, t. LI.)

463. PERRELLA (Alf.). Effemeride della provincia di Molise (già Antico Sannio). Vol. I (1° semestre). Isernia, F. de Matteis, 1891. In-16, 460 p. 2 l.

464. PETIET (Raynald). Du pouvoir législatif en France depuis l'avènement de Philippe le Bel jusqu'en 1789. Avant-propos de M. A. Duverger. Paris, Rousseau. In-8°, xxviii-295 p.

465. POINTEAU (l'abbé Ch.). Les Seigneurs de Saint-Fraimbault-de-Prières et de l'Isle-du-Gast, notice historique et généalogique. Laval, impr. Moreau. In-8°, 70 p.

466. POTIER DE COURCY (Pol). Nobiliaire et Armorial de Bretagne. 3^e édition originale, revue, corrigée et augmentée. Rennes, Plihon et Hervé, 1890. In-4°, xxxvi-515, 442, 567 p.

467. PUECH (le Dr Albert). Les Anciennes Juridictions de Nîmes. Nîmes, Grimaud, Gervais-Bedot, Catelan. In-8°, 126 p.

468. QUANTIN (Edmond). L'Abbaye de Saint-Martin de l'Aigue. Beaune, Devis. In-8°, 88 p. et grav.

469. QUESVERS (Paul). Le Vieux Montereau. Montereau-fault-Yonne, impr. Pardé. In-8°, 171 p. et planches.

470. RANSON (Ernest). Histoire d'Ardres depuis son origine jusqu'en 1891. Saint-Omer, impr. du *Mémorial artésien*. Gr. in-8°, 719 p.

471. Rätische Urkunden aus dem Centralarchiv des fürstlichen Hauses Thurn und Taxis in Regensburg. Mit einem Anhang: Bruchstücke eines rätischen Schuldenverzeichniss; Einkünfte des Freiherrn von Vaz; Urkunden zur Geschichte des Oberwallis. Basel, Ad. Geering. In-8°, xvi-556 p. (Quellen zur Schweizer Geschichte. Herausgegeben von der Allgemeinen geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz. X.) 13 fr.

472. Registers (de) en Rekeningen van het bisdom Utrecht. 1325-1336. Uitgegeven door S. Muller Fz. Deel II. 'S-Hage, Mart. Nijhoff. In-8°, iv-174 p. et p. 569-1020. (Werken van het Historisch Genootschap, gevestigd te Utrecht. Nieuwe serie. N° 54.) 8 flor.

473. Registres des délibérations du bureau de la ville de Paris, publiés par les soins du service des travaux historiques. Tome VI, 1568-1572. Texte édité et annoté par Paul Guérin. Paris, Champion. In-4°, xxxv-558 p. (Histoire générale de Paris.) 30 fr.

474. Répertoire archéologique de l'arrondissement de Reims, publié sous les auspices de l'Académie de Reims. 1^{er} fascicule (2^e édition) : communes rurales des cantons de Reims, par Ch. Givélet, H. Jadart et L. Demaison. Reims, Michaud. Gr. in-8°, ii-152 p., planches. 12 fr.

475. RICHARD (Alfred). Notice sur les archives du département de la Vienne (1790-1890). Poitiers, Blais. In-4°, cxlvii-5 p. (Extrait de l'*Inventaire-sommaire des archives départementales de la Vienne antérieures à 1790*, archives civiles, tome I.)

476. ROBERT (Ulysse). Les Signes d'infamie au moyen âge : juifs, sarrasins, hérétiques, lépreux, cagots et filles publiques. Paris, Champion. Gr. in-16, 194 p. et planches. 5 fr.

477. ROLAND's, nachmals Papstes ALEXANDER III, Sentenzen. Zum ersten Male herausgegeben von A. M. Gietl. Freiburg, Herder. In-8°, lxx-332 p. 9 m.

478. Roman (le) de Thèbes, publié d'après tous les manuscrits par Léopold Constans. Paris, Firmin-Didot. In-8°, 517, CLXIX-408 p., 1 planche. (Publication de la Société des anciens textes français.)

479. Rotta (Paolo). Passeggiate storiche, ossia le Chiese di Milano dalla loro origine fino al presente. Milano, tip. del Riformatorio patronato, 1891. In-8°, 198 p., planches. 2 l.

480. SACHSSE (H.). Bernardus Guidonis Inquisitor und die Apostelbrüder. Ein Beitrag zur Entstehungsgeschichte der Practica. Rostock, Leopold. Gr. in-8°, 58 p. 2 m.

481. SAINT-FERRÉOL (Amédée). Notices historiques sur la ville de Brioude. Tome IV : appendices. Brioude, Chouvet. In-8°, iv-95 p.

482. SALVA (Anselmo). Las Cortes de 1392 en Burgos. Burgos, Santiago Rodriguez, 1891. In-8°, 116 p. 2 pesetas.

483. SCHAUDEL (L.). Histoire d'Avioth et de son église. Bar-le-Duc, impr. Contant-Laguerre. In-8°, 244 p., planche. (Extrait des *Mémoires de la Société des lettres, etc., de Bar-le-Duc*, 2^e série, t. X.)

484. SCHEPERS (J.-B.). Groningen als hanzestad. Groningen, J.-B. Wolters. In-8°, viii-407 p. 1 flor. 90 cents.

485. SCHLUMBERGER (Gustave). Sceaux et Bulles des empereurs latins de Constantinople. Caen, Delesques. In-8°, 29 p., 10 planches. (Extrait du *Bulletin monumental*, 1890.)

486. SCHMID (Karl-G.), LUFT (Michael). Geschichte der Stadt Weipert. Weipert, Kanneberger. In-8°, xxviii-576 p., 1 vue. 3 flor. 50 kr.

487. SCHMIDT (R.). Die Affatomie der Lex salica. München, Th. Ackermann. In-8°, vii-88 p. 2 m. 40 pf.

488. SELLIER (Charles). Les Seigneurs de Clignancourt. Paris. In-8°, 29 p. (Extrait du *Bulletin de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France*, t. XVIII, 1891.)

489. STAATS EVERS (J.-W.). Gelderland's voormalige Steden. Arnhem, K. van der Zande. In-8°, viii-442 p. 5 flor. 50 cents.

490. STANGL (Th.). Virgiliana. Die grammatischen Schriften des Galliers Virgilius Maro, auf Grund einer erstmaligen Vergleichung der Handschrift von Amiens und einer erneuten der Handschriften von Paris und Neapel textkritisch untersucht. Leipzig, Fock. In-8°, 137 p. 3 m.

491. SCULLARD (H.-H.). Martin of Tours, apostle of Gaul. Hulsean prize essay for 1890. London, Heywood. In-8°, 200 p. 4 s. 6 d.

492. SUTTER (C.). Johann von Vicenza und die italienische Friedensbewegung im Jahre 1233. Freiburg, J. C. B. Mohr. In-8°, xv-186 p. 3 m. 60 pf.

493. Tirolischen Weisthümer (die). Im Auftrage der kaiserlichen Akademie der Wissenschaften herausgegeben von Ignaz von Zingerle und Josef Egger. IV (Burggrafenamt, Etschland, Eisackthal und Pusterthal), 2^e Hälfte. Wien, Wilhelm Braumüller. In-8°, p. I-VIII, 561-1200. 20 flor.

494. Trois Chartes saintongeaises sur la sainte larme de Vendôme, publiées par M. l'abbé Ch. Métais. (1275-1322.) La Rochelle, impr. Texier. In-8°, 16 p. (Publication de la Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis.)

495. Turicensia. Beiträge zur zürcherischen Geschichte durch zürcherische Mitglieder der Allgemeinen geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz bei Anlass der Feier der 50jährigen Thätigkeit der Gesellschaft am 14. und 15. September der in Zürich abgehaltenen 46. Jahresversammlung gewidmet. Zürich, Höhr. In-8°, m-243 p. 5 m.

496. Un Poète inconnu de la société de François Villon. Le Grant Garde derrière, poème du xv^e siècle, publié avec introduction, glose et index, suivi d'une ballade inédite de François Villon à sa dame, par W.-G.-C. Bijvanck. Paris, Champion. In-16, 61 p.

497. Urkundenbuch der Stadt Freiberg in Sachsen. Herausgegeben von H. Ermisch. III. Leipzig, Giesecke und Devrient. In-4°, LXIV-688 p., 2 planches. (Codex diplomaticus Saxoniae regiae, II, XIV.) 40 m.

498. VACHEZ (A.). Histoire de l'acquisition des terres nobles par les roturiers dans les provinces du Lyonnais, Forez et Beaujolais du XIII^e au XVI^e siècle. Lyon, Brun. In-8°, 93 p.

499. VALLIER (G.). Sigillographie de l'ordre des Chartreux et Numismatique de saint Bruno. Neuville-sous-Montreuil (Pas-de-Calais), impr. Duquat. Gr. in-8°, XXVI-511 p. et planches.

500. VIDARI (Giovanni). Frammenti cronistorici dell' agro ticinese. Seconda edizione totalmente rifatta. Pavia, fratelli Fusi, 1891. In-8°, XVI-541, 411 p. 6 l.

501. WICHNER (Jacob). Kloster Admont und seine Beziehungen zur Wissenschaft und zum Unterricht. Nach archivalischen Quellen. Graz, Styria. In-8°, 216 p. 2 flor. 40 kr.



CHRONIQUE ET MÉLANGES.

— Par arrêté ministériel du 5 novembre 1891, ont été nommés élèves de l'École des chartes, dans l'ordre de mérite suivant :

MM.

1. DIEUDONNÉ (*Adolphe-Edmond*), né à Paris, le 31 janvier 1868;
 2. DELATOUR (*Robert-Henri-Victor*), né à Wargnies (Somme), le 2 octobre 1870;
 3. LEBEL (*Gustave*), né à Paris, le 3 août 1870;
 4. BOUÉ (*Joseph-Émile*), né à Auterrive (Gers), le 25 décembre 1866;
 5. SAULGEOT (*Marie-Joseph-Henry*), né à Paris, le 6 mars 1872;
 6. SAINT-JOHN DE CRÈVECŒUR (*Paul-Lionel*), né à Lésigny (Seine-et-Marne), le 23 septembre 1872;
 7. MADELIN (*Émile-Marie-Louis*), né à Neufchâteau (Vosges), le 8 mai 1871;
 8. FAURE (*René-Félix*), né à Paris, le 14 novembre 1872;
 9. LECACHEUX (*Paul-Casimir-Noël-Marie-Joseph*), né à Montebourg (Manche), le 25 décembre 1873;
 10. MATHOREZ (*Jules-Marie-Michel-Henry*), né à Saint-Nazaire (Loire-Inférieure), le 8 avril 1873;
 11. DUVAL (*Bernard-Gaston-Paul*), né à Saint-Cloud (Seine-et-Oise), le 23 juillet 1871;
 12. RIAT (*Georges-Henri-Marie*), né à Saint-Hippolyte (Doubs), le 18 mai 1869;
 13. ROYET (*Albert-Étienne*), né à Neuville (Allier), le 7 juillet 1869;
 14. ESPINAS (*Georges-Eugène-André*), né à Lannion (Côtes-du-Nord), le 9 juin 1869;
 15. MARUÉJOLS (*Pierre-Laurent-Frédéric*), né à Sainte-Croix (Aveyron), le 27 novembre 1872;
 16. BOURDE DE LA ROGERIE (*Henri-François-Marie-Joseph*), né à Ernée (Mayenne), le 8 avril 1873;
 17. HUBERT (*Paul-Georges-Auguste-Jean-Baptiste-Eugène*), né à Châteauroux (Indre), le 5 octobre 1866;
 18. GAUDIBERT (*Jean-Marie-Henri*), né au Havre (Seine-Inférieure), le 1^{er} avril 1873;
- Et à titre d'étranger :
- M. SCHIFF (*Mario-Ludovic-Slamiel*), né à Florence (Italie), le 27 août 1868.

Par arrêté du même jour, MM. Cahours de Finols, Quillard et Saché ont été autorisés à redoubler leur troisième année d'études.

— Ont été nommés archivistes départementaux ceux de nos confrères dont les noms suivent :

- M. de Fréminville, dans la Loire (11 septembre);
- M. Berthelé, dans l'Hérault (1^{er} octobre);
- M. Dupond, dans les Deux-Sèvres (12 octobre);
- M. Bloch, dans l'Aude (14 octobre);
- M. Hugues, dans Seine-et-Marne (21 novembre);
- M. L'Hermitte, dans la Corrèze (10 décembre).

Notre confrère M. René Merlet a été nommé archiviste auxiliaire du département d'Eure-et-Loir.

— Les ouvrages de nos confrères MM. Jules Lair et Alfred Morel-Fatio, que l'Académie française a récompensés par des prix de la fondation Théroutanne et de la fondation Marcelin Guérin, sont ainsi appréciés dans le rapport que le secrétaire perpétuel, M. Camille Doucet, a lu dans la séance publique annuelle, le 19 novembre 1891 :

« ... C'est aussi Louis XIV, mais ce n'est pas encore le grand roi, que nous montre M. Jules Lair dans sa curieuse et savante histoire de *Nicolas Fouquet*; c'est le jeune et impatient pupille de Mazarin, aveuglément soumis à toutes les passions humaines, inaugurant son règne par le despotisme et, *dans l'explosion de colère d'un roi jaloux*, livrant, dit l'auteur, un serviteur fidèle au plus long, au plus injuste des martyres.

« L'histoire de Fouquet est de celles qu'on croit le mieux connaître et qu'on ne connaîtra jamais bien. Trahi subitement par la fortune qui le précipite en une heure des sommets où elle l'avait porté; lâchement attaqué par ceux-ci, noblement défendu par ceux-là, les jugements les plus passionnés, les plus contradictoires, ont fait du magnifique et malheureux surintendant une sorte de personnage légendaire que le drame dispute au roman, et le roman à la féerie.

« La réhabilitation de Nicolas Fouquet est le but que M. Jules Lair poursuit généreusement dans son brillant plaidoyer, en plaçant sous nos yeux toutes les pièces du grand procès qui, pendant cinq ans, tint l'opinion publique attentive et la laisse encore incertaine. Avocat convaincu, il met au service de son client condamné une ardeur d'autant plus louable que d'abord, prévenu lui-même par la tradition, il avait cru coupable, et traité comme tel dans un premier ouvrage, celui dont bientôt une étude approfondie des faits, avancés sans preuves par l'accusation et victorieusement démentis par l'accusé, venait de lui démontrer clairement l'innocence. A chaque séance, dit-il en nous faisant assister, presque jour par jour, au scandale de ces longs débats, à chaque

séance, un trait du visage se modifiait; un autre s'éclaircissait : la vérité tout entière apparaissait enfin à ses yeux.

« Pour la faire connaître, et pour défendre, preuves en mains, celui qu'il se reprochait d'avoir méconnu jadis, M. Jules Lair a publié, en son honneur, deux volumes d'histoire, dont le second est particulièrement consacré à tous les détails du procès. Un peu long peut-être, l'ouvrage se recommande à la fois par l'importance des questions qu'il soulève et par la nouveauté des documents qu'il produit; par le mérite aussi et le charme d'un style toujours élégant et clair.

« Sur la somme de 4,000 francs, montant de la fondation Théroutanne, l'Académie décerne à M. Jules Lair un prix de 2,000 francs.

« Si M. Lair a fait pour nous un bon livre, pour les grands amis du surintendant c'est une bonne action qu'il a faite. Dans le monde des Esprits, La Fontaine s'en réjouit avec Pellisson.

« ... Avec une correspondance retrouvée par lui dans les archives de l'Espagne, M. Morel-Fatio a composé une très intéressante histoire de la grandesse espagnole au XVIII^e siècle, dans laquelle il met en lumière le rôle singulier et peu connu que cette *noblesse dans la noblesse* jouait à la cour, où elle continuait à exercer des emplois honorifiques; mais à laquelle les souverains n'empruntaient plus guère leurs favoris ni les confidents de leurs grandes pensées.

« Plein de renseignements nouveaux et certains, ce livre (intitulé *Études sur l'Espagne*) a, en outre, le mérite d'être écrit en très bon style. »

— L'Académie des inscriptions et belles-lettres a tenu sa séance publique annuelle le 6 novembre 1891, sous la présidence de M. Oppert. Nous reproduisons les passages du discours du président relatifs aux travaux de nos confrères que l'Académie a récompensés :

« ... Récompenser l'ouvrage le plus savant ou le plus profond sur l'histoire de France et sur les écrits qui s'y rattachent, tel est le programme du prix que la libéralité du baron Gobert a permis à l'Académie de décerner. Cinq ouvrages ont été présentés au concours de cette année. Les érudits d'Allemagne avaient depuis fort longtemps porté leur attention sur l'histoire du royaume d'Arles et de Vienne, tandis que cette importante partie avait été négligée par nos historiens. M. Paul Fournier vient de combler cette lacune avec une grande érudition, une critique perspicace, un sens politique profond. Il nous fait connaître par quelle suite d'efforts patients, par quelle hardiesse et par quelle habileté les rois capétiens, pendant une époque de plus de trois siècles, ont su acquérir à la France cette terre de langue et de mœurs françaises, et comment ils ont abouti, par l'établissement du delphinat, par leurs négociations adroites avec les empereurs, à ce résultat que le fleuve du Rhône ne formât plus la frontière politique entre la France et le saint-empire germanique. A ce titre, le livre de M. Fournier sur *le Royaume*

d'Arles et de Vienne a pour nous un intérêt capital. M. Fournier est un érudit consommé qui a fait preuve d'un jugement droit, d'une largeur de vues, d'une connaissance complète de tout ce qui était publié sur le sujet qu'il traite. Il a fait un bon livre que l'Académie récompense par le premier prix Gobert.

« Le commencement du xii^e siècle n'est pas aussi connu que l'époque dont nous venons de parler. L'histoire du pape Calixte II, qui n'a gouverné l'Église que pendant six ans, de 1119 à 1124, ne peut se prévaloir d'une grande abondance de documents, mais elle offre un intérêt considérable à cause des démêlés de ce pontife avec l'empereur Henri V, au sujet des investitures. M. Ulysse Robert a traité ce sujet difficile avec une érudition très étendue. Cette matière intéresse, elle aussi, plutôt l'histoire de l'Allemagne que celle de la France. La pénurie des documents d'ailleurs, qui est un peu la faute du sujet choisi, aurait peut-être engagé l'Académie à lui préférer l'un de ses concurrents, si la véritable valeur de cette publication ne consistait pas dans le *Bullaire* de Calixte II, lequel, à lui seul, forme deux gros volumes. Par cette publication qui restera et qui ne sera jamais refaite, qui est la partie essentielle de l'ouvrage, M. Robert a fourni aux continuateurs de l'entreprise de Jaffé, l'auteur des *Régestes des papes*, l'occasion de compléter et de corriger cette œuvre. M. Ulysse Robert a réuni dans cette collection plus de 500 bulles, et, sur cette quantité, 300 au moins ont été découvertes par l'auteur, historien de Calixte II. L'édition de ces documents est excellente; l'introduction, très développée, est une bonne étude sur la diplomatie de ce pape. Quelles que soient les critiques que l'on pourrait adresser à l'auteur au sujet de l'aridité de son style de chroniqueur plutôt que d'historien, l'Académie n'hésite pas à couronner cette œuvre, pour la composition de laquelle l'auteur a consulté les archives de plusieurs pays : elle lui décerne le second prix Gobert.

« ... Le prix Brunet avait pour sujet de dresser le catalogue des copistes des manuscrits grecs, indiquer les copies qui peuvent être attribuées à chacun d'eux, ajouter les indications chronologiques, biographiques et paléographiques relatives à ces copistes. L'unique ouvrage envoyé au concours ne répond pas à toutes les questions posées par le programme; mais l'auteur a fait preuve d'une grande connaissance du sujet et sera en mesure de compléter ultérieurement un mémoire déjà très satisfaisant. L'Académie décerne le prix à M. Henri Omont, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale.

« ... Le prix Allier de Hauteroche, destiné aux ouvrages de numismatique, a été décerné à un travail d'une grande importance, au *Catalogue des monnaies des rois de Syrie, d'Arménie et de Commagène* de M. Babelon, conservateur adjoint au département des médailles de la Bibliothèque nationale. L'ouvrage se compose : 1^o du catalogue proprement dit qui inaugure une série de publications semblables destinée à former le Cata-

logue général des monnaies grecques du Cabinet de France, le plus riche qui existe au monde; 2° d'une introduction qui est un traité complet de la numismatique des Séleucides; les pièces types qui manquent à notre collection nationale y sont reproduites en vignettes, en sorte que l'ouvrage peut être regardé comme un véritable *Corpus* des monnaies séleucides; 3° de trente planches reproduisant les médailles, et d'une planche de 144 monogrammes. Le livre se distingue par une excellente méthode, un savoir étendu qui a déjà valu à M. Babelon un prix antérieur. L'ordre à partir d'Antiochus III est rigoureusement chronologique, et les historiens trouveront dans ce classement scientifique des jalons sûrs pour fixer les époques des avènements, des fins et des chutes de plusieurs princes de cette dynastie si illustre et si peu connue. Le travail de M. Babelon est fécond en découvertes et néanmoins il garde une prudente réserve sur les points qui ne sont pas encore complètement élucidés. L'Académie lui décerne le prix de numismatique. »

— Le travail de notre confrère M. Enlart à l'École française de Rome (voy. ci-dessus, p. 352) a été ainsi jugé dans le rapport que M. Gaston Boissier a fait à l'Académie des inscriptions et belles-lettres, le 23 octobre 1894, au nom de la Commission des Écoles d'Athènes et de Rome :

« ... Avec M. Enlart, nous descendons un peu plus bas dans l'histoire du christianisme. Il a étudié les *Origines bourguignonnes de l'architecture gothique en Italie*. La thèse de l'auteur est très neuve, et ses conclusions, si on doit tout à fait les admettre, sont très importantes. M. Enlart, en observant avec soin les églises gothiques italiennes, a été frappé des nombreux rapports que ces monuments présentent avec celles qui ont été bâties en Bourgogne au début de l'époque gothique. Or la plupart des plus anciens édifices gothiques de l'Italie sont l'œuvre de moines cisterciens, et cette remarque a fourni à M. Enlart le point de départ de l'intéressante étude à laquelle il s'est livré. C'est de France que sont parties les premières colonies cisterciennes, et, quoi qu'on en ait dit, les Cisterciens n'avaient pas un style d'architecture qui leur fût propre. Ils bâtissaient comme on le faisait dans la province où leur ordre est né, c'est-à-dire conformément aux principes de l'école bourguignonne. Voilà, selon M. Enlart, ce qui explique les ressemblances si remarquables, quoique jusqu'ici fort peu remarquées, qui existent entre les premières églises gothiques de l'Italie et nos églises de la Bourgogne. Historiquement cette thèse paraît juste; elle le paraît plus encore, si on se place sur le terrain purement archéologique. Les constatations minutieuses auxquelles M. Enlart s'est livré, en relevant les plans et détails d'un grand nombre d'églises, la corroborent suffisamment pour qu'on puisse dès maintenant l'accepter dans son ensemble.

« Toutes les conclusions de l'auteur sont-elles également fondées? N'a-t-il pas exagéré parfois l'influence cistercienne? N'a-t-il pas trop

réduit la part d'initiative personnelle des artistes italiens ? Il est difficile de le dire dès maintenant avec assurance, car son mémoire forme un travail étendu, et nous n'en avons encore que la première partie. Mais dès aujourd'hui on peut reconnaître que M. Enlart a entrepris une œuvre considérable, qu'il y a fait preuve d'une remarquable connaissance de l'architecture gothique en France et en Italie. Si l'on peut critiquer dans ce mémoire quelques négligences de style, l'omission de détails qui paraissent superflus à l'auteur parce qu'il connaît son sujet à merveille, mais qui n'en seraient pas moins fort utiles pour la parfaite intelligence de ses raisonnements, ce sont là de légers défauts faciles à corriger ; ils ne doivent pas faire méconnaître le mérite d'une œuvre originale et ingénieuse, qui dénote un travail considérable, et qui mérite d'autant plus nos encouragements, qu'elle intéresse à un haut degré l'histoire même de notre architecture nationale. »

— L'un des ouvrages récompensés par l'Académie des sciences morales et politiques sur la fondation de M. Joseph Audiffred est le livre intitulé : *les Campagnes dans les Alpes pendant la Révolution*, par M. Léonce Krebs, chef d'escadron d'artillerie, et par notre confrère M. Henri Moris, archiviste des Alpes-Maritimes. « C'est une partie peu connue de notre histoire militaire, qui est traitée pour la première fois de la façon la plus approfondie, à l'aide de documents inédits puisés aux meilleures sources. » C'est ainsi que l'ouvrage est caractérisé par le président de l'Académie, M. Aucoc, dans le discours d'ouverture de la séance publique annuelle du 28 novembre 1891.

Une autre récompense prise sur la même fondation a été accordée à l'ouvrage de M. Léon Marlet, *le Comte de Montgomery*. « Célèbre par le tournoi dans lequel il a involontairement donné la mort à Henri II et qui l'a fait tomber en disgrâce, le comte de Montgomery a été l'un des principaux chefs du parti protestant, le premier lieutenant de Coligny, et il a recueilli en partie sa succession militaire. L'histoire que donne M. Marlet de cette vie agitée, inséparablement mêlée aux guerres civiles et religieuses de son temps, nous montre Montgomery défendant Rouen contre les troupes royales, prenant part à toutes les expéditions jusqu'à la paix de Saint-Germain, échappant au massacre de la Saint-Barthélemy, réfugié à Londres et sollicitant d'Élisabeth son appui pour la cause protestante, amenant une flottille au secours de la Rochelle, enfin revenant en Normandie lutter une dernière fois contre l'armée royale qui l'assiège dans Domfront et le force à capituler. De pareilles vies ne sont pas des modèles, mais elles donnent de salutaires leçons. Elles montrent comment les intérêts de la patrie peuvent être compromis par les atteintes portées à la liberté des consciences. »

— Le 19 décembre 1891, notre confrère M. Rocquain a été élu membre de l'Académie des sciences morales et politiques.

— Le 11 décembre 1891, notre confrère M. Kohler a été nommé, par l'Académie des inscriptions et belles-lettres, auxiliaire attaché à la publication des historiens des croisades.

— Par décret du 5 janvier 1892, notre confrère M. Jacques Normand a été nommé chevalier de la Légion d'honneur.

— Par arrêté du 12 janvier 1892, ceux de nos confrères dont les noms suivent ont été nommés :

1° Officiers de l'instruction publique :

MM. Campardon,
Paul Fournier,
Sepet;

2° Officiers d'académie :

MM. Bougenot,
Ch.-V. Langlois,
Sculfort,
Tausserat,
Tempier,
Tournouer.

— Par décret rendu sur la proposition du ministre des affaires étrangères, a été nommé chevalier de la Légion d'honneur notre confrère M. Saige, conseiller d'État, conservateur des archives de S. A. S. le prince de Monaco, archiviste honoraire aux Archives nationales (33 ans de services, dont 23 au service de la France).

— Le 30 octobre 1891, S. A. R. le grand-duc de Luxembourg a nommé notre confrère M. Fr. Bonnardot chevalier de l'ordre grand-ducal de la Couronne de chêne.

BIBLIOTHÈQUE DES ARCHIVES DE LA SEINE.

Une petite bibliothèque spéciale a été récemment constituée aux Archives de la Seine, quai Henri IV, 30. Elle comprend, en même temps que des ouvrages relatifs à l'organisation des archives et à la paléographie, les principales collections d'inventaires et de catalogues de manuscrits et les publications les plus importantes concernant l'histoire de Paris, en particulier les recueils de textes parisiens. Cette bibliothèque est ouverte, comme les Archives elles-mêmes, tous les jours non fériés, de 9 heures du matin à 6 heures du soir.

BIBLIOGRAPHIE DES TRAVAUX DE M. DE MONTAIGLON.

Le 21 décembre 1891, les élèves et les amis de notre confrère M. de Montaignon se sont réunis pour lui offrir un élégant volume intitulé :

Bibliographie des travaux de M. A. de Montaiglon (Paris, Jouaust, 1891 ; in-8° de 146 p.). Voici dans quels termes notre confrère M. le comte Robert de Lasteyrie en a présenté un exemplaire à l'Académie des inscriptions et belles-lettres, dans la séance du 30 décembre :

« Les anciens élèves de M. de Montaiglon, professeur à l'École des chartes, associés à quelques amis de cet infatigable érudit, viennent de faire paraître une bibliographie de ses travaux. Ils m'ont prié d'en offrir à l'Académie un des rares exemplaires qui aient été tirés en dehors de ceux qui sont destinés aux souscripteurs. Les personnes qui ont eu l'initiative de ce volume ont voulu à la fois rendre un hommage mérité à un homme qui, depuis quarante ans, n'a cessé de donner l'exemple d'une vie de travail et de désintéressement. Il serait trop long de rappeler ici tous les services que M. de Montaiglon a rendus à la science, tous les documents curieux qu'il a fait connaître, les textes de toute nature qu'il a commentés. Ses efforts se sont toujours portés de préférence sur les écrits de nos vieux poètes, sur les œuvres des artistes d'autrefois. Mais son esprit ingénieux, autant que curieux, s'est attaché en passant à la recherche d'une foule de problèmes, dont il a semé la solution dans les recueils les plus divers.

« Il est rare qu'on songe à dresser la bibliographie d'un homme vivant et plein d'activité ; mais M. de Montaiglon s'est montré un auteur si fécond que chaque année nouvelle eût rendu la tâche plus difficile à ceux qui auraient voulu un jour recueillir la liste de ses travaux.

« Telle qu'elle est, cette liste comprend actuellement 684 numéros. Les auteurs d'un travail souhaitent habituellement que leur œuvre soit définitive. Je ne trahirai pas les sentiments des auteurs de cette bibliographie, dont M. Bournon est le principal, en émettant le vœu que cette bibliographie devienne promptement incomplète et qu'il soit nécessaire d'y ajouter un jour un fort supplément. »

DON DE M. CÉLESTIN PORT

AUX ARCHIVES DE MAINE-ET-LOIRE.

Notre confrère M. Célestin Port a donné aux archives de Maine-et-Loire les collections angevines qu'il a formées pendant sa laborieuse carrière et dont il a tiré un si excellent parti pour la composition du *Dictionnaire historique, géographique et biographique de Maine-et-Loire* et d'autres ouvrages bien connus de nos lecteurs.

Nous reproduisons le rapport qui vient d'être adressé sur cette donation à M. le préfet de Maine-et-Loire. Ce rapport, malgré la modestie dont il porte l'empreinte, fait comprendre l'importance du don.

Tous les amis de l'histoire applaudiront à la généreuse et patriotique

résolution de M. Célestin Port. Puisse l'archiviste de Maine-et-Loire trouver des imitateurs ! Puisse-t-il encore pendant de longues années administrer un dépôt qui lui a tant d'obligations et qui, grâce à lui, devient le principal atelier des travaux historiques relatifs à l'Anjou !

« Angers, le 10 août 1891.

« Monsieur le Préfet,

« Le Conseil général de Maine-et-Loire a bien voulu, l'an passé, m'autoriser à faire don au bureau des Archives départementales de mes modestes collections angevines. J'espérais, pour les présenter, vous les pouvoir montrer installées dans le cadre d'honneur que je leur vois préparer depuis si longtemps sous mes fenêtres ; mais la fête, quoique prochaine, s'est attardée outre mesure, et il me faut, sous peine d'encourir, moi aussi, quelque reproche, vous les annoncer tout au moins telles qu'elles attendent de pouvoir s'offrir à leur heure.

« J'en veux aborder le détail, en toute humilité, sans phrases.

I. BIBLIOTHÈQUE.

« La *Bibliothèque angevine* comprend 1,987 volumes ou brochures qui se répartissent ainsi :

« I. Généralités (Anjou, département), 272, dont 155 reliés (notamment la *Revue de l'Anjou*, 70 volumes, en plein parchemin blanc, très rare collection ; le *Répertoire archéologique*, 11 volumes ; le *Bulletin historique et monumental*, 7 volumes).

« II. Angers (ville d'), 389, dont 367 reliés.

« III. Monographies locales (Angers excepté), 243, dont 214 reliés.

« IV. Biographies, 592, dont 510 reliés.

« J'estime particulièrement précieux ces deux derniers articles, dont la collection est unique et qu'il ne serait pas facile de reconstituer sans frais nouveaux. En m'épargnant de relever le grand nombre de curieuses plaquettes, que chaque jour a recueillies et qui désespèrent plus tard la recherche des amateurs, je ne veux que signaler quelques-uns des manuscrits qui s'y cachent, comme le manuscrit autographe des *Souvenirs d'un nonagénaire*, publié par moi en 1880 ; le dépouillement des *lieux-dits* des cartes angevines de Cassini, par Broque, de Cholet ; les *Notes et souvenirs, journaux et carnets quotidiens*, de Pissonnet de Bellefonds, colonel du 93^e de ligne (1831-1859) ; une *Notice sur la commune de Brain-sur-Allonnes* (petit in-folio de 173 pages, 1885), œuvre de M. Ch. Bruas, l'ancien vénéré vice-président du Conseil général, qui a bien voulu m'en adresser, pour ma bibliothèque, la copie autographe, dont le double est déposé à la mairie ; etc.

« J'ajoute qu'en tête ou à la suite d'un grand nombre de ces volumes et aussi souvent que je l'ai pu, je n'ai pas manqué d'insérer, — selon le

goût des bibliophiles, dont l'historien peut profiter, — quelque lettre d'auteur, qui renseigne parfois sur l'homme et sur le livre de façon instructive et piquante.

« A cet ensemble de documents spécialement angevins se rallient les groupes de livres, indispensables au travail, sur les provinces circonvoisines et avant tout sur la Vendée militaire, qui est à proprement parler de notre Anjou.

V. Guerre de Vendée. . .	128	volumes ou broch., dont 117 reliés.
VI. Bretagne.	72	— dont 4 reliés.
VII. Maine †	153	— dont 48 reliés.
VIII. Poitou	78	— dont 19 reliés.
IX. Touraine.	60	— dont 10 reliés.
	491	198

« Il va sans dire que j'ai porté tout l'effort de la reliure sur la *Bibliothèque* proprement dite *angevine* (Vendée comprise), soit 1,654 volumes, dont 1,213 reliés. Les autres volumes, acquis autrefois au courant des besoins de l'étude, comprennent, — outre la *Revue du Maine* (30 vol.) et les ouvrages de Cauvin et de D. Piolin, les *Archives de Poitou* (20 vol.), les *Cartulaires* in-4° publiés par les Sociétés de la Touraine, du Maine, du Poitou, de la Saintonge, les histoires générales du Poitou, du Maine, de la Touraine, les Pouillés des divers diocèses, — quantité de monographies locales (comme le *Sablé* si rare de Ménage) et de biographies, dons d'auteurs, tirages à part sur papier de choix ou à très petit nombre, qui me viennent d'amis et que le commerce ne connaît pas¹.

II. IMAGERIE ANGEVINE.

« Ma *Bibliothèque angevine* se complète d'une collection d'images commencée depuis longtemps au hasard des rencontres, mais qui, reprise l'an passé avec suite et persévérance, s'est facilement décuplée; et chaque jour l'accroîtra, l'accroît. Édifices publics ou privés, anciens ou modernes, églises, mairies, chapelles, écoles, châteaux, maisons, monuments, — vues restreintes ou paysages, — œuvres de toute main, dessins ou gravures, lithographies ou photographies, c'est un *Maine-et-Loire pittoresque et historique* dont l'ensemble remplit dix forts cartons, format du *Petit Journal*. J'en vois déjà deux ou trois se gonfler à l'excès et qu'il me faudra bientôt dédoubler². Un carton spécial est consacré à l'*Iconographie*, c'est-à-dire à l'ensemble des monuments, portraits,

1. Actuellement (15 octobre), 2,067 volumes ou brochures. Le catalogue, tenu au courant, avec les divers relevés des autographes, des gravures angevines, des portraits angevins, compte 4,152 cartes.

2. C'est fait.

tableaux, tombeaux, etc., se référant à des personnalités angevines. Il sera sous peu insuffisant.

« Voici le détail de la collection :

	Dessins	Gravures, litho- graphies	Photo- graphies	Totaux
I. Généralités (Anjou, Maine-et-Loire).	10	68	45	223
II. Angers (édifices civils et religieux).	93	165	97	355
III. — (rues, maisons).	89	79	21	189
IV. — (campagne)	10	12	29	51
V. — (arrondissement d')	99	176	137	412
VI. Baugé (arrondissement de)	62	51	82	195
VII. Cholet (arrondissement de)	58	53	105	216
VIII. Saumur (arrondissement de)	65	99	101	265
IX. Segré (arrondissement de)	35	52	16	103
X. Iconographie-portraits.	38	258	52	348
	559	1,013	685	2,257

« 559 dessins, 1,013 gravures ou lithographies, 685 photographies, ensemble 2,257 pièces.

« Quoique je ne quête pas les chefs-d'œuvre et que je vise avant tout à recruter des documents utiles, des matériaux pour l'étude, à ne parler que des dessins, j'en montrerais près d'une centaine qui pourraient figurer avec honneur dans quelque vitrine. J'en ai 23 de M. le comte de Galembert, presque autant de M. Spal fils, de Thouarcé; 24 de M. Huault-Dupuy; et de ce dernier, par surcroît, une dizaine d'eaux-fortes charmantes qui illustreraient de beaux livres. MM. Filoleau, Chiffart, Lhouest, Murier, prennent rang pour leur appoint sur mes listes, et, avec eux, vingt noms amis d'instituteurs, — ils seront quarante l'an prochain, — qui m'ont envoyé leur modeste et précieuse contribution. De mon côté, je faisais reproduire à mes frais, par un artiste inoccupé, tous les anciens dessins des manuscrits de notre Bibliothèque municipale, en complétant l'œuvre par des vues de nos vieilles rues, des maisons, des enseignes, déjà aujourd'hui en grande partie disparues. J'ai de ce seul compte recueilli 224 dessins, dont 130 d'après nature, constituant ainsi comme un *Gaignières angevin*. Pour sa part, mon ami Auguste Michel y a ajouté tous ses doubles, surtout de portraits; André Joubert, 23 photogravures; et, si j'aborde le compte des libéralités que je m'honore d'avoir provoquées, il faut que je rappelle en première ligne les 150 photographies dont m'a gratifié le maître en cet art, M. Berthault; après lui, le docteur Bichon; MM. Magne et Rouillard, de Paris; Haran, de Saint-Clément-des-Levés; Houdebine fils, des Ponts-de-Cé; Roffay, de Bagneux; de Farcy, d'Angers; Desormeaux, de Chemillé; Denais, de Beaufort; Renard, de Blaison; Sureau, de Brain; Bonnemère, de Louerre; Chauveau, de Montfaucon; Pavie, d'Angers, et tant d'autres.

Ici encore j'ai pu, de ma petite bourse, contribuer à la récolte, — ailleurs que chez les amateurs, — et même apporter ma gerbe propre d'écolier photographe. Les bonnes épreuves, gravure ou photographie, remplaceront peu à peu les médiocres ; les doubles même y aideront par les échanges.

« A l'heure qu'il est, l'œuvre est créée, qui compte dès la première année 2,257 pièces¹.

III. NOTES ET FICHES.

« Un service, qu'apprécieront peut-être tout autant mes successeurs, c'est le transport au bureau des séries de mes *Notes*, accumulées par quarante années d'études uniquement angevines. Utilisées ou non dans mes précédents travaux, nullement d'ailleurs épuisées par les recherches que chaque jour renouvelle, renouvelées elles-mêmes par les appoints de chaque jour, elles forment un répertoire constant de renseignement facile, une référence de consultation certaine, un centre, à tout le moins, pour toute récolte nouvelle qui s'ajoutera à la moisson commune.

« Elles sont contenues et classées alphabétiquement dans des boîtes, à double compartiment, chacune de 0^m25 de longueur, dont le détail suit :

1. Artistes angevins	5 boîtes doubles
2. Médecins	3 —
3. Littérature et personnages divers	10 —
4. Rues et maisons d'Angers	6 —
5. Industrie, commerce	3 —
6. Topographie latine	6 —
	33 ²

« J'ai constaté ce matin, en prenant pour base trois ou quatre points de comparaison, que le nombre de ces notes et fiches, la plupart sur simple papier, se peut facilement évaluer à plus de 60,000.

« Les *Notes biographiques* (I-III) m'ont servi à la rédaction de mon *Dictionnaire historique de Maine-et-Loire* ; mais, dans un travail de ce genre, la substance seule pénètre dans la trame, et les détails attendent encore leur emploi.

« Mon édition de Péan de la Tuilerie³ donne l'idée du parti que je voulais tirer de mes notes sur Angers (IV-V). L'histoire de la ville reste

1. Actuellement (15 octobre), plus de 2,400.

2. J'ai ajouté depuis une boîte sur le *Climat, les Phénomènes physiques, etc.*, et 30 cartons de mes notes de *Géographie historique*, dans des chemises alphabétiquement classées, résidu de ce que je n'ai pas brûlé.

3. Angers, Barassé, 1868, in-12 de 607 pages.

à faire et en particulier celle de ses rues, de ses maisons, de ses métiers. Elle a tenté plus d'un amateur, d'imagination facile à s'accommoder de peu; elle attend un travailleur de conscience difficile à satisfaire et qui trouvera ici nombre de matériaux déjà en place et dégrossis.

« Quant à ma *Topographie latine*, c'est une partie de l'œuvre toute prête pour les dictionnaires départementaux que réclame le ministère de l'Instruction publique. J'en ai utilisé à ma manière les éléments dans mon *Dictionnaire*, mais le défaut de place m'a obligé à supprimer trop souvent de la nomenclature les formes, les variantes secondaires et multiples qui en eussent encombré les pages et qui pourtant servent utilement de repère. Pour l'archiviste, pour l'historien, cette collection de noms de lieux latins, alphabétiquement classée, présente le dépouillement, aussi complet qu'il m'a été possible, de toutes les chartes inédites ou publiées antérieurement à 1877. Elle donne la traduction moderne, la date de la pièce, et par surcroît la page du livre où elle est imprimée, même, pour la plus grande partie des pièces, qui sont inédites, le fonds et la cote qu'elles portent dans nos archives. Ne fût-ce qu'à cet unique point de vue, c'est l'instrument le plus précieux pour l'inventaire analytique, qui reste à faire, — en l'état la tâche est facile, — de nos cartulaires angevins et des documents originaux qu'il y faut rattacher.

« Je finis en hâte cet exposé sommaire. En installant dans le bureau nouveau qui s'achève mes livres, mes images, mes notes, trésor accumulé par toute une longue vie de travail, il semble que je me rapproche plus intimement encore de ces collections, formées jour à jour, pièce à pièce, ici même où elles sont assurées de rester après moi; et je n'ai que faire de prévoir l'heure prochaine où il me faudra à tout jamais me séparer d'elles.

« Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de mon respectueux dévouement.

« *L'Archiviste de Maine-et-Loire, membre de l'Institut,*

« Célestin Port. »

CHARTES DE M. TARBÉ DONNÉES A LA VILLE DE REIMS.

Les archives de la ville de Reims se sont récemment enrichies d'une collection fort importante de documents, autrefois formée par M. Tarbé et que sa fille, M^{me} Lefèvre, a généreusement données à la ville de Reims. Notre confrère M. Giry publiera prochainement une notice sur cette collection et un choix des documents les plus anciens et les plus curieux qu'elle renferme.

LA BIBLIOTHÈQUE ET LES ARCHIVES DU VATICAN.

M. Geffroy, directeur de l'École française de Rome, dans une lettre adressée, le 27 décembre 1891, à l'Académie des inscriptions et belles-lettres, donne les renseignements suivants sur la bibliothèque et les archives du Vatican :

« ... Pour ce qui est de la bibliothèque Vaticane, le cardinal Capelatro, successeur du cardinal Pitra dans la dignité de bibliothécaire de la sainte Église romaine, vient de résumer dans une lettre rendue publique les progrès accomplis ou préparés.

« Les trois cent mille volumes qui occupaient les appartements Borgia ont été transportés dans la salle Léonine, au rez-de-chaussée, le long de la rue qui conduit à l'entrée principale des musées. Entre cette salle Léonine et celles des archives, un vaste local, accessible aux travailleurs de l'un et de l'autre dépôt, recevra trente mille volumes, qui seront à la main. La célèbre bibliothèque donnée au saint-siège par le cardinal Mai composera une des deux sections de cette salle de consultation. Les appartements Borgia, avec leur pavage du x^v siècle, soigneusement restauré, avec les fresques de Pinturicchio et toute leur admirable décoration, seront rendus aux visiteurs. Ils étaient à peu près inconnus, même des savants et des artistes, il y a trente ans.

« De plus, Léon XIII a fait don à la bibliothèque Vaticane de la bibliothèque Borghese, par lui récemment acquise. On y remarque 300 manuscrits réunis par les papes d'Avignon, ouvrages théologiques, canoniques, juridiques, parmi lesquels toutefois se trouve un exemplaire de la Divine Comédie, qui paraît écrit par Boccace, et un bréviaire dont Pétrarque se servait. Il y a, en outre, deux mille registres des pontificats de Clément VIII et de Paul V Borghese.

« Quant aux archives, le nouveau préfet, Mgr Ciasca, espère qu'il lui sera donné bientôt de faire transporter au Vatican les archives de Saint-Jean-in-Laterano, tout au moins la série des brefs, qui compte des milliers de registres. Il y aurait encore la série des bulles et celle des suppliques, vastes collections presque absolument inédites. On étudie les moyens d'ouvrir ces trésors nouveaux aux travailleurs, comme s'est ouvert l'*Archivio segreto* à la fin du pontificat de Pie IX, quand l'École française de Rome a été autorisée la première à y étudier en vue d'une publication des registres pontificaux du xiii^e siècle. »

TOTIRACUS IN PAGO QUAMILIACENSE.

Mabillon a publié le premier¹ et les éditeurs des diplômes méro-

1. *De re diplomatica*, p. 378.

vingiens ont reproduit après lui¹ une charte de Clovis II pour l'abbaye de Saint-Denis, donnée dans les premières années du règne (639 et suivantes), où est mentionné un lieu du nom de *Cotiracus*, situé sur l'Oise, dans le territoire de Chambly : *in loco noncopante Cotiraco quae est super fluvium Isera sito in pago Camiliacense*. On a généralement admis que ce lieu était Crouy-en-Thelle (Oise, arrondissement de Senlis, canton de Neuilly-en-Thelle). M. Auguste Longnon a rejeté cette identification². En effet, *Cotiracus*, d'après les règles de la phonétique, n'a pas pu donner Crouy; de plus, Crouy-en-Thelle n'est pas sur l'Oise.

Il faut ajouter une troisième raison, c'est que le texte authentique ne porte pas *Cotiraco*. Il suffit pour s'en assurer de jeter les yeux sur l'un des fac-similés de la charte en question, qui ont été donnés par Mabilon³ et par Letronne⁴. Sur l'original, aujourd'hui conservé aux Archives nationales (K. 2, n° 1), on lit nettement :

in loco noncopante Totiraco quae est sup.. f.....m Isera si.o in p... Quamiliacense

Cette constatation n'avance malheureusement pas la solution du problème, car on cherche en vain sur les cartes un lieu qui soit situé sur les bords de l'Oise, dans les limites probables du territoire de Chambly, et dont le nom réponde à *Totiracus*. On ne peut songer aux deux Thury du département de l'Oise⁵, tous deux trop éloignés de cette région. Il est bon du moins qu'on sache au juste dans quels termes le problème se pose; il n'est pas sans intérêt aussi de noter au passage la forme *Quamiliacense* pour *Camiliacense*.

A-T-IL EXISTÉ AU X^e SIÈCLE UN ÉVÊQUE DE PARIS NOMMÉ GILBERT?

La *Gallia christiana* (VII, col. 42) prétend qu'un certain Gilbert occupa le siège épiscopal de Paris après Élisard, qui serait mort le 20 avril 988, et avant Renaud, dont l'épiscopat daterait, au plus tôt, des derniers mois de 991. Nous avons vainement cherché ce nom parmi les plus

1. *Recueil des historiens*, IV, p. 637; Pardessus, II, p. 63; Tardif, p. 8; K. Pertz, p. 19, etc.

2. *Examen géographique du tome I^{er} des Diplomata imperii* (1873, extrait de la *Revue critique*), p. 19.

3. *De re diplomatica*, p. 377.

4. *Diplomata et chartæ Merovingicæ ætatis*, planche VII.

5. Thury-en-Valois (arrondissement de Senlis, canton de Betz) et Thury-sous-Clermont (arrondissement de Clermont-en-Beauvaisis, canton de Mouy-de-l'Oise).

anciens catalogues des évêques de Paris (voy. la liste de M. Léopold Delisle, dans l'*Histoire littéraire*, t. XXIX, p. 433-434). Les Bénédictins avouent bien qu'il ne s'y trouve pas, mais ils s'appuient sur le témoignage de Raoul Glaber et de Hugues de Flavigny. Ce dernier doit être écarté, il n'a fait que copier ce renseignement dans Raoul Glaber, qui nous dit (livre II, chap. vu, édit. Prou, p. 41) : « Per idem tempus [septimo de supradicto millesimo anno, c'est-à-dire 993-994, selon M. Prou] ... pontifices item in Galliis quinque religiosiores a seculo excesserunt, Manasses videlicet vir sanctitate plenus, Trecorum episcopus, et Gislebertus Parisiorum », etc.

On doit faire remarquer que Raoul n'a rédigé son ouvrage qu'au milieu du x^e siècle, et par suite que ce renseignement est sujet à caution. Je crois, pour ma part, qu'il a fait confusion avec Gilbert, évêque de Meaux de 986 à 1009 (*Gallia christiana*, VIII, col. 1606-1607) et qu'il faut rayer Gilbert de la liste des évêques de Paris.

Élisiard a donc eu pour successeur direct Renaud, ainsi que le portent tous les catalogues des évêques de Paris. On peut fixer approximativement l'époque où ce dernier est monté sur le siège épiscopal. D'une part, en 988, il n'est encore que chancelier de Hugues Capet (diplôme pour Corbie, *Historiens de France*, X, 553); d'autre part, nous possédons deux chartes de Renaud datées de son épiscopat. La première (Guérard, *Cartul. de N.-D. de Paris*, I, 326) porte la date suivante : « Actum Parisius pridie kl. aprilis, anno V regnante Hugone serenissimo rege, episcopatus nostri primo » = 31 mars 992. La seconde (Tardif, *Monuments historiques*, n° 238, p. 150) : « Actum Parisius xviii kalendas aprilis, anno VIII^{mo} regnante Hugone serenissimo rege, episcopatus nostri m^o » = 15 mars 995. Ainsi l'épiscopat de Renaud ne peut remonter au delà du 15 mars 991. Enfin, deux diplômes des rois Hugues et Robert pour Sainte-Croix d'Orléans, donnés à Senlis en novembre 991 (*Histoire de France*, X, 553, 575), portent la souscription : *Rainaldus episcopus et protocancellarius*. La nomination de Renaud se place donc entre mars et novembre 991. Quant à Élisiard, son prédécesseur, il est mort, non pas le 20 avril 988, comme le prétend la *Gallia christiana*, mais le 20 avril 990 ou peut-être 991.

Ferdinand Lot.

PONS D'AUMELAS.

Notre ancien élève et futur confrère M. Abel Henry a trouvé, en recueillant dans les dépôts de Paris et du Midi les matériaux d'une thèse fort intéressante sur la biographie du personnage vulgairement appelé Guillaume de Plaisian, quelques renseignements nouveaux (cf. ci-dessus, p. 259-264) sur Pons d'Aumelas. — Versons-les au dossier de notre Languedocien.

Je n'avais pas indiqué de texte relatif à Pons d'Aumelas avant l'année 1308. M. Abel Henry en a découvert plusieurs de date antérieure, qui s'échelonnent à partir de 1287. — Le 14 juillet 1287, Pons d'Aumelas, *jurisperitus*, fut, avec Guillaume de Nogaret, qualifié alors de *legum doctor*, témoin de la reconnaissance faite par Jayme, roi de Majorque, aux consuls de Montpellier, du prêt gracieux d'une somme de dix mille livres consenti par lesdits consuls audit roi¹. Pons devait être jeune alors; il exerça cependant, pendant cette même année 1287, les hautes fonctions de baile seigneurial en la ville de Montpellier². Le 12 décembre 1290, il assista à la prestation de serment faite par le viguier royal d'Alais³. En avril 1293, Pons d'Aumelas, « docteur ès lois », fut un des commissaires désignés pour asseoir la valeur des terres promises par le roi à l'évêque de Maguelonne aux environs d'Alais, en échange de ses droits sur Montpellier⁴. Pons d'Aumelas paraît encore comme témoin, en avril 1297, dans une protestation des consuls de Montpellier au sujet des taxes⁵; le 22 août 1299, dans un acte du juge mage de la sénéchaussée de Beaucaire⁶; en août 1301, dans un acte d'appel du baile de Montpellier (en P. Ymbert) à Guillaume de Plaisian, juge mage de la sénéchaussée de Beaucaire, à l'occasion de pressions exercées sur les habitants de Montpellier par les gens du roi de France⁷; à diverses dates de 1301 et de 1302, dans le registre (non folioté) des actes du notaire montpelliérain Grimaud, conservé aux archives municipales de Montpellier; enfin Pons fut témoin des assises tenues à Nîmes, le 27 février 1303, au sujet de la connaissance des premiers appels réclamés par l'évêque de Maguelonne⁸.

Dans ces derniers actes, Pons d'Aumelas est qualifié, tantôt de *jurisperitus*, tantôt de *legum doctor*, tantôt de *legum professor*.

Docteur ès lois, Pons d'Aumelas l'était déjà en 1292. Une lettre de l'évêque de Maguelonne aux professeurs de droit de l'Université de Montpellier (Guillaume de Saint-Martin, Guillaume Seguiet, Pierre de Tournemire, Guillaume de Nogaret, etc.), datée du 10 octobre 1292, spécifie que, malgré les changements apportés dans la forme des examens du doctorat, la validité du doctorat obtenu par Pons d'Aumelas

1. Bibl. nat., ms. lat. 9173, fol. 127.

2. A. Germain, *Histoire de la commune de Montpellier*, Montpellier, 1851, in-8°, I, p. 395 : « Bayle, messier Pons d'Omelas. »

3. Communication faite à M. Henry, sans indication précise de la source, par M. Bardon, auteur d'une histoire encore manuscrite de la ville d'Alais.

4. Arch. nat., J. 339, n° 13.

5. Bibl. nat., ms. lat. 9192, fol. 75.

6. Arch. de l'Hérault, cartul. de Maguelonne, vol. B, fol. 220 v°.

7. Bibl. nat., ms. lat. 9192, fol. 75.

8. Arch. de l'Hérault, cartul. de Maguelonne, vol. C, fol. 195; cf. même volume, fol. 63 r°.

restera entière¹. Pons d'Aumelas, dit l'évêque, « discretus vir... qui dyu in Montepessullano et in aliis famosiss studiis in legibus diligenter studiit². »

Professeur de droit, Pons d'Aumelas en porta le titre, mais a-t-il enseigné à Montpellier? nous n'en avons pas, jusqu'ici, de preuve directe, mais il est, paraît-il, à la connaissance de M. Bardon, le futur historien d'Alais, que Pons d'Aumelas professa en cette école de droit d'Alais dont M. de Rozière nous a révélé naguère la prospérité à la fin du xiii^e siècle³.

La première partie de la vie de Pons d'Aumelas se trouve ainsi bien connue désormais. Nous avons malheureusement moins de renseignements à ajouter sur la seconde, la plus intéressante.

Nous avons montré, dans notre premier article, Pons d'Aumelas exerçant, au nom de Philippe le Bel, les fonctions de juge mage de la sénéchaussée de Rouergue, en 1308. Nous sommes en mesure d'affirmer maintenant qu'il était déjà dans cette charge au mois de mars 1305⁴; mais la lettre de Bérenger Frédol reste le plus ancien monument où le titre de « chevalier », *miles*, soit accolé au nom de notre homme.

Pons d'Aumelas, avons-nous dit, était juge mage de la sénéchaussée de Toulouse pendant l'hiver de 1309-1310; il est certain qu'il l'était encore en septembre 1310⁵.

Il fut un des témoins produits en 1319 dans le procès célèbre du frère Bernard Délicieux⁶.

Il a été prouvé ci-dessus (p. 263, note 3) que Pons d'Aumelas n'était pas mort en 1321. Un document noté par M. Henry aux archives de

1. Cette lettre est imprimée, d'après les arch. mun. de Montpellier, dans le *Cartulaire de l'Université de Montpellier*, Montpellier, 1890, in-4°, I, p. 216. Nous ne l'avions pas remarquée d'abord, parce que le nom de Pons d'Aumelas n'est pas à la table; mais il est dans celle du t. II des *Statuts et privilèges des Universités françaises* de M. Marcel Fournier (Paris, 1891), qui a réimprimé la pièce sous le n° 905. C'est ainsi que nous en avons eu connaissance.

2. La lettre de l'évêque est adressée, non seulement aux professeurs de droit de l'Université, mais à plusieurs dignitaires de l'église de Maguelonne, entre autres à Bérenger d'Aumelas, *sacrista* de cette église. Sur ce Bérenger, voyez Gariel, *Serles præsulum Magalonensium*, p. 428.

3. *Bibliothèque de l'École des chartes*, XXXI, 51.

4. Arch. nat., JJ. 38, fol. 64-67. Pons d'Aumelas préside l'assise de 400 l. de rente octroyées par le roi à Jourdain de l'Isle. — Les archives départementales de l'Aveyron ne possèdent point d'actes de Pons comme juge mage; notre confrère M. Lempereur a bien voulu nous l'assurer; mais on en trouve plusieurs, datés de 1307 et de 1308, au t. CVIII de la collection Doat.

5. Arch. nat., JJ. 47, fol. 72 v°.

6. Bibl. nat., ms. lat. 4270, fol. 66 v° : « P. de Omelacio, legum professor. »

Montpellier¹ permet d'affirmer qu'il vivait encore le 27 juillet 1323. Ce jour-là, Guiraud de l'Hôpital, vigneron, et sa femme Stella, se donèrent, sous certaines conditions, à Dieu, à l'hôpital Saint-Guilhem et à Pons d'Aumelas, chevalier, co-seigneur de Canet (*condominus de Caneto* ou *de Cantio*), patron dudit hôpital.

La biographie de l'émule des Plaisian et des Nogaret se précise, mais, de son activité littéraire, nous n'avons toujours d'autre indice que l'affirmation orale de M. Boutaric².

Ch.-V. LANGLOIS.

ERRATA.

P. 175, dernière ligne. C'est à la Faculté des lettres de Lyon, et non pas de Caen, que notre confrère M. Coville a été chargé d'un cours d'histoire et antiquités du moyen âge.

P. 345, à la ligne 4 du mandement de Charles V, il faut lire : « licet per alias nostras litteras nos (et non pas *non*) eidem dedissemus... »

1. Arm. B, cassette X, n° 4 *quinq.* Le 27 août, reconnaissance du don susdit par les patrons de l'hôpital, Pons d'Aumelas et Jacme de Pamiers (n° 4 *sept.*).

2. M. A. Henry a visité la commune d'Aumelas, voisine du lieu qu'il habite. C'est un pays montagneux, mal peuplé. On y voit les ruines d'un grand château qui commandait un vaste horizon. Les restes du donjon sont considérables, et la chapelle, de style roman, réparée vers la fin du *xiii*^e siècle, est intacte. — Il est bien peu probable que Pons ait appartenu à la grande famille féodale d'Aumelas, si fréquemment citée dans le *Mémorial des nobles*, fondatrice de ce château. Souvenons-nous qu'il ne porta le titre de chevalier qu'à partir de 1308.

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

A LA

BIBLIOTHÈQUE DE L'ÉCOLE DES CHARTES¹

POUR L'ANNÉE 1891.

-
- | | |
|--|---|
| ACADÉMIE (L') DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES, à Paris. | BÉNÉDICTINS (LES RR. PP.), à Li-gugé. |
| — IMPÉRIALE DES SCIENCES (classe philosophico-historique), à Vienne. | — —, à Maredsous (Belgique). |
| — ROYALE DES LINCEI, à Rome. | — —, au Mont-Cassin. |
| AMERICAN (THE) JOURNAL OF ARCHAEOLOGY, à Baltimore. | — —, à Solesmes. |
| AMERICAN (THE) GEOGRAPHICAL SOCIETY, à New-York. | BIBLIOGRAPHIE (LA) DE LA FRANCE, journal général de l'imprimerie et de la librairie, à Paris. |
| ARCHIVES (LES) DE GENÈVE. | BIBLIOTHÈQUE (LA) CANTONALE, à Berne. |
| — DE METZ. | — — à Fribourg. |
| — DE TOSCANE, à Florence. | — — à Lausanne. |
| — DÉPARTEMENTALES DE LA CREUSE, à Guéret. | — CENTRALE, à Bukarest. |
| — — DE L'INDRE, à Châteauroux. | — DE L'ARCHEVÊCHÉ, à Lyon. |
| — — DU NORD, à Lille. | — DE L'ARSENAL, à Paris. |
| — — DU PUY-DE-DÔME, à Clermont-Ferrand. | — DE L'ÉCOLE SAINTE-GENEVIÈVE, à Paris. |
| — — DE LA SEINE, à Paris. | — DE L'INSTITUT CATHOLIQUE, à Lille. |
| — — DES DEUX-SÈVRES, à Niort. | — — à Lyon. |
| — — DU TARN, à Albi. | — — à Paris. |
| — — DU VAR, à Draguignan. | — DE L'ORDRE DES AVOCATS, à Paris. |
| — DU VATICAN, à Rome. | — DE L'UNIVERSITÉ, à la Sorbonne, à Paris. |
| — MUNICIPALES, à Marseille. | — DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS, à Paris. |
| — NATIONALES, à Paris. | — DE LA FACULTÉ DE DROIT, à Bordeaux. |
| ARCHIVIO (L') STORICO ITALIANO, à Florence. | — — à Lyon. |
| ARCHIVIO (L') STORICO LOMBARDO, à Milan. | |
| ATENEIO (L') BARCELONES, à Barcelone. | |

1. Ceux de messieurs les souscripteurs dont les noms seraient mal orthographiés, les titres omis ou inexactement imprimés, sont instamment priés de vouloir bien adresser leurs réclamations à M. Alphonse PICARD, libraire de la Société de l'Ecole des chartes, rue Bonaparte, 82, à Paris, afin que les mêmes fautes ne puissent se reproduire dans la cinquante-troisième liste de nos souscripteurs, qui sera publiée, suivant l'usage, à la fin du prochain volume de la *Bibliothèque*.

- BIBLIOTHÈQUE (LA) DE LA FACULTÉ DE DROIT, à Paris.**
 — DE LA VILLE D'ARRAS.
 — DE BAYONNE.
 — DE BLOIS.
 — DE BOULOGNE-SUR-MER.
 — DE CHERBOURG.
 — DE Fribourg (Suisse).
 — DE GENÈVE.
 — DU MANS.
 — DE MARSEILLE.
 — DE MONTAUBAN.
 — DE MOULINS-SUR-ALLIER.
 — DE NANCY.
 — DE NANTES.
 — DE NICE.
 — D'ORLÉANS.
 — DE PARIS.
 — DE PAU.
 — DE POITIERS.
 — DE REIMS.
 — DE RENNES.
 — DE LA ROCHELLE.
 — DE ROUEN.
 — DE SAINTES.
 — DE SAINT-ÉTIENNE.
 — DE SOISSONS.
 — DE TOURS.
 — DE VALENCIENNES.
 — DE VENDÔME.
 — DE VITRÉ.
 — DU COLLÈGE HARVARD, à Cambridge (États-Unis).
 — DU MINISTÈRE DE LA MARINE, à Paris.
 — DU SÉNAT, à Paris.
 — MAZARINE, à Paris.
 — MÉJANES, à Aix-en-Provence.
 — NATIONALE, à Lisbonne.
 — à Palerme.
 — à Paris (département des imprimés).
 — (départ. des manuscrits).
 — PEABODY, à Baltimore.
 — PUBLIQUE, à Malte.
 — UNIVERSITAIRE, à Aix-en-Provence.
 — à Alger.
 — à Besançon.
 — à Bordeaux.
 — à Clermont-Ferrand.
- BIBLIOTHÈQUE (LA) UNIVERSITAIRE, à Lille.**
 — à Lyon.
 — à Montpellier.
 — à Poitiers.
 — à Rennes.
 — à Toulouse.
 — VICTOR-EMMANUEL, à Rome.
CERCLE AGRICOLE (le), à Paris.
COUR ROYALE (LA) de Jersey.
DIRECTEUR (LE) DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, au ministère de l'instruction publique, à Paris.
 — DU SECRÉTARIAT ET DE LA COMPÉTIBILITÉ, au ministère de l'instruction publique, à Paris.
ÉCOLE (L') FRANÇAISE DE ROME.
 — NATIONALE DES CHARTES, à Paris (2 ex.).
 — NORMALE SUPÉRIEURE, à Paris.
ENGLISH (THE) HISTORICAL REVIEW, à Londres.
ÉTUDES RELIGIEUSES (LES), à Paris.
INSTITUT (L') DE FRANCE, à Paris.
JÉSUITES (LES RR. PP.), à Louvain.
JÉSUITES BOLLANDISTES (LES RR. PP.), à Bruxelles.
MINISTÈRE (LE) DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, à Paris (55 ex.).
MITTHEILUNGEN DES INSTITUTS FÜR OESTERREICHISCHE GESCHICHTSFORSCHUNG, à Vienne (Autriche).
REVUE (LA) ARCHÉOLOGIQUE, à Paris.
SOCIETÀ (LA) ROMANA DI STORIA PATRIA, à Rome.
SOCIÉTÉ (LA) ARCHÉOLOGIQUE de Béziers.
 — BIBLIOGRAPHIQUE, à Paris.
 — D'AGRICULTURE d'Angers.
 — de Douai.
 — D'ARCHÉOLOGIE d'Avranches.
 — DE LA DIANA, à Montbrison.
 — DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST, à Poitiers.
 — DE PICARDIE, à Amiens.
 — HISTORIQUE, à Paris.
UNIVERSITÉ (L') DE BERNE.
 — DE GENÈVE.
 — DE PISE.
 — DE SOFIA.
 — DE VIENNE.

MM.

- *ALAUS, à Montpellier'.
ALBON (le marquis d'), au château d'Avenges (Rhône).
*ALLEMAGNE (Henry d'), attaché à la Bibliothèque de l'Arsenal, à Paris.
*ANDRÉ (Edouard), archiviste de l'Ardèche, à Privas.
*ANDRÉ (Francisque), archiviste de l'Aube, à Troyes.
APPERT, à Flers.
*ARBOIS DE JUBAINVILLE (H. d'), membre de l'Institut, professeur au Collège de France, à Paris.
ASHER ET C^{ie}, à Berlin (8 ex.).
*AUBERT (Félix), à Saint-Mandé (Seine).
*AUBERT (Hippolyte), sous-conservateur à la Bibliothèque de Genève, à Vermont, près Genève (Suisse).
*AUBRY-VITET (Eug.), à Paris.
*AUDREN DE KERDREL, sénateur, à Paris.
AUMALE (le duc d'), à Chantilly.
*AUVRAY, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque nationale, à Paris.
*BABELON, conservateur adjoint à la Bibliothèque nationale, à Paris.
BAER ET C^{ie}, à Francfort.
*BAILLET (Aug.), à Orléans.
BALME (le R. P.), à Paris.
BARRAS, à Saint-Maxime (Var).
BARRIÈRE-FLERY, avocat, à Toulouse.
*BARROUX, archiviste adjoint de la Seine, à Paris.
*BARTHÉLEMY (Anatole DE), membre de l'Institut, à Paris.
*BATAILLARD (Paul), archiviste de la Faculté de médecine, à Paris.
*BATIFFOL (Louis MANGEST-), attaché à la Bibliothèque nationale, à Versailles.
*BAUDON DE MONY, à Paris.
*BEAUCORPS (le vicomte DE), à Orléans.
BEAUCOURT (le marquis DE), à Paris.
*BEAUREPAIRE (Charles DE), correspondant de l'Institut, archiviste de la Seine-Inférieure, à Rouen.
*BELLEMAIN, à Paris.
BELLET (l'abbé), à Tain (Drôme).
*BÉMONT, maître de conférences à l'École des hautes études, à Paris.
*BERGER (Élie), archiviste aux Archives nationales, à Paris.
BERLAQUIN, curé, à Courcoué (Indre-et-Loire).
*BERTHELÉ, archiviste de l'Hérault, à Montpellier.
*BERTHOU (P. DE), à Nantes.
*BERTRAND DE BROUSSILLON (Arthur), au Mans.
BESSE (l'abbé), à Poitiers.
BILOT DE CHATEAURENAULT, à Paris.
*BLANCARD, correspondant de l'Institut, archiviste des Bouches-du-Rhône, à Marseille.
BLANCHARD, à Nantes.
BOCCA, libraire, à Turin (4 ex.).
BOCLET, à Paris.
BONDOIS, professeur au Lycée Buffon, à Paris.
*BONNARDOT (François), sous-inspecteur des travaux historiques de la ville, à Paris.
*BONNASSIEUX, archiviste aux Archives nationales, à Paris.
*BONNAULT D'HOUEÏ (le baron DE), au château d'Hailles, par Moreuil (Somme).
*BOREL (Frédéric), à Paris.
BORRANI, libraire, à Paris (3 ex.).
BOUCHER (M^{me}), à Cherbourg.
*BOUCHOT, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale, à Paris.
*BOUGENOT, à Paris.
*BOURBON (G.), archiviste de l'Eure, à Evreux.
*BOURGEOIS, archiviste de Loir-et-Cher, à Blois.
*BOURMONT (le comte A. DE), à Paris.
*BOURNON (F.), à Paris.
BRÉARD (Ch.), à Paris.

1. Les noms précédés d'un astérisque sont ceux des membres de la Société de l'École des chartes.

- BRESSON, à la Seyne (Var).
 * BRIÈRE, archiviste de l'Assistance publique, à Paris.
 BROCKHAUS, libraire, à Leipzig (5 ex.).
 BRÔLEMANN, à Paris.
 * BRUCHET (Max), à Paris.
 * BRUEL (A.), sous-chef de section aux Archives nationales, à Paris.
 * BRUTAILS, archiviste de la Gironde, à Bordeaux.
 * BUCHE, à Paris.
 BUCHHOLZ, libraire, à Munich.
 BUCK, libraire, à Luxembourg.
 BULL, libraire, à Strasbourg.
 CABIÉ, à Roqueserrière (Haute-Garonne).
 CAIX DE PIERLAS, à Turin.
 * CALMETTES (Fern.), à Paris.
 * CAMPARDON (Émile), chef de section aux Archives nationales, à Paris.
 CARDINAL, à Paris.
 CARRÈRE, à Toulouse.
 * CASATI, conseiller à la Cour d'appel, à Paris.
 * CASTAN, correspondant de l'Institut, bibliothécaire de la ville, à Besançon.
 CAUVET, président de chambre honoraire, à Montpellier.
 * CAUVÈS, professeur à la Faculté de droit de Paris, à Versailles.
 * CERISE (le baron G.), à Paris.
 * CESSAC (Jean de), au Mouchetard (Creuse).
 CHAIX DE LAVARENNE, archiprêtre de la cathédrale, à Clermont-Ferrand.
 * CHAMBURE (Hugues de), au château de Montmartin (Nièvre).
 * CHARAVAY (Ét.), à Paris.
 CHARDON (H.), conseiller général, au Mans.
 CHARMASSE (de), à Autun.
 * CHASSAING (A.), juge au tribunal, au Puy-en-Velay.
 * CHATEL (E.), à Paris.
 * CHAUFFIER (l'abbé), à Vannes.
 CHAVERONDIER (Aug.), archiviste de la Loire, à Saint-Étienne.
 CHERBULIEZ, libraire, à Genève.
 CHEVALIER (l'abbé J.), à Romans (Drôme).
 CHEVALIER (l'abbé U.), à Romans (Drôme).
 CHEVELLE, notaire, à Vaucouleurs (Meuse).
 * CICILE, professeur au lycée, à Reims.
 * CLÉDAT, doyen de la Faculté des lettres, à Lyon.
 * CLÉMENT (Maurice), à Paris.
 CONDAMIN (le Dr), à Lyon.
 * COPPINGER, à Paris.
 * CORDA, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque nationale, à Paris.
 * COÛARD-LUYSS, archiviste de Seine-et-Oise, à Versailles.
 * COUDERC, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque nationale, à Paris.
 * COURAJOD (L.), conservateur adjoint au musée du Louvre, à Paris.
 * COURAYE DU PARC, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque nationale, à Paris.
 COURCEL (Valentin de), à Paris.
 * COVILLE, chargé de cours à la Faculté des lettres, à Lyon.
 * COYECQUE, archiviste aux Archives de la Seine, à Paris.
 * CUCHEVAL-CLARIGNY, membre de l'Institut, à Paris.
 CUMONT (le marquis de), à la Rousnière, près Coulonges (Deux-Sèvres).
 * CURZON (H. de), archiviste aux Archives nationales, à Paris.
 DAGUIN, avocat, à Paris.
 DARCEL (Alfred), directeur du musée de Cluny, à Paris.
 * DARESTE (Rodolphe), membre de l'Institut, conseiller à la Cour de cassation, à Paris.
 DASPIT DE SAINT-AMAND, à la Réole.
 * DAVID (Louis), conseiller maître honoraire à la Cour des comptes, à Paris.
 * DELABORDE (le vicomte H.-François), archiviste aux Archives nationales, à Paris.
 * DELACHENAL (Roland), à Paris.
 * DELAHAYE, député, à Tours.
 * DELAVILLE LE ROULX, à Paris.
 * DELISLE (L.), membre de l'Institut, administrateur général de la Bibliothèque nationale, à Paris.

- DELOCHE, membre de l'Institut, à Paris.
- *DELOYE (A.), ancien conservateur du musée Calvet, à Avignon.
- *DEMAISON (Louis), archiviste de la ville, à Reims.
- *DEMANTE (Gabriel), professeur à la Faculté de droit, à Paris.
- DENIFLE (le R. P.), archiviste au Vatican, à Rome.
- DENIS (le chanoine), à Meaux.
- *DEPREZ, conservateur à la Bibliothèque nationale, à Paris.
- *DESJARDINS, chef de bureau au ministère de l'instruction publique, à Paris.
- *DIGARD, professeur à l'École libre des hautes études, à Paris.
- DION (Adolphe DE), à Montfort-l'Amaury.
- *DOLBET, archiviste de la Manche, à Saint-Lô.
- *DOREZ, membre de l'École française, à Rome.
- DOUAI (l'abbé), professeur d'histoire à l'École supérieure de théologie, à Toulouse.
- DRÈME, premier président honoraire de la Cour d'appel, à Agen.
- *DUBOIS-GUCHAN (Gaston), à Sées (Orne).
- *DU CHÈNE, à Baugé (Maine-et-Loire).
- *DUCOM, attaché aux archives de la Chambre des députés, à Paris.
- *DUFOUR (Th.), directeur de la bibliothèque de la ville, à Genève.
- *DUFOURMANTELLE, à Ajaccio.
- *DUPRESNE DE SAINT-LÉON, à Paris.
- DULAU et C^{ie}, libraires, à Londres (4 ex.).
- DUMOLARD, à Milan.
- DUMOULIN, professeur, à Roanne.
- *DUNOYER DE SEGONZAC, archiviste de la Sarthe, au Mans.
- *DUPOND, archiviste des Deux-Sèvres, à Niort.
- *DUPONT-FERRIER, à Paris.
- *DURAND, archiviste de la Somme, à Amiens.
- *DURRIEU, conservateur adjoint au musée du Louvre, à Paris.
- DURUY, membre de l'Institut, à Paris.
- *DUVAL (Louis), archiviste de l'Orne, à Alençon.
- DUVIVIER, avocat, à Bruxelles.
- *EBEL (Arnold), à Châtillon-sous-Bagneux (Seine).
- *ECKEL, archiviste de la Haute-Saône, à Vesoul.
- ENGELCKE, libraire, à Gand.
- *ENLART, au château d'Airon, par Montreuil (Pas-de-Calais).
- *ESTIENNE, archiviste du Morbihan, à Vannes.
- *FAGNIEZ (Gust.), à Meudon.
- FALK, libraire, à Bruxelles.
- FARCY (DE), à Château-Gonthier.
- *FAUCON (Maurice), à Arlanc (Puy-de-Dôme).
- *FAVRE (Camille), colonel-brigadier d'infanterie, à Genève.
- *FEUGÈRE DES FORTS, à Paris.
- *FINOT (Jules), archiviste du Nord, à Lille.
- *FINOT (Louis), stagiaire à la Bibliothèque nationale, à Paris.
- FLACH, professeur au Collège de France, à Paris.
- *FLAMARE (H. DE), archiviste de la Nièvre, à Nevers.
- *FLAMMERMONT, professeur à la Faculté des lettres, à Lille.
- *FLEURY (P. DE), archiviste de la Charente, à Angoulême.
- *FLOURAC (Léon), archiviste des Basses-Pyrénées, à Pau.
- FOUILHOUX (l'abbé), à Clermont-Ferrand.
- *FOURNIER (Marcel), professeur agrégé à la Faculté de droit de Caen, à Paris.
- *FOURNIER (Paul), professeur à la Faculté de droit, à Grenoble.
- FOURNIER-LATOURAILLE, avoué, à Brioude.
- *FRANÇOIS SAINT-MAUR, ancien président de chambre à la Cour d'appel, à Pau.
- *FRÉMINVILLE (J. DE), archiviste de la Loire, à Saint-Étienne.
- FRICK, libraire, à Vienne (Autriche).
- *FROMENT (Albert), à Paris.

- * FUNCK-BRENTANO (Frantz), sous-bibliothécaire à la Bibliothèque de l'Arsenal, à Paris.
- * FURCHOT, archiviste aux Archives nationales, à Paris.
- * GAILLARD, professeur au collège Stanislas, à Paris.
- GAMA-BARROS (DE), à Lisbonne.
- * GARDET, à Paris.
- * GAUTHIER (Jules), archiviste du Doubs, à Besançon.
- * GAUTIER (Édouard), bibliothécaire de la ville, à Cambrai.
- * GAUTIER (Léon), membre de l'Institut, secrétaire des Archives nationales, professeur à l'École des chartes, à Paris.
- * GERBAUX, archiviste aux Archives nationales, à Paris.
- GEROLD et C^{ie}, à Vienne (3 ex.).
- * GIRAUDIN (l'abbé), à Bordeaux.
- * GIBY (A.), professeur à l'École des chartes, à Paris.
- GLASSON, membre de l'Institut, à Paris.
- * GOSSIN (L.), à Paris.
- GOURJAULT (le comte DE), à Mézières.
- * GRAND (Daniel), archiviste de la ville, à Montpellier.
- * GRANDJEAN, secrétaire-rédacteur au Sénat, à Paris.
- * GRANDMAISON (Charles DE), archiviste d'Indre-et-Loire, à Tours.
- * GRANDMAISON (Louis DE), sous-bibliothécaire à la Bibliothèque nationale, à Paris.
- * GRÉA (dom), à Saint-Antoine (Isère).
- GREMAUD (l'abbé), professeur, à Fribourg (Suisse).
- * GUÉRIN (Paul), archiviste aux Archives nationales, à Paris.
- * GUIFFREY (Jules), archiviste aux Archives nationales, à Paris.
- * GUIGNARD (P.), bibliothécaire de la ville, à Dijon.
- * GUIGUE (Georges), archiviste du Rhône, à Lyon.
- * GUILHIERMOZ, à Paris.
- GUILLAUME (l'abbé), archiviste des Hautes-Alpes, à Gap.
- * GUILLAUME (J.), attaché à la Bibliothèque Mazarine, à Paris.
- HAHN (Alex.), à Luzarches (Seine-et-Oise).
- * HANOTAUX, sous-directeur au ministère des Affaires étrangères, à Paris.
- HAURÉAU, membre de l'Institut, à Paris.
- * HAVET (Julien), conservateur adjoint à la Bibliothèque nationale, à Paris.
- * HELLEU (Joseph), à Paris.
- * HERBET (Félix), avocat, à Paris.
- * HERBOMEZ (A. D'), au château d'Orcq, par Tournay (Belgique).
- HERIGOYEN (l'abbé), curé, à Civrac (Gironde).
- * HÉRON DE VILLEFOSSE (Antoine), membre de l'Institut, conservateur au musée du Louvre, à Paris.
- * HÉRON DE VILLEFOSSE (Étienne), ancien archiviste de la Nièvre, à Nevers.
- * HERVIEU, député, à Avallon.
- * HIMLY (A.), membre de l'Institut, doyen de la Faculté des lettres, à Paris.
- HOCHE, à Paris.
- HOPPENOT (P.), élève de l'École des chartes, à Paris.
- HOUDEBINE, à Combrée (Maine-et-Loire).
- * HUGUES, archiviste de Seine-et-Marne, à Melun.
- * ISNARD (Albert), stagiaire à la Bibliothèque nationale, à Paris.
- JACOB, archiviste, conservateur du musée, à Bar-le-Duc.
- * JACQUETON, conservateur adjoint de la Bibliothèque-Musée, à Alger.
- * JARRY (Eug.), auxiliaire de l'Institut, à Paris.
- JOUBERT (André), aux Lutz-de-Daon, par Château-Gonthier (Mayenne).
- * JOÛON DES LONGRAIS (Frédéric), à Rennes.
- * KAULEK (J.), sous-directeur adjoint au ministère des Affaires étrangères, à Paris.
- KERMAINGANT (DE), à Paris.

- * KOHLER (Ch.), sous-bibliothécaire à la Bibliothèque Sainte-Geneviève, à Paris.
- KRAMERS, libraire, à Rotterdam (2 ex.).
- KRUGER, chez Hartgé et Lesoudié.
- * LABANDE (H.), conservateur du musée Calvet, à Avignon.
- * LABORDE (le marquis DE), à Paris.
- * LA BORDERIE (Arthur DE), membre de l'Institut, à Vitré (Ille-et-Vilaine).
- * LACAILLE (Henri), à Paris.
- LACHENAL, ancien receveur des finances, à Brioude.
- * LAIR (Jules), directeur de la Compagnie des entrepôts et magasins généraux, à Paris.
- * LALANNE (Lud.), sous-bibliothécaire de l'Institut, à Paris.
- * LALOY (Émile), stagiaire à la Bibliothèque nationale, à Paris.
- LAMEERE, conseiller à la cour, à Bruxelles.
- LAMERTIN, à Bruxelles.
- * LAMOTHE (A. BESSOT DE), à Avignon.
- * LANGLOIS (Ch.-V.), chargé de cours à la Faculté des lettres, à Paris.
- * LANGLOIS (Ernest), chargé de cours à la Faculté des lettres, à Lille.
- * LA ROCHEBROCHARD (DE), au château de Boissoudan, par Champdeniers (Deux-Sèvres).
- LASCHENAIS (DE), au château de la Salle (Saône-et-Loire).
- LASCOMBE (A.), au Puy-en-Velay.
- * LA SERRE (BARBIER DE), conseiller référendaire à la Cour des comptes, à Paris.
- * LASTEYRIE (Robert DE), membre de l'Institut, professeur à l'École des chartes, à Paris.
- * LAURENT, archiviste des Ardennes, à Mézières.
- * LECESTRE, archiviste aux Archives nationales, à Paris.
- LECORVEC, à Paris.
- * LECOY DE LA MARCHE, archiviste aux Archives nationales, à Paris.
- LECLERC (l'abbé), au collège de Vaugirard, à Paris.
- * LEDOS, attaché à la Bibliothèque nationale, à Paris.
- LEFEBVRE, avoué, à Neufchâtel-en-Bray (Seine-Inférieure).
- LEFEUVRE, à Jersey.
- * LEFÈVRE (André), professeur à l'École d'anthropologie, à Paris.
- * LEFÈVRE-PONTALIS (Eugène), bibliothécaire du Comité des travaux historiques et scientifiques, à Paris.
- * LEFÈVRE-PONTALIS (Germain), attaché au ministère des Affaires étrangères, à Paris.
- * LEFOUILLON, avoué, à Paris.
- * LEFRANC, archiviste aux Archives nationales, à Paris.
- * LEGRAND (Léon), archiviste aux Archives nationales, à Paris.
- LEGROS fils, à Fécamp.
- * LELONG, archiviste aux Archives nationales, à Paris.
- LEMAIRE, à Paris.
- * LEMONNIER (H.), professeur à l'École des beaux-arts, chargé de cours à la Faculté des lettres, à Paris.
- * LEMPEREUR, archiviste de l'Aveyron, à Rodez.
- * LÉONARDON, conservateur adjoint de la Bibliothèque, à Versailles.
- LÉOTARD, sous-bibliothécaire de la ville, à Montpellier.
- * LEROUX (Alfred), archiviste de la Haute-Vienne, à Limoges.
- LE SOUDIER, à Paris (6 ex.).
- LE SOURD (le Dr), à Paris.
- * LESPINASSE (René DE), à Paris.
- LESTRINGANT, libraire, à Rouen.
- * LE VASSEUR, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque nationale, à Paris.
- LÉVÊQUE, à l'abbaye Sainte-Madeleine, à Marseille.
- LÉVIS-MIREPOIX (le duc DE), à Lérans (Ariège).
- * LEX, archiviste de Saône-et-Loire, à Mâcon.
- LIÉNARD, secrétaire de la Société philomatique, à Verdun-sur-Meuse.
- LIMMINGHE (le comte DE), au château de Gesves (Belgique).

- LOEB (Isidore), à Paris.
 LOESCHER et C^{ie}, libraires, à Rome.
 LORENZ (Alf.), libraire, à Leipzig.
 * LORQUET, archiviste du Pas-de-Calais, à Arras.
 * LOT (Ferdinand), attaché à la bibliothèque de la Sorbonne, à Paris.
 * LOTH (Arthur), à Versailles.
 * LUCE (Siméon), membre de l'Institut, chef de section aux Archives nationales, à Paris.
 * MATTRE (L.), archiviste de la Loire-Inférieure, à Nantes.
 * MANDROT (B. DE), à Paris.
 * MANNEVILLE (H. DE), attaché au ministère des Affaires étrangères, à Paris.
 * MARAIS, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque Mazarine, à Paris.
 MARAIS, chef d'escadron d'artillerie, à Poitiers.
 MARCHANT, curé, à Varambon (Ain).
 * MARICHAL (Paul), à Paris.
 * MARSY (Arthur DE), à Compiègne.
 * MARTIN (Camille), à Paris.
 * MARTIN (Henry), conservateur adjoint à la bibliothèque de l'Arsenal, à Paris.
 * MARTY-LAVEAUX (Ch.), à Paris.
 * MAS LATRIE (L. DE), membre de l'Institut, à Paris.
 * MAS LATRIE (René DE), chef de bureau au ministère de l'instruction publique, à Paris.
 MASSON, à Amiens.
 * MAULDE LA CLAVIÈRE (DE), à Paris.
 MAUMUS, avocat, à Mirande.
 MAURY (Alfred), membre de l'Institut, directeur général honoraire des Archives nationales, à Paris.
 * MAZEROLLE (Fernand), auxiliaire à l'administration des Monnaies, à Paris.
 * MERLET (René), archiviste auxiliaire, à Chartres.
 * MEUNIER DU HOUSSEY (Ern.), à Paris.
 MÉVIL (M^{me} Sainte-Marie), à Viéville (Haute-Marne).
 * MEYER (Paul), membre de l'Institut, directeur de l'École des chartes, à Paris.
 MILLARD, curé de Saint-Gond, par Baye (Marne).
 MILLESCAMPS (G.), à Paris.
 MIREUR, archiviste du Var, à Draguignan.
 MOINDROT, libraire, à Romorantin.
 * MOLARD (Fr.), archiviste de l'Yonne, à Auxerre.
 * MOLINIER (Auguste), conservateur à la bibliothèque Sainte-Geneviève, à Paris.
 * MOLINIER (Émile), attaché au musée du Louvre, à Paris.
 * MONCLAR (le marquis DE), ministre plénipotentiaire, à Caracas.
 MONLÉON (DE), à Menton.
 * MONTAIGLON (A. DE), professeur à l'École des chartes, à Paris.
 * MORANVILLE, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque nationale, à Paris.
 MORE (Louis), libraire, à Paris.
 * MOREL-FATIO, secrétaire de l'École des chartes, à Paris.
 MORGAND (Maurice), à Paris.
 * MORIS, archiviste des Alpes-Maritimes, à Nice.
 * MORTET (Ch.), conservateur adjoint à la Bibliothèque Sainte-Geneviève, à Neuilly-sur-Seine.
 * MORTET (Victor), bibliothécaire de l'Université à la Sorbonne, à Neuilly-sur-Seine.
 NEPOLSKY, à Paris.
 * NERLINGER, attaché à la Bibliothèque nationale, à Paris.
 * NEUVILLE (Didier), sous-chef de bureau au ministère de la marine, à Saint-Germain-en-Laye.
 NIHOFF, à la Haye.
 NOLVAL (Alfred), à Paris.
 * NORMAND (Jacques), à Paris.
 NUTT (David), libraire, à Londres.
 OLIVIER (Em.), à Lyon.
 * OMONT (Henri), bibliothécaire à la Bibliothèque nationale, à Paris.
 ONGANIA ET C^{ie}, à Venise.
 * PAILLARD, ancien préfet, à Charly, près Cluny.

- *PAJOT (Léon), à Paris.
- PANGE (le comte DE), au château du Belair, à Rueil.
- *PARADIS (l'abbé Aug.), curé de Sainte-Marguerite, à Paris.
- PARENT DE ROSAN, à Paris.
- *PARFOURU, archiviste d'Ille-et-Vilaine, à Rennes.
- *PARIS (Gaston), membre de l'Institut, professeur au Collège de France, à Paris.
- PARKER, libraire, à Oxford.
- *PASQUIER, archiviste de l'Ariège, à Foix.
- *PASSY (Louis), député, à Paris.
- *PÉCOUL (Aug.), à Paris.
- PEETERS, à Louvain.
- *PÉLICIER, archiviste de la Marne, à Châlons-sur-Marne.
- *PELLETAN (Camille), député, à Paris.
- PER LAMM, librairie Nilson, à Paris (9 ex.).
- *PÉRIN (Jules), avocat, à Paris.
- *PERRET (Michel), auxiliaire de l'Institut, à Paris.
- PETIT (Edmond), à Paris.
- *PHILIPPON (Georges), à Paris.
- *PICARD (Auguste), à Paris.
- *PLANCHENAULT (A.), à Angers.
- *POÈTE, bibliothécaire de la ville, à Bourges.
- PORÉE, curé, à Bournainville (Eure).
- PORQUET, libraire, à Paris.
- *PORT (Célestin), membre de l'Institut, archiviste de Maine-et-Loire, à Angers.
- *PORTAL, archiviste du Tarn, à Albi.
- *POUGIN (P.), à Paris.
- *PROST (Bernard), sous-chef de bureau au ministère de l'instruction publique, à Paris.
- *PROU, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque nationale, à Paris.
- *PRUDHOMME, archiviste de l'Isère, à Grenoble.
- QUARRÉ, libraire, à Lille.
- QUIDDE (le Dr), à Munich.
- *RAGUENET (Octave), au château de Soulaire, par Orléans.
- RANCOGNE (P. DE), à Angoulême.
- RATYÉ (G.), à Lyon.
- RAULT (l'abbé), à Gausson (Côtes-du-Nord).
- *RAUNIÉ, rédacteur au ministère de l'instruction publique, à Paris.
- *RAYNAUD (Gaston), bibliothécaire honoraire à la Bibliothèque nationale, à Paris.
- *RÉBOUIS, bibliothécaire de l'Université, à Paris.
- REGNIER, à Évreux.
- REINWALD, libraire, à Paris (6 ex.).
- *RENDU (Armand), à Paris.
- *RÉVILLE (André), à Paris.
- *REYNAUD (F.), archiviste adjoint des Bouches-du-Rhône, à Marseille.
- *RICHARD (Alfred), archiviste de la Vienne, à Poitiers.
- *RICHARD (J.-M.), à Laval.
- *RICHEBÉ, attaché à la Bibliothèque Mazarine, à Paris.
- RICHEMOND (DE), archiviste de la Charente-Inférieure, à la Rochelle.
- *RICHOU, conservateur de la bibliothèque de la Cour de cassation, à Paris.
- RISTELHUBER (P.), à Strasbourg.
- RVIÈRE, au couvent de Santiago, à Uclès (Espagne).
- ROBERT (l'abbé), à Paris.
- *ROBERT (Ulysse), inspecteur général des bibliothèques et archives, à Saint-Mandé (Seine).
- *ROCQUAIN (F.), membre de l'Institut, chef de section aux Archives nationales, à Paris.
- *ROMANET (le vicomte DE), au château des Guillels, par Mortagne (Orne).
- ROSEROT, archiviste des archives historiques, à Chaumont.
- ROSNY (DE), à Boulogne-sur-Mer.
- ROTHSCHILD (la bibliothèque du baron J. DE), à Paris.
- *ROUCHON, archiviste du Puy-de-Dôme, à Clermont-Ferrand.
- *ROUSSEL, archiviste de l'Oise, à Beauvais.
- *ROUX (Henri DE), à Paris.

- *ROY (Jules), professeur à l'École des chartes, à Paris.
- *ROZIERE (Eugène de), membre de l'Institut, sénateur, à Paris.
RUEF, libraire, à Anvers.
- *SAIGE (G.), conservateur des archives du palais, à Monaco.
- *SAINT-AGATHE (J. de), à Besançon.
SASSENAY (le marquis de), à Paris.
- *SCULFORT, industriel, à Maubeuge (Nord).
SÉGUENOT, à Paris.
- SEIGNEUR (l'abbé), à Paris.
- *SENNEVILLE (G. de), conseiller référendaire à la Cour des comptes, à Paris.
- *SEPET (Marius), bibliothécaire à la Bibliothèque nationale, à Paris.
- *SERVOIS (G.), garde général des Archives nationales, à Paris.
- SICKEL (Th. von), professeur à l'Université, à Vienne (Autriche).
- *SÖHNÉE (Guillaume), à Paris.
- *SOUCHON, archiviste de l'Aisne, à Laon.
- *SOULLIÉ, attaché à la Bibliothèque Mazarine, à Paris.
- *SOURY (Jules), sous-bibliothécaire à la Bibliothèque nationale, à Paris.
SPIRGATIS, à Leipzig.
- *SPONT, attaché à la Bibliothèque de l'Arsenal, à Paris.
STEICHERT et C^{ie}, à New-York (3 ex.).
- *STEIN, archiviste aux Archives nationales, à Paris.
- *TARDIEU (Amédée), bibliothécaire de l'Institut, à Paris.
- *TARDIF (Joseph), avocat, à Paris.
- *TAUSSERAT, attaché au ministère des Affaires étrangères, à Paris.
- *TEILHARD, à Sarcenat, par Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).
- TEMPIER, archiviste des Côtes-du-Nord, à Saint-Brieuc.
- TERQUEM, libraire, à Paris.
- *TERRAT, professeur à l'Institut catholique, à Paris.
- *TEULET, archiviste aux Archives nationales, à Paris.
- THOISON, à Paris.
- *THOLIN (Georges), archiviste de Lot-et-Garonne, à Agen.
- THOMAS, libraire, à Paris.
- *THOMAS (Antoine), chargé de cours à la Faculté des lettres, à Paris.
- THORIN, libraire, à Paris (2 ex.).
- *TIERNY (Paul), archiviste du Gers, à Auch.
- TOUCHEBEUF, avocat, à Brioude.
- *TOURNOUËR (Henri), attaché au ministère des Affaires étrangères, à Paris.
- *TRANCHANT (Charles), ancien conseiller d'État, administrateur des messageries maritimes et des mines de la Loire, à Paris.
- *TRAVERS (Émile), ancien conseiller de préfecture, à Caen.
- *TRAVERS (Henry), attaché à la Bibliothèque nationale, à Paris.
- TREUTTEL ET WURTZ, libraires, à Strasbourg (2 ex.).
- TRIGER (Robert), au Mans.
- *TRUDON DES ORMES, attaché à la Bibliothèque nationale, à Paris.
- *TUETÉY (A.), sous-chef de section aux Archives nationales, à Paris.
- TUMEREL, libraire, à Saint-Omer.
- *VAESEN, à Paris.
- VALLET DE VIRIVILLE (M^{me}), à Paris.
- *VALOIS (Noël), archiviste aux Archives nationales, à Paris.
- VAN STOCKUM, à la Haye.
- VAUVILLIERS, avoué, à Dijon.
- *VAYSSIÈRE, archiviste de l'Allier, à Moulins.
- *VERNIER (Jules), archiviste de la Savoie, à Chambéry.
- *VÉTAULT, bibliothécaire - archiviste de la ville, à Rennes.
- *VEYRIER DU MURAUD, premier vice-caire de Notre-Dame de Bercy, à Paris.
- *VIARD, archiviste aux Archives nationales, à Paris.
- VIGNAT, à Orléans.
- *VIOLETTE (Paul), membre de l'Institut, professeur à l'École des chartes, bibliothécaire - archi-

- viste de la Faculté de droit, à Paris.
- * VIREY (Jean), à Paris.
- VYT, libraire, à Gand.
- * WALCKENAER (André), attaché à la Bibliothèque Mazarine, à Paris.
- WALLON (H.), secrétaire perpétuel de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, à Paris.
- WATTEVILLE (le baron de), directeur honoraire au ministère de l'instruction publique, à Paris.
- WELTER, libraire, à Paris (7 ex.).
- * WELVERT, rédacteur au ministère de l'instruction publique, à Paris.
- WESCHER, conservateur adjoint honoraire à la Bibliothèque nationale, à Paris.
-

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages
Le <i>Liber diurnus</i> et les élections pontificales au viii ^e siècle, par M. l'abbé Duchesne, membre de l'Institut	5
Une charte fausse d'Adalbéron, archevêque de Reims, par Fer- dinand Lot	31
Lettres inédites concernant les croisades, par Ch. Kohler et Ch.-V. Langlois	46
Visites des monastères de l'ordre de Cluny de la province d'Auvergne, aux xiii ^e et xiv ^e siècles, par A. Bruel	64
Les monnaies de Beaufremont, par Anatole de Barthélemy	118
Quel est le véritable auteur de la chronique anonyme de Louis XI dite la Scandaleuse? par B. de Mandrot	130
Gaignières, ses correspondants et ses collections de portraits, par Ch. de Grandmaison	181
Registre de Barthélemy de Noces, officier du duc de Berri (1374-1377), publié par E. Teilhard de Chardin	220, 517
Pons d'Aumelas, par Ch.-V. Langlois	259, 673
Honoré Bonet, prieur de Salon, par Noël Valois	265, 481
La prévôté des marchands de Paris à la fin du xiv ^e siècle, par L. Mancest-Batiffol	269
La mission de Péron de Baschi à Venise, d'après des docu- ments vénitiens, par P.-M. Perret	285
Une association entre professeurs pour l'enseignement des arts à Perpignan, par Marcel Fournier	299
Notes sur le département des imprimés de la Bibliothèque natio- nale, par L. Delisle	357
Note sur un cartulaire en forme de rouleau provenant de l'ab- baye de la Sauve-Majeure, par A. Brutails	418
Pacte pour la paix et le commerce entre la république de Venise et l'émir de Milet en Asie-Mineure, par L. de Mas Latrie	422

TABLE DES MATIÈRES.

689

Quatre documents relatifs aux rapports de François Philelphe avec François Sforza, par P.-M. Perret	426
La fuite et les aventures de Pierre de Craon en Espagne, d'après des documents inédits des archives d'Aragon, par Henri Courteault	431
Discours prononcé, le 14 juillet 1380, en présence de Charles V, par Martin, évêque de Lisbonne, ambassadeur du roi de Portugal, publié par Noël Valois.	485
Testament d'Erkanfrida, veuve du comte Nithadus de Trèves (853), par H. Omont.	573
Fondation de l'abbaye de Neauphle-le-Vieux, au diocèse de Chartres, en l'année 1078, par René Merlet	578
Franchises accordées par Charles V, roi de France, aux habitants d'Aix-la-Chapelle, en l'honneur de Charlemagne (mars 1369), par Alfred Leroux	585, 676
Jacques Galéot et la république de Venise, par P.-M. Perret.	590
Du Guesclin au siège de Rennes, par Siméon Luce	615
Forme abrégée des noms Berengarius et Gerardus, par L. Delisle	619
Bibliographie	134, 305, 449, 624
Livres nouveaux	160, 329, 640
Chronique et mélanges	174, 343, 477, 658
Liste des souscripteurs	677



TABLE ALPHABÉTIQUE¹.

- Abbadie (François), Lettres d'un cadet de Gascogne sous Louis XIV : François de Sarraméa, capitaine au régiment de Languedoc, 150.
- Abbeville (Histoire d'), 145.
- Abbrégée (Forme) des noms Berengarius et Gerardus, 619.
- Acuto (Giovanni), storia d'un condottiere*, 468.
- Adalbéron (Charte fausse d'), 31.
- Administration provinciale d'Auch (Compte rendu des séances de l'), 318.
- Adrets (Histoire du baron des), 464.
- Aix-la-Chapelle (Franchises accordées par Charles V, roi de France, aux habitants d'), 585, 676.
- Albert (Aristide), les Vaudois de la Vallouise, 464.
- * Allemagne (Henry-René d'), Histoire du luminaire depuis l'époque romaine jusqu'au xix^e siècle, 475.
- Angleterre (Traité de commerce entre les rois d') et les ducs de Bourgogne, 356.
- Anjou (Une Famille de grands prévôts d'), 149.
- Annales du Midi, 635.
- * Arbois de Jubainville (Henry d'), les Noms gaulois chez César et Hirtius, 624 ; Recherches sur l'origine de la propriété foncière et des noms de lieux habités en France, 308.
- Archives départementales de l'Aude, 659 ; de la Corrèze, 659 ; d'Eure-et-Loir, 659 ; de l'Hérault, 477, 659 ; de la Loire, 659 ; de Maine-et-Loire, 665 ; de la Seine, 664 ; de Seine-et-Marne, 659 ; des Deux-Sèvres, 659.
- Archives du Vatican, 671.
- Archives historiques de la Marche et du Limousin, 148.
- Archives municipales de Reims, 670.
- Arles (le Royaume d') et de Vienne, 461, 660.
- Armorial équestre de la Toison d'or et de l'Europe au xv^e siècle, 466.
- * Aubineau (Léon), décédé, 175.
- Auch (Compte rendu des séances de l'administration provinciale d'), 318.
- Auvergne (Visites des monastères de l'ordre de Cluny de la province d'), 64.
- * Auvray (Lucien), Fragments d'une bulle de Pascal II, 482.
- Avit (saint), Œuvres complètes, 305.
- * Babelon (Ernest), lauréat de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, 352, 661.
- Barthélemy de Noces (Registre de), 220, 517.
- * Barthélemy (Anatole de). — Les monnaies de Beaufremont, 118.
- Bataille de Courtrai (Mémoire sur la), 633.

1. Les noms précédés d'un astérisque sont ceux des archivistes paléographes ou anciens élèves pensionnaires de l'École des chartes.

- * Batiffol (Louis Mancest-). — La prévôté des marchands de Paris à la fin du ^{xiv}^e siècle, 269. — Comptes rendus : Études sur les biens ecclésiastiques avant la Révolution, 144; *Kultur- und Sittengeschichte der italienischen Geistlichkeit*, 467.
- Beaucourt (G. du Fresne de), Histoire de Charles VII, 312.
- Beaufremont (Monnaies de), 118.
- * Bémont (Charles), officier d'académie, 352; Histoire de l'Europe et en particulier de la France, de 395 à 1270, 310. — Comptes rendus : Louis VI le Gros, Histoire des institutions monarchiques de la France sous les premiers Capétiens, les Communes françaises à l'époque des Capétiens directs, 469; *the Song of Lewes*, 142.
- Berengarius (Forme abrégée du nom), 619.
- Berri (Barthélemy de Noces, officier du duc de), 220, 517.
- * Berthelé, archiviste de l'Hérault, 659.
- Bibliotheca geographica Palaestinae*, 451.
- Bibliothecae Romanorum pontificum (Historia)*, 134.
- Bibliothèque des Archives de la Seine, 664.
- Bibliothèque et Archives du Vatican, 671.
- Bibliothèque nationale : département des imprimés (Notes sur le), 357; manuscrits latins (Notices et Extraits de quelques), 449, 627; manuscrits grecs (Fac-similés des), 176; projet d'un enseignement historique et diplomatique, sous la Convention, 353.
- Biens ecclésiastiques avant la Révolution (Études sur les), 144.
- * Bloch, archiviste de l'Aude, 659.
- Bonet (Honoré), prieur de Salon, 265, 481.
- * Bonnardot (Fr.), chevalier de la Couronne de chêne, 664.
- * Bonnassieux (Pierre). — Compte rendu : Lettres d'un cadet de Gascogne, 150.
- * Bonnault d'Houët (le baron de), Pèlerinage d'un paysan picard à Saint-Jacques de Compostelle au commencement du ^{xviii}^e siècle, 320.
- Bossebœuf (l'abbé L.-A.), l'École de calligraphie et de miniature de Tours, des origines au ^x^e siècle, 316.
- * Bougenot, officier d'académie, 664.
- Bourgain (L.), Études sur les biens ecclésiastiques avant la Révolution, 144.
- Bourgogne (Duché de) : Droits de Charles-Quint, 322; Traités de commerce avec l'Angleterre, 356.
- * Bournon (Fernand), Bibliographie des travaux de M. de Montaignon, 664.
- Brisard (l'abbé), Histoire du baron des Adrets, 464.
- * Bruchet (Max), archiviste paléographe, 174.
- * Bruel (Alexandre), membre de la commission de comptabilité de la Société de l'École des chartes, 174. — Visites des monastères de l'ordre de Cluny de la province d'Auvergne aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, 64. — Comptes rendus : *Chartularium Universitatis Parisiensis*, 152; le Jour civil et les modes de computation des délais légaux en Gaule et en France, 628; Œuvres complètes de saint Avit, évêque de Vienne, 305; Pèlerinage d'un paysan picard à Saint-Jacques de Compostelle, 320.
- * Brutails (Auguste). — Note sur un cartulaire en forme de rouleau provenant de l'abbaye de la Sauve-Majeure, 418.
- Bullaire du pape Calixte II, 459, 661.
- Bulle de Pascal II, 482.
- Burnouf (Eugène), Choix de lettres, 325.
- Calixte II (Histoire et Bullaire du pape), 459, 661.

- Calligraphie (l'École de) de Tours, 316.
- Cambrai (Querelle des investitures dans le diocèse de), 322.
- * Campardon, officier de l'instruction publique, 664.
- Capétiens (Institutions monarchiques de la France sous les premiers), 469.
- Capétiens directs (les Communes françaises à l'époque des), 469.
- Cartulaire en forme de rouleau provenant de l'abbaye de la Sauve-Majeure, 418.
- Cauchie (Alfred), la Querelle des investitures dans les diocèses de Liège et de Cambrai, 322.
- * Cauwès (Paul). — Comptes rendus : *De formulis secundum legem Romanam*, 454; Institutions juridiques des Romains, 453.
- Caux (Travaux des ports au pays de) pendant le moyen âge, 147.
- Charles V, roi de France : Fran-chises accordées aux habitants d'Aix-la-Chapelle, 585, 676; Discours de Martin, évêque de Lisbonne, 485.
- Charles VII (Histoire de), 312.
- Charles - Quint (Droits de) au duché de Bourgogne, 322.
- Chartres (le Trésor de la cathédrale de), 318.
- Chatelain, *Chartularium Universitatis Parisiensis*, 152.
- Chevalier (Jules), Mémoire historique sur les hérésies en Dauphiné avant le xvi^e siècle, accompagné de documents inédits sur les sorciers et vaudois, 464.
- Chevalier (le chanoine Ulysse), Œuvres complètes de saint Avit, évêque de Vienne, 305.
- Chronique scandaleuse (Quel est le véritable auteur de la) ? 130.
- Cluny (Visite des monastères de l'ordre de), 64.
- Communaux (les) à l'époque fran-que, 137.
- Communes françaises à l'époque des Capétiens directs, 469.
- Condamnation d'un généalogiste à Londres, 353.
- Confranchette (les Monnaies de), 328.
- Constantin (les), seigneurs de Varennes et de la Lorie, 149.
- Cordier (Henri), les Voyages en Asie, au xiv^e siècle, du bien-heureux frère Odoric de Por-denone, religieux de Saint-François, 452.
- Correspondance du marquis de Croix, capitaine général des armées de S. M. C., vice-roi du Mexique, 326.
- * Courajod (Louis), vice-président de la Société de l'École des chartes, 174.
- Courteault (Henri). — La fuite et les aventures de Pierre de Craon en Espagne, d'après des documents inédits des archives d'Aragon, 431.
- Courtrai (Mémoire sur la bataille de), 633.
- * Coville, chargé d'un cours d'histoire et antiquités du moyen âge à la Faculté des lettres de Lyon, 175, 676.
- * Coyecque, paléographe attaché à la préfecture de la Seine, 175.
- Craon (Pierre de) : sa fuite et ses aventures en Espagne, 431.
- Croisades (Lettres inédites concernant les), 46.
- Croix (le marquis de), Corres-pondance, 326.
- Cuq (Edouard), les Institutions juridiques des Romains, 453.
- * Dareste (Rodolphe), Études d'his-toire du droit, 136.
- Darne (Macé) : Études sur ses comptes, 147.
- Dauphiné (Mémoire historique sur les hérésies en), 464.
- Délais légaux (Computation des), 628.
- * Delisle (Léopold), membre de la commission de publication de la Société de l'École des char-tes, 174; discours à la Société archéologique et historique de l'Orléanais, 329. — Forme abrégée des noms Berengarius et Gerardus, 619. — Notes sur le département des imprimés de la Bibliothèque nationale, 357.

- Comptes rendus : Ancien Armorial équestre de la Toison d'or et de l'Europe au xv^e siècle, 466; Histoire et Bullaire du pape Calixte II, 459; *Historia bibliothecae Romanorum pontificum*, 134; Notices et Extraits de quelques manuscrits latins de la Bibliothèque nationale, 449, 627; les Travaux des ports, les marins et la pêche au pays de Caux pendant le moyen âge, 147; les Voyages en Asie du bienheureux frère Odoric de Pordenone, 452.
- Deloche (M.), le Jour civil et les modes de computation des délais légaux en Gaule et en France, 628.
- Denifle (H.), *Chartularium Universitatis Parisiensis*, 152.
- * Deprez (Michel), président de la Société de l'École des chartes, 174.
- Diurnus* (le *Liber*) et les élections pontificales au vii^e siècle, 5.
- Dogues de Saint-Malo en 1466, 483.
- Domaine rural (le) à l'époque franque, 137.
- Dominicains (Lettre de saint Louis au chapitre général des), 479.
- * Dorez (Léon), archiviste paléographe, 174.
- Dottin (G.), les Noms gaulois chez César et Hirtius, 624.
- Dresdner (A.), *Kultur- und Sittengeschichte der italienischen Geistlichkeit im X. und XI. Jahrhundert*, 467.
- Droit (Études d'histoire du), 136.
- Droit canonique (le Mariage en), 630.
- * Duchemin (Henri), archiviste paléographe, 174.
- Duchesne (l'abbé L.). — Le *Liber diurnus* et les élections pontificales au vii^e siècle, 5.
- Du Guesclin au siège de Rennes, 615.
- * Dupond, archiviste des Deux-Sèvres, 659.
- Du Teil (Joseph), le Village de Saint-Momelin (Artois et Flandre), 634.
- École des chartes : nomination d'élèves, 658; examens de fin d'année, 343; soutenance des thèses, 174. — Livret, 477. — Écusson sculpté dans la cour de l'École des chartes, 180. — Voyez Société.
- Écusson sculpté dans la cour de l'École des chartes, 180.
- Ehrle (Fr.), *Historia bibliothecae Romanorum pontificum*, 134.
- Élections pontificales au vii^e siècle, 5.
- * Enlart (Camille), grande médaille décernée par la Société centrale des architectes français, 352, 662.
- Enseignement des arts à Perpignan, 299.
- Enseignement historique et diplomatique à la Bibliothèque nationale sous la Convention, 353.
- Erkanfrida (Testament d'), 573.
- Ernault (E.), les Noms gaulois chez César et Hirtius, 624.
- Esmein (A.), le Mariage en droit canonique, 630.
- Espagne (Fuite et aventures de Pierre de Craon en), 431.
- Eure (Société libre de l'), 353.
- Évêque de Paris nommé Gilbert, 672.
- Examens de l'École des chartes, 343.
- Fac-similés des manuscrits grecs datés, 176.
- Fage (René), Archives historiques de la Marche et du Limousin, 148.
- * Farges (Louis), officier de l'instruction publique, 352.
- * Feugère des Forts (Philippe), archiviste paléographe, 174.
- * Flamare (H. de), officier d'académie, 352.
- Formulis (De) secundum legem Romanam*, 454.
- Fouché (Lucien) : legs à la Société libre d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres du département de l'Eure, 353.
- * Fournier (Marcel). — Une asso-

- ciation entre professeurs pour l'enseignement des arts à Perpignan, 299.
- * Fournier (Paul), premier prix Gobert à l'Académie des inscriptions et belles-lettres, 351, 660; officier de l'instruction publique, 664; le Royaume d'Arles et de Vienne (1138-1378), 461, 660.
- France (Histoire de la), de 395 à 1270, 310.
- Franchises accordées par Charles V aux habitants d'Aix-la-Chapelle, 585, 676.
- * Fréminville (de), archiviste de la Loire, 659.
- Fuite et aventures de Pierre de Craon en Espagne, 431.
- * Funck-Brentano (Frantz), Mémoire sur la bataille de Courtrai, 633.
- Fustel de Coulanges (Réponse à M.), par M. Glasson, 137.
- Gaignières, ses correspondants et ses collections de portraits, 181.
- Galard-Magnas (le marquis de), Compte rendu des séances de l'administration provinciale d'Auch, 318.
- Galéot (Jacques) et la république de Venise, 590.
- Gascogne (Lettres d'un cadet de), 150.
- Gascons (Rôles), 480.
- Gaulois (les Noms) chez César et Hirtius, 624.
- * Gautier (Léon). — Léon Aubineau, 175.
- Geistlichkeit (Kultur- und Sittengeschichte der italienischen)*, 467.
- Gerardus (Forme abrégée du nom), 619.
- Gerichtsurkunden der fränkischen Zeit verzeichnet*, 456.
- Gilbert, évêque de Paris, 672.
- Glasson (E.), les Communaux et le Domaine rural à l'époque franque, réponse à M. Fustel de Coulanges, 137.
- * Grandmaison (Charles Loizeau de). — Gaignières, ses correspondants et ses collections de portraits, 181.
- * Grandmaison (Louis Loizeau de), sous-bibliothécaire à la Bibliothèque nationale, 352.
- * Guérin (Paul), officier de l'instruction publique, 352.
- * Guilhiermoz (Paul), secrétaire de la Société de l'École des chartes, 174; Livret de l'École des chartes, 477.
- * Hanotaux (Gabriel), officier de la Légion d'honneur, 352.
- Haureau (B.), Notices et extraits de quelques manuscrits latins de la Bibliothèque nationale, 449, 627.
- * Havet (Julien), membre suppléant de la commission de publication de la Société de l'École des chartes, 174. — Comptes rendus : *Gerichtsurkunden der fränkischen Zeit verzeichnet*, 456; Recherches sur l'origine de la propriété foncière et des noms des lieux habités en France, 308.
- Hawkwood (Sir John)*, 468.
- Hellot (A.), les Travaux des ports, les marins et la pêche au pays de Caux pendant le moyen âge, 147.
- Henry (Abel). — Pons d'Aumelas, 673.
- * Herbomez (Armand d'). — Compte rendu : l'École de calligraphie et de miniature de Tours, 316.
- Hérésies en Dauphiné avant le xvi^e siècle (Mémoire historique sur les), 464.
- * Hiéland (Léon), officier de l'instruction publique, 352.
- Histoire de l'Europe et en particulier de la France, de 395 à 1270, 310.
- Hübner (Rudolf), *Gerichtsurkunden der fränkischen Zeit verzeichnet*, 456.
- * Hugues, archiviste de Seine-et-Marne, 659.
- Institutions juridiques des Romains, 453.
- Institutions monarchiques de la France sous les premiers Capétiens, 469.
- Investitures (la Querelle des) dans

- les diocèses de Liège et de Cambrai, 322.
- Italienischen Geistlichkeit (Kultur- und Sittengeschichte der)*, 467.
- Jannesson (Victor), Monographie et histoire de la commanderie de Saint-Jean-des-Près à Montbrison-en-Foréz, 635.
- *Jarry (E.). — Compte rendu : *Gian Galeazzo Visconti e gli eredi di Bernabò*, 638.
- Joubert (André), les Constantin, seigneurs de Varennes et de la Lorie, 149; Études sur les comptes de Macé Darne, maître des œuvres de Louis I^{er}, duc d'Anjou et comte du Maine, 147.
- Journal civil (le) et les modes de computation des délais légaux en Gaule et en France, 628.
- Kingsford (C.-L.), *the Song of Lewes*, 142.
- *Kohler (Charles), auxiliaire de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, 664. — Lettres inédites concernant les croisades, 46. — Compte rendu : *Bibliotheca geographica Palaestinae*, 451.
- Kurze (Fr.), *Reginonis Chronicon*, 138.
- *Labande (Honoré). — Comptes rendus : Histoire d'Abbeville, 145; le Village de Saint-Momelin, 634.
- Labbé, les Institutions juridiques des Romains, 453.
- *Lair (Jules), lauréat de l'Académie française, 180, 659.
- *Langlois (Charles-Victor), officier d'académie, 664. — Lettres inédites concernant les croisades, 46. — Pons d'Aumelas, 259, 673. — Compte rendu : Histoire de l'Europe et en particulier de la France, de 395 à 1270, 310.
- *La Pijardière (Louis de la Cour de), décédé, 477.
- Larchey (Lorédan), Ancien Armorial équestre de la Toison d'or et de l'Europe au x^e siècle, 466.
- *Lasteyrie (Robert de), membre de la commission de publication de la Société de l'École des chartes, 174. — Rapport sur le concours des antiquités de la France, 477. — Bibliographie des travaux de M. de Montaiglon, 664.
- *Lecestre (Léon). — Compte rendu : Histoire de Charles VII, 312.
- *Ledos (Gabriel), stagiaire à la Bibliothèque nationale, 352.
- *Lefèvre-Pontalis (Eugène), archiviste-trésorier de la Société de l'École des chartes, 351.
- Legem Romanam (De formulis secundum)*, 454.
- *Le Grand (Léon). — Compte rendu : Archives historiques de la Marche et du Limousin, 148.
- *Leroux (Alfred), Archives historiques de la Marche et du Limousin, 148. — Franchises accordées par Charles V, roi de France, aux habitants d'Aix-la-Chapelle en l'honneur de Charlemagne, 585, 676.
- Lettre de saint Louis au chapitre général des Dominicains, 479.
- Lettres d'un cadet de Gascogne sous Louis XIV, 150.
- Lewes (the Song of)*, 142.
- *L'Hermite, archiviste de la Corrèze, 659.
- Liège (Querelle des investitures dans le diocèse de), 322.
- Limousin (Archives historiques du), 148.
- Lisbonne (évêque de) : voyez Martin.
- Livres nouveaux, 160, 329, 640.
- Livret de l'École des chartes, 477.
- *Lot (Ferdinand). — Une charte fautive d'Adalbéron, archevêque de Reims, 31. — A-t-il existé au x^e siècle un évêque de Paris nommé Gilbert ? 672. — Comptes rendus : les Noms gaulois chez César et Hirtius, 624; *Reginonis Chronicon*, 138.
- Louis VI le Gros. Annales de sa vie et de son règne, 469.
- Louis (saint). — Lettre au chapitre général des Dominicains, 479.

- Louvain (Université de) : Recueil de travaux, 322.
- * Luce (Siméon). — Du Guesclin au siège de Rennes, 615.
- Luchaire (Achille), les Communes françaises à l'époque des Capétiens directs, 469; Histoire des institutions monarchiques de la France sous les premiers Capétiens, 469; Louis VI le Gros, annales de sa vie et de son règne, 469.
- Luminaire (Histoire du) depuis l'époque romaine jusqu'au *xix*^e siècle, 475.
- * Mandrot (Bernard de). — Quel est le véritable auteur de la Chronique anonyme de Louis XI, dite la Scandaleuse ? 130.
- Manuscrits grecs datés (Fac-similés des), 176.
- Manuscrits latins de la Bibliothèque nationale (Notices et Extraits de quelques), 449, 627.
- Marchand (l'abbé F.), les Monnaies de Confranchette, 328.
- Marche (Archives historiques de la), 148.
- Marcotti (G.), *Giovanni Acuto (sir John Hawkwood), storia d'un condottiere*, 468.
- Mariage (le) en droit canonique, 630.
- * Marichal (Paul), archiviste paléographe, 174.
- * Marlet (Léon), lauréat de l'Académie des sciences morales et politiques, 663.
- * Marsy (le comte de). — Signets des anciens notaires de Tarn-et-Garonne, 180.
- Martin, évêque de Lisbonne. — Discours prononcé en présence de Charles V, 485.
- * Mas Latrie (Louis de). — Pacte pour la paix et le commerce entre la république de Venise et l'émir de Milet en Asie Mineure, 422.
- * Mazerolle (Fernand), auxiliaire à l'administration des monnaies et médailles, 352.
- Mély (F. de), le Trésor de la cathédrale de Chartres, 318.
- * Merlet (René), archiviste paléographe, 174; archiviste auxiliaire d'Eure-et-Loir, 659. — Fondation de l'abbaye de Neauphle-le-Vieux au diocèse de Chartres en l'année 1078, 578.
- Michel (Francisque-), les Rôles gascons, 480.
- Micrologue (l'Auteur du), 481.
- Midi (Annales du), 635.
- Milet (Pacte entre la république de Venise et l'émir de), 422.
- Miniature (l'École de) de Tours, 316.
- Moeller (Ch.), Université de Louvain. Recueil de travaux publiés par les membres de la conférence d'histoire, 322.
- Monnaies de Beaufremont, 118; de Confranchette, 328.
- Monod (G.), Histoire de l'Europe et en particulier de la France, de 395 à 1270, 310.
- * Montaiglon (Anatole de) : bibliographie de ses travaux, 664.
- Montbrison-en-Forez (Monographie et histoire de la commanderie de Saint-Jean-des-Prés à), 635.
- * Morel-Fatio (Alfred), membre de la commission de comptabilité de la Société de l'École des chartes, 174; officier d'académie, 353; lauréat de l'Académie française, 659. — Compte rendu : Correspondance du marquis de Croix, 326.
- * Moris (Henri), lauréat de l'Académie des sciences morales et politiques, 663.
- * Mortet (Victor) : mention honorable au concours des antiquités de la France, 352, 477.
- * Musset (Georges), lauréat de la Société des études historiques, 478.
- Neauphle-le-Vieux (Abbaye de), au diocèse de Chartres : fondation, 578.
- * Nerlinger (Charles), officier d'académie, 353.
- Noms de lieux habités (Recherches sur l'origine des), 308.
- Noms gaulois (les) chez César et Hirtius, 624.

- *Normand (Jacques), chevalier de la Légion d'honneur, 664.
 Notaires (Signets des anciens) de Tarn-et-Garonne, 180.
 Odoric de Pordenone, Voyages en Asie, 452.
 *Omont (Henri), membre de la commission de publication de la Société de l'École des chartes, 174; prix Brunet, décerné par l'Académie des inscriptions et belles-lettres, 352, 661; Facsimilés des manuscrits grecs datés de la Bibliothèque nationale, 176. — Testament d'Erkanfrida, veuve du comte Nithadus de Trèves, 573.
 Orléanais (Société archéologique et historique de l'), 329.
 Pacte pour la paix et le commerce entre la république de Venise et l'émir de Millet en Asie Mineure, 422.
Palaestinae (Bibliotheca geographica), 451.
 Palustre (L.). — Écusson sculpté dans la cour de l'École des chartes, 180.
 *Paradis (l'abbé), chanoine honoraire de Paris, 175.
 Paris (A-t-il existé un évêque de) nommé Gilbert? 672.
 Paris (la Prévôté des marchands de) à la fin du xiv^e siècle, 269.
 Pascal II (Fragments d'une bulle de), 482.
 Pèlerinage d'un paysan picard à Saint-Jacques de Compostelle, 320.
 Péron de Baschi (la Mission de) à Venise, 285.
 Perpignan (Association entre professeurs pour l'enseignement des arts à), 299.
 *Perret (Paul-Michel). — La Mission de Péron de Baschi à Venise, d'après des documents vénitiens, 285. — Quatre documents relatifs aux rapports de François Philèphe avec François Sforza, 426. — Jacques Galéot et la république de Venise, 590.
 Philèphe (François) : documents relatifs à ses rapports avec François Sforza, 426.
 Pons d'Aumelas, 259, 673.
 *Port (Célestin) : don aux archives de Maine-et-Loire, 665.
 Ports (les Travaux des) au pays de Caux pendant le moyen âge, 147.
 Portugal (Ambassadeur de) : discours en présence de Charles V, 485.
 Poussy, Signets des anciens notaires de Tarn-et-Garonne, 180.
 Prarond (E.), Histoire d'Abbeville : Abbeville avant la guerre de cent ans, 145.
 Prévôté (la) des marchands de Paris à la fin du xiv^e siècle, 269.
 Propriété foncière (Recherches sur l'origine de la), 308.
 *Prou (Maurice), officier d'académie, 353. — Comptes rendus : le Mariage en droit canonique, 630; les Monnaies de Confranchette, 328; le Trésor de la cathédrale de Chartres, 318; Université de Louvain. Recueil de travaux, 322.
 *Prudhomme (Auguste). — Comptes rendus : Collection d'opuscules dauphinois, 464; les Vaudois de la Vallouise, 464.
 Reeves (Arthur Middleton), *the Finding of Wineland the Good*, 323.
Reginonis Chronicon, 138.
 Registre de Saint-Remi de Reims, 355.
 Reims : chartes de M. Tarbé, 670; charte fausse de l'archevêque Adalbéron, 31; ancien registre de Saint-Remi, 355.
 Rennes (Du Guesclin au siège de), 615.
 Ridder (Alfred de), les Droits de Charles-Quint au duché de Bourgogne, 322.
 *Ripert-Montclar (le marquis de), envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Caracas, 352.
 *Robert (Ulysse), Histoire et Bullaire du pape Calixte II, 459, 661; prix Gobert à l'Académie

- des inscriptions et belles-lettres, 351, 661.
- * Rocquain (Félix), membre de la commission de comptabilité de la Société de l'École des chartes, 174; membre de l'Académie des sciences morales et politiques, 663.
- Röhricht (R.), *Bibliotheca geographica Palaestinae*, 451.
- Rôles gascons, 480.
- Romains (les Institutions juridiques des), 453.
- Romano (G.), *Gian Galeazzo Visconti e gli eredi di Bernabò*, 638.
- Rouleau (Cartulaire en forme de), 418.
- * Roux (Henri de), archiviste paléographe, 175.
- * Roy (Jules), officier de l'instruction publique, 352. — Compte rendu : Choix de lettres d'Eugène Burnouf, 325.
- * Saige (G.), chevalier de la Légion d'honneur, 664.
- Saint-Jacques de Compostelle (Pèlerinage d'un paysan picard à), 320.
- Saint-Jean-des-Prés (Monographie et Histoire de la commanderie de) à Montbrison-en-Forez, 635.
- Saint-Malo (les Dogues de) en 1466, 483.
- Saint-Momelin (le Village de), 634.
- Saint-Remi de Reims (Ancien Registre de), 355.
- Salon (Honoré Bonet, prieur de), 265, 481.
- Sarraméa (François de), Lettres, 150.
- Sauve-Majeure (Cartulaire en forme de rouleau provenant de l'abbaye de la), 418.
- * Sculfort, officier d'académie, 664.
- * Sepet (Marius), officier de l'instruction publique, 664.
- * Servois (G.). — Projet d'un enseignement historique et diplomatique à la Bibliothèque nationale sous la Convention, 353.
- Sforza (François) : documents relatifs à ses rapports avec François Phileppe, 426.
- Signets des anciens notaires de Tarn-et-Garonne, 180.
- Société archéologique et historique de l'Orléanais : séance solennelle sous la présidence de M. Léopold Delisle, 329.
- Société de l'École des chartes, 174.
- Société de secours des anciens élèves de l'École des chartes, 348, 349.
- Société libre d'agriculture, etc., de l'Eure, 353.
- * Sœhnée (Frédéric), archiviste paléographe, 175; membre de l'École française de Rome, 477.
- Song (the) of Lewes*, 142.
- Stouff (L.), *De formulis secundum legem Romanam a VII^e saeculo ad XII^{um} saeculum*, 454.
- Tarbé : chartes données à la ville de Reims, 670.
- * Tardieu (Amédée) : médaille d'or décernée par la Société de géographie de Paris, 176.
- * Tausserat, officier d'académie, 664.
- * Teilhard de Chardin (Emmanuel). — Registre de Barthélemy de Noces, officier du duc de Berri (1374-1377), 220, 517.
- Temple-Leader (G.), *Giovanni Acuto (sir John Hawkwood), storia d'un condottiere*, 468.
- Testament d'Erkanfrida, veuve du comte Nithadus de Trèves, 573.
- * Teulet, secrétaire adjoint de la Société de l'École des chartes, 174.
- * Thomas (Antoine), officier de l'instruction publique, 478; Annales du Midi, 635.
- * Tierny (Paul). — Compte rendu : Compte rendu des séances de l'administration provinciale d'Auch, 318.
- Toison d'or (Armorial équestre de la), 466.
- Totiracus in pago Quamiliacense*, 671.
- * Tournouer, officier d'académie, 664.

- Tours (l'École de calligraphie et de miniature de), 316.
- Traité de commerce entre les rois d'Angleterre et les ducs de Bourgogne, 356.
- *Tranchant (Charles), officier de l'instruction publique, 352.
- Trésor (le) de la cathédrale de Chartres, 318.
- *Tuetey (Alexandre), archiviste-trésorier de la Société de l'École des chartes, 174.
- Universitatis Parisiensis (Chartularium)*, 152.
- Université de Louvain : Recueil de travaux, 322.
- Vallouise (les Vaudois de la), 464.
- *Valois (Noël), membre suppléant de la commission de publication de la Société de l'École des chartes, 174. — Discours prononcé en présence de Charles V par Martin, évêque de Lisbonne, ambassadeur du roi de Portugal, 485. — Honoré Bonet, prieur de Salon, 265, 481. — Comptes rendus : *Giovanni Acuto (sir John Hawkwood)*, 468; le Royaume d'Arles et de Vienne, 461.
- Vatican (Bibliothèque et Archives du), 671.
- Vaudois (les) de la Vallouise, 464.
- Venise (République de) : Jacques Galéot, 590; Mission de Péron de Baschi, 285; Pacte avec l'émir de Milot, 422.
- Vienne (le Royaume d'Arles et de), 461, 660.
- Vienne (saint Avit, évêque de), Œuvres complètes, 305.
- *Viollet (Paul). — Comptes rendus : les Communaux et le Domaine rural à l'époque franque, 137; Études d'histoire du droit, 136.
- *Virey (Jean). — Comptes rendus : Étude sur les comptes de Macé Darne, 147; Monographie et Histoire de la commanderie de Saint-Jean-des-Prés à Montbrison-en-Forez, 635.
- Visconti (Gian Galeazzo) e gli eredi di Bernabò*, 638.
- Visites des monastères de l'ordre de Cluny de la province d'Auvergne, 64.
- Voyages en Asie, au xiv^e siècle, du bienheureux frère Odoric de Pordenone, 452.
- Wineland (Finding of)*, 323.



